{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Nord. Conseil général. Rapports et délibérations - Nord, Conseil général. 1875/08.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

CONSEIL GÉNÉRAL

DU

DÉPARTEMENT DU NORD.

Session d'Août 1875.

RAPPORT

DU CONSEILLER D'ÉTAT, PRÉFET.

LILLE,
IMPRIMERIE L. DANEL.
1875.

Fonds Pierre
Nre 778
1875

CONSEIL GÉNERAL DU DEPARTEMENT DU NORD.

RAPPORT DU CONSEILLER-D'ÉTAT, PRÉFET

1875

I K 16
219.
4° Lk 16
217
(1875, août)

CONSEIL GÉNÉRAL

DU

DÉPARTEMENT DU NORD.

SESSION D'AOUT 1875.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.
IMPRIMÉS.

RAPPORT

DU CONSEILLER D'ÉTAT, PRÉFET

LILLE
IMPRIMERIE L. DANEL.
1875.

DEPARTEMENT DU NORD

Session d'août 1875.

LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL GÉNÉRAL.

	MM.
Avesnes-Nord	GUILLEMIN, avocat à Avesnes.
Avesnes-Sud	MAILLIET, O. ✲, banquier, président de la Société d'Agriculture d'Avesnes.
Bavai	LEVENT, maître de forges, maire de Bavai.
Berlaimont	EMOND, notaire, maire de Berlaimont.
Landrecies	MARIE-SOUFFLET, maire de Landrecies.
Le Quesnoy-Est . . .	BOULANGÉ, agriculteur, maire de Salesches.
Le Quesnoy-Ouest . .	Baron DE L'ÉPINE, à Wargnies-le-Petit.
Maubeuge	DE CARNIÈRES, C. ✲, Président de chambre à la Cour de Cassation, à Paris.
Solre-le-Chateau . . .	ROUEZ, ✲, fabricant de tissus, maire de Solre-le-Château.
Trélon	BERTEAUX, filateur à Fourmies.
Cambrai-Est.	STIÉVENART-BÉTHUNE, ✲, maire d'Étrun.
Cambrai-Ouest	LELEU, ✲, agriculteur, maire de Tilloy.
Carnières	TELLIEZ, ✲, propriétaire à Carnières.
Clary	DUTEMPLE, Notaire, à Walincourt.
Le Cateau	Charles SEYDOUX, ✲, manufacturier au Câteau.
Margoing	CREPIN, ✲, agriculteur, maire de Noyelles.
Solesmes	MACAREZ, négociant, à Saint-Python.
Arleux	BILLET, fabricant de sucre, à Cantin.
Douai-Nord	MERLIN, avocat, à Douai.
Douai-Ouest	GIROUD, raffineur de sucre, à Douai.
Douai-Sud.	FIÉVET, O. ✲, agriculteur, fabricant de sucre, maire de Masny.
Marchiennes	Baron DE BOUTEVILLE, propriétaire à Hornaing.
Orchies	DES ROTOURS, député à l'Assemblée nationale, maire d'Avelin.
Bergues.	JOOS, ✲, propriétaire, à Bergues.
Bourbourg.	DE COUSSEMAKER, ✲, A. ✠, juge honoraire au Tribunal civil de Lille, à Lille, maire de Bourbourg.
Dunkerque-Est	Gustave LEMAIRE, adjoint au maire de Dunkerque.

	MM.
DUNKERQUE-OUEST. . .	TRYSTRAM, négociant, vice-président de la Chambre de commerce de Dunkerque.
GRAVELINES	GOUSSARD, C. ✲, président de section au Conseil d'État, (Watten).
HONDSCHOOTE	GOUDAERT, ancien notaire, maire d'Hondschoote.
WORMHOUDT	BERGEROT, maire d'Esquelbecq.
BAILLEUL-NORD-EST . .	LOTTHÉ, Notaire, maire de Bailleul.
BAILLEUL-SUD-OUEST. .	PLICHON, O. ✲, C. ✠, député à l'Assemblée nationale, à Bailleul.
CASSEL	DESMYTTÈRE, ✲, maire de Cassel.
HAZEBROUCK-NORD . . .	JOETS DE MÈTERSHOF, propriétaire, à Hazebrouck.
HAZEBROUCK-SUD. . . .	MASSIET DU BIEST, propriétaire, à Hazebrouck.
MERVILLE	DUQUENNE, négociant, à La Gorgue.
STEENVOORDE.	BECK, propriétaire, à Steenvoorde.
ARMENTIÈRES.	POUCHAIN, Victor, manufacturier, maire d'Armentières.
CYSOING	Jules BRAME, députe à l'Assemblée nationale, à Hem.
HAUBOURDIN	Comte D'HESPEL, député à l'Assemblée nationale, maire de Wavrin.
LA BASSÉE	CHOMBART, Édouard, maire d'Herlies.
LANNOY	C. DESCAT, ✲, apprêteur de tissus, député à l'Assemblée nationale, maire de Roubaix.
LILLE-CENTRE	Pierre LEGRAND, avocat, à Lille.
LILLE-NORD-EST	Jules DUTILLEUL, brasseur, à Lille.
LILLE-OUEST.	SOINS, manufacturier, à Lille.
LILLE-SUD-EST	MORISSON, docteur en médecine, à Lille.
LILLE-SUD-OUEST . . .	TESTELIN, docteur en médecine, député à l'Assemblée nationale, à Lille.
PONT-A-MARCQ	DESMOUTIERS. ✲, agriculteur, à Mons-en-Pévèle.
QUESNOY-SUR-DEULE . .	DESROUSSEAUX, ✲, A. ✪, ✠, propriétaire, juge honoraire, à Lille.
ROUBAIX-EST.	DEREGNAUCOURT, constructeur de machines, député à l'Assemblée nationale, à Roubaix.
ROUBAIX-OUEST	DELEPORTE-BAYART, propriétaire, à Roubaix.
SECLIN.	VAN DER STRAETEN, I. ✪, ✠, maire de Vendeville.
TOURCOING-NORD	ROUSSEL-DEFONTAINE, ✲, ✠, négociant et maire de Tourcoing.
TOURCOING-SUD.	J. LEURENT, ✲, député à l'Assemblée nationale, à Tourcoing.
BOUCHAIN	CAULLET, fabricant de sucre, maire d'Haspres.
CONDÉ	RENARD, ✲, maître de verreries, maire de Fresnes.
St-AMAND (rive gauche) .	Émile DELERUE, maire de Raismes.
St-AMAND (rive droite) . .	Louis LEGRAND (de Lecelles), avocat à Douai.
VALENCIENNES-EST . . .	BULTOT, maire de Valenciennes.
VALENCIENNES-NORD . .	DE MARSILLY, ✲, directeur-général de la Compagnie des mines d'Anzin.
VALENCIENNES-SUD . . .	Louis LEGRAND (de Valenciennes), avocat, docteur en droit, docteur-ès-lettres, à Valenciennes.

CONSEIL GÉNÉRAL DU DÉPARTEMENT DU NORD.

Session d'Août 1875.

RAPPORT DU CONSEILLER D'ÉTAT PRÉFET

BUDGET RECTIFICATIF DE 1875.

Ressources.

Les ressources du budget rectificatif se composent de toutes les recettes prévues par la loi ainsi que des produits éventuels réalisés en cours d'exercice.

Une décision de M. le Ministre de l'Intérieur, en date du 26 décembre 1874, a fixé, conformément à la loi du 11 septembre 1871, à 54,198 fr. 26 c., la somme à rembourser au département pour les dépenses d'acquisition d'une mitrailleuse et d'organisation d'une cartoucherie, à Lille.

Les 4/5 de ces fonds ayant été versés dans la caisse départementale dans le cours de l'année, je les ai rattachés en recette au budget rectificatif de cet exercice.

J'ai également fait figurer parmi les ressources dudit budget : 1° un excédant de recettes de 7,023 fr. 22, provenant du budget primitif de 1875 ; 2° le montant du remboursement des droits de timbres et autres relatifs à la portion non réalisée de l'emprunt de 15 millions — 74,548 fr. 99 ; 3° les intérêts des bons de liquidation appartenant au département 11,250 fr. ; 4° le prix de 3,500 couvertures cédées par le département du Nord à celui de la Lozère pour le service de la mobilisée — 27,125 fr. ; 5° l'augmentation du versement fait sur le prix de vente de l'hôtel de l'ancienne Préfecture — 25,000 fr. ; 6° la partie non employée du produit de la vente à des particuliers des chevaux de l'artillerie — 21,905 fr. 73.

Voici, d'ailleurs, toutes les ressources comprises au budget rectificatif :

	MONTANT des recettes.
BUDGET ORDINAIRE	
Fonds libres de l'exercice 1874, provenant soit de plus-values de recettes, soit d'économies réalisées, soit de crédits annulés faute d'emploi, savoir :	
1° Sur le produit des centimes ordinaires	146,550 fr. 38
2° — des centimes de la vicinalité	18,497 62
Frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer d'intérêt local .	414 46
Reliquat du budget de 1875	1,711 53
Total	167,173 fr. 99
BUDGET EXTRAORDINAIRE	
Fonds libres de 1874 provenant des 12 centimes	162,296 fr. 13
Id. provenant d'emprunts	27 53
Remboursement par l'État des droits de timbre et autres relatifs à la portion non réalisée de l'emprunt de 15 millions	74,548 99
Remboursement des 4/5 des dépenses d'acquisition d'une mitrailleuse et d'organisation d'une cartoucherie	43,358 60
Intérêts de bons de liquidation	11,250 »
Prix de cession par le département du Nord à celui de la Lozère de 3,500 couvertures pour le service de la mobilisée	27,125 »
Complément du versement fait sur le prix de vente de l'hôtel de l'ancienne Préfecture.	25,000 »
Partie non employée du produit de la vente à des particuliers des chevaux de l'artillerie	21,905 73
Reliquat du budget primitif de 1875	5,311 69
TOTAL.	370,823 fr. 67
BUDGET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE	
Fonds libres de l'exercice 1874	26,329 35

L'emploi de ces diverses ressources, détaillées dans les rapports spéciaux. se trouve indiqué dans le résumé qui suit :

BUDGET ORDINAIRE.

		CRÉDITS.
DÉPENSES.		
Préfecture. — Éclairage de l'horloge		400 »
Entretien en 1873 de l'ancienne Préfecture		1,960 60
Caserne de Gendarmerie de Cassel. — Réparations		396 78
Greffe du tribunal de Douai. — Acquisition de cartons		80 »
Chemins de grande communication :		
N° 2 Rechargement	3,000 »	
— 5 id.	3,000 »	
— 46 id.	3,000 »	
— 49 Substitution de pavage	7,146 56	
— 78 Construction de pavage	2,351 06	
	18,497 62	18,497 62
Frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer d'intérêt local		414 46
Élèves sages-femmes. — Complément de pension pour 1875		146 40
Secours à la veuve Ponsot. — Géomètre		300 »
Indemnités aux employés de la Préfecture pour les sessions d'avril et d'août		6,200 »
Enfants assistés. — Dépenses de 1871, 1872 et 1873		959 47
Malades incurables indigents. — Dépenses de 1870 à 1874		785 74
Typhus contagieux. — Honoraires d'un vétérinaire. — Arriéré		101 20
Secours de route et frais de transports de voyageurs et indigents en 1874	298 47	571 97
et antérieurement	273 50	
Dépenses des aliénés indigents. — Déficit de 1874		52778, 69
Confection des tables décennales de l'État-Civil. — Dépenses arriérées		86 03
Indemnité de literie aux gendarmes. — Déficit de 1874		91 31
Frais de division de cotes. — Solde de 1874		138 76
Dépenses occasionnées à la Préfecture à l'occasion de la visite, en 1874, du Maréchal-Président		4,534 50
Entretien de bourses dans les lycées de Lille et de Douai		360 »
		88,803 53
Les ressources étant de		167,173 99
Il en résulte un reliquat de		78,370 46

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

	CRÉDITS.
DÉPENSES.	
Travaux neufs de chemins d'intérêt commun	43,619 23
Subventions aux communes pour remboursement d'emprunts contractés à la caisse des chemins vicinaux	76,627 20
Obligations départementales. — Intérêts et remboursement	179,048 20
Reversement à la caisse de l'État d'une somme de 27,125 encaissée par ledépartement, pour prix de cession à la Lozère de 3,500 couvertures destinées à la garde mobilisée	27,125 »
	326,419 63
Les ressources étant de	370,823 67
Il en résulte un reliquat de	44,404 04

BUDGET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

DÉPENSES.	
Subvention déstinée à compléter le traitement minimum des instituteurs et institutrices	8,000 »
Construction d'une nouvelle école normale	45,000 »
Subvention pour venir en aide aux communes dans les dépenses d'acquisition et de réparation de mobilier de classe, d'achat de tableaux, de cartes géographiques, etc	3,329 35
TOTAL	26,329 35
Les ressources étant de	26,329 35
Il reste	»

RÉCAPITULATION.

	RECETTES.	DÉPENSES.
Budget ordinaire	167.473 99	88.803 53
Budget extraordinaire	370.823 67	326.419 63
Budget de l'instruction publique	26.329 35	26.329 35
Totaux	564.327 01	441.552 51
Excédant de recettes	122.774 50	

BUDGET ORDINAIRE DE 1876. (1er B.)

Recettes.

Les recettes du budget ordinaire de 1876, inscrites pour une somme de 4,228,184 fr. 10 c., au tableau récapitulatif que j'ai l'honneur de vous soumettre, s'établissent comme suit :

Produit des 25 centimes additionnels ordinaires aux deux premières contributions, et de 1 centime additionnel aux quatre contributions directes.	1,809,055	72
Produit des 3 centimes additionnels aux quatre contributions, pour le service des chemins vicinaux.	896,267	54
Produit des 3 centimes additionnels aux quatre contributions, pour le service de l'instruction primaire	384,114	66

Produits éventuels.

Loyer de terrains et de bâtiments	2,000	»
Revenus d'établissements d'eaux minérales	100	»
Vente d'arbres abattus ou élagués	1,000	»
Vente de cartes topographiques du département	200	»
Produit des expéditions d'actes de la Préfecture.	50	»
Amendes pour contraventions en matière de roulage..	1,200	»
Amendes et confiscations affectées au service des enfants assistés .	21,600	»
Contingent des communes pour le même service	33,600	»
Subvention de l'État pour le même service	8,400	»
Contingent des communes pour le service des aliénés	135;000	»
Contingent des familles pour le même service	27,000	»
Indemnité à recevoir du ministère de la Guerre, pour le logement des officiers de gendarmerie	1,440	»
Contingent des communes pour le service vicinal de grande communication et subventions industrielles.	375,901	»
Contingent des communes et subventions industrielles pour les chemins d'intérêt commun	489,554	18
Versements effectués par les compagnies de chemins de fer pour frais de contrôle et de surveillance	7,701	»
Remboursement pr l'État des avances faites par le département pour le service des enfants assistés et des aliénés étrangers . .	4,000	»
Remboursement d'avances pour travaux d'intérêt public.	30,000	»
Total	4,228,184	10

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien inscrire ces différentes ressources au budget ordinaire de 1876.

Contributions directes de 1876. — Répartement. (1 B.)

La loi de finances a fixé comme il suit le contingent du département du Nord dans les contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres :

Contribution foncière.	5,003,947	»
» personnelle-mobilière .	1,652,422	»
» des portes et fenêtres. .	1,828,510	»

Pour la contribution foncière, les contingents proposés sont ceux qui sont inscrits dans la colonne 10 de l'état récapitulatif par arrondissement, et dans la colonne 3 de l'état général de sous-répartement. Ce sont les mêmes que ceux qui figurent dans les rôles généraux de 1875, modifiés seulement par les changements provenant du mouvement des propriétés non bâties devenues imposables ou ayant cessé de l'être. Le résultat final des modifications se traduit par une diminution de 94 fr. provenant de ce que les cessions à la voie publique ont été plus nombreuses et plus importantes que les acquisitions, par les particuliers, de terrains rendus à la culture.

Le principal fictif des bois de l'État est, pour 1876, de 67,597 fr.

Les contingents proposés pour la contribution personnelle-mobilière, sont ceux qui sont inscrits dans la colonne 6 de l'état récapitulatif par arrondissement, et dans la colonne 11 de l'état général de sous-répartement; et, pour la contribution des portes et fenêtres dans la colonne 8 et dans la colonne 19 de ces mêmes états. Ce sont les mêmes contingents que ceux qui figurent dans les rôles généraux de 1875.

Aucune réclamation ne s'étant produite depuis l'année dernière contre les contingents assignés aux arrondissements et aux communes, je ne puis que proposer de les maintenir. Ils devront seulement être modifiés, avant de figurer dans les rôles de 1876, par l'addition ou la suppression de la contribution en principal afférente aux constructions nouvelles et aux démolitions constatées par les contrôleurs pendant la tournée actuellement en cours d'exécution.

En résumé, les tableaux de répartement entre les arrondissements, que j'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, présentent les résultats suivants :

ARRONDISSEMENTS.	PRINCIPAL DES CONTRIBUTIONS.		
	Foncière.	Personnelle-mobilière.	des portes et fenêtres
Avesnes.	681,524	170,146	153,076
Cambrai	595,260	164,157	151,508
Douai	490,985	132,194	125,752
Dunkerque	490,549	138,787	139,492
Hazebrouck	426,393	94,794	101,070
Lille	1,655,290	761,316	982,093
Valenciennes	663,956	191,031	175,519
	5,003,957	1,652,422	1,828,510
BOIS DE L'ÉTAT.			
Principal fictif	67,597		

Au principal des quatre contributions directes doivent être ajoutés :

Centimes additionnels généraux sans affectation spéciale.

Contribution foncière	»	»
» personnelle-mobilière.	»	17
» des portes et fenêtres	»	15 8/10

Fonds pour secours en cas de grêle, incendie, etc.

Contribution foncière	»	01
» personnelle-mobilière	»	01

Fonds de non-valeurs.

Contribution foncière	»	01
» personnelle-mobilière	»	01
» des portes et fenêtres.	»	03
» des patentes.	»	05

Ces centimes additionnels sont les mêmes que l'an passé.

Le Conseil général a la faculté d'établir des impositions dont la nature et le taux sont réglés ainsi qu'il suit :

Pour dépenses ordinaires du département, art. 13 de la loi de 1875. — sur la contribution foncière, personnelle-mobilière, maximum	0	25
Pour dépenses ordinaires du département, art. 13 de la loi de 1875. — sur les 4 contributions directes, maximum	»	01
Pour dépenses du service vicinal, sur les quatre contributions, maximum	»	07
Pour dépenses de l'instruction primaire, sur les mêmes contributions, maximum.	»	03
Pour dépenses du cadastre, sur la contribution foncière seulement, dans les départements où les operations ne sont pas terminées, maximum . .	»	05

Le Conseil général peut, en outre, établir d'office une imposition spéciale portant sur les quatre contributions directes dans les limites d'un maximum de 2 centimes, en cas d'omission au budget départemental d'un crédit suffisant pour faire face aux dépenses spécifiées à l'art. 61 de la loi du 10 août 1871 sur l'organisation des conseils généraux.

Enfin le maximum des centimes extraordinaires que le Conseil général peut voter en vertu de l'art. 40 de la loi du 10 août 1871, est fixé pour l'année 1876, à 12.

Je joins ici, avec la circulaire de M. le Ministre des Finances, en date du 1875, concernant la répartition des contributions directes de 1876, le rapport de M. le Directeur des Contributions directes et l'état qui devra être signé par le Conseil général.

Le Conseil voudra bien se borner à inscrire, en principal et en francs, les contingents qu'il aura assignés à chaque arrondissement. M. le Directeur des Contributions directes y portera ensuite le chiffre des centimes départementaux dont le Conseil général aura voté la mise en recouvrement.

Contributions directes. — Recouvrement. (1er B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, les relevés sommaires de la situation du recouvrement des Contributions directes, du 1er janvier au 1er juillet 1875.

L'évaluation des recouvrements en douzièmes, qui était de 5-71 % au 1er juillet 1874, est, pour cette année, de 5-74.

Les frais de poursuites, à la même époque, étaient de 0,54 %; ils sont, en 1875, de 0,52 pour cent francs.

Je prie le Conseil général de me donner acte de cette communication.

Fonds de non-valeurs et de réimposition de 1873. (1er B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, avec le rapport de M. le Directeur des Contributions directes, le compte définitif de l'emploi du fonds de non-valeurs et de réimposition de l'exercice 1873. Ce compte se résume comme il suit :

Les remises et modérations accordées sur les contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres, se sont élevées à	73,640 fr.	33 c.
Les crédits mis à ma disposition se sont élevés à	73,640	33
Différence	» fr.	» c.
Les dégrèvements prononcés sur les patentes ont donné lieu à une dépense de	277,790 f.	18 c.
Les crédits ouverts sur le fonds de non-valeurs et sur le principal des rôles, pour couvrir cette dépense, se sont élevés à la somme de	279,989	75
Excédant de crédit	2,199 f.	57 c.

Le produit des 8 centimes prélevés sur le principal du rôle des patentes, au profit des communes, conformément à l'article 32 de la loi du 25 avril 1844, s'est élevé à la somme de 346,973 fr. 91 c.

Cette somme a dû être versée dans les caisses communales, au fur et à mesure des recouvrements.

Le montant des décharges et réductions prononcées sur l'exercice 1873, et qui ont été réimposées dans les rôles de l'exercice courant, s'élèvent, savoir :

Pour la contribution foncière, à	146 fr.	88 c.
Id. personnelle-mobilière, à	26,795	98
Id. des portes et fenêtres, à	907	58
Total	27,850 fr.	44

Aux termes de l'article 24 de la loi du 19 mai 1838, le Conseil général est appelé à prendre, sur le compte qui lui est soumis, une délibération qui en approuvera, s'il y a lieu, les détails et les résultats.

Indépendamment de ces allocations, qui sont accordées sur le fonds de non-valeurs, des secours sont aussi accordés, sur le budget du Ministère de l'Agriculture et du Commerce, aux personnes nécessiteuses, dans le cas de pertes éprouvées par suite d'événements malheureux.

Taxe personnelle. — Fixation (1er B)

Aux termes des articles 28 de la loi du 23 juillet 1820, et 10 de la loi du 21 avril 1832, le Conseil général est appelé à fixer, chaque année, sur la proposition du Préfet, le taux de la taxe personnelle qui se compose de trois journées de travail.

Le conseil général a toujours adopté pour prix de la journée de travail, dans la grande majorité des communes du département, le minimum de 0 fr. 50 fixé par la loi, et la taxe personnelle y est de 1 fr. 50.

Pour les autres, dont la population excède 5,000 âmes ou qui sont considérées comme se trouvant dans une condition supérieure à celle des premières, le prix de la journée de travail a été fixé de manière à tenir compte des avantages plus ou moins grands dont elles jouissent :

Il a été gradué dans ces communes de la manière suivante :

			Prix de la journée de travail.		Montant de la taxe personnelle.	
Lille	intra-muros		1	30	3	90
	extra-muros	Wazemmes, Les Moulins	0	70	2	10
		Esquermes, Fives	0	50	1	50
Dunkerque			1	»	3	»
Douai			1	»	3	»
Cambrai			1	»	3	»
Valenciennes			1	»	3	»
Roubaix			1	»	3	»
Tourcoing			1	»	3	»
Avesnes			0	70	2	10
Hazebrouck			0	70	2	10
Bergues			0	70	2	10
Gravelines			0	70	2	10
Bailleul			0	70	2	10
Estaires			0	70	2	10
Merville			0	70	2	10
Armentières			0	70	2	10
Comines			0	70	2	10
Le Cateau			0	70	2	10
Maubeuge			0	70	2	10
St-Amand			0	70	2	10
Condé			0	70	2	10

Je n'aurais qu'à proposer le maintien de ces chiffres, qui n'ont pas soulevé de reclamations, si l'Administration des contributions directes n'avait présenté quelques réflexions au sujet de la question soumise l'année dernière au Conseil, en vue d'arriver à un taux uniforme pour la taxe personnelle dans toute l'étendue de la ville de Lille.

Voici, d'ailleurs, comment s'exprime M. le Directeur des contributions:

« La fixation de taux différents dans une même commune peut avoir pour conséquence de » vicier la répartition individuelle en détruisant la proportionalité entre les cotisations des » habitants des divers quartiers. Elle peut, en outre, avoir l'inconvénient, en cas de démolition » de maisons d'habitation, de réduire le contingent de la contribution personnelle-mobilière » d'une somme comparativement trop faible, si les maisons détruites sont situées dans les » quartiers où le taux de la cote personnelle est le moins élevé. J'ajouterai que cette mesure » n'atteint peut-être pas le but que l'on s'était proposé, et qui était sans doute de ménager la » classe ouvrière, forcée, par la cherté de la vie dans l'intérieur de Lille, de se loger au dehors. » En effet, les ouvriers et les petits employés ne paient ni cote personnelle ni cote mobilière » aussi bien en dehors qu'en dedans des remparts. On ne soumet à cette contribution que les » habitants de la partie rurale qui sont en état de la payer, et qui le peuvent d'autant mieux » qu'ils sont affranchis en partie des taxes si lourdes de l'octroi.

» Si, malgré ces considérations, le Conseil général ne croit pas devoir modifier sa décision » de l'année dernière dans le sens de l'uniformité complète du prix de la journée de travail » pour l'agglomération lilloise, peut-être trouvera-t-il opportun de ne pas maintenir, pour la » banlieue, une distinction que rien ne paraît justifier. Les parties rurales de Wazemmes, » des Moulins, d'Esquermes et de Fives sont, au point de vue de la valeur des maisons, du » prix des salaires, des aises de la vie, dans des conditions identiques, et s'il existe une diffé- » rence, elle est à l'avantage de Fives, qui compte une population agglomérée de 16,000 âmes » et touche aux portes de Lille. A Fives, cependant, le taux de la cote personnelle est seule- » ment de 1 fr. 50, de même à Esquermes, tandis qu'il est de 2 fr. 10 pour les habitations » rurales de Wazemmes et des Moulins. C'est cette anomalie que je propose de faire dispa- » raître. — Les conditions économiques étant meilleures pour la banlieue de Lille que pour » les communes rurales, éloignées des grands centres dans lesquelles la taxe personnelle est » de 1 fr. 50, il me paraîtraît équitable de fixer cette taxe à 2 fr. 10 pour toute la partie du » territoire située en dehors des fortifications, mais le Trésor étant désintéressé dans cette » question, je me borne à vous prier, M. le Prétet, d'engager le Conseil général à établir » l'uniformité, au moins pour la banlieue de Lille, quel que soit le chiffre qu'il lui plaise » de fixer. »

Ainsi que j'ai eu l'honneur de l'exposer l'année dernière à l'Assemblée départementale, je ne saurais admettre sur le premier point traité dans la lettre ci-dessus la doctrine de l'Administration des Contributions directes, mais en ce qui concerne la seconde question, j'adopte volontiers l'opinion de M. le Directeur, et je prie le Conseil général de fixer, pour toute la banlieue de la ville de Lille, le prix de journée à un taux uniforme de 0 fr. 70, soit à 2 fr. 10 le montant de la taxe personnelle. Pour la partie intra-muros, la taxe resterait fixée à 3 fr. 90.

SOUS-CHAPITRE Ier

DÉPENSES OBLIGATOIRES.

Préfecture-Hôtel. — Entretien des bâtiments et du mobilier. (2. B.)

J'ai l'honneur de soumettre à l'assemblée un rapport par lequel MM. les conseillers généraux délégués, proposent d'inscrire un budget de 1876 les crédits suivants pour l'entretien, pendant l'année 1876, des bâtiments et du mobilier de l'hôtel de la Préfecture, savoir :

Bâtiments.	36,000 fr.
Mobilier.	9,000 »
Ensemble. . . .	45,000 fr.

Le crédit proposé pour le bâtiment présenté sur celui voté l'année dernière uue augmentation de 320 fr. Cette somme est destinée à payer l'éclairage de l'horloge du pavillon central de la préfecture, dont l'installation a été décidée par le Conseil général dans sa session d'avril 1875.

Je prie l'assemblée de vouloir bien inscrire au budget de 1876 les deux sommes précitées, s'élevant ensemble à 45,000 fr.

Ancien hôtel de Préfecture — Entretien en 1873 (2e B)

Dans sa session de 1872 le Conseil général a alloué deux crédits restreints l'un à 5,000 fr., l'autre à 4,500 fr., pour l'entretien, en 1873, des bâtiments et du mobilier de l'ancien hôtel de la Préfecture que l'on supposait ne devoir pas être habité toute l'année. Dans son rapport ci-joint, M. Marteau, architecte du département, rappelle que, contrairement à cette prévision, l'hôtel a été occupé jusques dans les derniers jours de décembre et que, par suite, le service de l'entretien a dû être continué jusqu'à la même époque, en sorte que les crédits ont présenté une insuffisance de 1,035 fr., 74 pour le bâtiment, et de 924 fr. 86 pour le mobilier, ensemble 1,960 fr. 60.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien me mettre en mesure de solder cette dépense supplémentaire, qui n'a pu être prévue, en allouant au budget rectificatif de 1875, un crédit de la somme précitée de 1,960 fr. 60.

Sous-Préfectures. — Entretien. (2 B.)

Des travaux sont à faire chaque année aux bâtiments des hôtels de sous-préfectures qui appartiennent au département.

Une somme de 2,050 francs a été affectée à ces travaux par le budget de 1875 et a été répartie de la manière suivante :

Avesnes.	450 fr.
Cambrai.	450 »
Douai.	450 »
Hazebrouck	250 »
Valenciennes.	450 »
Total. . . .	2050 fr.

Je prie le Conseil général de vouloir bien m'allouer un crédit de pareille somme au budget de 1876.

Sous-Préfectures. — Loyers (2 B.)

Le bail passé le 5 mai 1858 pour la location des bâtiments occupés par la Sous-Préfecture d'Hazebrouck expire le 31 décembre prochain.

Le Conseil municipal d'Hazebrouck est disposé à renouveler ce bail, mais avec une augmentation de 800 fr. sur le prix du loyer actuel, qui est de 2,200 fr. Moyennant cette augmentation la ville s'engage à faire exécuter certains travaux indispensables, évalués à 11,000 fr., pour assurer le service intérieur de l'hôtel.

Eu égard à l'augmentation survenue dans le prix des loyers, depuis 18 ans, et aux sacrifices que consent à s'imposer la ville d'Hazebrouck pour l'exécution des travaux projetés, la somme de 3,000 fr. demandée ne paraît pas exagérée.

Je propose en conséquence au Conseil général de m'autoriser à passer un nouveau bail aux conditions ci-dessus stipulée et d'inscrire au budget de 1876 un crédit de 3,000 pour le loyer en question.

Le bail actuellement en vigueur pour la location du tribunal de Dunkerque fixe le prix de loyer à 5,000 fr.

Je propose également l'inscription de pareille somme au budget.

Sous-Préfectures. — Mobilier. — Entretien ordinaire (2e B)

Un crédit de 3,360 fr. est alloué au budget départemental, depuis plusieurs années, pour frais d'entretien du mobilier des Sous-Préfectures. Ce crédit se répartit de la manière suivante :

Avesnes	500 f. »
Cambrai	590 »
Douai	590 »
Dunkerque	590 »
Hazebrouck	500 »
Valenciennes	590 »
Somme pareille . . .	3,360 »

Je propose au Conseil général le maintien de cette allocation au budget de 1876.

Sous-préfecture d'Avesnes — Acquisition de mobilier (2e B)

Un devis montant à 3,700 fr. des dépenses à faire pour l'acquisition d'objets mobiliers destinés à la sous-préfecture d'Avesnes a été présenté en 1874; mais comme il s'agissait, d'une part, du remplacement des meubles du salon devenus défectueux et, d'autre part, de l'ameublement d'une chambre à coucher de réception, le Conseil général pensa que les objets remplacés pouvaient être utilisés pour la chambre à coucher et réduisit de 1,100 fr. le susdit devis.

Par lettre du 11 juin 1875, l'architecte départemental, à Avesnes, fait remarquer que les meubles dont l'acquisition a été proposée sont tout à fait indispensables, que, d'ailleurs, il semblait impossible de meubler une chambre à coucher avec des objets dépareillés et insiste pour obtenir le complément du crédit demandé.

Ces explications me paraissent de nature à être prises en considération. En conséquence, je propose au Conseil général d'allouer au budget de 1876 le complément du crédit en question.

Sous-Préfectures de Cambrai et de Valenciennes. — Acquisition de mobilier. (2. B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général deux devis relatifs aux dépenses de réparations et d'acquisition d'objets mobiliers destinés aux sous-préfectures de Cambrai et de Valenciennes.

Le devis concernant Cambrai comprend une somme de 123 fr. 25 pour des réparations de meubles et 525 fr. pour l'acquisition, pose et accessoires d'un tapis destiné au grand salon de réception, soit en totalité . . . . . 648 fr. 25

Le devis concernant Valenciennes comprend l'acquisition d'un tapis, de trois descentes de lit, de quatre couvertures et la garniture des fenêtres du salon, soit. . . . 900 »

Ces deux projets me paraissent susceptibles d'être approuvés.

Je propose en conséquence, au Conseil général, l'inscription au budget départemental de 1876 d'une somme de 1,548 fr. 25, montant de la dépense.

Sous-Préfecture de Douai. — Acquisition de mobilier. (2. B.)

Je communique au Conseil général un devis présenté par l'architecte départemental, à Douai, des dépenses à faire pour l'acquisition d'ojets nécessaires a l'ameublement de la Sous-Préfecture de cette ville.

Ce devis comprend l'acquisition de deux paires de portières pour le grand salon, de deux garnitures de cheminée pour les grand et petit salon, le remplacement d'une cuisinière, l

renouvellement des rideaux du bureau des employés et la pose de deux jalousies: dépense évaluée à. . . . . 1,350 fr. »

On y avait fait figurer, en outre, une somme de 502 fr. 50 pour frais de reliure et de cartonnage; mais ces frais ne constituant pas une dépense de mobilier, j'ai cru devoir ramener le devis au chiffre de 1,350 fr.

D'un autre côté, le Conseil général a approuvé en principe, dans sa séance du 20 octobre 1874, un devis montant à 5,616 fr. relatif à des dépenses d'acquisition de meubles pour la même Sous-Préfecture et a décidé qu'un crédit de 3,082 fr. à valoir serait inscrit au budget de 1875 et que le complément figurerait au budget de 1876, soit . . . . . 2,534 »

Ensemble . . . . . 3,884 fr. »

Je propose au Conseil général de voter au budget départemental de ce dernier exercice un crédit de 3,884 fr. nécessaire à l'acquisition des dépenses dont il s'agit.

Sous-préfecture d'Hazebrouck — Acquisition de mobilier (2e B)

Les literies de la sous-préfecture d'Hazebrouck sont en très-mauvais état. Plusieurs sont susceptibles de réparations; mais il est indispensable d'en renouveler deux complètement.

D'un autre côté, l'hôtel, composé de neuf pièces, ne possède que deux pendules dont le mouvement laisse à désirer. L'architecte propose d'en placer une nouvelle dans le cabinet de M. le sous-préfet et une dans l'une des chambres à coucher.

La dépense prévue s'élève à 994 fr.

Je prie le Conseil général d'autoriser cette dépense, qui me paraît justifiée, et de voter le crédit nécessaire au budget de 1876.

Sous-Préfecture de Dunkerque. — Acquisition de mobilier. (2 B.)

Le Conseil général a décidé dans sa séance du 20 octobre dernier, qu'un crédit de 5,000 fr., à valoir, serait inscrit au budget départemental de l'exercice courant pour servir au paiement d'objets mobiliers destinés à la Sous-Préfecture de Dunkerque et que le complément de la dépense ferait l'objet d'un second crédit au budget de 1876.

Toutefois le prix de plusieurs articles ayant paru un peu élevé, le Conseil en avait demandé la révision.

Des observations dans ce sens ont été adressées à M. le Sous-Préfet, mais il n'a pas été possible d'apporter de réductions sur les prix prévus.

En conséquence, je propose au Conseil général de voter au budget de 1876 le complément du crédit demandé, soit 5,880 fr.

Gendarmerie. — Casernes en location. — Dépenses (1er B)

J'ai l'honneur de rendre compte au Conseil général de la situation du casernement de la gendarmerie.

Deux baux ont pris ou doivent prendre fin en 1875, savoir :

Aniches. — La Compagnie des Mines à qui appartient la caserne a consenti au renouvellement du bail qui expirait le 30 juin, aux mêmes conditions, c'est-à-dire moyennant un loyer annuel de 700 francs.

Masnières. — 31 octobre. — Le propriétaire de la caserne actuelle a consenti à passer un nouveau bail au taux annuel de 1,600 francs, soit une augmentation de cent francs sur l'ancien prix. Moyennant cette augmentation les travaux d'amélioration jugés nécessaires seront exécutés.

Ces conditions ont été approuvées par M. le Ministre de la guerre et par la Commission départementale.

Les baux des casernes qui prendront fin en 1876 sont ceux de :

Solre-le-Château. — Le 1er janvier.

Fourmies. — Le 14 mars.

Le bail de Solre-le-Château pourra être renouvelé au taux annuel de 1,100 francs, soit une augmentation de 200 francs justifiée par les appropriations réclamées dans l'intérêt du service.

L'administration s'occupe en ce moment du renouvellement du bail de Fourmies dans les conditions les plus avantageuses aux intérêts du département.

L'indemnité de logement pour les officiers qui demeurent dans les casernes fixée à 1,440 francs, est inscrite en recettes au buget de 1876.

Un crédit de 3,000 francs pour indemnité de literies aux gendarmes extraits de la ligne ou admis dans les six mois de leurs congés, a été inscrit au budget de 1875. Il y a lieu de comprendre un semblable crédit pour 1876.

Pour être à même de faire face aux augmentations de loyer qui pourront résulter de l'appropriation des Chambres de sûreté dans les casernes, appropriations prescrites par les instructions ministérielles, et en prévision de la création de nouvelles brigades en 1876, une somme à valoir de 2,900 francs est inscrite au budget.

Ainsi que je l'ai fait connaître au Conseil général lors de sa session d'Avril deux nouvelles brigades de gendarmerie ont été créées à *Halluin* et à *Somain.*

Des baux de location pour assurer le casernement de ces brigades ont été passés pour Halluin moyennant un loyer annuel de 1,600 francs à partir du 1er juin 1875, et pour Somain moyennant un loyer de 1,500 francs.

En attendant que le bâtiment qu'un propriétaire de Somain s'est engagé à faire construire soit terminé, le logement des gendarmes de cette brigade est assuré d'une manière provisoire.

La nouvelle caserne pourra être occupée le 1er juin 1876.

Le relevé ci-après présente par arrondissement, la désignation des casernes en location ainsi que le montant des loyers et autres dépenses relatives au service.

Arrondissements.	DÉSIGNATION des CASERNES.	DATE DES BAUX.	DURÉE DES BAUX. Nombre d'années	Epoque d'entrée en jouissance.	Epoque de fin de bail.	MONTANT des LOYERS annuels.	OBSERVATIONS.
AVESNES	Bavai	2 août 1867.	9	1 janvier 1868.	31 décemb. 1876	1,700 fr.	
	Berlaimont	25 juillet 1869.	9	1 octobre 1869.	30 septemb. 1878	1,650	
	Fourmies (1)	25 février 1867.	9	15 mars 1867.	14 mars 1876.	1,500	(1) Bail à renouveler en 1876.
	Hautmont	24 août 1874.	9	1 novemb. 1874	31 octobre 1883.	1,700	
	Landrecies	25 juillet 1869.	9	1 janvier 1870.	31 décemb. 1878.	1,200	
	Maubeuge (2)	6 novemb. 1875	1	1 janvier 1876.	31 décemb. 1877.	2,100	(2) Bail provisoire. — Prolongé pour un an.
	Solre-le-Châ. (3)	24 juin 1866.	9	1 janvier 1867	1 janvier 1876.	900	(3) Bail à renouveler en 1876.
	Trélon	29 septemb. 1863	9	1 octobre 1872.	30 septemb. 1884	1,500	
CAMBRAI	Busigny	13 février 1873.	9	1 janvier 1874.	31 décemb. 1882	1,200	
	Carnières	16 juillet 1870.	12	1 octobre 1870.	15 juillet 1882.	900	
	Clary	20 janvier 1867.	12	1 avril 1867.	31 mars 1879.	1,450	
	Le Câteau	25 juillet 1867.	9	22 septemb. 1868	21 septemb. 1877	2,000	
	Masnières (4)	20 mai 1875.	9	1 novemb. 1875	31 octobre 1884.	1,600	(4) Nouveau bail.— Augmentation de loyer de 100 fr.
	Solesmes	11 juin 1866.	12	1 juillet 1866.	30 juin 1878.	1,600	
DOUAI	Aniches (5)	19 mai 1875.	9	20 juin 1875.	19 juin 1884.	700	(5) Id. Renouvelé aux mêmes conditions.
	Aubigny-au-Bac.	1 août 1869.	9	1 septemb. 1869	31 août 1878	1,200	
	Marchiennes	6 août 1868.	9	1 octobre 1868.	30 septemb. 1877	1,000	
	Somain (6)	16 août 1875.	12	1 juin 1876.	31 mai 1888	1,500	(6) Création.— Caserne en construction. La brigade installée depuis le 21 juillet occupera jusqu'au 31 mai 1876 un casernement provisoire moyennant un loyer de 1270 francs.
DUNKERQUE	Bergues	25 août 1871.	9	15 octobre 1871.	14 octobre 1880.	2,000	
	Bourbourg	11 juin 1873.	9	1 octobre 1873.	30 septemb. 1882	1,200	
	Dunkerque (7)	1 août 1866.	15	1 janvier 1867.	31 décemb. 1881	4,050	(7) Dont 50 fr. pour réparations locatives.
	Hondschoote	16 août 1869.	9	1 septemb. 1869	31 août 1878.	1,150	
	Watten	10 août 1867.	12	1 septemb. 1867	31 août 1879.	1,200	
	Wormhoudt	13 janvier 1868.	12	1 octobre 1868.	30 septemb. 1880	1,200	
HAZEBROUCK	Hazebrouck (8)	3 juillet 1874.	4	1 août 1874.	31 juillet 1878.	1,000	(8) Bail renouvelé pour quatre ans. Caserne provisoire.
	Merville	30 juin 1873.	9	15 septemb. 1873	14 septemb. 1882	1,060	
	Steenvoorde	27 avril 1871.	9	15 mars 1871.	14 mars 1880.	1,400	
	Cassel (jardin)	7 mai 1874.	9	1 octobre 1874.	30 septemb. 1883	93.75	
LILLE	Armentières	22 août 1867.	12	1 mars 1868.	28 février 1880.	2,500	
	Armentières(jard.)(9)	27 février 1868.	1	1 mars 1868.	1 mars 1869.	100	(9) Bail continué par tacite reconduction.
	Cysoing	15 juin 1867.	9	1 avril 1868.	31 mars 1877.	1,000	
	Halluin (10)	15 mai 1875.	9	1 juin 1875.	31 mai 1884.	1,600	(10) Création.
	Haubourdin	22 août 1871.	12	1 octobre 1871.	30 septemb. 1883	1,400	
	La Bassée	19 août 1868.	12	16 novemb 1868	15 novemb. 1880	2,000	
	Launoy	16 juin 1874.	9	1 septemb. 1874	31 août 1883.	1,500	
	Quesnoy-s-Deûle	19 juin 1874.	9	16 septemb. 1874	15 septemb. 1883	1,600	
	Roubaix	16 novemb. 1871	9	15 décemb. 1871	14 décemb. 1880.	1,800	
	Seclin	20 mai 1871	9	1 juin 1871.	31 mai 1880.	1,600	
	Tourcoing	19 septemb. 1871	15	1 juin 1870.	31 mai 1879.	1,800	
	Lille(section d'Esquermes)	26 mars 1871.	9	1 avril 1871.	31 mars 1880.	1,600	
	Lille(r.du Faisan)(11)	26 décemb. 1871.	9	1 janvier 1872.	31 décemb. 1880	5,070	(14) Y compris un supplément de 70 fr. pour la pose des appareils à gaz.
VALENCIENNES	Blanc-Misser (12)	16 décemb. 1874.	18	1 août 1875.	31 juillet 1893.	1,900	(12) Nouveau bail.— Augmentation de 400 fr.
	Condé	25 octobre 1865.	9	1 janvier 1866.	31 décemb. 1880.	1,600	
	Saint-Amand	23 août 1873.	18	1 juin 1874.	31 décemb. 1892.	1,600	
	Valenciennes (13)	10 janvier 1872.	9	1 mars 1872.	28 février 1881.	4,300	(13) Y compris 300 fr. pour la contribution foncière.
	TOTAL					72,723 75	
	Somme à valoir en prévision de création de nouvelles brigades, des augmentations de loyer qui pourront résulter des nouveaux baux à passer pour renouvellement ou appropriation de locaux a l'usage de la gendarmerie et des chambres de sûreté					2,900	
	TOTAL					75,623 75	
	Il y a lieu d'ajouter :						
	1° Pour illumination des casernes et remplacement des drapeaux placés sur les bâtiments, frais de ramonage des cheminées					500	
	2° Assurances des risques locatifs des casernes en location					200	
	3° Indemnité de literies aux gendarmes extraits de la ligne ou admis dans les six mois de leur congé					3,000	
	SOMME TOTALE					79,323 75	

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'ouvrir au budget départemental de 1876 ou un crédit égal à la somme de 79,323 fr. 75 c. dont 3,000 fr. pour indemnité de literies à inscrire au sous-chapitre XIII.

Le Conseil général a exprimé des vœux pour la création de nouvelles brigades à *Armentières* (2e brigade) à *Roubaix* (3e brigade) à *Denain* (2e brigade) à *Dorignies* (Douai) à *Maubeuge*, et pour qu'une brigade à cheval soit substituée à la brigade à pied de *Trélon*,

Comme il n'a pas encore été possible au Gouvernement de donner satisfaction à ces vœux, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien les renouveler avec instance.

D'autres localités paraissent aussi réclamer utilement l'installation de brigades. Ce sont :

Houplines actuellement à proximité d'une gare de chemin de fer et où il existe une agglomération ouvrière importante.

Wattrelos qui compte près de 15.000 habitants dont beaucoup d'étrangers.

Iwuy (arrondissement de Cambrai) une brigade à cheval. — Commune de 3,700 habitants, très-industrielle.

Gouzeaucourt (même arrondissement). — Commune presque limitrophe des départements de la Somme et du Pas-de-Calais, traversée par la grande route de Paris à Lille, et à très peu de distance de celle de Saint-Quentin qui, toutes les deux, ont une circulation très-considérable.

Ces deux dernières créations compléteraient très-avantageusement le service de la gendarmerie dans les cantons de Cambrai et de Marcoing.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque a émis le vœu, dans sa dernière session, qu'une troisième brigade soit créée pour le service de la banlieue du chef-lieu et particulièrement de la commune de Rosendaël.

Le Conseil d'Hazebrouck a émis également un vœu tendant à la création d'une nouvelle brigade à pied en cette ville et à l'augmentation de l'effectif des brigades de Bailleul et de Cassel.

Je mets les délibérations prises à ce sujet sous les yeux du Conseil général qui jugera sans doute utile d'appuyer les divers vœux ci-dessus rappelés.

Gendarmerie. — Indemnité de literies. — Dépense arriérée. (1er B.)

Un crédit de 2,500 francs a été ouvert au budget départemental de 1874 pour indemnité de literies aux gendarmes extraits de la ligne ou admis dans les six mois de leur congé.

Les dépenses justifiées se sont élevées à 2,591 fr. 31 c. d'où il résulte un déficit de 91 fr. 31 c.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire un crédit de ladite somme de 91 fr. 31 c. au budget rectificatif de 1874.

Tribunaux. — Entretien des bâtiments. (2. B).

L'année dernière, il a été pourvu à l'entretien des bâtiments des tribunaux au moyen d'un crédit de 2,600 fr.

Le crédit alloué pour le tribunal et la salle d'assises de Douai me paraissant insuffisant, je pense qu'il y a lieu de l'élever de 250 à 350 fr.

Je prie en conséquence le Conseil général de vouloir bien porter à 2,700 fr. le crédit à affecter en 1876 aux dépenses d'entretien des bâtiments de tribunaux.

Cette dépense serait répartie ainsi qu'il suit :

Tribunal d'Avesnes	250 fr.
— de Lille	1500
— de Dunkerque	350
— de Douai	350
— de Valenciennes	250
Total égal	2700 fr.

Tribunal d'Hazebrouck. — Renouvellement du bail et loyer. (2e B.)

Le bail passé entre le département et la ville d'Hazebrouck, pour la location d'une partie de l'Hôtel-de-Ville où se trouve installé le Tribunal civil, expire le 31 décembre prochain.

Le Conseil municipal d'Hazebrouck consent à renouveler ce bail pour une nouvelle période de sept années, aux conditions actuelles.

Le prix de 2,400 fr. que l'on paie pour ce loyer, depuis 18 ans, ne paraissant pas exagéré, je propose au Conseil général de m'autoriser à passer un nouveau bail et d'inscrire au budget de 1876 le crédit ordinaire ci-dessus mentionné.

Tribunaux. — Mobilier. (2e B).

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les propositions de MM. les architectes départementaux, pour achat ou renouvellement du mobilier des tribunaux du département, pendant l'année 1876.

Ces propositions se résument ainsi qu'il suit :

Lille — Palais de justice. — Arrangements et fournitures d'objets mobiliers dans la salle d'audiences du tribunal civil et dans les deux cabinets de MM. les juges d'instruction, ci. . . . . 2,395 fr.

Le devis présenté par l'architecte s'élevait à 2,700 fr. mais j'ai cru devoir ajoorner à 1877 une partie de cette dépense,

Cambrai. — Tribunal civil. — Acquisition de rideaux, de fauteuils et de chaises, pour le cabinet de M. le Procureur de la république, ci. . . . . 690 »

Douai. — Tribunal civil. — Remplacement d'objets mobiliers hors de service, ci. 1,000 »

Avesnes. — Tribunal civil. — Acquisition de rideaux et d'un tapis pour le parquet du tribunal, ci . . . . . 540 »

Hazebrouck. — Tribunal civil. — Acquisition de mobilier, ci. 1,172 40

A reporter. . . . 5,797 40

Report. . .	5,797 40
Valenciennes. — Tribunal civil. — Renouvellement du mobilier, ci.	280 »
Valenciennes. — Tribunal de commerce. — Acquisition et renouvellement de mobilier, ci	280 »
Total.	6,357 40
Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire ces diverses sommes au budget de 1876, ainsi que le crédit ordinaire de. . . . . pour l'entretien du mobilier existant.	1,400 »
Ensemble.	7,757 40

Menues dépenses et frais de parquet de la Cour d'assises, des Tribunaux, Justices-de-Paix et Tribunaux de police. (2e B.)

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'allocation, au budget départemental de 1876, des crédits suivants, pour menues dépenses et frais de parquet de la Cour d'assises et des Tribunaux de 1re instance et de Commerce, savoir :

Cour d'assises.	2,200	»
Tribunal de 1re instance de Lille.	7.000	»
Id. de Douai.	1,600	»
Id. de Valenciennes.	1,500	»
Id. de Cambrai.	1,400	»
Id. de Dunkerque.	1,600	»
Id. d'Avesnes	1,800	»
Id. d'Hazebrouck.	1,350	»
Tribunal de commerce de Lille.	2,000	»
Id. de Cambrai	700	»
Id. de Dunkerque	600	»
Id. de Valenciennes	700	»
Soit donc à inscrire, au sous-chapitre 1er, une dépense de . . .	22,450	»

Je propose également l'inscription, au même budget, d'un crédit de 6,290 fr. pour menues dépenses des Justices-de-Paix et des Tribunaux de police, savoir :

1° 100 fr. à chacun des Juges-de-Paix résidant à Lille, Dunkerque, Douai, Valenciennes, Cambrai, Avesnes, Hazebrouck, Roubaix, Tourcoing, Le Câteau, Clary, Solesmes et Bouchain.	2,700	»
2° 70 fr. aux trente-quatre autres Juges-de-Paix.	2,380	»
A reporter. . .	5,080	»

		Report. . . .	5,080	»
3°	Tribunal de simple police de Lille		200	»
4°	Id.	de Douai, Roubaix et Tourcoing. à raison de 160 fr. chacun	480	»
5°	Id.	de Cambrai, Dunkerque et Valenciennes, à raison de 80 fr. chacun.	240	»
6°	Id.	de Bailleul et du Quesnoy, 70 fr. chacun . . .	140	»
7°	Id.	d'Avesnes, d'Hazebrouck et de Saint-Amand, à raison de 50 fr. chacun	150	»
		Somme pareille	6,290	»

Ces crédits sont conformes à ceux votés au budget de 1875.

SOUS-CHAPITRE II.

PROPRIÉTÉS DÉPARTEMENTALES IMMOBILIÈRES. — TRAVAUX.

Sous-Préfectures. — Grosses réparations. (2e B).

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les projets présentés par MM. les architectes départementaux, pour travaux de grosses réparations à exécuter, en 1876, aux hôtels des Sous-Préfectures.

Ces travaux se résument de la manière suivante :

Cambrai. — Travaux d'appropriation, établissement d'une marquise ou abri pour extérieure du petit salon donnant sur la cour d'entrée, et installation d'appareils de chauffage, ci. . . . . 2,038 fr. 21

Douai — Tapisserie et peinture de plusieurs pièces et des façades sur cour, etc. ci. . . . . 1,200 fr.
Réfection du calorifère de cave, ci. . . . . 1,250 »
} 2,450 »

J'ai ajourné un projet de 900 fr. présenté pour le renouvellement de chaineau, de plate-forme et de couverture en ardoises.

A reporter. . . . 4.488 21

	Report. . .	4,488 21
Valenciennes. — Peintures extérieures, ci.		600 »

Id. Couverture du canal qui longe la sous-préfecture et construction d'une salle d'archives et d'adjudications . . . . . .

Le montant total de ce dernier projet s'élève à 34,230 fr., dont 21,000 fr., pour la couverture et 13,230 fr., pour le bâtiment. Sur cette somme un crédit de 28,000 fr. ci. . . . . 28,000 fr.
a été voté par le Conseil général et figure au budget de report de l'année 1874. Les travaux ont été adjugés moyennant un rabais de 12 % sur la série des prix, ce qui donne un chiffre de . . . . . 4,100 »

Soit ensemble. . . . . 32,100 fr.

La somme proposée de 2,130 fr. complètera le montant total du projet . . ci.		2,130 »
		7,218 fr. 21

Je prie le Conseil général de vouloir bien m'allouer, au budget de 1876, les articles des dépenses ci-dessus, montant ensemble à 7,218 fr. 21 c.

Casernes de gendarmerie. — Grosses réparations et travaux neufs. (1er B)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général les propositions de MM les architectes départementaux, pour travaux neufs et de grosses réparations à faire, en 1876, aux casernes de gendarmerie appartenant au département

Ces propositions se résument ainsi qu'il suit:

Lille. — Peinture extérieure des façades sur rue, ci	700	»
Cambrai. — Renouvellement d'une partie des chassis des écuries, ci . .	160	96
Douai. — Peinture des logements, renouvellement des portes des bûchers et remise en état du pavé des cours, ci	1,650	»
Orchies. — Amélioration du pavé de la cour et peinture de la façade sur rue, ci	850	»
Avesnes. — Réparation au pavé de l'écurie, ci	480	»

Le devis présenté comprenait une autre dépense pour la construction de persiennes au logement de l'officier. Je n'ai pas cru devoir accueillir cette proposition.

Valenciennes. — Grosses réparations et consolidations, ci.	1,400	»
Ensemble	5,240	96

Je prie le Conseil général de vouloir bien m'allouer un crédit de pareille somme au budget de 1876.

Casernes de gendarmerie. — Entretien (4. B.)

L'année dernière, il a été pourvu à l'entretien des bâtiments des casernes de gendarmerie appartenant au département, au moyen d'un crédit total de 3,000 fr.

Les crédits alloués pour les casernes de Lille, Bailleul, Cassel, Douai et Orchies me paraissant insuffisants, je pense qu'il convient de les augmenter dans la proportion suivante :

Lille	1000 fr.	au lieu de	600
Bailleul	270	—	250
Cassel	170	—	150
Douai	400	—	300
Orchies	180	—	150
	2020		1450

soit une augmentation de 570 fr.

Je prie en conséquence le Conseil général de vouloir bien porter à 3,570 fr. le crédit à affecter en 1876 aux dépenses d'entretien des casernes de gendarmerie.

Cette somme serait répartie ainsi qu'il suit :

Avesnes	300 fr.
Le Quesnoy	150
Cambrai	200
Douai	400
Orchies	180
Gravelines	250
Baillleul	270
Hazebrouck	200
Cassel	170
Lille	1000
Roubaix	150
Pont-à-Marcq	150
Bouchain	150
Total égal.	3570 fr.

Casernes de gendarmerie — Frais d'éclairage (1er B)

Pour me conformer au désir exprimé par le Conseil général dans sa séance du 27 octobre 1874, j'ai demandé à MM. les maires de Lille, Douai et Cambrai si ces villes consentiraient à

se charger, à partir du 1er janvier 1876, des frais d'éclairage des casernes de gendarmerie établies dans ces localités.

MM. les maires de Lille et de Cambrai m'ont fait connaître qu'il ne leur paraissait pas possible d'ajouter à leur budget cette dépense qui n'a rien de communal.

Le conseil municipal de Douai a nommé une commission spéciale pour étudier la question. Malgré plusieurs rappels, le travail de cette commission ne m'est pas encore parvenu.

Dans cette situation, je ne puis que prier le Conseil général de vouloir bien m'ouvrir, au budget de 1876, le crédit ordinaire de 1,340 fr. pour frais d'éclairage au gaz des casernes de Lille, Douai et Cambrai pendant l'année prochaine.

Cette somme se décompose de la manière suivante :

Caserne de Lille (rue de Thionville.	800	»
— — (rue du Faisan)	400	»
— de Douai.	90	»
— de Cambrai.	50	»
	1,340	»

Caserne de Gendarmerie du Quesnoy. — Installation de trois becs de gaz (1er B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général un rapport présenté par l'architecte départemental de l'arrondissement d'Avesnes et montant à 300 fr., relatif à l'installation de trois becs de gaz à la caserne de gendarmerie du Quesnoy.

La dépense annuelle d'éclairage est évaluée à 120 fr. mais je ne dois pas dissimuler au Conseil que cette dépense me paraît trop élevée.

Je laisse à l'assemblée le soin de décider s'il y a lieu d'autoriser l'établissement des trois becs dont il s'agit. Dans l'affirmative, il conviendrait d'inscrire au budget de 1876 un crédit de 300 fr. pour cet établissement et une autre somme pour frais d'éclairage.

Caserne de gendarmerie de Cassel. — Travaux de réparations.— Demande de crédit. (1.B.)

La commission départementale m'a autorisé, sur ma demande, à approuver un devis présenté par M. l'Architecte départemental et montant à 396 fr. 78, pour réparations urgentes à exécuter à la caserne de gendarmerie de Cassel.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien m'allouer sur le budget rectificatif de 1875, un crédit de 396 fr. 78 c. pour assurer le paiement de la dépense dont il s'agit.

Tribunaux. — Grosses réparations. (1e B)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général les propositions de MM. les architectes départementaux, pour travaux neufs et de grosses réparations à faire, en 1876, aux bâtiments des tribunaux du département.

Ces propositions résument ainsi qu'il suit :

Lille. — Palais de justice. — Renouvellement partiel de gouttières et plateformes. — Peinture des salles d'audience, des cabinets des juges d'ins ruction et app ropriations diverses, ci . . . . . 4,700 fr.

Dunkerque. — Palais de justice. — Réparations diverses, ci. . . . . 2,350 »

Hazebrouck. — Tribunal civil. — Travaux supplémentaires faits en excédant du projet montant à 1,820 fr. 70 cent. approuvé par le Conseil général dans sa session d'octobre 1874, ci. 152 03

Le devis présenté s'élève à 256 fr. 23 cent., mais j'ai cru devoir ajourner, quant à présent, une dépense montant à 104 fr. 20 cent. relative à un compteur à gaz et son robinet.

Valenciennes. — Tribunal civil. — Réparation et peinture des façades, ci. . . . 2,000 »

Valenciennes. — Tribunal de commerce. — Grosses réparations, ci. . . . . 1,200 »

Douai. — Tribunal civil. — Renouvellement de la toiture, ci . . . . . 700 »

Douai. — Salle d'assises. — Réparations diverses, ci. . . . . 750 »

Avesnes. — Tribunal civil. — Réparations aux toitures, ci. . . . . 1,200 »

Ce dernier projet montant à 3,700 fr a été approuvé par le Conseil général dans sa session de 1874. La dépense a été répartie en trois annuités : 1,300 fr. en 1874, 1,200 fr. en 1875 et 1,200 fr. en 1876.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget de 1876 ces diverses sommes qui s'élèvent ensemble à 13,052 fr. 03 c.

Maisons d'arrêts. — Grosses réparations. (2e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les projets ci-après analysés, présentés par MM. les Architectes départementaux, pour travaux de grosses réparations à faire en 1876, aux bâtiments des maisons d'arrêt du département.

Lille. — Construction d'un mur dans le dortoir des prévenus, remplacement de carrelage et consolidation de grilles, etc., ci . . . . . 3,350 »

Dunkerque. — Réparations diverses, ci . . . . . 2,200 »

Hazebrouck. — Travaux d'appropriation, ci . . . . . 1,617 »

Ce devis complète le projet de 2,055 fr. 23 cent., approuvé par le Conseil général dans sa session de 1873.

Avesnes. — Remplacement des tuyaux en fonte de la grande pompe. 1,000 fr. Réparations à deux citernes. 700	1,700	»
Valenciennes. — Construction d'une salle à usage de cabinet pour les juges d'instruction, ci.	664	»
Douai. — Appropriation des façades sur cour, ci . . . . . 1,500 fr. Remise en bon état du pavé des cours, ci. 3,500	5,000	»
Ensemble.	14,531 fr.	

Je prie le Conseil général de vouloir bien m'allouer un crédit de pareille somme au budget de 1876.

Maisons d'arrêt. — Entretien. (2. B).

L'année dernière, il a été pourvu à l'entretien des bâtiments des maisons d'arrêt du département, au moyen d'un crédit total de 3,200 fr.

Les crédits alloués pour les maisons d'arrêt de Lille et de Douai me paraissant insuffisants, je pense qu'il y a lieu de les augmenter dans la proportion suivante :

Lille.	1000 fr.	au lieu de 800
Douai	600	au lieu de 500

soit une augmentation de 300 fr.

Je prie en conséquence le Conseil général de vouloir bien porter à 3,500 fr. le credit à affecter en 1876 aux dépenses d'entretien des maisons d'arrêt.

Cette somme serait répartie ainsi qu'il suit :

Maison d'arrêt de Lille	1000 fr.
— de Justice de Douai	600
— d'arrêt d'Avesnes.	400
— — de Cambrai	400
— — de Dunkerque	400
— — d'Hazebrouck	300
— — de Valenciennes.	400
Total égal . . .	3500 fr.

Archives départementales. — Entretien. (1 B.)

Un crédit de 650 fr. est affecté chaque année à l'entretien du bâtiment et du mobilier des archives départementales.

Une pareille somme étant nécessaire pour le prochain exercice, je prie le Conseil général de vouloir bien en allouer le montant au budget de 1876.

Archives départementales. — Travaux divers aux bâtiments et acquisition de mobilier. (1 B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, avec un rapport justificatif à l'appui, deux projets présentés par M. l'architecte Marteau pour travaux divers à exécuter aux bâtiments des archives départementales et pour acquisition de mobilier.

Le premier de ces projets comprend :

1° Une somme de 520 fr. pour renouvellement des peintures dans le cabinet de l'archiviste, ci.	520 fr.	1,620 fr.
2° Une autre somme de 1,100 fr. pour compléter le renouvellement des gouttières des bâtiments, ci.	1,100	
Le second projet concerne des fournitures à faire pour le mobilier du cabinet de M. l'Archiviste. Le montant de la dépense avait été évalué à 1,200 fr. je l'ai réduit à 1,080 fr. Cette dernière somme me semble suffisante, ci.	1,080	
Ensemble.	2,700 fr.	

La dépense projetée me paraissant convenablement justifiée, je prie le Conseil général de vouloir bien les approuver, et m'ouvrir, à cet effet, un crédit de 2,700 fr. au budget départemental de 1876.

Architectes départementaux. — Traitement (3 B.)

Un de mes prédécesseurs a, en 1867, réorganisé le service des bâtiments départementaux et mis en application le système d'un architecte par arrondissement.

J'ai lieu de douter de l'efficacité de cette organisation, je n'ai cependant pas l'intention d'en provoquer actuellement la modification, mais peut-être y aurait-il lieu de faire une étude à ce sujet; je me réserve d'examiner cette question et la soumettrai, s'il y a lieu, au Conseil général. Il me sera d'autant plus facile d'apprécier le système opposé que l'architecte de Valenciennes ayant donné sa démission, je n'ai pas pourvu à son remplacement afin de me rendre compte de la marche du service dans d'autres conditions et réserver toute liberté d'action, j'ai chargé provisoirement M. l'architecte Marteau du service de l'arrondissement.

Dans tous les cas, il y a lieu d'assurer le traitement des architectes départementaux et je prie le Conseil général de vouloir bien allouer à cet effet le crédit ordinaire de 5,000 fr. au budget de 1876.

Propriétés départementales. — Frais d'assurance (4e B)

Les primes d'assurance contre l'incendie des propriétés départementales sont fixées comme suit par les traités existants :

INDICATION DES PROPRIÉTÉS ASSURÉES	DÉSIGNATION DES COMPAGNIES	MONTANT des PRIMES
Divers bâtiments	Nationale, Générale, Phénix, Union et Soleil	703 07
Sous-préfecture et palais-de-justice de Valenciennes	Phénix	57 76
Bâtiments et livres de la sous-préfecture de Cambrai	Nationale	20 93
Archives départementales	Nord	61 60
Mobilier de la sous-préfecture de Dunkerque	Aigle	13 13
— — d'Hazebrouck	Phénix	9 34
— — de Cambrai	Phénix	10 50
— — d'Avesnes	Soleil	6 84
— — de Douai	Générale	11 37
Mobilier de la sous-préfecture et des tribnnaux de Valenciennes	La France	28 33
Bâtiments et mobilier du palais-de-justice de Dunkerque	La Nationale	144 68
Mobilier du tribunal civil d'Hazebrouck et dépôts de sûreté de Bailleul et Cassel	Le Phénix	7 21
Mobilier de la cour d'assises et du Tribunal civil de Douai	Générale	18 05
Bâtiments de l'hôtel de la Préfecture	Paternelle, Union, Nord, Générale, Abeille, Union générale, Nationale, Phénix, Soleil, Midi et Confiance	1 333 20
Mobilier	Les onze Compagnies ci-dessus désignées	316 05
	TOTAL	2 742 06

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'inscription au budget départemental de 1876 du crédit nécessaire au paiement des primes d'assurance ci-dessus détaillées, montant à 2,742 fr. 06.

Préfecture (Hôtel). — Corps-de-garde. (4. B.)

Un crédit de 500 fr. est alloué depuis un certain nombre de d'années, pour le chauffage et l'éclairage du corps-de-garde de la Préfecture.

Par suite de l'augmentation du prix des charbons, ce crédit est devenu insuffisant et me paraît devoir être porté à 600 fr.

Je propose au Conseil général de voter un crédit de pareille somme au budget départemental de 1876.

Édifices départementaux. — Abonnements aux distributions d'eau. (1. B.)

Les taxes d'abonnement des édifices départementaux de Valenciennes à la distribution d'eau de cette ville s'élèveront, en 1876, à . . . . . 418 »

Savoir :

Sous-Préfecture	100	»
Tribunal civil	23	»
Tribunal de commerce	23	»
Maison d'arrêt	167	»
Caserne de gendarmerie	105	»

L'abonnement des établissements départementaux de Cambrai sera en 1876, comme les années précédentes, de . . . . . 560 »

Savoir :

Sous-Préfecture	100	»
Caserne de gendarmerie.	210	»
Maison d'arrêt	250	»

L'abonnement pour la caserne de gendarmerie d'Avesnes donnera lieu à une dépense de . . . . . 30 »

Les abonnements pour l'arrondissement de Lille donneront lieu à une dépense de . . . . . 160 »

Savoir :

Maison d'arrêt de Lille		40	»
Archives départementales		25	»
Caserne de gendarmerie de Lille (rue de Thionville)		30	»
Idem	(rue du Faisan)	30	»
Caserne de Roubaix		35	»
Total			1168 »

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire cette dernière somme au budget de 1876.

Préfecture (Hôtel).— Gages des concierges et garçons de bureaux. (1er B.)

Le Conseil général a voté au budget départemental de 1875 un crédit de 5,000 fr. pour gages des concierges et garçons de bureaux de la Préfecture.

J'ai l'honneur de proposer l'inscription au budget de 1876 d'un crédit de pareille somme.

Tribunal civil de Douai. — Acquisition de cartons pour le Greffe. — Demande de crédit. (2.B.)

Dans sa séance du 6 avril dernier, le Conseil général a autorisé l'acquisition de 50 cartons nécessaires pour compléter le classement des casiers judiciaires au tribunal civil de Douai.

J'ai l'honneur de prier l'Assemblée de vouloir bien m'allouer sur le budget rectificatif de 1875, un crédit de 80 fr. pour assurer le paiement de la dépense dont il s'agit.

Traitement des concierges des Palais-de-Justice de Lille, de Dunkerque et de Valenciennes (4e B).

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'inscription au budget départemental de 1876 d'un credit de 1,900 fr., pour le traitement des concierges des Palais-de-Justice de Lille, de Dunkerque et de Valenciennes.

Ce crédit, conforme à celui voté les années précédentes, se répartit comme suit :

Concierge du Palais-de-Justice	de Lille	800	»
— Id.	de Dunkerque	600	»
— Id.	de Valenciennes	500	»
		1,900	»

SOUS-CHAPITRE III.

CHEMINS DE FER. ROUTES NATIONALES & DÉPARTEMENTALES.

Chemins de fer (5 B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les rapports qui m'ont été adressés par M. Meissonnier, Inspecteur général du contrôle de l'exploitation des chemins de fer du

Nord, M. Mahyer, Ingénieur en chef des travaux des lignes nouvelles de chemin de fer, et M. Raillard, Ingénieur en chef du contrôle des chemins de fer d'intérêt local sur la situation du service dont ils sont chargés.

D'après le rapport de M. Meissonnier, la Compagnie du Nord a continué d'expérimenter sur ses lignes divers appareils propres à augmenter les conditions de sécurité de la circulation, notamment les sémaphores de MM. Lartigue et Tesse, les disques automatiques Moreau et un appareil enregistreur de la fermeture des disques à distance. Elle a en outre introduit successivement dans les locomotives les divers perfectionnements constatés par l'expérience. La consistance du matériel roulant a eté augmentée pendant l'année 1874 de 68 locomotives et de 307 nouveaux véhicules, d'importantes commandes ont, de plus, été faites et sont en cours d'exécution.

Aucun accident d'une gravité exceptionnelle n'a eu lieu en 1874. Les accidents ordinaires n'en ont pas moins été nombreux, dix-huit agents de la Compagnie, huit personnes étrangères au service et un voyageur ont été tués dans le département ou sont morts de leurs blessures; 143 agents, 7 personnes étrangères au service et 8 voyageurs ont été blessés. Ces accidents ont presque tous eu pour cause l'imprudence des victimes.

M. l'Ingénieur en chef annonce que l'exploitation commerciale à été assez régulière en 1874 et n'a donné lieu à aucune plainte sérieuse. La recette des péages dans les gares du département du Nord a été pendant cette même année de 44,054,198 fr. 19 c.; elle s'était élevée en 1873 à 46,188,390 fr. 50 c.; d'où résulte pour 1874 une différence en moins de 2,134,192 fr. 41 c. Cette diminution a particulièrement affecté les gares de la frontière ou voisines de la frontière. En 1874, cette recette de 44,054,198 fr. représente 27 % du produit total du réseau.

Je crois devoir communiquer au Conseil genéral les renseignements ci-après sur la suite donnée depuis le rapport que je lui ai soumis à sa session d'avril dernier aux diverses affaires de chemins de fer qui intéressent le département.

LIGNES D'INTÉRÊT GÉNÉRAL.

§ 1. — RÉSEAU DU NORD.

Ligne de Lille à Dunkerque et Calais. — Ainsi que je l'avais prévu, les travaux de modification du tracé de cette ligne aux abords de Lille, n'ont pas été terminés pour le 1er juillet. M. l'Ingénieur en chef Mahyer annonce que ces travaux sont toujours en voie d'exécution, que le pont et la déviation du chemin de Lille à Marquette sont achevés et que les déblais de la tranchée de Fives le seront bientôt aussi de leur côté.

Ligne de Cambrai à Dour. — J'ai délivré à la date du 3 juin dernier à la Compagnie du Nord les arrêtés de cessibilité des terrains à occuper pour l'établissement de cette ligne dans la traversée de l'arrondissement de Cambrai. Des enquêtes parcellaires ont été faites pour la partie comprise entre la limite de cet arrondissement et le Quesnoy, mais il a dû en être ouvert de nouvelles dans quatre communes par suite de modifications de tracé. Elles ont été prescrites par

arrêtés du 12 juin ; les enquêtes ont été faites et j'en ai communiqué les pièces à M. l'Ingénieur en chef Mahyer, le 27 juillet.

Par décision du 14 juin, M. le Ministre des Travaux publics a approuvé les projets de détail des ouvrages d'art de la partie du chemin qui s'étend entre Cambrai et Le Quesnoy.

La Compagnie du Nord a réclamé la suppression de la station dont M. le Ministre avait, sur ma demande, ordonné l'établissement à Rieux, par décision du 3 juin 1874, mais par suite de mes instances réitérées, cette station a été définitivement maintenue par décision ministérielle du 28 mai dernier.

De vives réclamations se sont élevées dans le canton de Bavai au sujet du retard apporté à la fixation du tracé entre Le Quesnoy et la frontière. J'en ai référé à plusieurs reprises, selon le vœu du Conseil général, à M. le Ministre des Travaux publics qui, par dépêche du 12 juin dernier, m'a fait connaître que le retard signalé tient à des causes diverses, notamment à un changement dans le personnel des ingenieurs belges, membres de la Commission internationale chargés de déterminer le point de la frontière où se raccorderont les sections françaises et belges du chemin, mais que M. l'Inspecteur général Duverger compte profiter de sa tournée dans le Nord, commencée le 1er juillet, pour arriver à une solution en réunissant la Commission à Bavai, et qu'il en a invité les Membres à prendre leurs dispositions en conséquence.

Ligne de Douai à Valenciennes. — J'ai adressé à M. le Ministre des Travaux publics, en en appuyant les conclusions, la délibération en date du 8 avril dernier par laquelle le Conseil général a insisté pour qu'une station ou au moins une halte soit établie à Erre, sur le chemin de fer de Douai à Valenciennes. Par la dépêche ci-jointe du 23 juillet, M. le Ministre m'informe qu'après avoir entendu le Service du contrôle ainsi que la Compagnie du Nord et soumis la question au Conseil des ponts-et-chaussées, il a reconnu qu'il ne pouvait être donné suite au vœu du Conseil général.

§ II.— RÉSEAU DU NORD-EST.

Ligne de Dunkerque à Calais.— M. l'Ingénieur en chef du contrôle donne des détails complets sur l'état d'avancement des travaux de cette ligne, tant dans le département du Pas-de-Calais que dans celui du Nord. J'ajoute à ces détails que les enquêtes parcellaires des terrains à occuper dans la traversée des communes de Coudekerque-Branche et de Petite-Synthe, suivant un nouveau tracé approuvé par décision ministérielle du 20 avril sont terminées et que les pièces de l'instruction ont été communiquées à M. l'Ingénieur en chef le 14 juillet.

Ligne de Gravelines à Watten et Armentières à Berguette. — Ces deux lignes, ainsi que je l'ai déjà fait connaître, sont en exploitation, la première depuis le mois de mars 1873 et la seconde depuis le 1er août 1874. Quelques ouvrages complémentaires, toutefois, restent à faire sur l'une et sur l'autre, ainsi que l'explique M. l'Ingénieur en chef Mahyer. Le produit de l'exploitation a été, en 1874, sur la première de 103,329 fr. pour l'année, soit 5,400 fr. environ par kilomètre ; sur la seconde de 104,534 fr. pour cinq mois, ou 6,968 fr. par kilomètre.

Ligne de Berguette à Saint-Omer. — L'enquête parcellaire, prescrite par mon arrêté du 2 février dernier, en ce qui concerne la traverse de Blaringhem, a été faite et j'en ai communi-

qué les pièces à M. l'Ingénieur en chef du contrôle le 1er mai. Une question d'occupation de terrains domaniaux entrave la suite de cette affaire ainsi que l'exécution commencée des travaux.

Ligne de Lille à Comines. — Ce chemin est en cours de construction. Les ponts sur la Deûle et sur la Lys ont été exécutés ; un accident grave est arrivé toutefois à celui-ci en juin dernier, par suite de la violence du vent, mais les avaries ont été réparées. Les terrassements, les ouvrages d'art et les bâtiments des stations sont très-avancés. Informé que la Compagnie du Nord était sur le point de terminer les travaux nécessaires pour que les trains de la ligne de Comines n'éprouvent aucun obstacle entre Lille et la rive gauche de la Basse-Deûle ; j'ai invité la Compagnie du Nord-Est, le 27 juillet, à donner aux travaux d'achèvement de cette ligne toute l'activité possible de manière à ce qu'elle puisse être mise en exploitation dans la seconde quinzaine d'août.

Ligne de Somain à Tourcoing.— La partie de cette ligne qui traverse l'arrondissement de Douai est ouverte à la circulation depuis le 28 décembre 1874. Les arrêtés de cessibilité des terrains à occuper dans cette partie du chemin ont été délivrés à la Compagnie le 25 juin dernier en vertu d'une décision ministérielle du 1er du même mois portant approbation des plans. Le dossier dss enquêtes parcellaires qui ont eu lieu dans la section de l'arrondissement de Lille a été transmis à M. l'Ingénieur en chef du contrôle le 12 avril dernier ; je lui ai rappelé cette communication le 7 juillet. Une décision de M. le Ministre des Travaux publics, du 5 juillet, a approuvé les projets de détail des haltes et stations à établir entre Orchies et Tourcoing. La même décision invite la Compagnie du Nord-Est à présenter à bref délai ses propositions pour l'emplacement des stations à établir dans la partie du chemin comprise entre Cysoing et Lannoy. La Compagnie a commencé ses travaux.

Ligne de Tourcoing à Menin. — Les dossiers des enquêtes parcellaires de cette ligne ont été communiqués à M. l'Ingénieur en chef Mahyer le 7 mai dernier ; il me les a renvoyés le 20 juillet et j'en ai transmis les pièces à M. le Ministre des Travaux publics le 26. M. le Ministre est en outre saisi, depuis le 29 juin, du projet d'un nouveau tracé sur Tourcoing et plusieurs autres communes, tracé conforme d'ailleurs à celui qui a servi de base aux enquêtes précitées.

Ligne de Jeumont à Anor.—Ainsi que je l'ai fait connaître au Conseil général, dans le rapport que je lui ai soumis à sa session d'avril, M. le Ministre des Travaux publics, par décision du 15 janvier dernier, a approuvé le projet de tracé et de terrassement de cette ligne en ce qui concerne la section de Solre-le-Château à Anor et a invité la Compagnie à produire, pour la partie comprise entre Jeumont et Solre-le-Château un projet complet d'après les bases de l'étude qu'elle a fournie à la date du 5 juillet 1874 et qui aurait pour effet de donner satisfaction à la commune de Cousolre. Cette étude est sur le point d'être terminée et sera prochainement présentée. Sur mes instances, la Compagnie a produit les projets d'emplacement des stations à établir dans la section de Solre-le-Château à Anor. Les enquêtes sur ces projets ont été ouvertes à dater du 10 juillet.

La Compagnie du Nord-Est a en outre adressé à M. le Ministre des Travaux publics une demande tendant à obtenir la concession de l'embranchement de Trélon à Fourmies, offrant de l'exécuter dans les mêmes conditions que les autres lignes de son réseau, c'est-à-dire avec la garantie d'intérêts de l'État et du département. M. le Ministre a fait connaître directement à la Compagnie qu'il est disposé à donner suite à sa demande, mais à la condition

qu'elle renoncera, pour cet embranchement, à toute garantie d'intérêt de la part de l'État et du département. Invitée a faire connaître ses intentions à ce sujet, la Compagnie, dans sa lettre ci-jointe du 27 mai, a exprimé l'espoir que le département ne lui retirerait pas sa garantie et que la commune et les industriels de Fourmies, qui ont un grand intérêt à l'exécution de l'embranchement, lui assureraient un concours qui compenserait la part de garantie qui lui est refusée par l'État. Je l'ai informée, en réponse, qu'il me paraissait douteux qu'en présence de la décision ministérielle, le Conseil général consentît à maintenir la garantie du département et que rien ne s'opposait d'ailleurs à ce que les localités et industriels intéressés assurassent à la Compagnie un concours suffisant pour remplacer l'intégralité de la garantie.

Je prie, toutefois, l'Assemblée de vouloir bien se prononcer sur cette question.

§ III.— RÉSEAU DE LILLE A VALENCIENNES ET EXTENSIONS.

Ligne de Lille à Valenciennes. — Cette ligne est en exploitation depuis le 21 juin 1870. L'enquête parcellaire pour l'établissement de la halte de Beuvrages a été faite et cette affaire est soumise à l'Administration supérieure. — Le produit des péages sur cette ligne a été en 1874 de 852,000 fr. environ soit de 19,800 fr. par kilomètre.

Ligne de Saint-Amand à Blanc-Misseron. — Par décision du 10 juillet dernier, M. le Ministre des Travaux publics a autorisé la Compagnie de Lille à Valenciennes à livrer cette ligne à l'exploitation, sous réserve de la présentation des projets des travaux restant à exécuter et sans que cette autorisation préjuge rien quant à la réception à faire ultérieurement des ouvrages établis ou modifiés par suite de la construction du chemin de fer. La mise en exploitation a eu lieu le 20 juillet dernier.

Ligne de Saint-Amand à Tournai. — L'enquête des stations a été faite et j'en ai soumis les pièces à l'Administration supérieure le 10 juillet dernier.

§ IV. — RÉSEAU DE PICARDIE ET FLANDRES.

Lignes de Cambrai à Douai et d'Aubigny-au-Bac à Somain et Abscon. — Ces lignes, qui étaient l'objet d'une compétition de la part des Compagnies du Nord et de Picardie et Flandres, ont été concédées à cette dernière Compagnie à titre de lignes d'intérêt général par une loi du 6 juillet dernier. Il est à espérer que la Compagnie concessionnaire s'empressera de remplir les formalités nécessaires pour l'établissement de ces chemins dont l'exécution est attendue depuis longtemps.

§ V.— LIGNES NON ENCORE CONCÉDÉES.

Ligne de Valenciennes au Câteau. — La question de cette ligne est restée dans le même état, aucune communication nouvelle ne m'ayant été faite en ce qui la concerne.

Ligne de Lens à Armentières. — Même situation que la ligne précédente.

Ligne de Douai à Orchies et d'Orchics à la frontière. — Le Gouvernement a récemment présenté à l'Assemblée Nationale un projet de loi pour la concession de cette ligne à la Compagnie du Nord, et cette loi a été votée dans la séance du 2 août.

Ligne de Solre-le-Château à Beaumont. — M. l'Ingénieur en chef du contrôle m'a renvoyé avec son rapport le dossier de l'enquête d'utilité publique à laquelle le projet de cette affaire a été soumis. J'attcuds l'avis de la Chambre cousultative des Manufactures d'Avesnes pour soumettre cettte affaire à l'Administration supérieure.

Ligne d'Haubourdin à Saint-André.— La question de cette ligne a encore éprouvé un nouveau retard. Ainsi que je l'ai annoncé à l'Assemblée, dans sa dernière session, j'ai renvoyé à l'Administration supérieure, le 8 mars dernier, avec l'adhésion de la Compagnie et du département, au déplacement de la gare projetée à Saint-André, dans la première zône des servitudes. Par lettre du 12 mai, M. le Ministre des Travaux publics m'a annoncé son intention de saisir le Conseil-d'État d'un projet de décret ayant pour objet la concession à la Compagnie de Lille à Valenciennes à titre de ligne d'intérêt général. La Compagnie ayant accepté cette transformation du caractère du chemin, j'ai soumis cette proposition à la Commission départementale qui m'a donné acte de la communication que je lui ai faite à cet égard; j'ai, cru devoir, en l'état, remettre les pièces de l'affaire sous les yeux de M. le Ministre. Il est à espérer que cette évolutiou sera la dernière et que le décret attendu interviendra très-prochainement.

Ligne de Lille à Lannoy.— Ainsi que je l'ai fait connaître au Conseil général, dans mon rapport d'avril, l'avant-projet présenté par la Compagnie de Lille à Valenciennes, pour l'établissement de cette ligne, a été soumis aux formalités d'enquête d'utilité publique. Dans le sein de la Commission d'enquête, la discussion a surtout porté sur la question de l'emplacement de la gare intérieure projetée et plusieurs systèmes ont été proposés par la Compagnie, la ville de Lille, la Commission d'enquête et la Chambre de commerce. Le dossier de cette affaire a été communiqué, le 12 mai dernier, à M. l'Ingénieur en chef Mahyer. Le rapport d'ensemble de ce fonctionnaire donne, sur le tracé proposé, quelques détails auxquels je me réfère. Je crois devoir mentionner que la Commission a demandé l'addition au projet d'un embranchement de Forest sur le hameau de l'Empenpont où une station serait établie.

LIGNES D'INTÉRÊT LOCAL.

§ I. — RÉSEAU DE LILLE A VALENCIENNES ET EXTENSIONS.

Ligne d'Hazebrouck à Templeuve.— Les projets de tracé et de terrassements dans les sections de Don à Seclin, et de Seclin à Templeuve ont éte approuvés par mes arrêtés des 23 avril et 15 juin derniers, et la Compagnie de Lille à Valenciennes, a présenté les projets d'emplacement des stations à établir dans ces sections; des enquêtes ont été ouvertes sur ces projets. Elle a également fourni le projet du tracé entre Hazebrouck et La Ventie; MM. les Ingénieurs sont chargés d'en faire l'examen. — Le tracé de la section de La Ventie

à Don est l'objet d'une difficulté sérieuse de la part de l'autorité militaire supérieure qui exige que la ligne passe sous le feu d'un ouvrage fortifié dans cette région. Le Conseil général, dans sa session d'avril dernier, a appuyé la proposition faite par M. l'Ingénieur en chef d'une variante de tracé au moyen de laquelle les communes d'Aubers, Fromelles et Fournes, pourraient être desservies. J'ai soumis cette affaire à M. le Ministre des Travaux publics, le 24 mai dernier; j'attends la décision qui sera prise à ce sujet.

Ligne de Don à Henin-Liétard.— J'ai approuvé le projet du tracé définitif de cette ligne sur le territoire du département et j'ai, en outre, adopté après enquête l'emplacement proposé d'une station entre Bauvin et Provin qui donne satisfaction aux vœux de cette contrée Les plans parcellaires des terrains à acquerir pour l'établissement du chemin ont aussi été produits et soumis aux formalités d'enquêtes locales. Je compte pouvoir délivrer prochainement à la Compagnie les arrêtés de cessibilité des terrains.

Lignes de Denain à Saint-Amand,— d'Artres à Denain,— et de *Lourches à la ligne d'Artres.* — Ainsi que je l'ai fait connaître au Conseil, dans sa session d'avril, les projets de tracé définitif et de terrassement de ces lignes sont soumis à l'examen du service du contrôle.

§ II.— RÉSEAU DE CARPENTIER.

Ligne de Valenciennes à Douzies. — J'ai approuvé, par arrêtés des 8 avril et 2 juin dernier, après enquêtes, les plans parcellaires des terrains à exproprier pour l'établissement du chemin et délivré à la Compagnie les arrêtés de cessibilité de ces terrains; j'ai dû, toutefois, réserver la section de 10 kilomètres comprise entre la Flamengrie et la Longueville, jusqu'à ce que le tracé du chemin de fer de Cambrai à Dour, qui doit traverser cette région, ait été fixé par l'Administration supérieure. Ainsi que l'annonce M. l'Ingénieur en chef, la Compagnie s'occupe de l'achat des terrains et a commencé les terrassements.

Ligne de Saint-Waast-le-Haut à la ligne précédente.— Cette ligne a été déclarée d'utilité publique par décret du 8 mai dernier.

§ III.— RÉSEAU DE PICARDIE ET FLANDRES.

Ligne de Cambrai à Epéhi.— La partie de cette ligne qui d'Epéhi se dirige vers Cambrai est en pleine voie d'exécution; les terrassements, les ouvrages d'art et les bâtiments des stations entre Gouzeaucourt et Marcoing sont très-avancés. Cette section pourrait être terminée vers la fin de cette année. Pour la seconde section, le projet de tracé n'a pu encore être approuvé; il est depuis longtemps l'objet de conférences avec le Génie militaire à raison de sa proximité de la place de Cambrai; la Compagnie elle-même n'a pu jusqu'ici se fixer d'une manière positive sur la direction à suivre aux abords de cette place, dans l'attente où elle était d'une solution sur la question du prolongement du chemin vers Douai. Cette question étant aujourd'hui résolue la Compagnie pourra se prononcer à ce sujet et hâter ainsi les résultats des conférences actuellement ouvertes.

J'ai transmis à M. le Ministre des travaux publics, le 28 avril dernier, le dossier de l'instruction relative à l'embranchement de Marcoing sur Masnières. Le décret déclaratif d'utilité publique de ce tronçon n'a pas encore été rendu.

§ IV. — RÉSEAU D'ACHIET A BAPAUME.

Ligne de Bapaume à Marcoing.— La Compagnie a présenté son projet de tracé définitif que j'ai approuvé. Elle a aussi présenté le projet d'emplacement des stations qui a été soumis aux formalités d'enquête réglementaires; les pièces de l'instruction faite à ce sujet ont été communiquées, le 13 juillet, à M. l'Ingénieur en chef du contrôle.

§ V.— LIGNES NON ENCORE DÉCLARÉES D'UTILITÉ PUBLIQUE.

Ligne de Maubeuge à la limite de l'Aisne.— Nonobstant les nouvelles observations que j'ai adressées à l'Administration supérieure afin d'obtenir que cette ligne ne s'arrêtât pas à Solre-le-Château et pût être prolongée jusqu'à Avesnes, M. le Ministre de la guerre a définitivement refusé son adhésion à cette proposition en déclarant ne consentir à autoriser l'établissement du chemin que jusqu'à Solre-le-Château, avec embranchement sur Sars-Poteries.

Dans cette situation, les Compagnies de Lille à Valenciennes et de Carpentier, concessionnaires du chemin, ont consenti à modifier dans le sens de cette décision la convention et le cahier des charges de la concession primitive, et à renoncer au prolongement qu'elles avaient demandé, soit jusqu'à la limite de l'Aisne, soit jusqu'à Avesnes.

J'ai renvoyé les pièces établies dans ces conditions à M. le Ministre des Travaux publics, le 29 juin dernier, en réclamant la prompte émission du décret déclaratif d'utilité publique du chemin.

Ligne de Fenain à Escaudain.— Par suite de la communication que je lui ai faite de la délibération du Conseil général du 8 avril dernier sur la question de la clause de partage des bénéfices mise dans les actes de concession des chemins de fer d'intérêt local, la Compagnie de Lille à Valenciennes a cessé toute opposition sur ce point et a signé avec moi la convention relative à la ligne de Fenain à Escaudain. En conséquence, après avoir consulté la Chambre de commerce de Lille, qui a émis un avis très-favorable, j'ai soumis les pièces de l'affaire à M. le Ministre des Travaux publics avec prière de provoquer la prompte émission du décret déclaratif d'utilité publique.

Ligne d'Armentières à Tourcoing et Roubaix. — La même question de partage des bénefices a été soulevée à propos de cette ligne par le Conseil général des ponts-et-chaussées. J'ai adressé à ce sujet, à M. le Ministre des Travaux publics, des observations auxquelles il n'a été fait aucune réponse, ce qui me porte à penser que l'Administration supérieure n'insistera pas sur cet objet. Mais des modifications sont à faire, conformément à la lettre ministérielle du 16 mars, aux clauses de la convention que j'ai souscrite avec le concessionnaire. Le Conseil général ayant accepté ces modifications dans sa dernière session, j'ai, dès le 14 juin, invité M. Dathis à me faire connaître s'il y donnait également son adhésion et lui ai rappelé cet objet le 15 juillet. Réponse favorable n'étant pas parvenue le 20 dudit mois, des dispositions von être prises pour donner à l'affaire la suite dont elle est susceptible.

Chemins de fer. — Vœux du Conseil général. (5e b.)

Dans ses sessions d'octobre 1874 et d'avril 1875, le Conseil général, soit de sa propre initiative, soit en s'associant à ceux des Conseils d'arrondissement, a émis différents vœux en ce qui concerne les chemins de fer.

Je rappelle ses vœux ci-après en faisant connaître la suite qu'ils ont reçue.

L'assemblée a appuyé un vœu du Conseil d'arrondissement d'Avesnes ayant pour objet la création d'un train mixte partant d'Hirson à 4 heures 40 du matin et arrivant à Aulnoye à 6 h. 5 pour correspondre avec le train poste international N° 16 sur Paris. — Le service du contrôle fait connaître que d'après les renseignements qu'il a recueillis le nombre des voyageurs fournis par les cinq gares de Dompierre, Avesnes, Sains, Fourmies et Anor à destination de Paris, Amiens et Saint-Quentin n'est en moyenne que de deux par jour; ils sont d'avis en conséquence que la demande de ce nouveau train n'est pas suffisamment justifiée.

L'assemblée a également appuyé un vœu du même Conseil tendant à ce que la correspondance qui permettait aux habitants de l'arrondissement d'Avesnes d'arriver à Lille sans stationner à Valenciennes fût rétablie. Le service du contrôle est d'avis que cette demande est fondée; toutefois son rapport ayant été communiqué à la Compagnie de Lille à Valenciennes, il propose d'attendre sa réponse pour soumettre la question à l'administration supérieure.

Le Conseil général a en outre émis ou recommandé les vœux ci-après :

Demande tendant à ce que des billets d'aller et retour de gare en gare soient délivrés dans l'arrondissement d'Avesnes. — J'attends sur cet objet le rapport que j'ai demandé à M. l'inspecteur général du Contrôle.

Renouvellement du vœu déjà exprimé dans les sessions de 1872 et 1873 que la Compagnie du Nord délivre des billets d'aller et retour à prix réduit de Douai, Lille, Roubaix, Tourcoing et Armentières pour Paris et valables pour quatre jours. — Le service du contrôle dont le rapport est ci-joint fait connaître que la Compagnie du Nord, par les motifs déjà antérieurement déduits par elle n'est pas dans l'intention d'accueilir cette demande.

Vœu tendant à ce que des voitures de 2e classe soient ajoutées aux trains de grande vitesse du matin et du soir.— M. l'Inspecteur général Meissonnier m'informe que ce vœu a été communiqué au service du contrôle par le ministère et qu'il a été l'objet d'un rapport avec conclusions contraires, adressé à M. le Ministre des Travaux Publics qui n'a pas encore statué.

Vœu que les travaux entrepris dans la section de Bourbourg à Dunkerque du chemin de fer de Dunkerque à Calais soient promptement achevés. Le rapport de MM. les Ingénieurs que je mets sous les yeux du Conseil constate que les travaux s'exécutent activement et que cette section du chemin pourra être mise en exploitation avant la fin de cette année.

Vœu que de nouveaux arrêts aient lieu dans l'après-midi à la station de Croix-Wasquehal. MM. les Ingénieurs, dont le rapport est ci-joint, expliquent que la marche actuelle des trains donne satisfaction, dans la mesure la plus large possible, à ce vœu.

Demande qu'il soit remédié aux inconvénients qui résultent de la fréquence des manœuvres qui engagent le passage à niveau aux abords de la gare de Baisieux et sur l'insuffisance des voies de garage et de chargements. Le service du contrôle fait connaître que les interruptions

de passage sur le chemin vicinal ne sont par jour qu'au nombre de sept pour une durée de 6 ou 7 minutes, que la circulation des piétons n'éprouve pas une gêne sérieuse et que les voies de garage ne sont pas insuffisantes. Ils considèrent les plaintes qui se sont élevées à ce sujet comme non fondées.

Vœu qu'une station ou halte soit établie à Erquinghem Lys sur le chemin de fer d'Armentières à Berguette. Une demande dans ce sens a été faite par la commune et a été soumise à M. le Ministre des Travaux Publics qui par décision du 26 novembre 1874 a reconnu qu'il y avait lieu de surseoir à statuer jusqu'à ce que l'exploitation de la ligne ait permis d'apprécier la suite dont cette demande serait susceptible.

La Compagnie du Nord résiste à la demande qui lui a été faite suivant le vœu du Conseil général pour l'établissement d'une halte sur l'esplanade de Valenciennes. Elle reproduit les motifs qu'elle a fait valoir à l'origine de cette question et déclare se référer à la décision ministérielle du 14 juin 1873 qui a rejeté le vœu émis à cet égard par le Conseil municipal.

Le rapport ci-joint de MM. les Ingénieurs du contrôle des chemins de fer d'intérêt local signale les difficultés et les inconvénients de la halte également demandée en un point près de l'esplanade sur le chemin de fer de Valenciennes à Douzies.

Vœu tendant à ce qu'il soit établi sur la ligne de Lille à Valenciennes un train partant de cette dernière ville vers 11 heures ou midi. Le service du contrôle fait connaître que ce vœu ne lui paraît pas justifié; le nouveau train ne lui semble pas présenter de grands avantages. La Compagnie toutefois se propose d'examiner la question.

Vœu que la station d'Hachette dont l'établissement a été prescrit par une décision ministérielle soit promptement exécutée.— Mes démarches auprès de la Compagnie ayant été sans succès, j'en ai référé à M. le Ministre des Travaux Publics qui, par dépêche du 29 mai dernier m'a fait connaître que la Compagnie s'étant pourvue au Conseil d'Etat contre la décision précitée, l'administration est forcée d'attendre que la question de principe ait reçu une solution définitive.

Vœu qu'une passerelle pour piétons soit établie à Somain sur le chemin de fer du Nord au passage à niveau de la route départementale N° 4. MM. les Ingénieurs expliquent dans un rapport que par suite de travaux de remaniement exécutés dans la gare de Somain, le passage à niveau se trouve très-notablement dégagé, que les interruptions de la circulation y sont très-peu fréquentés et leur durée très-faible; ils pensent dès lors que la passerelle demandée n'aurait pas d'utilité réelle.

Vœu qu'une gare couverte soit établie à Somain. J'ai chargé de l'examen de ce vœu M. l'Inspecteur général du contrôle dont le rapport doit me parvenir prochainement.

J'ai en outre appelé l'attention de M. le Ministre des Travaux Publics sur les observations faites dans le sein du Conseil général au sujet des délais que les affaires de chemins de fer subissent par l'intervention de la commission mixte ainsi que sur l'utilité qu'il y aurait à simplifier les formalités, les écritures, les productions de plans et à stimuler l'activité des bureaux par lesquels passent les diverses affaires.

J'ai enfin soumis à M. le Ministre le vœu émis par le Conseil général pour que la législation en matière de chemin de fer soit révisée de manière à garantir la Compagnie d'intérêt général secondaire et départemental contre les agissements des grandes compagnies à leur égard.

Routes Nationales. (5.B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport de l'Ingénieur en chef des ponts-et-chaussées sur la situation des quinze routes nationales qui traversent le département du Nord.

Il résulte des renseignements produits, que la situation générale de ces routes n'a pas sensiblement changé depuis l'année dernière, qu'elle reste médiocre et périclitante.

Les routes à entretenir présentent un développement total de 592.211 mètres, ainsi réparti :

Chaussées pavées	535.138^{m} ou 91 %
Chaussées empierrées	57.073^{m} ou 9 %

Celles de ces voies de communication qui laissent le plus à désirer sont les routes :

N° 17, entre Roncq et la frontière belge ;
N° 40, entre Laon et Grande-Synthe et au-delà de Rexpoëde ;
N° 41, entre Lille et la frontière belge ;
N° 42, entre Nieppe et Bailleul et entre Caestre et l'Hazewinde ;
N° 45, entre Saint-Amand et Vicoigne.

Pour entretenir ce vaste réseau, il faudrait que le montant total des crédits affectés à son entretien s'élevât à 700,000 francs, c'est la somme que le Conseil général a toujours demandée depuis la brusque réduction opérée en 1865, sur le budget des routes nationales.

La dotation de l'entretien, qui était de 515,000 fr. en 1874, a été portée en 1875 à	525,000 fr.
Pour travaux de grosses réparations, l'ensemble des crédits sur la seconde catégorie du budget ordinaire qui était en 1874 de 69,050 fr. est pour le présent exercice de	96,300 fr.
Le montant total de crédits affectés aux routes nationales sur le budget ordinaire pour le département du Nord est donc de	621.300 fr.

Cette somme est insuffisante et ne permet pas d'avancer avec l'activité désirable dans la voie des améliorations poursuivies autrefois et spécialement recommandées à la vigilance du service des ponts-et-chaussées.

L'ensemble des projets de 2^{e} catégorie approuvés par l'administration supérieure, mais pour lesquels il n'a encore été alloué aucun crédit, s'élève à 354,600 francs. Les projets de même catégorie en cours d'exécution nécessiteront une série d'allocations s'élevant à la somme de 240,624 fr. 53 c.

Sur le budget extraordinaire, le montant total des projets approuvés et non encore entrepris est de 1,358,000 francs. Parmi ces projets les plus urgents sont les travaux a exécuter sur la route nationale N° 17 à Douai (porte de Lille) sur la route N° 2 à Maubeuge (porte de

France), sur la route N° 45 à Valenciennes (porte de Lille) et sur la route N° 17 à Cambrai (porte de Lille).

Les projets des travaux en cours d'exécution s'élevant ensemble à 210,654 fr. 57 seront achevés en 1875.

La Compagnie du chemin de fer du Nord vient de terminer le passage supérieur qui doit remplacer le passage à niveau existant dans l'intérieur même de la gare sur la route nationale N° 45, à la sortie de Valenciennes, et le service de la navigation va reconstruire et relever le pont du Mouton Noir au moyen duquel, à l'extrémité même de ce passage, la route franchit l'Escaut.

Sur la route nationale N° 17, la ville de Lille a procédé aux expropriations nécessaires pour l'élargissement du passage dangereux de la rue des Manneliers. Les travaux sont poursuivis avec activité.

Les travaux accessoires de la rectification de la route nationale N° 41, entre la nouvelle porte de Béthune et la Grand'Place de Lille, seront probablement aussi terminé cette année. Une allocation de 16,291 fr. 48 c. inscrite au budget de 1875 permettra de compléter le versement de la subvention de 135,000 fr. fournie, à cet effet, sur les fonds du Trésor à la ville de Lille.

M, l'Ingénieur en Chef passe en revue la situation de chacune des routes; il rappelle les travaux d'amélioration qu'il serait désirable de pouvoir y exécuter, et notamment l'utilité qu'il y aurait à poursuivre les travaux d'élargissement des ponts et passages dans la traversée des places de guerre en exécution du décret du 6 janvier 1869. Son rapport contient sur les diverses parties du service des détails très complets et pleins d'intérêt, auxquels je ne puis que me référer entièrement.

J'ai fait connaître à Monsieur le Ministre des travaux publics que, dans sa dernière session, le Conseil général avait constaté avec un sentiment de profond découragement la détérioration croissante des routes nationales qui traversent le département du Nord. J'ai ajouté qu'il n'était plus possible dans les conditions actuelles et malgré toute l'habileté de MM. les Ingénieurs et l'intelligente direction de leur service, de conjurer le mal ni de faire face aux améliorations réclamées à juste titre par les populations, et j'ai vivement sollicité :

1° Que le crédit d'entretien fût porté au chiffre minimum de 550.000 fr.

2° Que celui pour travaux de grosses réparations fût élevé à 100,000 fr.

3° Et que, pour l'élargissement des passages militaires, il fût ouvert un crédit minimum de 100,000 fr.

Ainsi que je l'ai dit plus haut, le crédit d'entretien qui était de 515,000 fr. en 1874, a été porté pour l'année 1875 à . . . . . 525,000 fr.

Le crédit pour travaux de grosses réparations qui était de 69,050 fr. en 1874, a été élevé à 96,300 fr.

Mais pour l'élargissement des passages militaires, le crédit ouvert en 1875 ne s'élève qu'à 20,001 fr. 52 c. chiffre bien inférieur à celui alloué en 1874 qui était de 50,800 fr.

En ce qui concerne ces derniers travaux, Monsieur le Ministre des travaux publics m'a fait connaître par ses dépêches des 18, 24 mai et 5 juin 1875 que vous trouverez ci-jointes,

que malgré l'intérêt qui s'attache à l'élargissement des passages militaires, intérêts qu'il ne méconnaît pas d'ailleurs, l'exiguité des ressources mises à sa disposition ne permettait d'entamer aucun travail nouveau.

Il a ajouté que les premiers crédits dont l'administration pourra disposer snr les fonds des rectifications, devront être employés à acquitter la subvention de 300,000 francs promise pour l'élargissement de la rue des Manneliers à Lille.

J'ai donné connaissance des dispositions qui précèdent aux conseils d'arrondissement d'Avesnes, de Douai et de Cambrai, en ce qui concerne les trois projets ci-après mentionnés, qui ont fait l'objet d'un vœu favorable du Conseil général dans sa dernière session, savoir :

Route nationale N° 2. — Elargissement de la porte de France, à Maubeuge.

Routes nationales N^{os} 17, 43 et 50. — Elargissement dans la traversée des fortifications de Douai.

Route nationale N° 17. — Amélioration du passage militaire de la porte de Selles, à Cambrai.

Dans sa dernière session, l'Assemblée a, en outre, appuyé les vœux suivants formulés par les conseils d'arrondissement, savoir :

I. Route Nationale N° 2. — Ahèvement des travanx de rectification aux portes de Mons et de France, à Avesnes.

La rectification de la porte de Mons est terminée et a été livrée à la circulation dans le mois de novembre 1874. Celle de la porte de France vient d'être achevée.

II. Route Nationale N° 17. — Assainissement de la route dans la traversée du pavé de Bersée.

Par un rapport ci-joint, MM. les Ingénieurs des ponts-et-chaussées exposent que le mal signalé provient du fossé droit de ladite route qui n'a pas d'écoulement, par suite de l'existence d'aqueducs trop élevés construits par les riverains, et de la suppression des fossés transversauxqui conduisaient les eaux vers le courant de Coutiches. Le seul remède à apporter consisterait à combler complètement ce fossé et à construire un trottoir faisant suite à celui qui existe, jusqu'au chemin conduisant au village. Cette amélioration sera exécutée en 1876 sur les fonds d'entretien. En attendant, MM. les Ingénieurs veilleront à ce que le fossé en question soit tenu dans un état de propreté convenable, et à ce que les voies d'écoulement actuelles, si défectueuses qu'elles soient, remplissent à peu près leur office.

III. Route Nationale N° 40. — Convertissement et remaniement de la chaussée entre Gravelines et Loon.

MM. les Ingénieurs sont actuellement chargés d'étudier un projet de travaux en vue de mettre en état d'entretien ladite route, entre Gravelines et Dunkerque. Aussitôt que ce projet aura été produit, je m'empresserai de l'adresser à l'administration supérieure en y appelant la bienveillante attention de M. le Ministre des travaux publics.

IV. Route Nationale N° 42. — Etablissement d'une plantation et de banquettes de suret é sur tous les grands remblais.

Ces améliorations sont fort utiles et il sera possible d'y donner satisfaction sans demander à l'administration supérieure une augmentation de crédit qu'il serait très-difficile d'obtenir quant à présent. L'exécution de ces mesures exigera toutefois un certain temps : La plantation sera complétée dans un intervalle de 5 à 6 années, et quant aux banquettes de sûreté, M. l'Ingénieur en chef du département espère réaliser dans l'ensemble du budget des routes nationales, quelques économies qui permettront d'exécuter environ le tiers du travail dès la présente année.

V. Homologation des plans d'alignement dans la traverse de la ville de Douai.

Les avants-projets présentés par MM. les Ingénieurs sont actuellement soumis aux formalités prescrites par la loi du 3 mai 1841 et la circulaire ministérielle du 27 décembre 1849. Rien ne sera négligé pour que ces projets reçoivent une solution le plus promptement possible.

Routes départementales. (5. B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le compte-rendu par M. l'Ingénieur en chef du département, de la situation du service des routes départementales ainsi que ses propositions de travaux et de dépenses pour l'exercice 1876.

J'y joins les rapports de MM. les Ingénieurs d'arrondissement sur le même service.

M. l'Ingénieur en chef rappelle que ces routes ont une étendue totale de 513 kilomètres 316 mètres, que plus des deux tiers d'entre elles sont pavées et l'autre tiers empierré ; que sauf celles de l'arrondissement de Dunkerque dont la fréquentation est médiocre, et celles de l'arrondissement d'Avesnes, assises sur un bon fonds et entretenues avec de bons matériaux, ces voies sont d'un entretien coûteux et exigent des soins assidus à raison de l'usure rapide qu'elles subissent, par suite de la circulation énorme qu'elles desservent notamment dans les arrondissements de Lille et de Valenciennes. Il rappelle également que pour remédier à l'état défectueux où étaient ces routes en 1862, le Conseil général a résolu d'affecter successivement des ressources à leur restauration, qu'au moyen des libéralités généreuses du département, des améliorations très-importantes ont été réalisées, mais qu'il reste encore beaucoup à faire et qu'il est indispensable de poursuivre avec persévérance ce système de réparations.

En résumé, la situation des routes était en 1874, celle ci-après :

Bonne . . .	453 k.	761 m.
Médiocre . .	53	373
Mauvaise. .	6	184

La situation était en 1873 : 452 k. 687 ; — 51 k. 558 ; — et 9 k. 073 m. — Il en résulte que 1074 m de la seconde catégorie sont passés dans la première, et 2 k. 889 m. de la troisième dans la seconde.

La dépense moyenne a été, en 1874, de 747 fr. 68 c. par kilomètre, dont pour fourniture de matériaux 330 fr. 59 c. et pour main-d'œuvre 416 fr. 99.

Entretien. — 1876.

M. l'Ingénicur en chef propose, pour le service de l'entretien ordinaire des routes pendant l'année 1876 une somme de 402,200 fr., y compris 20,000 fr. de réserve pour travaux imprévus. Cette somme est égale à celle allouée pour l'année 1875 et ne paraît donner lieu à aucune observation.

Grosses rèparations.

1re Série.

Les dépenses de cette nature comprises dans le programme de restauration arrêté par le Conseil général en 1862, étaient évaluées à	1,789,800 »
On y a ajouté comme en faisant partie, d'autres travaux approuvés avant 1867	54.570 »
Et des augmentations de dépenses des travaux compris au programme .	71,194 21
En sorte que les évaluations primitives ont été portées à	1,915,564 21
Les dépenses effectuées sur cette série de travaux jusques et compris 1875, ayant été de	1,884,564 21
Il resterait ainsi à dépenser sur le montant des prévisions	31,000 »

Mais les travaux exécutés jusqu'en 1875 n'ont pas atteint les prévisions et ont suffi pour remplir les conditions du programme de 1852, en sorte que ce programme peut être considéré comme ayant reçu son entière exécution.

2e Série.

Cependant d'autres travaux de grosse réparation ont été reconnus nécessaires. Ceux en cours d'exécution ou à exécuter, donnent une évaluation de	983,420 »
et ont reçu, de 1871 à 1875, une allocation totale de	511,600 »
En sorte qu'il reste à dépenser sur cette nouvelle série de travaux, une somme totale de.	471,820 »
Sur laquelle M. l'Ingénieur en chef a proposé, pour 1876, des crédits montant ensemble à.	194,500 »

Frais généraux.

Ces frais réglés pour 1875, à 79,183 fr., doivent être portés, pour 1876, à 78,042 francs. La différence en moins est de 974 fr.; elle provient d'une réduction sur le traitement des conducteurs et agents secondaires par suite de changements de personnel et d'une diminu-

tion dans l'évaluation des indemnités proportionnelles dues aux Ingénieurs sur le montant des travaux.

Ces dépenses tant pour l'entretien que pour les grosses réparations, me paraissent convenablement justifiées.

En conséquence, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général, d'allouer au budget de l'exercice 1876, pour le service des routes départementales, les crédits ci-après :

BUDGET ORDINAIRE.

SOUS-CHAPITRE III.

Entretien.

Route N° 1	de Lille à Valenciennes	11,500	»
— 2	de Lille à Ypres	17,000	»
— 3	de Douai à Tournai	8,000	»
— 4	de Cambrai à Tournai	11,000	»
— 5	d'Avesnes à Philipeville	12,000	»
— 6	de Landrecies à Chimay	28,500	»
— 7	de Condé à Mons	8,000	»
— 8	de Condé à Saint-Amand	8,000	»
— 9	de Lille à Saint-Omer	35,000	»
— 10	de Valenciennes à Bohain	35,000	»
— 11	de Cambrai à Guise	12,000	»
— 12	d'Avesnes au Quesnoy	16,500	»
— 13	de Maubeuge à Maroilles	11,000	»
— 14	de Lille à Courtrai	24,800	»
— 15	de Dunkerque à Furnes	9,000	»
— 16	d'Estaires à La Bassée	5,500	»
— 17	d'Haverskerque à Aire	7,500	»
— 18	de Béthune à Armentières	4,000	»
— 19	de Roubaix à Saint-Amand	28,000	»
— 20	de Cassel à la frontière	8,000	»
— 21	de Bergues à Saint-Momelin	16,000	»
— 22	de Lille à Tourcoing	8,500	»
— 23	de Cambrai à Malplaquet	46,000	»
— 24	d'Hélesmes à Denain	6,700	»
— 25	Ceinture de Maubeuge	2,000	»
— 26	Ceinture de Cambrai	2,700	»
	Ensemble	382,200	»
Réserve pour travaux imprévus		20,000	»
	Total	402,200	»

Grosses réparations et améliorations.

Route N° 5	Rechargement			13,500	»
— 7	Remaniement			10,000	»
— 8	Id.			10,000	»
— 9	Remaniement entre la Gorgue et Estaires			20,000	»
— 10	Remaniement et caniveaux,	8,000	»	27,500	»
—	Élargissement de chaussée et caniveaux	7,500	»		
—	Remaniement et zones d'empierrement	12,000	»		
— 11	Amélioration de la chaussée			8,000	»
— 13	Exhaussement aux abords d'un pont			1,500	»
— 14	Remaniement à Tourcoing			12,000	»
— 15	Trottoir aux abords de Dunkerque.			10,000	»
— 18	Élargissement de la chaussée et trottoirs.			3,000	»
— 19	Remaniement a Lannoy			7,000	»
— 21	Remaniement	8,000	»	15,000	»
—	Rechargement	7,000	»		
— 22	Restauration de la chaussée			14,000	»
— 23	Construction de pavage	10,000	»	17,000	»
—	Id.	7,000	»		
— 24	Amélioration dans Denain.			10,000	»
— 26	Caniveau et rechargement			7,000	»
	Total			194,500	»

Frais généraux.

Traitement et frais fixes de résidence des conducteurs et agents secondaires.		61,075	»
Frais de découchers et de déplacement		4,500	»
Somme à valoir en prévision d'avancement et de secours.		1,000	»
Frais d'impression		1,500	»
Indemnités proportionnelles aux Ingénieurs, sur une dépense totale de travaux, de 596,700 fr.			
4 % sur les premiers 40,000 fr.	1,600 »	7,167	»
1 % sur 556,700 fr.	5,567 »		
Gratifications de fin d'année aux conducteurs et employés secondaires.		2,800	»
Ensemble		78,042	»

Résumé des dépenses proposées pour **1876.**

SOUS-CHAPITRE III.

Entretien	402,200 »		
Grosses réparations	122,500 »	602,742	»
Frais généraux	78,042 »		

SOUS-CHAPITRE XVII.

Grosses réparations	72,000	»
Total général	674,742	»

Recensement général de la circulation sur les routes départementales, les chemins de grande communication et d'intérêt commun. (5e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général une circulaire, en date du 10 mai 1875, par laquelle M. le Ministre des Travaux publics a prescrit le recensement général de la circulation sur les routes nationales, et m'a chargé de soumettre à l'assemblée la question de savoir s'il ne serait pas utile d'étendre cette mesure aux routes départementales.

M. l'Ingénieur en chef, à qui j'ai communiqué cette circulaire, propose non-seulement de procéder au recensement général de la circulation sur les routes départementales, mais encore sur les chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun, et même sur certains chemins vicinaux ordinaires, à choisir parmi les plus importants.

M. l'Agent-Voyer en chef estime, de son côté, que la mesure pourrait être utile en ce qui concerne les chemins d'intérêt commun, mais il ne pense pas qu'elle doive s'étendre aux chemins vicinaux ordinaires, en raison des difficultés que présenterait le choix à faire parmi les lignes. Il ajoute qu'il serait d'a lleurs possible de combiner l'opération de manière à faire connaître le nombre de colliers qui circulent sur les chemins vicinaux ordinaires les plus importants, puisque ces chemins aboutissent à l'une des voies de communication soumises au comptage.

Cette observation est rationnelle, et il suffirait, pour les chemins vicinaux ordinaires, que les deux services intéressés s'entendissent sur la station qu'il conviendrait d'assigner aux agents chargés de l'opération en question.

D'après ce qui précède, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de faire procéder au recensement général de la circulation sur les routes départementales, les chemins de grande communication et d'intérêt commun, en combinant l'opération de manière à faire connaître également le nombre de colliers qui circulent sur les chemins vicinaux ordinaires qui aboutissent à l'une des voies de communication soumises au comptage.

Je prie, en outre, l'assemblée de vouloir bien décider que ce recensement sera effectué d'après le même système et aux mêmes dates que celui qui sera opéré sur les routes nationales.

Les dépenses que nécessitera cette opération sont évaluées :

Pour les routes départementales à.	4,600 fr.
Pour les chemins de grande communication à.	8,700
Pour les chemins d'intêrêt commun à.	6,700

Ces dépenses pourraient être prélevées sur les crédits d'entretien de chaque réseau, sauf à recourir au fonds de réserve, dans le cas où les crédits d'entretien de quelques lignes seraient trop fortement entamés.

SOUS-CHAPITRE IV.

CHEMINS VICINAUX. — CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL.

Chemins de grande communication. — État de situation de l'exercice 1874. (5. B.)

Conformément aux prescriptions de l'article 109 du règlement général sur le service vicinal, j'ai l'honneur de soumettre au Conseil général :

1° Une situation comparative des crédits ouverts et des dépenses faites pour les chemins de grande communication, avec distinction des sous-chapitres du budget sur lesquels les dépenses ont été imputées (modèle N° 57.)

2° Un état des dépenses dont M. l'Ingénieur en chef rend personnellement compte (modèle N° 58).

3° Des états conformes aux modèles N^{os} 33, 34, 35 et 36, établis par ligne et présentant la situation des ressources et dépenses de l'exercice, ainsi que la situation de ces chemins à la fin de l'année.

Ces états et situation ont été communiqués à la Commission départementale, conformément aux prescriptions de l'article 66 de la loi du 10 août 1871.

Chemins vicinaux de grande communication. (5e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général avec diverses pièces à l'appui et les rapports de MM. les Ingénieurs d'arrondissement, le compte rendu par M. l'Ingénieur en chef du département de la situation du service des chemins de grande communication, suivi de ses propositions pour le service de 1876.

M. l'Ingénieur en chef fournit des renseignements complets sur l'état des diverses lignes qui composent le réseau de la grande vicinalité. Les chaussées pavées prédominent dans les arrondissements de Lille, Douai, Valenciennes et Cambrai; celles en empierrement sont particulièrement situées dans les arrondissements de Dunkerque, d'Hazebrouck et d'Avesnes Les premières, sauf celles de construction ancienne qui existent encore et qui exigent un remaniement complet, se maintiennent généralement et n'ont besoin que d'être consolidées par des zones d'empierrement. Les secondes construites dans des conditions de largeur et d'épaisseur à leur origine se dégradent facilement sous les efforts d'un roulage pondéreux et actif et nécessitent, sur beaucoup de points, de fréquents rechargements.

Toutefois ces lignes, généralement défectueuses il y a 13 ans, ont été considérablement améliorées depuis lors par les travaux de restauration qui y ont été successivement exécutés au moyen des fonds alloués chaque année par le Conseil général, ainsi que par les soins de l'entretien. La plupart sont aujourd'hui dans un état de viabilité satisfaisant. M. l'Ingénieur en chef constate que l'étendue des chemins en bon état, qui avait augmenté de 37 kilomètres en 1873. en a gagné 13 en 1874 et que les parties médiocres et mauvaises ont diminué dans cette dernière année, les premières de 14 et les secondes de 5. — En somme, la situation est celle ci-après :

Chaussées	bonnes	746	kilomètres.
—	médiocres.	107	»
—	mauvaises.	11	»

Ainsi, le progrès s'accentue de plus en plus; il se continuera, je l'espère, jusqu'à l'amélioration complète du réseau. Plusieurs années de soins et de sacrifices sont encore nécessaires pour atteindre ce but important. Le Conseil général peut compter qu'avec son appui bienveillant et l'excellent concours de MM. les Ingénieurs, je m'efforcerai d'y parvenir.

M. l'Ingénieur en chef fait connaître que la dépense moyenne de l'entretien a été, en 1874. de 793 fr. par kilomètre. Elle avait été, en 1873, de 806 fr. et, en 1872, de 763 fr.

La circulation moyenne sur nos chemins d'après les comptages effectués en 1869 est de 206,9 colliers à charge et de 106 colliers à vide par jour: En total 312,9 colliers.

OBJETS DIVERS.

Je crois devoir répondre ici aux voeux que le Conseil général a émis dans sa session de 1874.

Chemins N^os 33 d'Hazebrouck à Merris et 57 de Caestre à Vieux-Berquin. — J'ai fait connaître au Conseil général, dans sa session d'octobre 1874, que les mesures prises pour l'instruction des projets d'établissement de trottoirs sur ces deux lignes n'avaient pas eu un résultat favorable, les communes intéressées ayant presque toutes refusé tout concours. Néanmoins l'Assemblée a exprimé le désir que ces deux affaires fussent maintenues à l'état d'instruction. Pour satisfaire à ce voeu, j'ai chargé M. le Sous-Préfet d'Hazebrouck de faire un nouvel appel aux communes défaillantes. J'informerai ultérieurement le Conseil général des réponses que les administrations locales auront faites à ces nouvelles instances.

Chemin N° 11 de Cassel à Gravelines. — Conformément à l'invitation que le Conseil m'en a faite dans sa séance du 26 octobre dernier, j'ai donné connaissance à la ville de Bourbourg de l'avis de MM. les Ingénieurs sur sa demande en réduction du contingent qui lui est assigné dans l'entretien de cette ligne. Ainsi que le Conseil général le verra par sa délibération ci-jointe du 25 mai dernier, le Conseil municipal propose d'ajourner la question jusqu'à ce qu'il ait été statué sur les résultats de l'étude prescrite sur l'ensemble des voies de communication du département.

Chemin N° 32 de Prisches à Étrœungt. — Suivant le vœu du Conseil général, il a été procédé à une instruction régulière, sur la demande de la commune d'Étroeungt en réduction de son contingent. La Commission de surveillance entendue, tout en reconnaissant la trop grande élévation des charges qui pèsent sur la commune d'Etrœungt, considère que le chemin a perdu une grande partie de son importance par suite de l'établissement de la gare d'Avesnes et fait remarquer que, dans cette situation il ne peut être question de dégrever Etrœungt au détriment des autres communes intéressées qui ont à faire valoir pour repousser toute surcharge des raisons parfaitement identiques, et émet l'avis qu'il y a lieu de chercher par des économies possibles dans les dépenses d'entretien les moyens de donner aux communes la satisfaction qu'elles réclament.

Les Conseils municipaux appelés à délibérer ont émis divers vœux. Etrœengt persiste dans sa demande de réduction et propose subsidiairement le déclassement; Boulogne, Cartignies et Prisches s'associent aux conclusions de la commission de surveillance et Petit-Fayt demande à être exonéré de tout concours.

M. l'Ingénieur en chef dans son résumé fait observer que le système indiqué par la commission donnerait par voie indirecte complète satisfaction à la commune d'Etrœungt qui au fond ne demande pas autre chose qu'une diminution de son contingent et qui verrait dans quelques années ce contingent s'abaisser de plus de 60 p. %. En conséquence, il propose d'adopter cette solution et de ne pas poursuivre l'instruction de l'affaire dans le sens d'une révision des contingents ou au moins de l'ajourner jusqu'à ce que le Conseil général se soit prononcé sur la question préjudicielle de la révision du classement de toutes les voies de communication du département.

Je ne puis qu'adhérer à cette proposition qui me paraît convenablement justifiée.

Chemin N° 35 de Douai à Saint-Amand. — J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général un rapport de MM. les Ingénieurs des ponts-et-chaussées sur un vœu émis par le Conseil d'arrondissement de Douai dans sa session de 1874 et tendant à ce que les trottoirs de Flines soient achevés le plus tôt possible.

MM. les Ingénieurs font connaître que depuis plusieurs années ils ont construit dans Flines 4,160 m. courants de trottoirs sur le chemin N° 35 et 1,000 m. sur la route départementale N° 3, ensemble 5,160 m. Ceux que demande le Conseil d'arrondissement auraient une étendue de 2,250 m. et entraîneraient une dépense de 12,000 fr.

La commune de Flines ayant été largement dotée jusqu'ici, je pense avec MM. les Ingénieurs qu'il n'y a lieu d'exécuter le travail réclamé que peu à peu au fur et à mesure que des besoins bien constatés le réclameront et quand les améliorations plus urgentes qui restent à faire sur ce chemin auront été réalisées.

Chemin N° 78 (ceinture de Valenciennes). — L'assemblée trouvera également ci-joint un rapport de MM. les Ingénieurs faisant connaître que les travaux du prolongement de cette ligne devront être achevés en 1876; il est nécessaire de ramener à des termes communs pour l'entretien les bases proportionnelles des communes dans les dépenses des deux sections du chemin. Ces bases ont été réglées par le Conseil général en 1869 pour la première et en 1874 pour la seconde. Mais celle-ci comprend quatre communes de la rive gauche de l'Escaut qui n'ont intérêt qu'à cette seconde section.

De là la nécessité de coordonner les deux répartitions de manière à conserver à chaque commune la part d'intérêt qui lui a été assignée. MM. les Ingénieurs prennent pour base de cette combinaison un chiffre normal de dépense pour chaque section, cumulent les produits des deux répartitions et en tirent le co efficient applicable à chaque commune. L'opération donne ainsi les résultats suivants :

Valenciennes	26,4 p. %	Saultain	4,2 p. %
Marly.	13,4	Curgies	2,6
Saint-Saulve	13,4	Estreux	4,2
Onnaing	9,2	Anzin	4,4
Quaroube	5,2	Raismes	3,6
Aulnoye.	5,2	Bruay.	3,2
Famars	4,2	Beuvrages	0,8
		Total	100

Le Conseil général voudra sans doute donner son approbation à ces dispositions qui, ainsi que le fait remarquer M. l'Ingénieur en chef, ne sont que la consécration des votes antérieurs de l'Assemblée.

Dunkerque. — Le Conseil général a émis le vœu que les présidents des administrations des Waeteringues fussent admis à présenter leurs observations dans les réunions des commissions de surveillance des chemins, mais sans voix délibérative. Des instructions ont été données dans ce sens aux administrations locales.

Hazebrouck. — Avant de donner son avis sur la demande de la commune de Steenweerk tendant au classement du chemin de la Croix-du-Bac comme ligne de grande vicinalité, le Conseil a exprimé le désir d'avoir des renseignements précis sur l'importance et l'état de ce chemin.

MM. les Ingénieurs ont fait sur cette affaire un rapport que j'ai soumis à l'avis de la Commission de surveillance du chemin N° 38 dont le chemin de la Croix-du-Bac formerait le prolongement. Je mets le dossier de cette demande sous les yeux du Conseil.

Lille. — L'Assemblée a recommandé l'étude d'un vœu émis par le Conseil d'arrondissement de Lille pour le prolongement du chemin N° 9 de Mouveaux à la frontière entre la Croix-Blanche et Linselles. J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général les pièces de cette étude.

COMPTABILITÉ.

Exercice 1874.

Conformément à l'article 8 de la loi du 21 mai 1836, j'ai l'honneur de rendre compte au Conseil général de l'emploi des ressources mises à ma disposition par le budget de 1874, pour le service des chemins de grande communication.

BUDGET ORDINAIRE. — SOUS-CHAPITRE IV.

Recettes.

Produit des 7 centimes spéciaux.	894,250 28
Sur fonds libres des exercices antérieurs	94,991 33
Total.	989,241 61

Dépenses.

Entretien des chemins de grande communication . . .	422,646 »
Allocation pour le même service sur le fonds de réserve .	17,265 83
Grosses réparations.	169,179 12
Frais généraux, personnel, etc.	134,249 50
Subvention aux chemins d'intérêt commun et ordinaire .	188,530 22
Total.	931,870 67
Les ressources étant de	989,241 61
Il est resté disponible une somme de	57,370 94

sur laquelle celle de 38,873 fr. 32 cent. est réservée pour dépenses à continuer. Il sera fait emploi du surplus, montant à 18,497 fr. 62 cent. au budget de 1875.

BUDGET EXTRAORDINAIRE. — SOUS-CHAPITRES XVII et XIX.

Les crédits inscrits au budget extraordinaire de 1874, sur le produit des centimes additionnels pour le service de grosses réparations des chemins de grande communication s'élèvent à 197,074 58

Les dépenses effectuées sur ces fonds forment un total de 170,889 88

Les crédits ont conséquemment présenté un excédant de. 26,164 70

dont il sera fait un emploi au budget de report de 1874 sur 1875, jusqu'à concurrence de 24,257 fr. 70 centimes.

FONDS DE COTISATIONS MUNICIPALES.

Recettes.

Les cotisations municipales qui restaient à recouvrer au 31 décembre 1873, s'élevaient à 147,967 15

Les contingents de l'année 1874 et les subventions industrielles, en vertu de l'art. 14 de la loi du 21 mai 1836, pour 1872, s'élevaient ensemble à. 324,359 85

A déduire pour non-valeurs. . . . . 3,351 40 } 321,008 45

Total à recouvrer pour 1874 . . . . . 468,975 60

Les états présentés par M. le Trésorier-général des finances constatent que les recettes se sont élevées, au 31 décembre 1874, à 391,179 38

En sorte que les recouvrements restant à effectuer étaient de 77,796 22

Sur cette dernière somme formant les restes à recouvrer au 31 décembre 1874, il a été versé du 1er janvier au 30 juin 1875, la sommme de 18,242 fr. 69, de sorte que les sommes restant à recouvrer sur l'exercice 1874 et années antérieures s'élèvent à 59,553 fr. 53 c.

La situation des recouvrements s'est donc singulièrement améliorée.

Les restes à recouvrer au 31 décembre 1872 s'élevaient à 162,449 51

Ceux au 31 décembre 1873 à 147,967 15

et ceux au 31 décembre 1874 ne s'élèvent plus en réalité qu'à 59,553 53

Dépenses.

Les ordonnances de délégation délivrées par M. le Ministre de l'intérieur, sur les recouvrements des cotisations municipales de 1874 et années antérieures se sont élevées à 354,300 »

Sur quoi il a été payé, tant pour l'entretien que pour les grosses réparations. 354,213 39

SERVICE DE 1876.

Entretien

M. l'Ingénieur en chef présente, pour l'entretien des chemins un projet de budget s'élevant à 720,150 fr. supérieur de 25,950 fr. à celui de l'année 1875, par suite du classement de plusieurs chemins et de plusieurs annexes. Cette somme de 720,150 fr. déduction faite des subventions industrielles de 1874 et des cotisations communales, laisse à la charge du département un contingent total de 442,206 23

A quoi il y a lieu d'ajouter le crédit ordinaire à titre de réserve pour travaux imprévus . . . . . 25,000 »

Ensemble 467,206 23

Grosses réparations.

Comme mes prédécesseurs et moi l'avons rappelé les années précédentes, les travaux de grosses réparations, compris dans le programme arrêté en 1862 par le Conseil général, étaient évalués à . . . . . 3,555,300 »

On y a compté en plus, depuis plusieurs années, des travaux d'amélioration pour les chemins N^os^ 32, 39 et 68 et s'élevant à . . . . . 85,000 »

Ce quia fait un total de. . . 3,640,300 »

Comme l'indique le tableau (1^re^ partie), inséré dans le rapport de M. l'Ingénieur en chef, les crédits ouverts et dépenses faites, sur cette somme, de 1864 à 1875 inclusivement forment un total de . . . . . 3,577,650 »

En sorte qu'il ne reste plus à dépenser pour compléter les prévisions du programme que . . . . . 62,650 »

M. l'Ingénieur en chef explique qu'il ne reste rien à faire sur les chemins N° 32 de Landrecies à Etrœungt et 59 de Caudry à Aubencheul auxquels cette somme de 62,650 fr. avait été destinée. Le programme de 1862 peut donc être considéré comme ayant reçu son entière exécution.

Mais on a reconnu depuis longtemps déjà que les prévisions de ce programme ne suffisaient pas pour atteindre le but que le Conseil général a eu en vue, c'est-à-dire pour mettre en parfait état le réseau de la grande vicinalité. D'autres besoins se sont produits et il y a été successivement donné satisfaction. Les travaux de cette catégorie, actuellement en cours d'exécution ou

seulement en projet, sont indiqués dans la deuxième partie du tableau précité; ils sont évalués ensemble à. 1,730,674 50

Les depenses faites jusques et y compris 1875, sur cette seconde catégorie d'ouvrages, s'élevant à. 881,504 27

Il reste à dépenser 809,170 23

Dans son rapport général M. l'Ingénieur en chef propose pour le service de ces travaux en 1876, une dépense totale de de 223,332 fr. 48 centimes.

Dont 1/3 à la charge des communes et 2/3 à la charge du département sur 21,700 fr.
Ci pour 2/3 . . . . . 14,467 »

1/5 à la charge des communes et 4/5 à la charge du département sur 201,632 fr., ci pour 4/5. . . . . 161,265 56

Total à la charge du département. . 175,732 56

Les communes interviendront de leur côté dans les travaux pour une somme totale de 47,599 fr. 32 cent. formant le complément de la dépense de 223,332 fr. 48 cent. proposée par M. l'Ingénieur en chef.

Frais généraux.

Ces frais, en ce qui concerne la grande vicinalité, sont les suivants :

Indemnités dues à MM. les Ingénieurs, frais de déplacement et gratifications des agents . . . . . 27,600 »
Frais d'impressions du service. . . . . 3,000 »

Ensemble . . . . . 30,600 »

Je crois devoir mentionner ici les traitements, gratifications et dépenses diverses du service vicinal ordinaire qui, comme pour la grande vicinalité, s'imputent sur le sous-chapitre IV du budget et dont le détail est donné dans un autre rapport; ci, déduction faite des 40,000 fr. formant le concours des communes. . . . . 138,380 »

Total. . . . . 168,980 »

Ainsi le département aura à pourvoir, en 1876, aux dépenses ci-après :

Entretien 467,206 23
Grosses réparations et améliorations 175,732 56
Frais généraux . . . . . (1). 168,980 »

Total des dépenses. . . . 811,918 79

(1) Augmentation de 25,000 fr. en faveur du personnel du service vicinal en conséquence des propositions du Préfet à la session d'avril du Conseil général.

Ressources.

Les ressources dont il peut être disposé pour faire face à ces besoins sont celles ci-après :

Prélèvement sur le budget rectificatif	18,497 62
Sept centimes spéciaux à imposer en 1876, en vertu de la loi du 21 mai 1836.	896,267 54
Partie des ressources extraordinaires dont le vote est proposé au Conseil général	94,954 94
Ensemble	1,009,720 10
A réserver pour le service des chemins d'intérêt commun, etc	197,629 »
Total pour la grande vicinalité et les frais généraux, etc.	812,091 10

(177,629 + 20,000.)

Je prie le Conseil général de vouloir bien, suivant les prévisions de l'art. 46, N° 22, de la loi du 10 août 1871, allouer à titre de subvention du département, les crédits ci-après, conformes aux propositions de M. l'Ingénieur en chef, déduction faite toutefois des contingents communaux et des subventions industrielles.

BUDGET RECTIFICATIF DE 1875.

Grosses réparations et travaux neufs.

Chemin N°	2	Rechargement.	3,000 »
—	5	Rechargement.	3,000 »
—	46	Rechargement du prolongement	3,000 »
—	59	Substitution de pavage.	7,146 56
—	78	Construction de pavage	2,351 06
		Total . . .	18,497 62

BUDGET ORDINAIRE DE 1876.

SOUS-CHAPITRE IV.

Entretien.

Chemin N°	1	de Dunkerque à Saint-Omer	7,200 »
—	2	de Dunkerque à Bourbourg.	5,000 »

A reporter . . .

		Report . . .		
Chemin	N° 3	d'Honschoote à Watten	10,734	»
—	4	de Bergues à Furnes.	4,306	»
—	5	de Bergues au pont de Saint-Folquin	5,000	»
—	6	de Lille à Lannoy.	4,500	»
—	7	de Lomme à Fournes	4,732	»
—	8	de Douai à Seclin	11,650	»
—	9	de Mouveaux à la frontière.	8,923	»
—	10	de Douai à Bapaume.	2,017	»
—	11	de Cassel à Gravelines	13,666	»
—	12	du Quesnoy à Linselles.	3,196	»
—	13	de Valenciennes à Somain.	8,813	»
—	14	d'Armentières à Ypres	4,540	»
—	15	d'Esnes à Busigny	9,547	»
—	16	de Solesmes à Caudry	4,287	»
—	17	d'Hondscheote à Watten	13,631	»
—	18	de Bailleul à Ypres	2,667	»
—	19	de Sainghin à Pont-à-Marcq	3,213	»
—	20	de Solre à Trélon, Rond-Buisson et Hirson	20,635	»
—	21	de Saint-Amand à Hélesmes.	5,880	»
—	22	d'Englos à Haubourdin	1,260	»
—	23	de Bailleul à Estaires et Merville.	13,666	»
—	24	de Gussignies à Avesnes.	10,323	»
—	25	d'Arleux à Orchies.	7,443	»
—	26	de Merville à Béthune	1,167	»
—	27	de Maubeuge à Binche	5,878	»
—	28	de Maubeuge à Solre.	2,847	»
—	29	de Berlaimont à Aulnoye	»	»
—	30	de Carvin à Orchies	3,454	»
—	32	d'Etrœungt à Landrecies	5,221	»
—	33	d'Hazebrouck à Merris	5,333	»
—	34	d Auberchicourt à Abscon.	2,720	»
—	35	de Douai à Saint-Amand.	7,650	»
—	36	de Tourcoing à Quesnoy-sur-Deûle.	6,297	»
—	37	de Lannoy à Néchin	333	»
—	38	de Bailleul à Estaires et au Seau	10,000	»
—	39	de Seclin à La Bassée.	5,188	»
—	40	de Neuf-Berquin à Haverskerque.	5,000	»
—	41	d'Haubourdin à Carvin	5,771	»
—	42	de Solre à Jeumont.	9,521	»
—	43	de Landrecies à Solesmes	6,721	»

A reporter. .

	Report . . .		
Chemin N° 44	de Ghyvelde à Hondschoote	2,872	»
— 45	de Denain à Saint-Waast	8,475	»
— 46	de Bailleul à Lederzeele	6,466	»
— 47	d'Auberchicourt à Bugnicourt	3,987	»
— 48	de Lomme à Loos	3,667	»
— 49	de Denain à Mastaing	5,178	»
— 50	de Fresnes à Jenlain	12,536	»
— 51	de Seclin à Pont-à-Marcq	6,234	»
— 52	du Cateau à l'Arbre-de-Guise	3,873	»
— 53	de Courchelettes.	957	»
— 54	de Landrecies au Nouvion.	2,528	»
— 55	de Bailleul à l'Abeele.	8,334	»
— 56	de Béthune à Estaires.	800	»
— 57	de Caestre à Vieux-Berquin	5,333	»
— 58	d'Armentières à La Bassée	7,490	»
— 59	de Caudry à Aubencheul	7,540	»
— 60	de Marquette à Neuville-Saint-Remi	5,557	»
— 61	de Cassel à Lederzeele	4,400	»
— 62	d'Estaires à Don.	8,893	23
— 63	de Cambrai à Metz-en-Couture.	5,857	»
— 64	d'Arras à Saint-Quentin	4,307	»
— 65	d'Etrœungt à Anor.	7,974	»
— 67	de Steenwoorde à l'Hazewinde.	1,800	»
— 68	de Lomme à Quesnoy-sur-Deûle	4,124	»
— 69	d'Armentières à Halluin.	8,868	»
— 70	de Vendegies à la pyramide de Denain	5,490	»
— 71	de Maubeuge à Erquelinnes	5,527	»
— 72	de Prisches à Étrœungt	8,705	»
— 73	de Trélon à La Capelle	1,772	»
— 74	de Solre à Sivry	1,600	»
— 76	de Saint-Waast à la Guizette	5,830	»
— 77	d'Oizy à Metz-en-Couture.	1,580	»
— 78	Ceinture de Valenciennes.	3,189	»
— 79	Ceinture de Bergues	533	»
	Ensemble	442,206	23
Réserve pour travaux imprévus.		25,000	»
	TOTAL. . . .	467,206	23

GROSSES RÉPARATIONS.

Chemin N°	1	Rechargement partiel			2,400 »
—	3	Remaniement entre Berghe et Grand-Millebrugghe	4,000 »	6,000 »	
—		Remaniement à Hondschoote	2,000		
—	4	Etablissement de gares de dépôt			2,000 »
—	5	Rechargement et réfection de pavage			1,800 »
—	8	Restauration de l'annexe			8,000 »
—	9	Élargissement de chaussée			7,200 »
—	10	Reconstruction d'un pont			8,000 »
—	11	Rechargement	4,000 »	5,600 »	
—		Gares de dépôt	1,600 »		
—	14	Remaniement			4,800 »
—	17	Rechargement	8,000 »	14,080 »	
—		Remaniement	3,840 »		
—		Gares de dépôt	2,240 »		
—	21	Remaniement			2,400 »
			TOTAL		62,280 »

RÉCAPITULATION DU SOUS-CHAPITRE IV.

Entretien	467,206 23
Grosses réparations	62,280 »
Frais généraux	168,980 »
TOTAL	698,466 23

BUDGET EXTRAORDINAIRE. — SOUS-CHAPITRE XVII.

Dépenses à imputer sur les centimes extraordinaires à imposer pour l'exercice 1876.

GROSSES RÉPARATIONS.

Chemin N°	21	Remaniement	4,000 »
—	25	Redressement	7,200 »
—	29	Restauration	7,200 »

A reporter . . .

		Report			
—	30	Élargissement de chaussée.		4,800	»
—	45	Remaniement		6,400	»
—	46	Rechargement		3,040	»
—	47	Restauration de chaussée.		6,400	»
—	49	Consolidation, etc		6,000	»
—	55	Substitution de pavage		3,600	»
—	58	Construction	8,000 »	12,000	»
—		Rechargement.	4,000 »		
—	59	Amélioration de chaussée		6,400	»
—	60	Élargissement de chaussée.		4,000	»
—	64	Élargissement de pavage.		4,000	»
—	69	Rechargement		4,000	»
—	70	Élargissement de chaussée.		4,800	»
—	76	Id. id		4,800	»
—	77	Rechargement		3,200	»
—	78	Construction.		3,114	94
		Total du sous-chapitre XVII . .		94,954	94

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

Budget rectificatif de 1875	18,497	62
Budget ordinaire (sous-chap. IV)	698,466	23
Budget extraordinaire (sous-chap. XVII)	94,954	94
Total	811,918	79

CONTINGENTS COMMUNAUX.

Je soumets au Conseil général, avec les diverses pièces relatives au service, les états dressés conformément à l'art. 65 de l'instruction générale du 6 décembre 1870, sur le service vicinal, des contingents à assigner aux communes dans l'entretien et les grosses réparations des chemins de grande communication en 1876.

Aux termes de l'article 46 N° 7 de la loi du 10 août 1871, il appartient au Conseil général de fixer ces contingents. D'après le travail que je lui soumets les cotisations communales, réglées au tiers des dépenses pour l'entretien et les travaux neufs, déduction faite sur chaque ligne du produit des subventions industrielles, et au cinquième pour les grosses réparations,

suivant les bases antérieures établies par le Conseil général. Elles forment ainsi une somme de, savoir :

Entretien sur une dépense de 720,150 fr.	221,103	»
Plus à titre de concours dans l'emploi du fonds de réserve de	12,500	»
Ensemble	233,603	»
Grosses réparations et travaux neufs, sur une dépense de 223,332 fr. 48 cent. un cinquième	47,599	»
Ensemble	281,202	»
A quoi vient s'ajouter le montant des subventions industrielles applicables aux travaux de 1876	56,843	»
Ce qui fait un total de	338,045	»

à inscrire à l'art. 7 du Sous-Chapitre IV du budget.

Chemin de grande communication N° 3. — Dépenses d'entretien et de grosses réparations des ponts du canal de la Haute-Colme (5e b.)

Dans sa séance du 16 avril 1874, le Conseil général a bien voulu décider qu'à l'avenir, la moitié de la quote-part des dépenses non couvertes par l'État, en ce qui concerne les ponts du canal de la Haute-Colme, serait supportée par le chemin de grande communication N° 3.

J'ai porté cette décision à la connaissance de la 2e section des Waeteringues, et l'ai en même temps engagée à revenir sur le refus qu'elle avait exprimé par sa délibération du 28 juillet 1874, de cesser, à partir du 1er janvier 1876, tout concours, toute subvention quelconque, aux lieu et place des communes de son territoire, dans les frais d'entretien des ponts dont il s'agit.

Par une nouvelle délibération en date du 19 septembre 1874, la Commission de la 2e section des Waeteringues, déclare ajourner au 1er janvier 1881, le moment où elle cessera son intervention dans ces dépenses, et cela sous les conditions suivantes :

« 1° Qu'il soit bien reconnu que cette intervention est toute bénévole et ne peut engager » l'avenir au-delà du terme ci-dessus indiqué. »

« 2° Que cette intervention soit bornée strictement aux contingents des communes ou fractions de communes comprises dans le territoire de la 2e section, tel qu'il a été réparti par la » Commission spéciale nommée à cet effet, et en réduisant ce contingent à la moitié de sa » valeur totale pour celles des communes dont le territoire s'étend à la fois sur la 2e et la » 3e sections. »

« 3° Que le département consente à prendre à sa charge les 4/5e de la part des dépenses de » reconstructions et de grosses réparations mises à la charge desdites communes. »

La 3e section des Waeteringues consultée en ce qui concerne son intervention aux lieu et place des communes de son ressort, a accepté les dispositions qui précèdent sans aucune restriction ni addition.

L'affaire a été de nouveau soumise en cet état à l'examen de MM. les Ingénieurs des ponts-et-chaussées.

Il résulte des renseignements produits :

Que la durée de 5 ans pour laquelle le concours desdites sections serait assuré, l'a été intentionnellement, et dans la pensée d'exonérer les communes situées dans le territoire waeteringué de toute participation aux dépenses de reconstruction des ponts du canal de la Haute-Colme, dont l'exécution complète devra se faire dans l'intervalle des 4 ou 5 prochaines années, si l'on ne veut pas être obligé d'y interdire la circulation par mesure de sécurité publique;

Qu'une fois ces reconstructions opérées, la part de l'ensemble des communes en question dans les dépenses annuelles n'excèdera pas cent francs, en sorte que, non-seulement il est probable que le syndicat ne refusera pas de continuer un concours devenu si peu onéreux, mais que si, par impossible, il s'y refusait, les charges des communes intéressées cesseraient de présenter aucun caractère inquiétant pour leurs budgets;

Que la première condition réclamée par la 2e section ne saurait avoir aucun inconvénient, attendu qu'elle laisse dans le *statu quo* la délicate question du principe de l'intervention des waeteringues dans les dépenses afférentes aux ponts qui desservent leur territoire;

Que la seconde réserve est de droit et ne soulève aucune objection;

Que, seule, la troisième et dernière condition qui appelle l'intervention du Conseil général, demande quelques explications.

Les ponts de la Haute-Colme dont il s'agit sont au nombre de quatre : ce sont ceux de Lynck, de Stalembrugghe, du Grand-Millebrugghe et du Petit-Millebrugghe. Ces ponts servent de points de passage à divers chemins vicinaux ordinaires pour franchir le canal et accéder au chemin de grande communication N° 3, qui occupe la rive-nord de cette voie navigable.

D'après les précédents, on peut évaluer à 8,500 fr. pour chaque pont, la quote-part des frais de reconstruction à couvrir en dehors des sommes imputées directement sur le budget du Ministère des Travaux publics. Il s'agit donc d'une dépense totale de 34,000 fr., dont 17,000 fr. à la charge du chemin de grande communication N° 3, par application de la décision du Conseil général du 16 avril 1874.

Si, conformément à tous les précédents en matière de grosses réparations sur les chemins de grande communication, le Conseil général prend à la charge du département les 4/5e des frais incombant au chemin de grande communication N° 3, la subvention départementale sera de . . . . . 13,600 fr.

Dans le cas où, suivant la demande de la 2e section des waeteringues, le département consentirait à prendre à sa charge, non pas les 4/5e de la dépense afférente au chemin de grande communication N° 3, mais les 4/5e de la somme totale incombant à ce chemin et aux chemins vicinaux ordinaires, la subvention départementale serait de . . . . . 27,200 fr.

Soit une différence en plus de 13,600 fr., ci . . . . . 13,600 fr.

Comme on le voit, la question a une certaine importance, puisqu'il s'agit, pour le départe-

ment, d'une nouvelle subvention de 13,600 fr., qui, il est vrai, se répartirait sur plusieurs exercices.

Je laisse au Conseil général le soin d'apprécier et de décider s'il y a lieu d'accorder la subvention demandée, ou si le montant de cette subvention doit être supporté par les communes intéressées aux chemins vicinaux, en appliquant la répartition proposée par la Commission spéciale nommée par arrêté du 27 septembre 1872.

Cette répartition est la suivante :

Pont de Lynck.

Looberghe	50	%
Cappellebrouck	20	»
Merkeghem.	30	»

Pont de Stalembrugghe.

Brouckerque	40	%
Spycker	10	»
Pitgam.	50	»

Pont du Grand-Millebrugghe.

Armbouts-Cappel	43	%
Steene	40	»
Crochte.	17	»

Pont du Petit-Millebrugghe.

Bierne	45	%
Socx	20	»
Steene	35	»

Je dois toutefois faire remarquer à l'assemblée que les communes précitées n'ont pas été consultées sur les bases de cette répartition.

Chemin de grande communication N° 13, de Valenciennes à Somain. — Révision des contingents communaux. (5. B.)

Dans sa séance du 26 octobre 1874, le Conseil général a ajourné la question de révision des contingents communaux du chemin de grande communication N° 13, de Valenciennes à Somain, jusqu'à ce que cette affaire eût été soumise au Conseil d'arrondissement de Douai, ainsi qu'aux communes intéressées qui n'ont pas été consultées.

J'ai en conséquence procédé à l'instruction régulière de la question dont il s'agit.

Dans l'arrondissement de Douai, les communes de Somain, d'Erre et d'Hornaing s'opposent à une révision partielle des contingents et demandent le maintien du statu-quo, à moins qu'il

ne soit procédé à une révision générale, le Conseil d'arrondissement de Douai entendu. La commune de Fenain se déclare indifférente tant que ses propres deniers ne seront pas engagés.

Dans l'arrondissement de Valenciennes, Wallers s'oppose au dégrévement d'Hérin. Les autres communes, c'est-à-dire Valenciennes, Petite-Forêt, Aubry, Hérin, Oisy, Bellaing, Haveluy et Hélesmes sont d'avis qu'il convient de dégrever Hérin de 2 % qui seraient reportés sur Somain. En outre, la commune d'Haveluy réclame pour elle-même ; Valenciennes demande un remaniement plus étendu, et propose de réduire le contingent d'Hérin et le sien en augmentant par compensation celui d'Hélesmes et ceux des trois communes de Somain, Erre et Hornaing, toutes trois dans l'arrondissement de Douai. Enfin Aubry demande une révision générale,

Consultée à nouveau sur cette affaire, la commission de surveillance du chemin N° 13 s'est prononcée dans sa séance du 26 juin 1875 :

1° Pour le dégrèvement d'Hérin aux dépens de Somain ;

2° Pour la mise à l'étude des demandes en réduction présentées par les communes de Valenciennes et d'Haveluy. La Commission s'est en outre déclarée contraire à un remaniement général.

Les pièces de cette affaire ont ensuite été soumises à l'examen de MM les Ingénieurs qui, par un rapport en date des 22 et 23 juillet dernier, ont émis des avis contradictoires.

M. l'Ingénieur ordinaire estime qu'il y a lieu de présenter un nouveau travail d'ensemble, afin de procéder à un remaniement général.

M. l'Ingénieur en chef propose de considérer comme un point acquis le dégrèvement de la commune d'Hérin de 2 pour cent qui seraient reportés sur la commune de Somain, et de procéder ensuite à l'instruction des demandes en dégrèvement des communes de Valenciennes et d'Haveluy. Il ajoute que faire dès aujourd'hui un remaniement général des contingents de ce chemin, ce serait tout remettre en question et annuler les résultats de la longue instruction à laquelle cette affaire a déjà été soumise.

Dans leur dernière session, les Conseils d'arrondissement de Valenciennes et de Douai ont été consultés sur la révision des contingents dont il s'agit.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes partage l'avis de M. l'Ingénieur en chef du département.

Le Conseil d'arrondissement de Douai estime qu'il n'y a pas lieu de modifier quant à présent la situation existante, et propose de procéder à un remaniement général.

J'ai l'honneur de mettre les pièces de l'affaire sous les yeux du Conseil général, en laissant à son appréciation le soin de décider ce qu'il convient de faire dans la situation présente. Il semblerait toutefois préférable de laisser les choses dans le statu-quoi, soit jusqu'à ce que l'assemblée ait décidé en principe sur la question de classement des voies départementales du Nord, soit même jusqu'à l'époque de la mise en application de cette décision.

Chemin de grande communication N° 32. — Révision des contingents communaux (I.B.)

Suivant le désir exprimé par le Conseil général dans sa séance du 26 octobre 1874, j'ai soumis la question de révision des contingents communaux du chemin de grande communica-

tion N° 32, d'Étrœungt à Prisches, à l'examen de communes intéressées, de la commission de surveillance dudit chemin, ainsi que des Ingénieurs des ponts-et-chaussées.

Il résulte de l'ensemble des renseignements produits, que le chemin N° 32 a perdu de son importance depuis la construction du chemin de fer d'Aulnoye à Hirson, et que le crédit d'entretien qui était de 8,500 francs en 1874, pourra être graduellement abaissé jusqu'à 5,600 francs.

Ce système indiqué par la commission de surveillance dudit chemin N° 32 donnera, par voie indirecte, une satisfaction complète, à la commune d'Étrœungt qui a provoqué l'étude en question et qui, en définitive, ne demande pas autre chose qu'une réduction de son contingent. Dans quelques années, ce contingent s'abaissera de plus de 60 pour cent.

Dans cette situation, je pense, avec M. l'Ingénieur en chef du département, qu'il y a lieu d'adopter le système proposé, et de ne pas poursuivre l'instruction de l'affaire dans le sens d'une révision de la répartition des contingents communaux du chemin dont il s'agit, ou tout au moins de l'ajourner jusqu'à ce que le Conseil général se soit prononcé sur la question préjudicielle de la révision du classement de toutes les voies départementales du Nord.

J'ai l'honneur de soumettre à l'assemblée toutes les pièces de cette affaire.

Chemin de grande communication N° 34 d'Auberchicourt à Abscon. — Révision des contingents communaux. (5e B.),

Sur la réclamation du Conseil municipal de la ville d'Anzin, le Conseil d'arrondissement de Valenciennes a, dans sa session de 1874, proposé la révision du travail de répartition des contingents d'entretien du chemin de grande communication N° 34, d'Auberchicourt à Abscon.

Dans sa séance du 27 octobre dernier, le Conseil général a renvoyé cette affaire aux formalités d'instruction.

La répartition des contingents communaux dudit chemin N° 34 est actuellement la suivante :

Arrondissement de Valenciennes.	Anzin	14 %
	Denain	14 »
	Escaudain	6 »
	Hérin	2 »
	Valenciennes	12 »
	Abscon	14 »
Arrondissement de Douai.	Dechy	6 »
	Douai	12 »
	Lewarde	2 »
	Aniche	12 »
	Auberchicourt	6 »
	TOTAL	100 %

Par un rapport en date des 13-15 janvier 1875, MM. les Ingénieurs des ponts-et-chaussées ont proposé et justifié la nouvelle repartition ci-après :

Valenciennes.	Denain	6 »
	Escaudain	6 »
	Abscon	20 »
Douai.	Douai	12 »
	Lewarde	2 »
	Aniche	30 »
	Auberchicourt	12 »
	Somain	6 »
	Marchiennes	6 »

Comme on le voit, les communes d'Anzin, Hérin, Valenciennes et Dechy seraient entièrement déchargées de tout contingent.

Parmi les Conseils municipaux intéressés, ceux d'Anzin, Denain, Escaudain, Hérin, Valenciennes, Dechy et Somain ont accepté la nouvelle répartition proposée.

Les autres, c'est-à-dire ceux d'Abscon, Douai, Lewarde, Aniche, Auberchicourt et Marchiennes ont émis un vote défavorable.

La Commission de surveillance du chemin N° 34, consultée sur la question de révision dont il s'agit, a approuvé cette nouvelle répartition dans sa séance du 12 juin 1875.

J'ai ensuite soumis les pièces de l'instruction à l'examen de MM. les Ingénieurs, qui, après avoir passé en revue les réclamations et observations produites, maintiennent leurs précédentes propositions. Toutefois, M. l'Ingénieur ordinaire propose de porter le contingent de Denain à 8 % au lieu de 6 %, et celui de Marchiennes à 4 % au lieu de 6 %. M. l'Ingénieur en chef émet l'avis qu'il y a lieu de maintenir le contingent de Denain à 6 % et celui de Marchiennes à 6 %.

Dans leur dernière session de juillet 1875, les Conseils d'arrondissement de Douai et de Valenciennes ont examiné les pièces de l'affaire et ont émis leur avis sur les modifications projetées.

Le Conseil d'arrondissement de Douai adopte la répartition proposée. Toutefois, il exprime l'avis que la commune de Bouvignies intervienne dans cette répartition pour la moitié de la part qui incombe à Marchiennes-Ville et dont celle-ci serait dégrevée.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes émet un avis favorable à la répartition proposée qui donne satisfaction complète au vœu émis l'année dernière.

D'après les résultats de l'instruction à laquelle cette affaire a été soumise, et qui a été aussi complète que possible, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de fixer ainsi qu'il suit les

contingents communaux du chemin de grande communication N° 34, d'Auberchicourt à Abscon :

Denain	6 %.
Escaudain	6
Abscon	20
Douai	12
Lewarde	2
Aniche	30
Auberchicourt	12
Somain	6
Marchiennes-Ville	6
TOTAL	100 %.

Chemin de grande communicaion N° 39. — Révision des contingents communaux. (5 B.).

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les pièces de l'instruction concernant la révision des contingents communaux du chemin de grande communication N° 39, de Seclin à La Bassée.

Cette question de révision a été provoquée par la ville de La Bassée qui demande à être exonérée de toute contribution dans les dépenses d'entretien du chemin N° 39, par la raison que ce chemin ne touche pas à son canton, et serait la cause principale de la ruine de ses marchés.

Les conseils municipaux des communes intéressées audit chemin N° 39 se sont prononcées pour le rejet de la réclamation de la ville de La Bassée et le maintien de la répartition actuelle qui est la suivante :

Seclin	10 %
Gondecourt	14
Herrin	5
Allennes-lez-Marais	13
Annœullin	20
Provin	14
Bauvin	17
La Bassée	7
Total	100 %

Dans sa réunion du 23 juin dernier à laquelle ont pris part tous les Maires des communes intéressées au chemiu N° 39, la Commission de surveillance de ce chemin a proposé una-

nimement d'abaisser de 7 à 5 % le contingent de la ville de La Bassée et de répartir la différence, soit 2 %, ainsi qu'il suit :

Seclin	3/4
Gondecourt.	1/4
Annœullin.	1/4
Provin	1/4
Bauvin.	1/2
Total égal. .	2 %

Par un rapport en date des 9 et 10 juillet 1875, MM. les Ingénieurs des ponts-et-chaussées proposent d'approuver la modification projetée.

Le conseil d'arrondissement de Lille à qui j'ai soumis les pièces de l'affaire, a émis également un avis favorable aux propositions de la Commission de surveillance.

En conséquence, et en présence de l'accord complet intervenu, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien fixer la répartition des contingents communaux du chemin de grande communication N° 39, de la manière suivante :

Seclin	10 75 %
Gondecourt.	14 25
Herrin	5 »
Allennes-lez-Marais.	13 »
Annœullin.	20 25
Provin.	14 25
Bauvin.	17 50
La Bassée.	5 »
Ensemble. .	100 » %

Chemins d'intérêt commun — Situation générale — 1874-1875 (5. B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport de M. l'Agent-Voyer en chef, les rapports de MM. les Agents-Voyers principaux, et les divers documents à l'appui concernant le service des chemins d'intérêt commun.

Ressources et dépenses de 1874

Les ressources affectées, en 1874, aux chemins d'intérêt commun s'élèvent à 1.198,231 22

Savoir :

Ressources propres à l'année 1874, *déduction faite de* 18,654 *fr. de non-valeurs :*

Subventions départementales.	438,660	70		
Subvention de l'État.	9,591	»	920,012	98
Contingents communaux, subventions industrielles et souscriptions particulières	471,761	28		
Ressources provenant de l'exercice 1878			278,218	24
Total des ressources . . .			1,198,231	22

Les dépenses faites s'élèvent à 976,947 59, savoir :

Entretien	519,110 13	
Grosses réparations	89,878 15	
Constructions	205,283 18	
Acquisitions de terrains, dommages, etc. . . .	59,680 91	
Personnel, frais généraux, impressions.	102,995 22	
Total des dépenses. . . .	976,947 59	976,947 59
Excédant à la clôture de 1874, des ressources sur les dépenses. . .		221,283 63

Les travaux de l'année 1874 ont apporté à la situation générale des chemins, les modifications suivantes :

	LONGUEUR DES CHEMINS au 31 décembre 1873	LONGUEUR DES CHEMINS ou 31 décembre 1874
En pavages	341k 234	349k 095
En empierrement	407 110	407 110
En construction ou eu sol naturel	31 225	23 364
Totaux	749k 569	749k 569

La longueur des chemins d'intérêt commun s'est d'ailleurs accrue par suite du classement de quatre chemins prononcé par le Conseil général dans sa session d'octobre 1874, de 31k509 se répartissant comme suit :

A l'état de chaussée d'empierrement	19k201
— de pavage	12 308

Travaux de construction

Les travaux de construction s'appliquent à deux catégories de chemins : ceux qui ont été classés avant 1874, ceux qui l'ont été en 1874.

Les premiers de ces chemins sont au nombre de six, savoir :

Chemin N° 90, de Genech à Cysoing,
— 91, de Leers à Tourcoing,
— 93, de Seclin à Haubourdin,
— 94, de Seclin à Vendeville,
— 105, de Wallers à Hasnon,
— 110, de Wattignies à Faches.

Les travaux des chemins N^os 94, 105 et 110 sont aujourd'hui terminés. Ceux des chemins N^os 90 et 91 le seront en 1875. Une lacune reste à construire sur le chemin N° 93, au territoire Noyelles. Les difficultés qui en ont retardé jusqu'à ce jour la construction paraissent devoir se résoudre prochainement.

Les chemins classés en 1874 sont au nombre de quatre, savoir :

Chemin N° 126, de Marchiennes à Landas,
— 127, de Gravelines à Bergues,
— 128, de Steenwoorde à Wormhoudt,
— 129, de Péronne à la gare de Fretin.

Le classement a été prononcé sous la réserve que les communes contribueraient aux dépenses de construction ou de restauration dans la proportion non d'un tiers, comme elles s'y étaient engagées, mais de moitié, l'autre moitié étant fournie par le département. Les communes ont, en conséquence, été appelées à régulariser et compléter leurs contingents. L'instruction, en ce qui concerne les chemins N^os^ 127 et 128 n'a pu encore se terminer par suite d'émission de votes insuffisants ou irréguliers. Pour le chemin N° 129, des réclamations ont nécessité l'étude d'un nouveau projet qui n'a pu encore être produit. Les communes ont émis des votes satisfaisants en ce qui concerne le chemin N° 126 ; les travaux de ce chemin sont, en conséquence, entrepris ou sur le point de l'être.

Travaux de grosses réparations

Sur la demande du Conseil général, MM. les Agents-voyers ont produit, en 1873, un état d'avant-projet de travaux de grosse réparation à exécuter sur les lignes d'intérêt commun exceptionnellement éprouvées par la circulation générale. Cet état s'élevait à 1,856,070 fr.

Le Conseil général a décidé, dans ses sessions de 1873 et 1874, qu'une partie de ces projets s'élevant ensemble à 530,600 fr., s'appliquant à sept chemins, serait exécutée, et il a accordé, pour leur exécution, des subventions se répartissant comme suit :

	Montant des projets	Contingents communaux	Subventions départementales
Chemin N° 4 d'Aubers au Fin de la Guerre .	105,000	26,250	78,750
— 14 de Vendegies à Escarmain . .	31,000	12,000	19,000
— 30 de Bergues à Bambecque . . .	30,000	7,500	22,500
— 38 de Berlaimont à Villereau . . .	24,000	12,000	12,000
— 57 de St-André à la Lys	34,000	8,500	25,500
— 85 de Solesmes à Haspres	200,000	50,000	150,000
— 87 de Gommegnies à Roisin . . .	106,600	26,725	79,875
	530,600	142,975	387,625

Les travaux des chemins N^os^ 14, 57, 85 et 87 sont en cours d'exécution. Ceux des chemins N^os^ 30 et 38 n'ont pu encore être entrepris, quelques votes des communes restant à compléter et régulariser. Pour le chemin N° 4, le projet a été l'objet, sur la demande des communes, d'une nouvelle étude dont le résultat, comportant une notable augmentation de dépenses, a donné lieu à des difficultés qui nécessitent un ajournement.

Entretien.

Les travaux d'entretien ont occasionné, en 1874, une dépense de 519,110 fr. 13 et laissé disponible, sur les subventions départementales, une somme de 2,406 fr. 39, dont 1,569 fr. 69 sont définitivement libres, et 836 fr. 70 restent affectés aux dépenses à continuer, savoir :

800 fr. sur le chemin N° 56, pour reconstruction du pont de Marcoing, 36 fr. 70 sur le chemin N° 78, pour reconstruction du pont de Wavrin.

Travaux divers proposés pour 1875 et pour 1876

Les propositions de crédits présentées par M. l'Agent-Voyer en chef pour 1875 et 1876, se résument comme suit :

Travaux neufs et de restauration, déjà autorisés, à continuer	307,055	18
Travaux d'entretien, y compris 836 fr. 70 restant à dépenser de 1874 .	565,373	70
	872,428	88

Ces propositions me paraissent bien justifiées. Elle ne comprennent, d'après mes recommandations, ainsi que le remarquera le Conseil général, aucuns travaux neufs ou de restauration autres que ceux qui ont déjà été autorisés par l'Assemblée départementale. Il m'a paru opportun d'ajourner à cet égard toute proposition jusqu'à la solution des études prescrites en vue de la révision générale des classements de nos diverses voies de communication

En conséquence de l'exposé qui précède, j'ai l'honneur de soumettre au Conseil général les propositions budgétaires suivantes :

1° *Travaux à continuer en* 1875.

	CRÉDITS PROPOSÉS en renouvellement de crédits périmés de l'exercice 1874,	
	Budget de report de 1875.	Budget rectificatif de 1875.
ENTRETIEN.		
Chemiu N° 56, pont de Marcoing (sous-chapitre IV, art. 2)	800 »	»
— 78, pout de Wavrin id. id.	36 70	»
TRAVAUX NEUFS ET DE RESTAURATION.		
Chemin N° 110, de Wattignies à Faches (sous-chap IV, art. 9) . . .	5,791 »	»
— 78, du Bac à Wavrin (sous-chap. XVII, p. Ier, art. 10) . .	1,100 »	»
— 85, de Solesmes à Haspres — — . .	21,641 »	»
— 90, de Genech à Baisieux — — . .	1,100 »	»
— 110, de Wattignies à Faches — — . .	732 »	»
Chemin N° 4, d'Aubers au Fin de la Guerre (sous-ch. XIX, art. 10) .	»	12,167 »
— 57, de St-André à la Lys — — .	12,750 »	»
— 85, de Solesmes à Haspres — — .	25,386 70	3,222 30
— 87, de Gommegnies à Roisin, — — .	»	14,146 93
— 126, de Marchiennes à Landas — — .	»	6,000 »
— 127, de Gravelines à Bergues — — .	»	4,000 »
— 138, de Steenwoorde à Wormhoudt — — .	»	4,083 »
	69,337 40	43,619 23
	112,956 63	
Chemin N° 14, de Vendegies à Escarmain (sous-chap. IV, art. 9). — Emploi de la subvention de l'Etat pour achèvement (7e annuité afférente à l'année 1875)	7,828 »	
Total pour les travaux de 1875	120,784 63	

2° *Travaux de* 1876.

	CRÉDITS PROPOSÉS au budget de 1876.	
	Fonds du département.	Fonds des communes et des particuliers
ENTRETIEN conformément à la répartition annexée au rapport de l'Agent-Voyer en chef, savoir :		
Le tiers, déduction faite du tiers du produit présumé des subventions industrielles pour 1874, soit $\frac{564.537}{3} = 188.179 - \left(\frac{31.650}{3} = 10.55_0\right) =$		
Sous-chap. IV, § 1er, art. 2)	177 629 »	»
Les deux autres tiers incombant aux communes (S.-ch. IV, § 1er, art. 8)	»	355,258 »
Subventions industrielles	»	31,650 »
	177,629 »	386,908 »
	564,537 »	
TRAVAUX NEUFS ET DE RESTAURATION.		
Chemins Nos 14, 30, 85, 87, 126. 128, 129 et réserves pour imprévues (Sous-chap. XVII)	116,733 07	62,646 18
	179,379 25	
Subvention de l'Etat pour achèvement (Sous-chap. IV, art. 9.)	7,728 »	
	187,107 25	

	CRÉDITS PROPOSÉS	
	Fonds du département compris la subvention de l'Etat.	Fonds des commnnes et des particuliers.
RÉSUMÉ POUR L'ANNÉE 1876 :		
Entretien	177,629 »	386,908 »
Travaux neufs et de restauration	124,461 07	62,646 18
	302,090 07	449,554 18
	751,644 25	
RÉSUMÉ DES PROPOSITIONS POUR 1875 ET 1876		
Année 1875. — Budget de report et budget rectificatif	120.784 63	»
— 1876. — Budget primitif	302,090 07	449,554 18
	422.874 70	449,554 18
	872,428 88	

Les allocations s'élevant à 124,461 fr. 07, proposées sur les fonds du département et de l'Etat, pour travaux neufs et de restauration en 1876, se règlent d'ailleurs comme suit :

	MONTANT de la subvention accordée.	ACOMPTES alloués en 1875 et années antérieures.	ALLOCATIONS PROPOSÉES pour 1876.	
			État.	Département.
Chemin N° 30, de Bergues à Bambecque . . .	22,500 »	7,500 »	7,728 »	»
— 85, de Solesmes à Haspres	150,000 »	100,500 »	»	49,500 »
— 87, de Gommegnies à Roisin . . .	79,875 »	40,771 93	»	39,103 07
— 126, de Marchiennes à Landas . . .	23 500 »	6,000 »	»	5,900 »
— 128, de Steenwoorde à Wormhoudt .	19,330 »	4,900 »	»	4,830 »
— 129, de Péronne à la gare de Fretin .	30,000 »	7,600 »	»	7,400 »
Réserve pour travaux imprévus	»	»	»	10,000 »
			7.728 »	116,733 07
		Total égal. . . .	124,461 07	

Chemins d'intérêt commun. — Contingents communaux pour 1876 (5 B.).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, en exécution de l'article 46, § 7 de la loi du 10 août 1871, les états de répartition des contingents communaux présentés par MM. les Agents-Voyers pour les dépenses des chemins d'intérêt commun en 1876.

Je joins à ces états les avis des conseils d'arrondissement.

Chemin d'intérêt commun N° 39 de Louvignies-Quesnoy à Roucourt. Construction d'un ponceau. (5. B.)

Le chemin d'intérêt commun N° 39, est traversé sur le territoire de Louvignies, au lieu dit le Puton, par la rivière de l'Ecaillon. Les voitures et chevaux passent à gué sur ce point ; une passerelle fort étroite, sur l'un des bords du chemin, sert aux piétons. Cet état de choses présente, en temps ordinaire, de nombreux inconvénients, et, dans les moments de crue, de sérieux dangers ; des accidents graves en sont résultés.

Il a été reconnu nécessaire de remédier à la situation par l'établissemnt d'un pont. Le projet de cet ouvrage, dressé par MM. les Agents-voyers, adopté par MM. les Ingénieurs au point de vue du service hydraulique s'élève à 3,000, déduction faite de travaux accessoires d'une valeur de 100 fr. pouvant s'exécuter avec les fonds de l'entretien du chemin.

Deux communes seulement, Louvignies et Roucourt, dont les ressources sont restreintes, con-

tribuent à l'entretien du chemin et, pourraient dès lors être appelées à intervenir dans la dépense de construction du pont. Il a paru équitable de régler au tiers la proportion de leur concours à cette dépense, et de laisser les deux autres tiers à la charge du département. L'affaire s'est instruite dans ce sens. Les Conseils municipaux ont voté les contingents qui leur ont été demandés et le Conseil d'arrondissement a émis un avis favorable.

La nécessité de la dépense, la sitnation financière des communes intéressées, et surtout la caractère exceptionnel du travail projeté, me paraissent d'ailleurs justifier la proportion assez élevée du concours demandé au département.

J'ai l'honneur de proposer en conséquence au Conseil général d'autoriser la construction dont il s'agit, conformément au projet présenté par MM. les Agents-voyers, aux frais du département et des communes intéressées, et de répartir la dépense ainsi qu'il suit:

Le département les 2/3 ci.		2,000 »
Les communes 1/3, savoir :		
Louvignies-Quesnoy, ...	500	1,000 »
Roucourt	500	
Total		3,000 »

La subvention départementale de 2,000 fr. pourrait être imputée sans difficulté sur le fonds de réserve de 10,000 fr. crédité au budget de 1875, sous-chapitre XVII § 1er, art. 15.

Chemin d'intérêt commun N° 53 de Lederzeele à Watten. — Entretien, du pont de Watten. — Répartition des dépenses. (5e B).

Aux termes de l'arrêté règlementaire de l'un de mes prédécesseurs en date du 26 février 1807 le pont de Watten, sur l'Aa, doit être entretenu aux frais de l'État, pour moitié, des communes intéressées pour l'autre moitié.

Des difficultés se sont élevées sur la répartition de la partie des dépenses qui incombe aux communes. MM. les Agents-Voyers ont proposé de les résoudre en mettant l'intégralté de cette partie des dépenses à la charge du chemin d'intérêt commun N° 53 auquel contribuent les communes de Watten, Wulverdinghe, Volkerinckove et Lederzeele, et qui communique à l'une de ses extrémités avec le pont dont il s'agit.

Une dépense urgente de 700 fr. est à faire cette année pour la réparation de ce pont. Elle serait répartie, d'après les propositions de MM. les Agents-Voyers, ainsi qu'il suit :

L'État 1/2, ci.		350 fr. »
Le chemin d'intérêt commun, l'autre moitié, savoir :		
Le 1/3 à la charge du département.	116 67 »	350 fr. »
Les 2/3 à la charge des communes.	233 33 »	
		700 fr. »

Les Conseils municipaux des quatre communes intéressées ont été appelés à délibérer sur ces propositions. Celui de Watten seul a donné son adhésion ; les autres ont émis des votes négatifs.

Le Conseil d'arrondissement, tout en approuvant les propositions pour 1875, a posé la question de savoir, pour l'avenir, s'il n'y aurait pas lieu de réclamer l'intervention du département du Pas-de-Calais, attendu que le pont aboutit à la route N° 15.

J'estime qu'il y a lieu, vu l'urgence, de décider :

1° Que la somme de 350 fr. représentant la moitié, incombant aux communes, des dépenses à faire en 1875, suivant état dressé par MM. les Ingénieurs, sera mise à la charge du chemin d'intérêt commun N° 53 et répartie en conséquence comme suit :

Le département, un tiers, ci				116 fr. 67
Les communes, les deux autres tiers, savoir :				
Watten	0.40	. . . . .	93.33	233.33
Wulverdinghe	0.20	. . . . .	46.67	
Volkerinckove	0.10	. . . . .	23,33	
Lederzeele	0.30	. . . . .	70.00	
	100	Total égal.	350,00	

2° Qu'il sera procédé à l'instruction nécessaire, et statué ultérieurement, sur la question de l'intervention, pour l'avenir, des communes ou du département du Pas-de-Calais, dans le dépenses d'entretien du pont.

3° Qu'en cas d'insuffisance des ressources créées pour l'entretien du chemin N° 53 en 1875, la somme de 350 fr. montant des contingents du département et des communes afférents à l'entretien du pont sera imputée à titre exceptionnel, sur le fonds de réserve de 10,000 fr. inscrit au sous-chapitre article du budget départemental de 1875, sous-chapitre XVII, § 1er, art. 15.

Je prie le Conseil général de se prononcer sur ces propositions.

Chemin d'intérêt commun N° 127 de Gravelines à Bergues.

Grosses réparations. (5. B.)

Par délibération du 28 octobre 1874, le Conseil général a prononcé le classement de plusieurs chemins d'intérêt commun, parmi lesquels celui de Gravelines à Bergues, sous la réserve que les communes fourniraient la moitié des contingents nécessaires pour pourvoir aux travaux d'appropriation de ces chemins à leur nouvelle destination.

Une dépense de 32,000 fr. était à faire sur le chemin de Gravelines à Bergues et devait être supportée, d'après les évaluations des agents-voyers, et la décision du Conseil général, ainsi qu'il suit :

Le département, moitié, ci . . . . . 16,000 fr.

Les communes, l'autre moitié, savoir :

St-Georges, 1/11e, à	1,454	16,000
Craywick, 10/11e, à	14,546	

MM. les agents-voyers ont cru devoir réviser leurs évaluations de dépenses qui se trouvent aujourd'hui réduites à 22,000. La répartition se modifie dès lors, conformément aux bases proportionnelles adoptées, ainsi qu'il suit :

Le département, moitié, ci . . . . . 11,000 fr.

Les communes, l'autre moitié, savoir :

St-Georges, 1/11e, à	1,000	11,000
Craywick, 10/11e, à	10,000	

Les Conseils municipaux des deux communes ont voté les contingents leur incombant dans cette nouvelle répartition. Toutefois, si St-Georges peut sans difficulté remplir cet engagement, il n'en est pas de même de Craywick, qui, déjà grevé de 36 centimes additionnels par an, pour subvenir à ses besoins ordinaires, devrait recourir à une nouvelle imposition extraordinaire de 20 centimes au moins pendant six ans pour couvrir la partie de son contingent exigible en argent, soit la somme de 7,000 fr. Aussi le Conseil municipal de Craywick sollicite-t-il une subvention du département pour l'aider à fournir son contingent.

Les agents-voyers de l'arrondissement proposent d'accorder une subvention de 3,000 fr. et le Conseil d'arrondissement appuie cette proposition.

M. l'agent-voyer en chef croit devoir laisser à l'appréciation du Conseil général la question de savoir s'il y a lieu d'accorder cette subvention et de sortir ainsi de la règle que l'Assemblée s'est imposée de ne subventionner les travaux des nouveaux chemins d'intérêt commun, que jusqu'à concurrence de moitié. Je ne puis que partager l'avis de ce chef de service.

Je crois d'ailleurs devoir rappeler au Conseil général que dans mon rapport à la session d'octobre 1874 j'avais proposé d'ajourner le classement de plusieurs chemins d'intérêt commun, au nombre desquels celui de Gravelines à Bergues, par le motif que l'instruction relative aux projets de classement n'était point terminée.

Chemins vicinaux ordinaires. (5. B).

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, avec les documents à l'appui, le rapport présenté par M. l'Agent-Voyer en chef sur les chemins vicinaux ordinaires pour l'année 1874.

Le travail de M. l'Agent-Voyer en chef peut se diviser en deux parties distinctes ayant pour objet, l'une, les chemins du réseau subventionné, dont l'achèvement s'exécute en vertu de la loi du 11 juillet 1868, l'autre les chemins non compris dans le réseau.

Je soumets, dans un rapport spécial, au Conseil général, mes observations et propositions sur la première partie du travail concernant le réseau subventionné.

En ce qui concerne la seconde partie de ce travail, comprenant la situation générale des chemins ordinaires et les travaux exécutés en-dehors du réseau subventionné, les renseignements fournis par M. l'Agent-Voyer se résument ainsi qu'il suit :

Dépenses de l'année 1874	285,201 fr.	04 c.
Répartition :		
Travaux d'entretien.	231,208	72
— de grosses réparations.	4.600	»
— de construction.	41,122	11
Dépenses diverses	8,270	21
Total égal	285,201	04

Les chemins vicinaux ordinaires présentaient au 31 décembre 1873 un développement total de . . . . . 6,219 kil. 335

Par suite de classements et déclassements, et de rectifications, ce développement s'élevait, au 31 décembre 1874, à. 6,089 494

Différence en moins . . . . . 129 kil. 841

Le Conseil général alloue chaque année un fonds de subvention de 20,000 fr. en faveur des communes nécessiteuses qui ne peuvent, avec leurs seules ressources, pourvoir, soit à des améliorations indispensables sur des voies vicinales ordinaires, soit même à l'acquittement de leurs contingents dans les dépenses des chemins de grande communication et d'intérêt commun. Je prie le Conseil général de vouloir bien accorder une pareille allocation pour l'année 1876; j'inscris dans cette prévision un crédit de 20,000 fr., au projet de budget, sous-chapitre IV, § 1er, article 2. Je ferai remarquer que, depuis la loi du 18 août 1871, la répartition de ce fonds appartient à la Commission départementale permanente.

Le personnel suffit aux besoins du service et continue, par son zèle et son dévouement, à mériter la bienveillance de l'Administration. Un crédit de 165,980 fr. est inscrit pour ce personnel au projet de budget de 1876. Il comprend une somme de 25,160 fr., à titre d'augmentations de traitement, conformément aux propositions spéciales que j'ai eu l'honneur de soumettre au Conseil général, à sa session d'avril, et sur laquelle le Conseil a sursis à statuer.

Chemins vicinaux ordinaires. — Réseau subventionné. (5.B.)

La construction du réseau subventionné des chemins vicinaux ordinaires se poursuit activement.

La dépense s'est élevée en 1874 à la somme totale de 6,095,766 fr., dont.

1,089,111 fr, 23 c. en prestations en nature et 5,500,654 fr. 77 c. en argent.

	fr.
Il a été affecté aux travaux proprement dits une somme de.	5,626,475 71

qui se décompose ainsi qu'il suit :

1° Pour travaux de construction neuve	4,195,241 65
2° Pour travaux d'entretien	1,367,951 68
3° Pour travaux de grosses réparations	34,034 82
4° Enfin, pour acquisition de terrains	29,247 56
Total	5,626,475 71

Une somme de 469,290 fr. 29 c. a été affectée au remboursement des emprunts réalisés à la caisse des chemins vicinaux, aux frais généraux, au personnel et aux dépenses diverses.

Les travaux exécutés sont résumés ainsi qu'ii suit dans le rapport de M. l'Agent-voyer en Chef :

216 kilomètres, 798 mètres ont été amenés à l'état d'entretien ;
67 — 262 — — à l'état de viabilité ;
et 141 — 444 — ont été mis en construction.

La situation au 1er janvier dernier était celle-ci :

1,001 kilomètres 794 mètres étaient à l'état d'entretien ;
214 — 619 — étaient en construction ;
et 979 — 119 — restaient encore en lacune.

La longueur du réseau réparti s'élevait à 2,195 kilomètres 532 mètres, laissant une réserve de 104 kil. 468 m. sur le réseau total de 2,300 kil. attribué au département.

Au 1er juin 1875, les travaux terminés avaient une longueur de 1,123 kil. 570 m.

La dépense qu'ils ont occasionnée, s'est élevée à la somme de 16,292,782 fr. d'où se déduit un prix moyen de construction par kilomètres de 14,501 fr. au lieu de 14,729 fr., prix auquel les évaluations primitives fixaient la dépense probable.

Travaux de 1875.

Les travaux de la 7e annuité correspondant à l'année 1875 se poursuivent activement. Le montant des réalisations d'emprunts à la caisse des chemins vicinaux a été autorisé jusqu'à concurrence de 2,590,000 fr. M. l'Agent-voyer en chef pense qu'un supplément de 500,000 fr. sera nécessaire vers la fin de l'année, il y aurait lieu d'insister auprès de M. le Ministre pour obtenir la promesse de ce supplément afin qu'il y ait moins d'hésitation de la part des Agents du service vicinal pour la continuation des travaux de 1875.

Travaux de 1876.

Les travaux à prévoir pour 1876 (8e annuité), s'éléveront comme pour la 7e annuité à la somme de 2,860,300 fr.

Les états de répartition entre les diverses communes du département seront soumis au Conseil général comme les années précédentes.

Le montant des emprunts dont la réalisation sera nécessaire pour ces travaux s'élèvera à environ 1,930,000

Le déficit constaté par l'Agent-voyer en chef à la date du 31 décembre 1875, sera de 1,777,400

Total 3,707,400

Telle est la somme qu'il y aurait lieu de réaliser à la caisse des chemins vicinaux dans le courant de 1876, si tous les travaux pouvaient se terminer. Il est à croire qu'il suffira d'une somme de 3,000,000 fr. et je prie le Conseil général d'en adresser la demande formelle à M. le Ministre de l'Intérieur.

Le Conseil général a résolu de faire l'avance aux communes de la portion de subvention que l'État ajourne suivant les dispositions de la loi du 25 juillet 1873, et qu'il ne nous versera qu'après la période d'achèvement du réseau dans le département et jusqu'à la fin de la période quindécennale.

Un crédit de 150,000 a été inscrit au budget de 1874 pour cet objet, 125,000 ont été portés au budget de 1875, un nouveau crédit de 125,000 fr. sera nécessaire et suffisant pour 1876.

RÉPARTITION DES SUBVENTIONS POUR LES TRAVAUX DE LA 8e ANNUITÉ.

Par un décret du 10 juillet 1875, le montant de la subvention attribuée par l'État au département du Nord pour les travaux de la 8e annuité, correspondant à l'année 1876, a été fixée, pour les chemins vicinaux ordinaires, à 112,710

et pour les chemins d'intérêt commun à 7,728

Je soumets au Conseil général l'état préparé par l'Agent-voyer en chef pour la sous répartition, tant de la subvention de l'État s'élevant à 112,710 fr. que de la subvention départementale de 384,000 fr. en ce qui concerne les chemins vicinaux ordinaires du réseau subventionné.

Je prie le Conseil général de vouloir bien approuver cette double répartition.

PROPOSITIONS BUDGÉTAIRES.

Les restes de crédit de 1874 à reporter sur 1875 pour dépenses à continuer, sont les suivants :

1° Sous-chapitre IV, art. 3	10,484 60
2° Sous-chapitre IV, art. 10.	173,574 58
3e Sous-chapitre XVII, § 1er art. 11	24,081 50
Total	208,140 68

BUDGET RECTIFICATIF DE 1875.

1° Sous-chapitre XVII, § 1er art. 12 . . . . . 76,627 20

BUDGET DE 1876.

1° Subvention pour travaux	484,000
2° Subvention pour amortissement d'emprunt	464,250
3° Complément de la subvention de l'État.	125,000
Total	1,073,250

Chemins vicinaux.— Tarif des prestations. (5e B.)

Par délibération du 28 août 1872, le Conseil général a augmenté de 25 centimes par journée d'homme, et de 50 centimes par journée d'animaux de trait, de voiture et de tombereaux, le tarif appliqué depuis 1866 aux prestations de la vicinalité, lequel s'est trouvé en conséquence modifié, pour l'année 1873, ainsi qu'il suit :

JOURNÉES.	ARRONDISSEMENTS						
	DUNKERQUE.	HAZEBROUCK.	LILLE.	CAMBRAI.	AVESNES.	DOUAI.	VALENCIENNES.
Homme.	1 75	1 50	1 75	1 50	1 75	1 50	1 75
Cheval	4 »	4 »	4 50	3 50	3 50	3 50	3 50
Bœuf	3 50	3 50	3 50	2 50	3 »	2 50	3 »
Vache de trait.	2 50	2 50	3 »	2 »	2 50	2 »	2 50
Mulet	1 75	1 75	1 70	1 50	1 50	1 50	1 50
Ane	1 50	1 50	1 70	1 50	1 50	1 50	1 50
Voiture à 4 roues	2 50	2 50	3 50	2 50	2 50	2 50	2 50
Voiture à 2 ou à 3 roues. . .	1 75	1 75	2 »	2 »	1 75	2 »	1 75
Tombereau	1 75	1 75	2 »	1 75	1 75	2 »	1 75

Le Conseil général a, dans ses sessions d'août 1873 et octobre 1874, maintenu ce tarif pour 1874 et 1875.

L'application de ce tarif n'a donné lieu à aucune réclamation. M. le Directeur des contributions directes et M. l'Agent-Voyer en chef en proposent en conséquence le maintien pour 1876. Je ne peux qu'adhérer à cette proposition.

Je prie le Conseil général de vouloir bien statuer.

Chemins de fer d'intérêt local. Frais de contrôle. (5e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général un rapport par lequel M. l'Ingénieur en chef du département propose de régler, pour 1876, les frais de contrôle et de surveillance au paiement desquels les compagnies de chemins de fer d'intérêt local déclarés d'utilité publique sont assujéties par l'art. 65 de leurs cahiers de charges.

D'après le tableau inséré dans ce rapport, les lignes auxquelles s'applique cette obligation sont les suivantes :

Cambrai à Épéhi ;

Valenciennes à Douzies,

Hazebrouck à Templeuve, Don à Hénin-Liétard, Artres à Denain, Denain à Saint-Amand, Lourches à la ligne d'Artres à Denain ;

Bapaume à Marcoing.

L'étendue totale de ces chemins est de 149 kil. 404 m. qui, à raison de 50 fr. par kilom., donnent une somme de	7,470	20
Il y a lieu d'y ajouter celle de 4616 m. du chemin de St-Waast-la-Haut à la ligne de Douzies, déclarée d'utilité publique par décret du 8 mai 1875, notifié le 19 juin. — Au même taux de 50 fr. par kil., on a	230	80
Les frais de contrôle pour 1876 s'élèveront ainsi à	7,701	»

Mais il y a lieu de compter aussi la portion d'indemnité due pour 1875 par les lignes décrétées dans le cours de cette anneé :

D'une part, celle de Bapaume à Marcoing, pour 345 jours	262	80
D'autre part, le chemin de St-Waast-la-Haut, pour 237 jours	151	66
Ensemble, pour 1875	414	46

Je prie en conséquence le Conseil général de vouloir bien inscrire en recette et en dépense :

1° Au budget rectificatif de 1875, la somme de . . . . . 414 f. 46

2° Au budget de 1876, sous-chapitre IV, § 2, celle de . . . . 7,701 »

SOUS-CHAPITRE V.

ENFANTS ASSISTÉS.

Enfants assistés. — Situation générale. (3e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport de M. l'Inspecteur des enfants assistés, et les documents à l'appui, sur la situation de ce service en 1874.

Les enfants reeueillis ou secourus temporairement par l'assistance départementale se trouvaient, le 31 décembre 1874, au nombre de 1.793, savoir :

Enfants de 1 jour à 12 ans	759
Enfants de 12 à 21 ans, dits pupilles de l'assistance .	630
Enfants secourus temporairement	404
Total égal . . .	1,793

La comparaison de cette situation avec celle qui a été constatée au 31 décembre 1873, présente les résultats suivants :

	NOMBRE. au 31 décembre 1873.	NOMBRE. au 31 décembre 1874.	Augmentation pour 1874.	Diminution pour 1874.
1° *Enfants de 1 à 12 ans.*				
Enfants trouvés	15	11	»	4
Enfants abandonnés	616	549	»	67
Orphelins pauvres	225	199	»	26
	856	759	»	97
2° *Pupilles de l'assistance de 12 à 21 ans.*				
Ci	585	630	45	»
3° *Enfants secourus temporairement.*				
Ci	324	404	80	»
RÉSUMÉ.				
1re catégorie. Enfants de 1 à 12 ans	856	759	»	97
2e id. Enfants de 12 à 21 ans	585	630	45	»
3e id. Secourus temporairement. . . .	324	404	80	»
	1.765	1.793	125	97

Soit une augmentation sur l'ensemble des enfants assistés, de . . . . . 28 enfants.

Il ressort de cet exposé que si le nombre des enfants de la deuxième et de la troisième catégorie a augmenté sensiblement, celui de la première a diminué dans une proportion également sensible. Cette nouvelle situation a produit d'ailleurs, comparée à celle de 1873, une diminution de dépense de 8 à 9 mille francs.

La situation générale du service de l'assistance publique dans le Nord est satisfaisante.

Placements. Les placements se font dans de bonnes conditions; les nourriciers s'attachent généralement aux enfants qui leur sont confiés comme à leurs propres enfants.

Les administrations hospitalières qui retenaient dans leurs établissements un certain nombre d'enfants valides, au préjudice des finances du département, ont reconnu les inconvénients de cet usage et y ont remédié autant que possible. Le nombre des enfants encore indûment retenus aux hospices est fort restreint. Il y a lieu de compter que bientôt les enfants malades ou infirmes seront seuls privés des avantages du séjour à la campagne.

Les placements des enfants dans les maisons de correction ne se font que dans les cas, heureusement rares, de nécessité absolue. Aussi l'assistance départementale ne compte-t-elle que douze de ses pupilles, cinq garçons et sept filles, dans ces maisons.

Deux orphelines des hospices de Douai et de Cambrai sont à la colonie agricole du Mesnil-Saint-Firmin.

Rapatriements. Les rapatriements s'effectuent dans des conditions satisfaisantes. 61 enfants ont été renvoyés en 1874 aux lieux de leur domicile de secours. 56 de ces enfants, originaires de la Belgique, ont été dirigés sur l'hospice de Tournai.

Mortalité. Les proportions de la mortalité ont été :

Pour les enfants de 1 jour à 12 ans, de 32 enfants sur 1109, soit 2,88 %.
Pour les enfants de 12 à 21 ans, de 9 enfants sur 715, soit 1,25 %.
Pour les enfants secourus temporairement, de 55 enfants sur 557, soit 9,87 %.

Soit une diminution totale de 4 % sur le chiffre de 1873, pour la population totale des enfants assistés.

C'est toujours sur la catégorie des enfants en bas âge, c'est-à-dire, de 1 jour à 1 an, que porte principalement la mortalité. La moyenne, qui était, pour 1873, de 30.90 %, s'est même élevée pour 1874 à 36.69 %.

Cinq cas d'infanticide et deux d'avortement se sont produits en 1874. Les sept cas ont été déférés à la Cour d'assises. Cinq ont donné lieu à de sévères condamnations; deux ont été l'objet d'acquittements.

Soins médicaux. Les médecins des bureaux de bienfaisance continuent à donner leurs soins gratuitement avec zèle et dévouement aux enfants de l'assistance publique.

Instruction. Tous les enfants ayant atteint l'âge de 6 ans fréqentent assez régulièrement les classes et assistent avec assiduité aux pratiques religieuses.

Comités de patronage. Les comités de patronage fonctionnent assez régulièrement, sauf dans quelques localités, comptant beaucoup d'enfants et où la surveillance de chaque jour est plus particulièrement nécessaire. Des recommandations seront faites afin de faire cesser ces exceptions.

Secours temporaires. Le nombre des enfants secourus temporairement s'élève à 404. Il excède de 80 celui de

l'année 1873, mais il est à remarquer que le nombre des abandons a diminué de 67. Il est d'ailleurs constaté que, pour le 1er semestre de 1875, le nombre des secours temporaires a éprouvé une notable diminution. Les secours ne sont au surplus accordés qu'après examen sérieux, aux mères qui les méritent, et ils ne sont également maintenus que dans les mêmes conditions. Aussi les décisions prises en 1874 comptent-t-elles 66 refus et 25 retraits de secours, pour cause d'inconduite des postulantes,

L'allocation spéciale de 60 fr. pour le cas de légitimation des enfants aux filles-mères secourues, a pu être accordée en 1874 à 38 filles-mères qui ont légitimé 54 enfants.

Vêtures. Le tarif des vêtures, augmenté de 5 p. % en 1874, et maintenu avec cette augmentation en 1875, ne paraît pas susceptible de nouvelle révision pour 1876. Je propose donc d'en autoriser le maintien pour l'an prochain.

Layettes frais de séjour aux hospices. Le tarif des layettes et frais de séjour arrêté l'an dernier pour une durée de cinq ans n'est pas non plus susceptible de révision.

ais de pensions aux nourriciers. Quant à celui des prix de pensions attribués aux nourriciers, lequel n'a pas subi de modification depuis 1867, il me paraît opportun de le réviser. Je soumets des propositions à cet égard au Conseil général par un rapport spécial.

Inspection. — mployé spécial. Le personnel de l'inspection, composé d'un inspecteur et d'un sous-inspecteur, ne peut, à raison de l'important travail de bureau dont il est chargé, visiter aussi fréquemment que l'exigerait le bien du service, les enfants confiés à sa surveillance. Il serait donc utile de lui adjoindre un auxiliaire pour le travail du bureau. L'utilité de cette création a déjà été reconnue par le Conseil général dans une délibération du 25 avril 1873 qui concluait à la nomination par l'État de cet employé auxiliaire. Mais M. le Ministre, sans contester l'utilité de la mesure, a fait connaître que le département, et non l'État, devrait prendre la dépense à sa charge.

Le besoin de cet auxiliaire se faisant de plus en plus sentir, M. l'Inspecteur a demandé que je misse à sa disposition un employé de mes bureaux. Il ne m'a pas été possible de satisfaire à cette demande et la situation du fonds d'abonnement ne me permettrait pas de pourvoir au traitement d'un employé spécial.

J'ai donc l'honneur de proposer au Conseil général la création d'un employé spécial pour le service des bureaux de l'inspection, qui serait installé à la Préfecture, suivant la disposition admise par le Conseil dans sa délibération du 25 avril 1873. Le traitement de cet employé, pourrait être fixé à 1,200 fr. par an et prélevé sur le crédit applicable au service général des enfants assistés.

Indemnités. Le Conseil général a pris l'initiative d'indemnités annuelles, d'ensemble 1,200 fr., en faveur du chef de la division de la Préfecture qui a dans ses attributions le service des enfants assistés et des préposés des hospices dépositaires de Lille, Dunkerque et Cambrai. Ces indemnités fixées à 600 fr. pour le chef de la division, et à 200 fr. pour chacun des trois préposés, sont allouées chaque année depuis 1869. J'ai l'honneur de proposer le maintien de ces allocations pour l'année 1876.

DÉPENSES DE L'ANNÉE 1874.

Les dépenses du service des enfants assistés se sont élevées, pour l'année 1874, à 188.437 17

Le crédit alloué étant de . . . . . 220.000 »

Il y a reliquat de 31.562 83

Ces dépenses se répartissent comme suit :

1° *Dépenses intérieures.*

Frais de séjour dans les hospices.	37.381 80	
Layettes	2.658 15	40.470 42
Remboursements aux autres départements d'avances de frais de séjour et de layettes	430 47	

2° *Dépenses extérieures.*

Secours temporaires	30.926 79	
Prix de pension à la campagne, etc.	84.064 90	
Frais de vêtures.	32.133 53	147.966 75
Frais d'imprimés, etc	329 30	
Remboursement aux autres départements d'avances de frais de vêtures et de pensions à la campagne . . .	512 23	
Total égal		188.437 17

Si l'on déduit de ce total, ci 188.437 17

1° Le 5e des dépenses intérieures incombant à l'État.	8.004 77	
2° Le 5e des dépenses extérieures incombant aux communes	29.593 35	
3° Le produit des sommes à rembourser par divers départements pour enfants leur appartenant	797 24	
4° L'indemnité sollicitée de l'État pour dépenses occasionnées par des enfants d'origine étrangère	Mémoire.	
Ensemble	38.395 36	39.395 36

Les dépenses à la charge du département pour le service des enfants assistés se réduisent en réalité pour l'année 1874, à 150.041 81

PROPOSITIONS BUDGÉTAIRES POUR 1875.

Le crédit de 220,000 fr. alloué pour 1874, a présenté à la clôture de l'exercice un reliquat de 31.562 83.

D'après les évaluations de M. l'Inspecteur, et eu égard d'ailleurs aux augmentations de dépenses qui doivent résulter de l'élévation des prix de pension et de la création d'un employé spécial pour l'Inspection, un crédit de 210,000 fr. sera, je pense, suffisant pour pourvoir à tous les besoins du service en 1876.

J'ai l'honneur de proposer, en conséquenc, au Conseil général, pour l'année 1876, l'allocation d'un crédit de 210,000 fr. qui serait réparti de la manière suivante :

Dépenses intérieures.

1° Frais de séjour dans les hospices	37 300	»	
2° Layettes	2.700	»	41 000 »
3° Remboursement d'avances aux départements . . .	1,000	»	

Dépenses extérieures.

1° Secours temporaires.	31.000	»	
2° Frais ds pension des enfants à la campagne; allocations règlementaires; frais de déplacement, de maladies, etc.	102.000	»	
3° Vêtures	33.000	»	
4° Traitement de l'employé spécial de l'inspection . .	1.200	»	169.000 »
5° Indemnité au chef de la 3e division	600	»	
6° Indemnités aux préposés des hospices dépositaires de Lille, Cambrai et Dunkerque	600	»	
7° Imprévus	600	»	
Total égal			210.000 »

Il serait pourvu à ces dépenses au moyen :

1° D'un prélèvement sur les ressources ordinaires du département. . . .	168.000	»
2° De l'inscription en recette du 5e des dépenses intérieures, à la charge de l'État	8.200	»
3° De l'inscription en recette du 5e des dépenses extérieures incombant aux communes, lequel serait réparti entre toutes les communes, au prorata de leurs ressources ordinaires, conformément aux décisions prises par le Conseil général dans ses dernières sessions, ci.	33.800	»
Total égal	210.000	»

Enfants assistés. — Tarif des pensions attribuées aux nourriciers
Révision (3e B)

Le tarif arrêté en 1869, pour les années 1870 à 1874, des frais de séjour aux hospices dépositaires des enfants de l'assistance publique, a été augmenté de 25 % en vertu d'une délibération du Conseil géuéral, prise dans la session d'octobre 1874, pour la période quinquennale de 1875 à 1879. Le prix de la journée a, en conséquence, été porté de 0 fr. 60 à 0 fr. 75.

En donnant son approbation à ce nouveau tarif, M. le Ministre de l'Intérieur a appelé mon attention sur le point de savoir s'il ne serait pas opportun d'augmenter également le tarif des pensions attribuées aux nourriciers. « Si le prix de 0 fr. 60 par jour, fait remarquer M. le » Ministre, a été reconnu insuffisant pour le séjour aux hospices, le prix des mois de nour- » rice, dont la moyenne est de beaucoup inférieure à ce taux, l'est bien plus encore; et je » me plais à croire que le Conseil général ne refusera pas de l'augmenter. Si les hospices, » ajoute M. le Ministre, dont le devoir est de s'imposer des sacrifices dans l'intérêt des indi- » gents, affirment ne pouvoir entretenir leurs élèves à moins de 0 fr. 75 par jour, serait-il » possible, serait-il équitable d'imposer aux nourriciers l'obligation d'élever des enfants à » des prix qui varient de 0 fr. 23 à 0 fr. 46 par jour.? »

Le prix de la pension aux nourriciers n'a subi depuis 1867, époque de sa fixation, aucune modification. Il revient en moyenne à 0 fr. 34 par jour et se trouve ainsi de beaucoup inférieur à celui de la journée à l'hospice. Il serait donc opportun et équitable de l'augmenter, ainsi que M. le Ministre en exprime le désir.

Toutefois il est à considérer que le séjour à l'hospice a lieu dans des conditions toutes différentes du séjour à la campagne. A l'hospice, l'enfant est malade et infirme, sinon il ne fait que passer le temps nécessaire pour lui procurer un bon placment. A la campagne, il reste confié, pendant un certain nombre d'années, en bon état de santé, à un même nourricier qui trouve souvent à l'utiliser, et dans tous les cas, s'y attache généralement comme à son propre enfant. Les frais d'entretien à la campagne, sont d'ailleurs moins coûteux que dans la ville où se trouve l'hospice dépositaire. Il est donc rationel qu'un important écart soit observé entre le tarif de l'hospice et celui du nourricier. Cette conclusion trouve au surplus sa justification dans les renseignements fournis par l'Inspection, lesquels constatent, d'une part, que, dans dix-huit départements pris pour points de comparaison, la moyenne des prix de pension, chez le nourricier, est de 0 fr. 26 par journée; d'autre part, que les placements n'éprouvent pas de sérieuses difficultés.

En conséquence de l'exposé qui précède, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de porter de 0 fr. 34 à 0 fr. 40 environ, à partir du 1er janvier 1876, la moyenne, par jour; de la pension attribuée au nourricier, et de modifier, en conséquence le tarif de cette pension de la manière suivante :

PENSION PAR MOIS	TARIF ACTUEL	TARIF PROPOSÉ	AUGMENTATION
	fr.	fr.	fr.
1re année . . .	14 »	16 »	2 » par mois
2e — . . .	12 »	13 »	1 » —
3e — . . .	11 »	12 »	1 » —
4e — . . .	10 »	11 »	1 » —
5e — . . .	9 »	10 »	1 » —
6e — . . .	8 50	9 »	0 50 —
7e — . . .	8 25	9 »	0 75 —
8e — . . .	8 »	9 »	1 » —
9e — . . .	7 75	8 »	0 25 —
10e — . . .	7 50	8 »	0 50 —
11e — . . .	7 25	8 »	0 75 —
12e — . . .	7 »	7 »	0 » —

Il résulterait de ce nouveau tarif un supplément annuel de dépense de 8 à ,9000 fr. Le supplément afférent à l'année 1876 serait prélevé, comme je l'ai indiqué dans un rapport de ce jour, sur le crédit de 210,000 fr. proposé pour le service général des enfants assistés en 1876.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général la lettre de M. le Ministre de l'Intérieur, le rapport de M. l'Inspecteur et les autres pièces de l'affaire.

Enfants assistés. — Orphelins pauvres. (3. B)

Le Conseil général dans sa session d'avril 1873 s'est occupé d'une façon toute spéciale des deux questions suivantes : les orphelins pauvres, de père et de mère, ont-ils droit à l'assistance départementale? 2° dans le cas où il serait admis que cette obligation incombe au département, celui-ci a-t-il le droit, par application de la loi du 5 mai 1869, de revendiquer toutes les ressources au moyen desquelles les administrations hospitalières pourvoient aujourd'hui à l'entretien des enfants de cette catégorie ?

Adoptant les appréciations et conclusions d'une Commission spéciale qu'elle avait chargée d'étudier ces questions, l'Assemblée départementale a demandé la révision de la loi de 1869 dans le sens adopté par le règlement préfectoral de 1870, et, jusque là, le maintien du *statu quo*.

Dans la pensée du Conseil général la révision de la loi anrait pour effet de convertir en principe général la règle posée par le règlement de 1870, et constamment appliquée dans le

Nord, d'après laquelle l'assistance départementale est restreinte aux orphelins qui sont sans moyens d'existence par suite, soit de la situation malheureuse de leurs familles, soit de l'insuffisance des ressources des établissements charitables dans les communes où ils ont droit à l'assistance publique

La révision de la loi, dans ce sens, paraîtrait avantageuse et équitable au Conseil général: il a pensé en effet que si les obligations du département étaient étendues à tous les orphelins sans distinction qui sont aujourd'hui à la charge des établissemets de bienfaisance, il deviendrait indispensable, en droit et en fait, d'attribuer au département non seulement, comme le porte la loi, le produit des fondations, dons et legs faits aux hospices au profit des enfants assistés, mais toutes les ressources affectées aujourd'hui par ces établissements à l'entretien de leurs orphelins autres que celles affectées à des fondations toutes spéciales. Or, l'Assemblée départementale pense que cette ventilation au profit du département ne pourrait être opérée que très-difficilement, et au prix des plus sérieux inconvénients; il y a lieu de croire d'ailleurs que les administrations hospitalières seraient plus disposées à conserver les charges qui leur incombent actuellement qu'à abandonner les ressources dont elles disposent aujourd'hui en faveur de leurs orphelins.

S'appuyant sur l'interprétation donnée à la question des orphelins pauvres par un avis du Conseil d'Etat du 20 juillet 1842, M. le Ministre m'invite à prendre des dispositions pour que les orphelins soient dorénavant admis, comme les enfants des autres catégories prévues par la loi, à l'assistance publique.

Quant au vœu relatif à la révision de la loi de 1869 il n'aurait aucune chance, pense M. le Ministre, d'être accueilli, et par ce motif, son administration ne serait pas disposée à l'admettre.

Je n'ai pas cru néanmoins devoir inscrire, dès à présent, au budget de 1876, le crédtt nécessaire pour assurer l'exécution des prescriptions ministérielles. Le Conseil général décidera dans quelles conditions et jusqu'à quelle limite elles devraient être appliquées. En tous cas, le crédit de 210,000 inscrit au budget de 1876 est très-suffisant pour pourvoir aux dépenses habituelles, ainsi qu'à celles imposées par la nouvelle réglementation, du moins pendant les huit premiers mois de 1876. Si de nouveaux crédits étaient nécessaires ils seraient demandés lors du vote du budget rectificatif de 1876.

Je prie le Conseil général de vouloir bien se prononcer sur ces diverses questions.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de l'Assemblée la lettre de M. le Ministre de l'Intérieur en date du 29 avril 1875 se rapportant à ces questions. J'y joins le rapport de M. l'Inspecteur des enfants assistés, les documents à l'appui, ainsi que les autres pièces de l'affaire.

SOUS-CHAPITRE VI.

ALIÉNÉS.

Aliénés indigents. (3. B).

1° *Compte de* 1874.

Les dépenses d'entretien et de traitement des aliénés indigents, à la charge du département du Nord, pendant l'année 1874, ont été réglées comme ci-après:

1° Pensions dans les asiles publics d'Armentières et de Bailleul	435,816 15
2° Frais de séjour temporaire dans les hospices, de transport et de conduite.	20,362 37
Total	456,178 52
Il a été mandaté sur le crédit inscrit au sous-chapitre 6 du budget départemental dudit exercice.	404,154 88
Reste à mandater.	52,023 64

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'inscrire un crédit de pareille somme au budget rectificatif de 1875.

La totalité de la dépense ci-dessus, montant à la somme de. 456,178 52
est imputable sur les fonds départementaux; mais si l'on tient compte des ressources spéciales affectées par la loi aux dépenses de ce service et encaissées au titre de produits éventuels ordinaires du département, savoir:

Contingents des aliénés ou de leurs familles.	26,082 44	157,082 71
Contingent des communes	131,000 27	

On reconnaîtra que la dépense n'est restée à la charge du département que jusqu'à concurrence de. 299, 095 81

2° *Situation des dépenses de* 1875.

Les dépenses d'entretien des six premiers mois ont été comme suit:

Asile d'Armentières . . .	1er trimestre.	43,788 05
	2e trimestre.	44;675 »
Asile de Bailleul	1er trimestre.	64,410 30
	2e trimestre.	65,629 55
	TOTAL. :	218,502 90

Ces dépenses présentent sur celles des six mois correspondants de 1874 une augmentation de 12,526 fr. 10 c,

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS. TOLBIAC

EXERCICE 1874.

TABLEAU du mouvement des aliénés indigents, des dépenses qu'ils ont occasionnées et des ressources qui ont couvert ces dépenses.

	NOMBRE DES ALIÉNÉS INDIGENTS.						DÉPENSE TOTALE.	NATURE DES RESSOURCES qui ont couvert les DÉPENSES.	SOMMES.	EXCÉDANT ou déficit.
	Existants du 1er janvier 1874	Admis pendant l'année.	SORTIS. Guéris.	SORTIS. Pour autres causes.	SORTIS. Décédés.	Restant au 1er janvier 1875.				
Hommes...	436	162	32	27	78	461		1° Par les aliénés ou leurs familles.	26,082 44	
							456,178 52	2° Par les hospices	» «	Déficit (*)
								3° Par les communes . . .	131,000 27	52 023 64
Femmes....	667	147	18	12	62	722		4° Par le département. . .	247,072 17	
								TOTAL . . .	404,154 88	

(*) Ce déficit fait l'objet d'une demande de crédit au budget rectificatif de 1875.

3° *Prévisions pour* 1876.

Le nombre des aliénés à la charge du département était, au 1er juillet 1875, savoir :

Dans l'asile d'Armentières, de. . .	451
Dans l'asile de Bailleul, de	694
TOTAL . .	1,145

Les prévisions pour 1876 ont été établies sur un nombre moyen de 1,145 aliénés.

La dépense qu'occasionneront ces aliénés, à raison de 401 fr. 50 c. pour les hommes et de 365 fr. pour les femmes, s'élèvera à. . . . . 434,326 »

à ajouter pour frais de transport, de conduite, de nourriture en route, de séjour temporaire dans les hospices ou asiles d'aliénés des autres départements . . . . . 14,674 »

Total du crédit à porter en dépense au sous-chapitre VI du budget de 1876 . . . 449,000 »

D'un autre côté, il convient de porter en recette au même budget :

1° Les fonds qui seront fournis par quelques familles et que l'on peut évaluer, d'après le résultat de l'exercice 1874, à 27,000

2° La quote-part des communes, estimée d'après la même base, à. 135,000 } 162,000

Aliénés. — Frais de transport par chemin de fer. — Dépense arriérée. (3e B)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général un mémoire s'élevant à 755 fr. 05 pour le transport par chemin de fer, pendant le 4e trimestre de 1874, des aliénés dirigés sur les asiles d'Armentières et de Bailleul.

Par suite de l'épuisement du crédit ce mémoire n'a pu être payé.

La dépense étant justifiée, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire un crédit de ladite somme de 755 fr. 05 c. au budget rectificatif de 1875.

Aliénés. — Statistique. — Situation des asiles d'Armentières, de Bailleul et de Lommelet. (3. B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général :

1° Les rapports des médecins sur le service médical de chacun des asiles d'aliénés d'Armentières, de Bailleul et de Lommelet, pendant l'année 1874 ;

2° Le compte administratif et moral présenté par les directeurs des asiles publics d'Armentières et de Bailleul ;

3° Les tableaux statistiques indiquant le mouvement d'entrée et de sortie en 1874, et la situation de l'effectif au 1er janvier et au 31 décembre de la même année.

Ces tableaux établis d'après le modèle adopté par le Ministère de l'Agriculture et du Commerce pour servir à la statistique générale de France, présentent les résultats ci-après pour les trois asiles :

	ASILE D'ARMENTIÈRES (Hommes)					ASILE DE BAILLEUL (Femmes).					ASILE DE LOMMELET (Hommes).					TOTAL GÉNÉRAL.		
	Folie simple.	Folie compliquée d'épilepsie.	Folie paralytique	Démence sénile et démence organique.	Idiotie et crétinisme.	Folie simple.	Folie compliquée d'épilepsie.	Folie paralytique	Démence senile et démence organique.	Idiotie et crétinisme.	Folie simple.	Folie compliquée d épilepsie.	Folie paralytique	Démence sénile et démence organique.	Idiotie et crétinisme.	Hommes.	Femmes.	Les deux sexes.
Aliénés existants au 1er janvier 1874	360	39	9	16	150	721	68	23	37	59	272	32	30	18	113	1039	908	1947
— admis dans l'année	110	18	24	16	11	116	13	19	18	17	73	7	16	6	6	284	183	467
Total	470	57	30	32	161	837	81	42	55	76	345	39	46	24	119	1323	1091	2414
Aliénés sortis ou décédés pendant l'année	94	13	25	19	6	80	8	15	22	8	64	7	17	3	4	252	133	385
— Restants le 31 décembre 1874	376	44	5	13	155	757	73	27	33	68	281	32	29	21	115	1071	958	2029
Différence avec la situation au 31 décembre 1873 en plus.	16	5	«	»	5	36	5	4	»	9	9	»	»	3	2	32	50	82
Différence avec la situation au 31 décembre 1873 en moins	»	«	4	3	»	»	»	»	4	»	»	»	1	»	»	»	»	»

La population d'aliénés qui s'est accrue de 82 malades en 1874, se répartissait au 31 décembre ainsi qu'il suit entre les trois établissements :

Armentières	593	1,071 hommes.
Lommelet	478	
Bailleul.	958	femmes
Total.	2,029	

L'asile de Bailleul se complète dans les meilleures conditions.

Deux nouveaux pavillons destinés aux malades de la classe supérieure seront termiués prochainement.

La chapelle et le bâtiment d'angle commencés l'année dernière seront probablement terminés vers la fin de l'année.

Dans son rapport ci-joint M. le médecin en chef s'attache à démontrer l'utilité qu'il y aurait à créer une petite école. Par la lecture, l'écriture et le calcul il compte combattre l'hébétude indolente à laquelle les malades s'abandonnent si facilement.

Armentières. — La première partie des travaux de reconstruction de l'asile a été adjugée le 21 juin dernier moyennant un rabais de 7.52 % sur les prix du devis s'élevant à 400,000 fr.

M. le Ministre de l'Intérieur, sur ma demande, a nommé M. le docteur Fèvre, médecin-adjoint de l'asile.

M. Fèvre remplissait les mêmes fonctions à l'asile public de Toulouse.

Le service médical se trouve ainsi complètement assuré.

La situation de *l'asile de Lommelet*, au point de vue de l'ensemble, est satisfaisante.

SOUS-CHAPITRE VII.

ASSISTANCE PUBLIQUE.

Hospices et Hôpitaux. — Situation en 1874. (3. B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, avec les documents à l'appui, le tableau de la situation générale des hospices et hôpitaux du département, au 31 décembre 1874.

Ces établissements hospitaliers, au nombre de 70, sont situés dans 53 villes et communes.

Les ressources se sont élevées, pour l'année 1874, à 6,138,967,96 fr., savoir :

Recettes de toute nature propres à l'exercice 1874.	4,755,958 f.	61
Fonds disponibles de l'exercice 1873	1,383,009	35
Ensemble . . .	6,138,967	96
Dépenses	4,905,436	96
Reliquat . . .	1,233,531	»

NOMS des VILLES ET COMMUNES.	DÉSIGNATION des ÉTABLISSEMENTS.	RECETTES de toute nature. 1874.	DÉPENSES de toute nature. 1874.	RELIQUAT de l'exercice 1873	NOMBRE DE LITS. Malades des deux sexes.	Infirmes, Vieillards et incurables.	Enfants.	Personnel.
Arrondissement de Dunkerque.								
1 Bergues	Hôpital-Hospice	142.398 66	65.399 95	5.782 32	28	72	50	18
2 Bollezeele	Id.	18.256 19	16.403 27	75 14	10	36	8	10
3 Bourbourg	Id.	61.746 58	52.339 36	6.953 18	13	50	44	11
4 Dunkerque	Id.	158.530 »	162.024 »	7.917 »	113	208	90	56
5 Gravelines	Id.	9.179 55	7.855 72	313 55	»	32	»	6
6 Hondschoote	Id.	7.089 31	6.804 58	364 76	5	26	4	5
		397.200 19	340.826 88	21.405 95	169	424	196	106
Arrondissement d'Hazebrouck.								
1 Bailleul	Hospice	28.884 65	28.522 17	» »	»	100	24	7
2 Bailleul	Hôpital	11.268 66	12.160 90	» »	46	»	»	4
3 Cassel	Hospice	13.768 61	13.773 25	» »	»	36	36	4
4 Cassel	Pauvre école							
5 Estaires	Hospice	6.902 99	6.674 79	678 23	»	40	»	6
6 Haverskerque	Hôpital-Hospice	4.200 »	4.200 »	» »	»	8	»	2
7 Hazebrouck	Id.	32.274 09	32.139 68	1.234 50	14	75	50	»
8 La Gorgue	Hospice	17.371 19	17.849 25	515 32	15	»	»	1
9 Merville	Id.	7.751 62	8.040 36	843 47	»	17	»	6
10 Morbecque	Id.	3.298 94	3.691 82	88 04	»	24	»	1
11 Steenbecque	Hôpital-Hospice	1.215 »	1.215 »	65 21	»	11	1	2
12 Steenwerck	Id.	13.748 74	14.987 12	5.495 64	10	51	5	4
13 Steenwoorde	Hospice	14.635 45	14.481 02	835 23	»	44	»	4
14 Vieux-Berquin	Id.	3.407 97	2.971 87	201 15	»	22	»	4
		159.727 91	120.647 23	9.956 79	85	428	116	45
Arrondissement de Lille.								
1 Armentières	Hopital-Hospice	194.280 50	195.002 10	3.166 21	40	70	100	35
2 Bondues	Id.	14.509 56	13.057 57	4.325 79	2	46	20	5
3 Bousbecque	Hospice	2.214 33	2.021 94	393 50	»	12	»	»
4 Comines	Hôpital Hospice	25.489 53	29.407 64	10.032 98	28	64	»	12
5 Erquinghem-Lys	Hospice	2.318 53	» »	» »	»	»	»	»
6 Halluin	Id.	9.410 »	8.143 54	784 24	»	36	»	2
7 Haubourdin	Hôpital Hospice	33.917 90	30.683 50	9.513 39	11	23	»	5
8 Houplines	Hospice	6.125 99	6.098 33	4.692 77	»	22	»	3
9 La Bassée	Id.	15.087 52	20.669 64	16.196 39	»	36	19	5
10 La Chap d'Armentières	Id.	57.729 35	53.516 95	1.075 09	2	17	»	1
11 Lille	Hospice-Général				»	1130	100	106
12 Lille	Vieux-Hommes et Bleuets				»	94	56	24
13 Lille	Gantois	1.816.353 19	2.048.511 29	551.840 40	»	172	»	19
14 Lille	Stappaert				»	»	60	10
15 Lille	Saint-Roch				35	»	»	7
16 Lille	Saint-Sauveur				499	»	»	67
17 Linselles	Hospice	12.988 24	14.052 60	1.203 22	»	40	»	3
18 Loos	Id.	8.924 16	7.264 86	» »	»	20	»	3
19 Marcq-en-Barœul	Id.	6.235 67	6.465 26	588 68	25	»	»	3
20 Quesnoy-sur-Deûle	Id.	12.465 08	12.014 68	6.925 31	»	33	»	»
21 Roncq	Id.	3.474 38	3.403 45	» »	»	20	»	1
22 Roubaix	Hôpital	418.930 33	413.369 99	52.367 87	159	»	»	52
23 Roubaix	Hospice				»	118	134	21
24 Seclin	Hôpital-Hospice	70.606 80	51.818 32	30.326 50	52	78	»	1
25 Tourcoing	Hospice-Général	100.434 12	100.048 23	» »	»	120	151	14
26 Tourcoing	Hôpital	29.601 22	29.601 22	» »	78	»	»	4
27 Wambrechies	Hospice	8.057 32	8.553 29	179 75	»	36	»	4
28 Wattrelos	Id.	25.191 69	22.962 39	1.615 46	20	46	40	2
		2.874.344 41	3.076.666 79	695.227 55	942	2233	680	409

NOMS des VILLES ET COMMUNES :	DÉSIGNATION des ÉTABLISSEMENTS	RECETTES de toute nature. 1874.	DÉPENSES de toute nature. 1874.	RELIQUAT de l'exercice 1873	NOMBRE DE LITS. Malades des deux sexes.	Infirmes, Vieillards et incurable.	Enfants.	Personnel.
Arrondissement de Douai.								
1 Douai	Hôtel-Dieu	299.595 47	76.964 55	124.491 34	130	»	»	30
2 Douai	Hospice		349.588 52		»	445	115	37
3 Orchiés	Id.	31.000 »	22.710 »	9.000 »	20	28	18	7
		330.595 47	449.263 07	133.491 31	150	443	133	74
Arrondissement de Cambrai.								
1 Cambrai	Hospice-Général.	209.090 83	242.160 34	236.648 91	127	276	56	57 (1)
2 Cambrai	Hôpital Saint-Julien				30	»	»	4
3 Le Câteau	Hôpital-Paturle	11.537 77	10.415 30	14.024 16	2	17	»	1
4 Solesmes	Hôpital-Hospice	3.909 »	3.909 »	» »				
		284.537 60	256.484 64	250.673 07	159	293	56	62
Arrondissement de Valenciennes.								
1 Bouchain	Hospice-Dronsart	50.871 66	42.076 03	3.198 03	7	18	»	7
2 Condé	Hospice	5.674 31	8.712 97	4.339 49	»	20	»	»
3 Saint-Amand	Hôpital-Hospice	31.898 09	30.291 50	22.526 15	10	81	16	3
4 Saint-Amand	Hospice des Orphel.	9.890 61	10.993 50	92 65	»	»	25	3
5 Valenciennes	Hospice-Général.				»	400	30	24
6 Valenciennes	Hôtel-Dieu				122	»	»	20
7 Valenciennes	Hotellerie.	466.286 42	495.816 69	197.364 71	»	10	»	1
8 Valenciennes	Chartriers				»	47	»	2
9 Valenciennes	Orphelins.				»	»	»	»
		564.621 09	587.890 69	227.521 03	139	576	71	60
Arrondissement d'Avesnes.								
1 Avesnes	Hôpital-Hospice	33.382 80	29.098 26	10.385 65	»	»	»	6
2 Bavai	Hospice	5.293 37	4.893 17	419 24	»	14	»	16
3 Landrecies	Hôpital-Hospice	22.592 76	21.152 20	14.585 70	»	52	»	3
4 Le Quesnoy	Id.	51.024 78	44.703 88	18.194 23	25	40	60	7
5 Maubeuge	Id.	31.940 96	33.034 63	993 26	102	45	25	5
6 Solre-le-Château	Hospice	697 27	775 52	155 57	»	7	»	»
		144.931 94	133.657 66	44.733 65	127	158	85	37

RÉCAPITULATION par arrondissement.

	NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS.							
Dunkerque	6	397.200 19	310.826 88	21.405 95	169	424	196	106
Hazebrouck	14	159.727 91	120.647 23	9.956 79	85	428	116	45
Lille	28	2.874.344 41	3.076.666 79	695.227 55	942	2233	680	409
Douai	3	330.595 47	449.263 07	133.491 31	150	443	133	74
Cambrai	4	284.537 60	256.484 64	250.673 07	159	293	56	62
Valenciennes	9	564.621 09	587.890 69	227.521 03	139	576	71	60
Avesnes	6	144.931 94	133.657 66	44.733 65	127	158	85	37
	70	4.755.958 61	4.905.436 96	1.383.009 35	1771	4555	1337	793

(1) Non compris la fondation Van der Burch dont l'établissement, comprenant 125 lits, est bien entretenu par les hospices, mais est spécialement affecté à l'instruction des jeunes filles pauvres.

Malades indigents. — Secours. (3. B).

Le crédit de 1,000 fr. que le Conseil général veut bien depuis plusieurs années inscrire à son budget, sous ce titre « secours aux malades indigents, » a été épuisé en 1874 jusqu'à concurrence de 993,75.

Ces fonds destinés à venir en aide aux personnes malades et privées de toutes ressources, et dont les établissements charitables ne peuvent arriver à soulager la misère, ne sont accordés qu'avec la plus grande attention. Une enquête minutieuse est toujours faite afin de s'assurer que les pétitionnaires sont dignes à tous égards de la bienveillance de l'administration.

Ce crédit permet de venir en aide à de réelles infortunes.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire une même somme de 1,000 fr. au même article du budget de 1876.

Hospices de Lille ; Malades et Incurables ; Prix de journée. (3e B.)

Par délibérations en date des 8 août 1874 et 9 janvier 1875, la Commission administrative des hospices de Lille demande :

1° Que le prix de la journée de traitement des malades à l'hôpital Saint-Sauveur, fixé à 1 fr. 25 par arrêté préfectoral du 15 mars 1853, puis à 2 fr. par un autre arrêté du 8 juillet 1871, soit porté à 2 fr. 75 ;

2° Que le prix annuel de la pension de l'incurable à l'hospice général fixé à 250 fr. en en 1853, élevé à 300 fr. en 1866, soit porté à 340, soit à 0,95 cent par jour.

Aux termes de l'art. 3 de la loi du 7 août 1851 les malades et incurables indigents des communes privées d'etablissements hospitaliers peuvent être admis aux hospices et hôpitaux du département désignés par le Conseil général, sur la proposition du Préfet suivant un prix de journée fixé par le Préfet d'accord avec les administrations hospitalières.

En exécution de cette disposition les hospices de Lille ont été désignés, ainsi que le constatent les arrêtés précités, pour recevoir les malades et incurables des cantons de Lille, Haubourdin, Cysoing et Lannoy, moyennant un prix de journée, dû par les communes où les indigents ont leur domicile de secours, fixé, pour le malade, à 2 fr par jour; pour l'incurable, à 300 fr. par an, soit 0,83 c. par jour.

L'administration hospitalière de Lille demande que ces prix soient portés, pour le malade, à 2 fr. 75, pour l'incurable à 0,95 c. soit 340 fr. par an; elle invoque à l'appui de sa demande les charges de ses budgets, les prix de revient de l'entretien de ses pensionnaires et le renchérissement progressif des moyens d'existence, enfin le régime très-substantiel admis par les médecins de ses établissements.

D'après les instructions ministérielles le prix de l'admission des malades et incurables aux hospices de circonscription doit être modéré, et il importe qu'il en soit ainsi pour le plus grand

nombre des communes rurales, dont les ressources sont restreintes, qui doivent se charger du placement de leurs indigents aux établissements hospitaliers. Le Conseil général, les administrations hospitalières et mes prédécesseurs ont apparemment reconnu l'équité de ces appréciations, car les prix acceptés et appliqués jusqu'à ce jour dans le département aux établissements dont il s'agit, se réduisent en moyenne, pour le malade à 1 fr. 08 c. pour l'incurable à 0,98 c. par jour.

La même règle paraît également avoir été observée dans les autres départements car les prix des établissements hospitaliers de quelques grandes villes auprès desquels j'ai cru devoir me renseigner s'établissant de la manière suivante :

	POUR LE MALADE.		POUR L'INCURABLE.	
	Prix de revient.	Prix d'admission.	Prix de revient.	Prix d'admission.
Bordeaux.	1 91	1 25	1 47	1 47
Toulouse.	1 83	1 50	1 83	1 50
Amiens.	2 66	1 25	1 68	1 25
Rouen	2 60	2 00	1 33	1 33
Moyennes.	2 25	1 50	1 57	1 38

L'administration hospitalière de Lille fait connaître d'ailleurs dans ses délibérations, que les prix moyens de revient dans ses établissements sont : pour le malade, de 2 fr. 40 par jour ; pour l'incurable, de 0 fr. 88, mais avec toute probabilité d'une augmentation très-prochaine qui le portera à 0 fr. 94, soit à 340 francs par an.

En conséquence de l'exposé qui précède, j'estime qui serait équitable de maintenir au taux actuel de 2 francs par jour le prix de traitement du malade, mais d'accorder l'augmentation demandée sur le prix de traitement de l'incurable, qui serait ainsi portée, de 0 fr. 83, à 0 fr. 94 par jour, soit de 300 à 340 fr. par an, prix réellement modéré, si on le compare à la cherté croissante des vivres, et aux prix perçus pour les incurables dans les établissements hospitaliers des grandes villes.

Je prie le Conseil général de vouloir bien émettre son avis.

Je joins au présent rapport les délibérations de la Commission administrative des hospices de Lille, diverses pièces s'y rapportant, et l'avis du Conseil d'arrondissement.

Malades indigents des cantons du Quesnoy et de Landrecies. — Prix de journée à l'hospice du Quesnoy. (3 B.),

Par délibération du 9 novembre 1874, la commission administrative de l'hospice du Quesnoy, demande, à raison du renchérissement des denrées alimentaires et de l'insuffisance des revenus de l'établissement, que le prix de pension des malades et incurables indigents des deux cantons de Quesnoy, fixé à 0,70 c. par jour, suivant arrêté préfectoral au 15 mars 1853, soit porté :

Pour les indigents du Quesnoy à	0 f. 90
Pour ceux des communes des deux cantons.	1 »

Le conseil municipal du Quesnoy et le conseil d'arrondissement ont émis des avis conformes à la demande de l'administration hospitalière.

L'hospice du Quesnoy a été désigné par l'arrêté préfectoral précité, en exécution d'une décision du Conseil général, pour recevoir les malades et incurables indigents, non seulement des deux cantons du Quesnoy, mais aussi du canton de Landrecies, appartenant aux communes privées d'établissements hospitaliers, et le prix de la journée de traitement audit hospice, a été fixé, par le même arrêté, pour toutes les communes des trois cantons, à 0 fr. 70 c.

Le renchérissement de toutes choses depuis 1853 et la situation financière de l'hospice du Quesnoy, me paraissent justifier pleinement l'augmentation du prix de la pension dans cet établissement.

Toutefois il me paraîtrait contraire à l'équité que les communes rurales dussent payer, comme le demande la commission administrative, un prix de 1 fr. quand, pour la ville du Quesnoy, le prix ne serait que de 90 cent. Il semble d'ailleurs rationnel que l'augmentation soit étendue au canton de Landrecies dont les malades et incurables indigents sont admis à l'hospice de la circonscription, au même titre que ceux des cantons du Quesnoy.

Je prie le Conseil général de vouloir bien émettre son avis.

Malades et incurables indigents. — Hospices d'Hazebrouck, de Cassel et de Merville. (3. B).

La Commission administrative de l'hospice d'Hazebrouck, désigné en 1853 par le Conseil général pour recevoir, moyennant le prix de 1 fr. par jour, les malades et incurables indigents des cantons d'Hazebrouck, Cassel et Merville, qui appartiennent à des communes privées d'établissements hospitaliers, a demandé l'an dernier que dorénavant les hospices de Cassel et de Merville fussent appelés à recevoir les malades et incurables de leur canton respectif.

Cette demande a été soumise au Conseil général qui, par délibération du 27 octobre 1874, a ordonné un complément d'instruction à l'effet de reconnaître si les hospices de Cassel et de Merville seraient réellement en état de recevoir les indigents de ces cantons.

Ce complément d'instruction a eu lieu. Les plans des deux hospices de Cassel et de Merville ont été levés

Le Conseil d'arrondisssement s'est livré à un examen très-attentif de ces documents et des autres pièces de l'affaire. Il pense que les établissements, qui ont reçu depuis plus de vingt ans de notables améliorations, sont suffisants pour la destination qu'il s'agit de leur donner, qu'ils semblent se trouver à cet égard dans des conditions identiques à celles de l'hospice d'Hazebrouck. Il n'est question d'ailleurs de réclamer aucun sacrifice pécuniaire puisque les communes qui y envoient leurs indigents sont tenues de payer les frais de pension et de traitement fixés par le règlement préfectoral à 1 franc par jour. Le Conseil d'arrondissement conclut par ces motifs à ce que, conformément à la demande de l'administration hospitalière d'Hazebrouck, les trois hospices soient désignés pour recevoir dorénavant les malades et incurables indigents de leurs cantons respectifs.

Je partage cet avis. Je ferai remarquer d'ailleurs à l'appui de mon appréciation, en ce qui concerne l'hospice de Merville, qu'une seule des cinq communes dont se compose le canton de Merville, celle de Neuf-Berquin, est dépourvue d'établissement hospitalier, et que seule dès lors elle sera en droit d'envoyer ses malades et incurables à Hazebrouck.

Je prie le Conseil général de vouloir bien se prononcer, par application de l'article 3 de la loi du 7 août 1851.

Malades et incurables indigents. — Le s[r] Mahieu, de Faches. — Dépense arriérée. (3[e] B.)

Le nommé Mahieu, Benoît-Joseph, incurable, né à Faches en 1813, a été abandonné le 18 mars 1873, sur la voie publique, dans la ville de Lille, et admis le même jour, sur l'ordre de mon prédécesseur, à l'hospice général de cette ville.

Une contestation s'est élevée sur la question de savoir quelle commune devrait prendre à sa charge la part de traitement de cet incurable qui a séjourné alternativement dans les villes de Guise, du Nouvion et de Lille. La contestation a été soumise, en conformité du règlement, à M. le Ministre de l'Intérieur qui, sans attribuer spécialement à aucune des localités habitées par Mahieu, l'obligation du secours, a considéré cet indigent, d'après les renseignements recueillis, comme ayant acquis le domicile de secours dans le département du Nord, où il a séjourné de 1862 à 1872, notamment à Lille. M. le Ministre m'a en conséquence engagé à prendre les mesures nécessaires afin d'assurer le traitement du malade aux frais du budget départemental du Nord.

J'ai soumis les pièces de l'affaire à la Commission départementale qui par décision du 18 juin, conformément à ma proposition, a alloué sur le crédit subventionnel de 6,000 fr. inscrit au budget départemental pour les malades et incurables indigents, une somme de 300 fr. à l'effet d'assurer le traitement de l'indigent Mahieu, pendant l'année 1875, à l'hospice général de Lille.

Il reste à pourvoir au remboursement à l'hospice des frais occasionnés par Mahieu depuis le 18 mars 1873, jour de son entrée dans l'établissement jusqu'au 31 décembre 1874, soit pour un an et 283 jours, à raison de 300 francs par an, une somme de 535,74.

Je prie le Conseil général de vouloir bien allouer un crédit de 535 fr. 74, pour le paiement de cet arriéré, au budget rectificatif de 1875.

Monts-de-Piété. (3e B.)

Les opérations des six Monts de-Piété du département, pendant l'année 1874, et la comparaison de ces operations avec celles de l'année 1873, présentent les résultats suivants :

1° *Engagements.*

	NOMBRE DES ARTICLES.		MONTANT DES SOMMES PRÊTÉES.	
	1873.	1874.	1873.	1874.
Dunkerque	33,276	38,387	366,446	408,633
Lille	248,461	266,091	1,739,574	1,673,369
Roubaix	43,322	47,320	447,121	438,062
Cambrai	14,898	17,393	72,962	79,925
Douai	27,853	28,941	157,660	169,135
Valenciennes	38,028	40,833	285,460	324,807
Totaux	405,838	438,965	3,039,193	3,093,931

Valeur moyenne par article :

Année 1873 . . . . 7 fr. 49.

Année 1874 . . . . 7 fr. 05.

2° *Dégagements.*

	NOMBRE DES ARTICLES.		MONTANT DES SOMMES PRÊTÉES.	
	1873.	1874.	1873.	1874.
Dunkerque	30,665	32,785	327,973	350,112
Lille	236,086	268,066	1,610,795	1,669,727
Roubaix	37,438	46,860	339,200	430,477
Cambrai	17,534	19,359	94,420	90,165
Douai	26,637	27,660	150,979	162,281
Valenciennes	34,995	38,353	259,966	287,330
Totaux	383,355	433,083	2,783,333	2,990,093

3° *Ventes.*

	NOMBRE DES ARTICLES.		PRODUIT DE 1874.				PRODUIT de 1873.
	1873.	1874.	Montant des prêts.	Interêts et frais.	Bonis.	Total.	
Dunkerque	1,961	2,175	21,531	3,325	4,122	28,978	31,633
Lille	6,040	7,129	66,960	6,011	24,620	97,591	81,806
Roubaix	2,630	2,498	26,190	3,733	4,372	34,295	50,477
Cambrai	1,691	1,832	9,511	1,431	2,212	13,154	14,158
Douai	1,297	1,156	5,844	679	2,382	8,905	10,456
Valenciennes	1,320	1,440	10,630	860	3,439	14,979	16,846
Totaux	14,939	16,230	140,666	16,039	41,197	197,902	205,376

La situation se traduit en résumé, pour l'année **1874**, par un bénéfice, savoir :

Pour le Mont-de-Piété de Dunkerque, de	4,654	»
Id. de Lille	3,084	»
Id. de Roubaix	7,304	»
Id. de Cambrai	751	»
Id. de Douai	2,758	»
Total des bénéfices	18,551	»

Le taux des prêts a été maintenu, pour Dunkerque, à **14** p. %, pour Lille, à **9** p. %, pour Roubaix, à **14** p. %, pour Cambrai, à **12** p. %, pour Douai, à **10** p. %, pour Valenciennes, à **7 1/2** p. %.

La situation de ces établissements n'a pas encore permis de réaliser sur ce point des améliorations.

L'administration supérieure s'occupe, d'ailleurs, de la révision de la législation des monts-de-piété. Des projets de loi sont actuellement soumis à l'examen de l'Assemblée nationale; ils ne tarderont plus sans doute à recevoir leur solution.

Je joins au présent rapport les renseignements fournis par MM. les Directeurs des monts-de-piété sur la situation de leurs établissements

Caisses d'épargne — Situation en 1874. (3° B.)

Le nombre des caisses d'épargne et de leurs succursales, qui était au 31 décembre 1873, de **62**, s'est accru en **1874**, d'une succursale, celle de Marquion, dépendant de la caisse de Cambrai.

Le nombre de ces établissements est donc actuellement de **63**, savoir :

	NOMBRE DE		NOMBRE
	CAISSES.	SUCCURSALES.	TOTAL.
Arrondissement de Dunkerque	4	3	7
— Hazebrouck.	6	4	10
— Lille	6	12	18
— Cambrai	5	2	7
— Avesnes	4	5	9
— Douai	1	5	6
— Valenciennes	1	5	6
	27	36	63

Le capital des fonds de dotation et de réserve qui était, au 31 décembre 1873, de 1,162,872 fr. 99 s'élevait, le 31 décembre 1874, à 1,242,968 fr. 19.

Les versements et remboursements se sont répartis comme suit :

	VERSEMENTS		REMBOURSEMENTS.	
	NOMBRE.	MONTANT.	NOMBRE.	MONTANT.
Année 1873.	78,093	8,589,245	34,756	7,616,254
— 1874.	86,957	9,614,504	32,754	7,741,456
Différence sur 1873. En plus.	8,864	1,025,289	978	125,202
Différence sur 1873. En moins.	»	»	»	»
La moyenne a été ainsi :			**1873.**	**1874.**
Pour les versements.			110	111
— remboursements			240	236

Le nombre des livrets au 31 décembre 1873, était de	94,942
Il s'élevait au 31 décembre 1874, à	99,514
Excédant de 1874 sur 1873	4,572

Les résultats de l'année 1874 constatent donc une amélioration sensible sur ceux de l'année 1874 qui, eux-mêmes, pouvaient être considérés comme satisfaisants, relativement aux années précédentes.

Le Conseil général et plusieurs Conseils d'arrondissement ont renouvelé, dans les sessions de 1874, les vœux qu'ils avaient émis précédemment, tendant à obtenir diverses améliorations dans le régime actuel des caisses d'épargne. Ces vœux, soumis à l'administration supérieure, trouveront sans doute leur solution dans le projet de révision du régime des caisses d'épargne, soumis à l'assemblée nationale.

Je joins au présent rapport avec les états à l'appui, cinq tableaux résumant la situation et les opérations des diverses caisses d'épargne du département et de leurs succursales.

Voyageurs indigents. — Secours de route et moyens de transport (3e B.)

Les dépenses pour frais de transport et de secours de route aux voyageurs indigents se sont élevées, en 1874, à 1,032 fr. 27.

Savoir :

Secours de route	159	80
Transport en voiture	»	»
Id. par les voies rapides	752	85
Remboursement aux départements d'avances faites pour le compte du département du Nord	119	62
Total égal.	1,032	27

A déduire :

Remboursements à effectuer par les départements traversés des avances faites par le Nord, et dont le montant entre dans les recettes éventuelles diverses du budget départemental	687	30
Reste	344	97

La dépense se trouve donc réduite, en réalité, à 344 fr. 97 mais le crédit de 1,600 fr., ouvert au budget de 1874, n'en a pas moins été absorbé jusqu'à concurrence de 1,032 fr. 27.

Une grande partie de ce crédit devant être remboursée au département, il n'y a pas lieu de le considérer comme une dépense réelle, mais comme une mesure de comptabilité.

Afin d'assurer les besoins du service, en 1876, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien maintenir au budget le crédit de 1,600 fr., égal à celui voté l'année dernière.

Voyageurs indigents — Frais de transport par chemin de fer. Dépenses arriérées. (3e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général divers états ci-annexés s'élevant ensemble à 298 fr. 47, pour la part contributive du département du Nord dans les frais de transfèrement d'indigents voyageurs en 1872 et 1874, savoir :

Compagnie du chemin de fer du Nord	(2 états)	274	30
Somme	(un état)	4	12
Rhône	(id.)	»	95
Eure-et-Loire	(id.)	1	84
Calvados	(id.)	1	27
Seine-et-Oise	(id.)	1	44
Marne	(id.)	13	60
Pas-de-Calais	(id.)	»	95
		298	47

Ces états ayant été produits après la clôture de l'exercice n'ont pu être acquittés.

La dépense étant d'ailleurs justifiée, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget rectificatif de 1875 un crédit égal de 298 fr. 47.

Voyageurs indigents.– Secours de route. – Dépenses arriérées (3e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les quatre états ci-joints des sommes avancées par la caisse municipale de Lille pour secours de route aux voyageurs indigents, du 4e trimestre 1871 au 4e trimestre 1874 inclus.

Ces états s'élèvent ensemble à 273 fr. 50.

Ces justifications, quoique tardives, étant régulières, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien inscrire un crédit de pareille somme au budget rectificatif de l'exercice courant.

Vaccine (3e B).

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, avec le rapport présenté annuellement par M. le docteur Rey, secrétaire du Comité central de vaccine, l'état numérique des vaccinations et revaccinations opérées dans le département du Nord, pendant l'année 1874.

Cet état se résume ccmme suit :

ARRONDISSEMENTS.	POPULATION.	CHIFFRE de nais-sances.	NOMBRE D'INDIVIDUS		NOMBRE D'INDIVIDUS atteints de la petite vérole	
			vaccinés.	re-vaccinés	vaccinés.	non-vaccinés.
Avesnes	172.395	4.881	2.462	246	»	»
Cambrai	195.191	5.959	4.546	91	5	1
Douai	116.126	3.789	2.763	11	»	»
Dunkerque	118.096	4.554	3.606	71	»	»
Hazebrouck	110.283	3.622	1.991	44	3	2
Lille	555.262	21.109	12.491	1.165	51	42
Valenciennes	180.417	6.302	4.611	282	9	»
TOTAUX	1.447.764	50.216	32.470	1.910	68	45

Aucun décès n'a été occasionné par la variole.

La différence entre le chiffre des naissances et celui des vaccinations reste toujours environ d'un tiers, mais elle s'explique, d'une part, par les décès qui surviennent en bas âge, et d'autre part, par le grand nombre de vaccinateurs qui ne fournissent aucun renseignement à l'Administration.

L'Administration rappelle, d'ailleurs, chaque année, aux instituteurs, institutrices et aux directrices de salles d'asile, qu'ils ne peuvent recevoir aucun enfant sans la justification qu'il a été vacciné avec succès.

Les revaccinations ne sont généralement pratiquées qu'en temps d'épidémie, et, sous ce rapport, l'année 1874 a été favorisée, puisque 113 cas seulement de variole ont été constatés pour tout le département; cependant 1,910 individus se sont fait revacciner en 1874 contre 482 en 1873.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général :

1° Un exemplaire de ma circulaire en date du 16 janvier 1875 sur le service annuel des vaccinations;

2° La liste des récompenses accordées aux vaccinateurs pour 1873.

Je crois devoir également lui faire connaître ci-après, les noms des quatre principaux vaccinateurs de chaque arrondissement pour l'année 1874, savoir :

Arrondissement d'Avesnes.

Dame Cordier-Martin, sage-femme à Maubeuge	230
Dame Carpentier-Camatte, id. id.	153
Dame Cazeaux-Goubet, id. à Fourmies	135
Dame Jourdois, id. à Maubeuge	131

Arrondissement de Cambrai.

Dupas, Henri, officier de santé à Avesnes-lez-Aubert. . .	232
Veuve Dumont, sage-femme, au Câteau	176
Dame Piérard, id. à Carnières.	168
Veuve Brière, id. à Caudry.	162

Arrondissement de Douai.

Dame Dupret, sage-femme, à Douai.	268
Buisson, Étienne, docteur, à Auberchicourt.	245
Dame Nepper, sage-femme, à Douai.	232
Dame Malézieux, Narcisse, sage-femme, à Somain. . . .	173

Arrondissement de Dunkerque.

Faucon, docteur, à Dunkerque	807
Deswarte, id. id.	273
Bernolet, officier de santé, à Bollezeele.	216
Reumaux, docteur, à Dunkerque	174

Arrondissement d'Hazebrouck.

Gras, Florent, officier de santé, à Arneke.	272
Smagghe, Auguste, docteur, à Hazebrouck.	198
Deblock, Alfred, id. id.	187
Blond, Cyrille, officier de santé, à Merville.	174

Arrondissement de Lille.

Dame Desplanques, sage-femme, à Tourcoing.	739
Dame Hennion, id. à Lille	662
Dame Vuylstèke-Vermandère, sage-femme, à Roubaix . .	543
Dame Hus-Martin, sage-femme, à Halluin	488

Arrondissement de Valenciennes.

Fauville, docteur, à Denain	372
Perriquet, id. à Anzin.	349
Copin, id. à Escaudain	253
Tauchon, id. à Valenciennes	201

Depuis plusieurs années, le Conseil général veut bien allouer un crédit annuel de 4,500 fr pour couvrir les dépenses relatives à l'encouragement et à la propagation de la vaccine.

Je propose la même allocation pour 1876.

Sociétés de charité maternelle. (3. B).

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général les comptes des Sociétés de charité maternelle de Lille, Douai et Valenciennes pour 1874.

Ces comptes témoignent des services, si dignes d'être encouragés, rendus à la classe laborieuse par ces utiles institutions.

En effet, la Société de Lille a distribué entre 1,290 femmes une somme de 51,967 fr. 95.

La Société de Douai a réparti sur 118 femmes une somme de 3,116 fr. 65.

Et la société de Valenciennes a accordé à 216 mères des secours pour une somme de 4,521 fr. 55.

Ces dépenses sont en grande partie couvertes par les souscriptions recueillies par les dames patronesses, qui continuent d'accomplir leur mission de bienfaisance et d'humanité avec un zèle et un dévouement remarquables.

Dans sa séance de 1874, le Conseil général a bien voulu élever de 2,000 à 3,500 fr., pour 1875, le crédit inscrit au budget départemental en faveur des trois Sociétés.

Je propose l'inscription au budget de 1876, d'une même somme de 3,500 fr. avec la même répartition, savoir :

Société de Lille	2,000 fr.
— de Douai.	750
— de Valenciennes	750

Sociétés de secours de mutuels. (3 B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport de M. Ducrocq, Inspecteur des sociétés de secours mutuels du département, sur la situation de ces associations en 1874.

Ce rapport très-complet fait connaître exactement la situation qui se résume comme suit par arrondissement :

ARRONDISSEMENTS.	Nombre de sociétés.	NOMBRE DE			Secours accordés aux malades.	Honoraires des médecins.	Frais pharmaceutiques.
		Membres honoraires	Membres participants.				
			Hommes	femmes.			
Avesnes	4	252	619	102	4.734 25	1.735 »	1.714 02
Cambrai	6	352	550	14	5.472 20	1.904 45	3.441 10
Douai	12	564	1505	930	11.921 30	3.562 65	5.026 60
Dunkerque	4	266	986	12	4.200 «	2.003 »	3.717 50
Hazebrouck	22	1.036	3003	38	14.172 95	3.330 15	4.071 98
Lille	136	3.225	18028	1823	133.512 90	29.469 25	29.483 87
Valenciennes	17	1.005	5995	211	35.694 45	2.773 10	3.549 04
Situation au 31 décembre 1874.	201	6.700	30676	3130	209.708 05	44.777 70	50.974 11
Situation au 31 décembre 1873.	204	6.514	29915	3038	198.477 12	44.829 87	47.989 39
Augmentation pour l'année 1874.	»	186	761	92	11.230 93	»	2.984 72
Diminution sur 1873	3	»	»	«	»	52 17	»

Trois Sociétés de peu d'importance ont cessé leurs opérations en 1874; néanmoins le nombre des sociétaires participants pendant ladite année s'est accru de 853 et celui des membres honoraires de 186.

Les recettes se sont élevées au chiffre important de. . . . . 455,095 fr. 46 c.
Et les dépenses de toute nature à. . . . . 425,506 » 85 »

d'où un excédant de recettes de. . . . . 29,588 » 61 »

L'avoir des Sociétés a également augmenté de 199,943 fr. 44 c. En effet, de 1,552,383 fr. 88 cent. qu'il était au 31 décembre 1873, il s'est élevé à 1,752,327 fr. 32 cent. se décomposant comme suit :

En capitaux placés. . . . . 568,160 fr. 7
A la caisse des retraites . . . . . 1,184,166 fr. 61 »

Total au 31 décembre 1874. . . . . 1,752,327 fr. 32 »

M. l'Inspecteur départemental termine son rapport en s'occupant de l'importante question du poiement des arrérages échus au décès des sociétaires. Je pense, comme M. Ducrocq, que les justifications exigées doivent être simplifiées le plus possible, aussi je ne manquerai pas d'appuyer vivement auprès de M. le Ministre de l'Intérieur les propositions contenues dans ce rapport.

Depuis longtemps, le Conseil général veut bien inscrire un crédit de 3,000 fr. pour encouragements aux Sociétés de secours mutuels. Je propose l'inscription de la même somme ou budget départemental de 1876.

Bureaux d'assistance judiciaire. (3 B).

L'assistance judiciaire donne lieu, depuis plusieurs années, à l'ouverture d'un crédit au budget départemental, de 280 fr. répartis comme suit :

100 fr. au bureau de Lille et 30 fr. à chacun des six autres bureaux.

Je propose au Conseil général l'inscription du même crédit au budget de 1876.

Maison de refuge du Bon-Pasteur. (3e B)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le tableau annuellement produit par Mme la Supérieure de la maison de refuge du Bon-Pasteur, sur l'état moral des jeunes filles reçues dans son établissement au moyen de bourses payées sur les fonds du département.

Le Conseil général a déjà reconnu les bons résultats obtenus au Bon-Pasteur au point de vue de la moralisation des jeunes filles.

La situation est toujours satisfaisante et j'ai l'honneur de lui proposer de vouloir bien inscrire au budget de 1876 un crédit de 10,125 fr. nécessaire à la continuation de l'entretien de 45 bourses dans cet établissement.

Conformément au vœu exprimé par le Conseil général dans sa session d'octobre dernier, j'ai appelé l'attention de Mme la Supérieure sur le mode d'éducation des pénitentes de la classe Saint-Augustin.

Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon. (3e B.)

Pendant l'année 1874, 82 individus (hommes et femmes), à la suite de condamnations pour mendicité prononcées par les tribunaux du département, ont été admis au dépôt de Montreuil-sous-Laon.

Le nombre des journées de détention s'est élevé à 4.225 fr. lesquelles, au prix de 1 fr. 05 l'une, ont occasionné une dépense de 4,436 25

Le crédit voté étant de . . . . . 6,000 »

Il est resté disponible 1,563 75

La moyenne de la durée du séjour au dépot de chaque individu a été de 51 jours.

Les mesures prises en vue de réprimer la mendicité produisant de très-bons résultats, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de continuer d'inscrire au budget de 1876 la somme de 6,000 fr. pour l'entretien des mendiants du département au dépot de Montreuil.

Incendies. — Secours aux victimes. (3. B.)

Le crédit de 2,000 fr. que le Conseil général a bien voulu mettre à ma disposition pour venir en aide aux incendiés nécessiteux m'a permis de donner satisfaction à des besoins impérieux et urgents.

Il n'a été jusqu'ici employé qu'en partie, mais il est à craindre, surtout dans la saison des récoltes, que des sinistres malheureusement trop fréquents ne nécessitent l'emploi des fonds en ce moment disponibles.

Je prie en conséquence le Conseil général de vouloir bien inscrire la même allocation de 2,000 fr. au budget de 1876.

Sourds-muets et jeunes aveugles. (3e B).

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les rapports annuels du Directeur et de la Directrice des établissements de sourds-muets et de jeunes aveugles de Lille et de Ronchin.

119 élèves sont actuellement boursiers ou demi-boursiers du département dans les deux établissements, savoir :

INSTITUTION DE GARÇONS.

Sourds-muets :	24 boursiers à 550 fr.	13,200 fr.
—	20 demi-boursiers à 275	5,500
Aveugles :	5 boursiers à 600.	3,000
—	14 demi-boursiers à 300	4,200

INSTITUTION DE FILLES.

Sourdes-muettes :	22 boursières à 550 fr.	12,100
—	17 demi-boursières à 275	4,675
Aveugles :	7 boursières à 600	4,200
—	10 demi-boursières à 3,000.	3,000
Totaux . . .	119 élèves	49,875 fr.

Les deux établissements sont parfaitement tenus et justifient à tous égards les encouragements du Département qui s'appliquent, d'ailleurs, à des infortunes dignes du plus vif intérêt

Les bourses qui deviendront vacantes au 30 septembre prochain, se résument comme suit :

Sourds-muets.	2 bourses entières.
Aveugles garçons	4 demi-bourses.
Sourdes-muettes	8 bourses entières.
Aveugles-filles	1 —

Mme la supérieure fait connaître que la jeune Tronchon, Marie, aveugle de Lille, aurait encore besoin d'une seconde année de prolongation de la bourse entière dont elle est titulaire. Si cette proposition était accuellie, aucune des sept nouvelles demandes qui sont présentées ne pourrait être admise, et pour ce motif, je ne crois pas pouvoir l'appuyer.

En ce qui concerne les sourdes-muettes, je suis d'avis conformément au principe adopté par la Commission départementale, de n'accorder qu'une demi-bourse aux postulantes dont les familles habitent les villes de Lille et de Saint-Amand. De cette façon il resterait une bourse disponible qui pourrait être très-utilement reportée sur une ou deux jeunes aveugles. L'écart entre l'une et l'autre bourse serait couvert au moyen d'une somme de 100 francs qui reste disponible sur le crédit.

Pour les aveugles-garçons, les vacances permettent d'accueillir les trois demandes qui sont présentées.

Mais il n'en est pas de même pour les sourds-muets, les demandes sont nombreuses, et il n'y a que deux bourses à concéder.

Je joins au présent rapport toutes les demandes classées dans l'ordre de leur inscription à la Préfecture, ordre dans lequel elles sont examinées par la Commission départementale, lorsque les vacances viennent à se produire dans l'intervalle des sessions.

Je propose l'inscription au budget de 1876, d'un crédit de 50,250 fr. égal à celui de l'exercice courant.

Œuvre des orphelins de la guerre. (3. B).

Dans sa session de 1871, le Conseil général a bien voulu voter en faveur de l'Œuvre des Orphelins de la guerre, établie à Lille, pour le département, une allocation de 10,000 fr. répartie en dix années, à partir de 1871.

J'inscris la 6e annuité au budget départemental de 1876.

Secours en cas d'extrême misère. (3. B).

Le crédit de 4,000 fr. que le Conseil général veut bien accorder depuis 1872, pour les secours en cas d'extrême misère, a été épuisé jusqu'à concurrence de la somme de 3,998,75.

Les demandes intéressantes sont chaque jour plus nombreuses, et l'administration se voit forcée de n'accorder qu'aux personnes dont les misères lui paraissent les plus dignes d'un bienveillant intérêt.

Ce crédit permet cependant de faire face à de cruelles situations et d'apporter quelques soulagements à de malheureuses familles privées du plus strict nécessaire; je demande au Conseil général de vouloir bien maintenir le chiffre de 4,000 fr.

Colonie agricole de Mettray. (2. B.)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général la lettre ci-jointe par laquelle M. Blanchard, directeur de la colonie agricole de Mettray, sollicite la continuation du subside départemental de 500 fr. que le Conseil veut bien allouer à cet établissement depuis de longues années.

A cette lettre se trouvent joints une brochure et des états présentant la situation des jeunes détenus provenant du département du Nord et qui ont été placés dans l'établissement. Onze enfants assistés des hospices du Nord y sont encore aujourd'hui.

La colonie agricole de Mettray ayant des titres réels aux encouragements du département, je propose au Conseil général de maintenir en sa faveur au budget de 1876 le subside de 500 fr. qui lui est annuellement accordé.

Colonie agricole de Mesnil-St-Firmin — Subvention pour 1876 (2. B).

Le Conseil général alloue chaque année, depuis 1843, une somme de 250 fr., à titre d'encouragement, à la Société d'adoption pour les enfants trouvés, abandonnés et orphelins pauvres, dont le siége est à Mesnil-Saint-Firmin, près Breteuil (Oise).

J'ai l'honneur de proposer une pareille allocation, pour l'année 1876, au budget départemental sous-chapitre VII.

Je joins, à l'appui de cette proposition, un rapport de M. le Directeur de la colonie.

Colonie agricole de Saint-Bernard — Commission de surveillance. (2. B.)

Aux termes de l'article 8 de la loi du 5 août 1850 sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus, la commission de surveillance de la colonie de Saint-Bernard doit comprendre dans son sein deux délégués du Conseil général, désignés annuellement par l'Assemblée.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien procéder à cette désignation.

Les deux membres du Conseil qui ont été désignés pour faire partie, l'année dernière, de la Commission de surveillance de Saint-Bernard, sont M. Desrousseaux et M. Soins.

Société de patronage des jeunes libérés. (3e B.)

La société de patronage des jeunes libérés du département a continué l'œuvre de moralisation confiée à ses soins.

Le nombre des enfants patronés s'élevait, au 1er juin 1875, à 202.

Le relevé ci-après fournit, par arrondissement, les renseignements détaillés sur la situation de chaque patroné :

ARRONDISSEMENTS.	Très-bien.	Bien.	Assez bien.	Médiocres ou douteux.	Mal.	Ayant subi de nouvelles condamnations.	Libérés à titre provisoire et réintégrés dans l'établissement pour mauvaise conduite.	Militaires ou engagés volontaires.	Majeurs.	Ayant quitté le département ou disparu.	Mariés.	Décédés.	Situation particulière.	Renseignements négatifs.	TOTAUX.
Lille	39	15	9	9	8	2	7	7	8	29	1	1	3	11	149
Avesnes	»	2	1	»	1	»	»	1	1	2	»	2	»	»	10
Cambrai	2	2	3	1	»	»	»	2	»	1	2	»	»	»	13
Douai	»	»	1	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	3
Dunkerque	3	3	2	»	1	1	»	»	1	»	»	»	»	»	11
Hazebrouck.	5	1	»	»	»	»	»	1	3	2	»	1	»	»	13
Valenciennes	3	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3
Totaux	51	23	17	10	10	5	7	11	13	34	3	4	3	11	202

Il résulte de ce relevé que sur 202 patronés, 10 seulement étaient mal notés et que l'on ne comptait que 5 récidivistes.

L'œuvre du patronage étant une des institutions de bienfaisance qui ont le plus de titres aux encouragements du département, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'inscrire au budget de 1876 une allocation de 1,000 fr. égale à celle votée pour les exercices antérieurs.

Société générale de patronage des orphelinats agricoles. (2e B.)

Depuis plusieurs années, le Conseil général veut bien allouer une subvention annuelle de 100 fr. à la Société générale de patronage des orphelinats agricoles, qui a pour but la création et le développement des institutions destinées à donner aux enfants assistés et aux orphelins pauvres l'instruction primaire, religieuse et agricole, à les patronner pendant leur adolescence, et à leur faciliter les moyens de s'établir avantageusement à la campagne.

Cette Société méritant d'être encouragée dans ses efforts, je prie le Conseil général de vouloir bien lui accorder la nouvelle allocation de 100 fr. qu'elle sollicite pour 1876.

Société centrale de sauvetage des naufragés. (3 B.)

Le Conseil général veut bien chaque année accorder à la Société centrale de sauvetage des naufragés un subside de 500 fr. destiné à l'entretien d'un canot de sauvetage à Gravelines.

D'un autre côté, depuis longtemps, l'assemblée allouait un même subside de 500 fr. à la société humaine de Dunkerque.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les pièces faisant connaitre que la Société humaine est annexée à la Société centrale de sauvetage des naufragés, laquelle, à la date du 25 mars dernier, avait déjà organisé la station de Dunkerque en faisant transporter dans cette ville un canot de sauvetage et deux canons porte-amarres pour armer les jetées.

La Société centrale, dont les efforts méritent d'être encouragés, me paraît ainsi justifier le maintien à son profit de l'allocation déparmentale qui était accordée jusqu'ici à la Société humaine.

En conséquence, je propose au Conseil général de vouloir bien :

1° Décider que la subvention de 500 fr., inscrite au budget départemental de 1875 en faveur de la Société humaine de Dunkerque, sera mandatée au nom de la Société centrale de sauvetage des naufragés ;

2° Et allouer à cette dernière Société, pour 1876, un subside de 1000 fr. pour l'entretien des deux canots de Gravelines et de Dunkerque.

Société instituée pour venir en aide aux familles des marins morts ou présumés péris à la pêche d'Islande. (3.B).

Dans sa session d'octobre 1874, le Conseil général a bien voulu voter une subvention de 500 francs en faveur de la société de secours fondée à Dunkerque en 1870, pour venir en aide aux familles des marins morts ou présumés morts à la pêche d'Islande.

Cette société méritant toute bienveillance, je propose la même allocation pour 1876.

Société de patronage des orphelins d'Alsace-Lorraine. (3e B)

Le Conseil général a bien voulu inscrire une somme de 1,000 fr. au budget départemental de 1874 et une autre somme de 500 fr. au budget de 1875, en faveur de la société de patronage des orphelins d'Alsace-Lorraine.

J'ai l'honneur de communiquer à l'assemblée, avec le rapport annuel de la société pour 1874, une lettre par laquelle M. le Président sollicite l'allocation d'un nouveau subside pour 1876.

En présence du but éminemment patriotique de l'œuvre, dont les dames patronesses sont présidées par Mme la maréchale de Mac-Mahon, je propose au Conseil général de vouloir bien voter, au profit de ladite société, une nouvelle allocation de 500 fr. au budget de 1876.

SOUS-CHAPITRE VIII.

CULTES.

Cultes (3e B.)

Conformément aux résolutions prises les années précédentes par le Conseil général, je propose l'inscription au sous-chapitre VIII du budget de 1876, des crédits dont le détail suit :

CULTE CATHOLIQUE.

Indemnité à S. Em. le Cardinal	5,000 fr.	»
Supplément de traitement à Mgr Monnier, évêque de Lydda, auxiliaire de Son Eminence	4,500	»
Supplément de traitement aux deux autres Vicaires généraux, à raison de 1,200 fr. chacun	2,400	»
Supplément de traitement aux dix chanoines, à raison de 1,000 chacun . . .	10,000	»

CULTES DISSIDENTS.

Subside au consistoire de Lille, pour dépense du culte protestant	1,600	»
Id. à la communauté israélite de la même ville	1,000	»

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général une lettre par laquelle la commission administrative de la communauté israélite de Valenciennes expose que, par suite de la création d'un rabbinat dans cette ville et de la formation d'un cours d'instruction morale, les dépenses du culte se trouvent augmentées dans une grande proportion, et demande en conséquence que la subvention du département soit portée de 600 fr. à 1,000 fr., chiffre égal à la subvention accordée à la communauté de Lille.

Le Conseil voudra bien apprécier.

SOUS-CHAPITRE IX.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES.

Archives départementales, communales et hospitalières. (1. B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les rapports de M. l'Archiviste sur les archives départementales, ainsi que sur les archives communales et hospitalières.

Je n'ai plus à appeler la bienveillance de l'assemblée sur le savant et zélé archiviste du Nord; ses rapports de chaque année attestent un travail et une activité vraiment remarquables.

M. l'abbé Dehaisnes donne, d'ailleurs, sur ses collaborateurs, des témoignages de satisfaction que je suis heureux de confirmer.

Le rapport sur le dépôt départemental en fait ressortir une fois de plus toute l'importance; il montre aussi que M. l'archiviste en poursuit l'inventaire avec une connaissance complète des précieux documents qu'il renferme. Les impressions ont été détruites ou retardées par l'incendie de l'imprimerie Danel, mais elles vont être reprises incessamment dans la limite des crédits alloués.

Depuis le précédent rapport, 109 personnes ont opéré ou fait faire des recherches historiques sur lesquelles il est donné quelques indications.

En faisant connaître les nouveaux ouvrages reçus à la bibliothèque, M. l'archiviste fait remarquer qu'aucun crédit spécial n'est mis à sa disposition pour l'achat de livres historiques ou adminitratifs, de sorte que certaines collections telles que le *Gallia christiania* et les *ordonnances des Rois de France*, n'ont pu être complétées par l'acquisition des volumes publiés depuis un certain nombre d'années. Pour remédier à cet état de choses, M. l'archiviste sollicite le vote d'un crédit annuel de 150 fr. pour la bibliothèque des archives. Cette demande me paraissant justifiée, le crédit est compris dans mes propositions de dépenses

Un autre crédit de 170 fr. est demandé pour le prix de 194 registres et de 60 liasses qui devaient être vendus comme vieux papiers et dont l'acquisition a été reconnue offrir un réel intérêt historique pour plusieurs communes de l'arrondissement de Lille et diverses familles. Le prix payé ne représente, d'ailleurs, que la valeur du papier.

L'état du classement de la section administrative, est aujourd'hui aussi satisfaisant que possible. Sur 190 recherches réclamées de juillet 1874 à juillet 1875, onze seulement ont été infructueuses.

Il a été établi un relevé pour la vente de registres du poids de 9,000 kilos, provenant de la recette générale des finances, et dont le produit pourra s'élever à la somme de 2250 fr.

Quant aux archives communales et hospitalières, l'inspection a eu lieu principalement dans les arrondissements de Dunkerque et de Lille.

Dans beaucoup de communes, les archives sont malheureusement fort négligées. Les observations consignées à cet égard dans le rapport de M. l'archiviste vont être portées à la connaissance de MM. les Maires, afin qu'il en soit tenu compte.

Par la circulaire ci-jointe, en date du 29 juin dernier, j'ai déjà signalé la nécessité, au point de vue du service, de faire relier ou brocher exactement les collections du bulletin des lois ou du recueil des actes administratifs de la préfecture, afin que ces collections, dont on constate la perte de numéros et même de volumes entiers, soient conservées avec plus de soin.

Les crédits sollicités pour 1876 se résument comme suit :

Traitement de l'archiviste, des employés, du garçon de bureau et de la concierge	11,400	»
Indemnité annuelle aux employés	1,050	»
Frais de bureau, chauffage, reliure, achat de cartons	1,100	»
Publication de l'inventaire des archives anciennes	1,100	»
Inspection des archives communales	500	»
Bibliothèque des archives (crédit nouveau)	50	»
Prix de documents achetés en 1875	170	»
Total	15,470	»

A part les deux dernières allocations, il n'est pas demandé d'augmentation.

Je prie en conséquence le Conseil général de vouloir bien inscrire ladite somme de 15,470 fr. au budget départemental de 1876.

SOUS-CHAPITRE X.

ENCOURAGEMENTS AUX LETTRES, AUX SCIENCES ET AUX ARTS DE LILLE.

Bibliothèque du Conseil général. (3e B.)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général un rapport par lequel MM. les Membres de la Commission chargée de l'installation de la bibliothèque de l'assemblée rendent compte de l'emploi du crédit de 1,000 fr. alloué en 1875 et sollicitent une même somme pour 1876.

J'inscris ce crédit au projet de budget de cet exercice.

Bibliothèques administratives. (3e B.)

Dans sa session de 1874, le Conseil général a fixé à 1,200 fr. le crédit destiné à l'achat d'ouvrages administratifs pour la bibliothèque de la Préfecture et des Sous-Préfectures, ainsi qu'au paiement de la reliure des livres en service dans les bureaux.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire la même somme au budget départemental de 1876.

Je joins au présent rapport l'état détaillé des dépenses imputées sur le crédit de 1874.

Carte départementale du nivellement. (4. B.)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général un rapport par lequel M. l'Ingénieur en chef du département sollicite l'allocation au budget départemental de 1876, d'un crédit de 14,533 fr. destiné à l'achèvement de la carte départementale du nivellement général.

La dépense de l'établissement de cette carte a été évaluée à la somme de . . . 66,300 fr.
dont :

A la charge de l'État.	15,000 fr.
A la charge du département. . .	51,300

Les crédits alloués sur cette dernière somme aux budgets de 1873, 1874 et 1875 s'élèvent ensemble à. . . . . 37,000 fr.

Il reste en conséquence à allouer pour solde de cette dépense. 14,300

D'un autre côté, le Conseil général a reconnu qu'il y avait lieu d'allouer aux Ingénieurs pour soins donnés à l'établissement de la nouvelle carte la même indemnité que celle qu'il avait consentie pour les opérations du nivellement. Cette indemnité à raison de 4 % sur les premiers 40,000 fr. et de 1 % sur le surplus forme une somme de 1713 fr. Un crédit de 1480 fr. à valoir ayant été inscrit pour cet objet au budget de 1875, il reste à allouer pour complément 233 fr.

J'ai en conséquence l'honneur de proposer au Conseil général d'allouer au budget départemental de 1876 les crédits suivants :

Achèvement de la carte.	14,300 fr.
Honoraires des Ingénieurs	233
Ensemble.	14,533 fr.

M. l'Ingénieur en chef fait d'ailleurs connaître que 13 feuilles sur les 17 qui composent la carte sont entre les mains du graveur chargé de sa confection et que les expéditions des quatre dernières feuilles ont dû lui être livrées ; il présente les épreuves des feuilles exécutées jusqu'à ce jour et espère que la carte entière pourra être terminée vers le milieu de l'année prochaine.

Sociétés savantes. — Allocation de subsides. (3 B.)

Depuis plusieurs années le Conseil général veut bien accorder les subventions suivantes aux sociétés savantes du département :

1°	A la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Lille, 1,500 fr., dont 1,000 fr. applicables à ses concours annuels et 500 fr. pour son musée industriel.	1,500 »
2°	A la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Douai	500 »
3°	A la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Valenciennes	500 »
4°	A la Société d'Emulation de Cambrai	500 »
5°	A la Société Dunkerquoise pour l'encouragement des Lettres et des Arts .	500 »
En outre, dans sa session d'octobre 1874, le Conseil général a bien voulu allouer également à la Société géologique du Nord un subside de . . .		500 »
Ce qui élève le crédit annuel à		4,000 »

Ces sociétés, dont les travaux sont appréciés, méritant les encouragements qui leur sont accordés, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien inscrire un même crédit de 4,000 fr. au budget départemental de 1876.

Institut industriel, agronomique et commercial du Nord de la France. (4.B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport de M. l'Ingénieur en chef Masquelez, directeur de l'Institut industriel, agronomique et commercial du Nord de la France, sur la situation de l'établissement au 15 juin 1875.

Le nombre des élèves qui ont été présents depuis la rentrée d'octobre 1874, n'a pas dépassé 91, chiffre qui existait déjà l'année dernière.

M. le Directeur fait remarquer que si le nombre des anciens élèves est resté en dessous de ce qu'on pouvait prévoir, c'est que plusieurs élèves se sont retirés lorsqu'on leur a refusé, après l'examen, l'admission en deuxième année.

La comparaison des effectifs, pendant les deux premières années et celle en cours, montre d'ailleurs que l'établissement est en progrès. Le niveau général de l'instruction des élèves, leur conduite, leur assiduité au travail s'améliorent sensiblement.

La rentrée des vacances de Pâques s'est effectuée dans l'édifice définitif. On a pu constater déjà que la distribution des locaux est appropriée au bon fonctionnement de l'institution.

On a accusé l'enseignement de l'Institut de ne pas être assez pratique et par suite de ne pouvoir fournir à l'industrie de bons contre-maîtres, ce qui repondrait à un des grands besoins de la contrée.

M. le Directeur s'attache, dans une partie de son rapport, à réfuter cette critique et il résulte de ses explications qu'il importe de ne pas s'exposer à compromettre les succès déjà obtenus en bouleversant des plans d'études qui paraissent avoir les sympathies des élèves et des familles.

La Commission de permanence, conformément à la délégation qu'elle avait reçue du Conseil général, a procédé en décembre 1874 à la collation des bourses et demi-bourses départementales qui étaient disponibles.

Les dispositions nécessaires ont été prises pour que le roulement soit régulièrement assuré. Aussi à la prochaine rentrée d'octobre deux bourses entières et quatre demi-bourses pourront être concédées.

Par suite d'une diminution sur le prix des dîners, consentie par le restaurateur, les bourses entières seront réduites de 650 à 600 fr.; il en résultera une économie de 300 fr. pour les 6 bourses de cette catégorie. M. le Directeur propose d'affecter cette somme à la création d'une septième demi-bourse. Mais le Conseil général pensera, sans doute comme moi, que, quant à présent, il n'y a pas lieu de dépasser le nombre de bourses accordées jusqu'à présent.

Le Conseil général apprendra avec satisfaction, que M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur ma proposition a bien voulu attribuer à partir du 1er janvier dernier, le bénéfice de quatre bourses de 300 fr. créées par l'État pour l'école de commerce annexée à l'Institut. Trois de ces bourses sont actuellement occupées.

Conformément à la délibération prise par le Conseil général dans sa séance du 16 octobre 1874, j'ai constitué le Conseil d'administration de l'Institut. Un exemplaire de l'arrêté que j'ai pris à cet effet le 5 novembre se trouve ci-annexé.

Ce Conseil s'est déjà réuni à diverses reprises sous ma présidence, pour s'occuper des affaires ressortissant de ses attributions.

Le Conseil de perfectionnement dont le Conseil général a également approuvé la création pourra être constitué dans un temps rapproché.

Le projet de budget présenté pour 1876 et dont le rapport de M. le Directeur fournit le détail, se résume comme suit :

Dépenses prévues	80,000
Ressources id	41,800
Différence	38,200

à répartir entre la ville pour 1/4 et le département pour les 3 autres quarts, soit 28,650 fr. d'où il résulte une diminution de 1,050 sur les dépenses de 1875.

En résumé, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien inscrire au budget départemental de 1876 :

1° Un crédit de 28,650 fr. pour la quote-part du département dans les dépenses d'enseignement et d'administration ;

2° Un second crédit de 5,400 fr. applicable à l'entretien de 6 bourses et de 6 demi-bourses départementales ;

Je lui propose enfin de confier à la Commission de permanence le soin de concéder celles de ces bourses qui seront vacantes à la prochaine rentrée.

Le crédit à ouvrir pour le solde des dépenses de construction de l'édifice fait l'objet d'un rapport spécial.

Faculté de droit de Douai (3. B).

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport de M. le Doyen sur l'état et les travaux de la Faculté de droit de Douai, pendant l'année scolaire 1873-1874.

Ainsi que le Conseil voudra bien le remarquer, si l'institution encore récente du volontariat d'un an, a eu pour résultat d'amener une légère diminution dans le nombre des inscriptions et des examens, la situation de l'école n'en est pas moins très-satisfaisante.

En effet, la proportion des ajournements prononcés à la suite des examens, est descendue de 20 à 17 %, et le nombre des élèves ayant obtenu l'unanimité des boules blanches, s'est élevé de 12 à 24.

Les résultats des concours de fin d'année ont été, d'ailleurs, très-remarquables. Pour le doctorat la deuxième médaille d'or a pu seule être décernée, mais la Faculté a pu délivrer aux élèves de licence toutes les récompenses dont elle pouvait disposer.

Je propose en conséquence au Conseil général de vouloir bien maintenir au budget départemental de 1876 le crédit de 500 fr. qui est alloué à ladite faculté, depuis sa création, pour achat de médailles et de livres de droit à décerner aux élèves à la suite des concours de fin d'année.

Société Centrale de médecine. (3e B.)

Depuis longtemps, le Conseil général alloue un subside annuel de 800 fr. en faveur de la Société centrale de médecine du département du Nord.

Cette société donne, tous les mercredis, des consultations gratuites aux indigents; elle publie un bulletin mensuel où paraissent les comptes-rendus de ses séances et des travaux scientifiques qui lui sont soumis ; elle décerne aussi chaque année des prix importants aux meilleurs mémoires qui lui sont adressés concernant la médecine et la chirurgie.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général la demande par laquelle la Société fait connaître que c'est grâce au subside qui lui est alloué, qu'elle peut remplir les conditions de son programme.

Cette société justifiant, d'ailleurs, de l'utile emploi de ce subside, je prie le Conseil général de vouloir bien lui allouer la même somme de 800 fr. pour 1876.

Elèves-artistes. (3e B.)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général les notes qui m'ont été adressées sur les élèves-artistes actuellement titulaires des bourses du département.

Je suis heureux d'avoir à annoncer à l'Assemblée que le grand prix de Rome dans la section de peinture a été décerné le 28 juillet, à M. Comerre (Léon), de Lille, élève boursier du Département. Le sujet du concours était « L'Ange annonçant aux bergers la naissance du Sauveur. » Ce brillant résultat à la suite de nombreux succès à l'école, permet d'augurer très-favorablement de l'avenir réservé à ce jeune artiste, qui a également obtenu une troisième médaille au Salon de cette année.

M. Comerre a terminé ses études à l'École nationale des Beaux-Arts; mais il doit encore passer aux frais du Gouvernement, trois années à l'École française de perfectionnement à Rome. Je propose au Conseil général de vouloir bien lui allouer, à titre de récompense, la 5e et dernière annuité de pension à laquelle il avait droit pour 1876, et de décider qu'elle lui sera payée en une seule fois pour lui venir en aide dans ses frais de voyage et d'installation.

Les succès des autres pensionnaires du département méritent également d'être signalés.

Voici les notes qui m'ont été fournies sur chacun d'eux :

Thibeau, Ernest, élève-architecte d'Anzin, 4e année de pension en 1875 — a été admis le 4e en loge au concours du grand prix d'architecture;

Frère, Jean, elève sculpteur de Cambrai, 4e année en 1875 — a été admis au 2e essai du grand prix de sculpture et a expose un médaillon au salon de 1875;

Darcq, Albert, élève-sculpteur de Lille, 3e année en 1875, — a obtenu une deuxième médaille de composition en esquisse ronde bosse, a été admis au 2e essai du grand prix de sculpture et a exposé au salon de 1875 « une Bacchante ; »

Dewinter, Pharaon, élève-peintre de Lille, 3e année en 1875 — a été reçu au dernier concours des places, de plus il a eu un portrait et un tableau reçus au salon de 1875;

Lemaire, Edmond, élève-architecte, d'Anzin, 3e année — a obtenu une première mention sur un projet rendu, une deuxième mention sur esquisse et une première mention au concours dit Rougevin;

Krabanski, Gustave, élève-peintre de Roubaix, 1re année en 1875 — a été reçu au dernier concours des places ;

Printemps, Jules, élève-sculpteur de Lille, 1re année en 1875 — a obtenu une mention pour une grande figure modelée et a été admis le 6e en loge au concours du grand prix de sculpture;

Queulain, Léon, élève-chanteur, de Lille, 3e année en 1875 — a obtenu, aux Concours de 1875, le 1er accessit de chant, le second prix d'opéra comique et le 1er accessit de grand opéra;

Mlle Vergin, Eugénie, élève-chanteuse de Lille, 3e année en 1875, vient d'obtenir le 1er accessit de chant, et à l'unanimité, les 1ers prix d'opéra-comique et d'opéra.

Ces élèves continuant ainsi à mériter les encouragements du Département, je propose l'inscription au budget de 1876, d'un crédit de 10,000 fr. pour les bourses qui leur ont été concédées pour une durée de cinq années, ainsi que pour l'allocation proposée en faveur de M. Comerre.

D'un autre côté, dans sa session de 1874, le Conseil général a bien voulu voter, à titre exceptionnel, un secours de 1,000 fr. en faveur de M. Broutin, élève du Conservatoire de Paris, pour lui permettre d'atteindre l'époque où une bourse pourrait lui être accordée.

Comme il n'y aura pas de bourse vacante avant le 31 décembre 1876, le Conseil général appréciera s'il doit renouveler ce secours. Seulement, je dois ajouter que par sa conduite, son travail et ses progrès, M. Broutin mérite toute bienveillance : il a obtenu, cette année, le premier prix d'harmonie et d'accompagnement au Conservatoire.

Je joins au présent rapport la demande qu'il m'a adressée.

Quant à celle présentée par le jeune Masson, élève-peintre, originaire de Maubeuge, elle ne me paraît susceptible de recevoir aucune suite, avant les concours qui auront lieu en 1876, pour la concession de trois bourses.

Commission historique. (3. B).

Depuis longtemps une subvention annuelle de 700 fr. est accordée à la Commission historique du département du Nord pour lui venir en aide dans les dépenses d'impression de ses importantes publications.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général la demande par laquelle M. le Président sollicite la continuation de ce subside pour 1876, en rendant compte des travaux de la commission pendant l'année 1874-1875.

Le tome XIII de son bulletin qui devait paraître au commencement de cette année, a été détruit dans l'incendie de l'imprimerie Danel, mais tous les matériaux en ont été reconstitués, et d'intéressants documents sont également réunis pour le tome XIV.

La commission historique justifie, d'ailleurs, à tous égards, de l'utile emploi du subside de 700 fr. qui lui est accordé annuellement sur les fonds du département. Je prie en conséquence le Conseil général de vouloir bien l'inscrire pour une même allocation au budget de 1876.

Commission historique. — Reproductions photographiques d'objets d'art religieux. (3. B).

A la suite de l'exposition d'objets d'art religieux, qui a eu lieu à Lille en 1874, la Commission historique du département a publié un compte-rendu accompagné de reproductions photographiques.

J'avais proposé l'allocation d'un subside exceptionnel de 300 fr. pour couvrir ces dépenses, mais dans sa séance du 26 octobre 1874, le Conseil général a décidé qu'il n'y avait pas lieu d'élever à cette occasion pour 1875, la subvention accordée annuellement à la Commission.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de l'Assemblée la nouvelle demande présentée par M. le président de ladite Commission.

Le Conseil général appréciera, au vu des documents qui lui sont soumis, s'il y a lieu de revenir sur sa première décision ; toutefois, je crois devoir recommander cette demande à son bienveillant examen.

J'ai inscrit les 300 fr. demandés dans mes propositions du budget de 1876.

Ecole nationale d'arts et métiers de Châlons. (3e B)

Le département du Nord entretient à l'Ecole nationale d'arts et métiers de Châlons trois bourses qui peuvent se subdiviser. Quatre élèves jouissent actuellement d'une demi-bourse chacun, savoir :

Demon (Louis-Jean-Baptiste), de Lille ;
Druesne (Georges), de Viesly ;
Houcke (Arthur), d'Hazebrouck ;
Bardoux (Henri), d'Anzin.

Ces bourses, au prix de 600 fr. l'une, donnent lieu à une dépense annuelle de 1,800 fr., dont je propose l'inscription au budget de 1876. Ainsi que le Conseil général l'a décidé en 1869, l'excédant, s'il s'en produit, peut servir à des dégrèvements ou à des remises de trousseau en faveur d'élèves qui s'en rendraient dignes par leur travail et leur conduite.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général :

1° Une note présentant le résultat des premiers examens qui ont eu lieu le 19 juillet à la Préfecture pour l'admission à l'École de Châlons ;

2° Des notes sur la conduite et les progrès des élèves du département qui suivent en ce moment les cours de l'Ecole.

Commission météorologique. (3. B).

Depuis plusieurs années, un subside annuel de 500 fr. est accordé sur les fonds du département, à la Commission météorologique du Nord.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général la demande par laquelle M. l'Inspecteur d'Académie, vice-président de ladite commission, sollicite le maintien de cette subvention pour 1876.

Le service est aujourd'hui des mieux organisés: les observations pluviométriques s'opèrent avec précision et exactitude sur tous les points du département; les instituteurs suivent la marche des orages avec intelligence et la concentration des études a lieu régulièrement pour le bassin géographique, au moyen de communications réciproques faites par les délégués de chaque département.

La Commission météorologique justifiant ainsi à tous égards les encouragements qui lui sont accordés, je prie le Conseil général de vouloir bien la maintenir pour une subvention de 500 fr. au budget de 1876.

Élèves sages-femmes. — Bourses départementales. (3 B).

Dans sa dernière session d'avril, le Conseil général a décidé que malgré l'élévation de 702 fr. 65 à 1,100 fr., il y avait lieu de maintenir les quatre bourses entretenues depuis longtemps, par le Département, à l'école de la Maternité de Paris.

Il a été en conséquence ouvert un concours entre les diverses postulantes, et les trois bourses vacantes au 30 juin, ont été concédées par la Commission départementale dans les conditions suivantes, basées sur la situation de fortune des familles :

1° Une bourse entière à la D^elle^ Hanicot, Valérie, d'Hazebrouck;
2° Une bourse entière à la D^elle^ Godeliez, Joséphine, de Cambrai ;
3° 3/4 de bourse à la D^elle^ Bauduin, Mathilde, d'Hérin ;
4° 1/4 de bourse à la D^elle^ Coez, Marie, d'Elincourt.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le procès-verbal du concours, ainsi que la délibération de la Commission départementale.

Dans le rapport qu'il présenta sur la question, au mois d'avril, l'honorable M. Testelin fit remarquer que les livres et les instruments entraient dans le décompte de la pension pour 64 fr. et que cette somme ne pouvait être payée deux fois pour une même élève.

Cette observation était fondée. Pour les élèves qui ne termineront pas leurs études en une année, le prix de la pension ne sera que 1036 fr., la seconde année.

Mais il y a lieu d'inscrire au budget la somme maximum pouvant être nécessaire et je propose en conséquence à l'assemblée de vouloir bien voter un crédit de 4,400 fr. pour 1876.

La D^elle^ Godeliez qui vient d'obtenir une bourse entière a déjà passé une année à l'école ; l'augmentation du prix de la pension ne lui est donc pas applicable, et ne porte, dès lors, que sur les D^elles^ Hanicot, Bauduin et Coez.

Par suite de cette augmentation, le crédit inscrit au budget de 1875, sera insuffisant d'une somme de 146 fr. 40 que je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget rectificatif du même exercice.

École de médecine et de pharmacie de Lille. (3e B.)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le rapport annuel de M. le Directeur sur l'école de médecine et de pharmacie de Lille.

Ce rapport constate d'excellents résultats au point de vue des études et d'utiles améliorations réalisées. M. le Directeur exprime aussi des regrets pour la mort inattendue de M. le docteur Chrestien, l'un des professeurs de l'école.

Je mets également sous les yeux de l'assemblée : 1° Le décret en date du 19 décembre 1874, qui institue dans la ville de Lille une école de plein exercice de médecine et de pharmacie, et règle jusqu'à l'installation de ladite école, la situation transitoire de l'école préparatoire;

2° Le décret du 14 juillet 1875, qui règle les conditions de fonctionnement des écoles de plein exercice.

Le Conseil municipal de Lille examine en ce moment la question; mais quelqu'importantes que puissent être les charges qui en résulteront pour la ville, il y a lieu de croire que la mesure sera adoptée, dans la pensée que l'école de plein exercice sera un acheminement considérable vers la création d'une faculté, dont l'utilité est depuis longtemps reconnue. Le Conseil général sait, d'ailleurs, que la proposition qui en avait été faite à l'Assemblée nationale, n'a été rejetée qu'à quelques voix de majorité.

Le département intervient pour une somme annuelle de 6,500 fr. dans les dépenses occasionnées par l'école actuelle, savoir :

5,000 fr. pour l'ensemble des services.
1,500 fr. applicables au traitement du professeur du cours d'accouchement.

L'école de plein exercice devant entraîner des dépenses beaucoup plus importantes, j'ai porté dans mes prévisions du budget de 1876, une somme de 11,500 fr., soit 5,000 fr. d'augmentation, affectée comme les 5,000 fr. votés chaque année à l'ensemble des services.

Je prie le Conseil général de vouloir bien approuver ces propositions.

Ecole de médecine et de pharmacie de Lille. — Bourses. (3e B).

Dans sa session de 1874, le Conseil général a créé trois bourses de 1,000 fr. à l'école de médecine de Lille, pour être accordées à trois jeunes étudiants en médecine du Département, recommandables par leur capacité, leur assiduité, et dont il sera justifié que les parents ne peuvent suffire aux frais de leur instruction.

Pour établir le roulement, il a été décidé que ces bourses seraient concédées, l'une en 1874, une autre en 1875, et la 3e en 1876.

Je prie en conséquence l'assemblée de vouloir bien inscrire au budget de 1876, un crédit de 2,000 fr. pour les deux premières bourses.

SOUS-CHAPITRE XI.

ENCOURAGEMENTS A L'AGRICULTURE ET A L'INDUSTRIE.

Chambres consultatives d'Agriculture, (4e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les résumés des travaux des Chambres consultatives d'agriculture pour l'année 1874. Ces utiles institutions, qui sont consultées sur toutes les questions intéressant l'agriculture, sont aussi chargées de réviser les statistiques agricoles. Elles s'acquittent de leur mission avec zèle et dévouement et rendent ainsi de précieux services à l'administration et au Gouvernement.

Leur budget est depuis longtemps fixé à 1700 fr., savoir :

Lille	500
Avesnes	200
Cambrai	200
Douai	200
Dunkerque	200
Hazebrouck	200
Valenciennes	200
Total égal	1700

Je propose l'inscription de la même somme au budget départemental de 1876.
Le crédit de 1874 a été dépensé jusqu'à concurrence de 1,696 fr. 50.

Associations agricoles. (4. B).

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les comptes rendus des travaux des sociétés et des comices agricoles du département pour l'année 1874.

Les concours, parfaitement organisés, ont eu lieu dans d'excellentes conditions.

Depuis longtemps les subventions suivantes sont accordées, pour ces concours, sur les fonds du département, savoir :

Comice agricole de Lille	2,500 fr.
— de Cambrai	2,500
Société d'agriculture de Douai	2,500
— de Valenciennes	2,500
— d'Ayesnes	1,900
— de Dunkerque ou de Bourbourg	1,900
— d'Hazebrouck ou de Bailleul	1,900
Total	15,700 fr.

Je propose les mêmes allocations pour 1876.

Les subventions accordées alternativement à deux sociétés, reviennent pour 1876, aux sociétés de Dunkerque et de Bailleul.

Aux termes de l'article 68 de la loi du 10 août 1871, les subventions aux comices et associations agricoles ne peuvent être allouées, par le ministre compétent, que sur la proposition du Conseil général.

Le tableau ci-après fait connaître les subventions accordées pour 1875 et celles demandées sur les fonds de 1876.

	SUBVENTIONS	
	accordées en 1875.	sollicitées pour 1876.
Comice agricole de Lille.	1500 f.	1500 f.
de Cambrai.	600	600
Société d'agriculture de Douai.	1000	1000
de Valenciennes	1200	1200
d'Avesnes.	700	700
de Dunkerque.	500	600
de Bourbourg.	600	600
d'Hazebrouck.	500	600
de Bailleul	»	300
Total	6600 f.	7100 f.

Je prie le Conseil général de vouloir bien appuyer les demandes des sociétés pour la somme totale de 7,100 fr.

Concours d'animaux reproducteurs à Bergues (4e B)

Dans sa session de 1872, le Conseil général a décidé qu'une somme de 2,000 fr. serait inscrite chaque année, au budget départemental, pour le concours d'animaux reproducteurs de la race flamande qui se tient à Bergues le dimanche des Rameaux.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de l'Assemblée le compte-rendu du concours qui a eu lieu le 21 mars dernier.

Ce concours, ainsi que celui d'animaux de boucherie, pour lequel un subside de 1500 fr. a été accordé sur les fonds de l'État, ont pu être contrariés par le mauvais temps et par la fièvre aphtheuse ou cocotte; néanmoins ils ont été encore très-remarquables.

L'exposition d'agriculture et le concours d'animaux reproducteurs, pour lesquels un subside de 4,300 fr. est voté annuellement par le Conseil général, devant avoir lieu en 1876 à Bergues.

par les soins de la Société d'agriculture de Dunkerque, il n'y a pas lieu, ainsi que le Conseil général l'a décidé dans sa séance du 27 août 1873, de voter les 2,000 fr. affectés au concours spécial de la semaine sainte.

Pour ce motif, je me borne à proposer au conseil général d'émettre l'avis qu'un nouveau secours de 1500 fr. soit accordé, en 1876, sur les fonds de l'État, pour le concours d'animaux gras de Bergues.

Exposition départementale d'Agriculture et concours d'animaux reproducteurs. (4. B.)

Dans sa session de 1873, le Conseil général a décidé:

1° Qu'une exposition départementale d'agriculture et un concours d'animaux reproducteurs auront lieu tous les ans dans le Nord, à partir de 1875 et dans l'ordre suivant: Cambrai, Bergues, Douai, Avesnes, Hazebrouck, Valenciennes et Lille;

2° Qu'une somme de 4,300 fr. sera annuellement accordée à titre de subvention à la Société d'agriculture organisatrice de l'exposition et du concours.

En conséquence, j'ai l'honneur de proposer au Conseil le vote au budget de 1876, d'un crédit de 4,300 fr. pour l'exposition et le concours qui seront organisés à Bergues, par les soins de la Société d'agriculture de Dunkerque.

Je joins au présent rapport le programme des concours départementaux qui doivent avoir lieu à Cambrai, les 18 et 19 septembre prochain.

Animaux reproducteurs des races chevaline et bovine. (4e B.)

J'ai soumis à M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, une proposition du Comice agricole de Lille tendant à ce que la saillie des juments et des vaches ne soit autorisée que par des étalons et des taureaux approuvés par une commission instituée à cet effet dans chaque canton ou arrondissement.

Dans la pensée du Comice, la mesure peut être prise en vertu de l'article 20 § 1er, section IV, titre premier du Code rural du 6 octobre 1791, portant que « les corps administratifs em-
» ploieront constamment les moyens de protection et d'encouragement qui sont en leur pouvoir
» pour la multiplication des chevaux, des troupeaux et de tous bestiaux de race étrangère qui
» seront utiles à l'amélioration de nos espèces, et pour le soutien de tous les établissements de
» ce genre. »

Par sa lettre ci-jointe, M. le Ministre m'a fait connaître que, ainsi que je le pensais d'ailleurs c'est par voie d'incitation et non par voie de coercition que, suivant le législateur, les administrations départementales doivent procéder.

Toutefois, en m'engageant à entretenir le Conseil général de la question, M. le Ministre ajoute qu'il va la faire étudier d'une manière approfondie.

Je prie en conséquence l'assemblée de vouloir bien examiner si, comme j'ai l'honneur de le lui proposer, elle doit émettre un vœu dans le sens des propositions du Comice agricole de Lille.

Station agronomique de Lille. (4. B).

Dans sa session d'octobre 1874, le Conseil général a bien voulu voter au budget de 1875, un subside de 1,500 fr. en faveur de la station agronomique de Lille.

J'ai l'honneur de communiquer à l'Assemblée une lettre dans laquelle M. le Président du Comice agricole rend compte des résultats obtenus, des expériences qui se poursuivent et sollicite la même allocation pour 1876.

Par une circulaire également ci-jointe en date du 25 juillet, M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce invite les Préfets à entretenir le Conseil général de leur département, de la question de création d'un bureau de vérification des engrais.

Ce bureau existe dans le Nord, grâce à l'intelligente initiative du Comice agricole, et comme il est appelé à rendre les plus grands services à l'agriculture, je prie le Conseil général de vouloir bien voter la nouvelle allocation de 1,500 fr. qui lui est demandée pour 1876.

Je prie également l'Assemblée d'émettre l'avis qu'un subside aussi élevé que possible soit accordé sur les fonds de l'État.

Peut-être y aura-t-il lieu d'examiner ultérieurement la question d'installation d'un laboratoire propre au Comice, et spécialement affecté au service de la station agronomique ; mais le moment ne paraît pas encore venu d'étudier cette question, le Comice trouvant, d'ailleurs, toute facilité pour faire opérer la vérification des engrais à la Faculté des Sciences.

Cercle horticole de Lille. (4. B.)

Le Conseil général a bien voulu accorder, pour chacune des années 1874 et 1875, une subvention de 500 fr. au cercle horticole de Lille.

Pareille subvention a été allouée par M. le Ministre de l'agriculture et du commerce sur les fonds de l'État.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le compte rendu des travaux du cercle horticole pour 1874, ainsi que ses projets de budgets de 1875 et 1876.

Cette Société justifiant de l'utile emploi des subsides qui lui sont accordés, je propose au Conseil général de vouloir bien la maintenir pour une allocation de 500 fr. au budget départe mental.

Je prie également l'Assemblée d'émettre l'avis, en exécution de l'article 68 de la loi du 10 août 1871, qu'une même subvention soit accordée sur les fonds de l'État.

Race chevaline. (4. B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les procès-verbaux des concours de juments poulinières et de poulains qui ont eu lieu à Bourbourg, Avesnes, Lille et Valenciennes.

Ces concours dont le programme est également ci-joint, ont pleinement réussi et me paraissent devoir être continués à raison des excellents résultats qu'ils sont de nature à produire.

Le concours d'étalons aura lieu à Lille, comme d'habitude, au mois d'octobre prochain.

Toutes les conditions des concours, ainsi que la formation et la composition des jurys sont arrêtées de concert avec la Commission spéciale désignée pour le Conseil général pour l'examen de toutes les questions relatives à l'amélioration de la race chevaline,

Les primes distribuées ou à distribuer en 1875 forment un total de 20.500 fr. y compris la somme de 600 fr. votée pour frais de publicité et indemnité au vétérinaire, savoir :

Primes aux étalons.	11,000 fr.
Primes aux juments poulinières.	6,500 »
Primes aux poulains entiers de 15 à 18 mois que leur mérite paraîtra prédestiner à la reproduction	2,400 »
Frais de publication et indemnité de déplacement au vétérinaire départemental.	600 »
Total.	20,500 fr.

Je propose l'inscription d'un même crédit au budget départemental de 1876.

Société Hippique française — Création de concours à Lille (4.B.)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général : 1° une lettre de M. le Président de la Société Hippique française en date du 18 juin 1875, au sujet de la création à Lille d'un concours annuel hippique pendant une période de dix années à partir de 1876, pour la région formée des cinq départements du Nord, de l'Aisne, de l'Oise, de la Somme et du Pas-de-Calais;

2° Une brochure N° 10, contenant les statuts de la Société, les programmes des concours de Paris et de province pour 1876, ainsi que des renseignements sur l'importance et l'utilité de ces concours.

Je mets également sous les yeux de l'Assemblée une lettre par laquelle M. le Ministre de la guerre annonce qu'il verra avec le plus grand plaisir l'organisation des concours de Lille, parce que tout ce qui peut contribuer à favoriser et à améliorer la production du cheval en France a un intérêt majeur pour l'armée.

De son côté, M. le général commandant le 1er corps d'armée, a bien voulu me faire connaître que tout le concours de l'autorité militaire locale était assuré au projet de la Société Hippique.

Le programme du concours qui doit être ouvert à Lille comprendra des prix s'élevant au moins à 20,000 fr. Toutes les dépenses d'installation et d'organisatisn seront à la charge de la Société. En raison de toutes ces dépenses, elle demande à la ville de Lille et au département du Nord un subside annuel de 5,000 fr., soit 10,000 fr., ainsi qu'un terrain, de 65 mètres de large sur 225 mètres de long pour l'établissement d'une écurie de deux cents chevaux, d'un manége, remises, bureaux et tribunes.

La ville de Lille a voté le subside qui lui est demandé, et l'autorité militaire fournira sur l'esplanade, l'emplacement nécessaire.

Les propositions de la Société Hippique étant particulièrement avantageuses, en ce sens qu'elles ajoutent aux sacrifices votés annuellement par le Conseil général pour l'amélioration de la race chevaline et encourager l'élevage du cheval, je n'hésite pas à prier l'assemblée de vouloir bien accorder le subside qui lui est demandé.

La première annuité est inscrite en prévision au budget de 1876.

Si ces propositions sont adoptées, je pense que les concours pourront être fixés du 15 au 30 août, à l'époque de la session du Conseil général. Avant cette époque, la Société a, d'ailleurs, des engagements pour les concours de Bordeaux, Nantes, Paris, Lyon et Nancy.

Association vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais. (3. B).

Depuis longtemps une subvention annuelle de 300 fr. est accordée sur les fonds du département à l'association vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général la lettre par laquelle la société fait connaître l'emploi de ses ressources en 1874 et sollicite la continuation de cette subvention pour 1876.

En récompensant les meilleurs mémoires qui lui sont envoyés sur les maladies contagieuses et en instituant des concours sur des sujets spéciaux, ladite société rend à l'agriculture de très-utiles services qui méritent d'être encouragés. La publication de son bulletin offre aussi un grand intérêt, en ce sens qu'elle initie toute la corporation aux études qui sont soumises à l'examen de l'association.

Je prie en conséquence le Conseil général de vouloir maintenir l'association des vétérinaires pour une subvention de 300 fr. au budget départemental de 1876.

École vétérinaire d'Alfort. (3e B.)

Les sept demi-bourses entretenues par le département du Nord à l'École vétérinaire d'Alfort sont actuellement occupées par les jeunes Moutier Aimé, du Quesnoy; Rousseau Gustave, de Nieppe; Lefebvre Eugène-Nicolas, de Catillon; Jacqmart Auguste-Joseph, de Cambrai; Delcambre Émile, d'Arleux; Carlier Henri, de Bry; et Bucquoy Alexandre, de Fontaine-au-Bois.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'inscrire au budget de 1876, pour ces demi-bourses, un crédit de 2,100 fr. égal à celui de l'exercice courant.

Je joins au présent rapport :

1° Les engagements souscrits par les élèves ci-dessus dénommés de venir à leur sortie de l'École exercer pendant cinq ans dans la localité ou dans le canton qui pourra leur être désigné par le Préfet;

2° Les notes obtenues par ces élèves à la suite de l'examen général du 2e semestre de 1874-1875;

3° La position actuelle des boursiers ou demi-boursiers du département à l'École vétérinaire d'Alfort, depuis 1848 jusqu'à ce jour.

4° Et la liste des vétérinaires diplômés exerçant dans le département du Nord.

Epizooties. (4e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport présenté au Conseil central d'hygiène et de salubrité sur le service des épizooties dans le département, pendant l'année 1874.

Il a été constaté des cas de morve, de péripneumonie et de fièvre aphtheuse, mais ces affections ne se sont pas manifestées avec plus de gravité que les années précédentes.

En ce qui concerne la rage, dont parle également le rapport, je crois devoir communiquer au Conseil général l'arrêté que j'ai pris à la date du 18 juin dernier pour prévenir les dangers ou les inconvénients de la divagation des chiens.

J'ajouterai que l'état sanitaire des animaux est aujourd'hui dans des conditions satisfaisantes.

J'ai l'honneur de proposer l'inscription au budget départemental de 1876, du crédit annuel de 1,000 fr. affecté au service des épizooties.

Ce crédit a été employé en 1874 jusqu'à concurrence de 717 fr. 75 c.

Animaux nuisibles. — Hannetonnage. (4e B.)

Un crédit de 1,000 fr. a été alloué au budget départemental de 1875 pour être affecté en primes à la destruction des animaux nuisibles à l'agriculture et notamment des hannetons.

Le crédit pour l'exercice 1874, n'a été employé que jusqu'à concurrence de la somme de 740 fr.: mais afin que l'administration soit toujours en mesure d'acquitter, le cas échéant, les indemnités promises par le règlement du 20 août 1814, ainsi que les primes offertes, notamment pour la destruction des hannetons, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien allouer un même crédit de 1,000 fr. au budget de 1876 en lui conservant sa destination.

SOUS-CHAPITRE XII.

SUBVENTIONS AUX COMMUNES.

Pompes à incendie. (3e B.)

J'ai l'honneur de mettre ci-après sous les yeux du Conseil général un relevé faisant connaître, par arrondissement, le nombre des communes du département qui sont pourvues de pompes à incendie;

ARRONDISSEMENTS.	Nombre de Communes.	Nombre de Communes pourvues de pompes.	Nombre de pompes possédées par les Communes
Lille	129	98	187
Avesnes	153	61	81
Cambrai	118	53	69
Douai	66	40	58
Dunkerque	61	16	40
Hazebrourck	53	19	37
Valenciennes	81	66	96
	661	353	568
Précédente situation	661	345	560
Augmentation pour l'année	0	8	8

Il résulte de ce relevé que huit nouvelles communes se sont pourvues de pompes à incendie en 1874 et je pense que l'amélioration ne pourra que s'accentuer après la promulgation prochaine du règlement d'administration publique qui doit pourvoir à l'organisation générale des corps de sapeurs-pompiers.

Toutefois, le crédit de 4,000 fr. alloué depuis plusieurs années au budget départemental étant suffisant pour satisfaire aux demandes de secours, je propose l'inscription d'une même somme au budget de 1876.

Je joins au présent rapport le détail de l'emploi du crédit de 1874 qui a été mandaté en totalité.

Sapeurs-Pompiers. — Secours. (3e B.)

Depuis plusieurs années, un crédit de 1,000 fr. est inscrit au budget départemental pour venir en aide aux communes dans le paiement des secours et pensions auxquels les Sapeurs-Pompiers, leurs veuves ou leurs enfants peuvent prétendre en vertu de la loi du 5 avril 1851, en cas de blessures ou de maladies reçues ou contractées dans le service.

Ce crédit n'est engagé jusqu'ici que jusqu'à concurrence de 150 fr. en faveur de la veuve Cavro, domiciliée à Douai, dont le mari, Sapeur-Pompier à Douchy, a été tué dans un incendie, mais je pense qu'il y a lieu de conserver les moyens de pourvoir à des secours extraordinaires si une circonstance malheureuse venait à se produire dans le département.

Je propose en conséquence l'inscription de la même somme de 1,000 fr. au budget départemental de 1876.

Malades indigents. — Subventions. (3e B).

Le Conseil général alloue, chaque année, un crédit pour faciliter le placement dans les hospices et hôpitaux de malades ou incurables indigents.

Les allocations sont accordées aux communes pauvres qui sont dans l'impossibilité de pourvoir elles-mêmes à l'entretien de leurs malades, et aux hospices pour les malades dont le domicile réel de secours est demeuré inconnu.

Le crédit de 6,000 fr., alloué pour l'année 1874, a été employé jusqu'à concurrence de 3,252 fr. 03, répartis entre 17 communes ou hospices, appliqué à 17 malades ou incurables.

La nécessité de ces allocations étant justifiée, je prie le Conseil général de vouloir bien accorder, pour la même destination, en 1876, un crédit de 6,000 fr. dont je propose l'inscription au sous-chapitre XII du budget.

Eglises. — Secours départementaux. (3 B.)

Le Conseil général a alloué à diverses communes, dans les sessions de 1873, 1874 et avril 1875, pour travaux à leurs églises, des secours de 3,000 fr. chacun, payables en trois ans et par tiers.

Je n'ai reçu aucune nouvelle demande de secours sur les fonds départementaux pour la session qui va s'ouvrir.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'allocation d'un crédit de 20,000 fr. au sous-chapitre XII du budget départemental de 1876 à titre de secours aux églises pour l'année 1876, lequel se diviserait ainsi qu'il suit :

Annuités des secours alloués dans les sessions de 1873, 1874 et avril 1875, ci.	19,000	»
A valoir pour nouvelles allocations.	1,000	»
Total égal.	20,000	»

Les annuités des secours alloués se répartissent de la manière suivante :

1° *Allocations des sessions de* 1873.

Commune de	Sepmeries,	3e tiers.	1,000	9,000 fr.
—	d'Estaires,	Id	1,000	
—	Douai (Dorignies).	Id	1,000	
—	Beuvry.	Id	1.000	
—	Inchy.	Id	1,000	
—	Hellemmes (Lille).	Id.	1.000	
—	Berthen.	Id.	1,000	
—	Selvigny.	Id.	1,000	
—	Bambecque.	Id.	1,000	

2° *Allocations du service de* 1874.

Commune de Quesnain,	2e tiers.	1,000	7,000 fr.
—	Mœuvres Id.	1,000	
—	Wahagnies. Id.	1,000	
—	Coudekerque. Id.	1,000	
—	Auberchicourt Id.	1,000	
—	Waziers. Id.	1,000	
—	Steenwerck. Id.	1,000	

3° *Allocations de la session d'avril* 1875.

Commune de Recquignies,	1er tiers.	1,000	3,000 fr.
—	Roncq. Id.	1,000	
—	Ecaillon, (secours de 2,000 fr. payable par moitié, 1re moitié) Id.	1,000	

Baisieux. — Construction d'un presbytère. — Demande de secours. (3. B.)

Le Conseil municipal de Baisieux a voté la construction d'un presbytère pour le service de l'église paroissiale récemment construite au hameau du petit-Baisieux.

La dépense de cette construction est évaluée, suivant projet de M. l'architecte Letuppe à 9,900 fr., compris 900 fr. pour acquisition de terrain. Il y serait pourvu au moyen des ressources suivantes:

1° Emprunt de 3,400 fr. remboursable, capital et intérêt au moyen d'une imposition extraordinaire de 4 centimes pendant dix ans, ci	3,400 f
2° Briques acquises pour la construction de l'église, restées sans emploi, présentant une valeur de	1,350
3° Prélévement sur les fonds libres de la caisse municipale.	3,250
4° Secours sollicitée de l'État et du département	1,900
Total égal	9,900 f

La commune de Baisieux s'est imposée de grands sacrifices pour la construction de son église; elle reste encore grevée pour cette construction et d'autres travaux d'utilité communale, de 20 centimes extraordinaires par an jusqu'en 1886 et de 12 autres centimes annuels de 1887 à 1892. Elle est en outre obligée de s'imposer chaque année 50 à 60 centimes additionnels pour les besoins ordinaires. Dans cette situation, les nouvelles ressources qu'elle prend l'engage-

ment de fournir pour la construction d'un presbytère seront une charge bien lourde et il lui serait difficile d'y rien ajouter. La Fabrique n'est pas en état de lui venir en aide. La nécessité de la dépense est d'ailleurs incontestable car il importe que M. le curé réside au hameau, centre de l'agglomération paroissiale.

Par ces motifs j'estime que la demande de la commune de Baisieux mérite accueil favorable et j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de l'inscrire, suivant son ordre d'urgence, pour l'intégralité du secours de 1,900 fr. sollicité, au tableau des propositions de secours de l'État que l'Assemblée départementale est appelée à dresser, en conformité de l'art. 68 de la loi du 10 août 1871.

Beaumont. — Restauration du clocher de l'église. — Demande de secours. (3. B.)

Le clocher de l'église de Beaumont menace ruine. Il est urgent de le restaurer. L'exiguité de l'édifice, insuffisant pour la population, a fait d'ailleurs ressortir la nécessité d'y établir une tribune.

La dépense à faire est évaluée, suivant projet dressé par M. l'architecte Maillaert, à 5,565 fr. s'appliquant à la restauration du clocher pour 5,000 fr. environ, à la construction d'une tribune, pour le surplus.

La commune a voté pour pourvoir à cette dépense un emprunt remboursable au moyen d'une imposition extraordinaire de 20 centimes pendant neuf années, ci. . . . . 4,565 »

Elle sollicite pour compléter la ressource nécessaire, des secours sur les fonds de l'État et du département, d'ensemble. . . . . 1,000 »

La commune de Beaumont est obligée de s'imposer annuellement 100 centimes additionnels environ pour subvenir à ses besoins ordinaires. L'imposition nouvelle de 20 centimes pendant neuf ans qu'elle affecte à la restauration de son église sera une bien lourde charge. La Fabrique n'est pas d'ailleurs en état de lui venir en aide.

La demande de secours paraissant justifiée, je prie le Conseil général de vouloir bien l'accueillir favorablement et la comprendre en conséquence au tableau de propositions que l'Assemblée départementale est appelée à dresser en conformité de l'art. 68 de la loi du 18 août 1871.

Le département ne subventionnant pas les travaux de restauration partielle des églises, c'est à l'État seul que le secours de 1,000 fr. dont on a besoin serait demandé.

Cobrieux. — Restauration de l'Eglise. — Demande de secours. (3. B).

La commune de Cobrieux sollicite un secours de 3,037 fr. 31, pour l'aider à pourvoir à une dépense de 4,537 fr. 31 que nécessite l'état de son église.

La dépense est d'urgente nécessité. Il s'agit de remédier à des dégradations produites par la chute des eaux des toitures et d'en prévenir le retour.

La commune affecte à cette dépense un emprunt de 1,500 fr. qu'elle pourra rembourser sans trop de difficulté sur ses ressources ordinaires, grâce à l'offre souscrite par le maire de prêter les fonds sans intérêts, avec faculté de remboursement dans un délai indéterminé. Elle ne pourrait, sans recourir à une imposition extraordinaire, affecter aucune autre ressource à la dépense dont il s'agit, attendu qu'elle est dans la nécessité de s'imposer annuellement 140 centimes environ pour ses besoins ordinaires. Le centime ne produit d'ailleurs que 22 fr. à Cobrieux, l'une des plus pauvres communes du département.

J'estime, pour ces motifs, que la demande de la commune de Cobrieux mérite accueil favorable.

Le département n'allouant pas de secours pour les travaux de réparations des églises, c'est à l'État dès lors que l'intégralité des secours dont on a besoin devrait être demandée.

J'ai l'honneur de proposer en conséquence au Conseil général d'émettre un avis favorable pour l'allocation du secours de 3,037 fr. 31 sollicité sur les fonds de l'État, et de classer la demande, suivant son ordre d'urgence, au tableau qu'il est appelé à dresser en conformité de l'art. 68 de la loi du 10 août 1871.

Marcq-en-Barœul. — Construction d'un presbytère — Demande de secours. (3e B.)

Le Conseil municipal de Marcq-en-Barœul a voté la construction d'un presbytère pour la nouvelle paroisse de Notre-Dame-des-Victoires, au hameau du pont de Marcq, qui compte plus de 4.000 habitants.

La nécessité de cette construction paraît incontestable. La dépense est évaluée à 18,375 fr. Le Conseil municipal y affecte un emprunt remboursable au moyen de 9 centimes extraordinaires pendant trois ans et il sollicite, pour compléter les ressources, un secours de 4,875 fr. sur les fonds de l'État.

La commune étant grevée de 70 centimes extraordinaires environ, dont 60 annuels, pour des besoins ordinaires, la nouvelle charge qu'elle s'impose pour la construction projetée sera bien lourde. La Fabrique n'est point d'ailleurs en état de lui venir en aide.

J'estime par ces motifs que la demande de secours formée par le Conseil municipal est justifiée. J'ai l'honneur de proposer en conséquence au Conseil général de la comprendre, suivant son ordre d'urgence, pour la somme de 4,875 fr. sollicitée au tableau des demandes de l'espèce qui doit être dressé en conformité de l'art. 68 de la loi du 10 août 1871.

Neuf-Mesnil. — Presbytère. — Murs de clôture. — Demande de secours. (3e B.)

La commune de Neuf-Mesnil a pourvu, l'an dernier, au moyen de secours de l'Etat et de la Fabrique, de souscriptions particulières, et d'une imposition extraordinaire, à la restauration et à l'agrandissement de son presbytère.

Il est nécessaire de compléter les améliorations entreprises par la construction de murs da

clôture, dont la dépense est évaluée à 3,100 francs. Le Conseil municipal et la Fabrique sollicitent à cet effet un secours de 2,400 francs sur les fonds de l'Etat. Le surplus de la dépense, soit 700 fr., serait couvert au moyen d'un prélèvement de 400 fr. sur les ressources ordinaires de la commune et d'une souscription de M. le curé montant à 300 fr.

La commune grevée de 93 centimes, annuellement, dont 73 pour les besoins ordinaires, et 20, pendant 10 ans, pour les travaux de restauration du presbytère, ne pourra qu'avec difficulté fournir le contingent de 400 fr. voté par le Conseil municipal pour les murs de clôture qu'elle s'agit de construire. Les ressources de la Fabrique sont d'ailleurs engagées jusqu'en 1880 par l'emprunt qu'elle a dû contracter pour les travaux de restauration exécutés. Le concours de l'État paraît dès lors justifié.

J'ai l'honneur de proposer en conséquence au Conseil général d'accueillir favorablement la demande de la commune et de la Fabrique de Neuf-Mesnil, et, de l'inscrire, pour la somme de 2,400 fr. au tableau des demandes de l'espèce que l'Assemblée Départementale est appelée à former, en conformité de l'art. 68 de la loi du 10 août 1871.

Bruille-Saint-Amand et Odomez. — Paroisse de Notre-Dame-au-Bois. — Reconstruction de l'église. — Difficultés. — Règlement. — Secours. (3e B.)

L'église paroissiale de Notre-Dame-au-Bois dessert la commune d'Odomez et une section de la commune de Bruille-Saint-Amand, soit une population de 1,517 habitants, appartenant : 475 à Odomez, 1,042 à la section de Bruille, dite de Notre-Dame-au-Bois.

L'édifice consacré au culte est une simple chapelle, de proportions exiguës, tout-à-fait insuffisante pour sa destination. Le Conseil de Fabrique et les Conseils municipaux des deux communes intéressées reconnaissent la nécessité de construire une nouvelle église, répondant convenablement à l'importance de la population, mais ils sont en désaccord sur la question de savoir si la nouvelle église sera érigée sur l'emplacement de l'église actuelle, ou bien à proximité de celle-ci (150 à 200 mètres environ), sur un terrain longeant la rue du Complet.

Le Conseil municipal de Bruille demande la reconstruction de l'église sur son emplacement actuel. Cette reconstruction donnerait lieu, d'après un projet de l'architecte Dautel, et y compris achat de terrain, à une dépense d'environ. . . . . 40,000 francs,

à laquelle il serait pourvu de la manière suivante :

Contingent voté par Bruille.	10,000 fr.	» c.
— demandé à la Fabrique.	15,000	»
— — à la commune d'Odomez	5,000	»
Secours demandés à l'État et au département	10,000	»
Total égal.	40,000 fr.	» c.

Le Conseil de Fabrique et le Conseil municipal d'Odomez demandent, de commun accord, l'établissement de la nouvelle église à la distance de 150 à 200 mètres de la chapelle actuelle,

le long de la rue dite du Complet. Le projet de cette église, dressé par l'architecte Maillart, s'élève, compris achat de terrain, à . . . . . 50,832 francs.

Il serait pourvu à la dépense ainsi qu'il suit :

Contingent de Bruille.	10,000 fr.	» c.
— d'Odomez	5,000	»
Allocation de la Fabrique.	6,147	»
Souscriptions volontaires	25,685	»
Secours de l'État et du département.	4,000	»
Total égal	50,832 fr.	» c.

La nouvelle église, d'après le projet Dautel, présenté par Bruille, serait établie sur un mauvais fonds et ne pourrait contenir que 676 personnes; elle comporterait la démolition de la chapelle actuelle, lieu vénéré de pèlerinages que la population tient à conserver. Le projet Dautel paraît d'ailleurs susceptible d'importantes modifications, qui, en y ajoutant des ouvrages supplémentaires de fondation, exigés par la nature du sous-sol, augmenteraient sensiblement le chiffre de la dépense. Les ressources attribuées à ce projet ne sont d'ailleurs rien moins qu'assurées. La Fabrique, à laquelle un contingent de 15,000 francs est demandé, n'offre que 6,147 francs, et elle ne saurait, à raison de sa situation financière, être contrainte à fournir davantage. Les souscriptions volontaires, que l'on voudrait revendiquer, n'ont été consenties qu'à la condition expresse de les appliquer au projet Maillart. La commune d'Odomez serait aussi fondée, d'après la loi, eu égard au chiffre de ses contributions foncière et mobilière, à réduire son contingent, de 5,000 fr. à 3,400 fr. environ. Enfin, le chiffre des secours, ensemble 10,000 fr., demandés à l'État et au département, est assez élevé, et l'on devrait s'attendre à un déficit sur cette prévision.

Le projet Maillart place l'église sur un bon terrain, plus au centre de la paroisse, et permettra d'y recevoir 930 personnes. Il laisse la chapelle actuelle à la vénération des populations. Il a été reconnu susceptible, comme le projet Dautel, de quelques améliorations, mais ces améliorations ne sont point de nature à augmenter le chiffre des dépenses prévues. Les ressources nécessaires à l'exécution de ce projet sont assurées, sauf les secours sollicités de l'État et du département, mais ces secours ne s'élevant ensemble qu'à 4,000 fr., il y a lieu d'espérer qu'ils seront intégralement obtenus.

Les deux projets ont été soumis à l'enquête: ils ont été l'objet, l'un et l'autre, de nombreuses adhésions et oppositions, mais il y a eu accord, d'une part, sur la nécessité d'une nouvelle église, dans des proportions en rapport avec l'importance de la population; d'autre part, sur le maintien de la chapelle actuelle, vœu auquel satisfait le projet Maillart.

L'autorité diocésaine, le Commissaire de l'enquête, et le Sous-Préfet, accordent la préférence au projet Maillart. Les Conseils municipaux et le Conseil de Fabrique, entendus à nouveau après l'enquête, ont persisté dans leurs demandes respectives. Le Conseil d'arrondissement, consulté à son tour, a émis le vœu, à l'unanimité, que le projet Maillart soit adopté; que les secours d'ensemble 4,000 francs, sollicités pour son exécution, soient accordés; que la dépense soit

répartie ainsi qu'il est indiqué d'autre part; qu'enfin, la nouvelle église soit mise en communication, par une voie d'accès, avec la route départementale N° 8.

Le projet Maillart me paraît également, d'après l'exposé qui précède, et eu égard aux autres motifs et considérations développés aux pièces du dossier, notamment dans l'avis du Commissaire de l'enquête et dans celui de l'architecte des édifices diocésains, répondre le mieux, par ses proportions et par sa situation, aux besoins et aux vœux de l'importante population de la paroisse. Les secours sollicités pour l'exécution de ce projet sont modérés, et en raison des sacrifices qu'imposera aux communes la construction projetée, il me paraîtrait équitable de les accorder intégralement. Le contingent de 10,000 fr. demandé à la commune de Bruille est inférieur à celui qu'elle pourrait légalement être appelée à fournir, eu égard à la proportion de ses contributions foncière et mobilière; on pourrait donc, en cas de refus, le lui imposer d'office. Quant à la création d'une voie de communication de la nouvelle église à la route départementale, voie dont l'utilité est incontestable, il pourra y être pourvu ultérieurement; l'ajournement ne présentera point de sérieux inconvénients, car des communications suffisantes existent déjà entre le terrain du Complet, destiné à la nouvelle église, et les diverses parties de l'agglomération paroissiale.

J'ai l'honneur de proposer, en conséquence, au Conseil général :

1° De décider, par application des décrets des 30 décembre 1809 et 14 février 1810, de la loi du 18 juillet 1837, article 72, et de celle du 10 août 1871, article 46, § 23, — que l'église paroissiale de Notre-Dame-au-Bois sera reconstruite sur le terrain longeant la rue du Complet, et à 175 mètres environ de l'église actuelle, conformément au projet de l'architecte Maillart, montant à 50,832 fr., sauf modification de ce projet, eu égard aux observations de l'architecte diocésain, et à celles dont il pourra aussi être l'objet de la part de la Commission départementale des Bâtiments civils; — et que la dépense sera répartie ainsi qu'il suit :

Contingent de la commune de Bruille.	10,000 fr.	» c.
— — d'Odomez.	5,000	»
— de la Fabrique.	6,147	»
Souscriptions volontaires	25,685	»
Secours sollicités de l'État et du département.	4,000	»
Total égal	50,832 fr.	» c.

2° D'accorder, pour ces travaux, un secours départemental de 1,000 francs, qui pourrait être imputé sur le crédit de 20,000 francs porté au projet de budget de 1876, sous-chapitre XII, à titre de secours aux églises.

3° De demander l'allocation, pour les mêmes travaux, d'un secours de 3,000 francs sur les fonds de l'État, et d'inscrire cette demande, suivant son ordre d'urgence, au tableau qui est à dresser en conformité de l'article 68 de la loi du 10 août 1871.

SOUS-CHAPITRE XIII.

DÉPENSES DIVERSES.

Prisons départementales. — Indemnité de logement aux aumôniers (2e B.)

Depuis plusieurs années le Conseil général a voté un crédit de 1,200 fr. pour être réparti par moitié, à titre d'indemnité de logement, entre MM. les aumôniers des maisons d'arrêt de Lille et de Douai.

Les motifs qui ont déterminé le vote de cette indemnité continuant d'exister, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'ouvrir un semblable crédit de 1,200 fr. au budget de 1876.

Conseils d'hygiène et de Salubrité. — Frais de bureau (4e B.)

Les Conseils d'hygiène et de salubrité du département fonctionnent avec beaucoup de zèle et de dévouement. Les nombreux avis qu'ils sont appelés à émettre sont toujours le fruit d'un examen éclairé et consciencieux. Ils rendent ainsi les plus grands services à l'administration en lui facilitant ses décisions sur toutes les questions d'hygiène et de salubrité, ainsi que sur toutes les demandes concernant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Leurs rapports de 1874 s'impriment en ce moment. MM. les membres du Conseil général en recevront chacun un exemplaire dans les premiers jours de la session.

Depuis longtemps, le Conseil général a fixé à 3,660 fr. le crédit attribué pour frais de bureau aux Conseils d'hygiène et de salubrité du département, savoir :

Conseil central de Lille.	2,700	fr.
Conseil d'hygiène d'Avesnes.	150	
— de Cambrai	120	
— de Douai	200	
— de Dunkerque. . . .	120	
— d'Hazebrouck .	120	
— de Valenciennes . .	250	
Total égal	3,660	

Je propose l'inscription de la même somme au budget départemental de 1876.

Salubrité publique. (4e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport de M. l'Inspecteur départemental de la salubrité sur la situation de son service pendant l'année 1874-1875.

Ce rapport contient des renseignements très-intéressants et très-complets sur l'état des principaux cours d'eau, ainsi que sur les nombreuses industries du département.

M. Meurein rend compte des causes qui ont produit l'insalubrité qu'il a constatée *de visu*, et des moyens qu'il a suggérés aux industriels dans le but de faire disparaître cette insalubrité. Malheureusement ses conseils ne sont pas toujours suivis comme ils devraient l'être, et il rencontre parfois beaucoup de difficultés à faire observer les règlements d'administration publique.

En ce qui concerne les sucreries et les distilleries, M. Meurein fait connaître qu'en somme il y a une tendance générale à l'amélioration ; les irrigations au moyen des vinasses font des progrès et l'expérience a permis de constater les avantages que la science avait prévus depuis longtemps.

Seulement, trop généralement, on ne se rend pas assez compte des graves inconvénients auxquels donnent lieu des minimes quantités de vinasses mélangées aux eaux industrielles sortant des usines pour se rendre sur le domaine public. Cependant, les arrêtés d'autorisation insistent d'une manière toute particulière sur ces dangers, contre lesquels les impétrants sont prémunis.

Les distilleries de pétrole du département sont généralement bien dirigées et les précautions prises dans le montage des appareils, leur disposition et leur isolement, sont de nature à éviter l'expansion dans l'air des produits volatils et à conjurer les incendies et leur propagation.

Les usines à gaz destinées à l'éclairage public se multiplient, au grand avantage de la sécurité des populations. Elles sont dans de bonnes conditions, les canalisations sont bien établies et leur voisinage n'est pas trop incommode.

Les instances faites relativement à l'installation, à Fourmies, d'un bassin central destiné à recevoir les eaux grasses provenant du lavage des laines de toutes les usines n'ont pas encore abouti. Les filateurs se sont réunis dans le but de résoudre la question, et ont nommé des délégués pour étudier un mode d'épuration pratique et satisfaisant.

M. l'Inspecteur expose, à ce sujet, que le désuintage des laines brutes permet de purifier plus facilement les lessives. Il ajoute qu'il serait temps que les industriels se missent sérieusement à l'œuvre, d'autant plus, qu'il paraît que les travaux de purification pourraient s'effectuer avec profit par l'utilisation des acides gras à la fabrication de savons, qui trouveraient leur emploi dans la préparation de nouvelles lessives.

Le peignage de laines de Dorignies-lez-Douai continue à provoquer des plaintes très-vives au sujet du déversement de ses lessives dans la Rache, la Haute-Deûle et la Scarpe. Les propriétaires de cet établissement sont actuellement en instance pour obtenir l'autorisation de maintenir le syphon qu'ils ont établi sous l'Escrebieux. Cette demande a été soumise à une enquête de quinze jours dans les communes de Flers et de Douai, et a donné lieu à un grand nombre de réclamations. Le syndicat de la vallée de la Scarpe a également protesté contre le

maintien de ce syphon. L'affaire est en instruction et sera, de ma part, l'objet d'un examen tout spécial.

La Commission internationale, créée en 1866, par les gouvernements de France et de Belgique, à l'effet de rechercher et d'indiquer les mesures propres à assurer l'assainissement des ruisseaux de l'Espierre et du Trichon, dont les eaux altérées par les déjections industrielles des usines de Roubaix et Tourcoing se répandent sur le territoire belge, a repris en 1874 le cours de ses opérations interrompues en 1870 et les a terminées dans sa séance du 27 avril 1875.

Le système proposé par MM. les Membres Belges de la commission et qui a été adopté, consiste à établir, avant l'entrée des eaux en Belgique, une série de bassins d'épuration avec digues filtrantes et un champ d'irrigation planté d'oseraies.

La dépense de premier établissement de ce système est évaluée par MM. les Ingénieurs belges à 241,000 fr. et l'entretien à 17,900 fr. M. l'Ingénieur en chef du Nord pense que le premier de ces chiffres doit être porté à 400,000 fr. et le second à 40,000 fr.

Il s'agirait de procéder d'abord à une expérience de ces dispositions dans la proportion d'un huitième de leur ensemble. Il y aurait ainsi une première dépense de 50,000 fr. à faire au compte des villes de Roubaix et Tourcoing.

Les pièces de cette affaire sont soumises à l'examen de M. le Ministre des Travaux publics depuis le 11 juin dernier.

Les Commissions cantonales d'hygiène publique et de salubrité ont été complètement reconstituées par mon arrêté du 13 juillet 1875. Aux termes de l'art. 7 de cet arrêté, un état des travaux exécutés par ces Commissions et les Conseils de salubrité d'arrondissement sera dressé chaque année par le Conseil central du département, pour être mis sous les yeux du Conseil général.

Je tiens à déclarer de nouveau à l'Assemblée que je ne perds pas de vue les avantages immenses produits par l'Industrie dans le département du Nord. La ligne de conduite que j'ai toujours suivie jusqu'à ce jour et de laquelle je ne m'écarterai pas, est de ne point imposer des mesures qui ne pourraient constituer pour les industriels que des charges trop onéreuses, mais je me montrerai toujours très-sévère pour ceux qui, pouvant atténuer les inconvénients de leur industrie par l'observation de règlements faciles et pratiques, refuseraient de s'y conformer et compromettraient par leur négligence la salubrité publique.

A la fin de son rapport, M. l'Inspecteur de la Salubrité demande, comme les années précédentes, une gratification de 600 francs en faveur de deux gardes-canaux chargés de l'aider dans ses opérations.

Cette demande me paraissant justifiée, je prie le Conseil général de vouloir bien m'ouvrir pour le service de la Salubrité en 1876, un crédit de 5,600 fr., à répartir de la manière suivante :

Traitement de l'Inspecteur	5,000 fr.
Gratification aux gardes-canaux	600
Total	5,600 fr.

Epidémies. (4. B.)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le rapport qui a été présenté au Conseil central d'hygiène et de salubrité, sur les diverses épidémies qui ont été observées dans le département du Nord pendant l'année 1874.

En général, la situation sanitaire s'est maintenue dans des conditions très-satisfaisantes.

Les rapports des médecins des épidémies ont été négatifs pour les arrondissements d'Avesnes, Douai, Dunkerque et Valenciennes.

Dans l'arrondissement de Cambrai, la fièvre typhoïde, qui s'était déclarée à Hautcourt à la fin de 1873, y a sévi jusque vers le mois de mai 1874. Le nombre des malades a été considérable, mais 12 seulement ont succombé à la maladie.

A Wallon-Cappel, commune de l'arrondissement d'Hazebrouck, une épidémie de croup et d'angine couenneuse a régné pendant toute l'année.

Les affections épidémiques, qui ont été signalées dans l'arrondissement de Lille, n'ont pas présenté un caractère accusé de gravité.

Il arrive encore assez fréquemment que l'attention de l'administration supérieure n'est appelée sur les épidémies locales que lorsque déjà la maladie a pris un certain développement J'ai adressé à cet égard à MM. les maires, le 29 janvier dernier, de nouvelles et pressantes recommandations.

Une épidémie de rougeole s'est manifestée en 1874 et 1875 dans un assez grand nombre de communes du département; mais, en général, l'affection a présenté peu de gravité. Toutes les mesures, d'ailleurs, ont été prises pour arrêter ou combattre les progrès de l'épidémie; dans quelques communes, les écoles et les salles d'asiles ont été momentanément fermées, afin de faire disparaître tout foyer de contagion.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'inscrire au budget de 1876, pour assurer le service des épidémies, une somme de 600 fr. égale à celle des exercices précédents.

La dépense de 1874 s'est élevée à 340 fr.

Frais d'impression (4e B.)

Les frais d'impression à la charge du département se sont élevés, en 1874, à la somme de 21,592 fr. 42, savoir :

Procès-verbal des délibérations du Conseil général et rapport du Préfet. .	9,609	95
Listes électorales et listes du jury	3,999	80
Cartes d'électeurs.	6,674	92
Procès-verbaux des délibérations des Conseils d'arrondissement et rapports des Sous-Préfets.	431	50
Budgets et comptes départementaux.	876	25
Ensemble . . .	21,592	42
Les crédits alloués pour l'acquit de ces dépenses étant de	21,800	»
Il en résulte un reliquat de	207	58

Les prévisions pour 1875 ont été établies de la manière suivante ;

Procès-verbal des délibérations du Conseil général, rapports de la commission départementale et du Préfet	11,000	»
Budgets et comptes départementaux.	1,100	»
Délibérations des Conseils d'arrondissement et rapports des Sous-Préfets. .	700	»
Cartes d'électeurs	5,000	»
Formation des listes électorales et des listes du jury	4,000	»

Ces prévisions me paraissent pouvoir être maintenues pour 1876, et j'ai l'honneur de proposer au Conseil l'inscription, au budget de ce dernier exercice, des crédits conformes; savoir :

Au sous-chapitre Ier	4,000	»
Au sous-chapitre XIII	17,800	»

Préfecture et sous-Préfectures. — Frais d'administration. (1.B).

Dans sa session de 1874, le Conseil général a bien voulu élever à 25,000 fr. l'allocation annuelle destinée à suppléer à l'insuffisance du fonds d'abonnement affecté aux traitements des employés de la Préfecture et des sous-Préfectures.

Les employés continuant, par leur zèle et leur dévouement, à mériter toute la bienveillance du Conseil général, je prie l'Assemblée de vouloir bien accorder pour 1876 une même allocation de 25,000 fr. dont 15,400 francs pour la Préfecture et 1,600 francs pour chaque sous-Préfecture.

Secours à d'anciens employés ou à leurs veuves. (3e B)

Je propose l'inscription au sous-chapitre XIII du budget de 1876, des crédits dont le détail suit, alloués depuis plusieurs années et qui n'ont pas cessé d'être nécessaires, savoir :

1°	Secours à la veuve Carrez, dont le mari était employé à la préfecture . . .	300	»
2°	— Landrieu	200	»
3°	— Rains	300	»
4°	— Lerouge	300	»
6°	— Lefebvre	300	»
5°	— Lechien	300	»
7°	— Desmulliez, dont le mari était garçon de bureau . . .	150	»
8°	— Boussemart, dont le mari était employé aux archives . .	300	»
9°	— Dugabelle id. . .	200	»
10°	— Dupont, dont le mari était inspecteur du travail des enfants	300	»
11°	— Au sieur Delarre, père d'un ancien agent-voyer décédé .	200	»
12°	— Renart, dont le mari était agent-voyer	300	»
	Total.	3,150	»

Dans sa séance du 6 avril dernier, le Conseil général a décidé qu'un secours de 300 fr. serait accordé à Mme Ponzot, veuve d'un ancien géomètre en chef du cadastre. Je propose également le renouvellement de la même allocation pour 1876.

Greffe du Conseil de Préfecture. — Frais de bureau et menues dépenses. (4e B.)

Depuis plusieurs années un crédit de 1,200 fr. est voté au budget départemental pour l'acquit des menues dépenses et frais de bureau du Greffe du Conseil de Préfecture, et il a été fait emploi de cette somme jusqu'à concurrence de 954 fr. 20, en 1874.

Je prie le Conseil général de vouloir bien maintenir la même allocation au budget de 1876.

Belles actions. (3. B)

Sur le crédit de 1,400 fr. que le Conseil général vote pour permettre à l'administration de récompenser les belles actions qui lui sont signalées, 1,075 fr. ont été dépensés.

Si la somme totale n'a pas été épuisée, ce n'est point que les actes de dévouement aient été moins nombreux dans le courant de l'année 1874, mais la plupart des personnes préfèrent une distinction purement honorifique à une récompense pécuniaire.

Nous n'avons donc recours à ce crédit que dans le cas où l'acte n'a pas été accompli dans les conditions qui permettent de proposer pour une médaille, à moins cependant que la situation précaire de celui qui en est digne ne rende plus utile pour lui l'allocation d'une somme d'argent. Les 1075 fr. ont été répartis entre 25 personnes.

Je ne doute pas que dans le courant de l'année prochaine je trouve l'occasion de disposer, dans une plus large mesure, des fonds votés par le Conseil général.

M. le Ministre de l'Intérieur a bien voulu accorder, sur ma proposition, un grand nombre de médailles d'honneur, à titre de récompense honorifique, à plusieurs habitants du département, trois de ces médailles sont de 2e classe en or, quatre de 1re classe en argent, trente-quatre de 2e classe en argent.

Ces marques de distinction produisent le meilleur effet auprès des populations et ne contribuent pas peu à rendre plus nombreux les actes de courage et de dévouement que je suis heureux de porter à la connaissance de l'Assemblée départementale.

J'espère donc que le Conseil général voudra bien contribuer pour sa part dans ces témoignages de la reconnaissance publique, en maintenant au budget de 1876 le crédit de 1,400 fr.

Taxations pour travaux d'intérêt public à la charge des particuliers. (1. B.)

Conformément aux instructions ministérielles, un crédit de 30,000 fr. a été inscrit au budget de 1875; pour le paiement, à titre d'avance, des taxes de curage d'office des cours

d'eau non navigables et des taxations dues aux Ingénieurset Agents des Ponts-et-Chaussées et des Mines à raison de l'instruction des affaires relatives aux exploitations d'usines ou autres analogues, sauf recouvrement au profit du département à la charge des intéressés.

Ce crédit paraît devoir suffire pour le service de l'année prochaine. En conséquence, je prie le Conseil général d'allouer au budget de 1876, sous-chapitre XIII, un crédit de 30,000 francs qui se balancera par un article de recette de même somme inscrit parmi les produits éventuels départementaux de la même section.

Frais de division de cotes des contributions directes entre propriétaires et fermiers. (1. B).

Le crédit voté par le Conseil général et inscrit au budget de 1874 pour frais de division de cotes entre propriétaires et fermiers, et pour frais de confection et de distribution des avertissements relatifs aux rôles auxiliaires de 1875, a été de 6,480 fr. — Le nombre des articles compris dans ces rôles étant de 161,801, la dépense, à raison de quatre centimes par article, s'est élevée à 6.472 fr. 04 c. Cependant le crédit de 6,480 fr. n'a été employé que jusqu'à concurrence de 6,333 fr. 28 c. En effet, à la date du 31 mars, époque de la clôture de l'exercice pour l'ordonnancement des dépenses départementales, il restait encore à terminer la confection des rôles auxiliaires des cinq communes nouvellement cadastrées (Coutiches, Faumont, Aix, Beuvry et Saméon) comprenant 3,469 articles, et dont la dépense s'elevant à 138 fr. 76 c. n'a pu être imputée sur le crédit ouvert au budget de 1874. Pour la couvrir, je propose au Conseil général d'inscrire un crédit de pareille somme au budget rectificatif de 1875.

La dépense pour 1876 devant être à peu près la même qu'en 1875, je propose également au Conseil de maintenir au budget de 1876 ce même crédit de 6,480 fr.

Traitement des gardiens des pyramides de Denain et de Cysoing. (4 b.)

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'inscription, au budget de 1876, du crédit ordinaire de 250 fr., pour le traitement des gardiens des pyramides de Denain et de Cysoing, savoir :

Gardien de la pyramide de Denain	200	»
Id. de Cysoing	50	»

Yacht-Club du Nord. (3e B.)

La Société du Yacht-Club du Nord, fondée pour favoriser les études nautiques et encourager les progrès des constructions navales reçoit chaque année un subside de 300 fr. sur les fonds du département.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien lui accorder la même allocation pour 1876.

Service des poids et mesures. (4.B.)

Ainsi que je l'ai fait connaître l'année dernière, le décret du 6 février 1873, portant réorganisation du service de la vérification des poids et mesures, a reçu son application à partir du 1er janvier 1874.

Par suite des nouvelles dispositions contenues dans ce décret, les droits de vérification se trouvent augmentés de plus de deux tiers.

Néanmoins, les réclamations de la part des assujettis sont peu nombreuses et les contraventions sérieuses fort rares.

La tournée de vérification de 1875 qui doit s'étendre, d'après les dispositions du décrêt précité, à toutes les communes indistinctement, s'exécute actuellement et selon toute probabilité le produit des taxes sera plus élevé encore que pour 1874. Le service continue, d'ailleurs, d'être en progrès sous tous les rapports, et je n'ai que de bons témeignages à donner sur le zèle et l'aptitude de ses agents.

Dans sa session d'octobre dernier, le Conseil général a émis le vœu que la situation de ces utiles fonctionnaires soit améliorée.

Deux ont obtenu une augmentation de traitement, le vérificateur de Valenciennes est passé de 2,400 à 2,800 fr. et celui de Cambrai de 1,600 à 1,800 fr.; mais la situation des autres n'a pas changé.

Je suis donc d'avis que l'allocation votée depuis plusieurs années en faveur des vérificateurs doit être maintenue.

En conséquence, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'inscription au budget départemental de 1876 du crédit ordinaire de 3,250 fr.

Travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie. (4 B.).

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général : 1° la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, ainsi que les règlements d'administration publique intervenus pour la mise à exécution de cette loi ; 2° l'arrêté d'institution des commissions locales.

M. Nadeau, précédemment inspecteur départemental à Lille, a été nommé inspecteur divisionnaire de 1e classe, pour la circonscription formée du Nord et du Pas-de-Calais; sa résidence a été fixée à Lille.

Il y a lieu d'attendre d'excellents résultats de la loi, mais l'application des nouvelles dispositions édictées exige une certaine mesure, afin de ne pas apporter de troubles sérieux dans l'industrie; de sorte que la première année sera surtout une période de transformation et d'examen des faits.

Je mets également sous les yeux de l'Assemblée : 1° Un rapport par lequel M. l'Inspecteur divisionnaire demande le maintien de deux inspecteurs départementaux pour le Nord; 2° Un

rapport faisant connaître les excellents résultats obtenus par l'Inspection départementale; 3° Un projet d'ordre de service pour les deux inspecteurs.

Eu égard à l'importance industrielle du département, il est impossible que l'Inspecteur divisionnaire puisse, à lui seul, veiller à l'exécution de la loi et des règlements, d'autant plus que sa surveillance s'étend aussi au Pas-de-Calais.

Du reste, la nomination d'inspecteurs départementaux a été prévue par le dernier paragraphe de l'article 21 de la loi du 19 mai 1874.

En conséquence, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien maintenir au budget départemental le crédit de 5,200 fr. qui y est alloué depuis trois années, pour le traitement et les frais de bureau et de tournée de deux inspecteurs départementaux.

Cette somme est comprise dans mes prévisions du budget de 1876.

Commission départementale. — Frais de Bureau. (2e B).

Dans sa session d'octobre 1875, le Conseil général a fixé à 2,000 fr. le crédit applicable aux frais de bureau de la Commission départementale.

J'inscris la même somme au budget départemental de 1876.

Depenses imprévues (4e B.)

Un crédit de 20,000 fr. a été inscrit au sous-chapitre XIII du budget de l'exercice courant, sous la dénomination de réserve pour dépenses imprévues.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général le même crédit au budget de 1876.

SOUS-CHAPITRE XIV.

DETTES DÉPARTEMENTALES AFFÉRENTES A DES DÉPENSES NON OBLIGATOIRES ET APPARTENANT AUX EXERCICES 1874 ET ANTÉRIEURS.

Enfants assistés. — Dépense arriérée. (3. B.)

L'administration générale de l'assistance publique de la Seine réclame le remboursement de dépenses s'élevant ensemble à 959 fr. 47 c. que lui ont occasionnées en 1871, 1872 et 1873, six enfants abandonnés appartenant au département du Nord.

La réclamation étant fondée, et appuyée d'états réguliers, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général, d'y satisfaire et de m'allouer à cet effet un crédit de 969 fr. 47, à titre de dépense arriérée, au bndget rectificatif de 1875. Ci-joint les pièces justificatives de la créance.

État-civil. — Confection des tables décennales. — Dépense arriérée. (4e B).

Par une lettre que j'ai l'honneur de communiquer au Conseil général, le greffier du Tribunal civil de Dunkerque fait connaître qu'une erreur de 86 fr. 03 c. a été commise à son préjudice dans l'état des sommes dues par le département, pour l'expédition sur papier timbré, des tables décennales de l'État-civil de son arrondissement, pour la période de 1863 à 1872.

Cette erreur provient de ce que, en établissant l'état des frais, on n'a porté pour Dunkerque que 27,018 articles au lieu de 30,041, et pour papier timbré 282 feuilles au lieu de 313. Un nouvel état produit fait ressortir, en effet, la différence signalée qui me paraît justifiée.

Je propose en conséquence l'inscription au budget rectificatif de l'exercice courant d'un crédit de 86 fr. 03 c, pour le paiement du solde des frais en question.

Préfecture (Hotel de la). — Dépenses faites pour la réception du Maréchal Mac-Mahon, Président de la République. (1er B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, avec un rapport justificatif à l'appui, un devis présenté par M. l'architecte Marteau et montant à 4,534 fr. 50 c., relatif aux dépenses effectuées à l'occasion du séjour à Lille du Maréchal Mac-Mahon, les 11 et 12 septembre 1874.

Ces dépenses paraissant convenablement justifiées, je prie le Conseil général de vouloir bien allouer sur le budget rectificatif de 1875, un crédit de 4,534 fr. 50 cent. pour en assurer le règlement.

Malades et incurables indigents. — Dépense arriérée. (3.B)

La Commission administrative des hospices de Douai réclame le remboursement d'une somme de 250 francs dont elle a fait l'avance, et qui représente la moitié, prise en charge par le département, de la pension à l'asile de la Teppe, pendant l'année 1870, de la femme Cuvelier Philomène, épileptique indigente, de la commune de Flines-lez-Raches.

La vérification des comptes départementaux constate que le département est en effet resté débiteur de la somme dont il s'agit.

Un arrêté de l'un de nos prédécesseurs, en date du 3 avril 1869, avait d'ailleurs régulièrement assuré une subvention départementale de 250 francs par an, aux hospices de Douai, pour le placement de la femme Cuvelier à l'asile de la Teppe.

La dette étant suffisamment justifiée, je prie le Conseil général de vouloir bien allouer, pour l'acquittement, un crédit de 250 fr., à titre de dépense arriérée au budget rectificatif de 1875.

Ci-joint les pièces de l'affaire.

SOUS-CHAPITRE XV.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Lycées, Collèges, Ecole normale primaire. — Inspection. (3. B.)

Depuis 1869, le Conseil général veut bien voter chaque année un crédit de 3,000 fr. pour l'inspection des deux lycées, des quinze colléges et de l'école normale primaire du département.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général un rapport par lequel M. le Recteur fait connaître que cette inspection qui est faite et dirigée avec beaucoup de soin, produit les meilleurs résultats, et qu'elle est d'autant plus opportune que, cette annnée encore, MM. les Inspecteurs généraux de l'enseignement secondaire n'ont pu voir que les deux lycées et un seul collége.

Je prie en conséquence l'assemblée de vouloir bien inscrire le même crédit de 3,000 fr. au budget départemental de 1876.

Inspection académique. — Frais de bureau. (3e B.)

L'allocation annuelle attribuéepour frais de bureau à M. l'Inspecteur d'académie, en résidence à Lille, a été fixée à 1200 fr.

Le Conseil général connaît les travaux considérables de l'Inspection académique du Nord. Il a pu apprécier également le zèle aussi éclairé que dévoué avec lequel M. l'Inspecteur Anthoine s'acquitte de ses importantes fonctions.

L'allocation étant, d'ailleurs, complètement justifiée, je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire un même crédit de 1,200 fr. au budget départemental de 1876.

Lycées de Lille et de Douai. — Bourses départementales. (3.B).

Le département pourvoit aux dépenses de sept bourses dans chacun des lycées de Lille et de Douai.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général les notes fournies par MM. les Proviseurs sur les titulaires de ces bourses.

L'attention des familles a été appelée sur ceux des élèves dont les notes laissent à désirer.

Aucune vacance ne se produit cette année au lycée de Lille.

Les bourses occupées au lycée de Douai par les jeunes Cahn et Dehenne deviendront vacantes

le 30 septembre, mais ces deux élèves qui se destinent à l'école polytechnique, sollicitent une prolongation d'une année pour compléter leurs études.

Le Conseil général appréciera la suite dont ces demandes peuvent être susceptibles. Je crois seulement devoir faire remarquer que le jeune Cahn a déjà joui d'une prolongation d'une année, et que, conséquemment, c'est une seconde année supplémentaire qui est sollicitée en sa faveur.

Je joins au présent rapport les demandes de bourse qui me sont parvenues.

Dans sa session de 1874, le Conseil général a créé, dans chacun des lycées de Lille et de Douai, deux nouvelles demi-bourses qui ont occasionné une dépense de 360 fr. pour le 4e trimestre de 1874.

Je propose l'inscription de cette somme au budget rectificatif de 1875.

Je prie également l'Assemblée de vouloir bien voter au budget de 1876, un crédit de 11,200 fr. pour les frais occasionnés par les quatorze bourses.

En ce qui concerne les quatre demi-bourses créées et concédées en 1874, le Conseil général a décidé que pour l'avenir, elles seront attribuées à des jeunes gens demandant à suivre les cours professionnels annexés aux lycées de Lille et de Douai.

Cette décision, qui constitue une innovation, sera l'objet de la plus grande publicité, lorsque des vacances venant à se prodnire, il y aura lieu d'en faire l'application.

Instruction publique. — Budget. (3. B.)

En exécution de l'article 247 du règlement général de comptabilité du ministère de l'instruction publique, j'ai l'honneur de soumettre au Conseil général mes propositions pour la formation du budget des dépenses de l'instruction publique à la charge du département pour 1876.

Ce budget, qui forme une subdivision du budget départemental, se divise en *budget ordinaire*, — *budget extraordinaire*, — et *budget rectificatif*.

1° BUDGET ORDINAIRE.

TITRE 1er. — RESSOURCES.

Les ressources du budget ordinaire se composent :

1° D'une somme de 15,900 fr. prélevée sur les centimes ordinaires départementaux autres que les trois centimes affectés à l'instruction primaire. . . . . 15,900 »

2° Du produit des trois centimes additionnels aux quatre contributions directes autorisés par l'article 40 de la loi du 15 mars 1850 et par l'article 14 de la loi du 10 avril 1867, pour le service de l'instruction primaire.

Je prie le Conseil général de vouloir bien voter cette ressource qui, d'après mes prévisions, peut être évaluée, pour 1876, à 384,114 66

Total des ressources 400,014 66

TITRE II. — DÉPENSES.

SOUS-CHAPITRE 1er.

Dépenses du service académique et de l'Instruction secondaire.

Les dépenses du budget ordinaire sont réparties en trois sous-chapitres.

Le sous-chapitre premier, — qui correspond au § 1er des ressources, — comprend les dépenses générales d'instruction publique suivantes:

1° Frais de bureau de M. l'Inspecteur d'Académie.	1,200	»
2° Bourses dans les Lycées de Lille et de Douai	11,200	»
3° Inspection des lycées, colléges et de l'école normale primaire.	3,000	»
4° Indemnité au secrétaire de l'Académie de Douai	500	»
Total	15,900	»

Chaque article de ces dépenses a fait l'objet de propositions spéciales portées en tête du sous-chapitre précédent.

Les sous-chapitres II et III, exclusivement réservés à l'instruction primaire et destinés à recevoir les dépenses à payer avec les trois centimes spéciaux comprennent: l'un, les dépenses obligatoires de l'instruction primaire, telles que les ont déterminées les lois du 15 mars 1850 et du 10 avril 1867; l'autre, les dépenses facultatives du même service qui peuvent être acquittées avec l'excédant du produit des trois centimes laissé disponible par les dépenses obligatoires.

SOUS-CHAPITRE II.

Dépenses obligatoires de l'Instruction primaire.

ARTICLE 1er. — *École normale d'instituteurs de Douai.* — Au premier rang des dépenses obligatoires, la loi place celles qui sont relatives au recrutement des instituteurs et des institutrices, c'est-à-dire aux écoles normales primaires.

Conformément aux prescriptions de la circulaire ministérielle du 10 juin 1856, j'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, avec toutes les pièces qui doivent l'accompagner, le budget spécial de l'école normale primaire du département.

Ce budget s'élève, pour l'exercice 1876, à 58,768 fr.

Dépenses ordinaires	58,048	»
Dépenses extraordinaires	720	»
Total	58,768	»
Le budget de 1875, approuvé par M. le Ministre, se montait à	60,839	42
Différence en moins pour 1876	2,071	42

Les dépenses ordinaires présentent une augmentation de 100 fr., mais on trouve une diminu ion de 2,171 42 sur les dépenses extraordinaires; en résumé, différence en moins, pour 1876, 2,071 fr. 42 c.

L'augmentation de 100 fr. est destinée à porter le traitement du professeur de chant, de 600 à 700 fr. Il donnera dorénavant 7 heures, au lieu de 6 : 2 h. à la troisième année, 2 h. à la deuxième et 3 h. à la première.

La somme de 720 fr. demandée aujourd'hui a pour objet :

1° Un crédit de 400 francs accordé tous les ans pour l'entretien du jardin de l'école,

2° Un crédit de 320 fr. destiné à l'acquisition d'un petit mobilier pour la lingère infirmière. L'ancienne lingère, qui a quitté l'école au mois de janvier dernier, avait un mobilier lui appartenant; celle qui l'a remplacée n'en ayant pas, l'école a dû meubler sa chambre. Le devis de ce mobilier est ci-joint.

Le budget qui vous est soumis présente donc les résultats suivants.

RESSOURCES.

1° Intérêts des fonds placés à la caisse des dépôts et consignations				130	»
2° Allocation de la ville de Douai pour l'entretien de l'école annexe				240	»
3° Complément de bourses à la charge des familles				3,600	»
4° Pensions des pensionnaires libres				2,820	»
5° Montant des bourses payées par l'État				2,475	»
6° Allocation de l'État				1,200	»
7° Allocation du département : Dépenses générales			20,308	»	
50 bourses à 450 fr. l'une . . .	22,500	»	25,875	»	48,303 »
15 demi-bourses à 225 fr. l'une.	3,375	»			
Traitement du Directeur de l'école annexe . .			1,400	»	
Dépenses extraordinaires			720	»	
Total des ressources				58,768	»

DÉPENSES.

Personnel (Traitements)	18,630	»
Matériel (Frais de pensions et autres dépenses).	39,418	»
Total des dépenses ordinaires	58,048	»
Dépenses extraordinaires	720	»
Total général des dépenses.	58,768	»

La part contributive du département, dans cette dépense, est de 48,303 fr., dont 47,583 fr. pour les dépenses ordinaires, et 720 fr. pour les dépenses extraordinaires.

J'ai inscrit le crédit de 47,583 fr., affecté aux dépenses ordinaires, à l'article 1^er^ du sous-chapitre II, et celui de 720 fr. à l'article 2 du sous-chapitre III du budget départemental ordinaire.

Le Conseil départemental de l'instruction publique, dans son rapport au Conseil général, a exposé la situation de cette école, tant au point de vue de la direction que sous le rapport des études; les résultats continuent à répondre aux sacrifices du département et donnent, comme par le passé, toute satisfaction aux intérêts de l'enseignement.

ARTICLE 2. — *Cours normal d'institutrices.* — Aux termes des articles 35 et 50 de la loi du 15 mars 1850, les dépenses relatives au recrutement des institutrices sont obligatoires pour le département.

Le nombre des élèves institutrices du Cours normal est toujours de 36, dont 30 boursières du département et 6 de l'État. Ce chiffre pourrait être un peu diminué sans inconvénient. Cette diminution ne s'opèrerait d'ailleurs que graduellement, avec la plus grande prudence.

Les communes les plus populeuses du département ont, à peu près partout, créé des postes d'institutrices-adjointes dans leurs écoles, et ces postes sont aujourd'hui pourvus de titulaires.

Il arrive aussi que beaucoup de jeunes personnes intelligentes, pourvues du brevet d'institutrices, et formées en dehors du cours normal, sollicitent des emplois dans nos écoles communales; c'est une source précieuse de recrutement, qui exonère le département d'une partie des dépenses qui lui incombent nécessairement; nous devons l'utiliser.

D'un autre côté, un certain nombre de communes confient la direction de leurs écoles de filles à des religieuses. Toutes ces causes contribuent à nous assurer en ce moment un recrutement surabondant du personnel des institutrices.

En présence de cette situation, et sur l'avis conforme de M. l'Inspecteur d'Académie, j'ai pensé que 35 bourses suffisaient pour assurer convenablement la marche régulière du service. J'ai, en conséquence, l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien approuver la réduction de 450 fr. opérée de ce chef sur l'article 2 du sous-chapitre II, réduction qui représente le prix d'une bourse.

J'inscris à cet article un crédit de 13,050 fr.

Le rapport spécial présenté au Conseil général par le Conseil départemental fait connaître, du reste, que les Dames de Flines, Directrices du Cours normal d'institutrices, remplissent toujours leur délicate mission avec un zèle et un dévouement au-dessus de tout éloge ; sur les 11 élèves qu'elles ont présentées aux derniers examens, 8 ont obtenu le brevet de premier ordre.

ARTICLE 3. — *Dépenses de la Commission d'examen pour l'instruction primaire, du Conseil départemental de l'instruction publique et du service des délégations cantonales.*— Ces dépenses consistent dans la fourniture d'impressions, de papier, de livres, de modèles, plumes, encre, etc., et dans les frais d'appropriation et de chauffage des salles d'examen ; dans les indemnités à accorder aux Membres de la Commission appartenant à l'Université et aux gens de service.

Le crédit voté pour 1875 est de 2,400 fr.; déjà trop restreint, il est devenu tout-à-fait insuffisant par suite de la réorganisation des délégations cantonales, qui a nécessité l'envoi de plusieurs instructions, la fourniture de registres et d'imprimés spéciaux pour ce service.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'augmenter ce crédit de 1,000 fr., qui serait ainsi porte à 3,400 fr.

ARTICLE 4. — *Complément des dépenses ordinaires des écoles primaires communales.*

Credit demandé pour 1876	197 961 66
Crédit porté au budget de 1875	189 200 »
Augmentation	8 761 66

Cette augmentation est nécessaire pour assurer l'exécution de la loi de 1867 et des mesures spéciales prises dans le département du Nord par suite du classement des instituteurs et des institutrices primaires, titulaires et adjoints.

Ce crédit est destiné aussi à faire face aux frais de location des maisons d'école de garçons et de filles, aux frais d'impression pour le service de l'instruction primaire, à la création et à l'entretien d'écoles de filles dans les communes de plus de 500 habitants, à la création d'écoles de hameaux dans les agglomérations d'habitants privées jusqu'ici de moyens d'instruction, aux traitements dus aux instituteurs et institutrices, d'après le classement adopté dans ce département, aux traitements garantis aux adjoints et adjointes, à l'indemnité due à la directrice des travaux à l'aiguille dans les écoles mixtes tenues par les instituteurs.

SOUS-CHAPITRE III.

Dépenses facultatives auxquelles il est pourvu avec l'excédant des trois centimes.

ARTICLE 1er.— *Subventions aux communes pour acquisitions, constructions et appropriations de maisons d'école de garçons, de filles, de salles d'asile et de mobiliers scolaires.*— La situation matérielle des écoles s'améliore sensiblement chaque année, grâce aux larges subventions de l'État et du département. Pendant l'année 1874, le Conseil départemental de l'instruction publique a étudié 122 projets de construction, d'appropriation de maisons d'école, ou d'acquisitions de mobiliers scolaires. Jusqu'au mois de juillet de cette année, 72 projets ont été présentés.

L'exécution des 122 projets approuvés en 1874 doit coûter 1,064,633 fr.

Sur cette somme, les communes fournissent	935 229	»
— le département	89 554	»
— et l'État	39 850	»
Total	1.064 633	»

Cependant, quelles que soient les améliorations réalisées, il nous reste toujours beaucoup à faire ; nombre de maisons d'école sont encore à construire, surtout pour les filles ; des locaux établis dans des conditions qui ont paru convenables il y a vingt à vingt-cinq ans, sont maintenant tout-à-fait insuffisants et doivent être agrandis ; il y a des logements à approprier, des mobiliers scolaires à renouveler ou à compléter, etc.

Le Conseil général, qui s'est toujours montré si favorable aux différentes mesures ayant pour objet l'amélioration du service de l'instruction primaire, voudra continuer, j'en suis persuadé, à encourager, comme par le passé, les communes qui font des sacrifices dans ce même but.

Je suis donc assuré de répondre aux intentions bienveillantes du Conseil en inscrivant à l'article 1er du sous-chapitre III, budget ordinaire, le crédit de 55,000 fr. qui me paraît nécessaire pour assurer ce service.

Le crédit alloué au budget de 1875 était de 53,702 fr. 17 c.

ARTICLE 2. — *Dépenses extraordinaires de l'école normale.* — Ce crédit, dont il a été question à l'article 1er du sous-chapitre II, est de 720 francs.

ARTICLE 3. — *Subvention pour achat de livres destinés aux élèves indigents des communes pauvres.* — Le crédit de 3,000 fr. porté au budget de 1875 me paraît mériter de la part du Conseil général un intérêt spécial. En effet, la gratuité de l'Instruction primaire, qui est libéralement accordée, dans le département du Nord, à tous les enfants pauvres, ne peut être une concession utile et pratique que si les élèves auxquelles elle s'applique sont mis en mesure d'en profiter et reçoivent, en entrant à l'école, les livres et les fournitures de classe qui leur permettent de prendre part aux leçons. Ce crédit me paraît toujours avoir la même utilité et je l'ai maintenu au budget de 1876.

ARTICLE 4. — *Subvention pour achat de livres destinés aux bibliothèques communales*, — L'institution des bibliothèques scolaires, qui tend à se développer de plus en plus dans le département du Nord, étant appelée à rendre de réels services au point de vue de la moralisation publique et de l'instruction populaire. je ne puis que proposer d'encourager cette œuvre comme par le passé, en maintenant l'allocation de 2000 fr. au budget de 1876.

ARTICLE 5. — *Encouragement aux instituteurs qui se sont le plus distingués.* — Le crédit de 2,000 fr. porté au budget de 1875, a reçu sa destination: une partie a été affectée à l'achat de livres qui ont été attribués en récompense aux instituteurs les plus méritants; l'autre partie a été distribuée en un certain nombre de primes en argent.

Ces encouragements produisent toujours les bons résultats qu'en attend le Conseil général et j'ai l'honneur de proposer le même crédit pour 1876,

ARTICLE 6. — *Encouragements aux institutrices qui se sont le plus distinguées.* — Ce crédit, qui est de 1500 fr, a été réparti comme le crédit porté à l'article 5 entre les institutrices les plus méritantes.

ARTICLE 7. — *Encouragements aux directrices et surveillantes des salles d'Asile.* — Le crédit de 1,000 fr. mis à ma disposition par le Conseil général est également réparti en primes accordées aux directrices et surveillantes les plus méritantes.

J'ai l'honneur de proposer le même crédit pour 1876.

ARTICLE 8. — *Encouragements aux directeurs de cours d'adultes.* — Les 3,000 fr. alloués par le Conseil général en 1874 pour récompenses aux directeurs et directrices de cours d'adultes, ont été répartis en 60 primes de 50 fr. chacune, accordées aux chefs d'école qui ont montré le plus de zèle et de désintéressement ou qui ont obtenu les résultats les plus remarquables pendant l'hiver 1873-1874.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien continuer à encourager les instituteurs qui se dévouent à cette œuvre, et de voter le même crédit pour 1876.

ARTICLES 9 et 10. — *Subvention pour venir en aide aux instituteurs qui, par suite de circonstances exceptionnelles, se trouvent dans le besoin. Même subvention aux institutrices.* — Le Conseil veut bien, chaque année, inscrire à son budget deux allocations, de 3,000 fr. chacune, en vue de fournir à l'administration le moyen de venir en aide à des situations éprouvées par des circonstances imprévues.

J'ai pensé répondre aux intentions bienveillantes du Conseil général en maintenant ces crédits en 1876.

ARTICLE 11. — *Secours à d'anciens instituteurs retraités et à des parents d'anciens instituteurs dans le besoin.* Une partie de ce crédit, qui est de 10,000 fr., est employée à venir en aide aux instituteurs et institutrices pendant le délai assez long qui s'écoule entre la cessation de leurs fonctions et la liquidation de leurs pensions de retraite. Tous ces anciens maîtres, sans exception, reçoivent, au moment de la cessation de leurs fonctions, une indemnité de 200 fr.

J'ai porté au budget de 1876 le même crédit que les années précédentes (10,000).

ARTICLE 12. — Indemnité à M. l'Inspecteur d'académie, au directeur de l'école normale et frais de bureau aux sept inspecteurs primaires.

Cette indemnité, s'élevant à 15,600 fr. se répartit de la manière suivante:

1° M. l'Inspecteur d'Académie	3,000	»
2° M. l'inspecteur primaire à Lille	1,800	»
3° M. le directeur de l'école normale	1,800	»
4° Les six autres inspecteurs primaires à 1,500 fr. l'un	9,000	»
Total	15,600	»

ARTICLE 13. — *Subvention à M^me^ la déléguée spéciale des salles d'asile.* — Depuis plusieurs années le Conseil général veut bien allouer à madame Monternault, inspectrice spéciale des salles d'asile, une indemnité de 500 fr. Vous jugerez sans doute convenable, Messieurs, de continuer cette indemnité pour 1876.

ARTICLE 14. — *Traitements et indemnités des employés de la division de l'instruction primaire et frais généraux d'impression.* — Cette dépense reste la même. J'ai inscrit à l'article 18 du sous-chapitre III, le crédit de 13,000 fr. qui figure au budget de 1875.

ARTICLE 15. — *Achat de machines à coudre pour écoles de filles.* — J'ai maintenu au budget de 1876 le crédit de 300 francs pour acquisition et réparations de machines à coudre.

Article 16. — *Écoles du dimanche. Subvention en faveur de ceux qui les tiennent.* — Les réunions du dimanche qui existent dans les écoles primaires publiques sous la direction des instituteurs ou institutrices, rendent des services incontestables. Une subvention de 3,000 fr. est portée depuis plusieurs années au budget départemental en vue de récompenser et d'encourager ceux qui les tiennent. Je pense qu'il y a lieu de la continuer.

Article 17. — Bulletin de l'instruction primaire.

Crédit demandé	1,000 fr,
Porté au budget	700 »
Augmentation	300 »

Ce bulletin, rédigé par les soins de M. l'Inspecteur d'Académie, est destiné à mettre les chefs d'école en relations avec l'administration départementale, à leur notifier les actes de l'autorité ; c'est la voie ordinaire employée pour les éclairer sur l'application de la loi et des règlements relatifs à l'instruction primaire.

Il est publié à des époques indéterminées, selon les besoins du service, et envoyé gratuitement aux instituteurs et aux institutrices ; il reste la propriété de l'école.

Sur le désir exprimé par M. le Ministre de l'instruction publique, ce bulletin sera adressé désormais aussi à MM. les délégués cantonaux ; de cette façon, ils seront tenus au courant du mouvement du personnel dans leurs circonscriptions respectives et de tous les faits scolaires pouvant intéresser le service de l'enseignement.

L'extension donnée à cette publication par suite des nouveaux besoins de service, de l'accroissement du personnel et de l'envoi régulier qui est fait maintenant de ce bulletin aux membres de la délégation cantonale, justifie suffisamment l'augmentation proposée de 300 fr. et je prie le Conseil général de vouloir bien l'approuver.

Entretien d'une Bourse à l'école d'enseignement secondaire spécial de Cluny.

Le titulaire de la bourse départementale créée à l'école normale de Cluny. M. Lamy, a terminé son cours d'études,

Depuis deux ans, aucun candidat n'a sollicité cette bourse; elle fût même restée vacante antérieurement si deux des titulaires, autorisés à passer une troisième année à Cluny, ne l'eussent conservée par une faveur spéciale que le Conseil général a bien voulu leur accorder.

En présence de cet état de choses, du défaut de candidat, en présence aussi des développements que vont prendre les études à l'école normale départementale, principalement par suite de l'application de la mesure qui confie à des professeurs de l'ordre secondaire les cours les plus importants des écoles normales primaires et où les jeunes gens intelligents et studieux pourront compléter suffisamment leur instruction, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de supprimer cette bourse, et, conséquemment, de rayer du budget des dépenses facultatives, art. 19, les 800 fr qui la représentent,

J'ai l'honneur de placer sous les yeux du Conseil général les notes transmises par M. le directeur de l'école de Cluny, sur le jeune Lamy; ces notes sont satisfaisantes.

ARTICLE 18. — *Traitement de l'inspectrice départementale des écoles de filles et des salles d'asile et frais de tournées*, 1500 *francs*.

ARTICLE 19.— *Gymnastique. — Subvention aux communes et encouragements aux instituteurs* 3000 *francs*.— Aucune augmentation n'est proposée sur ces deux derniers articles.

2° BUDGET EXTRAORDINAIRE.

Les ressources du budget extraordinaire se composent du produit des impositions extraordinaires spécialement affectées à l'instruction publique et d'allocations prélevées sur des impositions extraordinaires ou d'emprunts affectés à des dépenses d'intérêt général départemental.

Les besoins du service de l'instruction primaire étant suffisamment assurés par le produit des trois centimes, je n'ai aucune proposition à faire en ce qui concerne le budget extraordinaire.

3° BUDGET RECTIFICATIF.

Le budget rectificatif comprend les fonds qui n'ont pas reçu d'emploi dans le cours de l'exercice précédent et qui, étant annulés, peuvent recevoir une affectation nouvelle du Conseil général, cumulativement avec les ressources de l'exercice en cours d'exécution.

Les fonds disponibles de l'exercice 1874, applicables à l'exercice 1875, s'élèvent à 26,329 fr. 35 cent. Je prie le Conseil de vouloir bien affecter cette ressource aux dépenses suivantes :

SOUS-CHAPITRE II.

ARTICLE 4.— *Complément des dépenses des écoles communales*, 8,000 fr. — Un crédit de 189,200 fr. figure au budget primitif en vue de cette dépense. Il serait porté à 197,200 fr. au moyen d'un prélèvement de 8,000 fr. sur les fonds restés sans emploi en 1874. Cette augmentation me paraît nécessaire pour assurer l'exécution complète des mesures adoptées en faveur du personnel par le Conseil général, dans sa session d'août 1873.

SOUS-CHAPITRE III.

ARTICLE 2. — *Construction d'une nouvelle école normale primaire d'instituteurs*; 15,000 *fr.* — En prévision de la dépense à effectuer pour construction d'une nouvelle école normale, j'ai réservé sur les fonds disponibles de l'instruction primaire une somme de 15,000 fr.

ARTICLE. 20.— *Subvention extraordinaire pour venir immédiatement en aide aux communes dans les dépenses d'acquisition et de réparation de mobiliers de classe, d'achat de tableaux, de cartes géographiques* : 3,329 fr. 35 c.— La répartition du crédit de 10,000 fr., qui figurait au budget de l'année dernière, a été faite entre les communes pauvres du département, par les soins de M. l'Inspecteur d'Académie, sur la production d'états dressés par MM. les Inspecteurs primaires, indiquant, par commune, l'état du mobilier de l'école et les dépenses à effectuer pour satisfaire aux exigences de la loi sous ce rapport.

Quoique la situation se soit sensiblement améliorée à cet égard, les mobiliers scolaires sont encore loin d'être partout suffisants ; afin de donner à l'Administration les moyens de poursuivre l'exécution de l'œuvre qu'elle a commencée, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien porter à l'article 20, le reliquat de l'exercice 1874, soit 3,329 fr. 35 c.

INSTRUCTION PRIMAIRE. — BUDGET ORDINAIRE DE 1876.

	BUDGET DE 1875.		SOMMES
	Sommes votées pour 1875.	Sommes allouées par M. le Ministre.	proposées pour 1876.
Recettes.			
Trois centimes additionnels.	377776 59	377776 59	384414 66
SOUS-CHAPITRE 1er (pour mémoire).			
SOUS-CHAPITRE II.			
Dépenses obligatoires.			
1° Dépenses ordinaires de l'école normale :			
Subvention du département (a)..... 21,708 »			
Entretien de 50 bourses à 450 fr..... 22,500 »	48683 »	48683 »	47583 »
— de 15 demi-bourses a 225 fr. 3,375 »			
2° Allocation au cours normal d'institutrices	13500 »	13500 »	13050 »
3° Dépenses de la Commission d'examen du Conseil départemental et du service des délégations cantonales	2400 »	2400 »	3400 »
4° Complément des dépenses ordinaires des écoles communales de garçons, de filles et mixtes, indemnités aux directeurs et directrices de cours d'adultes, complément du traitement des instituteurs-adjoints, etc	189200 »	189200 »	197961 66
	253783 »	253783 »	261994 66
SOUS-CHAPITRE III.			
Dépenses facultatives.			
1° Subventions aux communes pour acquisitions, constructions ou réparations de maisons d'école de garçons, de filles et de salles d'asile, et de mobiliers scolaires	53702 17	53702 17	55000 »
2° Dépenses extraordinaires de l'École normale. . .	2891 42	2891 42	(b) 720 »
3° Subvention pour achat de livres d'école destinés aux élèves indigents des communes pauvres . .	3000 »	3000 »	3000 »
4° Subvention pour achat de livres destinés aux bibliothèques communales.	2000 »	2000 »	2000 »
A REPORTER	61593 59	61593 59	60720 »

(a) Allocation départementale pour les dépenses générales de l'École . . . . . 20808 »
— — pour le traitement du Directeur de l'École annexe . . 1400 » } 22208 »

(b) Achat d'engrais pour le jardin d'expérimentation . . . . . 400 »
Acquisition d'un mobilier pour la lingère-infirmière.. . . . . 320 » } 720 »

BUDGET DE 1875.		SOMMES
Sommes votées pour 1875.	Sommes allouées par M. le Ministre.	proposées pour 1876.
REPORT	61593 59	61593 59	60720 »
5° Encouragements aux instituteurs qui se sont le plus distingués.	2000 »	2000 »	2000 »
6° Mêmes encouragements aux institutrices. . . .	1500 »	1500 »	1500 »
7° Mêmes encouragements aux directrices et surveillantes des salles d'asile	1000 »	1000 »	1000 »
8° Mêmes encouragements aux directeurs des classes d'adultes.	3000 »	3000 »	3000 »
9° Subvention pour venir en aide aux instituteurs qui, par suite de circonstances exceptionnelles, se trouvent dans le besoin.	3000 »	3000 »	3000 »
10° Subvention pour venir en aide aux institutrices qui, par suite de circonstances exceptionnelles, se trouvent dans le besoin.	3000 »	3000 »	3000 »
11° Secours à d'anciens instituteurs retraités et à des parents d'anciens instituteurs dans le besoin . .	10000 »	10000 »	10000 »
12° Indemnité à M. l'Inspecteur d'Académie, au Directeur de l'École normale, et frais de bureau aux sept Inspecteurs primaires.	15600 »	15600 »	15600 »
13° Subvention à l'Inspectrice des salles d'asile. . .	500 »	500 »	500 »
14° Traitements et indemnités des employés de la division de l'instruction primaire et frais généraux d'impression.	13000 »	13000 »	13000 »
15° Achat de machines à coudre pour écoles de filles.	300 »	300 »	300 »
16° Écoles du dimanche. — Subvention pour ceux qui les tiennent	3000 »	3000 »	3000 »
17° Bulletin de l'instruction primaire	700 »	700 »	1000 »
Indemnité au secrétaire de l'académie	500 »	500 »	» »
Entretien d'une bourse à l'école de Cluny. . . .	800 »	800 »	» »
18° Traitement de l'Inspectrice départementale des écoles de filles et des salles d'asile et frais de tournées.	1500 »	1500 »	1500 »
19° Gymnastique. Subventions aux communes et encouragements aux instituteurs.	3000 »	3000 »	3000 »
Total	123993 59	123993 59	122120 »
RÉCAPITULATION.			
Chapitre II. — Dépenses obligatoires	253783 »	253783 »	261994 66
Chapitre III. — Dépenses facultatives	123993 59	123993 59	122120 »
TOTAL	377776 59	377776 59	384114 66
Les ressources s'élèvent à	377776 59	377776 59	384114 66
BALANCE	» »	» »	» »

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

(Néant.)

BUDGET RECTIFICATIF DE 1875.

RESSOURCES.

Reste disponible de l'exercice 1874 sur le produit des trois centimes votés en exécution des lois du 15 mars 1850 et du 10 avril 1867.	26,329 35

DÉPENSES.

SOUS-CHAPITRE Ier

(Néant.)

SOUS-CHAPITRE II.

Art. 4. — Subvention destinée à compléter le traitement minimum des instituteurs et institutrices titulaires et adjoints	8,000 »

SOUS-CHAPITRE III.

Art. 2. — Construction d'une nouvelle École normale	15,000 »
Art. 22. — Subvention exceptionnelle pour venir immédiatement en aide aux communes dans les dépenses d'acquisition et de réparation de mobiliers e classe, d'achat de tableaux, de cartes géographiques, etc	3,329 35
Total	26,329 35

RÉCAPITULATION:

Sous-Chapitre II	8,000 »
Sous-Chapitre III.	18,329 35
Total . . .	26,329 35
Les ressources s'élèvent à . . .	26,329 35
Balance. . .	»

Secrétaire de l'Académie de Douai. — Indemnité. (3 B.)

Le Conseil général accorde, depuis plusieurs années, une indemnité de 500 fr. à M. le Secrétaire de l'Académie de Douai; cette indemnité était inscrite au Sous-Chapitre III, dépenses facultatives; elle était par conséquent prélevée sur le produit des 3 centimes additionnels spécialement affectés au service de l'instruction primaire.

D'après la nature des fonctions de M. le Secrétaire de l'Académie, auxiliaire de M. le Recteur, il paraîtrait plus juste de reporter cette dépense au Sous-Chapitre I^er^, auquel il est pourvu avec des centimes départementaux autres que les centimes spéciaux de l'instruction primaire.

Dans la pensée que le Conseil général adopterait cet avis, j'ai retranché du Sous-Chapitre III où elle figurait sous le N° 18, l'indemnité accordée à M. le Secrétaire de l'Académie pour la reporter au Sous-Chapitre I^er^, où elle forme le N° 4.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien approuver ce changement.

Société française de tempérance.— Manuel d'instruction populaire. (3 B.)

Pour répondre au vœu que le Conseil général a émis dans sa séance du 24 octobre 1874, j'ai fait comprendre le *Manuel d'instruction populaire* publié par la Société française de tempérance *(Dangers de l'abus des boissons alcooliques)*, au nombre des livres destinés aux bibliothèques scolaires. Ainsi 200 exemplaires de l'ouvrage recommandé se trouvent répandus dans les communes du département et mis à la disposition de nombreux lecteurs.

SOUS-CHAPITRE XVI.

CADASTRE.

Cadastre. — Situation des travaux. — Subvention aux communes. (1 B.)

J'ai l'honneur de rendre compte au Conseil général de la situation des travaux du cadastre du département.

Canton d'Orchies. — Les travaux d'art sont complètement terminés dans le canton d'Orchies, et, des neuf communes dont il se compose, cinq ont eu leur nouveau rôle cadastral pour 1875, et les quatre autres l'auront pour 1876.

Canton de Roubaix. — L'arpentage est également terminé dans les trois communes du canton de Roubaix dont le cadastre est à renouveler, les nouveaux rôles pourront sans doute être émis l'année prochaine.

Canton de Condé. — Le canton de Condé a été entrepris au mois de mars. La marche des travaux s'est un peu ressentie tant de la diminution survenue dans le personnel des géomètres que de la mort du géomètre en chef, M. Ponsot. Mais la nomination récente de deux nouveaux géomètres va permettre au successeur de M. Ponsot, d'imprimer aux travaux d'art une marche plus rapide, de telle sorte que l'arpentage sera vraisemblablement terminé, dans ce canton, vers la fin de cette année. On en fera l'expertise au printemps prochain.

Canton de Douai Sud. — La triangulation de Douai-sud va être exécutée prochainement, et l'arpentage sera, sans doute, entrepris dans les derniers mois de cette année, et terminé, vu le peu d'étendue de ce canton, avant la fin de 1876. Les géomètres chargés des premières communes seront disponibles dans le courant de l'année prochaine, et on devra leur distribuer immédiatement de nouveaux travaux. Le canton à entreprendre, par rang d'ancienneté, est celui de Marcoing.

Canton de Marcoing. — Le canton de Marcoing comprend vingt communes dont l'une, Crèvecœur, a été recadastrée par anticipation en 1860. Les dix-neuf communes dont le cadastre doit être renouvelé figurent au livre Terrier pour 16,251 hectares et 44,114 parcelles. D'après ces données, les frais de renouvellement seraient de 52,700 fr. Mais le nombre de parcelles ayant sans doute augmenté, la dépense devra s'élever à 55,000 fr. environ.

D'après le budget approuvé pour 1875, les frais de renouvellement pour les cantons d'Orchies, de Roubaix, de Condé et de Douai-sud, s'élèvent à la somme de. 86,303 34

Cette dépense est couverte par les sommes votées par le Conseil général jusqu'à concurrence de 80,654 83

Il reste donc à pourvoir pour l'achèvement de ces cantons à une dépense de . 5,648 51

Une partie de cette somme ne sera certainement acquise qu'en 1877 ; mais il est nécessaire de pourvoir à la dépense qu'occasionneront les travaux qui seront entrepris l'année prochaine dans le canton de Marcoing, et qui devront figurer au budget. En votant, comme les années précédentes, un crédit de 20,000 fr., le Conseil général aura assuré des ressources suffisantes au service du cadastre pour 1876.

J'ai l'honneur, en conséquence, de proposer au Conseil général d'inscrire au budget de 1876 une somme de 20,000 fr. à titre de subvention aux communes des cantons de Condé et de Marcoing pour le renouvellement de leur cadastre.

SOUS-CHAPITRE XVII.

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

Budget extraordinaire de 1876. (1er B).

RECETTES.

Les recettes du budget extraordinaire de 1876, inscrites pour une somme de 4,262,027 fr. 92 c. au tableau récapitulatif que j'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, s'établissent de la manière suivante :

Produit des 12 centimes extraordinaires portant sur les quatre contributions directes	1,536,458 64

PRODUITS ÉVENTUELS :

Cession de terrains ou de bâtiments	800 »
Batteries Armstrong ; remboursement par l'Etat	200,000 »
Vente de l'ancien hôtel de Préfecture (à-compte sur le prix)	100,000 »
Intérêts des sommes restant dues	13,750 »
Intérêts et primes des obligations non-placées de l'emprunt de 15 millions	540,000 »
Intérêts des bons de liquidation appartenant au département	5,625 »
Intérets des fonds placés à la caisse des dépôts et consignations	86,400 »
Versement du Comité des houillères du Nord et du Pas-de-Calais pour l'amélioration des canaux (2e annuité)	425,000 »
Remboursement par l'État des dépenses de guerre. (5e Annuité)	1,341,654 63
Remboursement idem des dépenses d'acquisition d'une mitrailleuse et d'organisation d'une cartoucherie départementale. (5e annuité)	10,839 65
Remboursement d'avance faite à l'institut de Ronchin	1,500 »
Total	4,262,027 92

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire ces différentes ressources au budget extraordinaire du prochain exercice.

Centimes extraordinaires annuels (1. B).

Le Conseil général vote depuis plusieurs années une imposition extraordinaire de 12 centimes, maximum autorisé par la loi.

Je prie l'assemblée de vouloir bien décider que le même nombre de centimes sera inscrit au rôle des quatre contributions directes de 1876, pour le produit être affecté aux dépenses suivantes, conformément aux conclusions de plusieurs de mes rapports, savoir :

Subvention pour travaux neufs et de grosses réparations des routes et des chemins de grande communication			166,954 94
Subvention pour la coustruction des chemins d'intérêt commun			106,733 07
Subvention pour l'exécution des chemins vicinaux ordinaires, de la première et de la deuxième catégories	494,000 »		
Secours aux communes pour l'amortissement de leurs emprunts en vue de l'achèvement de ces chemins. . . .	464,250 »		958,250 »
Emprunt de 15 millions. — Amortissement, valoir			304,520 63
Total			1,536,458 64

Somme égale au produit présumé des 12 centimes.

SOUS-CHAPITRE XVIII-XIX.

Navigation intérieure. (4e B,)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général les rapports présentés par M. Bertin ingénieur en chef de la navigation intérieure du département et par M. Holleaux, Ingénieur en chef de la navigation de la Belgique sur Paris sur la situation du service confié à leurs soins.

Les canaux et rivières navigables existant dans le département sont au nombre de 17, dont:

Lignes de l'intérieur	315,230 m
Lignes de la Belgique vers Paris.	161,819
Ensemble	477,049

Sauf quelques-unes d'entre elles dont l'entretien laisse plus ou moins à désirer, ces voies de navigation sont généralement dans un état satisfaisant.

Le mouvement commercial sur ces lignes en 1874 présente des différences notables avec celui de l'année 1873. Il a augmenté presque partout et cette augmentation se traduit par un nombre total de 423,340 tonnes. Il a cependant diminué sur plusieurs points: sur la Haute-

Deûle, la Lys, les canaux d'Hazebrouck et de Bourbourg par suite d'une interruption de la navigation pendant deux mois pour l'exécution des travaux du canal d'Aire à La Bassée ; sur le canal de Roubaix par l'effet d'une pénurie d'eau produite pendant cinq mois par la sécheresse de l'été. — Sur le canal de Mons, l'Escaut et le canal de Saint-Quentin dont le trafic avait considérablement diminué en 1873, le mouvement a augmenté d'une manière assez sensible, mais la Sambre a éprouvé une diminution importante dont la cause n'est pas indiquée.

MM. les Ingénieurs en chef Bertin et Holleaux rendent compte de la situation de chacune des lignes comprises dans leur service respectif ainsi que des travaux d'amélioration exécutés et de ceux à entreprendre au moyen des fonds que l'on espère obtenir de l'administration supérieure.

Dans sa seconde session de 1874, le Conseil général a demandé la prompte exécution dans le service spécial de la navigation de la Belgique sur Paris de divers travaux qui lui ont paru d'une incontestable utilité. Ainsi que M. l'Ingénieur en chef le fait connaître en réponse à ces vœux, la reconstruction du pont du Mouton Noir sur l'Escaut est en cours d'exécution et sera terminée cette année; l'aqueduc du pont tournant de Selles a été l'objet d'un projet qui a été approuvé mais pour l'exécution duquel des fonds n'ont pas encore été alloués par l'administration supérieure ; M. le Ministre des Travaux publics est saisi de la proposition d'acquérir un matériel de dragage à vapeur ; la passerelle de halage de l'écluse de la Folie ne sera pas reconstruite et sera remplacée par un autre ouvrage; les projets de reconstruction de la passerelle de halage de Condé et de construction d'une maison éclusière au pont Malin sont en ce moment à l'étude. Enfin, un projet a été présenté pour l'exhaussement des digues du canal de Saint-Quentin dans le bief de Vaucelles.

Les principales affaires que MM. les Ingénieurs en chef signalent à l'attention de l'administration sont les suivantes.

Le Conseil général a chargé une Commission prise dans son sein pour l'étude des réclamations des habitants de Douai, riverains de la Scarpe, au sujet de l'inondation de leurs caves. La Commission rendra compte sans nul doute des résultats de sa mission dans la présente session du Conseil. J'ai mis à sa disposition à cet effet tous les documents qu'elle m'a demandés.

En même temps, l'assemblée a émis le vœu que le niveau des eaux dans la traverse de Douai fût arrêté et fixé d'une manière invariable par des repères établis aux écluses. M. l'Ingénieur en chef explique que ces repères existent depuis longtemps non-seulement à l'amont des écluses, mais aussi à chacun des ponts de l'intérieur de la ville.

Une décision ministérielle a été rendue à la date du 5 mai dernier sur les prétentions élevées par la Compagnie concessionnaire de la Scarpe inférieure au sujet des prises d'eau et des demandes en permission de diverse nature concernant les chemins de halage, etc. Cette décision porte que toutes les prises d'eau existantes ou à créer seront assujetties à une redevance qui sera perçue au profit des concessionnaires ; que les redevances seront réglées de gré à gré entre les concessionnaires et les permissionnaires et qu'en cas de désaccord il sera statué par le Ministre des Travaux publics de concert avec le Ministre des finances ; elle rejette la prétention de la société de la Scarpe-Inférieure de se faire reconnaître le droit exclusif de présenter à l'administration toute demande en autorisation concernant cette rivière, elle dispose qu'il sera statué sur les affaires de cette nature par le Préfet suivant les formes voulues pour l'ins-

truction des affaires de grande voirie et que les décisions seront prises, sauf pour les prises d'eau, sans qu'il soit nécessaire d'entendre au préalable le représentant de la Société, mais dans tous les cas sous la réserve des droits des tiers qui comprennent ceux des concessionnaires. Par l'effet de cette décision l'instruction et la suite des affaires relatives à la Scarpe Inférieure rentreront dans l'ordre régulier.

La Compagnie concessionnaire a aussi demandé la révision du règlement de police du 16 avril 1845 en ce sens que les niveaux des biefs seraient réglés non plus par le point d'eau d'aval des écluses, mais par le point d'eau d'amont. Une décision supérieure du 21 janvier 1875 a rejeté cette demande.

Malgré les observations auxquelles a donné lieu en 1874 son idée première d'une dérivation de la Deûle en amont de Lille à partir du Grand-Tournant jusqu'au pont du chemin de fer à La Madeleine, M. l'Ingénieur en chef Bertin annonce que l'étude de cette dérivation est sur le point d'être terminée et qu'il la présentera prochainement pour être soumise à l'administration supérieure. Je n'ai pas besoin de dire que lorsque cet avant-projet m'aura été adressé, il sera de ma part l'objet d'un examen attentif et que je n'en transmettrai les pièces à M. le Ministre des Travaux publics qu'après avoir entendu l'administration municipale de Lille dans les observations qu'elle aurait à faire valoir sur cette question, qui est pour elle d'une grande importance au point de vue de l'alimentation et de la salubrité de ses canaux intérieurs.

Par suite de réclamations du génie militaire sur la hauteur du bâtiment des machines d'alimentation, les parties neuves du canal de Roubaix ne pourront être terminées dans la présente campagne ainsi qu'on l'avait espéré. M. l'Ingénieur en chef exprime l'opinion que, dans le cas même de son entier achèvement, le nouveau canal ne serait pas actuellement susceptible d'une exploitation utile, en présence de l'état défectueux des parties anciennes, et il rappelle à ce sujet les difficultés qui existent entre l'administration supérieure et la ville de Roubaix sur la question de la remise en état de ces anciennes parties dont elle est concessionnaire. Une décision ministérielle du 28 juillet 1874 a mis à la charge de la ville les dépenses à faire pour la restauration du vieux canal et l'administration municipale a réclamé contre cette décision. Le Conseil général dans sa séance du 29 octobre dernier a pris intérêt à cette affaire; il a pensé qu'il ne serait pas équitable de laisser à la charge exclusive de la ville des travaux dont elle ne sera pas seule à recueillir les fruits; en conséquence il a demandé au Gouvernement de reprendre le canal tel qu'il se trouve sans exiger de la part de la ville de Roubaix, des subsides pour la mise en état de ce canal. Après avoir moi-même examiné de nouveau la question, j'ai appelé la bienveillante attention de M. le Ministre des Travaux publics sur le vœu formulé par le Conseil général. Il m'a paru toutefois qu'il y avait une certaine exagération dans les conclusions des ingénieurs, aussi bien que dans les prétentions de la ville de Roubaix. Celle-ci ne saurait en effet être affranchie de toute obligation pour la mise en état du canal, mais d'autre part il est certain que le canal était en mauvais état lorsque la ville en a fait l'acquisition en 1857. L'administration municipale ne saurait être rendue responsable des fautes ou de la négligence de la Compagnie concessionnaire. Dans cette situation, j'ai proposé à M. le Ministre d'adopter une solution intermédiaire sauvegardant les intérêts de la ville de Roubaix en laissant à sa charge la part de responsabilité qui lui revient équitablement, sans lui imposer les dépenses considérables qui lui incomberaient si les conclusions de MM. les ingénieurs étaient appliquées dans toute leur rigueur.

Les formalités relatives à l'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution de la dérivation de la Lys dans Armentières sont terminées. Le jury d'expropriation chargé de régler les indemnités dues aux propiétaires et locataires dépossédés de ces terrains a été réuni le juillet dernier.

M. l'Ingénieur en chef Bertin reproduit en ce qui concerne la Lys les renseignements qu'il a déjà donnés l'année dernière sur la demande de M. Rommel, distillateur à Merville, pour la canalisation d'une partie de la rivière de la Bourre, sur celle du Conseil municipal de Merville tendant à ce qu'il soit ouvert en dehors de l'agglomération un nouveau canal pour le passage des bateaux, l'ancien restant affecté à l'écoulement des eaux et à la desserte du commerce local et sur la réclamation du propriétaire des moulins d'Houplines contre le projet de reporter la décharge d'Houplines à 300^{m} en amont de sa position actuelle. La situation de ces affaires n'a pas changé depuis un an; aucune décision de l'administration supérieure n'est encore intervenue sur leur objet.

M. l'Ingénieur en chef rend compte des dispositions prises pour la dérivation de la Bourre à l'écluse du Grand-Dam, pour l'élargissement du chemin de contre halage du canal de Bourbourg, aux abords de Dunkerque, suivant le vœu du Conseil général, pour remédier aux disettes d'eau qui se produisent dans la Haute-Colme par suite des tirages qui se font sur l'Aa dans l'intérêt du desséchement des Waeteringues ainsi que pour la reconstruction du pont l'Abbesse.

Sur le canal de la Basse-Colme, le pont Lacroix a été reconstruit. Les travaux à faire pour l'amélioration du port d'Hondschoote ont été l'objet d'un projet qui a été approuvé par l'administration supérieure. Ce projet comporte des acquisitions de terrains à la charge de la ville; elles ont été effectuées par l'administration municipale. Mais M. le Ministre des Travanx publics, malgré mes instances, n'a encore alloué aucun crédit pour l'exécution des travaux.

Le Conseil général a formulé à plusieurs reprises ses plaintes sur l'état de profond envasement et d'insalubrité du canal de Dunkerque à Furnes. La sollicitude de l'administration était paralysée par les retards apportés par l'administration belge à l'exécution sur son territoire des travaux d'amélioration du canal. Mais dans mes dernières correspondances à ce sujet avec M. le Ministre des Travaux publics j'ai fait remarquer que la Belgique était de son côté en instance auprès du Gouvernement français pour obtenir l'assainissement des ruisseaux de l'Espierre et du Trichon dont les eaux insalubres s'écoulent de Roubaix et Tourcoing sur son territoire et qu'il y avait lieu d'espérer que le Gouvernement belge voudrait bien, en considération des dispositions bienveillantes du Gouvernement français à cet égard, donner, par réciprocité, prompte satisfaction aux justes réclamations de l'administration française en ce qui concerne l'amélioration du canal de Dunkerque à Furnes. Ces observations ont reçu un accueil favorable. Par dépêche du 11 mai dernier, M. le Ministre des Travaux publics m'a informé que le Gouvernement belge était décidé à proposer à la législature les mesures financières nécessaires à l'exécution prochaine des travaux. — Par suite, j'ai pris à la date du 18 juin, un arrêté qui met le concessionnaire de la partie française du canal en demeure d'avoir exécuté pour le 1er juillet 1876 tous les travaux qui lui sont indiqués pour la remise en bon état du canal.

Comme l'annonce M. l'Ingénieur en chef l'offre de la cession pure et simple à l'Etat du canal de Seclin n'a pas encore été définitivement acceptée. M. le Ministre des Travaux publics a

demandé un complément de pièces qui a été fourni par la Compagnie concessionnaire et que j'ai communiquées à M. l'Ingénieur en chef le 21 juin.

AMÉLIORATION DES CANAUX.

Le Gouvernement a présenté à l'Assemblée nationale un projet de loi portant acceptation de l'offre faite par le département avec le concours des houillères du Nord et du Pas-de-Calais d'avancer à l'Etat une somme de 3,500,000 fr. pour l'amélioration des canaux. Cette loi vient d'être votée par l'Assemblée dans sa séance du 14 juillet et il y a tout lieu d'espérer que les travaux projetés vont prochainement recevoir un commencement d'exécution.

Afin de compléter la somme de 1,800,000 fr. formant la part contributive du département dans cette avance de fonds dont partie montant à 1,440,000 fr. est portée au budget de 1875, je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire au sous chapitre XIX du budget de 1876 un crédit de 360,000 fr. Cette somme serait prélevée sur le dernier cinquième du remboursement par l'État des dépenses de guerre s'élevant à 1,341,654 fr. 53 c. échéant en 1876. Cette somme serait ainsi que celle de 1,440,000 ; montant du crédit de 1875, versée s'il y a lieu à la caisse des dépôts et consignations au compte courant du département jusqu'au moment où l'Etat serait en mesure d'en faire emploi.

Je prie également l'assemblée d'inscrire en recette et en dépense au budget, sous-chapitre XIX, la somme de 425,000 fr. formant la seconde annuité du contingent des houillères dans avances de fonds à l'État.

HALAGE.

J'ai l'honneur d'informer le Conseil général qu'un décret portant réorganisation du service du halage par chevaux sur les lignes navigables qui mettent Paris et le Nord de la France avec la Belgique, est intervenu à la date du 19 juin dernier.

MM. les ingénieurs de la navigation m'adressent leurs propositions pour l'établissement des relais et la mise en adjudication des lots.

Emprunt départemental de 15 millions. (1er B.)

Le service de l'emprunt départemental de 15 millions, relatif à la défense nationale, a donné lieu, en 1874, aux paiements ci-après :

Amortissement (4e annuité)	975,000 »
Abonnement pour frais de timbre des titres émis	8,776 55
Droit de transmission et impôt sur le revenu.	55,920 06
Frais d'impression relatifs aux tirages des obligations. . . .	2,431 »
	1,042,127 61

La dépense de 1876 peut être évaluée, savoir :

Amortissement (6e annuité)	1,150,000	»
Abonnement pour fais de timbre	6,860	»
Droit de transmission et impôt sur le revenu	29,900	»
Frais d'impression	3,000	»
Total	1,189,760	»

Je propose au Conseil général de voter au budget de ce dernier exercice le crédit de 1,189,760 fr. nécessaire pour assurer le service dont il s'agit.

La différence entre la dépense constatée ci-dessus et le crédit proposé provient, d'une part, de ce que l'annuité d'amortissement doit s'élever, pour 1876, à 175,000 fr. de plus que pour les années précédentes, et, d'autre part, de ce que le département se trouve exonéré des droits de timbre, de transmission et de l'impôt sur le revenu, en ce qui concerne les obligations restées en sa possession.

D'un autre côté, les intérêts, les remboursements et primes de ces dernières obligations devront produire en moyenne une somme de 540,000 fr. Je propose également son inscription en recette au budget de 1876.

Obligations départementales concernant les chevaux réquisitionnés.— Intérêts et remboursement. (1er B.)

Les réquisitions de chevaux pour le service de l'artillerie de la garde nationale mobilisée, ont nécessité une dépense de 631,459 fr. Cette somme a été acquittée au moyen d'obligations départementales productives d'un intérêt de 5 % et remboursables dans un délai de 5 ans.

Une grande partie de ces obligations a été remboursée ; cependant il en reste encore 315 à rembourser, soit pour une somme totale de 170,522 fr.

Le délai de remboursement expirant en janvier et février prochains, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'inscription au budget rectificatif de l'exercice courant du crédit

de	170,522	»
auquel il y a lieu d'ajouter pour les intérêts afférents à 1875	8,526	20
Total	179,048	20

Dépenses de guerre· — Reversement à la caisse du Trésor, d'une somme encaissée par le département. (1. B).

Le département du Nord a cédé à celui de la Lozère, pour le service de la mobilisée, 3,500 couvertures à raison de 7 fr. 75 c. soit pour une somme de 27,125 fr. qui fut payée au moyen d'un mandat délivré par mon prédécesseur, sur les fonds de l'État, et versée dans la caisse départementale, à titre de remboursement.

De son côté, M. le Préfet de la Lozère délivra, pour le même objet, un mandat de la susdite somme de 27,125 fr., qui fut également versée dans la caisse départementale.

Mais la loi du 11 septembre 1871 ayant mis les dépenses de l'espèce à la charge de l'État, et le compte des dépenses du département concernant la mobilisée, se trouvant entièrement réglé, sauf pour les batteries d'artillerie, les sommes ci-dessus doivent faire retour au Trésor.

En ce qui concerne le premier versement, un arrêté de virement l'a distraite de la caisse départementale pour la rattacher à celle du Trésor.

Reste le second versement pour lequel M. le Ministre de l'Intérieur m'a invité à prendre les dispositions pour l'inscription au budget rectificatif d'un crédit d'ordre destiné à permettre la régularisation de cette affaire.

J'ai l'honneur, en conséquence, de proposer au Conseil général l'inscription en recette et en dépense au budget rectificatif de 1875, d'un crédit de 27,125 fr. pour le motif susénoncé.

Caserne de gendarmerie d'Hazebrouck. — Construction. (4. B.)

Par délibération du 7 avril dernier, le Conseil général a approuvé, sous réserve d'une modification qui a été effectuée, le projet de construction d'une nouvelle caserne de gendarmerie à Hazebrouck.

En conséquence, j'ai mis les travaux en adjudication; ils ont été adjugés moyennant les prix du devis s'élevant à 76,845 fr. 20 c. non compris une somme à valoir de 2,000 fr. pour objets imprévus et les honoraires de l'architecte qui, à 3 % sur ces deux sommes, s'élèveront à 2,365 fr. 35 c.

Les travaux devant être immédiatement entrepris, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire au sous-chapitre XIX du budget départemental de 1876, un crédit de 40,000 fr. à l'effet de pourvoir aux dépenses qui seront faites tant en 1875 que dans le cours de la prochaine campagne, sauf réglement définitif au budget de 1877.

Institut industriel. (4 B).

Deux crédits, l'un de 200,000 fr., le second de 250,000 fr., ensemble 450,000 fr., ont été ouverts aux budgets de 1874 et 1875 pour le paiement, jusqu'à concurrence des $\frac{9}{10}$ de la dépense des travaux de construction des bâtiments de l'Institut industriel évalués à 500,000 fr.

Le dernier dixième formant la retenue de garantie devant être payé après la réception définitive qui aura probablement lieu en 1876, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'inscrire au sous-chap. XIX du budget du prochain exercice un crédit complémentaire de 50,000 fr.

Ecole normale primaire. (3 B.)

Dans sa session d'avril dernier, le Conseil général a donné son approbation au projet que je lui ai soumis pour la construction de la nouvelle Ecole normale de Douai.

J'ai mis en conséquence les travaux en adjudication ; ils ont été adjugés le 1er juillet moyennant un rabais de 9 % représentant une somme de 28,720 fr.

L'entrepreneur devant se mettre prochainement à l'œuvre, il y aura lieu de lui payer dans le cours du prochain exercice les 4/5 du montant des travaux qu'il aura exécutés tant en 1875 que dans les premiers mois de 1876. Ces travaux pourront atteindre la somme de 150,000 à 200,000 fr. et les versements à effectuer pourront en conséquence atteindre au maximum la somme de 150 à 160,000 fr., j'ai l'intention d'affecter à ces paiements :

1° Une somme de 8,000 fr. environ qui restera libre sur les crédits alloués pour le prix des terrains et les frais d'acquisition. . . . . 8,000 fr.

2° Celle de. 15,000

que j'inscris au budget rectificatif de l'Instruction primaire en faveur de la nouvelle Ecole normale.

3° Les deux premières annuités de la subvention de 50,000 fr. sollicitée du Ministère de l'Instruction publique. 34,000

Ensemble 57,000

Il suffira dès lors de compléter cette somme par un crédit de. 100,000

que je prie le Conseil général de vouloir bien m'ouvrir au sous-chapitre XIX du budget départemental de 1876.

Total. 157,000

Maison d'arrêt de Cambrai. — Reconstruction. (2. B.)

Les formalités d'expropriation des immeubles nécessaires à la reconstruction de la maison d'arrêt de Cambrai approchent de leur terme ; le jury sera prochainement réuni à l'effet de régler le montant des indemnités dues aux propriétaires dépossédés de ces immeubles ainsi qu'à la ville de Cambrai pour les terrains de la rue de la Rose dont elle a réclamé le prix.

Les crédits montant à 178,000 fr. alloués depuis plusieurs années et reproduits au budget de report suffiront et au-delà pour assurer le paiement de ces indemnités que M. l'Architecte départemental a évaluées à 128,354 fr. 10 c.; je compte même. en faisant la part de l'augmentation de dépense pouvant résulter des décisions du jury d'expropriation, qu'il restera libre sur ces crédits une certaine somme qui sera appliquée aux autres dépenses du projet. Dans tous les cas il paraît opportun de prendre des mesures en vue de l'exécution des travaux que le projet approuvé tant par le Conseil général que par M. le Ministre de l'Intérieur évalue à 307,334 fr. 64 c. y compris somme à valoir et honoraires et les ouvrages complémentaires prescrits par M. le Ministre.

En conséquence, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien m'ouvrir au budget départemental de 1876, sous-chapitre XIX, un premier crédit de 100,000 fr. afin de me mettre en mesure de mettre les travaux en adjudication et d'en assurer l'exécution.

Ports maritimes(4. B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport qui m'est adressé par M. l'ingénieur en chef du service des ports maritimes du département sur la situation de ce service.

M. l'Ingénieur en chef décrit l'importance des attributions confiées à ses soins tant en ce qui touche les ports en eux-mêmes, la composition de la côte, la marche des alluvions, les courants de marée, qu'en ce qui concerne le balisage de la rade, service qui a reçu depuis quelques années un développement considérable d'une grande utilité et qui s'étend actuellement dans toute la zône du littoral sur une longueur d'environ 30 mille marins.

Je me refère entièrement à cette partie de son rapport ainsi qu'aux détails qu'il donne sur toutes les parties du service; je me bornerai à en rappeler les points principaux.

Le mouvement du port de Dunkerque a été moins important en 1874 qu'en 1873. Le nombre des navires entrés et sortis a été de 5,523 jaugeant ensemble 1,171,920 tonneaux et portant 878,341 tonnes de marchandises. Il en résulte une diminution de 814 navires, de 135,664 tonneaux de jauge et de 258,373 tonnes de marchandises. Mais il ne faut pas perdre de vue que le trafic du port avait augmenté d'une manière toute exceptionnelle en 1873 par les arrivages considérables de houilles et de grains qui s'y sont effectués. Les chiffres du mouvement de 1874 peuvent donc être considérés comme ayant un caractère normal.

Le tonnage moyen de chaque bâtiment s'est d'ailleurs élevé à 212 tonneaux en 1874 ; il n'avait été en 1873 que de 207 et n'excédait pas précédemment 180.

Ce nombre de 5,523 navires entrés et sortis en 1874 s'est divisé comme suit: Français 2,035; étrangers 3,488. Ceux-ci l'emportent d'ordinaire sur les premiers.

Le mouvement du port de Gravelines ne s'est pas produit dans les mêmes conditions. Les navires entrés et sortis ont été au nombre de 665 contre 602 en 1873; le tonnage de ces navires a été de 55,077 en augmentation de 219 sur celui de l'année précédente, mais la charge effective des marchandises est restée inférieure de 2,539 tonnes à celle de l'année 1873. La différence n'a pas grande importance, mais le tonnage moyen a diminué d'une manière assez notable.

Par sa position, le port de Dunkerque qui intéresse au plus haut point le commerce et l'industrie du département peut être appelé à un grand avenir. Mais il faut pour que cet avenir se réalise que des améliorations considérables y soient exécutées et que ses installations soient conservées dans le meilleur état. De grands efforts déjà ont été faits dans l'intérêt des premières. Aux travaux prescrits par la loi du 16 juillet 1845 ont succédé ceux autorisés par le décret du 14 juillet 1861. Ces travaux se poursuivent au moyen des avances de fonds faites à l'Etat par la ville de Dunkerque, mais la somme de 15 millions affectée à leur exécution sera épuisée dans le cours de la prochaine campagne sans qu'il ait pu être pourvu à toutes les prévisions des projets primitifs. De grandes dépenses restent donc à faire pour atteindre le but que le gouvernement s'était promis. MM. les Ingénieurs les évaluent à 24,800,000 fr. et supposent qu'en ajournant les moins urgentes, les ouvrages à exécuter peuvent être réduits à 15 millions.

Dans ces circonstances, la ville de Dunkerque a offert à l'Etat afin de pourvoir aux besoins signalés, l'avance d'une sommes de 15 millions dans les conditions de ses avances précédentes et a soumis à l'administration supérieure de concert avec la Chambre de commerce un programme

des travaux à exécuter au moyen de cette somme. Dans sa séance extraordinaire du 18 juin dernier, dont j'ai immédiatement transmis le procès verbal à M. le Ministre des Travaux publics, le Conseil général a applaudi à l'offre de la ville de Dunkerque et a émis à l'unanimité un vœu instant pour son acceptation par le gouvernement.

Mais, d'après l'avis qui m'en est donné par M. le Ministre, le Conseil général des Ponts-et-Chaussées, tout en proclamant l'urgence et l'absolue nécessité de l'ensemble des travaux proposerait de réduire à 8 millions l'importance des travaux à faire. Une semblable réduction qui laisserait de côté près de moitié des ouvrages reconnus indispensables aurait le plus sérieux inconvénient et compromettrait l'opération entière. Je ne suppose pas que le Conseil général partage l'appréciation du Conseil des Ponts, je l'engage à insister au contraire pour que le programme des travaux et l'offre de la ville soient maintenus dans leur intégrité. J'ai l'espoir que son vœu à cet égard sera pris en considération.

J'ai transmis d'urgence à M. le Ministre des Travaux publics la délibération par laquelle le Conseil général dans sa séance extraordinaire du 18 juin dernier a consenti, selon le vœu de M. le Ministre des Finances, à ce que le taux d'intérêt des avances de fonds offertes à l'Etat par le département et la Chambre de commerce de Dunkerque pour la restauration des ports fût réduite de 4 1/2 à 4 °/₀ et que les remboursements fussent effectués en douze ans au lieu de dix.

Le dossier se trouve ainsi complété et il est probable qu'il sera statué avant la fin de l'année sur cette importante affaire, par la loi dont le projet a été déposé à l'Assemblée nationale dans la séance du 2 août.

Je prie, en conséquence, le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget départemental de 1876, sous-chapitre XIX, un crédit de 360,000 fr. afin de compléter la part contributive du département dans les avances dont il s'agit dont partie montant à 1,440,000 fr. est portée au budget de 1875.

Dommages causés par la guerre. (1. B.)

Dans sa session d'avril 1874, le Conseil général a décidé en principe qu'une somme égale à celle qui leur a été allouée sur les fonds de l'Etat serait accordée par le département aux victimes de l'invasion allemande en trois annuités égales. — Dans sa séance du 22 octobre suivant, il a réglé à 416,478 fr. le montant total de cette somme; il a inscrit au budget départemental de 1875 un crédit de 138,826 fr. pour le paiement du premier tiers de cette indemnité. Ce paiement a été effectué dans les premiers mois de l'année.

Je prie le Conseil général de vouloir bien allouer un pareil crédit de 138,826 fr, au sous-chapitre XIX du budget de 1876 pour l'acquittement du second tiers.

AFFAIRES DIVERSES.

Scarpe inférieure. — Question du rachat. (4.B.)

Dans sa séance du 29 octobre 1874, le Conseil général avant de se prononcer sur la demande qui lui était présentée par la Compagnie concessionnaire de la Scarpe inférieure pour le rachat immédiat de la concession de cette rivière avec intervention du département sous forme d'avance à l'État, m'a invité à faire procéder à l'étude de cette question.

Par délibération du 7 avril dernier, l'Assemblée saisie d'une nouvelle proposition ayant pour objet le creusement du canal l'a ajourné jusqu'après la solution de la question du rachat, m'a invité à pousser activement les études et les négociations demandées par sa décision précitée du 29 octobre 1874 afin que le Conseil pût en délibérer dans sa session d'août.

MM. les Ingénieurs de la navigation chargés de cette mission se sont mis immédiatement à l'œuvre. Ils avaient besoin évidemment pour l'étude dont ils étaient chargés de tous les éléments propres à en établir les bases; ils ont réuni ceux qui pouvaient dépendre de leur service et ont demandé les autres à la Compagnie; mais celle-ci, malgré mon intervention, est restée sourde à leurs instances. Loin de fournir à MM. les Ingénieurs les renseignements qui lui étaient réclamés, elle a demandé communication de ceux qui étaient en leur possession, paraissant ainsi se croire en droit de faire, elle-même et seule, l'étude prescrite par le Conseil général. La Compagnie a en outre élevé la prétention de faire comprendre dans le prix du rachat le préjudice qui résulte pour elle du rachat par l'État et de l'amélioration du canal de la Sensée. Ainsi que le font remarquer MM. les Ingénieurs, l'art. 13 de son cahier de charges dispose formellement que tout fait de ce genre ne pourra donner ouverture à une demande en indemnité de la part des concessionnaires.

Dans cette situation, le service de la navigation dans un rapport, que je mets sous les yeux de l'Assemblée, déclare n'avoir pu mener à bonne fin la mission qui lui a été confiée et conclut qu'il n'y a pas lieu de donner suite à la proposition de la Société de la Scarpe. Je pense qu'il y a lieu au moins d'ajourner la question jusqu'à ce que la Compagnie se décide à prêter à l'Administration le concours qui lui a été demandé.

Service hydraulique. (4e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport présenté par M. l'Ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées sur la situation du service hydraulique dans le département.

Les renseignements détaillés contenus dans ce travail pourraient me dispenser d'entrer

dans le développement des diverses parties du service ; toutefois, comme les travaux qui s'y rapportent ont une grande importance, je crois utile de les passer successivement en revue.

Le compte-rendu est divisé en deux séries :

La première comprend : les dessèchements, les curages, les irrigations et la mise en valeur des terrains communaux ;

La seconde : les usines à eau, le drainage, et le service de la pêche fluviale.

Les associations de dessèchements établies dans le département du Nord, sont au nombre de quatorze, embrassant une étendue de 59,692 hectares 21 ares, savoir :

1° *Prairies de Mortagne et de Château-l'Abbaye.* — 120 hectares de superficie. — Ce dessèchement est dans une situation satisfaisante.

2° *Vallée de la Hayne et de l'Escaut.* — 3,697 hectares de superficie. — L'exécution complète du curage de la rigole principale de dessèchement sera terminée cette année : l'opération produira d'excellents résultats. Le syndicat a l'intention de faire élargir la vanne de prise d'eau de Rodignies, mais ce travail ne pourra se faire qu'en 1876.

3° *Marais de l'Épaix et de Bruay.* — 340 hectares de superficie. — Le syndicat a continué, en 1874, et il terminera dans le courant de la présente année, les travaux mis à sa charge par l'arrêté préfectoral du 30 novembre 1870, afin d'amener le dessèchement à l'état normal d'entretien. Les difficultés qui s'étaient élevées entre le syndicat et M. Lécuyer ont été aplanies. Le projet de barrage que ce propriétaire doit construire sur le Vieil-Escaut, à l'amont d'un fossé de dessèchement, est actuellement soumis à l'examen de MM. les Ingénieurs de la navigation.

4° *Prairies de Flines-lez-Mortagne.* — 140 hectares de superficie. — La Commission syndicale a été complètement renouvelée par mon arrêté du 13 février 1874. En ce qui concerne les travaux de curage de *la Calonne*, un crédit de 216 francs est inscrit au budget de l'Association de 1874, et le syndicat a été invité à faire figurer au budget de 1875 une autre somme de 300 francs. Ces deux sommes permettront l'exécution complète du curage en question.

5° *Marais de la Vergne.* — 113 hectares de superficie. — Un projet d'organisation du syndicat d'entretien, présenté par MM. les Ingénieurs, a été soumis, dans les communes d'Hergnies et de Flines-lez-Mortagne, à une enquête de vingt jours, du 1er au 20 mai 1875. Le Conseil municipal d'Hergnies a produit une délibération contraire au projet, et M. le Commissaire-enquêteur a proposé d'apporter, aux dispositions qu'il contient, plusieurs modifications, dans le but de simplifier les opérations du syndicat. Les pièces de l'affaire sont soumises à l'examen de MM. les Ingénieurs, depuis le 9 juin 1875.

6° *Vallée de la Naville.* — 416 hectares de superficie. — Le syndicat est au complet. Il y a lieu d'espérer que cette association fonctionnera dans de bonnes conditions.

7° *Vallée de la Scarpe.* — 10,792 hectares de superficie. — Ce dessèchement s'opère par deux émissaires principaux : *la Traitoire*, située sur la rive droite de la Scarpe, et *le Décours*, situé sur la rive gauche. Il comprend une longue étendue de canaux et de nombreux ouvrages, dont l'entretien exige une attention continuelle et des soins très-assidus.

Dans sa dernière session, le Conseil général a émis différents vœux au sujet du dessèchement de la vallée de la Scarpe, savoir :

I. — Réorganisation de l'association de dessèchement. — Le projet de cette réorganisation a été rappelé à plusieurs reprises, et avec une vive instance, à M. le Ministre des Travaux publics. Malgré mes pressantes sollicitations, je n'ai reçu aucune réponse à cet égard. Cette affaire ne sera pas perdue de vue.

II. — Dérivation de la Rache dans la Scarpe, en aval de l'écluse de Lallaing. — Demande d'une subvention de 20,000 francs. — Par lettre du 14 juillet 1870, M. le Ministre des Travaux publics avait fait connaître que l'Administration serait disposée à accorder la subvention de 20,000 francs, « mais à la condition expresse que le syndicat renoncerait à toutes réclamations » relatives au déversement des eaux de l'Escrébieux dans la Rache, et s'engagerait à recevoir, » à l'avenir, dans ce dernier cours d'eau, le produit, total ou partiel, de l'Escrébieux, soit » momentanément, soit d'une manière continue, sans élever, à ce sujet, aucune réclamation. »

Le syndicat ayant refusé d'acquiescer à cette condition, M. le Ministre des Travaux publics a décidé, le 16 février 1872, que la subvention ne pouvait lui être accordée, et, par contre, que l'État prendrait à sa charge, à titre gracieux, et par exception, aux lieu et place de la commune de Flers, les travaux de restauration de la digue gauche de l'Escrébieux, travaux évalués à la somme de 24,000 francs.

Cette décision a reçu son exécution ; lesdits travaux ont été effectués aux frais du Trésor, et l'Escrébieux a repris son cours dans le canal de la Haute-Deûle.

III. — Élargissement de la Rache, entre Dorignies et Anhiers. — Dérivation du filet Morand dans la Deule. — Dérivation du courant du Gros-Caillou. — Dérivation du Bouchard. — En vertu des articles 10 et 18 du règlement du 16 novembre 1834, il appartient à la Commission syndicale de faire préparer, pour l'exécution des travaux dont il s'agit, par les conducteurs du syndicat, des projets de détail, qui doivent être soumis à l'examen des Ingénieurs des Ponts-et-Chaussées, d'après les prescriptions de l'article 10 précité. Aux termes de l'article 18, les Ingénieurs n'ont le devoir d préparer eux-mêmes ces projets que si les travaux doivent être exécutés au moyen de subventions de l'État, ce qui n'est pas le cas dans l'espèce.

Les membres de l'Association et la Commission sont aujourd'hui suffisamment édifiés sur les quatre entreprises dont il s'agit, et, suivant le désir exprimé par M. le Président du syndicat, MM. les Ingénieurs s'abstiendront, au moins pendant quelque temps, de les mentionner dans leurs rapports sur la situation générale du service hydraulique. J'appelle, au surplus, l'attention du Conseil général sur la lettre de M. le Président du syndicat et les rapports de MM. les Ingénieurs, relatifs à ces entreprises et que vous trouverez ci-joints.

8° *Vallée de la Sambre.* — La vallée de la Sambre, depuis Landrecies jusqu'à la frontière belge, a été divisée en quatre syndicats, savoir :

Haute-Sambre, rive droite, siégeant à Maroilles. — 722 hectares 87 ares de superficie. — Le syndicat achève de régulariser sa situation par l'accomplissement de toutes les formalités voulues par la loi du 16 septembre 1807 et omises depuis la constitution de cette asssociation. L'assemblée générale, chargée de la nomination des syndics, a été convoquée par mon arrêté du 25 mai 1875.

Haute-Sambre, rive gauche, siégeant à Hachette. — 64 hectares 18 ares de superficie. — Les formalités légales pour l'élection des membres de la Commission administrative de l'Association ont été prescrites par mon arrêté du 17 septembre 1874. L'instruction sera poursuivie de manière à ce que la solution intervienne le plus tôt possible.

Basse-Sambre, siégeant à Berlaimont. — 74 hectares 16 ares de superficie. — Ce syndicat a été renouvelé par mon arrêté du 29 avril 1874. Rien ne s'oppose plus au fonctionnement régulier de ce syndicat.

Basse-Sambre, siégeant à Maubeuge. — Bien qu'autorisé par décret, ce syndicat n'est pas encore arrivé à une constitution régulière. Toutefois, comme les intéressés ne demandent aucun travail, la prolongation de cet état de choses est sans grand inconvénient.

9° *Association des Waeteringues du Nord.* — L'Association, divisée en quatre sections, qui sont dirigées chacune par un Conseil d'administration séparé, comprend une superficie totale de 38,880 hectares.

Les conditions de l'Association des Waëteringues n'ont point sensiblement varié depuis l'année dernière. Cette Association marche, en général, d'une manière satisfaisante, mais MM. les Ingénieurs signalent, avec juste raison, bien des travaux utiles qui restent à faire.

En ce qui concerne la 4e section, il y a notamment une partie de cette section qui réclame une attention toute particulière : c'est *le Grand-Bassin*, d'une superficie de 7 à 8,000 hectares, compris entre le canal de la Basse-Colme, au sud, et celui de Dunkerque à Furnes, au nord, et qui, outre la servitude du dessèchement, par le canal des Moëres, des eaux des Moëres françaises, se trouve grevé de celle de l'écoulement, par la même voie, des eaux des Moëres belges (environ 1,500 hectares), ainsi que d'une superficie de terrains belges, à peu près équivalente, comprise entre *le Ringsloot* des Moëres et les parties belges des canaux mentionnés ci-dessus.

L'endiguement de la Basse-Colme, qui menace ce bassin d'inondation à chaque crue un peu forte, a été exécuté sur le territoire français. Il est à compléter sur le territoire belge. Les Ingénieurs français ont été autorisés à entrer en conférence, à ce sujet, avec leurs collègues de Belgique, et ces derniers ont reçu pareille autorisation de leur gouvernement. La conférence a eu lieu, au premier degré, le 16 octobre 1874, et l'Ingénieur en chef du Nord a ouvert, le 7 novembre, l'instruction au deuxième degré, avec son collègue de Bruges, dont il attend les observations

10° *Grandes-Moeres.* — 2,091 hectares de superficie. — La situation des Moëres est bonne.

11° *Marais de Lauwin-Planque.* — 250 hectares de superficie. — L'entretien de ce petit dessèchement est nul, ou à peu près.

12° *Prés Duhem.* — 70 hectares de superficie. — Ce dessèchement se trouve dans une situation satisfaisante.

13° *Marais de Bourlain et de Trith.* — 192 hectares de superficie. — Ce dessèchement est à l'état normal d'entretien.

14° *Marais de la Haute-Deûle.* — 1,730 hectares de superficie. — Les contestations relatives aux taxes d'entretien et de plus-value ont reçu une solution du Conseil-d'État, suivant arrêt du 7 août 1874. La Société de dessèchement est actuellement en instance pour faire régulariser,

par décret, l'annexion des terrains du périmètre dit supplémentaire. Les pièces de l'affaire sont soumises à la décision de l'Administration supérieure, depuis le 14 mai 1875.

Il n'y a actuellement aucun dessèchement à l'étude dans le département du Nord.

En ce qui touche les autres parties du service hydraulique, je ne puis que me référer aux renseignements complets produits par M. l'Ingénieur en chef du département, qui s'acquitte de ses fonctions délicates avec beaucoup de zèle et d'intelligence.

Industrie minérale. (4. B).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général un rapport de M. l'Ingénieur en chef des Mines sur la situation de l'Industrie minérale dans le département du Nord pendant l'année 1874.

Les concessions houillères exploitées dans le département sont au nombre de 13; 7 autres ne le sont pas. Les premières possèdent 66 fosses dont 47 en activité et 19 en réserve. 6 fosses nouvelles sont en creusement.

Le rapport de M. l'Ingénieur en chef fait connaître que les extractions effectuées en 1874 donnent un chiffre total de 32,607,931 quint. métr. inférieur de 2,426,682 quint. à celui qu'ils avaient atteint en 1873. Mais le chiffre obtenu dans cette dernière campagne indiquait un résultat tout exceptionnel dû aux efforts de l'exploitation à la suite de la crise houillère de 1871-1872. Si on en fait abstraction dans la série des produits des 15 dernières années, on voit que l'extraction continue à suivre la marche ascensionnelle qu'elle a commencée dès 1860.

La diminution signalée pour 1874 porte d'ailleurs principalement sur les compagnies d'Anzin et de Fresnes-Midi. Les concessions de Douchy, d'Azincourt et de l'Escarpelle ont au contraire obtenu des augmentations.

M. l'Ingénieur en chef donne tous les détails désirables sur la production par fosse, le nombre des ouvriers employés, leurs salaires, les prix de vente, les travaux entrepris par les Compagnies pour l'accroissement de leur production, etc.

Il rappelle de nouveau que deux demandes de concessions nouvelles ont été présentées, l'une par la Compagnie de Marchiennes, l'autre par la Compagnie de Courcelles-lez-Lens. La première de ces demandes est actuellement soumise à l'administration supérieure; la seconde est l'objet d'une instruction déjà longue mais qui n'est pas terminée.

De nouvelles compagnies se sont formées pour la remise en état d'exploitation des concessions de Crespin, Marly et Annœulin depuis longtemps abandonnées. Ces Compagnies se sont mises à l'œuvre et ont l'intention de poursuivre les travaux qu'elles ont commencés. Il est à désirer que leurs efforts soient couronnés de succès et que les produits qu'elles se seront mises en état de recueillir viennent accroître les ressources nécessaires à la consommation et conséquemment la richesse du pays.

D'après le rapport ci-joint, les mines de fer du département ont produit en 1874, 305,000$^{q.m.}$ de minerais, contre une extraction en 1873 de 372,005. Il en résulte une diminution de 66,995 q.

La métallurgie est restée dans une situation à peu près égale à celle de l'année précédente; elle a produit en 1874 en fontes d'affinage et en fontes de 2^{e} fusion des quantités supérieures à

celles de l'année 1873; mais des quantités comparatives un peu moindres en fers de diverses espèces, tôles etc.

Pêche fluviale. — Interdiction. (4. B.)

En exécution de l'article 2 du décret du 25 janvier 1868 portant règlement sur la pêche fluviale, les Préfets peuvent, chaque année, par des arrêtés spéciaux, après avoir pris l'avis des Conseils généraux, interdire exceptionnellement la pêche de toutes les espèces de poissons pendant l'une ou l'autre des périodes mentionnées à l'art. 1er dudit décret, lorsque cette interdiction est nécessaire pour protéger l'espèce prédominante.

Cette interdiction paraissant utile tant pour maintenir le respect de la loi que pour assurer le repeuplement des cours d'eau, j'estime qu'il y a lieu d'interdire d'une façon absolue, dans les cours d'eau du département du Nord, du 15 avril au 15 juin 1876 inclusivement, la pêche de toutes les espèces de poissons.

Je prie le Conseil général de vouloir bien me donner son avis à ce sujet.

Jury d'expropriation. (5.B.)

Aux termes de l'article 29 de la loi du 3 mai 1841, le Conseil général doit, dans sa session annuelle, désigner, pour chaque arrondissement de sous-préfectures, sur la liste des jurés en matière criminelle, 36 personnes au moins et 72 au plus, ayant leur domicile réel dans l'arrondissement et parmi lesquelles seront choisis, jusqu'à la session suivante du Conseil général, les membres du jury spécial appelés, le cas échéant, à régler les indemnités dues par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Je prie l'assemblée de vouloir bien procéder à la formation de ce travail. Je lui remets à cet effet un cadre préparé pour recevoir les noms des jurés à désigner pour le service de 1875-76, les listes dressées dans chacun des arrondissements du département du Nord, dont la réunion forme la liste annuelle du jury criminel pour l'année 1875, et le tableau arrêté en 1874 sur lequel j'ai rayé les noms des jurés qui, ayant siégé pendant les années 1874-1875, doivent être éliminés de la nouvelle liste.

En raison des expropriations qu'il pourra avoir lieu de faire pour l'établissement de nouveaux chemins de fer etc., il est très-important que cette liste soit dressée avec un grand soin, et notamment que les noms et prénoms, qualités et domicile des jurés y soient inscrits exactement sans lacune. J'ai l'espoir que MM. les membres de l'Assemblée voudront bien tenir compte de cette observation.

Service des Postes. (4 B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général :

1° Le rapport de M. le Directeur général des postes faisant connaître la suite donnée aux vœux émis dans la session d'octobre 1874:

2° Le rapport de M. le Directeur du département, donnant le détail des améliorations apportées dans le service depuis un an.

Ces améliorations se traduisent par la création de deux nouveaux bureaux à Lomme et à Montigny, par des modifications d'itinéraire detournée, la concession de secondes distributions journalières, la création de nouveaux courriers et l'établissement de boîtes mobiles aux stations de chemins de fer. Si des gares sont encore privées de boîtes mobiles, c'est au refus des communes intéressées de supporter la dépense, ou de la compagnie de faire présenter les boîtes, à titre gratuit, par un de ses employés, aux agents des postes en service dans les trains.

Les nouveaux courriers établis se résument comme suit :

Un second de Lille pour Liévin et Jenlain avec réciprocité ;

Un troisième, partant de Paris à 11 heures du matin pour chacun des bureaux de Douai et de Lille. ce qui permet de distribuer dans ces deux villes, vers 6 heures du soir, des correspondances qui n'y parvenaient autrefois que le lendemain ;

Un deuxième, entre les bureaux de Roubaix et Tourcoiug, avec Douai ;

Un troisième de Cassel et Bergues pour Dunkerque ;

Et un troisième, entre Haubourdin et Lille, par Loos.

Les améliorations réalisées ne donnent certainement pas satisfaction à tous les intérêts et à toutes les demandes, mais elles témoignent du zèle aussi éclairé que dévoué, que M. le Directeur du Nord apporte dans son service, et je suis heureux de lui en exprimer ici toute ma satisfaction. Il est à remarquer d'ailleurs que l'insuffisance des crédits est la seule cause de l'ajournement de la plupart des solutions réclamées.

En ce qui concerne les vœux émis en 1874, celui relatif à la conversion de la recette simple d'Armentières en bureau composé, est admis en principe; mais, outre qu'un nouveau classement est nécessaire, le budget de 1875, comme celui des années précédentes, ne contient aucun crédit applicable à ces sortes de conversions.

L'administration des postes allégue de nouveau qu'il n'est pas en son pouvoir de modifier la règle d'après laquelle il ne peut être créé de bureaux de poste à moins de cinq kilomètres des bureaux existants, et que, pour ce motif, aucune suite n'a pu être donnée aux demandes présentées par les communes de Wattrelos, Phalempin, La Gorgue, La Madeleine et Vieux-Condé.

Cette règle n'est pas absolue. En effet, pour ne citer que deux exemples, des bureaux ont été créés à Anzin et à Fresnes, bien que ces communes fussent situées à moins de cinq kilomètres des villes de Valenciennes et de Condé.

Les autres communes du département qui sont en instance pour l'obtention de bureaux de poste sont celles de Caëstre, Croix-Lille, Felleries, Fretin, Glageon, Honnechy, Préseau, Raimbeaucourt, Rexpoëde, Saulzoir, Saint-Aubert, Viesly, Wallers (Valenciennes) et Bauvin.

Plusieurs de ces communes sont assez éloignées du bureau qui les dessert, ce qui rend leur demande plus particulièrement digne d'intérêt, mais les créations ne peuvent avoir lieu que dans la limite des crédits ouverts au budget de l'État.

Quoi qu'il en soit, je propose au Conseil général de vouloir bien renouveler les vœux relatifs

à la conversion de la recette simple d'Armentières et à la création de bureaux à Wattrelos, Phalempin, La Gorgue, La Madeleine et Vieux-Condé.

L'assemblée appréciera si elle doit appuyer également les demandes formées par les autres communes précitées.

Quant à la question du prolongement jusqu'à Douai, du train partant de Busigny et qui s'arrête à Cambrai, elle est toujours à l'étude et ne sera pas perdue de vue. J'en ferai, s'il y a lieu, l'objet d'une communication spéciale à M. le Ministre des Travaux publics, dans le but d'arriver à une solution qui puisse tout au moins permettre la distribution, dans la matinée, des dépêches que le train précité laisse à Cambrai et qui ne sont actuellement distribuées à Lille que dans l'après-midi.

En terminant le présent rapport, je crois devoir mentionner les produits comparatifs des années 1873 et 1874, qui se chiffrent comme suit pour le département du Nord :

Recettes totales de l'année 1874. . . .	3,836,773 fr.
d° d° 1873. . . .	3,789,506
Différence en plus pour 1874. .	47,267 fr.
Nombre d'objets expédiés en 1874 . . .	32,253,651 fr.
d° en 1873 . . .	31,824,213
Augmentation sur 1873.. . . .	429,438 fr.

Ces chiffres qui attestent toute l'importance du service des postes dans le Nord, peuvent justifier aussi, dans une certaine mesure, les demandes d'améliorations qui sont présentées.

Lignes télégraphiques. (4e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport de M. l'Inspecteur des lignes téfégraphiques sur la situation de son service dans ce département.

Il résulte des renseignements produits que les lignes principales établies sur route lors de leur création, sont reportées sur chemin de fer au fur et à mesure de l'ouverture des nouvelles voies, ce qui leur assure une installation plus régulière et une surveillance plus efficace.

Indépendamment de 107 kilom. de fils de l'État qui traversent simplement le département en desservant des stations étrangères, voici le détail des longueurs, sur chemin de fer et sur route, des fils en service dans le département du Nord, classés d'après leur importance et leur affectation :

	Longueur totale.	Sur chemin de fer.	Sur route.
	k	k	k
Fils internationaux	155 210	142 560	12 650
— principaux et départementaux . .	1599 130	1530 »	69 130
— municipaux	702 570	275 200	427 370
— sémaphoriques	15 500	» »	15 500
— d'écluses	39 500	27 »	12 500
— d'intérêt privé	279 500	53 500	226 »
Totaux	2791 410	2028 260	763 150

L'État a, en outre, l'entretien et la surveillance de plus de 1,000 kilom. de fils appartenant à diverses compagnies de chemins de fer.

Le système d'isolement des fils est notablement perfectionné par l'emploi de supports d'un modèle spécial, exclusivement réservé jusqu'à ce jour aux communications à longue distance.

Cette amélioration aura une influence très-heureuse sur le rendement du réseau, car elle permettra de généraliser l'usage des appareils à grande vitesse, à l'essai ou définitivement adoptés, à l'aide desquels il est possible de transmettre jusqu'à 120 dépêches à l'heure et par fil, travail quintuple de celui que peut produire le mécanisme Morse.

Les bureaux ouverts à la correspondance télégraphique étaient au 1er juillet 1875 de 100, savoir :

I. — Bureaux de l'administration	19
II. — Bureaux secondaires :	
1° Chefs-lieux de canton et bureaux municipaux	52
2° Gares ouvertes à la télégraphie	14
3° Bureaux sémaphoriques	3
4° Postes de barrages ou d'écluses	3
III. — Bureaux d'intérêt privé	9
Total	100

Avant la fin de l'année courante, trois nouveaux noms, au moins, s'ajouteront à la liste des communes pourvues d'un service télégraphique, Clary, Walincourt et Wormhoudt. Les soumissions sont passées et les projets qui les concernent sont en cours d'exécution.

En ce qui concerne les communes, d'autres demandes déjà anciennes, ont été présentées, mais l'administration supérieure a dû en différer l'instruction par suite des exigences budgétaires.

L'administration procède par ordre et se préoccupe avant tout de rattacher au réseau tous les chefs-lieux de canton et résidences de brigade de gendarmerie encore dépourvues de communications électriques,

En ce qui touche les concessions de lignes d'intérêt privé, par une circulaire du 3 mars 1875 dont un exemplaire est ci-joint, j'ai porté à la connaissance des industriels et commerçants le modèle de soumission qui énumère toutes les charges et conditions auxquelles doit souscrire le concessionnaire.

L'état comparatif des dépêches et du produit des taxes des bureaux télégraphiques du département, pendant les cinq premiers mois de 1874 et 1875, donne les résultats suivants :

	Dépêches intérieures.	Dépêches internationales.	Totaux.
Cinq premiers mois de 1874	119.070	15.108	134.178
Cinq premiers mois de 1875	136.890	15.503	152.393
Différence en faveur de 1875	17.820	395	18.215

	Taxes intérieures.	Taxes internationales.	Totaux.
Cinq premiers mois de 1874	136.443 15	68.732 55	205.175 70
Cinq premiers mois de 1875	155.907 05	69.150 55	225.057 60
Différence en faveur de 1875	19.463 90	418 00	19.881 90

J'ai signalé et rappelé à M. le Ministre de l'intérieur le vœu plusieurs fois exprimé par le Conseil général, tendant à obtenir la réduction du prix des dépêches des bureaux frontières, en destination de la Belgique.

Malgré mes pressantes sollicitations, je n'ai, jusqu'à ce jour, reçu aucune réponse à cet égard. Ce silence provient probablement de ce que l'amélioration demandée ne peut etre accordée que par voie de convention internationale,

Le service télégraphique fonctionne d'une manière régulière dans tout le département, et des travaux sont en cours d'exécution soit pour l'amélioration des lignes, soit pour l'extension du réseau et des bureaux.

Tribunaux et Chambres de Commerce. — Révision de la liste des électeurs. (4e B.)

Aux termes de l'art 619 nouveau du code de commerce (Loi du 21 octobre 1871) et des instructions de M. le Ministre de la justice, le Conseil général doit désigner, chaque année, ceux

de ses membres appelés à faire partie des commissions spéciales, chargées de procéder à la révision annuelle de la liste des électeurs des Tribunaux, Chambres de commerce et Chambres consultatives des Arts et Manufactures.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien faire cette désignation.

Les membres qui ont été précédemment désignés sont :

TRIBUNAUX DE COMMERCE.

Lille	MM.	J. Dutilleul. Desmoutiers, V. Pouchain.
Roubaix.		Descat, Jules Brame, Derégnaucourt.
Cambrai.		Telliez, Macarez, Seydoux.
Valenciennes. . .		Renard, de Marsilly, Caullet.
Dunkerque. . . .		Gustave Lemaire, Trystram, Joos.
Tourcoing. . . .		Leurent, Roussel-Defontaine, Van der Straeten.

CHAMBRES DE COMMERCE NON COMPRISES DANS LE RESSORT D'UN TRIBUNAL DE COMMERCE.

Douai.	MM.	Fiévet, Billet, Baron de Bouteville.
Hazebrouck . . .		(formant la 2e section électorale de la Chambre de commerce de Dunkerque, MM. Duquenne, Beck, Lotthé,

CHAMBRES CONSULTATIVES DES ARTS ET MANUFACTURES.

Armentières . . .	MM.	Desrousseaux, Lotthé, V. Pouchain.
Avesnes.		Maillet, Rouez, Berteaux.

Banque de France. — Succursale à Douai et à Cambrai. (1.B).

Dans se session d'octobre 1874, le Conseil général a renouvelé le vœu qu'il avait émis en 1872 et 1873, tendant à obtenir la création d'une succursale de la banque de France dans les villes de Cambrai et de Douai.

J'ai l'honneur de communiquer à l'Assemblée la réponse de M. le Ministre des Finances à ce sujet. Il en résulte que l'administration de la Banque se trouve encore dans l'obligation d'ajourner la création de ces deux succursales pour les motifs indiqués dans la lettre de M. le gouverneur en date du 15 juin 1874, dont la copie se trouve jointe au dossier.

Chasse (Police de la). (4e B.)

La chasse à tir dans le département a été fermée en 1875, le 31 janvier, et celle à courre le 31 mars.

Aux termes de la circulaire ministérielle du 30 janvier 1874, les Conseils généraux sont

appelés à émettre leur avis sur la prolongation de la chasse à courre, à cor et à cris, lorsque cette chasse doit être prolongée au-delà du terme fixé pour la clôture de la chasse à tir.

J'ai l'honneur de prier, le Conseil général de vouloir bien exprimer son avis sur la question de savoir si, comme les années précédentes, et ainsi que je le propose, la chasse à courre, à cor et à cris, pourra être prolongée en 1876 dans le département du Nord, après la clôture de la chasse à tir.

Par suite d'une demande, qui m'avait été adressée par des éleveurs de faisans, j'avais prié M. le Ministre de l'Intérieur de vouloir bien examiner s'il ne serait pas possible de retarder jusqu'au 1er octobre de chaque année, ainsi que cela a lieu en Belgique et en Angleterre, l'ouverture de la chasse en ce qui touche spécialement ce gibier dont la reproduction a besoin d'être protégée.

M. le Ministre, par une dépêche, en date du 19 juillet dernier, que j'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, fait connaître que suivant l'avis de son collègue de la Justice, qu'il a cru devoir consulter, cette mesure ne paraît pas susceptible d'être adoptée, parce qu'elle serait en dehors de l'esprit de la législation de 1844 et de celle de 1874.

Le Conseil général jugera peut-être utile d'émettre le vœu que pour le cas où cette législation serait modifiée, la date d'ouverture de la chasse au faisan soit distincte et différée.

Quesnoy-sur-Deûle.— Octroi.— Prorogation et révision des tarif et règlement. (1er B.)

Par délibérations en date des 28 mai et 19 juillet dernier le Conseil municipal de Quesnoy-sur-Deûle a voté la prorogation, avec révision, pour cinq années, du 1er janvier 1876 au 31 décembre 1880, des tarifs et règlement de l'octroi de cette commune.

La situation budgétaire de Quesnoy-sur-Deûle justifie le maintien de son octroi. La révision des tarif et réglement ne comporte d'ailleurs que des réductions et modifications indiquées par le service des contributions indirectes, ayant pour objet de rendre ces documents conformes à la législation sur les octrois.

J'estime en conséquence que les nouveaux tarif et réglement, modifiés conformément aux votes du conseil municipal et aux indications du rapport de M. le Directeur des contributions indirectes, en date du 10 juillet, ci-annexé. sont susceptibles de recevoir l'approbation départementale.

Je prie le Conseil général de vouloir bien statuer par application de l'article 46, § 25 de la loi du 10 août 1871.

Tourcoing.— Octroi.— Additions au tarif. (1er B.)

Le conseil municipal de Tourcoing a voté, par délibération des 4 et 5 juin dernier, l'exécution de travaux extraordinaires d'utilité communale, évalués à 2,200,000 fr., et l'affectation à la dépense de diverses ressources parmi lesquelles de nouvelles taxes d'octroi portant sur les fourrages, non encore imposés au tarif local.

Aux termes des délibérations municipales, le tarif recevrait les additions suivantes :

«Fourrages,

» Taxes par 100 kilogrammes :

» 0 fr. 80 sur les avoines,
» 0 30 sur la paille,
» 0 50 sur les foins, sainfoins, trèfles, luzernes, hivernages, lentilles, vesces,
» féverolles et avoines en pailles et autres fourrages secs ;

» Avec exemption de fourrages verts, comme aussi avec exemption de tous les objets soumis » aux nouvelles taxes ci-dessus qui seraient employés par les cultivateurs pour la nourriture » et l'entretien des animaux servant exclusivement à leur culture. »

Le produit de ces nouvelles taxes est évalué à 22,000 fr., soit 88,000 fr. pour les quatre années que doivent encore durer les tarif et règlement actuellement en vigueur.

Les taxes proposées sont d'ailleurs sensiblement inférieures aux maxima fixés par le tarif général annexé au décret du 12 février 1870.

Je prie le Conseil général de vouloir bien delibérer sur l'établissement de ces taxes, par application de l'article 48, § 4 de la loi du 10 août 1871.

Tabac. — Culture dans le département du Nord. (4e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport de M. le directeur des tabacs sur la culture du tabac dans le département du Nord.

Ce rapport est ainsi conçu :

Ainsi que j'ai eu l'honneur de le faire connaître dans mon rapport de l'année dernière, les tabacs de la récolte de 1874, ayant pu traverser les différentes phases de la végétation dans des conditions assez favorables, ils ont acquis un beau développement et sont parvenus à une bonne maturité; mais la rouille, qui s'était déclarée en août sur un assez grand nombre de plantations a pris plus d'extension que l'on ne supposait et a sévi, même avec intensité sur quelques points, où elle a déprécié la récolte.

Quelque temps avant la cueillette, c'est-à-dire au commencement de septembre, des vents très-violents ont lacéré beaucoup de feuilles de tête et augmenté d'autant les dommages occasionnés par la rouille.

La grêle n'a heureusement produit que des dégats sans importance.

Le tableau ci-après donne, par arrondissement, les résultats des livraisons faites par les planteurs dans les magasins de la régie :

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE DE planteurs.	NOMBRE DE hectares.	Quantités livrées et payées.	VALEUR.	Rendement à l'hectare. en poids.	Rendement à l'hectare. en argent.	Prix moyen % kilog.
			k.	f. c.			
Lille	859	48	1.1 (2	1.061 526 10	2525	2.200 99	87.28
Hazebrouck	92	36	81.587	74.676 20	2307	2.109 88	91.52
Dunkerque	35	9	19.906	17.301 50	2193	1.900 »	86.91
Total récolte de 1874 . .	986	527	1.317.805	1.153.503 80	2505	2.189 66	87.53
id. 1873 . .	1007	525	1.229.395	1.097.011 40	2347	2.089 45	89 23
Différence en plus . .	»	2	88 410	56.492 40	158	100 21	»
Différence en moins. .	21	»	»	»	»	»	1 70

D'après les résultats ci-dessus on constate que l'approvisionnement a augmenté de 88410 kil. c'est-à-dire dans une proportion bien supérieure à celle de la superficie plantée en tabac, qui n'est que de 2 hectares en plus; ce qui fait que les rendements en argent et en poids à l'hectare sont plus élevés que les précédents, grâce au développement des tabacs, qui a été plus considérable qu'en 1873.

Si le prix moyen au quintal métrique a fléchi de 1 fr. 70, cela tient aux avaries occasionnées par la rouille et par le vent, dont il est fait mention plus haut.

Essai dans l'arrondissement de Dunkerque.

Les essais de culture autorisés depuis 1870 dans l'arrondissement de Dunkerque ne prennent pas l'extension que l'on était en droit d'attendre après les résultats des dernières livraisons, qui ont été assez satisfaisants. Cette situation indique que bien peu de cultivateurs de cette région tiennent sérieusement à la culture du tabac.

Le relevé suivant présente l'importance des déclarations admises pour 1875.

ARRONDISSEMENTS.	Nombre de déclarants	CONTENANCE hectares.	CONTENANCE ares.
Lille.	871	519	35
Hazebrouck.	97	37	98
Dunkerque.	38	20	30
Total	1.006	577	63
Culture de 1874.	1.125	615	76
Différence en plus.	»	»	»
Différence en moins.	119	38	13

Apparence de la récolte.

Ces résultats accusent une diminution sensible sur ceux de l'année. On doit l'attribuer à l'élimination de plusieurs planteurs repris de contravention en 1874 et au désistement d'autres cultivateurs, dont les récoltes endommagées par les maladies et déchirées par le vent n'ont pas-donné un rendement avantageux.

Des permis pour la culture d'exportation ont été délivrés à 12 planteurs, pour une contenance de 8 hectares 55 ares. Ces autorisations sont inférieures de 2 hectares à celles accordées l'année précédente.

Bien que la réussite des semis n'ait pas été complête, la transplantation a pu s'effectuer dans d'assez bonnes conditions; elle a pu être achevée le 20 juin, grâce à l'entente qui s'est établie entre les cultivateurs ayant l'avantage de posséder du plant et ceux qui en étaient dépourvus. Les employés de la culture, connaissant les ressources et les besoins de chacun, ont rendu de véritables services à cette époque, en indiquant les communes et même les points où les producteurs les moins favorisés pouvaient se procurer du plant.

Grâce à des pluies abondantes, qui sont venues détremper le sol à la fin de juin et dans les premiers jours de juillet, la végétation fait aujourd'hui de rapides progrès, et rarement l'état de la récolte a donné de plus belles espérances.

Vœux émis par le Conseil général.

Dans sa séance du 8 avril dernier, le Conseil général a émis le vœu suivant :

1°. Que le prix d'achat des tabacs indigènes dans le département soit relevé ;

2°. Que l'entrepôt des tabacs en feuilles de Merville soit maintenu ;

3°. Que les tabacs à prix réduits livrés à la consommation soient améliorés.

Ce vœu a été transmis le 20 mai à M. le Ministre des Finances en appelant sa bienveillante attention sur les considérations développées par l'Assemblée départementale; mais jusqu'ici il ne paraît avoir reçu aucune autre suite.

Commissions des permis de culture.

Aux termes de la loi du 12 février 1835, les Commissions instituées dans chaque arrondissement, pour la délivrance des permis de culture, sont composées du Préfet ou de son délégué, du Directeur des contributions indirectes, du Directeur des tabacs ou de l'Inspecteur de la culture, d'un Membre du Conseil général et d'un Membre du Conseil d'arrondissement résidant dans l'arrondissement et non planteurs.

Je prie l'Assemblée de vouloir bien désigner l'un de ses membres pour les permis à délivrer en 1876.

Caisse départementale des retraites. — Situation au 31 décembre 1874. (1er B.)

Suivant les dispositions du règlement sur la caisse départementale des retraites, j'ai l'honneur de communiquer au Conseil général la situation du compte de la caisse des dépôts et consignations, et à la date du 31 décembre 1874.

Il résulte de ce document que la caisse départementale possédait à cette époque 16,460 fr. de rente 8,252 fr. 85 de numéraire.

Les pensions servies pendant ladite année 1874 ont donné lieu à une dépense de 32,668 fr. 11 et les recettes réalisées se sont élevées à 40.920 fr. 96.

Caisse départementale des retraites. — Liquidation de la pension de M. Romain, agent-voyer en chef. (3e B.)

Par délibération en date du 21 octobre 1874 le Conseil a liquidé à 3,495 fr la pension de retraite de M. Romain, agent-voyer en chef du département, pour les arrérages de ladite pension lui être payés à compter du 1er mars suivant.

Or, sur ma demande, M. Romain a consenti à continuer ses fonctions pendant six mois, c'est-à-dire jusqu'au 1er septembre prochain.

Les années de service qui ont servi de base à la fixation de sa pension doivent donc être augmentées de six mois et le nouveau décompte établi de la manière suivante :

Pour trente ans de services, la moitié du traitement moyen de 6,000 fr. . . .	3,000 »
Prorata pour trois ans et 8 mois, à raison de 1/40 par année du même traitement.	550 »
	3,550 »

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général de liquider à la somme de 3,550 fr. la pension de retraite de M. Romain (Bernard), pour les arrérages lui en être payés à compter du 1er septembre 1875.

Caisse départementale des retraites. — Liquidation de la pension de M. Ch. Vincent, chef de division (3e B.).

Après 38 années de services à la Préfecture, M. Ch. Vincent, Chef de la 1re division et Secrétaire-rédacteur attaché au Conseil général et à la Commission départementale, sollicite sa retraite pour raison de santé.

Son traitement soumis à la retenue réglementaire au profit de la caisse départementale des retraites a été fixé ainsi qu'il suit, pour chacune des trois dernières années :

Année 1873.	6,075 fr.
— 1874.	6,750
— 1875.	6,750
Total.	19,575 fr.

Donnant une moyenne de 6,525 fr.

Nommé employé rétribué à partir du 1er septembre 1839, M. Vincent comptera, au 1er janvier prochain, pour la retraite, 36 ans et 4 mois de services.

En conséquence, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien liquider, conformément aux articles 6, 8 et 9 du règlement de la caisse, la retraite de M. Vincent sur les bases suivantes :

Moitié du traitement moyen des trois dernières années pour 30 ans de services.	3,262 fr. 50 c.
1/20e en sus par année pour 6 ans et 4 mois.	1,033 10
Total.	4,295 fr. 60 c.

Je n'ai pas à faire ici l'éloge de M. Ch. Vincent ; le Conseil général a pu apprécier en maintes circonstances, et notamment depuis quatre ans, son zèle aussi éclairé que dévoué. J'ai toujours trouvé en lui un excellent collaborateur, et en l'assurant des regrets que j'éprouve de lui voir quitter les bureaux de la Préfecture, je suis heureux de lui témoigner, devant l'Assemblée départementale, ma reconnaissance pour les longs et utiles services qu'il a rendus à l'Administration.

Établissement thermal de Saint-Amand. (4.B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport de M. le docteur Marbotin médecin, inspecteur de l'établissement thermal de Saint-Amand, sur le service de cet établissement.

M. l'Inspecteur passe en revue les diverses parties de l'établissement et en signale la complète organisation et la bonne tenue.

Dans sa séance du 29 octobre 1874, le Conseil général, tout en reconnaissant les louables efforts du directeur, a pensé qu'il n'était pas urgent de lui payer les deux dernières annuités de 4,000 fr. échues en 1873 et 1874 de la subvention de 20,000 fr. que le département lui a allouée en 1869 pour l'amélioration de l'établissement. Je prie l'Assemblée de vouloir bien faire connaître si elle maintient la retenue de ces deux annuités, ou si, d'après les renseignements qui peuvent lui être fournis par MM. les Conseillers généraux, chargés de la surveillance de l'établissement, elle serait d'avis que l'une de ces annuités fut délivrée au concessionnaire.

Sel de soude. — Chicorée — Vœux du Conseil d'Arrondissement de Valenciennes ; (1er B.)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général les vœux du Conseil d'arrondissement de Valenciennes tendant : 1° A ce que le droit d'entrée payé par le sel de soude nécessaire à la fabrication du verre, soit remboursé à la sortie, sous forme de drawback ; 2° A ce que l'impôt qui pèse sur la chicorée soit notablement diminué et que des mesures soient prises pour la répression de la fraude.

Cette assemblée a émis les mêmes vœux en 1874, et le Conseil général s'y est associé ; mais M. le Ministre des Finances, à qui ils ont été transmis, ne paraît pas avoir pris de décision à leur égard.

Petite-Synthe. — Hameau de Saint-Pol. — Demande d'érection en commune séparée. (1er B.)

Les habitants du hameau de Saint-Pol, dépendant de la commune de Petite-Synthe, ont formé en 1872 une demande tendant à obtenir l'érection de ce hameau en commune séparée.

Cette demande a été soumise au Conseil général à sa session d'août 1873, accompagnée des pièces de l'instruction et d'un rapport de mon prédécesseur contenant l'exposé suivant :

« Le hameau de Saint-Pol, sis à deux kilom. environ de Petite-Synthe, compte environ » 1,800 habitants, présente une superficie de 751 hectares, et ses revenus ordinaires en cen- » times additionels et produits divers s'élèvent à environ 11,000 fr. par an. Il possède une » église et un presbytère en bon état.

» La distraction de ce hameau laisserait encore à la commune de Petite-Synthe une popu-
» lation d'environ 2,000 habitants, une superficie de 1,096 hectares, des revenus d'ensemble
» 11,900 fr., une église, un cimetière et deux écoles.

La séparation sollicitée aurait donc pour conséquence la formation de deux communes
» d'à peu près égale importance, contenant toutes deux les éléments d'une situation financière
» satisfaisante et d'une bonne administration. Elle répondrait aux aspirations légitimes d'un
» hameau qui, à raison de son éloignement du chef-lieu communal, de sa position topogra-
» phique, des antagonismes de diverses natures existant entre ses habitants et ceux du chef
» lieu, ne saurait équitablement être laissé plus longtemps dans une situation si compro-
» mettante pour ses intérêts.

» Le Conseil municipal de Petite-Synthe a reconnu lui-même la nécessité et l'opportunité
» de cette séparation. Toutefois il insiste pour la conservation au chef-lieu d'une partie trian-
» gulaire du territoire, presentant une contenance du neuvième environ de la superfi-
» cie du hameau, qui est comprise dans la paroisse du chef-lieu, dont aussi elle se rapproche.

» Cette restriction, motivée sur des intérêts civils et religieux, est formellement repoussée
» par la commission syndicale du hameau et par M. le commissaire de l'enquête. Elle aurait
» pour conséquence, est-il objecté, ainsi que le démontre l'examen du plan présenté par
» les pétitionnaires, de détruire la configuration régulière de la nouvelle commune bornée
» dans sa partie sud par sa limite naturelle, le canal de Mardyck. Quant aux intérêts reli-
» gieux, ils ne sauraient se trouver sérieusement lésés, car les changements apportés à la
» circonscription territoriale des communes n'entraînent pas nécessairement de change-
» ments à la circonscription paroissiale.

» Le Conseil d'arrondissement, partageant l'avis de la commission syndjcalə et de
» M. le commissaire de l'enquête, a aussi conclu à l'érection de la nouvelle commune, con-
» formément à la délimitation proposée par les pétitionnaires, déterminée au plan par un
» liseré rouge. »

Par délibération du 28 août 1873, le Conseil général a ajourné l'expression de son avis, et adopté à cet égard les conclusions de son 1er bureau conçues en ces termes : « Ainsi placé en
» présence de cette alternative, — ou de favoriser un projet dont la réalisation, en faisant
» violence aux habitudes et aux affections d'une partie des habitants de la commune. serait
» de nature à porter atteinte à ses intérêts les plus chers ; — ou de proposer une modification
» qui pourrait ne laisser à la commune nouvelle qu'un territoire insuffisant, votre 1er bureau
» estime qu'il y a lieu de surseoir à l'expression d'un avis favorable à la division de Petite-
» Synthe en deux communes distinctes, jusqu'à ce que les parties intéressées se soient mises
» d'accord sur la délimitation qu'elle comporte. »

Cette délibération de l'assemblée départementale a été portée à la connaissance des parties intéressées ; elle a amené l'adoption d'une combinaison consistant d'une part, dans la conservation au hameau, de la partie triangulaire limitée par le canal de Mardyck, le chemin de Mardyck et celui des Jardiniers, d'autre part, dans l'abandon, par le hameau, de la partie irrégulière de territoire comprise entre les limites de Fort Mardyck et de Grande-Synthe et le courant d'eau qui conduit de l'écluse de Mardyck à la mer. La Commission syndicale du hameau, par délibération du 9 mars 1875, et le conseil unique de Petite-Synthe, par délibé-

ration du 19 mai suivant, prise avec le concours des plus imposés, ont de commun accord adopté cette combinaison qui, en laissant au chef-lieu une portion de territoire représentant les deux tiers environ de celle sur laquelle portait la contestation, paraît concilier d'une manière satisfaisante les intérêts en cause.

J'estime en conséquence qu'il y a lieu d'accorder l'érection du hameau de St-Pol en commune séparée et d'en déterminer les limites, suivant le liseré rose du plan ci-annexé, sauf pour la partie du hameau longeant le territoire de Fort Mardyck et de Grande-Synthe laquelle aurait pour limite le courant d'eau figuré au plan par un tracé bleu.

Je prie le Conseil général de vouloir bien émettre son avis, en conformité de l'art. 50, § 1er de la loi du 10 août 1871.

Ci-joint les pièces de l'affaire.

Tribunal civil de Lille. — Création d'une 3e chambre. (4 B.)

Depuis plusieurs années, le Conseil général émettait le vœu qu'une troisième chambre fût instituée au Tribunal civil de Lille.

J'ai l'honneur de faire connaître à l'assemblée que cette troisième chambre vient d'être créée, et que par suite le personnel du tribunal va être augmenté d'un vice-president, de deux juges, deux juges suppléants, d'un substitut et d'un commis greffier.

Transformation du collége de Valenciennes en lycée. (3e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général :

1° Une délibération, du 6 juillet dernier, par laquelle le Conseil municipal de Valenciennes a voté la transformation en lycée du collége de cette ville ;

2° Les plans et devis des travaux auxquels le projet doit donner lieu ;

3° Copie d'une lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique en date du 11 juillet ;

4° Une lettre de M. le Maire de Valenciennes en date du 5 août courant.

M. le Maire et le Conseil municipal sollicitent l'intervention du département dans les dépenses de premier établissement qui sont évaluées à plus de 450,000 fr.

Comme il ne s'agit encore que d'un projet, le Conseil général appréciera si, en raison de l'importance réelle qu'il présente pour la partie Est du département, il doit dès maintenant admettre le principe d'une subvention départementale.

Mais l'assemblée voudra certainement témoigner son sympathique appui pour la transformation proposée, en décidant immédiatement que, le cas échéant, le département du Nord entretiendra au lycée de Valenciennes le même nombre de bourses qu'à Lille et à Douai.

Elections municipales — Sections électorales.

Aux termes de l'article 43 de la loi du 10 août 1871, chaque année, dans sa session d'août, le Conseil général, par un travail d'ensemble comprenant toutes les communes du département, procède à la révision des sections électorales et en dresse le tableau.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général, pour 1876, les sectionnements indiqués au tableau suivant :

COMMUNES.	Nombre de sections.	COMPOSITION DE CHAQUE SECTION.	CHIFFRE officiel de la population par section.	NOMBRE d'électeurs.	NOMBRE de Conseillers à élire par section.
		Arrondissement d'AVESNES.			
GOMMEGNIES	1re	Électeurs du centre	2,276	641	14
	2e	Hameau de Carnoye	1,180	360	7
SÉMERIES	1re	Électeurs du centre	566	134	8
	2e	Hameau de Zores	284	66	4
VILLEREAU	1re	Le village de Villereau	334	105	4
	2e	Le hameau d'Herbignies	648	193	8
		Arrondissement de CAMBRAI.			
CATILLON	1re	La principale agglomération, les fermes qui en dépendent, les hameaux du Bois-de-l'Abbaye et du Petit-Cambrésis.	1,941	537	15
	2e	Les hameaux de La Laurette, de La Louvière et du Rejet-de-Beaulieu, y compris le lieu dit Tassomez	735	197	6
HONNECOURT	1re	L'agglomération de la commune, le hameau d'Ossu et le Bosquet.	995	275	8
	2e	Le hameau de la Terrière, les fermes Lancourt et Franqueville, e les Montagnes	867	234	8
RAILLENCOURT	1re	Raillencourt, chef-lieu de la commune	499	142	6
	2e	Le hameau de Sainte-Olle	558	150	6
SAINT-SOUPLET	1re	Le chef-lieu de la commune formant la principale agglomération	2,422	610	19
	2e	Le hameau de la Haie-Menneresse	214	45	2
VILLERS	1re	Villers-Plouich, chef-lieu de la commune, et le hameau de Beaucamp	659	161	8
	2e	Le hameau de la Vacquerie	317	86	4

COMMUNES.	Nombre de sections.	COMPOSITION DE CHAQUE SECTION.	CHIFFRE officiel de la population par section.	NOMBRE d'électeurs.	NOMBRE de Conseillers à élire. par section.
		Arrondissement de DUNKERQUE.			
COUDEKERQUE-BRE.	1re	Comprenant les électeurs des différentes sections de la commune, à l'exception de la section D.....	533	93	
	2e	Comprenant les électeurs de la section D	1,270	111	10
HONDSCHOOTE.....	1re	Comprenant la ville, moins la prévôté, et la partie de la rue de l'Ouest, vers le quai, à partir des rues dites Wazendaele et Hospices.....	1,429	325	9
	2e	Comprenant toute la banlieue au Sud1 uc h emin de Loo.	990	193	6
	3e	Comprenant le reste de la rue de l'Ouest, la Prévôté et la banlieu à l'Ouest, au Nord et à l'Est.....	1,053	250	6
PETITE-SYNTHE ...	1re	Comprenant l'agglomération formée de toute la partie du territoire, au sud du cana.....	1,500	500	11
	2e	Comprenant le hameau de Saint-Pol, au nord du cana.....	1,394	386	10
		Arrondissement d'HAZEBROUCK			
ESTAIRES	1re	Comprenant l'agglomération	5,218	1,428	18
	2e	Comprenant le hameau de Doulieu.....	1,546	450	5
MORBECQUE	1re	Morbecque	2,706	702	16
	2e	La Motte-aux-Bois.....	1,130	340	7
		Arrondissement de LILLE			
CROIX.	1re	Comprenant la place, les hameaux de a Chapelle, de a Verte-Rue, de la Duquenière, des Ogiers, el droi e de la route départementale, N° 14, vers Roubaix, j usqu'à la rue Jacquart (côté droit), prolongée jusqu'aux promenades projetées de Roubaix, de la gauche l e adi e rou e, N° 14, jusqu'à la rue des Jardins (côte gauche, es entier conduisant au chemin Charles Peut.....	3,394	388	17

COMMUNES.	Nombre de sections.	COMPOSITION DE CHAQUE SECTION.	CHIFFRE officiel de la population par section.	NOMBRE d'électeurs.	NOMBRE de Csnseillers à élire par section.
Croix (suite)	2e	Comprenant le côté droit de la rue des Jardins et du sentier conduisant au chemin Charles Petit, la rue de l'Epeule, la rue du Nord tout le crochet de la route départementale jusqu'à la rue Jacquart (côté gauche), prolongée jusqu'aux promenades prolongées de Roubaix	1,219	137	6
Lambersart	1er	Section du Bourg	1,357	278	9
	2e	Section de Canteleu	883	139	7
		Canton Sud-Ouest.			
	1re	La fraction du canton Sud-Ouest, située dans l'ancienne ville, augmentée de la partie de la nouvelle ville, comprise entre le canal de la Haute-Deûle, le boulevard de la Liberté, le boulevard d'Italie et l'axe de la rue Solférino.	14,524	3,069	4
	2e	La partie du même canton comprise entre les axes des rues Solférino, Notre-Dame, d'Esquermes, de Loos, de la route de Béthune à Lille et le canal de la Haute-Deûle.	18,623	2,495	4
	3e	La partie du même canton située entre les axes de la rue de Béthune à Lille, des rues de Loos, d'Esquermes, de Notre-Dame, de Solférino, des Postes, le boulevard de Strasbourg et la route d'Arras à Lille	23,873	2,556	6
	4e	Le complément du canton Sud-Ouest, limité par l'axe de la rue des Postes, de la rue Solférino, des boulevards d'Italie et de Louis XIV, et embrassant la partie suburbaine de ce canton, située à l'Est de la route d'Arras	18,590	2,203	4
Lille		Canton Nord-Est.			
	5e	La partie du canton Nord-Est comprise dans la ville	13,830	3,022	3
	6e	Les faubourgs de Fives et Saint-Maurice, du canton Nord-Est	19,438	2,640	5
		Canton Centre.			
	7e	Tout le Canton	14,106	3,467	3
		Canton Sud-Est.			
	8e	Tout le canton	15,163	3,368	4
		Canton Ouest.			
	9e	Tout le canton	11,280	2,300	3
Ronco	1re	Comprenant les habitants de Billemont et du Coulombier, formant la paroisse de Saint-Piat	4,134	574	17
	2e	Comprenant les habitants du Blanc-Four, paroisse de St-Roch.	1,356	150	6

COMMUNES.	Nombre de sections.	COMPOSITION DE CHAQUE SECTION.	CHIFFRE officiel de la population par section.	NOMBRE d'électeurs.	NOMBRE de Conseillers à élire par section.
		CANTON OUEST.			
ROUBAIX.....	1re	Grande-Place (côté est), Grande-Rue jusqu'à la rue de l'Hommelet, contour Saint-Martin, rue du Curé, rue du Vieil-Abreuvoir (côté est), rue Pellart jusqu'à la rue de l'Hommelet, rue Pauvrée, rue de l'Hommelet, depuis la rue Pellart jusqu'à la Grande-Rue, ruelle du Ballon, fort Mulliez, place de la Liberté, rue du Château, rue de l'Union et quai de Wattrelos jusqu'au pont de la Brasserie, rue du Quai, rue du Bassin.....	6,642	870	3
	2e	Rue du Pays (côté est), rue Fossés-aux-Chênes (côté est), rue du Quai, rue du Bassin, Saint-Antoine, rue Latine, rue de la Banque, rue du Collège, depuis la rue Pellart jusqu'à la place de la Fosse-aux-Chênes, rue du Nouveau-Monde, rue du Fort, rue de la Paix, rue du Gros-Saule, rue de la Longue-Chemise, rue de Lommelet depuis la rue Pellart jusqu'à la rue des Sept-Ponts, rue Bellart jusqu'au Nouveau-Canal, rue de la Croix rue Lavoisier, place de l'Abattoir, quai de Wattrelos depuis le pont de la Brasserie jusqu'au Nouveau-Canal, Grande Rue depuis la rue de l'Hommelet jusqu'au Nouveau-Canal, rue Nadaud, route de Wattrelos, rue du Duc et boulevard de Strasbourg	5,728	1,066	2
	3e	Rue de Tourcoing (côté est), maison Camille Leroux, rue Duflot, hameau du Hutin, rue Jacquart prolongée, cité Saint-François, rue Delattre, cité Saint-Laurent, Cul-de-Four N° 1, Cul-de-Four N° 2, carrière du Cul-de-Four, sentier du Cul-de-Four, rue Turgot, sentier de la Basse-Masure, rue de la Basse-Masure, chemin des Couteaux, sentier du Ballon, chemin de la Grande-Vigne, rue de la Vigne, sentier des Pères, rue Saint-Joseph, rue Daubenton, rue de Courtrai, rue de Flandre, rue Philippe-le-Bon, rue des Sept-Ponts, et rue des Charpentiers.....	10,591	734	5
	4e	Rue de Lannoy, rue Magenta, rue Pierre-de-Roubaix, quai de Leers à l'est de la rue de Lannoy, rue Bernard, rue Baurewart, ruelle de la Planche-Trouée, rue Sainte-Elisabeth, rue Saint-Jean à l'est de la rue de Lannoy, rue des Longues-Haies à l'est de la rue de Lannoy, rue Beaurepaire, boulevard de Beaurepaire, rue N° 8, rue N° 7, rue des Filles, rue de la Balance, cité du Pile, sentier du Pile, rue du Pile, sentier des Trois-Ponts, hameau des Trois-Ponts, hameau du Sartel, hameau du Petit-Vinage, rue de Maufait, rue du Tilleul à l'est de la rue de Lannoy, rue Sainte Eleuthère, rue des Fossés....	9,870	1,171	5
	5e	Rue de Lille (côté sud), rue des Loups, boulevard de Paris, rue Charles-Quint, sentier du Crèchet, Le Huchon, rue du Moulin, rue de la Promenade, rue du Hâvre, rue de la Tuilerie, rue des Filatures, rue Saint-André, rue du Coq-Français, rue des Longues-Haies à l'ouest de la rue de Lannoy, quai de Leers à l'ouest de la rue de Lannoy, rue Saint-Jean à l'ouest de la rue de Lannoy, rue Sainte-Thérèse, rue Decrème, rue des Parvenus, rue de Ma Campagne, rue d'Espagne, rue du Tilleul et rue de la Potennerie	11,640	1,226	6

COMMUNES.	Nombre de sections.	COMPOSITION DE CHAQUE SECTION.	CHIFFRE officiel de la population par section.	NOMBRE d'électeurs.	NOMBRE de Conseillers à élire par section.
		CANTON OUEST.			
ROUBAIX (suite) ...	6e	Rue Darbo, rue de Lorraine, rue d'Alsace, rue d'Armentières, chemin de Croix à Tourcoing, chemin du Fresnoy, rue d'Italie, rue Solférino, rue de l'Ouest, quai de Calais, quai de Dunkerque, boulevard d'Halluin, rue Fulton, rue de la Gaîté, rue Saint-Ange, rue de la Guinguette, rue de la Barbe-d'Or, rue Stephenson, rue de la Chaussée, rue Jacquart, rue de France, rue Vallon, rue de l'Alma, rue des Fondeurs, rue Saint-Maurice, rue de la Rondelle. rue de la Chapelle-Carette, ruelle Wibaux, rue Archimède, rue de la Lys, rue d'Arcole, rue du Chasseur, rue du Fontenoy entre la rue de Blanchemaille et du Chemin de Fer.....	10,800	893	5
	7e	Rue du Vieil-Abreuvoir (côté ouest), rue du Pays (côté ouest), rue Fosse-aux-Chênes (côté ouest), rue des Lignes, rue St-Pierre, rue de l'Ermitage, rue Notre-Dame, rue St-Honoré, rue Vaucanson, rue de la Redoute, rue du Fontenoy entre la rue Blanchemaille et la rue Fosse-aux-Chênes, rue St-Étienne, rue de la Clé, rue de l'Arc, rue Mazagran, rue Latérale, rue l'Avocat, rue Isabeau de Roubaix, rue Saint-Vincent-de-Paul; rue Blanchemaille, rue du Chemin de Fer, rue de l'Alouette, rue Traversière, rue des Champs, rue du Square, rue Nationale, rue de l'Espérance, rue de l'Hospice, rue Nain	7,528	1,159	4
	8e	Grande-Place (ouest), rue Neuve (ouest), rue de Lille (nord), ruelle Frère, rue du Bois, rue des Fabricants, rue du Curoir, rue du Nord, rue de Sébastopol. rue de Croy, rue de Soubise, sentier de la Brasserie, rue de l'Industrie, rue de Rohan, place du Trichon, rue Inkermann, rue des Arts, rue des Fleurs, rue du Trichon, rue de la Concorde, rue St-Georges et rue du Grand-Chemin, de la rue Saint-Georges à la rue de l'Alouette.....	6,211	845	3
	9e	Rue Miln, rue de la Providence, rue de la Perche, impasse Droulers, rue de Croix, rue de Wasquehal, rue des Vélocipèdes, rue Cugnot, rue de la Limite, rue de l'Epeule, rue du Parc, rue du Vivier, rue Marquisat, rue Watt, rue des Ogiers, rue du Luxembourg, rue de la Maquellerie et rue de Mouveaux.....	7,032	891	3
		CANTON SUD.			
TOURCOING.....	10e	Grand'Place, rue de Tournai, rue des Orphelins, ruelle Jean Legrand, rue Lemaire, rue de la Croix-Rouge, rue Verte, rue du Haze (sud), rue Desurmont, rue du Mont-à-Leux, rue du Moulin-Fagot, rue Gaspard, rue du Conditionnement, rue Sainte-Barbe, rue de la Capellerie, rue de la Cloche, rue du Nord, rue de l'Industrie, des Jardins, de la Paix, de l'Hôtel-de-Ville, place de l'Hôtel-de-Ville,			

COMMUNES.	Nombre de sections.	COMPOSITION DE CHAQUE SECTION.	CHIFFRE officiel de la population par section.	NOMBRE d'électeurs.	NOMBRE de Conseillers à élire par section.
		rue Verte-Feuille, rue Chêne-Houpline, sentier du Bus, Malcense, ruelles Masquelier, Desmettre, etc., rue Malcense (sud), rue d'Havré, impasse du Lac et contour St-Christophe, rues du Château, du Prince et rue de Renaix, chemin du Viroloir, sentier Croix-Blanche et Croisée-Montage, chemin des Trois-Pierres, chemin de la Potente, Chêne-Houpline. Croix-Blanche et Rouge, La Marlière, Haut-Vinage, Trois-Baudets, Bourgogne (sud), rue de Guines, rue Winoc-Chocqueel	9,332	1,576	7
	2e	Rue de Roubaix, rue Neuve-de-Roubaix, place Sébastopol, rue Motte-Saint-Henri et Molles-Briques, rue du Midi, jusqu'à la rue de la Boule-d'Or, rue des Carliers, rue du Blanc-Seau, les Carliers et sentier Fresnay, Blanc-Seau, Fresnay, les Carliers et Blanc-Seau, rue des Biches, rue Latérale du Chemin de Fer. rue Claire-Lemettre, rue Devraux et rue Go, Hallot, rue de la Tassée, sentier de la Tassée, Cœur-Joyeux, ruelle de la Folie, rue Saint-Eloi, rue de la Dîme, sentier de Roubaix, cinq voies et chemin de Roubaix, Épidémie, rue du Tilleul [Tilleul, carrière du chemin de fer, rue de la Station, ruelle du Château, rue et chemin des Piats, jusqu'au pont des Piats seulement, Epine, Chopet et sentier du Mont-à-Leux....	9,029	1,524	7
Tourcoing (suite).	3e	Rue de Lille (côté gauche), rue de Paris (côté gauche) rue de Paris (cour Delecluse et Roussel) 1re et 2e rues à gauche, rue Neuve, rue des Coulons, rue de l'Alma, rue du Dragon, rue Notre-Dame-des-Anges, Petit village, Blanche-Porte, sentier de Mouveaux, La Glaine, l'Epinette, rue des Ursulines, Flocon, rue du Niot, rue des Nonnes et champ des Nonnes, place des Nonnes, rue de Pouilly, rue du Midi (de la rue de la Boule-d'Or à la place des Nonnes, rue des Bons-Enfants, y compris la partie actuellement nommée rue Famelart, rue Sainte-Ursule, rue des Anges, rue du Sentier, Petite-Place, rue Neuve-du-Pouilly, rue du Curé, rue Martina, rue Notre-Dame-du-Bocquet, rue des Bons-Hommes, rue des Bonnes-Femmes, rue de la Boule-d'Or, Touquet-des-Maches-Femmes	8,200	1,236	6
		Canton Nord.			
	4e	Grande-Place (côté Nord), rue de Lille (côté droit), rue de Wailly, rue des Coutraines, rue de Paris (côté droit), rue de l'Abattoir, contour de l'Abattoir, rue Nationale, Brun-pain, rue du Brun-Pain, Clinquet et sentier Beau-Séjour, rue des Moulins et sentier, Vingt-Ballots, fin de la Guerre, rue du Vert-Bois, rue Delobel et Place, rue du Calvaire, rue Manquée, rue des Parvenus, rue Saint-Roch, rue de la Latte, rue Delhaye	8,442	1,277	6

COMMUNES.	Nombre de sections.	COMPOSITION DE CHAQUE SECTION.	CHIFFRE officiel de la population par section.	NOMBRE d'électeurs.	NOMBRE de Conseillers à élire par section.
TOURCOING (suite)..	5e	Rue Saint-Jacques, place Saint-Jacques, rue de Gand, chemin des Mottes, pont de Neuville et Riscontout, rue Sainte-Germaine, rue de Menin, Phalempin, bas chemin de Phalempin, Haute-Voie, sentier de Neuville, chemin de la Latte, près de la Baille, sentier de Roncq et Orions, ruelle Codron, ruelle Gros-Jacques, ruelle Plouvier et Phalempin, issue Thaon, Malcense, rue du Casino, rue du Bus, rue Borgne, rue du Collége, rue du Haze, rue Saint-Pierre.....	8,319	1,274	6
		Arrondissement de VALENCIENNES.			
		CANTON RIVE DROITE.			
	1re	Rue du pont de la Scarpe, place de l'Eglise, rne Nationale. rue de Condé, rue du Wacq et rue de Valenciennes	1,579	423	4
	2e	Route de Valenciennes, Chêne de Saint-Amand, rivage du Noir, Collinière, Croix du Petit-Dieu ,Mont-des-Bruyères.	2,881	725	7
	3e	Thumelard, chemin de la Fontaine, rue de la Louvière, rue des Aulnois, route de Condé	1,099	289	3
		CANTON RIVE GAUCHE.			
SAINT-AMAND.....	4e	Grand' Place, , Abbaye. rue de Rivoli, rue des Anges, rue du Prévost, Grande-Rue, rue du Petit-Repos, rue du Grand-Repos, rue des Murs, rue de Marillon (jusqu'aux fours au noir de M. Mottez), rue de Pain et rue Delsaulx.	1,640	384	4
	5e	Rue d'Orchies, faubourg d'Orchies, faubourg de Roubaix, place d'Armes, rue de Guerre, rue du Bruille, rue de Tournai, rue des Fèves.....	2,208	581	6
	6e	Route de Lille, rue de la Place-au-Metz, rue Fourelaux, rue des Ormeaux, rue de Marillon, depuis les fours au noir de M. Mottez, Marlerie, rue des Cailloux, rue de l'Epinoy, rue du Saubois, rne du Carne, rue Lotte-Winberghe, rue des Drumez, rue de Vaucelles.....	943	319	3
VALENCIENNES.....	1re	CANTON-EST. — Place-d'Armes (rang de l'Hôtel-de-Ville), rue de Famars), (à gauche, jusqu'à la porte Famars). rue St-Géry et rue de la Salle-le-Comte (à droite.) faubourg de Marly	7,387	1.738	9
	3e	CANTON NORD. — Place-d'Armes (de la rue de Paris à la place du Commerce), rue de de Famars (à droite, jusqu'à la porte de Famars), rue de Paris (à gauche), et rue Ferrand (à gauche), jusqn'à la porte Ferrand), faubourg de Paris, faubourg de Cambrai et Saint-Waast	8,726	1.977	9
	3e	CANTON SUD. — Place-d'Armes (de la rue de Paris à la rue Saint-Géry, rue Saint-Géry, rue de la Salle-le-Comte (à gauche), rue de Paris (à droite), toute la portion au delà de la porte Ferrand vers Anzin	8,549	1,669	9

Impositions communales extraordinaires. — Fixation du maximum des centimes. (1 B.)

Aux termes de l'article 42 de la loi du 10 août 1871, le Conseil général arrête, chaque année, à la session d'août, dans les limites fixées annuellement par la loi de finances, le maximum du nombre des centimes extraordinaires que les Conseils municipaux sont autorisés à voter pour en affecter le produit à des dépenses extraordinaires d'utilité communale.

Le Conseil général a adopté, depuis plusieurs années, pour ces centimes extraordinaires, le maximum de 20, fixé par la loi des finances. J'ai l'honneur de vous proposer, d'accord avec M. le Directeur des Contributions directes, le maintien de ce maximum pour 1876.

La situation des communes, au point de vue des impositions extraordinaires, se résume pour l'année 1874-1875, conformément aux indications fournies par M. le Directeur des Contributions, de la manière suivante :

Des 661 communes dont se compose le département 70 seulement n'ont pas eu recours à l'imposition extraordinaire.

Les 591 communes qui ont fait usage de cette ressource ont eu à supporter des centimes dont la quotité se répartit ainsi qu'il suit :

de 0,00,6	à 0,01	pour 58	communes.
de 0,01	à 0,05	pour 157	—
de 0,05	à 0,10	pour 43	—
de 0.10	à 0,15	pour 41	—
de 0,15	à 0,20	pour 47	—
de 0,20 et au-dessus,		pour 245	—

Indépendamment des impositions pour dépenses extraordinaires, les communes ont eu à supporter, savoir :

567, pour dépenses obligatoires, par suite d'insuffisance de revenus communaux, des impositions variant de 0,017 à 2,43.

602, pour traitement des gardes-champêtres, des impositions variant de 0,0072 à 0,55.

21, 4 centimes extraordinaires votés par application de la loi du 10 avril 1867, pour l'instruction primaire.

Les impositions qui excèdent le maximum de 20, fixé par le Conseil général, n'ont été établies, bien entendu, que conformément à la loi, en vertu d'autorisations spéciales du Gouvernement.

Le Conseil général remarquera que pour 58 communes, l'imposition extraordinaire annuelle est de moins de 1 centime. Cette exceptionnelle quotité d'imposition a pour cause, d'une part, l'importance également exceptionnelle des subventions allouées par l'État, et notamment par le département, pour l'achèvement des chemins vicinaux, d'autre part, les facilités accordées aux communes par la loi de 1868 pour le remboursement de leurs emprunts, à la caisse des chemins vicinaux, remboursement s'effectuant en trente années.

Je joins au présent rapport le relevé des impositions communales autorisées, des emprunts et des dettes contractées par les communes du département, du 1er juillet 1874 au 1er juillet 1875. Ce relevé forme le complément des relevés arrêtés aux 31 août 1871, 1872, 1873 et 1874, qui ont été soumis au Conseil général dans ses sessions de novembre 1871, août 1872, 1873 et octobre 1874.

Ces documents permettront au Conseil général de se rendre compte de la situation générale des communes au point de vue des impositions extraordinaires, et de l'opportunité de maintenir au taux de 20 c. le maximum des impositions que les Conseils municipaux peuvent être autorisés à voter, sans l'intervention du Gouvernement, en exécution des articles 3 et 5 de la loi du 24 juillet 1867.

EMPRUNTS COMMUNAUX AUTORISÉS et AUTRES DE[TTES con]statées *à la charge des communes du* 1er *juillet* 1874 *au* 30 *juin* 1875.

DÉSIGNATION des COMMUNES par ordre alphabétique.	EMPRUNTS — NATURE ET DATE des actes d'autorisation. (Décret ou décision préfectorale).	DESTINATIONS.	Montant des emprunts.	DURÉE de l'amortissement.	RESSOURCES affectées à l'amortissement.	Remboursements effectués sur le capital.	[illegible]	AUTRES DETTES Résultant d'acquisitions, marchés, décisions judiciaires ou administratives, etc. — NATURE ET DATE des actes [qu]i les constatent.	NATURE de chacune des dettes.	Montant de chacune d'elles.	TERMES STIPULÉS pour le remboursement.	NATURE DES RESSOURCES affectées au remboursement.	Remboursements effectués sur la dette.	RESTE à rembourser.	OBSERVATIONS.
ARRONDISSEMENT D'AVESNES.															
Beugnies	Arrêté du 18 juin 1875.	Acquisition d'un présbytère	8000	10 ans de 1876.	Imposition extraordin.	»		»	»	»	»	»	»	»	
Fourmies	Id 26 juin 1875.	Établ. d'un abattoir public.	82000	12 ans de 1875.	Taxes d'abattage et produit de l'octroi	»		»	»	»	»	»	»	»	
Grand-Fayt	Décret du 17 déc. 1874.	Constr. d'une école de filles.	5000	5 ans de 1881.	Imposition extraordin.	»		»	»	»	»	»	»	»	
Landrecies	»	»	»	»	»	»		[Arr]êté préfectoral du 2 [se]ptembre 1874.	Mobilier du collége.	4200	5 ans.	Revenus communaux.	»	»	
Leval	Décret du 23 oct. 1874.	Nouveau cimetière.	3624	8 ans de 1875.	Imposition extraordin.	»		»	»	»	»	»	»	»	
Sains	Id. 25 fév. 1875.	Chemin vicinal N° 4	7000	19 ans de 1875.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	
Sémeries	Arrêté du 19 fév. 1875.	Appropriation du nouveau cimetière	1000	2 ans de 1877.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	
Sepmeries	Décret du 9 juin 1875.	Reconstruction de l'église.	7000	9 ans de 1875.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	
ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.															
Aubencheul-au-Bac	Arrêté du 20 juill. 1874.	Construction d'école	6000	12 ans de 1875.	Imposition extraordin.	»		»	»	»	»	»	»	»	
Avesnes-lez-Aubers	Id. 14 juill. 1874.	Agrandissem. du cimetière.	4000	3 ans de 1879.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	
Basuel	Décret du 11 nov. 1874.	Réquisitions allemandes.	9059	16 ans de 1875.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	
Beaurain	Id. 31 juill. 1874.	Reconstruction de l'église.	3000	18 ans de 1875.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	
Béthencourt	Id. 4 août 1874.	Achèvement de l'église	6000	16 ans de 1875.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	
Id	Id. 24 avril 1875.	Réquisitions allemandes	6300	6 ans de 1876.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	
Busigny	Arrêté du 14 oct. 1874.	Id.	6922	5 ans de 1875.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	
Cagnoncles	Id. 12 juin 1875.	Trav. de pavage. — Construction d'abreuvoirs.	6000	6 ans de 1876.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	
Capelle	Décret du 24 avril 1875.	Pav. du chem. vicinal N° 4.	2500	6 ans de 1876.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	
Caudry	Id. 11 nov. 1874.	Constr. d'école et de mairie.	68000	24 ans de 1875.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	
Clary	Arrêté du 25 juill. 1874.	Construction d'aqueducs.	10000	12 ans de 1875.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	
Masnières	Décret du 28 nov. 1874.	Constr. d'école de filles.	24948	18 ans de 1875.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	
Mœuvres	Arrêté du 26 août 1874.	Agrandissement de l'église.	3000	6 ans de 1875.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	
Montay	Décret du 31 mai 1875.	Cons. d'une école de garçons	10875	12 ans de 1880.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	
Raillencourt	Arrêté du 11 août 1874.	Pav. du chem. vicinal N° 5.	7000	12 ans de 1875.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	
Ribécourt	id. 10 mai 1875.	Constr. d'école de filles.	9800	12 ans de 1875.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	
Romeries	Décret du 3 juin 1875.	Construction d'un clocher.	13000	20 ans de 1875.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	
St.-Hilaire	Arrêté du 2 juillet 1874.	Const. d'une salle d'asile.	5900	4 ans de 1875.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	
St.-Python	Id. 25 août 1874.	Réquisitions allemandes.	433020	8 ans de 1875.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	
St.-Waast	Id. 18 mars 1875.	Construction d'un pont.	5200	4 ans de 1875.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	
Saulzoir	Id. 31 mars 1875.	Construction d'une classe à l'école de filles.	2750	En 1876.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	
Vertain	Id. 1er avril 1875.	Réquisitions allemandes.	462122	6 ans de 1875.	Id.	»		»	»	»	»	»	»	»	

EMPRUNTS COMMUNAUX AUTORISES et AUTRES DETTES

constatées à la charge des communes du 1er juillet 1874 au 30 juin 1875 (SUITE).

DÉSIGNATION des COMMUNES par ordre alphabétique.	EMPRUNTS							AUTRES DETTES Résultant d'acquisitions, marchés, décisions judiciaires ou administratives, etc.							OBSERVATIONS.
	NATURE ET DATE des actes d'autorisation. (Décret ou décision préfectorale).	DESTINATIONS.	Montant des emprunts.	DURÉE de l'amortissement.	RESSOURCES affectées à l'amortissement.	Remboursements effectués sur le capital.	Montant à rembourser.	NATURE ET DATE des actes qui les constatent.	NATURE de chacune des dettes.	Montant de chacune d'elles.	TERMES STIPULÉS pour le remboursement.	NATURE DES RESSOURCES affectées au remboursement.	Remboursements effectués sur la dette.	RESTE à rembourser,	
ARRONDISSEMENT DE DOUAI.															
								»	»	»	»	»	»	»	
								»	»	»	»	»	»	»	
								»	»	»	»	»	»	»	
								»	»	»	»	»	»	»	
								»	»	»	»	»	»	»	
								»	»	»	»	»	»	»	
								»	»	»	»	»	»	»	
								»	»	»	»	»	»	»	
								»	»	»	»	»	»	»	
								»	»	»	»	»	»	»	
								»	»	»	»	»	»	»	
ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.															
								»	»	»	»	»	»	»	
								»	»	»	»	»	»	»	
								»	»	»	»	»	»	»	
ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.															
								»	»	»	»	»	»	»	
								»	»	»	»	»	»	»	
								»	»	»	»	»	»	»	
								»	»	»	»	»	»	»	
Aix	Arrêté du 25 mars 1874.	Const. d'une école de garç.	13400	11 ans de 1876.	Imposition extraordin.	»									
Beuvry	Id. 12 août 1874.	Grosses répar. à l'église, etc	3000	5 ans de 1875.	Id.	»									
Bugnicourt	Décret du 28 juill. 1874.	Const. d'une école de filles.	13650	15 ans de 1875.	Id.	»									
Fressain	Arrêté du 11 nov. 1874.	Réparations à l'église et au clocher	2200	8 ans de 1875.	Id.	»									
Lallaing	Id. 28 juill. 1874.	Acquisit. d'un nouv. cimetière et dépenses arriér.	4000	En 1880	Vente d'arbres	»									
Landas	Id. 16 mars 1875.	Const. d'une école de filles.	5800	5 ans de 1875.	Imposition extraordin.	»									
Lanwin-Planque	Id. 18 août 1874.	Const. de mairie et école.	5000	6 ans de 1875.	Id.	»									
Saméon	Id. 11 nov. 1874.	Travaux vicinaux	16000	10 ans de 1875.	Id.	»									
Somain	Id. 24 sept. 1874.	Pav. du chem. vicinal N° 2.	13550	5 ans de 1875.	Annuités restant à percevoir d'une imp. extr. autorisée en 1869	»									
Vred	Délibération municipale du 15 octobre 1874.	Déficit du budget additionnel de 1874	7500	12 ans de 1875.	Revenus ordinaires	»									
Loon	Arrêté du 27 août 1874.	Const. d'un chemin rural.	9800	9 ans de 1875.	Imposition extraordin.	»									
Mardyck	Id. 28 oct. 1874.	Const. d'une salle de classe	3500	8 ans de 1875.	Id.	»									
Wormhout	Id. 4 nov. 1874.	Construct. d'un presbytère.	16000	11 ans de 1875.	Id.	»									
Estaires	Décret du 27 oct. 1874.	Reconstruction de l'église de Doulieu	32000	16 ans de 1879.	Imposition extraordin.	»									
La Gorgue	Id. 7 août 1874.	Indemnité à la Compagnie du Nord-Est	14000	10 ans de 1875.	Id.	»									
Morbecque	Arrêté du 21 mai 1875.	Réparations au presbytère.	3500	2 ans de 1879.	Id.	»									
Ste.-Marie-Cappel	Décret du 4 mars 1875.	Reconstruction de l'église.	14650	10 ans de 1876.	Id.	»									
Steenwerck	Id. 28 juill. 1874.	Construction d'une école.	10000	14 ans de 1874.	Id.	»									
								Délibération municipale du 27 août 1874.	Renouvellem. de l'uniforme de la musique communale	3000	3 ans de 1875.	Revenues ordinaires.	»	»	
								»	»	»	»	»	»	»	
								»	»	»	»	»	»	»	
								»	»	»	»	»	»	»	

constatées à la charge des communes du 1er juillet 1874 au 30 juin 1875 (SUITE).

DÉSIGNATION des COMMUNES par ordre alphabétique.	EMPRUNTS — NATURE ET DATE des actes d'autorisation. (Décret ou décision préfectorale).	DESTINATIONS.	Montant des emprunts.	DURÉE de l'amortissement.	RESSOURCES affectées à l'amortissement.	Remboursements effectués sur le capital.	RESTE à rembourser.	AUTRES DETTES — NATURE ET DATE des actes qui les constatent.	NATURE de chacune des dettes.	Montant de chacune d'elles.	TERMES STIPULÉS pour le remboursement.	NATURE DES RESSOURCES affectées au remboursement.	Remboursements effectués sur la dette.	RESTE à rembourser.	OBSERVATIONS.
ARRONDISSEMENT DE LILLE.															
Armentières.	Loi du 18 mars 1875. .	Constr. d'écoles. — Dettes.	230000	14 ans de 1881 .	Imposition extraordin .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Aubers.	Décret du 26 mai 1875.	Dépenses de vicinalité . .	20159	16 ans de 1875 .	Id. . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bois-Grenier.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ennetières-en-Weppe.	Arrêté du 23 juill. 1874.	Déficit budgétaire	4000	10 ans de 1875 .	Id. . .	»	»	Arrêté préfectoral du 30 juin 1875.	Pav. de la nef princ. de l'égl.	1360	2 ans de 1875 .	Produit de l'octroi. . .	»	1360	
Id	Id. 27 mai 1875.	Remboursement à la caisse des Dépôts et Consignations d'annuités en retard de l'emprunt vicinal . .	4000	10 ans de 1876 .	Id. . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Erquinghem-Lys. . .	Id. 11 juill. 1874.	Solde des trav. du presbyt.	4000	En 1874	Subventions et revenus ordinaires.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Hellemmes-Lille . . .	Décret du 31 mai 1875.	Reconstruction de l'église.	16600	12 ans de 1875 .	Imposition extraordin .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
La Madeleine.	Id. 28 nov. 1874.	Agrandiss. du cimetière .	45000	11 ans de 1875 .	Id. . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Leers.	Id. 31 déc. 1874.	Acquisition d'un nouveau cimetière.	10400	5 ans de 1877 .	Id. . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Radinghem	Délibération municipale du 30 juillet 1874 . .	Pavage de chem. vicinaux.	2500	5 ans de 1875 .	Revenus ordinaires . .	»	»	Délibération municipale du 8 avril 1875. . .	Pavage du chemin rural dit des Hautes-Voies. . . .	2400	2 ans.	Fonds libres	»	2400	
Sainghin-en-Mélantois.	Arrêté du 10 mai 1875.	Const. de mairie et agrandissement d'école. . . .	7000	5 ans de 1876 .	Imposition extraordin .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Seclin.	Délibération municipale du 20 février 1875. .	Acquis. de la maison Claeys	25000	5 ans de 1875 .	Revenus ordinaires . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Templemars.	Décret du 14 déc. 1874.	Const. d'école de garçons .	5000	11 ans de 1875 .	Imposition extraordin .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Wahagnies	Arrêté du 15 mars 1875.	Reconstruction de l'église .	10000	12 ans de 1875 .	Id. . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Wasquehal	Id. 1er fév. 1875.	Construction d'un pont sur la Marque.	6000	3 ans de 1876 .	Id. . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Wervicq-Sud	Décret du 4 août 1874 .	Achèvement de l'église . .	17000	20 ans de 1875 .	Id. . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.															
Aulnoy	»	»	»	»	»	»	»	Marché du 30 déc. 1875.	Réparations au clocher . .	2630	Après réception.	Revenus ordinaires . .	»	2630	
Aubry	Arrêté du 23 fév. 1875.	Appropr. de l'école de garç.	8497	10 ans de 1875 .	Imposition extraordin .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Douchy.	Id. 13 juill. 1874.	Const d'un abreuvoir. — Rép. à la toit. de l'église.	8000	10 ans de 1877 .	Id. . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Hasnon.	Délibération municipale du 15 octobre 1874. .	Contingents arriérés du ch. d'interêt commun N° 105	3000	2 ans de 1875 .	Revenus ordinaires . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Marly.	Arrêté du 14 juill. 1874.	Chemin d'interêt commun N° 60. — Construction. .	3000	6 ans de 1875 .	Imposition extraordin .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Mastaing	Id. 8 sept. 1874.	Conting. d'entret. du chem. de grande comm. N° 49 .	1194	2 ans de 1875 .	Id. . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Millonfosse	Délibération municipale du 13 juillet 1874 . .	Agrandissem. du cimetière	1500	2 ans de 1875 .	Revenus ordinaires . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Rombies	Arrêté du 9 sept. 1874.	Acqon d'une maison d'école.	5000	7 ans de 1875 .	Imposition extraordin .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Vicq	Id. 31 mars 1875.	Const. d'une école de filles.	12000	8 ans de 1875 .	Id. . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	

IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES COMMUNALES

autorisées par décrets ou arrêtés préfectoraux ou votées par les Conseils municipaux, du 1er juillet 1874 au 30 juin 1875.

DÉSIGNATION DES COMMUNES (par ordre alphabétique en les groupant par arrondissement).	CENTIMES EXTRAORDINAIRES POUR DÉPENSES OBLIGATOIRES NON ANNUELLES. (Lois des 18 juillet 1837 et 24 juillet 1867). NATURE ET DATES des actes d'autorisation.	Nombre de centimes.	DURÉE.	CENTIMES EXTRAORDINAIRES POUR DÉPENSES FACULTATIVES NON ANNUELLES. (Lois des 18 juillet 1837 et 24 juillet 1867). NATURE ET DATES des actes d'autorisation.	Nombre de centimes.	DURÉE.	TOTAL du nombre des centimes extraordinaires.	Principal des quatre contributions directes.	Maxim du nom des centim extrao naire fixé p le Cons génér en vert la loi d août 18 (art. 4
ARRONDISSEMENT D'AVESNES.									
Beugnies	»	»	»	Arrêté du 18 juin 1875.	19	De 1876 à 1884.	19	5640	
					14	En 1885.			
Bousies	Arrêté du 12 avril 1875.	6	En 1876 et 1877.	»	»	»	6	15274	
		16	De 1878 à 1880.						
		7	En 1881.						
Frasnoy	»	»	»	Arrêté du 18 juillet 1874	10	10 ans de 1875.	20	5852	
Id.	»	»	»	Id. 11 août 1874.	10	3 ans de 1875.			
Grand-Fayt	Décret du 17 déc. 1874.	20	5 ans de 1881.	»	»	»	20	6700	
Leval	Id. 23 octob. 1874	11	De 1875 à 1881.	»	»	»	11	5592	
		6	En 1882.						
Marbaix	Arrêté du 24 déc. 1874.	16	En 1875.	»	»	»	16	6006	
Marpent	Id. 10 nov. 1874.	12	2 ans de 1875.	»	»	»	12	5244	
Petit-Fayt	»	»	»	Arrêté du 17 sept. 1874.	20	En 1876.	20	4494	
Sains	Décret du 25 févr. 1875.	3	19 ans de 1875.	»	»	»	3	25320	
Sémeries	Arrêté du 19 févr. 1875.	9	2 ans de 1877.	»	»	»	9	7485	
Sepmeries	Décret du 9 juin 1875.	20	9 ans de 1875.	»	»	»	20	5472	
Willies	Id. 31 déc. 1874.	10c 35	14 ans de 1875.	»	»	»	10c 35	2006	
ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.									
Aubencheul-au-Bac	Arrêté du 20 juillet 1874	20	12 ans de 1875.	»	»	»	20	3887	
Avesnes-lez-Aubert	Id. 14 juillet 1874.	16 1/2	3 ans de 1879.	»	»	»	16 1/2	10855	
Basuel	Décret du 11 nov. 1874.	10	16 ans de 1875.	»	»	»	10	8493	
Beaurain	Id. 31 juillet 1874	20	De 1875 à 1891.	»	»	»			
		8	En 1892.				44	1316	
Id.	Id. 16 nov. 1874.	24	En 1875.	»	»	»			
Béthencourt	Id. 4 août 1874.	5	De 1875 à 1884.	»	»	»			
		20	De 1885 à 1890.				24	6605	
Id.	Id. 24 avril 1875.	19	6 ans de 1876.	»	»	»			
Busigny	Arrêté du 14 octob. 1874	7	En 1875.	»	»	»	7	22527	
		8	En 1876-77.						
		14 1/2	En 1878, 5 c. en 1879						
Cagnoncles	»	»	»	Arrêté du 12 juin 1875.	20	6 ans de 1876.	20	6098	
Capelle	»	»	»	Décret du 24 avril 1875.	3	En 1876.	3	4263	
					15	En 1877.			
					14	En 1878 et 1879.			
					13	En 1880 et 1881.			
Caudry	Décret du 11 nov. 1874.	18 1/2	En 1875.	»	»	»	18 1/2	21604	
		25	De 1876 à 1897.						
		18	En 1898.						
Clary	»	»	»	Arrêté du 25 juillet 1874	10	En 1875.	10	10740	
					11	De 1876 à 1886.			
Fontaine-au-Pire	»	»	»	Id. 18 déc. 1874.	16	En 1875.	45	5798	
Id.	»	»	»	Décret du 27 juin 1875.	29	En 1876.			
Masnières	Décret du 28 nov. 1874.	8	De 1875 à 1883.	»	»	»	8	16637	
		20	De 1884 à 1892.						
Mœuvres	Arrêté du 26 août 1874.	3	De 1875 à 1877.	»	»	»	3	5597	
		20	De 1878 à 1880.						

IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES COMMUNALES *(suite)*.

DÉSIGNATION DES COMMUNES (par ordre alphabétique en les groupant par arrondissement).	CENTIMES EXTRAORDINAIRES POUR DÉPENSES OBLIGATOIRES NON ANNUELLES. (Lois des 18 juillet 1837 et 24 juillet 1867). NATURE ET DATES des actes d'autorisation.	Nombre de centimes.	DURÉE.	CENTIMES EXTRAORDINAIRES POUR DÉPENSES FACULTATIVES NON ANNUELLES. (Lois des 18 juillet 1837 et 24 juillet 1867). NATURE ET DATES des actes d'autorisation.	Nombre de centimes.	DURÉE.	TOTAL du nombre des centimes extraordinaires.	Principal des quatre contributions directes.	Maxim du nom des centim extrao naire fixé p le Cons génér en vert la loi d août 18 (art. 4
ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI *(Suite)*.									
Montay	Décret du 31 mai 1875.	12	De 1875 à 1879. 20 c. en 1880; 25 c. de 1881 à 1890; 6 c. en 1891.	»	»	»	12	5438	20
Quiévy	Id 16 août 1874.	1	21 ans de 1875.	»	»	»	2	11287	20
Id.	Id. 27 avril 1875.	1	21 ans de 1876.	»	»	»			
Raillencourt	»	»	»	Arrêté du 11 août 1874.	9	12 ans de 1875.	9	8972	20
Ribécourt	Arrêté du 10 mai 1875.	20	12 ans de 1875.	»	»	»	20	5533	20
Romeries	Décret du 3 juin 1875.	12	De 1875 à 1884.						
		30	De 1885 à 1894.	»	»	»	12	5764	20
Saint-Hilaire	Arrêté du 2 juillet 1874	20	4 ans de 1875.	»	»	»	20	8297	20
Saint-Python	Id. 25 août 1874.	7 1/2	De 1875 à 1881.	»	»	»	7 1/2	9966	20
		1	En 1882.						
Saint-Waast	»	»	»	Arrêté du 18 mars 1875.	20	De 1875 à 1877.	20	8098	20
					16	En 1878.			
Sulzoir	Arrêté du 31 mars 1875.	20	En 1876.	»	»	»	20	15241	20
Certain	Id. 29 août 1874.	22	6 ans de 1875.	»	»	»	22	6046	20
ARRONDISSEMENT DE DOUAI.									
Aix	Arrêté du 25 mars 1874	20	11 ans de 1876.	»	»	»	20	7452	20
Auvry	»	»	»	Arrêté du 12 août 1874.	5	5 ans de 1875.	5	15580	20
Cognicourt	Décret du 28 juillet 1874	20	15 ans de 1875.	»	»	»	20	6774	20
Cantin	Arrêté du 26 mars 1875	11 1/2	En 1875.	»	»	»	11 1/2	13343	20
Dessain	Id 11 nov. 1874.	5	8 ans de 1875.	»	»	»	5	7097	20
Lindas	Id. 16 mars 1875	9	5 ans de 1875.	»	»	»	9	15465	20
Louvin-Planque	Id. 18 août 1874.	17	6 ans de 1875.	»	»	»	17	5490	20
Siméon	Id. 11 nov. 1874.	20	10 ans de 1875.	»	»	»	20	30328	20
ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.									
Bringhem	»	»	»	Arrêté du 16 juin 1875.	6	2 ans de 1876.	6	6673	20
Coudon	»	»	»	Id. 27 août 1874.	8	9 ans de 1875.	8	17790	20
Gardyck	Arrêté du 28 octob. 1874	18	De 1875 à 1881.						
		3 1/2	En 1882.	»	»	»	18	3227	20
Hormhoudt	»	»	»	Arrêté du 4 nov. 1874.	2 3/4	De 1875 à 1877.	2 3/4	30230	20
					9	En 1878 et 1879.			
					8 1/2	En 1880.			
					8	En 1881 et 1882.			
					7 1/2	En 1883 et 1884.			
					7	En 1885.			
ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.									
Caëke	Arrêté du 10 nov. 1874.	6	2 ans de 1875.	»	»	»	6	11806	20
Calnes	Décret du 27 octob. 1874	7 1/2	En 1879	»	»	»	7 1/2	44584	20
		5 1/2	De 1880 à 1894.						
Haverskerque	Arrêté du 1er août 1874.	20	En 1875 et 1876.	»	»	»	20	8054	20
		10	En 1877.						

IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES COMMUNALES *(suite)*.

DÉSIGNATION DES COMMUNES (par ordre alphabétique en les groupant par arrondissement).	CENTIMES EXTRAORDINAIRES POUR DÉPENSES OBLIGATOIRES NON ANNUELLES. (Lois des 18 juillet 1837 et 24 juillet 1867). NATURE ET DATES des actes d'autorisation.	Nombre de centimes.	DURÉE.	CENTIMES EXTRAORDINAIRES POUR DÉPENSES FACULTATIVES NON ANNUELLES. (Lois des 18 juillet 1837 et 24 juillet 1867). NATURE ET DATES des actes d'autorisation.	Nombre de centimes.	DURÉE.	TOTAL du nombre des centimes extraordinaires.	Principal des quatre contributions directes.	Maximum du nombre des centimes extraordinaires fixé par le Conseil général en vertu de la loi du 10 août 1871 (art. 40).
ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK *(Suite)*.									
La Gorgue	»	»	»	Décret du 7 août 1874.	8	10 ans de 1875.	11	24172	20
Id.	»	»	»	Id. 23 octob. 1874	3	3 ans de 1875.			
Morbecque	»	»	»	Arrêté du 21 mai 1875.	6	2 ans de 1879.	6	30369	20
Sainte-Marie-Cappel	Décret du 4 mars 1875.	31	10 ans de 1876.	»	»	»	31	6286	20
Steenwerck	Décret du 28 juillet 1874	2	De 1874 à 1883.	»	»	»	2	27086	20
		11	En 1884.						
		6	En 1885.						
		15	En 1886.						
		11	En 1887.						
ARRONDISSEMENT DE LILLE.									
Armentières	Loi du 18 mars 1875.	20	14 ans de 1884.	»	»	»	20	160169	20
Aubers	Décret du 26 mai 1875.	20	16 ans de 1875.	»	»	»	20	10277	20
Comines	Arrêté du 18 août 1874.	3	En 1875.	»	»	»	3	49157	20
			2 c. 1/2 de 1876 à 1878.						
			2 c. en 1879 et 1880.						
Ennetières-en-Weppes :	Id. 23 juillet 1874	5	10 ans de 1875.	»	»	»	9 3/4	11180	20
Id.	Id. 27 mai 1875.	4 3/4	10 ans de 1876.	»	»	»			
Hellemmes-Lille	Décret du 31 mai 1875.	14	De 1875 à 1885.	»	»	»	14	13173	20
		7	En 1886.						
Herrin	Arrêté du 24 sept 1874	17 1/2	En 1874.	»	»	»	17	3177	20
La Madeleine	Décret du 28 nov. 1874.	9	De 1875 à 1882.	»	»	»	9	51656	20
		20	De 1883 à 1885.						
Leers	Id. 31 déc. 1874.	18	5 ans de 1877.	»	»	»	18	13093	20
Marquillies	Id. 27 mars 1875.	18	5 ans de 1875.	»	»	»	18	6918	20
Roncq	Id. 4 août 1874.	3 3/4	De 1875 à 1877.	»	»	»	3 3/4	28292	20
		4 1/2	En 1878.						
Sainghin-en-Mélantois	»	»	»	Arrêté du 10 mai 1875.	15 1/2	De 1876 à 1879.	15 1/2	11475	20
					9	En 1880.			
Templemars	Décret du 14 déc. 1874.	10	De 1875 à 1883.	»	»	»	10	5183	20
			27 c. en 1884.						
			15 c. en 1885.						
Thumeries	Arrêté du 24 févr. 1875.	7	12 ans de 1876.	»	»	»	7	7340	20
Wahagnies	Id. 15 mars 1875	20	12 ans de 1875.	»	»	»	20	5491	20
Wasquehal	Id. 1er févr. 1875	13	3 ans de 1876.	»	»	»	13	18351	20
Wervicq-Sud	Décret du 4 août 1874.	12	20 ans de 1875.	»	»	»	12	14751	20
ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.									
Abscon	»	»	»	Arrêté du 12 mai 1875.	3c 87	En 1875.	3c 87	14255	20
						8 c. en 1876.			
						3 c. en 1877.			
Aubry	Arrêté du 23 févr. 1875.	20	10 ans de 1875.	»	»	»	20	5547	20
Bouchy	»	»	»	Arrêté du 13 juillet 1874	7	10 ans de 1877.	7	14846	20
Harly	Arrêté du 14 juillet 1874	3	6 ans de 1875.	»	»	»	3	19476	20
Hasnaing	Id. 8 sept. 1874.	20	2 ans de 1875.	»	»	»	20	6459	20
Lombies	Id. 9 sept. 1874.	20	7 ans de 1875.	»	»	»	20	4941	20
Pricq	Id. 31 mars 1875.	20	8 ans de 1875.	»	»	»	20	4754	20

DEPARTEMENT DU NORD.

COMPTE

DES RECETTES ET DES DÉPENSES DÉPARTEMENTALES

DE L'EXERCICE 1874. (1er B.)

L'article 66 de la loi du 10 août 1871 porte que le Conseil général entend et débat les comptes d'administration qui lui sont présentés par le Préfet, pour les recettes et les dépenses effectuées en vertu des budgets du département.

La comptabilité de l'exercice 1874 a été close le 30 avril 1875, en vertu de dispositions spéciales.

J'ai l'honneur, en conséquence, Messieurs, de vous soumettre le compte définitif de cet exercice, et je l'accompagne, suivant les instructions de M. le Ministre de l'Intérieur, des doubles de toutes les pièces justificatives restées entre mes mains.

Les résultats généraux de ce compte sont recapitulés dans le tableau suivant :

INDICATION DES OPÉRATIONS.	Centimes ordinaires et de la vicinalité.	Produits éventuels ordinaires et de la vicinalité.	Service de l'instruction primaire	Service extraordinaire.	TOTAUX.
Recettes effectuées	3,027,656 50	1,568,139 55	507,414 96	3,419,892 13	8,523,103 14
Dépenses payées	2,693,357 76	1,386,785 65	480,885 61	2,971.184 95	7,532,213 97
Reliquats	334,298 74	181,353 90	26,529 35	448,707 18	990 889 17
Sommes inscrites au budget de report, pour crédits restant à employer et pour dépenses faites et non acquittées	169,250 74	181,353 70	200 »	286,383 52	637,188 16
Restes libres à cumuler avec ressources du budget de 1875 .	165,048 »	» »	26,329 35	162,323 66	353,701 01

Je prie le Conseil général de vouloir bien donner sa sanction à ces résultats, par une délibération spéciale.

Compte d'administration rendu par le Conseiller-d'État, Préfet du Nord pour les dépenses et les recettes départementales de l'exercice 1874.

Nos des sous-ch. du budget. 1	INDICATION DES DÉPENSES. 2	MONTANT des dépenses effectuées. 3	MONTANT des crédits alloués 4	EXCÉDANT DES dépenses effectuées sur les crédits 5	EXCÉDANT DES crédits sur les dépenses effectuées. 8	RELIQUATS DE CRÉDITS nécessaires pour les dépenses à contiuuer. 6	RELIQUATS DE CRÉDITS définitivement sans emploi 7
	CRÉDITS ET DÉPENSES ORDINAIRES.						
1	Dépenses obligatoires. .	196,063 61	200,048 44	»	3,984 80	1,385 16	2.599 64
2	Propriétés départementales immobilières. .	106,304 45	173,183 55	»	66,879 10	64,255 23	2,623 87
3	Routes départementales	686,839 35	704,059 40	0 10	14,220 15	»	14,220 15
4	Chemins vicinaux et chemins de fer d'intéret local	2,023,502 52	2,273,776 95	»	250,274 43	219.417 01	30,857 42
5	Enfants assistés. . . .	188,437 17	220,000 »	»	31,562 83	»	31,562 83
6	Aliénés.	456,178 52	404,500 »	51,678 52	»	»	»
7	Assistance publique . .	85,910 91	91,680 »	»	5,769 09	»	5,769 09
8	Cultes.	24,600 »	24,600 »	»	»	»	»
9	Archives départementales	13,836 54	15,250 »	59 54	1,473 »	1,450 »	23 »
10	Sncouragements aux lettres, aux sciences et aux arts.	64,138 08	90,491 »	»	26,352 92	22,700 »	3,652 92
11	Encouragements à l'agriculture et à l'industrie	46,581 »	53,400 »	»	6,819 »	5,317 »	1,502 »
12	Subventions aux communes	31,402 03	56,000 »	»	24,597 97	21,000 »	3,597 97
13	Dépenses diverses. . .	120,558 06	134,392 03	91 31	13,925 28	12,322 52	1,602 76
14	Dettes départementales	56,980 24	57.025 15	»	44 91		44 91
15	Instruction publique. (Dépenses afférentes au ministère de l'intérieur)	13,800 »	13,800 »	»	»	»	»
16	Cadastre.	20,000 »	20,000 »	»	»	»	»
	TOTAUX. . . .	4,135,132 48	4.529,206 49	51,829 47	445,903 48	347,846 92	98,056 56

Nos des sous-ch. du budget.	INDICATION DES DÉPENSES.	MONTANT des dépenses effectuées.	MONTANT des crédits alloués.	EXCÉDANT DES dépenses effectuées sur les crédits	EXCÉDANT DES crédits sur les dépenses effectuées.	RELIQUATS DE CRÉDITS nécessaires pour les dépenses à continuer	RELIQUATS DE CRÉDITS définitivement sans emploi
1	2	3	4	5	6	7	8
	CRÉDITS ET DÉPENSES DE L'INSTRUCTION PRIMAIRE.						
15	Service de l'Instruction primaire. (Dépenses imputables sur le produit des 3 centimes spéciaux).	467,285 61	478,829 57	»	11.543 96	»	11,543 96
	CRÉDITS ET DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.						
17	Dépenses imputables sur le produit des centimes extraordinaires, ...	1,536,835 76	1,884,465 29	»	347,629 53	243,612 20	104,017 33
18	Dépenses imputables sur fonds d'emprunts. .	12,748 58	12,776 11	»	27 53	»	27 53
19	Dépenses imputables sur les produits éventuels extraordinaires . . .	1,426,235 23	1,516,839 56	»	90,604 33	38,136 70	52,467 63
	TOTAUX . . .	2,975,819 57	3,414,080 96	»	438,261 39	281,748 90	156,512 49
	RÉCAPITULATION.						
	Service ordinaire.	4,135,132 48	4,529,206 49	51,829 47	445,903 48	347,846 92	98,056 56
	Service de l'Instruction primaire.	467,285 61	478,829 57	»	11,543 96	»	11,543 96
	Service extraordinaire. . . .	2,975'819 57	3,414,080 96	»	438,261 39	281,748 90	156,512 49
	TOTAUX GÉNÉRAUX. . .	7,578,237 66	8,422,117 02	51,829 47	895,708 83	629.595 82	266,113 01

RÉCAPITULATION DES RECETTES.

Sur centimes ordinaires et de la vicinalité.	3,027,656 50
Sur produits éventuels ordinaires et de la vicinalité.	1,568,139 55
Sur centimes de l'instruction primaire et produits éventuels.	507,414 96
Sur centimes extraordinaires, emprunts et produits éventuels	3,419,892 13
Total	8,523,103 14
Dépenses acquittées . . .	7,532,213 97
Excédant de recettes.	990,889 17

Cette somme de 990,889 fr. 17 c., moins celle de 26,529 fr. 35 représentant le reliquat des recettes de l'instruction primaire, a été reproduite au budget de report de 1874 sur 1875, pour être affectée, jusqu'à concurrence de 636,,988 fr. 16 c. au paiement de certaines dépenses faites ou autorisées et non effectuées.

Partant, les ressources disponibles de 1874 sont de			327,371 66
Qui se divisent ainsi qu'il suit, entre les divers services :			
1o Centimes ordinaires et de la vicinalité.	165,048	»	
2o Produits éventuels ordinaires et de la vicinalité	»		
3o Service extraordinaire	162,323	66	
Total égal	327,371	66	

Aux termes de l'article 9 de la loi du 8 juillet 1866, ces ressources doivent être cumulées, suivant la nature de leur origine, avec celles de l'exercice en cours, pour recevoir l'imputation nouvelle qui pourra leur être donnée par le Conseil général. — Vous trouverez, Messieurs, dans mon rapport, diverses propositions pour leur emploi.

Ressources du budget de 1876.

	BUDGET ORDINAIRE.				
	Service ordinaire.	Service de la vicinalité.	Service de l'instruction primaire.	BUDGET extraordinaire.	TOTAUX.
Centimes additionnels ordinaires, savoir :					
Produit des 0,25 centimes au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière, et 0,01 centime au principal des quatre contributions, pour les dépenses ordinaires.	1,809,055 72	» »	» »	» »	1,809,055 72
Produit des 0,07 centimes au principal des quatre contributions directes, pour la vicinalité	» »	896,267 54	» »	» »	896,267 54
Produit des 0,03 centimes au principal des quatre contributions pour l'instruction primaire.	» »	» »	384,114 66	» »	384,114 66
Centimes extraordinaires.					
Produit des 12 centimes extraordinaires aux quatre contributions, pour routes, chemins, et service de l'emprunt	» »	» »	»	1,536,458 64	1,536,458 64
PRODUITS DIVERS					
Produit d'emprunt	» »	» »	» »	425,000 »	425,000 »
Vente de propriétés départementales, de matériaux et d'arbres abattus, de mobilier hors d'usage, subventions communales et industrielles, etc	265,590 »	873,156 18	» »	2,300,569 28	3,439,315 46
TOTAUX	2,074,645 72	1,769,423 72	384,114 66	4,262,027 92	8,490,212 02

RÉSUMÉ

DU BUDGET DEPARTEMENTAL DE L'EXERCICE 1876.

Proposé par le Conseiller d'État, Préfet, au Conseil général dans sa session d'août 1875.

DÉSIGNATION DES RECETTES.	SOMMES allouées au budget de 1875.	1876. PROPOSITIONS DU PRÉFET. par articles.	par sous-chapitres	OBSERVATIONS.
BUDGET ORDINAIRE.				
RECETTES DE 1875.				
Produit des 25 centimes additionnels aux deux premières contributions et de 1 centime additionnel aux quatre contributions directes	1,785,730 29	1,809,055 72		
Produit des 7 centimes applicables au service vicinal	881,478 73	896,267 54		
Produit des 3 centimes applicables à l'instruction primaire	377,776 59	384,114 66		
Produits éventuels du budget ordinaire.				
Loyer de terrains et de bâtiments	2,000 »	2,000 »		
Revenus d'établissements d'eaux minérales	100 »	100 »		
Vente d'arbres abattus ou élagués	1,600 »	1,000 »		
Vente de cartes topographiques	500 »	200 »		
Produit d'expédition d'actes de la Préfecture	50 »	50 »		
Amendes pour contraventions en matière de roulage	1,200 »	1.200 »		
Amendes et confiscations affectées au service des enfants assistés	21,600 »	21,600 »		
Contingent des communes pour le service des enfants assistés	33,840 »	33,600 »		
Subvention de l'État pour le même service	10,560 »	8,400 »		
Contingent des communes pour le service des aliénés	128,000 »	135,000 »		
Contingent des familles pour le même service	23,600 »	27,000 »		
Indemnité à recevoir du Ministère de la guerre pour le logement des officiers de gendarmerie	1,440 »	1,440 »		
Contingent des communes pour le service vicinal de grande communication	371,395 »	375,901 »		
Contingent des communes pour les chemins d'intérêt commun	490,116 18	489,554 18		
Versements des compagnies de chemins de fer pour frais de contrôle et de surveillance	7,087 03	7,701 »		
Remboursement d'avances	34,000 »	34,000 »		
Total des recettes ordinaires	4,172,073 82	4,228,184 10		

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1875.	1876. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1876. DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE Ier.				
DÉPENSES OBLIGATOIRES.				
Entretien de l'hôtel et des bureaux de la Préfecture.	35,680 »	36,000 »		
Entretien des hôtels et des bureaux de Sous-Préfectures	2,050 »	2,050 »		
Loyer des hôtels et des bureaux de Sous-Préfectures.	7,200 »	8,000 »		
Préfecture. — Entretien et acquisition de mobilier	9,000 »	9,000 »		
Sous-Préfectures. Idem.	17,265 50	16,766 25		
Entretien des casernes appartenant au département.	3,000 »	3,570 »		
Loyer des casernes au nombre de 42.	71,823 75	75,623 75		
Remplacement des drapeaux placés sur ces bâtiments. — Assurance des risques locatifs. — Ramonage des cheminées.	700 »	700 »		
Entretien des bâtiments des tribunaux.	2,600 »	2,700 »		
Loyer des bâtiments occupés par les tribunaux.	2,400 »	2,400 »		
Entretien du mobilier de la cour d'assises et des tribunaux (non compris le greffe et ses accessoires).	1,400 »	1,400 »		
Achat de meubles pour les tribunaux	3,471 »	6,357 40		
Menues dépenses de la cour d'assises et des tribunaux.	22,450 »	22,450 »		
Menues dépenses des justices de paix et des tribunaux de police.	6,290 »	6,290 »		
Frais d'impression des cadres pour la formation des listes électorales et des listes du jury..	4,000 »	4,000 »		
DETTES AFFÉRENTES AUX DÉPENSES OBLIGATOIRES.				
Néant	» »	» »		
Total du Sous-Chapitre Ier . . .	189,330 25	197,307 40		
SOUS-CHAPITRE II.				
Propriétés départementales immobilières. — Travaux.				
Réparations aux bâtiments des Sous-Préfectures.	5,027 63	7,218 21		
Réparations aux casernes de gendarmerie départementales. . .	8,055 50	5,240 96		
Réparations aux bâtiments des tribunaux	16,462 50	13,052 03		
Réparations aux maisons d'arrêt	11,602 64	14,531 »		
Réparations aux bâtiments des archives.	7,150 »	1,620 »		
Acquisition de mobilier pour les archives.	» »	1,080 »		
Entretien des bâtiments des archives départementales.	650 »	650 »		
Entretien des prisons	3,200 »	3,500 »		
Traitement des architectes du département.	5,000 »	5,000 »		
A reporter . . .	» »	51,892 20		

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1875.	1876. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1876. DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.
Report . . .	» »	51,892 20		
Assurance des propriétés départementales contre les risques de l'incendie	2,740 96	2,742 06		
Chauffage et éclairage du corps de garde de la Préfecture et des casernes de gendarmerie de Douai, de Lille et de Cambrai. .	1,840 »	1,940 »		
Abonnement aux distributions d'eaux des édifices départementaux de Valenciennes, Cambrai et Lille.	1,178 »	1,168 »		
Gages des concierges et garçons de bureaux de la Préfecture. .	5,000 »	5,000 »		
Traitement des gardiens des Palais-de-Justice	1,900 »	1,900 »		
Total du Sous-Chapitre II. . . .	69,807 23	64,642 26		
SOUS-CHAPITRE III.				
Routes départementales.				
§ 1er.—Entretien.				
Entretien de la route N° 1, de Lille à Valenciennes.	11,500 »	11,500 »		
Id. 2, de Lille à Ypres.	17.000 »	17,000 »		
Id. 3, de Douai à Tournai.	8,000 »	8,000 »		
Id. 4, de Cambrai à Tournai.	11,000 »	11,000 »		
Id. 5, d'Avesnes à Philippeville	12,000 »	12,000 »		
Id. 6, de Landrecies à Chimay.	28,500 »	28,500 »		
Id. 7, de Condé à Mons.	8,000 »	8,000 »		
Id. 8, de Condé à St-Amand.	8,000 »	8,000 »		
Id. 9, de Lille à Saint-Omer.	35,000 »	35,000 »		
Id. 10, de Valenciennes à Bohain	35,000 »	35,000 »		
Id. 11, de Cambrai à Guise	12,000 »	12,000 »		
Id. 12, d'Avesnes au Quesnoy	16,500 »	16,500 »		
Id. 13, de Maubeuge à Maroilles.	11,000 »	11,000 »		
Id. 14, de Lille à Courtrai.	24,800 »	24,800 »		
Id. 15, de Dunkerque à Furnes.	9,000 »	9,000 »		
A reporter . . .	» »	247,300 »		

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1875.	1876. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1876. DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.
Report. . .	» »	247,300 »		
Entretien de la route N° 16, de La Bassée à Estaires.	5,500 »	5,500 »		
Id. 17, d'Haverskerque à Aire	7,500 »	7,500 »		
Id. 18, de Béthune à Armentières.	4,000 »	4,000 »		
Id. 19, de Roubaix à St-Amand.	28,000 »	28,000 »		
Id. 20, de Cassel à la frontière.	8,000 »	8,000 »		
Id. 21, de Bergues à Saint-Momelin. . . .	16,000 »	16,000 »		
Id. 22, de Lille à Tourcoing	8,500 »	8,500 »		
Id. 23, de Cambrai à Malplaquet	46,000 »	46,000 »		
Id. 24, d'Hellesmes à Denain.	6,700 »	6,700 »		
Id. 25, Ceinture de Maubeuge	2,000 »	2,000 »		
Id. 26, Ceinture de Cambrai	2,700 »	2,700 »		
§ 2.				
Construction, grosses réparations, travaux neufs, amélioration des routes départementales.				
Indemnités pour dépossessions d'immeubles; indemnités aux ingénieurs et conducteurs, personnel des conducteurs et agents secondaires.				
Route N° 5, d'Avesnes à Philippeville. — Rechargement. . . .	» »	13,500 »		
Id. N° 7, de Condé à Mons — Remaniement.	10,000 »	10,000 »		
Id. N° 8, de Condé à Saint-Amand. — Remaniement	10,000 »	10,000 »		
Id. N° 9, de Lille à Saint-Omer. — Remaniemeut entre La Gorgue et Estaires	29,700 »	20,000 »		
A reporter. . .	» »	435,700 »		

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1875.	1876. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1876. DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.
Report	» »	435,700 »		
Route N° 10, de Valenciennes à Bohain :				
Remaniement et caniveaux. . . . . 8,000 »				
Élargissement de chaussée et caniveaux . 7,500 »	30,000 »	27,500 »		
Remaniement et zônes d'empierrement . . 12,000 »				
Route N° 11, de Cambrai a Guise. — Amélioration de la chaussée	15,000 »	8,000 »		
Id. N° 13, de Maubeuge à Maroilles. — Exhaussement aux abords d'un pont	» »	1,500 »		
Id. N° 14, de Lille à Courtray.—Remaniement à Tourcoing.	» »	12,000 »		
Id. N° 15, de Dunkerque à Furnes. — Trottoirs aux abords de Dunkerque	» »	10,000 »		
Id. N° 18, de Béthune à Armentières. — Élargissement de la chaussée, rechargement et élargissement de trottoirs	» »	3,000 »		
Id. N° 19, de Roubaix à St-Amand. — Remaniement . .	» »	7,000 »		
Réserve pour travaux imprévus	20,000 »	20,000 »		
Traitements, salaires et frais de déplacement des conducteurs et autres agents attachés au service des routes départementales.	66,655 »	66,575 »		
Frais d'impression.	1,500 »	1,500 »		
Indemnités proportionnelles aux Ingénieurs	8,228 »	7,147 »		
Indemnités extraordinaires pour les ingénieurs et conducteurs.	2,800 »	2,800 »		
Total du Sous-Chapitre III . . .	617,283 »	602,722 »		

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1875.	1876. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1876. DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.

SOUS-CHAPITRE IV.

Chemins vicinaux, chemins de fer d'intérêt local.

§ Ier — CHEMINS VICINAUX.

Chemin de grande communication.

ARTICLE PREMIER.

NUMÉROS des chemins.	ENTRETIEN.	TRAVAUX NEUFS.	TOTAL.
1	7,200 »	2,400 »	9,600 »
2	5,000 »	»	5,000 »
3	10,734 »	6,000 »	16,734 »
4	4,306 »	2,000 »	6,306 »
5	5,000 »	1,800 »	6,800 »
6	4,500 »	»	4,500 »
7	4,732 »	»	4,732 »
8	11,650 »	8,000 »	19,650 »
9	8,923 »	7,200 »	16,123 »
10	2,017 »	8,000 »	10,017 »
11	13,666 »	5,600 »	19,266 »
12	3,196 »	»	3,196 »
13	8,813 »	»	8,813 »
14	4,540 »	4,800 »	9,340 »
15	9,547 »	»	9,547 »
16	4,287 »	»	4,287 »
17	13,631 »	14,080 »	27,711 »
18	2,667 »	»	2,667 »
19	3,213 »	»	3,213 »
20	20,635 »	»	20,635 »
21	5,880 »	2,400 »	8,280 »
22	1,260 »	»	1,260 »
23	13,666 »	»	13,666 »
24	10,323 »	»	10,323 »
25	7,443 »	»	7,443 »
26	1,167 »	»	1,167 »
27	5,878 »	»	5,878 »
28	2,847 »	»	2,847 »
29	» »	»	»
30	3,454 »	»	3,454 »
31	» »	»	»
32	5,221 »	»	5,221 »
A reporter	205,396 »	62,280 »	267,676 »

A reporter . . . . . .

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1875.	1876. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1876. DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.
Chemins de grande communication. (Suite).				

NUMÉROS des chemins.	ENTRETIEN.	TRAVAUX NEUFS.	TOTAL.
Report.	205,396 »	62,280 »	267,676 »
33	5,333 »	»	5,333 »
34	2,720 »	»	2,720 »
35	6,297 »	»	6,297 »
36	7,650 »	«	7,650 »
37	333 »	»	333 »
38	10,000 »	»	10,000 »
39	5,188 »	»	5,188 »
40	5,000 »	»	5,000 »
41	5,774 »	»	5,774 »
42	9,521 »	»	9,521 »
43	6,721 »	»	6,721 »
44	2,872 »	»	2,872 »
45	8,475 »	»	8,475 »
46	6,466 »	»	6,466 »
47	3,987 »	»	3,987 »
48	3,667 »	»	3,667 »
49	5,178 »	»	5,178 »
50	12,536 »	»	12,536 »
51	6,234 »	»	6,234 »
52	3,873 »	»	3,873 »
53	957 »	»	957 »
54	2,538 »	»	2,538 »
55	8,334 »	»	8,334 »
56	800 »	»	800 »
57	5,333 »	»	5,333 »
58	7,490 »	»	7,490 »
59	7,540 »	»	7,540 »
60	5,557 »	»	5,557 »
61	4,400 »	»	4,400 »
62	8,893 23	»	8,893 23
63	5,857 »	»	5,857 »
64	4,307 »	»	4,307 »
65	7,974 »	»	7,974 »
67	1,800 »	»	1,800 »
68	4,124 »	»	4,124 »
69	8,868 »	»	8,868 »
70	5,490 »	»	5,490 »
71	5,527 »	»	5,527 »
72	8,705 »	»	8,705 »
73	1,772 »	»	1,772 »
74	1,600 »	»	1,600 »
76	5,830 »	»	5,830 »
77	1,580 »	»	1,580 »
78	3,189 »	»	3,189 »
79	533 »	»	533 »
Total..	442,206 23	62,280 »	504,486 23

A reporter. . . .	562,183 »	. . . . .	504,486 23

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1875.	1876. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1876. DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.
Report	. . . . .	504,486 23		

Chemins d'intérêt commun.

ARTICLE 2.

NUMÉROS des chemins.	ENTRETIEN.	TRAVAUX NEUFS.	TOTAL.
1	667 »	»	667 »
2	1,134 »	»	1,134 »
3	»	»	»
4	2,267 »	»	2,267 »
5	880 »	»	880 »
6	100 »	»	100 »
7	1,100 »	»	1,100 »
8	795 »	»	795 »
9	210 »	»	210 »
10	978 »	»	978 »
11	801 »	»	801 »
12	1,667 »	»	1,667 »
13	1,034 »	»	1,034 »
14	1,833 »	»	1,833 »
15	1,600 »	»	1,600 »
16	2,200 »	»	2,200 »
17	2,200 »	»	2,200 »
18	934 »	»	934 »
19	2,300 »	»	2,300 »
20	810 »	»	810 »
21	667 »	»	667 »
22	850 »	»	850 »
23	2,100 »	»	2,100 »
24	1,667 »	»	1,667 »
25	1,886 »	»	1,886 »
26	400 »	»	400 »
27	3,683 »	»	3,683 »
28	1,973 »	»	1,973 »
29	2,459 »	»	2,459 »
30	3,000 »	»	3,000 »
31	500 »	»	500 »
32	664 »	»	664 »
33	822 »	»	822 »
34	1,562 »	»	1,562 »
35	1,200 »	»	1,200 »
36	1,067 »	»	1,067 »
37	2,152 »	»	2,152 »
38	6,289 »	»	6,289 »
39	440 »	»	440 »
40	833 »	»	833 »
41	700 »	»	700 »
42	868 »	»	868 »
43	180 »	»	180 »
44	1,800 »	»	1,800 »
45	1,500 »	»	1,500 »
46	1,196 »	»	1,196 »
47	230 »	»	230 »
48	2,600 »	»	2,600 »
49	2,166 »	»	2,166 »
50	600 »	»	600 »
51	2,250 »	»	2,250 »
52	2,138 »	»	2,138 »
53	1,200 »	»	1,200 »
54	1,649 »	»	1,649 »
55	1,834 »	»	1,834 »
56	3,601 »	»	3,601 »
57	3,179 »	»	3,179 »
58	1,000 »	»	1,000 »
59	553 »	»	553 »
60	2,919 »	»	2,919 »
61	466 »	»	466 »
A reporter	90,353 »	»	90,353 »

A reporter.	. . . .	504,486 23	

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1875.	1876. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1876. DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.
Report	. . . . .	504,486 23		

Chemins d'intérêt commun. (Suite).

NUMÉROS des chemins.	ENTRETIEN.	TRAVAUX NEUFS.	TOTAL.
Report..	90,353 »	»	90,353 »
62	2,467 »	»	2,467 »
63	2,500 »	»	2,500 »
64	1,800 »	»	1,800 »
65	1,105 »	»	1,105 »
66	190 »	»	190 »
67	2,228 »	»	2,228 »
68	340 »	»	340 »
69	1,334 »	»	1,334 »
70	140 »	»	140 »
71	800 »	»	800 »
72	1,400 »	»	1,400 »
73	1,000 »	»	1,000 »
74	1,109 »	»	1,109 »
75	1,400 »	»	1,400 »
76	300 »	»	300 »
77	1,800 »	»	1,800 »
78	2,000 »	»	2,000 »
79	2,000 »	»	2,000 »
80	2,246 »	»	2,246 »
81	1,000 »	»	1,000 »
82	295 »	»	295 »
83	864 »	»	864 »
84	1,386 »	»	1,386 »
85	2,433 »	»	2,433 »
86	4,538 »	»	4,538 »
87	2,633 »	»	2,633 »
88	600 »	»	600 »
89	946 »	»	946 »
90	750 »	»	750 »
91	1,630 »	»	1,630 »
92	3,710 »	»	3,710 »
93	1,000 »	»	1,000 »
94	1,300 »	»	1,300 »
95	2,878 »	»	2,878 »
97	646 »	»	646 »
98	800 »	»	800 »
99	700 »	»	700 »
100	1,567 »	»	1,567 »
101	270 »	»	270 »
102	1,800 »	»	1,800 »
103	500 »	»	500 »
104	1,678 »	»	1,678 »
105	1,166 »	»	1,166 »
106	350 »	»	350 »
107	1,900 »	»	1,900 »
108	500 »	»	500 »
109	1,813 »	»	1,813 »
110	700 »	»	700 »
111	2,570 »	»	2,570 »
112	667 »	»	667 »
113	1,667 »	»	1,667 »
114	350 »	»	350 »
115	2,600 »	»	2,600 »
116	1,533 »	»	1,533 »
117	333 »	»	333 »
118	2,833 »	»	2,833 »
119	1,201 »	»	1,201 »
120	267 »	»	267 »
121	370 »	»	370 »
122	1,700 »		1,700 »
123	900 »		900 »
124	803 »		803 »
125	1,000 »		1,000 »
126	» »	»	» »
127	» »	»	» »
128	» »	»	» »
129	2,000 »	»	2,000 »
	» »	»	» »
Total.	177,629 »		177,629 »

	176,515 .	177,629 »	30
A reporter	. . . . .	682,115 23	

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1875.	1876. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1876. DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.
Report	. . . . .	682,115 23		
Subvention pour les travaux des chemins ordinaires :				
Réseau subvent. en vertu de la loi du 11 juillet 1868. » »	20,000 »	20,000 »		
Réseau non subventionné . . . . . 20,000 »				
Réserve pour travaux imprévus	25,000 »	25,000 »		
Traitement des Ingénieurs et des agents-voyers	139,480 »	165,980 »		
Frais d'impression pour le service de la grande vicinalité . . .	3,000 »	3,000 »		
Dépenses des chemins vicinaux de grande communication imputables sur les contingents communaux, les souscriptions particulières et les prestations rachetées en argent	371,395 »	375,901 »		
Dépenses des chemins d'intérêt commun imputables sur les contingents communaux, les souscriptions particulières, etc. .	490,116 18	489,554 »		
§ 2. — CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL.				
Chemins de fer d'intérêt local. — Frais de contrôle et de surveillance	7,087 03	7,701 »		
Total du Sous-Chapitre IV . .	1,795,076 21	1,769,251 23		
SOUS-CHAPITRE V. *Enfants assistés*				
Dépenses du service des enfants trouvés, enfants abandonnés, orphelins pauvres, enfants temporairement secourus	220,000 »	210,000 »		
SOUS-CHAPITRE VI. *Aliénés.*				
Dépenses des aliénés à la charge du département	433,000 »	449,000 »		
SOUS-CHAPITRE VII. *Assistance publique.*				
Secours de route et frais de transport pour les voyageurs indigents	1,600 »	1,600 »		
Indemnité pour la propagation ou la conservation de la vaccine	4,500 »	4,500 »		
Secours aux Sociétés maternelles	3,500 »	3,500 »		
Subvention aux Sociétés de secours mutuels.	3,000 »	3,000 »		
Bureau d'assistance judiciaire	280 »	280 »		
Dépôt de mendicité, maison de refuge, de secours ou hospice departemental, établi à Lille, pour les filles repenties — Subvention du départem. pour contribuer aux dépenses ordinaires	10,125 »	10,125 »		
Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon. — Entretien de mendiants du Nord.	6,000 »	6,000 »		
Secours aux malades indigents	1,000 »	1,000 »		
Allocation destinée à venir en aide aux incendiés nécessiteux .	2,000 »	2,000 »		
A reporter	. . . . .	32,005 »		

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1875.	1876. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1876. DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.
Report . . .	. . . . .	32,005 »		
Allocation pour le traitement des bègues indigents	1,000 »	1,000 »		
Entretien de sourds-muets et jeunes aveugles, à Lille et Faches. .	50,250 »	50,250 »		
Subvention à l'OEuvre des orphelins de la guerre	1,000 »	1,000 »		
Id. à la Société de patronage des jeunes libérés. . . .	1,000 »	1,000 »		
Id. à la Société de patronage des orphelins d'Alsace-Lorraine	500 »	500 »		
Id. à la Société de secours établie à Dunkerque en faveur des marins pêcheurs décédés ou présumés péris.	500 »	500 »		
Secours dans le cas d'extrême misère, de disette locale ou d'accident.	4,000 »	4,000 »		
Subventions aux colonies de Mettray et de Mesnil-Saint-Firmin	750 »	750 »		
Id. à la Société de patronage des orphelinats agricoles	100 »	100 »		
Id. à la Société Centrale de sauvetage des naufragés.	1,000 »	1,000 »		
Total du Sous-Chapitre VII. . . .	92,105 »	92,105 »		
SOUS-CHAPITRE VIII.				
CULTES.				
Culte catholique.				
Indemnité à Mgr l'Archevêque. 5,000				
Id. à Mgr Monnier, auxiliaire de Mgr l'Archevêque 4,500	24,900 »	24,900 »		
Id. aux deux vicaires-généraux 2,400				
Id. aux dix chanoines. 10,000				
Cultes non catholiques.				
Secours pour concourir aux frais des cultes { protestant 1,600 / israélite. . 1,600 }	3,200 »	3,200 »		
Total du Sous-Chapitre VIII. . . .	28,100 »	28,100 »		
SOUS-CHAPITRE IX.				
Archives départementales.				
Appointements du conservateur des Archives et des employés auxiliaires	12,450 »	12,450 »		
Dépouillement extraordinaire des Archives ; achats de cartons et établissement de tablettes.	1,500 »	1,250 »		
Acquisition de documents intéressant les archives.	»	170 »		
Publication de l'inventaire	1,100 »	1,100 »		
Inspection des Archives communales.	500 »	500 »		
Total du Sous-Chapitre IX	15,550 »	15,470 »		

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1875.	1876. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1876. DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE X.				
Encouragements aux lettres, aux sciences et aux arts.				
Achat et reliure d'ouvrages d'administration pour la Préfecture et sous-Préfectures	2,200 »	2,200 »		
Encouragement pour la carte topographique du département . .	15,780 »	14,533 »		Dernière annuité.
Subvention à la Société des sciences de Lille.	1,500 »	1,500 »		
Id. à la Société des sciences de Douai.	500 »	500 »		
Id. à la Société d'émulation de Cambrai	500 »	500 »		
Id. à la Société des sciences et arts de Valenciennes. .	500 »	500 »		
Id. à la Société des lettres et arts de Dunkerque. . . .	500 »	500 »		
Id. à la Faculté de droit de Douai pour prix et médailles aux étudiants	500 »	500 »		
Id. à l'École des arts industriels et des mines de Lille. .	35,400 »	34,050 »		
Id. à la Société centrale de médecine de Lille	800 »	800 »		
Id. à la Société de Géologie	500 »	500 »		
Id. aux élèves artistes	11,000 »	11,000 »		
Subvention à la Commission historique établie à Lille	700 »	1,000 »		
Entretien d'élèves aux écoles des arts et métiers de Châlons et à l'école centrale des arts et manufactures.	1,800 »	1,800 »		
Service des observations météorologiques.	500 »	500 »		
Élèves sages-femmes envoyées à Paris pour y suivre les cours d'accouchement.	2,100 »	4,400 »		Augmentation du prix de pension.
Cours d'accouchement ; traitement du professeur	1,500 »	1,500 »		
Pension d'élèves à l'école de médecine de Lille	1,000 »	2,000 »		
Total du Sous-Chapitre X	77,280 »	78,283 »		

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1875.	1876. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1876. DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE XI.				
Encouragements à l'agriculture et à l'industrie.				
Chambres d'agriculture	1,700 »	1,700 »		
Sociétés d'agriculture	10,700 »	10,700 »		
Comices agricoles	5,000 »	5,000 »		
Exposition départementale d'agriculture	4,300 »	4,300 »		
Station agronomique	1,000 »	1,500 »		
Cercle horticole du Nord	500 »	500 »		
Élève de chevaux	16,000 »	25,500 »		
Encouragement aux artistes vétérinaires (Société du Nord et du Pas-de-Calais)	300 »	300 »		
Entretien d'élèves à l'École vétérinaire d'Alfort	2,100 »	2,100 »		
Mesures contre les épizooties	1,000 »	1,000 »		
Primes pour la destruction des animaux nuisibles,	1,000 »	1,000 »		
Total du Sous-Chapitre XI	46,100 »	53,600 »		
SOUS-CHAPITRE XII.				
Subventions aux communes.				
Établissement des pompes à incendie	4,000 »	4,000 »		
Subventions pour le service des secours et pensions aux sapeurs-pompiers	1,000 »	1,000 »		
Subventions pour le traitement des malades et incurables indigents des communes privées d'établissements hospitaliers	6,000 »	6,000 »		
Subventions pour les écoles secondaires de médecine et de pharmacie	5,000 »	10,000 »		
Subvention pour travaux et réparations d'églises ou autres édifices communaux ; acquisitions, etc.	20,000 »	20,000 »		
Total du Sous-Chapitre XII	36,000 »	41,000 »		

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1875.	1876. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1876. DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE XIII.				
Dépenses diverses.				
Indemnité de literie aux gendarmes extraits de la ligne. . . .	3,000 »		3,000 »	
Id. de logement aux aumôniers des prisons.	1,200 »		1,200 »	
Dépenses du Conseil de salubrité	9,260 »		9,260 »	
Mesures contre les épidémies.	600 »		600. »	
Frais d'impressien du procès-verbal des délibérations du Conseil général et du rapport du Préfet . . . . . 11,000 »				
Frais d'impression des budgets et des comptes départementaux. . . . . 1.100 »				
Frais d'impression des cartes d'électeurs. . . . . 5.000 »		17.800 »	17,800 »	
Frais d'impression du proces-verbal des délibérations des Conseils d'arrondissementet des rapports des Sous-Préfets. . . . . 700 »				
Secours à d'anciens employés ou à leurs familles	3,150 »		3,450 »	
Allocation aux employés de la préfecture et des sous préfectures.	25,000 »		25,000 »	
Indemnités aux employés de la Préfecture pour travaux extraordinaires.	4,000 »		6,200 »	
Menues dépenses et frais de bureau du greffedu Conseil de préfecture.	1,200 »		1,200 »	
Gratifications pour belles actions	1,400 »		1,400 »	
Avances pour travaux d'intérêt public à la charge des particuliers	30,000 »		30,000 »	
Frais de division des cotes de contributions directes entre propriétaires et fermiers	6,480 »		6,480 »	
Frais de bureau de la Commission départementale	2,000 »		2,000 »	
Subside au Yaht-Club du Nord..	300 »		300 »	
Tr itement des gardiens des pyramides de Denain et de Cysoing .	250 »		250 »	
Allocation aux vérificateurs des poids et mesures	3,250 »		3,250 »	
Frais de surveillance du travail des enfants.	5,200 »		5,200 »	
Réserve pour dépenses diverses et imprévues.	20,000 »		20,000 »	
Total du Sous-chapitre XIII . . .	134,590 »		136,590 »	
SOUS-CHAPITRE XIV.				
Dettes départementales afférentes à des dépenses non-obligatoires.				
Total du Sous-Chapitre XIV . . .	5,314 01		»	

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1875.	1876. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1876. DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE XV.				
Instruction publique.				
Frais de bureau de l'Inspecteur de l'Académie	1,200 »		1,200 »	
Entretien de bourses dans les Lycées de Lille et de Douai	11,200 »		11,200 »	
Indemnité au secrétaire de l'académie de Douai	» »		500 »	
Frais d'inspection des Lycées, des Colléges et de l'École normale.	3,000 »		3,000 »	
Dépenses ordinaires de l'École normale :				
Subvention du département (A) . . . . . 24,708 »				
Entretien de 50 bourses à 450 fr. . . . . 22,500 »	48,683 »		47.583 »	
— de 15 demi-bourses à 225 fr. . . . . 3,375 »				
Allocation pour le cours normal d'institutrices.	13,500 »		13,050 »	
Frais de la Commission d'examen et du service de MM. les délégués contonaux.	2,400 »		3,400 »	
Complément des dépenses ordinaires des écoles communales de garçons, de filles et mixtes, indemnités aux directeurs et directrices de cours d'adultes, complément de traitement des instituteurs-adjoints, etc	189,200 »		197,961 66	
Subventions aux communes pour acquisitions, constructions ou réparations de maisons d'école de garçons, de filles, de salles d'asile et de mobilier scolaire.	53,702 17		55,000 »	
Dépenses extraordinaires de l'École normale (B)	2,891 42		720 »	
A reporter . . .	. . . . .		333,614 66	

(A) Allocation départementale pour les dépenses générales de l'École . . . . . 20,308 »
Id. pour le traitement du directeur de l'École annexe . 1,400 » } 21,708 »

(B) Achat d'engrais pour le jardin d'expériences . . . . . 400 »
Achat d'un mobilier pour la lingère infirmière . . . . . 320 » } 720 »

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1875.	1876. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1876. DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.
Report . . .	. . . . .	333,614 66		
Subvention pour l'achat de livres d'école destinés aux élèves indigents des communes pauvres	3,000 »	3,000 »		
Subvention pour achat de livres destinés aux bibliothèques communales.	2,000 »	2.000 »		
Encouragements aux instituteurs qui se sont le plus distingués .	2,000 »	2,000 »		
Mêmes encouragements aux institutrices.	1,500 »	1,500 »		
Mêmes encouragements aux directrices et surveillantes des salles d'asile.	1,000 »	1,000 »		
Mêmes encouragements aux directeurs des classes d'adultes . .	3,000 »	3,000 »		
Subventions pour venir en aide aux instituteurs qui, par suite de circonstances exceptionnelles, se trouvent dans le besoin .	3,000 »	3,000 »		
Id. aux institutrices	3,000 »	3,000 »		
Secours à d'anciens instituteurs retraités.	10,000 »	10,000 »		
Indemnité à M. l'Inspecteur d'Académie, au Directeur de l'École normale, et frais de bureau aux sept Inspecteurs primaires .	15,600 »	15,600 »		
Subvention à l'Inspectrice des salles d'asile.	500 »	500 »		
Traitement des employés de la section de l'instruction primaire et frais généraux d'impression	13,000 »	13,000 »		
Achat de machines à coudre pour les écoles de filles	300 »	300 »		
Écoles du dimanche. — Subvention pour ceux qui les tiennent .	3,000 »	3,000 »		
Bulletin de l'instruction primaire	700 »	1,000 »		
Traitement de l'Inspectrice départementale des salles d'asile et frais de tournées	1,500 »	1,500 »		
Subventions aux communes pour établissement de gymnases et encouragements aux instituteurs	3,000 »	3,000 »		
Total du Sous-Chapitre XV. . .	393,176 59	400,014 66		

SOUS-CHAPITRE XVI.

Cadastre.

Subventio pour le renouvellement du cadastre	20,000 »	20,000 »		

DÉSIGNATION DES RECETTES ET DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1875.	1876. PROPOSITIONS du Préfet par articles	1876. DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.
BUDGET EXTRAORDINAIRE.				
RECETTES.				
Imposition extraordinaire de 12 centimes additionnels	1,511,106 40	1,536,458 64		
Emprunt	425,000 »	425,000 »		2me terme d'une avance consentie par les sociétés houillères pour l'amélioration des canaux.
Produits éventuels extraordinaires.				
Cession de terrains ou de bâtiments	800 »	800 »		
Batteries Armstrong. — Remboursement par l'État	»	200,000 »		
Vente de l'ancienne Préfecture. — A-compte et intérêts	120,000 »	113,750 »		
Remboursement par l'État des dépenses de guerre (5e et dernière annuité)	4,177,458 17	1,341,654 63		
Intérêts et primes des obligations non placées de l'emprunt de 15 millions	460,000 »	540,000 »		
Remboursement de capitaux exigibles et de rentes rachetées	»	1,500 »		
Intérêts de bons de liquidation	»	5,625 »		
Intérêts de fonds placés à la caisse des dépôts et consignations	»	86,400 »		
Remboursement des dépenses d'acquisition d'une mitrailleuse et d'organisation d'une cartoucherie départementale. — 5e annuité	»	10,839 65		
TOTAL GÉNÉRAL des recettes extraordinaires	6,694364, 57	4,262,027 92		
DÉPENSES				
SOUS-CHAPITRE XVII				
DÉPENSES IMPUTABLES SUR LE PRODUIT DE CENTIMES EXTRAORDINAIRES.				
§ 1er. *Routes départementales.*				

NUMÉROS des routes.	ENTRETIEN.	TRAVAUX NEUFS.	TOTAL.
21	»	15,000 »	15,000 »
22	»	14,000 »	14,000 »
23	»	26,000 »	26,000 »
24	»	10,000 »	10,000 »
26	»	7,000 »	7,000 »
TOTAL ...	»	72,000 »	72,000 »
Chemins de grande communication.			
21	»	4,000 »	4,000 »
25	»	7,200 »	7,200 »
29	»	7,200 »	7,200 »
30	»	4,800 »	4,800 »
45	»	6,400 »	6,400 »
46	»	3,040 »	3,040 »
47	»	6,400 »	6,400 »
49	»	6,000 »	6,000 »
55	»	3,600 »	3,600 »
58	»	12,000 »	12,000 »
59	»	6,400 »	6,400 »
60	»	4,000 »	4,000 »
64	»	4,000 »	4,000 »
69	»	4,000 »	4,000 »
A reporter	»	79,040 »	79,040 »

reporter	165,700 »	72,000 »

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1875.	1876. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1876. DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.
Report.			72,000 »	
Chemins de grande communication (Suite).				
Report..		79,060 »	79,040 »	
70		4,800 »	4,800 »	
76		4,800 »	4,800 »	
77		3,200 »	3,200 »	
78		3,114 94	3,114 94	
TOTAL..		94,954 94	94,954 94	142,411 88	94,954 94	
Chemins d'intérêt commun.				
85	»	49,500 »	49,500 »	
87	»	39,103 07	39,103 07	
126	»	5,900 »	5,900 »	
128	»	4,830 »	4,830 »	
129	»	7,400 »	7,400 »	
TOTAL..	»	106,733 07	106,733 07	184,340 »	106,733 07	
Subvention pour les travaux des chemins ordinaires.				490,575 »	484,000 »	
Subvention aux communes pour le remboursement d'emprunts contractés à la caisse des chemins vicinaux.				275,000 »	464,250 »	
Réserve pour travaux imprévus.				10,000 »	10,000 »	
§ 2.						
Service des emprunts départementaux.						
Amortissement de l'emprunt de 15 millions, droits de timbre et autres				243,099 52	304,520 63	Somme à valoir.
TOTAL du Sous-Chapitre XVII				1,511,106 40	1,536,458 64	
SOUS-CHAPITRE XVIII.						
DÉPENSES IMPUTABLES SUR FONDS D'EMPRUNTS.						
Amélioration des canaux — Avance de 1,700,000 fr, consentie au département par les Sociétés houillères. — 2e annuité. .				425,000 »	425,000 »	Somme représentant le montant du versement du Comité des houillères du Nord et du Pas-de-Calais,
Total du sous-chapitre XVIII				425,000 »	425,000 »	

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1875.	1876. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1876. DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE XIX.				
DÉPENSES IMPUTABLES SUR LES PRODUITS ÉVENTUELS EXTRAORDINAIRES.				
Service de l'emprunt de 15 millions contracté pour la défense nationale	801,920 48	885,239 37		Complément du crédit nécessaire pour 1876.
Construction d'une caserne de gendarmerie à Hazebrouck . . .	35,000 »	40,000 »		
Construction de la maison d'arrêt de Cambrai	170,000 »	100,000 »		
Avance à l'asile d'Armentières pour sa reconstruction	100,000 »	100,000 »		2e annuité.
Avance destinée à compléter la subvention de l'État pour les travaux des chemins subventionnés	125,000 »	125,000 »		
Établissement d'un Institut industriel	250,000 »	50,000 »		
Reconstruction de l'école normale de Douai	175,000 »	100,000 »		
Avance à l'État pour l'amélioration des canaux. (Complément) .	1,440,000 »	360,000 »		Complément de 1,800,000 fr
Id. id. des ports maritimes Id. . .	1,440,000 »	360,000 »		Idem.
Indemnité aux victimes de la guerre. — 2e tiers	138,826 »	138,826 »		
TOTAL du Sous-Chapitre XIX	4,652,946 48	2,259,065 37		

RÉCAPITULATION.

Sous-chapitres.	DÉSIGNATION DES SOUS-CHAPITRES.	SOMMES allouées au budget de 1875.	PROPOSITIONS pour 1876.	DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.
	BUDGET ORDINAIRE.				
1	Dépenses obligatoires	189,330 25	197,305 40		
2	Propriétés départementales immobilières	69,807 23	64,642 26		
3	Routes départementales	617,283 »	602,722 .		
4	Chemins vicinaux. — Chemins de fer d'intérêt local	1,795,076 21	1,769,251 23		
5	Enfants assistés	220,000 »	210,000 .		
6	Aliénés	433,000 »	449,000 .		
7	Assistance publique	92,105 »	92,105 .		
8	Cultes	25,100 »	25,100 .		
9	Archives départementales	15,550 »	15,470 .		
10	Encouragements aux lettres, aux sciences et aux arts.	77,280 »	78,283 .		
11	Encouragements à l'agriculture et à l'industrie	46,100 »	53,600 .		
12	Subventions aux communes	36,000 »	41,000 .		
13	Dépenses diverses	134,590 »	136,590 .		
14	Dettes départementales	5,314 01	.		
15	Instruction publique	393,176 59	400,014 66		
16	Cadastre	20,000 »	20,000 »		
	TOTAL des dépenses ordinaires	4,169,712 29	4,155,083 55		
	BUDGET EXTRAORDINAIRE.				
17	Dépenses imputables sur le produit de centimes extraord.	1,511,106 40	1,536,458 64		
18	Dépenses imputables sur fonds d'emprunts	425,000 »	425,000 »		
19	Dépenses imputables sur produits éventuels extraordinaires	4,652,946 48	2,259,065 37		
	TOTAL des dépenses extraordinaires	6,589,052 88	4,220,524 01		

	RECETTES.	DÉPENSES.
Budget ordinaire	4,228,184 10	4,155,083 55
Budget extraordinaire	4,262,027 92	4,220,524 01
TOTAUX	8,490,212 02	8,375,607 56
Excédant de recettes	114,604 46	

Lille, le 18 juillet 1875.

Le Conseiller d'État Préfet du Nord,

BARON LE GUAY.

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.

SESSION DE 1875.

ANALYSE DES VŒUX.

ARRONDISSEMENT D'AVESNES.

Agriculture. — Vœu tendant à allouer à la Société d'Agriculture d'Avesnes, pour 1876, les secours ordinaires pour distributions de primes et récompenses.

Canal de la Sambre. — Construction d'un pont. Vœu tendant à ce qu'il soit alloué un secours pour la construction d'un pont sur la Sambre destiné à relier les communes de Boussières et de St-Rémi-mal-bâti.

Chemins de fer. — Vœux : Que la Commission internationale se prononce à bref délai sur le point de pénétration de la ligne de Cambrai à Dour sur le territoire belge ;

Que la section de Cambrai à Quesnoy soit livrée à la circulation le plus tôt possible ;

Que la ligne de Jeumont à Anor et à Fourmies soit mise aussitôt en construction ;

Que la section, comprise entre Maubeuge et Avesnes, du chemin de fer de Maubeuge à la limite du département de l'Aisne, soit déclarée d'utilité publique,

par l'Inspection générale ; 2° l'établissement de persiennes à l'extérieur du logement du Commandant de la gendarmerie.

Église de Feignies. Reconstruction. — Le Conseil émet le vœu qu'il soit alloué des secours importants à cette commune.

Fonds de non valeurs. — Le Conseil donne acte à M. le Sous-Préfet de la communication qui lui est faite.

Frais d'administration de la Sous-Préfecture. — Le Conseil émet le vœu que l'allocation votée par le Conseil général, pour 1875, en faveur des employés des Sous-Préfectures, soit continuée.

Gendarmerie. — Rappel d'une demande de création d'une brigade de gendarmerie à pied à Maubeuge ;

Vœu tendant à ce qu'il soit construit une caserne de gendarmerie à Maubeuge.

Hospice du Quesnoy. — Avis favorable à la demande d'augmentation du prix de journée des malades traités dans cet établissement.

Instruction primaire — Le Conseil insiste pour que les communes, dont la population excède 500 habitants, soient mises en demeure de créer des écoles spéciales de filles ;

Il émet le vœu : 1° que des salles d'asile soient établies dans toutes les communes ayant une population agglomérée de plus de 2000 âmes; 2° que les salles de classes insuffisantes, soient améliorées ; que le matériel des écoles soit complété et que les écoles de filles soient pourvues de machines à coudre ;

Que l'instruction primaire soit rendue gratuite dans le sens le plus large ;

Que la rétribution scolaire, pour les élèves payants, soit augmentée ;

Que l'enseignement dans la maison de refuge du Bon Pasteur soit poussé plus avant dans les soins du ménage et du travail manuel.

Maisons d'École. — Agrandissement du logement de l'instituteur de Lez Fontaines. Vœu tendant à ce qu'un secours soit accordé à cette commune pour l'aider dans la dépense d'agrandissement de sa maison d'école.

Routes nationales. — Avis favorables aux proportions faites par MM. les ingénieurs pour les travaux d'entretien et de grosses réparations à exécuter, en 1876, sur les voies de communication ;

Le Conseil insiste de nouveau sur la réalisation prochaine du projet d'élargissement des ponts de la porte de France à Maubeuge ;

Il demande la construction aux abords de la ville d'Avesnes et de la gare de Maubeuge, de petits chemins pavés, en travers de la chaussée empierrée. Ces passerelles permettraient aux piétons de passer d'un troittoir à l'autre sans avoir à craindre la boue qui séjourne sur le macadam.

Routes départementales. — Le Conseil maintient les crédits relatifs à l'entretien des routes départementales proposés par MM. les Ingénieurs ;

Outre l'exécution des travaux destinés à relever la route départementale n° 13, aux abords du

Que les heures de départ et d'arrivée des trains permettent aux habitants d'Avesnes, de Sains, de Fourmies, Wignehies, etc., d'aller à Lille, Douai, Paris, etc., et d'en revenir le même jour;

Le Conseil exprime le désir que des billets d'aller et retour soient délivrés de gare en gare;

Que les billets d'aller et retour valables pour quatre jours pour Paris, soient rétablis.

Chemins de grande communication.— Vœu tendant à obtenir les crédits d'entretien, pour 1876, demandés par MM. les Ingénieurs ;

Avis favorable pour le remaniement du pavage du chemin N° 43 et la construction de trottoirs dans la traverse de Bousies ;

Vœu émis pour que la Compagnie du chemin de fer du Nord soit engagée à entretenir les talus sous le pont du chemin de fer le long du chemin N° 20, dans la traverse de Fourmies ;

Vœu tendant à la prompte exécution du chemin de grande communication de Berlaimont à la gare d'Aulnoye.

Chemins d'intérêt commun. — Le Conseil appuie les demandes de subsidse et de crédits d'entretien pour 1876;

Il renouvelle ses vœux pour le classement de cinq nouvelles lignes d'intérêt commun, tout en reconnaissant que le prolongement du chemin N° 8 ne présente plus le même caractère d'urgence ;

Il appuie les demandes de crédits pour :

Le rechargement de partie du chemin n° 8;

La conversion en pavage d'une partie de l'empierrement du chemin N° 38;

L'exécution de travaux de grosses réparations du chemin N° 100;

Le rechargement partiel des chemins N^{os} 80 et 104;

Le Conseil appuie les propositions ayant pour but l'exécution de travaux de grosses réparations au chemin N° 38 et la répartition des contingents à mettre à la charge de communes sauf en ce qui concerne Frasnoy, qui devrait être exonérée de tout concours en reportant le contingent de cette commune sur celle de Locquignol, représentée par l'administration forestière;

Le Conseil propose d'appronver le projet de construction d'un ponceau sur le chemin N° 39 et de répartition de la dépense telle qu'elle est présentée par MM. les Agents-Voyers.

Chemins vicinaux ordinaires. — Le Conseil émet le vœu que la commune de Damouzies soit mise en demeure de mettre en état de viabilité la partie du chemin vicinal donnant accès pour la commune de Wattignies à la route de grande communication N° 27.

Contribution foncière. — Vœu pour que les matrices et plans cadastraux ne soient plus remis aux contrôleurs, qui prendraient communication de ces documents à la mairie du chef-lieu e canton où ils seraient déposés à des époques déterminées.

Distraction de territoire. — Hameau des Guides, dépendant de Feignies. Avis favorable à l'annexion à Neuf-Mesnil.

Hameau Doffies, dépendant de Dimont. Le Conseil ajourne tout avis, l'instruction n'étant pas complète.

Édifices départementaux. — Le Conseil approuve les dépenses proposées par M. l'architecte, sauf en ce qui concerne: 1° Quelques travaux réclamés à la maison d'arrêt d'Avesnes

pont de Leval, le Conseil insiste le vœu qu'un projet soit présenté pour l'élargissement de cette même route dans la traverse de la dite commune.

Routes nationales et départementales et chemins de grande communication. — Le Conseil renouvelle le vœu que les travaux à faire aux fossés bordant ces voies de communication soient compris dans les devis d'entretien et soumis à l'entreprise comme les autres travaux.

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.

Chambre consultative des Arts et Manufactures. — Le Conseil renouvelle le vœu que la Chambre consultative des Arts et Manufactures de l'arrondissement de Cambrai soit érigée en Chambre de commerce.

Chemins de fer d'intérêt local. — Le Conseil demande que la Compagnie de Picardie et Flandres soit invitée à exécuter le plus promptement possible la ligne de Cambrai à Epehy et l'embranchement de Marcoing à Masnières. Il prie M. le Préfet de vouloir bien employer sa médiation auprès de M. le Ministre des Travaux publics afin d'obtenir que le décret déclaratif d'utilité publique relatif à cet embranchement soit rendu prochainement;

Ligne d'intérêt général de Cambrai à Dour par Solesmes. — Le Conseil émet le vœu que le Conseil général insiste auprès du Gouvernement pour que la Compagnie du chemin de fer du Nord soit mise en demeure d'exécuter ses engagements relatifs à la ligne de Cambrai à Dour par Solesmes qui devait être terminée le 30 juin 1875 ;

Ligne d'intérêt général de Raismes au Cateau et du Cateau à St-Erme. — Le Conseil émet un vœu énergique pour que le projet d'un chemin de fer de Raismes au Cateau, déclaré d'intérêt général, soit mis à exécution dans un bref délai.

Chemins vicinaux d'intérêt commun. — Le Conseil émet l'avis que l'établissement de plans d'alignement offrirait de grands avantages pour les travaux de chemins d'intérêt commun et obvierait aux difficultés de rectifier les anciens alignements;

Le Conseil émet également un vœu relatif à une nouvelle répartition du contingent d'entretien de la route N° 29 de Clary à Troisvilles, attendu que la commune de Clary use d'un parcours moins long sur cette route depuis l'établissement de la gare de Bertry.

Chemins vicinaux. — *Personnel.* — Le Conseil, pour seconder le zèle et l'activité de M. l'Agent-voyer principal de l'arrondissement et en considération des travaux qui lui incombent, émet le vœu qu'un second commis soit attaché au bureau de cet agent.

Comice agricole. — Le Conseil renouvelle le vœu qu'une subvention de 2,500 fr. soit accordée pour 1876 au Comice agricole sur les fonds du département.

Edifices départementaux. — Le Conseil émet le vœu que les travaux à faire à la Sous-Préfecture, dont le dépense s'élève à 2,038 fr. 21 reçoivent une prompte exécution.

Fonds d'abonnement. — Le Conseil émet le vœu que la partie du fonds d'abonnement réservée au traitement des employés de la Sous-Préfecture soit augmentée de mille francs et appelle d'une manière particulière l'attention du Conseil général sur ce point.

Instruction primaire. — Le Conseil émet le vœu que le nombre des bourses départementales à l'école normale primaire soit augmenté et que le chiffre qui, primitivement en était fixé à 45, soit porté à 75.

Navigation. — Le Conseil émet à l'unanimité le vœu que l'aqueduc du pont de Selles, sous la route N° 17, dont le projet et les plans ont été approuvés depuis longtemps, soit établi prochainement.

Postes — Le Conseil émet le vœu qu'un bureau de distribution soit établi dans les communes d'Honnechy et Maurois.

Routes départementales. — Le Conseil émet un vœu énergique pour qu'un pavage soit substitué à l'empierrement sur la partie de la route départementale N° 26 qui prend naissance au chemin d'accès de la gare et relie la route nationale N° 39 avec la route départementale N° 11.

Routes nationales. — Le Conseil exprime le vœu que les projets d'amélioration sur les routes nationales approuvés depuis longtemps, et spécialement l'élargissement du passage militaire dans la traverse des fortifications à la porte de Selles, à Cambrai, dont la dépense s'élève à 80,000 fr. soient réalisés le plus tôt possible.

Société d'émulation. — Le Conseil émet le vœu que l'allocation de 500 fr. sur les fonds du département soit maintenue, pour l'exercice prochain, à la société d'Émulation de Cambrai.

Tribunaux. — Le Conseil exprime le vœu 1° qu'il soit pourvu à l'insuffisance du mobilier du cabinet de M. le Procureur de la République ;

2° Que le crédit de 30 fr. alloué chaque année au greffe du tribunal pour menues dépenses soit porté pour l'avenir à 100 fr.

ARRONDISSEMENT DE DOUAI.

Alignements (Plans d') Le Conseil renouvelle le vœu que les plans d'alignements soient dressés dans les communes avec indication des rues et du n° des maisons.

Banque de France. — Vœu renouvelé pour l'établissement d'une succursale à Douai.

Bâtiments départementaux. — Le Conseil émet un avis favorable aux demandes de crédit pour l'entretien du mobilier de la Sous-Préfecture et du Tribunal civil et pour l'entretien et les grosses réparations aux édifices départementaux en 1876.

Cadastre. — Vœu renouvelé pour que les actes et contrats portent l'indication cadastrale des propriétés.

Chasse. — Vœu émis pour la fermeture de la chasse en plaine au 1er janvier de chaque année.

Chemins de grande communication. — Vœu pour la révision générale des contingents :

Vœu émis pour que le crédit accordé au chemin N° 10 soit augmenté ;

Le Conseil pense qu'il y a lieu de maintenir le *statu quo* sur le projet de révision des contingents du chemin N° 13 jusqu'à ce qu'il soit procédé à la révision générale des contingents ;

Le Conseil insiste pour le maintien du crédit de 14600 fr. pour le chemin N° 25 ;

Le Conseil adopte la nouvelle répartition des contingents proposés pour le chemin N° 34 en exprimant l'avis que la commune de Bouvignies y participe pour moitié du contingent assigné à Marchiennes-ville et dont celle-ci serait degrévée.

Chemins d'intérêt commun. — Approbation des dépenses de 1874 et adoption des propositions présentées pour 1876;

Adoption des propositions de répartition pour 1876 des contingents départemantaux et communaux ;

Vœu pour le classement d'intérêt commun du chemin vicinal N° 11 de Douai à Roost-Warendin.

Chemins vicinaux. — Vœu pour le classement en vicinalité du chemin rural de Bruille à la gare de Somain ;

Vœu pour que les communes soient visitées au moins deux fois par mois par MM. les Agents-voyers ;

Vœu pour que les Agents-voyers accordent tout leur temps au service vicinal et qu'ils abandonnent toute fonction étrangère au service ;

Vœu renouvelé pour qu'un Agent-voyer soit affecté à chaque service ;

Adoption et maintien du tarif des prestations ;

Vœu pour que les travaux vicinaux aient lieu de mai en juillet.

Chemins de fer. — Vœu renouvelé pour qu'il y ait des voitures de 2e et 3e classe aux trains de grande vitesse du matin et du soir ;

Pour que des billets d'aller et retour, valables pour 4 jours, soient délivrés à prix réduits de Douai à Paris ;

Pour l'établissement d'une gare ouverte à Somain et l'organisation d'un personnel en rapport avec les besoins du service;

Pour qu'une horloge soit placé à l'extérieur de la gare de Douai ;

Vœu pour que la Compagnie de Picardie et Flandres commence cette année les travaux de la ligne de Douai à Cambrai et qu'une station soit établie à Aniches ;

Vœu pour que la nouvelle Compagnie du Nord exécute également, dans le même délai, les travaux de la ligne de Douai à Orchies ;

Vœu pour que les Compagnies de chemins de fer soient obligées de prendre des mesures pour la désinfection des wagons servant au transport des bestiaux.

Gendarmerie. — Vœu pour la création d'une brigade à Dorignies.

Houillères. — Vœu pour que des mesures soient prises pour assurer le développement de l'extraction des houilles.

Le Conseil insiste pour que les travaux de dérivation de la Raches et du courant du Noir soient exécutés ;

Il insiste encore sur les inconvénients du rejet des eaux de l'usine Delattre dans la Raches.

Navigation. — Vœu renouvelé pour le rachat de la concession de la Scarpe inférieure et l'approfondissement du lit de cette rivière ;

Vœu également renouvelé que l'administration veuille bien faire l'étude sérieuse de la question des prises d'eau, et que les droits acquis soient respectés.

Police (Loi sur l'ivresse). Le Conseil demande l'application rigoureuse de la loi.

Retraite des instituteurs. — Vœu renouvelé pour l'admission des instituteurs et institutitrices à la retraite.

Routes nationales et départementales. — Le Conseil exprime de nouveau ses regrets de voir les routes de cet arrondissement moins bien dotées que les autres parties du département ;

Renouvelle le vœu que les plans de traverse des fortifications de Douai soient bientôt mis à exécution.

Société de prêt au travail. — Vœu pour qu'une société soit établie à Douai.

Sous préfectures. — Acte est donné du compte rendu du fonds d'abonnement ;

Vœu pour qu'une organisation assure une amélioration aux employés des Sous-Préfectures;

Emet le vœu que le fonds d'abonnement soit augmenté, pour pourvoir à l'insuffisance des traitements.

Service Hydraulique. — Renouvellement du vœu tendant à la réorganisation du syndicat de la vallée à la Scarpe ;

Trottoirs. (Construction de) — Vœu renouvelé pour l'achèvement des trottoirs de la commune de Flines.

ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.

Canaux. — *Canal de Bourbourg.* — Vœu pour la prompte exécution de tous les travaux d'amélioration approuvés;

Canal de la Haute-Colme.— Vœu renouvelé pour la création d'une écluse au pont de Bierne ;

Canal de la Basse-Colme. — Le Conseil demande la prompte exécution de la rectification sollicitée à l'extrémité de l'embranchement du canal d'Hondschote;

Canal de Dunkerque à Furnes. — Vœu pour :
Le rachat par l'État du privilége de concession de ce canal ;
Le rachat du pont tournant de Ghyvelde ;
La construction d'un pont sur le canal de Furnes. à l'endroit dit ancien pont tournant ;
Le Conseil demande qu'en attendant la réalisation de ces améliorations, la Compagnie concessionnaire soit mise en demeure d'exécuter immédiatement le travail d'approfondissement de façon à donner au canal un tirant d'eau de 1 m 80 c conformément aux prescriptions du cahier des charges.

Chemins de fer. — *De Dunkerque à Furnes.* — Le Conseil appuie la demande de la commune de Rosendaël tendant à l'établissement d'une station au passage à niveau du chemin de Rosendaël ;

De Gravelines à Watten. — Le Conseil exprime le vœu que la Compagnie concessionnaire soit mise en demeure d'exécuter dans le plus bref délai possible le raccordement de la voie ferrée entre la gare et le port de Gravelines.

Chemins d'intérêt commun. — *Contingents communaux pour* 1876. — Le Conseil approuve la répartition de ces dépenses entre les communes.

Club des Régates. — Le Conseil émet le vœu de voir maintenir la subvention de 500 fr. accordée par le département à cette Société.

Concours d'animaux de boucherie et reproducteurs. — Vœu tendant au maintien de l'allocation départementale de 2000 fr. attribuée à la Société d'agriculture de de Dunkerque pour l'organisation d'un concours d'animaux de boucherie, et du subside de 1500 francs accordé par M. le Ministre pour le même objet ;

Le Conseil exprime à la Société d'agriculture de Bourbourg toute sa reconnaissance pour l'organisation du concours de poulains, dont elle a pris l'initiative ;

Il demande de nouveaux encouragements en faveur de l'industrie chevaline et sollicite tout spécialement l'élévation de 1900 à 2500 fr. du chiffre de la subvention départementale allouée à la Société d'agriculture de Bourbourg.

Création d'un second bureau d'État-civil à Coudekerque-Branche. — Vœu renouvelé pour la création d'un bureau d'État-civil spécial pour les sections D. et C.

Fonds d'abonnement et de non valeurs. — Le Conseil donne acte à M. le Sous-Préfet de la communication de ces deux comptes.

Gendarmerie. — Le Conseil émet le vœu qu'une troisième brigade soit créée, dans le plus bref délai possible, pour le service de la banlieue et particulièrement de Rosendaël.

Instruction primaire. — Le Conseil demande que toutes les communes de 500 âmes soient dotées d'écoles de filles et que des subventions aussi larges que possible soient accordées pour cet objet sur les fonds de l État et du Département ;

Vœu pour la création de salles d'asile dans les communes de 800 à 1000 habitants ;

Pour l'organisation, l'encouragement et le développement des cours d'adultes.

Monts-de-piété. — Vœu tendant à l'adoption et à la promulgation du projet de loi sur les monts-de-piété.

Ports maritimes. — *Port de Dunkerque.* — Le Conseil persiste dans la demande de réalisation du programme complet des travaux d'amélioration du port de Dunkerque, s'élevant à 22 millions au moins ;

Il émet le vœu que la priorité d'exécution soit donnée à l'approfondissement du chenal et à la construction du nouveau bassin de l'Ouest;

Port de Gravelines. — Le Conseil demande que les travaux de ce port soient poussés avec la plus grande activité possible en ce qui concerne l'achévement de l'écluse Vauban et des jetées.

Service vicinal. — *Chemin de Gravelines à Cassel N° 127.*— Le Conseil approuve la répartition des dépenses de grosses réparations de ce chemin et conclut à l'allocation du secours de 3000 fr. sollicité par la commune de Craywick.

Chemins d'intérêt commun de Lederzeele à Watten. — *Entretien du pont de Watten.* — Le Conseil, tout en approuvant, pour 1875, le projet de répartition des frais d'entretien de ce pont, croit devoir prier M. le Préfet de vouloir bien examiner s'il n'y a pas lieu de réclamer l'intervention du département du Pas-de-Calais dans ces dépenses;

Chemin d'Hondschoote à Wormhoudt.— Vœu pour le classement d'intérêt commun du chemin d'Hondschoote à Wormhoudt, par Killem, Rexpoëde, West-Cappel et Wilder;

Chemin N° 9 sur West-Cappel et 10 sur Bambecque.— Même vœu;

Chemin de Petite-Synthe à Esquelbecq.— Même vœu;

Pont de Petite-Synthe (Entretien ultérieur).— Le Conseil, avant de se prononcer sur la question de répartition des dépenses d'entretien de ce pont, demande que l'Administration examine la proposition du Conseil municipal d'Armbouts-Cappel ayant pour objet le classement préalable de la ligne de moyenne vicinalité dite d'Esquelbecq à Petite-Synthe en la prolongeant sur le chemin empierré du hameau de St-Pol.

Société Dunkerquoise.— Vœu pour l'allocation à cette Société du subside départemental qu'elle obtient chaque année.

ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.

Bâtiments et mobiliers départementaux. — Vœu tendant à obtenir un crédit de 1,617 fr. qui serait employé conjointement avec un autre crédit de 2,055 fr. 23 voté l'année dernière, à des travaux d'appropriation à la Maison d'arrêt d'Hazebrouck;

Vœu tendant à obtenir les crédits d'entretien pour les bâtiments et mobiliers départementaux;

Vœu émis tendant à obtenir un crédit de 1,172 fr. pour achat de mobilier pour le Tribunal civil.

Bibliothèque administrative de la Sous-Préfecture — Vœu tendant à obtenir un crédit de 100 fr. pour achat d'ouvrages destinés à la bibliothèque administrative de la Sous-Préfecture.

Bibliothèques scolaires — Vœu émis pour que des mesures soient prises à l'effet d'établir des bibliothèques scolaires dans toutes les écoles.

Chambre consultative d'agriculture. — Vœu tendant à obtenir un crédit de 200 fr. pour faire face aux frais de bureau de 1876.

Chemins de grande communication. — Vœu émis pour que la partie empierrée du chemin N° 55, entre la ville de Bailleul et la caserne des douanes soit convertie en pavage;

Vœu tendant à ce que les rechargements en porphyre soient exécutés aux mois de novembre et de décembre afin de ne point gêner la circulation;

Vœu émis dans le but d'obtenir qu'un trottoir soit construit sur le chemin N° 33, dans la banlieue d'Hazebrouck, depuis la sortie de cette ville jusqu'à l'Hofland et que, depuis cet endroit jusqu'à la Borre-becque, il soit construit une zône en porphyre;

Vœu tendant à ce que le même chemin soit pavé dans la traverse du hameau d'Outtersteene (commune de Bailleul);

Vœu tendant à obtenir le classement au rang des chemins de grande communication du chemin vicinal ordinaire de la Croix-du-Bac à Steenverck;

Avis tendant à abandonner le projet d'établissement d'un trottoir entre Vieux-Berquin et la gare de Strazeele (chemin N° 57).

Chemins d'intérêt commun. — Vœu tendant à ce que les rechargements soient exécutés en novembre et décembre afin de ne point gêner la circulation dans la bonne saison;

Avis tendant au rejet du classement du chemin vicinal ordinaire de La Gorgue, Estaires et à Merville au rang des lignes d'intérêt commun, proposé par la première de ces trois communes;

Avis relatif aux contingents à fournir par les communes intéressées au chemin d'intérêt commun N° 128.

Chemins de fer. — Vœux émis pour que l'instruction de l'affaire relative à ligne de Don à Hazebrouck soit commencée le plus tôt possible;

Que la Compagnie dépose son plan définitif conformément au tracé adopté par le Conseil général;

Que des billets à prix réduits, aller et retour, des gares d'Hazebrouck, de Cassel et de Bailleul soient accordés pour Paris pendant une durée de quatre jours.

Conseil d'hygiène. — Vœu tendant à obtenir un crédit de 200 fr. pour payer, en 1876, les frais du Conseil d'hygiène.

Conversion en tâche des prestations en argent. — Vœu tendant à l'adoption du tarif arrêté par le Conseil général dans sa session de 1874.

Cours d'adultes. — Vœu émis pour que des subventions soient accordées aux instituteurs qui se dévoueraient le plus à la propagation de l'instruction des adultes.

Dépôts de sûreté. — Vœu tendant à la reconstruction du dépôt de sûreté de Bailleul;

Vœu tendant à l'établissement d'un dépôt de sûreté dans le bâtiment de la caserne de Merville.

Fonds d'abonnement. — Vœu tendant à ce que le fonds d'abonnement de la Sous-Préfecture d'Hazebrouck soit augmenté pendant l'année 1876, en ce qui concerne la partie afférente au personnel.

Gendarmerie. — *(Brigades de Bailleul et de Cassel).* — Vœn tendant à augmenter l'effectif de ces brigades et à en confier le commandement à des maréchaux des logis.

Instruction primaire. — Vœux renouvelés et tendant à ce que des écoles soient établies aux hameaux du Souverain (Hazebrouck); de St-Laurent (Steenvoorde); de Nieppe (Renescure);

Que des écoles spéciales de filles soient établies à Berthen, Sercus et Wallon-Cappel.

Malades incurables indigents. — Vœu émis pour que les hospices de Cassel et de Merville soient désignés pour recevoir les malades incurables de leurs cantons respectifs.

Palais-de-Justice. — Vœu tendant à obtenir un crédit de 256 fr. 63 afin d'exécuter des travaux qui n'ont pu être prévus au devis, de 1820 fr. 70, approuvé en 1874.

Race chevaline. — Vœu tendant à ce que les possesseurs d'étalons primés au concours de Bourbourg soient obligés, pour obtenir la totalité de la prime, de se rendre avec leurs animaux dans l'arrondissement, à des stations et à des époques fixées par les sociétés d'agriculture, de concert avec l'administration supérieure.

Routes nationales. — Vœux tendant à ce que les travaux de remaniement du pavage et d'élargissement de la route N° 16 dans la traverse d'Hazebrouck soient entrepris le plus tôt possible;

Que les travaux de remaniement sur la route N° 42, entre Bailleul et Nieppe, soient entrepris sans retard;

Que la restauration du pont de Nieppe sur la Lys soit promptement mise à exécution; ainsi que l'établissement des banquettes réclamées l'année dernière.

Routes départementales. — Vœu tendant à ce qu'aucune suite ne soit donnée au projet d'exhaussement des routes N^{os} 9 et 16, à l'entrée d'Estaires, jusqu'au moment où le pont d'Estaires puisse être reconstruit;

Vœu émis pour l'exhaussement de la route N° 9 à l'entrée de Merville. Ces travaux sont subordonnés à la dérivation de la Lys.

Salles d'asile. — Vœu tendant à ce que les communes de La Gorgue, Nieppe et Meteren établissent des salles d'asile.

Service hydraulique. — Vœu émis pour que les curages soient continués, chaque année, autant que possible;

Vœu tendant à la dérivation de la Borre-Becque près de l'écluse du Grand Dam afin d'éviter les inondations.

Service vicinal. — Personnel. — Contingents. — Vœu tendant à obtenir une augmentation dans le personnel des agents-voyers;

Avis favorable relatif aux contingents pour l'entretien et les grosses réparations des chemins d'intérêt commun en 1876.

Sociétés d'agriculture. — Vœu tendant à ce que les subsides de l'État et du département soient continués en 1876.

Sociétés de secours mutuels. — Vœu exprimé à l'effet d'obtenir dans les communes les plus importantes des sociétés de secours mutuels.

Sous-Préfecture *(Hôtel de la)* — Vœu tendant à accepter le bail proposé par la ville d'Hazebrouck avec une augmentation de 800 fr. à la condition d'exécuter à l'hôtel des travaux d'amélioration;

Vœu tendant à ce qu'un crédit de 994 fr. soit accordé pour achat d'objets mobiliers.

Tabac. — Le Conseil d'arrondissement désigne M. Claudorez pour faire partie de la commission chargée de la délivrance des permis de culture du tabac en 1876.

Télégraphie. — Vœu tendant à obtenir la réunion de ce service à celui de la poste, conformément à la loi.

Tribunal civil. — Vœu tendant à accepter le bail proposé par la ville d'Hazebrouck pour la location du Palais-de-Justice.

ARRONDISSEMENT DE LILLE.

Caisses d'épargne. — Le Conseil émet le vœu qu'une succursale soit établie dans la mairie de chaque commune et ouverte le dimanche de neuf heures du matin à midi;

Que le bureau de poste reçoive, comme en Angleterre, des dépôts, soit directement, soit par l'intermédiaire des facteurs;

Qu'une caisse scolaire soit fondée dans chacune des écoles de l'arrondissement;

Que des primes d'encouragement, prélevées soit sur les fonds départementaux, soient distribuées aux instituteurs qui se seront distingués dans l'organisation de l'épargne scolaire.

Chemins de fer. — Le Conseil émet le vœu que, dans le cas où le tronçon de l'ancienne voie de la gare de Lille et de Lambersart qui, par suite de la modification de la ligne de Lille à Calais, ne pourrait pas être utilisé prochainement pour compléter le chemin de fer de ceinture de Lille, M. le Préfet veuille bien prendre les mesures et remplir les formalités nécessaires à l'effet:

1° D'obtenir de l'administration du chemin de fer du Nord l'abandon de sa concession sur le tronçon sus-indiqué;

2° Solliciter du Gouvernement un décret transformant ce tronçon en voie publique;

3° Classer cette voie comme chemin de ceinture de Lille, soit comme route départementale, ou de grande communication, ou d'intérêt commun.

Émet aussi le vœu qu'il soit établi à la gare des marchandises de Fives un bureau pour les voyageurs.

Chemins de grande communication. — Le Conseil émet un vœu relatif à l'exécution des divers travaux au chemin de grande communication N° 8, de Douai à Seclin par Phalempin et au chemin vicinal ordinaire de Moncheaux à la gare de Leforest.

Chemins vicinaux et d'intérêt commun. — Le Conseil signale le mauvais état du chemin vicinal de Lezennes à Sainghin et du chemin d'intérêt commun de Baisieux à Cysoing, et émet le vœu que les réparations nécessaires soient faites sans retard; il demande en outre le déclassement du chemin d'intérêt commun N° 120 allant de Templeuve à Cysoing, dans la portion de Templeuve.

Concours hippique à Lille. — Emet le vœu qu'à l'exemple du Conseil municipal de Lille, le Conseil général fasse, en ce qui le concerne, un accueil favorable à la demande de M. le Président de la Société hippique française, ce qui doterait notre contrée d'une nouvelle institution aussi utile que patriotique.

Recueil imprimé des délibérations du Conseil. — Le Conseil exprime le vœu que ses délibérations soient imprimées *in-extenso* comme celles du Conseil général.

Enseignement. — Le Conseil émet le vœu qu'il soit enseigné aux élèves de chaque école les droits et les devoirs qui incombent à chaque citoyen;

Que des notions d'économie domestique soient également données dans chaque école.

Exportation. — Le Conseil émet les vœux suivants :

Que l'État intervienne auprès des Compagnies du Nord et de l'Ouest pour qu'elles créent des tarifs spéciaux en faveur des marchandises destinées au dehors;

Que le Gouvernement supprime dans le même but les droits de navigation;

Que les droits de navigation sur la houille soient suspendus et, en cas de refus par l'Etat, rachetés par les départements du Nord et du Pas-de-Calais, en ce qui est relatif aux voies navigables qui déservent ces deux départements;

Que les tarifs de chemins de fer ne puissent jamais dépasser sur cette matière première le prix *maximum* de quatre centimes par tonne kilométrique, quelle que soit la distance parcourue et, en cas de refus des compagnies actuelles, que cette tarification soit imposée lors des premières conventions à intervenir entre ces Sociétés et l'Etat.

Ferme-École. — Le Conseil émet le vœu que les Conseils généraux du Nord et du Pas-de-Calais nomment une commission à l'effet d'étudier la question de la création d'une ferme-école.

Industrie houillère. — Emet les vœux suivants :

Que les territoires houillers non encore mis en valeur soient utilisés à bref délai; que l'administration des mines en détermine l'importance et indique le nombre de siéges d'exploitation qu'ils devront contenir;

Que les concessions en inactivité soient frappées de déchéance;

Que le Gouvernement affecte à l'encouragement des recherches des mines de houille, et conformément à l'article 39 de la loi du 21 mai 1810, une partie de la redevance sur les mines; que le département, de son côté, crée une prime en faveur de tout nouveau gisement houiller découvert;

Qu'un tableau de la production par concession soit établi chaque mois par l'Ingénieur en chef des mines des départements du Nord et du Pas-de-Calais, et publié par les soins de l'administration préfectorale.

Maison de refuge du Bon-Pasteur. — Le Conseil émet le vœu que le Conseil général nomme annuellement une commission de trois membres chargés de visiter la maison du Bon-Pasteur de Lille, et de rendre compte du résultat de cette inspection ;

Et comme le Conseil d'arrondissement s'est occupé tout particulièrement de cette question, si la Commission désignée jugeait utile de s'adjoindre un des membres dudit Conseil, ce dernier lui en saurait gré.

Octrois. — Le Conseil émet le vœu que les villes, sous l'approbation des Conseils généraux ou du Gouvernement, soient autorisées à créer des taxes spéciales en vue de pourvoir aux dépenses nécessitées par l'éclairage au gaz, la surveillance publique, etc.

Service des postes. — Le Conseil émet le vœu que l'Administration des postes soit autorisée à créer des mandats postaux au porteur ;

Que toutes les communes de l'arrondissement soient dotées de deux tournées quotidiennes du facteur rural ;

Que la commune de Bondues soit desservie par le bureau de Marcq-en-Barœul ;

Qu'un bureau de poste soit créé à Wattrelos.

Tabacs. — Le Conseil réclame des améliorations dans la fabrication du tabac.

Tramways. — Le Conseil émet le vœu que le Conseil général du Nord mette en adjudication les lignes de tramways ci-après :

1° de Lille a Armentières ;

2° de Lille sur Lens par Seclin et Carvin, et de Carvin à Douai ;

3° de Lille à Halluin ;

4° de Lille à Tourcoing.

Voies navigables. — Le Conseil émet le vœu que chaque écluse soit dédoublée et principalement celle de Don ;

Qu'un système de remorquage à vapeur soit établi sur les canaux de Douai et d'Aire à Lille et à Roubaix-Tourcoing.

ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.

Chemins de fer. — Le Conseil général émet les vœux :

1° que les projets de la ligne de Denain à St-Amand soient déposés le plus tôt possible ;

2° que des haltes soient établies entre Wallers et Somain sur la ligne du Nord, et sur la ligne de Marchiennes à Fenain sur la route de Marchiennes à Wandignies ;

3° que presque tous, sinon tous les trains de la ligne de Lille à Valenciennes s'arrêtent à Beuvrages ;

4° qu'une halte soit établie sur l'Esplanade à Valenciennes ;

5° que l'autorité supérieure avise aux moyens de diminuer les retards causés par le changemen de train à Quiévrain et la visite de la douane à Blanc-Misseron.

Chemins de grande communication. — Le Conseil appuie les demandes de crédits pour entretien et grosses réparations. Il appuie les propositions de MM. les Ingénieurs pour la révision des contingents des routes 34 et 13.

Chemins d'intérêt commun. — Le Conseil appuie les demandes de crédits pour entretien et grosses réparations ; il approuve : 1° Le compte-rendu des dépenses de 1874 ;

2° la répartition des contingents pour 1876.

Chemins du réseau subventionné. — Le Conseil ne présente aucune observation sur les projets de construction en 1876 des chemins du réseau subventionné. Il propose le classement dans le réseau subventionné d'un grand nombre de lacunes d'une longueur totale de 30^{k} 746 $^{m.}$ Il émet le vœu que le pont sur l'Escaut du chemin du Sarteau soit rétabli le plus tôt possible.

Chicorée. — Le Conseil renouvelle le vœu que l'impôt sur la chicorée soit notablement diminué, et que des mesures soient prises pour réprimer les fraudes.

Communauté israëlite de Valenciennes. — Le Conseil appuie la demande de secours.

Compte d'emploi du fonds d'abonnement. — Acte est donné de la communication. Le Conseil émet le vœu de la continuation de l'allocation départementale en faveur des employés de la Sous-Préfecture.

Compte d'emploi du fonds de non-valeur. — Acte est donné de la communication.

Débits de tabac. — Le Conseil appelle l'attention de l'Administration supérieure sur l'insuffisance de l'approvisionnement des bureaux de tabac.

Douanes-Drawback. — Le Conseil renouvelle le vœu que le droit d'entrée payé par le sel de soude nécessaire à la fabrication du verre soit remboursé à la sortie sous forme de drawback.

Eglise de Notre-Dame-au-Bois. — Le Conseil se prononce en faveur du projet de construction présenté par le Conseil de Fabrique ; il appuie la demande de secours ; il propose la répartition du contingent des communes intéressées dans la proportion de 2/3 pour Bruille et 1/3 pour Odomez.

Eglise du Faubourg-de-Paris à Valenciennes. — Le Conseil appuie la demande de secours sur les fonds de l'État et du Département.

Industrie. — Le Conseil appelle l'attention du Conseil général et celle du Gouvernement sur la situation fâcheuse que créerait à l'industrie verrière le relèvement considérable des droits à l'importation que le Gouvernement italien propose au Gouvernement français à l'occasion du renouvellement des traités de commerce, en 1877.

Instruction primaire. — Le Conseil émet les vœux :

1° que des emplois d'adjoint soient créés dans toutes les écoles réunissant plus de 80 élèves ;

2° que dans les communes où l'extension de la gratuité cause un préjudice aux instituteurs, on leur accorde une compensation par une augmentation de traitement ;

3° que des salles d'asile soient établies dans les communes de plus de 1,500 habitants ;

4° que dans toutes les communes pourvues de salles d'asile les enfants âgés de moins de 6 ans ne soient pas reçus dans les écoles ;

5° que le département accorde des cartes géographiques et des tableux du système métrique aux écoles des communes peu aisées ;

6° que les Percepteurs et Receveurs des postes soient autorisés à recevoir les dépôts faits par les élèves à la Caisse d'épargne ;

7° que dans les écoles de filles où le temps donné aux travaux à l'aiguille est trop limité, les règlements soient modifiés afin de consacrer à ces travaux au moins deux heures par jour;

8° que les secours sollicités par les communes d'Escaupont, Thiant et Lieu St-Amand pour construction d'école soient accordés.

Navigation. — Le Conseil réitère le vœu du rachat de la concession de la Scarpe.

Il émet les vœux :

1° Qu'il soit statué au plus tôt sur les réclamations du Conseil municipal d'Hasnon relativement aux inondations ;

2° que la loi qui doit organiser le service de halage sur toute l'étendue des voies navigables soit votée le plus tôt possible.

Postes. — Le Conseil renouvelle le vœu que le prix d'affranchissement des lettres soit ramené au taux ancien.

Routes et chemins. — Classement et déclassement. — Le Conseil demande qu'aucune décision ne soit prise, après l'enquête ordonnée par le Conseil général sur toutes les voies de communication, sans que les Conseils d'arrondissement n'aient été consultés sur les résultats de l'enquête et sur les demandes ou réclamations qui se seraient produites.

Routes départementales. — Le Conseil appuie les demandes de crédits pour travaux d'entretien et de grosses réparations.

Routes nationales. — Le Conseil appuie les demandes de crédits pour dépenses d'entretien ou de grosses réparations à faire sur les routes nationales.

Il émet les vœux :

1° qu'on profite des travaux d'exhaussement du pont du Mouton-Noir pour élargir ce pont à gauche en bas de la rampe du viadnc et pour adoucir la pente vers Anzin;

2° qu'on profite des travaux de remaniement de la chaussée à l'extrémité d'Anzin vers Bruai pour adoucir la pente de la route à la Bleuse-Borne.

Société d'agriculture de Valenciennes. — Le Conseil appuie les demandes de secours.

Société de charité maternelle. — Le Conseil appuie la demande de subvention.

Tarif des prestations. — Le Conseil n'a aucune modification à proposer à ce tarif.

Télégraphie. — Le Conseil renouvelle le vœu que le prix des dépêches pour l'étranger soit ramené à un chiffre égal à la valeur des télégrammes dans les deux pays.

Tramways sur la route Nationale, N° 45. — Le Conseil émet le vœu qu'une solution prompte soit donnée aux demandes d'établissement de tramways de la place de Valenciennes à la place d'Anzin et au passage à niveau du chemin de fer du Nord, à Raismes.

Travail des enfants dans les manufactures — Le Conseil émet le vœu que des modifications soient apportées dans l'application de la loi du 19 mai 1874 et qu'en attendant ces modifications les Inspecteurs du travail des enfants usent d'une certaine tolérance à l'égard des industries qui ont trop à souffrir de cette loi.

Lille, le 7 août 1875.

Le Conseiller d'État, Préfet du Nord,

BARON LE GUAY.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE RAPPORT DU CONSEILLER D'ÉTAT, PRÉFET.

(AOUT 1875.)

A

Abonnements aux distributions d'eau (Voir édifices départementaux) 36
Aliénés indigents..... 97
— Frais de transport par chemin de fer. — Dépense arriérée..... 99
— Statistique. — Situation des asiles d'Armentières, de Bailleul et de Lommelet. 99
Analyse des vœux des Conseils d'arrondissements 245
Anciens employés. — Secours..... 151
Animaux nuisibles. — Hannetonnage..... 138
— reproducteurs des races chevalines et bovines..... 134
Architectes départementaux. — Traitement.... 34
Archives départementales, communales, et hospitalières..... 121
— Travaux divers aux bâtiments et acquisition de mobilier 34
— Entretien..... 34
Assistance judiciaire (bureaux d'). 115
Associations agricoles..... 132
Association vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais 137
Avesnes. — Sous-Préfecture..... 21
Aveugles et sourds-muets..... 116

B

Baisieux.— Presbytère. — Demande de secours. 141
Banque de France. — Succursales à Douai et à Cambrai..... 193
Beaumont. — Restauration du clocher de l'église 142
Belles actions..... 152
Bergues.— Concours d'animaux reproducteurs.. 133
Bon-Pasteur (Maison du) 115
Bibliothèques administratives..... 123
Bibliothèque du Conseil général..... 123
Bruille-St-Amand et Odomez.— Paroisse de Notre-Dame-au-Bois. — Reconstruction de l'église. — Difficultés. — Réglement. — Secours..... 144
Budget départemental rectificatif de 1875..... 9
— ordinaire de 1876.— Recettes.— Produits éventuels..... 13
— extraordinaire de 1876..... 172
— de 1876. — Ressources..... 223
— — Résumé..... 225
Bureaux d'assistance judiciaire..... 115

C

Cadastre. — Situation des travaux. — Subvention aux communes..... 170
Caisses d'épargne. — Situation en 1874..... 108
Caisse départementale des retraites. — Situation au 31 décembre 1874. 197
— Liquidation de la pension de M. Romain, agent-voyer en chef..... 198
— Liquidation de la pension de M. Ch. Vincent, Chef de division 198
Cambrai. — Maison d'arrêt..... 180
— Succursale de la banque de France. 193
— Sous-Préfecture..... 21
Carte départementale du nivellement..... 123
Caserne de gendarmerie d'Hazebrouck. — Construction..... 179
Cassel. — Gendarmerie 31
Centimes extraordinaires annuels..... 173

Pages

Cercle horticole de Lille..... 135
Chambres consultatives d'agriculture..... 132
Chambres de commerce. — Révision de la liste des électeurs..... 192
Chasse (police de la). — à courre, à cor et à cris. — faisans..... 193
Chemins de fer..... 37
— Lignes d'intérêt général..... 38
— Lignes d'intérêt local..... 42
— d'intérêt local.— Frais de contrôle. 88
— Vœux du Conseil général. — suite donnée..... 45
Chemins de grande communication et d'intérêt commun. — Recensement général de la circulation..... 54
— État de situation de l'exercice 1874. 55
Chemin de grande communication N° 3. — Dépenses d'entretien et de grosses réparations des ponts du canal de la Haute-Colme..... 68
— N° 13, de Valenciennes à Somain.— Révision des contingents communaux..... 70
— N° 32. — Idem..... 71
— N° 34, d'Auberchicourt à Abscon. — Révision des contingents communaux..... 72
— N° 39. — Idem..... 74
Chemins d'intérêt commun.— Situation générale. — 1874-1875..... 75
— — Contingents comm— pour 1876..... 80
Chemin d'intérêt commun N° 39 de Louvignies-Quesnoy à Roucourt. Construction d'un ponceau..... 80
— — N° 53 de Lederzeele à Watten.—Entretien du pont de Watten. — Répartition des dépenses 81
— — N° 127 de Gravelines à Bergues.—Grosses réparations... 82
Chemins vicinaux de grande communication..... 56
Chemins vicinaux ordinaires..... 83
— — Réseau subventionné. 84
— Tarif des prestations..... 87
Chevaux réquisitionnés. — Obligations départementales..... 178
Chicorée. — Vœux du Conseil d'arrondissement de Valenciennes..... 199
Cobrieux — Restauration de l'église.— Demande de secours..... 142
Colléges. — Inspection..... 157
Collége de Valenciennes. — Transformation en Lycée..... 201

Pages

Colonie agricole de Mesnil-St-Firmin. — Subvention pour 1876..... 118
— de Mettray..... 118
— de St-Bernard — Commission de surveillance..... 118
Commission départementale. —Frais de bureau. 155
Commission historique..... 128
— Reproductions photographiques d'objets d'art religieux..... 129
Commission météorologique..... 129
Compte des recettes et des dépenses départementales de l'exercice 1874..... 219
Concierges des palais-de-justice de Lille, de Dunkerque et de Valenciennes.— Traitement..... 37
— de la Préfecture. — Gages..... 37
Concours d'animaux reproducteurs à Bergues.. 133
Conseils d'arrondissement.— Analyse des vœux 245
Conseil général. — Bibliothèque..... 123
— Liste des membres..... 7
Conseils d'hygiène et de salubrité. — Frais de bureau..... 147
Conseil de préfecture. — Greffe. — Frais de bureau..... 152
Contributions directes — Recouvrement..... 16
— Répartement..... 13
Cour d'assises, — Menues dépenses, frais de parquet..... 27
Cultes..... 121

D

Dépenses de guerre. — Reversement à la caisse du Trésor, d'une somme encaissée par le département..... 178
Dépenses imprévues..... 155
Dommages causés par la guerre..... 182
Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon..... 115
Distributions d'eau. — Édifices départementaux. — Abonnements..... 36
Douai. — Ecole normale primaire..... 179
— Lycée..... 157
— Succursale de la Banque de France... 193
— Sous-Préfecture..... 21
— Tribunal civil. — Acquisitions de cartons pour le greffe..... 37
Dunkerque — Sous-Préfecture..... 22

E

École de médecine et de pharmacie de Lille..... 131
— Bourses. 131

Pages

École nationale d'arts et métiers de Châlons..... 129
— normale primaire de Douai..... 179
— — Inspection..... 157
— vétérinaire d'Alfort..... 137
Édifices départementaux. — Abonnements aux distributions d'eau..... 36
Églises. — Secours départementaux 140
Église. — Beaumont..... 142
— Bruille-Saint-Amand..... 144
— Cobrieux..... 142
— Odomez..... 144
Élections municipales. — Sections électorales.. 201
Élèves-artistes. — Bourses départementales.. 127
Élèves sages-femmes. — Idem..... 130
Emprunt départemental de 15 millions..... 177
Enfants assistés. — Situation générale..... 89
— Tarif des pensions attribuées aux nourriciers. — Révision 94
— Orphelins pauvres 95
— Dépense arriérée..... 155
Enfants et filles mineures employés dans l'industrie 154
Epidémies..... 150
Epizooties..... 138
Etablissement thermal de Saint-Amand..... 199
Etat-civil. — Confection des tables décennales. Dépense arriérée..... 156
Exposition départementale d'agriculture et concours d'animaux reproducteurs..... 134

F

Faculté de droit de Douai..... 126
Fonds de non-valeurs et de réimposition de 1873. 16
Frais de division de cotes des contributions directes entre propriétaires et fermiers..... 153
Frais d'impressions 150

G

Garçons de bureau de la préfecture (voir Concierges)..... 37
Gendarmerie. — Casernes en location, dépenses. 23
— — Entretien..... 30
— — Grosses réparations et travaux neufs.. 29
— — Frais d'éclairage.... 30
— — Indemnité de literies dépense arriérée.. 25
— Caserne de Cassel. — Travaux de réparations.... 31
— — d'Hazebrouck. — Reconstruction..... 179
Gendarmerie. — Caserne du Quesnoy. — Installation de trois becs de gaz..... 31
Greffe du conseil de préfecture. — Frais de bureau et menues dépenses..... 152
Guerre. — Dépenses 178
— Dommages..... 182

H

Hameau de St-Pol. — Petite-Synthe 199
Hannetonnage. — Animaux nuisibles 138
Hazebrouck. — Caserne de gendarmerie 179
— — Sous-préfecture 22
— — Tribunal 26
Hospices et hôpitaux. — Situation en 1874..... 100
Hospices de Lille. — Malades et incurables. — Prix de journée..... 103

I

Impositions communales extraordinaires. — Fixation du maximum des centimes 209
Incendies. — Secours aux victimes..... 116
Industrie minérale 187
Inspection académique. — Frais de bureau..... 157
Institut industriel, agronomique et commercial du Nord de la France..... 125
— Crédits..... 179
Instruction publique. — Budget..... 158

J

Jeunes aveugles 116
Jury d'expropriation 188
Justice-de-paix. — Menues dépenses..... 27

L

Le Quesnoy. — Gendarmerie 31
Lille. — Cercle horticole..... 135
— Ecole de médecine..... 131
— Hospices 103
— Concours. — Société hippique française 136
— Station agronomique..... 135
— Tribunal civil..... 201
Lignes télégraphiques..... 190
Lycées. — Colléges. — École normale primaire. — Inspection..... 157
Lycées de Lille et de Douai. — Bourses départementales..... 157

Pages

M

Maisons d'arrêt. — Entretien..... 33
— Grosses réparations..... 32
Maison d'arrêt de Cambrai. — Reconstruction. 180
Maison de refuge du Bon-Pasteur..... 115
Malades indigents. — Secours..... 103
— Subventions..... 140
— des cantons du Quesnoy et de Landrecies.— Prix de journée à l'hospice du Quesnoy..... 105
Malades et incurables indigents. — Dépenses arriérées... 156
— le sr Mahieu de Fachcs. Dépense arriérée... 106
— Hospices d'Hazebrouck, de Cassel et de Merville..... 105
Manuel d instruction populaire (voir Société française de tempérance)..... 170
Marcq-en-Barœul. — Construction d'un presbytère. — Demande de secours..... 143
Menues dépenses et frais de parquet de la Cour d'assises, des tribunaux de 1re instancee, justices-de-paix et tribunaux de police..... 27
Monts-de-piété..... 107

N

Navigation intérieure..... 173
Neuf-Mesnil. — Presbytère. — Murs de clôture. Demande de secours..... 143
Nivellement. — Carte départementale..... 123

O

Obligations départementales concernant les chevaux réquisitionnés. — Intérêts et remboursement..... 178
Octroi. — Quesnoy-sur-Deûle..... 194
— Tourcoing..... 194
Odomez. — Paroisse de Notre-Dame-au-Bois (voir Bruille-Saint-Amand)..... 144
Orphelins de la guerre (Œuvre des)..... 117

P

Palais-de-Justice de Lille, de Dunkerque et de Valenciennes — Traitement des concierges.... 37
Pêche fluviale. — Interdiction..... 188
Petite-Synthe. — Hameau de Saint-Pol. — Demande d'érection en commune séparée..... 199
Poids et mesures (service des)..... 154
Police de la chasse..... 193
Pompes à incendie..... 138
Ports maritimes..... 181
Postes (Service des)..... 188
Préfecture (ancien hôtel). — Entretien en 1873.. 19
— (nouvel hôtel). — Entretien des bâtiments et du mobilier..... 19
— Dépenses faites pour réception du maréchal Mac-Mahon, président de la République..... 156
— — Corps-de-garde..... 35
— — Concierges et garçons de bureau..... 37
Préfecture et sous-préfectures. — Frais d'administration..... 151
Presbytères. — Baisieux..... 141
— Marcq-en-Barœul..... 143
— Neuf-Mesnil..... 143
Prisons départementales. — Indemnité de logement aux aumôniers..... 147
Propriétés départementales. — Frais d'assurances..... 35
Pyramides de Denain et de Cysoing. — Traitement des gardiens..... 153

Q

Quesnoy-sur-Deûle. — Octroi. — Prorogation de tarif et règlement..... 194

R

Race chevaline..... 135
Recensement général de la circulation sur les routes départementales, les chemins de grande communication et d'intérêt commun..... 54
Ressources du budget de 1876..... 223
Routes départementales..... 50
— nationales..... 47

S

Saint-Amand. — Établissement thermal..... 199
Saint-Pol (Hameau de). — Petite-Synthe..... 199
Salubrité publique..... 148
Sapeurs-Pompiers. — Secours..... 139
Scarpe-Inférieure. — Question du rachat..... 183
Secours à d'anciens employés ou à leurs veuves. 151
— en cas d'extrême misère..... 117
Secrétaire de l'Académie de Douai.— Indemnité. 170
Sections électorales. — Élections municipales... 201
Sel de soude. — Chicorée. — Vœux du Conseil d'arrondissement de Valenciennes..... 199

	Pages
Service Hydraulique	183
— des Poids et Mesures	154
— des Postes	188
Sociétés de Charité Maternelle	113
— savantes. — Allocation de subsides	124
— de secours mutuels	114
Société Française de tempérance. — Manuel d'instruction populaire	170
— Hippique française. — Création de concours à Lille	136
— centrale de médecine	127
— centrale de sauvetage des naufragés	119
— instituée pour venir en aide aux familles des marins morts ou présumés péris à la pêche d'Islande	120
— générale de patronage des orphelinats agricoles	119
— de patronage des jeunes libérés	118
— de patronage des orphelins d'Alsace-Lorraine	120
Sourds-muets et jeunes aveugles	116
Sous-préfectures. — Loyers	20
— Mobilier	20
— Entretien	19
— Grosses réparations	28
Sous-prefecture d'Avesnes.— Acquisition de mobilier	21
— de Cambrai. Idem	21
— de Douai. Idem	21
— de Dunkerque. Idem	22
— d'Hazebrouck. Idem	22
— de Valenciennes. Idem	21
Station agronomique de Lille	135

T

Tabac. — Culture dans le département du Nord.	195
Tables décennales de l'Etat-civil. — Dépense arriérée	156
Taxations pour travaux d'intérêt public à la charge des particuliers	152
Taxe personnelle. — Fixation	17
Tourcoing. — Octroi. — Additions au tarif	194
Traitement des gardiens des pyramides de Denain et de Cysoing	153
Transformation du collége de Valenciennes en lycée	201
Travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie	154
Tribunal civil de Douai. — Acquisition de cartons	
— pour le greffe	37
— Lille.—Création d une 3e chambre	201
— d'Hazebrouck. — Renouvellement du bail	26
Tribunaux et Chambres de commerce.—Révision de la liste des électeurs	192
Tribunaux. — Mobilier	26
— Entretien des bâtiments	25
— Grosses réparations	32
— Menues dépenses. — Frais de parquet	27

V

Vaccine	111
Valenciennes. — Collége. — Lycée	201
— Sous-Préfecture	21
Veuves d'anciens employés. — Secours	151
Vœux des Conseils d'arrondissement	245
Voyageurs indigents. — Secours de route et moyens de transport.	110
— Frais de transport par chemin de fer.— Dépenses arriérées	110
— Secours de route. — Dépenses arriérées.	111

Y

Yacht-Club du Nord	133

Lille-Imp. L. Danel

CONSEIL GÉNÉRAL

DU DÉPARTEMENT DU NORD

Session d'Août 1875.

RAPPORTS

DES CHEFS DE SERVICE

RAPPORTS

DES

CHEFS DE SERVICE.

CHEMIN DE FER DU NORD.

RAPPORT

DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DE CONTROLE DE L'EXPLOITATION
SUR LA SITUATION DU SERVICE DANS LE DÉPARTEMENT
DU NORD, PENDANT L'ANNÉE 1874.

§ 1er — Voie et stations.

Des travaux destinés à compléter et à améliorer l'aménagement de la plupart des gares ont été exécutés en 1874. Il serait inutile de donner l'indication de tous ces travaux dont plusieurs consistent simplement dans l'allongement des voies de garage, des quais et des trottoirs, la pose de nouvelles voies, de plaques tournantes et de changement, etc. — On se bornera à citer ceux qui peuvent présenter une certaine importance et qui sont les suivants :

Abords de Lille — La modification du tracé du littoral aux abords de Lille est toujours en voie d'exécution. Les déblais de la tranchée de Fives seront bientôt terminés. Le pont et la déviation du chemin de Lille à Marquette sont finis.

Douai. — L'agrandissement du bureau des arrivages petite vitesse, a été opéré. La voie des halles a été mise en communication, par une jonction de voie, avec les voies de gauche.

Pont-de-la-Deûle. — Une nouvelle voie de garage a été établie à gauche de la station, pour recevoir le pont à bascule précédemment installé sur la voie contiguë.

Ronchin. — La station projetée n'est pas encore commencée.

Fives. — La Compagnie a soumis aux enquêtes du premier degré, le projet de déplacement des ateliers qu'elle se propose de reporter sur la commune d'Hellemmes.

Pérenchies. — Une halle aux marchandises a été construite dans cette station.

Armentières. — Des nouvelles voies et un quai de voyageurs ont été établis pour recevoir les trains de la ligne de Berguette à Armentières.

Dunkerque. — Les fondations du bâtiment définitif des voyageurs sont terminées ; on continue les maçonneries. La voie du quai des Hollandais a été prolongée de 200 mètres.

Hautmont. — L'exploitation a pris possession du bâtiment principal définitif et de la nouvelle lampisterie. Le passage inférieur pour piétons, contigu au passage à niveau, a été livré à la circulation.

On a fait le ballastage de la voie du chemin de ceinture de la ville de Lille.

L'ouverture de la section de Somain à Orchies a eu lieu le 24 décembre 1874. La Compagnie ne s'est pas encore conformée à la décision ministérielle du 18 octobre 1874, qui lui prescrit de produire, dans le délai d'un mois, les projets de détails du raccordement de la ligne de Lille à Valenciennes, d'allonger la marquise de la station de Marchiennes, sur toute l'étendue du bâtiment, et de déplacer le pavillon d'aisances de la station de Beuvry.

L'ouverture de la ligne de Berguette à Armentières a eu lieu, le 1er août 1874. La Compagnie ne s'est pas encore conformée à la décision ministérielle du 30 juillet 1874, qui lui prescrit d'établir une halle à marchandises à la halte de Lestrem et la marquise pour les voyageurs aux stations de Saint-Venant, Merville, La Gorgue et La Ventie.

Les voies de la ligne de Lille à Valenciennes sont en bon état.

Orchies. — Le raccordement de la section d'Orchies à Tourcoing (ligne de Somain à Tourcoing) est exécuté.

Saint-Amand. — Le raccordement de la ligne de Saint-Amand à Blanc-Misseron est exécuté. La reconnaissance de cette ligne a eu lieu ; elle ne tardera pas à être ouverte au public.

Les lignes d'Armentières à Comines, d'Hazebrouck à Poperinghe et de Dunkerque à Furnes, exploitées par la Société Générale d'exploitation, ne donnent pas lieu à observation. Les voies sont bien entretenues. L'ouverture de la station frontière de Boeschèpe, situé sur la seconde de ces lignes, a été autorisée par décision ministérielle du 29 decembre 1874.

La Compagnie du Nord a continué à remplacer les rails en fer par des rails en acier ; elle substitue au fur et à mesure des besoins, les plaques de 3 mètres 40 de diamètre par des plaques de 4 mètres 20.

M. le Ministre des Travaux publics a pris, le 3 août 1874, une décisoin approuvant un arrêté portant classement des passages à niveau des lignes d'Hirson à la frontière belge e d'Aulnoye à Anor. Depuis lors, cet arrêté reçoit son exécution, notamment en ce qui concerne les passages à niveau munis de sonneries allemandes, qui sont soumis à une réglementation spéciale. En général, les règlements qui concernent la surveillance de la voie sont bien observés.

Vœux du Conseil général du Nord.

Le Conseil général du Nord a émis dans sa session d'octobre 1874, les vœux suivants :

« Que des mesures soient prescrites pour remédier aux nombrenx inconvénients qui résultent » de l'exiguité des voies de garage et des installations de la gare de Baisieux ainsi qu'aux ma- » nœuvres continuelles interceptant le chemin d'intérêt commun N° 24. »

Les installations suffisent pendant les arrivages exceptionnels qui ont été de 20 wagons en plus par jour qu'en cours de l'exploitation commerciale.

Il arrive fréquemment que pendant les manœuvres, il ne se présente aucune voiture au passage à niveau du chemin d'intérêt commun N° 24. Si parfois il s'en présente, le maximum du temps d'arrêt qui lui est imposé ne dépasse pas cinq minutes, ce qui, sur un chemin ordinaire, n'a pas d'inconvénient.

« Que la Compagnie du Nord-Est, ligne de Somain à Orchies, établisse une halte à » Wandignies au passage à niveau du chemin d'intérêt commun N° 21. »

La halte proposée serait établie à 1,100 mètres de la gare de Marchiennes, et à 1,200 mètres de la commune de Wandignies, que si la distance entre ces deux localités par la route est de 4 kilomètres, la distance entre Wandignies et la gare de Marchiennes n'est que de 2 kilomètres. L'importance de la commune de Wandignies n'est que de 1,000 habitants environ.

L'utilité de la halte n'étant pas démontrée, il n'y a aucune suite à donner, quant à présent, au vœu dont il s'agit.

« Qu'une passerelle à usage de piétons soit établie au-dessus du chemin de fer du Nord, » au passage à niveau de la route départementale N° 4, à Somain.

La majeure partie des manœuvres qui produisaient des interruptions est supprimée par suite de l'exécution d'un vaste projet de remaniement de garages.

Dans la session d'avril 1875, le Conseil général a émis le vœu qu'une gare couverte soit établie à Somain.

Ce vœu a été communiqué, le 27 mai, à la Compagnie du Nord, qui n'a pas encore répondu.

§ 2. — Exploitation technique et Matériel.

La Compagnie du Nord a amélioré très-notablement, en 1874, le service de ses trains de voyageurs et a donné ainsi satisfaction à divers vœux émis par le Conseil général du Nord, dans ses précédentes sessions. Elle a créé :

1° Un train mixte (N° 459) de Busigny à Somain, assurant la correspondance à Busigny avec l'express N° 25, venant de Paris et établissant une nouvelle correspondance vers Douai, Arras, Lille, Tourcoing, Calais et Dunkerque.

2° Un train partant de Valenciennes à 7 h. 45 m. du soir pour Quiévrain, où il est en correspondance avec un train pour Mons et Bruxelles ;

3° Un train express (N° 46) partant de Lille à 6 h. 5 m. du soir et de Valenciennes à 5 h. 45 m. pour se fusionner à Longueau avec le train direct N° 40, qui arrive à Paris à 11 h. 15 du soir.

4° Un train direct (N° 17) d'Amiens à Lille, en correspondance avec le train 17 de Paris à Boulogne.

La Compagnie du Nord a continué d'expérimenter, sur ses lignes, divers appareils propres à augmenter les conditions de sécurité de la circulation, notamment les sémaphores de MM. Lartigue et Tesse, et le sifflet automatique de MM. Forêt et Lartigue, les disques automatiques Moreau et un appareil enregistreur de la fermeture des disques à distance.

Aucun accident grave n'a d'ailleurs eu lieu dans le courant de l'année 1874.

Dix-huit agents de la Compagnie, huit personnes étrangères au service et un voyageur ont été tués, dans le département du Nord, ou sont morts de leurs blessures. Deux cent quarante-trois agents de la Compagnie, sept personnes étrangères au service et huit voyageurs ont été bless -é s.

Le voyageur blessé a été victime de l'état d'ivresse dans lequel il se trouvait.

Le matériel roulant est, généralement, bien entretenu, l'on introduit successivement dans les locomotives les divers perfectionnements constatés par l'expérience.

La consistance de ce matériel a été augmenté, pendant l'année 1874, de

68 machines locomotives (50 pour le service des trains de marchandises, 18 pour le service intérieur des gares) et 307 nouveaux véhicules.

De nouvelles commandes importantes ont en outre été faites et sont en cours d'execution.

Le Conseil général du Nord a émis les vœux suivants, concernant le service de trains :

« 1° Arrêt d'un plus grand nombre de trains à la station de Croix-Wasquehal. »

Satisfaction a été donnée à ce vœu depuis le 1er novembre 1874.

« 2° Adjonction de voitures de 2e classe aux trains express du matin et du soir. »

La Compagnie du Nord n'a pas, en ce moment, un assez grand nombre de machines puissantes, marchant à grande vitesse, pour qu'elle puisse appliquer cette mesure qui amènerait certainement une augmentation du poids de ses trains express. Elle a d'ailleurs déclaré n'être pas disposée, en principe, à admettre les voyageurs de 2e classe dans ses trains express.

§ 3. — Exploition commerciale.

Cette partie du service a été assez regulière en 1874, et n'a pas donné lieu à des plaintes de quelque gravité. L'augmentatiou du matériel a permis de satisfaire à tous les besoins du trafic.

Le tableau ci-joint donne les produits des stations du département da Nord, ainsi que leur comparaison avec ceux de l'année précédente. La diminution est de 2,134,192 fr. 41 c., et le produit des stations du département qui est de 44,054,198 fr., représente 27 p. % des recettes totales du réseau.

PRODUITS COMPARÉS

Des gares de la Compagnie des chemins de fer du Nord, situées dans le dépar du Nord.

Nos d'ordre.	GARES par ordre d'importance DES PRODUITS.	PRODUITS 1873.		PRODUITS 1874.	
		fr.	c.	fr.	c.
1	Erquelinnes	8,622,683	72	7,841,449	50
2	Lille	5,104,752	66	5,340,316	89
3	Dunkerque	4,227,018	08	3,899,176	02
4	Quiévy	4,523,010	57	3,530,597	83
5	Somain	3,087,603	64	2,726,924	35
6	Valenciennes	2,086,021	59	1,854,769	34
7	Douai	1,964,646	92	1,747,290	08
8	Quiévrain	1,680,905	13	1,579,692	22
9	Lourches	1,465,445	37	1,472,079	61
10	Roubaix	1,504,249	11	1,450,174	71
11	Hautmont	1,314,823	65	1,294,116	26
12	Blandain	1,024,235	65	1,079,333	62
13	Cambrai	868,088	13	866,166	78
14	Mouscron	781,402	78	745 860	47
15	Pont-de-la-Deûle	560,485	62	743,073	25
16	Armentières	539,705	01	613,757	99
17	Tourcoing	529,947	58	566,025	79
18	Maubeuge	535,504	19	514,327	98
19	Fives	471,530	90	497,912	36
20	Raismes	423,136	53	461,283	72
21	Avesnes	306,828	44	374,461	48
22	Hazebrouck	331,190	18	310,693	88
23	Watten	216,277	56	308,438	77
24	Le Cateau	296,830	23	290,607	14
25	Fourmies	267,387	10	282.624	63
26	Landrecies	204,430	13	271,929	21
27	Aulnoye	256,732	23	268,071	23
28	Bergues	270,369	15	264,298	29
29	Jeumont	244,994	63	241,354	70
30	Caudry	201,636	01	216,555	41
31	Le Quesnoy	171,303	03	197,084	13
32	Seclin	170,144	66	183,229	76
33	Busigny	144,181	62	182,833	26
34	Sains	138,208	93	153,101	95
35	Blanc-Misseron	157,522	85	120,383	12
36	Montigny	128,470	50	116,890	86
37	Anor	135,263	77	113,681	19
38	Strazeele	133,061	95	113,082	41
39	Bouchain	120,692	01	110,654	73
40	Bailleul	101,857	31	104,986	99
41	Croix-Wasquehal	47,847	33	100,526	14
42	Frontière d'Anor	102,077	65	96,149	80
43	Iwuy	74,599	49	83,676	16
44	Cassel	71,056	83	68.342	58
45	Bertry	52,998	04	60,304	76
46	Esquelbecq	44,736	65	60,061	94
47	Ebblinghem	53,202	10	57,433	92
48	Steenwerck	50,501	31	54,262	30
49	Dompierre	24,840	86	46,176	44
50	Baisieux	34,235	87	44,981	08
51	Feignies	41,509	64	44,550	95
52	Arnêke	36,856	41	36,765	34
53	Wallers	33,786	65	36,633	46
54	Cattenières	35,838	35	35,966	32
55	Artres	30,705	46	34,211	34
56	Ascq	31,407	92	34,074	49
57	Thiennes	32,839	02	33,357	38
58	Pérenchies	33,739	32	29,609	15
59	Steenbecque	26,453	40	25,652	88
60	Onnaing	Pas ouvert.		21,743	01
61	Phalempin	16,479	08	20,429	74
	TOTAUX	46,188,390	50	44,054,198	09
	DIFFÉRENCE en moins	»	»	2,134,192	41

Paris, le 10 juillet 1875.

L'Inspecteur général, chargé de la Direction du Contrôle,

ME SSONNIER

CHEMINS DE FER.

LIGNES NOUVELLES DU NORD

RAPPORT

De l'Ingénieur en chef du Contrôle des travaux sur la situation des lignes comprises dans ce service.

RÉSEAU DU NORD.

Ligne de Cambrai à la frontière vers Dour.

Concession par une loi du 15 juin 1872. — Délai d'exécution de trois ans. — Longueur 50^{k} environ.

Section de Cambrai au Quesnoy. — Le projet de tracé et de terrassements est approuvé ainsi que les emplacements des stations, les plans parcellaires et les projets de détail d'une partie des ouvrages d'art.

La station de Rieux a été maintenue par une décision du 28 mai 1875 malgré les réclamations de la Compagnie et une autre décision du 8 mars précédent a fixé à Salesches l'emplacement de la station primitivement projetée à Neuville.

La Compagnie a présenté les projets de détail des tabliers métalliques et ceux du complément des ouvrages d'art ; les premiers sont actuellement soumis à l'Administration, les autres sont en cours d'instruction.

Il reste à faire quelques compléments d'enquêtes parcellaires et à présenter les projets de détail des stations.

Les travaux sont poussés avec activité; 450 ouvriers environ y sont employés avec le matériel de toute nature correspondant. Bien qu'ayant été retardés sur divers points par l'opposition de quelques propriétaires qui n'ont pas voulu permettre l'occupation de leurs terrains avant l'accomplissement des formalités légales, les terrassements, dont le volume dépasse 923,000 ^{m3}, sont faits dans la proportion des quatre-cinquièmes environ; les ouvrages d'art sont également avancés et les travaux des stations sont commencés.

Section du Quesnoy à la frontière. — Le projet de tracé et de terrassements a été présenté en septembre 1873 et l'enquête des stations a eu lieu; mais, par suite d'une très-vive opposition qu'a soulevée la partie du tracé au-delà de Bavai, M. le Ministre des Travaux publics a, par une décision du 11 mars 1874, sursis à statuer sur le projet jusqu'à ce que l'instruction ait été complétée par l'avis de la Commission internationale appelée à indiquer le point où le chemin de fer devra traverser la frontière. L'emplacement de la station de Gommegnies a seul été approuvé par une décision du 3 juin 1874, ce qui, il est vrai, comprend implicitement l'approbation du tracé entre le Quesnoy et Gommegnies.

La Commission internationale a été nommée. Les industriels du canton de Bavai ont présenté, en opposition avec le projet de la Compagnie, une série de contre-projets, sur lesquels celle-ci a été appelée à formuler ses observations. Un nouveau mémoire a été alors produit par les réclamants et a motivé une réplique de la Compagnie qui vient seulement d'être remise au service du contrôle. Cette partie préalable de l'instruction est aujourd'hui terminée et il y a lieu de penser que la Commission pourra se réunir dans le courant du mois de juillet.

RÉSEAU DU NORD-EST.

Ligne de Lille à Comines.

Concédée par décret du 22 mai 1869. — Délai d'exécution de six ans. — Longueur 15 ^{kil}. environ.

Tous les projets sont approuvés.

Les terrassements sont faits dans la proportion des quatre cinquièmes et les ouvrages d'art sont fort avancés; les maçonneries notamment des ponts sur la Deûle et sur la Lys sont terminées. Un accident grave est arrivé le 11 juin dernier au pont sur la Lys; les poutres de rive avaient été mises en place, mais elles n'étaient encore entretoisées que d'une façon provisoire, lorsqu'une bourrasque les a renversées et elles se sont brisées en tombant dans la rivière. Il n'y a eu heureusement que des dégâts matériels.

Les bâtiments des stations de Quesnoy-sur-Deûle et de Comines sont fort avancés; ceux de la

station de Wambrechies ne sont pas encore entrepris. La majeure partie des maisons et loges de garde sont terminées.

Les matériaux de la voie sont à pied d'œuvre, sauf le ballast, et la voie elle-même est posée sur terre dans une longueur de 1,000 m.

Malgré l'accident mentionné ci-dessus, les travaux pourront être terminés en 1875. L'ouverture du chemin de fer est subordonnée à l'achèvement de la rectification de la ligne de Lille à Calais que la Compagnie du Nord annonce devoir être prête, sauf la nouvelle gare de la Madeleine, dans un délai de deux mois.

Ligne de Tourcoing à Menin.

Concédée par décret du 22 mai 1869. — Délai d'exécution de six ans. — Longueur 14kil. environ.

La décision du 8 mai 1873 sur l'enquête des stations avait fixé près de la route départementale N° 14 l'emplacement de la nouvelle station de Tourcoing, tout en laissant à la Compagnie la faculté de la reporter près de la route départementale N° 22 dans le cas où une entente aurait lieu, à ce sujet, entre elle et l'Administration municipale de Tourcoing. Un accord est intervenu dans ces conditions, mais il en est résulté la nécessité de modifier le tracé déjà approuvé par une décision du 3 mai 1873. La Compagnie a présenté le projet de cette modification et il est actuellement soumis à la décision de l'Administration.

Les enquêtes parcellaires ont eu lieu, l'affaire sera prochainement expédiée.

Les travaux ne sont pas encore commencés.

Ligne de Gravelines à Watten.

Concédée par décret du 22 mai 1869. — Délai d'exécution de six ans. — Longueur 19,432m

La ligne est en exploitation. La Compagnie n'a pas encore présenté le projet du raccordement avec les quais du port de Gravelines, bien que le délai de six mois qui lui avait été accordé à cet effet, soit expiré depuis deux ans. Une assez grande quantité de travaux de parachèvement restent à exécuter et la Compagnie n'a pas encore demandé qu'il soit procédé aux récolements.

Ligne de St-Omer à Berguette

Concédée par une loi du 15 septembre 1871. — Délai d'exécution de six ans. — Longueur 21kil. environ.

Le projet de tracé et de terrassements est approuvé et les emplacements des stations ont été arrêtés par une décision du 19 novembre 1874.

Une conférence a eu lieu avec les services du génie et de la navigation au sujet des détails du tracé qui doit être établi dans une certaine étendue sur des parties de la digue du canal dépendant du Domaine public. Le service militaire a demandé diverses modifications et il a même contesté l'emplacement de la station d'Aire ; cet emplacement a été, au contraire, maintenu par

les Ingénieurs du contrôle qui ont fait remarquer qu'il avait déjà reçu, le 18 août 1871, l'adhésion de M. le Ministre de la Guerre. L'affaire est actuellement soumise à la décision de l'Administration supérieure.

La Compagnie a présenté les projets de détail des ouvrages d'art; ils ont été renvoyés le 10 mai dernier avec les pièces de l'instruction.

La Compagnie a également présenté les projets de détail des stations et les enquêtes parcellaires ont eu lieu. L'expédition de ces deux affaires est subordonnée à la décision qui doit statuer sur la question d'occupation des terrains domaniaux.

Les travaux avaient été commencés le 1er avril 1874 et il avait déjà été fait une assez grande quantité de terrassements; mais ils ont dû être suspendus et ils ne pourront être repris que lorsque cette même question des terrains domaniaux aura été définitivement résolue.

Ligne de Berguette à Armentières.

Concédée par une loi du 15 septembre 1871. — Délai d'exécution de six ans. — Longueur 34,149m.

La ligne est en exploitation depuis le 1er août 1874. L'autorisation d'exploiter a été accordée sous diverses réserves qui ne sont pas encore toutes exécutées. La commune de Lestrem vient notamment de réclamer l'établissement d'une halle aux marchandises prescrit par la décision du 31 juillet 1872 sur l'enquête des stations.

Les récolements se font en ce moment en vertu d'arrêtés de MM. les Préfets du Nord et du Pas-de-Calais.

Ligne de Calais à Dunkerque.

Concédée par une loi du 15 septembre 1871. — Délai d'exécution de six ans. — Longueur 37kil. environ.

Tous les projets sont approuvés, sauf les projets de détail des raccordements avec les voies du Nord aux deux extrémités de la ligne, ceux d'une halte qui n'avait pas été prévue à l'enquête des stations et que la Compagnie a établie à St-Pierre-lez-Calais, et les plans parcellaires d'une partie de la ligne dont le tracé a été modifié aux abords de Dunkerque.

Section de Calais à Gravelines. — Les terrassements sont faits dans la proportion des trois cinquièmes environ. Parmi les ouvrages d'art, le tablier métallique du pont tournant sur l'Aa, à Gravelines, est posé; l'une des culées du pont sur le canal de Calais est achevée et l'autre est en construction.

La voie est posée provisoirement sur 6,700m de longueur.

Les bâtiments des stations de Marck et de Pont-d'Oye et de la halte de St-Pierre-lez-Calais sont très avancés et même en partie terminés. Dix maisons ou loges de garde sont construites.

Section de Bourbourg à Dunkerque. — La plateforme des terrassements est ébauchée sur 14kil. de longueur entre la station de Bourbourg et la partie modifiée du tracé aux abords de Dunkerque.

Les maçonneries de plusieurs aqueducs sont terminées et l'on a commencé les travaux du pont sur le canal de Bourbourg.

La voie est posée sur terre dans une longueur de 12kil. à partir de la station de Bourbourg.

Les maçonneries de la halte de Petite-Synthe sont achevées et l'on a commencé celles de la station de Loon. Le gros œuvre de huit maisons de garde est fait.

Par suite de la crise financière qui a eu lieu à la Bourse de Paris au mois de mai dernier, les travaux ont subi un ralentissement notable sur toute la ligne, sans cependant avoir été entièrement suspendus.

Ligne de Somain à Roubaix et à Tourcoing.

Concédée par une loi du 15 septembr 1871. — Délai d'exécution de six ans. — Longueur 45kil. environ.

Section de Somain à Orchies. — Tous les projets sont approuvés, sauf celui du raccordement définitif avec la ligne de Lille à Valenciennes, qui vient seulement d'être présenté.

La section a été ouverte le 24 décembre 1874. L'autorisation d'exploiter a été accordée sous réserve de divers travaux pour lesquels un délai de six mois était accordé à la Compagnie et qui ne sont encore exécutés qu'en partie. Elle a cependant récemment demandé qu'il soit procédé aux récolements; cette affaire est à l'instruction.

Section d'Orchies à Tourcoing. — Le projet de tracé et de terrasements est approuvé et l'enquête des stations a eu lieu, sauf pour la partie de Cysoing à Lannoy où le tracé n'est encore approuvé qu'en principe et où, par suite de la modification apportée au tracé primitif, l'enquête des stations doit être refaite. Le projet définitif de cette partie du tracé a été récemment présenté et l'affaire est à l'instruction.

Les projets de détail des stations sont actuellement soumis à la décision de l'Administration supérieure.

Les plans parcellaires sont approuvés pour la partie située dans l'arrondissement de Douai. L'enquête a eu lieu dans l'arrondissement de Lille et les projets de détail des ouvrages d'art viennent d'être présentés pour toute la section. Ces deux affaires sont à l'instruction.

Les travaux sont commencés ; mais avant même qu'ils eussent pris une grande activité, ils ont été ralentis par le même motif déjà indiqué pour la ligne de Calais à Dunkerque. La nature tourbeuse du terrain aux abords de la station de Genech occasionne d'ailleurs d'assez sérieuses difficultés pour l'exécution des terrassements.

Ligne d'Erquelines à Fourmies ou à Anor.

Concédée par une loi du 15 septembre 1871. — Délai d'exécution de six ans. — Longueur 42kil. environ.

La décision du 15 janvier 1875 sur le projet de tracé et de terrassements présenté par la Compagnie fixe à Anor le point d'arrivée du chemin de fer.

Il est sursis à statuer sur la partie du tracé comprise entre Jeumont et Solre-le-Château. La

Compagnie est invitée à présenter pour cette partie un nouveau projet complet dressé d'après les bases indiquées dans une étude antérieure en vue de rapprocher de Cousolre le tracé du chemin de fer, et auquel sera jointe une estimation comparative de la dépense suivant le tracé primitif et le tracé modifié.

Le projet est approuvé, sous les réserves d'usage, pour la partie comprise entre Solre-le-Château et Anor.

La Compagnie n'a pas encore présenté le nouveau projet de Jeumont à Solre-le-Château.

En ce qui concerne l'embranchement de Trélon à Fourmies, le rapport à l'Assemblée générale des actionnaires du 19 juin 1875 annonce que la Compagnie a adressé à M. le Ministre des Travaux publics et a soumis en même temps au Conseil général du Nord ainsi qu'à M. le Préfet une demande de concession de cet embranchement.

RÉSEAU DE LA COMPAGNIE DE LILLE A VALENCIENNES ET SES EXTENSIONS

Ligne directe de Lille à Valenciennes.

Concédée par décret du 11 juillet 1864. — Longueur 42,947m.

Cette ligne est en exploitation depuis le 21 juin 1870 et une décision du 19 septembre 1874 a autorisé la mise en service de l'embranchement qui la relie à la ligne d'Anzin à la frontière dans la station de Bruai.

Le projet des modifications prescrites à divers tabliers métalliques par la décision du 27 juin 1871 sur les projets des ouvrages d'art a été présenté. L'enquête parcellaire pour l'établissement de la halte de Beuvrages a eu lieu. Ces deux affaires sont soumises à la décision de l'Administration.

Il reste à présenter les projets de détail des remises pour machines et voitures à la station d'Orchies, ceux de la halte de Beuvrages et les projets-types des barrières des passages à niveau. Malgré les invitations qui lui ont été adressées, la Compagnie ne s'est point jusqu'à présent mise en règle à cet égard, non plus que pour les récolements qui sont encore à faire.

Ligne de St-Amand à Blanc-Misseron.

Concédée par décret du 26 octobre 1871. — Délai d'exécution, 31 décembre 1877. — Longueur 19,466m.

Les travaux sont à peu près terminés ; la reconnaissance en a été faite le 10 juin dernier et il a été proposé à l'Administration supérieure d'autoriser la mise en exploitation.

Il reste encore à approuver ou même à présenter divers projets de détail, notamment ceux des raccordements avec les chemins de fer sur lesquels la nouvelle ligne s'embranche et les projets-types des barrières des passages à niveau.

Ligne de St-Amand, à la frontière, vers Tournai.

Concédée par décret du 26 octobre 1871. — Délai d'exécution, 31 décembre 1877. — Longueur 8,700^{m} environ.

Le projet de tracé et de terrassements a été approuvé par une décision du 7 janvier 1875, sous réserve de ratification par les gouvernements de Belgique et de France des propositions de la Commission internationale qui sera chargée de désigner le point de passage à la frontière, et sous réserve aussi des résultats de l'enquête des stations.

La conférence internationale se fait en ce moment.

L'enquête des stations a eu lieu ; l'affaire sera prochainement expédiée.

Ligne de Lille à Lannoy.

D'après l'avant-projet présenté, la ligne de Lille à Lannoy partirait d'une nouvelle gare intérieure que la Compagnie de Lille à Valenciennes demande à établir à Lille dans l'angle Sud-Ouest de la place de Tourcoing, pour servir de tête de ligne aux réseaux de Lille à Valenciennes, du Nord-Est et de Lille à Béthune. Elle se relierait à cette dernière ligne entre les stations de Loos et de la porte des Postes, passerait au-dessus du chemin de fer de Paris à Lille, se raccorderait avec la ligne de Lille à Valenciennes dans une station nouvelle établie à Ronchin-Lezennes, emprunterait la station d'Ascq sur la ligne de Lille à Tournai et irait se souder au chemin de fer en construction de Somain à Tourcoing à 3,800^{m} environ en avant de la station projetée sur cette ligne à Lannoy. Sa longueur, y compris les sections empruntées, serait de 20,600^{m} environ.

L'enquête d'utilité publique a eu lieu et le dossier a été communiqué au service du contrôle. L'instruction comprend des conférences pour l'ouverture desquelles diverses pièces ont été demandées à la Compagnie qui ne les avait pas encore fournies à la fin du mois de juin.

LIGNES RESSORTISSANT A DIVERSES COMPAGNIES

Ligne de Dunkerque à la frontière, vers Furnes.

Concédée par décret du 23 mai 1863 à M. Petyt, rétrocédée à la Compagnie du chemin de fer de Dunkerque à Furnes. — Longueur 15,447^{m}.

La ligne entière est en exploitation, y compris le raccordement avec la gare du Nord, à Dunkerque. Toutefois divers travaux restent à faire sur ce raccordement et la Compagnie n'a pas encore demandé qu'il soit procédé aux récolements.

Le Conseil municipal de Rosendaël ayant réclamé l'établissement d'une station pour voyageurs et marchandises près du passage à niveau du chemin d'intérêt commun N° 72, M. le Préfet, à la suite de l'instruction faite sur cette demande par les services de contrôle de construction et d'exploitation, a invité la Compagnie à présenter ses propositions pour l'établissement de stations sur le raccordement de sa ligne avec celle du Nord. En réponse à cette invitation, la Compagnie a présenté des observations qui sont actuellement soumises à l'examen du contrôle..

Ligne d'Anzin à la frontière, vers Péruwelz.

Concédée par décret du 24 décembre 1868 à la Compagnie des mines d'Anzin. — Délai d'exécution, 31 décembre 1876. — Longueur 18,350^{m}, y compris le raccordement avec le chemin de fer du Nord.

La ligne est en exploitation et les récolements se font actuellement en vertu d'un arrêté préfectoral du 5 mars 1875.

Un décret du 3 janvier 1875 a concédé à la Compagnie d'Anzin un embranchement destiné à relier à la station de Vieux-Condé ses nouvelles fosses St-Léonard et général de Chabaud-Latour. La Compagnie a présenté le projet de tracé et de terrassements de cet embranchement.

Ligne de Solre-le-Château à la frontière, vers Beaumont.

La concession de cette ligne est demandée par M. de Carpentier. D'après l'avant-projet présenté, le tracé partirait de la station de Solre-le-Château sur la ligne de Jeumont à Anor, dépendant du réseau du Nord-Est, station qui n'existe pas encore et dont l'emplacement n'est même pas définitivement fixé ; il traverserait le territoire de Beaurieux et entrerait en Belgique un peu à l'Ouest de Sivry, après un parcours d'environ 6,400^{m} sur le territoire français.

L'enquête d'utilité publique a eu lieu ; l'instruction est terminée et l'affaire va être expédiée.

Paris, le 5 juillet 1875.

L'Ingénieur en Chef du Contrôle,

MAHYER.

CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL.

RAPPORT

DE L'INGÉNIEUR EN CHEF DU CONTROLE.

Aucune ligne de chemin de fer d'intérêt local n'est encore en exploitation dans le département du Nord.

Les lignes concédées par le Conseil général, déduction faite de celles qui ont été classées ultérieurement d'intérêt général (*voir le rapport de l'Ingénieur en chef pour la session d'août* 1873) composent aujourd'hui un réseau de 261,553 m. 37 d'étendue totale, qui se subdivise comme il suit :

Concessions du 14 Novembre 1871	144,732 m	33	261,553 m 37
Id. du 5 Avril 1872	4,450	41	
Id, du 29 Août 1872	22,336	70	
Id. du 22 Avril 1873	6,000	»	
Id. du 26 Août 1873	5,479	02	
Id. du 28 Août 1873	20,785	31	
Id. du 16 Avril 1874	52,888	60	
Id. du 28 Octobre 1874	4,881	»	

Ce réseau est entre les mains de cinq compagnies plus ou moins distinctes qui se le partagent de la manière suivante :

Lille à Valenciennes	166,218 m	27	261,553 m 37
De Carpentier	43,678	88	
Picardie et Flandres	23,840	50	
Dathis	22,336	70	
Arrachart et Compagnie	5,479	02	

Les lignes qui forment ce réseau sont au nombre de seize. Huit d'entre elles, d'un développement total de 150,211 m., 35 ont été déclarées d'utilité publique par quatre décrets spéciaux ; parmi les huit autres, il en est quatre d'une longueur ensemble de 34,100 m., 61 pour lesquelles toutes les formalités préalables à la déclaration d'utilité publique ont été accomplies; trois, d'une étendue de 71,241 m. 41, qui demandent encore un supplément d'instruction pour arriver à cette situation

et une dernière de 6000 m., de parcours dont le service du contrôle n'a pas encore été appelé à s'occuper.

Enfin le Conseil général a rejeté dans sa séance du 28 octobre 1874, la demande de concession d'une 17e ligne de 15,366, mètres de longueur.

Le tableau ci-après donne l'indication détaillée de toutes ces voies ferrées.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES concessionnaires ou demanderesses.	INDICATION DES LIGNES.	DATES des CONCESSIONS.	DATES des CONVENTIONS.	DATES des décrets déclaratifs de l'utilité publique.	LONGUEURS approximatives dans le département
					m.
Picardie et Flandre.	1. Epéhi à Cambrai	14 Nov. 1871.	22 janvier 1873.	2 mai 1873,	21,408 »
	2. Embranchement de Marcoing à Masnières	28 Août 1873.	»	non rendu.	2.432 50
De Carpentier . . .	3. Valenciennes à Douzies par Bavai.	14 nov. 1871.	3 avril 1872.	11 sept. 1873.	33,228 47
	4. Embranchement sur St-Waast-là-Haut.	5 avril 1872.	»	non rendu.	4 450 41
	5. Solre à Beaumont	22 avril 1873.	»	id.	6,000 »
Lille à Valenciennes.	6. d'Hazebrouck à Templeuve par Don	14 nov. 1871.	25 sept. 1873.	13 janvier 1874.	54,170 «
	7. Don à la limite du Pas-de-Calais vers Hénin-Liétard . .				6,290 10
	8. Artres à Denain.				11,050 »
	9. Denain à St-Amand.				13,785 76
	10. Lourches à la ligne d'Artres à Denain				4,800 »
	11. Orchies à Carvin.	28 août 1873.	»	non rendu.	18,352 81
	12. Haubourdin à St-André. . .				6,888 60
	13. Maubeuge à la limite de l'Aisne avec embranchement sur Sars-Poteries . .	16 avril 1874.	»	non rendu.	46,000 »
	14. Fenain à Escaudin	28 oct. 1874.	»	non rendu.	4,881 »
Arrachart et Cie . .	15. Bapaume à Marcoing	26 août 1873.	10 août 1874,	20 janvier 1875.	5,479 02
Dathis	16. Armentières à Roubaix et Tourcoing.	29 août 1872.	»	non rendu.	22,336 70
	17. Directe de Lille à La Ventie .	non concédée.	»	»	15,360 »
	Longueur ensemble des lignee concédées et demandées				m. 276,912 37

Deux seulement de ces lignes sont en construction. Ce sont celles d'Epehi à Cambrai et de Valenciennes à Douzies par Maubeuge.

1° Lignes en construction.

Epéhi à Cambrai ; longueur 21,408 *mètres :* Concédée le 14 novembre 1871 à la compagnie de Picardie et Flandres sans garantie d'intérêt et moyennant une subvention de 24,000 fr. Déclarée d'utilité publique par décret du 2 mai 1873. Aux termes de la convention du 22 janvier 1873, cette ligne doit être terminée et mise en exploitation dans un délai de deux ans à partir de l'approbation définitive des projets d'exécution, sous peine d'une indemnité de 450 fr. par jour de retard au profit du département. Le cautionnement de la compagnie est de 3,000 fr., par kilomètre. Le quart du produit brut de l'exploitation appartiendra au département au delà d'une recette kilométriquo brute de 26,000 fr..

Cette ligne se divise, quant à l'avancement des projets et des travaux, en deux sections séparées par la limite des territoires de Rumilly et de Cambrai.

La première section en partant d'Epéhi, d'une longueur de 17,858 m., est en pleine voie d'exécution. Les projets qui s'y rapportent ont été approuvés aux dates suivantes :

Projet de tracé et de terrassement, arrêté préfectoral du 6 février 1874 ;
Projet pour l'emplacement des stations, arrêté préfectoral du 2 septembre 1874;
Projet de viaduc de Marcoing; décisions ministérielles des 25 novembre 1874 et 30 mars 1875 ;
Plans et états parcellaires; arrêté préfectoral du 10 décembre 1874 ;
Projets de détail des stations, arrêté préfectoral du 26 décembre 1874.
Passages inférieurs et ouvrages pour l'écoulement des eaux; arrêté préfectoral du 7 janvier 1875.

Il restait à produire les projets des passages à niveau. La Compagnie les a présentés le 14 juin dernier.

Les travaux de terrassements, la construction des ouvrages d'art et celle des bâtiments des stations de Gouzeaucourt et de Marcoing sont très-avancés. La Compagnie, d'après les renseignements qu'elle a fournis au service du contrôle aurait dépensé, au 30 juin dernier, une somme de 1,980,000 fr.. sur le montant total de la dépense de la ligne entière qu'elle évalue à 3,550,000 fr. La section dont il s'agit pourrait être terminée pour la fin de la présente année.

Le seconde section, qui s'étend de la Montagne-Blanche à Cambrai, sur une longueur de 3,550 m., se trouvait comprise dans le projet de tracé et de terrassements présenté par la Compagnie, mais l'arrêté approbatif du 6 février 1874 a dû, sur la demande du service militaire, ajourner l'approbation de cette portion de la ligne jusques après les conférences spéciales qu'exige sa situation aux abords de la place de Cambrai. La Compagnie a présenté, depuis cette époque, diverses variantes qui ont été soumises au Génie militaire, mais ses idées ne paraissent pas encore bien fixées au sujet du tracé de cette section, et elles ne pourront l'être que quand la question de la concession du prolongement direct de la ligne sur Douai aura été tranchée par le pouvoir législatif.

Valenciennes à Douzies par Bavai ; longueur 33,228 *m.*, 47 : Concédée le 14 novembre 1871, à M. Ernest de Carpentier sans subvention ni garantie d'intérêts. Déclarée d'utilité publique par décret du 11 septembre 1873. Aux termes de la convention du 3 avril 1872, cette ligne doit

être terminée et mise en exploitation dans un délai de quatre années à partir de la date de la déclaration d'utilité publique, sous peine d'une indemnité de 2,000 fr. par jour de retard au profit du département. Le cautionnement de la Compagnie est de 3,000 fr. par kilomètre. Le quart du produit brut de l'exploitation appartiendra au département au-delà d'une recette de 25,000 fr. par kilomètre.

Les projets présentés jusqu'à ce jour par la Compagnie ont été approuvés aux dates suivantes :

Projet pour l'emplacement des stations, arrêté préfectoral du 30 septembre 1874;

Projet de tracé et de terrassements, arrêté préfectoral du 14 octobre 1874 ;

Plans et états parcellaires de l'arrondissement de Valenciennes, arrêté préfectoral du 8 avril 1875 ;

Plans et états parcellaires de l'arrondissement d'Avesnes, arrêté préfectoral du 2 juin 1875;

Mais toutes ces approbations réservent la section de 10 kilomètres comprise entre le point kilométrique N° 18, sur le territoire de la commune de la Flamengrie, et le point N° 28 sur celui de la Longueville, section sur laquelle il ne pourra être statué que lorsque l'Administration supérieure aura fixé le tracé de la ligne d'intérêt général de Cambrai à Dour, entre les abords de Bavai et la frontière de Belgique.

Indépendamment des projets relatifs à cette section, il reste à présenter par la Compagnie, pour la partie du tracé définitivement approuvée, les projets de détail des stations, et ceux des ouvrages destinés au rétablissement des communications et à l'écoulement des eaux.

La Compagnie s'occupe activement de l'achat des terrains qu'elle a à occuper. Elle a commencé à exécuter les terrassements le 5 avril dernier.

2° — Lignes déclarées d'utilité publique, mais dont les travaux ne sont pas encore commencés.

Hazebrouck à Templeuve par Don; Don à la limite du Pas-de-Calais vers Hénin-Lietard; Artres à Denain; Denain à Saint-Amand; Lourches à la ligne d'Artres à Denain. — Ces cinq lignes d'une étendue totale de 90.095 m. 86, ont été concédées à la compagnie de Lille à Valenciennes, sans garantie d'intérêts et moyennant une subvention de 176,000 fr. Elles ont été déclarées d'utilité publique par un seul et même décret du 13 janvier 1874. Aux termes de la convention du 25 septembre 1873, ces chemins doivent être terminés et mis en exploitation dans un délai de cinq ans à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique, sous peine d'une indemnité de 2,000 fr. par jour de retard au profit du département. Les projets définitifs doivent être produits dans un délai de douze mois sous peine d'une indemnité de 2,000 fr. par jour de retard. Le cautionnement de la Compagnie est de 3000 fr. par kilomètre. Le quart du produit brut de l'exploitation appartiendra au département au-delà d'une recette brute de 25000 fr.

La Compagnie a présenté les projets de tracé et de terrassements de toutes ces lignes. La situation de ces projets est la suivante :

Hazebrouck à Templeuve par Don; longueur 54.170 *m.* — La Compagnie a divisé cette ligne en quatre sections, savoir : Hazebrouck à Laventie, Laventie à Don, Don à Seclin, Seclin à Templeuve.

Le projet de tracé de la section d'Hazebrouck à Laventie est en cours d'instruction par le service du contrôle.

Celui de la section de Laventie à Don a été l'objet d'un rapport, en date des 5 janvier e .

13 février 1875, de la par des ingénieurs du contrôle, qui ont démandé que, tout en conservant la direction de la ligne à l'est du village de Ligny, suivant la prescription imposée par l'administration de la guerre, le tracé soit infléchi au sud, vers son origine, de manière à se rapprocher de la disposition de l'avant-projet qui desservait dans de meilleures conditions les commune d'Aubers, Fromelles et Fournes. Le Conseil général dans sa séance du 8 avril 1875, a appuyé ces propositions, et exprimé le vœu que M. le Ministre de la guerre donnât son adhésion à la variante indiquée par l'ingénieur en chef du contrôle, soit immediatement soit après avoir renvoyé la question à l'examen de la commission mixte des travaux. Aucune décision n'est encore intervenue sur cette affaire.

Le projet de tracé de la section de Don à Seclin a été examiné par le service du contrôle qui, par rapports des 22 et 26 mars 1875, a proposé de l'approuver sous certaines réserves de détail et purement techniques. Un arrêté conforme a été rendu par M. le Préfet le 15 juin dernier.

Enfin celui de la section de Seclin à Templeuve a été approuvé, sur l'avis des ingénieurs du contrôle, par un arrêté préfectoral conforme, en date du 23 avril 1875.

Il reste à présenter, par la Compagnie de Lille à Valenciennes, pour ces quatre sections, les projets d'emplacements des stations, les plans et états parcellaires, les projets de détails des stations, ceux des ouvrages d'art et les projets de détails des raccordements de la ligne dont il s'agit avec les stations d'Hazebrouck et de Seclin sur les lignes du Nord, de Laventie sur la ligne d'Armentières à Berguette, de Don sur celle de Lille à Béthune et de Templeuve sur la ligne de Lille à Valenciennes.

Don à la limite du Pas-de-Calais vers Hénin-Liétard; longueur 6290 *m.* 10. — Un premier projet de terrassements avait été approuvé sous diverses réserves par un arrêté préfectoral du 30 septembre 1874. A la suite de l'enquête sur le projet d'emplacement des stations présenté ultérieurement par la Compagnie, celle-ci a dressé un nouveau projet de tracé qui a été approuvé implicitement par un arrêté du 30 mars 1875 adoptant l'emplacement proposé pour l'établissement d'une station, entre Bauvin et Provin, qui donne toute satisfaction aux observations faites aux enquêtes.

La compagnie a maintenant à produire les plans et états parcellaires de la ligne ainsi que les projets des ouvrages d'art et ceux de détail des stations et des raccordements.

Artres à Denain; longueur 11,050 *m.* — Le projet de tracé et de terrassements est actuellement à l'instruction par le service du contrôle.

Denain à Saint-Amand; longueur 13,785 *m.* 76. — Le projet de tracé et de terrassements a été présenté par la Compagnie. Mais le service du contrôle a dû demander que la plate-forme de la voie ferrée fût relevée dans la traversée de la vallée de la Scarpe, de manière à être placée au-dessus du niveau des crues constatées en 1872-1873. Afin d'opérer cette modification, la Compagnie a été amenée à refaire le nivellement de la ligne qui paraissait erroné. Les ingénieurs du contrôle attendent le résultat de ce travail pour terminer leur rapport.

Lourches à la ligne d'Artres à Denain; longueur 4,800 *m.* — Le service du contrôle est saisi du projet de tracé et de terrassements.

Bapaume à Marcoing; longueur 5479 *m.* 02. — Concédée le 26 août 1873 à MM. Arrachart et Cie, sans subvention ni garantie d'intérêts du département du Nord. Déclarée d'utilité publique le 20 janvier 1875. Aux termes de la Convention du 10 août 1874, cette ligne doit être achevée et ouverte à l'exploitation dans un délai de deux ans, à partir de la déclaration d'utilité publique. Aucune indemnité n'est déterminée en cas de retard. Le cautionnement de la Compa-

gnie est fixé à 3000 fr. par kilomètre. Aucune stipulation n'est faite au sujet du partage du produit de l'exploitation entre le département et la Compagnie.

Le projet de tracé et de terrassements, présenté par la Compagnie le 5 février 1875, a été approuvé sous les réserves d'usage par un arrêté préfectoral du 20 avril suivant.

Il reste à produire par la Compagnie le projet d'emplacement des stations, les plans et etats parcellaires, les projets des ouvrages d'art et les projets de détail des stations et du raccordement à Marcoing avec la ligne d'Epéhi à Cambrai.

3° Lignes concédées mais non encore déclarées d'utilité publique.

Embranchement de Marcoing à Masnières; longueur 2432 *m.* 50. — Concédé le 28 août 1873 à la Compagnie et Picardie et Flandres qui a produit l'avant-projet de cette petite ligne le 6 août 1874,

Toutes les formalités d'enquête, de conférences et d'instruction locale préalables à la déclaration d'utilité publique ont été accomplies. Le dernier rapport du service du contrôle est du 6 février 1875.

Embranchement sur St-Waast-la-Haut de la ligne de Valenciennes à Douzies; longueur 4450 *m:* 41. — Concédé le 5 avril 1872 à la Compagnie de Lille à Valenciennes.

Toutes les formalités d'enquêtes, de conférences et d'instruction locale préalables à la déclaration d'utilité publique ont été accomplies. Le dernier rapport du service du contrôle est du 4 février 1873.

Ligne de Solre à Beaumont; longueur approximative 6000 *m.* — Concédée le 22 avril 1873 à M. de Carpentier.

Le service du contrôle n'a jamais été saisi de cette affaire. Il n'est pas probable, d'ailleurs, que l'administration supérieure attribue le caractère d'intérêt local à cette ligne qui aborde directement la frontière de Belgique.

Orchies à Carvin; longueur 18,352 *m.* 81. — Un premier avant-projet a été présenté en 1872 pour l'établissement de cette ligne par un groupe d'industriels intéressés, qui n'ont pu arriver à se constituer en société de construction et d'exploitation.

La concession en a été faite le 28 août 1873 à la Compagnie de Lille à Valenciennes qui a été invitée à en produire l'avant-projet par un arrêté préfectoral du 23 avril 1875.

Cet avant-projet n'a pas encore été transmis au service du contrôle.

Haubourdin à Saint-André; longueur 6,888 *m.*, 60. Concédée le 16 avril 1874 à le Compagnie de Lille à Valenciennes.

Toutes les formalités d'enquêtes, de conférences et d'instruction locale préalables à la déclaration d'utilité publique se trouvaient accomplies, lorsque, par dépêche du 26 décembre 1874, M. le Ministre des Travaux publics prescrivit, sur la réclamation de M. le Ministre de la Guerre, que de nouvelles conférences fussent ouvertes pour régler les détails du tracé dans l'étendue des zônes de servitudes de la place de Lille, et le report de la station de Saint-André en dehors des limites de la 1re zône.

Par rapport des 6-7 avril 1875, le service du contrôle a demandé que la Compagnie fût invitée à fournir les documents techniques qui doivent servir de bases aux nouvelles conférences. Ces documents n'ont pas encore été produits.

Maubeuge à la limite de l'Aisne par Solre-le-Château avec embranchement sur Sars-Poteries :

longueur approximative 46,000 *m.* : Concédée à la Compagnie de Lille à Valenciennes le 16 avril 1874.

Cette ligne avait d'abord été concédée le 26 août 1872 à M. de Carpentier et à la Compagnie du Nord-Central solidairement, qui présentèrent deux avant-projets, l'un pour la section de Maubeuge à Solre, l'autre pour celle de Solre à la limite de l'Aisne par Avesnes et Etrœungt. Ces avant-projets furent soumis à toutes les formalités d'enquêtes, de conférences et d'instruction locale préalables à la déclaration d'utilité publique, et le service du contrôle produisit ses rapports définitifs, pour la première section, le 19 décembre 1872, et pour la seconde le 15 septembre 1873.

Mais la Compagnie du Nord-Central ne s'étant pas constituée, le Conseil général, par décision du 16 avril 1874, a concédé cette ligne à la Compagnie de Lille à Valenciennes.

Il conviendrait d'inviter cette dernière à déclarer si elle reprend pour son propre compte les projets de M. de Carpentier et de la Compagnie du Nord-Central, et, dans le cas contraire, à présenter un nouvel avant-projet qui serait soumis à l'instruction voulue par les lois et règlements pour parvenir à la déclaration d'utilité publique.

Denain à Escaudain; longueur 4881 *m.* : Concédée à la Compagnie de Lille à Valenciennes le 28 octobre 1874.

Toutes les formalités d'enquêtes, de conférences et d'instruction locale préalables à la déclaration d'utilité publique ont été accomplies. Le dernier rapport du service du contrôle est du 20 août 1874.

Armentières à Roubaix et Tourcoing ; *longueur* 22,336, *m.*, 70 : Concédée à M. Dathis, le 29 août 1872.

L'instruction de cette affaire est dans la même situation que celle de la précédente. Le dernier rapport du service du contrôle date du 26 août 1873.

4° Lignes demandées et non encore concédées.

Lille à Laventie (ligne directe); longueur dans le département 15,360 *m.* : Demande de concession présentée au Conseil général par M. Dathis dans la session d'avril 1874 de l'Assemblée départementale.

Suivant l'avant-projet produit par M Dathis, cette ligne devait partir de la station de Laventie sur le chemin de fer d'intérêt général d'Armentières à Berguette ; elle devait desservir, par des stations, les villages d'Ennetières et de Lomme, et aboutir à l'intérieur de Lille, dans le quadrilatère formé par le boulevard de ceinture, la rue d'Isly, et la rue de Turenne, vaste espace de terrain où le demandeur aurait établi une gare spéciale et de nombreux ateliers. M. Dathis estimait que cette nouvelle gare aurait l'avantage d'offrir, aux compagnies des chemins de fer aboutissant à Lille, des emplacements étendus qui suppléeraient à l'insuffisance des gares actuelles, au moyen de raccordements à effectuer, hors de Lille, par le chemin de fer d'Haubourdin à Saint-André, et, dans l'intérieur de la ville, par le chemin de fer de ceinture qui va relier la gare Saint-Sauveur aux bassins Vauban, en circulant au pied des remparts.

Cet avant-projet fut soumis aux conférences mixtes (juin-août 1874, puis à l'examen particulier du service du contrôle (28 septembre 2 octobre 1874), et enfin à la décision du Conseil général qui arrêta, le 28 octobre 1875, qu'il n'y avait pas lieu de concéder la ligne directe de Lille à

Laventie, mais qui formula le vœu le plus énergique pour qu'une deuxième gare, concédée à titre d'intérêt général ou d'intérêt local, en cas de non concession du Gouvernement, fût établie dans la ville de Lille.

Depuis cette époque, le service du contrôle des chemins de fer d'intérêt local du département est resté étranger à cette affaire.

5° Résumé de la situation.

Les renseignements fournis précédemment se résument de la manière suivante:

	Nombre de lignes.	LONGUEURS dans le département.
1° Chemins de fer d'intérêt local en construction dans le département du Nord.	2	54,636m47
2° Lignes déclarées d'utilité publique, mais dont les travaux ne sont pas encore commencés	6	95,574 88
3° Lignes concédées mais non encore déclarées d'utilité publique. . .	8	111,342 02
4° Lignes demandées mais non encore concédées	1	15,360 »
Totaux	17	276,913 37

Lille, le 9 Juillet 1875.

L'Ingénieur en Chef du Contrôle des Chemins de fer d'intérêt local du Nord,

Ém. RAILLARD.

Nota. -- L'Ingénieur en chef reçoit à la date de ce jour, ampliation d'un décret en date du 8 mai 1875, qui déclare d'utilité publique l'embranchement de Saint-Waast-la-Haut à la ligne de Valenciennes à Douzies, d'une longueur de 4450 m., 41.

SERVICE SPÉCIAL

DES

PORTS, PHARES ET BALISES DU NORD.

Compte-rendu résumé du service pendant l'année 1874,
pour la session du Conseil général de 1875.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

Etendue et organisation du service.

Le service spécial des ports, phares et balises du Nord comprend tout le développement des plages françaises de la mer du Nord, qui s'étend de la frontière de Belgique à la limite occidentale du département du Nord, sur une longueur de 32 à 33 kilomètres, ainsi que le balisage et l'éclairage de toute la zone du littoral, qui s'étend depuis la limite des eaux françaises, à 16 ou 17 milles au large, jusque par le travers de la pointe de Walde, à 6 ou 7 milles au large, sur une longueur totale d'environ 30 milles marins ou 55 à 56 kilomètres, en allant à peu près du N.-E. au S.-O.

Ce service comprend aussi l'entretien, l'amélioration et les manœuvres continues des écluses et des canaux, constituant les artères de débouché à la mer, qui servent à l'évacuation des eaux du pays en temps de pluie et à la communication régulière entre les voies navigables de l'intérieur et les ports maritimes: Cette partie du service, qui ajoute des sujétions notables à toutes les questions purement maritimes, se rapporte presque exclusivement aux intérêts de l'agriculture (service hydraulique du département) et aux intérêts de la batellerie (service de la navigation intérieure.)

Depuis le 1er août 1857 jusqu'au 1er janvier 1867, ce service n'avait formé qu'un seul arrondissement d'ingénieur ordinaire, sous la direction d'un ingénieur en chef spécial résidant à Dunkerque, et dont les attributions ne s'étendaient à aucun autre service que celui de l'Ingénieur ordinaire.

Du 1er janvier 1867 au 1er octobre 1868, la résidence de l'ingénieur en chef avait été transférée à Lille et ses attributions avaient été augmentées de tout le service spécial des voies navigables des départements du Nord et du Pas-de-Calais: le service des ports, phares et balises du Nord ne formant toujours qu'un seul arrondissement d'ingénieur ordinaire, annexé alors aux arrondissements des sept ingénieurs ordinaires, entre lesquels est partagé le service de la navigation des canaux du Nord et du Pas-de-Calais.

Depuis le 1er octobre 1868, par arrêté ministériel en date du 24 septembre précédent, ce service général de navigation intérieure et maritime, qui comprenait ainsi huit arrondissements d'ingénieurs ordinaires, dont sept pour la navigation intérieure des canaux des deux départements et un pour le service des ports, phares et balises du département du Nord, a été divisé en deux services spéciaux d'ingénieurs en chef, et celui des ports, phares et balises du Nord s'est trouvé ainsi rétabli, comme il était avant 1867, sous la direction d'un ingénieur en chef, en résidence à Dunkerque.

Enfin, par une dernière décision ministérielle en date du 24 octobre 1868, ce service a été définitivement organisé et divisé en deux arrondissements maritimes d'ingénieurs ordinaires avec résidences distinctes savoir :

« L'arrondissement maritime de Dunkerque, comprenant le service du port avec celui des » études, de l'éclairage et du balisage de la rade et des bancs de Flandre ;

» Et l'arrondissement maritime de Gravelines, comprenant le service du port avec celui » de l'organisation, l'entretien et les manœuvres des ouvrages à la mer destinés aux dessé- » chements et à l'hygiène du littoral. »

Et les ingénieurs ordinaires titulaires, nommés par la même décision du 24 octobre 1868, l'un M. Guillain, en résidence à Dunkerque, et l'autre, M. Jacquet, en résidence à Gravelines, ont rempli leurs fonctions dans des conditions très-satisfaisantes jusqu'au 1er décembre 1872; depuis cette époque jusqu'au mois de juillet 1873, l'arrondissement de Gravelines est resté vacant par suite du départ de M. Jacquet, qui a dû quitter ce pays pour raison de santé, à cause de l'âpreté du climat, et qui a été remplacé depuis deux ans par M. Crépin.

Composition de la côte.

Sur tout le développement de la côte maritime du département du Nord, on rencontre d'abord une première zone inférieure de 350m à 500m de largeur, sur laquelle se produisent deux fois par jour, en tout temps, les mouvements verticaux alternatifs de la marée et dont l'inclinaison varie entre 0m 01 et 0m 02 par mètre ; puis une seconde zone, qui n'est couverte par la mer que dans la période des vives eaux, dont la largeur varie entre 800 et 1000 mètres, pour les parties voisines des ports et anciens chenaux et sujettes à formation de dépôt limoneux, et entre 20 et 100 mètres pour les autres parties, où la régime des sables règne d'une manière absolue.

Enfin, dans quelques parties, on remarque l'existence d'une troisième zone comprise entre les laisses de hautes mers de vives eaux ordinaires et de vives eaux maximum. Cette troisième

zone se trouve principalement à l'ouest des ports de Dunkerque et de Gravelines et constitue ce qu'on appelle les relais de mer.

En arrière de cette zone, on trouve, tantôt, les endiguements tant anciens que nouveaux des parties limoneuses de la côte, et, tantôt, de grandes accumulations de dunes, sur les points où le régime des sables règne exclusivement.

Causes de la marche des alluvions.

Les phénomènes qui déterminent la marche des alluvions sablonneuses sur les côtes du département du Nord peuvent se résumer ainsi :

Action directe des courants de marée,
Action directe des vents,
Actions combinées des vents et des courants.

Les alluvions limoneuses sont une conséquence de l'écoulement, pendant la durée des basses mers, des eaux douces du pays, qui arrivent dans les temps de pluie par les canaux de desséchement de l'intérieur.

On remarque aussi à l'ouest du port de Duukerque quelques effets locaux dûs à des courants de basse mer sur la plage qui tendent à produire, à l'entrée du chenal, des apports de sable plus ou moins sensibles suivant l'amplitude des marées.

Courants de marée.

Tous ces effets sont, en résumé, produits par le régime des courants de marée, qui présentent, au point de vue nautique, les caractères suivants :

Directement alternatifs dans la région du large ;
Giratoires inverses (de droite à gauche en passant par le Nord) dans le voisinage du littoral français ;
Présentant en général, dans les marées moyennes de vives eaux, des vitesses de flot comprises entre un maximum de 2^m 15 et un minimum de 1^m 50 par seconde et des vitesses de jusant de 2^m à 1^m 30 ;
La durée du jusant étant, quand l'action des vents n'influe pas sur le régime spontané des courants, supérieure de une heure et demie à deux heures à la durée du flot ;
Les renversements ou étales de courants se produisant après les heures de pleine et basse mers au rivage, avec des retards qui varient : de 3 heures à 3 heures 1/2 dans la zone du littoral français, et de 4 heures à 6 heures 1/2 dans la région du large.

Conditions hydrographiques de l'atterrage.

Au point de vue de l'atterrage, l'orographie du fond de la mer du Nord, aux approches des parages maritimes de la côte du département du Nord, présente des ondulations nombreuses et assez sensibles, constituant une grande agglomération de bancs de sable sous-marins, entrecoupés de sillons, fosses et chenaux, dont l'ensemble est bien connu des marins sous le nom de « bancs de Flandre. »

Cette zone maritime se présente, à l'examen des cartes marines, sous l'aspect de six lignes de bancs à peu près parallèles, orientées toutefois un peu en éventail, du S.-O. au N.-E. et séparées entre elles par des fosses ou chenaux en forme de sillons larges et profonds, dont le dernier, contigu à la côte, constitue depuis deux siècles la rade de Dunkerque, se

terminant dans l'Est par la réunion du banc « Trapegeer » au rivage belge, non loin de la frontière, et donnant partout des fonds de 12m 00 à 15m 00, de basse mer, sauf en un seul point, appelé « *Barre* », entre la plage de Mardyck et la pointe occidentale du Braeck-Banck, vers l'entrée Ouest de la rade, où la profondeur d'eau, dans les plus basses mers de vives eaux d'équinoxe, est un peu inférieure à 10m 00.

PHARES ET BALISES.

Phares, fanaux, feux-flottants, bouées, balises et amers.

Dans ces conditions, l'usage de nos parages pour la navigation maritime, nécessite, avant tout, un bon système de balisage et de feux-flottants combiné avec les phares et amers de terre.

Les travaux complémentaires d'améliorations du balisage et des feux-flottants, comprenant dix bouées en plus à la mer et un 3e feu-flottant sur la lisière septentrionale des bancs de Flandre, ont été terminés dans le courant des années 1869 et 1870.

Crédit d'entretien de 1875.

Le crédit affecté à leur entretien, sur les fonds de l'exercice 1875, s'élève à 120,075 fr. 00
ce crédit suffit et l'état des édifices et de tout le matériel peut être considéré comme satisfaisant. Il est d'ailleurs supérieur à celui qui avait été affecté à ce service jusqu'en 1869 d'environ . . . . . 15.000 fr. 00
pour faire face aux nouveaux besoins du balisage, qui se compose depuis six ans de dix bouées à la mer et d'un troisième feu-flottant, sur la lisière septentrionale des bancs de Flandre, ajoutés depuis lors aux anciennes conditions du balisage et de l'éclairage flottants.

Composition du matériel.

Indépendamment des édifices des phares et fanaux des ports de Dunkerque et Gravelines, le matériel du balisage et de l'éclairage comprend :

4 feux-flottants,
1 vapeur, « baliseur »,
60 bouées de diverses espèces et dimensions,

Dont,

A la mer, en service constant,
3 feux-flottants,
Le vapeur « baliseur »,
26 bouées ;
Dans le port ou en magasin,

Le reste de ce matériel, toujours paré pour assurer les rechanges aux cas d'accidents ou

aux périodes fixées par les règlements, aussi bien pour les feux-flottants de nos parages que pour celui des « Minquiers » près de Granville.

Composition du personnel.

Indépendamment des gardiens des phares et fanaux à terre des deux ports, le personnel marin correspondant au matériel du balisage et de l'éclairage flottants se compose de 45 hommes,

Savoir :

8 officiers, capitaines et seconds,
4 maîtres d'équipage,
1 mécanicien,
1 chauffeur,
31 matelots ;

Dont,

A la mer, en service constant,

4 officiers, capitaines et seconds,
et les deux tiers, au moins, des équipages.

Travaux d'améliorations ou de grosses réparations.

Un crédit de 46,611 fr. 11 est alloué sur les fonds de la 2e section du budget de 1875, pour des travaux d'améliorations accessoires complémentaires et pour des ouvrages de grosses réparations à effectuer à bord du matériel flottant.

Résultats effectifs comme usage de la rade.

Dans l'état actuel de ce service général des phares et balises du Nord, sauf l'achèvement des signaux de marée pour la nuit, toute l'organisation du balisage et de l'éclairage de la rade de Dunkerque et des bancs de Flandre est complétement terminée et en bon état de fonctionnement ; et les résultats que l'on a obtenus ont bien répondu au but que l'on s'était proposé, en ce qui concerne l'accès et l'usage de cette rade.

Les visites de la division cuirassée de l'escadre de la Manche, qui était restée chaque année, en 1868, en 1869 et en 1870, avant la guerre, mouillée pendant plusieurs jours sur rade, en face de Dunkerque, étaient une démonstration bien patente de l'existence et de la capacité de cette rade, dont l'éclairage était une condition d'usage *sine quà non*. Mais pendant la durée de la guerre, la force des choses a complété cette expérience dans des conditions que l'on n'aurait sans doute jamais pu songer à réaliser sans passer par ces désastreuses périodes. Les escadres cuirassées se sont sans cesse succédé sur rade et les plus gros vaisseaux, « Solférino » et « Océan », y sont restés avec tous les autres pendant des semaines et des mois, sans y éprouver la moindre avarie ou gêne, sans aucun embarras pour la marine marchande et sans que les navires de guerre eussent eu le moindre conflit ou déposé la moindre plainte contre les services du commerce, remorquage, balisage etc . . .

Des embarquements de toute espèce, vivres, munitions, combustibles, artillerie, cavalerie et troupes de toutes armes s'y sont opérés sans aucun accident.

On peut donc dire aujourd'hui que la rade de Dunkerque existe sans conteste ; et, si la triste période de 1870-1871 a eu les plus pénibles et les plus désastreux résultats pour notre malheureuse France, il en ressortira, du moins, en ce qui concerne les côtes de la Flandre

française, la démonstration matérielle *ipso facto*, que la profondeur, la tenue et le calme relatif de cette rade sont bien naturellement ce que nous avions cru pouvoir affirmer depuis longtemps.

Il est maintenant hors de doute, que le *Great-Eastern* lui-même peut y venir et y embarquer à coup sûr en une fois une division de 10,000 à 12,000 hommes quand on voudra, car son tirant d'eau ne dépasse pas celui du « *Solferino.* »

Ces résultats sont dus exclusivement à la création et à l'entretien constant et attentif du balisage et des feux-flottants.

L'organisation des signaux de marée pour la nuit, à l'entrée du port de Dunkerque, aura pour effet de compléter aussi largement que possible les améliorations nécessaires à la navigation du large dans le Pas-de-Calais et à l'entrée méridionale de la mer du Nord, comme aux communications entre le port et la rade. Mais cette organisation est subordonnée à des réparations importantes à faire au musoir de la jetée de l'ouest, sur lequel doivent être établis les appareils et pavillon nécessaires aux signaux. Grâce aux avances offertes par le Conseil général, l'adjudication de ces travaux va pouvoir être passée le 28 juin.

On peut apprécier l'importance de l'usage que la navigation maritime a fait de la rade de Dunkerque, depuis que les feux-flottants sont allumés, par le nombre des navires qui y ont mouillé et stationné par tous les temps depuis onze années. Ce nombre s'élève à 7,633 donnant une moyenne de 694 par an, le minimum ayant été de 207 pendant la première année, en 1864, et le maximum, de 1236, en 1873, lors de la crise simultanée des céréales et des charbons.

Service des dessèchements et de l'alimentation du pays en connexité constante avec la navigation maritime et intérieure.

Service hydraulique des dessèchements et de l'alimentation du pays et service de la navigation intérieure.

D'autre part, le pays, constitué, comme nous l'avons dit plus haut, par des alluvions séculaires en formation constante, a été peu-à-peu soustrait à l'influence des marées par des travaux d'endiguements, dont l'exécution a toujours été entreprise avant que les terrains n'eussent atteint spontanément un niveau convenable pour dominer les plus grandes hauteurs de la mer. De là résulte l'organisation de toute la contrée du littoral en syndicats de dessèchements dits Wattringues et Moëres, dont toute l'existence et la richesse dépendent de la plus ou moins grande régularité des manœuvres des écluses à la mer et des combinaisons plus ou moins pratiques et rationnelles adoptées dans les études et les améliorations des ouvrages et ports à tous les points de vue.

Ces manœuvres, études et améliorations constituent une autre partie du service des ports maritimes du Nord, qui a reçu beaucoup d'extension et de perfectionnement depuis une vingtaine d'années et qui doit encore en recevoir, tant par suite des nouveaux travaux d'amé-

liorations en cours d'exécution à Dunkerque, que par suite des perfectionnements approuvés sur le régime des cours d'eau qui sillonnent tout le pays wattringué dans le Nord et dans le Pas-de-Calais. Le service des ports maritimes est appelé constamment à veiller, par ses manœuvres de tous les jours, à la satisfaction des intérêts de l'agriculture et de la navigation intérieure de cette contrée riche et exigeante; il n'est pas en rapport direct avec les représentants de ces intérêts; c'est par l'intermédiaire du service hydraulique et du service de la navigation intérieure qu'il connaît les besoins de l'agriculture et de la batellerie, quelquefois en opposition apparente entre eux et par suite difficiles à apprécier et à satisfaire simultanément en temps opportun.

Nombre et conditions générales des ports du département.

Deux ports, Dunkerque et Gravelines, desservis par une même rade.

Le littoral du département du Nord comprend deux ports : Dunkerque et Gravelines, reliés tous deux au réseau des canaux de navigation de la France et de la Belgique.

Le premier était seul, jusqu'au commencement de 1873, en relation directe avec les chemins de fer français et belges; depuis lors, l'achèvement partiel des travaux autorisés et concédés a pu tout récemment réaliser la jonction de Gravelines au réseau du Nord, en attendant que le complément des concessions faites ait pu les réunir entre eux et avec le réseau des voies ferrées de la Belgique.

La rade de Dunkerque, qui peut deservir ces deux ports, s'étendant depuis la frontière de Belgique presque par le travers de Gravelines, parallèlement à la côte, sur une longueur de plus de 20 kilomètres et sur une largeur de plus de 1 kilomètre, et présentant de très-bonnes conditions de mouillage avec un tirant d'eau de 12^m à 15^m de basse mer, est accessible par deux passes, celle de l'Est et celle de l'Ouest; mais le régime des courants de marée du littoral fait que l'on n'attaque guère cette rade que par la passe de l'Ouest, avec des navires dont le tonnage est supérieur à 200 tonneaux.

Les renversements de courants ont lieu à mi-marée et, par suite, les maximum de vitesse du courant de flot par le travers de l'entrée des ports se produisent au plein de la mer, circonstance qui s'ajoute défavorablement aux embarras des bancs de Flandre pour constituer les difficultés que présentent les parages maritimes du Nord. Mais l'organisation d'un bon service de remorquage, combinée avec l'éclairage flottant et le balisage depuis une douzaine d'années, a considérablement aplani ces difficultés, en diminuant un peu les sujétions de l'entrée et de la sortie des ports pour les grands navires et en rendant la rade accessible et usuelle en tous temps aux bâtiments du plus fort tonnage.

Port de Dunkerque.

Chenal, avant-port et port d'échouage.

La première partie du port de Dunkerque, en l'abordant par la mer, se compose d'un chenal, d'un avant-port et d'un port d'échouage, qui sont, sur toute leur étendue, soumis à l'action des mouvements alternatifs des marées diurnes.

Jetées et quais correspondants.

La longueur totale ensemble du chenal, de l'avant-port et du port d'échouage est de 2.100^{m} 00; la largeur moyenne de 60^{m} 00 à 70^{m} 00. Le tirant d'eau est de 5^{m} à 6^{m} suivant les marées.

Le chenal proprement dit a environ 800 mètres de long, bordé de chaque côté par des jetées en charpente, partie mi-coffrées, partie à claire-voie.

L'avant-port a environ 650^{m} de long, bordé de chaque côté par des estacades en charpente. Des terre-pleins bordés de talus perreyés existent en arrière de ces estacades. La superficie de l'avant-port susceptible d'être affectée au stationnement des navires peut être évaluée à 3 hectares.

Le port d'échouage est séparé de l'avant-port par le débouché des deux écluses du Fort-Revers et de la Cunette. Sa longueur est de 670^{m} 00 et il comprend à peu près 900^{m} 00 de quais, dont 600^{m} 00 en pierres et 300^{m} 00 en bois. La superficie du port d'échouage susceptible d'être affectée au stationnement des navires peut être estimée à 4 hectares. La surface correspondant aux quais susceptible d'être affectée au mouvement des marchandises est d'environ 13,000^{mq}.

Bassins à flot.

Dans le fond du port d'échouage débouchent deux Ecluses de navigation maritime, qui établissent la communication entre le port et les bassins à flot.

Superficie d'eau et de quais, développement des quais.

Les bassins à flot sont au nombre de trois, savoir :

Le bassin à flot, dit du Commerce;
Le bassin à flot, dit de la Marine;
Le bassin à flot, dit de l'Arrière-Port.

Les deux dernières communiquent avec celui du Commerce, au fond de ce dernier, l'un par une écluse simple et l'autre par un pertuis non-éclusé.

Le bassin à flot du commerce présente une superficie d'eau de 5 hectares 1/2, 500^{m}00 de long sur 110^{m}00 de large; il est bordé de 845^{m}00 de quais en pierres comportant environ 12,000 $^{m.q.}$ de surface de quais affectée au mouvement des marchandises; le reste de ses rives sert de chantiers de constructions navales.

Le bassin à flot de la marine présente une superficie d'eau de 3 hectares, 300^{m}00 de long sur 100^{m}00 de large; il est bordé de 700^{m}00 de quais en pierres, sur tout son pourtour comportant environ 10,000 $^{m.q.}$ de surface de quais affectée au mouvement des marchandises.

Le bassin à flot de l'arrière-port présente une superficie d'eau de 2 hectares 1/2, 300^{m}00 de long sur 80$_{m}$00 de largeur moyenne; il est bordé de 125^{m}00 de quais en bois; comportant

environ 1,500 m. q. de surface de quais affectée au mouvement des marchandises; le reste de ses rives sert à l'industrie de la construction et de la réparation des navires.

Ces bassins à flot communiquent directement avec les canaux de navigation intérieure par une écluse à sas située au fond du bassin de l'arrière-port.

Écluses correspondant aux bassins à flot.

Les écluses qui desservent les bassins à flot sont ainsi au nombre de quatre :

Deux pour les mouvements de la navigation maritime avec le port d'échouage, écluses de la citadelle et de barrage ;

Une pour la communication des bassins du commerce et de la marine, écluse de la marine ;

Une pour la navigation intérieure avec les canaux, écluse de l'arrière-port, dite aussi écluse de Bergues.

L'écluse de la citadelle est une écluse à sas présentant 50m00 de longueur franche et 13m00 de largeur pour son sas.

L'écluse de barrage est une écluse simple de 21m00 de large.

L'écluse de la marine est une écluse simple de 16m00 de large.

Ces trois écluses ont leurs buscs établis à 0m90 en contrebas des basses mers de vives eaux moyennes et donnent 6m35 de tirant d'eau en vives eaux et 5m20 en mortes eaux. Elles sont munies de portes-valets, avec des vannes dans les portes d'Ebe; elles n'ont pas de portes de flot.

L'écluse de l'arrière-port, dite aussi écluse de Bergues, est une écluse à sas présentant 33m00 de longueur franche et 8m12 de largeur pour son sas.

Le busc de l'écluse de l'arrière-port est établi à 0m30 en contrehaut des basses mers de vives eaux moyennes, ce qui donne pour la batellerie, par rapport au niveau normal des canaux d'amont (qui est de 2m60 au-dessus des hautes-mers) un tirant d'eau de 2m30 sur le busc d'amont de cette écluse. Elle est munie de deux paires de portes d'èbe et de deux paires de portes de flot.

Résumé des bassins à flot : 3 bassins à flot. 4 écluses correspondantes.

En résumé, le port de Dunkerque comprend trois bassins à flot, communiquant avec la mer et les canaux intérieurs et entr'eux par quatre écluses, dont une affectée exclusivement à la batellerie, et donne en tout 18 hectares de superficie affectable au stationnement des navires, dont 11 hectares à flot et 7 hectares d'échouage, 2,570 mètres courants de quais dont 1670 m c. à flot et 900 m c de port d'échouage, avec 36,500 mètres carrés de surface de quais affectée au mouvement des marchandises, dont 23,500 m q pour les quais à flot et 13,000 m q pour les quais d'échouage.

Communication entre les bassins à flot et les voies navigables de l'intérieur.

Une condition avantageuse très-importante que présente le port de Dunkerque consiste dans la communication facile et continue des bassins à flot maritimes avec les voies navigables de l'intérieur de la France et de la Belgique.

Canaux et écluses de navigation intérieure.

Les bélandres arrivent à Dunkerque par les trois canaux de Bourbourg, de Bergues et de Furnes.

Les deux premiers sont des canaux de l'État, à grande section, dépendant du service des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais.

Le canal de Furnes est un canal concédé, exploité sous le contrôle du même service des voies navigables.

Le canal de Bourbourg amène à Dunkerque toute la batellerie de l'intérieur de la France.

Le canal de Bergues dessert une navigation plus restreinte, entre Dunkerque et divers points de l'arrondissement qui se trouvent disséminés sur la Haute et la Basse-Colme.

Le canal de Furnes dessert les communications entre le port de Dunkerque et les voies navigables de la Belgique.

Les bateaux qui arrivent par le canal de Bourbourg entrent dans le canal de ceinture, dépendant du service du port de Dunkerque, par l'écluse à sas du Jeu-de-Mail, composée d'un sas de 20^{m} à 24^{m} de largeur sur 65^{m} de longueur entre deux têtes éclusées larges de 5$_{m}$20 et munies de portes busquées vers l'amont, avec buscs à la cote 0^{m}78 et 0^{m}72 (rapportée aux basses mers de vives eaux).

Ceux qui arrivent par le canal de Bergues entrent dans le canal de ceinture, par l'un ou l'autre des deux pertuis sans sas de l'écluse du Pont-Rouge, dont l'un a 8^{m}00 et l'autre 6^{m}00 de largeur et dont les buscs sont à la cote 0^{m}33 (rapportée au même niveau).

Les bateaux qui arrivent par le canal de Furnes entrent dans le canal de ceinture par l'écluse à sas octogonal, dont la forme et les dimensions sont celles d'un octogone régulier de 40^{m}00 de diamètre, en traversant celle des quatre écluses qui forme tête du canal de Furnes et celle qui forme tête du canal de ceinture : La première large de 6^{m}00 avec busc à la cote 1^{m}18 ; la seconde, large de 8^{m}00 avec busc à la cote 0^{m}21 ; chacune d'elles étant munie de deux paires de portes busquées en sens contraire.

Les sassements de l'écluse du Jeu-de-Mail se font sous une dénivellation moyenne de 0^{m}88 ;

Ceux de l'écluse à sas octogonal sous une dénivellation moyenne de 0^{m}34 ;

Et la navigation par l'écluse du Pont-Rouge, qui n'a pas de sas, se fait par niveau étale entre le canal de Bergues et le canal de ceinture ; ce dernier n'était à vrai dire, qu'un prolongement du bief inférieur du canal de Bergues, dont l'existence est maintenue ou suspendue par les manœuvres des portes busquées en sens contraire, suivant que les besoins du service du port permettent de laisser le niveau du canal de ceinture suivre celui du canal de Bergues ou nécessitent soit l'exhaussement, soit l'abaissement du premier au-dessus ou au-dessous du second, sans que celui-ci doive y participer.

Rendus dans le canal de ceinture, les bateaux peuvent stationner dans les emplacements dits : « Port-au-bois » et « Reck-à-voleurs » espèces de ports de navigation intérieure, où s'opèrent les mouvements de marchandises qui correspondent au commerce local et à la consommation de la Ville, tels que bois et matériaux de construction, charbons, etc.

Le Port-au-bois est garni sur sa rive septentrionale d'un quai en bois de 200^{m} de longueur avec une surface de 2,000 ^{mq} affectée au mouvement des marchandises. Tout le reste des emplacements du canal de ceinture est bordé de talus avec terre-pleins correspondants, donnant environ 2000 mètres courants de rives et 11,000 mètres carrés de surface affectée au mouvement des marchandises.

La plus grande partie des bateaux qui sont en destination pour les bassins à flot se rendent directement des écluses qu'ils viennent de franchir vers l'écluse de Bergues par laquelle ils entrent dans le bassin de l'arrière-port, et, de là, dans les bassins du Commerce et de la

Marine, où les transbordements s'opèrent bord à bord avec les navires, dans des conditions telles que l'on voit ainsi se former en quelque sorte, une ligne artificielle intérieure de quais, auxiliaire puissant et économique du mouvement commercial des bassins à flot du port de Dunkerque.

Les niveaux des bassins maritimes variant suivant les âges de la lune, entre 4^m45 et 5^m45, les sassements de l'écluse de Bergues se font par une dénivellation qui varie généralement entre 1^m81 et 2^m81 et peut quelquefois atteindre accidentellement 3^m50 à 4^m00 dans les cas exceptionnels des plus fortes marées d'équinoxes favorisées par les vents.

Communication directe entre les canaux et l'avant-port.

Les bateaux de la navigation intérieure peuvent aussi communiquer directement avec l'avant-port et le port d'échouage par le canal de Dérivation et le canal de la Cunette, qui complètent, avec le canal de ceinture et le canal de Mardyck, le réseau des canaux intérieurs dépendant du service du port de Dunkerque,

Mais en temps ordinaire, le canal de Dérivation (appendice du bief inférieur du canal de Bergues en communication spontanée avec le canal de ceinture) n'est que très-peu fréquenté par la batellerie, bien qu'il soit terminé par une écluse de débouché dans l'avant-port, écluse du Fort-Revers, qui a un beau sas de 40^m00 de longueur compris entre deux têtes éclusées de 9^m00 de largeur avec buscs à la cote 0^m10 au-dessus des basses mers de vives eaux et munies de portes de flot qui permettent les sassements en temps ordinaire tant que la mer est au-dessus du niveau de navigation, 2^m64, du canal de Dérivation, c'est-à-dire, pendant environ 5 heures, partagées par moitié avant et après chaque fois pleine mer. Le canal de dérivation est toutefois un auxiliaire fort utile et précieux, dans les cas de chômage forcé que nécessite quelquefois l'écluse de Bergues pour son entretien et ses réparations.

En temps ordinaire, le canal de la Cunette compris entre le sas octogonal et son écluse de débouché dans l'avant-port, écluse de la Cunette, ne sert pas non plus à la navigation et ne peut être jamais employé à cet usage que d'une manière essentiellement précaire, incommode et dangereuse pour la batellerie, en même temps que nuisible à la tranquillité et à la sécurité des populations agricoles des Moëres et de la 4e section des Wattringues du Nord. Il a bien fallu cependant s'en servir quelquefois, dans le cas de chômages forcés de l'écluse de Bergues et des organes divers du canal de dérivation; et alors le canal de la Cunette devient une ressource extrêmement précieuse pour la navigation intérieure.

Le canal de dérivation a $2{,}000^m00$ de longueur, pourvu d'un chemin de halage continu sur l'une de ses rives, sans surface affectée aux mouvements des marchandises sur aucun point de ses terre-pleins.

Le canal de la Cunette a $2{,}200^m00$ de longueur, pourvu d'un chemin de halage continu tantôt sur l'une tantôt sur l'autre de ses rives, sans surface affectée aux mouvements des marchandises sur aucun point de ses terre-pleins.

Enfin, le canal de Mardyck est un appendice du canal de ceinture, long de $3{,}600^m00$ et navigable sur une partie de son étendue. C'est un ancien canal maritime, aujourd'hui envasé et ne pouvant servir qu'à la batellerie qui dessert quelques usines établies sur une partie de ses rives.

Résumé des canaux et écluses correspondantes.

En résumé, le service du port de Dunkerque comprend, outre les bassins à flot et les trois écluses de navigation maritime qui leur correspondent, quatre canaux communiquant avec le réseau des voies navigables de la France et de la Belgique et avec les bassins à flot ou le port d'échouage à l'aide de six autres écluses de navigation intérieure, dont quatre à sas et deux sans sas; ces quatre canaux, tous de très-grande section, de 15^{m} à 20^{m} en plafond, et de 2^{m}50 de mouillage, donnant un développement total de neuf kilomètres avec 200^{m}00 de quais et 11,000$^{m.q.}$ de surface de terre-pleins affectée au mouvement des marchandises.

Rôle des canaux et écluses dans le dessèchement du pays wattringué de l'arrondissement de Dunkerque.

Ces canaux et leurs écluses servent aussi aux desséchements du pays wattringué du Nord, dont le port de Dunkerque doit assurer en tout temps, aussitôt qu'il pleut, l'écoulement des eaux à la mer par les écluses de débouché des canaux de dérivation et de la Cunette, écluses du Fort-Revers et de la Cunette.

Rôle des canaux et écluses dans le système des chasses du port de Dunkerque.

Enfin ces mêmes canaux et écluses, organisés pour la navigation intérieure et le dessèchement du pays, le sont aussi, en quelque sorte spontanément pour coopérer aux chasses artificielles du port à l'aide de l'eau salée, toutes les fois qu'en vives eaux les eaux des pluie pas dans la contrée.

Et, à ce dernier point de vue, le fonctionnement de ces organes mixtes s'ajoute à celui des organes spéciaux de l'écluse et du bassin des chasses à l'effet d'entretenir dans le port d'échouage, l'avant-port, et le chenal et la passe extérieure de l'entrée du port, le plus de tirant d'eau possible pour les besoins de la navigation maritime.

Le bassin spécial affecté aux chasses présente une superficie de 30 hectares, correspondant à une écluse de chasses spéciale, qui donne en cinq pertuis un débouché linéaire de 21^{m}00, avec une chute de 4^{m}50 à 5^{m}00 suivant la puissance d'ascension des marées.

Le système des chasses du port de Dunkerque, ainsi combiné avec le fonctionnement des organes de desséchement des Wattringues du Nord, présente un ensemble assez remarquable, existant plus d'un demi siècle et composé de trois étages de chasses, échelonnées sur toute la longueur du port d'échouage, de l'avant-port et du chenal : Le premier étage, en commençant par l'aval, constitué par le bassin des chasses et son écluse spéciale; le second étage constitué par la retenue du canal de la Cunette et des fossés d'une partie des anciens fronts de l'Est, présentant une superficie d'environ 12 hectares et lançant ses eaux sous une chute de 4^{m}50 à 5^{m}00 par l'écluse de la Cunette, large de 10^{m}00; le troisième étage constitué par la retenue des bassins à flot, présentant une superficie de 11 hectares, sur laquelle on dispose en vives eaux, d'une tranche d'eau de 1^{m}00 de hauteur à lancer par les 12 vannes des portes des écluses de barrage et de la citadelle et par une vanne de chasse spéciale, donnant toutes ensemble une surface totale d'environ 14 mètres carrés sous une charge de 3^{m}00 à 4^{m}00.

La puissance des chasses est ainsi mesurée, dans l'état actuel des choses, par un volume d'eau total de . . . . . 1,050,000$^{m\,c}$000
lancé moyennement dans l'espace de trois quarts d'heure et ainsi décomposée :

1er Étage — Écluse de chasse . . . . . 750,000$^{m\,c}$
2^{e} Étage — Écluse de la Cunette. 200,000 000

3e Étage — Vannes des bassins à flot	100,000	000
soit, en moyenne, par minute	23.333	33
ou par seconde	338	88

De plus, dans les prévisions de la loi du 16 juillet 1845, ces ressources devaient être augmentées par l'utilisation, comme retenue de chasses, d'environ 30 hectares, des anciens fossés de la place de l'Ouest en communication spontanée avec les canaux de dérivation, de ceinture et de Mardyck, à l'aide de l'écluse du Fort-Revers, comme écluse de chasse présentant un débouché linéaire total de 16m 00 en deux pertuis, l'un de 9m 00 et l'autre de 7m 00 sous une chute de 5m 00 à 5m 50. Mais les projets de 1859 et 1860 qui ont abouti au décret du 14 juillet 1861, ayant été mis à l'étude conformément aux prescriptions ministérielles des 14 mars 1859, 14 avril et 5 mai 1860, vers l'époque où ces prévisions de la loi de 1845 allaient recevoir leur réalisation, on a dû ajourner les travaux d'appropriation des anciens fossés de l'Ouest et l'utilisation de l'écluse du Fort-Revers aux améliorations des chasses, en présence de la probabilité de la suppression de ces fossés, à remplacer par d'autres, dont la construction n'est pas même encore terminée aujourd'hui.

La navigation maritime a ainsi, en fait, perdu plus de 14 ans pour profiter de l'amélioration qui devait à coup sûr résulter vers 1859 et 1860 de la loi de 1845, en ce qui concerne une première augmentation de la puissance des chasses, laquelle se serait dès lors traduite par

une augmentation de volume d'eau lancé en 3/4 d'heure, d'environ	800.000m c	000
ou, en moyenne, par minute de	17,777	77
ou par seconde de	296	30

Résumé général des ouvrages du port de Dunkerque. Chenal, bassins, canaux et écluses; bassins à flot; bassin de chasse, canaux, écluses, dont écluses à sas. 5

En définitive, le port de Dunkerque comprend, outre son chenal, son avant-port et son port d'échouage, trois bassins à flot, quatre canaux et un bassin des chasses, le tout servant à la navigation maritime et fluviale, aux desséchements du pays et aux chasses, à l'aide de dix écluses de diverses dimensions, dont cinq à sas et cinq sans sas, une seule, l'écluse de chasse, ne servant qu'à l'usage exclusif des chasses.

Utilisation commerciale du port de Dunkerque en 1874.

Dans ces conditions, l'utilisation effective du port de Dunkerque s'est mesurée en 1874 par un tonnage moyen de 212 tonneaux de jauge, correspondant à une charge moyenne de 230 tonnes, et par les chiffres de 224 tonneaux de jauge à l'entrée, par mètre courant de quai, et de 342 tonnes de marchandises manutentionnées annuellement, tant à l'entrée qu'à la sortie, par mètre courant de quai.

Les transports de guano, de fontes d'Ecosse, de fers bruts ou travaillés, de machines et outils divers, de charbons Anglais, bois du Nord, matières textiles, céréales, alcools, huiles, pétroles et autres, grains et graines de toute espèce, résines, fruits, etc., avaient recommencé, après la guerre, à se produire avec une extrême affluence pendant l'année 1871.

A ces trafics s'étaient ajoutés aussi, dans une grande proportion, des transports de vivres de toute espèce, de munitions, d'armes, etc., correspondant aux mouvements et aux besoins de l'armée du Nord, et même des embarquements de troupes de cavalerie, envoyées des armées de l'Ouest et de la Loire pour renforcer celle du Nord; puis, après l'armistice, l'em-

barquement de toute l'armée du Nord, avec son artillerie et tout son matériel, envoyée à Cherbourg pour former le noyau primitif de l'armée de Versailles, qui avait sauvé peu de temps après le pays et la société contre les folies anti-sociales et sacriléges de la Commune de Paris; et enfin, pendant et après la guerre, des services de voyageurs et autres par vapeurs entre Dnnkerque, Cherbourg, Brest et Bordeaux, pour parer à l'interruption absolue des communications par terre entre le Nord et le reste de la France à la suite de la bataille d'Amiens et de l'occupation de Rouen.

En 1873 et 1874, les arrivages ont été tels qu'ils ont occasionné, à la fin de 1873 et au commencement de 1874, un véritable encombrement. Les principales marchandises qui ont contribué à cette affiuence excessive sont les céréales et les houilles, par suite de la double crise simultanée produite par l'insuffisance de la récolte et par la hausse des charbons.

La possibilité de ces résultats qui a permis à Dunkerque de voir se produire un mouvement jusqu'alors inconnu et supérieur même à celui qu'on avait constaté en 1871, après les périodes de ravitaillement de Paris, est le fruit des travaux d'améliorations réalisés et terminés depuis treize ans au moyen de l'allocation de la loi du 16 juillet 1845, en même temps que du développement de l'usage des chemins de fer, ainsi que de la création et de l'exploitation du service de remorquage à vapeur.

On sait bien, en effet, que pour qu'un port soit dans de bonnes conditions d'exploitation, il faut que ses relations avec les canaux et les voies ferrées, d'un part, par les secours des locomotives et de la batellerie, et avec la mer, d'autre part, par les secours du balisage et du remorquage, soient assurées en même temps que les conditions de bassins à flot et de tirant d'eau.

Mais il faut donner aux quais des superficies convenables, des abris et des outillages de manutention commodes, rapides et économiques, avec de vastes terrains annexes pour le dépôt temporaire des marchandises, et enfin utiliser le mieux possible les étendues de retenues à flot.

C'est ce qui reste à faire à Dunkerque, indépendamment de la création des espaces et outillages nécessaires à l'industrie de la construction et de la réparation des navires.

Et il ne faut pas oublier non plus que les travaux d'améliorations du port de Dunkerque, quels qu'ils soient, n'atteindront complètement leur effet utile, pour le commerce comme pour l'agricultnre, qu'autant que les canaux qui aboutissent à la mer seront améliorés en même temps, comme ils peuvent et doivent l'être, en vue de satisfaire à leur double rôle de voies de navigation et de desséchements en relation constante et forcée avec les ports maritimes du littoral.

Renseignements statistiques.

Quoi qu'il en soit, dans les conditions actuelles des bassins et du port de Dunkerque, le mouvement général du commerce maritime a donné les résultats suivants en 1874.

Entrés	2,705	navires jaugeant	575,286	tx. et portant	632,799 tonnes de marchandises.
Sortis	2,818	—	596,634	—	245,542 —
Totaux	5,523	—	1,171,920	—	878.341 —

Dont,

1° *En navires français, entrés et sortis :*

2,035 navires jaugeant 284,997 tx. et portant 194.815 tonnes de marchandises.

2° *En navires étrangers, entrés et sortis :*

3,488 navires jaugeant 886,923 tx. et portant 683,526 tonnes de marchandises.

La différence avec l'année 1873 est, sur la totalité des navires entrés et sortis, en moins de 814 navires, de 135,664 tonneaux de jauge et de 258,373 tonnes de marchandises.

C'est ainsi que le tonnage moyen, en tonneaux de jauge, qui était de 206 tonneaux en 1873, s'est élevé à 212 tonneaux en 1874.

Dans ces nombres ne sont pas compris les mouvements d'entrée et de sortie des bateaux de la navigation intérieure, qui se sont produits comme suit :

A l'entrée dans les bassins :

3,042 bateaux jaugeant 411,860 tx. et portant 127,772 tonnes de marchandises.

A la sortie des bassins :

3,078 bateaux jaugeant 424,453 tx. et portant 233,894 tonnes de marchandises.

Totaux	6,120	—	836,313	— 361,666 tonnes de marchandises.

Le nombre des navires entrés en relâche à Dunkerque en 1874 a été de 7 navires jaugeant ensemble 961 tonneaux.

Le nombre de navires affectés à la pêche de la morue d'Islande, en 1874, a été de. 95;

leur tonnage, de. . . . . 9,900 tonneaux de jauge;
leurs équipages ont été, en total, de. . . 1,665 hommes;
et leurs produits, de . . . . . 65,000 quintaux métriques;
d'une valeur de. . . . . 3,534,000 francs.

Les bateaux affectés à la pêche cotière ont été en 1874, au nombre de 100;

leur tonnage, de. . . . . 1,609 tonneaux de jauge;
leur équipage, de . . . . . 438 hommes;
et leurs produits, de . . . . . 8,609 quintaux métriques;
et de . . . . . 860,973 francs.

Le nombre des navires construits au réparés dans le port et lancés en 1874, a été de 8; jaugeant ensemble . . . . . 1,357 tonneaux;

Le nombre des navires naufragés ou échoués en 1874, a été de 23, jaugeant ensemble (compris 7 bateaux de pêche). . . . . 4,822 tonneaux;

La perte qui en est résultée en valeur a été de. . . . . 728,000 francs.

On a eu à déplorer la perte d'un des hommes qui composaient les équipages des bateaux de pêche; mais aucun des hommes des équipages des navires n'a péri.

Situation des travaux exécutés, à exécuter et projetés.

—

Travaux d'entretien.

—

Insuffisance des crédits d'entretien.

Le crédit alloué pour l'entretien du port de Dunkerque en 1874 est, comme les années antérieures, de . . . . . 100,000 fr. 00

Les ouvrages à entretenir ont à peu près triplé en nombre et en importance depuis vingt-cinq ans et l'usage qu'en ont fait le Commerce et l'Agriculture a toujours suivi, depuis quinze ans surtout, une proportion supérieure.

L'entretien des écluses de chasses, des jetées et des estacades laisse toujours à désirer, parce que les fonds affectés à cet usage sont depuis longtemps très-insuffisants. Il faudrait, pour parer aux alluvions qui se produisent quelquefois très-brusquement en hiver et par toute période de vent d'Ouest un peu prolongée, augmenter la quotité du crédit annuel d'entretien de 150 à 200 mille francs.

Travaux de grosses réparations.

La somme totale affectée aux travaux de grosses réparations du port de Dunkerque, en 1875, est jusqu'ici, de . . . . . 108,471 fr. 59

Jusqu'en 1868, nous nous étions efforcés, comme Ingénieur ordinaire du port de Dunkerque, d'appeler l'attention de qui de droit sur les conséquences fâcheuses que devait entraîner l'insuffisance des ressources affectées à l'entretien et aux réparations des ports du Nord, surtout en ce qui concerne Dunkerque.

Il nous paraissait impossible que ces conséquences ne devinssent pas de plus en plus patentes; et il faudrait indubitablement organiser les allocations de 2e catégorie sur le pied de 500 à 600 mille francs par an, pendant cinq ou six ans, pour remettre le port dans les conditions favorables que l'on était parvenu à peu près à réaliser dans les années antérieures, mais qu'il n'est véritablement plus possible d'entretenir convenablement sans augmentation de ressources. Il importe que nos observations antérieures soient reproduites maintenant que le service spécial d'Ingénieur en Chef qui se trouve réorganisé à Dunkerque par suite des décisions ministérielles des 24 septembre, 24 octobre 1868, est en plein fonctionnement régulier et normal depuis près de sept ans.

Il y a lieu de compter que les mesures proposées à ce sujet par le Conseil général et la Chambre de Commerce ne tarderont pas à aboutir et seront favorablement accueillies par l'Administration et l'Assemblée nationale. Ces mesures permettront de parer aux embarras auxquels on est exposé à Dunkerque dans les périodes de vents d'Ouest un peu continues, qui apportent quelquefois, en quelques semaines, comme au mois de novembre et décembre 1874, des quantités de sable qui peuvent s'élever jusqu'à 40,000 mètres cubes.

Travaux de la 2e section du budget.

Les travaux d'améliorations autorisés au port de Dunkerque par le décret du 14 juillet 1861 et par diverses autres décisions ministérielles ultérieures comprennent :

L'exécution d'un nouveau bassin à flot;

L'élargissement du port d'échouage et la construction d'un quai en bois à l'aval de l'écluse d'entrée du nouveau bassin à construire;

La construction de deux formes de radoub, l'une au fond du nouveau bassin, l'autre entre le bassin des chasses et l'avant-port, cette dernière, éclusée en amont, de manière à permettre l'entrée du bassin des chasses, soit pour les navires désarmés, soit pour ceux des constructeurs qui désireraient établir leurs chantiers sur les rives de ce bassin;

La reconstruction du pont tournant de la Citadelle et l'achèvement des quais du bassin du Commerce;

Le déplacement des fortifications;

Des améliorations et extensions des quais des bassins actuels et des chantiers de construction des bassins de l'arrière-port et du commerce;

L'organisation des fossés de la nouvelle enceinte en vastes réservoirs de chasses, pour l'approfondissement du Port et de la Passe, une des parties du programme d'ensemble qui n'avait pas été comprise dans le décret du 14 juillet 1861 comme chiffre de dépenses;

Et enfin quelques travaux de réparations et reconstructions partielles de divers ouvrages du port, qui tombaient en ruines par excès de vétusté.

L'ensemble de ces ouvrages était estimé à . . . . . 24,848,806 fr. 58 c.

Dont:

à exécuter par le service civil . . . . . 19,237,306 fr. 58 c.

à exécuter par le service militaire . . . . . 5,611,500 fr. »

Les quatre premiers articles du précis sommaire ci-dessus ainsi que les trois derniers se rapportent aux travaux à exécuter par les Ingénieurs du service maritime.

Le cinquième article comprend tous les travaux à exécuter par les Ingénieurs militaires.

L'exécution de tout cet ensemble, en préparant l'avenir du port dans de très-larges prévisions au point de vue de la navigation du Nord et de l'Agriculture de l'arrondissement, donnera à la ville de Dunkerque une extension de superficie considérable, en harmonie avec l'agrandissement du port et de ses bassins; et les industries nouvelles, qui s'y développent depuis quelques années, trouveront les ressources dont elles out besoin, en même temps que l'industrie de la construction navale, avec tous les accessoires qu'elle entraîne, trouvera le moyen de s'y étendre et de prospérer. Ces additions de superficie urbaine produiront, par leurs aliénations successives sur une étendue totale de plus de 25 hectares, un rendement final de huit à dix millions, qui justifiera sans doute, dans une certaine période, les sacrifices que l'État s'est imposés en dotant le port de Dunkerque de cette large allocation, portée tout d'abord à 15 millions par le décret du 14 juillet 1861.

Mais le montant total, même augmenté et porté, comme il a été dit plus haut, à . . . . . 24,848,806 fr. 58 c.
ne comprend pas l'utilisation du Bassin de l'arrière-port à l'aide de quais sur son pourtour, ni la réunion du nouveau Bassin de l'Ouest avec les canaux pour tirer tout le parti que l'on doit attendre de cette position au point de vue des communications directes et faciles entre les Bassins maritimes de Dunkerque et les voies navigables du Nord de la France et de la Belgique.

Dépenses au 31 décembre 1875

Les dépenses faites au 31 décembre 1874 et en cours d'exécution sur l'exercice 1875 s'éléveront à environ . . . . . 15,000,000 fr. 00

Les résultats des travaux d'améliorations exécutés jusqu'à présent peuvent se résumer ainsi:

1° Expropriations réalisées et terrains utilisés tant par la création d'une voie de circulation

générale, au travers de l'ancien Parc de la Marine, entre le quais des Hollandais et l'écluse de Bergues, qu'en vue de la pose des voies ferrées qui ont été établies par la Compagnie du Nord en raccordement de la gare avec les 300m00 de quais existant sur la rive droite du Bassin du Commerce et avec les quais de rive droite du port d'échouage à l'intérieur de l'ancienne enceinte fortifiée; terrains préparés pour l'exécution des 300m00 de quais complémentaires à construire en prolongement des précedents sur la même rive droite du Bassin du Commerce, ce dernier travail ne devant s'exécuter qu'à l'abri de batardeaux sans géner la navigation ou la batellerie, quand la petite portion des chantiers de construction qui se trouve à cet endroit pourra être remplacée ailleurs, suivant les convenances variées des industriels correspondants;

2° Élargissement et pavage du quai Ouest du Bassin de la Marine, par la démolition de l'ancienne corderie et l'annexion des anciennes rues militaires au domaine public de la grande voirie du port de Commerce;

3° Achèvement par le service du port et par le service militaire, de l'exéoution des travaux mixtes du canal de dérivation, indispensables pour ajouter de nouvelles améliorations effectives à celles de la loi du 16 juillet 1845 dans le tirant d'eau du port;

4° Continuation, dans la limite du possible, des améliorations commencées en 1862, avec le système des chasses et guideaux sur les fonds de la loi du 16 juillet 1845, et entretien du tirant d'eau, réalisé sur 1m00 d'augmentation par rapport à l'ancien état du port. Malheureusement, cette amélioration ne s'est pas maintenue dans les années dernières, par suite de la réduction momentanée de la puissance des chasses, faute de fonds d'entretien et de grosses réparations appliqués en temps opportun aux écluses de chasses, dont les réparations, entreprises trop tard, ont présenté d'autant plus de difficultés;

5°. Commencement d'améliorations à l'Est du port, par suite de la suppression de quelques ouvrages militaires, tombés dans un accident survenu fortuitement en 1864, de l'exécution du pavage des quais de rive droite du port d'échouage et de la démolition des demi-conrtines de droite et de gauche U-2, anciennes portes dites « du Risban » et « du Belvédère; »

6° Exécution des travaux et fossés de la nouvelle enceinte de l'Ouest, dont l'état d'avancement a permis de prendre le 1er mars 1873 possession des anciennes fortifications de l'Ouest et, par suite, d'entreprendre enfin la construction du nouveau bassin à flot proprement dit, en commençant par le dérasement des anciens fronts;

7° Continuation des travaux des fossés et des parapets de la nouvelle enceinte de l'Est;

8° Continuation des travaux de construction de l'écluse à sas d'entrée du nouveau bassin à flot, dit « Bassin de l'Ouest N° 1, » et des quais correspondants;

9° Commencement des travaux de construction de l'écluse de chasse du Bastion 27 près du Phare;

10° Travaux de reconstructions et réparations aux jetées et estacades, aux portes des écluses de chasses; de reconstruction de quais en bois et en maçonnerie, dans le port d'échouage, et du pont tournant de la Citadelle, en attendant sa reconstruction définitive avec l'achèvement des quais du bassin du Commerce; de dragages dans les bassins à flot et le chenal; de réparations des avant-radiers et murs en retour de l'écluse de chasse à l'aide d'un

batardeau en travers du goulet qui sert en même temps à exécuter les fondations de l'écluse de chasse du Bastion 27 ; tous ces travaux entrepris sur la 2e section du budget conformément à des décisions ministérielles spéciales ;

11° Dépensss annuelles et diverses de personnel, impressions, etc., réglées conformément aux décisions ministérielles spéciales correspondantes.

Ouvrages restant à faire.

Les ouvrages restant à faire sur l'allocation du décret du 14 juillet 1861, et sur les dépenses autorisées par d'autres décisions ministérielles spéciales, en addition à cette allocation, s'élèveront, a la fin de 1875, à environ . . . . . 10,000,000 fr. 00

Les crédits ouverts annuellement depuis 1862 n'avaient pas permis, pendant les six premières années qui avaient suivi la promulgation du décret de 1861, de donner aux travaux une impulsion supérieure à celle qui avait été antérieurement pratiquée à Dunkerque. Dans le but d'en hâter l'achèvement, la ville de Dunkerque a offert à l'État de lui fournir en six ou sept années une avance de. . . . . 12,000,000 fr. 00

Cette offre a été acceptée par une loi spéciale du 20 mai 1868, et la Ville a commencé en 1869 et continué depuis, sauf pendant la période comprise entre les mois de décembre 1871 et mai 1872, à opérer des versements partiels, à l'aide desquels on a pu entamer les travaux de manière à les mener avec un peu plus d'activité, au fur et à mesure que les ouvrages de la nouvelle enceinte fortifiée ont permis d'attaquer les anciennes fortifications et lunettes défensives de l'Ouest, sur l'emplacement desquelles doivent s'exécuter les nouveaux ouvrages ainsi que le nouveau bassin.

Dans l'état actuel des choses, les ouvrages restant à faire peuvent se résumer ainsi :

La continuation des travaux de l'écluse à sas du bassin de l'Ouest N° 1 et des quais correspondants ;

L'achèvement du dérasement des anciens fronts de l'Ouest ;

Le dérasement des anciens fronts de l'Est ;

L'écluse simple d'amont du bassin à flot de l'Ouest, avec la partie de quais correspondante,

L'achèvement des fossés et des parapets de la nouvelle enceinte de l'Est, y compris les portes d'eau et de ville dites « Portes des Dunes ; »

La construction d'un pont sur la Cunette au droit de la Porte des Dunes ;

L'addition de 300 mètres de quais dans le bassin du Commerce ;

Deux formes de radoub ;

Deux écluses de chasse nouvelles, correspondant aux vastes réservoirs des fossés de l'Est et de l'Ouest, le tout combiné au double point de vue de l'augmentation de la puissance des chasses et de l'amélioration des conditions de dessèchement du pays wattringue de l'arrondissement de Dunkerque.

Malgré la dette écrasante dont le Trésor se trouve obéré par suite de la guerre de 1870-71, il y a lieu d'espérer que, grâce aux combinaisons financières de la loi du 20 mai 1868, et à d'autres combinaisons analogues pour les dépenses complémentaires dont les évaluations dépassent déjà de près de 10 millions l'allocation du décret du 14 juillet 1861, on pourra arriver à la réalisation des améliorations nécessaires dans une période de temps telle, que les besoins du présent ne se trouvent pas, en fait, sacrifiés aux prévisions de l'avenir.

Mais il est prudent de ne pas oublier que l'on devra bientôt aussi compléter ces améliorations en exécutant dans le nouvean bassin tous les quais qu'il comportera, soit 600m à 700m de plus que n'en ont prévu les dépenses autorisées et, dans les anciens bassins, tous ceux que le développement des rives permet de réaliser, soit encore 700m à 800m à ajouter à ceux qui existent actuellement, en assurant la communication du nouveau Bassin de l'Ouest avec les canaux dans les meilleures conditions possibles, dont la réalisation est ménagée par les dispositions générales du programme d'ensemble.

Ces travaux complémentaires, dont l'exécution sera vraisemblablement nécessaire, ajouteront encore au moins 10 millions aux dépenses autorisées jusqu'à présent.

Il reste à étudier le meilleur mode à adopter pour l'aliénation des terrains à provenir de l'extension de l'enceinte fortifiée et de l'agrandissement du port et de la ville. C'est au point de vue de l'hygiène et du développement de la richesse du pays, une question de la plus haute importance.

Le tracé de la nouvelle enceinte, combiné de manière à donner des réservoirs et des pertuis d'évacuation considérable pour les dessèchements du pays, comme pour les chasses du port, a été proposé définitivement d'un commun accord entre les représentants des intérêts du pays, le Maire, les associations de dessèchements, Wattringues et Moëres, les Ingénieurs militaires et civils, à tous les degrés, dans une conférence du 12 mai 1868. Des études complémentaires ont été demandées par une délibération de la commission mixte du 8 mars 1869 et une décision du Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, en date du 30 mars 1869. Ces études ont été expédiées le 23 avril 1869, arrêtées d'un commun accord entre les Ingénieurs militaires et civils, conformément au programme de la commission mixte, qui faisait droit à tous les vœux et désirs des représentants des intérêts civils, municipaux, agricoles et Maritimes.

Ces dispositions ont été définitivement sanctionnées par une délibération de la commission mixte des Travaux publics en date du 21 juin 1869 à laquelle ont adhéré les Ministères compétents, et notamment celui des Travaux publics par une décision en date du 15 juillet 1869.

Une étude dressée en conséquence relativement au détail des fronts de l'Est avait été présentée dans une conférence spéciale des 12 avril-12 mai 1870, à laquelle avait pris part, avec les services du port et du Génie militaire, le service ordinaire territorial représentant les intérêts municipaux. Cette étude comprenait une porte de ville avec ponts à double voie au bout de la rue des Vieux-Remparts prolongée de 200 mètres environ. Tous les services avaient été d'accord avec la Ville pour proposer l'organisation de cette porte dans les conditions réclamées par la Municipalité et l'exécution sur les fonds du Trésor, sans subvention spéciale de la Ville; et ces propositions avaient donné lieu à une délibération favorable de la commission mixte en date du 25 juillet 1870, à laquelle le Ministre des Travaux publics avait adhéré par décision du 4 août 1870.

Mais la guerre et les changements successifs dans le personnel des officiers du Génie ont retardé la présentation des projets définitifs d'exécution de cette partie de la nouvelle enceinte; et ce n'est qu'en juin et juillet 1872 que l'on a pu obtenir l'approbation des premiers projets de détail concernant: 1° les emménagements de chaussées de circulation, pour voitures et pour piétons, sur la digue de contrescarpe des fronts de mer de l'Est; 2° le creusement des fossés et l'organisation des parapets correspondants.

On a pu, depuis lors, arrêter par décisions concertées entre les Ministres de la Guerre et des Travaux publics, en suite de la délibération de la commission mixte des Travaux publics du 16 novembre 1874, les projets définitifs concernant le raccordement des fronts de mer avec les anciennes fortifications de l'Est à conserver et les dispositions à adopter pour l'exécution des portes d'eau et de terre, dont le principe avait été explicitement posé et admis par les délibérations antérieures de la commission mixte.

C'est ainsi que tous ces travaux sont aujourd'hui en cours d'exécution et que les Ingénieurs sont maintenant en mesure d'attaquer les travaux sur tous les points possible et, par suite, d'assurer l'exécution des ouvrages si impatiemment attendus, avec les ressources que la Ville continuera vraisemblablement à avancer successivement et régulièrement à l'État, et dans des délais assez courts, si, comme il faut l'espérer, de nouvelles allocations ne tardent point à être affectées aux améliorations du port de Dunkerque, conformément aux propositions que nous avons présentées à cet effet le 21 novembre 1874, de concert avec la ville et la Chambre de Commerce.

Travaux de réparations et reconstructions nécessaires à prévoir.

Enfin, en dehors de ces améliorations, il y avait lieu aussi de se préoccuper de divers travaux importants et urgents pour assurer l'usage constant et convenable des ouvrages et bassins anciens du port, tels que :

Remplissage et réparations des jetées coffrées ;

Reconstruction de certaines parties de quais en bois, estacades et jetées de l'avant-port et du chenal ;

Revêtements des talus des canaux intérieurs pour le service des dessèchements et des chasses.

Ces reconstructions et réparations indispensables pourront s'élever à environ. 3,500,000 fr.

Ce sont ces dépenses qui ont donné lieu aux offres qu'ont faites à l'État le Conseil général et la Chambre de Commerce, en y ajoutant 2,000,000 fr. à affecter spécialement à l'approfondissement du chenal pour l'emploi de moyens mécaniques combinés avec l'action des chasses développée dans les plus larges limites possibles.

Quelques adjudications sont déjà passées pour ces travaux, notamment pour les déblais par machines à vapeur à l'entrée du port en dehors des jetées, pour la construction d'un pont en tôle sur la partie du canal de jonction dite « port-au-bois, » pour la reconstruction de l'extrémité de la jetée Ouest, etc. On n'attend plus que la promulgation de la loi qui doit autoriser l'administration des Travaux publics à accepter les offres d'avances du Conseil général et de la Chambre de Commerce pour donner à ces travaux toute l'activité désirable.

Port de Gravelines.

Chenal et port d'échouage.

La première partie du port de Gravelines, en l'abordant par la mer, se compose d'un chenal extérieur, d'un chenal intérieur et d'un port d'échouage, qui sont, sur toute leur étendue, soumis à l'action des mouvements alternatifs des marées diurnes.

La longueur totale ensemble du chenal, extérieur et intérieur et du port d'échouage est de 3,900^{m} ; la largeur moyenne, de 50^{m} à 60^{m}. Le tirant d'eau est de 4^{m} à 5^{m} suivant les marées.

Le chenal extérieur a environ 1,500^{m} de long, bordé de chaque côté de jetées en enrochements, partie insubmersibles, partie submersibles.

Le chenal intérieur a environ 1,800^{m} de long, bordé de chaque côté par des digues en terre, dont les talus intérieurs sont perreyés jusqu'au niveau des plus hautes marées. Il comprend environ 3 hectares de superficie d'avant-port susceptible d'être affectée au stationnement des navires.

Le port d'échouage, dont la direction est à angle droit par rapport à celle du chenal, a environ 600^{m} de long; et il comprend 325^{m} de quais, dont 130^{m} en pierres et le reste en bois. La superficie du port d'échouage susceptible d'être affectée au stationnement des navires peut être estimée à 1 hectare 1/2. La surface correspondant aux quais susceptible d'être affectée au mouvement des marchandises est d'environ 3,250 mètres carrés.

Bassin à flot.

Dans le fond du port d'échouage débouche une écluse de navigation maritime, en reconstruction, qui établira la communication entre le port d'échouage et le bassin à flot en voie de création.

Ce bassin à flot présentera une superficie d'eau de 2 hectares 1/2, bordée de talus au droit desquels on pourra établir des quais en charpente sur environ 600^{m} de développement, comportant à peu près 10,000 mètres carrés de surface susceptible d'être affectée au mouvement des marchandises.

Il communique directement avec la rivière de l'Aa, par l'amont, au moyen d'une écluse qui vient d'être construite tout récemment.

Ecluses correspondant au bassin à flot.

Les écluses qui desservent ce bassin à flot sont ainsi au nombre de deux.

L'une pour les mouvements de la navigation maritime avec le port d'échouage, écluse 63 ou écluse Vauban, en reconstruction ;

L'autre, pour la navigation intérieure avec l'Aa, écluse 63bis terminée depuis qnatre ans.

Toutes deux sont des écluses simples, munies de portes d'Ebe et de flot.

L'écluse Vauban se construit avec deux pertuis, l'un de 10^{m}00 et l'autre de 8^{m}00 de large, avec ses buscs établis au niveau des basses mers de vives eaux, donnant 5^{m}50 de tirant d'eau en vives eaux et 4^{m} 50 en mortes eaux.

L'écluse 63bis a trois pertais de 6^{m}00 de largeur chacun, avec buscs établis à 0,50 au-dessus du niveau des basses mers de vives eaux, donnant un tirant d'eau de 3^{m}00 à 3^{m}50 au plus bas étiage de la rivière.

Résumé :

1 bassin à flot,
2 écluses correspondantes,

En résumé, le port de Gravelines va avoir un bassin à flot, communiquant avec la mer et les voies navigables de l'intérieur par le moyen de deux écluses et donnera ainsi en tout 7 hectares de superficie affectable au stationnement des navires, dont 2 hectares 1/2 à flot et 4 hectares 1/2 d'échouage, 325 mètres courants de quais de port d'échouage et 3.250 mètres carrés de superficie correspondante pour le mouvement des marchandises ; et il pourra donner au fur et à mesure des besoins et ressources à y appliquer 600^{m}00 de quais à flot desservis par 10,000 mètres carrés de surface susceptible d'être affectée au mouvement des marchandises.

Communication entre le bassin à flot et les voies navigables de l'intérieur. — Canaux et écluses de navigation intérieure.

La même condition avantageuse, que nous avons signalée pour le port de Dunkerque, existera ainsi également à Gravelines, en ce qui concerne la communication facile du bassin à flot maritime avec les voies navigables de l'intérieur de la France et de la Belgique.

Les bélandres arrivant à Gravelines par la rivière de l'Aa, pourront entrer directement dans le bassin à flot ou stationner dans la partie du cours de l'Aa en amont de ce bassin, qui dépend du service du port de Gravelines sur une longueur de 300^{m}00.

Communication directe entre les canaux et le port d'échouage.

Les petits bateaux, de faible largeur, peuvent aussi se rendre directement dans le port d'échouage par une dérivation du cours de l'Aa, dépendant aussi du service du port et empruntant une partie des fossés extérieurs de la place pour atteindre le canal-sas et l'écluse de la tuerie, tous ouvrages qui ont passé dans ces dernières années des attributions du service militaire à celles du service maritime de Gravelines.

Cette dérivation du cours de l'Aa qui sert aussi à la navigatiou intérieure a une longueur d'environ 500^{m}00.

Résumé des canaux et écluses correspondantes: 2 branches de canaux ensemble, 800 m. 2 écluses.

En résumé, le service du port de Gravelines comprend outre le bassin à flot en construction avec son écluse de navigation maritime, deux branches de canaux de navigation en communication directe et spontanée avec l'Aa et avec le bassin à flot ou le port d'échouage par deux autres écluses de navigation intérieure dont une à sas ;

Ces deux branches de canaux donnant un développement total de 800^{m}00, sans quais ni surface de terre-plein effectée au mouvement des marchandises.

Rôle complexe des canaux, écluses et fossés de la place dans le dessèchement de la vallée de l'Aa et des wattringues du littoral du Nord et du Pas-de-Calais et dans le système des chasses du port de Gravelines.

Indépendamment de ces ouvrages, considérés au point de vue de la navigation, maritime et intérieure, le service du port de Gravelines comprend encore quatre écluses et un certain nombre de vannes ou éclusettes dont le jeu combiné avec les précédentes, sert à assurer les besoins du dessèchement des Wattringues du Pas-de-Calais et d'une partie de celles du Nord dans des conditions très-complexes en même temps qu'à pourvoir à l'entretien du port d'échouage et du chenal à l'aide des chasses d'eaux salées quand les eaux du pays n'affluent pas et n'ont pas lieu d'être jetées à la mer pour éviter les inondations des environs de Saint-Omer et d'une partie du littoral du Nord et du Pas-de-Calais.

Ces ouvrages qui servent exclusivement aux dessèchements et aux chasses sont :

L'écluse de chasse, écluse simple à deux pertuis de 7^{m}00 chacun débouchant au sommet de l'angle droit formé par le port déchouage et le chenal, et dans la direction de ce dernier.

L'écluse 71, écluse simple se manœuvrant avec une vanne de 4^{m} d'ouverture ;

L'écluse 71bis, écluse simple à deux pertuis de 6^{m} de largeur chacun ;

L'écluse de la Gérence ;

L'écluse 57 ;

L'écluse 57bis, etc.

Résume général des ouvrages du port de Gravelines.

Chenal, bassin, canaux et écluses

1 bassin à flot,
1 bassin de chasses,
2 branches de canaux,
7 écluses dont 1 écluse à sas,
10 éclusettes de dessechements ou chasses.

En définitive, le port de Gravelines comprend, avec son chenal, son port d'échouage et son bassin à flot, deux branches de l'Aa et tous les fossés de la Place, qui constituent un ensemble d'ouvrages extrêmement complexe, dont les usages multiples sont d'une importance énorme pour les dessèchements de la vallée de l'Aa; et les écluses, éclusettes ou vannes, à l'aide desquelles fonctionne tout ce système sont au nombre de dix-sept, dont sept écluses proprement dites et dix éclusettes d'importance secondaire.

Utilisation cammerciale du port de Gravelines en 1874.

Dans ces conditions, l'utilisation effective du port de Gravelines s'est mesurée en 1874 par un tonnage moyen de 83 tonneaux de jauge, correspondant à une charge moyenne de 100 tonnes, et par les chiffres de 86 tonneaux de jauge à l'entrée, par mètre courant de qnai, et de 118 tonnes de marchandises manutentionnées annuellement, tant à l'entrée qu'à la sortie, par mètre courant de quai.

Le tonnage du port de Gravelines varie peu; celui des marchandises est toujours un peu plus de la moitié du tonnage de jauge; le lestage comble le reste de la capacité des navires en mouvement, soit sur ceux qui vont en Angleterre porter des œufs et des fruits et reviennent à vide, soit sur les navires Norwégiens et Anglais qui apportent des bois ou des charbons et repartent sur lest. Quand le port et le bassin de Gravelines seront reliés par les voies ferrées au réseau du Nord et de la Belgique et aux houillières du Pas-de-Calais et de la Belgique, il est probable que, le secours de son bassin à flot y venant de plus en aide, ces circonstances défavorables éprouveront quelques modifications avantageuses.

Renseignements statistiques.

Quoiqu'il en soit, dans les conditions actuelles du port de Gravelines sans bassin à flot, le mouvement général du commerce maritime a donné les résultats suivants, en 1874:

Entrés:	321	navires jaugeant	28,017	tx. et portant	32,169	tonnes de marchandises.
Sortis:	344	—	27,060	—	6,204	—
Totaux:	665	—	55,077	—	38,373	—

Dont:

1° *En navires Français, entrés et sortis:*

592 navires, jaugeant 43,915 tx. et portant 30,424 tonnes de marchandises;

2° *En navires étrangers, entrés et sortis:*

73 navires, jaugeant 11,162 tx. et portant 7,949 tonnes de marchandises.

La différence avec l'année 1873 est, sur la totalité des navires entrés et sortis, en plus, de 63 navires, de 219 tonneaux de jauge et en moins de 2,539 tonnes de marchandises.

Il en résulte que le tonnage moyen, en tonneaux de jauge, qui était de 91 tonneaux en 1873, a été de 83 tonneaux en 1874.

Le nombre des navires entrés en relâche à Gravelines en 1874 a été de 5 navires jaugeant ensemble 265 tonneaux.

Le nombre des navires affectés à la pêche de la morue d'Islande en 1874, a été de 6;

leur tonnage, de	770	tonneaux de jauge;
leurs équipages ont été, en total de	121	hommes;
et leurs produits, de	5,400	quintaux métriques;
d'une valeur, de	274,000	francs.

Les bateaux affectés à la pêche côtière ont été, en 1874, au nombre de 89;

leur tonnage, de	2,234	tonneaux de jauge;
leurs équipages, de.	623	hommes;
et leurs produits, de	20,499	quintaux métriques;
et de.	920,029	francs.

Le nombre des navires construits ou réparés dans le port et lancés en 1874, a été de 13; jaugeant ensemble . . . . . 489 tonneaux.

Le nombre des navires naufragés ou échoués en 1874, dans la circonscription de l'arrondissement maritime de Gravelines a été de 6, jaugeant ensemble . . . . 153 tonneaux
La perte en valeur, qui en est résultée, a été de. . . . . 8,700 francs.

On a eu à déplorer la mort de quatre des hommes qui composaient les équipages des navires naufragés.

Situation des travaux exécutés, à exécuter et projetés.

—

Travaux d'entretien.

—

Insuffisance des crédits d'entretien.

Le crédit alloué pour l'entretien du port de Gravelines en 1875 est, comme les années antérieures, de 20,000 fr.

On peut appliquer au port de Gravelines des observations analogues à celles qui concernent le port de Dunkerque. Les ouvrages existants sont anciens; leur usage est constant et multiple comme à Dunkerque, car ils servent à la fois à la navigation maritime et intérieure, aux dessèchements de la vallée de l'Aa et de St-Omer et aux chasses.

Travaux de grosses réparations.

La somme totale affectée aux travaux de grosses réparations du port de Gravelines, en 1875 est de 24,000 fr.

Elle est relativement plus forte que celle affectée au port de Dunkerque; mais il ne faut pas oublier qu'une portion de ces travaux, celle qui se rapporte aux parties supérieures des revêtements et défenses des digues du chenal intérieur, protégeant les anciens domaines des Hems, St-Pol, est exécutée à l'aide de ressources provenant du budget spécial du Ministère des Finances, administration des Domaines.

Travaux de la 2e section du budget.

—

Décrets du 5 juin 1861 et du 18 janvier 1874.

Les travaux d'améliorations autorisés au port de Gravelines par le décret du 5 juin 1861, augmentés de ceux qui résultaient de diverses autres décisions ministérielles ultérieures, comprenaient :

L'élargissement de la dérivation de l'Aa 79 *bis* et la régularisation des fossés autour de l'ilot 48, avec pont en charpente sur cette dérivation;

La construction de l'écluse 63 *bis* et divers travaux accessoires nécessités par la chûte de l'écluse Vauban, survenue le 5 juillet 1868;

La construction des ecluses 71 *bis* et 57 *bis* et divers travaux dans les fossés de la Place, à exécuter par le service militaire, pour assurer l'usage de tous ces fossés et ouvrages au profit des manœuvres d'eau du pays pour les dessèchements et la navigation en temps de paix et pour les inondations militaires de la contrèe en temps de guerre;

Et enfin quelques travaux de réparations et reconstructions partielles de divers ouvrages du port, qui tombaient en ruines par excès de vétusté.

L'ensemble de ces ouvrages était estimé à	906,021 85,
Dont:	
A exécuter par le service civil	731,319 94
A exécuter par le service militaire	174,701 91

L'exécution des travaux prévus au décret du 5 juin 1861 devait assurer à la vallée de l'Aa, qui se dessèche par le port de Gravelines, tous les moyens d'évacuations nécessaires, en même temps qu'améliorer dans une certaine limite les moyens de chasses du port.

Ces travaux devaient aussi réaliser dans de bonnes conditions la solution pratique de la communication de la navigation entre l'Aa et le port, tout en préparant la possibilité ultérieure des chargements et transbordements directs, effectués à flot entre les bélandres et les petits navires.

Toutefois ces dernières améliorations ne pouvaient guère s'appliquer qu'à la communication de la batellerie entre le port et la rivière d'Aa: l'écluse 63 *bis* n'était pas munie de portes de flot, d'après les projets primitifs et les prévisions du décret du 5 juin 1861; et l'écluse Vauban (63), avec ses radiers trop hauts et ses pertuis trop étroits, ne pouvait donner passage qu'à de petits navires.

L'accident survenu à l'écluse Vauban le 5 juillet 1868 a justifié les dispositions prévues par le décret du 5 juin 1861 et déjà exécutés depuis 5 ans, en ce qui concerne l'amélioration des chasses et la sécurité des dessèchements, pour le cas de chômages forcés sur l'un ou l'autre des organes du double système de pertuis d'évacuation: l'hiver, le printemps et l'automne de 1869 ont été pluvieux; des crues très-sensibles se sont manifestées à plusieurs reprises; notamment dans l'automne de 1872 et l'hiver de 1872-73, qui ont été signalés par des crues et inondations telles qu'on n'en avait pas vu depuis une trentaine d'années; et les débouchés, tels qu'ils ont été organisés par suite de ces ouvrages, ont permis d'y parer aussi complétement que si le débouché de l'écluse Vauban avait pu fonctionner. Cela tient, du reste, à ce que, en fait, le cours d'eau de l'Aa présente sur un certain nombre de points et surtout dans ses parties d'amont, des sections insuffisantes et telles, que son débit régulier est loin d'être en rapport avec celui de ses débouchés, même réduits aux pertuis d'évacuation actuellement disponibles.

Enfin l'expérience de l'automne et de l'hiver de 1870 et de 1871, pendant la durée des hostilités avec la Prusse, a prouvé de plus que tout ce système assurait dans de bonnes conditions pratiques, même sans le secours de l'écluse Vauban, les manœuvres d'eau pour la défense militaire aussi bien que celles des dessèchements de la vallée de l'Aa en temps de

paix. Nous ayons même reçu à ce sujet des remerciements tout spontanés des autorités du pays qui constatent très-exceptionnellement ces bons résultats.

Modifications et additions avantageuses à la suite de l'accident du 5 juillet 1868, approuvées et arrêtées par la décision ministérielle du 6 août 1868, et sanctionnées par un décret du 18 janvier 1871.

L'accident de l'écluse Vauban aura eu encore l'avantage de permettre de satisfaire aux améliorations que réclament les besoins de la batellerie et du commerce maritime mieux que ne l'aurait comporté la conservation de l'ancienne écluse Vauban combinée avec l'écluse 63 *bis*, telle que celle-ci avait été prévue primitivement par le décret du 5 juin 1861.

En effet, les décisions du 6 août 1868 et des 14 juillet 1870 et 25 janvier 1871, en approuvant les mesures prises d'urgence immédiatement après l'accident du 5 juillet 1868 et en autorisant le commencement de l'exécution de l'écluse 63 *bis* par la voie de la régie, avaient de plus indiqué les prescriptions suivantes :

1° Améliorer le projet primitif du barrage auxiliaire 63 *bis*, en y plaçant des portes de flot, de telle sorte que l'espace compris entre ce barrage, transformé ainsi en une véritable écluse, et l'écluse Vauban (63) à reconstruire le plus en aval possible, puisse servir de bassin à flot pour la navigation fluviale et maritime entre la rivière et le port d'échouage, sans crainte d'introduction d'eau salée dans le pays pendant la saison d'été ;

2° Organiser cet ouvrage, écluse 63 *bis* de manière à pouvoir au besoin assurer le passage de la route Nationale N° 40 sur cette écluse, afin de laisser libres pour le commerce les abords de la rivière du côté de la ville et de sauvegarder la route contre les inconvénients momentanés du passage d'un pont-tournant maritime, tel que sera celui du pertuis de navigation de la nouvelle écluse Vauban ;

3° Reconstruire l'écluse Vauban (63) en y comprenant un pertuis de navigation de 10^{m}00 de largeur, dont le radier sera établi à la profondeur convenable pour le passage en vives eaux de navires de 500 à 600 tonneaux, et de telle sorte que le débouché total soit de 18^{m}00.

Telles sont les modifications, très-avantageuses à tous les points de vue, qui se sont ainsi trouvées apportées au programme du décret du 5 juin 1861, par suite de l'accident survenu en 1868 à l'écluse Vauban.

Décret du 18 janvier 1871.

Le projet de réédification de cette écluse, dans les conditions qui précèdent, a été approuvé par décision ministérielle du 25 janvier 1871 ; et la dépense montant à. 1,000,000 fr. a été autorisée par un décret spécial en date du 18 janvier 1871 et par diverses décisions ministérielles successives.

Les travaux ont été aussitôt entrepris, pendant l'hiver et malgré la guerre, par la voie de la régie, vu l'impossibilité où l'on se trouvait alors de passer sérieusement une adjudication de cette importance. Aussitôt que les événements l'ont permis, on a procédé à l'adjudication, qui a été passée à Lille avec succès le 28 juin 1871 ; et les travaux ont depuis lors été poussés avec toute l'activité qu'ont permise les crédits y affectés et les difficultés créées par l'entrepreneur, dont l'entreprise a été résiliée par décision ministérielle du 6 juin 1874, les travaux étant achevés en régie à l'aide de soumissions partielles de divers tâcherons.

Dépenses au 31 décembre 1875

Les dépenses faites au 31 décembre 1874 et en cours d'exécution sur l'exercice 1875 s'élè-

veront à 1,812,955 46
pour l'ensemble des deux décrets du 5 juin 1861 et du 18 janvier 1871, savoir :

Sur le décret de 1861 et les décisions additionnelles 906,021 85

Et sur le décret du 18 janvier 1871 . . . . . 906,933 61

Les résultats des travaux d'améliorations ainsi exécutés peuvent se résumer ainsi :

1° Achèvement des ouvrages à exécuter par le service civil en amont de la fortification, pour assurer l'affectation définitive des fossés de la place de Gravelines à l'usage complet de réservoir de chasses, de réservoir d'appel pour les crues de l'Aa pendant le temps des hautes mers et d'émissaire d'évacuation pendant les basses mers ;

2° Achèvement des ouvrages à exécuter par le service militaire dans la traversée de la fortification pour atteindre le but ci-dessus défini ;

3° Achèvement des travaux exécutés d'urgence à la suite de l'accident de l'écluse Vauban comprenant les batardeaux qui ont sauvegardé le pays et entre lesquels ont été réalisés les travaux de construction de l'écluse 63 bis à l'amont du bassin à flot, dont la nouvelle écluse Vauban constituera l'écluse d'entrée à la mer ;

4° Démolition de l'ancienne écluse Vauban et reconstruction de la nouvelle, dont les maçonneries et les portes seront terminées cette année, ainsi que les déblais et tout le développement des revêtements des talus du bassin à flot (ces derniers ouvrages correspondant exclusivement au dernier décret du 18 janvier 1871) ;

5° Dépeuses annuelles et diverses de personnel, impressions, etc..., réglées conformément aux décisions ministérielles spéciales correspondantes.

Ouvrages restant à faire.

Les ouvrages restant à faire pour réaliser le programme du décret du 5 juin 1861, complété par la décision ministérielle du 6 août 1868, rendu à la suite de l'accident du 5 juillet 1868, et par le décret du 18 janvier 1871 s'élèveront désormais à la somme de . 93,067 fr. 00

En résumé tous les ouvrages approuvés antérieurement au décret du 18 janvier 1871 sont terminés : il ne reste plus qu'à terminer la reconstruction de l'Écluse Vauban et à régler les talus et le fond du bassin compris entre les écluses 63 et 63bis, pour réaliser à Gravelines les améliorations approuvées jusqu'ici relativement aux intérêts du dessèchement de la vallée de l'Aa, des chasses du port et de la navigation fluviale et maritime, pour ce qui concerne l'intérieur du port et la partie approuvée des projets présentés.

Ces travaux pourront être terminés en 1876, si les crédits sont suffisants.

Travaux complémentaires à prévoir suivant projets expédiés 31 mars 870

Mais avec le projet de réédification de l'Écluse Vauban se trouvaient les avants-projets relatifs à divers travaux annexes concernant la route nationale, les fossés de la place pour les chasses et les dessèchements, les magasins du service du port, la navigation fluviale et l'emménagement des rives du bassin à flot en exécution spontanée, appuyés d'une conférence en règle avec le service militaire et le service ordinaire et hydraulique du département.

Ces projets, expédiés à la date du 31 mars 1870, s'élevaient à une évaluation totale de . . . . . 1,121,000 f. 00
sur laquelle le décret du 18 janvier 1871 a compris seulement une première fraction de . . . . . 847,000 f. 00
de telle sorte qu'il reste encore . . . . . 274,000 f. 00
de dépenses à autoriser aussitôt que possible.

Ce sont, en fait, des dépenses d'intérêt purement civil et maritime.

Il restait donc à soumettre à la commission mixte l'ensemble ou au moins le complément des avants-projets dont il s'agit, pour assurer la solution des autres questions qui y sont traitées et les compléments de crédits nécessaires à leur exécution. Une première partie de ces questions, celle relative à la maison éclusière et aux magasins, a donné lieu à un projet de détail, avec conférence à l'appui, qui a été adressé à l'administration le 14 juin 1875.

Décret du 16 septembre 1867. — Avance de 788,000 fr. de la ville. (Loi du 20 mai 1868).

Indépendamment des travaux d'améliorations indiqués ci-dessus pour l'intérieur du port de Gravelines, un autre projet d'ensemble, montant à . . . . . 788,000 f. 00
a été présenté en 1861 et a donné lieu au décret du 16 septembre 1867 et à la loi de finances du 20 mai 1868, qui a autorisé la ville de Gravelines à faire à l'État les avances nécessaires à la prompte exécution des travaux.

Les ouvrages ainsi autorisés se résument comme suit :

L'organisation des moyens de halage pour l'entrée et la sortie du chenal et du port d'échouage ;

La construction de murs de quai dans le port d'échouage et le déplacement des chantiers de construction.

Dépenses au 31 décembre 1875

Les dépenses faites au 31 décembre 1875 s'élèveront approximativement
à la somme de . . . . . 617,000 f. 00
comprenant :

L'achèvement des travaux à exécuter pour réaliser les moyens de halage à l'est du chenal ;
Le commencement de ceux qui doivent assurer les moyens de halage à l'ouest du chenal ;
Le déplacement des chantiers de construction ;
Les acquisitions et installations de machines, matériel et magasins nécessaires à l'exécution des travaux autorisés au port de Gravelines ;
Le commencement de la construction de quais en bois dans le bassin Vauban, au lieu de quais dans le port d'échouage, conformément aux vœux des représentants du pays, qui ont été favorablement accueillis par une décision ministérielle récente en date du 17 avril 1875 ;
Et enfin les dépenses annuelles et diverses de personnel, impressions, etc..., réglées conformément aux décisions ministérielles spéciales correspondantes.

Dépenses restant à faire au 1er janvier 1876.

Les dépenses qui resteront à faire au 1er janvier 1876 pour l'épuisement des crédits autorisés par le décret du 16 septembre 1867, s'élèveront à environ . . . . . 171,000 f. 00
comprenant :

L'achèvement des moyens de halage pour l'entrée et la sortie du chenal et du port d'échouage ;

L'achèvement des quais dans le bassin Vauban.

Augmentation de dépenses à prévoir pour l'achèvemeut des améliorations décidées.

Il ne faut pas oublier que ce crédit ne sera pas suffisant pour terminer les travaux entrepris, ainsi qu'il résulte des comptes-rendus explicites fournis à cet égard au fur et mesure de la rédaction et de la présentation des projets de détail; et l'on peut dès à présent estimer à environ . . . . . 400,000 f. 00
l'augmentation totale à laquelle on doit s'attendre.

Situation des projets de détail.

Les projets de détail, pour l'exécution des ouvrages restant à faire, sont à peu près tous expédiés, de telle sorte que le service du port de Gravelines est en mesure d'assurer en temps opportun l'emploi des crédits, au fur et à mesure que l'État les ouvrira pour assurer l'achèvement des travaux approuvés et entamés.

Parmi les projets expédiés, les trois plus importants sont ceux des digues et jetées de l'Est et de l'Ouest du chenal et des quais du bassin à flot; ils donnent lieu ensemble à une augmentation d'environ . . . . . 300,000 f. 00
résultant de ce que, pendant la période de quinze ans qui s'est écoulée entre l'étude des avants-projets et l'exécution, les anciennes digues sur lesquelles devaient s'élever les nouvelles jetées n'ont pas pu être convenablement entretenues, faute de fonds d'entretien, et qu'il faut maintenant les refaire jusqu'à neuf en même temps que les travaux d'améliorations, auxquelles elles doivent servir de bases, et aussi de ce que les prix des matériaux et mains-d'œuvre se sont sensiblement élevés de 1860 à 1875.

Ce sont évidemment des circonstances auxquelles il fallait s'attendre, indépendamment des causes inhérentes aux phases critiques et désastreuses par lesquelles nous devions passer à la suite des guerres néfastes, étrangéres et civiles, qui ont désolé notre malheureux pays.

Rôle du service des ports maritimes au point de vue des intérêts et des manœuvres des dessèchements et de la navigation intérieure dans le Nord et le Pas-de-Calais.

Conditions générales.

C'est par les ports de Dunkerque et de Gravelines que se dessèchent les terrains watringués de l'arrondissement de Dunkerque, ainsi que la 7e section et une partie des 1re et 2e sections des Wattringues du Pas-de-Calais.

Dessèchements par le port de Dunkerque.

On peut admettre, approximativement que les 7/10 des eaux des terrains wattringués de l'arrondissement de Dunkerque arrivent dans les canaux de ceinture du port de Dunkerque par le canal de Bergues, qui dépend du service ordinaire de l'arrondissement et par l'écluse du Pont-Rouge qui dépend du service de ce port.

De là, cette fraction des eaux se rend à la mer par le canal de dérivation et l'écluse du Fort-Revers, dépendances du service du port.

Le reste des terrains wattringués de l'arrondissement de Dunkerque amène ses eaux par le canal des Moëres dans le sas octogonal, d'où elles se rendent à la mer par le canal de la Cunette et l'écluse du même nom, formant débouché de ce canal sur la rive droite du chenal, en face de l'écluse du Fort-Revers, disposée symétriquement comme embouchure du canal de dérivation de l'ouest sur la rive gauche du chenal.

L'écluse à sas octogonal, le canal et l'écluse de la Cunette dépendent du service du port.

Connexité des organes de dessèchements avec la navigation intérieure et les chasses.

Tous ces organes de desséchements servent aussi à la navigation intérieure pour assurer la communication des canaux français et belges entre eux, avec le port et les bassins.

Le tout est combiné, d'ailleurs, et les manœuvres sont constamment dirigées et réglées, de manière à faire servir tous ces canaux et écluses au dévasement et à l'entretien du port et du chenal, en remplissant d'eau salée tous les canaux et fossés dépendant du port, quand les eaux des crues du pays ne forcent pas, de telle sorte qu'en tout temps ils servent à faire des chasses, soit d'eau douces en temps de pluie, soit d'eaux de mer en temps de sécheresse.

Dessèchements par le port de Gravelines.

Le port de Gravelines sert principalement de débouché à la rivière d'Aa, par laquelle se dessèche la 7e section des Watteringues du Pas-de-Calais, constituée par les marais de St-Omer; il reçoit aussi une partie des eaux de la 1re section des Wattringues du Nord et une partie de celles des 1re et 2e sections des Wattringues du Nord et du Pas-de-Calais.

Les manœuvres des écluses de Gravelines sont délicates et réclament beaucoup de soin et de précision dans la direction journalière, comme celles de Dunkerque; mais la mesure appliquée depuis la fin de l'année 1867 sur notre demande, consistant à nous adresser chaque matin par le télégraphe la cote de l'Aa à St-Omer, nons permet maintenant de régler et diriger le service, de concert avec les ingénieurs de Dunkerque et de Calais, beaucoup plus sûrement et utilement qu'il n'avait été possible de le faire jusqu'alors.

D'après le système ainsi mis eu pratique, on avait passé les saisons d'hiver et la période des abaissements de niveau du printemps de 1868, sans entendre de plaintes d'aucun côté ni de la part de la navigation, ni de la part des représentants de l'agriculture ou des Watteringues.

Des mesures concertées de la même façon pendant l'été de 1868 nous avaient aussi permis de parer dans une certaine mesure, aux excés de sécheresse qui s'étaient produits; nous avions pu ainsi, avec le concours des ingénieurs ordinaires de Calais, St-Omer et de l'arrondissement de Dunkerque, aidés momentanément du secours des ingénieurs de la vallée de la Lys, empêcher l'abaissement du plan d'eau du pays wattringué d'atteindre à 0,30 près les limites qu'il avait atteintes en 1858, et par conséquent obvier un peu aux inconvénients graves qui en résultent dans tous les pays pour l'hygiène et la santé pnblique en même temps que pour la navigation intérieure.

Depuis la réorganisation du service spécial des ports, phares et balises du Nord, le même système a continué à fonctionner: chaque matin, le conducteur chargé de l'Aa à St-Omer, adresse la cote de l'Aa, prise à Saint-Omer à l'écluse du Haut-Pont, à l'ingénieur en chef des ports, résidant à Dunkerque, qui règle le service des manœuvres à la mer entre les in-

génieurs des ports de Dunkerque et de Gravelines, avec le concours des ingénieurs de Dunkerque et de Calais chargés du service hydraulique et de la navigation des canaux des Wattringues du Nord et du littoral du Pas-de-Calais.

On arrive ainsi à réaliser, en fait et partiellement, un peu plus d'unité qu'autrefois dans les manœuvres, du moins en ce qui concerne les Wattringues de la rive droite de l'Aa et la 7e section du Pas-de-Calais: et les intérêts du pays paraissent s'en bien trouver, tant en ce qui concerne l'expérience des sécheresses extraordinaires des étés de 1868 et 1874, qu'en ce qui concerne les résultats des crues sensibles que nous avons eues à évacuer pendant le printemps et l'automne de 1869 et surtout pendant l'hiver de 1872-73.

Manœuvres d'eau défensives pendant la durée de la guerre.

Les manœuvres et le tirage des eaux du pays, pendant la guerre, ont trouvé aussi dans cette unité de direction une garantie parfaite, qui nous aurait permis d'assurer l'inondation générale du pays à l'eau douce en peu de jours, si l'ennemi s'en était sérieusement approché. La délégation qui avait été donnée à cet effet à l'ingénieur en chef des ports par le colonel du génie nous laissait la certitude de tenir prêtes à tout instant toutes les mesures d'inondation générale à l'eau douce; et, par suite, nous avons pu passer toute cette période sans voir l'inquiétude et l'anxiété se répandre dans les campagnes, qui n'ont en effet prononcé aucune plainte en présence de la certitude que nous avons pu leur affirmer de ne pas les exposer à une inondation par l'eau de mer.

Considérations générales sur les conditions nécessaires à la bonne marche du service

La présence d'un ingénieur à Gravelines, avec un personnel et un service d'arrondissement bien organisés, ne contribue pas peu non plus; il faut le constater, à assurer la prompte et ponctuelle exécution des ordres envoyés de Dunkerque; et il est hors de doute, à cet égard comme à tous les autres points de vue, que cette création est très-avantageuse à tous les intérêts du pays et de l'État.

Le rôle du service des ports, dans ces questions fort complexes, s'est toujours réduit, sans contredit, à la manœuvre des organes de débouché à la mer, tant à Gravelines qu'à Dunkerque. Mais, pour remplir ce rôle aussi bien que possible, il était bon que l'ingénieur ordinaire du service des deux ports dans l'ancienne organisation, ou l'ingénieur en chef du service spécial des ports, dans celle qui a été rétablie en 1868, avec deux ingénieurs ordinaires, à Dunkerque et à Gravelines, fût instruit chaque jour du niveau régulateur d'Amont, et que l'on ne se bornât plus à transmettre ce niveau de temps en temps et sans régularité absolue aux éclusiers et agents en résidence à Gravelines, qui ne pouvaient agir que par inspiration momentanée et suivant des traditions routinières généralement erronées.

Il résulte de tout cet ensemble de manœuvres, tant à Gravelines qu'à Dunkerque, on le comprend facilement, une grande responsabilité et une sujétion de tous les instants, de nuit comme de jour, pour le personnel du service des ports.

C'est pourquoi, sans entrer dans les détails mixtes et complexes du fonctionnement et de l'organisation des canaux intérieurs qui sont en dehors de nos attributions, il est toujours néanmoins opportun de mentionner la part qui incombe au personnel des ports dans le service hydraulique des dessèchements et de l'alimentation des Wattringues de St-Omer et du littoral du Nord et du Pas-de-Calais, comme dans le service de la navigation intérieure de toute cette contrée.

Vœux émis par le Conseil général du département du Nord, dans sa session d'octobre 1874, et suites qui y ont été données.

1° Que les fonds d'entretien et de grosses réparations des ports de Dunkerque et de Gravelines soient portés à 500,000 fr. par an pour Dunkerque et à 100,000 fr. pour Gravelines.

L'acceptation par l'État des avances qui lui sont offertes par le Conseil général, de concert avec la Chambre de commerce de l'arrondissement et la ville de Gravelines, permettra de donner satisfaction à ce vœu, en ce qui concerne les grosses réparations. Les avant-projets correspondant à ces avances ont été expédiés le 30 novembre 1874; et déjà des adjudications sont passées ou des soumissions approuvées pour un ensemble de projets de détail approuvés, montant à environ 1,200,000 fr.

2° Que les facilités les plus grandes soient données à la formation des sommes destinées à activer l'achèvement des travaux d'améliorations.

Les avant-projets correspondant à une nouvelle allocation ont été présentés le 21 novembre 1874. On attend le résultat des études relatives à la quotité des taxes et les décisions du gouvernement pour connaître définitivement le montant de la nouvelle allocation, qui devrait être de 26 millions pour assurer convenablement les besoins de la région du nord et que l'on ne pourrait guère réduire au dessous de 15 millions sans prévoir la nécessité d'une nouvelle loi avant peu de temps.

3° Que les 2,000,000 qui seront prêtés par la Compagnie du Nord à la Chambre de commerce pour l'approfondissement et l'entretien de la passe d'entrée du port de Dunkerque soient dépensés dans le plus bref delai possible.

Un premier projet correspondant à ces travaux et montant à 910,000 fr. a été présenté le 10 octobre 1874, approuvé le 30 décembre suivant et adjugé le 8 février 1875. On attend la promulgation de la loi qui doit autoriser l'acceptation des avances offertes à l'État par le Conseil général et la Chambre de commerce, pour obtenir l'ouverture des crédits nécessaires et presser les entrepreneurs.

4° Que les travaux de construction de 500_m de quais en maçonnerie du nouveau bassin de l'Ouest soient mis en adjudication le plus tôt possible, et que des dispositions soient prises pour doter de quais ce bassin sur tout son pourtour.

Une longueur de 186m de quais, sur les 500m dont il s'agit, est en cours d'exécution. Le reste sera mis en adjudication et entrepris à l'aide de la nouvelle allocation dont on prépare les bases. Quant aux compléments des quais de ce bassin sur tout son pourtour, ils sont compris dans les projets du 21 novembre 1874; mais il faudrait porter l'allocation nouvelle non pas seulement à 15 mais bien à 18 millions, pour qu'il fût possible d'en assurer l'exécution en même temps que celle de la première partie des quais du bassin de l'Ouest.

5° Que les travaux de réparation de l'avant-radier de l'écluse du bassin des chasses soient poussés avec la plus grande vigueur.

C'est dans ce but qu'un batardeau général en sable en travers du goulet de l'écluse de chasse a été proposé, entrepris aussiôt après son approbation, et se trouve terminé depuis un mois. On exécute à la fois, à l'abri de ce batardeau, l'avant-radier de l'ancienne écluse et celui de la nouvelle écluse dite « du bastion 27, » dont le raccordement était indispensable au fonctionnement de chacune d'elles, prises séparement, comme des deux ensemble.

6° Que le port d'échouage soit élargi en aval de l'écluse à sas de la citadelle, jusqu'à l'entrée du bassin en construction.

7° Qu'à l'estacade de l'Est bordant le quai de l'Estran, il soit substitué un quai en charpente ou en maçonnerie à établir en arrière de cette estacade, de manière à constituer une gare d'évitement pour les navires qui fréquenteront le nouveau bassin.

Ces deux ouvrages sont compris dans l'ensemble des évaluations du détail estimatif du 21 novembre 1874, pour une somme totale d'environ 1,000,000. Ce sont des améliorations très-désirables, qui justifieraient d'autant plus l'opportunité d'admettre 20 ou 22 millions pour le montant de la nouvelle allocation.

8° Que l'on convertisse en chaussée de grande circulation la section voisine du chemin de contre halage à établir sur la rive gauche du canal de Bourbourg, en conformité du projet d'amélioration des voies navigables du bassin de l'Aa.

Cette question ne rentre pas dans les attributions du service maritime. Elle ressortit au service spécial des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais, dont la direction est à Douai.

9° Le Conseil a insisté pour l'exécution du pont à construire à côté du Pont-Rouge.

Le pont dont il s'agit était à établir sur l'extrémité Ouest de la portion du canal de jonction dite « Port-au-Bois. » Il devait être exécuté à frais communs entre la ville et l'Etat, dont la part devait être imputée sur les fonds du chapitre 14, 2e catégorie, 1re section du budget, fonds de grosses réparations. Les avances offertes par le Conseil général et la Chambre de commerce devant bientôt parer à l'insuffisance des ressources du budget sur cet article, on a procédé par anticipation, à l'adjudication de cet ouvrage le 25 janvier 1875; et les travaux sont en cours d'exécution, à l'aide de la part de la ville, en attendant celle de l'Etat qui ne pourra être faite qu'après la promulgation de la loi à intervenir pour autoriser le Ministère des Travaux publics à accepter les offres du Conseil général et de la Chambre de commerce.

Dunkerque le 26 juin 1875.

L'Ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussée chargé du service spécial des Ports, Phares et Balises du département,

A. PLOCQ.

PONTS-ET-CHAUSSÉES.

SERVICE SPÉCIAL DES VOIES NAVIGABLES DU NORD.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF

Sur la situation et les besoins du service des voies navigables du Nord au 1er juillet 1875.

Le service spécial des voies navigables comprend :

	Longueur totale.
Le canal de la Sensée	25 k. 04
La Scarpe moyenne	6 91
La Scarpe inférieure	36 15
Le canal de la Deûle	65 59
Le canal de Roubaix	19 06
La Lys	52 97
Les canaux d'Hazebrouck	24 65
Le canal de Bourboug	20 84
Le canal de la Colme	38 32
Le canal de Bergues à Dunkerque	8 09
Le canal de Dunkerque à Furnes	13 21
Le canal de Seclin	4 40
LONGUEUR TOTALE	315 k. 23

Renseignements généraux.

Aucun fait nouveau de quelqu'importance ne s'est produit depuis l'année dernière.

Les avants-projets des travaux qui doivent s'exécuter à l'aide des ressources départementales ont été approuvées par M. le Ministre des travaux publics, conformément à l'avis du Conseil général, des ponts-et-chaussées et de la commission mixte.

Ils ont été renvoyés au Conseil d'État dans les premiers jours du mois d'avril dernier pour servir à la préparation du décret déclaratif d'utilité publique. L'instruction n'est point encore terminée.

C'est seulement après que ce décret aura été rendu que le Gouvernement pourra saisir l'Assemblée nationale du projet de loi destiné à ratifier l'offre de concours du Conseil général.

Ainsi que l'annonçait mon dernier rapport, les travaux d'approfondissement du canal d'Aire à La Bassée ont été terminés l'année dernière. Depuis le 1er janvier 1875 les bateaux sont autorisés à circuler sur toute l'étendue de cette ligne avec un enfoncement de 1 m. 80. Des éboulements de berges rendent encore leur croisement difficile sur quelques points. Ces accidents étaient prévus et n'ont rien d'inquiétant. On exécute en ce moment les travaux de consolidation destinés à en prévenir le retour.

Le projet de règlementation du hâlage, présenté par les ingénieurs, a été soumis à l'examen du Conseil d'État et à reçu son approbation. Mais le décret qui doit sanctionner cette réforme importante n'est point encore rendu.

Mouvement de la navigation.

Le tableau suivant fait connaître le mouvement comparatif de la navigation en remonte et en descente pendant les trois dernières années. Le tonnage absolu indique la somme des marchandises chargées sur les bateaux. Le tonnage moyen qui permet une appréciation plus exacte de l'utilité respective des différentes lignes, est un chiffre fictif qui s'obtient en multipliant le tonnage réel de chaque bateau par la distance qu'il a parcourue et en divisant la somme de ces produits par la longueur totale du canal.

	TONNAGE ABSOLU.			TONNAGE MOYEN.		
	En 1872.	En 1873.	En 1874.	En 1872.	En 1873.	En 1874.
Canal de la Sensée.	749 181	734 357	849 601	571 825	621 945	796 665
Scarpe moyenne.	843 142	832 739	919 030	770 319	702 607	813 637
Scarpe inférieure	385 449	382 454	336 573	268 245	293 770	218 332
Canal de la Haute-Deûle.	1 674 839	1 770 432	1 663 872	854 546	907 463	863 495
Canal de Roubaix	88 888	88 887	57 160	34 396	34 640	18 133
La Lys.	349 259	381 137	407 254	149 978	169 170	208 575
Canaux d'Hazebrouck.	38 753	49 103	48 976	15 758	18 156	16 404
Canal de Bourbourg.	491 347	548 828	529 811	408 491	455 426	435 042
Canal de la Haute-Colme.	150 573	187 320	200 064	109 220	143 464	154 730
Canal de Bergues à Dunkerque. . .	87 512	109 104	115 631	86 711	107 852	113 844
Canal de Dunkerque à Furnes . . .	86 769	86 782	84 789	64 086	73 403	72 470
Canal de la Basse-Colme.	58 414	57 659	76 896	25 089	23 533	30 113
Basse-Deûle	479 416	467 710	522 662	215 976	222 303	290 701

Les frais d'entretien des lignes à la charge de l'État se sont élevés en 1874 à . 241 401,21
Ils sont couverts par les péages perçus à son profit en vertu du décret du 9 février 1867, lesquels ont donné un produit de 242 445,03

Si l'on tient compte de la stagnation générale des affaires pendant l'année dernière, on reconnaîtra que le mouvement commercial de l'ensemble du réseau est satisfaisant.

Les diminutions peu importantes d'ailleurs, que l'on constate sur la Deûle et sur le canal de Bourbourg sont dues à la fermeture de la ligne de Paris à Dunkerque pendant deux mois, par suite des travaux exécutés sur la canal d'Aire à La Bassée pour son approfondissement.

La différence considérable accusée pour le canal de Roubaix provient de ce que la navigation a été impossible pendant près de cinq mois par suite de la pénurie d'eau causée par la sécheresse exceptionnelle de l'été dernier.

Canal de la Sensée.

Le canal de la Sensée est l'une des meilleures voies navigables du réseau du Nord.

Il ne réclame aucune amélioration qui ne puisse être effectuée avec les ressources du budget ordinaire.

Son tirant d'eau est de 2 m.

Les portes d'amont de l'écluse d'Estrées et le déversoir du Moulinet sont en voie de reconstruction.

Le pont des Vaches établi sur le chemin de halage à la rencontre de la Sensée a été reconstruit l'annee dernère. Il a été établi de manière à permettre l'entrée des bateaux dans cette rivière. Il y a peu de choses à faire pour la canaliser jusqu'à Lécluse et il est probable qu'avant peu d'années ce sera un fait aecompli. Des industriels du Pas-de-Calais en sollicitent en ce moment l'autorisation.

Le canal de la Sensée est dépourvu de rivages pour le chargement et le déchargement des marchandises. C'est une lacune qu'il importe de combler. Le projet de cette amélioration a été approuvé par décision du 11 janvier 1873, mais il n'a encore été l'objet d'aucune allocation.

Scarpe moyenne.

On comprend sous cette dénomination la portion de la rivière comprise entre les canaux de la Deûle et de la Sensée.

Elle forme le lien du vaste et riche bassin houiller du Pas-de-Calais avec les vallées de l'Escaut, de la Somme, de l'Oise, de la Meuse et de la Seine. Par suite de cette destination, elle est devenue une ligne navigable de premier ordre.

Son état actuel laisse peu de chose à désirer.

Les portes de l'écluse de Lambres seront renouvelées cette année.

Aucun crédit n'a encore été accordé pour la construction d'un mur de quai dans le traversée de Douai entre les ponts du Rivage et de Tournai, dont le projet a été approuvé le 22 décembre 1868. Mais ce travail ne présente aucun caractère d'urgence, attendu que les murs de quai déjà existants dans la localité présentent un développement de plus de quinze cents mètres qui suffisent et au-delà des besoins du commerce.

Lors de la grande crue de 1872-1873, les caves des maisons qui bordent la rivière dans l'intérieur de Douai ont été inondées. Ces submersions ont été attribuées à un prétendu relèvement du niveau qui aurait été opéré pour faciliter le passage des bateaux prenant 1 m. 80 d'enfoncement. A la suite d'une longue instruction, ces réclamations ont été rejetées par décision ministérielle du

19 mai 1874, comme dénuées de tout fondement. Il a été reconnu que la situation des propriétés riveraines, loin d'avoir été aggravée par les transformations successives qu'à subies la voie navigables, ont été au contraire améliorées et que le dommage dont il s'agit doit être imputé à un cas de force majeure résultant de l'infiltration des nappes souterraines.

A cette occasion le Conseil général a demandé, dans sa dernière session, que sur cette rivière et spécialement dans la traversée de Douai, le niveau des eaux de navigation fût arrêté et fixé d'une manière invariable par des repères établis aux écluses.

Ces repères existent depuis longtemps, non seulement en amont des écluses, mais aussi à chacun des ponts de l'intérieur de la ville.

Leur position est réglée d'une manière invariable :

1° Pour le bief de Courchelettes, par l'arrêté du 28 juin 1850 ;
2° Pour le bief de Lambres, par l'arrêté du 1er juin 1875 ;
3° Pour le bief des Augustins, par l'arrêté du 25 mai 1875 ;
4° Pour le bief du Fort ; par l'arrêté du 9 mai 1875.

Ce dernier arrêté a été rendu en exécution d'une décision ministérielle du 6 avril 1875, confirmant celle du 19 mai 1874.

Quant aux arrêtés des 25 mai et 1er juin 1875, ils n'ont fait que reproduire les dispositions consacrées par des décisions anciennes en rapportant toutefois les points d'eau aux buscs des écluses qui sont moins exposés aux remaniements que les autres parties de ces ouvrages.

Scarpe inférieure

La Scarpe inférieure est concédée à une compagnie qui a été très-prospère jusqu'en 1860, mais qui est aujourd'hui à peu près ruinée.

Deux causes différentes ont contribué à bouleverser sa situation.

D'une part, le rachat par l'État, l'abaissement des droits et l'augmentation du mouillage du canal de la Sensée à la suite du traité de commerce. Ces différentes mesures ont eu pour résultat d'attirer dans cette direction une partie des bateaux qui suivaient autrefois la Scarpe pour se rendre de Mons à Lille.

D'autre part, le développement des houillères du Pas-de-Calais qui a diminué notablement sur les grands marchés de Lille et de Roubaix la consommatiou des produits similaires d'origine belge.

L'état d'entretien du canal se ressent de l'exiguité des recettes actuelles de la compagnie. Il faut reconnaître toutefois qu'elle fait le nécessaire pour que le passage des bateaux ne soit entravé sur aucun point et pour que le desséchement ne soit pas en souffrance.

Elle sollicite depuis plusieurs années le rachat de sa concession.

L'Administration n'a jamais caché qu'elle considérait cette mesure comme un acte de réparation et de justice. Mais de pareilles opérations sont le luxe des temps heureux. Il n'est pas en ce moment en son pouvoir d'y prétendre.

Quoi qu'il en soit, et comme ce n'est plus qu'à ses yeux qu'une affaire d'opportunité, elle a prescrit de mettre la question à l'étude pour satisfaire au vœu émis par le Conseil général dans sa dernière session.

Les ingénieurs s'en occupent activement. Mais, malgré des rappels réitérés, le concessionnaire

ne leur a pas encore fourni, à l'heure présente, les renseignements concernant le compte des recettes et des dépenses d'administration, qui sont nécessaires pour établir les bases du rachat.

Leurs propositions seront l'objet d'un rapport spécial et ils ne négligeront rien pour être en mesure de le soumettre au Conseil général dans sa session d'août.

Par décision du 16 octobre 1873, M. le Préfet du Nord, usant du droit qui lui appartient, en sa qualité de chef de la police administrative, d'exercer l'action publique, avait refusé de déférer au Conseil de préfecture des procès-verbaux dressés par les agents de la Commission de desséchement contre le concessionnaire pour violation des points d'eau réglementaires : ils ne lui avaient pas paru suffisamment justifiés, parce qu'on ne faisait la preuve d'aucun dommage causé.

Cette mesure a été déférée à la censure de M. le Ministre des Travaux publics par M. le Président de la Commission syndicale de desséchement et, sur l'avis du conseil général des ponts-et-chaussées, elle a été reformée par décision du 22 janvier 1875.

Le concessionnaire, de son côté, a interjeté appel de cette décision devant le Conseil d'État : son arrêt n'est pas encore rendu.

Des conflits étaient survenus entre la compagnie et les industriels au sujet des prises d'eau pratiquées dans la Scarpe. Ils ont été tranchés par la décision ministérielle du 5 mai 1875, qui a rectifié et complété celle du 4 septembre 1866, ainsi qu'il suit :

« Les autorisations de prises d'eau sur la Scarpe inférieure autres que les chûtes créées par l'établissement des écluses à sas seront accordées directement par l'Administration aux communes ou aux particuliers qui en feront la demande, les concessionnaires préalablement entendus dans leurs observations

» Lorsque ces prises d'eau seront de nature à affecter à un degré quelconque les intérêts du desséchement, la Commission administrative du syndicat sera consultée.

» Toutes les prises d'eau existantes ou à créer seront assujetties à une redevance qui sera perçue au profit des concessionnaires.

« Ces redevances seront réglées de gré à gré. En cas de désaccord, il sera statué par M. le Ministre des Travaux publics de concert avec le Ministre des Finances, sauf recours au Conseil d'État.

» Les usagers de prises d'eau existantes et non-valablement autorisées devront former, dans le délai d'un mois, une demande en autorisation de maintien de ces prises d'eau. Faute de quoi M. le Préfet pourra en prescrire la suppression. »

La même décision a aussi rejeté la prétention du concessionnaire de se faire reconnaître le droit exclusif de présenter à l'administration toutes les demandes en autorisation d'établissement d'ouvrages particuliers sur la rivière. Elle confère à M. le Préfet le pouvoir de statuer directement, sans l'astreindre à prendre l'avis du représentant de la compagnie.

Enfin une autre décision du 21 janvier 1875 a rejeté la demande présentée par le concessionnaire à l'effet de faire réviser le règlement de police de la Scarpe du 16 avril 1845, et de régler dorénavant les biefs par le point d'eau d'amont des écluses. Mais elle constate que dans la pratique une tolérance sur l'observation des niveaux prescrits par ce règlement est incontestablement nécessaire.

Toutes ces décisions sont attaquées par le concessionnaire devant le Conseil d'État. Mais, comme l'appel n'est pas suspensif, on entre dans une période de calme relatif dont il y a lieu de se féli-

citer parce que ces contestations incessantes absorbaient l'administration au détriment d'intérêts plus sérieux.

Canal de la Deûle.

Cette voie navigable, l'une des plus importantes du territoire français, laisse peu de choses à désirer dans la partie comprise entre Douai et l'écluse de la Barre, à Lille.

Mais il n'en est pas de même du reste de son cours. Le défilé des fortifications de Lille en particulier présente les obstacles les plus sérieux au passage des bateaux. Les radiers des barrages militaires de l'Esplanade, du pont du Ramponeau et de la voute du Petit-Paradis sont trop élevés. Le débouché de ce dernier ouvrage est insuffisant. La distance comprise entre sa tête aval et le mur de contrescarpe qui lui fait face n'est pas assez longue pour permettre le passage des grands bateaux. Le canal contournant toutes les saillies des bastions présente des courbes trop brusques. Ces difficultés sont encore aggravées par l'absence de chemins de halage et par suite de moyens de traction.

Tant qu'on n'y aura pas remédié, le canal de Roubaix sera comme s'il n'existait pas. Le frêt se maintiendra à un prix si élevé que les transports par eau ne pourront pas soutenir la concurrence du chemin de fer et qu'ils seront à peu près nuls.

Le projet destiné à faire disparaître ces entraves est terminé et sera prochainement expédié. Il comporte la création d'un canal de dérivation autour de Lille, de manière à affranchir les bateaux en transit de l'obligation de pénétrer dans cette ville. Si l'administration supérieure croit devoir le prendre en considération, il sera soumis aux enquêtes qui aux termes de la loi du 3 mai 1841 doivent précéder les expropriations.

Le rapport des ingénieurs établira que la rectification est à tous les points de vue la combinaison la plus avantageuse; que l'écluse à construire coûtera non pas dix-huit cent mille francs, mais cent quarante mille francs; que le projet est favorable à la défense; qu'il ne compromet en rien la salubrité des canaux intérieurs de la ville de Lille; qu'il donnera de nouvelles facilités au commerce local; que la ville n'a aucun titre pour s'opposer au déplacement de la ligne de transit; qu'en effet elle n'a contribué en rien aux dépenses faites par l'État en vertu du décret du 3 août 1862 pour l'amélioration de la Deûle; que la ville de Roubaix au contraire a supporté une lourde charge pour être dotée d'une voie navigable et que le Gouvernement est obligé, tout au moins moralement, à faire le nécessaire pour que ces sacrifices ne restent pas stériles.

Il serait inutile de développer ces considérations dont plusieurs échappent d'ailleurs à la compétence du Conseil général. Le débat ne pourra s'ouvrir utilement que si l'administration supérieure approuve le projet en principe et après que les parties intéressées auront présenté leurs observations.

Canal de Roubaix.

Les travaux entrepris en vertu du décret du 1er juillet 1861 pour l'achèvement du canal de Roubaix seront complétement terminés dans quelques mois.

Des difficultés soulevées par le génie militaire ont empêché d'entreprendre l'année dernière la construction du bâtiment des machines d'alimentation. C'est seulement le 22 mars dernier que ces travaux ont pu être adjugés. L'insuffisance du crédit affecté à cette entreprise ne permettra pas de la pousser avec l'activité qu'elle comporte et de la terminer dans cette campagne.

Au surplus, et comme on l'a dit plus haut, la mise en exploitation du nouveau canal n'offre quant à présent qu'un médiocre intérêt. Tant que la Deûle n'aura pas été améliorée, le canal de Roubaix ne rendra aucun service au commerce.

Cette amélioration entraînera, quoiqu'on fasse, une dépense de sept à huit cent mille francs. Il est regrettable qu'elle n'ait pas été comprise parmi les travaux à exécuter au moyen des avances du département, ainsi que l'auteur de la proposition l'avait demandé dans le début. Les ressources du budget des Travaux Publics sont en effet tellement restreintes qu'il est à craindre que sa réalisation soit fatalement condamnée à d'assez longs ajournements.

Des contestations nombreuses sont engagées entre l'État et la ville de Roubaix, concessionnaire du vieux canal, au sujet de leurs obligations réciproques. A cette occasion le Conseil général a demandé dans sa dernière session qu'elle soit exonérée des dépenses de restauration qui ont été mises à sa charge par une décision du 28 juillet 1874. Il lui a paru qu'il ne serait pas équitable de laisser à sa charge exclusive des travaux dont elle ne sera pas seule à recueillir les fruits.

Son avis eut peut-être été différent si la situation lui avait été mieux connue.

Voici ce qu'écrivait le chef de la municipalité à M. le Ministre des travaux publics le 11 octobre 1851 au moment du rachat de la concession :

« En reprenant le canal, il incombe à la ville de le mettre en état, car elle ne peut laisser les berges écroulées, le lit envasé, les écluses et les ponts endommagés..... Elle aura intérêt et devoir de maintenir sa propriété en bon état d'entretien : *elle saura le faire largement ainsi qu'il convient à une ville qui n'a pas le lucre pour mobile.* Elle maintiendra le tirant d'eau par des travaux soutenus de dragages, etc., etc. »

On sait ce qu'il est advenu de ces promesses.

La ville a laissé le canal dans l'état d'abandon le plus complet. Elle ne s'est occupée que d'encaisser les recettes pour les affecter à la création de boulevards et d'autres travaux municipaux. Ses comptes établissent que, déduction faite des dépenses de toute nature, elle a gagné dans son exploitation plus de quatre cent mille francs.

Peut-elle raisonnablement se poser en victime parce qu'on lui demande aujourd'hui une somme de 160,000 fr. pour réparer en partie les conséquences de sa mauvaise gestion?

Le Conseil général a aussi demandé qu'on entreprît le curage de l'ancien canal de manière à le rendre accessible aux bateaux du plus fort enfoncement.

Le projet présenté à cet effet par les ingénieurs a été approuvé le 27 février 1875. La dépense est évaluée à 210,000 fr.

Il n'a encore été l'objet d'aucune allocation.

La Lys.

Le trafic de cette ligne est, depuis plusieurs années, en voie de progression continue. Il est dû principalement au développement considérable que prend l'industrie dans la ville d'Armentières.

Un décret du 1er avril 1873 a autorisé l'ouverture d'une dérivation dans cette localité. La dépense s'élève à 210,500 fr. Un premier credit de 30,000 fr. avait été alloué sur l'exercice 1874 pour cet objet. Mais les délais qu'entraînent les expropriations n'ont pas permis d'en faire emploi. Un nouveau crédit de même importance a été ouvert sur l'exercice courant. Il est vraisemblable qu'il ne suffira pas pour solder les acquisitions de terrains. On ne peut donc songer à mettre la main à l'œuvre cette année.

L'avant-projet d'augmentation du tirant d'eau a été approuvé en principe par une décision du

24 juillet 1871. Lors des enquêtes auxquelles il a été soumis, diverses modifications ont été proposées.

M. Rommel, qui exploite à Merville une distillerie très-importante, a demandé qu'on exécutât sur la partie de la Bourre comprise entre son établissement et le confluent de la Lys, c'est-à-dire sur une étendue d'environ un kilomètre, les travaux nécessaires pour permettre aux grands bateaux prenant 1 m. 80 d'enfoncement d'accéder jusqu'à chez lui. On ne saurait contester ni l'utilité de ce travail, ni la légitimité des raisons que fait valoir à l'appui de sa demande cet industriel qui paie annuellement plus de 2,500,000 fr. de droits au gouvernement. Mais comme il s'agit, dans l'espèce, de l'amélioration d'une ligne de second ordre, qu'elle ne doit être abordée qu'à l'époque encore très-éloignée où la restauration des grandes artères sera achevée, et que ce travail n'intéresse exclusivement que M. Rommel, il est vraisemblable que l'administration supérieure ne l'autorisera qu'autant qu'il participera, dans une large proportion, aux charges de son exécution.

Par une délibération en date du 14 juin 1873, le conseil municipal de Merville a demandé qu'il soit ouvert, en dehors de l'agglomération, un nouveau lit pour le passage des bateaux, l'ancien restant affecté uniquement à l'écoulement des eaux et à la desserte du commerce local. Cette combinaison se recommande par des avantages incontestables. Le tracé actuel de la rivière, dans la traversée de Merville, est en effet très-défectueux. Il existe en amont du pont de la route départementale N° 9 un coude brusque qui en rend l'accès difficile. Cet ouvrage n'a qu'un débouché insuffisant. Le lit de la rivière lui-même est trop étroit. Il en résulte que, lorsque les eaux sont un peu abondantes, il se forme un courant violent qui gêne la remonte des bateaux. Enfin le halage s'opère sur des passerelles en charpente d'un entretien fort dispendieux.

J'ai appuyé cette rectification auprès de l'administration. Sa décision n'est pas encore rendue.

On a aussi demandé, lors de l'enquête, que la décharge d'Houplines soit reportée à 300 mètres environ en amont de sa position actuelle. — Il est incontestable qu'elle est maintenant mal placée, en ce qu'elle prend en flanc les bateaux au moment où ils vont entrer dans l'écluse et gêne leur manœuvre. Mais il est difficile d'admettre la convenance du nouvel emplacement qu'on voudrait lui assigner. L'ouvrage devrait, en effet, s'exécuter sur le territoire belge et son établissement, comme ses réparations ultérieures, aggraveraient encore les complications auxquelles donne lieu l'application du traité conclu avec les Pays-Bas, le 28 mars 1820, pour la restauration des ponts à l'usage commun des deux nations. On remédiera plus économiquement et d'une manière aussi efficace à l'inconvénient signalé en reportant à 100 mètres environ en aval le débouché de la décharge; il ne saurait résulter de cette modification aucun dommage pour l'usine d'Houplines. Dans tous les cas, le droit du propriétaire se résoudrait en une indemnité.

Les projets suivants ont été approuvés, mais n'ont encore reçu aucune allocation.

1° Défense des berges entre Aire et Merville. — Décision approbative du 4 août 1873. — Montant de la dépense : 18,000 fr.

2° Reconstruotion de diverses passerelles de halage. — Décision approbative du 16 décembre 1873. — Montant de la dépense : 24,000 fr.

Canaux d'Hazebrouck.

Le Conseil général a demandé, dans sa dernière session, que l'on procédât à l'exécution du projet de dérivation de la Bourre, non navigable, en aval de l'écluse du Grand-Dam.

Le projet définitif de cet ouvrage vient d'être terminé et sera adressé sous peu de jours à l'Aministration.

Il sera compris dans le budget de 1876, s'il a été approuvé en temps opportun.

Canal de Bourbourg.

Le canal de Bourbourg est l'un des plus importants du département du Nord par la communi cation qu'il établit entre Paris, Lille et la mer.

La cunette présente généralement la largeur règlementaire de 10 mètres, excepté cependant entre Bourbourg et Coppenaxfort, où cette largeur se trouve réduite à 9 mètres et même à 8 m.

Le mouillage devrait toujours présenter 1 m. 65 au moins de profondeur. Mais il n'en est pas ainsi. Pendant les grandes sécheresses, les waeteringues opèrent des tirages qui le réduisent sensiblement, et ces manœuvres apportent alors dans le service de la navigation la plus grande perturbation. D'un autre côté, les tirages à la mer, par l'écluse de Gravelines, font baisser les eaux de l'Aa en amont de l'écluse du Guindal et interdisent ainsi pendant plusieurs heures et quelquefois pendant plusieurs jours, l'accès du canal de Bourbourg aux bateaux prenant l'enfoncement légal de 1 m. 50.

Le projet de restauration de la ligue de Lille à Dunkerque, qui vient d'être approuvé par l'Administration, mettra dorénavant cette voie navigable à l'abri de ces graves inconvénients. Le plafond, en effet, sera creusé jusqu'à 2 m. en contrebas du niveau le plus bas que produisent les tirages ou les prises d'eau.

Ainsi qu'il a été dit précédemment, les travaux seront entrepris au moyen de l'avance faite à l'État par le Département, aussitôt que la loi, ratifiant cette offre de concours, aura été votée par l'Assemblée nationale.

Le Conseil général a émis le vœu que la largeur du chemin de contre-halage, aux abords de Dunkerque, fût porté à 12 ou 15 mètres au lieu de 8, afin de donner de larges débouchés aux propriétés riveraines. Il sera tenu compte de ces convenances en cours d'exécution, si toutefois les intéressés consentent à supporter l'excès de dépense qui en résultera, ainsi que l'a décidé M. le Ministre des Travaux publics pour un élargissement analogue opéré à Armentières le long de la dérivation de la Lys.

Canal de la Haute-Colme.

Comme toutes les voies navigables de l'arrondissement de Dunkerque, le canal de la Haute-Colme est un émissaire du desséchement des Wateringues du littoral. Les tirages opérés pour l'écoulement des eaux déterminent des abaissements de niveau et des courants qui gênent la navigation. Mais ces inconvénients se produisent sur une échelle beaucoup moins grande que pour le canal de Bourbourg. — C'est là ce qui explique l'importance que conserve le canal de la Haute-Colme comme ligne de transit, malgré les défectuosités de ses ponts et de ses écluses.

L'amélioration de ces ouvrages qui n'entraînera pas de frais bien considérables est actuellement en voie de réalisation.

La reconstruction du pont de L'Abesse vient d'être terminée; une arche de décharge a été établie pour suppléer à l'insuffisance du débouché des eaux en temps de crue, défaut général de tous les ponts du canal de la Colme sans exception.

Le canal n'a que 6^{m}. 00 de largeur en plafond. — Le croisement des bateaux n'est possible que dans des gares espacées moyennement de deux kilomètres. — Il a été reconnu nécessaire de les multiplier pour la commodité du service. Cette amélioration qui entraîne une dépense de 33,000 fr. est en cours d'exécution.

Canal de la Basse-Colme.

On désigne sous cette dénomination la partie comprise entre la ville de Bergues et la frontière de Belgique. Ce canal n'a qu'une utilité restreinte et locale et sert exclusivement au transport des engrais et des matériaux de construction. Il est dans un état de navigabilité en rapport avec son importance.

Avant 1870 le prolongement du canal sur le territoire belge était tellement envasé qu'il n'était praticable que pour les bateaux de 0m. 60c. à 0m. 70 d'enfoncement. — Il a été curé en 1870 principalement en vue du desséchement. Depuis lors les bateaux qui se rendent de Bergues à Furnes peuvent prendre une immersion de 1 m. 20.

Il est sans utilité de pousser plus loin cette amélioration. Le canal de Dunkerque à Furnes, qui prolonge la ligne de Paris à la mer du Nord, est la voie naturelle des échanges entre la France et la Belgique le long du littoral et elles n'ont pas assez d'importance pour motiver une double voie entre Watten et Furnes.

La reconstruction du pont Lacroix qui est situé au confluent de la Becque d'Hondschoote vient d'être terminée.

Le Conseil général a demandé, à plusieurs reprises, l'amélioration des abords du port d'Hondschoote, les sinuosités excessives du lit, comme le défaut de hauteur et de largeur du pont de la Brasserie s'opposent en effet à ce que les grands bateaux puissent y accéder. Le projet a été approuvé le 31 août 1874. Mais, malgré les instances de M. le Préfet, il n'a encore été l'objet d'aucune allocation.

Canal de Bergues à Dunkerque.

Ce canal reste dans de bonnes conditions de navigabilité.

Les manœuvres d'eau opérées pour le desséchement du pays, pas plus que la pénurie d'eau en temps d'étiage, n'ont d'effet nuisible sur la marche des bateaux, ce qui provient de ce qu'il a un mouillage de deux mètres et qu'il n'est parcouru que par des bateaux ayant un enfoncement maximum de 1 m. 50.

Aucun projet n'est à l'étude. Il n'y a de vraiment utile que celui qui aurait pour but d'assurer la continuité du halage dans la traversée de Bergues. Mais la question est subordonnée au parti que l'on prendra pour l'amélioration de la Haute-Colme dans la traversée des fortifications de cette ville.

Canal de Dunkerque à Furnes.

A la suite des plaintes formulées per le Conseil général sur le mauvais état d'entretien de cette voie navigable, des démarches ont été faites auprès du Gouvernement belge afin qu'il entreprît, sur son territoire, les améliorations concertées en 1866 entre les deux pays. Par dépêche du 11 mai 1875, M. le Ministre des Travaux publics a informé M. le Préfet qu'elles avaient eu un résultat satisfaisant. — Le concessionnaire de la partie française n'ayant plus de raison plausible pour se soustraire à l'accomplissement de ses obligations, va être mis en demeure de les remplir. — Mais il est probable qu'il préférera encourir la déchéance.

Canal de Seclin.

Une décision ministérielle, du 3 juin 1875, a admis en principe la cession pure et simple, à l'État, du canal de Seclin, conformément à la délibération prise par l'assemblée générale des actionnaires dans la séance du 22 juin 1874.

Mais, avant de présenter au Conseil d'État le décret qui doit consacrer cette mesure, M. le Ministre a demandé que l'on produisît : 1° l'état descriptif des ouvrages d'art du canal, dressé

conformément à l'article 16 du cahier des charges ; 2° un extrait des statuts établissant la validité de la délibération de l'Assemblée générale.

Par dépêche du 9 juin, M. le Préfet a invité la compagnie à lui faire parvenir ces documents sous bref délai.

Vœux du Conseil général.

Les détails qui précèdent suffiront pour édifier le Conseil sur la suite donnée ou à donner aux vœux qu'il a émis dens sa dernière session.

Douai, 1er juillet 1875.

L'Ingénieur en Chef,

BERTIN.

SERVICE SPÉCIAL DE LA NAVIGATION
ENTRE LA BELGIQUE ET PARIS.

CANAL DE MONS A CONDÉ. — RIVIÈRE DE L'ESCAUT. — CANAL DE St.-QUENTIN. — SAMBRE FRANÇAISE CANALISÉE ET CANAL DE JONCTION DE LA SAMBRE A L'OISE.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

INDICATIONS SOMMAIRES.

Les grandes lignes navigables qui mettent les bassins houillers de Mons, d'Anzin, du Pas-de-Calais et de Charleroy en communication directe avec Paris, occupent dans le département du Nord une étendue de $161^{k}\ 819^{m}$ ainsi répartie.

1° Ligne de Mons a Paris.

Canal de Mons à Condé, entre la frontière belge et Condé . .	$5^{kil.}\ 058^{m.}$
Rivière de l'Escaut (partie comprise entre Cambrai et la frontière belge), par Valenciennes, Condé et Mortagne. . . .	63 065
Canal de Saint-Quentin, partie comprise entre Cambrai et la limite des départements du Nord et de l'Aisne.	26 048
Total dans le département du Nord	$94^{kil.}\ 171^{m.}$

2° Ligne de Charleroi a Paris.

Rivière de Sambre, partie comprise entre la frontière belge (près de Jeumont) et Landrecies par Maubeuge.	$54^{kil.}\ 446^{m.}$
Canal de jonction de la Sambre à l'Oise (partie comprise entre Landrecies et la limite des départements du Nord et de l'Aisne).	13 202
Total dans le département du Nord	$67^{kil.}\ 648^{m.}$

L'ensemble de ces deux lignes donne $94^{k}\ 171 + 67^{k}\ 648 = 161^{k}\ 819$.

Le canal de Mons à Condé, la rivière de l'Escaut et le canal de St-Quentin, sont entre les mains de l'État.

La rivière de la Sambre et le canal de jonction de la Sambre à l'Oise, ont été concédés à deux compagnies anonymes qui les exploitent.

Travaux d'entretien.

Canal de Mons a Condé.

Le canal de Mons à Condé est en bon état d'entretien ; le crédit dépensé en 1874 a été, par mètre courant, de $\frac{9,563 \text{ f. } 18 \text{ c.}}{5,058 \text{ »}}$ ou 1 f. 89 c., celui de 1875 est de 10,000 f. ou de 1 f. 97 c. par mètre courant.

Rivière de l'Escaut.

Le lit de l'Escaut est sujet à de fréquents envasements produits par les apports de ses affluents, entre autre de la Hayne, grossie de l'Hogneau, dont l'embouchure est à l'amont de Condé. La plus forte partie du crédit d'entretien est absorbée par des dépenses de curage qu'il est impossible d'ajourner, sans quoi la libre circulation des bateaux serait entravée. Cet état de choses empêche d'appliquer, au maintien des berges, tous les moyens de défense qu'elles motiveraient. Les rives formées d'une terre friable, exposées au frottement des bateaux vides, corrodées par le batillage incessant qu'occasionne une circulation exceptionnellement active, réclament impérieusement des travaux de consolidation que l'insuffisance du crédit d'entretien fait ajourner. Les ouvrages d'art souffrent aussi de l'absorption des ressources de la rivière par les curages. Le crédit d'entretien était, en 1874, de $\frac{107,025 \text{ f. } 50 \text{ c.}}{63;065 \text{ »}}$ ou de 1 f. 70 par mètre courant; il serait indispensable de le porter à 125,000 f. ce qui ferait ressortir l'entretien du mètre de rivière à $\frac{125000 \text{ »}}{63065 \text{ »}}$ ou 1 f. 98 c.

Canal de Saint-Quentin.

Le canal de St-Quentin est en bon état d'entretien. Les berges qni étaient naguère corrodées par le frottement des bateaux vides, ou dégradées par les coups de gaffe des mariniers, ont été revêtues, sur toute l'étendue de la rive de halage, de perrés ou muretins en briques. La cunette a été purgée des vases qui l'emcombraient et les étroits de Noyelles et de St-Vaast ont disparu.

Le crédit d'entretien montait, en 1874, à $\frac{57.800 \text{ f.}}{26.048 \text{ »}}$ ou 2 f. 22 par m. courant; il est en 1875 de $\frac{56.500 \text{ f.}}{26.048 \text{ »}}$ ou de 2 f. 16.

Travaux en cours d'exécution.

Les travaux en cours d'exécution imputés sur les fonds de grosses réparations, ou de 2e catégorie, sont ainsi repartis avec les crédits qui leur ont été alloués, en 1875.

RIVIÈRE DE L'ESCAUT.

1° Reconstruction du vannage de l'écluse de décharge du faubourg de Paris à Valenciennes	1,145fr.	34c.
2° Reconstruction du pont-levis de Mortagne	6,000	»
3° Reconstruction et exhaussement du tablier du pont du Mouton-Noir, à Valenciennes.	30,000	»
4° Curage du bief d'Antoing.	15,000	»
5° Curage du bief d'Iwuy	8,000	»

CANAL DE SAINT-QUENTIN.

6° Curage en amont de 12 écluses du canal de Saint-Quentin. . .	8,910	38
Total	69,055fr.	72c.

1° La reconstruction du vannage de l'écluse de décharge du faubourg de Paris, à Valenciennes, est terminée.

2° Les travaux de reconstruction du pont-levis de Mortagne sont terminés.

3° L'adjudication des travaux de reconstruction et d'exhaussement du tablier du pont du Mouton-Noir, à Valenciennes, a eu lieu le 26 avril 1875.

Les dépenses à faire montent à 42,675 f. 28 y compris une somme à valoir de 4,220 f. 53. Il serait urgent que ces travaux fussent terminés, dans le courant de cette année, afin de rendre, à la circulation très-active de Valenciennes à Anzin ce pont qui fait partie de la route Nationale N° 45, de Marle à St-Amand et à Tournay, ce qui exigerait le créditement supplémentaire de 9,000 f. pour payer tous les travaux en 1875, sauf la retenue de garantie.

4° L'adjudication des travaux de curage du bief d'Antoing a eu lieu le 10 mai 1875. Le montant des dépenses à faire est de 29,971 f. 22 c. y compris une somme à valoir de 3009 fr. 40 c. Le crédit de 15,000 f. alloué en 1875 permettra d'exécuter les travaux les plus indispensables, dans le courant de cet exercice. Il sera très-utile que le dragage soit complètement terminé en 1876.

5° Le curage du bief d'Iwuy a été approuvé par décision ministérielle du 16 février 1875; il a été confié au sieur Décarpigny, entrepreneur des travaux d'entretien, qui a présenté une soumission acceptée par arrêté préfectoral du 1er mars 1875. En raison de leur urgence ces travaux dont le montant total est de 9,635 f. 39 c. sont poussés avec activité, et seront prochainement terminés.

6° Le curage en amont de 12 écluses a été approuvé par décision ministérielle du 13 octobre 1874. Les travaux ont été confiés au sieur Gamez, entrepreneur des travaux d'entretien, qui a présenté une soumission acceptée par arrêté préfectoral du 11 janvier 1875. Ces travaux, dont le montant est de 9,800 f., sont poursuivis avec activité et seront terminés pendant cette campagne.

Travaux approuvés et à projeter.

Rivière de l'Escaut.

1° *Construction d'un aqueduc sous la culée gauche du pont tournant de Selles.* — Le chenal, entre les culées du pont tournant de Selles, présente un largeur de 5m 20 et une profondeur de 2 m. Les bateaux qui ont une largeur de 5m et tirent 1m 80 d'eau, ont la plus grande peine à vaincre le courant lorsqu'ils franchissent, à la remonte, cet étroit passage. Il y a plus, si le passage a lieu au moment où l'on vide le sas de Cantimpré, le mouvement est complètement arrêté, et le bateau est contraint de s'amarrer et d'attendre que le courant, ayant un peu faibli, lui permette de reprendre sa marche. Il serait très-utile de remédier à cet état de choses, par la construction d'un aqueduc sous la culée gauche du pont-tournant de Selles, qui permettrait l'écoulement latéral de l'eau.

La remonte des bateaux serait alors activée et l'interruption de la circulation des voitures serait moins longtemps entravée. Cet aqueduc réaliserait la même amélioration que celle qui est due à la construction d'aqueducs latéraux aux 17 écluses du canal de Saint-Quentin, entre Cambrai et le Bosquet, afin de faciliter l'entrée, dans le sas des écluses, des bateaux qui remontent le canal.

Le projet des travaux a été approuvé par décision ministérielle du 4 décembre 1872, mais jusqu'alors, des fonds n'ont pu être crédités pour son exécution. La dépense prévue s'élève à 10,000 fr.

2° *Achat d'un matériel de dragage à vapeur.* — Les envasements fréquents de la voie navigable, sur certains points, particulièrement sur l'Escaut, rendent indispensable l'achat d'un matériel de dragage à vapeur. Il sera présenté prochainement, à l'administration supérieure, des propositions dans ce sens. Si elles sont agréées, le service se trouvera doté d'une drague avec 10 pontons en tôle, et tous les agrés nécessaires. La dépense s'éléverait à 80,000 fr.

3° *Construction d'une maison éclusière au Pont-Malin.* — La maison éclusière du Pont-Malin n'a jamais été construite. L'agent, chargé de la manœuvre, est logé dans la baraque qui a servi aux travaux de l'Escaut; il est indispensable de lui construire une maison convenable. Un projet est actuellement à l'étude et va être présenté à l'administration supérieure. Le montant présumé des dépenses est de 11,000 fr.

4° *Construction d'une maison pontière au pont-levis de Bouchain.* — Le pontier, attaché au pont-levis de Bouchain, n'a pas reçu de logement de l'administration. Il est obligé de louer aux Domaines un corps de garde, et il n'y trouve qu'un abri peu salubre, incommode et très-éloigné de son poste. L'administration de la guerre a fait, au service des Ponts-et-Chaussées, la concession temporaire d'un terrain dépendant du bastion N° 23, pour y construire une maison pontière. Le projet sera présenté dans peu de temps l'administration; le montant présumé des dépenses est de 11,000 fr.

5° *Construction d'une passerelle de halage à l'aval de l'écluse de la Folie.* — La passerelle actuelle, située à l'embouchure du vieil Escaut, en aval de la Folie, est presque perpendiculaire au chemin de halage, ce qui offre un grand inconvénient. Comme elle est arrivée à la limite de sa durée, elle ne sera pas reconstruite et sera remplacée par un ouvrage que l'on établira, en prolongement du chemin de halage, à l'endroit même où le Vieil-Escaut se jette dans l'Escaut navigable. Le montant présumé des dépenses est de 12,000 fr.

6° *Reconstruction de la passerelle de halage établie au confluent de la Hayne et de l'Escaut, à Condé.* — Cette passerelle est arrivée à un état de vétusté si complet qu'il n'est plus possible d'en retarder davantage la reconstruction. Un projet est actuellement à l'étude et sera présénté prochainement. Le montant présumé des dépenses est de 20,000 fr.

7° *Restauration du pont-levis du Sarteau.*— Le pont-levis du Sarteau, situé sur la rivière de l'Escaut, est arrivé à la limite de son existence. Un arrêté préfectoral du 17 mars 1875 en a prescrit la démolition pour éviter les dangers qu'il fait courir à la sécurité publique. Un projet de restauration de cet ouvrage a été étudié et présenté à l'approbation de M. le Préfet le 12 juin 1875. Le montant des dépenses, à la charge des intéressés, est de 6,652 fr.

Canal de Mons a Condé.

8° *Reconstruction du pont fixe établi sur la Hayne à Saint-Aybert.*— Le pont fixe établi sur la Hayne à Saint-Aybert, dont les charpentes sont usées, demande à être reconstruit. Un projet est à l'étude et sera prochainement présenté à l'Administration. Le montant présumé des dépenses est de 4,000 fr.

9° *Curage de la rivière de la Hayne, entre Condé et la frontière belge.*— La rivière de la Hayne est fortement envasée, sur tout son parcours, sur le territoire français. Il est indispensable de procéder au curage de cette rivière pour en restreindre les débordements en temps de crue et y faciliter la circulation des petits bateaux qui la parcourent, au moment des transports des betteraves. Le montant présumé des dépenses est de 30,000 fr. Tous les produits de la Hayne, entre son embouchure à Condé et l'écluse de Thivencelles, tels que produits de la pêche, récolte des herbes des francs-bords, vente des arbres, sont perçus par l'Administration de la guerre ; il serait dès-lors légitime qu'elle supportât les frais auxquels donne lieu l'entretien de la Hayne, dans ces limites, notamment ceux qui sont causés par le curage de cette rivière.

En présence du refus du génie militaire de les prendre à sa charge, la question va être instruite conformément au décret du 16 août 1853.

Canal de Saint-Quentin.

10° *Exhaussement de la digue de halage du bief de Vaucelles.* — Cette digue, sur une étendue de 2,191 mètres, n'offre, au-dessus du plan d'eau règlementaire, qu'une surélévation de 0m.23. C'est tout-à-fait insuffisant, et les variations de niveau produites, soit par l'effet du vent, soit par celui des éclusées, font parfois déverser l'eau par-dessus la digue. Ces acci-

dents qui ont lieu, malgré toute la surveillance qu'on y apporte, sont extrêmement dangereux. Le canal est, en cet endroit, en remblai fort élevé, et la rupture de la digue pourrait entraîner les conséquences les plus funestes. Un projet a été dressé pour éviter de telles éventualités. Son montant en est de 28,000 fr.

11° *Exhaussement des ponts.* — Depuis que le tirant d'eau de la voie navigable, entre la Belgique et Paris, est porté à 2 mètres, plusieurs ponts du canal de Saint-Quentin n'avaient plus un debouché aérien suffisant pour le passage des bateaux. Un projet, montant à 198,000 fr., a été approuvé le 11 juillet 1870 pour relever 16 ponts, en substituant, à leurs voûtes trop basses, des tabliers métalliques laissant, entre le dessous des fermes en fer et le niveau de la navigation, un intervalle de 3m.60. Neuf de ces ponts sont situés dans le département du Nord: Ce sont ceux de Cantigneul, de Noyelles, de Marcoing, de Crèvecœur, de Vinchy, de la Grenouillère, de Vaucelles, de Banteux et d'Honnecourt. Depuis 1871, les ponts de Cantigneul, de Noyelles et de Marcoing ont été relevés, de sorte qu'il reste à relever ceux de Crèvecœur, de Vinchy, de la Grenouillère, de Banteux et d'Honnecourt. On espère que ce travail, très-utile, sera continué prochainement dans le département du Nord. On achève actuellement l'exhaussement du pont de Bellenglise dans le département de l'Aisne.

Chômages.

Les lignes navigables, entre la Belgique et Paris, ont été mises en chômage en 1874.

Quoique l'on se soit alors borné à ne vider que les biefs où des travaux importants devaient être exécutés, leur remplissage a été très-long, sur quelques points, à cause de la rareté des eaux. Les sources et les affluents de la voie navigable sont encore plus pauvres en 1875 qu'en 1874, parce que l'hiver dernier a été exceptionnellement sec; aussi, en égard aux travaux effectués en 1874, à la gêne que les chômages imposent au commerce, et à la rareté des eaux, l'Administration a décidé qu'il n'y aurait pas de chômage en 1875.

Mouvement commercial.

La plus grande masse des marchandises transportées converge vers Paris et les points intermédiaires; elle consiste en houilles belges, du Nord et du Pas-de-Calais; viennent ensuite les matériaux de construction, les pierres de Lessines pour l'entretien des routes, et divers autres produits.

Les marchandises qui se dirigent de Paris et des points intermédiaires vers la Belgique, comprennent surtout des minerais, fers, fontes et autres métaux, des matériaux de construction, des produits céramiques, des bois de service, des produits agricoles et industriels, et des engrais.

Si on compare le mouvement commercial de 1874 avec ceux des années précédentes, depuis 1869, on obtient les tableaux suivants :

CANAL DE MONS A CONDÉ.

(Entre la Frontière et Condé et vice-versa.)

ANNÉES.	DE MONS A CONDÉ. TONNAGE		DE CONDÉ A MONS. TONNAGE		DANS LES DEUX SENS. TONNAGE	
	Absolu.	Réduit au parcours total.	Absolu.	Réduit au parcours total.	Absolu.	Réduit au parcours total.
1869.	897.937	897.937	53.625	51.311	951.562	949.248
1870.	680.349	680.349	50.038	47.719	730.387	728.068
1871.	757.457	752.944	37.647	34.421	795.104	787.365
1872.	791.912	791.295	92.189	88.531	887.101	879.826
1873.	656.246	653.702	48.841	44.908	705.087	698.610
1874.	759.456	755.833	37.966	33.712	797.122	789.545

RIVIÈRE DE L'ESCAUT.

(Entre Condé et Cambrai et vice-versa).

ANNÉES.	DE CONDÉ A CAMBBAI. TONNAGE		DE CAMBRAI A CONDÉ. TONNAGE		DANS LES DEUX SENS. TONNAGE.	
	Absolu.	Réduit au parcours total.	Absolu.	Réduit au parcours total.	Absolu.	Réduit au parcours total.
1869.	2.107.097	1.147.802	579.453	276.356	2.686.550	1.424.158
1870.	1.683.877	898.412	536.029	230.667	2.219.906	1.129.079
1871.	1.822.839	981.541	497.044	218.829	2.319.883	1.200.370
1872.	1.930.689	1095.479	664.856	293.995	2.595.545	1.389.474
1873.	1.838.837	986.355	643.083	279.595	2.481.920	1.265.950
1874.	1.960.125	1.085.675	659.519	275.064	2.619.644	1.360.739

CANAL DE SAINT-QUENTIN.

(Entre Cambrai et Chauny et vice-versa).

ANNÉES.	DE CAMBRAI A CHAUNY. TONNAGE		DE CHAUNY A CAMBRAI. TONNAGE		DANS LES DEUX SENS. TONNAGE	
	Absolu.	Réduit au parcours total.	Absolu.	Réduit au parcours total.	Absolu.	Réduit au parcours total.
1869.	1.914.436	1.310.179	679.252	408.482	2.593.688	1.718.661
1870.	1.431.966	977.706	597.446	324.475	2.029.412	1.302.181
1871.	1.611.524	1.064.843	579 485	289.070	2.191.009	1.353.913
1872.	1.775.105	1.196.689	763.899	435.515	2.539.004	1.632.204
1873.	1.693.153	1.045.199	797.171	463.227	2.490.324	1.508.424
1874.	1.792.412	1.262.613	760.210	448.316	2.552.622	1.710.929

Sur le canal de Mons à Condé, le mouvement de 1874 a été supérieur de 13 % à celui de 1873, et inférieur de 32 % à celui de 1869.

Sur la rivière de l'Escaut, le mouvement de 1874 a été supérieur de 9 % à celui de 1873, et inférieur de 5 % à celui de 1689.

Sur le canal de Saint-Quentin, le mouvement de 1874 a été supérieur de 13 % à celui de 1873, et inférieur de 1 % à celui de 1869.

En comparant le mouvement commercial du 1er janvier au 31 mai 1875, à celui de la période correspondante de 1874, on voit que la marine est notablement plus active que pendant les cinq premiers mois de l'exercice précédent.

Le chemin de fer du Nord fait une concurrence de plus en plus active aux voies navigables de la ligne de Mons à Paris. La fixité des tarifs de la voie ferrée et la régularité de ses transports, avantages que ces voies navigables ne présentent pas, expliquent la redoutable concurrence du railway. Cette infériorité de la navigation est due, en grande partie, ainsi qu'il a déjà été exprimé précédemment, aux exigences des charretiers qui, souvent après de longs débats, imposent leurs volontés à la batellerie et ne traînent les bateaux qu'à leur convenance, moyennant des prix très-variables, selon les circonstances. Cette fâcheuse situation ne cessera que par la mise en adjudication des moyens de traction. Des entrepreneurs fourniraient alors à temps, et moyennant les prix d'un tarif approuvé, des chevaux de halage aux mariniers. Le projet d'organisation de halage, entre Condé et Chauny, présenté à l'ddministration, a subi victorieusement les épreuves du Conseil d'État. Si, comme on peut l'espérer, la loi des finances, pour 1876, en approuve l'application, il pourra fonctionner prochainement, au grand avantage du commerce.

Lignes concédées.

Sambre Française canalisée.

Travaux d'entretien.

La Sambre est entretenue convenablement; les travaux consistent principalement en dragages, défense de berges, réparations d'ouvrages d'art et empierrement du chemin de halage.

Les dépenses d'entretien, pour 1874, ont absorbé 87,700 f. 92, soit 1 f. 62, par mètre courant.

Travaux neufs.

La Compagnie n'a consacré, en 1874, que la somme de 20,605 f. 56 c. à l'exécution de quelques travaux neufs consistant principalement en défense des berges et approfondissement des biefs,

Tous les travaux importants d'amélioration sont ajournés, par suite du refus de l'administration supérieure de garantir à la Société le non-rachat de la ligne avant l'expiration de la concession, qui doit prendre fin le 25 septembre 1892, ou de tenir compte, en cas de rachat, de toutes les dépenses faites sans obligation. Cette abstention de la Société est très-fâcheuse, parce qu'elle ajourne indéfiniment l'exécution de travaux urgents, notamment la rectification des courbes à faibles rayons, et l'élargissement de la Tenaille, à l'entrée des eaux de Maubeuge, projets approuvés depuis longtemps.

Mouvement commercial.

La Sambre est surtout destinée au transport des houilles de Charleroy vers Paris. D'autres marchandises, notamment des pierres de Lobbes, destinées à l'entretien des routes, viennent, depuis quelque temps, accroître ce trafic, mais leur ensemble n'apporte encore qu'un faible contingent dans le tonnage total.

Il y a eu, en 1874, 52 jours d'interruption de la navigation par suite de l'insuffisance, en temps de crues, des voûtes construites pour l'entrée de la Sambre dans la place de Maubeuge.

Le mouvement commercial résulte des chiffres suivants qui donnent le tonnage, réduit au parcours total, dans les deux sens de navigation, comparé avec ceux des années précédentes, depuis 1869 :

Année 1869	623,582	tonneaux.
— 1870	462,869	»
— 1871	610,413	»
— 1872	564,416	»
— 1873	709,910	»
— 1874	550,993	»

Le tonnage de 1874 est donc inférieur de 158,917 tonneaux, soit de 29 % à celui de 1873, et de 13 % à celui de 1869. Une des causes d'infériorité du tonnage de la Sambre, relativement à celui de la ligne de Mons à Paris, réside dans l'élévation des frais de transport, de Charleroi à Paris, qui surpassent de 2 fr. 25 environ, ceux qu'on paie pour amener à Paris, une tonne de charbon provenant des rivages de Mons.

Situation financière.

Les recettes totales de la Compagnie se sont élevées, en 1875, à	746,154 f. 90
Les dépenses ont atteint	304,984 34
Excédant des recettes sur les dépenses.	441,170 f. 56

400,053 fr. 71 c. ont été distribués aux 6,000 actions et le surplus, mis à la réserve pour l'amortissement des actions, ou ont reporté sur l'exercice 1875.

La situation financière de la Compagnie est excellente; le dividende, distribué en 1874, correspond à 13 % du capital social.

Canal de jonction de la Sambre à l'Oise.

Ainsi qu'il a été dit à l'origine de ce rapport, le canal de Jonction de la Sambre à l'Oise n'a qu'une étendue de 13,202 mètres, dans le département du Nord. La concession de la ligne totale doit expirer le 30 octobre 1937.

Travaux d'entretien.

Beaucoup d'ouvrages d'art de cette ligne navigable présentent un médiocre aspect dû à la qualité défectueuse des matériaux qui ont servi à leur construction. L'entretien, rapporté à la longueur de la ligne totale, qui est de 67 kil.032, a coûté 4 fr. 40 par mètre courant, en 1874, soit 0 fr, 70 c. de plus qu'en 1873.

Travaux neufs.

Les dépenses en travaux neufs se sont élevés, en 1874, à 40,718 fr. 15 c. pour toute la ligne; elles s'appliquent surtout à des réparations d'ouvrages d'art, au curage des biefs, à la consolidation des berges et à l'amélioration des machines alimentaires.

Mouvement commercial.

Le canal de Jonction faisant suite à la Sambre, a la même destination commerciale que cette rivière.

Si l'on compare le tonnage réduit au parcours totale de 1874, dans les deux sens de navigation, à ceux des années antérieures, depuis 1869, on obtient les résultats suivants :

Année	1869	589,029 tonneaux.
»	1870	447,513 »
»	1871	546,003 »
»	1872	581,813 »
»	1873	684,813 »
»	1874	509,990 »

Le mouvement de 1874 est inférieur de 174,823 t^x ou de 28 °/₀ à celui de 1873 et de 79,039 t^x, ou de 15 °/₀, à celui de 1869.

Situation financière.

Les recettes totales de la Compagnie se sont élevées en 1874, à . . .	1,249,039 fr.	81 c.
Les dépenses ont atteint.	733,413	14
Excédant des recettes sur les dépenses	515,626 fr.	07 c.

Sur lesquels un dividende de 4 f. 25 °/₀, soit 490,875 f. a été distribué aux actionnaires, et le surplus reporté sur l'exercice 1875, ou prélevé pour l'impôt mobilier.

La situation financière de la C^ie ne paraît pas très-prospère. Elle est en effet grèvée encore de très-lourdes charges qui ne sont pas liquidées, en ce qui concerne les indemnités, dues aux usiniers de l'Oise et du Noirrieu, pour prises d'eau.

Vœux émis par le Conseil général.

Dans sa séance du 27 août 1873 le Conseil général du Nord a émis un vœu favorable à l'adjudication du halage ; l'administration n'ayant pu encore réaliser cette amélioration, il serait opportun de renouveler ce vœu dont l'accomplissement serait si avantageux à la batellerie sur la ligne de Mons à Paris, entre la frontière et Chauny.

Il serait utile aussi qu'il fût formulé un vœu :

1° Pour l'augmentation du crédit d'entretien de l'Escaut ;

Et 2° pour le créditement, en 1875, d'une somme de 9,000 f., nécessaire à l'achèvement pendant cette campagne des travaux d'exhaussement et de reconstruction du tablier du pont du Mouton-Noir à Valenciennes.

Compiègne, le 26 juin 1875.

L'Ingénieur en Chef,

E. HOLLEAUX.

PONTS-ET-CHAUSSÉES.

SERVICE HYDRAULIQUE.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

Exposé sommaire de la situation.

La situation géographique du département du Nord, la grande richesse de son agriculture et l'immense développement de son industrie, y donnent une extrême importance aux attributions confiées aux ingénieurs des ponts-et-chaussées, sous le nom de service hydraulique.

Le Conseil général a bien voulu reconnaître, dans sa session de 1874, que ce service fonctionne d'une manière satisfaisante, malgré le grand nombre d'affaires qui s'y rattachent et la nature délicate des questions qu'il soulève, tant au point de vue du droit administratif qu'en ce qui touche l'art de l'ingénieur.

Dans le département du Nord, toutes ces questions se rapportent à sept groupes distincts que l'on peut classer en deux séries, comprenant :

La première : Les desséchements, les curages, les irrigations et la mise en valeur des terrains communaux.

La seconde : Les usines a eau ; le drainage et le service de la pêche fluviale.

C'est l'ordre qui sera adopté dans le présent compte-rendu.

1re PARTIE.

1. — Desséchements.

Desséchements exécutés ou en cours d'exécution.

Les associations de desséchements, établies dans le département du Nord, sont au nombre de 14, embrassant une étendue de 59,692 hectares, 21 ares.

Les dépenses qu'elles ont faites se sont élevées en 1874, comme il suit :

Entretien. — Pour 58,468 hectares, 153,606 fr. 39 c., soit par hectare, 2 fr. 66 c.

Travaux neuf. — Pour 30,711 hectares, 37,546 fr. 85 c., soit par heetare, 1 fr. 25 c.

Ces desséchements sont compris dans le tableau suivant :

DÉSIGNATION des TERRAINS.	SUPERFICIE.	S'il y a un SYNDICAT.	DATE de L'ORGANISATION.	DÉPENSES EN 1874. ENTRETIEN. Total.	ENTRETIEN. par hectare.	Travaux neufs.	OBSERVATIONS.
	h. a.			fr. c.	fr. c.	fr c.	
1° Prairies de Château-l'Abbaye et de Mortagne	120	Syndicat.	24 octobre 1838.	2060 »	17 17	»	
2° Vallée de la Haine et de l'Escaut.	3697 »	Id.	23 thermidor au VII. 2 octobre 1837.	12640 »	3 42	»	
3° Marais de Bruay et de l'Épaix. .	340 »	Id.	14 octobre 1846.	1116 »	3 28	1048 »	
4° Prairies de Flines-les-Mortagne .	140 »	Id.	14 mai 1850.	316 »	2 29	»	
5° Marais de la Vergne.	113 »	Id.	7 juillet 1856.	»	»	»	
6° Vallée de la Naville	446 »	Id.	16 août 1859.	5288 »	12 71	»	
7° Vallée de la Scarpe	10792 »	Id.	16 novembre 1834.	42694 »	3 95	»	
8° Vallée de la Sambre. — Haute-Sambre (rive droite)	722 87	Id.	Ordonnance royale du 19 juin 1837. Déc. du 14 mai 1851. Déc. du 28 déc. 1867.	»	»	»	
8° Vallée de la Sambre. — Id. (rive gauche)	64 18	Id.	Ordonnance royale du 19 juin 1837.	»	»	»	
8° Vallée de la Sambre. — Moyenne-Sambre	74 16	Id.	Décret du 4 mai 1851	»	»	»	
8° Vallée de la Sambre. — Basse-Sambre.	» »	Id.	Déc. du 14 mai 1851.	»	»	»	
9° Waeteringues de l'arrondissement de Dunkerque. — 1re section	9298 »	Id.	Ordonnance du 8 février 1870 et décret du 29 janvier 1852.	13570 18	1 46	20263 42	
9° Waeteringues de l'arrondissement de Dunkerque. — 2e id.	10189 »	Id.		9906 33	0 97	6144 98	
9° Waeteringues de l'arrondissement de Dunkerque. — 3e id.	8509 »	Id.		17213 29	2 02	»	
9° Waeteringues de l'arrondissement de Dunkerque. — 4e id.	10884 »	Id.		29298 15	2 69	10900 43	
10° Grande et Petite Moëres	2091 »	Id.	17 avril 1806.	16204 44	7 74	»	
11° Marais de Lauwin-Planque. . . .	250 »	Id.	»	»	»	»	
12° Prés Duhem	70 »	Id.	9 avril 1856.	300 »	4 28	»	
13° Marais de Bourlain et de Trith. .	192 »	Id.	3 février 1864.	1000 »	5 20	»	
14° Marais de la Deûle	1730 »	Id.	17 février 1866.	2000 »	1 15	»	
	h. a.			fr c.		fr. c.	
TOTAUX	59692 21			153606 39		37546 83	

Toutes ces entreprises sont terminées et à l'état d'entretien plus ou moins normal, à l'exception de la 5e et de la 11e.

Les détails qui suivent suffiront pour donner une idée exacte de la situation actuelle de ces utiles associations.

1° *Prairie de Mortagne et de Château-l'Abbaye.* — Ce dessèchement est dans une situation satisfaisante. L'état indicatif des terrains compris dans l'association, ainsi que celui de leurs diverses plus-values, qui dataient de plus de vingt ans, n'étaient plus en rapport avec la situation actuelle des choses. De nouveaux états ont été dressés par la commission syndicale et approuvés après enquête, par deux arrêtés préfectoraux du 30 décembre 1872 et 8 octobre 1873. La commission a fait exécuter en 1874 le curage d'une partie de la rigole principale de dessèchement. Cette opération a produit d'excellents résultats; elle sera continuée et terminée en 1875.

Le syndicat a l'intention de faire élargir la vanne de prise d'eau de Rodignies, mais ce tr vail ne pourra se faire qu'en 1876.

2° *Vallée de la Hayne et de l'Escaut.* — De tous les syndicats existants dans l'arrondissement de Valenciennes, le syndicat de la Hayne et de l'Escaut est celui qui fonctionne dans les meilleures conditions. Toutefois, la situation du canal du Jard, qui est l'émissaire principal de ce dessèchement, laisse beaucoup à désirer, et lorsque la Belgique aura terminé les travaux de perfectionnement qu'elle exécute en ce moment sur l'Escaut, travaux qui auront pour effet d'abaisser de 1 m. 41 le niveau du bief d'Antoing, il faudra que le syndicat songe sérieusement à approfondir le canal du Jard pour profiter dans toute la limite possible de cette amélioration. La dépense à faire pourra atteindre la somme de 60,000 fr., mais plusieurs autres syndicats sont intéressés à l'opération et pourront être appelés à y participer.

3° *Marais de l'Epaix et de Bruay.* — Le syndicat a continué en 1874 et il terminera en 1875 les travaux mis à sa charge par l'arrêté préfectoral du 30 novembre 1870, afin d'amener le dessèchement à l'état normal d'entretien. Grâce à l'intervention du service hydraulique, les difficultés qui s'étaient élevées entre le syndicat et M. Lécuyer ont été aplanies. M. Lécuyer a consenti à déplacer sa vanne d'irrigation de manière à rendre le dessèchement complètement indépendant de ses manœuvres d'arrosage.

Un arrêté préfectoral du 21 janvier 1874 a prescrit le curage des fossés particuliers dont l'entretien incombe aux riverains. Des mesures sont prises pour en assurer l'exécution en 1875, et l'on peut espérer que ce dessèchement sera à l'état normal d'entretien dans le courant de la présente campagne.

4° *Prairies de Flines-lez-Mortagne.* — Ce dessèchement est dans un état satisfaisant. Toutefois, le syndicat a à exécuter le curage du ruisseau de la Calonne, obstrué par les inondations de 1872-1873. Cette opération a été prescrite par un arrêté préfectoral du 11 novembre 1873, provoqué par les plaintes de la Belgique, mais les travaux ont été retardés parce que la commission syndicale, réduite par le décès de plusieurs de ses membres, était à reconstituer. Des propositions ont été faites par le service hydraulique pour procéder d'office à la nomination des syndics qui ont été désignés par arrêté préfectoral du 13 février 1874.

5° *Marais de la Vergne.* — Les ingénieurs ont étudié, pour ce syndicat, un projet de réorganisation en prenant pour type du décret à proposer celui du 17 février 1866, relatif a l'entretien du dessèchement des marais de la Deûle, recommandé en pareille circonstance par l'administration supérieure. Ce projet a été produit le 12 novembre 1870 par l'ingénieur en chef qui, les 30 août et 1er septembre 1873, a présenté des propositions pour la reconstitution de la commission spéciale qui a été appelée à donner son avis sur cette partie de l'affaire. Par une dépêche en date du 19 novembre 1874, M. le Ministre a prescrit de dresser un projet définitif et de le soumettre à une enquête dans les communes intéressées. Cette enquête aura lieu prochainement.

6° *Vallée de la Naville.* — Depuis longtemps cette association ne fonctionnait plus. Des propositions de réorganisation faites par M. le Sous-Préfet de Valenciennes et appuyées par les Ingénieurs dans un rapport en date du 30 novembre 1869, ont été adoptées en 1871. Le syndicat marcha d'abord d'une manière régulière et satisfaisante, mais le décès de son Directeur en avait de nouveau paralysé le fonctionnement. Sur les propositions des Ingénieurs, un arrêté préfectoral du 3 août 1874 a régularisé la situation.

7° *Vallée de la Scarpe.* — Le desséchement de la vallée de la Scarpe s'opère par deux émissaires principaux : La Traitoire, située sur la rive droite de la Scarpe, et le Décours, situé sur la rive gauche. Il comprend une longue étendue de canaux et de nombreux ouvrages dont l'entretien exige une attention continuelle et des soins très-assidus.

Le budget ordinaire de 1874, dressé par le syndicat s'élevait en recettes et en dépenses à 22,949 fr. 39. Les projets soumis à l'examen des Ingénieurs pour travaux à exécuter sur ce budget, ainsi que sur le budget extraordinaire, ont été nombreux. Ils comprennent, outre des travaux considérables de curages et de dévasement, diverses améliorations, notamment les suivantes : Prolongement du mur de soutènement des syphons d'Anhiers, pilotage de la Traitoire de Sin, réparation du pont sur le Décours et sur la Grande Traitoire, reconstruction de l'aqueduc de l'Orteil, sur le Bouchard, etc. Ces projets s'élèvent en totalité à 39,700 fr. et doivent être exécutés en 1875 et années suivantes.

L'hiver de 1874-1875 a, comme le précédent, été très-sec. Les terres de la vallée n'ont pas eu à souffrir des inondations, et tout fait espérer une bonne récolte pour la présente campagne.

8° *Vallée de la Sambre.* — La vallée de la Sambre, depuis Landrecies jusqu'à la frontière belge, a été divisée en quatre syndicats, savoir :

Haute-Sambre, rive droite, siégeant à Maroilles.
Haute-Sambre, rive gauche, siégeant à Hachette.
Basse-Sambre, siégeant à Berlaimont.
Basse-Sambre, siégeant à Maubeuge.

Le syndicat de la Haute-Sambre, rive droite, achève de régulariser sa situation par l'accomplissement de toutes les formalités voulues par la loi du 16 septembre 1807 et omises depuis la constitution de cette association.

La délimitation du périmètre et la division des terrains par classes, dressées sous la direction

du service hydraulique, ont été soumises à la Commission spéciale instituée par décret du 9 septembre 1874, et approuvées le 14 janvier 1875 par une délibération de cette Commission que M. le Préfet a rendue exécutoire par arrêté du 19 février suivant : L'assemblée générale chargée de la nomination des syndics a été convoquée par un arrêté préfectoral du 25 mai 1875. Cette affaire, longue et compliquée, va donc enfin être terminée.

Le syndicat de la Haute-Sambre, rive gauche, ne fonctionnait plus depuis 1870. Des propositions ont été présentées à M. le Préfet par le service hydraulique pour la réorganisation de ce syndicat. Les formalités légales ont été remplies, et un arrêté préfectoral, en date du 17 septembre 1874, a édicté les dispositions nécessaires pour l'élection des membres de la Commission administrative de l'association.

Le syndicat de la Basse-Sambre, siégeant à Berlaimont, ne s'est constitué que pour la partie en amont de Berlaimont. Ce syndicat était occupé à préparer l'étude des moyens de desséchement du reste du périmètre jusqu'à Maubeuge, lorsque les pouvoirs de la Commission qui l'administre ont expiré. Une tentative d'élection par les intéressés ayant eu lieu en 1873 sans succès, M. le Préfet du Nord, sur les propositions des Ingénieurs, rendit le 29 avril 1874 un arrêté qui nommait les nouveaux syndics et reconstituait la Commission administrative de l'association. Rien ne s'oppose plus aujourd'hui au fonctionnement de ce syndicat.

Le syndicat de la Basse-Sambre, siégeant à Maubeuge, bien qu'autorisé par décret, n'est pas encore arrivé à une constitution régulière. Mais comme les intéressés ne demandent aucun travail, la prolongation de cet état de chose est sans grand inconvénient.

9° *Association des Waeteringues du Nord.* — L'association des Waeteringues du Nord continue à marcher d'une manière satisfaisante et dans des conditions qui n'ont pas beaucoup varié depuis l'année dernière.

Elle est divisée en quatre sections, qui sont dirigées chacune par un Conseil d'administration séparé.

La situation des Waëteringues doit être considérée à deux points de vue, car elle comporte deux opérations inverses et d'une égale importance : le desséchement pour l'évacuation des eaux surabondantes à la mer, et l'alimentation du pays waëteringué, où l'eau douce fait complètement défaut au moment des sécheresses.

I^re^ *section.* — Dans la première section, comprise entre la côte, la rivière d'Aa et le canal de Bourbourg, la situation laisse à désirer sous le rapport de l'écoulement des eaux ; plusieurs parties basses du territoire, dans les bassins du Schelfvliet et du Nordgracht, souffrent de la stagnation trop prolongée des eaux, après les pluies persistantes et les fontes de neige.

Mais on a tout lieu d'espérer que l'amélioration générale du bassin de l'Aa par le service de la navigation, fournira très-prochainement le moyen de réaliser, dans des conditions également avantageuses aux intérêts du commerce et à ceux de l'agriculture, la création d'un débouché direct à la mer, dans le chenal de Gravelines, des eaux du bassin de Schelfvliet, travail qui sera, pour la première section, le début d'une amélioration de premier ordre et auquel on pourra probablement rattacher le desséchement du bassin du Nordgracht, par l'établissement d'un syphon sous le Mardyckgracht. Le syndicat s'attache d'ailleurs par ses travaux annuels, à mettre son territoire en état de profiter le plus tôt possible de ces améliorations.

L'alimentation de la première section est assez satisfaisante.

2e *section.* — Le dessèchement de la deuxième section, circonscrite par la rivière de l'Aa et par les canaux de la Haute-Colme, de Bourbourg et de Bergues à Dunkerque, est dans d'assez bonnes conditions. Depuis 1874, des travaux incessants d'élargissement et d'approfondissement du Langhegracht ont sensiblement amélioré le desséchement du bassin qui lui correspond. Il en a été de même dans le bassin du Rocamerdyck, par des travaux de même nature exécutés dans ce Waëtergand, et par la modification de l'écluse au moyen de laquelle il débouche dans le canal de Bergues. Cette section pourra profiter, pour une partie notable de son étendue, des travaux d'amélioration de la navigation de l'Aa et des ouvrages qui en seront la conséquence. Il lui suffira pour cela de construire un ou deux syphons sous le canal de Bourbourg, ce qui établira, dans des conditions satisfaisantes de dessèchement, le bassin de la Vieille-Colme, celui de Duyckergracht et le bassin de Langhegracht. Quant au bassin du Rocamerdyck, d'une superficie de 900 hectares, il est probable qu'il pourrait être amélioré au moyen de l'ouverture d'un écoulement à la mer par le canal maritime de Mardyck, où le déversement serait obtenu par la construction d'un troisième syphon sous le canal de Bourbourg. C'est un projet à étudier.

L'alimentation de la deuxième section, sans être tout à fait satisfaisante, ne laisse pas trop à désirer.

3e *section.* — La troisième section, limitée par la route Nationale N° 16, le canal de la Haute-Colme et les collines de Watten à Quaedypre, est dans d'assez bonnes conditions, tant sous le rapport du dessèchement que sous celui de l'alimentation au moment des basses eaux. Les travaux d'élargissement et d'approfondissement des principales voies d'écoulement dans le canal de Bergues à Dunkerque, ont notablement amélioré cette section ; cependant son dessèchement est encore un peu lent, en raison du long trajet qu'ont à faire les eaux d'évacuation.

L'élargissement des ponts de la Haute-Colme, qui seront tous à reconstruire d'ici à peu d'années, améliorera, dans une mesure très-sensible, les conditions de ce dessèchement, devenu déjà plus facile par suite de la construction, en 1873, d'une nouvelle écluse de déversement dans les fortifications de Bergues.

L'alimentation de la troisième section est satisfaisante.

4e *section.* — Le des chement de la quatrième section des Waëteringues, comprise entre les dunes du littoral, à l'Est de Dunkerque, le canal de Bergues à Dunkerque, la route Nationale N° 40 et le versant nord du bassin de l'Yser, s'opère généralement dans des conditions assez convenables, et les projets présentés pour l'extension de l'enceinte fortifiée de Dunkerque, contiennent des dispositions qui permettront d'améliorer encore l'état de choses actuel, surtout lorsque la section aura mis les débouchés du canal des Moëres en rapport avec ceux qui vont être créés à Dunkerque.

Toutefois, il est une partie de cette section qui réclame une attention toute particulière : c'est le grand bassin, d'une superficie de 7 à 8,000 hectares, compris entre le canal de la Basse-Colme, au sud, et celui de Dunkerque à Furnes, au nord, et qui, outre la servitude du dessèchement par le canal des Moëres, des eaux des Moëres françaises, se trouve grevé de celui de l'écoulement par

la même voie des eaux des Moëres belges (environ 1,500 hectares), ainsi que d'une superficie de terrains belges d'une contenance à peu près équivalente, compris entre le Ringsloot des Moëres et les parties belges des canaux ci-dessus.

L'endiguement de la Basse-Colme, qui menace ce bassin d'inondations à chaque crue un peu forte, a été exécuté sur le territoire français. Il est à compléter sur le territoire belge. Les Ingénieurs français ont été autorisés à entrer en conférence à ce sujet avec leurs collègues de Belgique, et ces derniers ont reçu pareille autorisation de leur Gouvernement. La conférence a eu lieu au premier degré le 16 octobre 1874 et l'Ingénieur en Chef du Nord a ouvert le 7 novembre l'instruction au 2e degré avec son collègue de Bruges, dont il attend les observations.

L'alimentation de la quatrième section, qui se fait concurremment avec celles des Moëres, est satisfaisante.

10e *Grande-Moere.* — La situation des Moëres est toujours assez bonne, depuis l'addition, aux cinq moulins à vent primitivement existants, d'une machine à vapeur qui permet le déversement des eaux hors du bassin, nonobstant l'absence du vent. Elles pourront user plus largement de leurs moyens de dessèchement artificiel, sans compromettre celui de la quatrième section des Waëteringues, borné jusqu'ici par le débouché un peu insuffisant des eaux communes aux deux syndicats, lorsque les travaux des fortifications de Dunkerque auront permis d'augmenter les moyens d'évacuation des deux territoires.

11e *Marais de Lauwin-Planque.* — Ce petit dessèchement a été exécuté en 1850 par la commune de Lauwin-Planque, pour améliorer un marais communal. Il n'a pas donné les résultats désirés. L'entretien est nul ou à peu près.

12e *Prés Duhem.* — Ce desséchement, à l'état complet d'entretien depuis 19 ans, se trouve dans une situation satisfaisante.

13e *Marais de Bourlain et de Trith.* — Ce dessèchement est à l'état normal d'entretien. Les travaux exécutés en 1874 ont consisté en curages et entretien des rigoles de dessèchement. Ils ont donné des résultats parfaitement satisfaisants.

14e *Marais de la Haute-Deûle.* — L'entreprise du dessèchement des marais de la vallée de la Deûle, a été concédée à une partie des propriétaires des marais par un décret du 31 août 1858. Les travaux sont reçus définitivement depuis le 14 mars 1866. Un décret, en date du 17 février 1866, a organisé l'entretien entre tous les intéressés.

Le 28 juillet 1870, M. le Préfet a rendu les rôles de plus-value exécutoires, conformément à la loi du 16 septembre 1807, après l'accomplissement de toutes les formalités voulues par cette loi. Les rôles ont été publiés et notifiés. Les contestations, déférées au Conseil de Préfecture, conformément à l'article 26 de la loi du 21 juin 1865, ont déjà donné lieu à deux arrêtés qui considèrent comme illégale la perception de la plus-value sur certains objets d'une expertise supplémentaire et qui homologuent les rôles de plus-value pour les autres terrains. Les arrêtés du Conseil de Préfecture ont été déférés au Conseil d'État, qui les a confirmés par arrêt du 7 août 1874. Les rôles pour l'entretien, sur les bases adoptées par la commission spéciale, ont été éga-

lement soumis, conformément à la loi 14 floréal an XI, au contentieux du Conseil de Préfecture, qui a statué sur ce point comme il l'avait fait sur la plus-value par un arrêté du 2 juillet 1872, confirmé également le 7 août 1874 par le Conseil d'État.

La Société de desséchement, déboutée au contentieux, demande aujourd'hui à faire régulariser par décret l'annexion des terrains du périmètre dit supplémentaire. Cette annexion ayant été déclarée illégale par le Conseil d'État, en tant que faite par un simple arrêté préfectoral, mais sans préjuger la question de fond. Les ingénieurs ont fourni les 26 décembre 1873 et 11 janvier 1874, leurs rapport et avis sur cette affaire.

Desséchement à l'étude.

Aucun dessèchement n'est à l'étude dans le département du Nord; mais, comme on vient de le voir, de nombreux et dispendieux travaux sont encore à faire, notamment dans le pays waetringué, pour compléter les ouvrages existants, pour les mieux approprier à leur destination, pour perfectionner, en un mot, le jeu du desséchement et le rendre, autant que possible, indépendant de la navigation, suivant le vœu unanime et très-accentué des populations du pays waeteringué.

Toutefois, ces travaux, on le comprend facilement, pour être l'objet d'une détermination quelconque de la part des intéressés, demandent absolument une étude d'ensemble, et les syndicats ont, jusqu'à présent, reculé devant cette nécessité.

Le nivellement général du département qui se termine en ce moment et qui comprend dans son réseau les principales artères des desséchements du pays, donnera de grandes facilités pour faire ces études qui, dès-lors, n'exigeront plus sur le terrain que des opérations de rattachement relativement peu considérables et peu couteuses. Les syndicats pourront donc, sans doute, aborder avec leurs propres ressources les dépenses de ce travail préliminaire pour lequel ils savent tous que le concours empressé des ingénieurs leur sera donné lorsqu'ils l'invoqueront.

II. – Curages.

Le service des curages, si essentiel dans le département du Nord où généralement les cours d'eau ont très-peu de pente et servent d'émissaires aux eaux vannes d'innombrables établissements industriels, se fait avec le plus grand soin et avec un succès très-marqué dans tous les arrondissements.

Ces opérations s'exécutent, soit par application de l'article 1er de la loi du 14 floréal, an XI, combiné avec une ordonnance du parlement de Flandre, du 14 août 1780, soit par l'intervention d'associations syndicales régulièrement autorisées.

Curages exécutés par application de l'article 1er de la loi du 14 floréal an XI.

Les curages de la première sorte, exécutés en 1874 sous la direction des ingénieurs et agents du service hydraulique, ont embrassé une étendue de 728 785 mètres. Les cours d'eau qui en ont été l'objet sont les suivants :

ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE (29,700 mètres).

Courant de l'Abeele-Becque, entre le village de Godewaersvedle et le territoire de Boeschepe.	3,000m
Courant de l'Yser, entre le chemin N° 61 et l'extrémité du Rubrouck	3,000

Courant de la Peene-Becque, entre le chemin N° 61 et le chemin d'intérêt commun N° 75, et sur le territoire de Wormhoudt	11,700
Courant de la Borre-becque, sur toute sa longueur, entre la route départementale N° 9 et la route nationale N° 16	9,000
Divers petits cours d'eau	3,000

ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK (232,435 mètres).

Becques de Nieppe, des Waterlans et de la Halle	5,900
Becque de Saint-Jans-Cappel ou de Steenwerck	14,850
Courant de la Méteren-Becque	14,500
Courant Bayart, de la Maladrerie, du Doulieu, becque du Tripp, courants Vilaine et de La Chapelle	17,800
Grand Courant et courant Rinchon	5,200
Courant de l'Hout-Dyck et ses affluents	7,130
Courant du Berquigneul	3,550
Cours d'eau et fossés d'alimentation situés sur le territoire d'Haverskerque	7,500
Lys supérieure de Thiennes à Merville (faucardage)	10,000
Lys moyenne de Merville à Armentières (curage et faucardage)	15,000
La Crombecque et la becque du Grand-Paradis	4,500
Becque du Dail, petite Melde et ses affluents	9,900
Grande-Melde	14,500
Faucardage du fossé de desséchement situé sur la rive droite (commune de Sailly)	2,500
Cours d'eau et bras de la Vieille-Lys, situés sur les deux rives de la Lys, entre Aire et Merville	11,000
Plate-Becque et ses affluents	13,850
Borre-Becque et ses affluents	10,000
Loge-Becque et Peele-Becque	6,275
Fossés de desséchement communiquant avec le syphon Flamingue	21,850
La Steenbecque, la becque traversant le village de Steenbecque et leurs affluents	11,530
Becque du Halot et courant Meurillon	10,500
Longue-Becque, courants du Chien et de Nostope	14,600

ARRONDISSEMENT DE LILLE (254,380 mètres.)

Becque de Neuville-en-Ferrain	5,800
Courants de la Visconrt, du Ham, des Quatre-Chênes, de la Grande-Rigole, de la becque des Bois et courants de Warnêton	29,000
Becques de la Bleue, de la Chapelle, courant Bertin et courant de Prémesques	21,750
Courants de la Prévôté et de la Blanche-Pierre	8,300
Courant du Créchet	2,000
Courants de Verlinghem, de Saint-André et du Corbeau	24,500

Becque des Waziers.	2,800
Courants du Grand et du Petit-Zobeau	3,700
Becque joignant les fossés de l'abbaye de Loos au chemin N° 48	1,500
Rigole de Sequedin	2,500
Becque de Loos.	1,200
Courant de Ligny	5,500
Courant de la Petite-Haie	4,000
Courants de Ferrière et du marais de la Fontaine	830
Courant de la Libaude ou de Wicres	5,000
Courant de la Broille et cours d'eau allant de la route nationale N° 41 au Mougny	2,000
Courants de St-Martin, d'Hantay, de la Libaude dit Filet-Bizard et Filet-Mortreux	6,200
Rigole d'Annœullin et courant la France	4,400
Becque de la Naviette.	9,500
Le Riez et le Rattepont	6,000
Becque de Wattignies	2400
La Marque et ses principaux affluents	92,400
Becque de Marcq, courants de la Pilaterie et de Rouge-Barre.	11,000
Courant le Torrein	1,200

ARRONDISSEMENT DE DOUAI (81,550 mètres).

Cours d'eau de Bersée.	6,400
Cours d'eau de Marchiennes, Beuvry, Bouvignies et Flines	11,070
Courant du pont Ducat.	3,490
Cordon de la ville d'Arleux	840
Cours d'eau de Beuvry	22,600
Cours d'eau de Tilloy	9,950
Cours d'eau de Rosult	6,500
Fossé de Brunémont	600
Cours d'eau de Lambres.	7,800
Courant de Beuvry et branche du Petit et du Gros-Caillou	9,700
L'Escrebieux	2,600

ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES (62,225 mètres).

Rivière des Harpies (commune de Romeries).	1,500
Ruisseau du (SartSt-Waast, Preux-au-Sart, Flamengrie)	1,000
Ruisseau de la Calonne (commune de Flines-lez-Mortagne)	3,400
Ruisseau de la Vergne (communes de Vieux-Condé et d'Hergnies)	3,625
Fossé du Chêne-Cuplet (communes d'Englefontaine et de Louvignies).	2,100

Courant de l'Abyme (commune d'Englefontaine et de Louvignies)	6,500
Rivière de l'Ecaillon id.	9,100
Fossés particuliers des marais de l'Epaix et de Bruay	20,000
Rivière du Rogneau (commune de Vendegies, Bermerain, Ruesnes et Quesnoy)	15,000

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI (60,200 mètres).

Ravin de Blécourt, au territoire de Bantigny	2,800
Ravin de l'Erclin, sur le territoire de Rieux	3,500
Ravin de l'Erclin, sur le territoire de Troisvilles	5,400
Ruisseau de la Warnelle, à Walincourt	1,100
Ravin d'Haucourt, sur le territoire de Lesdain	1,500
Ravin de Mazinghien, à Mazinghien et Catillon	7,000
Fossés de Walincourt, sur le territoire de cette commune	1,100
Ravin de Bléclourt, sur le territoire de Bantigny	3,000
Riot de Poncelet, des Anges et de Huit	3,200
Ruisseau de Nieuw, sur le territoire de Caudry	2,800
Riot Douchy et Notre-Dame, sur le territoire de Carnières	4,200
Riot de la Terrière, sur le territoire d'Honnecourt	450
Ruisseaux de Villers-Outréaux, de Malincourt	4,600
Riot de Carnières, Petit-Riot et fossé des Etaques, sur le territoire de Naves	3,500
Riot de Proville et fossé des marais sur les territoires de Raillencourt, Fontaine-Notre-Dame et Cambrai	2,800
Riot de Mazinghien et des Anges, sur le territoire de Catillon	4,800
Réouverture et curage du Riot de la Couture, sur le territoire de Cattenières	1,250
Riot du Poncelet ou du Jonc-de-Mer, sur le territoire de Bazuel	3,000
Divers fossés sur le territoire de la commune de Bertry	4,200

ARRONDISSEMENT D'AVESNES. (8,295 mètres).

Divers ruisseaux affluents de la Solre à Perrière-la-Grande et Louvroil	3,200m.
La Solre, à Solrines	870
Rieu-Viart, à Sains	225
Ruisseau des Arbreux, à Berlaimont	4,000

Tous ces travaux, exécutés par les riverains, ou à leurs frais, n'ont donné lieu à aucune difficulté sérieuse. Les intéressés apportent presque partout un empressement remarquable à s'acquitter des tâches qui leur incombent, conformément aux dispositions de l'ordonnance du Parlement de Flandre.

Plusieurs projets de curages ont, en outre, été étudiés et présentés en 1874 dans les arrondissements de Dunkerque, Douai, Cambrai et Avesnes, mais diverses circonstances ont entravé l'exécution des travaux, qu'il a fallu ajourner en 1875.

Un projet pour le curage et la régularisation du lit de l'Hogneau a été présenté par le service hydraulique et soumis à l'Administration supérieure qui a bien voulu accorder, pour l'exécution des travaux, une subvention de 27,000 fr. sur les fonds de l'État, sous la réserve que ce cours d'eau serait compris avec les digues qui le bordent parmi les ouvrages du syndicat de dessèchement des vallées de la Hayne et de l'Escaut. Les Ingénieurs préparent en ce moment un projet d'extension de ce syndicat, de manière à réaliser la condition dont il s'agit.

Curages exécutés par voies d'associations syndicales.

Les associations syndicales organisées pour assurer le curage de quelques cours d'eau du département ne sont qu'au nombre de quatre, comme il suit :

Syndicat de l'Espierre et du Trichon. — Ce syndicat, organisé pour le curage de l'Espierre et du Trichon, sur les territoires de Roubaix et de Tourcoing, marche d'une manière satisfaisante. Les dépenses sont faites aux frais des deux villes précitées, qui versent toutes leurs eaux vannes à ces rivières. La dépense faite en 1874 a été de 5,500 fr. La longueur ensemble de ces cours d'eau, y compris le Riez-St-Joseph, est de 21,600 mètres.

Syndicat de Solre-le-Château. — Ce syndicat, qui ne comprend que le curage de la Solre, dans la traversée de Solre-le-Château, ainsi que la répartition des eaux entre la partie haute et la partie basse de la ville, a terminé ses travaux et fonctionne très-bien. La ville a pris à sa charge les dépenses, du reste minimes, que le syndicat peut avoir à faire.

Syndicat de la rivière des Laies et du courant des Breux. — Ce syndicat a été organisé par décret du 12 juillet 1865, mais il ne fonctionne pas encore. L'entretien se fait provisoirement par application de la loi du 14 florial an XI. La superficie à améliorer est de 7,221 hectares. La dépense faite en 1874 a été de 6,347 fr. 30 c. pour une longueur de 63 k. 473 mètres.

Syndicat de la vallée de la Marque. — Le projet de réglement prescrit par la loi du 21 juin 1865 a subi les formalités d'enquête, conformément à l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1866. Mais les adhésions ont été rares, et il n'est pas présumable que l'on puisse arriver promptement à réunir le nombre d'intéressés voulu par la loi. L'amélioration à réaliser serait cependant importante, car elle s'appliquerait à une superficie que l'on évalue à 22,168 hectares.

III. — Irrigations.

Les irrigations sont peu pratiquées dans le département du Nord, ou du moins elle ne résultent que d'entreprises individuelles ou isolées.

Ce fait s'explique aisément par l'humidité constante du climat, la planité générale du sol et le caractère essentiellement intensif et industriel de l'agriculture.

En somme, la superficie totale des terrains arrosés au moyen d'irrigations régulières dérivées des cours d'eau non navigables ni flottables, n'atteint, dans le département du Nord, que le chiffre minime de 62 hectares 83 ares.

Syndicat de Noyelles. — Un syndicat libre s'était organisé en 1865, à Noyelles, par acte sous seing-privé, pour une partie de la vallée de la Sambre, rive droite. L'acte d'association avait été publié dans le Recueil des Actes de la Préfecture et dans un journal d'annonces légales, ce qui assurait au syndicat les avantages stipulés par l'article 3 de la loi du 21 juin 1865.

Cette association avait été autorisée, sur sa demande, par un arrêté préfectoral du 31 décembre 1866, à établir les barrages nécessaires pour les arrosages qu'elle avait en vue, et elle avait commencé ses travaux. Mais des difficultés, qui se sont élevées à plusieurs reprises dans le sein de la Commission syndicale, ont mis, jusqu'à présent, obstacle à l'achèvement des ouvrages et au fonctionnement régulier de l'association ; situation regrettable, car le but de ce syndicat était très-sérieux, et l'opération pouvait parvenir à de très-importants résultats. L'association peut être certaine d'obtenir le concours dévoué des Ingénieurs quand elle le réclamera ; mais son caractère de syndicat libre interdit à l'Administration toute intervention qui n'est pas formellement invoquée par les intéressés.

IV. — Mise en valeur des terrains communaux.

Une enquête très-consciencieuse, accomplie il y a quelques années, dans toute l'étendue du département, a fait connaître qu'il n'existe dans le Nord aucun terrain auquel on puisse appliquer utilement la loi du 28 juillet 1860, sur la mise en valeur des communaux incultes.

IIe PARTIE.

I. — Usines à eau.

Le service des affaires d'usines continue à marcher régulièrement et avec toute la célérité que comporte l'accomplissement des formalités d'enquête et d'instruction prescrites par les règlements. Les réclamations, en petit nombre, qui se sont produites, ont été traitées dans un bref délai.

Les récolements, qui ont pour objet d'assurer la stricte exécution des conditions réglementaires imposées à chaque usine, se font toujours en temps utile, pour les usines nouvelles comme pour les établissements anciens auxquels il est apporté quelques changements.

Le nombre de ces affaires n'est d'ailleurs pas considérable ; aucune n'a soulevé de difficultés sérieuses et n'est en retard.

II. — Drainage.

Le concours des Ingénieurs dans les projets et les opérations de drainage, souvent invoqué au début de cet utile mode d'amélioration, n'est plus demandé aujourd'hui que dans un petit nombre de cas, bien qu'il continue à être gratuit et aussi empressé que par le passé. La Bel-

gique fournit au département, et il s'est même formé dans celui-ci des ateliers de draineurs expérimentés dans la théorie et la pratique de cette opération ; ils s'offrent aux propriétaires, dont ils méritent d'ailleurs la confiance, et ils rendent moins utile et quelquefois superflue l'intervention des Ingénieurs.

Le concours des Ingénieurs n'a été réclamé, en 1874, que pour l'étude d'un seul projet de drainage se rapportant à une parcelle de terrain de 1 h. 32 a. 70 c. appartenant au bureau de bienfaisance de Douai. Le projet a été fourni le 16 décembre 1874.

D'après les instructions d'une circulaire de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, en date du 30 novembre 1869, les Ingénieurs du service hydraulique du Nord ont procédé à une minutieuse enquête sur l'influence du drainage dans le département. Ce travail a été fourni le 6 avril 1870.

La superficie des terrains susceptibles d'être drainés dans le département du Nord, c'est-à-dire celles des terres à labour, prés, pépinières, jardins et cultures diverses, est de 465,712 hectares et la superficie des terrains dans lesquels le drainage produirait une amélioration sérieuse, est évaluée à 200,000 hectares.

La superficie des terrains drainés, d'après l'enquête de 1870, atteignait le chiffre de 39,758 hectares, dont 13,903 hectares améliorés par des drainages scientifiques, et 25,855 hectares par d'autres modes d'égouttement des terres ; mais il est à présumer que ces chiffres sont trop faibles, beaucoup de propriétaires ayant dissimulé leurs opérations dans la crainte d'une augmentation de l'impôt foncier.

Quant aux lois du 17 juillet 1856 et 28 mai 1858, relatives au prêt de cent millions de francs autorisé en vue de faciliter les opérations de drainage, elles n'ont encore reçu aucune application dans le département.

D'après ces considérations, l'Ingénieur en Chef pense qu'il n'y aurait aucun inconvénient, pour le département du Nord, à supprimer le droit accordé par la décision du 30 août 1854, aux propriétaires qui veulent drainer leurs terres, et à rapporter les lois des 17 juillet 1856 et 28 mai 1858.

Telle est la conclusion d'un rapport spécial qu'il a produit à la date du 6 juin 1874.

III. — Pêche fluviale.

Police. — L'organisation du service de la pêche fluviale, dans les cours d'eau non navigables ni flottables du département du Nord, n'a été l'objet d'aucune modification depuis l'année dernière.

Les cours d'eau soumis à la surveillance présentent un développement total de 523 kilomètres, et sont placés sous l'inspection de 41 agents assermentés. Ce personnel est amplement suffisant, en raison des circonstances particulières dans lesquelles se trouve le département.

Presque tous les cours d'eau servent d'émissaires aux eaux industrielles ; aussi sont-ils extrêmement pauvres en poissons. Il en résulte que la population se livre peu à l'exercice de la pêche, et que le maraudage ne saurait prendre, dans le Nord, des proportions quelque peu sérieuses. Cette situation s'accentue tous les jours davantage, suivant la progression extrêmement rapide

du mouvement industriel dans le département, et l'on peut prévoir le moment où l'on n'y rencontrera plus de poissons que dans les cours d'eau navigable, dont le grand volume atténue, jusqu'à un certain point, par dilution, les effets meurtriers des eaux vannes qu'ils reçoivent.

Pisciculture. — On trouve bien quelques truites dans l'Escaut non navigable, ainsi que dans la petite rivière de la Solre, mais ce poisson y est si rare que l'on ne peut pas dire que l'espèce précieuse des salmonides ait pénétré dans le Nord.

L'anguille est relativement commune, notamment dans les arrondissements d'Avesnes et de Cambrai; certains poissons d'étangs, tels que la carpe et le brochet, ne sont pas très-rares dans ces régions. Mais il est des contrées entières, comme les arrondissements de Lille et de Douai et dans une partie de celui de Valenciennes, d'où le poisson a presque complètement disparu, du moins dans les cours d'eau non navigables.

Aucune opération de pisciculture n'est possible dans les cours d'eau non navigables du département du Nord.

III^e^ PARTIE.

Vœux. — Affaires diverses.

Les vœux émis par le Conseil général sur les questions ressortissant au service hydraulique ont été, soit accomplis, soit l'objet de rapports spéciaux auxquels l'Ingénieur en Chef ne peut que se référer.

La Commission internationale instituée par les Gouvernements français et belge, pour étudier la question difficile et complexe de l'assainissement des eaux du ruisseau de l'Espierre a clos ses opérations le 27 avril 1875.

Elle a indiqué un système d'épuration par voie de décantation, de filtration et d'absorption végétale, en proposant d'en faire préalablement un essai sur le terrain.

Lille, le 29 juin 1875.

L'Ingénieur en Chef du département du Nord,

ÉM. RAILLARD.

RAPPORT

A MONSIEUR LE CONSEILLER-D'ÉTAT, PRÉFET DU DÉPARTEMENT DU NORD,

SUR LE

SERVICE DES MINES

Pendant l'année 1874.

MONSIEUR LE PRÉFET,

Mines de houille.

Si l'on se basait sur la hausse qui s'est produite pendant l'annee 1874, sur toutes les actions des sociétés houillères des départements du Nord et du Pas-de-Calais, on devrait en conclure que cette industrie a atteint en 1874, une prospérité inespérée sous le rapport du chiffre de l'extraction et sous celui des prix de vente; il n'en est cependant pas ainsi, et pour s'en convaincre, il suffit de comparer les chiffres de 1874 à ceux de 1873.

Extraction.

Pour l'extraction, celle de 1874 a baissé de 2,426,682 comparativement à celle de 1873, et elle n'a augmenté que de 147,896 quintaux métriques comparativement à celle de 1872, ainsi que le démontrent les chiffres suivants, se rapportant à ces trois années.

Extraction de 1872	32,460,035 q. m.
» de 1873	35,034,613
» de 1874	32,607,931

Si, à ce fait de la diminution de production, on ajoute celui que la suite de ce rapport constatera, qu'en 1874, les prix de vente ont généralement diminué comparativement à ceux de 1873, on est en droit de dire que les actions charbonnières ont pris une valeur exagérée,

ou tout au moins en avance de plusieurs années, même pour les sociétés houillères les plus favorisées, sur la valeur que ces actions devaient prendre par suite des résultats obtenus. Je donne, dans le tableau suivant, les extractions de chacune des Compagnies houillères du bassin du Nord, pour les années 1873 et 1874, ainsi que les diminutions et augmentations de l'année 1874 sur 1873.

COMPAGNIES.	1874.	1873.	DIMINUTIONS.	AUGMENTATIONS.
	quintaux métriques	quintaux métriques	quintaux métriques	quintaux métriques
Anzin.	19.619.991	21.915.039	2.295.048	»
Aniches	6.244 345	6.274.917	30.572	»
L'Escarpelle.	2.612.952	2.588.307	»	24.645
Douchy	1.865.508	1.812.275	»	53.233
Vicoigne	1.313 972	1.399.513	85 541	»
Thivencelles, Fresnes Midi. .	551.547	685.039	133.492	»
Azincourt.	399.616	359.523	»	40.093
TOTAUX . . .	32.607.931	35.034.613	2.544.653	117.971

D'après ce tableau les extractions des Compagnies d'Anzin, Thivencelles et Fresnes Midi, Vicoigne, et Aniche ont diminué en 1874.

Celles des Compagnies de Douchy, Azincourt et l'Escarpelle ont légèrement augmenté.

Le trait saillant de ce tableau est la grande diminution du chiffre de l'extration de la Compagnie des Mines d'Anzin, elle représente à elle seule, presque la diminution totale de l'extraction du bassin du Nord.

Mais je dois ajouter à cette observation que cette Compagnie a donné en 1874 une grande impulsion à ses travaux préparatoires, car elle a fait en 1874.

2236 mètres de bowettes aurocher,
2182 mètres de recoupages aurocher,
713 mètres d'approfondissement des fosses.

Ouvriers. Le bassin houiller du Nord a employé, en 1874, 20,302 ouvriers savoir :

Ouvriers du fond . . .	15,685
Ouvriers du jour. . . .	4,617
Total . . .	20,302

Le chiffre de 1873 s'élevait à 19,267, savoir :

Ouvriers du fond . . .	14,938
Ouvriers du jour. . . .	4,329
Total . . .	19,267

La population ouvrière des mines a donc augmenté en 1874, de 1,035 ouvriers, chiffre qui se décompose comme il suit :

Ouvriers du fond	847
Ouvriers du jour.	288
Total	1,035

Production par ouvrier.

La production de houille par ouvrier du fond s'est élevée en 1875 à 2162 quintaux métriques, au lieu de 2,345 quintaux métriques, chiffre de 1873.

Il y donc pour 1874 une diminution de 183 quintaux métriques par ouvrier du fond.

Cette diminution est sensible; il faut l'attribuer à l'impulsion donnée par plusieurs Compagnies à leurs travaux préparatoires.

Le tableau suivant donne la production par ouvrier du fond en 1874 et 1873 pour chaque Compagnie et distingue les houilles grasses et demi-grasses des huilles maigres.

COMPAGNIES.	1874.	1873.
Anzin, gras et demi-gras	1,909 quint. m.	2,172 quint. m.
Anzin, maigres	1,989	2,483
Aniche, gras et demi-gras	2,704	2,965
Escarpelles, gras et demi-gras	2,552	2,804
Douchy	1,763	1,830
Vicoigne, maigres	2,227	2,436
Thivencelles, Fresnes (midi), maigres . .	2,367	2,773
Azincourt, gras.	1,553	1,510

La production par ouvrier du fonds a donc diminué pour toutes les compagnies excepté cependant pour la compagnie d'Azincourt. Ce sont toujours les compagnies d'Aniche et de l'Escarpelle qui tiennent la tête, sous le rapport de la production par ouvrier du fond.

Salaires.

Les compagnies houillères ont payé en 1874, 21,124,085 fr. 19 à leurs ouvriers, soit en moyenne 1,040 fr. 48 par ouvrier du fond ou du jour.

Elles avaient payé en 1873, 21,012,439 fr. 41, soit 1,090 fr. 60 par ouvrier.

La moyenne de 1874 est inférieure de 50 fr. 12 à celle de 1873; cette diminution ne provient pas d'une baisse sur le taux des salaires, mais à cette circonstance que l'ouvrier a un peu moins travaillé, la demande étant moins active.

Voici, pour chaque Compagnie, les salaires moyens de leurs ouvriers en 1874 et 1873.

COMPAGNIES.	1874.	1873.
Anzin, gras et demi-gras	4,051 f. 84	4,090 f. 62
Anzin, maigres	782 15	886 70
Aniche, gras et demi-gra s	4,168 59	4,242 24
Escarpelle, gras et demi-gras	4,248 32	4,337 01
Douchy, gras	968 56	931 90
Vicoigne, maigres	4,032 47	4,053 03
Thivencelles, Fresnes (midi), maigres	4,000 79	4,180 10
Azincourt, gras	686 86	820 72

En 1874, comme en 1873, ce sont les deux compagnies de l'Escarpelle et d'Aniche dont les salaires moyens sont les plus élevés, fait très-naturel puisque ces compagnies ont la plus grande production par ouvrier du fond.

Fosses.

Pendant l'année 1874, il y a eu dans le bassin houiller du Nord, 47 fosses en activité, 19 en réserve ou pour l'épuisement et l'aérage, et six en creusement.

Voici la répartition de ces chiffres :

COMPAGNIES.	FOSSES en activité.	FOSSES en reserve.	FOSSES en creusement.
Anzin	21	14	4
Aniche	9	2	1
L'Escarpelle	4	»	»
Douchy	6	1	1
Vicoigne	3	1	»
Thivencelles, Fresnes (midi)	2	»	»
Azincourt	2	1	»
TOTAUX	47	19	6

Je donne dans le tableau suivant les extractions moyennes par fosse en activité pour chaque Compagnie.

COMPAGNIES.	1874.	1873.
Anzin	934,285 quint. m.	1,043,573 quint. m.
Aniche	693,816	697,213
L'Escarpelle	653,240	647,044
Douchy	310,918	302,046
Vicoigne	437,991	466,604
Thivencelles, Fresnes (midi)	275,773	342,519
Azincourt	199,808	179,761

D'après ce tableau, il n'y a de différence notable entre les productions moyennes des deux années 1874 et 1873, que pour la Compagnie des Mines d'Anzin; la production moyenne par fosse a baissé de 100,000 quintaux métriques en 1874. Ce fait s'explique naturellement puisque la Compagnie d'Anzin a eu en 1874 une fosse de plus en activité qu'en 1873, et qu'elle a produit 2,295,048 quintaux de moins. Malgré cette diminution, cette Compagnie tient toujours largement la première place pour la production moyenne par fosse, et elle en a quelques-unes, qui donnent des productions remarquables; ainsi la fosse Renard, à Denain, a produit, en 1874 environ 2,000,000 de quintaux métriques.

Prix de vente. Voici les prix moyens de vente du quintal métrique de houille sur le carreau de la fosse, de chaque compagnie en 1874 et 1873.

COMPAGNIES.	1874.	1873.
Anzin, gras et demi-gras	1 fr. 754	1 fr. 722
Anzin, maigres	1 598	1 647
Aniche, gras et demi-gras	1 718	1 731
L'Escarpelle, gras, demi-gras.	1 568	1 589
Douchy, gras	1 847	1 749
Vicoigne.	1 503	1 607
Thivencelles, Fresnes (midi)	1 578	1 507
Azincourt.	1 584	1 884

Ce tableau montre, qu'à l'exception de la Compagnie de Douchy, les prix moyens de vente ont généralement diminué en 1874, car si pour la Compagnie d'Anzin il y a eu augmentation sur les gras et demi-gras, il y a eu par contre diminution sur les maigres.

Cette baisse du prix de vente, jointe à la diminution de l'extraction, prouve que les bénéfices des compagnies en 1874, sont plutôt inférieurs que supérieurs à ceux de 1873, c'est donc avec raison que j'ai dit que la hausse des actions est exagérée; ce résultat est regrettable au point de vue des consommateurs, car l'exagération du capital immobilisé doit nécessairement pousser les compagnies à la hausse des prix de vente.

Consommation. Le chiffre de la consommation de la houille dans le département du Nord, pendant l'année 1874, n'est pas encore connu; les documents indispensables pour calculer cette consommation ne nous étant pas encore parvenus; nous ne savons donc pas si cette consommation a suiv la même marche que l'extraction, c'est-à-dire si en 1874 elle a diminué comparativement à 1873, nous pouvons dire seulement que, si elle a augmenté, ou si même elle n'est que restée stationnaire, le département du Nord a dû, en 1874, recevoir plus de houilles étrangères qu'en 1873, ou exporter moins de houilles extraites dans son bassin houiller; on peut affirmer d'autant plus ce fait, que la production du bassin houiller du Pas-de-Calais est restée la même en 1874 qu'en 1873; et que la consommation de ce département n'a pas diminué.

Je termine cette revue du bassin houiller du Nord, en donnant un résumé succint des travaux faits par chaque compagnie pendant l'année 1874.

Compagnie d'Anzin.

La Compagnie des Mines d'Anzin, a exploité en 1874 sept de ses concessions; celle d'Hasnon est seule restée en chomage.

Elle a eu 21 fosses en activité, soit une de plus qu'en 1873, c'est la fosse Dutemple qui est entrée en exploitation, mais la fosse Tinchon ne tardera pas à entrer en chômage.

En 1874, le traînage mécanique a été installé dans la fosse. La Réussite au niveau de 516 m. pour une exploitation en vallée, et il donne des résultats satisfaisants à Denain à la fin de 1874 la fosse Renard avait 287 m. de profondeur et son installation était presque terminée.

La Compagnie a également continué à Macon dans la concession de Vieux-Condé l'installation des fosses général Chabaud-Latour, mais ces trois fosses ne doivent faire qu'un seul centre d'exploitation.

Enfin, dans le courant de 1874, la Compagnie d'Anzin a fait deux sondages au nord de la fosse Casimir Périer dans la concession d'Anzin, l'un a rencontré le terrain houillier à 115 m. et le second à 113 m.

Compagnie d'Aniches.

La Compagnie des Mines d'Aniche a eu, en 1874, neuf fosses en activité, quatre dans la division de Douai et cinq dans la division d'Aniche.

C'est dans la division de Douai que la Compagnie d'Aniche a fait surtout des travaux de recherches.

Elle y a continué le creusement de la fosse Bernicourt à Waziers.

Dans la fosse Gayant la bowette nord a recoupé cinq nouvelles couches dont la puissance varie de 1 m. à 0 m. 50 c.

Dans la fose Saint-René à Guesnain la bowette sud a recoupé une veine de 0 m. 65 de puissance, et ayant 29 % de matières volatiles.

Un sondage fait à Rocourt, au Sud-Est de la fosse St-René, ayant trouvé le terrain houillier très-régulier, la Compagnie d'Aniche va y ouvrir une nouvelle fosse.

Compagnie de l'Escarpelle.

La Compagnie de l'Escarpelle a maintenu ses quatre fosses en activité pendant l'année 1874, et son extraction a un peu augmenté.

Dans sa fosse N° 4, au niveau de 335 m., elle a continué les recherches au Nord et au Sud, et ces deux bowettes ont en résumé recoupé 19 veines ou passées, ce qui constitue un très-beau faisceau.

En présence de ce résultat, la Compagnie de l'Escarpelle a demandé et obtenu sans aucune opposition l'autorisation de créer un nouveau siége d'exploitation composé de deux fosses, et dont le but sera d'exploiter, et ce faisceau de la fosse N° 4: et celui de la fosse N° 3 de Dorignies.

Compagnie de Douchy.

La Compagnie de Douchy a eu six fosses en activité, pendant l'année 1874, la septième n'a point marché.

La nouvelle fosse N° 8 a pénétré dans le terrain houillier, mais, à la fin de 1874, elle n'avait encore recoupé aucune veine de houille.

La Compagnie de Vicoigne a exploité en 1874, par trois fosses, la quatrième est restée en réserve.

Cette Compagnie n'a fait aucune recherche nouvelle,

Thivencelles et Fresnes (midi).

La Compagnie de Thivencelles et Fresnes Midi, n'a exploité en 1874 que sa concession d'Escaupont.

Dans sa concession de Thivenelles, elle à abandonné le projet de faire une nouvelle fosse, pour le creusement de laquelle elle avait obtenu l'autorisation d'occuper une portion du domaine des Vaucelles, et elle a résolu de reprendre les fosses St-Pierre.

Je n'ai pas dans ce rapport à discuter les motifs de ce changement, je n'ai qu'à constater l'abandon du projet de faire une nouvelle fosse.

Compagnie d'Azincourt.

Les travaux de la Compagnie d'Azincourt ont eu lieu en 1874, dans les fosses St-Roch et Saint-Auguste, et il n'y a rien de particulier à signaler dans ces travaux.

Concessions inexploitées. Au commencement de 1874, six concessions dépendant du service du bassin houillier du Nord étaient inexploitées, savoir : les concessions de Marly, Crépin, Annœullin, Hasnon, Bruille et Château l'abbaye.

Cette situation s'est notablement modifiée pendant l'année 1874.

La Compagnie de Marly a fait une émission des actions qu'elle possédait à la souche dans le but de reprendre les travaux, et dans le premier semestre de 1875 elle a a commencé deux sondages.

Une Compagnie nouvelle s'est formée pour explorer la concession de Crépin, elle a commencé en 1875 un sondage, et fait les préparatifs nécessaires pour creuser une fosse, à l'est d'Onnaing.

Les acquéreurs de la concession d'Annœullin, ont placé une nouvelle machine sur la fosse, qu'ils veulent vider et remettre en état pour y faire des travaux de recherche.

Ces travaux qui ne font que commencer, n'ont pas encore donné assez d'indications pour qu'on puisse en tirer une conclusion; nous n'avons donc que des vœux à faire pour leur réussite. Quant aux trois concessions d'Hasnon, Bruille et Château-l'Abbaye dont les propriétaires sont les compagnies d'Anzin et Vicoigne, on n'y a fait encore aucune recherche nouvelle.

Aucune demande en concession nouvelle n'a été faite dans le bassin du Nord en 1874.

Les demandeurs de la concession de Marchiennes n'ont fait aucun travail de reconnaissance pendant l'année 1874.

Les demandeurs de la concession de Courcelles-lez-Lens, ont poursuivi activement leurs recherches, et les résultats obtenus sont satisfaisants.

Un sondage de recherche a été commencé à Eguerchin, près l'ancienne fosse de ce nom; jusqu'à présent il n'a produit aucun résultat.

Accidents.

Pendant l'année 1874, 42 ouvriers ont péri dans les travaux, en un jour, la population ouvrière s'élévant à 20,302 ouvriers. c'est une victime pour 483 ouvriers. En 1873, il y avait eu 34 victimes sur 19,267 ouvriers, soit une victime sur 566 ouvriers; les accidents ont donc été plus nombreux en 1874 qu'en 1873.

Je résume dans le tableau suivant les résultats généraux des deux 1874 et 1873.

	1874.	1873.
Concessions exploitées	13	13
Concessions inexploitées.	8	8
Extractions en quintaux métriques	32.607,931 qnint m.	35,034,613 quint. m.
Fosses en extraction.	47	46
Fosses en réserve.	19	19
Fosses en creusement	6	6
Extraction par fosse.	693,828 quint. m.	761,622 quint. m.
Ouvriers du fond.	15,685	14,938
Ouvriers du jour.	4,617	4,329
Totaux des ouvriers.	20,302	19,267
Salaires payés.	21,124,085 fr. 19	21,013,439 fr. 21
Salaires par ouvrier.	1,040 48	1,090 60
Houille abattue par ouvrier du fond.	2,162 quint. m.	2,347 quin. m.
Main-d'œuvre par quintal mét. de houille abattue.	0 fr. 647	0 fr. 599

TOURBIÈRES.

Les tourbières ont produit en 1874, 16,000 quintaux de tourbe à 1 ᵇ 01, prix de vente.

La production de 1873 avait été de 17,000 quintaux au même prix de 1 ᵇ 01, cette industrie est donc d'une très-minime importance, et tend plutôt à baisser qu'à s'accroître.

MINES DE FER.

Les mines de fer du département du Nord ont produit en 1874, 305,000 quintaux de minerais.

La production de 1873 avait été de 372,005 quintaux, il y a donc diminution pour 187 ᵇ

MÉTALLURGIE.

La production des usines à feu du département du Nord est restée stationnaire en 1874, car je ne compte pas une diminution de 10,000 quintaux.

La production de la fonte d'affinage a au contraire un peu augmenté en 1874.

La conséquence à en tirer, est que les forges du département du Nord, ont en 1874 achetés un peu moins de fonte dans les autres départements.

La Compagnie de Vicoigne a exploité en 1874, par trois fosses, la quatrième est restée en réserve.

Cette Compagnie n'a fait aucune recherche nouvelle,

Thivencelles et Fresnes (midi).

La Compagnie de Thivencelles et Fresnes Midi, n'a exploité en 1874 que sa concession d'Escaupont.

Dans sa concession de Thivenelles, elle a abandonné le projet de faire une nouvelle fosse, pour le creusement de laquelle elle avait obtenu l'autorisation d'occuper une portion du domaine des Vaucelles, et elle a résolu de reprendre les fosses St-Pierre.

Je n'ai pas dans ce rapport à discuter les motifs de ce changement, je n'ai qu'à constater l'abandon du projet de faire une nouvelle fosse.

Compagnie d'Azincourt.

Les travaux de la Compagnie d'Azincourt ont eu lieu en 1874, dans les fosses St-Roch et Saint-Auguste, et il n'y a rien de particulier à signaler dans ces travaux.

Concessions inexploitées. Au commencement de 1874, six concessions dépendant du service du bassin houillier du Nord étaient inexploitées, savoir : les concessions de Marly, Crépin, Annœullin; Hasnon, Bruille et Château l'abbaye.

Cette situation s'est notablement modifiée pendant l'année 1874.

La Compagnie de Marly a fait une émission des actions qu'elle possédait à la souche dans le but de reprendre les travaux, et dans le premier semestre de 1875 elle a a commencé deux sondages.

Une Compagnie nouvelle s'est formée pour explorer la concession de Crépin, elle a commencé en 1875 un sondage, et fait les préparatifs nécessaires pour creuser une fosse, à l'est d'Onnaing.

Les acquéreurs de la concession d'Annœullin, ont placé une nouvelle machine sur la fosse, qu'ils veulent vider et remettre en état pour y faire des travaux de recherche.

Ces travaux qui ne font que commencer, n'ont pas encore donné assez d'indications pour qu'on puisse en tirer une conclusion; nous n'avons donc que des vœux à faire pour leur réussite. Quant aux trois concessions d'Hasnon, Bruille et Château-l'Abbaye dont les propriétaires sont les compagnies d'Anzin et Vicoigne, on n'y a fait encore aucune recherche nouvelle.

Aucune demande en concession nouvelle n'a été faite dans le bassin du Nord en 1874.

Les demandeurs de la concession de Marchiennes n'ont fait aucun travail de reconnaissance pendant l'année 1874.

Les demandeurs de la concession de Courcelles-lez-Lens, ont poursuivi activement leurs recherches, et les résultats obtenus sont satisfaisants.

Un sondage de recherche a été commencé à Eguerchin, près l'ancienne fosse de ce nom; jusqu'à présent il n'a produit aucun résultat.

Accidents.

Pendant l'année 1874, 42 ouvriers ont péri dans les travaux, en un jour, la population ouvrière s'élevant à 20,302 ouvriers. c'est une victime pour 483 ouvriers. En 1873, il y avait eu 34 victimes sur 19,267 ouvriers, soit une victime sur 566 ouvriers; les accidents ont donc été plus nombreux en 1874 qu'en 1873.

Je résume dans le tableau suivant les résultats généraux des deux 1874 et 1873.

	1874.	1873.
Concessions exploitées	43	43
Concessions inexploitées.	8	8
Extractions en quintaux métriques	32.607,931 quint m.	35,034,613 quint. m.
Fosses en extraction.	47	46
Fosses en réserve.	19	19
Fosses en creusement	6	6
Extraction par fosse.	693,828 quint. m.	761,622 quint. m.
Ouvriers du fond.	15,685	14,938
Ouvriers du jour.	4,617	4,329
Totaux des ouvriers.	20,302	19,267
Salaires payés.	21,124,085 fr. 19	21,013,439 fr. 21
Salaires par ouvrier.	1,040 48	1,090 60
Houille abattue par ouvrier du fond.	2,162 quint. m.	2,347 quin. m.
Main-d'œuvre par quintal mét. de houille abattue.	0 fr. 647	0 fr. 599

TOURBIÈRES.

Les tourbières ont produit en 1874, 16,000 quintaux de tourbe à 1 b 01, prix de vente.

La production de 1873 avait été de 17,000 quintaux au même prix de 1 b 01, cette industrie est donc d'une très-minime importance, et tend plutôt à baisser qu'à s'accroître.

MINES DE FER.

Les mines de fer du département du Nord ont produit en 1874, 305,000 quintaux de minerais.

La production de 1873 avait été de 372,005 quintaux, il y a donc diminution pour 187 b

---

MÉTALLURGIE.

La production des usines à feu du département du Nord est restée stationnaire en 1874, car je ne compte pas une diminution de 10,000 quintaux.

La production de la fonte d'affinage a au contraire un peu augmenté en 1874.

La conséquence à en tirer, est que les forges du département du Nord, ont en 1874 achetés un peu moins de fonte dans les autres départements.

La production des fonderies en seconde fusion a été plus grande en 1874 qu'en 1873, ce qui tend à prouver qu'en 1874 l'industrie de la construction des machines a été plus active.

Enfin l'année 1874 a vu mettre en marche, à Denain, la magnifique usine que la compagnie des forges d'Anzin et Denain a construit pour la fabrication des rails en acier besmer.

Je donne dans le tableau suivant les chiffres se rapportant à l'industrie métallurgique en 1874 et 1873.

	1874.		1873.	
	QUANTITÉS.	PRIX.	QUANTITÉS.	PRIX.
Fontes d'affinage.	1,241,340 q. m.	9 f. »	1,118,786 q. m.	13 f. »
Fers marchands.	847,050 q. m.	25 f. »	905,600 q. m.	80 f. »
Rails	634,041	24 »	621,562	29 »
Fers spéciaux.	322,242	24 50	274,538	30 »
Tôles	208,050	35 »	224,630	40 »
TOTAL :	2,015,783 q. m.	» »	2,026,330 q. m.	» »
Fontes seconde fusion.	334,979 q. m.	25 f. »	300,800 q. m.	28 f. »

Le fait saillant de ce tableau est la baisse de prix notable qui s'est produite en 1874, sur toutes les fontes et les fers.

Les prix de 1874 sont cependant encore bien supérieurs à ceux de 1869, et des quelques années précédenies.

La compagnie royale asturienne, dont les usines sont à Dorignies, a continué à se développer et a produit en 1874, 55,000 quintaux de zinc laminé.

APPAREILS A VAPEUR.

Le département du Nord a eu en activité pendant l'année 1874, 2,630 usines mues par la vapeur. Ces usines comprenant 5,480 chaudières et 3,928 machines à vapeur ayant une force de 62,755 chevaux-vapeur.

Si on y ajoute les machines des Mines au nombre de 105 représentant au moins 12,850 chevaux-vapeur, on trouve que le département du Nord emploie pour les industries une force de 75,605 chevaux-vapeur.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Préfet, avec respect,

Votre obéissant et dévoué serviteur.

L'Ingénieur en chef des Mines,
J. DECLERCQ,

(Voir le rapport supplémentaire ci-après, page 285.)

La production des fonderies en seconde fusion à été plus grande en 1874 qu'en 1873, ce qui tend à prouver qu'en 1874 l'industrie de la construction des machines a été plus active.

Enfin l'année 1874 a vu mettre en marche, à Denain, la magnifique usine que la compagnie des forges d'Anzin et Denain a construit pour la fabrication des rails en acier besmer.

Je donne dans le tableau suivant les chiffres se rapportant à l'industrie métallurgique en 1874 et 1873.

	1874.		1873.	
	QUANTITÉS.	PRIX.	QUANTITÉS.	PRIX.
Fontes d'affinage.	1,241,340 q. m.	9 f. »	1,118,786 q. m.	13 f. »
Fers marchands.	847,050 q. m.	25 f. »	905,600 q. m.	80 f. »
Rails	634,041	24 »	621,562	29 »
Fers spéciaux.	322,242	24 50	274,538	30 »
Tôles	208,050	35 »	224,630	40 »
TOTAL	2,015,783 q. m.	» »	2,026,330 q. m.	» »
Fontes seconde fusion.	334,979 q. m.	25 f. »	300,800 q. m.	28 f. »

Le fait saillant de ce tableau est la baisse de prix notable qui s'est produite en 1874, sur toutes les fontes et les fers.

Les prix de 1874 sont cependant encore bien supérieurs à ceux de 1869, et des quelques années précédenies.

La compagnie royale asturienne, dont les usines sont à Dorignies, a continué à se développer et a produit en 1874, 55,000 quintaux de zinc laminé.

APPAREILS A VAPEUR.

Le département du Nord a eu en activité pendant l'année 1874, 2,630 usines mues par la vapeur. Ces usines comprenant 5,480 chaudières et 3,928 machines à vapeur ayant une force de 62,755 chevaux-vapeur.

Si on y ajoute les machines des Mines au nombre de 105 représentant au moins 12,850 chevaux-vapeur, on trouve que le département du Nord emploie pour les industries une force de 75,605 chevaux-vapeur.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Préfet, avec respect,

Votre obéissant et dévoué serviteur.

L'Ingénieur en chef des Mines,
J. DECLERCQ,

(Voir le rapport supplémentaire ci-après, page 285.)

PONTS-ET-CHAUSSÉES.

ROUTES NATIONALES.

SITUATION DU SERVICE.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF

I. — Ensemble du service.

Les routes nationales qui traversent le département du Nord sont au nombre de quinze, et présentent un développement total de 592,211 mètres ainsi réparti :

Chaussées pavées	525,138 m.	ou 91 %.
Chaussées empierrées	57,073	ou 9 %.

Les empierrements forment, comme on le voit, l'exception. Ils se trouvent sur la route N° 2, entre Avesnes et la limite de l'Aisne; sur la route N° 39, entre le Câteau et la Groise; sur la route N° 42, à la limite du Pas-de-Calais; sur la route N° 44, vers la limite de l'Aisne; sur la route N° 45, entre Le Quesnoy et Landrecies, et sur la route N° 49, entre Maubeuge et la frontière belge.

La situation générale des routes nationales, dans le département du Nord, n'a pas sensiblement changé depuis l'année dernière, elle reste médiocre et périclitante. L'hiver a été peu rigoureux, mais nos routes n'en ont point moins éprouvé des dégradations qui ne pourront que difficilement être réparées à l'aide des ressources de l'entretien.

Celles de ces voies de communication qui laissent le plus à désirer sont les routes N° 42, entre Nieppe et Bailleul et entre Caestre et l'Hazewinde; N° 41, entre Lille et la frontière belge; N° 45, entre Saint-Amand et Vicoigne; N° 17, entre Roncq et la frontière belge; N° 40, entre Loon et Grande-Synthe et au-delà de Rexpoëde.

La dotation de l'entretien, qui était de 515,000 fr. en 1874, a été portée en 1875 à 525,000 »

Pour travaux de grosses reparations, l'ensemble des crédits sur la seconde catégorie du budget ordinaire qui était, en 1874, de 69,050 fr., est pour le présent exercice, de . . . . . 96,300 »

Le montant total des crédits affectés aux routes nationales, sur le budget ordinaire pour le département du Nord, est donc de. . . . . 621,300 »

En 1874, on avait, sur la 1re et la 2e catégorie du budget ordinaire, une somme totale de 591,550 fr. encore bien inférieure au chiffre ancien de 700,000 fr. que le Conseil général a toujours demandé depuis la brusque réduction opérée, en 1865, sur le budget des routes nationales du département. Le service se trouve ainsi dans l'impossibilité la plus absolue d'avancer avec l'activité désirable dans la voie des améliorations poursuivies autrefois et spécialement recommandées à sa vigilance. Les rechargements et remaniements de chaussées, la réduction du bombement excessif et dangereux qu'elles présentent encore sur un grand nombre de points, l'établissement de zônes empierrées le long des pavages et les assainissements des traverses, toutes ces améliorations qui répondent à des besoins de premier ordre, ne peuvent être réalisées qu'avec une extrême lenteur. L'ensemble des projets de deuxième catégorie, dont l'Administration supérieure a reconnu l'urgence et qu'elle a approuvés, mais pour lesquels elle n'a encore ouvert aucun crédit, ne se monte pas à moins de 354,600 fr., et rien que pour terminer les projets de même catégorie en cours d'exécution, le service a besoin d'une série d'allocations s'élevant, réunies, à la somme de 240,624 fr. 53 c. Ainsi, avec un crédit annuel égal à celui de 1875, il faudrait plus de six ans pour exécuter les grosses réparations approuvées ou entreprises sur les routes nationales du Nord, c'est-à-dire celles seulement qui se recommandent par un degré d'urgence extrême, incontestable et incontesté.

Sur le budget extraordinaire, le montant total des projets approuvés et non encore entrepris est de 1,358,000 fr. Celui des projets en cours d'exécution est de 210,654 fr. 57 c.; et comme ces travaux seront achevés en 1875, c'est la première de ces deux sommes qui reste à allouer. Ces projets se rapportent en majeure partie à la rectification et à l'élargissement des défilés étroits et sinueux par lesquels les routes nationales traversent les fortifications des places militaires du département. Plusieurs améliorations de ce genre ont été réalisées dans ces dernières années sur la route nationale N° 2, à Avesnes (porte de Mons), sur la route N° 17, à Lille (porte de Gand), sur les routes Nos 16 et 40, à Bergues, sur la route N° 29, à Valenciennes, sur la route N° 41, à Lille (porte de Tournai), sur la route N° 43, à Douai; et l'on termine, en ce moment, la rectification de la route nationale N° 2, à la porte de France, à Avesnes. Mais il y a encore beaucoup à faire, et parmi les travaux les plus urgents, on peut ranger ceux à exécuter sur la route nationale N° 17, à Douai (porte de Lille), sur la route N° 2, à Maubeuge (porte de France), sur la route N° 45, à Valenciennes (porte de Lille), et sur la route N° 17, à Cambrai (porte de Selles).

La Compagnie du chemin de fer du Nord vient de terminer le passage supérieur qui doit remplacer le passage à niveau existant dans l'intérieur même de sa gare, sur la route Nationale N° 45, à la sortie de Valenciennes, et le service de la navigation va reconstruire et relever le pont du Mouton-Noir, au moyen duquel, à l'extrémité même de ce passage, la route franchit l'Escaut. Deux grandes améliorations seront ainsi faites cette année.

Sur la route Nationale N° 17, la ville de Lille vient de procéder aux expropriations nécessaires pour l'élargissement du passage dangereux de la rue des Manneliers. Il est à espérer qu'elle aura bientôt achevé ce travail pour l'exécution duquel l'État lui a accordé une subvention de 300,000 fr.

Quant aux travaux accessoires de la rectification de la route Nationale N° 41, entre la nouvelle porte de Béthune et la Grand'Place, à Lille, ils seront sans doute aussi terminés cette année. Une allocation de 16,291 fr. 48 c., inscrite au budget de 1875, permettra de compléter le versement de la subvention de 135,000 fr. fournie, à cet effet, sur les fonds du Trésor à la ville de Lille.

II. — Situation de chaque route.

Pour compléter l'exposé général qui précède, l'Ingénieur en chef croit devoir donner, sur la situation de chaque route en particulier, quelques détails rapides qui paraissent de nature à intéresser le Conseil général.

Route N° 2 de Paris à Maubeuge et à Bruxelles par Mons. — Entre la limite du département de l'Aisne et Avesnes, sur 10 kilomètres de longueur, la chaussée est empierrée, excepté dans la traverse d'Etrœungt qui est pavée sur une étendue de 865 mètres.

La section empierrée est dans un état satisfaisant depuis le rechargement de 1870; mais la traverse d'Étrœungt, comme la plupart des sections pavées de l'arrondissement d'Avesnes, reste défectueuse sous le rapport de la chaussée e de ses accessoires.

Entre Avesnes et Maubeuge, la route est pavée, son profil longitudinal présente une suite non interrompue de pentes et de rampes dont les déclivités sont très-fortes. On avait entrepris, sur cette partie, depuis plusieurs années, des travaux d'amélioration consistant en relevés de bordures pour faire disparaître l'exagération dangereuse du bombement transversal du pavé, et en construction de zônes empierrées pour consolider ce dernier et augmenter la largeur de la voie. Un mieux très-sensible avait été obtenu, mais il restait encore considérablement à faire pour arriver à un état satisfaisant, et l'on doit déplorer qu'aucun crédit spécial n'ait été alloué depuis 1863 pour continuer cette amélioration indispensable

La traversée des fortifications de Maubeuge, dont l'amélioration est approuvée, reste dans l'état le plus déplorable; elle soumet la circulation aux entraves les plus intolérables et à des dangers sérieux, surtout au passage de la porte de France, dont l'amélioration devient tous les jours plus urgente. Les projets d'exécution de ces travaux sont terminés. L un est approuvé depuis 1863, l'autre a été soumis le 19 août 1870, à l'Administration supérieure et approuvé le 19 juin 1871. Le montant total de ces deux projets est de 99,000

La rectification de cette route, entre la porte de Mons à Avesnes, et le passage à niveau du chemin de fer, a été terminé l'année dernière; on achèvera, cette année, la rectification de la même route, dans la même ville, à la porte de France.

Route N° 16, de Paris à Dunkerque, par Hazebrouck, Cassel et Bergues.— Entre Saint-Venant et Morbecque, la route a été construite avec des matériaux tendres et le sous-sol est formé d'argile glaiseuse de la pire espèce. Entre Morbecque et Hazebrouck, la chaussée est viable, mais elle présente généralement un bombement trop considérable.

D'Hazebrouck à l'Hazewinde, la chaussée, qui est pavée sur 4 mètres seulement, a été élargie et consolidée au moyen de zônes empierrées; ce travail a mis la route dans un état satisfaisant qui se maintient.

De l'Hazewinde à Bergues, la circulation est faible et presqu'entièrement agricole; la situation de la route y reste satisfaisante. Les ressources de l'entretien suffisent à peu près aux besoins et permettent même de poursuivre quelques améliorations nécessaires, notamment l'établissement de zônes empierrées le long du pavage sur les rampes de Cassel et la construction de trottoirs dans les parties fréquentées par les piétons.

Entre Bergues et Dunkerque, la détérioration de la chaussée fait des progrès rapides et la viabilité se trouverait compromise, dans un avenir assez prochain, s'il n'y était pourvu. Un projet de remaniement est en ce moment à l'étude dans ce but.

La traverse de Dunkerque demanderait également des réparations importantes. Mais il est impossible de songer à les exécuter sur le crédit d'entretien. Aussi l'Ingénieur en chef a-t-il produit un projet de réfection et de redressement de la chaussée dans les rues de Lille et Royale, projet pour l'exécution duquel il demande vainement un crédit depuis trois ans.

Sur une demande du Conseil municipal d'Hazebrouck, un projet a été étudié pour la réfection du pavage de la rue de la Clef. La ville se propose de reconstruire en même temps les trottoirs et d'élargir les parties étranglées de la rue en faisant reculer immédiatement à l'alignement les maisons riveraines. La dépense totale est évaluée à 70,000 fr. Dans un rapport des 5-19 février 1874, les Ingénieurs ont proposé de prendre à la charge de l'État une somme de 36,300 fr: si la ville d'Hazebrouck consent à payer le surplus, soit 33,700 fr. Le projet a été approuvé le 4 novembre 1874. La ville d'Hazebrouck a déjà commencé l'acquisition des terrains dont elle est chargée. Il serait fâcheux que le surplus des travaux éprouvât un ajournement forcé par suite de retard à l'allocation de la part contributive de l'État.

La ville de Dunkerque a présenté un projet pour la reconstruction de la chaussée et des trottoirs de la rue des Capucins. Les trottoirs seraient refaits dans les conditions de la loi de 1845 et la dépense totale s'élèverait, suivant les options des riverains, à 35,500 fr. ou à 42,500 fr. Dans un rapport des 10 et 18 avril 1874, les Ingénieurs ont proposé de confier l'exécution de tous ces travaux à la ville de Dunkerque, en lui abandonnant les pavés de la route actuelle et en lui accordant une subvention de 10,000 fr. Ces propositions ont été approuvées par décisions des 31 août et 30 octobre 1874 et la ville a exécuté les travaux bien que le crédit correspondant à la subvention de l'État n'ait pas encore été ouvert.

La circulation moyenne a augmenté de 28 colliers, depuis 1864, sur la route Nationale N° 16; elle est aujourd'hui de 254 colliers par jour.

Route N° 17, de Paris à Lille et à Ostende, par Cambrai, Douai et Pont-à-Marcq.— Cette route est dans un état assez satisfaisant, depuis son origine dans le département, jusqu'à Cambrai.

Entre Cambrai et Douai, la chaussée se maintient dans une situation assez convenable, excepté dans l'enclave du Pas-de-Calais, où elle renferme un grand nombre de pavés tendres dont il est urgent de la débarrasser. La traverse de Douai réclame toujours d'importantes et urgentes améliorations qui sont approuvées depuis longtemps en principe, mais dont l'exécution a été ajournée jusqu'ici.

La partie comprise entre Raches et Cantin est fortement rouagée chaque hiver, à cause de la circulation importante qu'elle subit; mais la viabilité n'y est jamais compromise.

De Pont-à-Marcq à Lille, la chaussée, renouvelée en grande partie de 1840 à 1850, est dans un état assez satisfaisant. Toutefois, le développement des traverses nécessite un surcroît de main-d'œuvre d'entretien qui ne permet pas d'introduire assez de matériaux neufs dans les pavages.

Entre Lille et la frontière de Belgique, où se forme l'un des centres industriels les plus importants du département et où la circulation est considérable, l'état de la route est déplorable; la chaussée, sur de grandes longueurs, est étroite et ruinée; son tracé présente des irrégularités que rien n'explique ni ne justifie; son profil transversal est défectueux.

Un projet montant à 59,000 fr., de remaniement de la chaussée pavée à la porte de Gand, à Lille et entre Roncq et Halluin, a été approuvé par décision du 24 janvier 1873.

Un projet montant à 11,500 fr. pour la suppression d'un cassis dans la traverse de Gouzeaucourt a été approuvé par décision ministérielle du 12 février 1874. Un crédit de 7,000 fr. est alloué en 1875 pour entamer ce travail.

Les améliorations à exécuter sur la route nationale N° 17, dans la traversée des fortifications de Douai et de Cambrai, sont comprises dans le décret du 7 janvier 1869 relatif aux places de guerre du département.

On s'occupe en ce moment d'un projet de prolongement du relevé à bout fait sur l'aqueduc de Masnières dans la rampe très-raide qui part de ce point et où le mauvais état du pavage rend la circulation périlleuse.

La circulation a subi une diminution assez notable sur la route N° 17 depuis 1864; elle s'est abaissée de 596 à 503 colliers par jour pour l'ensemble de la route.

Route N° 25, du Hâvre à Lille par Carvin et Seclin. — L'exploitation des houillières de Carvin et de Meurchin a augmenté la circulation de cette route, surtout entre Seclin et Lille. La chaussée laisse partout beaucoup à désirer, mais particulièrement dans cette dernière partie. Un projet de restauration partielle au territoire de Wattignies est approuvé, mais son exécution est ajournée par suite de l'insuffisance des ressources. Les dépenses sont évaluées à 25,000 fr. Ce travail serait très-utile, l'entretien de cette section de route étant devenu très-difficile pour ne pas dire impossible.

La fréquentation moyenne de cette route s'est élevée de 613 à 641 colliers depuis 1864.

Route N° 29, de Rouen à Valenciennes et à Mons par Cambrai et Bouchain. — De la limite

du département à Cambrai, cette route est en bon état, excepté aux abords et dans la traversée des fortifications de cette ville

De Cambrai à Bouchain, la chaussée se trouve dans des conditions assez satisfaisantes de viabilité et s'améliore même quant à l'aspect général. Mais sa constitution est très-faible et sa situation restera toujours très-précaire tant qu'elle n'aura pas été complétement remaniée. Les traverses de Fontaine-Notre-Dame et du Faubourg de Bapaume ont besoin de réparations. Des projets sont à l'étude.

Entre Bouchain et Valenciennes, la circulation locale a considérablement augmenté et elle soumet la chaussée à des épreuves que celle-ci supporte difficilement. Les parties les plus compromises ont été remaniées pendant ces dernières années, mais il reste encore beaucoup à faire.

De Valenciennes à la frontière, les besoins sont considérables, et l'on ne peut que regretter l'ajournement des projets approuvés depuis longtemps pour y faire face. Toutefois un remaniement du pavage à l'extrémité de Saint-Saulve a été commencé sur les fonds de deuxième catégorie en 1872. Ce travail, poursuivi en 1873 et 1874, sera terminé dans le courant de la présente campagne.

Un projet de reconstruction du pont de Douchy, snr la Selle, a été approuvé en 1873. Il serait désirable d'avoir promptement des ressources pour exécuter ce travail dont la dépense serait de 39,000 fr.

L'amélioration de la traversée des fortifications de la porte de Cantimpré, à Cambrai, est également approuvée en principe par le décret du 6 janvier 1869, mais aucun crédit n'a encore été affecté à cette entreprise.

La circulation qui avait augmenté de 169 colliers de 1859 à 1864 a continué à s'accroître; elle a gagné 271 colliers depuis 1864 et elle atteint aujourd'hui le chiffre élevé de 1,202 colliers par jour pour l'ensemble de la route.

Route N° 39, *de Montreuil-sur-Mer à Mézières par Cambrai et le Cateau.* — La partie pavée de cette route s'étend de la limite du département du Pas-de-Calais jusqu'au Cateau; elle est dans un état satisfaisant; on poursuit les travaux entrepris il y a plusieurs annnées pour en rectifier le profil transversal qui présentait un bombement excessif et dangereux, et pour l'amélioration des accotements qui étaient généralement très-démaigris. Ces travaux sont assez avancés et ils ont réalisé une amélioration précieuse.

La partie empierrée comprise entre le Cateau et la Groise continue à se maintenir dans un état de solidité qui résiste avec succès aux épreuves d'un roulage considérable.

Dans les traverses d'Inchy, de Câtillon, de la Groise et de Beaumont, l'écoulement des eaux était défectueux et insuffisant. Des projets approuvés depuis quelques années pour remédier à cet état de choses et dont le montant est de 10,600 fr, pour Inchy et de 15,000 fr. pour Catillon ont été commencés en 1872; ces travaux ont été poursuivis en 1873 et 1874. Ils seront terminés en 1875 et l'on pourra alors entreprendre ceux de la Groise et de Beaumont.

On s'occupe en ce moment d'étudier un projet de remaniement de la chaussée pavée dans la traverse de Bazuel, travail indispensable et réclamé depuis longtemps pour l'assainissement de cette traverse.

La fréquentation de la route nationale N°39 a diminué de 156 colliers depuis 1864; elle est

revenue au chiffre de 1859 qui était de 686 colliers en moyenne pour l'ensemble de la route.

Route N^e 40, de Paris à Dunkerque et à Menin par Bergues et Ypres. — Sur l'étendue de six kilomètres qui sépare Gravelines de Loon et en dehors des traverses, qui ont été sensiblement améliorées dans ces derniers temps, la chaussée est dure et d'une circulation pénible; les pavés sont irréguliers, mal taillés et constamment dégarnis de sable dans leurs joints par le vent de mer. Mais cette portion de route est parfaitement disposé pour être économiquement entretenue à l'état de chaussée empierrée, ainsi que cela existe dans le département du Pas-de-Calais, et les Ingénieurs préparent en ce moment un projet à cet effet.

Entre Loon et Grande-Synthe, la chaussée est encore dans un état défectueux, mais elle peut être améliorée par un bon entretien avec établissement de zônes empierrées et d'un trottoir sur l'un des accôtements. Entre Grande-Synthe et Dunkerque elle a beaucoup gagné depuis quelques années sous le rapport de la viabilité par suite des efforts de l'entretien, et ses principales imperfections auront disparu. Enfin, entre Bergues et la frontière de Belgique, la chaussée de cette route, bien que composée presqu'exclusivement de matériaux de faibles dimensions, se maintient assez bien depuis qu'elle a été remaniée sur six kilométres 500 mètres de longueur entre Bergues et Rexpoëde.

Les travaux de reconstruction du pont des glacis, sur la Basse-Colme, ont été terminés en 1874.

La fréquentation de la route nationale N° 40 n'a gagné que 21 colliers depuis 1864, elle est est aujourd'hui en moyenne de 190 colliers.

Route N° 41 de Saint-Pol à Lille et a Tournai, par Béthune, La Bassée, Annappes et Baisieux. — La situation de cette route importante a été longtemps très-mauvaise. Les parties qui étaient autrefois les plus défectueuses se trouvaient entre Fournes et la limite du département, à La Bassée, ainsi qu'entre Haubourdin et Lille, section qui ne constitue qu'une traverse continue et emprunte aux localités qu'elle dessert, et notamment au chef-lieu, une importance exceptionnelle.

Ces parties de routes sont aujourd'hui améliorées par des travaux de grosses réparations, qui ont donné lieu à d'importantes dépenses.

Un décret du 10 mars 1869 a approuvé, en principe, la rectification de cette route dans la traverse de Lille, et alloué à la Ville de Lille une subvention de 135,000 fr. pour l'exécution des ouvrages. La Ville aura reçu, à la fin de 1874, trois à-comptes montant ensemble à 118,708 fr. 58 c. Un crédit de 16,291 fr. 48 c., formant le solde, est alloué au budget de 1875.

Entre Lille et la frontière de Belgique, la chaussée et ses accessoires ont été améliorés dans les parties les plus dégradées; l'état général de cette section reste encore cependant très-peu satisfaisant, mais le chemin de fer de Lille à Tournai lui a enlevé une partie de son importance, et il y a lieu de penser qu'elle se trouvera désormais dans des conditions tolérables, à moins qu'une circulation locale ne remplace celle de transit qui la soumettait à de rudes épreuves.

Un projet d'élargissement de la rue des Manneliers, à Lille, dressé par les soins de la Ville, a été approuvé, le 26 décembre 1871, par une décision ministérielle, qui subventionne de 300,000 fr., sur les fonds du Trésor, cette entreprise, dont l'exécution est confiée à la Ville de Lille. Les expropriations des maisons à rescinder ont été faites au mois de mai dernier.

La fréquentation de cette route, parallèle à deux lignes de fer, s'est abaissée de 769 à 265 colliers depuis 1864.

Route N° 42 de Lille à Boulogne, par Armentières, Bailleul, Cassel et Bavinchove. — Malgré l'ouverture du chemin de fer du Nord, cette route doit à sa circulation locale une très-grande importance entre Lille et Lomme. La situation de cette section est assez convenable, mais son entretien est fort difficile à cause de la vétusté des matériaux et de l'activité de la circulation.

De Lomme à Armentières, la chaussée est dans un état médiocre. Elle éprouvait, chaque année, des désordres dans la section de Prémesques, où le sous-sol est formé d'argile plastique; des travaux de drainage ont amélioré la situation. Un projet, montant à 25,000 fr., pour l'établissement de zônes en empierrement, le long de la chaussée, dans les parties où elle n'a que cinq mètres de largeur, a été approuvé par l'Administration supérieure, le 19 juin 1871, mais aucun crédit n'a encore été affecté à l'exécution de ce travail. Un autre projet, ayant pour objet la restauration du pont de Nieppe et l'adoucissement des rampes aux abords, a été également approuvé par décision ministérielle, en date du 2 février 1874. Il serait bien désirable d'avoir les fonds nécessaires pour réaliser cette amélioration, dont la dépense est évaluée à 15,000 francs.

D'Armentières à Bailleul, et principalement de Nieppe à Bailleul, la chaussée est excessivement défectueuse, comme composition et comme forme, et réclame l'exécution d'un projet de remaniement, montant à 24,500 fr., et approuvé depuis plus de douze ans.

Sur le reste de la route, de Bailleul à l'Hazewinde, et de Cassel au département du Pas-de-Calais, la composition de la chaussée est plus que médiocre; cependant, un entretien bien fait et une faible circulation permettent de la maintenir dans un état satisfaisant de viabilité. Les parties les plus défectueuses ont pu être améliorées, au moyen de crédits spéciaux.

La partie située entre le passage à niveau du chemin de fer du Nord et le village de Bavinchove est mauvaise. Un projet de remaniement sera prochainement présenté.

La circulation a augmenté de 86 colliers sur la route nationale N° 42 depuis 1864; elle est aujourd'hui, en moyenne, de 436 colliers.

Route N° 43 de Bouchain à Calais, par Douai. — L'extension donnée à l'exploitation des houillères, dont la route N° 43 est un débouché important, et la création d'un grand nombre d'établissements industriels entretiennent sur cette route une circulation extrêmement active. La chaussée, de construction très-ancienne, assise sur un mauvais terrain et composée de matériaux informes, subit un dépérissement dont les progrès rapides et inquiétants ne peuvent être combattus efficacement avec les ressources insuffisantes de l'entretien.

Un travail de remaniement, d'une longueur de 1,600 mètres, entre Lewarde et Auberchicourt, et dont le montant est de 45,584 francs, a été entrepris, cette année, au moyen d'un crédit de 20,000 francs inscrit au budget de 1875.

Une décision ministérielle, du 1er mai 1869, a accordé à la Ville de Douai une subvention de 87,000 francs pour l'élargissement de la rue de la Cloris, et un décret, du 16 mars 1870, a déclaré ce travail d'utilité publique. Cette somme sera versée à la Ville lorsque les terrains à exproprier auront été incorporés à la route; mais cette entreprise n'est pas encore com-

mencée, et elle ne présente aujourd'hui que peu de chance d'exécution, la Ville de Douai ne paraissant plus y attacher aucun intérêt.

La fréquentation de cette route, qui, en 1864, était déjà en augmentation de 188 colliers sur 1869, a reçu, dans la dernière période quinquennale, une nouvelle augmentation, qui atteint 487 colliers; elle est aujourd'hui de 1,196 colliers, en moyenne, pour l'ensemble de la route.

Route N° 44, de Châlons à Cambrai. — L'état de viabilité de cette route reste satisfaisant; toutefois, la chaussée empierrée dépérit d'une manière assez sensible, parce qu'elle n'est pas suffisamment entretenue. Il y aura lieu de se préoccuper prochainement de cette situation, bien que la circulation se soit abaissée, sur cette voie de communication, de 546 à 484 colliers depuis 1864.

Route N° 45, de Marles à Valenciennes et Tournai, par La Groise, Le Quesnoy, Valenciennes et Saint-Amand. — Cette route, qui est la plus importante du département, est aussi l'une de celles dont l'état laisse le plus à désirer; la chaussée aurait exigé un remaniement général. Elle est, chaque année, depuis quelque temps, l'objet de travaux d'amélioration assez importants, mais encore bien insuffisants en présence des besoins qui restent à satisfaire et de ceux qu'un entretien incomplet fait naître incessamment, principalement entre Le Quesnoy et la frontière belge.

Trois projets de remaniement, montant ensemble à 234,407 fr. 28 c., sont en cours d'exécution sur cette route. Les crédits y affectés, sur 1875 et les exercices antérieurs, s'élèvent à 107,000 francs; il restera donc à allouer 127,407 fr. 28 c., à partir du 1er janvier 1876.

La reconstruction du tablier du pont de la porte Ferrand, à Valenciennes, a été exécutée en 1874.

La traversée des fortifications de Valenciennes présente toujours les mêmes entraves pour la circulation, Les travaux à faire pour l'améliorer sont au nombre de ceux qui ont été approuvés par le décret du 6 janvier 1869, mais le défaut de crédits n'a pas encore permis de les entreprendre.

Un projet de rectification à opérer à l'entrée du Quesnoy a été produit le 18 août 1871. L'Administration supérieure est disposée à provoquer le décret nécessaire pour l'affectation au service des Ponts-et-Chaussées des terrains domaniaux à occuper, Les documents voulus à cet effet ont été fournis le 24 août 1874 mais aucune décision n'est encore intervenue.

La fréquentation de cette route a subi une légère diminution de 45 colliers depuis 1864, elle atteint encore aujourd'hui le chiffre élevé de 817 colliers en moyenne.

Route N° 48, de Valenciennes à Condé et à Gand. — Cette chaussée est partout dans le plus triste état, à l'exception de la partie comprise entre la sortie de Bruai et la borne kilométrique N° 15. Elle ne renferme plus que des pavés difformes et extrêmement petits, de véritables cailloux bruts, et il ne reste plus de traces de la fondation de sable. Cette situation occasionne chaque hiver de réels désordres que l'exécution trop lente des projets approuvés ne permet pas de réparer.

Un projet de remaniement entre Fresnes et la frontière, montant à 169,358 fr. 59 c. est en cours d'exécution depuis 1865. Il sera poursuivi en 1875 au moyen d'une allocation de

9,964 fr, 79 c. mais il restera encore à dépenser 26,681 fr. 81 c. pour achever ce travail.

Une amélioration du même genre a été commencée cette année dans la traverse de Bruay. Le montant des dépenses autorisées est de 59,332 fr. 50 c. mais le crédit qui y est affecté ne s'éléve qu'à 10,000 fr.

La circulation s'est élevée de 646 à 1,096 colliers, en augmentation de 450 colliers depuis 1864.

Route N° 49, de Valenciennes à Luxembourg par Jenlain, Bavai et Cousolre. — De Jenlain à Maubeuge, cette route est peu fréquentée, son état de viabilité, quoique médiocre, suffit à peu près aux besoins. Les parties de chaussées trop bombées se trouvent toujours très-nombreuses et les relevés de bordures annuels sont impuissants pour les réduire, d'une manière notable. Grâces aux banquettes de sûreté et aux trottoirs en terre maintenant terminés, il n'y a plus d'accôtement dangereux.

De Maubeuge à Ferrière-la-Grande, la circulation reste encore considérable malgré l'établissement du chemin de fer qui lui est parallèle, et la chaussée, qui est empierrée, subit un dépérissement rapide qui appelle impérieusement des travaux de rechargement. Un projet de restauration de cette section, montant à 9,000 fr. a été approuvé le 18 février 1869, mais aucun crédit n'y a encore été affecté. Il en est de même d'un projet de 9,500 fr. pour le remaniement du pavage de la traverse de Ferrière-la-Grande lequel a été approuvé le 19 juin 1873.

De Ferrière à la frontière, la chaussée est réduite à la fondation en blocage; la circulation y est heureusement insignifiante, excepté entre Colleret et Cousolre où un rechargement est indispensable et a fait l'objet d'un projet montant à 18,000 fr. qui a été approuvé le 21 octobre 1864, mais n'a pu encore être entrepris faute d'allocations.

La fréquentation de la route nationale n° 49 a gagné 42 colliers depuis 1864, elle est aujourd'hui en moyenne de 373 colliers.

Route N° 50, de Douai à Arras. — Cette route, dont la longueur dans le département n'est que de 4 kilomètres, se trouve dans un état relativement satisfaisant pour la circulation assez faible qu'elle reçoit, circulation qui ne se compose que de transports agricoles et qui reste de 386 colliers, en perte de 42 colliers sur le chiffre de 1864.

III. — Crédit d'entretien.

Le tableau ci-après donne la longueur de chaque route, la circulation qu'elle subit et les chiffres de la répartition du crédit d'entretien de la somme de 515,000 francs affectée à l'exercice 1874.

Il en résulte que le prix d'entretien par kilomètre a été comme il suit :

Maximum : 1,301 fr. pour la route N° 39, très-fréquentée, et qui offre 10 kilomètres en empierrement ;

Minimum : 546 fr. pour la route N° 49 très-peu fréquentée;

Moyenne : 805 fr. 26 pour les quinze routes nationales du réseau qui supportent une fréquentation moyenne de 614 colliers par jour, répondant à un tonnage utile de 2,412,640 de

ar an.

DÉSIGNATION DES ROUTES NATIONALES.	LONGUEURS. Empierrées.	Pavées.	TOTALES.	CIRCULATION. Nombre de colliers par jour.	Tonnage annuel non compris le poids du véhicule.	Crédits d'entretien en 1874. par route	par kilomètre.
	m.	m.	m.	colliers.	tonnes.	fr. c.	fr. c.
Nos 2, de Paris à Mons	9.763	27.158	39.921	349	86.680	29723 57	805 06
16, de Parit à Dunkerque	»	54.402	54.402	254	64.605	34282 48	630 17
17, de Paris à Lille	»	96.364	96.364	503	121.545	64010 »	664 27
25, du Hâvre à Lille	»	15.611	15.611	641	184.690	10400 »	666 19
29, de Rouen à Valenciennes et à Mons.	»	58.441	58.441	1202	301.125	46761 40	800 10
39, de Montreuil-sur-Mer à Mézières	10.292	30.051	40.343	686	169.360	52500 »	1301 33
40, de Paris à Dunkerque et à Menin	1.267	33.004	34.271	190	39.420	20016 49	584 06
41, de Saint-Pol à Lille et à Tournai	»	40.367	40.367	625	148.190	36450 »	902 96
42, de Lille à Boulogne	2 440	52.939	55.349	436	122.275	39165 43	707 60
43, de Bouchain à Calais	»	27.911	27.911	1196	302.220	22117 55	792 43
44, de Châlons-sur-Marne à Cambrai	2.391	4.298	6.689	484	125.925	4930 »	737 03
45, de Marles à Valenciennes et à Tournai	13.879	46.791	60 670	817	198.195	67215 50	1008 18
48, de Valenciennes à Condé et à Gand	»	18.230	18.230	1096	257.325	23500 »	1289 08
49, de Valenciennes à Luxembourg	17.071	25.628	42.699	373	93.805	23314 82	546 02
50, de Douai à Arras	»	3.946	3.946	386	99.280	2500 »	633 55
	m.	m.	m.	colliers.	tonnes.	fr. c.	fr. c.
TOTAUX	57.073	535.138	592.211	»	2.412.640	476887 24	»
MOYENNES	»	»	»	614	»	»	805 26
A ajouter pour dépenses diverses et réserves, frais de déplacements, traitements d'agents secondaires, impressions, etc						38112 76	
CRÉDIT TOTAL D'ENTRETIEN EN 1874						515000 »	

IV. — Travaux neufs et de grosses réparations.

Les projets approuvés pour travaux neufs et de grosses réparations sur les routes nationales du Nord se montent à la somme de 2,191,423 fr. 22 c., qui se répartit de la manière suivante :

Projets approuvés et en cours d'exécution	Budget ordinaire (2e catégorie)	622,668 55	833,323 f. 22
	Budget extraordinaire	210,654 67	
Projets non commencés	Budget ordinaire (2e catégorie)	354,600 »	1,358,100 »
	Budget extraordinaire	1,003,500 »	
TOTAL pareil			2,191,423
Sur le montant total de tous ces projets :			
Les crédits alloués antérieurement à 1875, s'élèvent à		476,397 17	592.698 69
Les crédits de l'exercice de 1875 sont de		116,302 52	
Il reste donc à allouer une somme de			1,598,724 f. 53

dont 240,624 fr. 53 c, pour terminer les travaux en cours d'exécution.

Tous ces projets sont présentés en détail dans les deux tableaux composant l'état récapitulatif ci-après :

ÉTAT RÉCAPITULALIF DES TRAVAUX NEUFS EN COURS D'EXÉCUTION ET DES PROJETS APPROUVÉS.

N^os^ des routes.	INDICATION DES TRAVAUX.	ESTIMATION des dépenses.	CRÉDITS antérienrs à 1875.	CRÉDITS de 1875.	CRÉDITS Totaux.	CRÉDITS restant à allouer.	OBSERVATIONS.
							1re *Section.* — SERVICE ORDINAIRE.
2	Restauration du pavage entre Avesnes et Maubeuge. . . .	30000 »	» »	» »	» »	30000 »	Projet approuvé le 12 décembre 1863. — Cette partie de la route nationale N° 2 offre une suite non interrompue de pentes et rampes dont les déclivités sont très-fortes, le bombement transversal du pavage présente en outre une exagération dangereuse. Le projet ci-contre a pour but de remédier à ces inconvénients et à ces dangers par le relèvement des côtés de la chaussée et l'établissement de zônes latérales empierrées de 1 mètre de largeur.
16	Remaniement de la chaussée pavée dans la traverse de Dunkerque, rue de Lille et rue Royale.	29000 »	» »	» »	» »	29000 »	Projet approuvé le 10 mai 1873. — Chaussées complètement ruinées dans une ville importante et en butte à une énorme circulation. Il serait bien désirable que ce travail pût être exécuté le plus promptement possible.
	Remaniement de la chaussée et des trottoirs de la traverse d'Hazebrouck, rue de la Clef, sur une longueur de 375 mètres :	33000 »	» »	» »	» »	33000 »	Projet approuvé le 4 novembre 1874. — Chaussée complètement ruinée, supportant un roulage considérable et située dans une ville importante. Le projet a pour but de reconstruire le pavage actuel sur une largeur variant de 5 m. 50 à 6 m. 50 de manière à permettre le croisement de deux voitures et à encadrer la chaussée entre deux trottoirs.
17	Remaniement de la chaussée pavée à la porte de Gand, à Lille, et entre Roncq et Halluin	59000 »	» »	» »	» »	59000 »	Projet approuvé le 24 janvier 1873. — La chaussée de ces deux parties de routes, formée de matériaux disparates reposant sur une couche de sable de 0 m. 05 est étroite et presque complètement ruinée. Le profil transversal est en outre complètement vicieux, notamment entre Roncq et Halluin. Le projet a pour but la reconstruction du pavage sur sa largeur actuelle de 9 mètres dans la première section et sur 4 m. 50 dans la deuxième section où l'on opérerait ainsi un élargissement d'un mètre. Cette amélioration est vivement réclamée par le public sur cette importante partie de route très-fréquentée par de nombreux transports industriels.
	Suppression d'un cassis dans la traverse de Gouzeaucourt.	11400 97	» »	7000 »	7000 »	4400 97	Travaux adjugés le 22 février 1875.
25	Remaniement au territoire de Wattignies	25000 »	» »	» »	» »	25000 »	Projet approuvé le 7 décembre 1863. — L'exploitation des houillères de Carvin et de Meurchin a augmenté la circulation de cette route qui laisse partout à désirer, particulièrement au territoire de Wattignies. Le remaniement de cette section est indispensable, l'entretien en devenant presqu'impossible.
29	Remaniement à l'extrémité de Saint-Saulve	34250 »	24000 »	9000 »	33000 »	1250 »	Travaux adjugés le 24 juin 1872.
	Reconstruction du pont de Douchy sur la Selle	39000 »	» »	» »	» »	39000 »	Projet approuvé le 1^er^ mai 1873. — Le montant de ce projet qui s'élevait à 42,000 fr. a pu être ramené à 39,000 fr. par l'introduction des modifications recommandées par la décision approbative. Le pont dont il s'agit est dans un état de ruine presque complet, et il y aurait danger pour la circulation à en ajourner trop longtemps la reconstruction qui devra d'ailleurs être faite en une seule campagne.
	Remaniement dans la traverse d'Inchy	10600 »	9500 »	1100 »	10600 »	» »	Travail exécuté en régie en exécution de la dépêche ministérielle du 29 novembre 1872.
	Remaniement dans la traverse de Châtillon	15000 »	14500 »	500 »	15000 »	» »	Travaux adjugés le 21 juin 1872.
39	Construction de caniveaux pavés dans la traverse de la Groise :	12000 »	» »	» »	» »	12000 »	Projet approuvé le 4 juillet 1863. — La traverse de la Groise ne présente aucune pente. Les eaux y restent stagnantes et compromettent la conservation de la chaussée en même temps qu'elles sont une cause permanente d'insalubrité. Tout souffre d'un pareil état de choses auquel il est urgent de remédier par l'exécution du projet ci-contre.
	Remaniement de la chaussée pavée de la traverse de Beaumont	17000 »	» »	» »	» »	17000 »	Projet approuvé le 31 mars 1873. — La traverse de Beaumont située à peu près à égale distance de trois centres industriels importants en reçoit une circulation fort importante. La chaussée pavée, composée de matériaux usés par des retailles successives, ne peut résister aux transports écrasants qu'elle subit. Les accotements présentent pendant la plus grande partie de l'année des cloaques infects dans lesquels les eaux séjournent et d'où elles ne disparaissent que par évaporation. Cet état de choses est aussi nuisible à la conservation de la chaussée qu'à la salubrité. Il est très-désirable d'y apporter remède le plus promptement possible.
42	Plantations entre Bailleul et le Pas-de-Calais	5100 »	» »	» »	» »	5100 »	Projet approuvé le 28 juillet 1856. — La plantation de cette route est belle. Le projet a pour but de combler des lacunes qui déparent l'ensemble.
	Remaniement de la chaussée, à Nieppe et à l'entrée de Bailleul	24500 »	» »	» »	» »	24500 »	Projet approuvé le 26 novembre 1862. — Le pavage de cette section de route, de construction très-ancienne, a un bombement excessif et se compose de matériaux difformes, de tout échantillon et laissant entre eux des joints énormes. La couche de sable ne dépasse pas 0 m. 06 et ce n'est qu'au prix d'une main-d'œuvre au-delà de toute proportion que l'on parvient à y maintenir la continuité de la circulation en hiver. Il serait urgent d'exécuter enfin ce vieux projet.
	A REPORTER	344850 »	48000 »	17600 »	65600 »	279250 97	

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES TRAVAUX NEUFS EN COURS D'EXÉCUTION ET DES PROJETS APPROUVÉS.

N°s des routes.	INDICATION DES TRAVAUX.	ESTIMATION des dépenses.	CRÉDITS antérieurs à 1875.	CRÉDITS de 1875.	CRÉDITS Totaux.	CRÉDITS restant à allouer.	OBSERVATIONS.
	REPORT	344850 00	48000 00	17600 00	65600 00	279250 97	
42	Construction de zônes empierrées entre Lille et Armentières	25000 »	» »	» »	» »	25000 »	Projet approuvé le 19 juin 1871.—Ceprojet a pour but de remédier à l'insuffisance de largeur de la chaussée qui dessert l'importante fréquentation produite sur cette route par les villes de Lille et d'Armentières. L'empierrement de l'accotement de la rampe de Prémesques, qui est très-raide, est devenu indispensable. Les lourdes voitures qui l'empruntent à la descente, pour éviter le glissement du pavage, le rendent constamment impraticable et y forment des débords dangereux. L'exécution de ce projet réaliserait une amélioration instamment réclamée par le roulage.
	Restauration du pont de Nieppe et adoucissement des rampes aux abords	15000 »	» »	» »	» »	15000 »	Projet approuvé le 2 février 1874.— L'exécution des travaux par la voie régielle est autorisée. Le projet a pour but : 1° de reconstruire le tablier qui forme baie défensive, ouverte dans le milieu de l'arche centrale, en abaissant toute la chaussee sur le pont de manière à ramener à 0 m.03 par mètre les rampes aux abords qui s'élèvent jusqu'à 0 m.05 ; 2° d'exécuter une réparation générale avec rejointoiement de toutes les faces apparentes de l'ouvrage et de ses annexes. Cette amélioration est extrêmement désirable.
43	Remaniement de la chaussée entre Auberchicourt et Lewarde	45584 »	» »	20000 »	20000 »	25584 »	Adjudication du 1er février 1875.
45	Remaniement sur 1,500 mètres, à partir du point kilom. 49	73474 85	35000 »	10000 »	45000 »	28474 85	Adjudication du 21 juin 1872.
	Remaniement de la chaussée entre les points kilom. 34k1 et 34k5	96950 »	28000 »	15000 »	43000 »	53950 »	Adjudication du 6 septembre 1872.
	Remaniement sur 1,300 mètres, à partir du point kilom. 53k900	63982 43	19000 »	10000 »	29000 »	34982 43	Adjudication du 21 juin 1872.
	Reconstruction du tablier du pont sur le fossé de retranchement 85, à la porte Ferrand, à Valenciennes . . .	27735 21	24000 »	3735 21	27735 21	» »	Travaux adjugés le 30 mars 1874.
	Remaniement sur 1,000 mètres dans la traverse de Bruay.	59332 50	» »	10000 »	10000 »	49332 50	Adjudication du 1er février 1875.
48	Remaniement entre Fresnes et la frontière belge	169358 59	124244 02	9964 79	134208 81	35149 78	Adjudication du 26 avril 1865 — Il serait bien désirable que des crédits annuels plus élevés permissent d'en finir promptement avec cette importante amélioration.
	Consolidation dans la traverse de Bruay	4500 »	» »	» »	» »	4500 »	Projet approuvé le 16 novembre 1866. — Consolidation à faire au-dessus d'anciennes carrières abandonnées. Peu urgent.
	Restauration de l'empierrement entre Colleret et Cousolre	18000 »	» »	» »	» »	18000 »	Projet approuvé le 21 octobre 1864. — Chaussée usée et ruinée. Le blocage est à découvert Mais on a toujours ajourné ce travail à cause de la faible circulation que dessert cette partie de route.
49	Rechargement de la chaussée empierrée entre Maubeuge et Ferrière-la-Grande	9000 »	» »	» »	» »	9000 »	Projet approuvé le 18 février 1869.— Chaussée affaiblie ; mais ce travail est peu urgent en raison de la diminution de circulation qui résultera de l'exécution du chemin de fer d'intérêt local de Maubeuge au Nouvion par Solre-le-Château.
	Restauration du pavage de la traverse de Ferrière-la-Grande	9500 »	» »	» »	» »	9500 »	Projet approuvé le 19 juin 1873.— Ce pavage se trouve en assez mauvais état et cette situation a soulevé des réclamations de la part du Conseil municipal de Ferrière-la-Grande, mais, comme urgence, cette amélioration doit passer après un grand nombre de celles qui précèdent.
	Exécution de la carte au 1/40000 formant annexe au nivellement général du département	15000 » A la charge de l'Etat.	7500 »	» »	7500 »	7500 »	Moitié de la subvention de l'État accordée par décision ministérielle du 22 août 1873. La dépense totale est évaluée à 66,300 fr. Un traité d'exécution, passé avec le sieur Ehrard, graveur à Paris, a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 31 décembre 1873. Les travaux sont en bonne voie.
	TOTAUX pour les travaux neufs de grosses réparations à exécuter sur les fonds du budget ordinaire (2e catég.).	977268 55	285744 02	96300 »	382044 02	595224 53	

2e Section.—

TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

2	Elargissement des ponts et passages militaires dans la ville de Maubeuge, à la porte de France	64000 »	» »	» »	» »	64000 »	Projet approuvé par decision ministérielle du 20 mai 1863. — Travail des plus utiles et à entreprendre prochainement. Le montant du projet primitif ne s'élevait qu'à 55,000 fr. Un nouveau détail estimatif mis en rapport avec les prix actuels et montant à 64,000 fr. a été produit le 23 février 1874 et approuvé le 2 mai suivant. Les Conseils d'arrondissement et de département sollicitent depuis longtemps l'exécution de cette amélioration.
	A REPORTER	64000 »	» »	» »	» »	64000 »	

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES TRAVAUX NEUFS EN

Nos des routes.	INDICATION DES TRAVAUX.	ESTIMATION des dépenses.	CRÉDITS antérieurs à 1875.	CRÉDITS de 1875.	CRÉDITS Totaux.
	REPORT	64000 »	» »	» »	» »
2 SUITE.	Elargissemeut des ponts et passages militaires dans la ville de Maubeuge, à la porte de Mons	35000 »	» »	» »	» »
	Rectification entre la rue de Mons, à Avesnes, et le passage à niveau du chemin de fer d'Aulnoye à Anor . .	62676 98	61944 63	732 35	62676 98
	Rectification à l'entrée d'Avesnes, à la porte de France . .	12977 69	10000 »	2977 69	12977 69
17	Elargissement de la porte de Selle, à Cambrai	80000 »	» »	» »	» »
	Elargissement de la porte de Lille, à Douai	44000 »	» »	» »	» »
17	Elargissement de la porte de Paris, à Douai	45000 »	» »	» »	» »
29	Amélioration des passages militaires dans la traversée de la porte Cantimpré	110500 »	» »	» »	» »
41	Elargissement de la rue des Manneliers, à Lille	300000 »	» »	» »	» »
	Rectification, à Lille, entre la nouvelle porte de Béthune et la Grande-Place	135000 »	118708 52	16291 48	135000 »
43	Amélioration des passages militaires, à Douai, à la porte de Béthune	62000 »	» »	» »	» »
43	Elargissement de la rue de la Cloris, a Douai	87000 »	» »	» »	» »
45	Elargissement à la porte de Lille, à Valenciennes	72000 »	» »	» »	» »
	Elargissement à la porte du Quesnoy, à Valenciennes . .	90000 »	» »	» »	» »
50	Elargissement dans la traversée des fortifications de Douai	14000 »	» »	» »	» »
	TOTAUX pour les travaux de rectifications à exécuter sur les fonds de la 2e section (Travaux extraordinaires) . .	1214154 67	190653 15	20001 52	210654 67

COURS D'EXÉCUTION ET DES PROJETS APPROUVÉS.

CRÉDITS restant à allouer.	OBSERVATIONS.
64000 »	
35000 »	Projet approuvé en principe le 24 mai 1865. — Le projet d'exécution, dont les détails étaient à régler de concert par le Directeur des fortifications et l'Ingénieur en chef, a été approuvé par l'Administration supérieure le 19 juin 1871.
» »	Adjudication du 27 septembre 1872.
» »	Adjudication du 27 juillet 1874.
80000 »	Projet d'exécution approuvé par décision ministérielle du 31 mars 1853. — Les travaux à exécuter par le service civil, lesquels sont évalués à la somme de 25,000 fr., devront faire l'objet d'un projet spécial, propre à être mis en adjudication. Cette amélioration est depuis longtemps réclamée.
44000 »	Projet d'exécution approuvé par décision ministérielle du 29 juin 1865. — Les travaux à exécuter par le service civil devront faire l'objet d'un projet spécial propre à être mis en adjudication. Amélioration de première urgence, à cause des encombrements dangereux qui se forment à cette porte dans les nombreux instants où les barrières du passage à niveau, voisin sur le chemin de fer de Paris à Lille, sont fermées.
45000 »	Projet approuvé par décision ministérielle du 29 juin 1865. — L'étude complémentaire, prescrite par la Commission mixte, par décision du 22 mai 1865, a fait l'objet d'une conférence ouverte le 22 juin 1869, et a été approuvée par décision ministérielle du 12 mai 1870. Améliorations moins urgentes que la précédente.
110500 »	La ville de Cambrai et le service militaire fourniront chacun une subvention : La première de 10,000 fr. et le second de 10,500 fr. Le projet d'exécution est approuvé par décisions des 13 août 1861 et 1er octobre 1866. Les travaux à exécuter par le service civil, lesquels sont évalués à 12,000 fr., devront faire l'objet d'un projet spécial, propre à être mis en adjudication. Ce travail est fort désiré dans la localité.
300000 »	Les travaux ont été déclarés d'utilité publique par décret en date du 8 janvier 1874. L'État accorde une subvention de 300,000 fr. pour assurer l'exécution de ce travail qui est confié à la ville de Lille, laquelle couvrira le surplus de la dépense qui comporte plusieurs expropriations très-coûteuses. Les expropriations viennent d'être faites.
» »	Projet approuvé par décret impérial du 10 mars 1869. — La somme de 135,000 fr. constitue une subvention accordée à la ville de Lille, qui est chargée de l'exécution des travaux.
62000 »	Ce projet est dans la même situation et compris dans la même conférence que celui relatif à l'amélioration de la route nationale N° 17, à la porte de Paris, à Douai. L'étude complémentaire du 22 juin 1869 a été approuvée le 22 mai 1870. Cette amélioration est très-urgente et très-vivement réclamée.
87000 »	Amélioration déclarée d'utilité publique par décret du 16 mars 1870. La somme de 87,000 fr. constitue une subvention de l'Etat qui sera versée à la ville de Douai, chargée de l'exécution des travaux, lorsque les terrains à exproprier par la ville seront réunis à la voie publique (Décision et dépêche ministérielle des 1er juin 1869 et 16 mars 1870). La ville de Douai paraît en avoir indéfiniment ajourné l'exécution.
72000 »	Projet approuvé en principe par décision du 10 juillet 1865. — Le projet d'exécution est à dresser par le Chef du Génie, de concert avec l'Ingénieur des ponts-et-chaussées.
90000 »	Projet d'exécution approuvé par decision ministérielle du 2 avril 1870.
14000 »	Projet d'exécution approuvé par décision ministérielle du 29 juin 1865. — Les ouvrages à exécuter par le service civil devront faire l'objet d'un projet propre à être mis en adjudication.
1003500 »	

V. — **Objets divers.**

Le recensement quinquennal de la circulation, opéré en 1869, accuse une légère augmentation de 29 colliers par jour depuis 1864, sur l'ensemble des routes nationales du département du Nord. La fréquentation a diminué sur les routes N^os^ 2, 17, 39, 41, 44, 45 et 50, et elle a augmenté sur les routes N^os^ 16, 25, 29· 40, 42, 43, 48 et 49. Il est à remarquer que les chiffres qui expriment la fréquentation moyenne en colliers sur les chemins de grande communication, sur les routes départementales et sur les routes nationales, sont entre eux sensiblement comme les nombres 5, 9 et 10.

Une dépêche ministérielle du 10 mai dernier, prescrit de procéder à un nouveau recensement en 1876.

On continue la grande opération du nivellement général du département du Nord ; elle embrassera, sur les routes nationales, un développement total de 591,894 m. et y donnera lieu à la pose d'environ 420 repères métalliques. Le texte des volumes qui contiendront les résultats de l'opération est en cours d'impression. Ce travail sera terminé en 1875, ainsi que la pose des plaques altitudinales des repères.

Il existe, sur les routes nationales du Nord, 147 traverses proprement dites de villes et villages dont les plans d'aligmement se trouvaient, au 31 décembre 1874, dans la situation suivante :

Nombre de plans homologués		116
Projets étudiés et entre les mains	de l'Administration supérieure	7
	des Ingénieurs	12
Projets à l'étude		5
Projets à étudier,		7
TOTAL pareil		147

Ce travail est poussé avec toute la célérité que peut permettre l'expédition des autres affaires du ervice.

VI.--- **Vœux.**

L'Ingénieur en chef a répondu par des rapports spéciaux aux vœux émis par le Conseil général. Il ne peut que se référer à ces rapports et aux renseignements détaillés qu'ils contiennent sur les divers objets signalés par l'Assemblée départementale.

En ce qui concerne l'amélioration des passages militaires, M. le Ministre des Travaux publics a fait connaître par dépêches des 18 et 24 mai 1875, que la situation du budget ne permet pas de songer, quant à présent, à l'exécution de ces travaux, d'autant plus que les premières ressources dont l'Administration pourra disposer, sur les fonds de rectifications, devront être employées à acquitter la subvention de 300,000 fr. promise pour l'élargissement de la rue des Manneliers, à Lille.

Lille. 29 juin 1875.

L'Ingénieur en chef du département du Nord,
Em. RAILLARD.

DÉPARTEMENT DU NORD.

ROUTES DEPARTEMENTALES.

Situation du Service.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

I. — Situation générale.

Exposé de l'ensemble du service.

Les routes départementales du Nord sont au nombre de 26, et, à la fin de 1874, elles présentaient un développement de 513 kilomètres 318 mètres, ainsi répartis :

Chaussées pavées	351 kil. 587 m. ou 68 %.
Chaussées empierrées . . .	161 kil. 731 m. ou 32 %.

Les chaussées pavées prédominent dans les arrondissements de Lille, Douai, Valenciennes et Cambrai, tandis que les chaussées empierrées sont situées principalement dans les arrondissements de Dunkerque, Hazebrouck et Avesnes.

A part un très petit nombre de routes de l'arrondissement de Dunkerque, dont la fréquentation est médiocre, et de l'arrondissement d'Avesnes, qui sont assises sur un bon sol et entretenues avec des matériaux de qualité convenable, ces voies de communication sont d'un entretien coûteux et toutes, d'ailleurs, exigent des soins très intelligents et très assidus. La circulation y

est généralement considérable et elle devient énorme et écrasante sur quelques unes, comme les routes N° 2 de Lille à Ypres, 10 de Valenciennes à Bohain, 14 de Lille à Courtrai et 24 d'Hélesmes à Denain. La plupart de ces voies de communication sont établies sur un sol glaiseux et se développent dans des régions plates où l'écoulement des eaux est très difficile. Enfin, un grand nombre d'entre elles, construites primitivement avec des matériaux défectueux de forme, de nature et de dimensions, demanderaient un entretien confortatif que l'exiguité des ressources ne permet pas de leur appliquer dans la limite nécessaire.

Aussi le Conseil général a-t-il admis, il y a treize ans, que l'on n'arriverait à établir cet important réseau dans une situation normale, qu'au moyen des ressources du budget extraordinaire distribuées avec une prudente libéralité.

Des progrès très sensibles et très vivement appréciés par les populations ont été réalisés; mais il reste encore beaucoup à faire, et il est indispensable de poursuivre avec persévérance l'accomplissement de ce système de réparation.

Les routes départementales du Nord qui laissent le plus à désirer, sous le rapport de la viabilité sont: les routes N° 2, de Lille à Ypres, dans les vieilles parties; N° 5 d'Avesnes à Philippeville, depuis l'origine jusqu'à Solre-le-Château; N° 7, de Condé à Mons, et N° 8 de Condé à Saint-Amand, dans leurs vieilles parties; N° 9, de Lille à Saint-Omer, dans la traverse d'Estaires et entre Hazebrouck et Merville; N° 10, de Valenciennes à Bohain, entre Solesmes et la limite du département; N° 14, entre Tourcoing et la frontière; N° 19, de Roubaix à Saint-Amand, dans ses vieilles parties au-delà de Lannoy; N° 21, de Bergues à Saint-Momelin, sur 1,245 mètres de longueur; N° 23, de Cambrai à Malplaquet, principalement vers la frontière belge, et N° 24, d'Hélesmes à Denain, sur 468 mètres.

On peut présumer que la mise en service des chemins de fer, actuellement en construction ou concédés, viendra soulager certaines routes. Mais il serait imprudent de conclure de là à une diminution de l'importance générale du réseau. L'expérience prouve que si les voies parallèles aux lignes de chemin de fer sont souvent déchargées, les voies transversales reçoivent un supplément de transport, et la balance se rétablit promptement, si même il n'y a pas augmentation sur l'ensemble.

Quoiqu'il en soit, les relevés de la circulation accomplis en 1869, accusent une augmentation de 63 colliers sur la fréquentation de 1864, qui elle-même, était en avance de 33 colliers sur celle de 1859. Il sera aussi utile qu'intéressant de constater par de nouveaux et prochains recensements si cette progression a continué dans les six dernières années.

II. — Entretien,

ENSEMBLE DU SERVICE.

Exercice 1874. Le crédit total dépensé, en 1874, pour l'entretien des routes départementales du Nord a été de 383,800 f., correspondant à une dépense moyenne de 748 fr. par kilom., et il a reçu l'emploi qu'indique le tableau ci-après :

	EXERCICE 1872.	EXERCICE 1873.	EXERCICE 1874.
1° *La dépense totale a été de :*			
	386,900 fr.	382,850 fr.	383,800 fr.
Dont pour fournitures de matériaux.	166,504 f. 55 soit les 0,430	166,115 f. 60 soit les 0,433	169,748 f. 16 soit les 0,442
» pour main-d'œuvre	209,605 70 » 0,542	205,795 84 » 0,538	195,379 03 » 0,509
» pour frais généraux	10,789 75 » 0,028	10,938 56 » 0,029	18,672 81 » 0,059
2° *La fourniture comprend :*			
Pavés	203,694 p. et par kil. 581	227,686 p. et par kil. 648	200,247 p. et par kil. 570
Sables	7,393 m. c. » 21	7,447 m. c. » 21	7,152 m. c. » 20
Matériaux d'empierrement	9,146 m. c. » 56	7,055 m. c. » 43	8,998 m. c. » 55
3° *La main-d'œuvre comprend :*			
Chaussées pavées. — Pavages	89,128 fr. et par kil. 254	86,583 fr. et par kil. 247	83,865 fr. et par kil. 239
Chaussées pavées. — Parties accessoires.	62,283 » 178	60,104 » 171	59,367 » 169
Chaussées pavées. — Frais généraux . . .	4,132 » 12	4,445 » 13	13,782 » 40
	155,543 » 444	151,132 » 431	157,014 » 448
Chaussées empierrées. — Chaussées	39,164 fr. et par kil. 240	39,574 fr. et par kil. 244	37,939 fr. et par kil. 234
Chaussées empierrées. — Parties accessoires.	19,031 » 116	19,534 » 120	14,208 » 88
Chaussées empierrées. — Frais généraux. . .	6,657 » 41	6,494 » 40	4,891 » 30
	64,852 » 397	65,602 » 404	57,038 » 352
4° *En résumé, le prix d'entretien par kilomètre a été, savoir :*			
Fourniture	324 fr.	323 fr. 61	330 fr. 69
Main-d'œuvre	429 — 753 fr.	422 21 — 745 fr. 82	416 99 — 747 fr. 68

	EXERCICE 1872.	EXERCICE 1873.	EXERCICE 1874.
5° *On a pour les longueurs correspondantes à une viabilité :*			
Bonne	438 kil. 411 m.	452 kil. 687 m.	453 kil. 761 m.
Médiocre	64 875	51 558	53 373
Mauvaise	10 030	9 073	6 184
	513 kil. 316 m.	513 kil. 318 m.	513 kil. 318 m.

6° *Enfin la circulation moyenne en colliers par jour, a été :*

	D'APRÈS LE RECENSEMENT OPÉRÉ		
	en 1859.	en 1864.	en 1869.
Nombre de colliers à charge	312 . 2	335 . 2	380 . 9
Id. à vide	148 . 1	157 . 6	174 . 8
Id. à charge et à vide	460 . 3	492 . 8	555 . 7
Circulation réduite (les colliers vides étant comptés pour un quart)	349 . »	374 . 6	424 . 6

Exercice 1875. Le budget d'entretien, pour l'execirce 1875, s'élève au chiffre total de 382,200 fr., non compris une réserve de 20,000 fr. pour besoins imprévus. La somme de 382,200 fr. qui correspond à une moyenne de 744 fr. par kilomètre, sera régulièrement et utilement dépensée. Un prélèvement assez important a déjà été fait sur la réserve, et il est présumable qu'elle sera utilisée en grande partie au 31 décembre prochain par suite des besoins qui pourront encore se révéler pendant cette période.

Exercice 1876. Le crédit demandé par l'Ingénieur en chef, pour l'entretien des routes départementales du Nord, pendant l'exercice 1876, est de 382,200 fr., non compris une réserve de 20,000 fr., de sorte que l'ensemble des prévisions atteint, pour 1876, le chiffre total de 402,200 fr. égale à celui des crédits de 1875.

Ce crédit de 382,200 fr. fait resortir le prix du kilomètre comme il suit :

Maximum : 1108 fr. pour la route N° 25 assez récente et dont le crédit a dû être graduellement diminué à partir de 1873.

Minimum : 443 fr. pour la route N° 1, de Lille à Valenciennes, qui est en bon état et peu fréquentée.

Moyenne : 744 fr. pour les 26 routes départementales du réseau,

On verra à l'article suivant que ce prix moyen ne saurait être réduit sans danger.

Quant aux propositions par route, elles se résument de la manière suivante :

Propositions pour l'entretien en 1876.

DÉSIGNATION DES ROUTES.	LONGUEURS en empierrement.	LONGUEURS en pavés.	LONGUEURS TOTALES.	Nombre total de colliers par jour.	TONNAGE annuel non comprts le poids du véhicule.	CRÉDITS proposés pour 1876	DÉPENSE totale par kilom. en 1876
	m.	m.	m.	col.	tx.	fr.	fr.
N° 1, de Lille à Valenciennes . . .	»	25.980	25.980	253	67.525	11.500	443
2, de Lille à Ypres.	»	15.322	15.322	1446	389.820	17.000	1 109
3, de Douai à Tournai	»	16.038	16.038	189	48.180	8.000	499
4, de Cambrai à Tournai. . . .	»	18.624	18.624	624	143.080	11.000	591
5, d'Avesnes à Philippeville. . .	15.500	560	16.060	134	32.850	12.000	747
6, de Landrecies à Chimay . . .	35.420	6.208	41.628	265	68.255	28.500	684
7, de Condé à Mons.	»	9.025	9.025	460	99.280	8.000	886
8, de Condé à St.-Amand	»	12.210	12.210	282	27.270	8.000	655
9, de Lille à Saint-Omer	»	32.800	46.322	431	121.545	26.000	755
	»	13.522				9.000	
10, de Valenciennes à Bohain. . .	»	20.000	42.135	1598	364.805	20.000	831
	»	22.135				15.000	
11, de Cambrai à Guise	»	18.663	18.663	415	100.010	12.000	643
12, d'Avesnes au Quesnoy	19.188	8.463	27.651	306	83.220	16.500	597
13, de Maubeuge à Maroilles . . .	20.176	»	20.176	233	58.400	11.000	545
14, de Lille à la frontière belge. .	»	22.302	22.302	1490	390.185	24.800	1.112
15, de Dunkerque à Furnes . . .	12.938	702	13.640	144	27.010	9.000	660
16, de Lens à Estaires.	3.800	1.490	5.290	576	138.700	15.500	1.040
17, de Morbecque à Aire	7.086	»	7.086	268	70.810	7.500	1.058
18, de Béthune à Armentières . .	2.650	2.230	4.880	329	84.680	4.000	819
19, de Roubaix à Tournai et Saint-Amand	»	24.761	43.567	434	104.390	11.000	643
	»	18.806				17.000	
20, de Cassel à la frontière belge .	»	11.323	11.323	98	21.900	8.000	707
21, de Bergues à Saint-Momelin. .	18.093	3.851	21.944	111	26.280	16.000	729
22, de Lille à Tourcoing	»	9.112	9.112	739	194.910	8 500	933
23, de Cambrai à Malplaquet. . .	»	19.352	52.940	594	142.715	14.000	869
	24.652	8 906				32 000	
24, d'Helesmes à la pyram. de Denain	»	7.118	7.118	1235	278.495	6.700	941
25, Ceinture de Maubeuge	1.525	280	1.805	323	82.125	2.000	1.108
26, Ceinture de Cambrai.	2.047	460	2.507	284	70.425	2.700	1.077
Totaux	163.075	350.244	513.318	556	3.281.865	382.200	744
Réserve pour besoins imprévus						20.000	
						402.200	

II *bis* — Entretien par route.

Dans les rapports qu'ils ont présentés pour les délibérations des commissions de surveillance et dans ceux qu'ils ont spécialement fournis pour la prochaine session du Conseil général, MM. les Ingénieurs ordinaires ont exposé avec des développements étendus, pour chaque route en particulier, tout ce qui se rattache à leur service, et justifié l'emploi des crédits dépensés en 1874, à dépenser en 1875, et à allouer en 1876.

L'Ingénieur en chef peut donc se borner à résumer ici leurs appréciations, en les complétant au besoin, d'après les renseignements qu'il a pris lui-même sur les lieux, et en s'attachant à ne négliger aucun point essentiel.

Route N° 1, de Lille à Valenciennes. — L'état de viabilité de cette route, revêtue d'une chaussée pavée dans toute sa longueur, reste satisfaisant en toute saison. Mais la chaussée continue à éprouver un dépérissement qui, pour être lent, n'en est pas moins réel et progressif. Cette situation n'a rien d'inquiétant ni de très-grave, surtout en présence de l'état sensiblement stationnaire de la circulation qui n'a augmenté que de 22 colliers de 1864 à 1869. Mais il prendrait promptement d'alarmantes proportions, si l'on réduisait le crédit ordinaire de l'entretien fixé depuis plusieurs années à 11.500 fr. et qui ne représente qu'une dépense de 442 fr. par kilomètre. Ce crédit n'atteint en effet que les 0,60 du crédit moyen afférent à l'ensemble du réseau, et, pour qu'il permette d'obtenir la situation existante, il faut, ce qui a lieu en effet, que les soins les plus assidus et les plus consciencieux président à son emploi.

Les Ingénieurs demandent donc instamment que le crédit de 11,500 fr. soit maintenu, car la mise en service du chemin de fer de Lille à Valenciennes n'a pas encore suffisamment soulagé cette route.

L'on a dépensé en 1874 un crédit de 12,000 fr. pour la construction d'un trottoir projeté entre Auchy et Orchies, conformément au programme de 1862, et demandé par la Commission de surveillance de cette route.

Aucun crédit de grosses réparations n'est ouvert sur l'exercice 1875 ni demandé pour 1876 sur cette route, et la somme de 31,000 fr. qui reste à allouer pour terminer le programme de 1862, peut rester sans emploi ou être reportée sur d'autres routes où les prévisions ont dû être sensiblement dépassées.

Route N° 2 de Lille à Ypres. — Lors de l'élaboration du programme de 1862, on constata que la chaussée de cette route pavée dans toute son étendue, d'origine très-ancienne et construite avec parcimonie, était complètement ruinée sur une grande partie de sa longueur ; que les pavés étaient informes et de dimensions insuffisantes, qu'enfin la fondation de sable avait perdu ses qualités les plus essentielles. Le sous-sol est d'ailleurs généralement de mauvaise nature, aussi la sûreté elle-même de la circulation aurait-elle était compromise, si des allocations spéciales n'étaient venues suppléer, tous les ans, depuis 1863, à l'insuffisance de la dotation de l'entretien

que des économies faites sur d'autres routes moins besoigneuses permettent de porter à 17,000 francs.

Cette dotation est relativement élevée pour une route pavée ; puisqu'elle atteint le chiffre de 1,109 fr. par kilomètre. Mais, bien que son emploi doive être fait de la manière la plus judicieuse elle ne permettra pas encore d'obtenir le néeessaire, car, aux causes radicales énumérées plus haut, il faut ajouter les frais qu'entraînent l'entretien et le service de ponts mobiles importants ; l'accroissement continu du prix des matériaux, les exigences de la présence du chef-lieu que cette ligne traverse et dessert directement, et enfin l'influence d'une circulation écrasante, car la fréquentation de cette route, bien que diminuée de 304 colliers depuis 1864, reste encore en moyenne de 1,416 colliers.

Dans cette situation, et en attendant que la construction du chemin de fer de Lille à Comines vienne décharge cette voie de terre, l'on est forcé, comme par le passé, de s'adresser aux ressources du budget extraordinaire sur lequel il a été alloué, en 1875, un crédit de 25,000 fr. pour terminer le remaniement commencé en 1874 de la chaussée de deux sections ruinées entre Wambrechies et Quesnoy-sur-Deûle.

La partie de la route comprise entre Quesnoy-sur-Deûle et le Pont-Rouge n'a été encore l'objet d'aucun travail de grosses réparations ; c'est une lacune qu'il faudra se décider à combler tôt ou tard.

Route N° 3, de Douai à Tournai. — Cette route, pavée sur toute sa longueur, se maintient dans une situation satisfaisante à toutes les époques de l'année. Le peu de largeur de la chaussée qui n'a que 4 mètres, et l'excès du bombement de la route imposent aux voitures la nécessité de suivre toujours à peu près la même piste ; d'un autre côté, la circulation présente une assez grande importance. Ces deux circonstances créent à l'entretien des difficultés très-sensibles que l'ont parvient cependant à surmonter, malgré des ressources restreintes, au moyen de soins très-assidus qui arrivent même à réaliser des améliorations réelles.

On peut donc se borner à maintenir le crédit de 499 fr. par kilomètra alloué les années précédentes à cette route, qui a perdu 111 colliers depuis 1864. Mais il est indispensable d'y ajouter quelques allocations empruntées au budget extraordinaire.

L'on a dépensé, en 1874, un crédit de 12,000 francs, dans la construction d'nn trottoir projeté entre Orchies et le chemin d'Aix, conformément au programme de 1862 et un crédit de 16,000 francs est ouvert, en 1875, pour construction d'un second trottoir entre Coutiches et Orchiee.

Aueun crédit de grosses réparations n'est demandé pour 1876,

Route N° 4, de Cambrai à Tournai. — Cette ligne, entièrement pavée, malgré d'utiles améliorations déjà réalisées, a été longtemps parmi toutes les routes départementales de l'arrondissement de Douai, celle qui laissait le plus à désirer. Elle dessert les mines d'Aniche, la station de Somain et le port de Marchiennes, qui y entretiennent une circulation importante : quelqus-unes de ses parties ont été primitivement constrnites avec un profil et des matérianx défectueux ; enfin son entretien, rendu plus difficile par la préseuce de terrains marécageux et mouvants qu'elle traverse sur une très-grande étendue, s'est trouvé durant une longue période d'années tout-à-ait insuffisant. Toutes ces circonstances concourent à lui créer des besoins sérieux auxquels il

est satisfait, depuis plusieurs années, par des allocations spéciales qui permettront enfin d'achever cette année d'en amener la viabilité à un état satisfaisant. C'est surtout aux abords de Somain et de Marchiennes et dans la partie comprise entre Marchiennes et Orchies que la route exigeait des améliorations sérieuses qui seront terminées en 1875.

Le crédit d'entretien de 1875 est de 11,000 fr. Il est indispensable de le maintenir en 1876, car il ne répond qu'au chiffre modeste de 591 fr. par kilomètre et se trouve plus que justifié par l'importance de la circulation qui atteint 624 colliers par jour.

L'on a commencé en 1873 les travaux de remaniement de la chaussée dans les 9e, 10e, 17e et 18e kilomètres. Un crédit de 15,000 fr. inscrit eu budget de 1875 permettra d'achever ce travail et d'épuiser pour cette ligne le programme de 1862.

Route N° 5, d'Avesnes à Philippeville. — La viabilité de cette route, construite en empierrement sur toute sa longueur, sauf une étendue de 560 mètres à Solre-le-Château, est excellente en toutes saisons. Depuis son origine jusqu'à Solre-le-Château, la chaussée est assise sur une fondation, mais au-delà jusqu'à la frontière, la fondation manque, et dans ces deux sections l'épaisseur de l'empierrement est devenue insuffisante. La fréquentation de cette route avait diminué en 1869; mais, depuis cette époque, la mise en service de la gare d'Avesnes et la création d'une importante verrerie dans le voisinage ont amené un mouvement de transports devant lequel le crédit d'entretien de 1872, maintenu en 1873, s'est trouvé insuffisant. Sur la demande de la Commission de surveillance, l'Ingénieur en chef a proposé de porter ce crédit de 11,000 à 12,000 fr. ce qui correspond à une dépense moyenne de 747 fr. par kilomètre. Néanmoins un rechargement général est devenu indispensable. Un projet s'élevant à 4.800 fr. a été exécuté en 1874 pour le prolongement du pavage de cette route dans la traverse de Solre-le-Château jusqu'au cimetière.

On demande pour 1876, un crédit de 13,500 fr. pour rechargement de la chaussée empierrée sur les 3 premiers kilomètres.

Route N° 6, de Landrecies à Lhimay. — Cette route est pavée sur la sixième partie environ de sa longueur. La section empierrée, qui a été l'objet de rechargements assez importants de 1863 à 1866, est en bon état. Quant à la chaussée pavée, elle n'est composée, dans les portions anciennes, que de matériaux très-irréguliers qui y rendent la circulation difficile et extrêmement désagréable L'amélioration de l'empierrement a permis en 1867 de reporter les ressources dont on pouvait disposer sur les pavages, et cette section a reçu de 1867 à 1869 des allocations qui, bien qu'assez modestes, ont permis cependant d'arriver à une situation très-notablement améliorée. L'ouverture du chemin de fer d'Aulnoye à Anor a très-notablement soulagé cette route; aussi le crédit d'entretien peut-il être fixé à 672 fr. par kilomètre en 1876. Le chemin de ceinture d'Avesnes sera complètement en état après l'exécution du pavage de son raccordement avec la route Nationale N° 2, travail, pour lequel la Compagnie du chemin de fer du Nord fournit un subside de 683 fr. 10 c. et qui sera terminé dans quelques mois.

Route N° 17, de Condé à Mons. — On poursuit, dans la mesure où les ressources le permettent, les améliorations nombreuses que réclame cette route, qui est pavée sur toute sa longueur. Mais son état général laisse tant à désirer et les crédits alloués chaque année sont si faibles que

les progrés du bien, quoique réels et sensibles, sont cependant très-lents. La construction de la chaussée est ancienne, elle a été faite en dehors de toutes les règles de l'art, et l'on n'y a employé que des matériaux de rebut. Ce vice originel, en même temps qu'il explique le mal constaté, ne permet pas l'espoir d'un remède prochain qui exigerait des sacrifices supérieurs aux ressources budgétaires. La circulation, aujourd'hui de 460 colliers, a gagné 86 colliers depuis 1864. L'on ne saurait songer à réduire le crédit d'entretien qui est de 886 fr. par kilomètre.

On a pour 1875, une allocation de 10,000 fr. applicable aux travaux de remaniement et d'élargissement que réclame impérieusement cette route, et qu'il ne faut pas songer à exécuter, sur les fonds d'entretien. On demande, pour 1876, un crédit de 10,000 fr. pour continuer cette amélioration.

Route N° 8. de Condé à St-Amand. — Cette route entièrement pavée, comme la précédente, offre sur quelques points, le vice originel qui vient d'être signalé pour la route N° 7, et, ce qui est très-fâcheux, c'est que le mal existe aux deux extrémités de cette voie de communication, dans les parties mêmes où la circulation est rendne très-active par le voisinage d'exploitations houillères et les rivages de la Scarpe et de l'Escaut. On en poursuit du reste le remède avec persévérance et des résultats très-satisfaisants ont été obtenus. La route se maintient bien dans les parties où la chaussée est en bon état; sur les parties ruinées, le dégel et les pluies en rendent la chaussée flâcheuse.

Bien que la circulation sur cette route ait diminué de 138 colliers depuis 1864, par suite de l'abandon de plusieurs fosses de la Compagnie d'Anzin, il est tout-à-fait indispensable de maintenir le crédit d'entretien à la somme de 8,000 fr. lequel fait revenir le prix du kil à 655 fr.; taux inférieur à la moyenne général du réseau.

Un projet de remaniement du pavage entre Fresnes et Notre-Dame-au-Bois a été entrepris en 1874 au moyen d'une allocation de 10,000 fr. Un second crédit de pareille somme sera employé en 1875 à poursuivre ce travail, et l'on demande sur 1876 une troisième allocation de 10,000 fr. pour en continuer l'exécution.

Route N° 9. de Lille à Saint-Omer. — La viabilité de cette route, pavée sur toute sa longueur, laisse encore à désirer dans la section comprise entre Merville et Hazebrouck et dans la traversée d'Estaires. Cette situation provient des conditions dans lesquelles elle a été construite. L'argile grasse sur laquelle elle est fondée ne pouvait procurer une assiette suffisante que par l'intermédiaire d'une couche très-épaisse de sable ou de matériaux solides fortement comprimés par le cylindrage. Une économie mal entendue a fait négliger cette mesure. La largeur de 3 m. 50 donnée au pavage ne pouvait pas non plus créer un obstacle efficace aux mouvements de surface et à l'altération du profil transversal. Les zônes en empierrement construites pour remédier à ces mouvements l'ont été trop tardivement pour atteindre complètement le résultat voulu. Les pavés, dont les joints s'étaient élargis et les bordures déversées, n'avaient plus la solidarité nécessaire pour la répartition des pressions dans toute l'étendue d'une même rangée transversale. Enfin le sable, pénétré par la glaise du sol, avait perdu ses qualités les plus essentielles.

Aussi dès l'origine, l'entretien a-t-il présenté des difficultés qui resteraient insurmontables avec les ressources qu'on y consacre, si ces ressources n'étaient pas augmentées chaque année par des crédits spéciaux applicables à des remaniements.

Entre Merville et Renescure, où la circulation est moins grande, la chaussée a pu être maintenue dans un état satisfaïsant de viabilité, grâce à la construction, en temps opportun, de zônes mpierrées.

Dans cet état de choses, et tant que la construction du chemin de fer d'Armentières à Berguette ne sera pas venu soulager cette route, qui a gagné 106 colliers depuis 1864, il sera nécessaire de porter le crédit d'entretien à 35,000 fr., ce qui représente une moyenne de 755 fr. par kilom. mais ce chiffre est encore insuffisant, et on ne peut se dispenser de suppléer à cette insuffisance par des allocations applicables à des travaux de grosses réparations.

Un crédit de 25,000 fr. sera dépensé cette année pour terminer un remaniement de pavage des parties les plus mauvaises entre Hazebrouck et Merville et une allocatien de 4,700 fr. est employée sur le même exercice pour recharger les zônes et les trottoirs aux abords d'Hazebrouck.

Quant aux travaux de reconstruction du pont de la Meuse, ils ont été terminés en 1874. Le crédit de 10,000 fr. qui figure au budget de 1875 ne constitue que le solde de l'entreprise.

On demande pour 1876, un crédit de 20,000 fr. pour commencer un projet de remaniement entre l'entrée d'Estaires et le chemin d'accès de la station de La Gorgue-Estaires.

Route N° 10, de Valenciennes à Bohain. — Cette route, entièrement pavée, est la plus importante du réseau départemental du Nord et sa chaussée supporte difficilement les épreuves qu'elle subit d'une circulation écrasante. Son mouvement commercial, déjà énorme, reçoit chaque année un développement plus considérable, sa fréquentation moyenne a augmenté de 213 colliers et s'est élevée à 1,598 colliers depuis 1864. La section comprise entre Solesmes at la gare du Câteau participe, depuis plusieurs années, à ce dévaloppement qui reste cependant beaucoup plus grand entre le Câteau et le département de l'Aisne ; les charges de l'entretien s'en augmentent tous les ans, et l'on ne saurait songer à diminuer le crédit d'entretien admis depuis de longues années, lequel est de 35,000 fr., et répond au chiffre très-modéré de 831 fr. par kilom., indispensable pour assurer à la fois la conservation du capital de la chaussée et la continuité de la circulation.

L'exécution des travaux compris au programme de 1862 a sensiblement amélioré cette route dans les parties les plus fatiguées ; mais, depuis cette époque, des besoins nouveaux se sont fait jour et l'accroissement incessant de la circulation a révélé la nécessité de procéder à de nouveaux travaux d'amélioration.

L'on a terminé en 1874 les travaux d'élargissement de la chaussée avee caniveaux pavés à la sortie de Solesmes vers le Câteau, et la construction d'un aqueduc dans la traverse de Montay.

L'on a obtenu pour 1875 un crédit de 15,000 francs pour entamer le remaniement de la chaussée entre Famars et Querenaing, un autre crédit de 8,000 francs pour l'exécution de mêmes travaux avec construction de caniveaux pavés, dans la traversée de Neuvilly, et un crédit de 7,000 francs pour l'élargissement de la chaussée et la construction de caniveaux pavés, entre Montay et le Câteau. On demande pour 1876, trois crédits de 12,000 francs, 8,000 francs et 7,500 francs pour continuer ces travaux.

Route N° 11, de Cambrai à Guise. — La construction de zônes empierrées a fait disparaître un des plus grands inconvénients que rencontrait la circulation des voitnres sur cette route, puisqu'elle a supprimé les ornières et les débords qui sillonnaient les accotements, consolidé le pavage et étendu le champ de croisement des voitures. Les crédits spéciaux alloués ont

également permis d'élargir à 5 mètres, dans les traverses, la chaussée primitivement construite sur une largeur de 3 m. 50 seulement.

Malgré ces améliorations, la route ne peut encore être considérée comme amenée à l'état normal d'entretien, la chaussée conserve une largeur insuffisante en rase campagne et renferme un certain nombre de pavés tendres et gélifs et de faibles dimensions qui se détruisent sous l'action du roulage et des gelées.

Ces inconvénients graves se sont surtout fait sentir sur la 1re section de cette route, depuis la construction d'une importante fabrique de sucre au lieu dit la Targette. Aussi le Conseil général a-t-il bien voulu approuver, en 1872, un projet de grosses réparations, dont le montant total s'élève à 52,000 francs, et pour l'exécution duquel il a alloué un crédit de 25,000 francs sur l'exercice 1873. Une seconde allocation de 15,000 francs a été ouverte pour continuer les travaux en 1874, et un crédit de 2,000 francs est inscrit au budget de 1875 pour solder l'entreprise.

Il restait, pour compléter l'œuvre de restauration, à réparer une longueur de 1,100 mètres, dont l'élargissement était nécessaire pour mettre la route en harmonie avec les nouveaux besoins et les améliorations déjà réalisées. Un crédit de 13,000 francs a été ouvert en 1875 pour entreprendre cette dernière amélioration. On demande une allocation de 8,000 francs pour continuer ce travail en 1876.

Route N 12, *d'Avesnes au Quesnoy*. — La viabilité de cette route qui, sur une longueur de 29 kilomètres, n'a que 8 kilomètres de pavage, est restée satisfaisante pendant toute l'année. La circulation qui, en 1869, au moment de la construction du chemin de fer d'Aulnoye à Avesnes avait augmenté de 69 colliers, subit, entre Avesnes et Berlaimont, depuis la mise en service de cette voie ferrée, une diminution telle qu'il y a lieu de continuer à réduire le crédit d'entretien pour reporter la diminution sur d'autres routes beaucoup plus besoigneuses. L'Ingénieur en chef demande, pour 1875, une allocation de 16,500 francs, répondant à 597 francs par kilomètre.

Route N° 13, *de Maubeuge à Maroilles*. — Cette route, en empierrement sur toute sa longueur, est dans un état très-satisfaisant de viabilité, sauf un peu de fatigue aux abords de la station d'Aulnoye. Les sondages annuels constatent que la chaussée conserve son épaisseur, qui est d'ailleurs suffisante pour une circulation assez restreinte. La circulation s'est augmentée sur cette route de 50 colliers depuis 1864.

Dotée, il y a quelques années, d'un crédit d'entretien de 570 fr. par kilomètre. cette route a été réduite à 545 fr. Cette allocation est suffisante, mais il serait dangereux de la réduire encore.

On réclame depuis longtemps l'exhaussement de cette voie aux abords du pont de Leval, où elle est submersible par les crues de la Sambre, une dépense de 1,500 fr. suffira pour exécuter ce travail, un crédit de pareille somme est demandé à cet effet sur 1876.

Route N° 14, *de Lille à la frontière belge*. — Cette route dessert la région du Nord la plus dense en population et la plus riche en industrie. Les villes et les villages se succédant sans solution de continuité sur tout son parcours, ne forment en quelque sorte qu'une seule traverse de 22 kilomètres de longueur et donnent lieu à une circulation tout à fait exceptionnelle, de voitures de roulage, de voitures suspendues et de piétons. C'est pour satisfaire aux exigences de cette

situation que le Conseil général a prescrit l'établissement d'un profil mixte, composée d'une chaussée pavée de 5 mètres de largeur, bordée d'un côté par un empierrement de 2 mètres à 2 mètres 50, et de l'autre par un trottoir.

Cette disposition que complète une plantation bien réussie sur chaque rive est incontestablement parfaite; mais on conçoit qu'elle entraîne un entretien très-coûteux. A cette cause de dépense s'en ajoute une autre résultant de l'état de ruine dans lequel se trouvent certaines parties très-importantes et très-fréquentées, telles que la section comprise entre les villes de Roubaix et Tourcoing Le crédit affecté à l'entretien, qui était de 22,000 fr. en 1872 et 1873, a été porté à 24,000 fr. en 1874. La ville de Tourcoing a demandé instamment que ce credit fût encore augmenté. Des économies à réaliser sur des routes moins besoigneuses permettent d'élever ce crédit à 24,800 fr. pour 1876, soit 1,112 fr. par kilomètre; c'est le chiffre kilométrique le plus élevé du réseau.

La circulation a gagné 577 colliers depuis 1864; elle est aujourd'hui de 1,490 colliers.

Un remaniement de chaussée dans une partie ruinée de la traverse de Roubaix, a été exécuté en 1874, sur crédits spéciaux. En 1875 une allocation similaire de 25,000 fr. permettra d'exécuter un travail analogue, rue Neuve, dans la même ville, et l'on demande sur 1876 un crédit de 12,000 fr. applicable à une amélioration de même genre, rue Saint-Jacques à Tourcoing.

L'amélioration des passages militaires de la porte de Roubaix à Lille, est en cours d'exécution par les soins du service du génie militaire et aux frais du département avec subvention de la ville de Lille. Ces travaux seront très-probablement terminés à la fin de la présente année.

Route N° 15, de Dunkerque à Furnes. — Cette route, qui n'offre que 702 mètres de pavage sur une étendue totale de 13 kil. 640 m., est en bon état de viabilité. Elle est fort exposée aux vents de mer et l'empierrement s'y désagrège promptement et facilement. Néanmoins, comme le sous-sol est solide, comme aussi la route est établie à un niveau notablement supérieur aux terres riveraines et bordées d'un canal, elle se conserve assez bien. Cependant un rechargement partiel était devenu indispensable entre Dunkerque et le pont de Leffrinckouke, où la chaussée s'est amincie d'une manière inquiétante par suite d'une circulation exceptionnelle due à la création récente de plusieurs établissements industriels. Ce travail commencé en 1874 sera terminé cette année au moyen du crédit de 17,000 fr. inscrit à cet effet sur l'exercice 1875.

Le public réclame depuis de longues années la construction d'un trottoir destiné à faciliter la circulation et à assurer la sécurité des nombreux piétons qui fréquentent cette route aux abords de Dunkerque. Un crédit de 10,000 fr. est demandé au projet de budget ci-après pour ccommencer l'exécution de cet utile travail en 1876.

Route N° 16, de Lens à Estaires. — Cette route présente aujourd'hui un kilomètre et demi de pavage contre près de 4 kilomètres d'empierrement; la chaussée est établie sur un terrain glaiseux et humide et la construction du chemin de fer de Lille à La Bassée a augmenté la circulation de 227 colliers en la portant à 576 colliers. Son état de viabilité est satisfaisant surtout depuis 1868, époque où l'on a remplacé l'empierrement par un pavage à la sortie de La Bassée, section le long de laquelle il se fait de nombreuses réserves de betteraves en silos pour les fabriques de sucre voisines.

Le crédit d'entretien, fixé depuis plusieurs années à 5,500 fr., soit 1,040 fr. par kilomètre, ne

saurait absolument être réduit. Aucun travail de grosses réparations n'est en cours d'exécution ni projeté sur cette route.

Route N° 17, de Morbecque à Aire. — La chaussée de cette route, qui est tout entière en empierrement, a été construite avec des matériaux très-impurs qui se désagrègent facilement sous l'influence d'une humidité ou d'une sécheresse prolongée, elle repose, sans l'intermédiaire d'une fondation de blocage, sur un terrain d'argile plastique, enfin la culture de la betterave à pris, depuis quelques années une certaine extension dans la région qu'elle traverse. Ces conditions sont des plus défavorables pour l'entretien, aussi, malgré l'élévation des dépenses annuelles, qui atteignent le chiffre de 1,058 fr. par kilomètre, et les soins extrêmes que l'on apporte dans leur emploi, et bien que la circulation moyenne soit restée stationnaire, l'empierrement éprouve-t-il une usure telle que l'on se trouve obligé de lui restituer son épaisseur normale par des rechargements périodiques dont le dernier a eu lieu en 1872. Le crédit alloué pour l'entretien, durant les exercices précédents, doit donc être maintenu. Aucun travail de grosses réparations n'est en cours d'exécution ni projeté sur cette route.

Route N° 18, de Béthune à Armentières. — La partie pavée de cette route, qui a une étendue de 2,230 mètres, a été sensiblement améliorée par des travaux d'élargissement et de construction de trottoirs. Mais comme elle a été primitivement construite sur une trop faible largeur avec des matériaux imparfaits et aujourd'hui fort anciens, elle ne peut être conservée dans un état suffisant de viabilité qu'à l'aide d'un entretien difficile et assez coûteux. La circulation a augmenté, sur cette route de 193 colliers depuis 1854; elle est aujourd'hui de 329 colliers.

La partie empierrée, de 2,650 mètres de longueur, est établie sur un terrain bas, composé d'argile glaiseuse et elle est maintenue dans un état constant d'humidité par le voisinage des eaux qui remplissent les fossés jusqu'au niveau des accôtements. Cette situation essentiellement mauvaise, se trouve aggravée, d'un côté, par les faibles dimensions de l'empierrement, qui n'a que trois mètres de largeur, et, de l'autre, par la présence d'une fondation de marne qui passe à l'état de laitance au dégel et tend à s'infiltrer à travers la chaussée de manière à en altérer la constitution intime. Aussi malgré divers rechargements la chaussée empierrée reste plate et aura encore besoin d'être consolidée. Le crédit de 4,000 fr. correspondant au taux moyen de 819 fr. par kilomètre suffit à l'entretien annuel, mais il est nécessaire d'exécuter quelques travaux d'amélioration.

On vient de commencer l'exécution d'un projet d'élargissement du pavage et de rechargement de la chaussée empierrée au moyen d'une allocation de 8,000 inscrite au budget de 1875 et l'on demande sur 1876 un crédit de 3,000 fr. pour terminer ce travail.

Route N° 19, de Roubaix à Tournai et Saint-Amand. — Cette route entièrement pavée, doit être divisée au point de vue de sa viabilité, en trois sections :

La section de Roubaix à la frontière belge par Lannoy et Toufflers est extrêmement fréquentée. Les transports de matériaux de construction expédiés de Tournai y constituent une circulation très-considérable et écrasante, et l'activité industrielle y appelle en outre un mouvement considérable de piétons. Le Conseil général a reconnu depuis longtemps que, dans de semblables conditions, la viabilité ne pouvait être suffisamment garantie qu'à l'aide d'une chaussée pavée de 5 mètres, bordée d'un côté par une zône empierrée d'un mètre au moins, et de l'autre par un trottoir. Des crédits spéciaux dont le dernier sur l'exercice 1873 ont permis d'atteindre ce résultat.

Dans la section de Lannoy à Ascq et à Mouchin, la chaussée se compose de la réunion d'un certain nombre d'anciens pavages communaux construits d'une manière très-parcimonieuse, sur des dimensions insuffisantes et avec des matériaux défectueux. Elle laisse beaucoup à désirer sous le rapport du tracé et du profil, et il n'est pas possible de l'entretenir convenablement avec les ressources ordinaires. Les travaux de remaniement, poursuivis avec persévérance depuis plusieurs années, constituent de très-précieuses améliorations. Un projet de ce genre vient d'être entrepris dans la traverse de Lannoy au moyen d'un crédit de 12,000 fr. inscrit au budget de 1875 et l'on demande une allocation de 7,000 fr. sur 1876 pour continuer ce travail.

Sur la dernière section, comprise entre Mouchin et Saint-Amand, la chaussée a été construite en 1847 pour une ligne vicinale de grande communication, elle n'a que 3$^{m.}$ de largeur; mais, jusqu'à ce moment, elle suffit aux besoins, qui sont restreints, et son état de viabilité reste satisfaisant à toutes les époques de l'année.

Le crédit d'entretien, pour l'année 1875, a été fixé à la somme de 28,000 fr., laquelle ne représente qu'une dépense de 643 fr. par kilomètre. L'expérience a prouvé que cette moyenne est indispensable, et l'on propose de la maintenir en 1876.

Route N° 20, de Cassel à la frontière belge. — La chaussée de cette route entièrement en pavage, est maintenant en bon état sur tout son parcours, mais demande un entretien très attentif pour être maintenue dans cette situation.

Les ouvrages d'art sont en bon état. Il reste à garnir de parapets quelques-uns d'entre eux qui en manquent encore.

Un crédit de 6,000 fr. est alloué en 1875 pour rechargement des zônes empierrées et des trottoirs.

L'allocation d'entretien, maintenue depuis plusieurs années à 8,000 fr., soit 707 fr. par kilomètre, ne saurait être réduite sans danger. La circulation n'a pas varié depuis 1864.

Route N° 21, de Bergues au pont de St-Momelin. — Cette route est dans un état à peu près satisfaisant. Toutefois la chaussée pavée est raboteuse en beaucoup d'endroits et renferme encore beaucoup de pavés calcaires dont le remplacement exigerait une dépense annuelle trop forte pour être effectuée sur les ressources d'entretien. Le pavage des abords de Saint-Momelin, mal construit sur un terrain plein de sources, demandait un assainissement et un remaniement complets. Ce travail commencé en 1873 a été terminé en 1874 sur crédits spéciaux. La chaussée empierrée est en voie d'amélioration, mais elle contenait environ moitié de détritus et de matières terreuses qui lui enlevaient toute consistance et la rendaient facile à entamer au moindre temps humide. L'emploi des pierrailles concassées de Lessines, dont on a commencé l'expérience en 1871, a a produit les meilleurs effets, et permis de corriger ce vice capital. Mais pour maintenir cette situation il ne faut pas réduire l'allocation d'entretien au-dessous du chiffre de 16,000 fr, qui est le crédit normal de cette route et répond au chiffre moyen de 729 fr. par kilomètre.

Un crédit de 8,000 fr. pour le remaniement de la chaussée pavée entre l'origine de la route et Zeggers-Cappel, et un autre crédit de 7,000 fr. pour le rechargement de l'empierrement entre Lederzeele et le chemin de Nieurlet ont été alloués en 1875. On demande, pour 1876 deux allocations l'une de 8,000 fr. l'autre de 7,000 fr. pour terminer ces travaux.

Route N° 22 de Lille à Tourcoing. — Cette route, entièrement pavée, est d'un entretien diffi-

cile et coûteux. Entre la route nationale N° 17 et Marcq, elle est établie sur un terrain maintenu dans un grand état d'humidité par le voisinage de la Marque canalisée; sa circulation est très-forte; les usines et les bâtiments s'y multiplient. De Marcq à Mouveaux, la circulation reste considérable ; et, sur plus de 1,600 mètres, la chaussée est composée de vieux pavés mal taillés et sous lesquels la couche de sable n'existe plus. Enfin de Mouveaux à Tourcoing, les bâtiments se succèdent presque sans interruption et l'écoulement des eaux est très-difficile. La circulation moyenne pour toute la route s'est élevée de 514 à 739 colliers, en augmentation de 225 colliers depuis 1864.

Ces diverses circonstances expliquent et justifient le crédit relativement élevé qui est consacré à l'entretien. Ce crédit représente une dépense de 933 fr. par kilomètre. On propose de le maintenir pour 1876 ; il est à peine suffisant et toute réduction compromettrait sérieusement la sûreté de la circulation.

On demande pour 1876 une allocation de 14,000 fr. pour commencer entre Mouveaux et Tourcoing une restauration de la chaussée usée et offrant un bombement exagéré qui compromet la sécurité de la circulation en hiver.

Route N° 23, de Cambrai à Malplaquet. — La section comprise entre Cambrai et Solesmes est pavée sur toute sa longueur; sa chaussée n'avait en général que 3 mètres de largeur, elle avait été construite avec une extême parcimonie, pour un chemin vicinal et pour un état de choses que le développement de l'industrie et l'établissement du chemin de fer des houillères ont profondément modifié. Les travaux d'amélioration exécutés depuis 1862 sur cette importante section de la route ont déjà amélioré sensiblement son état de viabilité. Le pavage de la partie comprise entre Cambrai et Cagnoncles a été complètement restauré. Les traversées de Saint-Python et Saint-Waast ont été dotées d'une chaussée de 5 mètres de largeur encadrée de deux trottoirs. Enfin des zônes latérales en empierrement ont été construites dans toutes les rampes et les endroits les plus défectueux.

La traversée d'Avesnes-les-Aubert et la partie comprise entre Saint-Python et Solesmes avaient également besoin d'être améliorées par l'élargissement et la construction de trottoirs. Ce travail commencé en 1873 sera terminé cette année au moyen d'une allocation de 5,000 fr. On vient en outre de commencer l'exécution d'un projet de 19,000 fr. pour compléter la construction et le rechargement des zônes en dehors des rampes et des traverses, une allocation de 10,000 fr. est inscrite à cet effet au budget de 1875 et l'on demande 9,000 fr. sur 1876 afin de terminer ce travail.

La section comprise entre Solesmes et Bavay a été également l'objet de travaux importants de consolidation, mais, comme la nature argileuse du terrain sur lequel la chaussée empierrée est établie, ne lui procure pas une assiette suffisamment solide et résistante, comme aussi l'usure de l'empierrement est loin de se trouver compensée par les emplois annuels de matériaux, l'entretien exige beaucoup de travaux et de dépenses, et l'on doit s'attendre en outre à être dans l'obligation de renforcer prochainement cette route par un rechargement général.

Sur la dernière section de Bavay à la frontière, la chaussée est plus que compromise par une usure considérable dont il est impossible d'arrêter le progrès avec les ressources actuelles de l'entretien; aussi a-t-on dû prendre le parti de convertir l'empierrement en pavage entre le chemin de Longueville et la frontière. Un crédit de 22,000 fr. est alloué sur l'exercice 1875 pour

achever ce travail indispensable ; mais la création de nouvelles fabriques de sucre et de raperies le long de cette route, exige absolument l'extension de cette amélioration aux sections comprises entre les points kilométriques Nos 9,500 et 11,500 et entre les points 29,680 et 30,480. La nature détestable du sous-sol rend la chaussée empierrée absolument inhabile à supporter les épreuves qu'elle subit dans ces parties. Aussi deux projets sont-ils présentés pour y remédier, et l'on demande, sur 1876, deux allocations de 10,000 fr. et de 7,000 fr. afin d'en entreprendre au plus tôt l'exécution.

La circulation moyenne, sur l'ensemble de la route, a gagné 43 colliers depuis 1864; elle est aujourd'hui de 594 colliers.

Le crédit d'entretien de 46,000 fr. alloué en 1875 représente une dépense moyenne de 869 fr. par kilomètre. Il peut être et doit être maintenu pour 1876, mais il faut se résigner néanmoins à recourir en outre aux allocations spéciales pour grosses réparations.

Route N° 24, d'Hélesmes à la Pyramide de Denain. —Cette route, totalement pavée, dessert l'un des centres industriels les plus importants du département et reçoit une circulation considérable de lourds transports. La chaussée, établie sur 3 mètres seulement de largeur, ne pouvait résister à de semblables fatigues et sa viabilité laissait à désirer pendant la mauvaise saison. Les travaux de réparations exécutés depuis plusieurs années sur cette route l'ont très-sensiblement améliorée. Il restait à mettre en état la traverse de Denain; ce travail commencé en 1874 sera terminé cette année. Mais il reste, entre les points kilométriques 5,200 et 5,730, une partie entièrement ruinée qui réclame la plus prompte restautration. Un projet est présenté ci-joint et un crédit de 10,000 fr. est demandé pour entreprendre ce travail en 1876.

Le crédit d'entretien demandé pour 1876, est de 6,700 fr., ce qui donne une moyenne de 941 fr. par kilomètre.

Route N° 25, dite de Ceinture de Maubeuge. — Cette route, de création récente, a été établie en partie sur des remblais qui, par l'effet de leur tassement, avaient altéré le profil transversal de la chaussée. Aussi réclama-t-elle, pendant quelques temps, un entretien confortatif et dut-elle absorber, durant quelques années, un crédit annuel de 3,500 francs. Cette allocation fut réduite graduellement depuis 1866 jusqu'à 2,000 fr., ce qui correspond à une moyenne de 1,008 fr. par kilomètre; on propose de maintenir ce chiffre pour 1876.

La circulation de la route N° 25 s'est élevée de 278 à 323 colliers, en augmentation de 45 colliers depuis 1864. Elle augmente d'année en année.

Route N° 26, ceinture de Cambrai. — Cette route, formant le chemin de ceinture de Cambrai, se compose de trois tronçons, dont deux en chaussée d'empierrement sur 2,047 mètres de longueur et le troisième, couvert d'un pavage, sur une longueur de 460m.

La situation de cette voie est maintenant partout satisfaisante. Elle ne laissera rien à désirer, lorsque le premier tronçon, très-fréquenté, et sans fossés par suite de l'interdiction du génie militaire, sera pourvu d'un trottoir avec caniveaux pavés et aura été l'objet d'un rechargement en matériaux durs. Un travail de ce genre s'achève cette année. On présente pour le compléter un projet montant à 22,000 fr. et l'on demande un crédit de 7,000 fr. pour entreprendre cette amélioration en 1876.

La circulation très-active qui règne sur cette voie de communication, rend indispensable l'allocation d'un crédit de 2,700 fr. pour son entretien.

III — Travaux neufs et de grosses réparations.

Les développements étendus et très-consciencieux qui viennent d'être présentés sur la question du service d'entretien, semblent de nature à édifier complètement le Conseil général sur la situation de ce service. Ils montrent, jusqu'à l'évidence. combien il serait désirable que la dotation de l'entretien pût atteindre tout au moins le chiffre de 420.000 fr., considéré comme normal en 1862, et combien sont indispensables les ressources extraordinaires au moyen desquelles on supplée à son insuffisance actuelle et aux effets désastreux qu'il aurait inévitablement produits sans cette sage et intelligente mesure.

Exercice 1874. Les allocations imputées sur ces ressources pour travaux neufs et de grosses réparations se sont élevées, en 1874, à la somme de 418,800 fr. qui se répartit ainsi entre les diverses entreprises:

Route N° 1.	— Construction d'un trottoir entre Auchy et Orchies	12,000	»
— 2.	— Remaniement de la chaussée entre Wambrechies et Quesnoy.	25,000	»
— 3.	— Construction d'un trottoir entre Orchies et le chemin d'Aix .	12,000	»
— 4.	— Remaniement de la chaussée dans les 9e, 10e, 17e et 18e kilomètres	20,000	»
— 4.	— Reconstruction d'un ponceau.	800	»
— 5.	— Prolongement du pavage à Solre-le-Château	4,800	»
— 7.	— Remaniement de la chaussée pavée entre Condé et Thivencelles.	10,000	»
— 8.	— Remaniement entre Fresnes et Notre-Dame au Bois . . .	10,000	»
— 9.	— Remaniement entre Hazebrouck et Merville	25,000	»
— 9.	— Construction d'un trottoir entre Erquinghem et Armentières .	15,000	»
— 9.	— Reconstruction du pont de la Meuse	45,000	»
— 9.	— Établissement de gares de dépôt de matériaux	4,300	»
— 10.	— Amélioration et élargissement	11,700	»
— 10.	— Amélioration et élargissement à la sortie de Solesmes vers Le Câteau	7,700	»
— 11.	— Construction d'un aqueduc, à Montay.	4,000	»
— 11.	— Remaniement et élargissement	25,000	»
— 14.	— Remaniement	25,000	»
	A reporter.	362,300	»

	Report.	362,300 »
Route N° 14.	— Élargissement des passsges militaires à la porte de Roubaix à Lille.	97,000 »
— 15.	— Rechargement de la chaussée empierrée	8,000 »
— 20.	— Établissement de gares de dépôt de matériaux	3.000 »
— 21.	— Remaniement et assainissement de la chaussée pavée aux abords de Saint-Momelin	4,500 »
— 23.	— Relevé à bout entre Cambrai et Solesmes et construction d'un aqueduc	21,000 »
— 23.	— Remaniement	10,000 »
— 24.	— Amélioration de la traverse de Denain.	12,000 »
— 26.	— Rechargement de la chaussée empierrée.	6,000 »
	Total des crédits ouverts sur l'exercice 1874	418,800 »

Ces crédits ont été intégralement dépensés.

Il est à remarquer, que la très-grande partie des crédits employés en 1874 dans les travaux autres que les ouvrages d'art, a été appliquée à des dépenses de matériaux. Les relevés spéciaux faits à ce sujet constatent en effet ce qui suit :

Fournitures ...	Pavés 556,801	représentant une dépense de	213,868 fr. 26
	Sable . . . . 6,999 m. c.		
	Empierrement . 590 m. c.		
Main-d'œuvre.			51,023 74
Travaux d'art			153,908 »
		Total	418,800 »

Exercices 1875 et 18

Les travaux autorisés pour 1875 continuent les indispensables améliorations dont le programme a été approuvé en principe par le Conseil général en 1862 et qui sera épuisé à la fin de la présente année. Les crédits recevront l'emploi pour lequel ils ont été ouverts. On s'attache à diriger cet emploi de manière à reconstituer le capital appauvri des chaussées et à ne faire que des travaux solides et durables. Rien n'est donné au luxe et la plus rigoureuse économie est apportée dans toutes les dépenses.

L'importance et la destination de ces crédits, ainsi que la situation des travaux auxquels ils se rapportent, se trouven d'ailleurs rappelées dans les deux tableaux ci-après, qui présentent en même temps les propositions de l'Ingénieur en chef pour 1876,

Ces propositions sont divisees en deux parties, suivant le désir manifesté antérieurement par le Conseil général. La première partie comprend les travaux prévus au programme de 1862, et la deuxième partie les travaux non compris dans ce programme, mais que l'on a été ou que l'on sera contraint d'entreprendre, pour obéir a des nécessités imprévues et auxquelles on ne saurait se dérober.

La première partie de ces travaux se résume de la manière suivante :

Propositions pour les travaux de grosses réparations en 1876. (1re Partie).

Nos des articles.	DÉSIGNATION DES ROUTES et INDICATION DES TRAVAUX.	Montant des projets.	CRÉDITS ALLOUÉS avant 1875.	CRÉDITS ALLOUÉS en 1875.	Crédits proposées pour 1876.	Reliquats à solder ultérieurement.	OBSERVATIONS.
	Route N° 3, de Douai à Tournai.						
1	Construction d'un trottoir entre Coutiches et Orchies.	16.000 »	»	16.000 »	»	»	Ce travail sera totalement exécuté en 1875.
	Route N° 4, de Cambrai à Tournai						
2	Remaniement dans les 9e, 10e, 17e et 18e kilomètres	35.000 »	20.000 »	15.000 »	»	»	Travail en cours d'exécution à terminer en 1875.
	TOTAL pour travaux . . .	»	»	31.000 »	»	»	

Ainsi aucun travail de grosses réparations n'est demandé sur le programme de 1862. Ce programme comprenait une dépense prévue de 1,915,564 fr. 21 c. Les dépenses faites s'élèveront au 31 décembre 1875 à la somme de 1,884,564 fr. 21 c. Il resterait donc à dépenser 31,000 fr. Mais cette somme est afférente à la route départementale N° 1 qui est aujourd'hui en parfait état et n'a nul besoin de cette dépense. Le programme de 1862 doit donc être considéré comme épuisé.

Toutefois depuis 1862 les besoins ont augmenté avec le développement commercial, les dépenses se sont accrues par suite du renchérissement continu des matériaux, ainsi que de la main-d'œuvre, et il faut bien le dire, les exigences du public ont grandi en étendue et en intensité au fur et à mesure que ses désirs se sont réalisés. Ainsi un certain nombre de travaux qui n'étaient pas prévus à cette époque ont du être étudiés.

Le Conseil général n'a pas hésité à reconnaître l'urgence de ces travaux, il a approuvé depuis

sept ans, un certain nombre de projets dont onze seront terminés cette année. Onze autres sont à continuer en 1876, et la nécessité s'est révélée d'y ajouter dix projets nouveaux. On a donc, en dehors du programme de 1862, vingt et une entreprises pour lesquelles des crédits sont demandés sur l'exercice 1876.

Les crédits demandés sur l'exercice 1876 pour ces vingt et une entreprises se montent en totalité à 194,500 fr. dont 89,500 fr. pour projets anciens et 105,000 fr. pour projets nouveaux, savoir :

Projets approuvés antérieurement à continuer en 1876.

Route N° 7.	— Remaniement de la chaussée pavée entre Condé et Thivencelles sur une longueur de 1,025 mètres	10,000	»
— 8.	— Remaniement entre Fresnes et Notre-Dame au Bois, sur 1,500 mètres de longueur. . . .	10,000	»
— 10.	— Remaniement de la chaussée et construction de caniveaux pavés dans la traverse de Neuvilly	8,000	»
— 10.	— Elargissement de la chaussée pavée et construction de caniveaux entre le Câteau et Montay.	7,500	»
— 10.	— Remaniement et construction de zônes entre Famars et Quérenaing	12,000	»
— 11.	— Amélioration de la chaussée entre le point kilométrique 8.3 et l'entrée de la commune d'Esnes	8,000	»
— 18.	— Elargissement de la chaussée pavée et établissement de trottoirs entre Armentières et le hameau de l'Armée	3,000	»
— 19.	— Remaniement de la chaussée dans la traverse de Lannoy.	7,000	»
— 21.	— Rechargement de la chaussée empierrée entre les points 16^{k} et 19^{k}500	7,000	»
— 21.	— Remaniement partiel de la chaussée pavée entre l'origine et Zeggers-Cappel.	8,000	»
— 23.	— Construction et rechargement des zônes entre les points kilométrique 8,^{k}5 et 10,^{k}5 et entre14,^{k}9 et 16,^{k}4	9,000	»
	A reporter	89,500	»

	Report.	89,500 »	89,500 »

Projets nouveaux à entreprendre en 1876.

Route N° 5.	— Rechargement de la chaussée empierrée sur les trois premiers kilomètres	13,500 »	
— 9.	— Remaniement de la chaussée entre l'entrée d'Estaires et le chemin d'accès de la station de La Gorgue-Estaires..	20,000 »	
— 13.	— Exhaussement aux abords du pont de Leval . .	1,500 »	
— 14.	— Remaniement de la rue St-Jacques à Tourcoing .	12,000 »	
— 15.	— Établissement d'un trottoir aux abords de Dunkerque.	10,000 »	
— 22.	— Restauration de la chaussée entre Mouveaux et Tourcoing	14,000 »	
— 23.	— Construction d'un pavage entre les points kilométriques 9^k500 et 11^k500.	10,000 »	
— 23.	— Construction d'un pavage entre les points kilométriques 29^k680 et 30^k480	7,000 »	
— 24.	— Remaniement de la chaussée pavée dans la traverse de Denain, entre 5^k200 et 5^k730 . . .	10,000 »	
— 26.	— Etablissement d'un caniveau pavé et rechargement de la chaussée empierrée	7,000 »	105,000 »
			194,500 »

La justification détaillée des projets nouveaux est donné dans les mémoires annexés à chaque projet.

Le tableau ci-après reproduit la liste de tous ces projets, en indiquant les crédits qui ont été alloués antérieurement pour parvenir à l'exécution des anciens projets, ainsi que ceux qui sont demandés sur l'exercice 1876, tant pour continuer les travaux de cette catégorie que pour entreprendre ceux qui font l'objet de projets nouveaux.

Propositions pour les travaux de grosses réparations en 1876. (2e Partie).

Nos des articles.	No de la route.	INDICATION DES TRAVAUX.	MONTANT des projets à la charge du département.	CRÉDITS ALLOUÉS, Antérieurement à 1875.	CRÉDITS ALLOUÉS, en 1875.	CRÉDITS ALLOUÉS, totaux.	DÉPENSES restant à faire.	CRÉDITS demandés pour 1876.	OBSERVATIONS.
3	2	Remaniement de la chaussée entre Wambrechies et Quesnoy et construction de zônes empierrées.	50.000 »	25.000 »	25.000 »	50.000 »	»	»	Travaux en cours d'exécution à terminer en 1875.
4	5	Rechargement de la chaussée empierrée sur les 3 premiers kilomètres. . . .	13.500 »	»	»	»	13.500 »	13.500 »	Travail très-urgent. La circulation est extrêmement considérable et la fondation en blocage de la chaussée est à découvert. (Voir le projet ci-joint).
5	6	Substitution d'un pavage à l'empierrement actuel entre la route nationale No 2 et la gare du chemin de fer du Nord, à Avesnes	13.900 »	»	13.900 »	13.900 »	»	»	Ces travaux seront totalement exécutés en 1875.
6	7	Remaniement de la chaussée pavée entre Condé et Thivencelles sur une longueur de 1,025 mètres.	49.000 »	10.000 »	10.000 »	20.000 »	29.000 »	10.000 »	Travail en cours d'exécution à continuer en 1875.
7	8	Remaniement entre Fresnes et Notre Dame au-Bois, sur une longueur de 1,500 mètres.	67.000 »	10.000 »	10.000 »	20.000 »	47.000 »	10.000 »	Travail en cours d'exécution à continuer en 1875.
8	8	Construction d'une passerelle pour piétons au pont de Condé.	1.000 »	»	1.000 »	1.000 »	»	»	Part contributive du département dans l'exécution de ce travail effectué par le service de la navigation.
9	9	Reconstruction du pont de la Mense à Estaires.	55.000 »	45.000 »	10.000 »	55.000 »	»	»	Les travaux ont été exécutés en 1874. Le crédit de 1875 est un solde.
10	9	Remaniement de la chaussée et établissement de zônes empierrées entre Hazebrouck et Merville	50.000 »	25.000 »	25 000 »	50.000 »	»	»	Travaux en cours d'exécution à terminer en 1875.
11	9	Rechargement partiel des zônes empierrées et des trottoirs aux abords d'Hazebrouck.	4.700 »	»	4.700 »	4.700 »	»	»	Les travaux seront totalement exécutés en 1875.
		A REPORTER	304.100 »	115.000 »	99.600 »	214.600 »	89.500 »	33.500 »	

Propositions pour les travaux de grosses réparations en 1876. (2e Partie).

Nos des articles.	No de la route.	INDICATION DES TRAVAUX.	MONTANT des projets à la charge du département.	CRÉDITS ALLOUÉS			DÉPENSES restant à faire.	CRÉDITS demandés pour 1876.	OBSERVATIONS.
				Antérieurement à 1875.	en 1875.	TOTAUX.			
		REPORT.	304.100 »	115.000 »	99.600 »	214.600 «	89.500 »	33.500 »	
12	9	Remaniement de la chaussée entre l'entrée d'Estaires et le chemin d'accès de la station de La Gorgue-Estaires .	52 000 »	»	»	»	52.300 »	20 000 »	Section de route énormément fréquentée depuis l'ouverture du chemin de fer d'Armentières à Berguette. Chaussée dans le plus déplorable état. Amélioration de première urgence.
13	10	Remaniement de la chaussée et construction de caniveaux pavés dans la traverse de Neuvilly.	18.320 »	»	8.000 »	8.000 »	10.320 »	8.000 »	Travail en cours d'exécution à continuer en 1876.
14	id.	Elargissement de la chaussée pavée et construction de caniveaux entre Le Câteau et Montay	14.500 »	»	7.000 »	7.000 »	7 500 »	7 500 »	Travail en cours d'exécution à terminer en 1876
15	id.	Remaniement de la chaussée et construction de zônes entre Famars et Quérénaing	53.000 »	»	15.000 »	15.000 »	38.000 »	12.000 »	Travail en cours d'exécution à continuer en 1876.
16	11	Remaniement et élargissement de la chaussée entre Cambrai et Esnes . .	52.000 »	50.000 »	2.000 »	52 000 »	»	»	Travaux en cours d'exécution à terminer en 1875.
17	id.	Amélioration de la chaussée entre le point kilométrique 8 k. 3 et l'entrée de la commune d'Esnes	30.000 «	»	13.000 »	13.000 »	17.000 »	8.000 »	Travaux en cours d'exécution à continuer en 1876.
18	13	Exhaussement aux abords du pont de Leval	1.500 »	»	»	»	1.500 »	1 500 »	Amélioration instamment réclamée par le public et qui a pour but de mettre la route à l'abri des inondations de la Sambre. (VOIR LE PROJET CI-JOINT).
19	14	Remaniement de la chaussée de la rue Neuve à Roubaix	12.000 «	»	12.000 »	12.000 »	»	»	Ce travail sera totalement exécuté en 1875.
20	id.	Remaniement de la rue Saint-Jacques, à Tourcoing	12.000 »	»	»	»	12.000 »	12.000 »	Amélioration vivement demandée par la ville de Tourcoing. Cette rue est la seule qui n'ait pas reçu de travaux importants depuis plusieurs années. (VOIR LE PROJET CI-JOINT).
		A REPORTER	549.420 »	165.000 »	156.600 »	321.600 »	227.120 »	102 500 »	

Propositions pour les travaux de grosses réparations en 1876. (2e Partie).

Nos des articles.	No de la route.	INDICATION DES TRAVAUX.	MONTANT des projets à la charge du département.	CRÉDITS ALLOUÉS. Antérieurement à 1875.	en 1875.	TOTAUX.	DÉPENSES restant à faire.	CRÉDITS demandés pour 1876.	OBSERVATIONS.
		REPORT	549.420 »	163.000 »	156 600 »	321.600 »	228.420 »	102.500 »	
21	15	Rechargement de la chaussée empierrée.	25 000 »	8.000 »	17.000 »	25.000 »	»	»	Travaux en cours d'exécution à terminer en 1875.
22	id.	Établissement d'un trottoir aux abords de Dunkerque.	20.000 »	»	»	»	20.000 »	10 000 »	Amélioration indispensable pour faciliter la circulation et assurer la sécurité des nombreux piétons qui fréquentent cette partie de route longeant le canal de Furnes. (VOIR LE PROJET CI-JOINT).
23	18	Elargissement de la chaussée pavée avec établissement d'un trottoir sur 656 m. 25 de longueur entre Armentières et le hameau de l'Armée et rechargement de la chaussée empierrée.	11.000 »	»	8.000 »	8.000 »	3.000 »	3 000 »	Travaux en cours d'exécution à terminer en 1876.
24	19	Remaniement de la chaussée dans la traverse de Lannoy	26 000 »	»	12.000 »	12.000 »	14 000 »	7.000 »	Travaux en cours d'exécution à continuer en 1876.
25	20	Rechargement partiel des zônes empierrées et des trottoirs.	6.000 »	»	6 000 »	6.000 »	»	»	Ce travail sera totalement exécuté en 1875.
26	21	Rechargement de la chaussée empierrée entre les points 16 et 19.500.	14.000 »	»	7.000 »	7.000 »	7.000 »	7.000 »	Travaux en cours d'exécution à terminer en 1876.
27	21	Remaniement partiel de la chaussée pavée entre l'origine et Zeggers-Cappel.	16.000 »	»	8.000 »	8.000 »	8.000 »	8 000 »	Travaux en cours d'exécution à terminer en 1876.
28	22	Restauration de la chaussée entre Mouveaux et Tourcoing.	28.000 »	»	»	»	28 000 »	14.000 »	Ce projet a pour but l'établissement d'un trottoir et la restauration de la chaussée dont le bombement exagéré est très-dangereux en hiver. (VOIR LE PROJET CI-JOINT).
29	23	Remaniement entre Cambrai et Solesmes.	45.000 »	40.000 »	5.000 »	45.000 »	»	»	Entreprise en cours d'exécution à terminer en 1875.
30	23	Construction d'une chaussée pavée entre Bavay et la frontière	32.000 »	10.000 »	22 000 »	32.000 »	»	»	Entreprise en cours d'exécution à terminer en 1875.
		A REPORTER . . .	772.420 »	293.000 »	241.600 »	464.600 »	308 120 »	134.500 »	

Propositions pour les travaux de grosses réparations en 1876. (2e Partie).

Nos des articles.	No de la route.	INDICATION DES TRAVAUX.	MONTANT des projets à la charge du département.	CRÉDITS ALLOUÉS. Antérieurement à 1875.	CRÉDITS ALLOUÉS. en 1875.	CRÉDITS ALLOUÉS. TOTAUX.	DÉPENSES restant à faire.	CRÉDITS demandés pour 1876.	OBSERVATIONS.
		Report	772 420 »	295 000 »	244.600 »	464.600 »	308.420 »	154.500 »	
34	23	Construction et rechargement de zones empierrées entre les points kilométriques 8 k, 5 et 10 k, 5 et entre 14 k, 9 et 16 k, 4	49 000 »	»	40 000 »	40.000 »	9 000 »	9 000 »	Travaux en cours d'exécution à terminer en 1876.
32	23	Construction d'un pavage entre les points kilométriques 9 k. 500 et 11 k. 500. .	70.000 »	»	»	»	70 000 »	40.000 »	Partie de route reposant sur des terrains très- mouvants. Empierrement ruiné par la circulation écrasante provenant de l'établissement de nouvelles fabriques de sucres et râperies. (Voir le projet ci-joint).
33	23	Construction d'un pavage entre les points kilométriques 29 k. 680 et 30 k. 480 .	28.000 »	»	»	»	28.000 »	7.000 »	Même justification que pour l'entreprise précédente. (Voir le projet ci-joint).
34	24	Amélioration de la traverse de Denain. .	25 000	2.000 »	13.000 »	25.000 »	»	»	Travaux en cours d'exécution à terminer en 1875.
35	24	Remaniement de la chaussée pavée dans la traverse de Denain entre 5 k, 200 et 5 k, 730	35 000 »	»	»	»	35.000 »	10.000 »	Partie de route énormément fréquentée. La dotation d'entretien est absolument impuissante pour maintenir la chaussée dans un état de viabilité suffisant. (Voir le projet ci-joint).
36	26	Rechargement de la chaussée empierrée.	12.000 »	6.000 »	6 000 »	12.000 »	»	»	Ce travail sera terminé en 1875.
37	26	Etablissement d'un caniveau pavé et rechargement de la chaussée empierrée.	22.000 »	»	»	»	22.000 »	7 000 »	Complément indispensable de l'amélioration de la route en continuation de l'entreprise précédente. (Voir le projet ci-joint).
		Totaux	983.420 »	313.000 »		541.600 »	448 420 »	194.500 »	
		Total des crédits alloués en 1875 pour travaux non prévus au programme de 1862 . .			270 600 »				
		D'autre part, Total des crédits alloués pour travaux compris au programme de 1862. .			31.000 »				
		Total général des crédits alloués pour grosses réparations, en 1875 (non compris 20,000 fr., à porter au budget de report de 1874 sur 1875).			301.600 »				
		Honoraires des Ingénieurs à raison de 1 p. %.						1.945 »	
		Total des crédits demandés pour travaux en dehors du programme de 1862.						196.445 »	
		D'autre part, travaux compris au programme.						»	
		Total général des crédits demandés pour travaux de grosses réparations en 1876						196.445 »	

IV — Résumé, par année, des dépenses faites sur le programme de 1862.

Les travaux et les dépenses qui restaient à faire à partir de 1863, pour l'amélioration générale du réseau, ont été l'objet, on le sait, d'une étude approfondie et détaillée pour chaque ligne, ainsi que d'une instruction très-attentive de la part des Commissions syndicales et du Conseil général. Il est utile de reproduire ici le résumé de cette étude, en indiquant, pour chaque article de dépenses, les crédits ouverts sur les fonds des treize exercices qui composent la période de 1863 à 1875 inclusivement. L'on pourra suivre ainsi les changements successivement apportés à la situation générale, et avoir la mesure dans laquelle les prévisions de dépenses ont pu être réalisées.

DÉSIGNATION DES ROUTES et INDICATION DES TRAVAUX.	MONTANT des dépenses.	DÉPENSES faites sur les fonds de toute nature de 1863 à 1874 inclus.	CRÉDITS ouverts en 1875.	CRÉDITS ouverts et DÉPENSES faites de 1863 à 1875 inclus.	CRÉDITS proposés pour 1876.	CRÉDITS restant à allouer à partir de 1876.
N° 1. de Lille à Valenciennes.						
Remaniement des parties les plus défectueuses de la chaussée et amélioration des traverses.	82000 »	51000 »	»	51000 »	»	31000 »
N° 2, de Lille à Ypres.						
Remaniement des parties les plus défectueuses de la chaussée	116500 »	116500 »	»	116500 »	»	»
N° 3, de Douai à Tournai.						
Remaniement des parties les plus défectueuses de la chaussée et amélioration des traverses.	58000 »	42000 »	16000 »	58000 »	»	»

DÉSIGNATION DES ROUTES et INDICATION DES TRAVAUX.	MONTANT des dépenses.	DÉPENSES faites sur les fonds de toute nature de 1863 à 1874 inclus.	CRÉDITS ouverts en 1875.	CRÉDITS ouverts et DÉPENSES faites de 1863 à 1875 inclus	CRÉDITS proposés pour 1876.	CRÉDITS restant à allouer à partir de 1876.
N° 4, Cambrai à Tournai.						
Remaniement des parties les plus défectueuses de la chaussée et établissement d'un trottoir entre Somain et Orchies.	116000 »	101000 »	15000 »	116000 »	»	»
N° 5, d'Avesnes à Philippeville.						
Rechargement de la chaussée empierrée.	19200 »	19200 »	»	19200 »	»	»
Restauration d'ouvrages d'art . . .						
N° 6, de Landrecies à Chimay,						
Remaniement de la chaussée pavée.						
Restauration de la chaussée empierrée.	49200 »	49200 »	»	49200 »	»	»
N° 7, de Mons à Condé.						
Remaniement de la chaussée dans ses parties les plus défectueuses .	62500 »	62500 »	»	62500 »	»	»
N° 8, de Condé à Saint-Amand.						
Remaniement des parties les plus défectueuses de la chaussée.	65100 »	65100 »	»	65100 »		»
N° 9, de Lille à Saint-Omer.						
1re SECTION.						
Amélioration des parties les plus défectueuses de la chaussée						
Restauration d'ouvrages d'art. . . .						
2e SECTION, D'HAZEBROUCK A RENESCURE.	92250 »	92250 »	»	92250 »	»	»
Établissement de zônes et de plantations						
N° 10, de Valenciennes à Bohain.						
1re SECTION, DE VALENCIENNES A SOLESMES.						
Amélioration des parties les plus défectueuses de la chaussée et des traverses de Famars, Quérénaing, Vendegies et Solesmes.	205500 »	205500 »	»	205500 »	»	»
2e SECTION, DE SOLESMES A LA LIMITE DU DÉPARTEMENT.						
Remaniement des parties les plus défectueuses de la chaussée et établissement de zônes						
Allongement du pont de Selles . . .						

DÉSIGNATION DES ROUTES et INDICATION DES TRAVAUX.	MONTANT des dépenses.	DÉPENSES faites sur les fonds de toute nature de 1863 à 1874 inclus.	CRÉDITS ouverts en 1875.	CRÉDITS ouverts et DÉPENSES faites de 1863 à 1875 inclus.	CRÉDITS proposés pour 1876.	CRÉDITS restant à allouer à partir de 1876.
N° 11, de Cambrai à Guise.						
Élargissement à 6 mètres de la chaussée dans les traverses de Saint-Ladres, Forenville, Esnes, Wallincourt et Deheries, et construction de zônes sur les rampes.	78500 »	78500 »	»	78500 »	»	»
N° 12, d'Avesnes au Quesnoy.						
Rechargement de la chaussée . . . Établissement de gares, restauration d'ouvrages d'art et dépenses diverses.	36500 »	36500 »	»	36500 »	»	»
N° 13, de Maubeuge à Maroilles.						
Rechargement de la chaussée et réparation d'ouvrages d'art	8000 »	8000 »	»	8000 »	»	»
N° 14, de Lille à Courtrai.						
Amélioration des parties les plus défectueuses de la chaussée	147400 »	147400 »	»	147400 »	»	»
N° 15, de Dunkerque à Furnes.						
Amélioration du pavage et établissement de trottoirs . . . . . Élargissement dans la traversée des fortifications et sur le pont du sas octogonal à Dunkerque. . . . . Plantations.	12700 »	12700 »	»	12700 »	»	»
N° 16, de Lens à Estaires.						
Substitution d'un pavage à l'empierrement du côté de La Bassée et remaniement dans cette traverse.	38000 »	38000 »	»	38000 »	»	»
N° 17, de Morbecque à Aire.						
Rechargement des parties les plus usées de la chaussée . . . . . Reconstruction du pont de la Melde et plantations.	20800 »	20800 »	»	20800 »	»	»

DÉSIGNATION DES ROUTES et INDICATION DES TRAVAUX.	MONTANT des dépenses.	DÉPENSES faites sur les fonds de toute nature de 1863 à 1874 inclus.	CRÉDITS ouverts en 1875.	CRÉDITS ouverts et DÉPENSES faites de 1863 à 1875 inclus	CRÉDITS proposés pour 1876.	CRÉDITS restant à allouer à partir de 1876.
N° 18, de Béthune à Armentières.						
Elargissement et rechargement de la chaussée	29000 »	29000 »	»	29000 »	»	»
N° 19, de Roubaix à Saint-Amand.						
1° DE ROUBAIX A TOUFFLERS.						
Remaniement et élargissement de la chaussée à 5 mètres						
2° DE LANNOY AU CHEMIN N° 6.						
Établissement de zônes et relevé de bordure						
3° DU CHEMIN N° 6, A LA ROUTE NATIONALE N° 41.						
Élargissement de la chaussée à Hem et à Forest.						
4° DE LA ROUTE NATIONALE N° 41 AU CHEMIN N° 19	284500 »	284500 »	»	284500 »	»	»
Amélioration de la chaussée						
Adoucissement de la rampe à Sainghin.						
5° DU CHEMIN N° 19, A ST-AMAND.						
Remaniement des parties les plus défectueuses de la chaussée et amélioration des traverses de Cysoing, Bourghelles, Mouchin, Rumegies, Lecelles et St-Amand						
N° 20, de Cassel à la frontière.						
Établissement de zônes empierrées sur les rampes	32869 99	32869 99	»	32869 99	»	»
Allongement du pont de Steenwoorde						
N° 21, de Bergues à St-Momelin.						
Remaniement du pavage et construction de zônes						
Élargissement de la route entre Socx et le chemin de Bierne.	33000 »	33000		3 0		
Bornages et divers.						

DÉSIGNATION DES ROUTES et INDICATION DES TRAVAUX.	MONTANT des dépenses.	DÉPENSES faites sur les fonds de toute nature de 1873 à 1874 inclus.	CRÉDITS ouverts en 1875.	CRÉDITS ouverts et DÉPENSES faites de 1863 à 1875 inclus.	CRÉDITS proposés pour 1876.	CRÉDITS restant à allouer à partir de 1876.
N° 22, de Lille à Tourcoing.						
Remaniement des parties les plus défectueuses de la chaussée	68000 »	68000 »	»	68000 »	»	»
Elargissement sur la branche de Marcq.						
N° 23, de Cambrai à Malplaquet.						
1re PARTIE, DE SOLESMES A LA FRONTIÈRE.						
Remplacement de l'empierrement par un pavage dans les traverses. . .						
Reconstruction du pont de Romeries .						
2e PARTIE, DE SOLESMES A CAMBRAI.						
Remaniement des parties les plus défectueuses de la chaussée et amélioration dans les traverses de Saint-Waast, Saint-Pithon et Solesmes.	181574 22	181574 22	»	181374 22	»	»
Élargissement du pont de Selle à Saint-Pithon						
N° 24, d'Hélesmes à la pyramide de Denain.						
Élargissement de la chaussée pavée et établissement de zônes.	30470 »	30470 »	»	30470 »	»	»
N° 25, route dite chemin de ceinture de Maubeuge.						
Travaux de consolidation et construction de fils d'eau	10000 »	10000 »	»	10000 »	»	»
N° 26, route dite chemin de ceinture de Cambrai.						
Construction	38000 »	38000 »	»	38. 00 »	»	»
TOTAUX	1915564 21	18 E3564 21	31000 »	1884564 21	»	31000 »

Les renseignements fournis par ce tableau et par celui qui précède permettent de constater les résultats suivants :

La somme totale reconnue nécessaire pour réaliser les améliorations les plus urgentes que réclamait le réseau des routes départementales à partir de 1863, a été fixée à	1,789,800	»
Si l'on y ajoute pour travaux en dehors du programme approuvés antérieurement à 1867.(1)	54,570	»
Et pour augmentation de dépenses sur travaux compris au programme(2). . .	71,194	21
On aura un total de	1,915,564	21
Sur lequel il aura été alloué à la fin de 1875, à l'aide des ressources créées . .	1,884,564	21
Il restera donc à dépenser, à partir de 1876 inclusivement et sans emploi comme on l'a vu précédemment, la somme de	31,000	»

V — Frais généraux.

Pour compléter les propositions budgétaires relatives au service des routes départementales en 1876, il reste à faire connaître et à justifier les dépenses concernant les frais généraux.

1° Traitements et frais fixes de résidence des conducteurs et agents secondaires	61,075	»

Cette dépense se trouve détaillée dans l'état ci-annexé, pièce N° 2. Il importe de remarquer qu'elle concerne le service des routes départementales et celui des chemins vicinaux de grande communication. En fait, le nombre des agents n'a pas augmenté depuis dix-neuf ans au moins, malgré l'extension du réseau, le développement donné aux travaux, la multiplicité et l'importance beaucoup plus grande des affaires.

2° Frais de découchers et de déplacements	4,500	»
A reporter.	61,575	»

(1) Routes N°s 12 . . . 8,100 »
— 22 . . . 37,000 »
— 24 . . . 9,470 »
= 54,570 »

(2) Routes N°s 6 . . . 4,000 »
— 9 . . . 4.250 »
— 10 . . . 27,500 »
— 20 . . . 8,869 99
. . . 23,5 4
= 71,194 21

Report . . . . . 61,575 »

On propose pour 1876 le même crédit que celui qui a été accordé pour les années 1865 à 1875, bien qu'il soit à peine suffisant et qu'il rende tout au moins très difficile le règlement de dépenses.

3° Somme à valoir en prévision d'avancement et secours . . . . . 1,000 »

Cette réserve est nécessaire pour faire face à des dépenses dont le chiffre seulement est incertain et que les décisions ministérielles qui les provoquent rendent obligatoires.

4° Frais d'impressions comme en 1875 . . . . . 1,500 »

On reconnaîtra combien ce crédit est minime pour un service qui exige l'emploi d'un aussi grand nombre d'imprimés.

5° Indemnités proportionnelles calculées d'après les bases posées dans les circulaires ministérielles des 2 juillet 1817 et 20 août 1840, savoir :

4 % sur les premiers 40,000 francs.	1,600 »	
1 % sur la somme de 362,200 francs, formant le reste du crédit applicable aux travaux d'entretien, ...	3,622 »	7,167 »
1 % sur la somme de 194,500 francs pour travaux de grosses réparations	1.945 »	

6° Gratifications de fin d'année pour les conducteurs et agents secondaires. (Entretien et grosses réparations). . . . . 2,800 »

Cette dépense est consacrée par tous les précédents ; elle a exclusivement pour but de récompenser, chez les agents les plus méritants, le zèle et le dévouement qu'ils ont apportés dans des services difficiles, pénibles et onérenx.

Total. . . . . 78,042 »

VI — Résumé des propositions budgétaires.

Les propositions budgétaires qui précèdent se trouvent résumées dans le tableau ci-après pour ce qui concerne l'exercice 1876 :

Numéros des ROUTES	ENTRETIEN.		SOMMES.	
1	De Lille à Valenciennes		11.300	»
2	De Lille à Ypres		17.000	»
3	De Douai à Tournai		8.000	»
4	De Cambrai à Tournai		11.000	»
5	D'Avesnes à Philippeville		12.000	»
6	De Landrecies à Chimay		28.500	»
7	De Condé à Mons		8.000	»
8	De Condé à Saint-Amand		8.000	»
9	De Lille à Saint-Omer	1re section.	26.000	»
		2e section.	9.000	»
10	De Valenciennes à Bohain	1re section.	20.000	»
		2e section.	15.000	»
11	De Cambrai à Guise		12.000	»
12	D'Avesnes au Quesnoy		16.500	»
13	De Maubeuge à Maroilles		11.000	»
14	De Lille à la frontière belge		24.800	»
15	De Dunkerque à Furnes		9.000	»
16	De Lens à Estaires		5.500	»
17	D'Hazebrouck à Aire		7.500	»
18	D'Armentières à Béthune		4.000	»
19	De Roubaix à Tournai et Saint-Amand	1re section.	11.000	»
		2e section.	17.000	»
20	De Cassel à la frontière		8.000	»
21	De Bergues à St.-Momelin		16.000	»
22	De Lille à Tourcoing		8.500	»
23	De Cambrai à la frontière	1re section.	14.000	»
		2e section.	32.000	»
24	D'Hélesmes à la pyramide de Denain		6.700	»
25	Route de ceinture de Maubeuge		2.000	»
26	Id. de Cambrai		2.700	»
	TOTAL		382.200	»
	Réserve pour faire face aux besoins imprévus		20.000	»
	TOTAL pour les travaux d'entretien		402,200	»

Numéros des ROUTES	GROSSES RÉPARATIONS.	SOMMES.	
5	Rechargement de la chaussée empierrée	13.500	»
7	Remaniement de la chaussée	10.000	»
8	Id.	10.000	»
9	Id.	20.000	»
10	Id.	8.000	»
10	Élargissement de la chaussée	7.500	»
10	Remaniement de la chaussée	12.000	»
11	Amélioration de la chaussée	8.000	»
13	Exhaussement aux abords du pont de Leval	1.500	»
14	Remaniement de la rue Saint-Jacques, à Tourcoing	12.000	»
15	Établissement d'un trottoir	10.000	»
18	Élargissement de la chaussée	3.000	»
19	Remaniement de la chaussée	7.000	»
21	Rechargement de la chaussée empierrée	7.000	»
21	Remaniement partiel de la chaussée	8.000	»
22	Restauration de la chaussée	14.000	»
23	Construction et rechargemen' de zônes	9.000	»
23	Construction d'un pavage	10.000	»
23	Id.	7.000	»
24	Remaniement	10.000	»
26	Établissement d'un caniveau pavée et rechargement de la chaussée empierrée	7.000	»
	TOTAL pour les travaux de grosses réparations	194.500	»

FRAIS GÉNÉRAUX.

Traitements et frais de déplacements des conducteurs, réserve d'avancements et secours	66,575	»
Indemnités extraordinaires aux conducteurs	2,800	»
Frais d'impressions	1,500	»
Indemnités proportionnelles aux ingénieurs	7,167	»
TOTAL pour les frais généraux	78,042	»

VII — Objets divers.

Aucune route départementale n'est en construction.

Comptabilité. Le service de la comptabilité continue à s'opérer scrupuleusement dans tous ses détails, suivant les règles prescrites par l'Administration supérieure. Il ne soulève jamais de difficultés de la part, soit des ayants droit, soit des administrations appelées à y participer ou à le contrôler.

On a achevé, en 1869, de supprimer, dans tout le service le mode de paiement par voie de régie. Tout fait de dépense est aujourd'hui l'objet d'un mandat individuel remis à l'ayant droit, qui va en toucher le montant aux caisses publiques. Cet excellent système fonctionne sans aucune espèce de difficultés.

Personnel. Le service des cantonniers est l'objet d'une attention particulière de la part des Ingénieurs et des agents sous leurs ordres. Aucune mesure n'est négligée pour assurer leur exactitude, stimuler leur zèle et imprimer à leurs travaux une bonne direction. Les bons ouvriers paveurs se recrutent difficilement et cette circonstance éveille spécialement l'attention de l'Ingénieur en Chef

Plantations. Aucun crédit n'a été alloué, en 1875, pour plantations nouvelles, et l'on s'est borné à l'entretien des anciennes, entretien extrêmement difficile aux abords des grands établissements industriels, et particulièrement des exploitations houillères.

Nivellement général. Les opérations du nivellement général du département sont terminées et vérifiées, les altitudes sont calculées, les repères sont posés, l'impression du texte est très-avancée et la fonte des plaques altitudinales est en cours d'exécution. Cette opération ambrassera le développement total de 513,318 mètres de routes départementales, et donnera lieu, sur ces voies, à la pose d'environ 360 repères métalliques.

Relevé de la circulation. Le recensement général de la circulation à été effectué en 1869, sur les routes nationales et départementales et sur les chemins de grande communication. Les résultats détaillés en sont consignés dans un tableau joint au rapport de 1870.

L'Ingénieur en Chef va soumettre à M. le Préfet des dispositions tendant à recommencer cette opération en 1876 sur les routes départementales en même temps que sur les routes nationales.

Plans d'alignements. Il existe sur les routes départementales du Nord, 104 traverses proprement dites de villes et de villages, dont les plans d'alignements se trouvaient au 31 décembre 1874, dans la situation suivante :

DÉSIGNATION des SERVICES.	Traverses homologuées.	PROJETS ÉTUDIÉS et entre les mains de l'Administration supérieure.	PROJETS ÉTUDIÉS et entre les mains des Ingénieurs.	Projets à l'étude.	Projets à étudier.	TOTAUX.
Service de Dunkerque. . . .	8	»	»	»	»	8
— Lille.	19	»	2	4	7	32
— Douai	16	»	1	»	»	17
— Valenciennes . . .	15	»	2	»	»	17
— Cambrai.	12	»	»	»	»	12
— Avesnes	13	»	»	»	5	18
TOTAUX . . .	83	»	5	4	12	104

Ce travail, si important depuis l'établissement de la nouvelle jurisprudence consacrée par le Conseil d'État, se poursuit avec activité conformément aux prescriptions de la circulaire de M. le Ministre des Travaux publics en date du 16 novembre 1869.

Police de la voirie.

La police de la voirie s'exerce avec facilité et régularité. Les contraventions sont, du reste, peu nombreuses. L'intervention toujours conciliante des agents a pour résultat de satisfaire les besoins et les exigences légitimes du public, sans porter atteinte au respect dû aux règlements.

Les agents des Ponts-et-Chaussées obtiennent généralement de MM. les Maires, un concours actif et énergique pour entretenir les traverses dans un état convenable de propreté et en rapport avec les travaux d'assainissement exécutés depuis plusieurs années. Il serait désirable qu'ils pussent trouver partout cette utile intervention.

Vœux.

Les vœux émis ou appuyés par le Conseil général dans ses sessions de 1874 et 1875, ont tous été, soit accomplis, soit l'objet de rapports spéciaux qui ont été adressés à M. le Préfet.

VIII. — Annexes.

Au présent rapport sont annexés :

1° Six rapports dans lesquels MM. les Ingénieurs exposent, avec des détails complets, situation générale de leur service, et celle de chaque route en particulier ;

2° Dix projets qui s'énumèrent ainsi qu'il suit :

Route N° 5. Rechargement de la chaussée empierrée sur les trois premiers kilomètres.

— 9. Remaniement de la chaussée entre l'entrée d'Estaires et le chemin d'accès de la station de La Gorgue-Estaires.

— 13. Exhaussement aux abords du pont de Leval.

— 14. Remaniement de la rue St-Jacques à Tourcoing.

— 15. Établissement d'un trottoir aux abords de Dunkerque.

— 22. Restauration de la chaussée entre Mouveaux et Tourcoing.

— 23. Construction d'un pavage entre les points kilométriques 9 kil. 500 et 11 kil. 500.

— 23. Construction d'un pavage entre les points kilométriques 29 kil. 680 et 30 kil. 480.

— 24. Remaniement de la chaussée pavée dans la traverse de Denain entre 5 kil. 200 5 kil. 730.

— 26. Établissement d'un caniveau pavé et rechargement de la chaussée empierrée.

Lille, le 24 Juin 1875.

L'Ingénieur en chef du département du Nord,

Ém. RAILLARD.

DÉPARTEMENT DU NORD.

CHEMINS VICINAUX DE GRANDE COMMUNICATION

Situation du service au 1er *juillet* 1875.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

I. — Situation générale.

Exposé de l'ensemble du service.

Les chemins vicinaux de grande communication du département du Nord étaient, à la fin de 1874 au nombre de 72, et présentaient un développement total de 864,770 mètres, dont la moitié environ, revêtue de chaussées pavées, prédomine dans les arrondissements de Lille, Douai, Valenciennes et Cambrai ; tandis que l'autre moitié, avec chaussées empierrées, est située principalement dans les arrondissements de Dunkerque, d'Hazebrouck et d'Avesnes. Ces lignes seront au nombre de 76 à la fin de 1875 et présenteront un développement de 908,231 mètres.

Parmi les chaussées pavées, un certain nombre, de construction relativement récente, n'ont besoin que d'être élargies et consolidées par l'établissement de zônes latérales d'empierrement. Mais il existe encore quelques vieilles chaussées, et celles-ci, construites primitivement avec des matériaux informes, que l'usure a achevé de dénaturer et dont les joints sont presque complètement dégarnis, demandent un remaniement complet.

Quant aux chaussées empierrées, elles ont été originairement établies avec des matériaux de qualité médiocre, sur de faibles épaisseurs, presque partout sans fondation, même sur les terrains les plus fluides et avec une largeur tout-à-fait insuffisante. Aussi exigent-elles encore des rechargements généraux sur un assez grand nombre de points, et réclament-elles des soins infinis, de la part du service d'entretien, dans les régions plates et ombragées des arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck, et dans les terrains glaiseux de l'arrondissement d'Avesnes.

Toutefois, les travaux de grosses réparations dont ces voies de communications sont l'objet depuis 1858, joints à l'entretien fortifiant qui leur est appliqué avec une assiduité sans relâche, ont très-notablement amélioré leur situation, et elles présentent généralement aujourd'hui une viabilité assez satisfaisante.

Cette amélioration graduelle des chemins de grande communication du département est attestée par les chiffres suivants :

La longueur des parties en bon état d'entretien, qui avait augmenté de 37 kilomètres en 1873 en a gagné 13 en 1874; celle des parties médiocres, qui avait été réduite de 18 kilomètres en 1873, l'a été de 14 kilomètres en 1874; enfin, la longueur des parties mauvaises, diminuée de 16 kilomètres en 1873, a encore diminué de 5 kilomètres en 1874. En somme, les longueurs des portions en bon, médiocre ou mauvais état, étaient respectivement au début de la présente année de 746, 107 et 11 kilomètres, et si l'on compare ces chiffres aux nombres similaires afférents à l'année 1863, avant le commencement des grands travaux, terminés aujourd'hui, on voit que 232 kilomètres de chaussée médiocre ou mauvaise ont été ramenés, dans cet intervalle de onze ans, à l'état normal d'entretien.

II. — Entretien.

ENSEMBLE DU SERVICE.

Exercice 1874.

Le crédit total dépensé en 1874, pour l'entretien des chemins vicinaux de grande communication du Nord, a été de 686,264 fr. 86 centimes, correspondant à une dépense moyenne de 793 fr. par kilomètre.

Les faits les plus saillants qui ressortent de l'emploi du crédit d'entretien sont résumés dans le tableau ci-après, et mis en regard des faits analogues constatés en 1872 et en 1873. Toutefois ces faits ne sont pas comparables entre eux, puisque le crédit de 1872 est trop faible de 50,000 fr.; et, comme cette somme, allouée à la fin de l'année 1871, n'a pu être employée qu'en fournitures de matériaux qui ont été mis en œuvre en 1872, il en résulte que les chiffres afférents aux fournitures de matériaux sont trop faibles pour 1872.

	EXERCICE 1872.	EXERCICE 1873.	EXERCICE 1874.
1° *La dépense totale a été de..*	657,576fr. 66	697,105fr. 38	686,264fr. 86
Elle se décompose comme il suit :			
Fourniture de matériaux.	323,633 fr. soit les 0.492	345,703 fr. soit les 0.495	346,388 fr. 35 soit les 0.504
Main-d'œuvre.	317,100 » 0.482	338,760 » 0.486	311,840 85 » 0.455
Frais généraux, ouvrages d'art, etc.	16,843 » 0.026	12,642 » 0.019	28,035 66 » 0.041

2° *Les fournitures comprennent :*

Pavés	285,320 p. soit p. kil. 664	352,088 soit par kil. 812	345,737 soit par kil. 797
Sable	10,381 m. c. » 24	10,764 m. c., » 25	10,349 m. c. » 24
Matériaux d'empierrement	26,888 » 33	24,955 » 30	25.365 » 30

3° *La main-d'œuvre, les travaux d'art et les frais généraux ont été :*

Chaussées pavées.	Pavages	107,165 fr. soit p. kil. 249	110,353 fr. soit p. kil. 255	106,038 fr. soit p. kil. 245
	Parties accessoires . .	68,509 » 159	77,250 » 178	67,423 » 156
	Frais généraux	4,841 » 12	5,130 » 12	14,494 » 33
Chaussées empierrées.	Chaussées.	95,744 fr. soit p. kil. 224	95,778 fr. soit p. kil. 222	103,025 fr. soit p. kil. 239
	Parties accessoires . .	45,681 » 106	55,379 » 128	35,356 » 82
	Frais généraux	12,002 » 28	7,542 » 18	13,541 » 34

4° *En résumé, le prix d'entretien par kilomètre a été, savoir :*

Fournitures	. . . .	376	763 f.	. . . .	400	806 f.	. . . .	404	793 f.
Main-d'œuvre.	. . . .	368		. . . .	394		. . . .	360	
Divers.	. . . .	19		. . . .	15		. . . .	32	

5° *Les chemins envisagés dans leur ensemble se répartissent comme il suit :*

LONGUEURS QUI SE TROUVENT DANS UN ÉTAT :

Bon.	. . . .	690	861 k.	. . . .	797	864 k.	. . . .	746	864 k.
Médiocre.	. . . .	139		. . . .	121		. . . .	107	
Mauvais.	. . . .	32		. . . .	16		. . . .	11	

6° *Enfin la circulation moyenne en colliers, par jour, a été d'après le recensement de* 1869 :

Nombre de colliers à charge.	206.9
Id. à vide	106
Nombre total à charge et à vide.	312 9
Circulation réduite. (Le nombre total des colliers à charge, plus le quart du nombre des colliers à vide). .	233

Ces chiffres établissent, comme on l'a vu précédemment, qu'en 1874, la longueur des chaussées mauvaises a été réduite de 5 kilomètres, et celles des chaussées médiocres de 14 kilomètres.

Ils établissent aussi que la part de la main-d'œuvre, dans l'ensemble de la dépense, se maintient à un taux satisfaisant. Ce résultat est dû aux améliorations obtenues dans l'état des chaussées et aux efforts sérieux et persistants des ingénieurs; on peut espérer qu'il n'a pas atteint sa dernière limite; toutefois, l'extension donnée à l'établissement des zônes empierrées et des trottoirs, si nécessaires dans l'intérêt de la viabilité, de la conservation des chaussées et de la salubrité; l'agrandissement continu des traverses; les besoins et les exigences toujours croissantes du public, que les facilités actuelles des relations ne laissent étranger à aucun perfectionnement et rendent beaucoup plus difficile; toutes ces circonstances contribuent puissamment à augmenter plutôt qu'à diminuer les frais de main-d'œuvre, et il serait téméraire de laisser espérer, pour l'avenir, de très-notables réductions sur cet article de dépenses.

Exercice 1875. C'est dans le même esprit que sont dirigés et que se poursuivent les travaux entrepris pendant la campagne de 1875, conformément aux états d'indication approuvés par M. le Préfet.

Le budget d'entretien, pour l'exercice 1875, s'élève au chiffre total de 710,200 fr. y compris une somme de 16,000 fr. allouée par le Conseil général dans sa session d'avril 1875 pour l'entretien des chemins 2, 5 et 46, classés en 1874 par l'assemblée départementale. En outre, une réserve de 25,000 fr. est inscrite au budget pour besoins imprévus, sur les chemins d'intérêt commun, aussi bien que sur ceux de grande communication. La somme de 710,200 fr. sera régulièrement et utilement dépensée; on y ajoutera, sur la réserve, les crédits qu'exigeront les besoins qui se révèleront d'ici à la fin de l'exercice.

Le crédit de 710,200 fr. appliqué à une longueur de 898,095 mètres, correspond à un prix moyen de 72 centimes par mètre courant.

Exercice 1876. Le Crédit total demandé par l'Ingénieur en Chef, pour l'entretien pendant l'exercice 1876, est de 720,150 fr. non compris une réserve de 25,000 francs, égale en quantité et de même application que celle qui est inscrite au budget de 1875, et une annuité de 5,000 fr. applicable à l'amélioration du chemin N° 51.

Ce crédit est supérieur à celui de 1875, par suite de classement de plusieurs chemins et de plusieurs annexes. Il fait ressortir le prix d'entretien du mètre courant de chemin, comme il suit:

Maximum : 1 fr. 43 pour le chemin N° 48, de Lomme à Loos, très-fréquenté et établi sur un sol très-mauvais.

Minimum : 0 fr. 43 pour le chemin N° 3, d'Hondschoote à Watten.

Moyenne : 0 fr. 82 pour les 76 chemins de grande communication du département. On verra, à l'article suivant, que ce prix moyen ne saurait absolument être réduit.

Quant aux propositions par chemin, elles se résument de la manière suivante :

NUMÉROS ET DÉSIGNATION des CHEMINS.	LONGUEURS en pavage.	LONGUEURS en empierrement.	LONGUEURS TOTALES.	CIRCULATION Nombre de colliers par jour.	CIRCULATION Tonnage annuel non compris le poids du véhicule.	Crédits demandés pour 1876.	Ressources propres au chemin.	Différence à demander à la subvention départementale	Dépense d'entretien simple par mètre courant en 1876	Montant des subvent.ons présumées pour 1874 et applicables aux travaux de l'exercice 1876.
	m.	m.	m.		tx.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Arrondissement de l'Ingénieur de Dunkerque.										
1 De Dunkerque à Saint-Omer	1263	18297	19560	89.4	30039	10800 »	3600 »	7200 »	0.560	»
2 De Dunkerque à Bourbourg	190	11890	12080	»	»	7500 »	4500 »	3000 »	0.621	»
3 D'Hondschoote à Watten	17211	20861	38072	75.»	25331	16400 »	5667 »	10733 »	0.431	300 »
4 De Bergues à Furnes	390	11622	12012	68.6	23433	6500 »	2193 »	4307 »	0.548	40 »
5 De Bergues au pont de St.-Folquin	670	13310	13980	»	»	7500 »	2500 »	5000 »	0.536	»
11 De Cassel à Gravelines	4790	29659	34449	97.»	35368	20500 »	6833 »	13667 »	0.595	»
17 D'Hondschoote à Zeggers-Cappel	2055	21921	23976	63.»	20987	20500 »	6868 »	13632 »	0.855	53 »
44 De Ghyvelde à Hondschoote	7	7827	7834	62.»	20586	4400 »	1528 »	2872 »	0.562	92 »
46 De Millam à Lederzeele	»	17455	17455	90.9	36025	9700 »	3233 »	6467 »	0.556	»
61 De Cassel à Lederzeele	4506	6589	11095	87.8	33689	6600 »	2200 »	4400 »	0.594	»
67 De Steenvoorde à l'Hazewinde	4395	»	4395	193.»	77745	2700 »	900 »	1800 »	0.644	»
79 Chemin de ceinture de Bergues	»	1236	1236	»	»	800 »	267 »	533 »	0.652	»
TOTAUX	35477	160667	196144	»	329884	113900 »	40289 »	73611 »	»	485 »
MOYENNES	»	»	»	84.5	229338	»	»	»	0.581	»
Arrondissement de l'Ingénieur de Lille.										
6 De Lille à Lannoy	8040	»	8040	463.2	110449	7000 »	2500 »	4500 »	0.871	250 »
7 De Lomme à Fournes	9558	»	9558	141.»	27156	7500 »	2768 »	4732 »	0.785	402 »
9 De Mouveaux à la frontière	9176	2337	11513	687.8	114534	13500 »	4577 »	8923 »	1.173	15 »
12 De Quesnoy a Linselles	510	5824	6334	116.»	23360	5000 »	1805 »	3195 »	0.789	206 25
14 D'Armentières à Ypres	7113	»	7113	786.»	201699	7500 »	2960 »	4540 »	1.054	689 92
18 De Bailleul à Ypres	1000	3106	4106	486.»	130015	4000 »	1333 »	2667 »	0.974	»
22 D'Englos à Haubourdin	1890	»	1890	283.»	88731	2200 »	940 »	1260 »	1.164	310 »
23 De Bailleul à Merville	2121	19472	21593	292.8	74642	20500 »	6833 »	13667 »	0.949	»
26 De Merville à Béthune	»	1642	1642	»	»	1750 »	583 »	1167 »	1.066	»
33 D'Hazebrouck à Bailleul	2627	8028	10655	205.»	49676	8000 »	2667 »	5333 »	0.751	»
36 De Tourcoing à Quesnoy-s.-Deûle	20186	»	20186	250.2	57451	12000 »	4350 »	7650 »	0.594	525 29
37 De Lannoy à Néchin	580	»	580	»	»	500 »	167 »	333 »	0.862	»
38 De Bailleul à Estaires	1572	15566	17138	358.4	113150	15000 »	5000 »	10000 »	0.875	»
39 De Seclin à La Bassée	11962	»	11962	300.4	72708	9000 »	3812 »	5188 »	0.794	1218 »
40 De Neuf-Berquin à Haverskerque	590	9764	10354	266.»	66539	7500 »	2500 »	5000 »	0.724	»
41 D'Haubourdin à Carvin	10395	»	10395	373.1	90593	9500 »	3729 »	5771 »	0.914	843 »
48 De Lomme à Loos	3831	»	3831	242.»	64897	5500 »	1833 »	3667 »	1.136	»
51 De Seclin à Pont-à-Marcq	5475	»	5475	234.»	58035	9500 »	3267 »	6233 »	0.838	149 70
55 De Bailleul à l'Abeele	2458	9898	12356	450.»	110707	12500 »	4167 »	8333 »	1.011	»
56 De Béthune à Estaires	710	395	1105	»	»	1200 »	400 »	800 »	1.086	»
57 De Caestre à Vieux-Berquin	1049	6792	7841	340.»	86140	8000 »	2667 »	5333 »	1.020	»
58 D'Armentières à La Bassée	10026	6365	16391	161.»	42303	12000 »	4510 »	7490 »	0.732	765 »
62 D'Estaires à Don	11548	570	12118	353.8	84534	11000 »	5107 »	8893 »	1.155	659 83
68 De Lomme à Quesnoy-sur-Deûle	2707	4582	7289	268.»	62597	6500 »	2376 »	4124 »	0.891	313 35
69 D'Armentières à Halluin	713	12327	13040	321.8	75664	13700 »	4832 »	8868 »	1.051	397 80
TOTAUX	125837	106668	232505	«	1895580	213350 »	75683 »	137667 »	»	6845 11
MOYENNES	»	»	»	334.9	85885	»	»	»	0.918	»

NUMÉROS ET DÉSIGNATION des CHEMINS.	LONGUEURS en pavage.	LONGUEURS en empierrement.	LONGUEURS TOTALES.	CIRCULATION Nombre de colliers par jour.	CIRCULATION Tonnage annuel non compris le poids du véhicule.	Crédits demandés pour 1876.	Ressources propres au chemin.	Différence à demander à la subvention départementale	Dépense d'entretien simple par mètre courant en 1876.	Montant des subventions présumées pour 1874 et applicables aux travaux de l'exercice 1876.
Arrondissement de l'Ingénieur de Douai.										
	m.		m.		tx.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
8 De Douai à Seclin	29496	»	29496	374.»	100010	20000 »	8350 »	11650 »	0.678	2525 »
10 De Douai à Bapaume	6546	»	6546	707.»	168593	4500 »	2483 »	2017 »	0.687	1475 »
19 De Sainghin à Pont-à-Marcq	9252	»	9252	184.»	46418	5000 »	1787 »	3213 »	0.540	180 »
25 D'Arleux à Orchies	20018	»	20018	487.6	104682	14600 »	7157 »	7443 »	0.729	3435 »
30 De Carvin à Orchies	9101	»	9101	387.»	97601	6000 »	2547 »	3453 »	0.659	820 »
34 D'Auberchicourt à Abscon	5114	»	5114	744.»	17155	6000 »	3280 »	2720 »	1.171	1920 »
35 De Douai à St.-Amand	27222	»	27222	197.3	42449	12000 »	5703 »	6297 »	0.440	2555 »
47 D'Auberchicourt à Bugnicourt	11470	»	11470	819.»	204327	7400 »	3413 »	3987 »	0.645	1420 »
53 Dit de Courchelettes	4118	»	4118	449.»	109648	2000 »	1043 »	957 »	0.486	565 »
TOTAUX	122337	»	122337	»	890881	77500 »	35763 »	41737 »	»	14895 »
MOYENNES	»	»	»	430.3	101266	»	»	»	0.633	»
Arrondissement de l'Ingénieur de Valenciennes.										
	m.		m.		tx.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
13 De Valenciennes à Somain	19373	»	19373	485.3	109171	14500 »	5687 »	8813 »	0.748	1180 »
21 De St.-Amand à Hellesmes	9455	»	9455	402.»	96990	9200 »	3320 »	5880 »	0.975	380 »
43 De Landrecies à Solesmes	15566	»	15566	386.3	88038	12000 »	5279 »	6721 »	0.770	1919 »
45 De Denain à St.-Waast	16812	»	16812	383.1	85702	16000 »	7525 »	8475 »	0.952	3288 »
49 De Denain à Mastaing	9030	»	9030	432.»	100886	8800 »	3623 »	5177 »	0.972	1034 »
50 De Fresnes à Jenlain	14171	4539	18710	299.7	70919	22000 »	9464 »	12536 »	1.176	3196 »
70 De Vendegies à la pyr. de Denain	10213	»	10213	954.»	206371	10000 »	4510 »	5490 »	0.979	1765 »
78 Chem. de ceinture de Valenciennes	»	3842	3842	»	»	5000 »	1811 »	3189 »	1.301	216 »
TOTAUX	94620	8381	103001	»	758077	97500 »	41219 »	56281 »	»	12978 »
MOYENNES	»	»	»	452.8	103514	» »	»	»	0.947	»
Arrondissement de l'Ingénieur de Cambrai.										
	m.	m.	m.		tx.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
15 D'Esnes à Busigny	16085	»	16085	669.1	172061	15000 »	5453 »	9547 »	0.932	680 »
16 De Solesmes à Caudry	9734	»	9734	643 5	165564	8200 »	3913 »	4287 »	0.842	1770 »
52 Du Câteau à l'Arbre-de-Guise	1316	4979	6295	645.1	148518	8000 »	4127 »	3873 »	1.271	2190 »
59 De Caudry à Aubencheul-au-Bois	11017	5539	16556	388 8	91491	13500 »	5960 »	7540 »	0.815	2190 »
60 De Marquette à Neuville-St-Rémy	15138	»	15138	408 3	94790	9000 »	3443 »	5557 »	0.594	665 »
63 De Cambrai à Metz-en-Couture	3376	9458	12834	350 9	79278	10200 »	4343 »	5857 »	0.795	1415 »
64 D'Arras à St.-Quentin	»	8209	8209	265 1	64130	7000 »	2694 »	4306 »	0.853	540 »
76 De St.-Waast à la Guizette	7375	»	7375	371 7	92892	9500 »	3670 »	5830 »	1.288	755 »
77 D'Oisy à Metz-en-Couture	»	2380	2380	370.4	83585	2500 »	920 »	1580 »	1.050	130 »
TOTAUX	64041	30565	94606	»	992309	82900 »	34523 »	48377 »	»	10335 »
MOYENNES	»	»	»	412.9	91615	»	»	»	0.876	»

Arrondissement de l'Ingénieur d'Avesnes.

NUMÉROS ET DÉSIGNATION des CHEMINS.	LONGUEURS en pavage.	LONGUEURS en empierrement.	LONGUEURS TOTALES.	CIRCULATION Nombre de colliers par jour.	CIRCULATION Tonnage annuel non compris le poids du véhicule.	Crédits demandés pour 1876.	Ressources propres au chemin.	Différence à demander à la subvention départementale	Dépense d'entretien simple par mètre courant en 1876.	Montant des subventions présumées pour 1874 et applicables aux travaux de l'exercice 1876.
	m.	m.	m.		tx.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
20 De Solre-le-Château à Trélon, Rond-Buisson et Hirson . . .	1131	35273	36404	470.4	111690	35500 »	14865 »	20635 »	0.975	4547 »
24 D'Avesnes à Gussignies	61	21603	21664	372.8	106689	17000 »	6677 »	10323 »	0.785	1516 »
27 De Maubeuge à Solre-le-Château .	»	13381	13381	208.2	42522	9000 »	3123 »	5877 »	0.678	184 »
28 De Maubeuge à Binche	47	8618	8665	163.1	34565	4800 »	1953 »	2847 »	0.553	530 »
29 De Berlaimont à la gare d'Aulnoye	»	1677	1677	»	»	»	»	»	»	»
32 D'Étrœungt à Landrecies	»	13515	13515	129.7	30587	8000 »	2779 »	5221 »	0.592	168 »
42 De Solre-le-Château à Jeumont. .	643	16071	16714	162.4	42559	16000 »	6479 »	9521 »	0.957	1718 »
54 D'Étrœungt au Nouvion	»	4876	4876	233.8	51209	4000 »	1473 »	2527 »	0.820	209 »
65 D'Étrœungt à Anor	»	12378	12378	685.5	160600	13000 »	5026 »	7974 »	1.050	1039 »
71 De Maubeuge à Erquelines . . .	»	10207	10207	197.4	48961	8500 »	2973 »	5527 »	0.832	210 »
72 De Prisches au Nouvion	»	10144	10144	317. »	83439	14000 »	5295 »	8705 »	1.380	942 »
73 De Trélon à La Capelle	»	5821	5821	72.6	15147	2800 »	1028 »	1772 »	0.481	142 »
74 De Solre-le-Château à Sivry. . .	»	4192	4192	33.4	6570	2400 »	800 »	1600 »	0.572	»
TOTAUX . . .	1882	157756	159638	»	734538	135000 »	52471 »	82529 »	»	11205 »
MOYENNES. . . .	»	»	»	217. »	44858	»	»	»	0.846	»

RÉCAPITULATION.

	m.	m.	m.		x.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Arrondissement de Dunkerque. . .	35477	160667	196144	84.5	329824	113900 »	40289 »	73611 »	0.581	485 »
— Lille.	125837	106668	232505	334.9	1895581	213350 »	75683 »	137667 »	0.918	6845 14
— Douai.	122337	»	122337	430.3	890881	77500 »	35763 »	41737 »	0.633	11895 »
— Valenciennes . .	94620	8381	103001	452.8	758077	97500 »	41219 »	56281 »	0.947	10335 »
— Cambrai	64041	30565	94606	412.9	992309	82900 »	34523 »	48377 »	0.876	12978 »
— Avesnes	1882	157756	159638	217. »	734538	135000 »	52471 »	82529 »	0.846	11205 »
Dépenses imprévues	»	»	»	»	»	25000 »	»	»	»	»
TOTAUX. . .	444193	464037	908231	»	5601270	745150 »	279948 »	440202 »	»	56743 14
MOYENNES. . . .	»	»	»	312.9	»	»	»	»	0.820	»

II *bis*. — Entretien.

PAR SERVICE D'INGÉNIEUR ORDINAIRE.

Les renseignements nécessaires sur la situation de chacun des chemins de grande communication du département sont exposés en détail et avec toute la précision désirable dans les rapports de MM. les Ingénieurs ordinaires.

L'Ingénieur en chef croit donc, pour éviter des redites inutiles, devoir se référer à ces rapports, et se borner à résumer, dans le présent travail, les faits généraux relatifs à chaque service.

Arrondissement de Dunkerque, comprenant la partie Nord de l'arrondissement d'Hazebrouck.

Les chemins compris dans ce service sont actuellement au nombre de douze, et présentent ensemble une longueur de 162 kilomètres, 819 mètres, dont 35 kilomètres en chaussées pavées et 128 kilomètres en chaussées empierrées. Sur cette longueur 128 kilomètres sont en bon état, 29 sont dans un état désigné comme médiocre, et 6 en mauvais état. A la fin de 1875, les chemins de cet arrondissement seront au nombre de 12 et présenteront ensemble une longueur de 196,144^{m}.

Les chemins dont la viabilité laisse le plus à désirer en dehors des chemins nouvellement classés sont les chemins N° 1 de Loon à Watten, 11 de Cassel à Gravelines, 17 d'Hondschoote à Wormhoudt, 44 d'Hondschoote à Ghyvelde, et 46 de Millam à Lederzeele.

Les ressources de l'entretien, augmentées suffisamment en raison de nouveaux classements, comme on le verra ci-après, suffiront probablement pour améliorer les parties défectueuses des anciennes voies de communication, et pour conserver en bonne situation les lignes nouvellement classées et réparées.

On peut dire en général que la situation des chemins dans l'arrondissement de Dunkerque est aussi satisfaisante que permettent de l'espérer les conditions de ces voies, qui se développent dans un pays plat et ombragé, qui sont assises sur un sol glaiseux et construites sur de faibles épaisseurs, avec des matériaux de mauvaise qualité. Leur entretien exige des soins assidus et beaucoup d'attention dans le choix des matériaux, notamment en ce qui concerne les matérfaux d'empierrement.

Le crédit d'entretien, demandé pour 1876, s'élève à 113,900 fr., en augmentation de 19,800 fr. sur celui de 1875. Cette différence provient de ce que le Conseil général ayant classé, en 1874, comme chemin de grande communication, deux nouveaux chemins et une annexe au chemin N° 46 dans cet arrondissement, on demande, pour 1876, deux crédits de 7,500 fr. chacun pour les entretenir, et une allocation de 4,800 fr. pour l'annexe du chemin N° 46, de Bourbourg au pont l'Abbesse.

Il fait ressortir le prix du mètre courant comme il suit :

Maximum : 0 fr. 85 pour le chemin N° 17 d'Hondschoote à Zeggers-Cappel, établi sur un sol glaiseux et mal aéré, mal construit et d'ailleurs très-fréquenté.

Minimum : 0 fr. 43 pour le chemin N° 3 d'Hondschoote à Watten.

Moyenne : 0 fr. 58 pour les dix chemins du service.

Ce prix moyen ne dépasse que très-légèrement les deux tiers de celui qui est applicable à l'ensemble du réseau.

Il serait périlleux pour divers motifs, et surtout à cause de la valeur relativement élevée des matériaux d'entretien dans cette partie du département, de chercher à le diminuer, malgré la grande économie que le service apporte dans l'entretien des chaussées ainsi que des ouvrages accessoires (fossés, ouvrages d'art, plantations, bornage), qui sont d'ailleurs dans un état satisfaisant.

Arrondissement de Lille et partie Sud de celui d'Hazebrouck.

Les chemins compris dans ce service sont au nombre de vingt-quatre et présentent ensemble une longueur de 227 kilomètres 653 mètres, dont 122 kilomètres en chaussées pavées et 105 en chaussées empierrées.

Les longueurs des parties en bon, médiocre ou mauvais état, sont respectivement de 193, 34 et 1 kilomètres. A la fin de 1875, les chemins de cet arrondissement seront au nombre de 25 et présenteront une longueur de 232 k. 505 m.

Cette portion du réseau accuse encore de très-grands besoins, malgré les améliorations importantes qu'elle reçoit chaque année, et qui, en 1874, ont ramené à l'état normal d'entretien une étendue de 4 kilomètres.

Les voies dont la viabilité est la moins bonne sont, en les classant dans l'ordre de leur situation, sous ce rapport, les chemins Nos 51 de Seclin à Pont-à-Marcq, et 41 d'Haubourdin à Carvin.

La plupart des chemins de ce service ont totalement changé, depuis leur création, de caractère et de destination. Leur importance augmente tous les jours dans une progression considérable, et leurs chaussées, construites en grande partie par les communes, avec une extrême parcimonie, doivent être mises en rapport avec les conditions nouvelles de leur circulation. On est largement entré dans cette voie depuis plusieurs années, et pour atteindre le but, le Conseil général a reconnu qu'il fallait y persévérer, au-delà de la limite des sacrifices prévus en 1862.

Le crédit d'entretien proposé pour 1876, s'élève à 213,350 fr., compris une somme de 5,000 fr. applicable aux travaux de remplacement des pavés calcaires du chemin N° 51, entre Avelin et Pont-à-Marcq. Ce chiffre est supérieur de 2,950 fr. au crédit de 1875. Le Conseil général ayant classé, dans sa session de 1874, comme chemin de grande communication le chemin de Merville à Béthune, on demande, pour 1876, un crédit de 1,750 fr. pour l'entretenir, égal à celui alloué sur l'exercice 1875 par la Commission départementale, en exécution de la décision du Conseil général. Il fait ressortir le prix du mètre courant comme il suit :

Maximum : 1 fr. 44 pour le chemin N° 48, de Lomme à Loos, établi sur un sol très-mauvais et subissant une circulation énorme et écrasante:

Minimum : 0 fr. 55 pour le chemin N° 36, de Quesnoy-sur-Deûle à Tourcoing.

Moyenne : 0 fr. 92 pour les 24 chemins du service.

Ce prix moyen dépasse de 0 fr. 12 la moyenne générale du réseau, mais il trouve son explication et sa justification dans les circonstances anormales qui viennent d'être exposées.

Arrondissement de Douai.

Les chemins compris dans ce service sont au nombre de neuf, offrant ensemble un développement de 120 kilomètres 272 mètres. Ils sont tous revêtus de chaussées pavées. Cette longueur sera à la fin de 1876 de 122,337 mètres par suite du classement du chemin de Moncheaux à

Le Forest, sur une longuer de 1140^{m}, comme annexe du chemin N° 8, et du classement des rues Verte et Grande Rue à Aniches comme prolongement du chemin N° 47, sur une longueur de 925^{m}.

Les parties en bon, médiocre, ou mauvais état, ont respectivement des longueurs de 97, 21 et 2 kilomètres.

Les exploitations houillères, les fabriques de sucre et les distilleries, c'est-à-dire les industries du Nord qui comportent les transports les plus lourds et les plus écrasants et qui les provoquent dans les circonstances les plus défavorables à la conservation des chaussées, ont continué à prendre dans l'arrondissement de Douai un développement très-considérable ; elles ont appelé sur cette partie du réseau de la grande vicinalité une circulation très-active qui n'entrait nullement dans les prévisions de son premier établissement et qu'elle était complètement inhabile à supporter. Des chemins tout entiers se sont trouvés ainsi amenés à l'état de viabilité le plus déplorable. Les ressources spéciales, qui ont été consacrées depuis plusieurs années au service des travaux de grosses réparations, ont permis de conjurer les conséquences les plus graves d'un pareil état de choses et d'y remédier dans une mesure très-précieuse ; et l'on entrevoit dans un avenir très-prochain le moment où l'on sera arrivé à un résultat complet.

Les chemins dont la viabilité demande encore à être améliorée sont ceux qui sont désignés sous les N^{os} 8 de Douai à Seclin, 10 de Douai à Bapaume et 25 d'Arleux à Orchies.

Le crédit d'entretien que les Ingénieurs demandent pour 1876 est de 77,500 fr. y compris 7,400 fr. pour le chemin N° 47, par suite du classement des rues Verte et Grande Rue, à Aniches, dont une longueur de 925^{m} sera à entretenir en 1876. Il donne pour coût du mètre courant :

Maximum : 1 fr. 17 applicable au chemin N° 34, d'Auberchicourt à Abscon, énormément fréquenté.

Minimum : 0 fr. 44 pour le chemin N° 35 de Douai à St-Amand.

Moyenne : 0 fr. 63 pour les neuf chemins du service.

Ce prix moyen est très-faible, eu égard aux besoins, et l'on ne saurait l'abaisser sans danger.

Arrondissement de Valenciennes.

Les chemins compris dans ce service sont au nombre de huit, présentant ensemble une longueur de 101 kilomètres 459 mètres, dont 94 kilomètres en chaussées pavées et 7 kilomètres en chaussées empierrées.

Les parties en bon, médiocre ou mauvais état, sont respectivement de 77,21 et 3 kilom. d'étendue.

Ces chemins sont peut-être ceux de tout le réseau dont la construction première laisse le plus à désirer, et sur lesquelles les causes perturbatrices qui concourent si puissamment à la dégradation des chaussées dans le Nord ont agi et continuent d'agir avec le plus d'intensité.

Leur circulation est excessive, et, dans un très-grand nombre de points, la nature du terrain sur lequel la chaussée est assise, est éminemment défavorable à sa stabilité ; aussi la restauration de ce petit groupe de lignes, qui ne représente en étendue que les 0.11 du réseau, comprenait-elle les 0.25 de la dépense totale dans l'étude générale.

Celles de ces voies de communication, dont la viabilité appelle le plus d'attention, sont toujours les chemins N^{os} 50 de Fresnes à Jenlain, 70 de la Pyramide à Vendegies, 21 de Saint-

Amand à Hélesmes, 43 de Landrecies à Solesmes, 49 de Denain à Mastaing, et 13 de Valenciennes à Somain.

Le crédit d'entretien, pour 1876 est de 97,500 fr. comprenant une augmention de 2,000 fr. pour le chemin N° 78 dont la longueur totale sera à l'état d'entretien en 1876.

Il fait revenir le prix d'entretien du mètre courant comme il suit :

Maximum : 1 fr. 18 pour le chemin N° 50, de Fresnes à Jenlain, en butte à une circulation écrasante.

Minimum : 0 fr. 75 pour le chemin N° 13 de Valenciennes à Somain.

Moyenne : 0 fr. 94 pour les huit chemins du service.

Ce prix moyen est relativement élevé, mais il restera cependant inférieur aux besoins jusqu'au moment où les améliorations prévues et à prévoir auront pu être réalisées.

Arrondissement de Cambrai.

Les chemins compris dans ce service sont au nombre de neuf et ont ensemble une étendue de 94 kilom. 606 mètres, dont 64 kilom. en chaussées pavées et 31 kilom. en chaussées empierrées.

Les longueurs des parties en bon ou médiocre état, sont respectivement de 92 et 2 kilom. Il n'y a plus de partie mauvaise dans cet arrondissement.

Les améliorations obtenues depuis dix ans sur les chemins de l'arrondissement de Cambrai sont importantes et vivement appréciées par le public. Ces améliorations ayant été appliquées aux parties des chaussées qui se trouvaient le plus gravement atteintes, les désordres profonds que l'on signalait autrefois chaque année, ont cessé graduellement de se produire, et la circulation se trouve maintenant affranchie des entraves intolérables et des dangers sérieux auxquels elle était exposée sur un grand nombre de points. Mais, plus les résultats acquis sont réels et précieux, plus les populations réclament avec instances les perfectionnements qui sont à obtenir encore, et l'on ne saurait donner une attention trop sérieuse à ce vœu légime.

Le crédit d'entretien nécessaire pour 1876 est de 82,900 fr. égal à celui de 1875.

Il correspond, pour le prix d'entretien du mètre courant, aux chiffres suivants :

Maximum : 1 fr. 28 applicable au chemin N° 76 de Saint-Waast à la Guisette.

Minimum : 0 fr. 59 applicable au chemin N° 60, de Marquette à Neuville Saint-Remy.

Moyenne : 0 fr. 87 pour les neuf chemins du service.

Ce prix moyen est justifié par l'expérience. On ne saurait le réduire sans s'exposer à perdre le bénéfice des améliorations obtenues.

Arrondissement d'Avesnes.

Les chemins compris dans ce service sont au nombre de douze, offrant ensemble une longueur de 157 kilom. 961 mètres, construits presque entièrement avec des chaussées empierrées. Il n'existe plus de partie mauvaise. La longueur à entretenir en 1876 sera de 159,638 mètres par suite du classement comme chemin de grande communication sous le N° 29 du chemin de Berlaimont à la gare d'Aulnoye.

Depuis plasieurs années, les Ingénieurs signalent les chemins de l'arrondissement d'Avesnes comme présentant une viabilité satisfaisante, même pendant la mauvaise saison. Mais il faut remarquer aussi que l'état réel de ces voies de communication est rendu inquiétant par l'insuffisance de largeur et d'épaisseur que présentent les chaussées, par la nature du terrain sur lequel elles sont établies, sans l'intermédiaire d'une fondation en blocages, et par l'activité de la circulation. Elles ne se maintiennent qu'à l'aide d'un entretien coûteux et qui exige les plus grands soins. Toutefois les travaux de perfectionnement exécutés depuis plusieurs années sur ces lignes ont permis de céder graduellement aux vœux des Commissions de surveillance qui demandent des réductions dans la dotation de plusieurs de ces chemins.

Le crédit d'entretien proposé pour 1876 est de 135,000 fr. en diminution de 1,200 fr. sur celui de 1875 et de 6,200 fr. sur celui de 1874.

Il fait ressortir le prix de l'entretien du mètre courant comme il suit :

Maximum : 1 fr. 38 pour le chemin N° 72 de Landrecies au Nouvion, assis sur un sol glaiseux, fluide et très-fréquenté.

Minimum : 0 fr. 48 pour le chemin N° 73, de Trélon à la Capelle.

Moyenne : 0 fr. 85 pour les douze chemins de service.

Ce prix moyen est encore relativement élevé, mais l'on ne pourrait l'abaisser pour le moment, sans s'exposer aux plus graves conséquences.

En résumé, l'exposé ci-dessus établit que l'amélioration générale du réseau a été régulièrement poursuivie conformément aux prévisions de l'étude d'ensemble prescrite en 1862. Les Ingénieurs croient être en droit d'affirmer qu'elle est reconnue et très-appréciée par tout le monde. Les faits sont d'ailleurs manifestes, et l'empressement de plus en plus grand que les communes apportaient à acquitter leur contingent et à prêter leur concours, témoignaient hautement du prix qu'elles attachaient à l'achèvement du programme. Les résultats acquis sont d'autant plus sensibles qu'ils consistent dans le perfectionnement de la partie du réseau sur laquelle la circulation rencontrait le plus d'entraves. Ils mettent plus visiblement en relief les points défectueux des lignes qui restent à améliorer encore, et provoquent ainsi de toutes parts des réclamations pressantes qui tendent à obtenir l'exécution de travaux complémentaires dont la nécessité s'impose depuis quelques années.

III. — Travaux neufs et de grosses réparations.

Exercice 1874. Les travaux exécutés en 1874 ont absorbé une somme totale de 458,267 fr. 77, comprenant un contingent communal de 110,772 fr. 37.

Les crédits voté par le Conseil général avaient été réparti comme il sui

N^os^ des chemins.	NATURE DES TRAVAUX ET INDICATION DES LIEUX OU ILS ONT ÉTÉ EXÉCUTÉS.	CRÉDITS alloués en 1874. sur les fonds de toute nature.
		Fr. C.
1	Élargissement du chemin. — Indemnités de terrain restant à régler des exercices antérieurs	2934 75
3	Reconstruction de la partie mobile du pont l'Abbesse sur la Haute-Colme	4350 »
3	Reconstruction du pont de la Croix sur la Becque-d'Hondschoote Ces travaux ont été exécutés par le service de la navigation. Les crédits ci-contre constituent la part du chemin dans l'exécution	7250 »
4	Rechargement de la chaussee pavée	5500 »
6	Reconstruction du tablier du pont de l'Empempont	9192 »
10	Remaniement et construction de trottoirs à l'Écluse	8000 »
11	Reconstruction du pont dit de Pierres, sur le Schelfvliet	21500 »
13	Remaniement de la chaussée pavée dans la traverse de St-Waast-là-Haut	14000 »
15	Élargissement de la chaussée à 4 m 50, entre le moulin de Ligny et Maretz sur 2,400 m. de longueur	11750 »
16	Rectification dans la traverse à Viesly	382 92
17	Reconstruction du pont de la Peene-Becque, à Wormhoudt	1500 »
17	Rechargement partiel de la chaussée empierrée (1^re^ section)	15500 »
17	Id. Id. (3^e^ section)	8000 »
20	Remaniement de la chaussée, élargissement et exhaussement du pont Vert, à l'entrée de Fourmies	16500 »
20	Subtitution d'un pavage à l'empierrement dans la traverse de Fourmies	28622 »
21	Remaniement de la chaussée pavée entre Hasnon et Hélesmes	28000 »
23	Rechargement de la chaussée empierrée entre Bailleul et Estaires	14000 »
25	Remaniement dans les 6^e^, 11^e^ et 17^e^ kilomètres	7000 »
34	Restauration dans la rue d'Erre, à Abscon	391 24
35	Construction de zones entre Douai et Waziers et remaniement dans la traversée du Marais des Six-Villes	8999 »
35	Reconstruction du pont du Croquet sur la Raches, à Flines	6000 »
36	Établissement de zônes en gravier entre Werwicq et Comines et entre Comines et Quesnoy	28000 »
39	Elargissement. — Indemnités de terrain restant à régler des exercices antérieurs	1684 44
41	Reconstruction et élargissement de la chaussée pavée entre Annœullin et le Pas-de-Calais	16000 »
42	Prolongement du pavage jusqu'au cimetière de Solre-le-Château, sur une longueur de 133 m.	8600 »
43	Amélioration et assainissement de la traverse de Fontaine-au-Bois sur une longueur de 750 m.	22000 »
44	Rechargement de la chaussée empierrée entre les Moëres et Ghyvelde	4000 »
45	Remaniement de la chaussée pavée entre la Croix Ste-Marie et Haspres	14000 »
46	Reconstruction du pont de l'Abbesse, sur la Haute-Colme	4350 »
47	Remaniement et construction de trottoirs à Bugnicourt	17000 »
49	Consolidation et assainissement de la traverse de Denain	16000 »
50	Construction d'une chaussée pavée sur 3 mètres de largeur sur une longueur de 2,200 mètres entre les points kilométriques 12,300 et 14,500, et de 4 mètres de largeur sur 250 mètres entre les points kilométriques 15,320 et l'extrémité de Curgies	34750 »
51	Renouvellement de la chaussée entre Seclin et Pont-à-Marcq	(p^r^ mémoire)
59	Substitution d'un pavage à l'empierrement entre Villers-Outréaux et la route Nationale N^o^ 44	25066 77
60	Élargissement de la chaussée. — Construction de trottoirs et de zônes empierrées	14000 »
61	Rechargement de la chaussee empierrée entre 8 et 9 k. 2	4600 »
61	Établissement de gares pour le dépôt des matériaux	2400 »
62	Rectification dans la traverse de Don	18876 38
62	Reconstruction de la chaussée empierrée entre le pont des Sablonnières et le Pas-de-Calais	5000 »
63	Rechargement de la chaussée entre la sortie de Proville et l'entrée de Noyelles	4403 12
64	Élargissement en pavage et amélioration de la chaussée dans la traverse de Gouzeaucourt sur 460 mètres de longueur	5000 »
65	Substitution d'un pavage à l'empierrement dans la traverse de Fourmies	6972 »
70	Élargissement de la chaussée pavée entre la traverse de Thiant et la traverse de Verchain et entre Verchain et l'extrémité de la route	12000 »
77	Rechargement de la chaussée empierrée	4000 »
78	Construction — Indemnités de terrain et prolongement du chemin entre les routes nationales 29 et 45 (non compris la subvention de l'État s'élevant à 7,800 fr.)	30425 80
	TOTAL	518497 42
	Les dépenses se sont élevées à la somme de	458267 77
	D'où il résulte une différence en diminution de	60229 65

Qui se répartit comme suit :

Chemin N° 23.	Rechargement de la chaussée entre Bailleul et Estaires	4,000fr.	»
— 36.	Établissement de zônes entre Wervicq et Comines et entre Comines et Quesnoy	8,000	»
— 43.	Amélioration et assainissement de la traverse de Fontaine-au-Bois	6,000	»
— 45.	Remaniement de la chaussée pavée entre la Croix de Ste.-Marie et Haspres	4,000	»
— 50.	Construction d'une chaussée pavée de 3 mètres entre les points kilométriques 12,300 et 14,500, et de 4 mètres à l'extrémité de Curgies	10,000	»
— 78.	Construction et prolongement entre les routes nationales N^{os} 29 et 45	28,141	»
— 39.	Élargissement sur le territoire d'Annœullin. — Indemnités de terrain	88	65
	TOTAL PAREIL	60,229	65

En ce qui concerne les 5 premières entreprises ci-dessus, les sommes restant non dépensées proviennent des allocations ouvertes sur le budget rectificatif de l'exercice 1874. Ce budget n'ayant pu être notifié qu'à la fin de l'année, les entrepreneurs n'ont pu fournir avant le 31 décembre 1874 les matériaux nécessaires pour absorber ces crédits supplémentaires qui seront à comprendre au budget de report de l'exercice de 1875.

Le chemin N° 78 empruntant une portion du terrain militaire, les travaux ont dû être ajournés par suite des conférences à ouvrir et de la question de reconstruction du pont St-Roch, qui est née de l'enquête ouverte préalablement à la déclaration d'utilité publique des travaux.

Cette déclaration ayant été prononcée par le Conseil général dans sa session d'octobre 1874 et n'ayant pu être notifiée officiellement que vers la fin de l'année, il n'était plus possible de commencer alors les travaux, qui sont actuellement d'ailleurs en pleine activité.

En ce qui concerne le chemin N° 39, le crédit non dépensé se rapporte à une indemnité de terrain qu'on n'a pu solder parce que les propriétaires ayant quitté le pays, il a été impossible de dresser l'acte de vente.

Cette somme sera réservée pour être employée lorsqu'il sera possible de le faire.

Ces divers crédits à comprendre au report de 1875, se décomposent comme il suit :

Fonds du département	50,667	00
d° des communes.	9,562	65
Total pareil.	60,229	65

et appartiennent aux sous-chapitres et articles suivants du budget de 1874.

Nos DES CHEMINS.	FONDS DU DÉPARTEMENT. Sous-chapitre 4. ART. 1er	FONDS DU DÉPARTEMENT. Sous-chapitre 17. ART. 9.	FONDS DES COMMUNES. Sous-chapitre 4. ART. 7.	TOTAL PAR CHEMIN.
23	4000 »	»	»	4000 »
36	8000 »	»	»	8000 »
39	»	»	88 65	88 65
43	6000 »	»	»	6000 »
45	4000 »	»	»	4000 »
50	6409 30	3590 70	»	10000 »
78	»	18667 »	9474 »	28141 »
TOTAL . . .	28409 30	22257 70	9562 65	60229 65

Tous les autres crédits ont reçu très-exactement la destination qui leur avait été assignée par le Conseil général. Les rapports de MM. les Ingénieurs ordinaires rendent un compte détaillé de leur emploi et des résultats obtenus.

La somme de 458,267 fr. 77 dépensés pour travaux de grosses réparations des chaussées, se répartit ainsi qu'il suit :

Fourniture de matériaux	327,811 48
Main-d'œuvre et divers	57,756 67
Ouvrages d'art et indemnité de terrain . . .	73,699 62
Total pareil	458,267 77

Exercice 1875. Les crédits ouverts au budget de 1875 s'élèvent à la somme de 441,160 fr. 27 (non compris 5,000 fr. pour amélioration du chemin N° 51, imputés sur l'entretien) :

Dont à la charge du département {	Budget de 1875.	235,933 88
	d° rectificatif de 1874 à valoir sur 1875.	79,703 12
Et à la charge des communes.		125,523 27
Total.		441,160 27

La répartition détaillée du crédit total est faite comme l'indique le tableau suivant :

Nos des chemins.	NATURE DES TRAVAUX ET INDICATION DES LIEUX OU ILS DOIVENT S'EXÉCUTER.	CRÉDITS alloués en 1875 sur les fonds de toute nature
1	Rechargement partiel de la chaussée empierrée	6000 »
1	Établissement de gares de dépôts de matériaux	3500 »
2	Rechargement partiel de la chaussée empierrée	3750 »
3	Remaniement de la chaussée entre Bergues et le grand Millebrugghe	5000 »
3	Reconstruction du pont de Looberghe sur la Haute-Colme	4350 »
4	Établissement de gares de dépôts de matériaux	2500 »
5	Rechargement de la chaussée empierrée et mise en état de la chaussée pavée	3000 »
8	Restauration du chemin de Moncheaux à Le Forest	15000 »
8	Remaniement de la chaussée et construction de zônes entre Raimbeaucourt et Moncheaux	16000 »
10	Remaniement entre le pont de Tortequennes et Lécluse	10000 »
11	Reconstruction du pont dit de Pierres, sur le Schelfvliet	6000 »
11	Reconstruction du pont de Looberghe sur la Haute-Colme	4350 »
11	Rechargement partiel de la chaussée empierrée	7250 »
11	Etablissement de gares de dépôts de matériaux entre l'Erkelsbrugghe et Cassel	2000 »
13	Remaniement de la chaussée pavée dans la traverse de St-Waast-la-Haut	10130 »
14	Remaniement de la chaussée et élargissement au moyen de zônes entre Frelinghien et la route départementale N° 2	13000 »
15	Elargissement de la chaussée entre Esnes et Ligny	16000 »
17	Rechargement partiel de la chaussée empierrée (1re section)	9000 »
17	Idem. Idem. (3e section)	8000 »
17	Remaniement de la chaussée pavée dans la traverse d'Hondschoote	4800 »
17	Établissements de gares de dépôts de matériaux	2800 »
20	Substitution d'un pavage à l'empierrement dans la traverse de Fourmies	8749 »
21	Remaniement de la chaussée pavée entre Hasnon et Hélesmes	20000 »
23	Rechargement de la chaussée empierrée entre Bailleul et Estaires	10000 »
30	Remaniement et élargissement de la chaussée à l'entrée de Mons-en-Pévèle	7000 »
36	Etablissement de zônes en gravier entre Werwicq et Comines et entre Comines et Quesnoy	20000 »
41	Remaniement et élargissement de la chaussée pavée entre Annœullin et le Pas-de-Calais	14000 »
43	Amélioration et assainissement de la traverse de Fontaine-au-Bois, sur une longueur de 750 m.	16000 »
44	Convertissement en pavage de la chaussée de la rampe d'accès du pont du Cerf	2500 »
45	Remaniement de la chaussée pavée entre la Croix-Sainte-Marie et Haspres	10000 »
46	Rechargement du prolongement du chemin entre Bourbourg et le pont l'Abbesse	3600 »
46	Rechargement partiel de la chaussée empierrée	3800 »
47	Remaniement et construction de trottoirs à Bugnicourt	11000 »
47	Restauration des rues Verte et Grand'rne à Aniches, classées comme prolongement du chemin	9000 »
49	Consolidation et assainissement de la traverse de Denain	8500 »
50	Construction d'une chaussée pavée de 3m de largeur sur une longueur de 2,200m entre les points kilométriques 12,300 et 14,500 et de 4m de largeur sur 250 m, entre les points kilométriques 15,320 et l'extrémité de Curgies	30000 »
51	Renouvellement de la chaussée entre Seclin et Pont-à-Marcq	(pr mémoire)
56	Remaniement de la chaussée à la sortie de la Gorgue	5000 »
58	Construction entre la route nationale N° 41 et la station de Marquillies	14500 »
59	Substitution d'un pavage à l'empierrement entre Villers-Outréaux et la route N° 44	8066 77
59	Amélioration de la chaussée dans les traverses de Malincourt et Villers-Outréaux	8000 »
60	Élargissement de la chaussée. Construction de trottoirs et de zônes empierrées	10000 »
61	Élargissement de la chaussée pavée dans les rampes du Balemberg	5400 »
63	Rechargement de la chaussé entre la sortie de Proville et l'entrée de Noyelles	8000 »
64	Élargissement en pavage et amélioration de la chaussée dans la traverse de Gouzeaucourt, sur 460 m de longueur	5000 »
68	Rechargement de la chaussée empierrée entre Pérenchies et la route départementale N° 2	6000 »
70	Élargissement de la chaussée pavée entre la traverse de Thiant et la traverse de Verchain, et entre Verchain et l'extrémité de la route	12000 »
76	Élargissement de la chaussée pavée entre St-Waast et l'extrémité de la rampe située à la sortie de Quiévy, sur 1610 m. de longueur	10000 »
77	Rechargement de la chaussée empierrée	4000 »
78	Prolongement. Construction	18644 50
	Total	441160 27

Exercice 1876.

Les propositions des Ingénieurs pour 1876, en ce qui touche les travaux neufs et les grosses réparations sont résuméees d'après les tableaux ci-après, qui présentent la situation particulière de chaque chemin. Les propositions inscrites au premier tableau se rapportent toutes à des projets adoptés en principe par le Conseil général dans sa session de 1863, à la condition acceptée, d'ailleurs, par toutes les communes, qu'elles participeraient à la dépense pour un cinquième.

PROJET DE BUDGET POUR 1876.

TRAVAUX NEUFS

ET DE

GROSSES RÉPARATIONS.

1re PARTIE.

NUMÉROS DES CHEMINS.	DÉSIGNATION DES CHEMINS.	MONTANT DES PROJETS approuvés en principe.			Dépenses faites sur les fonds de toute nature de 1864 à 1873 inclusivement.	Dépenses faites en 1874.	Crédits ouverts en 1875.	Crédits ouverts et dépenses faites de 1864 à 1875 inclusivement.	Crédits restant à ouvrir à partir de 1876.	CRÉDITS PROPOSÉS pour 1876.			OBSERVATIONS ET INDICATION DE LA NATURE ET DE L'EMPLACEMENT DES TRAVAUX PROJETÉS pour 1876.
		Dépenses à la charge du département les 0,80	Dépenses à la charge des communes les 0,20	TOTAL.						Fonds du département les 0,80	Fonds des communes les 0,20	TOTAUX.	
6	De Lille à Lannoy.	31200 »	7800 »	39000 »	39000 »	»	»	39000 »	»	»	»	»	Programme épuisé.
7	De Lomme à Fournes	45600 »	11400 »	57000 »	57000 »	»	»	57000 »	»	»	»	»	Id.
8	De Douai à Seclin.	188800 »	47200 »	236000 »	236000 »	»	»	236000 »	»	»	»	»	Id.
9	De Mouveaux à la frontière	60800 »	15200 »	76000 »	76000 »	»	»	76000 »	»	»	»	»	Id.
10	De Douai à Bapaume.	38400 »	9600 »	48000 »	40000 »	8000 »	»	48000 »	»	»	»	»	Id.
11	De Cassel à Gravelines	29440 »	7360 »	36800 »	36800 »	»	»	36800 »	»	»	»	»	Id.
13	De Valenciennes à Somain	114000 »	28500 »	142500 »	142500 »	»	»	142500 »	»	»	»	»	Id.
14	D'Armentières à Ypres.	104000 »	26000 »	130000 »	130000 »	»	»	130000 »	»	»	»	»	Id.
15	D'Esnes à Busigny.	137600 »	34400 »	172000 »	172000 »	»	»	172000 »	»	»	»	»	Id.
16	De Solesmes à Caudry.	100800 »	25200 »	126000 »	126000 »	»	»	126000 »	»	»	»	»	Id.
18	De Bailleul à Ypres	7840 »	1960 »	9800 »	9800 »	»	»	9800 »	»	»	»	»	Id.
19	De Sainghin à Pont-à-Marcq	37600 »	9400 »	47000 »	47000 »	»	»	47000 »	»	»	»	»	Id.
20	De Solre-le-Château à Trélon et Rond-Buisson .	32000 »	8000 »	40000 »	40000 »	»	»	40000 »	»	»	»	»	Id.
21	De Saint-Amand à Hélesmes	94960 »	23740 »	118700 »	110700 »	8000 »	»	118700 »	»	»	»	»	Id.
23	De Bailleul à Estaires et Merville	35200 »	8800 »	44000 »	44000 »	»	»	44000 »	»	»	»	»	Id.
24	De Gussignies à Avesnes.	24000 »	6000 »	30000 »	30000 »	»	»	30000 »	»	»	»	»	Id.
25	D'Arleux à Orchies	84000 »	21000 »	105000 »	98000 »	7000 »	»	105000 »	»	»	»	»	d.
30	De Carvin à Orchies	16000 »	4000 »	20000 »	20000 »	»	»	20000 »	»	»	»	»	Id.
32	D'Étrœungt à Landrecies.	56000 »	14000 »	70000 »	7600 »	»	»	7600 »	62400 »	»	»	»	Les travaux prévus au programme de 1862 ont toujours été ajournés. On n'a dépensé que 7,600 fr. — Rien n'est à faire sur ce chemin en suite du remaniement de classement dont il a été l'objet.
33	D'Hazebrouck à Merris.	22400 »	5600 »	28000 »	28000 »	»	»	28000 »	»	»	»	»	Id.
35	De Douai à St-Amand.	72000 »	18000 »	90000 »	81001 »	8999 »	»	90000 »	»	»	»	»	Id.
36	De Quesnoy-sur-Deûle à Tourcoing.	56000 »	14000 »	70000 »	70000 »	»	»	70000 »	»	»	»	»	Id.
38	De Bailleul à Estaires.	70400 »	17600 »	88000 »	88000 »	»	»	88000 »	»	»	»	»	Id.
39	D Seclin à la Bassée	133600 »	33400 »	167000 »	167000 »	»	»	167000 »	»	»	»	»	Id.

NUMÉROS DES CHEMINS.	DÉSIGNATION DES CHEMINS.	MONTANT DES PROJETS approuvés en principe. Dépenses à la charge du département les 0,80	Dépenses à la charge des communes les 0,20	TOTAL.	Dépenses faites sur les fonds de toute nature de 1864 à 1873 inclusivement.	Dépenses faites en 1874.	Crédits ouverts en 1875	Crédits ouverts et dépenses faites de 1864 à 1875 inclusivement.	Crédits restant à ouvrir à partir de 1876.	CRÉDITS PROPOSÉS pour 1876. Fonds du département les 0,80	Fonds des communes les 0,20	TOTAUX.	OBSERVATIONS ET INDICATION DE LA NATURE ET DE L'EMPLACEMENT DES TRAVAUX PROJETÉS. pour 1876.
40	De Neuf-Berquin à Haverskerque	9600 »	2400 »	12000 »	12000 »	»	»	12000 »	»	»	»	»	Programme épuisé.
41	D'Haubourdin à Carvin	156000 »	39000 »	195000 »	195000 »	»	»	195000 »	»	»	»	»	Id.
42	De Solre-le-Château à Trélon	16000 »	4000 »	20000 »	20000 »	»	»	20000 »	»	»	»	»	Id.
43	De Landrecies à Solesmes	94400 »	23600 »	118000 »	114187 »	3813 »	»	118000 »	»	»	»	»	Id.
45	De Denain à Saint-Waast	37616 »	9404 »	47020 »	47020 »	»	»	47020 »	»	»	»	»	Id.
47	D'Auberchicourt à Bugnicourt	98400 »	24600 »	123000 »	100000 »	12000 »	11000 »	123000 »	»	»	»	»	Id.
48	De Lomme à Loos	4880 »	1220 »	6100 »	6100 »	»	»	6100 »	»	»	»	»	Id.
49	De Denain à Mastaing	37664 »	9416 »	47080 »	47080 »	»	»	47080 »	»	»	»	»	Id.
50	De Fresnes à Quaroube	235200 »	58800 »	294000 »	241000 »	22750 »	30000 »	294000 »	»	»	»	»	Id.
51	De Seclin à Pont-à-Marcq	13600 »	3400 »	17000 »	17000 »	»	»	17000 »	»	»	»	»	Id.
		24000 »	6000 »	30000 »	30000 »	»	»	30000 »	»	»	»	»	Id.
52	Du Câteau à l'Arbre de Guise	14400 »	3600 »	18000 »	18000 »	»	»	18000 »	»	»	»	»	Id.
55	De Bailleul à l'Abeele	32400 »	8100 »	40500 »	40500 »	»	»	40500 »	»	»	»	»	Id.
57	De Caestre à Vieux-Berquin	16000 »	4000 »	20000 »	20000 »	»	»	20000 »	»	»	»	»	Id.
58	D'Armentières à la Bassée	15200 »	3800 »	19000 »	19000 »	»	»	19000 »	»	»	»	»	Id.
59	De Caudry à Aubencheul-au-Bois	108000 »	27000 »	135000 »	134750 »	»	»	134750 »	250 »	»	»	»	Les 250 fr. formant la différence entre le montant du programme de 135.000 fr. et les crédits alloués 134,750 fr., seront reportés sur un autre chemin.
62	D'Estaires à Don	109600 »	27400 »	137000 »	137000 »	»	»	137000 »	»	»	»	»	Programme épuisé.
63	De Cambrai à Metz en-Couture	60000 »	15000 »	75000 »	75000 »	»	»	75000 »	»	»	»	»	Id.
67	De Steenwoorde à l'Hazewinde	67200 »	16800 »	84000 »	84000 »	»	»	84000 »	»	»	»	»	Id.
68	De Lomme à Quesnoy-sur-Deûle	4800 »	1200 »	6000 »	»	»	6000 »	6000 »	»	»	»	»	Id.
70	De Vendegies à la Pyramide de Denain	135720 »	33680 »	169400 »	169400 »	»	»	169400 »	»	»	»	»	Id.
72	De Prisches au Nouvion	29120 »	7280 »	36400 »	36400 »	»	»	36400 »	»	»	»	»	Id.
	TOTAUX	2912240 »	728060 »	3640300 »	3460088 »	70562 »	47000 »	3577650 »	62650 »	»	»	»	

Le programme de 1862 comportait une dépense totale de	3,640,300	»
Il a été alloué jusqu'à 1875 inclusivement	3,577,650	»
Il reste donc à allouer	62,650	»

Cette somme ne pouvant recevoir sa destination, l'on doit considérer le programme de 1862 comme épuisé.

Mais, depuis 1862, les besoins ont augmenté avec le développement commercial, et les dépenses se sont accrues par suite du renchérissement continu et très-considérable de la main-d'œuvre et des matériaux. Des faits imprévus se sont produits par l'établissement de nouvelles industries et la construction de nouvelles voies ferrées. Aussi, un certain nombre de travaux qui n'étaient pas prévus à cette époque, ont dû être entrepris.

Le Conseil général n'a pas hésité à reconnaître l'urgence de ces travaux, et il a approuvé antérieurement vingt-neuf projets aujourd'hui en cours d'exécution et qui seront à continuer en 1876.

La nécessité s'est révélée depuis l'année dernière d'y ajouter neuf nouveaux projets. On aurait donc pour 1876, en dehors du programme de 1862, trente-huit entreprises, pour lesquelles il est demandé un crédit total de 229,752 fr. 23 c., dont 169,752 fr. 23 c. pour projets anciens, et 60,000 fr. pour projets nouveaux, savoir :

Projets approuvés antérieurement, à entreprendre ou à continuer en 1876.

Chemin N°	1.	Rechargement partiel de la chaussée empierrée.	3000 »
—	2.	. . . . . d°	3750 »
—	3.	Remaniement de la chaussée entre Bergues et le Grand-Millebrugghe.	5000 »
—	4.	Établissement de gares de dépôts de matériaux.	2500 »
—	5.	Rechargement de la chaussée empierrée et mise en état de la chaussée pavée.	6000 »
—	8.	Restauration du chemin de Moncheaux à le Forest, annexe du chemin 8	10000 »
—	11.	Rechargement partiel de la chaussée empierrée.	5000 »
—	11.	Etablissement de gares de dépôts de matériaux.	2000 »
—	14.	Remaniement de la chaussée et élargissement entre Frelinghien et la route départementale N° 2.	6000 »
—	17.	Rechargement partiel de la chaussée empierrée (1re section)	5000 »
—	17.	Même travail (3e section)	5000 »
—	17.	Remaniement de la chaussée pavée dans la traverse d'Hondschoote	4800 »
—	17.	Établissement de gares de dépôts de matériaux.	2800 »
—	20.	Substitution d'un pavage à l'empierrement dans la traverse de Fourmies	8719 »
—	21.	Remaniement de la chaussée pavée entre Hasnon et Hélesmes.	8000 »
—	45.	Remaniement de la chaussée pavée entre la Croix-Sainte-Marie et Haspres.	8000 »
—	46.	Rechargement du prolongement entre Bourbourg et le pont l'Abbesse..	3750 »
—	46.	Rechargement partiel de la chaussée empierrée.	3800 »
—	47.	Restauration des rues Verte et Grand'rue à Aniches classées comme prolongement du chemin N° 47.	8000 »
—	49.	Consolidation et assainissement de la traverse de Denain.	7500 »
—	58.	Construction entre la route nationale 41 et la station de Marquillies.	10000 »

Chemin N° 59.	Substitution d'un pavage à l'empierrement entre Villers-Outréaux et la route nationale 44.	8933 23	
— 59.	Amélioration dans les traverses de Malincourt et Villers-Outréaux..	8000 »	
— 60.	Elargissement de la chaussée, construction de trottoirs et de zônes..	5000 »	
— 64.	Elargissement en pavage et amélioration dans la traverse de Gouzeaucourt.	5000 »	
— 70.	Elargissement de la chaussée pavée	6000 »	
— 76.	Elargissement de la chaussée pavee.	6000 »	
— 77.	Rechargement de la chaussée empierrée.	4000 »	
— 78.	Construction du prolongement	8200 »	
			169752 23
	Projets nouveaux à entreprendre en 1876.		
— 3.	Remaniement partiel de la chaussée au territoire d'Hondschoote	2500 »	
— 9.	Elargissement de la chaussée empierrée entre la Croix blanche et le canal de Roubaix . .	9000 »	
— 10.	Reconstruction du pont du Déversoir.	10000 »	
— 25.	Redressement aux abords du pont de Vred.	9000 »	
— 29.	Restauration du chemin de Berlaimont à la gare d'Aulnoye.	9000 »	
— 30.	Elargissement de la chaussée, à la descente de Mons-en-Pévele.	6000 »	
— 55.	Substitution d'un pavage à l'empierrement, à l'extrémité de Bailleul	4500 »	
— 58.	Rechargement de la chaussée et construction de fil-d'eau, à Herlies.	5000 »	
— 69.	Rechargement de la chaussée entre Deûlémont et Comines	5000 »	
			60000 »
	Total.		229752 23

Le tableau ci-après reproduit la liste de ces projets et donne celle des projets terminés ou à terminer en 1875, en indiquant les crédits qui ont été alloués antérieurement pour parvenir à leur exécution, ainsi qne ceux qui sont demandés pour l'exercice 1876.

PROJET DE BUDGET POUR 1876.

TRAVAUX NEUFS

ET DE

GROSSES RÉPARATIONS.

2e PARTIE

Nos des Chemins.	DÉSIGNATION DES TRAVAUX.	Montant des dépenses à la charge du département et des communes	DÉPENSES FAITES antérieurement à 1874.	DÉPENSES FAITES en 1874.	Crédits alloués en 1875.	Total des crédits alloués et dépenses faites.	Crédits restant à allouer.	CRÉDITS PROPOSÉS POUR 1876. Fonds du département les 0,80.	CRÉDITS PROPOSÉS POUR 1876. Fonds des communes les 0,20	CRÉDITS PROPOSÉS POUR 1876. TOTAUX.	OBSERVATIONS ET INDICATION DE LA NATURE ET DE L'EMPLACENMT DES TRAVAUX PROJETÉS POUR 1876.
1	Rechargement partiel de la chaussée empierrée	24000 »	» »	» »	6000 »	6000 »	18000 »	2400 »	600 »	3000 »	Travail en cours d'exécution à continuer en 1876.
1	Établissement de gares de dépôts de matériaux	3500 »	» »	» »	3500 »	3500 »	» »	» »	» »	» »	Les travaux seront exécutés totalement en 1875.
2	Rechargement partiel de la chaussée empierrée	15000 »	» »	» »	3750 »	3750 »	11250 »	(1)3000 »	750 »	3750 »	Travail en cours d'exécution. A continuer en 1876. (1) La subvention départementale est allouée sur le budget rectificatif de 1876.
3	Remaniement de la chaussée entre Bergues et le Grand-Millebrugghe	15000 »	» »	» »	5000 »	5000 »	10000 »	4000 »	1000 »	5000 »	d° d°
3	Reconstruction du pont de Looberghe sur la Haute-Colme	4350 »	» »	» »	4350 »	4350 »	» »	» »	» »	» »	Les travaux seront exécutés en 1875 par le service de la Navigation.
3	Remaniement partiel de la chaussée pavée sur le territoire d'Hondschoote	7500 »	» »	» »	» »	» »	7500 »	2000 »	500 »	2500 »	La chaussée pavée dans la traverse d'Hondschoote et entre les ponts de la Croix et de Pauw-kens-werve est dans un état qui réclame le plus prompt remaniement (voir le projet ci-joint.
4	Établissement de gares de dépôt de matériaux	5000 »	» »	» »	2500 »	2500 »	2500 »	2000 »	500 »	2500 »	Travail en cours d'exécution. A terminer en 1876.
5	Rechargement de la chaussée empierrée et mise en état de la chaussée pavée	18000 »	» »	» »	3000 »	3000 »	15000 »	(2)4800 »	1200 »	6000 »	d° A continuer en 1876. (2) Sur la subvention départementale, 3000 fr. sont inscrits au budget rectificatif de 1875. Il reste 1,800 fr à inscrire au budget de 1876.
8	Remaniement de la chaussée et construction de zônes entre Raimbeaucourt et Moncheaux	16000 »	» »	» »	16000 »	16000 »	» »	» »	» »	» »	Les travaux seront totalement exécutés en 1875.
8	Restauration du chemin de Moncheaux à le Forest, classé comme annexe du chemin 8	45000 »	» »	» »	15000 »	15000 »	30000 »	8000 »	2000 »	10000 »	Travaux en cours d'exécution, à continuer en 1876.
9	Élargissement de la chaussée empierrée entre la Croix blanche et le canal de Roubaix au Blanc-Seau	27000 »	» »	» »	» »	» »	27000 »	7200 »	1800 »	9000 »	La largeur de la chaussée qui n'est que 3 mètres ne suffit plus pour la circulation énorme et toujours croissante que subit ce chemin (voir le projet ci-joint.)
10	Remaniement entre Tortequesnes et Lécluse	10000 »	» »	» »	10000 »	10000 »	» »	» »	» »	» »	Les travaux seront totalement exécutés en 1875.
10	Reconstruction du pont du Déservoir entre Tortequesne et	11000 »	» »	» »	» »	» »	11000 »	8000 »	2000 »	10000 »	Ce pont menace ruine. -- Il y a péril en la demeure (voir le projet ci-joint.)
11	Reconstruction du pont dit de Pierre sur le Schevlfliet	22700 »	» »	17600 »	6000 »	22700 »	» »	» »	» »	» »	Les travaux seront achevés en 1875.
11	Rechargement partiel de la chaussée empierrée	29000 »	» »	» »	7250 »	7250 »	21750 »	4000 »	1000 »	5000 »	Travail en cours d'exécution. A continuer en 1876.
11	Reconstruction du pont de Looberghe sur la Haute-Colme	4350 »	»	» »	4350 »	4350 »	» »	» »	» »	» »	Ces travaux seront totalement exécutés en 1875.
11	Établissement de gares de dépôts de matériaux entre l'Erkelsbrugghe et Cassel	4000 »	» »	» »	2000 »	2000 »	2000 »	1600 »	400 »	2000 »	Travail en cours d'exécution. A terminer en 1876.
13	Remaniement de la chaussée pavée dans la traverse de Saint-Waast-la-Haut	19130 »	» »	9000 »	10130 »	19130 »	» »	» »	» »	» »	Les travaux seront terminés en 1875.
14	Remaniement de la chaussée et élargissement au moyen de zônes entre Frelinghien et la route département N° 2.	25000 »	» »	» »	13000 »	13000 »	12000 »	4800 »	1200 »	6000 »	Travail en cours d'exécution. A continuer en 1876.
15	Élargissement de la chaussée entre Esnes et Ligny	16000 »	» »	» »	16000 »	16000 »	» »	» »	» »	» »	Les travaux seront totalement exécutés en 1875.
17	Rechargement partiel de la chaussée empierrée 1re section	26000 »	» »	9000 »	9000 »	18000 »	8000 »	4000 »	1000 »	5000 »	Travail en cours d'exécution. — A continuer en 1876.
17	id. 3e section.	23000 »	» »	8000 »	8000 »	16000 »	7000 »	4000 »	1000 »	5000 »	idem. idem.

Nos des Chemins.	DÉSIGNATION DES TRAVAUX.	Montant des dépenses à la charge du département et des communes	DÉPENSES FAITES antérieurement à 1874.	DÉPENSES FAITES en 1874.	Crédits alloués en 1875.	Total des crédits alloués et dépenses faites.	Crédits restant à allouer.	CRÉDITS Fonds du département les 0,80	PROPOSÉS POUR 1876. Fonds des communes les 0,20.	PROPOSÉS POUR 1876. TOTAUX.	OBSERVATIONS. ET INDICATION DE LA NATURE ET DE L'EMPLACEMENT DES TRAVAUX PROJETÉS POUR 1876.
17	Remaniement de la chaussée pavée daus la traverse d'Hondschoote	9600 »	» »	» »	4800 »	4800 »	4800 »	3840 »	960 »	4800 »	Travail en cours d'exécution. A terminer en 1876.
17	Établissement de gares de dépôts de matériaux entre Hondschoote et Wormhoudt	5600 »	» »	» »	2800 »	2800 »	2800 »	2240 »	560 »	2800 »	idem. idem.
20 et 65	Substitution d'un pavage à l'empierrement dans la traverse de Fourmies	93000 »	30000 »	36844 »	8719 »	75563 »	17437 »	» »	8719 »	8719 »	Travail en cours d'exécution. A continuer en 1876. Le crédit ci-contre constitue la 3e annuité spéciale prise en charge par la commune de Fourmies pour l'exécution de ce travail.
21	Remaniement de la chaussée pavée entre Hasnon et Hellesmes	79000 »	» »	28000 »	12000 »	40000 »	39000 »	6400 »	1600 »	8000 »	Travail en cours d'exécution. — A continuer en 1876.
23	Rechargement de la chaussée empierrée entre Bailleul et Estaires	20000 »	» »	10000 »	10000 »	20000 »	» »	» »	» »	» »	Les travaux seront terminés en 1875.
25	Redressement aux abords du pont de Vred et reconstruction du pontceau sur la Traitoire	19250 »	» »	» »	» »	» »	19250 »	7200 »	4800 »	9000 »	Travail très-urgent, le pont est en péril. (Voir le projet ci-joint.)
29	Restauration du chemin de Berlaimont à la gare d'Aulnoye	28000 »	» »	» »	» »	» »	28000 »	7200 »	1800 »	9000 »	Travail définitivement approuvé par le Conseil général dans sa session d'avril 1875.
30	Remaniement et élargissement de la chaussée à l'entrée de Mons-en-Pévèle	7000 »	» »	» »	7000 »	7000 »	» »	» »	» »	» »	Les travaux seront totalement exécutés en 1875.
30	Elargissement de la chaussée et construction d'un trottoir à la descente de Mons-en-Pévèle vers Faumont	18000 »	» »	» »	» »	» »	18000 »	4800 »	1200 »	6000 »	Travail nécessaire pour la sécurité de la circulation et instamment réclamé pour la Commission de surveillance du chemin en 1874 (voir le projet ci-joint.)
36	Établissement de zônes en gravier entre Wervicq et Comines et entre Comines et Quesnoy	40000 »	» »	20000 »	20000 »	40000 »	» »	» »	» »	» »	Les travaux seront terminés en 1875.
41	Remaniement et élargissement entre Annœullin et le Pas-de-Calais	24000 »	» »	10000 »	14000 »	24000 »	» »	» »	» »	» »	idem.
43	Amélioration et assainissement de la traverse de Fontaine-au-Bois, sur une longueur de 750 mètres	32000 »	» »	16000 »	16000 »	32000 »	» »	» »	» »	» »	idem.
44	Convertissement en pavage de la chaussée de la rampe d'accès du pont du Cerf	2500 »	» »	» »	2500 »	2500 »	» »	» »	» »	» »	Les travaux seront totalement exécutés en 1875.
45	Remaniement de la chaussée pavée entre la Croix-Ste-Marie et Haspres	50000 »	» »	10000 »	10000 »	20000 »	30000 »	6400 »	1600 »	8000 »	Travail en cours d'exécution. A continuer en 1876.
46	Rechargement partiel de la chaussée empierrée	15200 »	» »	» »	3800 »	3800 »	11400 »	3040 »	760 »	3800 »	idem. idem.
46	Rechargement du prolongement du chemin entre Bourbourg et le pont l'Abbesse	18600 »	» »	» »	3600 »	3600 »	15000 »	(1)3000 »	750 »	3750 »	idem. idem. (1) La subvention départementale est inscrite au budget rectificatif de 1575.
47	Restauration des rues Verte et grand'rue à Aniches, classées comme prolongement du chemin	22500 »	» »	» »	9000 »	9000 »	13500 »	6400 »	1600 »	8000 »	idem. A continuer en 1876.
49	Consolidation et assainissement de la traverse de Denain	32000 »	» »	16000 »	8500 »	24500 »	7500 »	6000 »	1500 »	7500 »	Travail en cours d'exécution. — A terminer en 1876.
50	Substitution d'un pavage à l'empierrement entre Sebourg et Curgies	118000 »	65250 »	24750 »	28000 »	118000 »	» »	» »	» »	» »	Les travaux serout terminés en 1875.

Nos des Chemins.	DESIGNATION DES TRAVAUX.	Montant des dépenses à la charge du département et des communes	DÉPENSES FAITES antérieurement à 1874.	DÉPENSES FAITES en 1874.	Crédits alloués en 1875.	Total des crédits alloués et dépenses faites.	Crédits restant à allouer.	CRÉDITS PROPOSÉS POUR 1876. Fonds du département les 0,80	Fonds des communes les 0,20.	TOTAUX	OBSERVATIONS ET INDICATION DE LA NATUTE ET DE L'EMPLACEMENT DES TRAVAUX PROJETÉS POUR 1876.
51	Renouvellement de la chaussée entre Seclin et Pont-à-Marcq	40000 »	p. mémoire.	p. mémoire.	p. mémoire.	p. mémoire.	p. mémoire.	p. mémoire.	p. mémoire.	p. mémoire.	Amélioration en cours d'exécution. Ces travaux sont imputés sur les fonds d'entretien. Les dépenses faites au 31 décembre 1874, s'élèvent à 35,000 fr. On a un crédit de 5,000 en 1875 pour terminer les travaux.
55	Substitution d'un pavage à l'empierrement à l'extrémité de la traverse de Bailleul	9000 »	» »	» »	» »	» »	9000 »	3600 »	900 »	4500 »	Partie de chemin bordée, sur le côté nord jusqu'à la caserne de la douane, de maisons d'ouvriers. La chaussée est empierrée et constamment dégradée. Il est nécessaire de la remplacer par un pavage (voir le projet ci-joint.)
56	Remaniement de la chaussée à la sortie de la Gorgue	5000 »	» »	» »	5000 »	5000 »	» »	» »	» »	» »	Les travaux seront totalement exécutés en 1875.
58	Construction entre la route nationale N° 41 et la station de Marquillies	58000 »	» »	» »	14500 »	14500 »	43500 »	8000 »	2000 »	10000 »	Travail en cours d'exécution. A continuer en 1876.
58	Rechargement de la chaussée et construction de fils d'eau à Herlies	20000 »	» »	» »	» »	» »	20000 »	4000 »	4000 »	5000 »	Amélioration de traverse indispensable et renforcement urgent d'une chaussée tout-à-fait usée entre la Boutillerie et Herlies (voir le projet ci-joint.)
59	Substitution d'un pavage à l'empierrement entre Villers-Outréaux et la route nationale N° 44	96000 »	57933 33	25066 67	4066 77	87066 77	8933 23	(1) 7146 56	1786 67	8933 23	Travail en cours d'exécution. A terminer en 1876. (1) La subvention départementale est inscrite au budget rectificatif de 1875.
59	Amélioration de la chrussée dans les traverses de Malincourt et Villers-Outréaux	85000 »	» »	» »	8000 »	8000 »	77000 »	6400 »	1600 »	8000 »	Id. A continuer en 1876.
60	Élargissement de la chaussée. Construction de trottoirs et de zônes empierrées	50000 »	10000 »	14000 »	6000 »	30000 »	20000 »	4000 »	1000 »	5000 »	Id. Id.
61	Élargissement de la chaussée pavée dans les rampes du Balemberg	5400 »	» »	» »	5400 »	5400 »	» »	» »	» »	» »	Les travaux seront totalement exécutés en 1875.
63	Rechargement de la chaussée entre la sortie de Proville et l'entrée de Noyelles	10000 »	» »	4403 12	5596 88	10000 »	» »	» »	» »	» »	Id. Id.
64	Élargissement en pavage et amélioration de la chaussée dans la traverse de Gouzeaucourt, sur 460 mètres de longueur	15000 »	» »	5000 »	5000 »	10000 »	5000 »	4000 »	1000 »	5000 »	Travail en cours d'exécution. A terminer en 1876.
69	Rechargement de la chaussée empierrée entre Deûlémont et Comines	18000 »	» »	» »	» »	» »	18000 »	4000 »	1000 »	5000 »	Lourds transports de betteraves, sous sol humide et sans solidité ; chaussée en gravier impur à recharger en porphyre (voir le projet ci-joint.)
70	Élargissement de la chaussée pavée entre la traverse de Thiant et la traverse de Verchain, et entre Verchain et l'extrémité de la route	37000 »	» »	12000 »	12000 »	24000 »	13000 »	4800 »	1200 »	6000 »	Travail en cours d'exécution. A continuer en 1876.
76	Élargissement de la chaussée pavée entre Saint-Vaast et l'extrémité de la rampe située à la sortie de Quiévy, sur 1,610 mètres de longueur	40000 »	» »	» »	10000 »	10000 »	30000 »	4800 »	1200 »	6000 »	Id. A continuer en 1876.
77	Rechargement de la chaussée empierrée	12000 »	» »	4000 »	4000 »	8000 »	4000 »	3200 »	800 »	4000 »	Id. A terminer en 1876.
78	Construction du prolongement entre la route nationale N° 29 et la route nationale N° 45	62644 50	» »	7800 »	46644 50	54444 50	8200 »	(1) 5466 »	2734 »	8200 »	Id. Id. (1) Dont 2351 fr. 06 sont inscrits au budget rectificatif de 1875. — Reste à inscrire au budget de 1876 un crédit de 3114 fr. 94 c.
	TOTAUX	1 730674 50	163183 33	286563 79	431757 15	881504 27	809170 23	175732 56	54019 67	229752 23	
	Si l'on déduit les crédits alloués ser les fonds du département (budget rectificatif de 1875 à valoir sur ceux demandés pour 1876, ci.							18497 62		18497 62	
	Il reste à allouer sur les fonds du département							157234 94		211254 61	
	TOTAL GÉNÉRAL des crédits demandés sur 1876 pour travaux de grosses réparations									229752 23	Total inférieur de 201400 fr. (en nombre rond au montant total des crédits de l'exercice 1875.
	A déduire les crédits inscrits au budget rectificatif de 1875 à valoir sur ceux demandés en 1876									18497 62	
	RESTE									211254 61	

Pour compléter les propositions budgétaires relatives au service des chemins de grande communication, en 1876, il reste à faire connaître les dépenses concernant les frais généraux. Ils sont comme il suit :

Traitement du personnel et frais généraux, traitement des Ingénieurs, frais de déplacements de découchers des Conducteurs et Agents secondaires, gratifications, etc. :

Comme pour les années précèdentes	27,600	00	29,600 00
Dépenses diverses du service général et impressions. . .	2,000	00	

IV. — Résumé des propositions budgétaires.

Les propositions budgétaires qui précèdent se trouvent réunies dans le tableau ci-après, pour ce qui concerne l'exercice 1876.

ENTRETIEN.

Nos des Chemins.	DÉSIGNATION DES CHEMINS.	SOMMES.
1	De Dunkerque à Saint-Omer	10800 »
2	De Dunkerque à Bourbourg, par Coppenaxfort	7500 »
3	D'Hondschoote à Watten	16400 »
4	De Bergues à Furnes	6500 »
5	De Bergues au pont de Saint-Folquin	7500 »
6	De Lille à Lannoy	7000 »
7	De Lomme à Fournes	7500 »
8	De Douai à Seclin	20000 »
9	De Mouveaux à la frontière	13500 »
10	De Douai à Bapaume	4500 »
11	De Cassel à Gravelines	20500 »
12	De Quesnoy à Linselles	5000 »
13	De Valenciennes à Somain	14500 »
14	D'Armentières à Ypres	7500 »
15	D'Esnes à Busigny	15000 »
16	De Solesmes à Caudry	8200 »
17	D'Hondschoote à Zeggers-Cappel	20500 »
18	De Bailleul à Ypres	4000 »
19	De Sainghin à Pont-à-Marcq	5000 »
20	De Solre-le-Château à Trélon et Rond-Buisson	35500 »
21	De Saint-Amand à Hélesmes	9200 »
22	D'Englos à Haubourdin	2200 »
23	De Bailleul à Merville	20500 »
24	D'Avesnes à Gussignies	17000 »
25	D'Arleux à Orchies	14600 »
26	De Béthune à Merville	1750 »
27	De Maubeuge à Solre-le-Château	9000 »
28	De Maubeuge à Binche	4800 »
29	De Berlaimont à la gare d'Aulnoye	»
30	De Carvin à Orchies	6000 »
32	D'Étrœungt à Landrecies	8000 »
33	D'Hazebrouck à Bailleul	8000 »
34	D'Auberchicourt à Abscon	6000 »
35	De Douai à Saint-Amand	12000 »
36	De Tourcoing à Quesnoy-sur-Deûle	12000 »
37	De Lannoy à Néchin	500 »
38	De Bailleul à Estaires	15000 »
39	De Seclin à La Bassée	9000 »
40	De Neuf-Berquin à Haverskerque	7500 »
41	D'Haubourdin à Carvin	9500 »
42	De Solre-le-Château à Jeumont	16000 »
43	De Landrecies à Solesmes	12000 »
44	De Ghyvelde à Hondschoote	4400 »
45	De Denain à Saint-Waast	16000 »
46	De Millem à Lederzeele	9700 »
47	D'Auberchicourt à Bugnicourt	7400 »
48	De Lomme à Loos	5500 »
49	De Denain à Mastaing	8800 »
50	De Fresnes à Jenlain	22000 »
51	De Seclin à Pont-à-Marcq	9500 »
52	Du Câteau à l'Arbre de Guise	8000 »
53	De Courchelettes,	2000 »
54	D'Étrœungt au Nouvion	4000 »
55	De Bailleul à l'Abeele	12500 »
56	De Béthune à Estaires,	1200 »
57	De Caestre à Vieux-Berquin	8000 »
58	D'Armentieres à La Bassée	12000 »
59	De Caudry à Anbencheul-au-Bois	13500 »
60	De Marquette à Neuville-Saint-Rémy	9000 »
61	De Cassel à Lederzeele	6600 »
62	D'Estaires à Don	14000 »
63	De Cambrai à Metz-en-Couture	10200 »
64	D'Arras à Saint-Quentin	7000 »
65	D'Étrœungt à Anor	13000 »
67	De Steenwoorde à l'Hazewinde	2700 »
68	De Lomme à Quesnoy-sur-Deûle	6500 »
69	D'Armentières à Halluin	13700 »
70	De Vendegies à la Pyramide de Denain	10000 »
71	De Maubeuge à Erquelines	8500 »
72	De Prisches au Nouvion	14000 »
73	De Trélon à La Capelle	2800 »
74	De Solre-le-Château à Sivry	2400 »
76	De Saint-Waast à la Guisette	9500 »
77	D'Oisy à Metz-en-Couture	2500 »
78	Chemin de ceinture de Valenciennes	5000 »
79	Chemin de ceinture de Bergues	800 »
	Réserve pour besoins imprévus	25000 »
	TOTAL pour les travaux d'entretien	745150 »

Nos des Chemins.	DÉSIGNATION DES CHEMINS.	SOMMES.	Nos des Chemins.	DÉSIGNATION DES CHEMINS.	SOMMES.
	GROSSES RÉPARATIONS.				
1	Rechargement partiel de la chaussee empierrée . .	3000 »	58	Construction entre la route nationale n° 44 et la station de Marquillies	10000 »
2	Id. Id.	3750 »	58	Rechargement de la chaussée et construction de fils d'eau à Herlies	5000 »
3	Remaniement partiel de la chaussée entre Bergues et le Grand Millebrugghe	5000 »	59	Construction d'une chaussée pavée entre Villers-Outréaux et la limite du Nord	8933 23
3	Remaniement partiel de la chaussée pavée sur le territoire d'Hondschoote	2500 »	59	Amélioration des traverses de Malincourt et de Villers-Outréaux	8000 »
4	Établissement de gares pour le dépot des matériaux.	2500 »	60	Construction de zônes empierrées le long des bordures de la chaussée pavée, de trottoirs, et élargissement de la chaussée à Tilloy et Wasnes-au-Bac	5000 »
5	Rechargement de la chaussée empierrée et mise en état de la chaussée pavée	6000 »	64	Élargissement de la chaussée et construction de trottoirs, traverse de Gouzeaucourt.	5000 »
8	Restauration du chemin de Monchaux à Le Forest..	10000 »	69	Rechargement de la chaussée empierrée entre Deûlémont et Comines.	5000 »
9	Élargissement de la chaussée empierrée entre la Croix-Blanche et le canal de Roubaix au Blanc-Seau	9000 »	70	Élargissement de la chaussée pavée entre les points kilométriques 6,575 et 7,455 et entre 7,987 et 8,607	6000 »
10	Reconstruction du pont du Déversoir entre Tortequesnes et l'Écluse	10000 »	76	Élargissement et amélioration de la chaussée pavée entre Saint-Waast et l'extrémité de la rampe de Quiévy	6000 »
11	Rechargement partiel de la chaussee empierrée . .	5000 »	77	Rechargement de la chaussée empierrée entre la route nationale N° 29 et la limite du département.	4000 »
11	Établissement de gares de dépôt de matériaux entre l'Erketsbrugghe et Cassel	2000 »	78	Construction du prolongement du chemin de ceinture entre les routes nationales Nos 29 et 45	8200 »
14	Élargissement de la chaussée et établissement de zônes en gravier entre Frelinghien et le Pont-Rouge	6000 »			
17	Rechargement de la chaussée empierrée (1re et 2e section). .	5000 »		TOTAL pour les travaux de grosses réparations.	229753 23
17	Idem (3e section).	5000 »		A DÉDUIRE les crédits inscrits au budget rectificatif de 1875 à valoir sur ceux demandés pour 1876	18497 62
17	Remaniement de la chaussée pavée dans la traverse d'Hondschoote.	4800 »		RESTE	211254 61
17	Établissement de gares pour le dépôt des matériaux entre Hondschoote et Wormhoudt	2800 »			
20	Substitution d'un pavage à l'empierrement dans la traverse de Fourmies.	8719 »			
24	Remaniement entre les bornes 3 et 5,250	12000 »			
25	Redressement aux abords du pont de Vred et reconstruction du ponteau sur la Traitoire	9000 »			
29	Reconstruction du chemin de Berlaimont à la gare d'Aulnoye.	9000 »			
30	Élargissement de la chaussée et construction d'un trottoir à la descente de Mons-en-Pévèle vers Faumont	6000 »			
45	Remaniement entre les points kilométriques 3200 et 5200	8000 »			
46	Rechargement du prolongement du chemin entre Bourbourg et le pont l'Abbesse.	3750 »			
46	Rechargement partiel de la chaussée empierrée . .	3800 »			
47	Restauration des rues Verte et Grand'Rue, à Aniches	8000 »			
49	Consolidation et assainissement de la traverse de Denain..	7500 »			
55	Substitution d'un pavage à l'empierrement à l'extrémité de la traverse de Bailleul.	4500 »			
				FRAIS GÉNÉRAUX.	
				Traitement et frais de déplacement des Agents, honoraires des Ingénieurs, gratifications	27600 »
				Dépenses diverses, impressions, etc.	2000 »
				TOTAL pour les frais généraux. . . .	29600 »

V. — Travaux neufs.

Chemin N° 33. — Trottoirs.

L'instruction à laquelle il a été procédé pour l'établissement d'un trottoir le long de ce chemin entre la banlieue d'Hazebrouck et la Borrebecque n'a pas abouti par suite des refus et ajournements dans les rôles des contingents des dépenses. Toutefois le Conseil d'arrondissement a insisté pour que l'affaire ne soit pas abandonnée et le Conseil général a appuyé ce vœu.

Sans abandonner l'affaire, l'on ne peut qu'attendre que la situation financière des communes intéressées devienne telle qu'elles puissent donner le concours qui leur est demandé.

Chemin N° 57. — Trottoirs.

Une instruction de projet de trottoir le long de ce chemin et de la station de Strazeele n'a pu encore aboutir faute d'adhésion de plusieurs communes, et notamment de celle de Vieux-Berquin, dont le contingent spécial fixé à 2,931 fr. ne peut être fourni par cette commune déjà grevées de centimes additionnels. Le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck ne désespère pas d'arriver à un résultat favorable; il désire que ce projet soit maintenu à l'état d'instruction, et le Conseil général a appuyé ce vœu.

La solution est la même que pour l'affaire précédente.

Chemin N° 74. — Adoucissement des rampes d'accès du pont de Marpent.

Pour donner satisfaction au vœu émis par le Conseil général, les Ingénieurs de la Navigation ont proposé non d'établir des rampes douces aux abords du pont de Marpent, sur la Sambre, ce qui rendrait l'accès des maisons voisines impraticable, mais de modifier leur profil en long dans des conditions propres à ce que l'écoulement des eaux ait lieu comme auparavant.

La dépense de ce travail doit s'élever à 1,000 fr. MM. les Ingénieurs proposent de la répartir ainsi : 500 fr. à la charge de la compagnie de la Sambre; 400 fr. à la charge du département et 100 fr. à supporter par les communes intéressées.

Le Conseil général a approuvé le projet, mais il a pensé qu'il y avait lieu de faire les plus vives recommandations aux Ingénieurs pour que les travaux soient exécutés de façon à donner satisfaction à tous les intérêts et notamment aux intérêts agricoles et aux habitations voisines du pont.

Cette affaire ressortit principalement au service de la navigation, mais l'Ingénieur en Chef soussigné fera tout ce qui dépendra de lui pour qu'il soit satisfait aux recommandations du Conseil général.

VI. — Classements. Questions diverses.

Chemin N° 11. — Révision des contingents.

La ville de Bourbourg a demandé, le 20 mai 1874, la révision des bases de répartition des contingents communaux en vue d'obtenir une réduction du chiffre proportionnel de son concours à l'entretien du chemin N° 11. Les Ingénieurs ont été d'avis que cette réclamation est fondée, mais ils font remarquer que la révision sollicitée entraîne nécessairement celle du chemin N° 1,

et que, dans cette opération, le contingent de la ville de Bourbourg pourrait être réduit pour le chemin N° 11, mais augmenté pour le chemin N° 1 et l'Ingénieur en Chef a exprimé des doutes sur l'opportunité d'un remaniement des contingents relatifs à ces deux chemins.

Dans sa séance du 26 octobre 1874, le Conseil général a décidé qu'avant de soumettre cette question aux formalités de l'instruction, il convenait de donner connaissance à la ville de Bourbourg de l'avis des Ingénieurs.

L'Ingénieur en Chef ignore la suite qu'a reçue cette affaire.

Chemin N° 13. — Révision des contingents communaux.

Monsieur le Préfet a soumis à la délibération du Conseil général, en octobre 1874, les pièces relatives à une demande de dégrèvement formée par la commune d'Hérin, en concluant à l'adoption de l'avis de l'Ingénieur en Chef, qui, d'accord avec la Commission de surveillance, proposait de dégrèver la commune d'Hérin de 2 p. % et d'augmenter de 1 p. % les communes de Wallers et de Somain.

Le Conseil général a ajourné sa décision jusqu'à ce que l'affaire ait été soumise au Conseil d'arrondissement de Douai et aux communes qui n'avaient pas été consultées.

Chemin N° 32. — Révision des contingents.

Monsieur le Préfet avait mis sous les yeux du Conseil général, en octobre 1874, avec la délibération prise par la Commission de surveillance du chemin vicinal de grande communication N° 32, le dossier relatif à la demande de la commune d'Etrœungt, en révision du travail de la répartition entre les communes intéressées, des dépenses d'entretien dudit chemin. Le Conseil général a décidé qu'il y avait lieu de renvoyer cette affaire aux Ingénieurs pour être procédé à l'instruction légale. Cette instruction est en cours d'exécution.

Chemins N^os^ 11 et 61. — Révision dss classements.

La commune de Rubrouck a demandé le 6 novembre 1874 une réduction dans la somme des contingents qui lui sont attribués, pour l'entretien des chemins N^os^ 11 et 61.

Par un rapport des 20-22 janvier 1875, les Ingénieurs ont fait observer que cette demande était motivée par l'augmentation des contingents provenant des travaux neufs faits, sur ces chemins, en 1874 et 1875, mais que ces travaux devant être terminés cette année, les contingents rentreront, dès 1876, dans les chiffres normaux, et comme d'ailleurs, aucune circonstance nouvelle n'est survenue pour justifier une révision de la répartition des contingents de ces deux lignes, les Ingénieurs ont émis l'avis que la réclamation dont il s'agit ne paraissait pas susceptible d'être accueillie.

Classement du chemin de la Croix-du-Bac comme ligne de grande communication.

La commune de Steenwerck sollicite, par délibération du 11 octobre 1874, le classement du chemin vicinal N° 2, dit de la Croix du Bac, comme ligne de grande communication.

Par rapport des 26 février, 8 mars 1875, les Ingénieurs ont proposé de soumettre l'affaire à la Commission de surveillance du chemin de grande communication N° 38 dont le chemin en question forme le prolongement et d'appeler les communes de Bailleul et de Steenwerck à voter respectivement les contingents qui leur incomberaient pour les travaux de grosses réparations et d'entretien de ce chemin si le classement demandé était prononcé.

Monsieur le Préfet soumettra, sans doute, l'affaire, après un avis définitif des Ingénieurs, à la Commission spéciale du Conseil général chargée d'étudier la question de la révision du classement des voies départementales.

VII. — Objets divers.

Comptabilité.

Le service de la comptabilité continue à s'opérer scrupuleusement dans tous ses détails, d'après les règles prescrites par le titre IV du nouveau règlement annexée à la circulaire de M. le Ministre de l'intérieur, en date du 6 décembre 1870. Il se fait de la manière la plus régulière et ne soulève jamais de difficultés de la part des administrations appelées à y concourir et à le contrôler.

On a achevé, en 1869, de supprimer dans tout le service le mode de paiement par voie de régie. Tout fait de dépense est aujourd'hui l'objet d'un mandat individuel remis à l'ayant-droit qui va en toucher le montant aux caisses publiques.

Subventions industrielles.

On continue d'apporter, dans l'opération si délicate du règlement des subventions industrielles la prudence et l'esprit d'équité nécessaires pour prévenir les conflits, sans cependant sacrifier le revenu de cet impôt, qui constitue une ressource précieuse pour faire face aux besoins du service Les subventions industrielles de 1874 ont été presque toutes réglées à l'amiable.

Nivellement général.

Le nivellement général du département sera définitivement terminé cette année. L'impression du texte est très-avancée et la fonte des plaques altitudinales est en cours d'exécution. Cette opération embrasse un développement total de 859 kilom. 931 mètres des chemins de grande communication, et donne lieu, sur ces voies, à la pose d'environ 600 repères métalliques.

Relevé de la circulation.

Le recensement quinquennal de la circulation a été effectué en 1869 sur les routes nationales et départementales. Monsieur le Préfet a décidé, sur la proposition de l'Ingénieur en Chef, que cette opération serait étendue aux chemins de grande communication.

On a eu ainsi, pour la première fois, des renseignements fort utiles dans une multitude de circonstances du service.

Ces renseignements ont été produits dans un tableau spécial annexé au rapport de 1870. Ils se résument, comme il suit, pour l'ensemble des chemins de grande communication du département savoir :

Nombre moyen de colliers par jour	à charge	207 colliers ;
	à vide	106 d°
	Total.	313

Nombre moyen de tonnes par jour	tonnage brut . .	334 tonnes
	tonnage utile . .	209 d°

Il est à remarquer que les chiffres qui expriment la fréquentation moyenne sur les chemins de grande communication, sur les routes départementales et sur les routes nationales du Nord, sont entre eux très-sensiblement, comme les trois nombres 5, 9 et 10.

L'Ingénieur en Chef va soumettre à Monsieur le Préfet les dispositions tendant à recommencer cette opération en 1876 sur les chemins de grande communication en même temps que sur les routes nationales.

Plan d'alignement des traverses.

Ln réglementation des plans d'alignement des traverses est en bonne voie.

Il existe sur les chemins de grande communication du département 228 traverses de villes et de villages, dont les plans se trouvaient, au 31 décembre 1874, dans la situation suivante :

DÉSIGNATION DES SERVICES.	Traverses homologuées.	PROJETS ÉTUDIÉS et entre les mains		PROJETS à l'étude.	PROJETS à étudier.	TOTAUX.
		de l'administration supérieure	des Ingénieurs.			
Dunkerque	16	1	1	6	15	39
Lille	10	»	»	26	34	67
Douai	27	1	»	3	»	31
Valenciennes	26	1	3	»	1	31
Cambrai	27	»	»	»	»	27
Avesnes	34	»	»	»	2	33
TOTAUX.	137	3	4	35	49	228

Le travail si important d'achèvement des plans de traverses depuis l'établissement de la nouvelle jurisprudence consacrée par le conseil d'État en matière d'alignement, se poursuit avec activité conformément aux prescriptions de la circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur, en date du 12 mai 1869.

Voirie.

La police de la voirie s'exerce avec facilité et régularité. Les contraventions sont, du reste, peu nombreuses ; l'intervention, toujours conciliante des agents, a pour résultat de satisfaire aux besoins et aux exigences légitimes du public, sans porter atteinte au respect qui est dû aux règlements.

Les agents des Ponts-et-Chaussées obtiennent généralement de MM. les maires un concours actif et énergique pour entretenir les traverses dans un état convenable de propreté. Il serait désirable qu'ils pussent trouver partout cette utile intervention, afin d'éviter de voir neutraliser une partie des excellents résultats qu'ont procurés les travaux d'assainissement exécutés depuis plusieurs années.

Vœux.

L'Ingénieur en Chef a répondu soit dans le courant de ce rapport, soit par des rapports spéciaux, qui sont entre les mains de M. le Préfet, à tous les vœux qui ont été exprimés au sujet des chemins de grande communication.

VIII. — Annexe.

Au présent rapport sont annexés, savoir :

1° Six rapports dans lesquels MM. les Ingénieurs exposent avec des détails complets, la situation générale de leur service et celle de chaque chemin en particulier.

Enfin 8 projets qui s'énumèrent comme il suit :

2° Remaniement partiel de la chaussée pavée du chemin N° 3 sur le territoire d'Hondschoote;

3° Elargissement de la chaussée empierrée du chemin N° 9 entre la Croix blanche et le canal de Roubaix au Blanc-Seau ;

4° Reconstruction du pont du Déversoir entre Totequesne et L'écluse sur le chemin N° 10.

5° Redressement du chemin N° 25 aux aborde du pont de Vred et reconstruction du pontceau sur la Traitoire ;

6° Elargissement de la chaussée du chemin N° 30, et construction d'un trottoir à la descente de Mons-en-Pévèle, vers Faumont ;

7° Substitution d'un pavage à l'empierrement à l'extrémité de la traverse de Bailleul, chemin N° 55;

8° Rechargement de la chaussée et construction de fils d'eau à Herlies, sur le chemin N° 58;

9° Rechargement de la chaussée empierrée du chemin N° 69, entre Deûlémont et Comines.

Lille, le 23 juin 1875.

L'Ingénieur en chef du département du Nord,

Em. RAILLARD.

DÉPARTEMENT DU NORD.

SERVICE VICINAL.

CHEMINS VICINAUX ORDINAIRES ET D'INTÉRÊT COMMUN.

Exercice 1874.

Rapport à M. le Conseiller d'État, Préfet du Nord.

1re PARTIE.

Chemins d'intérêt commun.

Ressources toute nature : (920,012 98).

Les ressources de toute nature qui ont été affectées au service des chemins d'intérêt commun en 1874 se sont élevées à la somme de . . . . . 920,012 fr. 98

Dont : En argent.	802,430 fr. 36	
En nature.	117,582 62	
TOTAL.		920,012 fr. 98

Ces ressources se décomposent ainsi qu'il suit :

1° Ressources communales.

RESSOURCES ORDINAIRES.

Revenus et produits divers ordinaires.			198,728 fr. 25
Prestations.	Acquittées en nature	90,535 fr. 03	109,281 34
	Acquittées en argent, soit pour non déclaration, soit pour non exécution	18,746 31	
Centimes spéciaux ordinaires votés en exécution des articles 2 et 13 de la loi du 21 mai 1836			69,810 49
TOTAL des ressources ordinaires communales, *à reporter*. .			377,820 fr. 08

Report.		377,820 fr. 08

RESSOURCES COMMUNALES EXTRAORDINAIRES.

Impositions extraordinaires	4,590 fr. »	22,465 20
Emprunts.	17,875 20	
TOTAL des ressources communales .		400,285 fr. 28

2° Ressources provenant des particuliers.

Subventions industrielles .	Acquittées en nature . . .	19,237 fr. 63	
	Exigibles en argent. . . .	32,589 58	
Offres particulières. . . .	En nature.	7,809 96	
	En argent.	30,493 08	
TOTAL des ressources provenant des particuliers .		90,130 fr. 25	90,130 25

3° Subventions départementales et de l'État.

Sur centimes spéciaux et facultatifs.	271,403 fr. 70	
Sur les centimes extraordinaires et les produits éventuels extraordinaires	167,257 »	
Fonds de l'État (Loi du 11 juillet 1868)	5,791 »	
Id. pour reconstruction d'un pont détruit à l'occasion de la guerre	3,800 »	
TOTAL des subventions	448,251 fr. 70	448,251 70
TOTAL des ressources de l'exercice 1874 . .		938,667 fr. 23
A déduire les dégrèvements, cotes irrécouvrables et non-valeurs accordés sur l'exercice 1874		18,654 25
RESTE pour ressources définitives de l'exercice 1874		920,012 fr. 98
Excédants, à la clôture de l'exercice 1873, des ressources définitives sur les dépenses	faites. . .	278,218 fr. 24
	payées . .	355,044 90
Ressources définitives pour dépenses	à faire . .	1,198,231 22
	à payer. .	1,275,057 88

DÉPENSES.

Dépenses faites. (976,947 59).

Les dépenses faites en 1874 pour le service des chemins d'intérêt commun se sont élevées à . . . . . 976,947 fr. 59

Dont : en argent	859,364 fr. 97
en nature	117,582 62

Elles se répartissent comme suit, par nature de travaux :

Entretien	En nature.		97,650 fr. 46	
	En argent .	Cantonniers . . .	96,887 25	
		Autres dépenses . .	324.572 42	
			519,110 fr. 13	519,110 fr. 13
Grosses réparations .	En nature		4,813 fr. 92	
	En argent		85,064 23	
			89,878 fr. 15	89,878 15
Construction	En nature		15,118 fr. 24	
	En argent		190,164 94	
			205,283 fr. 18	205,283 18
Acquisitions de terrain				46,199 10
Dommages et dépenses diverses				13,481 81
Frais généraux, frais d'impression, personnel et dépenses diverses				102,995 22
TOTAL des dépenses faites.				976,947 fr. 59
Rappel des ressources disponibles pour dépenses à faire.				1,198,231 22
Excédant, à la clôture de l'exercice 1874, des ressources sur les dépenses faites				221,283 fr. 63

Montant des dépenses payées, dans le cours de l'exercice, prestations et souscriptions comprises . . . . . 982,535 fr. 71

Rappel des ressources définitives pour dépenses à payer. 1,275,057 88

Excédant, à la clôture de l'exercice 1874, des ressourees sur les dépenses payées . . . . . 292,522 fr. 17

TRAVAUX EXÉCUTÉS.

Le nombre des chemins vicinaux d'intérêt commun, qui était de 125 au 31 décembre 1873, a été porté à 129 par le Conseil général, dans sa session d'octobre 1874. Les quatre nouveaux chemins classés sont :

Le N° 126, de Marchiennes à Landas ;

N° 127, de Gravelines à Bergues ;

N° 128, de Steenvoorde â Wormhoudt ;

N° 129, de Péronne à la gare de Fretin.

Les travaux de toute nature exécutés en 1874 ont été appliqués aux 125 chemins classés antérieurement au 31 décembre 1873. Ces travaux sont détaillés, par ligne vicinale, dans le tableau N° 35; ils peuvent se résumer ainsi qu'il suit :

La longueur amenée à l'état d'entretien en 1874 est de 8 kil. 949 m., savoir :

3 kil.	339 m.	provenant des parties à l'état de viabilité;
5	135	provenant des parties en construction;
	475	provenant des parties en lacune;

La longueur amenée à l'état de viabilité en 1874 est de 2 kil. 265 m. provenant des parties en lacune.

Enfin, les constructions en cours d'exécution concernent une longueur de 6 kil. 198 m.

La détermination des prix de revient par mètre courant de construction neuve ne peut se faire d'une manière exacte qu'en se basant sur les travaux exécutés pendant une période de plusieurs années.

Le tableau N° 36 joint à ce rapport, fait ressortir, par ligne d'intérêt commun, les prix moyens pour travaux neufs exécutés et terminés depuis le 31 décembre 1867. Ces travaux se résument ainsi qu'il suit :

Il a été construit, depuis le 31 décembre 1867 jusqu'au 31 décembre 1874, savoir :

74 kil.	965 m.	de chaussées pavées;
36	082	de chaussées empierrées.

La dépense occasionnée par ces travaux est de 2,061,570 fr., dont :

Pour travaux proprement dits	1,985,105 fr.
Et pour indemnités de terrain	76,465

De ces éléments on déduit :

Pour le prix moyen d'un mètre courant de chaussée pavée	22 fr.	04
Et pour le prix d'un mètre courant de chaussée empierrée	9	23

La dépense pour acquisition de terrain s'est élevée à 0 fr. 69 par mètre courant.

Au 31 décembre 1873, les mêmes prix moyens étaient :

21 fr.	79 pour chaussées pavées;
9	41 pour chaussées empierrées.
0	64 pour indemnités de terrain.

Les travaux dont il s'agit se répartissent, entre les sept arrondissements, conformément au tableau ci-après :

ARRONDISSEMENTS	Longueurs construites.	Dépenses faites pour travaux.	Dépenses pour indemnités de terrain.	Prix de revient pour travaux.	Prix de revient pour indemnités de terrain	TOTAL.
TRAVAUX DE PAVAGE.						
Avesnes	9k 325m	170.019f »	2.205f »	18f 23c	0f 23c	18f 46c
Cambrai	38 703	860.778 »	42.300 »	22 24	1 09	23 33
Douai	4 960	92.593 »	3.140 »	19 14	0 64	19 78
Dunkerque	»	»	»	»	»	»
Hazebrouck	»	»	»	»	»	»
Lille	13 804	340 543 »	579 »	24 50	0 04	24 54
Valenciennes	8 173	188.025 »	5.785 »	23 01	0 71	23 72
	74k 965m	1.651.958f »	54.009f »	22f 04c	0f 72c	22f 76c
TRAVAUX D'EMPIERREMENT.						
Avesnes	18k 158m	152.859f »	5.535f »	8f 44c	0f 30c	8f 71c
Cambrai	5 099	56.740 »	4.802 »	11 12	0 94	12 06
Douai	»	»	»	»	»	»
Dunkerque	»	»	»	»	»	»
Hazebrouck	11 680	114.403 »	11.964 »	9 79	1 02	10 81
Lille	1 145	9.145 »	155 »	7 98	0 13	8 11
Valenciennes	»	»	«	»	»	»
	36k 082m	333.147f »	22.456f »	9f 23c	0f 62c	9f 85c
TOTAUX pour les deux parties.	111k 047m	1.985.105f »	76.465f »	17f 88c	0f 69c	18f 57c

Les travaux de grosses réparations de l'exercice 1874 se sont répartis sur une longueur de 3 kilomètres 798 mètres, savoir :

Chaussées pavées . . 3 kil. 798 m.
Chaussées empierrées . »

Ils ont donné lieu à une dépense totale de 89,879 fr.

Les travaux d'entretien ont été exécutés sur une longueur de 726 kil. 219 m., dont :

327 kil. 241 m. de chaussées pavées ;
398 978 de chaussées empierrées.

Cette longueur de 726 kil. 219 m. ne comprend pas les 28 kil. 509 m. provenant des parties à l'état d'entretien et de viabilité sur les quatre nouveaux chemins classés par le Conseil général dans sa session d'octobre 1874.

Il a été construit en 1874 quatre aqueducs ayant moins de cinq mètres d'ouverture et un pont ayant plus de quinze mètres d'ouverture.

Situation générale des travaux.

La comparaison entre la situation des travaux au 1er janvier 1874 et au 1er janvier 1875 est consignée, pour chaque chemin, dans le tableau N° 35 annexé à ce rapport.

Cette double situation est résumée dans le tableau ci-après :

DATE de la SITUATION	LONGUEUR à l'état d'entretien	LONGUEUR à l'état de viabilité.	LONGUEUR totale à entretenir	LONGUEUR en construction.	LONGUEUR en lacune.	TOTAL à construire ou à entretenir	OBSERVATIONS.
	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	
1er janvier 1875. .	711.923	42 805	754.728	13.837	12 513	781.078	
1er janvier 1874. .	693 822	24.522	718.344	12 774	18 451	749 569	
	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	
Différence en plus . .	18.101	18 283	36.384	1.063	»	31 509	
Différence en moins .	»	»	»	»	5.938	»	

La longueur des chemins d'intérêt commun s'est accrue, en 1874, de 31 kil. 509 m., par suite des classements prononcés par le Conseil général dans sa séance du 28 octobre 1874. Ces classements sont :

Chemin N° 126, de Marchiennes à Landas	Longueur .	5 kil.	010 m.
— 127, de Gravelines à Bergues	— .	7	700
— 128, de Steenvoorde à Wormhoudt	— .	11	501
— 129, de Péronne à la gare de Fretin	— .	7	298
	Total	31 kil.	509 m.

Les dépenses faites et les travaux exécutés se répartissent par arrondissement, conformément au tableau ci-après :

DÉSIGNATION des arrondissements	LONGUEUR DES TRAVAUX EXÉCUTÉS EN 1874 — Construction. Pavage.	Construction. Empierrement.	Grosse réparation. Pavage.	Grosse réparation. Empierrement.	Entretien. Pavage.	Entretien. Empierrement.	DÉPENSES FAITES EN 1874 POUR — Construction. Pavage.	Construction. Empierrement.	Grosse réparation Pavage.	Grosse réparation Empierrement.	Entretien. Pavage	Entretien. Empierrement	Indemnités de terrain, dommages et dépenses diverses	DÉPENSE TOTALE.
	m.		m.		m.	m.	fr.	fr.	fr.		fr.	fr.	fr.	fr.
Avesnes . . .	»	»	»	»	10 119	136 922	»	»	»	»	5 892	111.091	3 065	120 048
Cambrai . . .	264	»	»	»	64 085	63.803	19 230	»	»	»	39 283	70 156	11.064	139 733
Douai	»	»	53	»	61 102	5 300	»	»	988	»	33.443	3 484	4.296	42 211
Dunkerque . .	»	»	»	»	7 385	57.164	»	»	»	»	3.000	39.358	1.392	43.750
Hazebrouck . .	»	»	»	»	3 673	97.220	»	100	»	»	5 565	65.797	2.176	73 638
Lille	5.217	»	700	»	107.438	38.569	135.735	»	9.974	»	60.711	35 581	32 079	274.080
Valenciennes .	2 380	»	3 045	»	73 439	»	50.218	»	78 917	»	45.750	»	5 608	180.493
	m.		m.		m.	m.	fr.	fr.	fr.		fr.	fr.	fr.	fr.
Totaux .	7 861	»	3 798	»	327.241	398 978	205.183	100	89.879	»	193.644	325.467	59 680	873.953

La situation des chemins vicinaux d'intérêt commun, à la date du 1er janvier 1875, est consignée dans le tableau ci-après :

DÉSIGNATION des ARRONDISSEMENTS.	LONGUEUR A l'état d'entretien	A l'état de viabilité.	Totale à entretenir	En construction.	En lacune.	Totale à construire et à entretenir
	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.
Avesnes.	147.041	»	147.041	»	»	147.041
Cambrai.	112.826	15.062	127.888	»	918	128 806
Douai	68.912	2 500	71.412	»	2.286	73 698
Dunkerque.	64 549	12 730	77 279	5.939	»	83.218
Hazebrouck	103.237	4 127	107 364	»	146	107.510
Lille.	146.623	3 682	150 305	5 363	9.163	164.831
Valenciennes.	68.735	4 704	73.439	2.535	»	75.974
	k. m. 711 923	k. m. 42 805	k. m. 754.728	k. m. 13 837	k. m. 12.513	k. m. 781.078

CHEMINS D'INTÉRÊT COMMUN.

Observations particulières.

Chemin N° 8 de Maubeuge à Villers-sire-Nicole.

Le chemin N° 8 livre passage à de nombreux transports qui viennent de la Belgique; la portion comprise entre le village de Villers-sire-Nicole et la frontière belge ne fait pas partie du chemin N° 8 bien qu'elle reçoive une circulation tout aussi active que sur ce dernier chemin.

Comme nous l'avons fait remarquer dans notre rapport général de 1874 il est à désirer que le Conseil général complète prochainement le classement du chemin N° 8 jusqu'à la frontière belge sur une longueur de 2 kilomètres 1/2 environ en empruntant le chemin vicinal ordinaire N° 3 construit depuis quelques années au moyen des ressources du réseau subventionné.

Chemin N° 38, de Berlaimont à Préseau.

La longueur de ce chemin dépasse 20 kilomètres. Son état de viabilité laisse à désirer sur quelques points notamment dans la forêt de Mormal. Un projet de travaux de rechargement a été

dressé et soumis au Conseil général ; la dépense évaluée à 24,200 francs a été prise en charge, jusqu'à concurrence de 12,000 francs, par le Conseil général. La plupart des communes ont voté les contingents assignés ; il reste à obtenir le vote de deux communes et de l'Administration forestière substituée à la commune de Locquignol, pour ce qui concerne les dépenses relatives à la vicinalité.

Chemin N° 39 de Roucourt à la route Nationale N° 45.

Le chemin N° 39 est traversé, près la ferme de Fustoy, par le ruisseau d'Ecaillon. Aucun ouvrage d'art n'existe à ce point; voitures et cavaliers sont obligés de passer à gué. Ce passage devient très-dangereux en temps de pluies, souvent même impraticable.

Un projet de ponceau a été dressé pour remédier à cet état de chose ; la dépense ne s'élève qu'à 3,000 francs. Les communes de Roucourt et de Louvignies-Quesnoy ont voté chacune une somme de 500 francs. Il y a lieu de demander au Conseil général l'allocation d'un crédit de 2,000 francs. Cette somme pourrait être prélevée sur le crédit de 10,000 francs réservé pour les cas imprévus ; de cette façon, il n'y aurait aucune modification à apporter aux propositions budgétaires de 1875, et les travaux pourraient être entrepris et soldés sur les ressources de cet exercice.

Chemin N° 87, de Gommegnies à Roisin.

Les travaux de grosses réparations projetés sur cette ligne ont pour but de substituer une chaussée pavée à la chaussée empierrée, entre la Route départementale N° 23 à Gommegnies et la Route nationale (N°49).

La dépense est évaluée à 106,600 fr.; les ressources étant assurées, les travaux ont été adjugés et sont en ce moment en cours d'exécution.

Il n'y a rien de particulier à signaler sur les autres chemins d'intérêt commun ; ils sont en général tenus en bon état de viabilité et n'ont donné lieu à aucune réclamation.

Arrondissement de Cambrai.

Chemins N^os 28, 52, 56.

Les travaux de grosses réparations des chemins N° 28, de Ribécourt à la Chapelle d'Anneux, N° 52 de Villers-Guislain à Gonnelieu et Epéhy, N° 56 d'Esnes à Marcoing, ajournés pour diverses causes ont été repris avec activité dans le courant de 1875. Les entreprises auxquelles ces travaux ont donné lieu pourront être liquidées, sinon en 1875, du moins en 1876.

Les travaux de reconstruction du pont sur l'Escaut à Marcoing ont été exécutés d'une manière satisfaisante en 1874. Il sera procédé incessamment à leur réception définitive. Le nouveau pont est composé d'un tablier métallique d'une seule travée de 15^{m}. 40 d'ouverture reposant sur deux culées en maçonnerie de briques.

Chemin N° 85, de Solesmes à Haspres.

Les travaux de grosses réparations à entreprendre sur le chemin d'intérêt commun N° 85 ont été adjugés le 6 mars 1875 avec un rabais de 6 % sur une dépense totale de 200,000 francs.

Ces travaux qui doivent être terminés en trois années sont aujourd'hui en bonne voie d'exécution.

Chemin N° 118 d'Iwuy à Cattenières.

Les travaux complémentaires de la construction pour l'emploi d'un reliquat de 5,000 francs sur le chemin d'intérêt commun N° 118 ont subi un temps d'arrêt par suite de la mauvaise qualité des matériaux fournis par l'entrepreneur. Celui-ci ayant, après mise en demeure, négligé ou refusé de remplacer les mauvais matériaux une régie a été ordonnée à ses risques et périls.

Arrondissement de Douai.

Les chemins d'intérêt commun de l'arrondissement de Douai ne donnent lieu à aucune observation particulière.

M. l'Agent-Voyer de cet arrondissement signale la nécessité d'exécuter certains travaux d'améliorations sur quelques lignes, mais il y a lieu de surseoir jusqu'après la solution qui interviendra au sujet de l'enquête qui a été prescrite, par le Conseil général, tendant à la révision du classement des voies de communication.

La situation et les besoins de chaque chemin en particulier est indiquée en détail dans le rapport de M. l'Agent-Voyer principal.

Arrondissement de Dunkerque.

Il n'y a rien de particulier à signaler dans le service de l'arrondissement de Dunkerque ; les chemins sont tous à l'état d'entretien, leur viabilité laisse peu à désirer et n'a donné lieu à aucune réclamation.

Nous avons déjà signalé la nécessité d'opérer une rectification de la rampe que présente le chemin d'intérêt commun N° 53, à la sortie de Watten. Cette rampe n'a pas moins de 9 centimètres et demi par mètre et présente un obstacle réel à la circulation du gros roulage.

Une étude préparatoire a été faite ; il a été reconnu qu'avec une rampe de $0^{m} \cdot 05$ par mètre, sur une longueur de 475 mètres, et une rampe de $0^{m} \cdot 04$ sur le restant du parcours de $871^{m} \cdot 50$ on éviterait la rampe excessive de 9 centimètres 1/2 sans accroître la longueur du chemin.

Après l'adoption des mesures que prendra le Conseil général au sujet de la révision du classement des diverses voies de communication il pourra être opportun d'examiner la question de rectification de la côte de Watten.

Arrondissement d'Hazebrouck.

Rien de particulier n'est à signaler sur les lignes d'intérêt commun de l'arrondissement d'Hazebrouck ; toutes ont été amenées à l'état d'entretien et il n'y a en cours d'exécution aucun travail de grosse réparation ou de construction neuve.

Arrondissement de Lille.

Les travaux de construction entrepris dans l'arrondissement de Lille ont été poursuivis en 1874 avec beaucoup d'activité. Deux nouvelles lignes ont pu être livrées à la circulation. Voici du reste les renseignements fournis par M. l'Agent-Voyer de cet arrondissement :

Chemin N° 4, d'Aubers à la Fin de la Guerre.

Les travaux projetés sur ce chemin n'ont pu être entrepris par suite de difficultés soulevées par les Conseils municipaux des communes intéressées.

Chemin N° 57, de Saint-André à Frelinghien.

Les travaux de rechargement en porphyre sont en cours d'exécution, les communes ayant accepté les contingents qui leur étaient assignés.

Chemin N° 78, du Bac à Wavrin.

Les travaux de rectification des rampes d'accès du pont, sur le canal de Seclin, ont été terminés en 1874. La transformation de cette section presque impraticable est complète. Les pentes et les rampes ont été régularisées et notablement adoucies ; les élargissements avec banquettes dans les parties en remblai ont fait disparaître les dangers pour la circulation.

Chemin N° 90, de Genech à Baisieux.

Sur ce chemin, une longueur de 1180 mètres a été amenée à l'état d'entretien ; 1055 mètres ont été mis en construction et il restait au 31 décembre 1874 une lacune de 777 mètres.

Les travaux se continuent règulièrement en 1875 et seront très-avancés, s'ils ne sont terminés, à la fin de l'année.

Chemin N° 91, de Leers à Tourcoing.

Les travaux ont été repris en 1874 ; il a été construit 475 mètres courants de chaussée pavée. La dernière lacune de 1173 mètres se construit en ce moment

Chemin N° 93, d'Haubourdin à Seclin.

La lacune que ce chemin présentait dans la traversée d'Emmerin n'existe plus ; mais la question du redressement dans la traversée de Noyelles n'est pas encore résolue.

Chemin N° 94. de Vendeville à Seclin.

Ce chemin est complètement terminé.

Chemin N° 108, de la Madeleine à la route départementale N° 14.

Le chemin N° 108 est également terminé. Cette voie, d'une grande importance, forme un excellent chemin de ceinture dans la partie Nord-Est de la ville de Lille.

Chemin N° 110 de Wattignies à Fâches,

Les travaux entrepris sur ce chemin sont également terminés; la longueur construite est de 1670 mètres. Il ne reste plus qu'à compléter le remaniement de la chaussée ancienne.

Arrondissement de Valenciennes.

Chemin N° 60, de Villers-Pol à Valenciennes.

Les travaux de substitution d'une chaussée pavée à la chaussée empierrée du chemin N° 60 ont été commencés en 1874 et poussés très-activement. Ils sont aujourd'hui sur le point d'être terminés.

La largeur de la chaussée pavée est de 3 mètres mais cette partie sera portée effectivement à 4 m. 30 par l'établissement de deux zônes empierrées et d'un fil d'eau contre la bordure du trottoir.

Chemin N° 61, d'Haveluy à Wallers.

Ce chemin qui semblait destiné à desservir exclusivement les deux villages d'Haveluy et Wallers vient de prendre une plus grande importance par suite de la construction du chemin d'Haveluy à Denain et de l'établissement de nouvelles fosses.

Il deviendra impérieusement nécessaire de prolonger son classement jusqu'à Denain pour assurer la conservation de la nouvelle chaussée construite entre Denain et Haveluy, chaussée aujourd'hui livrée à une circulation très-importante.

Chemin N° 105, de Wallers à Hasnon.

Les travaux de pavage entrepris l'année dernière sont complètement terminés; on attend que le délai de garantie soit écoulé pour procéder à la réception définitive des travaux.

La dépense dépassera d'environ 3,000 fr. les prévisions du devis par suite de l'obligation dans laquelle on s'est trouvé d'aller s'approvisionner de sable dans une carrière plus éloignée que celle qui avait été prévue au devis et que l'on avait cru pouvoir fournir la quantité nécessaire pour la construction de la chaussée entière; cette prévision ne s'est pas réalisée.

Les autres chemins de l'arrondissement ne donnent lieu à aucune observation; leur situation est d'ailleurs examinée en détail dans le rapport de M. l'Agent-Voyer principal.

SERVICE DE L'ENTRETIEN.

Le nombre des chemins vicinaux d'intérêt commun qui était de 125 en 1873 s'élève aujourd'hui à 129 par suite des classements prononcés par le Conseil général, dans la session d'octobre 1874.

La longueur de ces voies est de 781 kilom. 78 mètres sur laquelle 754 kilom. 728 mètres sont aujourd'hui à l'état de viabilité.

La dépense d'entretien s'est élevée en 1874 à la somme de 519,110 fr. 13 c.

Savoir :

En prestations en nature.		97,650	46
En argent	Salaires des cantonniers.	96,887	25
	Autres dépenses	324,572	42
	TOTAL.	519,110	13

Cette dépense s'est répartie sur une longueur de 726 kilom. 219 mètres.

Savoir :

Chaussées pavées	327 kil.	241 m.
Chaussées empierrées.	398	978

L'entretien des chaussées pavées a coûté . . . . . 193,644 fr.
Celui des chaussées d'empierrement a coûté. 325,466

Ces éléments font ressortir le prix de l'entretien :

à 0 fr. 603 par mètre courant de chaussée pavée ;
à 0 815 par mètre courant de chaussée empierrée ;

Soit un prix moyen de 0 fr. 714 pour les chaussées de toute nature.

Des renseignements détaillés par ligne vicinale sont consignés dans les rapports ci-joints de MM. les Agents-Voyers principaux d'arrondissement. Je me contenterai de les analyser brièvement.

Arrondissement d'Avesnes.

La longueur des chemins vicinaux d'intérêt commun de l'arrondissement d'Avesnes est de 147 kilom. répartis entre 19 chemins.

L'état de viabilité de ces diverses voies laisse peu à désirer sauf dans une partie des cantons du Quesnoy. La rareté des matériaux, la mauvaise qualité du sous-sol sur lequel reposent les chaussées et la multiplicité des établissements industriels qui s'établissent le long des chemins de ces cantons sont autant de causes de destruction des chaussées.

La dépense pour l'entretien en 1874 des voies de communication de l'arrondissement d'Avesnes s'est élevée à 117,000 fr. en nombres ronds ce qui fait ressortir à 0 fr. 80 le prix moyen par mètre courant.

La prix minimun a été de 0 fr. 35 par mètre courant sur le chemin d'intérêt commun N° 106. Sur le chemin N° 7 la dépense par mètre courant a été de 0 fr. 36.

Comme les années précédentes, le prix maximum s'est élevé à 1 fr. 54 pour le chemin N° 111 d'Englefontaine à la Balance ; le chemin N° 87, de Gommegnies à Roisin, vient immédiatement après avec une dépense annuelle de 1 fr. 52 par mètre courant.

Les chemins dont le prix d'entretien est resté au-dessus de la moyenne portent les N^{os} 7, 8, 9, 27, 39, 42, 49, 80, 84, 100, 104 et 106.

La dépense a été au-dessus de la moyenne sur les chemins Nos 38, 83, 86, 87, 95, 111 et 124. Parmi ces sept dernières lignes cinq traversent les cantons du Quesnoy.

Arrondissement de Cambrai.

Les dépenses faites pour l'entretien des chemins vicinaux d'intérêt commun se sont élevées à 111,211 fr. 04 c., dont :

pour pavage	40,074 fr. 12
pour empierrement.	71,136 92

Le développement des chemins étant de 64 kil. 085 m. en pavage ;
et 63 143 en empierrement.

Le prix par mètre a été de 0 fr. 625 par mètre courant de chaussées pavées et de 1 fr. 11 pour l'empierrement.

La moyenne générale est de 0 fr. 875 pour l'arrondissement et pour chaussées de toute nature.

Le prix minimum est de 0 fr. 28 sur le chemin d'intérêt commun N° 22 d'Aubencheul à Hem-Lenglet.

Le maximun du prix de l'entretien s'est élevé à 1 fr. 43 sur le chemin N° 115, de l'Arbre de Guise à Oisy.

Les chemins dont le prix d'entretien est au-dessous de la moyenne et varie depuis 0 fr. 28 jusqu'à 0 fr. 85portent les Nos 22, 70, 71, 5, 43, 118, 82, 117, 14, 85, 103 et 28.

Enfin les chemins dont le prix moyen d'entretien s'est élevé au-dessus de la moyenne et a varié de 0 fr. 89 à 1 fr. 43 sont les chemins Nos 76, 46, 29, 67, 56, 35, 92, 25, 26, 52 et 115.

Arrondissement de Douai.

Les douze chemins d'intérêt commun qui sillonnent l'arrondissement de Douai ont une longueur de 68 kilom. 688 m. La dépense à laquelle ils ont donné lieu pour les maintenir en état de viabilité s'est élevée à 35,990 fr., ce qui fait revenir à 0 fr. 524 le prix moyen de l'entretien annuel par mètre courant.

Le minimum de dépense a été constaté sur le chemin N° 66 de Marcq à Marquette ; il a été de 0 fr. 291 par mètre courant. Ce prix s'est élevé au maximum à 0 fr. 805 sur le chemin N° 109, dit de Ceinture de Douai. C'est sur cette ligne que la circulation est la plus active.

Arrondissement de Dunkerque.

La dépense pour l'entretien des chemins d'intérêt commun de l'arrondissement de Dunkerque s'est élevée à 43,750 fr. pour une longueur de 70 kilom. 488 m. répartie entre onze lignes vicinales d'intérêt commun.

Le prix moyen annuel d'un mètre courant d'entretien s'est élevé à 0 fr. 62.

Sur le chemin N° 1 de la route départementale N° 15 à Tétéghem, la dépense a été de 0 fr. 40. C'est le minimum constaté et sur le chemin N° 30 de Bergues à Bambecque, la dépense a atteint 0 fr. 87.

Arrondissement d'Hazebrouck.

Les chemins vicinaux d'intérêt commun de l'arrondissement d'Hazebrouck sont au nombre de 18 ; ils mesurent 107 kil. 510 m.

Les travaux d'entretien n'ont été appliqués, en 1874, que sur 16 lignes et sur une longueur de 100 kil. 762. Le chemin N° 125, de Thérouanne à Cassel, venant d'être terminé, l'entretien était encore à la charge des ressources de la construction et le chemin N° 128, de Steenvoorde à Wormhoudt, n'a été classé qu'à la fin de 1874.

Le prix de revient minimum a été de 0 fr. 454 par mètre courant sur le chemin d'intérêt commun N° 114, de Renescure à Campagne. Le maximum s'est élevé à 1 fr. 078 pour le chemin d'intérêt commun N° 89, de Bailleul au Mont-Noir. Ce dernier chemin est placé à l'extrémité Est de l'arrondissement, point le plus éloigné des carrières qui fournissennt les matériaux d'entretien.

Comme les années précédentes, les travaux d'entretien ont eu pour résultat non seulement de maintenir une bonne viabilité et la conservation du capital représenté par les chaussées, mais encore d'opérer des travaux d'amélioration.

Arrondissement de Lille.

Le développement des chemins d'intérêt commun, à l'état d'entretien, était, au 31 décembre 1874, de 150 kil. 305 m, soit 6 kil. 603 m. d'augmentation sur 1873.

Cette longueur se divise ainsi qu'il suit :

Chaussées pavées	111 kil. 136 m.
Chaussées empierrées.	39 169
Total	150 kil. 305 m.

La dépense relative à l'entretien s'est élevée, en 1874, à 96,292 fr. pour les 146 kilommètres de chaussées livrées à l'entretien, soit à 0 fr. 68 par mètre courant

Le prix d'entretien varie, nous l'avons déjà fait remarquer, l'an dernier, dans une étendue relativement considérable en raison de la différence du mode de construction des chaussées et de l'importance relative des diverses lignes.

Le prix minimum est descendu à 0 fr. 29 pour le chemin N° 47, de Cobrieux à Bourghelles, ligne très-peu importante tant qu'elle ne se prolongera pas sur Templeuve. Le maximum s'est élevé à 1 fr. 14 sur les chemins N° 54, de la Prévôté à Quesnoy-sur-Deûle, et N° 62, de Bois-Grenier à Wavrin. Sur ces deux chemins la chaussée est construite en empierrement.

Arrondissement de Valenciennes.

Les travaux d'entretien, dans l'arrondissement de Valenciennes, ont été appliqués à une longueur de 71 kil. répartis entre 16 lignes. La dépense s'est élevée, en 1874, à 45,400 fr., d'où ressort un prix moyen de 0 fr. 653 par mètre courant.

Le prix minimum est de 0 fr. 35 pour le chemin N° 99, d'Hasnon à Raismes, et le prix maximum s'est élevé à 0 fr. 91 pour le chemin N° 59, d'Estrœux à Saultain.

Achèvement du réseau actuel des chemins d'intérêt commun.

Dans la session de 1872, le Conseil général a alloué les crédits nécessaires pour l'achèvement des chemins N^os^ 90-94-105-108 et 110. Les travaux sont partout en cours d'exécution ; ils seront, suivant les prévisions, complètement terminés en 1875. En outre, quatre nouveaux chemins ont été classés dans la session de 1874. Les ressources ont été votées et réparties sur plusieurs années. Les travaux n'ont pu encore être commencés avant d'avoir fait adopter les nouveaux contingents à réclamer des communes. Toutefois, pour l'un de ces chemins, les travaux seront adjugés très-incessamment.

PROJET DE BUDGET POUR 1876.

Aux termes de l'article 46 de la loi organique du 10 août 1871, il appartient au Conseil général de répartir les subventions de l'État et du département entre les chemins d'intérêt commun et de fixer les contingents à assigner aux communes intéressées pour leur participation dans les dépenses de toute nature à effectuer sur lesdits chemins. Mes propositions pour la fixation des contingents vous ont été adressées le 28 avril dernier pour être soumises aux conseils municipaux des communes intéressées, dans la session de mai. Il ne me reste donc plus qu'à proposer la répartition par chemin des subventions à demander au Conseil général sur les fonds départementaux. Le projet de budget, que je joins à cet effet au présent rapport, se divise en deux parties distinctes.

1° Travaux d'entretien ;

2° Travaux neufs et d'améliorations.

I. — Travaux d'entretien.

Le crédit demandé est de.	564,537 fr.	»
pour l'entretien d'une longueur de 745 kil. 711 m.		
Le département intervient pour un tiers dans cette dépense, soit pour une somme de	188,179	»
dont il y a lieu de déduire le tiers du produit présumé des subventions industrielles réclamées pour la campagne de 1874, ci	10,550	»
Reste à la charge du département	177,629 fr.	»
Part incombant aux communes	355,258	»
Subventions industrielles par prévision	31,650	»
Total égal au crédit demandé	564,537 fr.	»

II. — **Travaux neufs et de restauration.**

Il est demandé pour les travaux neufs et de restauration un crédit total de 194,935 fr. 25, se composant :

1°	De ressources communales et particulières pour une somme de . . .	62,646 fr. 18
2°	De fonds départementaux pour	116,733 07
3°	De la subvention allouée par l'État pour la 7e annuité de l'achèvement .	7,828 »
4°	id. 8e id	7,728 »
	Total	194,935 fr. 25

Les ressources communales et particulières représentent des annuités dues pour travaux qui sont terminés et dont l'exécution se poursuit.

Les subventions demandées doivent également s'appliquer à des travaux dont l'exécution a déjà été résolue. Aucune allocation nouvelle sur les fonds départementaux n'est proposée pour 1876 et le crédit de 116,733 fr. 07 concerne des travaux déjà entrepris ou qui le seront sous peu en exécution des décisions antérieures du Conseil général. Ce crédit se répartit conformément au tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES CHEMINS.	Montant de la subvention allouée.	Partie de la subvention déjà allouée.	A créditer en 1876	Reste à créditer sur les exercices suivants.	OBSERVATIONS.
N° 4, d'Aubers à la Fin de la Guerre	»	Pour mémoire.		»	Les travaux en vue desquels une subvention de 78,750 fr. était proposée les années précédentes, ne sont pas susceptibles de réalisation, quant à présent du moins ; Dans sa séance du 28 octobre 1874, le Conseil général a disposé des annuités qui avaient déjà été créditées sur la subvention totale, en faveur d'autres chemins.
N° 14, de Vendegies à Escarmain . .	fr. 19.000	fr. 6 333	fr. (A)	fr. 4.839	Grosse réparation. — (A) Je propose d'attribuer à ce chemin la subvention allouée par l'Etat pour la 7e annuité de l'achèvement s'élevant à 7,828 fr. Cette subvention sera inscrite au budget de report de 1875.
N° 30, de Bergues à Bambecque. . .	22.500	7.500	(C)	7.272 »	Grosse réparation. — (C) Je propose d'attribuer à ce chemin la subvention allouée par l'Etat pour la 8e annuité s'élevant à 7,728 fr.
N° 38, de Berlaimont à Préseau. . .	12 000	4.000	»	8.000 »	Grosse réparation.
N° 85, de Solesmes à Haspres. . . .	150.000	100.500	49.500 »	»	Élargissement de la chaussée pavée.
N° 87, de Gommegnies à Roisin. . .	79.875	(B) 40.771 93	39.103 07	»	(B) La première annuité de 26,625 fr. qui était inscrite au budget rectificatif de 1873 a été réduite à . . 14,146 93 pour cause d'insuffisance des produits éventuels départementaux sur lesquels elle devait être prélevée. La seconde annuité créditée au budget primitif de 1875 est de . . . . . 26,625 » Total . . . 40,771 93
N° 126, de Marchiennes à Landas. .	23.500	6 000	5 900 »	11 600	Grosse réparation.
N° 127, de Gravelines à Bergues . .	16 000	4.000	» »	12 000	Idem.
N° 128, de Steenvoorde à Wormhoudt	19.330	4.900	4 830 »	9.600	Idem.
N° 129, de Péronne à la gare de Fretin	30 000	7.600	7.400 »	15.000	Idem.
Réserve pour travaux imprévus . .	»	»	10.000 »	»	
		TOTAL	fr. 116.733 07		

Traitement du personnel et frais généraux.

Les propositions pour le traitement du personnel et les frais généraux sont détaillés dans mon projet de budget.

Elles se résument conformément au tableau ci-après :

	FONDS communaux.	FONDS départementaux.	TOTAL.
Traitement des Agents-Voyers	40.000	98.780	138.780
Traitement de trois commis, employés de la Préfecture.	»	4.100	4 100
Frais d'impressions et dépenses diverses	»	5.500	5 500
Gratifications aux Agents-Voyers	»	5.000	5.000
Indemnités à MM. les Ingénieurs des ponts-et-chaussées, frais de déplacement et gratifications		27.600	27.600
TOTAUX	40 000	140.980	180.980

PROJET DE BUDGET DE REPORT DE 1874 SUR 1875.

Les subventions départementales allouées sur les fonds du budget ordinaire de 1874 pour l'entretien des chemins d'intérêt commun s'élevaient à la somme de . . . . 181,421 fr. 21

Savoir : Sous-chapitre IV, art. 2. — Budget primitif . . . . . 166,133 fr. »
Report de 1873 . . . . . 15,288 21

Total égal . . . . 181,421 fr. 21

Sur cette somme, il a été mandaté dans les limites de l'exercice 1874 . . 179,014 82

Reste . . . . . 2,406 fr. 39

Cette différence se compose :

1° Des subventions devenues inutilisables et à annuler comme étant sans affectation 1,569 fr. 69

2° De celles à reporter pour paiement de dépenses faites au 31 décembre et non encore payées ou pour continuation de dépenses sur 1875. . . . . 836 70

Total égal . . . . . 2,406 fr. 39

Les crédits à reporter sont :

Chemin N° 56, Reconstruction du pont de Marcoing	800	»
— N° 78, Reconstruction du pont de Wavrin	36	70

La subvention de l'Etat s'élevant à 5,791 fr. qui était créditée au sous-chap. IV, art. 9 du budget de 1874 et qui a été attribuée aux travaux neufs du chemin d'intérêt commun N° 110 par le Conseil général, dans sa session d'octobre 1874, n'a pas été dépensée en 1874. Les travaux dudit chemin seront continués et probablement achevés en 1875, il y a donc lieu de reporter la subvention dont il s'agit au budget de 1875.

Les subventions départementales créditées au budget extraordinaire pour les travaux neufs ou de grosse réparation à exécuter sur les chemins d'intérêt commun s'élevaient à 262,686 fr. 20.

Savoir : Sous-chap. XVII, § 1er, art. 10. Budget primitif	157,257	»
— Report de 1873	7,756	»
Sous-chap. XVII, § 1er, art. 13. Budget primitif	3,200	»
Sous-chap. XVII, § 3, art. unique. Report de 1873	5,917	27
Sous-chap. XIX, art. 4. Budget primitif	6,800	»
Sous-chap. XIX, art. 10. Report de 1873	81,755	93
Total	262,686	20
Les mandats délivrés sur ces crédits, dans le cours de l'exercice 1874, se sont élevés à la somme de	140,440	»
Différence	122,246	20

Sur cette différence, 15,917 fr. 27 peuvent être annulés pour défaut d'emploi et 106,328 fr. 93 seront nécessaires pour continuation de dépenses.

La somme de 106,328 fr. 93 ne peut toutefois pas être inscrite intégralement au budget de report de 1875 pour cause d'insuffisance des produits éventuels départementaux inscrits au sous-chap. XIX, art. 10. La portion de ces produits qui restait disponible à la clôture de l'exercice 1874 était de 38,136 fr. 70. Le crédit qu'il serait nécessaire de reporter sur ce même article étant de 81,755 93, il y a un déficit de 43,619 fr. 23 qu'il importe de couvrir au plus tôt afin de ne pas retarder les travaux auxquels ces subventions reviennent. Je propose en conséquence de demander au Conseil général l'inscription d'une pareille somme au budget rectificatif de 1875. Il ne s'agit d'ailleurs que d'une régularisation de crédit et non d'une allocation nouvelle.

En résumé, pour ce qui concerne les subventions sur ressources extraordinaires, mes propositions de report de 1874 sur 1875 de la somme de 106,328 fr. 93 sont détaillées dans le tableau suivant :

DÉSIGNATION DES SOUS-CHAPITRES ET ARTICLES du budget.	DÉSIGNATION DES CHEMINS.	Crédits à annuler pour défaut d'emploi	CRÉDITS A INSCRIRE au budget de report de 1875.	CRÉDITS A INSCRIRE au budget rectificatif de 1875.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
Sous-chap. XVII, § 1er, art. 10.	N° 78, du Bac à Wavrin	»	1.100 »	»
	85, de Solesmes à Haspres. . .	»	21 641 »	»
	90, de Genech à Baisieux . .	»	1.100 »	»
	110, de Wattignies à Faches . .	»	732 »	»
Sous-chap. XVII, § 1er, art. 13 .	Réserve pour travaux imprévus . .	3 200 »	»	»
Sous-chap. XVII, § 3, art. unique	Subvention restée jusqu'ici sans affectation	5.917 27	»	»
Sous-chap. XIX, art. 4	Réserve pour travaux imprévus . .	6 800 »	»	»
Sous-chapitre XIX, art. 10 . . .	N° 4, d'Aubers à la Fin de la Guerre.	»	»	12.467 »
	57, de Saint-André à la Lys. .	»	12.750 »	»
	85, de Solesmes à Haspres . .	»	25 386 70	3.222 30
	87, de Gommegnies à Roisin. .	»	»	14.146 93
	126, de Marchiennes à Landas. . .	»	»	6 000 »
	127, de Gravelines à Bergues. . .	»	»	4.000 »
	128, de Steenvoorde à Wormhoudt .		»	4.083 »
		15.947 27	62.709 70	43 619 23
			106 328 93	

Enfin, la subvention de l'État de 7,828 francs allouée pour la 7e annuité de l'achèvement des chemins d'intérêt commun devra aussi être inscrite en report au budget supplémentaire de 1875. Dans mon projet de budget pour l'exercice 1876 j'ai proposé d'attribuer cette subvention au chemin d'intérêt commun N° 14 comme seconde annuité de la subvention de 19,000 fr. qui a été allouée pour des travaux de grosse réparation.

Je propose d'attribuer au chemin N° 30 la subvention de 7,728 fr. allouée au département du Nord pour la 8e annuité des subventions de l'État pour l'achèvement des chemins vicinaux.

Lille, le 6 juillet 1875.

L'Agent-Voyer en chef,

ROMAIN.

2e PARTIE.

Chemins vicinaux ordinaires.

Les chemins vicinaux ordinaires sont divisés en deux réseaux : le réseau subventionné et le réseau non subventionné.

Le réseau subventionné se subdivise en deux parties distinctes :

La première porte le nom de *réseau subventionné proprement dit*, elle comprend tous les chemins ou portions de chemins dont la construction a été reconnue urgente. Une décision ministérielle du 8 décembre 1868 a fixé ce réseau à 2,200 kilomètres pour le département du Nord, et une seconde décision du 17 avril 1873 a porté cette longueur à 2,300 kilomètres.

La seconde partie appelée : *Réseau subventionné annexe* comprend toutes les lignes parvenues à l'état d'entretien au moment où la commune a été admise à participer à la répartition des 2,300 kilométres.

Le réseau non subventionné se compose, pour les communes ayant des lignes dans le réseau subventionné proprement dit, des chemins ou parties de chemins à l'état de lacune, non compris dans le premier réseau et, pour les autres communes, de tous les chemins classés vicinaux en quelque état qu'ils se trouvent.

Dans le présent compte-rendu nous adopterons les deux divisions de : réseau subventionné et de réseau non subventionné. Nous nous occuperons d'abord de l'ensemble des deux réseaux, et ensuite, d'une manière plus spéciale, du réseau subventionné proprement dit, la portion la plus importante du service vicinal, par le chiffre des ressources qui y sont affectées.

Ressources. Les ressources de l'exercice 1874 se sont élevées à la somme de . . . . 6,439,913 fr. 43

Savoir : Pour le réseau subventionné . . . . . 6,130,080 fr. 86

Et pour le réseau non subventionné 309,832 57

Ces ressources ont les provenances indiquées ci-après :

	RÉSEAU subventionné.	RÉSEAU non subventionné.
Ressources communales.		
Ressources ordinaires.		
1° Revenus et produits divers ordinaires	459.739 71	33.609 65
2° Prestations { Acquittées en nature	995.217 62	154.554 66
2° Prestations { Exigibles en argent.	210.926 88	31.808 17
3° Centimes spéciaux ordinaires	364.320 02	35.595 44
Ressources extraordinaires.		
1° Centimes spéciaux extraordinaires	30.962 83	2.080 68
2° 4e journée de prestations { acquittées en nature. . .	6.328 13	»
2° 4e journée de prestations { exigibles en argent . . .	5.582 62	»
3° Impositions extraordinaires.	125.200 65	6.800 »
4° Emprunts { à la caisse des chemins vicinaux	2.545.700 »	»
4° Emprunts { à d'autres caisses.	50.530 »	»
5° Produits divers extraordinaires	2.140 45	4.552 23
Total des ressources communales .	4.796.648 91	269.000 83
Ressources provenant des particuliers.		
1° Subventions industrielles { acquittées en nature. . .	3.941 57	40 »
1° Subventions industrielles { acquittées en argent. . .	23.256 47	3.021 73
2° Offres particulières { en nature { terrains	7.653 20	»
2° Offres particulières { en nature { travaux	75.970 71	16.270 01
2° Offres particulières { en argent	24.472 »	1.500 »
Total des ressources provenant des particuliers .	135.293 95	20.831 74
Subventions sur les fonds départementaux et de l'État.		
Fonds departementaux.		
1° Centimes spéciaux et facultatifs	»	20.000 »
2° Centimes extraordinaires.	1.076.300 »	»
Fonds de l'État.		
3° Loi du 11 juillet 1868	121.838 »	»
4° Autres fonds.	»	»
Total des subventions du département et de l'État .	1.198.138 »	20.000 »

RÉCAPITULATION.	RÉSEAU subventionné.	RÉSEAU non subventionné.
I. Ressources communales	4.796.648 91	269.000 83
II. Ressources provenant des particuliers	135.293 95	20.831 74
III. Subventions du département et de l'État.	1.198.138 »	20.000 »
TOTAL	6.130.080 86	309.832 57
A déduire :		
Les dégrèvements, côtes irrécouvrables et les non-valeurs .	22.626 21	14.848 13
RESTE pour les ressources de l'exercice 1874 .	6.107.454 65	294.984 44
Excédants à la clôture de l'exercice 1873 :		
des ressources sur : les dépenses faites	1.318.066 63	214.332 97
des ressources sur : les dépenses payées	2.268.297 48	247.611 80
des dépenses : faites sur les ressources définitives. .	107.570 85	7.079 84
des dépenses : payées sur les ressources définitives .	54.005 92	5.234 54
Ressources définitives comparées aux dépenses faites. .	7.317.950 43	502.237 57
Ressources définitives comparées aux dépenses payées .	8.321.746 21	537.361 70

Dépenses. Les dépenses se sont élevées à la somme de 6,380,967 fr. 04.

Dont :

6,095,766 fr. » pour le réseau subventionné,

285,201 04 pour le réseau non subventionné.

Ces dépenses sont réparties par nature de travaux, conformément aux indications suivantes :

	RÉSEAU	
	subventionné.	non subventionné.
1° *Pour travaux d'entretien.*		
En prestations en nature	724.476 78	152.624 76
En argent	643.474 90	78.583 96
Total	1.367.951 68	231.208 72
2° *Pour travaux de construction.*		
En prestations en nature	356.466 38	18.239 91
En argent	3.838.775 27	22.882 20
Total	4.195.241 65	41.122 11
3° *Pour travaux de grosses réparations.*		
En prestations en nature	514 87	»
En argent	33.519 95	4.600 »
Total	34.034 82	4.600 »
4° *Pour acquisition de terrains.*		
Cédés gratuitement	7.653 20	»
Occupés à titre onéreux	21.594 36	77 75
Total	29.247 56	77 75
5° Pour dommages et dépenses diverses	4.396 28	257 08
6° Pour frais généraux, personnel, remises aux comptables	117.652 04	7.935 38
7° Pour remboursements d'emprunts, intérêts	347.241 97	»
Total	469.290 29	8.192 46
TOTAL général des dépenses faites	6.095.766 »	285.201 04
Montant des dépenses payées, prestations et souscriptions comprises	6.046.880 19	286.601 56
Rappel des ressources définitives comparées aux dépenses : faites	7.317.950 43	502.237 57
Rappel des ressources définitives comparées aux dépenses : payées	8.321.746 21	537 361 70
Excédants à la clôture de l'exercice 1874 :		
des ressources définitives réalisées ou non sur les dépenses : faites	1.382.272 36	222.387 59
des ressources définitives réalisées ou non sur les dépenses : payées	2.321.646 96	255.811 13
des dépenses : faites sur les ressources définitives	160.087 93	5.351 06
des dépenses : payées sur les ressources définitives	46.780 94	5.050 99

Les dépenses faites en 1874 se répartissent entre les arrondissements, conformément aux indications suivantes :

DÉSIGNATION des ARRONDISSEMENTS.	RÉSEAU SUBVENTIONNÉ. — DÉPENSES FAITES. Argent.	Prestations.	TOTAL.	RÉSEAU NON SUBVENTIONNÉ. — DÉPENSES FAITES. Argent.	Prestations.	TOTAL.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Avesnes	388 422 01	169.355 57	557.777 58	60.085 53	29.757 67	89 843 20
Cambrai	731 .748 87	202.276 65	934.025 52	19.454 09	44.498 62	63 952 71
Douai	516.231 40	137.948 16	654.179 56	3.756 91	4.395 50	8.152 41
Dunkerque	389.642 »	136.875 13	526.517 13	1.873 71	11.263 75	13.137 46
Hazebrouck	551.550 74	98.580 88	650.131 62	6 681 32	11.439 57	18 120 89
Lille	1.523.738 69	228 693 88	1.752.432 57	6.260 71	23.417 67	29 678 38
Valenciennes . . .	890.321 06	115.380 96	1.005.702 02	16.224 10	46 091 89	62.315 99
Indemnité au personnel	15.000 »	» »	15.000 »	» »	» »	» »
	fr. c	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
TOTAUX . . .	5.006.654 77	1.089.111 23	6.095.766 »	114 336 37	170.864 67	285.201 04

Travaux exécutés.

Les travaux exécutés en 1874 sont résumés dans le tableau ci-après :

	RÉSEAU subventionné.	RÉSEAU non subventionné.
Longueurs amenées à l'état d'entretien.	k. m.	k. m.
Des parties à l'état de viabilité.	60.735	80
Des parties en construction	97.169	»
Des parties en lacune	58.894	4.046
Total.	k. m. 216 798	k. m. 4.126
Longueurs amenées à l'état de viabilité.		
Des parties en construction	k. m. 22.112	k. m. »
Des parties en lacune	45.150	900
Total.	k. m. 67.262	k. m. 900
Longueurs des parties mises en construction	k. m. 141.444	k. m. 625

Situation.

La situation, au 1er janvier 1875, des chemins vicinaux ordinaires compris dans les deux réseaux, est indiquée dans le tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES ARRONDISSEMENTS.	RÉSEAU subventionné annexe. Longueur à entretenir	RÉSEAU SUBVENTIONNÉ PROPREMENT DIT — LONGUEUR à entretenir	en construction.	en lacune.	TOTALE.	RÉSEAU NON SUBVENTIONNÉ. — LONGUEUR à entretenir	en construction.	en lacune.	TOTALE.
	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	k. m	k. m.	k. m.	k. m.
Avesnes.	580.634	70.081	52.307	85.232	207.620	199 631	1 145	137.233	338.009
Cambrai, ...	229.459	215.867	11.616	228 586	456.069	5.489	»	328 818	334.307
Douai.	178.465	90 388	5.851	95.097	191.336	6 871	»	150.553	157.424
Dunkerque.	272.902	162.738	1.657	118.256	282.651	13 450	»	158 206	171.656
Hazebrouck	253.490	129.443	58.663	177.332	365.438	830	»	278.762	279.592
Lille	390«249	245.498	22.307	174 023	441.828	13 711	»	229.563	243.274
Valenciennes	177.141	87.779	62 218	100.593	250 590	111.808	188	115 364	287.360
Situat. au 1er janv. 1875	2.082.340	1.001.794	214.619	979 119	2.195.532	381.790	1.333	1.428.499	1.811.622
Situat. au 1er janv. 1874	2.085.358	792.005	192 386	1.195.122	2 179.513	183 611	2.710	1.118.080	1.901.161
Différences. en plus	»	209.789	22.233	»	16.019	»	»	10.119	»
Différences. en moins .	3.018	»	»	216.003	»	101 851	1.107	»	92.811

La longueur du réseau subventionné a été augmentée de 16 kilomètres 19 mètres, par suite des effets de la révision du réseau, ordonnée par la circulaire ministérielle du 15 avril 1874.

Dans mon rapport du 23 septembre 1874 (voir page 503 du volume soumis au Conseil général, session d'octobre 1874), j'ai fait connaître la provenance de l'augmentation que je viens de constater. A ce rapport était joint un état faisant connaître, pour chaque commune en particulier, l'influence de la révision du réseau. Je crois utile d'annexer le même état au présent rapport.

Au 1er janvier 1875, la longueur répartie du réseau était de 2,195 kil. 532 m. sur un réseau total de 2,300 kilomètres attribué au département du Nord. La réserve à répartir s'élevait donc à cette époque à . . . . . 104 kil. 468 m.

A la même date, il restait à statuer par le Ministre sur 32 admissions, pour lesquelles le Conseil général avait déjà donné un avis favorable et formant une longueur de . . . . . 26 kil. 293 m.

D'où il suit que la réserve disponible, à la date d'aujourd'hui, est de. . . 78 kil. 175 m.
Abstraction faite d'une longueur de 502
devenue inutilisable par suite de son retrait du réseau, après sa construction.

La longueur actuelle des chemins vicinaux ordinaires se décompose ainsi qu'il suit :

1° Réseau subventionné annexe.	2.082 kil.	340 m.
2° Réseau subventionné proprement dit	2.195	532
3° Réseau non subventionné.	1.811	622
Total	6.089 kil.	494 m.
Au 1er janvier 1874, cette longueur était de	6.219	335
Différence en moins	129 kil.	841 m.

Cette différence, qui peut paraître anormale, s'explique par un double emploi de chemins compris à la fois, et mal à propos, dans le réseau subventionné annexe et dans le réseau non subventionné. De plus, une longueur de 31 kilomètres a été classée dans le réseau des chemins d'intérêt commun, par décision du Conseil général, en date du 28 octobre 1874.

RÉSEAU SUBVENTIONNÉ PROPREMENT DIT.

Situation.

Au 1er janvier 1875, le réseau subventionné proprement dit était réparti entre les arrondissements, conformément aux indications du tableau ci-après :

DÉSIGNATION des ARRONDISSEMENTS.	Longueur.	Évaluation de la dépense.	OBSERVATIONS.
	k. m.	Fr.	
Avesnes	207 620	1.563 752	
Cambrai.	456 069	5.807 166	
Douai	191 336	3 750 176	
Dunkerque.	282 651	2.379.140	
Hazebrouck	365.438	3.795.572	
Lille.	441.828	9.774.882	
Valenciennes.	250.590	5.022 634	
TOTAUX . . .	2.195 532	32.093.322	

L'année 1874 correspond à la sixième de la période d'achèvement des chemins vicinaux.

Les travaux de la septième annuité ont été entrepris en 1875, concurremment avec ceux des annuités précédentes, que des circonstances particulières avaient fait ajourner.

La situation, au 1er juin 1875, des travaux entrepris depuis l'origine de la période se résume ainsi qu'il suit :

	LONGUEUR.	DÉPENSE.
1° Travaux terminés	1.123.570 m.	16.292.782 fr.
2° Travaux non terminés ou en construction	300.937	4.463.747
3° Travaux ajournés.	74.719	1.051.280
Total	1.499.226 m.	21.807.209 fr.

Cette situation se répartit entre les arrondissements, conformément au tableau ci-après :

ARRONDISSEMENTS.	TRAVAUX							
	TERMINÉS.		EN CONSTRUCTION		AJOURNÉS.		TOTAUX.	
	Longueur	Dépense.	Longueur.	Dépense.	Longueur	Dépense.	Longueur.	Dépense.
	k. m.	fr.	k. m.	fr.	k. m.	fr.	k. m.	fr.
Avesnes	91.729	669.215	36.151	252.740	1.690	9.960	129.570	931.915
Cambrai	205.949	2.938.155	63.187	968.735	20.866	227.320	290.002	4.134.210
Douai	94.890	1.742.750	42.867	823.233	5.744	121.600	143.501	2.687.583
Dunkerque	164.036	1.328.202	21.505	209.500	11.000	90.200	196.541	1.627.902
Hazebrouck.	171.913	1.704.811	60.255	618.355	12.339	99.300	244.507	2.422.466
Lille	264.137	5.362.562	50.469	1.032.129	11.526	256.800	326.132	6.651.491
Valenciennes	130.916	2.547.087	26.503	559.055	11.554	246.100	168.973	3.352.242
Situation au 1er juin 1875	k. m. 1.123.570	fr. 16.292.782	k. m. 300.937	fr. 4.463.747	k. m. 74.719	fr. 1.051.280	k. m. 1.499.226	fr. 21.807.809
Situation au 1er juin 1874	855.169	12.223.727	330.918	5.070.115	119.015	1.658.150	1.305.102	18.951.992
Différences en plus .	k. m. 268.401	fr. 4.069.055	k. m. »	fr. »	k. m. »	fr. »	k. m. 194.124	fr. 2.855.817
Différences en moins	»	»	29.981	606.368	44.296	606.870	»	»

Le réseau réparti au 1er janvier 1875, après sa révision, a une longueur de 2,195 kil. 532 m.; il est évalué à la somme de 32,093,322 fr., soit par kilomètre 14,618 fr. Avant sa révision, le réseau était évalué à 14,729 fr. par kilomètre.

Les travaux exécutés ou entrepris pendant les années 1869 à 1875 inclusivement ont une longueur de 1,499 kil. 226 m. et une valeur de 21,807,809 fr., ce qui fait revenir le prix du kilomètre pour les sept premières années de la période à 14,546 fr. En opérant sur les travaux terminés, dont la longueur et la dépense sont arrêtées définitivement, le prix du kilomètre

s'abaisse à 14,501 fr. Cette évaluation, basée sur une longueur déjà exécutée et soldée, et correspondant, à très peu près, à la moitié du réseau total, permet d'affirmer que, non-seulement la dépense totale ne sera pas dépassée, mais que le chiffre de cette dépense ne sera pas même atteint.

RÉVISION DU RÉSEAU SUBVENTIONNÉ.

La révision du réseau subventionné opérée en exécution de la circulaire ministérielle du 15 avril 1874 a eu pour résultat de faire suspendre les travaux de quelques communes se trouvant dans les cas d'exclusion prévus par cette circulaire.

Le Conseil général a demandé que l'interdit fût levé par M. le Ministre; aucune réponse à cet égard ne nous est encore parvenue.

TRAVAUX DE 1875 ET SITUATION FINANCIÈRE.

La loi du 25 juillet 1873 a reculé de cinq ans la période de dix ans pendant laquelle les travaux du réseau subventionné devaient se construire; à partir de 1874, les subventions de l'État se trouvent réduites de moitié, et au lieu de prendre fin en 1878, elles seront continuées jusqu'en 1883.

Le Conseil général a décidé, dans sa session d'avril, que le réseau du Nord s'achèverait dans le délai primitivement fixé; que les travaux de 1874 seraient exécutés à raison de 1/10 du réseau total.

Les événements de 1870-1871 ont apporté, dans l'exécution des travaux, un retard équivalent à une annuité. A la fin de 1874, il restait encore des travaux ajournés pour une somme de 1,658,000 fr. Aussi a-t-il paru nécessaire de reporter en cinq annuités les travaux qui restaient à prévoir pour les quatre dernières années de la période décennale.

Les travaux entrepris de 1869 à 1875 inclusivement, étaient évalués à 22,036,332 fr.

Ils représentent, à très-peu près, les 7/10 du réseau de 2,300 kilomètres.

Les ressources, pour faire face à cette dépense, se décomposent ainsi qu'il suit :

Prestations en nature à fournir par les communes	1,709,878 fr.
Subventions départementales	3,182,712
Subventions départementales à titre d'avance sur subventions de l'État . . .	275,000
Subventions de l'État	1,649,842
Emprunts à la Caisse des chemins vicinaux	15,218,900
Total égal	22,036,332 fr.

Le montant des emprunts réalisés jusqu'au 31 décembre 1874, s'élève à . . . . 10,851,500 fr.

Les réalisations autorisées par décision de M. le Ministre, en date du 1^er^ février 1875, s'élèvent à 2,590,000

Total . . . . . 13,441,500 fr.

Le montant des prévisions étant de 15,218,900

Il y a un déficit à prévoir, à la fin de l'exercice 1875, de la somme de . . . . 1,777,400 fr.

Je réunis dans le tableau ci-après les éléments de la situation par annuité.

Répartition des ressources prévues.

Nos d'ordre des annuités	ANNÉES.	MONTANT des travaux entrepris.	EMPRUNTS.	SUBVENTIONS		PRESTATIONS.
				DE L'ÉTAT.	DU DÉPARTEMENT.	
1re	1869	3.009.957	2.026.900	267.036	480.000	236.021
2e	1870	3.407.690	2.347.400	324.878	458.712	276.700
3e	1871	3.164.700	2.156.400	305.708	465.000	237.592
4e	1872	3.159.530	2.175.400	266.302	480.000	237.828
5e	1873	3.129.500	2.177.600	268.537	465.000	218.363
6e	1874	3.300.405	2.301.500	121.838	465.000	262.067
6e	1874	Complément à titre d'avance sur la subvention de l'État			150.000	»
7e	1875	2.864.550	2.033.700	95.543	369.000	241.307
7e	1875	Complément à titre d'avance sur la subvention de l'État			125 000	»
TOTAUX . . .		22.036.332	15.218.900	1.649.842	3.457.712	1.709.878
Ressources créées et mises à la disposition des communes		20.085.220	13.441.500	1.649.842	3.284.000	1.709.878
Déficit . . .		1.954.442	1.777.400	»	173.712	»

Le déficit de 173,712 fr. sur les subventions départementales provient de ce qu'aucune allocation n'ayant été proposée en 1871, il a été nécessaire de répartir le crédit de 480,000 fr. afférent audit exercice, en plusieurs annuités et au fur et à mesure de l'exécution des travaux. Une somme de 100,000 fr. a été inscrite aux budgets de 1873, 1874 et 1875, soit en tout 300,000 fr. au lieu de 480,000 fr., différence . . . . . 180,000 fr.

A déduire 6,288 fr. d'une réduction faite sur la subvention de 1870 inscrite pour 465,000 fr., alors qu'il n'a été réparti qu'une somme de 458,712 fr. 6,288

Reste égal au déficit constaté . . . . 173,712 fr.

Le déficit sur le montant des emprunts à réaliser était l'an dernier de 2,333,100 fr. Il se trouvera réduit au 31 décembre 1875 à la somme de 1,777,400 fr.

Dans notre rapport de l'an dernier, nous plaçant dans l'hypothèse où il resterait encore quelques travaux à ajourner, nous avons évalué à la somme de 3,500,000 fr. le montant des réalisations

nécessaires en 1875. M. le Ministre a mis à la disposition des communes une somme de 2,590,000 fr., soit pour 910,000 de moins.

La campagne de 1875 est engagée sur tous les points du département; les travaux s'exécutent avec beaucoup d'activité. Les travaux ajournés qui étaient évalués au 1er juin 1873 à la somme de 2,500,000 fr., étaient réduits à 1,600,000 fr. au 1er juin 1874, et aujourd'hui, ils ne sont plus évalués qu'à 1,050,000 fr. Tout porte donc à croire qu'un supplément de crédit de 500,000 fr. sur les réalisations d'emprunts déjà autorisées sera nécessaire vers la fin de l'année. Il y aurait donc lieu d'insister auprès de M. le Ministre de l'Intérieur pour obtenir l'allocation de ce supplément.

En ce qui concerne l'avenir, voici quelle est la situation :

La dépense du réseau total de 2,300 kilomètres peut être évaluée au maximum et en nombres ronds à	34,000,000 fr.
Le montant de l'emprunt à réaliser pour l'exécution de ces travaux s'élèvera à	23,600,000 fr.
Les communes du département auront réalisé à la date du 31 décembre 1875.	13,440,000 fr.
Reste à réaliser . . .	10,160,000 fr.
Les travaux dans le Nord devant se terminer dans les années 1876, 1877, 1878 et 1879, le montant des réalisations moyennes annuelles est de.	2,540,000

Si donc, ce qui est extrêmement probable, l'État met une pareille somme à la disposition des communes du département du Nord pendant les années 1876 à 1879, à l'expiration de la 4e année, les ressources nécessaires auront été fournies et le département échappe ainsi à l'obligation de contracter un emprunt pour avancer aux communes le montant d'une partie des emprunts.

Toutefois, il n'échappera pas que le déficit actuel de 1,777,400 fr. dans les réalisations ne sera éteint qu'à la fin de la 4e année et que pour ne pas ralentir la marche des travaux il serait utile que les réalisations de 1875 et de 1876 au moins fussent autorisées pour une somme plus forte que la moyenne de 2,540,000 fr., sauf à la réduire pendant les trois dernières années afin de pouvoir solder intégralement les dépenses des exercices 1875 et 1876. Il est à peu près certain qu'une somme de 500,000 fr. suffirait pour atteindre ce résultat.

BUDGET DE L'EXERCICE 1876.

Les sommes à inscrire au budget départemental de 1876 pour l'achèvement du réseau subventionné des chemins vicinaux sont de trois sortes :

1° Subventions spéciales pour travaux proprement dits	484,000 fr.
2° Subventions pour amortissement des emprunts	464,250
3° Subventions pour avance sur la 2e moitié de la subvention de l'État	125,000

La subvention pour travaux a été fixée par le Conseil général à . . . . . 4,800,000 fr.
La subvention de chacune des six premières annuités a été fixée à 480,000 fr., soit pour les six années 2,880,000

Reste pour les cinq dernières annuités . 1,920,000 fr.

Soit pour l'annuité 1876 (1/5e) . . . 384,000 fr.

Le budget de 1871 ne comprenait pas la subvention de 484,000 fr. ; pour y suppléer, une somme de 100,000 fr. a été inscrite à chacun des budgets de 1873, 1874 et 1875.

Il y a lieu d'inscrire une pareille somme de 100,000 fr. au budget de 1876, ci. 100,000

Total de la subvention pour travaux . 484,000 fr.

La subvention à prévoir pour le paiement de la part du département dans l'amortissement des emprunts réalisés ou à réaliser jusqu'à la fin de 1875 est de . 464,250
Complément de la subvention de l'État . . . . . 125,000 fr.

Total. . . . . 1,073,245 fr.

BUDGET DE REPORT DE 1874 SUR 1875.

Les subventions créditées au budget ordinaire de 1874 pour le service des chemins de petite communication étaient :

Sous-chapitre IV, art. 3.	— Budget primitif	20,000 fr.	»
— art. 10.	— Subvention de l'État de la 6e annuité . . .	121,838	»
	Report de 1873 . . .	287,228	58
	Total	429,066 fr.	58

Les dépenses mandatées sur ces crédits, dans le cours de l'exercice 1874, se sont élevées à 245,007 40

Reste à reporter. . . 184,059 fr. 18

Dont : sur le sous-chapitre IV, art. 3. . . . 10,484 fr, 60
— Et art. 10 . . . 173,574 58

Les crédits du budget extraordinaire qui ont été affectés au même service pour 1874 sont :

Sous-chapitre XVII, § 1er, art 11.	— Budget primitif	580,000 fr.	»
	Report de 1873	117,724	50
— art. 12.	— Budget primitif	346,300	»
	Report de 1873	2,244	40
— art. 19.	— Budget rectificatif de 1874 . . .	79,458 fr.	51
Sous-chapitre XVIII, § 1er, art. 3.	id.	2,858	36
Sous-chapitre XIX, art. 11.	id	67,683	13
	Total	1,196,268 fr.	90
Les mandats délivrés sur ces crédits forment une somme de		1,081,947	80
	Différence.	114,321 fr	10

Cette différence se décompose comme suit :

Portion du crédit du sous-chapitre XVII, § 1er, art. 11, à reporter pour continuation de dépenses. . . . . 24,081 fr. 50

Portion du crédit du sous-chapitre XVII, § 1er, art. 12, (subventions pour remboursements d'emprunts) à annuler, en exécution des instructions ministérielles, comme provenant d'allocations ayant un caractère annuel 90,239 60

Dans les prévisions pour la formation du budget de 1875, l'on avait compté sur le report de partie de cet excédant de 90,239 fr. 65 au budget supplémentaire pour compléter le crédit de 275,000 fr. inscrit, pour le même objet, au budget primitif de cet exercice. Les subventions nécessaires pour le service de l'amortissement en 1875 sont de . . . . . 351,627 fr. 20

Le crédit alloué étant de (Voir budget primitif de 1875, sous-chap. XVII, art. 14) 275,000 »

Il manque . . . . . 76,627 fr. 20

Il y aurait lieu de demander au Conseil général l'inscription, au budget rectificatif de 1875 d'une égale somme de 76,627 fr. 20 pour parer à l'insuffisance de crédit dont il vient d'être parlé.

TARIF DES PRESTATIONS.

Le tarif des prestations ne paraît soulever aucune objection. Il y a lieu de proposer au Conseil général de le maintenir sans modification en 1876.

PERSONNEL.

Le personnel du service vicinal n'a subi aucune modification dans sa composition depuis la session d'octobre 1874.

Le Conseil général a bien voulu allouer à ce personnel une indemnité de 15,000 fr., en raison des travaux extraordinaires occasionnés par l'œuvre d'achèvement des chemins vicinaux ordinaires.

Je sollicite pour ce personnel nombreux et dévoué l'allocation d'un pareil crédit pour 1876.

Sont annexées à ce rapport les pièces ci-après détaillées :

1° Sept rapports de MM. les Agents-Voyers principaux ;

2° Quatre tableaux Nos 33, 34, 35 et 36 concernant les chemins d'intérêt commun ;

3° Quatre tableaux Nos 1, 2, 3 et 4 formant le compte-rendu annuel pour les chemins d'intérêt commun et vicinaux ordinaires ;

4° Sept états d'avancement au 1er juin 1875 des travaux exécutés sur le réseau subventionn des chemins vicinaux ordinaires ;

5° Le projet de budget pour 1875 ;

6° État du réseau subventionné au 1er octobre 1874.

7° Tableau de répartition des subventions de l'État et du département pour l'exercice 1876 (Réseau subventionné des chemins vicinaux ordinaires).

Lille, le 14 juillet 1875.

L'Agent-Voyer en chef,

ROMAIN.

RAPPORT

A MONSIEUR LE CONSEILLER–D'ÉTAT, PRÉFET DU NORD,

SUR LA SITUATION DE LA SALUBRITÉ PUBLIQUE, DANS LE DÉPARTEMENT,

Pendant l'année 1874-1875.

Lille, *le* 12 *juillet* 1875.

MONSIEUR LE PRÉFET,

Au moment où j'ai opéré le dépôt de mon rapport de l'année dernière, nous nous trouvions sous l'influence de conditions météoriques extrêmes ; grande chaleur, sécheresse excessive et persistante. En effet, d'une série d'observations non interrompues depuis 1852, il résulte que la température moyenne annuelle à Lille est de 9°.99, celle de l'année 1873-74 a été de 10°42, par conséquent supérieure de 0°.43. La quantité moyenne de pluie recueillie en une année est de 669^{mm}68, l'année dernière elle fut réduite à 553^{mm}70, inférieure de 115^{mm}98. L'épaisseur de la couche d'eau évaporée, qui en moyenne est de 841^{mm}03, atteignit le chiffre de 861^{mm}71, différence en plus 20^{mm}68. Enfin, l'humidité de l'air, qui en moyenne est de 77.64 %, ne fut que de 75.57 %.

L'énorme évaporation n'étant pas compensée par une quantité suffisante de pluie, il en résulta une diminution sensible du débit de tous les cours d'eau navigables, l'asséchement quelquefois complet des petites rivières ou ruisseaux, et l'abaissement de niveau pour certains canaux à un tel degré que la navigation n'y était plus possible.

Dans ces conditions, la décomposition des matières organiques et minérales qui s'y trouvaient dans un grand état de concentration, fut encore activée par la haute température de l'air.

Telles sont les causes qui ont transformé le bief du canal de Roubaix, en aval de l'écluse de Marcq-en-Barœul, en cloaque infect. Manquant en effet d'alimentation à l'amont, par suite de la nullité absolue du débit de la Marque, il ne contenait que des eaux industrielles, dont la purification ne peut jamais atteindre la perfection qu'on lui donnerait dans le laboratoire, et la stagnation favorisait la décomposition des matières étrangères. La même situation s'est reproduite, à un moindre degré cependant, durant la sécheresse et la chaleur des six premiers mois de l'année 1875. Des plaintes très-vives se sont produites, mais bien à tort assurément; car on se trouvait en présence d'un cas de force majeure. L'industrie faisait ce qu'elle pouvait pour se conformer aux prescriptions administratives, mais ses efforts étaient vains. Le remède radical eût été la cessation du travail de toutes les fabriques longeant le canal; mais personne n'eût pensé à y recourir, car la conséquence de ce chômage forcé eût amené la misère des nombreux ouvriers, dont le salaire fait vivre les familles. Heureusement que pendant cette longue période de chaleurs et de sécheresse, il ne s'est produit aucune affection épidémique.

Cette raréfaction de l'eau du canal a permis de mieux apprécier l'influence des errements de certaines industries, entre autres de la fabrique de produits chimiques de Croix, qui faisait écouler dans le bief amont, contrairement aux prescriptions qui lui sont imposées, des eaux acides, dont l'action sur la vase si abondante par défaut de curage, mettait en liberté de grandes quantités de gaz hydrogène sulfuré. Les dépôts de *charrées* de soude, avec lesquelles on a remblayé les terrains bas et marécageux situés sur la rive gauche en aval du pont de Marcq, ont aussi pris une grande part dans la production de l'infection dont la commune de Marquette se plaignait avec raison.

On a beaucoup accusé l'influence de la papeterie de Marcq; elle est incontestable, car la purification des eaux, qui lui est prescrite, ne peut les dépouiller d'une manière absolue des matières organiques dont l'action réductrice s'exerce sur les sulfates provenant des teintureries et des blanchisseries. Mais, je dois le déclarer ici, la purification dans les limites de la pratique industrielle, est bien faite et d'une manière continue par les directeurs de cet important établissement.

Toutes les fois que la Marque débite en amont, son eau rafraîchit celle du canal et y empêche la stagnation, principale cause des altérations qui s'y produisent fatalement. Quand l'alimentation artificielle du bief de partage se fera au moyen des eaux de la Deûle, on pourra, pendant la période des sécheresses et des chaleurs, suppléer à l'insuffisance des eaux naturelles et établir un courant continu ou donner des chasses périodiques à de courts intervalles.

C'est aussi sous l'influence des causes que je viens d'énumérer que la *Rache* et la *Scarpe* ont été profondément altérées par les lessives du peignage des laines de Dorignies; que l'*Escaut* lui-même a eu plus à souffrir que de coutume des eaux impures que l'*Espierre* lui amène de Tourcoing et de Roubaix et dont l'effet facheux, au dire des ingénieurs belges faisant partie de la Commission internationale, s'est fait sentir jusqu'à Bruges, après un parcours de plus de quatre-vingts kilomètres.

C'est dans les mêmes conditions défavorables que s'est ouverte la campagne des sucreries et des distilleries. Aussi des plaintes nombreuses ont-elles été articulées par les habitants des communes traversées par de petits cours d'eau servant ordinairement aux besoins alimentaires.

La population de Poix a renouvelé l'expression de ses justes griefs contre les errements de

la sucrerie d'Englefontaine, dont les résidus liquides ont rendu inutilisables les eaux du courant St.-Georges. Une réglementation nouvelle est intervenue pour donner aux plaignants la légitime satisfaction qui leur est due.

Lorsque le 3 décembre j'ai visité les sucreries de Wargnies-le-Grand et de Frasnoy, j'ai constaté que l'*Aunelle*, à Sebourg, était en bon état; mais il paraît que ses eaux avaient été altérées pendant le mois d'octobre, ce qui ne m'a pas surpris, car j'ai remarqué un relachement regrettable dans la direction des deux sucreries; par suite, une série de mesures préventives a été imposée au directeur de la sucrerie de Wargnies. On est en droit d'en attendre de bons résultats.

Les sucreries d'Houdain et du Quesnoy ont apporté beaucoup de négligence dans la purification des eaux de lavage des betteraves et du noir. Une des sucreries de Curgies a aussi laissé à désirer.

J'ai constaté encore un peu d'indifférence de la part du directeur de la sucrerie de St-Waast-lez-Bavay, et je l'ai par suite engagé à tenir plus de compte des prescriptions administratives.

A la même époque, le lit du vieil Escaut, à Escaupont et à Fresnes, n'avait pas l'infection qui n'y est que trop commune pendant la période de fabrication du sucre, à cause de la mauvaise tenue des deux sucreries de Fresnes Un arrêté spécial est intervenu pour mettre un terme à une situation aussi fâcheuse; et j'espère, lors de la campagne prochaine, la trouver améliorée, si surtout on a tenu compte des observations du Conseil de salubrité de Valenciennes et des miennes, relativement à la nécessité de renouveler l'eau de ce cul de sac, où la stagnation est une des principales causes de l'infection.

Il importerait aussi qu'on prît enfin un parti sur le projet parfaitement étudié, de convertir en aqueduc couvert le courant si mal entretenu qui longe la rue Ste-Barbe, à Somain, et qui reçoit les eaux de la sucrerie de cette commune et une partie de celles des mines d'Aniche.

Les sucreries d'Erre et de Fenain ne prenaient aucune précaution pour la purification de leurs eaux, qui, après avoir inondé les chemins, se rendaient très-impures dans la grande *Traitoire*, ce qui motivait des plaintes des habitants d'Hasnon.

Ce dernier cours d'eau a encore été altéré par suite d'une négligence inexplicable du directeur de la sucrerie de Pecquencourt. Cette commune a été affranchie cette année de l'altération des eaux de l'*Écaillon*, causée l'année dernière par les sucreries de Masny et de Montigny, dont les errements ont été modifiés d'une manière heureuse.

Les sucreries de Marchiennes ont laissé à désirer.

La commune de Lalaing n'a plus eu à regretter l'altération du *Bouchart* par les eaux de la sucrerie de Sin.

Le courant Brunel a conservé sa pureté par suite des mesures très-intelligentes prises à la sucrerie de Courcelles-lez-Lens.

Les nombreuses râperies alimentant la sucrerie centrale d'Escaudœuvres, n'ont donné lieu à aucune plainte. Ce qui démontre parfaitement que l'altération des eaux de sucreries tient particulièrement au mélange des eaux de lavage de noir, et que si on veut s'affranchir de ces altérations, il faut les séparer et les conserver comme engrais sur des terres arables; ce que les Conseils de salubrité demandent toujours.

Les sucreries de Douvrin (Pas-de-Calais), malgré les nombreuses réclamations auxquelles

elles ont donné lieu de la part de l'Administration départementale du Nord, ont encore gâté les eaux de la rigole Royale, traversant les Marais de la *Haute-Deûle*.

Je ne poursuivrai pas plus loin l'énumération des établissements industriels de cette catégorie que j'ai visités pendant la campagne, parce que je n'y ai pas constaté de contraventions de nature à causer des dommages au domaine public ou aux tiers.

J'arrive aux sucreries-distilleries.

Celles de La Bassée et de Salomé ont apporté cette année de notables améliorations dans le mode d'écoulement de leurs vinasses, qui sont employées en irrigations sur de très-larges surfaces de terres arables; par suite l'eau du canal est restée dans un état de pureté beaucoup plus grand que les années précédentes. Néanmoins, au début de la campagne, on a encore remarqué à Cuinchy de la mortalité de poissons.

Celle de Steene, par suite d'une séparation intelligente des eaux de diverses provenances, a affranchi le canal de la Colme de l'altération qui se produisait chaque année et de la mortalité de poissons, préjudiciable à la salubrité de Bergues.

Les fabriques de Quesnoy-sur-Deûle, de Cappelle, de Marquette, d'Annœullin, ont fonctionné dans de bonnes et satisfaisantes conditions.

Parmi les distilleries de jus de betteraves, il en est un bon nombre dont les directeurs paraissent ignorer le § 2 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral, en date du 6 juin 1859, ainsi libellé : « *Ou bien les vinasses seront déversées sur de larges surfaces de terres arables, présentant » au moins cinquante ares par chaque hectolitre d'alcool de production quotidienne, et disposées » de manière qu'aucune partie ne puisse déborder et s'écouler dans les fossés, mares, ou cours » d'eau.* »

Les distilleries de Phalempin, de Neuville-en-Ferrain, l'une des deux d'Herlies, celle d'Houplin, près le pont de Wavrin, se sont trouvées dans ce cas, et il en est résulté, par l'écoulement de l'excès de leurs vinasses dans le courant de Phalempin, dans la becque d'Halluin, dans le haut-courant d'Estaires et dans le canal de Seclin, de profondes altérations, dont les populations se sont plaintes amèrement et avec raison.

Relativement au canal de Seclin, il s'y est encore produit de l'altération, due à une autre cause que voici : Pour effectuer plus facilement le curage de *la Naviette*, égout de Seclin, on a eu la malencontreuse inspiration d'en faire écouler momentanément les eaux dans le canal, ce qui a complètement gâté l'eau ordinairement si pure, si limpide et si poissonneuse. Ce détournement n'a pas duré longtemps, mais il a été suffisamment prolongé pour faire crever tous les poissons.

Un procès-verbal avait été dressé à la charge du distillateur d'Herlies, pour contravention à la loi sur la pêche, mais, comme à ce moment les eaux impures de son usine n'étaient pas encore arrivées dans le grand-courant d'Estaires, qui les conduit à la Lys, il fut acquitté. Cependant, deux mois plus tard, l'Administration départementale du Pas-de-Calais se plaignait de la corruption dudit courant, et les nombreux riverains étaient obligés de renoncer à son emploi.

Une des trois distilleries d'Houplin a malheureusement dû cesser sa fabrication, tant cette industrie, si favorable à l'agriculture, souffre de la fraude, que provoque l'élévation des droits, et de la dépréciation de ses produits par la concurrence que lui font les bouilleurs de crus, plus favorisés.

La troisième, comme la distillerie de Wavrin, a obtenu du syndicat du dessèchement des marais de la Deûle l'autorisation de faire écouler dans sa rigole, moyennant indemnité, les eaux de réfrigération des appareils distillatoires et celles provenant du lavage des betteraves, après purification par dépôt préalable.

La distillerie de Noyelles-lez-Seclin a pris des mesures pour éviter l'altération des eaux souterraines alimentant la ville de Lille, par l'infiltration des vinasses, ou des eaux de lavage des betteraves, dans le sous-sol crayeux.

La distillerie des Moëres, qui fertilise par ses vinasses d'énormes surfaces de terres arables, a encore, par de faibles quantités de ces résidus acides, mélangés aux eaux de lavage des betteraves, altéré certains watergands, mais à un bien moindre degré que l'année dernière.

A la distillerie de Renescure, des vinasses, provenant des égouttures de pulpes, se sont mélangées aussi aux eaux de lavage des betteraves, et ce mélange, très-altérable, s'est dirigé vers la commune de Clairmarais.

Les distilleries de La Gorgue ont été accusées, à tort, ainsi que celles de Merville, où on ne fabrique, pendant toute l'année, que de l'alcool de mélasses, d'avoir déterminé, à différentes époques, une importante mortalité de poissons dans la Lys. J'ai pu me convaincre que ces accusations étaient dénuées de fondement et qu'il y avait, au contraire, une amélioration notable dans leurs errements.

La distillerie de Sainghin-en-Weppes, très-mal tenue et mal dirigée, a encore, comme les années précédentes, envoyé ses vinasses dans la rigole de dessèchement du flot de Wingles. Un procès-verbal a aussi été dressé pour contravention à la loi sur la pêche, et je crois qu'il a eu le sort de celui d'Herlies.

Les distilleries d'Aubers ont de nouveau contrevenu aux prescriptions de leurs arrêtés d'autorisation; procès-verbal a été dressé; mais la rivière *des Laies* n'a plus été gâtée comme l'année dernière.

Les distilleries d'Illies, de Frelinghien, d'Halluin, de La Chapelle-d'Armentières, de Lomme, d'Haubourdin, de Fournes, n'ont donné lieu à aucune plainte, et ont contribué, par leurs irrigations, à la prospérité de l'agriculture.

J'ai trouvé la distillerie de Comines dans de mauvaises conditions. Je compte sur une réforme complète pour la campagne prochaine.

La distillerie de Roubaix, profitant du mauvais état du *Trichon*, y laisse écouler, sans souci, l'excédant de ses vinasses.

En somme, il y a une tendance générale à l'amélioration; les irrigations au moyen des vinasses font des progrès, et l'expérience a permis de constater les avantages que la science avait prévus depuis longtemps.

Seulement, trop généralement, on ne se rend pas assez compte des graves inconvénients auxquels donnent lieu de minimes quantités de vinasses mélangées aux eaux industrielles sortant des usines pour se rendre sur le domaine public. Cependant, les arrêtés d'autorisation insistent d'une manière toute particulière sur ces dangers, contre lesquels les impétrants sont prémunis.

Quand j'ai visité, au mois d'octobre, la distillerie de mélasse et de grains de Courrières, je n'ai constaté l'écoulement dans la Deûle d'aucune substance de nature à nuire au poisson. Néanmoins, de temps en temps, la mortalité se reproduit dans notre cours d'eau en amont de

Bauvin, au moment où il n'existe sur les rives du canal d'autre usine en fonction que celle de Courrières. Il y a donc là une cause inconnue qui, pour n'avoir pas été décelée jusqu'ici, n'en existe pas moins. Le directeur de cet important établissement industriel, au couraut des accusations que l'opinion publique fait peser sur lui, doit prendre toutes les mesures de nature à éviter la reproduction du mal qui alarme les populations, les effets s'en faisant sentir à de très-grandes distances.

La rivière de la *Souchez*, qui se jette dans la *Deûle* à Courrières, contenait une eau pure et dans laquelle se trouvaient de nombreux poissons. Rien de nuisible ne venait donc de ce côté, comme on l'avait dit par erreur.

Dans la Lys, on a vu, pendant les chaleurs de l'arrière saison de l'année dernière et tout récemment encore, des poissons morts et malades entraînés par le faible courant de la rivière. Cette mortalité est due à la désoxygénation de l'eau par les matières organiques que l'industrie y déverse journellement, telles que lessives de débouillage des fils, résidus liquides des amidonneries de La Gorgue et d'Estaires, etc. On pourrait atténuer ces inconvénients au moyen de la purification des lessives qui est partout prescrite, mais qui n'est pratiquée nulle-part, quoiqu'elle soit peu onéreuse; en clarifiant les résidus des amidonneries, en ne déversant pas dans le cours d'eau le sulfate de chaux provenant de la fabrication du glucose. Je ne néglige aucun de ces conseils, mais on ne se hâte pas de les suivre, aucune pénalité sérieuse ne frappant les contrevenants.

En temps de rouissage, la *Lys*, depuis Wervicq jusqu'à Menin, est infecte, mais cette infection ne paraît pas exercer une influence bien fâcheuse sur la santé des populations riveraines. Les chasses intermittentes sont favorables; mais pour cela il faut pouvoir disposer d'une suffisante quantité d'eau sans nuire à la navigation et pendant les périodes de sécheresse et de chaleur l'eau manque souvent. Par suite, concentration des matières altérables, stagnation et aggravation du mal.

Les autres grands cours d'eau du département sont restés dans de bonnes conditions de pureté. L'*Escaut*, malgré les résidus industriels qu'y déversent Cambrai et Valenciennes particulièrement, n'a pas été sensiblement altéré; la *Sambre* n'a eu à souffrir que de la réception des chlorures de manganèse de la fabrique de produits chimiques d'Hautmont; la *Scarpe* a été viciée par les lessives du peignage de Dorignies; la *Sensée*, malgré les eaux de rouissage de lin qu'elle reçoit des marais voisins, n'a donné lieu, cette année, à aucune plainte. Le canal de Bourbourg, celui de Bergues, la *Colme*, l'*Aa*, sont restés en bon état.

La *Deûle*, à laquelle je dois encore revenir avant d'abandonner nos principaux cours d'eau, a été profondément altérée par les eaux sulfureuses et ferrugineuses extraites de la mine houillère d'Annœullin. Ces eaux, minéralisées par le sulfate de fer, ont causé de graves préjudices à l'importante blanchisserie de Santes et à tous les blanchisseurs de linge établis sur les rives de l'*Arbonnoise*.

Malgré l'arrêté que vous avez pris pour mettre un terme à cette situation, arrêté auquel s'est empressé de se conformer l'Ingénieur-Directeur des travaux de la mine, tout récemment encore des plaintes très-vives ont été articulées par les blanchisseurs dont les linges étaient tachés par l'oxyde de fer.

L'eau de la partie aval du bief est très-souvent colorée en noir par les teintureries en amont de Canteleu, et dont les bains usés ne sont pas décolorés comme le prescrit l'arrêté préfectoral, qui malheureusement a autorisé le libre écoulement des eaux de rinçage.

La Basse-Deûle est colorée et infectée d'une manière permanente par les infiltrations des sulfures provenant des *charrées* de soude avec lesquelles les terrains bas et marécageux, situés le long de ses rives, ont été remblayés. Pendant une longue série d'années cet inconvénient se perpétuera fatalement, et il importerait que le mal ne fût pas aggravé par de nouveaux dépôts.

Les sels de fer, contenus en quantité variable dans l'eau de la rivière, tachent souvent les fils des crêmeurs de Quesnoy.

Dans l'arrondissement d'Avesnes, toujours même abstention des peigneurs de laines de se conformer aux prescriptions de l'arrêté du Sous-Préfet en date du 24 janvier 1860; par suite même altération des cours d'eau par les lessives qu'ils reçoivent. Cependant, le désuintage des laines brutes permet de purifier plus facilement les lessives. Il serait temps que les industriels de cette partie du département se missent sérieusement à l'œuvre, d'autant plus qu'il paraît que les travaux de purification pourraient s'effectuer avec profit par l'utilisation des acides gras à la fabrication des savons, qui trouveraient leur emploi dans la préparation de nouvelles lessives.

A Solre-le-Château même situation.

Le *Trichon* était déjà assez altéré sans que les distillateurs de pétrole de Wattrelos y fissent écouler les eaux de lavage des produits de leur fabrication. Dès que les plaintes des riverains nous sont parvenues, nous nous sommes empressé de mettre un terme à cette contravention.

Jusqu'à ce qu on soit arrivé à faire disparaître la cause d'insalubrité résultant de l'existence des anciens fossés à ciel ouvert de Saint-Amand, Orchies, Estaires, La Bassée, Lannoy, par leur transformation complète en aqueducs couverts, je ne cesserai de vous la signaler et de vous inviter à user de votre légitime influence sur les administrations communales de ces localités, pour les amener à réaliser une amélioration aussi favorable à l'hygiène des populations.

Peu à peu la ville de Lille avance vers la réalisation du programme qu'elle a adopté depuis longtemps déjà, la couverture de ses canaux aux émanations si insalubres, et qui ne sont réellement que de véritables égoûts collecteurs.

Il serait désirable que Douai et Valenciennes marchâssent dans cette voie.

Je ne saurais trop vous engager aussi à provoquer, par tous les moyens d'action que l'Administration a sur les communes, la généralisation de la translation des cimetières loin du centre des agglomérations de population et surtout au N et NE de ces agglomérations. D'heureux résultats ont déjà été obtenus jusqu'ici, mais le mouvement est lent; il importe de le hâter autant que possible.

La consommation de la viande suit une progression croissante en raison de l'accroissement de la richesse publique, aussi, dans les communes dont la population est importante, le nombre des tueries particulières augmente pour satisfaire aux besoins des consommateurs. Cette dissémination des tueries dans les différents quartiers est une généralisation de causes d'insalubrité et de dépréciation des propriétés du voisinage. Aussi, toutes les fois que l'état financier des communes le comporte, faut-il encourager la création d'abattoirs publics qui, tout en réalisant une amélioration hygiénique, sont en même temps une source de revenus pour la commune.

Aussi, partout où cette mesure intelligente a été prise, on n'a eu qu'à s'en féliciter sous tous les rapports.

Les ateliers de lavage de déchets de filature de lin, industrie spéciale à l'arrondissement de Lille, se multiplient. Ils sont généralement mal tenus; des odeurs nauséabondes se dégagent des déchets incomplètement lavés et mis à sécher sur des fils de fer; les eaux sales sont mal purifiées et trop fréquemment l'incendie dévore les magasins où s'opêre le cardage.

Il y a peu d'industriels qui tiennent aussi peu compte des prescriptions administratives que les laveurs de déchets. Les voisins, si malheureusement il s'en trouve, savent à quoi s'en tenir.

Je m'occupe actuellement à rechercher et à faire appliquer des mesures capables d'atténuer les inconvénients et l'insalubrité des fabriques de potasses de mélasses. J'espère arriver à des améliorations vivement désir par les populations.

Les distilleries de pétrole du département sont généralement bien dirigées et les précautions prises dans le montage des appareils, leur disposition et leur isolement sont de natnre à éviter l'expansion dans l'air des produits volatiles et à conjurer les incendies et leur propagation.

Les usines à gaz destinées à l'éclairage public se multiplient, au grand avantage de la sécurité des populations. Elles sont généralement dans de bonnes conditions; les canalisations sont bien établies et leur voisinage n'est pas trop inccommode.

Parmi les ateliers d'équarrssiage que j'ai visités, les uns étaient parfaitement tenus, les autres laissaient à désirer. J'espère que mes avis ne seront pas méconnus.

Plusieurs fabriques de colle ont aussi provoqué des plaintes soit par les odeurs désagréables qui s'en dégageaient soit par la nature des eaux altérables qui s'en écoulaient Quand les directeurs de ces établissements appliquent avec intelligence les mesures qui leur sont prescrites par les arrêtés d'antorisation, les inconvénients et l'insalubrité disparaissent: ce qui démontre l'efficacité de ces mesures.

Les fabriques de produits chimiques sont toujours des voisins très-incommodes; et, malgré les améliorations qui ont été introduites dans les divers travaux qu'on y pratique, les tiers ou le domaine public ont souvent à en souffrir. Ou bien ce sont des eaux impures qui se rendent dans les cours d'eau et qui les rendent inutilisables pour certaines opérations industrielles, comme à Hautmont, ainsi que je l'ai déjà dit, à Loos quelquefois, à Croix fréquemment; ou bien ce sont des vapeurs acides, incomplètement condensées, comme à Croix particulièrement.

Les fabriques de céruse envoient encore trop de malades dans les hôpitaux; et les mesures réglementaires qui ont pour objet de mettre les ouvriers à l'abri des effets funestes de l'agent toxique qu'ils manipulent constamment avec indifférence, ne sont pas observées, dans la majorité des fabriques, avec assez de sollicitude de la part des patrons.

Les citernes aux engrais, si nombreuses dans l'arrondissement de Lille, restent toujours dans des conditions très-dangereuses, par le fait de la nègligence habiquelle des habitants des campagnes et de leur mépris de toute autorité.

Vous ne pouvez vous faire une idée, Monsieur le Préfet, des difficultés qu'on rencontre à faire observer les règlements d'administration publique, tant ceux qu'ils atteignent ont de tendance à s'en affranchir, si peu que les mesures prescrites, dans un but d'intérêt général, soient onéreuses. On est réellement peiné de rencontrer, généralement, si peu de conscience

du droit, de la justice et du devoir; ensuite, la répression des contraventions est tellement illusoire, et les pénalités sont imposées par des magistrats si conciliateurs, qu'il y a plus de profit à se mettre en contravention qu'à observer les clauses du contrat passé avec la société, représentée par l'Administration. Les preuves à l'appui surabondent.

Aussi, je réclame de plus en plus votre appui pour me faciliter l'accomplissement des fonctions utiles qui me sont confiées.

Il est aussi une institution qu'il importerait de faire revivre, à cause des services signalés qu'elle peut rendre dans son cercle d'action, c'est celle des Commissions cantonales d'hygiène publique, dont les membres se sont souvent découragés en voyant leur impuissance et leurs avis méconnus.

Cette institution, Monsieur le Préfet, est dans vos attributions, d'après les termes du décret en date du 18 décembre 1848, et je ne doute pas que les Commissions, réorganisées et encouragées par vous, se montrent dignes de la confiance qu'on aurait placée en elles.

Je termine mon rapport en vous donnant l'assurance que, généralement, nos populations du Nord sont dans un état hygiénique assez satisfaisant, grâce aux améliorations qui se produisent partout, dans l'atelier, dans l'habitation, dans la voirie, dans l'alimentation, dans le vêtement: personne chez nous ne reste inactif quand le bien est le but à atteindre.

Je profite de la présente circonstance pour témoigner toute ma gratitude à Messieurs les Ingénieurs des Ponts-et-Chaussées, ainsi qu'à leurs agents, qui ont toujours été pour moi, dans tous les arrondissements, de précieux collaborateurs.

J'adresse le même témoignage au personnel administratif du chef-lieu et des arrondissements, dont les membres se sont toujours empressés de me faciliter les moyens d'accomplir ma mission.

Plus directement, parce que mes rapports sont journaliers, je n'ai eu qu'à me louer des gardes-canaux, MM. Wanaverbecq et Warem, qui, avec l'autorisation de leurs supérieurs, prêtent leur concours actif au service de la salubrité publique, et pour lesquels j'ai l'honneur de vous proposer de demander au Conseil général, dans sa prochaine session, le vote d'une somme de 600 francs à titre de gratification.

Agréez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma respectueuse considération.

L'Inspecteur,

V. MEUREIN.

ENFANTS ASSISTÉS.

RAPPORT SUR LA SITUATION DU SERVICE

ANNÉE 1874.

MONSIEUR LE PRÉFET,

Conformément aux instructions, j'ai l'honneur de vous adresser ci-après un rapport sur la situation du service des enfants assistés du département pendant l'année 1874.

1° Enfants d'un jour à 12 ans.

Mouvement en 1874 (1).

Au 1er janvier 1874, ces enfants, au nombre de 856, se répartissaient de la manière suivante :

Enfants trouvés	15	
Enfants abandonnés.	616	
Orphelins pauvres	225	
Total. . . .	856 ci	856
Pendant l'année 1874, les cinq hospices dépositaires de Lille, Cambrai, Douai, Dunkerque et Valenciennes en ont reçu.		253
Total		1,109

Dans la même année, ont été rayés des contrôles pour les causes ci-après, savoir :

Par l'effet de l'âge	127	
Remis à leurs parents ou à des bienfaiteurs	191	
Décédés	32	
Total	350 ci	350
Les enfants restants s'élevaient en conséquence au 31 décembre 1874, à		759

et se répartissaient de la manière suivante :

Enfants trouvés	11
Enfants abandonnés.	549
Orphelins pauvres.	199
Total	759

(1) Le présent rapport ne comprend qu'en bloc les chiffres du mouvement des enfants assistés. Le tableau statistique qui y est joint fournit des renseignements détaillés par catégories d'enfants.

En rapprochant ces derniers de ceux qui existaient dans les hospices au 1er janvier 1874, l'on remarquera que la diminution des 97 enfants pour l'année 1874, porte principalement sur la catégorie des *abandonnés*.

2° Pupilles de l'assistance.

Les pupilles de l'assistance, c'est-à-dire les enfants âgés de 12 à 21 ans, étaient au 1er janvier 1874, au nombre de 585
Les enfants qui ont atteint l'âge de 12 ans pendant l'année, se sont élevés à . . . 130

Le nombre des pupilles en 1874, était donc de 715
85 pupilles ont été affranchis de la tutelle hospitalière pour les causes ci-après, savoir :

Remis à leurs familles ou à des bienfaiteurs	39	
Entrés au service militaire	1	
Mariés	3	
Arrivés à la majorité.	31	
Fugitifs	2	
Décédés	9	
Total	85 [ci	85

Les pupilles restants au 31 décembre 1874 s'élevaient en conséquence au nombre de 630
Soit une augmentation de 45 sur la période correspondante de 1873.

3° Enfants secourus temporairement.

Les enfants secourus temporairement au 1er janvier 1874, étaient au nombre de . . 324
Les admissions pendant l'année ayant atteint le chiffre de 233

Le nombre des enfants secourus pendant ladite année s'est, par suite, élevé à . . 557

En déduisant de ce chiffre

98 enfants rayés des contrôles ;
55 enfants décédés ;

153 ci 153

Les restants au 31 décembre 1874, s'élevaient à. 404
Soit une augmentation de 82 enfants sur l'époque correspondante de 1873.
En récapitulant les trois catégories d'enfants ci-après, savoir :

1° Enfants de 1 jour à 12 ans	759
2° Enfants de 12 à 21 ans	630
3° Enfants secourus temporairement . . .	404
On obtient un total de . . .	1,793

C'est-à-dire 28 enfants assistés de plus qu'en 1873.

Sur ce nombre, les enfants de la première et de la troisième catégorie, soit 1,163 enfants, se trouvaient au 31 décembre 1874 à la charge du budget départemental. Les enfants de la seconde

catégorie ne sont plus, à raison de leur âge et sauf de rares exceptions, une cause de dépense pour le Département.

Placement des enfants. — Situation.

Les enfants assistés du Département se trouvent placés dans des conditions satisfaisantes.

C'est là une phrase qui, chaque année, se retrouve sous ma plume. Je suis heureux toutefois de la répéter parce qu'elle rend hommage à la vérité, et fait honneur en même temps à la grande famille nourricière. Il suffit en effet de parcourir une seule fois les campagnes et de pénétrer au hasard chez quelques nourriciers pour être convaincu que ces derniers voient du même œil et traitent de la même façon que leurs propres enfants, les enfants qui leur ont été confiés.

Est-ce à dire, cependant, que tout est pour le mieux? Ce serait se montrer trop optimiste que de le croire. Je dis seulement que les occasions de sévir seraient encore plus rares si l'on s'attachait constamment à ne délivrer, qu'à bon escient, les certificats exigés pour les placements. Agir autrement, c'est non-seulement tromper la religion des Administrations hospitalières, mais encore, ce qui est plus grave, risquer de compromettre l'avenir et l'existence même des enfants.

Le jour où ces vérités que je m'efforce de répandre auront pénétré dans les esprits, nul doute que ce ne sera que de loin en loin que l'on se verra dans l'obligation de prendre des mesures de rigueur contre les nourriciers.

Enfants conservés dans les hospices.

Il n'était pas rare, il n'y a pas longtemps encore, de rencontrer dans les hospices des enfants valides qui, à leur propre détriment comme au préjudice des finances du département et de l'État, y séjournaient indéfiniment au lieu d'être placés à la campagne.

Aujourd'hui, cette situation a presque complètement changé de face et je ne crois pas trop m'avancer en disant que, bientôt, la présence seule des enfants malades ou infirmes pourra y être constatée.

C'est une justice à rendre d'ailleurs aux Commissions hospitalières qu'elles se sont prêtées et se prêtent encore très-volontiers à seconder les efforts de l'inspection.

Enfants placés dans des établissements spéciaux.

L'esprit d'indiscipline, de désordre, les penchants vicieux surtout de certains enfants nécessitent parfois leur placement dans des maisons de correction. Ce n'est toutefois qu'après épuisement complet des conseils et des avertissements, qu'on se résout à cette mesure extrême, car l'on n'ignore pas qu'elle n'a pas toujours pour effet, malheureusement, de rendre les sujets meilleurs.

La colonie pénitentiaire de Loos, les Maisons du Bon-Pasteur de Lille et de Loos comptent parmi leurs pensionnaires 12 pupilles de l'assistance départementale, dont 5 garçons et 7 filles. Eu égard à la nombreuse population des enfants placés sous la tutelle hospitalière, ce chiffre est peu élevé et il ne dépendra pas de moi qu'il ne s'abaisse davantage.

Les hospices de Douai et de Cambrai ont chacun un orphelin à la Colonie agricole du Mesnil-St-Firmin (Oise). Les notes fournies sur la conduite et les progrès de ces orphelins ne sont satisfaisantes que pour l'un d'eux.

Enfants étrangers au département. — Rapatriement.

L'inspection est chargée de prendre les dispositions nécessaires au rapatriement des enfants étrangers au département et admis, à titre provisoire, dans les hospices. Par ses soins, pendant le cours de l'année 1874, 5 enfants ont été ramenés dans les départements de leur domicile de secours, savoir : 1 à Arras, 2 à Amiens, 2 à St-Quentin, et 56 autres, originaires de la Belgique, ont été dirigés sur l'hospice de Tournai. — La dépense occasionnée par la conduite de ces 61 enfants s'est élevée à 329 fr. 10.

Mortalité.

En 1873, on avait constaté 44 décès sur 1,198 enfants âgés de 1 jour à 12 ans, et 7 décès seulement sur 678 enfants de 12 à 21 ans. Les décès s'étaient élevés pour la même année à 47 sur 502 enfants secourus temporairement.

Voici les proportions dans lesquelles la mortalité a sévi en 1874 sur les trois catégories d'enfants précitées :

1° Enfants de 1 jour à 12 ans : 32 enfants sur 1109 (soit 2.88 %);

2° Enfants de 12 à 21 ans : 9 enfants sur 715 (soit 1.25 %);

3° Enfants secourus temporairement : 55 enfants sur 557 (soit 9.87 %);

Ces moyennes de mortalité rapprochées de celles de 1873 accusent, en faveur de l'année 1874, une diminution ds 0.04 pour cent sur la population totale des enfants assistés. Et cependant l'année 1874 a été plus meurtrière que sa devancière pour les enfants du 1er âge, c'est-à-dire de 1 jour à un an. En effet, l'on voit par la statistique spéciale établie à ce sujet, que la moyenne de mortalité de ces enfants qui a été de 30.90 % en 1873, s'est élevée en 1874, à 36.69 %. Il serait très-difficile de dire exactement d'où provient cette augmentation. Tout ce que l'on peut avancer avec quelque certitude, c'est que la misère et surtout l'inconduite des mères sont cause que leurs nouveaux-nés paient un large tribût à la mortalité; car, comme toujours, c'est dans la catégorie des *abandonnés* qu'elle a fait le plus de victimes.

Infanticides. — Avortements.

Pendant l'année 1874, cinq cas d'infanticide et deux d'avortement ont été constatés dans le département et déférés à la Cour d'Assises.

Deux des auteurs des infanticides ont été acquittés; les trois autres, condamnés à 10 et 6 ans de travaux forcés et 7 ans de réclusion.

Les avortements comprenaient quatre accusés, et tous quatre ont été condamnés, soit aux travaux forcés, soit à l'emprisonnement.

Soins médicaux.

Les enfants assistés étant assimilés aux indigents sont visités, en cas de maladie, par MM. les Médecins des bureaux de bienfaisance. Ces pratriciens, je me plais à le répéter ici, s'acquittent de leur tâche avec zèle et dévouement.

Les médicaments, lorsqu'il en est besoin, sont également assurés à ces enfants, et la délivrance en est faite soit par le médecin lui-même soit par le pharmacien de la commune ou de la localité la plus voisine.

Le Département rembourse à qui de droit la valeur des médicaments.

Instruction.

Les écoles primaires communales doivent s'ouvrir pour les enfants assistés dès qu'ils ont accompli leur sixième année. Cette disposition ne soulève nulle part aucune objection, et, autant que j'en puis juger par moi-même comme par les renseignements qui me parviennent, tous les enfants fréquentent assez régulièrement les classes. Ils assistent également avec assiduité aux différentes pratiques religieuses.

Je tiens, au surplus, rigoureusement la main à ce qu'il en soit ainsi.

Comités de patronage.

L'œuvre des Comités de patronage, à très-peu d'exceptions près, fonctionne assez régulièrement dans toutes les communes où il existe des enfants assistés. Malheureusement, ces exceptions se rencontrent surtout dans les localités qui comptent le plus d'enfants, c'est-à-dire où la surveillance de chaque jour a le plus besoin d'être exercée.

Il faut espérer qu'avec le temps et de nouvelles recommandations, l'on réussira à écarter les

derniers obstacles qui s'opposent encore au complet développement de cette œuvre si éminemment utile.

Secours temporaires.

L'année 1874 a vu s'augmenter assez sensiblement le nombre des enfants secourus temporairement. De 324 qu'il était au 1er janvier, ce nombre s'est élevé jusqu'à 404 au 31 Décembre.

Il y aurait peut-être lieu de se préoccuper de cette augmentation, si le chiffre des enfants abandonnés restait stationnaire; mais il est loin d'en être ainsi, puisque pour ne citer que cette période, l'effectif de ces enfants qui était de 773 au 1er janvier 1871, s'est constamment abaissé et se trouvait réduit à 549 au 1er janvier de cette année. Il est à remarquer, d'un autre côté, que l'enfant secouru temporairement grève dans une proportion bien moindre que les autres enfants le budget départemental.

Pendant le premier semestre de cette année, le nombre des enfants admis aux secours temporaires a été de 104, en diminution de 30 sur la période correspondante de 1874. Si, comme on peut le croire, pareille diminution se produit pendant le second semestre, l'augmentation dont il vient d'être parlé sera réduite à peu près à néant le 31 décembre prochain.

Depuis le 1er janvier 1874 jusqu'aujourd'hui, 187 demandes de secours ont été repoussées. Dans ce nombre, on en compte 66 pour inconduite notoire des postulantes. Le même motif, durant ce laps de temps, a fait retirer le secours à 25 filles-mères.

Ces chiffres démontreront, je l'espère, que les demandes sont examinées avec soin et qu'une active surveillance est exercée à l'égard des filles-mères qui ont été l'objet de la bienveillance de l'Administration.

Légitimation des enfants.

Le secours temporaire n'a pas seulement pour effet, comme on vient de le voir, de restreindre les abandons. On lui doit encore cet autre résultat, qui est d'un haut intérêt social : la légitimation des enfants.

Le règlement général prévoit, en effet, en faveur de toute fille-mère qui légitime son enfant pendant la durée du secours accordé à ce dernier, l'allocation d'une somme de 60 francs.

38 filles-mères ont profité de cet avantage dans le cours de l'année 1874, et le nombre des enfants légitimés a été de 54. L'année précédente, le nombre des mariages s'était élevé à 39 et celui des enfants légitimés à 63.

Préposés des hospices. — Indemnités.

Le Conseil général alloue, depuis plusieurs années, à chacun des préposés des hospices de Lille, Dunkerque et Cambrai, une indemnité de 200 francs, à raison des services qu'ils rendent au Département, soit en visitant les enfants assistés placés à la campagne, soit en aidant au rapatriement des enfants étrangers.

Ces agents continuant à remplir leur tâche avec zèle, j'ai l'honneur de vous prier, Monsieur le Préfet, de vouloir bien proposer en leur faveur le maintien des allocations dont il s'agit pour l'année 1876.

Situation financière. — Dépenses de 1874

La diminution considérable qui s'est produite dans la population des enfants de 1 jour à 12 ans, devait avoir et a eu en effet pour conséquence de réduire la dépense dans une notable proportion. C'est ainsi que le crédit de 220,000 francs affecté au service pour l'année 1874, n'a été employé que jusqu'à concurrence de 188,437 francs 17 centimes.

Cette somme se répartit de la manière suivante :

I. — Dépenses intérieures.

1° Frais de séjour dans les hospices	37.381 fr.	80 c.
2° Layettes	2,658	15
3° Remboursement aux autres départements pour avances de frais de séjour et de layettes	942	70
Total des dépenses intérieures	40,982	65

II. — Dépenses extérieures.

1$_0$ Secours temporaires	30,926 fr.	79 c.
2° Frais de pensions; allocations réglementaires ou exceptionnelles pour les enfants placés à la campagne ou dans des établissements spéciaux; frais d'écoles, de voyages, de déplacements, de rapatriement, de maladie et d'inhumation, indemnités, etc.	84.064	90
3° Frais de vêtures	32,133	53
4° Frais d'imprimés et de signes de reconnaissance	329	30
Total des dépenses extérieures	147,454	52

Récapitulation.

I. — Dépenses intérieures	40,982 fr.	65 c.
II. — Dépenses extérieures	147,454	52
Total général	188,437	18

Budget de 1876. — Prévisions.

Cette somme de 188,000 francs environ pourrait, à la rigueur, être considérée comme suffisante pour les besoins du service en 1876, si l'on n'avait à tenir compte de l'élévation, à partir du 1er janvier dernier, du tarif des layettes et des frais de séjour, et s'il ne convenait en même temps de faire une large part à l'imprévu : N'est-il pas en effet préférable d'avoir, comme au cas présent, à constater un reliquat que de se trouver dans l'obligation d'accuser un déficit ?

Ces motifs m'amènent à vous proposer, Monsieur le Préfet, l'allocation au Budget départemental de 1876, d'un crédit de 210,000 francs pour le service des enfants assistés pendant ladite année, soit 10,000 francs de moins qu'en 1874 et 1875.

Je dois ajouter, toutefois, que cette évaluation reste subordonnée à la décision qui sera prise sur la question d'entretien des orphelins pauvres, comme sur la proposition que j'ai eu l'honneur, Monsieur le Préfet, de vous soumettre, le 13 juin dernier, relativement à l'élévation des prix de pension.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de mon respectueux dévouement.

L'Inspecteur des Enfants assistés,
J. BERNARD.

RESUMÉ DU LIVRE-JOURNAL (N° 1.) ANNÉE 1874.

MOIS de L'ADMISSION.	NOMBRE DES ADMISSIONS PAR CATÉGORIE									TOTAL GÉNÉRAL par mois.	OBSERVATIONS. (Indiquer dans cette colonne les faits principaux ou exceptionnels et la série des numéros matricules)
	ENFANTS TROUVÉS.			ENFANTS ABANDONNÉS.			ORPHELINS PAUVRES.				
	Garçons	Filles.	TOTAL.	Garçons	Filles.	TOTAL.	Garçons	Filles.	TOTAL.		
Janvier	»	»	»	5	3	8	2	1	3	11	
Février.	»	»	»	9	5	14	1	2	3	17	
Mars	»	»	»	10	7	17	2	1	3	20	
Avril	»	»	»	11	14	25	1	4	5	30	
Mai	«	»	»	14	8	22	2	1	3	25	
Juin	»	»	»	11	6	17	4	1	5	22	
Juillet.	»	»	»	20	10	30	1	»	1	31	
Août	»	»	»	13	13	26	2	»	2	28	
Septembre. . . .	»	»	»	5	8	13	3	»	3	16	
Octobre	»	»	»	6	6	12	»	»	»	12	
Novembre	»	»	»	8	11	19	4	»	4	23	
Décembre	»	»	»	8	10	18	»	»	»	18	
TOTAL par SEXE. Garçons .	«	»	»	120	»	»	22	»	»	142	253
TOTAL par SEXE. Filles . .	»	»	»	»	101	»	»	10	»	111	

Hospices dépositaires de LILLE, CAMBRAI, DOUAI, DUNKERQUE et VALENCIENNES.

RÉSUMÉ DES REGISTRES MATRICULES (2, 2 bis et 2 ter).

ENFANTS ASSITÉS de 1 jour à 12 ans. — CLASSEMENT PAR CATÉGORIES.	RESTANT AU 31 DÉCEMBRE 1873.					ADMIS EN 1874.					RAYÉS DES CONTROLES.										RESTANT AU 31 DÉCEMBRE 1874.				
	à la campagne.		à l'hospice.		TOTAL.	placés en nourrice.		conservés à l'hospice.		TOTAL GÉNÉRAL.	Remis à des parents ou bienfaiteurs		ayant atteint l'âge de 12 ans		décédés.		TOTAL DES RADIATIONS				à la campagne.		à l'hospice		TOTAL général
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.		Garçons	Filles	Garçons	Filles		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.					Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.
Enfants trouvés	7	8	»	»	15	»	»	»	»	15	1	»	2	1	»	»	4				4	7	»	»	11
Enfants abandonnés. dès la naissance	34	34	»	»	68	4	8	»	2	82	5	6	»	»	2	6	19	30	32	1	»				63
Enfants abandonnés. dans la 1re année de la naissance	41	42	3	3	89	13	6	2	»	110	8	2	2	3	7	3	25	38	43	4	»				85
Enfants abandonnés. postérieurement à la 1re année	166	168	44	15	390	33	31	31	29	514	60	55	41	38	»	»	194	146	134	23	17				320
Enfants de détenus	30	28	8	3	69	23	12	15	13	132	24	18	1	2	3	3	51	35	20	14	12				81
Orphelins pauvres	100	91	21	13	225	17	7	4	3	256	9	3	21	16	6	2	57	92	85	13	9				199
TOTAL GÉNÉRAL	378	371	73	34	856	90	64	52	47	1109	107	84	67	60	18	14	350	345	321	55	38				759

DÉPENSES.

EXTÉRIEURES.

PENSIONS. 1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre	FRAIS DIVERS. École.	Médecine.	Inhumation.	INDEMNITÉS. du 1er âge.	de 50 fr.	de trousseau à 12 ans.	Frais divers et dépenses de voyages des nourrices et patrons.	Subventions pour enfants infirmes ou placés dans des établissements spéciaux.	Frais de vêtures.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
411 42	358 33	300 32	292 50	33 75	4 50	»	9 80	100	84 84	2 80	» »	340 89	1,938 82
1,913 39	2,023 19	1,907 69	1,793 15	172 50	65 55	35	144 95	»	» »	50 20	» »	1,622 12	9,757 74
2,417 42	2,420 17	2,394 08	2,294 34	263 95	87 90	45	84 83	150	169 62	64 90	46 »	2,118 06	12,514 27
7,816 07	7,565 04	7,053 25	6,781 26	1,342 15	68 25	»	» »	300	1,634 33	191 35	1,374 40	12,030 34	46,156 44
1,426 11	1,412 86	1,511 47	1,499 31	206 25	6 »	20	20 80	»	42 56	67 40	4 »	2,038 02	8,254 78
1,503 99	4,484 32	4,321 37	4,288 97	745 60	54 65	30	57 50	»	438 93	51 »	312 50	7,507 36	26,793 19
18,518 10	18,260 91	17,485 18	16,946 53	2,764 20	286 85	130	314 88	550	2,370 25	424 65	1,706 90	25,656 79	105,445 24

INTÉRIEURES.

Layettes.	Frais de séjour à l'hospice.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
» »	7 80	7 80
328 39	115 80	444 19
327 98	915 60	1,243 58
» »	12,150 80	12,150 80
56 33	3,682 40	3,738 73
172 47	6,101 20	6,273 67
885 17	22,973 60	23,858 77

RÉSUMÉ DU LIVRE DE TUTELLE (N° 3).

PUPILLES ayant atteint leur 12e année.			PUPILLES DE 12 A 21 ANS.																			
			PLACÉS EN APPRENTISSAGE.				Maintenus ou rentrés à l'hospice dépositaire.		Remis à la famille ou à des bienfaiteurs.		Entrés au service militaire.	Mariés.		Ayant atteint leur majorité dans le courant de l'année.		Éleves fugitifs.		Décédés dans le courant de l'année.		Restant au 31 décembre 1874.	
			chez leurs nourriciers		chez des patrons.																	
	Garçons.	Filles	Garçons.	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles.	Garçons	Filles		Garçons	Filles	Garçons.	Filles	Garçons	Filles.	Garçons	Filles.	Garçons	Filles.
Antérieurement à 1874.	330	255	164	142	141	82	25	31	14	10	1	1	2	19	12	2	»	5	4	288	227
En 1874.	68	62	43	34	18	14	7	14	8	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	60	55
	398	317	207	176	159	96	32	45	22	17	1	1	2	19	12	2	»	5	4	348	282
	715		Garçons . . . . . 398 Filles . . . . . 317 } 715									85 { 50 35								630	

RÉSUMÉ DU REGISTRE RÉCAPITULATIF N° 5.

DIVISION PAR CATÉGORIES	ENFANTS																							
	SOUMIS A LA TUTELLE HOSPITALIÈRE, PLACÉS :												AFFRANCHIS DE LA TUTELLE HOSPITALIÈRE PAR :										décédés dans le courant de l'année.		Restant au 31 décembre 1874.	
	à l'hospice.		en nourrice.		EN APPRENTISSAGE chez des cultivateurs.		EN APPRENTISSAGE chez des artisans.		comme domestiques.		TOTAL.		réclamation des familles ou des bienfaiteurs		mariage.		Engagement militaire.	ayant atteint leur majorité dans le courant de l'année.		élèves fugitifs.		TOTAL.				
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles	Garçons.	Filles	Garçons.	Garçons.	Filles.	Garçons	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Pupilles immatriculés antérieurement au 1er janvier 1874. .	94	78	427	386	109	60	182	123	28	67	837	714	110	85	1	2	3	31	28	3	»	146	114	12	9	677	590
Enfants trouvés. . . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Enfants abandonnés. .	44	44	76	64	»	»	2	4	»	»	122	109	62	52	»	»	»	»	»	»	»	50	47	8	6	52	51
Orphelins pauvres . .	5	4	17	7	»	»	1	»	»	»	23	11	8	1	»	»	»	»	»	»	»	8	1	4	2	11	8
Totaux	140	123	520	457	109	60	185	127	28	67	982	834	180	138	1	2	3	31	28	3	»	204	162	24	17	740 + 649 = 1389	

DÉCÈS PAR AGE	DÉCÈS PAR CATÉGORIE. 1° ENFANTS TROUVÉS — décédés à l'hospice par suite			décédés à la campagne par suite			2° ENFANTS ABANDONNÉS — décédés à l'hospice par suite			décédés à la campagne par suite			3° ORPHELINS PAUVRES — décédés à l'hospice par suite			décédés à la campagne par suite			
	de maladie.	d'accident.	d'épidémie.	de maladie.	d'accident.	d'épidémie.	de maladie.	d'accident.	d'épidémie.	de maladie.	d'accident.	d'épidémie.	de maladie.	d'accident.	d'épidémie.	de maladie.	d'accident.	d'épidémie.	
GARÇONS.																			
Dans le premier mois.	»	»	»	»	»	»	»	»	»		»	»	«	»	»	1 (10)	»	»	
D'un mois à 1 an...	«	»	»	»	»	»	»	»	1 (5)	8 (6, 7, 7, 9, 12, 16, x, x)	»	»	»	»	»	2 (3, 12)	»	»	
De 1 à 2 ans...	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1 (14)	»	»	1 (1)	»	»	2 (15, 15)	»	»	
2 à 3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2 (10, 12)	»	»	»	»	»	»	»	»	
3 à 4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
4 à 5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
5 à 6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
6 à 7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
7 à 8	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
8 à 9	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
9 à 10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
10 à 11	»	«	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
11 à 12	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
TOTAL	»	»	»	»	»	»	»	»	1	11	»	»	1	»	»	5	»	»	18
FILLES.																			
Dans le premier mois	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1 (11)	»	»	
D'un mois à 1 an. .	»	»	»	»	»	»	2 (16)	»	»	7 (3, 4, 8, 9, 10, 12, x)	»	»	»	»	»	1 (21)	»	»	
De 1 à 2 ans...	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2 (7, 15)	»	»	»	»	»	»	»	»	
2 à 3	»	»	»		»	»	»	»	»	1 (14)	»	»	»	»	»	»	»	»	
3 à 4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
4 à 5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
5 à 6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
6 à 7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
7 à 8	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
8 à 9	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
9 à 10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
10 à 11	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
11 à 12	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
TOTAL	»	»	»	»	»	»	2	»	»	10	»	»	»	»	»	2	»	»	14
RÉCAPITULATION:																			
Garçons	»	»	»	»	»	»	»	»	1	11	»	»	1	»	»	5	»	»	18
Filles.	»	»	»	»	»	»	2	»	»	10	»	»	»	»	»	2	»	»	14
TOTAL GÉNÉRAL..	»	»	»	»	»	»	2	»	1	21	»	»	1	»	»	7	»	»	32

OBSERVATIONS	
1 Bronchite	2
2 Cholérine	1
3 Constitution débilitée	1
4 Convulsions . . .	4
5 Coqueluche. . . .	1
6 Croup.	2
7 Eczéma	1
8 Entérite	1
9 Entérite chronique	1
10 Eruption dartreuse	1
11 Fièvre typhoïde. .	1
12 Hémorrhagie . .	1
13 Méningite	5
14 Méningite tuberculeuse	2
15 Muguet	1
16 Péritonite tuberculeuse*	1
17 Phthisie pulmonaire	5
18 Pneumonie. . . .	2
19 Rachitisme . .	1
20 Rougeole.	1
21 Syphilis constitutionnelle . . .	1
22 Tuberculose . . .	1
x Inconnus . .	7
TOTAL	44 (A)

(A) NOTA.—Sur les 44 enfants de 1 jour à 12 ans décédés en 1873, l'on compte 30 enfants de 1 *jour* à 1 *an* qui ont succombé aux maladies indiquées ci-après:

Bronchite 2; cholérine 1; convulsions 4; coqueluche 1; croup 2; Eczéma 1; Entérite 2; Eruption dartreuse 1; fièvre typhoïde 1; méningite 4; muguet 1; Phthysie pulmonaire 1; Pneumonie 2; Syphilis constitutionnelle 1; inconnues 6.

TABLEAU DE MORTALITÉ DES ENFANTS DE UN JOUR A UN AN. (Années 1870-1874).

ANNÉES.		1° ENFANTS TROUVÉS. ADMIS.	1° décédés à l'hospice	1° décédés à la campagne.	2° ENFANTS ABANDONNÉS. ADMIS.	2° décédés à l'hospice	2° décédés à la campagne.	3° ORPHELINS PAUVRES ADMIS.	3° décédés à l'hospice	3° décédés à la campagne.	ADMISSIONS par années. Garçons.	Filles.	Total	DÉCÈS par années. Garçons.	Filles.	Total	Proportion de la mortalité par années.	4° ENFANTS SECOURUS TEMPORAIREMENT. ADMISSIONS par années. Garçons.	Filles.	Total	DÉCÈS par années. Garçons.	Filles.	Total	Proportion de la mortalité par années.
1870	Garçons	1	»	»	28	6	6	3	2	»	32	»	84	14	»	32	38 » %	65	»	139	10	»	24	17.26 %
	Filles	1	»	1	48	8	9	3	»	»	»	52		»	18			»	74		»	14		
1871	Garçons	3	«	2	43	8	13	7	3	2	53	»	93	29	»	52	55.91 %	94	»	172	23	»	42	24 41 %
	Filles	1	»	»	35	9	12	4	1	1	»	40		»	23			»	78		»	19		
1872	Garçons	»	»	»	33	9	9	12	2	3	45	»	77	23	»	37	48 » %	42	»	86	4	»	14	16.27 %
	Filles	1	»	»	22	4	6	9	1	3	»	32		»	14			»	44		»	10		
1873	Garçons	1	»	»	32	5	10	4	»	1	37	»	73	16	»	30	41 » %	63	»	149	14	»	31	20.80 %
	Filles	»	»	»	31	3	8	5	1	2	»	36		»	14			»	86		»	17		
1874	Garçons	»	»	»	20	1	8	4	»	3	24	»	46	12	»	23	50 » %	93	»	171	22	»	40	23.39
	Filles	»	»	»	18	2	7	4	»	2	»	22		»	11			»	78		»	18		
											191	182	373	94	80	174	232 91 %	357	360	717	73	78	151	102 43 %

Moyenne de la mortalité des trois catégories : TROUVÉS, ABANDONNÉS et ORPHELINS pour les cinq dernières années :—

$$\frac{232\ 91}{5} = 46\ 58\ \%$$

Moyenne de la mortalité des ENFANTS SECOURUS TEMPORAIREMENT pour les cinq dernières années :

$$\frac{102.43}{5} = 20.42\ \%$$

RÉSUMÉ DU REGISTRE DES SECOURS TEMPORAIRES (N° 6).

	MOUVEMENT.														ENFANTS LÉGITIMÉS postérieusement à l'allocation du secours temporaire.			DÉPENSES.										
	ENFANTS SECOURUS.						RAYÉS des contrôles.		DÉCÉDÉS dans le courant de l'année.				TOTAL.		RESTANT au 31 décembre 1874			FRAIS ORDINAIRES.				FRAIS ACCESSOIRES.					
ADMIS.	élevés à la maison maternelle		élevés en nourrice		TOTAL.				chez leurs mères.		en nourrice.							1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Layettes et vêtures.	Assistance médicale.	Frais d'inhumation.	Légitimation de l'enfant Indemnité réglementaire.	Frais divers.	TOTAL.
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons. Filles. Total										
De 1863 au 31 déc. 1870 . . .	344	392	»	»	341	392	132	126	17	29	»	»	149	155	192	237	13 17 30	9289	9813	10983	12962	4649 30	»	»	2500	»	(A) 50196 30
Antérieurement à 1874. 1871.	157	132	»	»	157	132	85	106	49	47	»	»	134	153	23	24 en moins.	7 18 25	10302	10922	10014	8965	3043 13	»	»	(B) 1500	»	44746 13
1872.	62	70	»	»	62	70	113	113	19	17	»	»	132	130	70 en moins.	60 en moins.	19 25 44	8218	7816	6920	6923	1100 19	»	»	(C) 1788	»	32767 19
1873.	85	116	»	»	85	116	57	74	25	22	»	»	82	96	3	20	37 26 63	6684	6361	6098	6390	1983 30	»	»	(D) 2340	»	29856 30
TOTAL. .	645	710	»	»	645	710	387	419	110	115	»	»	497	534	148	176	76 86 162	34493	34914	34015	35240	10775 92	»	»	8128	»	157565 92
															324												
En 1874 . .	124	109	»	»	124	109	51	47	28	27	»	»	79	74	45	35	24 30 54	6818 50	7535 50	8062 50	8212 50	2246 84	»	»	(E) 2262	»	35137 84
TOTAL . .	769	819	»	»	769	819	438	466	138	142	»	»	576	608	193	211	100 116 216	41311 50	42449 50	42077 50	43452 50	13022 76	»	»	10390	»	192703 76
															404												

(A) Ce total ne comprend que les résultats des années 1869 et 1870.
(B) Cette somme représente 25 allocations de 60 fr.
(C) Cette somme représente 27 allocations de 60 fr, 2 de 30 fr, et 2 de 54 fr.
(D) Cette somme représente 39 allocations de 60 fr.
(E) Cette somme représente 37 allocations de 60 fr. et une de 42 fr.

INSTRUCTION PRIMAIRE.

ANNÉE SCOLAIRE 1874-75.

RAPPORT SUR LA SITUATION DU SERVICE [1]

MONSIEUR LE PRÉFET,

J'ai l'honneur de vous présenter l'exposé de la situation de l'enseignement primaire dans le département du Nord, durant le cours de l'année 1874.

Statistique.

A la fin de l'année 1874, les 661 communes du département du Nord avaient ensemble 1,270 écoles publiques, 16 de plus qu'à la fin de 1873.

Le nombre des communes dépourvues d'écoles était encore de 19, mais 17 de ces communes étaient régulièrement réunies à d'autres pour l'entretien d'une école; 2 seulement restaient privées de toute institution scolaire.

Ces 1,270 écoles publiques comprenaient 568 écoles spéciales aux garçons, 529 spéciales aux filles, 173 mixtes. Sur ces 173 mixtes, 57 appartenaient à des communes de plus de 500 habitants.

Il y avait encore 123 communes où une classe, sous un même maître, renfermait plus de 80 élèves et parfois ces élèves étaient des deux sexes; cependant 24 postes d'adjoints avaient été créés dans le cours de l'année, c'est-à-dire 24 de ces classes dédoublées.

(1) Ce rapport a été adopté par le Conseil départemental du Nord qui, dans sa séance du 15 juillet, a décidé qu'il serait présenté en son nom au Conseil général.

A ces 1,270 écoles publiques, il faut ajouter 361 écoles libres avec diminution de 9 sur l'année précédente, 94 spéciales aux garçons, 267 spéciales aux filles.

Salles d'asile.

Il y avait, à la fin de 1874, 266 salles d'asile dont 158 étaient publiques et 108 libres; 17 ont été ouvertes dans l'année, 16 publiques, 1 libre : 66 étaient dirigées par des laïques, 200 par des congréganistes. 46,157 enfants, 1,158 de plus que l'année précédente, avaient fréquenté les salles d'asile ; 34,343, les salles d'asile publiques, 11,814, les salles d'asile libres.

Personnel.

Le personnel de nos écoles publiques comprend 1,270 titulaires (727 instituteurs et 543 institutrices), et 1190 adjoints et adjointes.

De ces 1,270 titulaires, 920 étaient laïques (663 instituteurs et 257 institutrices), et 350 congréganistes (64 instituteurs et 286 institutrices).

Les instituteurs titulaires, laïques et congréganistes sont tous brevetés, les institutrices laïques sont également toutes brevetées, sauf 3 nommées à titre provisoire ; des 266 institutrices congréganistes, 3 seulement ont le brevet.

Population.

Les écoles publiques ont, en 1874, compté 182,304 enfants : 89,423 dans les écoles de garçons, 80,655 dans les écoles de filles, 12,226 dans les écoles mixtes ; l'augmentation sur l'année précédente a été de 2,046.

De ces 182,304 enfants, 65,813 ont été reçus comme payants, 116,491 comme gratuits.

102,236 ont été inscrits dans les écoles laïques, 80,068 dans les écoles congréganistes.

Au chiffre des élèves des écoles publiques, il faut ajouter celui des élèves des écoles libres, 37,105, avec augmentation de 311 sur l'année précédente, et on arrive au total de 219,409 représentant le nombre des enfants qui, dans le département du Nord, reçoivent l'instruction primaire.

Près de 10,000 enfants resteraient encore privés de toute instruction. On comprend, du reste, combien ce chiffre est difficile à établir dans les cités populeuses.

Cours d'adultes.

Durant la saison d'hiver 1873-74, il y a eu 537 déclarations de cours d'adultes ; diminution sur l'année précédente, 16. Ces cours auraient eu 17,980 auditeurs ; diminution, 109. En somme, la situation est restée à peu près telle qu'elle était, je le constate à la louange des instituteurs ; ils ont continué les mêmes efforts sans recevoir les mêmes encouragements. Les ressources dont dispose l'Administration sont singulièrement restreintes depuis que l'État se refuse à venir à notre aide ; et pourtant l'effort qu'imposent aux maîtres les cours d'adultes est de ceux qui doivent être encouragés et soutenus. Il serait urgent que l'État rendît au département du Nord le secours dont il a joui primitivement ou tout au moins qu'il lui accordât, ne serait-ce qu'à titre d'encouragement, une somme équivalente à celle qui est inscrite au budget départemental : il y va de l'avenir de nos cours d'adultes.

Écoles dominicales.

Les écoles dominicales ont été au nombre de 181 (40 pour les hommes et 141 pour les femmes): 815 hommes et 5,814 femmes les ont suivies ; ces chiffres, comparés à ceux de l'année précédente, indiquent pour les hommes une légère diminution, pour les femmes une augmentation marquée.

Cours du midi. Je n'insiste pas sur les cours du midi qui fatiguent nos maîtres et ne donnent que de très-pauvres résultats ; la nouvelle loi sur le travail des enfants dans les manufactures va rendre nécessaire une nouvelle organisation.

Bibliothèques. Les bibliothèques du département du Nord, le 31 décembre 1874, étaient au nombre de 385, soit 22 de plus que l'année précédente à la même date ; elles possédaient 42,001 volumes, soit en plus 3,232. Les dons et souscriptions s'étaient élevés de 8,903 fr. 52 c. à 9,225 fr. 28 cent., augmentation : 321 fr. 76 c. Sur ces 385 bibliothèques, 279 étaient notées comme suivies, 106 comme non suivies, 366 comme bien tenues, 19 comme mal tenues. 40,509 livres avaient été prêtés : 1,511 de plus qu'en 1873. A première vue, ces chiffres pourraient faire illusion, car ils sont tous en progrès sur ceux de l'année précédente ; mais, après un moment d'examen, on s'aperçoit qu'avec 22 bibliothèques nouvelles et 3,232 volumes nouveaux il n'y a eu que 1,511 prêts de plus et que 42,001 volumes n'ont donné que 40,509 lecteurs. En 1873, le chiffre des lecteurs (38998) était légèrement supérieur à celui des volumes (38,769) ; en 1874, il a été inférieur.

Caissesd'épargne scolaires. Ce rapport annuel fera mention, pour la première fois, des caisses d'épargne scolaires, destinées à répandre parmi les enfants des classes laborieuses l'habitude et le goût de l'économie. Cette institution est à ses débuts ; les développements qu'elle a pris en peu de temps répondent de l'avenir : 44 caisses d'épargne scolaires fonctionnent déjà, 25,299 fr. 85 c. ont été versés pour 1,190 enfants.

Résumé: Ainsi, 16 écoles et 17 salles d'asile ouvertes ; en plus dans nos écoles, 2,046 élèves, dans nos asiles 1158, 24 postes d'adjoints et d'adjointes créés, une quarantaine de caisses d'épargne fondées, tel est le gain que nous a apporté l'année 1874 ; mais elle nous a laissé environ 10,000 enfants sans instruction, 57 écoles à ouvrir dans des communes qui, ayant plus de 500 âmes, ne possèdent qu'une école mixte ; 123 classes où sont réunis plus de 80 élèves. J'ai cru bon de dégager ces chiffres comme conclusion et enseignement de cette étude statistique.

					Différences avec 1873.
Nombre des écoles publiques.	Garçons.	Laïques.	503	568	1270 + 16
		Congréganistes.	65		
	Mixtes . .	Laïques.	166	173	
		Congréganistes.	7		
	Filles. . .	Laïques.	251	529	
		Congréganistes.	278		
		A reporter. . . .			1270

						Différences avec 1873.
				Report	1270	
Nombre des écoles libres.	Garçons. .	Laïques.	49	86	361	— 9
		Congréganistes.	37			
	Mixtes . . .	Laïques.	8	8		
		Congréganistes.	»			
	Filles	Laïques.	106	267		
		Congréganistes.	161			
			Total	1631		

Nombre des écoles mixtes tenues par des . . . { Hommes . . . 160 ; Femmes . . . 13

			Payants.	Gratuits.	Total.			Différences avec 1873.
Nombre des élèves des écoles publiques.	Garçons	Laïques.	28987	38767	67754	89423	182304	+2046
		Congréganistes .	2526	19143	21669			
	Mixtes. .	Laïques. . Garçons	3311	3120	6431	11455		
		Laïques. . Filles . .	2303	2721	5024			
		Congrégées Garçons	155	222	377	771		
		Congrégées Filles . .	164	230	394			
	Filles . .	Laïques.	11574	16477	28051	80655		
		Congréganistes. .	16793	35811	52604			
		Totaux.	65813	116491	182304			
			Payants.	Gratuits.	Total.			
Nombre des élèves des écoles libres.	Garçons	Laïques.	2552	719	3271	9029	37105	+311
		Congréganistes. .	4080	1678	5758			
	Mixtes. .	Laïques. . Garçons	76	185	261	451		
		Laïques. . Filles .	43	147	190			
		Congrégées Garçons	»	»	»	»		
		Congrégées Filles . .	»	»	»			
	Filles . .	Laïques.	6979	377	7356	27625		
		Congréganistes. .	14675	5594	20269			
		Totaux.	28405	8700	37105			
		Total général.	94218	125191	219409			

Salles d'asile.

Nombre de salles d'asile.	Publiques.	Laïques.	46	158	158 + 16
		Congréganistes. .	112		
	Libres. . . .	Laïques.	20	108	108 — 1
		Congréganistes. .	88		
		Total		266	

				Payants.	Gratuits.	Total.	Différences avec 1873.
Nombre d'enfants reçus dans les salles d'asile.	Publiques	Laïques.	Garçons	652	3391	4043	34343 + 724
			Filles . .	751	3547	4298	
		Congres.	Garçons	2396	9946	12342	
			Filles . .	2774	10886	13660	
	Libres . . .	Laïques.	Garçons	1241	126	1367	11814 + 434
			Filles . .	625	155	780	
		Congres.	Garçons	2468	1952	4420	
			Filles . .	3182	2065	5247	
		Totaux		14089	32068	46157	

Cours d'adultes.

				Payants.	Gratuits.	Total.	
Cours d'adultes.	Publics . . .	Hommes . . .		57	368	425	519 — 11
		Femmes . . .		13	81	94	
	Libres . . .	Hommes . . .		6	6	12	18 — 5
		Femmes . . .		2	4	6	
		Totaux		78	459	537	

				Payants.	Gratuits.	Total.	
Auditeurs des cours d'adultes.	Publics . .	Hommes . . .		1684	12524	14208	17122 + 209
		Femmes . . .		247	2667	2914	
	Libres . . .	Hommes . . .		118	537	655	858 — 318
		Femmes . . .		48	155	203	
		Totaux		2097	15883	17980	

Total des établissements scolaires réguliers (écoles et asiles). . .	1897
Total général des élèves	265566+10515
Enfants encore privés de toute instruction.	9243— 3032

			Laïques.	Congrég-	Total.			
Nombre d'écoles entièrement gratuites.	Publiques	Garçons . . .	57	35	92	198	257 + 36	
		Mixtes	7	»	7			
		Filles	29	70	99			
	Libres . . .	Garçons . . .	9	11	20	59		
		Mixtes	5	»	5			
		Filles	4	30	34			
			111	146	257			

			Laïques.	Congrég.	Total.		
Nombre des élèves reçus dans les cours entièrement gratuits.	Publiques	Garçons . . .	13529	13965	27494	53910	59672
		Mixtes	582	»	582		
		Filles	6435	19399	25834		
	Libres . . .	Garçons . . .	536	1457	1993	5762	
		Mixtes	255	»	255		
		Filles	190	3324	3514		
			21527	38145	59672		

Nombre d'écoles ouvertes dans l'année.	Publiques . . .	Laïques	9
		Congréganistes	7
	Libres	Laïques	3
		Congréganistes	7

Réunions dominicales.	Hommes. . . .	40	181
	Femmes. . . .	141	
Élèves des réunions dominicales. .	Hommes . . .	815	6629
	Femmes . . .	5814	

		LAÏQUES.		CONGRÉGANISTES.	
		Brevetés.	Non-brevetés.	Brevetés.	Non-brevetés.
Nombre d'instituteurs publics.	Titulaires.	663	»	64	»
	Adjoints.	267	71	4	225
Totaux.		930	71	68	225
Nombre d'institutrices publiq..	Titulaires.	254	3(1)	31	255
	Adjointes.	76	36	6	506
Totaux.		330	39	37	761

(1) Provisoires.

			Traitements seuls.	Accessoires compris
Traitements moyens . . .	Instituteurs laïques.	Titulaires. . . .	1300	1612
		Adjoints	880	1030
	Institutrices laïques.	Titulaires. . . .	1150	»
		Adjointes. . . .	850	»

Nombre d'instituteurs laïques âgés de plus de 60 ans. 20
Id. d'institutrices id. 3

Communes dépourvues d'école.

1° Communes réunies à d'autres pour l'entretien d'une école 17
2° Communes non réunies et n'ayant pas d'école. 2
3° Communes ayant une école mixte 173
4° Communes ayant une seule école et une population de 500 habitants et au-dessus 57
5° Communes n'ayant qu'une classe fréquentée par plus de 80 élèves. . 123
6° Ecoles ayant plusieurs classes et l'une d'elles fréquentée par plus de 80 élèves 94
7° Postes d'instituteurs-adjoints et d'institutrices-adjointes créés dans l'année 24

Enseignement.

Matières obligatoires.

Toutes les matières obligatoires de l'enseignement primaire sont inscrites sur le programme de toutes nos écoles.

Instruction religieuse.

Le catéchisme est partout récité avec soin ; je voudrais que partout, avec un soin égal, on apprît aussi l'Évangile du dimanche. L'histoire sainte laisse trop souvent à désirer ; on veut la faire apprendre aux enfants dans un livre, leçon par leçon ; on marche ainsi très-lentement ; à grande peine arrive-t-on jusqu'aux Juges ; le peu qui est su n'est pas toujours bien su ; car on s'est adressé à la mémoire et non à l'intelligence. Il a été recommandé aux maîtres de présenter l'histoire, — aussi bien l'histoire de France que l'histoire sainte, — sous forme de récits oraux faisant connaître les principaux événements et les principaux personnages ; les élèves doivent ensuite reproduire ces récits ou de vive-voix ou par écrit suivant leur âge et leur degré d'instruction.

Lecture.

On voit trop souvent dans la lecture un exercice purement matériel ; certes, il faut veiller à ce que l'élève prononce bien, à ce qu'il s'arrête là où l'indiquent les signes de ponctuation ; c'est déjà un moyen de lui rendre le texte intelligible aussi bien qu'aux autres ; mais il faut de plus, par de nombreuses questions, s'assurer s'il a lu non seulement avec ses yeux, mais avec son esprit, si tous les mots ont eu pour lui un sens net et déterminé, toutes les phrases un enchaînement logique. Ainsi faite, la lecture est, dans l'école, le grand moyen d'instruction et d'éducation.

Écriture.

L'écriture Flament se répand de plus en plus, les résultats sont satisfaisants.

Langue française

Des livres intelligents sont venus au secours des maîtres ; ils leur fournissent une suite de dictées courtes et bien graduées ; nous voyons peu à peu disparaître ces interminables exercices écrits, fastidieusement répétés, les conjugaisons et les analyses.

Calcul et système métrique.

Les élèves de nos écoles savent en général calculer, mais ils ne possèdent qu'imparfaitement le système métrique : on le leur enseigne mal et trop tard. Il ne s'agit pas d'apprendre par cœur à l'enfant des définitions abstraites qu'il répètera machinalement ; il faut lui montrer les choses, mesures, poids, monnaies, les lui faire toucher et manier, lui apprendre à s'en servir ; on ne saurait commencer de trop bonne heure à l'exercer ainsi et à le familiariser avec des connaissances dont il aura besoin à chaque pas dans la vie.

Géographie et histoire.

L'enseignement de la géographie, objet dans ces derniers temps d'une attention toute particulière, est en bonne voie. Je ne saurais en dire autant de l'histoire de France, elle n'a été abordée par beaucoup de maîtres qu'à regret et après des invitations réitérées, et il faut reconnaître que la tâche est difficile.

Travaux à l'aiguille.

Les travaux à l'aiguille sont enseignés dans toutes les écoles spéciales de filles et même dans les écoles mixtes ; le tricot cède peu à peu la place à la couture et au raccommodage des bas et du linge.

Matières facultatives. — Agriculture.

L'agriculture, quoique n'étant pas comprise dans les matières obligatoires prescrites par la loi du 15 mars 1850 et celle de 10 avril 1867, a pourtant sa place dans la plupart de nos écoles; je ne veux pas dire qu'un cours régulier d'agriculture y soit toujours fait, ou que ce cours ait la prétention de former des agriculteurs; on trouverait sans nul doute une telle prétention excessive de la part de l'instituteur; des lectures sont faites, des dictées et des problèmes sont donnés sur des sujets agricoles: l'important est que l'élève reçoive des notions justes dont il gardera le souvenir et surtout qu'il emporte, s'il est possible, le goût et l'amour de la vie des champs.

Horticulture.

Il a été recommandé à nos maîtres de s'attacher à l'enseignement de l'horticulture, science plus restreinte et plus facilement accessible. Les élèves de l'École normale ont été préparés avec soin à cet enseignement; ils peuvent le répandre dans les communes du département; le jardin de l'instituteur doit être un jardin modèle produisant de beaux légumes et des fruits choisis.

Gymnastique.

Il est évident que la gymnastique contribue au développement du corps; que non seulement elle le fortifie, mais encore qu'elle l'assouplit et, par conséquent, prépare aux exigences du service militaire, aujourd'hui obligatoire pour tous; cette conviction n'a pas encore pénétré dans nos populations surtout rurales. Les municipalités ne montrent à l'égard de la gymnastique qu'indifférence et même mauvais vouloir; elles refusent tout crédit pour l'achat et l'établissement d'agrès et d'appareils; elles ne veulent pas même profiter des fonds votés par le Conseil général.

Chant.

L'enseignement du chant se développe, rien n'empêche que dans un court espace de temps il ne soit partout répandu dans le département; la plupart de nos maîtres sont aptes à le donner, je fais appel à leur bonne volonté.

Dessin.

Le dessin réussit à merveille dans nos salles d'asile: les enfants s'y montrent très-bien disposés; pourquoi ne pas le continuer dans les écoles? Les tentatives (je ne parle pas ici des grandes villes) ont été jusqu'ici trop rares.

État de l'enseignement.

Le nombre des écoles où l'enseignement peut-être dit vraiment satisfaisant est encore trop restreint. Grâce à l'activité incessante de MM. les Inspecteurs primaires, des progrès ont été faits, ils devront être poursuivis avec énergie et ténacité.

Il faut, avant tout, agir sur les maîtres, car on peut dire avec raison: tant vaut le maître tant vaut l'école.

Pour agir sur nos maîtres, divers moyens ont été mis en œuvre:

Conférences.

1° *Les Conférences.* — Elles ont déjà été nombreuses en 1874, elles le seront plus encore à l'avenir. Tombées en désuétude dans certains arrondissements, elles seront partout remises en vigueur. Suivant les cas et les lieux, ces conférences ont été faites de différentes manières; ici, le Président, l'Inspecteur d'Académie ou, plus souvent, l'Inspecteur primaire prend seul la parole, les instituteurs doivent ensuite, sur leurs notes, rédiger les conseils qui leur ont été donnés; là, une question pédagogique a été indiquée à l'avance; tous les instituteurs ont dû y réfléchir, l'un d'eux l'a particulièrement préparée, il expose son opinion qui peut être combattue et discutée, le président résume le débat et conclut; d'autres fois, les instituteurs ont été réunis dans l'école d'un de leurs collègues qui, devant eux fait la classe; les élèves partis, l'Inspecteur

fait ressortir ce qu'il y a de bon dans l'enseignement donné et aussi ce qu'il peut y avoir de faible ou de défectuenx. Ce mode de conférence tout pratique, où il est prêché d'exemple, donne les meilleurs résultats, surtout quand on a devant soi des maîtres qui ont peu d'expérience et qui doivent être formés.

Bibliothèques pédagogiques.

2° *Bibliothèques pédagogiques.* — Les maîtres à qui l'on reprochait de ne pas lire et de ne plus s'instruire, répondaient : « Comment faire ? les livres nous manquent. » Les bibliothèques pédagogiques mettent à leur disposition des ouvrages qui leur parlent de leur profession, de toutes les questions qui s'y rattachent, des améliorations introduites ailleurs ; les esprits seront stimulés et éveillés et on aura moins à craindre ce grand ennemi : la torpeur, qui amène la routine. Déjà, deux arrondissements, grâce à l'esprit d'initiative de leurs inspecteurs, jouissent de cette utile institution.

Certificat d'études.

3° *Certificat d'études.* — Un troisième moyen agit non moins sur les élèves que sur les maîtres : le certificat d'études. Jusqu'ici, l'examen s'est fait par les soins de chaque inspecteur primaire pour son arrondissement ; à l'avenir, il recevra son impulsion et sa direction de l'Inspection académique.

Améliorations.

Deux causes matérielles avaient été signalées dans le précédent rapport comme s'opposant à l'amélioration de nos études primaires, elles ont été combattues autant qu'il a été possible :

1° Classes trop nombreuses : 24 de ces classes ont disparu par la création de 24 postes d'adjoints ou d'adjointes obtenus non sans de grands efforts, non sans de lourds sacrifices que se sont imposés les communes et le département ; je crains toutefois que le personnel ne manque encore plus tôt que l'argent ;

2° Classes encombrées par la présence d'un trop grand nombre de jeunes enfants : le remède est surtout dans l'ouverture de salles d'asile ; 17 ont été fondées, d'autres sont en projet ; il est à désirer que chaque commune de plus de 1,500 habitants ait son asile.

Délégations cantonales.

Enfin, pour éclairer et aider l'inspection en tout ce qui touche au bien de l'enseignement primaire, les délégations cantonales, dans toute l'étendue du département, ont été complétées, réorganisées et mises en mouvement.

Personnel.

Le premier devoir de l'instituteur est de mériter, par sa conduite, la considération publique : ceux qui ont manqué à ce devoir ont été frappés ; en proposant des peines même sévères, l'Administration a été soutenue par le sentiment qu'elle agissait dans l'intérêt même du corps dont elle défendait l'honneur.

A part ces quelques exceptions, le personnel des instituteurs du Nord, laïques et congréganistes, n'a cessé de jouir d'une estime justement méritée.

Recrutement. Le recrutement s'est fait dans d'assez bonnes conditions, et le service a été assuré jusque vers la fin de mai; à cette date se sont produits des vides assez nombreux qui n'ont pu être comblés; nous attendons avec impatience le moment où l'École normale, grâce à une installation plus spacieuse, pourra nous fournir un contingent plus nombreux.

École normale. L'École normale de Douai s'est montrée digne de sa vieille réputation; les élèves qu'elle a présentés, en fin d'année, aux examens du brevet de capacité, ont tous été reçus, et la plupart tenaient sur la liste les premiers rangs. A l'intérieur, la discipline a été, comme par le passé, fermement maintenue.

La direction expérimentée et attentive que vous connaissez a su découvrir les fautes commises et faire justice.

L'organisation des études a reçu d'heureuses améliorations.

Un nouveau professeur externe a été attaché à l'école; il n'était que juste d'accorder aux mathématiques ce qu'avaient depuis longtemps obtenu la physique et la chimie; les résultats obtenus ont justifié la mesure. Le maître choisi a maintenant pris pied dans une maison où il avait, d'ailleurs, sa place naturellement marquée.

Je m'applaudis de ce qui a été fait pour les sciences, mais je voudrais qu'on n'oubliât pas la partie littéraire, ou, pour parler plus simplement et plus justement, la langue française. Autre chose est connaître les règles de la grammaire, autre chose est connaître la langue elle-même, la connaître pour l'apprécier et l'aimer. Or, il ne me semble pas superflu que les futurs maîtres de notre jeunesse acquièrent cette connaissance, un juste sentiment, le goût et l'amour de leur propre langue. Donner un tel enseignement aux élèves de notre École normale primaire, savoir jusqu'où il convient de le pousser et dans quelles limites il faut l'arrêter, est une tâche délicate qui ne saurait être confiée qu'à un maître habile, sûr, unissant au savoir le tact et le jugement.

Le nombre des candidats inscrits pour l'entrée à l'École normale a été, en 1874, de 84; cette année, il est de 98. Ces chiffres nous répondent du recrutement de l'École, lors même qu'elle pourra s'ouvrir à des promotions plus nombreuses.

La direction de l'École annexe a été de nouveau vacante, et il a été possible de faire agréer de l'Administration supérieure un de nos maîtres que nous avions vu à l'œuvre et qui, par ses qualités d'esprit et le tour de son caractère, nous semblait tout désigné pour ces fonctions. Notre espoir n'a pas été trompé. M. Herlin a déjà exercé une heureuse influence sur nos élèves-maîtres, et je ne doute pas qu'il ne soit appelé à rendre de sérieux services; il serait désirable qu'on attachât ce maître à l'École en lui assurant les avantages auxquels son mérite lui donne droit.

Cours normal. Le cours normal a présenté 11 élèves aux examens du brevet de capacité, 10 ont obtenu le brevet de premier ordre, la dernière a obtenu mention de toutes les matières facultatives à l'exception d'une seule; de tels résultats (et ils ne sont pas particuliers à l'année 1874) permettent de ne pas insister longuement sur la valeur des services que rendent les Dames de Flines : entre de telles mains, les études ne périclitent pas et la direction morale est assurée.

Le chiffre des inscriptions pour l'entrée au Cours normal a été, en 1874, de 47; cette année, il est de 30.

Examens pour le brevet de capacité.

Le nombre des aspirants et aspirantes qui se présentent pour obtenir le brevet de capacité va sans cesse en augmentant ; il s'est élevé, pour les deux sessions de 1874, à près de 600 (322 aspirantes et 275 aspirants). On ne saurait trop louer le zèle et le dévouement avec lesquels vos Commissions s'acquittent d'un travail chaque année plus pénible et plus prolongé.

207 aspirantes sur 322, 111 aspirants sur 275, ont subi l'examen avec succès. Il s'est donc présenté plus d'aspirantes que d'aspirants, et la proportion des échecs est pour les aspirants plus forte que pour les aspirantes.

Il s'en faut de beaucoup que toutes les aspirantes se destinent à l'enseignement et surtout à l'enseignement public ; beaucoup ne voient dans le brevet que l'attestation honorable de leur degré d'instruction.

Situation matérielle et financière.

Maisons d'école.

Les améliorations matérielles continuent : 122 projets d'acquisition, de construction, d'appropriations ou d'agrandissement de maisons d'école, ont été étudiés et présentés au Conseil départemental ; 97 ont été acceptés. Pour l'exécution de ces projets, la dépense se répartit ainsi :

Fonds votés par les communes.	935,229 fr.
Subventions du département	89,554
Subventions de l'État	39,850
Total	1,064,633 fr.

La proportion entre les secours accordés d'un côté par le département, et de l'autre par l'État, était, en 1873, toute différente (Département, 59,511 ; État, 115,500).

Mobiliers.

31 mobiliers personnels ont été acquis : l'État a contribué pour une somme de 5,330 francs.

Le crédit voté sur les fonds du département pour acquisition de mobiliers scolaires n'a pas été complètement épuisé ; d'une part, M. Wacquez-Lalo n'a pas fourni à temps (avant le 31 mars) les exemplaires de sa carte de France qui devaient être achetés ; d'autre part, il a été impossible, par suite de l'incendie de l'imprimerie de M. Danel, de se procurer la carte du Nord : il est à souhaiter que le reste de ce crédit soit, par le Conseil général, rendu à sa destination première.

Enfin, des concessions de cartes et de sphères pour les classes, de livres pour les bibliothèques scolaires, ont été accordés par l'État à 73 communes.

Traitements.

La somme totale payée pour les traitements du personnel de l'enseignement primaire a été de 2,148,694 francs.

Il a été subvenu à cette dépense par des ressources diverses, dons et legs, fonds communaux,

rétribution scolaire (628,332 fr.) ; enfin, subvention départementale (169,167 fr.). Il convient de rattacher à ce chiffre 19,740 fr. 15 c., loyers de maisons d'école, frais d'installation des élèves sortant de l'École normale, etc., ce qui donne un total de 188,907 fr. 15 c., représentant, pour 1874, la subvention départementale.

La moyenne des traitements est restée à peu près la même, pour les instituteurs, environ 1,300 fr.; pour les institutrices, environ 1,150 fr. Dans ces chiffres, j'omets à dessein les avantages accessoires : notre personnel enseignant doit avant tout vivre de ses fonctions.

Telle est, Monsieur le Préfet, la situation du service de l'instruction primaire dans le département du Nord ; je vous l'ai exposée fidèlement et sincèrement : vous pouvez juger de ce qui a été fait et de ce qui reste à faire.

L'Inspecteur d'Académie,

E. ANTHOINE.

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES.

RAPPORT DE M. L'INSPECTEUR,

CHEF DU SERVICE DU DÉPARTEMENT DU NORD.

1° Situation du réseau départemental.

L'Administration poursuit avec activité la réfection et la transformation de son réseau.

D'une part, les lignes principales établies sur route lors de leur création, sont reportées sur chemin de fer au fur et à mesure de l'ouverture des nouvelles voies, ce qui leur assure une installation plus régulière et une surveillance plus efficace. Dans le Nord, grâce au développement de ces voies de fer, cette opération est presqu'entièrement achevée; sur 1,754 kilom. de fil de 1er et de 2e ordre, il n'en reste plus que 82 kilom. sur le bord des routes ordinaires (1). D'autre part, le système d'isolement des fils est notablement perfectionné par

---

(1) Indépendamment de 107 kilom. de fils de l'Etat qui traversent simplement le département en desservant des stations étrangères, voici le détail des longueurs, sur chemin de fer et sur route, des fils en service dans le département du Nord, classés d'après leur importance et leur affectation :

	k.		k.		k.	
Fils internationaux	155,210	dont	142,560	sur chemin de fer, et	12,650	sur route.
» principaux et départementaux .	1,599,130	»	1,530, »	»	69,130	»
» municipaux	702,570	»	275,200	»	427,370	»
» sémaphoriques.	15,500	»	» »	»	15,500	»
» d'écluses	39,500	»	27, »	»	12,500	»
» d'intérêt privé.	279,500	»	53,500	»	226, »	»
TOTAUX	2,791,410	dont	2,028,260	sur chemin de fer, et	763,150	sur route.

L'Etat a en outre l'entretien et la surveillance de plus de 1,000 kilom. de fils appartenant à diverses Compagnies de chemins de fer.

l'emploi de supports d'un modèle spécial, exclusivement réservé jusqu'à ce jour aux communications à longue distance.

Cette amélioration aura une influence très-heureuse sur le rendement du réseau, car elle permettra de généraliser l'usage des appareils à grande vitesse, à l'essai ou définitivement adoptés, à l'aide desquels il est possible de transmettre jusqu'à 120 dépêches à l'heure et par fil, travail quintuple de celui que peut produire le mécanisme Morse. Elle va être appliquée, dans le cours de cette campagne, aux lignes qui s'étendent de Douai à Lille et à Quiévrain par Valenciennes. La ligne de Busigny à Somain, longue de 50 kilom., est en voie de reconstruction totale. Enfin, pour compléter l'ensemble du réseau du Nord, déjà largement doté, l'Administration a prescrit l'établissement d'un second fil de Lille à Cambrai, desservant Douai. Ces deux chefs-lieux d'arrondissement disposeront ainsi de deux débouchés sur Lille et pourront en outre correspondre directement entre eux; leur service sera dès-lors parfaitement assuré. Cette nouvelle communication sera ouverte vers le mois d'août prochain.

2° Créations et transformations de bureaux.

Une réforme assez importante a été appliquée au bureau de Roubaix. Depuis le 1er mai, le service y est prolongé jusque minuit, sur la demande de la Chambre de Commerce. Toutefois, cette modification n'a été admise qu'à titre d'essai, et ne sera maintenue que si elle est justifiée par un accroissement de la correspondance en rapport avec l'augmentation des dépenses d'exploitation.

Le développement du réseau cantonal subit un temps d'arrêt. Depuis le mois de septembre 1874, une seule station secondaire a été créée, celle de Montigny. En outre, il a été ouvert sept bureaux d'intérêt privé (1). Avant la fin de l'année courante, trois nouveaux noms, au moins, s'ajouteront à la liste des communes pourvues d'un service télégraphique : Clary, Walincourt et Wormhoudt; les projets qui les concernent sont en cours d'exécution.

Si l'Administration n'a pu accueillir jusqu'ici d'autres demandes, déjà anciennes, c'est qu'elle doit se préoccuper avant tout, par des considérations administratives et militaires d'ordre supérieur, de rattacher au réseau tous les chefs-lieux de cantons et résidences de brigades de gendarmerie encore dépourvues de communications électriques. L'application de cette mesure absorbera une grande partie des crédits inscrits au budget pour l'extension du réseau secondaire. Faute de ressources, l'Administration aurait donc été obligée d'ajourner, à longue échéance peut-être, les demandes des communes qui se recommandent par le chiffre de leur population et l'importance de leur industrie, si elle n'avait pas été autorisée, par

---

(1) Voici le relevé exact du nombre des bureaux au 1er juillet 1875, avec l'indication de la nature de leur service :

I.	Bureaux de l'Administration	19
II.	Bureaux secondaires :	
	1° Chefs-lieux de cantons et bureaux municipaux	52
	2° Gares ouvertes à la télégraphie	14
	3° Bureaux sémaphoriques	3
	4° Postes de barrages ou d'écluses	3
III.	Bureaux d'intérêt privé	9
	TOTAL	100

arrêté ministériel du 6 novembre 1874, à imposer aux localités qui sollicitent la création d'un bureau, et ne sont ni chef-lieu de canton, ni garnison de gendarmerie, outre la contribution proportionnelle à la longueur des lignes à établir, une subvention de 500 fr., représentant la valeur des appareils de transmission, et suffisante pour alléger les charges du Trésor, sans être, pour les besoins réels qui se manifesteraient, une barrière insurmontable.

D'autre part, l'Administration offre aux industriels le moyen de relier leurs usines entre elles et au réseau général, à des conditions abordables pour toute exploitation de quelqu'importance. Elle se charge de l'installation de tous les fils conducteurs dont elle assure l'entretien, et qui restent la propriété de l'État, moyennant le remboursement des dépenses de main-d'œuvre de construction et le paiement d'une annuité de 50 fr. par kilomètre de fil, qui représente, outre les frais de surveillance, l'amortissement du capital de premier établissement. C'est, en somme, donner satisfaction aux communes dont toute l'activité commerciale est concentrée dans les usines fondées sur leur territoire, et qui seules y justifieraient la création d'un bureau télégraphique.

Grâce à ces deux combinaisons, le développement des communications électriques pourra suivre sa marche normale, graduée d'après les véritables intérêts à desservir, sans être un embarras pour le budget.

Le système de concession de lignes d'intérêt privé, qui a reçu sa première application, sur une vaste échelle, à la sucrerie centrale d'Escaudœuvres, il y a trois ans à peine, commence à être connu et apprécié. Ce réseau particulier relie aujourd'hui Valenciennes à Marly, Wargny-le-Grand et aux forges de Denain et d'Anzin; Cambrai à Escaudœuvres et Saulzoir; Douai à Frais-Marais, et a un développement total de 280 kilom. de fil.

3° Résultats de l'exploitation.

Le tableau ci-annexé donne la comparaison des recettes pendant les années 1873 et 1874 et les cinq premiers mois des années 1874 et 1875.

Le mouvement télégraphique intérieur, qui avait faibli au commencement de 1874, s'est accentué pendant les derniers mois, de sorte que le chiffre des recettes a repris sa progression normale et est supérieur de 10 % environ à celui de 1873. Les cinq premiers mois de 1875 accusent la même augmentation. La correspondance internationale n'a pas suivi la même marche ascendante; sous ce rapport, les chiffres des années 1873 et 1874 sont presqu'identiques. Ce ralentissement relatif doit être attribué, en grande partie à Dunkerque, dont les relations électriques avec l'étranger ont une intime connexion avec les mouvements du port qui paraît avoir eu une animation exceptionnelle en 1873 (1).

---

(1) Les recettes internationales ont principalement diminué à Lille (central) et à Dunkerque.
Voici, pour ces deux bureaux, la comparaison de ces produits pour les années 1873 et 1874 :

	LILLE - CENTRAL.		DUNKERQUE.	
	Nombre de dépêches internationales.	RECETTES.	Nombre de dépêches internationales.	RECETTES.
Année 1873.	8,465	43,134 30	7,643	42,962 85
Année 1874.	7,817	40,330 25	6,971	38,274 30

Par contre, l'exploitation du réseau cantonal a donné d'excellents résultats. Les produits de 1874 ont dépassé de plus de 9,700 fr. ceux de l'année précédente, l'exploitation a donc bénéficié de plus de 15 %.

La progression des recettes en 1875 semble accuser une reprise dans la marche des affaires. Malgré cette recrudescence du travail, les transmissions s'effectuent avec régularité, et la proportion presqu'insignifiante des réclamations est la preuve que le personnel comprend toute l'importance de ses délicates fonctions et y apporte une attention soutenue.

L'Inspecteur, Chef du service du département du Nord,

CAIREL.

***ÉTAT COMPARATIF** des dépêches et du produit des taxes des bureaux télégraphiques du département du Nord, pendant les années* 1873 *et* 1874.

	DÉPÊCHES.			TAXES.		
	Intérieures.	Internationales.	TOTAUX.	Intérieures.	Internationales.	TOTAUX.
Année 1873	290450	39242	329692	335597 05	178148 60	513745 65
Année 1874	319970	39420	359390	364273 45	175658 25	539931 70
Différence en faveur de 1873.	»	»	»	»	2490 35	»
Id. id. de 1874.	29520	178	29698	28676 4 0	»	26186 f. 05

***ÉTAT COMPARATIF** des dépêches et du produit des taxes des bureaux télégraphiques du département du Nord, pendant les cinq premiers mois de* 1874 *et* 1875.

	DÉPÊCHES.			TAXES.		
	Intérieures.	Internationales.	TOTAUX.	Intérieures.	Internationales.	TOTAUX.
Cinq premiers mois de 1874..	119070	15108	134178	136443 15	68732 55	205175 70
Id. de 1875..	136890	15503	152393	155907 05	69150 55	225057 60
Différence en faveur de 1875..	17820	395	18215	19463 90	418 »	19881 f. 90

Dressé à Lille, par l'Inspecteur soussigné, le 15 juin 1875.

CAIREL.

INSTITUT INSDUSTRIEL, AGRONOMIQUE ET COMMERCIAL DU NORD DE LA FRANCE.

RAPPORT DU DIRECTEUR.

SITUATION DU 15 JUIN 1875.

I. — Effectif des Elèves et marche des Etudes.

Le nombre des Élèves qui ont été présents depuis la rentrée d'octobre 1874 s'est élevé à 91, tandis que notre rapport du 3 juillet 1873 en avait supputé 129. — La différence de 38 en moins provient de deux causes principales, qui ne pouvaient nous être révélées que par l'expérience. D'une part, 22 bourses, créées par le département et par les villes, sont encore vacantes actuellement, parce qu'il y a, dans les familles peu aisées, disette de jeunes gens suffisamment instruits pour être admis à l'Institut. D'autre part, le nombre des anciens est resté en-dessous de ce qu'on pouvait prévoir, parce qu'un assez grand nombre d'élèves se sont retirés, lorsqu'on leur a refusé l'admission en deuxième année. Ces deux causes disparaîtront au fur et à mesure que la notoriété de l'Institut s'accroîtra: en premier lieu, les directeurs des écoles primaires supérieures paraissent désireux de préparer des candidats aux bourses, parmi les plus intelligents de leurs élèves : en second lieu, nous constatons dejà un relèvement général du niveau de l'instruction, qui réduira le nombre des élèves refusés aux examens de passage.

En outre de cette amélioration dans le dégré d'instruction de la pluralité des élèves, nous devons faire ressortir que : le nombre des élèves présents a toujours été en croissant, depuis l'origine de la réorganisation de l'ancien établissement; le nombre des élèves démissionnaires s'est proportionnellement réduit; il en est de même du nombre des élèves exclus pour mauvaise conduite ou pour paresse de nature à perpétuer l'insuffisance d'instruction ; il y a accroissement des nombres d'élèves distingués, bons et assez bons. Par conséquent, nous sommes parfaitement fondé à accentuer l'affirmation que l'Institut justifiera pleinement les sacrifices

que le département et la ville de Lille se sont imposés en sa faveur, en fournissant chaque année à l'industrie, à l'agriculture et au commerce de la région, un nombre suffisant d'auxiliaires instruits et pourvus d'une initiation suffisante à la pratique.

Mais nous croyons devoir discuter ici l'objet d'une communication qui nous a été faite par des personnes autorisées, et cela, dans un esprit de bienveillance si manifeste, que nous n'avons pu éprouver qu'un sentiment de gratitude : « On accuse les enseignements de » l'Institut de ne pas être assez pratiques, de sorte qu'il ne peut fournir de bons contre- » maîtres, ce qui répondrait à un des grands besoins de la contrée. »

Nous espérons établir clairement, ci-après : que les auteurs de l'accusation ne tiennent aucun compte des bases sur lesquelles l'Institut a été créé, soit qu'ils les aient perdues de vue, soit qu'ils ne les aient jamais connues; qu'ils n'ont pas pris la peine de se rendre bon compte de la nature de nos enseignements, avant de les critiquer; que l'existence même de l'Institut serait mise en péril, si on lui demandait de fournir certains contre-maîtres, pour lesquels il faut en effet une toute autre organisation que la nôtre.

La Commission d'organisation de l'Institut désirait d'abord que cette création fût réservée exclusivement aux fils de patrons. Nous avons obtenu qu'on admît en plus : 1° des jeunes gens sans position assurée d'avance, en vue de former de bons employés, susceptibles de devenir directeurs dans un avenir éloigné; 2° des jeunes gens, riches ou non, désireux de suivre les cours d'un enseignement supérieur, à proximité de leurs familles comme pour le droit et la médecine, soit pour acquérir une instruction plus étendue comme l'ont fait plusieurs de nos élèves, fils de patrons fortunés, soit pour arriver plus vite à être directeurs et directeurs plus capables.

Tout imprégné encore des données et des conseils que d'éminents Directeurs d'Écoles techniques de France et de l'étranger venaient de nous fournir pendant notre grand voyage d'enquête auprès d'eux, parfaitement secondé par M. Matrot, qui s'est toujours attaché à se rendre bon compte des applications pratiques à tirer de la science, nous avons établi tous les plans d'études en conformité des bases fondamentales rappelées ci-dessus et ils ont été approuvés, avec éloges et à l'unanimité, par la Commission d'organisation d'abord, par le 4e bureau du Conseil général ensuite.

Depuis lors, notre fonctionnement a mis en évidence deux faits principaux : les 3/5 environ de notre effectif total sont des fils de patrons, plus ou moins riches; 1/4, en moyenne, appartient à la division supérieure du Génie civil.

En ce qui concerne le Génie civil, qui compte trois années d'études, rappelons que l'année scolaire a un mois de plus ici qu'à l'École centrale et que ce premier bénéfice de temps, ajouté à celui qui résulte de la dispense de suivre ceux des cours qui ne serviront pas dans la carrière choisie, permet de consacrer un tiers de la journée à des travaux *pratiques* qui n'existent nullement à l'École centrale.

En ce qui concerne *les trois autres quarts de l'effectif*, rappelons encore qu'il n'y a que deux années d'études; qu'un tiers du temps de la première année est consacré à des travaux pratiques; qu'il en est de même dans la seconde année; qu'enfin tous les cours de cette seconde année *sont exclusivement pratiques*, en ce qu'ils n'embrassent que des applications à l'Industrie, à l'Agriculture et au Commerce, des connaissances théoriques acquises pendant la première année.

Ainsi, pour les 3/4 de l'effectif, le reproche de n'avoir pas des enseignements assez pratiques est absolument mal fondé. Voudrait-on que, bouleversant ce qui a été admis dans les conditions d'unanimité relatées plus haut, nous réduisions davantage encore la partie scientifique, de manière à ne former presque exclusivement que des maîtres-ouvriers, qui seraient, après tout, peu habiles encore à la fin de leur seconde année? Nous répondons sans hésiter que ce serait, non-seulement l'arrêt du succès déjà acquis et qui peut se mesurer par ce fait que nous avons atteint un effectif de 91 alors que l'ancienne École ne nous avait légué que 15 élèves, mais encore la mort de l'Institut. En effet, les enseignements actuels, qui sont conformes à ceux adoptés, sans concert préalable avec nous, dans les écoles similaires récemment créées dans les grandes villes, répondent aux aspirations de nos élèves, qui sont remarquablement attentifs aux cours (1) et à celles des parents qui sont des industriels capables, ainsi que cela résulte des lettres que nous recevons des anciens élèves après leur sortie, du désir qu'ils manifestent de revenir assister à nos cours pendant les loisirs que leur nouvelle position pourra leur laisser. Ce n'est pas tout, lorsqu'un fils de patron est paresseux et veut se soustraire, tant à l'audition des cours, qu'à la discipline militaire adoptée pour faire acquérir de la tenue aux élèves qui ont le malheur d'avoir eu une éducation première laissant à désirer, il exploite auprès de sa famille, pour quitter l'Institut, la présence de ces camarades moins bien élevés. Si donc on veut détruire les enseignements qui plaisent aux élèves et aux familles, puis admettre des jeunes gens moins bien élevés encore, ce qui serait inévitable lorsque les travaux d'ateliers absorberaient la majeure partie du temps, il y a certitude qu'on éloignerait presque tous les fils de patrons, ceux qu'on avait exclusivement en vue au début; c'est-à-dire qu'on déterminerait un vide effrayant, bientôt suivi du discrédit et de la chute.

Si l'on voulait obtenir des contre-maîtres ayant moins d'instruction et plus d'habileté de main, il y aurait une autre organisation à créer latéralement à la nôtre et pour laquelle tout notre concours est acquis d'avance. Il suffirait d'exécuter le complément d'ateliers prévu pour l'avenir et d'y faire travailler, dans le jour, les apprentis contre-maîtres, puis d'utiliser nos amphithéâtres, le soir, pour les cours dont ils auraient besoin et qui seraient rendus publics, comme à Amiens et à Gand.

II. — Personnel administratif et enseignant.

Le crédit à demander pour 1876 pourra encore rester fixé à 56,000 fr. comme les années précédentes (1873, 1874 et 1875), c'est-à-dire à 1,000 fr. de plus que le chiffre de 55,000 fr. prévu dans l'origine, malgré l'augmentation de 4,000 fr. allouée au directeur sur la réclamation de la ville de Lille et malgré celle de 500 fr., pour indemnité de logement, accordée à l'Inspecteur principal des études-trésorier, qui a des attributions plus étendues que son prédécesseur.

---

(1) Le meilleur témoignage à cet égard est rendu par MM. les Professeurs de la Faculté des Sciences, que leurs inspections, dans les Lycées et Colléges, mettent parfaitement à même d'apprécier.

Si le nombre des élèves s'accroît à la rentrée prochaine, dans la mesure que peut faire espérer le prestige de l'installation actuelle, il y aura lieu de prévoir, au projet du budget de 1877, une légère augmentation de crédit, permettant de commencer à améliorer les traitements très-réduits que le corps enseignant a eu le désintéressement d'accepter pour une certaine période de début.

III. — Bourses départementales.

Grâces aux décisions antérieures, que le Conseil général a bien voulu prendre sur nos propositions, appuyées par M. le Préfet, toutes difficultés ont disparu. En raison des bourses déjà accordées et du nombre des boursiers départementaux qui finiront leurs études au mois d'août prochain, la Commission permanente pourra disposer, à la rentrée d'octobre 1875, d'une bourse entière et de quatre demi-bourses.

Comme les bourses entières vont être réduites de 650 fr. à 600 fr., en raison de la diminution sur le prix des dîners consentie par le restaurateur, il y aura une économie de 300 fr. que nous proposons de consacrer à une demi-bourse en plus des six déjà votées. — Si cette proposition est accueillie, le crédit total des bourses départementales devra être maintenu à 5,700 fr., au lieu d'être réduit à 5,400 fr

IV. — Installation dans l'édifice définitif.

Conformément à ce que nous avions fait espérer, la rentrée des vacances de Pâques a pu s'effectuer dans l'édifice définitif (ce qui était essentiel pour assurer l'équilibre du budget de 1875 et, surtout, parce que les salles d'études de la rue du Lombard eussent été tout à fait insalubres, en été, pour l'effectif actuel) et on a déjà pu constater que la distribution est parfaitement appropriée au bon fonctionnement de l'Institution.

Le pensionnat a compté dix-neuf élèves, dont la majeure partie ne serait probablement pas entrée à l'Institut, si cette annexe indispensable n'avait pas pu être créée. Le prix de la pension sera réduit de 650 fr. à 600 fr., à la rentrée d'octobre 1875.

V. — Projet de budget pour 1876.

La nouvelle installation dans les vastes bâtiments actuels exigeait une élévation de deux des crédits ouverts en 1875, l'un pour les contributions, assurance et entretien du mobilier scolaire, l'autre pour l'entretien des bâtiments.— Il nous a semblé que les chiffres à adopter, pour ces nouveaux crédits, devaient être basés sur les dépenses effectives du Lycée, toutes proportions gardées, et nous sommes arrivé ainsi aux chiffres de 2,400 fr. et de 2,500 fr., qui sont insérés dans le projet de budget ci-après et qui présentent, ensemble, une augmentation de 2,300 fr.

Le crédit des frais généraux, impressions, etc., inscrit au budget de 1875, est insuffisant pour couvrir les frais de publicité plus grands qu'on nous presse de faire et pour recevoir l'imputation des frais d'uniforme des appariteurs, augmentés par la création d'un nouvel emploi en 1874. C'est pourquoi nous demandons une augmentation de 1,100 fr.

Ces augmentations de dépense s'élèvent en totalité à 3,400 fr. et il y a en moins les 6,000 fr. qui figuraient au budget de 1875, pour loyer du local provisoire de la rue du Lombard, de sorte que nous serions arrivé à une différence en moins de 2,600 fr., s'il ne nous avait pas paru rationnel d'introduire, en dépense comme en recette, le montant d'une nouvelle subvention de 2,000 fr. accordée par l'État spécialement pour le champ d'expérimentations de l'École agronomique, subvention que nous avons obtenue depuis deux ans et dont nous espérons bien la continuation.

1° Dépenses.

Personnel administratif et enseignant, comme en 1875	56,000 fr.
Indemnités aux Professeurs pour les interrogations en dehors des cours.	3,500
Contributions, assurances et entretien du mobilier scolaire *(crédit basé sur celui du Lycée)*.	2,400
Entretien des bâtiments *(crédit basé sur celui du Lycée)*	2,500
Achat de matières premières, entretien du matériel et du mobilier des ateliers, dépenses du laboratoire et du champ d'expérimentations *(comme en 1875)*.	8,000
Distribution des prix *(comme en 1875)*	330
Force motrice, chauffage, éclairage *(comme en 1875)*.	3,670
Frais généraux, impressions, etc. *(eu égard aux frais plus grands de publicité et à l'importance des frais d'uniforme des appariteurs)*	3,600
Total des dépenses prévues. . . .	80,000 fr.

2° Ressources.

Frais d'études acquittés par un effectif moyen de quatre-vingt-quinze élèves *(il est prudent de rester au-dessous du chiffre espéré)*	28,500 fr.
Subvention de l'État pour l'Institut en général	10,000
— pour l'École agronomique en particulier.	2,000
Produits du champ d'expérimentations.	800
Intérêts des fonds placés à la recette générale et collations de diplômes [1].	500
Total des ressources prévues . . .	41,800 fr.

(1) Les Élèves ont offert une rétribution, qui a été fixée à 10 fr., pour que les diplômes soient établis sur parchemin, avec impression de luxe : la dépense est comprise dans les mémoires de l'imprimeur.

Il y a donc lieu de faire face à une charge définitive de 80,000 f., — 41,800 f., = 38,200 f., ce qui conduit à inscrire au budget du département un crédit de 28,650 fr.

A ce propos, il peut y avoir quelque intérêt à rapprocher les chiffres ci-après :

Exercices.	Dépenses totales.	Contingents du département.
1872 (un mois), 1873	104,154 f. 26	52,400 f. 00
1874.	89,447 85	34,875 00
1875.	82,600 00	29,700 00
1876.	80,000 00	28,650 00

En dehors de ce crédit de 28,650 fr., il y a lieu d'ouvrir le crédit spécial de 5,700 fr. pour les bourses départementales, conformément à ce que nous avons proposé dans le paragraphe III.

Lille, le 18 juin 1875.

MASQUELEZ.

SUPPLÉMENT

AU

RAPPORT SUR LE SERVICE DES MINES

DANS LE

DÉPARTEMENT DU NORD

PENDANT L'ANNÉE 1874

MONSIEUR LE PRÉFET,

Quand je vous ai remis mon rapport sur le service des Mines dans le département du Nord, pendant l'année 1874, je n'avais pas encore ni la consommation de houille du département en 1874, ni la production du bassin houiller du Nord, pendant le 1er semestre de 1875. Je les ai aujourd'hui, au moins très-approximativement, et je m'empresse de vous les communiquer avec mes observations, croyant qu'ils intéresseront le Conseil général.

Consommation de 1874.

Le département du Nord a consommé en 1874, 41,200,000 quint. mét. de houille.

Ces houilles ont les provenances suivantes :

Houilles du bassin du Nord.		19,200,000 q. m.
Id.	du Pas-de-Calais	9,000,000
Id.	Belges	12,500,000
Id.	Anglaises.	500,000
	Total	41,200,000 q. m.

La consommation du département en 1873 s'était élevée à 43,139,390 quint. mét., et ces houilles avaient les provenances suivantes :

Houilles du bassin du Nord	19,227,960 q. m.
Id. du Pas-de-Calais	9,889,700
Id. Belges.	12,868,720
Id. Anglaises	1.153,010
Total	43,139,390 q. m.

La consommation a donc diminué de 1,939,390 quintaux métriques en 1874.

Cette diminution a porté sur les houilles du Pas-de-Calais, Belges et Anglaises, le bassin du Nord a fourni à la consommation du département la même quantité en 1874 qu'en 1873.

L'extraction du bassin du Nord ayant baissé en 1874 de 2,426,682 quint. mét. comparativement à celle de 1873, on doit conclure qu'en 1874 le bassin houiller du Nord a fourni cette quantité en moins aux départements voisins. Cette diminution du chiffre de la consommation, ne prouve pas, à mon avis, que la consommation réelle de 1874, a été inférieure à celle de 1873, en d'autres termes que les usines ont moins travaillé en 1874 qu'en 1873.

Je crois qu'en 1873, des industriels et des négociants, craignant encore la disette de houille, ont forcé leurs approvisionnements et les ont consommés en 1874.

Extraction. — 1er semestre 1875

L'extraction du bassin houiller du Nord s'est élevée, pendant le 1er semestre de 1875, à 16 015,497 quint. mét. au lieu de 14,747,242 quint. mét., chiffre du premier semestre de 1874. Il y a donc en 1875 une augmentation de 1,268,257 quintaux métriques, c'est-à-dire qu'en 1875, l'extraction se met sur le même pied qu'en 1873.

L'industrie houillère du Nord reprend donc sa marche ascendante, mais je dois signaler un fait qui doit stimuler les exploitants du bassin houiller du département du Nord. En 1874, malgré la diminution de production, le bassin du Nord conservait encore une supériorité de 2,870,041 quintaux métriques sur le bassin du Pas-de-Calais.

Voici en effet les chiffres :

Extraction du Nord en 1874	32,607,931 q. m.
Id. du Pas-de-Calais en 1874.	29,737,890
Excédant en faveur du Nord	2,870,041 q. m.

Dans le premier semestre de 1875. les faits s'inventent, malgré l'augmentation de production du bassin du Nord, le Pas-de-Calais le dépasse, il est vrai, mais il a conquis le premier rang.

Voici les chiffres :

Extraction du 1er semestre 1875 dans le Pas-de-Calais .	16,105,216 q. m.
Id. id. Nord	16,015,499
Excédant en faveur du Pas-de-Calais . . .	89,717 q. m.

Il est très-probable que ce fait s'accentuera encore plus dans le second semestre de 1875, car sur les cinq siéges nouveaux d'extraction qu'on creuse dans le bassin du Nord, deux au

plus pourront donner un peu de houille en 1875; tandis que sur les 14 nouveaux siéges d'exploitation que l'on creuse dans le bassin du Pas-de-Calais, quatre ou cinq peuvent produire en 1875.

Je suis convaincu que le Nord voudra reconquérir le premier rang et que cette lutte toute pacifique contribuera au développement de l'industrie houillère, et à exonérer le pays du tribut qu'il paie encore à l'étranger.

Les ressources des deux concurrents sont à peu près égales, car les concessions houillères du Nord comprennent une superficie de 615 kilomètres carrés; celles du Pas-de-Calais, une superficie de 521 kilomètres carrés.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Préfet, avec respect,

Votre obéissant et dévoué serviteur,

L'Ingénieur en chef des Mines,

J. DECLERCQ.

BIBLIOTHÈQUE IMPRIMÉS

RAPPORTS DES CHEFS DE SERVICE.

BIBLIOTHÈQUE IMPRIMÉS.

SESSION D'AOUT 1875.

TABLE.

	Pages.
Rapport sur la situation du service de l'exploitation du Chemin de fer du Nord dans le département, pendant l'année 1874.	3
— sur la situation des nouvelles lignes de Chemins de fer dans le département du Nord	9
— sur les chemins de fer d'intérêt local.	17
— sur les ports, phares et balises du Nord.	25
— sur le service spécial des voies navigables du Nord.	59
— sur le service spécial de la navigation entre la Belgique et Paris. . .	74
— sur le service hydraulique	83
— sur le service des mines. — Supplément	99 et 285
— sur les routes nationales	109
— — départementales.	127
— sur les chemins de grande communication	167
— sur les chemins vicinaux ordinaires et d'intérêt commun	205
— sur la salubrité publique	237
— sur les enfants assistés	247
— sur l'instruction primaire	264
— sur le service télégraphique.	275
— sur l'Institut industriel et agronomique du Nord de la France.	279

Lille. Imp. L. Dane.

N/Kart
19
Tanulói példányok
1975.

16
K
20

IMPRIMÉS
R.F.
778
1875

CONSEIL GÉNÉRAL DU DÉPARTEMENT DU NORD.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.
IMPRIMÉS.

Session d'Août 1875.

SUPPLÉMENT AU RAPPORT DU CONSEILLER D'ÉTAT, PRÉFET

Chemin de fer d'intérêt local d'Hazebrouck à Templeuve. — Tracé d'Hazebrouck à La Ventie. (5. B.)

Dans sa séance du 14 novembre 1871, le Conseil général en concédant à la Compagnie de Lille à Valenciennes, le chemin de fer d'intérêt local d'Hazebrouck à Templeuve, a décidé que le tracé de cette ligne serait dirigé par la rive gauche de la Lys, de manière à ce qu'une station pût y être établie au territoire d'Estaires.

La Compagnie a présenté, en mars dernier, un projet de tracé définitif se détachant de la ligne des houillères près d'Hazebrouck, se dirigeant sur Merville pour se souder au sud de cette ville sur la rive droite de la Lys, au chemin de fer du Nord-Est d'Armentières à Berguette jusqu'à La Ventie. — J'ai fait observer à la Compagnie que ce tracé dérogeait aux conditions de sa concession ; elle a indiqué une variante par le nord d'Estaires qui satisferait au vœu de l'Assemblée, mais elle a, en même temps, fait remarquer que cette solution que ne recommande aucune considération d'intérêt général, l'obligerait à construire 8137m. en plus de voie ferrée, d'établir deux stations nouvelles dans des localités déjà pourvus de gares plus avantageusement placées et d'élever un pont sur la Lys à l'aval d'Estaires dans des terrains sujets aux inondations.

MM. les Ingénieurs du Contrôle que j'ai entendus sur ces observations reconnaissent que la disposition prescrite par le Conseil général est formelle. Toutefois cette décision, favorable particulièrement à l'intérêt d'Estaires, n'est pas à leurs yeux complètement justifiée ; aussi, les objections de la Compagnie leur paraissent-elles sérieuses.

LK 16
219
4° Lk 16
217
(1875, août)

Dans cette situation, M. l'Ingénieur en chef indique trois combinaisons propres à répondre aux vues du Conseil général en desservant convenablement Estaires, tout en tenant compte des convenances économiques invoquées par la Compagnie. Elles consisteraient :

1° A maintenir le projet primitif aboutissant à la gare du Nord-Est à Merville, en reliant la ville d'Estaires au moyen d'une avenue directe à une halte de voyageurs que la Compagnie établirait sur la ligne de Berguette à Armentières;

2° A placer le point de départ de la ligne non plus à la gare d'Hazebrouck, mais à la station de Strazeele et à se diriger en ligne droite sur Estaires pour venir se raccorder avec le chemin de fer de Berguette à Armentières ;

3° A conserver encore le premier projet de la Compagnie en desservant Estaires par un embranchement à une voie partant de la station de La Gorgue et aboutissant sur le territoire d'Estaires dans un emplacement à déterminer après l'enquête spéciale des stations.

J'ai l'honneur de soumettre cette affaire à l'Assemblée en la priant de vouloir bien y porter son attention et se prononcer sur les questions qu'elle comporte.

Roubaix. — Tramways suburbains. (5. B.)

Par délibération du 7 avril dernier, le Conseil général a bien voulu autoriser la ville de Roubaix à emprunter pour l'établissement des tramways projetés dans son enceinte les routes départementales N^os^ 14 et 19 et le chemin de grande communication N° 9, Cette affaire est soumise à l'Administration supérieure depuis le 26 juillet dernier.

Postérieurement, le Conseil municipal de Roubaix a demandé la concession d'un réseau de tramways suburbains destiné à compléter les lignes à établir dans l'intérieur de la ville, en les prolongeant à l'extérieur vers les localités voisines, Mouveaux, Lannoy et Wattrelos.

MM. les Ingénieurs des Ponts-et Chaussées à qui j'ai communiqué l'avant-projet produit à l'appui de cette demande le considèrent comme convenablement établi et susceptible de recevoir une suite utile.

Toutefois, les prolongements projetés devant emprunter la route départementale N° 22 et de nouvelles parties de la route N° 19 et du chemin de grande communication N° 9, la ville a besoin d'être autorisée à emprunter ces voies publiques, pour l'établissement de ses nouveaux tramways. Je prie, en conséquence, le Conseil général de vouloir bien lui accorder cette autorisation.

Je mets sous les yeux de l'Assemblée l'avant-projet et le rapport de MM. les Ingénieurs.

Pont de Petite-Synthe sur le canal de Bourbourg. — Reconstruction. — Entretien. — Répartition des dépenses. (5 B.).

Le pont dit de Petite-Synthe, situé sur le canal de Bourbourg, au point de jonction des deux chemins vicinaux de Petite-Synthe et d'Ambouts-Cappel, menace ruine. Il est urgent de pourvoir à sa reconstruction,

Le projet de cette reconstruction, dressé par MM. les Ingénieurs de la navigation s élève à 29,500 fr., et, d'après les arrêtés de mes prédécesseurs en date des 26 février 1807 et 8 mars 1848, la dépense devrait être répartie entre l'État, pour moitié, les communes intéressées pour l'autre moitié.

Sur mes instances, et eu égard à la situation financière des communes, M. le Ministre des Travaux publics a bien voulu par décision du 26 février 1874, élever de la moitié aux deux tiers environ, soit de 14,750 fr. à 20,000 fr. le concours de l'État. Il restait ainsi à la charge des communes une somme de 9,500 fr. se répartissant entre elles, d'après les bases fixées par les arrêtés préfectoraux précités, ainsi qu'il suit :

Petite-Synthe	40	soit	3,800	»
Armbouts-Cappel.	25	. . . . .	2,375	»
Grande-Synthe	12	. . . . .	1,140	»
Mardick	5	. . . . .	475	»
Cappelle	8	. . . . .	760	»
Spycker	10	. . . . .	950	»
. . . .	100	. . . . .	9,500	»

Les communes de Petite-Synthe et d'Armbouts-Cappel sur le territoire desquelles est situé le pont ont voté les contingents d'ensemble 65 p. % qui leur étaient demandés. Les quatre autres communes dont les contingents s'élevaient ensemble à 35 p. %, soit à 3,325 fr. ont refusé de contribuer à la dépense se déclarant tout à fait désintéressées.

Pour éviter les retards que ces refus de concours comportaient la commission départementale a bien voulu, sur ma proposition, prendre à la charge du département les contingents d'ensemble 3,325 fr. due par les communes opposantes, et en a décidé l'imputation sur le fonds subventionnel de 20,000 fr. mis à sa disposition, en faveur des communes nécessiteuses, pour le service de la vicinalité.

Les ressources se trouvant ainsi intégralement assurées, des dispositions allaient être prises pour l'exécution des travaux, quand MM. les Ingénieurs de la navigation, s'appuyant sur les précédents en pareille matière, ont réclamé la garantie préalable du concours des communes à l'entretien du pont, après sa reconstruction, dans la proportion de moitié fixée par l'arrêté réglementaire du 26 février 1807. Cette moitié aurait été répartie, d'après la proposition de MM. les Ingénieurs, ainsi qu'il suit :

Petite-Synthe	61
Armbouts-Cappel.	39
	100

Petite-Synthe a consenti à concourir aux dépenses, mais dans la proportion de 40 p. % seulement. Armbouts-Cappel a demandé que préalablement un chemin conduisant au pont fût classé d'intérêt commun.

MM. les Agents-Voyers invoquant ce qui a été admis récemment pour des ponts se trouvant

dans une situation analogue ont proposé de mettre la moitié des contingents communaux à la charge du chemin de grande communication N° 2.

Sans rejeter l'avis du service vicinal, le Conseil d'arrondissement estime néanmoins qu'il y a lieu de donner la préférence à la proposition du Conseil municipal d'Armbouts-Cappel tendant au classement préalable, en moyenne vicinalité, du chemin d'Esquelbecq à Petite-Synthe avec prolongement sur le chemin empierré du hameau de Saint-Pol.

Enfin, MM. les Ingénieurs du service ordinaire déclarent adopter l'avis de MM. les Agents-Voyers d'après lequel l'entretien du pont serait définitivement supporté par les intéressés conformément à la répartition suivante :

L'État, 1/2 c.		50 p. %
Le chemin de grande communication N° 2, 1/4, ci. .		25 p. %
Les communes 1/4, ci.		25 p. %
Savoir :		
Petite-Synthe	69 p. %	
Armbouts-Cappel.	31 p. %	
		100 p. %

Cette répartition me paraissant équitablement réglée, je prie le Conseil général de vouloir bien l'adopter par application de l'article 46 § 23 de la loi du 10 août 1871, sauf à instruire ultérieurement la question du classement en moyenne vicinalité du chemin d'Esquelbecq à Petite-Synthe, avec prolongement sur le chemin empierré du hameau de Saint-Pol.

Je prie le Conseil général de vouloir bien aussi adopter la répartition, établie d'autre part, pour les dépenses de reconstruction du pont.

Feignies. — Reconstruction de l'église. — Demande de secours. (3 B.)

L'église de Feignies est insuffisante pour la population qu'elle est appelée à desservir, et son état général de délabrement ne permet pas de se borner à un agrandissement. Il a été reconnu indispensable de pourvoir à la reconstruction complète de l'édifice dans des proportions répondant à l'importance de la population.

Le projet de cette reconstruction, dressé par M. l'architecte diocésain, s'élève à 90,000 fr. Les ressources destinees à couvrir la dépense sont assurées jusqu'à concurrence de 70,000 fr. savoir :

1° Emprunt remboursable au moyen d'une imposition extra-ordinaire de 17 centimes pendant onze années, ci.	25,000 fr.
2° Fonds disponibles de la caisse municipale	15,000 »
3° Valeur des matériaux de l'église actuelle	5,000 »
4° Souscriptions particulières	25,000 »

La commune sollicite de l'État et du département, pour complèter les ressources nécessaires, des secours d'ensemble 20,000 fr.

Cette demande me paraît pleinement justifiée par l'indispensable nécessité de la dépense, et par l'importance des sacrifices que la commune et ses habitants ont consentis. Il est à considérer, d'ailleurs, que la fabrique dont les ressources restreintes suffisent à peine à équilibrer ses budgets se trouve dans l'impossibilité de contribuer à l'œuvre projetée.

J'ai l'honneur de proposer en conséquence au Conseil général :

1° D'allouer un secours de 3,000 fr., en trois annuités égales sur les fonds du département;

2° D'inscrire la commune, suivant son ordre d'urgence au tableau de propositions que l'Assemblée départementale est appelée à dresser en exécution de l'art. 68 de la loi du 10 août 1871, pour un secours de 17,000 fr., sur les fonds de l'État.

Le crédit collectif de 20,000 fr. inscrit au projet de budget départemental de 1875, pour secours aux églises est complètement absorbé par mes précédentes propositions. Je prie par ce motif le Conseil général d'allouer en principe le secours de 3,000 fr. sollicité pour l'église de Feignies, sauf à régler l'imputation de la dépense, lors de l'établissement du budget de 1877.

Valenciennes. — Paroisse du faubourg de Paris. — Construction d'une nouvelle église. — Demande de secours. (3e B.).

La fabrique de l'église Notre-Dame du faubourg de Paris, à Valenciennes, sollicite des secours d'ensemble, 33,000 fr., pour l'aider à pourvoir à la construction d'une nouvelle église.

L'église actuelle, où 120 personnes peuvent à peine trouver place, est tout-à-fait insuffisante. Sa reconstruction, dans des proportions en rapport avec l'importance de la population, est d'une urgente et indispensable nécessité.

La depense est évaluée, pour achat de terrain, à 32,500 fr., pour la construction du nouvel édifice, à 92,306 fr. 93 c., soit, en totalité, à 124,806 fr. 93 c.

L'achat du terrain a été autorisé par décret du 19 février 1875. Il doit y être pourvu intégralement au moyen de souscriptions particulières, ci.	32 500	»
Le Conseil municipal a voté, pour la construction, un contingent réalisable en cinq années, de ci.	25,000	»
M. le Curé s'engage à fournir de ses deniers personnels, augmentés de souscriptions particulières recueillies par lui, une somme de.	34,306	93
Secours sollicités	33,000	»
Total égal.	124,806	93

La fabrique ne possède ni rente ni propriété, et le produit annuel de ses ressources ordinaires suffit à peine à équilibrer ses budgets. La ville de Valenciennes est aussi dans la nécescité de recourir, chaque année, à des ressources extraordinaires pour satisfaire aux exigences de ses services municipaux; les deux tiers au moins des fonds qu'absorbent annuellement ses dépenses

sont ainsi demandés à l'impôt de consommation, c'est-à-dire à l'octroi ; dans cette situation, le contingent de 25,000 fr. qu'elle a consenti à souscrire pour la nouvelle église sera une lourde charge; on ne pourrait équitablement exiger davantage.

En conséquence de cet exposé, j'estime qu'il y a lieu de prendre en considération l'urgence de la dépense, l'importance des sacrifices consentis, tant par M. le Curé et par les habitants de la paroisse que par la ville, enfin la situation financière de la fabrique et de la ville, et d'allouer les secours d'ensemble 33,000 fr. sollicités.

Le secours du département serait fixé à 3,000 fr., maximum des allocations que le Conseil général accorde pour la construction d'églises ; toutefois le credit de 20,000 fr. compris pour les allocations de l'espèce au projet de budget de 1876 étant déjà intégralement réparti, je proposerai d'accorder en principe le secours de 3,000 fr. dont il s'agit, sauf à ne régler la question des crédits qui serviront à le payer que lors de l'établissement du budget de 1877.

La somme de 30,000 fr., formant le complément des secours réclamés, serait demandée à l'État ; je prierai le Conseil général, s'il adoptait ma proposition, de vouloir bien l'inscrire au tableau qui est à dresser, en conformité de l'article 68 de la loi du 10 août 1871.

Enfants assistés. — Hospice dépositaire de Dunkerque. — Demande de création d'un nouvel hospice dépositaire à Hazebrouck. (3 B).

La commission administrative de l'hospice de Dunkerque, où sont reçus les enfants de l'assistance publique appartenant aux deux arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck, demande que cet établissement soit exonéré de l'obligation de recevoir les enfants de l'arrondissement d'Hazebrouck, et que, en conséquence, un nouvel hospice dépositaire soit créé au chef-lieu de ce dernier arrondissement.

En principe il me paraîtrait équitable que les charges du service de l'assistance fussent réparties entre les établissements hospitaliers des deux chefs-lieux d'arrondissements, et que, en conséquence, un nouvel établissement dépositaire fût créé à Hazebrouck, pour les enfants appartenant à cet arrondissement.

Toutefois, l'application absolue de ce principe peut avoir ses inconvénients. Aussi le Conseil général a-t-il cru devoir repousser une demande analogue de l'administration hospitalière de Valenciennes qui aurait eu cependant plus de titres que celle de Dunkerque à la mesure sollicitée et qui devrait nécessairement par ce motif obtenir satisfaction, si la demande de l'administration de Dunkerque était accueillie favorablement.

Je prie le Conseil général de vouloir bien statuer ainsi qu'il appartiendra.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de l'assemblée départementale la demande de l'administration hospitalière de Dunkerque, accompagnée de l'avis de la commission administrative de l'hospice et du Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck, d'un rapport de M. l'Inspecteur des enfants assistés et d'un exemplaire de la délibération du Conseil général en date du 26 août 1873, relative à la demande analogue formée par l'administration hospitalière de Valencieunes.

École d'horticulture de Versailles. (3 B.)

Dans sa session d'octobre 1874, le Conseil général, saisi d'une proposition relative au vote d'une somme de 1,000 fr. pour la création de deux demi-bourses départementales à l'école d'horticulture de Versailles, a exprimé le regret de ne pouvoir l'accueillir.

J'ai l'honneur de communiquer à l'Assemblée la nouvelle circulaire que je viens de recevoir de M. le Ministre de l'agriculture et du commerce.

Le Conseil appréciera s'il doit revenir sur sa décision. Je me bornerai à lui faire connaître que les demandes d'admission à l'école doivent être présentées avant le 1er septembre, et que jusqu'ici je n'en ai pas encore reçu.

Société d'émulation de Roubaix.

J'ai l'honnenr de mettre sous les yeux du Conseil général, une demande par laquelle la Société d'émulation de Roubaix, instituée depuis 1868 et régulièrement autorisée par arrêté du 24 février 1869, pour l'étude et le développement du progrès des sciences, des lettres, des arts et de l'industrie, sollicite une allocation annuelle sur les fonds du département pour l'aider dans la publication de ses travaux.

Le Conseil général appréciera si, en raison de l'utilité du but que poursuit cette société, elle n'aurait pas de titres suffisants à participer, comme les autres associations du même genre, aux encouragements du département.

Je joins au présent rapport les trois volumes de mémoires déjà publiés par la société dont s'agit.

Lille, le 15 août 1875.

Le Conseiller d'État, Préfet du Nord,

Baron LE GUAY.

Lille-Imp. L Danel

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
IMPRIMÉS
R F
4° 774
1875

CONSEIL GÉNÉRAL DU DÉPARTEMENT DU NORD.

Session d'Août 1875.

2e SUPPLÉMENT AU RAPPORT DU CONSEILLER D'ÉTAT, PRÉFET

Élèves artistes. — Rapport complémentaire.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, avec une lettre très-favorable de M. le Maire de Lille, une demande tendant à obtenir en faveur de Mlle Cuvelier, Félise, un secours exceptionnel du département, afin que cette jeune artiste puisse continuer au Conservatoire national de Paris, des études brillamment commencées à l'Académie de musique de Lille.

En principe, et ainsi du reste que l'a décidé le Conseil général en maintes circonstances, je ne suis pas d'avis d'entrer dans la voie des secours exceptionnels.

Mais si, de tout temps, le département du Nord a pu se glorifier d'éminents artistes en tous genres, les nombreux et brillants succès obtenus cette année par ses élèves artistes, dont plusieurs suivent à leurs frais les cours des écoles, sont de nature à justifier toute la bienveillante sollicitude de l'assemblée départementale.

Il me paraît donc y avoir lieu d'examiner si en raison des demandes très-dignes d'intérêt présentées en 1874 et cette année, et qui ne peuvent être admises faute de vacances, il n'y aurait pas lieu d'élever le nombre des bourses d'élèves artistes de dix à douze.

Dans l'affirmative, l'une de ces bourses pourrait être concédée au jeune Broutin qui a concouru en 1874 avec succès, et auquel le Conseil général a bien voulu accorder un secours exceptionnel de 1,000 fr.

L'autre bourse ferait l'objet, entre les divers postulants, d'un concours qui pourrait même porter sur deux bourses si, l'un de nos boursiers, dont les succès ont été cette année des plus remarquables, venait, selon les prévisions, à quitter les classes du Conservatoire de Paris.

Je prie le Conseil général de vouloir bien examiner ces propositions.

Enseignement agricole. (4e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général :

1° La loi du 30 juillet 1875, qui a réorganisé l'enseignement élémentaire pratique de l'agriculture ;

2° Une circulaire de M. le Ministre de l'agriculture et du commerce en date du 12 août présent mois ;

3° Le vœu exprimé par le Conseil d'arrondissement de Lille dans sa récente session, que les Conseils généraux du Nord et du Pas-de-Calais nomment une Commission à l'effet d'étudier la question de création d'une ferme école ;

4° La délibération prise Conseil général dans sa séance du 17 avril 1874.

Je n'ai rien à ajouter au rapport si précis et si complet qui a motivé cette délibération. Je me bornerai en conséquence à prier le Conseil général de vouloir bien examiner de nouveau l'affaire d'après les documentsci-joints.

Courses de Lille. (4e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général une demande de subvention présentée par la Société des Courses de Lille.

Depuis longtemps, le Conseil général se préoccupe à juste titre de la question relative à l'amélioration de la race chevaline. Cette question, très importante à tous les points de vue, est, d'ailleurs, dans la presque totalité des départements, l'objet d'une attention toute particulière.

On ne saurait trop multiplier lesefforts dans ce but : concours régionaux de reproducteurs, concours hippiques, distribution de primes, courses de toute nature, etc., contribuent de la manière la plus efficace à développer le goût et à faire prospérer l'élevage du cheval.

Ainsi que le Conseil général voudra bien le reconnaître par l'examen du programme ci-joint, les courses de Lille, parfaitement organisées, méritent d'être encouragées ; elles comprennent diverses courses applicables aux chevaux du pays, une course de chevaux montés par des officiers, etc.

Appréciant l'utilité et l'importance de ces courses, le gouvernement accorde une subvention de 5,000 fr. qu'il est très-désirable de voir maintenir. Or, ainsi que MM. les Commissaires le font connaître, on pourrait craindre que cette subvention ne fut retirée, si le département semblait se désintéresser à ce point de vue de l'amélioration de la race chevaline, et si les courses n'étaient l'objet d'aucun subside au budget départemental.

Par tous ces motifs, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien accueillir favorablement la demande ci-jointe.

Chemins vicinaux. — Demande d'admission au réseau subventionné. (3. B.)

Le Conseil général ayant ajourné à la session d'août 1875 l'examen des diverses demandes d'admission dans le réseau subventionné, j'ai l'honneur de lui soumettre de nouveau les dossiers qui faisaient partie de ma précédente communication et je prie l'Assemblée de vouloir bien exprimer son avis sur ces demandes.

Depuis la dernière session, de nouvelles demandes me sont parvenues, je les soumets également à l'avis du Conseil général ; chacune d'elles, comme les précédentes, est accompagnée d'un rapport de l'Agent-Voyer en Chef.

Établissements et institutions de bienfaisance. — Secours sur fonds de l'État pour 1876. (3.B.)

Aux termes de l'art. 68 de la loi du 10 août 1871, le Conseil général est appelé à dresser un tableau collectif de propositions, en les classant par ordre d'urgence, pour la répartition des secours annuellement accordés sur les fonds de l'État, aux établissements et institutions de bienfaisance.

Je prie le Conseil général de vouloir bien s'occuper de ce travail pour la répartition du crédit de 9,000 francs alloué par décision de M. le Ministre de l'Intérieur en date du 19 septembre, aux établisssements et institutions dont il s'agit, appartenant au département du Nord, pour l'année 1876.

Je mets à cet effet, sous les yeux de l'Assemblée départementale, les demandes de secours qui me sont parvenues, accompagnées des pièces à l'appui et d'états de renseignements sur les établissements intéressés.

En me notifiant sa décision, M. le Ministre m'a fait remarquer que les secours dont il s'agit, ont un double objet : venir en aide aux établissements et aux œuvres absolument dénuées de ressources ; encourager les institutions publiques et privées qui, par les services rendus et à raison de leurs sacrifices et de leurs efforts, sont vraiment dignes de la bienveillance du gouvernement. Il importe aussi pour rendre le concours de l'Etat réellement efficace, de ne pas comprendre un trop grand nombre d'établissements dans la répartition. Enfin ajoute M. le Ministre, les sociétés de charité maternelle, celles de secours mutuels et les salles d'asiles, ne doivent point y participer, des subventions spéciales étant affectées à ces institutions diverses.

M. le Ministre rappelle d'ailleurs, en s'appuyant sur un avis du Conseil d'État du 26 février 1874, que le Conseil général, seul compétent en la matière, ne saurait déléguer à la commission départementale, la mission qu'il tient de la loi du 10 août 1871, article 68, et que c'est au Conseil de dresser le tableau par ordre, d'urgence, des établissements les plus dignes de participer aux secours du Trésor.

Je joins au présent rapport, à titre de renseignements, l'état de répartition du fonds de 9,000 francs alloué pour l'année 1875, répartition arrêtée d'après les bases fixées par le Conseil général dans sa délibération du 28 octobre 1874.

Lille, le 16 août 1875.

Le Conseiller d'État, Préfet du Nord,
BARON LE GUAY.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS R.F.

Lille-Imp. L. Danel

DÉPARTEMENT DU NORD.

Session d'Août 1875.

PROCÈS-VERBAUX DES DÉLIBÉRATIONS

DU CONSEIL GÉNÉRAL.

LILLE,
IMPRIMERIE L. DANEL.
1875.

Archives
du Nord
C 778
1875

CONSEIL GÉNÉRAL DU DEPARTEMENT DU NORD.

PROCÈS-VERBAUX DES DÉLIBÉRATIONS.

16
4° LI 217
(1875, août)

DÉPARTEMENT DU NORD.

Session d'Août 1875.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.
IMPRIMÉS.

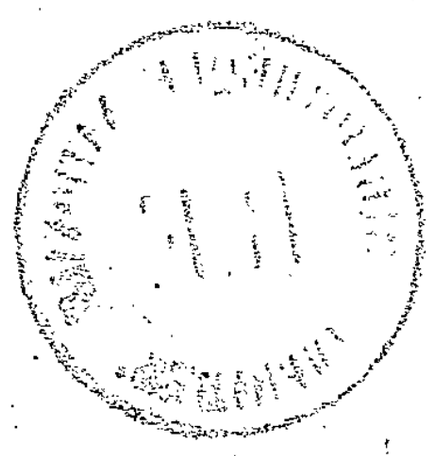
PROCÈS-VERBAUX DES DÉLIBÉRATIONS

DU CONSEIL GÉNÉRAL.

LILLE

IMPRIMERIE L. DANEL.

1875.



DEPARTEMENT DU NORD

Session d'août 1875.

LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL GÉNÉRAL.

	MM.
Avesnes-Nord	GUILLEMIN, avocat à Avesnes.
Avesnes-Sud	MAILLIET, O. ✲, banquier, président de la Société d'Agriculture d'Avesnes.
Bavai	LEVENT, maître de forges, maire de Bavai.
Berlaimont	EMOND, notaire, maire de Berlaimont.
Landrecies	MARIE-SOUFFLET, maire de Landrecies.
Le Quesnoy-Est . . .	BOULANGÉ, agriculteur, maire de Salesches.
Le Quesnoy-Ouest . .	Baron DE L'ÉPINE, à Wargnies-le-Petit.
Maubeuge	DE CARNIÈRES, C. ✲, Président de chambre à la Cour de Cassation, à Paris.
Solre-le-Chateau . . .	ROUEZ, ✲, fabricant de tissus, maire de Solre-le-Château.
Trélon	BERTEAUX, filateur à Fourmies.
Cambrai-Est.	STIÉVENART-BÉTHUNE, ✲, maire d'Étrun.
Cambrai-Ouest	LELEU, ✲, agriculteur, maire de Tilloy.
Carnières	TELLIEZ, ✲, propriétaire à Carnières.
Clary	DUTEMPLE, Notaire, à Walincourt.
Le Cateau	Charles SEYDOUX, ✲, manufacturier au Câteau.
Margoing	CREPIN, ✲, agriculteur, maire de Noyelles.
Solesmes	MACAREZ, négociant, à Saint-Python.
Arleux	BILLET, fabricant de sucre, maire de Cantin.
Douai-Nord	MERLIN, avocat, à Douai.
Douai-Ouest	GIROUD, raffineur de sucre, à Douai.
Douai-Sud.	FIÉVET, O. ✲, agriculteur, fabricant de sucre, maire de Masny.
Marchiennes	Baron DE BOUTEVILLE, propriétaire à Hornaing.
Orchies	DES ROTOURS, député à l'Assemblée nationale, maire d'Avelin.
Bergues.	JOOS, ✲, propriétaire, à Bergues.
Bourbourg.	DE COUSSEMAKER, ✲, A. ❦, ✠, juge honoraire au Tribunal civil de Lille, à Lille, maire de Bourbourg.
Dunkerque-Est	Gustave LEMAIRE, adjoint au maire de Dunkerque.

	MM.
DUNKERQUE-OUEST . . .	TRYSTRAM, négociant, vice-président de la Chambre de commerce de Dunkerque.
GRAVELINES	GOUSSARD, C. ✲, président de section au Conseil d'État, (Watten).
HONDSCHOOTE	GOUDAERT, ancien notaire, maire d'Hondschoote.
WORMHOUDT	BERGEROT, maire d'Esquelbecq.
BAILLEUL-NORD-EST . .	LOTTHÉ, Notaire, maire de Bailleul.
BAILLEUL-SUD-OUEST. .	PLICHON, O. ✲, C. ✠, député à l'Assemblée nationale, à Bailleul.
CASSEL	DESMYTTERE, ✲, maire de Cassel.
HAZEBROUCK-NORD . . .	JOETS DE MÉTERSHOF, propriétaire, à Hazebrouck.
HAZEBROUCK-SUD. . . .	MASSIET DU BIEST, propriétaire, à Hazebrouck.
MERVILLE	DUQUENNE, négociant, à La Gorgue.
STEENVOORDE.	BECK, propriétaire, à Steenvoorde.
ARMENTIÈRES.	POUCHAIN, Victor, manufacturier, maire d'Armentières.
CYSOING	Jules BRAME, députe à l'Assemblée nationale, à Hem.
HAUBOURDIN	Comte D'HESPEL, député à l'Assemblée nationale, maire de Wavrin.
LA BASSÉE	CHOMBART, Édouard, maire d'Herlies.
LANNOY	C. DESCAT, ✲, apprêteur de tissus, député à l'Assemblée nationale, maire de Roubaix.
LILLE-CENTRE	Pierre LEGRAND, avocat, à Lille.
LILLE-NORD-EST	Jules DUTILLEUL, brasseur, à Lille.
LILLE-OUEST.	SOINS, manufacturier, à Lille.
LILLE-SUD-EST	MORISSON, docteur en médecine, à Lille.
LILLE-SUD-OUEST . . .	TESTELIN, docteur en médecine, député à l'Assemblée nationale à Lille.
PONT-A-MARCQ	DESMOUTIERS. ✲, agriculteur, à Mons-en-Pévèle.
QUESNOY-SUR-DEULE . .	DESROUSSEAUX, ✲, A. 𝔏, ✠, propriétaire, juge honoraire, à Lille.
ROUBAIX-EST	DEREGNAUCOURT, constructeur de machines, député à l'Assemblée nationale, à Roubaix.
ROUBAIX-OUEST	DELEPORTE-BAYART, propriétaire, à Roubaix.
SECLIN.	VAN DER STRAETEN, I. 𝔏, ✠, maire de Vendeville.
TOURCOING-NORD	ROUSSEL-DEFONTAINE, ✲, ✠, négociant et maire de Tourcoing.
TOURCOING-SUD.	J. LEURENT, ✲, député à l'Assemblée nationale, à Tourcoing.
BOUCHAIN.	CAULLET, fabricant de sucre, maire d'Haspres.
CONDÉ	RENARD, ✲, maître de verreries, maire de Fresnes.
ST-AMAND (rive gauche) .	Émile DELERUE, maire de Raismes.
ST-AMAND (rive droite) . .	Louis LEGRAND (de Lecelles), avocat à Douai.
VALENCIENNES-EST . . .	BULTOT, maire de Valenciennes.
VALENCIENNES-NORD . .	DE MARSILLY, ✲, directeur-général de la Compagnie des mines d'Anzin.
VALENCIENNES-SUD . . .	Louis LEGRAND (de Valenciennes), avocat, docteur en droit, docteur-ès-lettres, à Valenciennes.

CONSEIL GÉNÉRAL DU DÉPARTEMENT DU NORD.

PROCÈS-VERBAUX DES DÉLIBÉRATIONS

Session d'Août 1875.

Séance du 16 août.

Ouverture de la session.

L'an mil huit cent soixante-quinze, le 16 août, à trois heures de relevée, les membres du Conseil général du département du Nord, convoqués à ce jour en vertu de l'art. 23 de la loi du 10 août 1871, se sont réunis dans la salle de leurs séances, à l'hôtel de la Préfecture.

Formation du bureau provisoire.

A trois heures un quart, **M. Desrousseaux**, doyen d'âge, vient occuper le fauteuil de la présidence et déclare la session ouverte.

Le plus jeune des membres présents, **M. L. Legrand** (de Valenciennes), est appelé au bureau comme secrétaire

M. le Conseiller d'État préfet assiste à la séance.

Appel nominal.

Il est procédé à l'appel nominal qui constate la présence de: MM. Guillemin, Mailliet, Levent, Emond, Marie-Soufflet, baron de l'Épine, de Carnières, Berteaux, Leleu, Telliez, Dutemple, Crépin, Macarez, Billet, Merlin, Giroud, Fiévet, baron de Bouteville, Des Rotours, Joos, de Coussemaker, G. Lemaire, Trystram, Goudaert, Bergerot, Lotthé, Desmyttère, Joets de Métershof, Massiet du Biest, Duquenne, Beck, Pouchain, Jules Brame, Comte d'Hespel, Chombart, Descat, Pierre Legrand, J. Dutilleul, Soins, Testelin, Morisson, Desmoutiers, Deregnaucourt, Deleporte-Bayart, Van der Straeten, Roussel-Defontaine, Caullet, Renard, Émile Delerue, Legrand (de Lecelles), Bultot.

Sont absents : MM. Boulangé, Rouez, Stiévenart-Béthune, Charles Seydoux, Goussard, Leurent et de Marsilly,

Excuses.

M. le Président donne lecture des lettres d'excuse de MM. DE MARSILLY, LEURENT, GOUSSARD, BOULANGÉ.

Il ajoute que M. Charles SEYDOUX, à raison de la perte douloureuse qu'il vient de faire se trouve naturellement excusé.

— Ces excuses sont agréées.

Constitution du bureau.

M. le Président invite le Conseil à procéder à la constitution du bureau définitif, en commençant par le président.

Election du président ;

Le scrutin a lieu et donne les résultats suivants :

Nombre de votants	53
Majorité absolue.	27

M. PLICHON obtient	35 voix.
M. SEYDOUX	4
Bulletins blancs.	14
Total	53

Election des vice-présidents ;

Il est ensuite procédé successivement à l'élection des vice-présidents.

Le premier scrutin donne les résultats suivants :

Nombre de votants.	52
Majorité absolue.	27

M. Jules BRAME obtient.	32 voix
M. SEYDOUX.	3
M. DESROUSSEAUX	1
Bulletins blancs.	16
Total.	52

Au deuxième tour de scrutin, les suffrages se répartisseet ainsi qu'il suit :

Sur	53 votants.
Dont la majorité absolue est de	27
M. MAILLET, obtient	34 voix.
M. SEYDOUX.	13
M. DESROUSSEAUX	1
Bulletins blancs.	5
	53

Élection des secrétaires.

Il est procédé également par bulletin nominal à l'élection des secrétaires.

Au premier vote, sur 51 bulletins, majorité absolue, 26,

M. Desrousseaux, réunit	29 voix,
M. Legrand (de Valenciennes)	6
M. Seydoux	3
M. Legrand (de Lecelles)	3
Divers	3
Bulletins blancs	7
Total	51

Au second vote, sur 53 bulletins, majorité absolue, 27,

M. Legrand (de Lecelles), réunit	31 voix.
M. Legrand (de Valenciennes)	9
Divers	5
Bulletins blancs	8
Total	53

En conséquence de ces votes sont proclamés :

M. Plichon, président,

MM. Jules Brame et Mailliet, vice-présidents,

MM. Desrousseaux et Legrand (de Lecelles), Secrétaires.

Allocution du Président.

M. Plichon, en prenant placeau fauteuil de la présidence, prononce les paroles suivantes :

« Messieurs, je ne sais comment vous remercier du nouveau témoignage de confiance dont vous avez daigné m'honorer. J'en suis touché jusqu'au plus profond de mon cœur et je me sens pénétré de la plus vive gratitude.

» Permettez-moi de vous demander de me continuer la bienveillance que vous avez bien voulu m'accorder jusqu'ici dans l'accomplissement du difficile mandat dont vous m'avez investi : elle m'est indispensable pour me mettre à même d'en bien remplir les importants devoirs.

» Nous devons des remercîments au bureau provisoire; je vous propose de les voter. (Approbation.) »

Rapport de la Commission départementale.

La parole est donnée à **M. Joos** pour la lecture du rapport de la Commission départementale. *(Voir ci-après annexe N° I, p. 25).*

Acte est donné du dépôt de ce document qui sera imprimé et distribué.

Rapport sur les voies de communications départementales et vicinales.

M. Mailliet, au nom d'une Commission spéciale nommée à la dernière session (1), présente un rapport ainsi conçu :

Dans notre dernière session, l'un de nos honorables collègues formulait une proposition ainsi conçue :

« Le Conseil Général invite M. le Préfet, avant de pourvoir à de nouveaux classements de « routes départementales, de chemins de grande communication ou d'intérêt commun, à « faire procéder à une étude d'ensemble qui embrasse à ce triple point de vue le département « tout entier, de manière à ce que le Conseil puisse se rendre compte de tous les besoins, de « tous les intérêts, et aussi des ressources nécessaires. »

Cette proposition a été admise.

Et le lendemain, M. le Conseiller d'État, Préfet, s'y associant, engageait le Conseil général à charger une Commission composée de huit membres, un par arrondissement, et deux pour l'arrondissement de Lille, de l'enquête conseillée la veille par l'honorable M. Legrand (de Lecelles), et adoptée par l'Assemblée.

Cette seconde proposition, corollaire de la première, a donné lieu à la nomination de la Commission qui vient aujourd'hui vous rendre compte du résultat de l'étude que vous lui avez confiée.

Les voies de communication du département du Nord se divisent en six catégories.

1° Routes nationales entretenues par l'État.

2° Routes départementales dont les dépenses d'entretien sont exclusivement supportées par le département qui les a construites.

3° Chemins vicinaux de grande communication que le département subventionne aujourd'hui à raison des 2/3 dans les dépenses d'entretien, des 3/4 ou même des 4/5 pour les travaux dits d'amélioration ou de grosses réparations.

4° Chemins d'intérêt commun, qui reçoivent du département un subside de 1/3 en règle générale, et quelquefois plus élevé par exception.

5° Réseau subventionné construit pour les 4/5 de la dépense totale aux frais du département et de l'État.

6° Chemins vicinaux ordinaires dont l'établissement a précédé pour la plus grosse part, celui du réseau subventionné. Ces chemins ont été construits par l'effort isolé des communes, et ne reçoivent de la caisse départementale qu'un secours insignifiant et exceptionnel.

---

(1) La Commission est composée comme suit : Arrondissement d'Avesnes, M. MAILLIET ; arrondissement de Cambrai, M. DUTEMPLE ; arrondissement de Douai, M. le baron DE BOUTEVILLE ; arrondissement de Dunkerque, M. GOUSSARD ; arrondissement d'Hazebrouck, M. DUQUENNE ; arrondissement de Lille, MM. Jules BRAME et VAN DER STRAETEN ; arrondissement de Valenciennes. M. LEGRAND (de Lecelles).

Ces classifications ont eu leur raison d'être comme expression des possibilités et des besoins du temps. Elles répondaient aux principes de justice distributive des époques où elles ont pris naissance. L'Etat a fait les grandes routes, comme plus tard il a largement coopéré à la construction des grands réseaux de chemins de fer, et quand les progrès de l'industrie, du commerce et de l'agriculture ont rendu manifeste leur insuffisance, les départements ont construit un second réseau qui lui-même s'est doublé peu à peu d'un troisième, sous le nom de chemins vicinaux de grande communication. Ceux-ci étaient en quelque sorte les auxiliaires des routes départementales, et quelque chose de plus que le *vicus ad vicum*, que le lien d'une commune à une autre. Cet ensemble de voies jalonnait la marche progressive de la richesse publique.

Il n'a paru ni équitable ni possible de faire supporter par les communes traversées les dépenses de construction et d'entretien de ces voies de transports dont elles n'étaient pas seules à profiter : L'Etat prit donc ces dépenses en charge pour le premier réseau. Les départements en firent autant pour le second, et pour une part plus ou moins large, selon leurs facultés budgétaires, celles des chemins vicinaux de grande communication.

A ces instruments de progrès relatif, le génie humain en a substitué un autre plus perfectionné et plus rapide, qui vient bouleverser toutes les conditions de leur économie. Je veux parler des chemins de fer, qui auront aussi, quoi qu'on fasse pour en comprimer l'essor, leur développement nécessaire et continu. Nous savons attendre l'avenir avec la sagesse qui ne demande à son temps que ce qu'il peut donner, mais aussi avec la confiance que ce grand département si actif, si laborieux, et qui paie à si haut denier les services qu'on lui rend, ne peut être plus longtemps solidaire de prétentions exagérées, ou victime de luttes d'intérêt dont il reçoit le contre-coup, et que bientôt affranchi des entraves qui paralysent l'exécution de chemins de fer dont l'utilité publique a été partout proclamée, il pourra enfin se présenter à armes égales dans l'arène où l'appellent les plus redoutables concurrences.

Ces trois catégories de chemins, qui se mesurent dans notre département par 3^k 52^m pour 1,000 hectares, ne pouvaient suffire à notre industrielle agriculture. Sous l'impulsion féconde de la loi du 21 mai 1836, le réseau vicinal prit une rapide extension, et se divisa en deux branches : chemins vicinaux d'intérêt commun, reliant entre elles deux ou un plus grand nombre de communes, chemins vicinaux ordinaires, desservant des intérêts purement locaux. Enfin la loi du 11 juillet 1868 vient doter le département de 2,300 kilomètres de nouveaux chemins, qui, sous le nom de réseau vicinal subventionné, viendront, après leur prochain achèvement, compléter l'ensemble de nos voies de communication par terre.

Quelles ont été les conséquences de cette organisation compliquée ? A n'envisager les choses qu'au point de vue des résultats économiques, on ne saurait dire trop haut que les chemins ont été le principal émissaire du progrès, et que le département leur doit en grande partie le rapide accroissement de sa richesse ; mais si l'on examine la question relativement à la répartition des charges de leur entretien, on est obligé de reconnaître que les classifications, telles qu'elles existent, ne peuvent échapper aux plus sérieuses critiques. Les routes départementales laissent les budgets communaux en dehors de leur entretien. Elles sont au plus haut degré l'expression de la liberté de circulation ; on peut les écraser impunément et sans avoir

à craindre la subvention spéciale pour cause de dégradations extraordinaires. Elles n'admettent pas la prestation, exclusivement réservée au réseau vicinal. Les communes et les groupes d'intérêts rencontrés plutôt, dans le plus grand nombre des cas, par le hasard de leur situation, qu'en raison de leur importance propre, par des routes départementales, ne paient aucun contingent, et le plus souvent, elles sont affranchies de toute participation dans l'entretien des voies secondaires puinées de ces artères principales, parce que leur intérêt direct à la conservation de ces voies n'est pas assez contingent. La subvention industrielle si paternellement appliquée dans le Nord, où l'industrie, qui fait sa richesse, trouve une hospitalité si généreuse, n'est pas même un frein, sur les routes départementales, à l'exagération des transports. Ici la loi établit une défense; là elle a tout permis, créant ainsi deux catégories de voituriers, les uns pouvant user librement et jusqu'à l'abus, les autres regardant au-dessus de leurs têtes l'épée qui les menace. La prestation n'est pas appliquée aux routes départementales, et par suite, les heureux prestataires riverains de ces voies sont totalement affranchis de cette contribution, parce que, dans beaucoup de cas, les chemins vicinaux sur lesquels on pourrait les contraindre à apporter leur contingent de travail, se trouvent situés à de telles distances que ce travail tomberait en non-valeur. Sur les chemins vicinaux, le spectacle est tout autre. Ici la commune, ce qui veut dire le contribuable, paie un contingent, le voiturier paie la dégradation extraordinaire, tout le monde, sinon les exemptés par la loi, hommes, animaux et véhicules, en un mot tout ce qui se sert et tout ce qui use, paie la prestation. Tel est le régime auquel sont soumis depuis la loi du 21 mai 1836, les chemins vicinaux des diverses catégories. L'examen de la situation budgétaire des communes va vous faire connaître les résultats de son application dans le département du Nord, au point de vue de la répartition des charges de l'entretien. Aux termes de cette loi, les communes doivent acquitter leurs contingents sur les chemins vicinaux de grande communicatian au moyen de leurs revenus ordinaires, et en cas d'insuffisance, au moyen de deux journées de leurs prestations dont le maximum est fixé à 3 et des 2/3 des centimes spéciaux, dont le maximum est fixé à 5. Telle est la limite extrême du prélèvement autorisé pour l'entretien des chemins de grande communication, et tandis que dans le Nord un grand nombre de communes l'atteignent ou la dépassent, les plus importantes desservies par les routes nationales ou départementales, ne paient rien ou presque rien. Ce n'est pas tout, ces mêmes communes, après avoir absorbé, et au-delà, pour quelques-unes, leurs ressources en argent sur les chemins de grande communication, sont encore frappées sur les chemins d'intérêt commun, et entretiennent, comme elles peuvent, leurs chemins vicinaux ordinaires. Ainsi, pour ne citer que quelques exemples, choisis parmi les plus saillants :

	Trois centimes produisant	Deux journées évaluées	TOTAUX.	Contingents sur chemins de grande communication.	Contingents sur chemins d'intérêt commun.	ENSEMBLE.
Lille..... paie avec	74.100	100.000	174.100	2.179	1.630	3.809
Armentières.....	4.805	19.000	23.805	2.999	865	3.864
Roubaix.....	30.088	48.000	78.088	4.030	755	4.785
Tourcoing.....	14.162	27.400	41.562	1.043	269	1.312
Maubeuge.....	3.347	12.200	17.547	2.431	2.280	4.711
Cambrai	4.737	22.000	26.737	3.906	624	4.530
Dunkerque.....	11.906	36 000	47.906	221	1.683	1.904
Gravelines.....	1.231	5.954	7.185	650	»	650
Douai.....	10.101	23.400	33.501	3.639	1.126	4.765
Condé.....	1.390	4.960	6.350	318	108	426
Saint-Amand.....	2.713	10.500	13.213	1.337	»	1.337
Valenciennes.....	9.923	24.600	34.523	4.030	»	4.030
	168.503	336.014	504.547	26.783	9.340	36.123

Si, à cette situation de faveur, dont les centres importants repris au tableau qui précède, profitent non pas exclusivement, mais dans la plus large mesure, on compare celle du plus grand nombre des communes du département, on trouve que neuf d'entre elles, parmi les plus pauvres, sont dans l'obligation de prélever en dehors de leurs 0,03 et de leurs 2 journées de prestations, une somme de 6,267 fr. sur leurs revenus ordinaires, rien que pour acquitter leurs parts contributives dans la grande vicinalité. Les contingents actuels continuant à leur être demandés, 442 communes, après avoir épuisé toutes leurs ressources spéciales, se trouveront en déficit de 761,843 fr. pour l'entretien du réseau vicinal actuel augmenté du réseau subventionné. Après un prélèvement de 607,557 fr. sur les ressources ordinaires, 260 sur ce nombre, auront encore un manquant de 318,419 fr. qu'elles devront demander aux centimes extraordinaires dans les proportions suivantes :

56	communes seront grevées de	. . . . .	0,001 à 0,03
16	id.	id.	0,031 à 0,05
51	id.	id.	0,051 à 0,10
43	id.	id.	0,101 à 0,15
24	id.	id.	0,151 à 0,20
30	id.	id.	0,201 à 0,30
19	id.	id.	0,301 à 0,40
21	id.	id.	0,401 à 0,60 et au dessus.

Si à cette misère générale du plus grand nombre des communes, on compare l'opulence relative de quelques-unes, choisies parmi les plus privilégiées, on trouve que douze d'entre-elles avec 504,517 fr. de ressources spéciales, et dégagées du souci du réseau vicinal ordinaire, interviennent dans les dépenses des chemins d'un ordre supérieur pour 36,123 fr.

Ces calculs reposent sur une appréciation autant exacte que possible des charges qui pèseront sur les contribuables après l'achèvement du réseau subventionné.

Est-ce qu'un tel état de choses ne blesse pas votre équité, comme sa révélation a blessé la nôtre? Est-ce qu'il n'est pas une violation flagrante de la loi? Est-ce que vous n'apercevez pas le péril où serait le réseau vicinal sur lequel, en dix ans, il aura été dépensé trente-quatre millions, le jour où leurs budgets à la main, les communes viendraient nous dire : légalement et financièrement, nous sommes incapables de conserver cet énorme capital?

Incontestablement, cette situation entrevue par quelques-uns d'entre nous, et aujourd'hui mise pour tous en pleine lumière appelle un remède prompt et énergique. Quel est ce rèmède? Où est-il? Telle est la question que votre commission spéciale avait principalement à examiner avec toute l'impartialité qu'elle commande, et aussi avec l'indépendance qui ne recule pas devant l'abolition de priviléges contraires à l'équité et à la loi.

La Commission, Messieurs, n'a pas la prétention de diminuer les dépenses de l'entretien, par le seul fait de leur répartition, mais seulement d'opérer cette répartition, comme c'est l'objectif et l'aspiration de tous ceux que préoccupe la peréquation des charges publiques, de manière à faire disparaître, autant que possible, les choquantes inégalités qu'elle vient de découvrir devant vous. Pour elle, le mal réside dans des classifications surannées, qui ne répondent plus aux conditions économiques de notre époque, et toute mesure, qui n'aurait pas pour effet de les supprimer, ne pourrait, à ses yeux, aboutir a un résultat utile.

Aucune différence n'existe sous le rapport de l'entretien entre une route départementale et un chemin vicinal de grande communication : un voyageur circulant sur l'une ou sur l'autre ne devinerait pas le nom qu'elle porte. Quant à la nature des transports, depuis que les chemins de fer se sont emparés des parcours à longue distance, toutes les voies de communication ne répondent plus qu'à un service vicinal plus ou moins important. Les chemins de fer longeant presque partout les routes nationales et départementales, celles-ci sont particulièrement atteintes par leur concurrence, et puisqu'il paraît démontré, que la circulation générale augmente sur l'ensemble des routes et chemins, il est hors de doute que les voies secondaires supportent cette surcharge: aussi savons-nous par expérience que beaucoup d'entre elles ont aujourd'hui une circulation égale ou supérieure à celle des routes départementales. Pourquoi donc conserver des noms différents à des instruments devenus identiques par leur usage comme ils le sont par leur aspect et par les dépenses qu'exige leur entretien? Il serait puéril de s'en préoccuper, si ces appellations diverses ne constituaient que des titres plus ou moins honorifiques : mais elles imposent des charges ou confèrent des avantages dont les chiffres qui précèdent vous permettent d'apprécier l'iniquité. Si les routes départementales ne sont plus que des chemins vicinaux, elles doivent être déclassées pour entrer dans cette catégorie générale, et par ce seul fait, toutes les inégalités disparaissent.

Les chemins vicinaux payant un contingent, les anciennes routes départementales n'en seront pas exemptes, et leur apport au fonds commun viendra pour autant alléger les charges excessives qui pèsent sur les communes.

La prestation recevra un meilleur emploi et perdra toute apparence de corvée, le prestataire travaillant pour lui-même sur le chemin dont il jouit, qu'il détériore et qu'il use journellement.

Les communes, par un prélèvement plus modéré sur leurs ressources en argent, conserveront un encaisse qui leur permettra d'acheter les matériaux qui sont l'aliment de l'entretien, en même temps que la matière première de la prestation, dont le produit utile sera ainsi augmenté dans une très-notable proportion.

La subvention industrielle s'appliquant à tous, comme un frein à l'exagération des transports, et par respect pour la loi, avec toute la modération usitée dans le Nord, établira entre les industriels une juste et nécessaire égalité.

L'exonération à toute participation dans les dépenses d'entretien ne sera plus un privilége pour certaines communes, dont l'intérêt direct à la conservation des routes départementales classées dans la vicinalité, deviendra indiscutable.

Le service pourra être unifié. Le département n'aura plus qu'une seule comptabilité et qu'un seul budget des chemins.

Tels seraient les résultats, et leur importance ne peut échapper à votre attention; mais dans quelles conditions la mesure doit-elle être prise, pour être acceptée avec l'adhésion qu'elle mérite, même par les communes dont un intérêt peu équitable serait disposé à ne voir dans le déclassement des routes départementales qu'un privilége perdu? Heureusement, Messieurs, la transition peut s'opérer dans le Nord avec une facilité que beaucoup de départements seraient en droit de nous envier.

La dépense d'entretien des chemins vicinaux de grande communication figure au budget de 1875 pour une somme de.	694,200
Si, pour ne pas s'exposer à des mécomptes, on ajoute sous réserve d'examen ultérieur.	480,000
représentant le chiffre des travaux de grosses réparations dont la reproduction annuelle prend le caractère de dépenses normales, on arrive à un total de . . .	1,174,200
Sur lequel les communes paient :	
Pour entretien ordinaire.	218,000
Pour grosses réparations.	85,371
Ensemble	303,371

Si donc le département prenait exclusivement à sa charge l'entretien des chemins vicinaux de grande communication, comme celui des routes départementales déclassées, il aurait à pourvoir à une nouvelle dépense de 300,000 fr. environ, qu'on ne trouve pas pour le moment dans les ressources ordinaires du budget. Toutefois, si l'on considère que la journée de prestation dans le Nord, appliquée indistinctement à toutes les communes vaut plus de 700,000 fr., on reconnaît bien vite que moyennant un contingent qui n'excéderait pas le produit d'une demi-journée de prestation payable en nature ou rachetable en argent, le déficit serait comblé : mais pour arriver à une exacte répartition des charges, et

mettre hors de péril l'entretien des chemins vicinaux ordinaires, cette solution serait incomplète. Ainsi qu'il a été dit plus haut, les chemins vicinaux d'intérêt commun et un certain nombre de chemins du réseau ordinaire, le long desquels sont venues se placer des industries écrasantes, ou qui soudent entre elles des communes populeuses, ou qui, enfin, servent d'accès vers les gares, ont acquis une circulation de même nature et non moins active que celle des chemins de grande vicinalité. Il y aurait donc justice et convenance à les classer dans le réseau de grande communication.

L'entretien ordinaire des chemins d'intérêt commun coûte.	519,000	»
Et les grosses réparations	86,900	»
Ensemble	605,900	»
Les communes interviennent dans les dépenses de l'entretien ordinaire pour.	330.500	»
et dans celles des grosses réparations pour	11,074	»
Ensemble	314,574	»

Telle serait la somme à trouver, si ces chemins étaient incorporés dans le réseau vicinal de grande communication, et ce ne serait pas tout encore. Car dans la supposition où le budge départemental prendrait à sa charge ces trois catégories de chemins réunies sous le nom de réseau vicinal de grande communication, 292 communes auraient un déficit de 425,367 fr. sur leurs ressources spéciales pour pourvoir à l'entretien de leurs chemins vicinaux ordinaires, après achèvement du réseau subventionné, déficit qui se réduirait à 185,186 fr. pour 151 d'entre elles, si le prélèvement de 240,181 fr. sur leurs revenus ordinaires continuait à s'opérer.

Pour compléter l'œuvre de justice et d'équitable répartition des charges, sur laquelle vous avez appelé son examen spécial, la commission pense qu'il y aurait lieu de porter à 700 le nombre de kilomètres de chemins vicinaux d'intérêt commun ou ordinaires subventionnés ou non, à incorporer dans la grande vicinalité, et de classer dans le réseau d'intérêt commun 500 nouveaux kilomètres. On arriverait ainsi à combler les déficits, sinon pour quelques communes incurablement pauvres, et à faire disparaître les inégalités qui peuvent exister entre les arrondissements dans la répartition des chemins, en même temps qu'on rentrerait dans les termes et dans l'esprit de la loi.

Les choses ainsi faites, tous nous pourrions désarmer. Nos luttes et nos compétitions, qu'explique la nature même de notre mand . pour faire passer un chemin d'une categorie dans une autre, seraient éteintes, et nous n'aurions plus ni à prévoir ni à craindre les abus d'influence: nous aurions rendu plus facile et plus précise l'opération de la répartition des contingents, question toujours délicate, sans règles certaines, sans jalons bien posés, qui nous expose à tant d'erreurs, aujourd'hui accusées par la situation relative des communes au vis-à-vis du fonds subventionnel des chemins. La comptabilité départementale deviendrait simple et claire. Le Conseil général n'aurait plus à redouter les classements imprévus qui surgissent en quelque sorte subrepticement, et créent les précédents les plus dangereux; enfin et c'est là

le point culminant, nous mettrions en sûreté le réseau vicinal, ce véhicule de la prospérité agricole, qui a coûté tant de sacrifices aux communes, et dont la construction pèsera les finances départementales pendant une période trentenaire.

Le département pourra-t-il, et dans quelles conditions, supporter la surcharge à résulter pour ses finances de cette grande amélioration dans le régime des voies de communication ? Tel est le problème qui s'impose à vos méditations les plus sérieuses, car il ne suffit pas de vouloir le bien, il faut avant tout qu'il soit possible et pratique. Pour arriver à sa solution, il est indispensable d'en poser les éléments.

Dans l'état actuel, le budget départemental grevé des dépenses qu'exige la construction du réseau subventionné et des avances qu'il fait aux communes aux lieu et place de l'État, ne trouverait pas dans ses ressources de quoi faire face à de nouveaux besoins, sinon au moyen de centimes extraordinaires, que ne manquerait pas de repousser votre sollicitude pour les contribuables déjà surmenés, ou d'un prélèvement sur des réserves qui ont cessé d'être disponibles depuis que vous les avez intelligemment appliquées à des travaux d'utilité publique de premier ordre. Ce n'est qu'après l'achèvement des chemins subventionnés, c'est-à-dire en 1879, que le budget départemental reprendra quelqu'élasticité. A partir de cette époque, on pourra compter, dans la période de 1879 à 1883, sur un excédaut de recettes de 400,000 fr. qui ne descendra pas au-dessous de 300,000 fr. dans les années suivantes, 1879 est donc la date à laquelle doivent être ajournées toutes résolutions qui auraient pour effet d'engager au-delà de la mesure actuelle les finances du département. Ce retard n'a rien d'ailleurs qui soit de nature à irriter les impatiences, car si vous adoptez les conclusions que nous aurons l'honneur de vous proposer tout à l'heure, le temps ne sera pas trop long pour l'accomplissement des formalités légales qui devront précéder leur mise à exécution.

Les évaluations des ingénieurs portent l'entretien kilométrique à 1365 fr. pour les routes départementales, et à 960 fr. pour les chemins de grande communication, toutes grosses réparations comprises. Or, quand eux-mêmes reconnaissent, qu'à part quelques kilomètres, ces deux réseaux, grâce à la largésse des subventions antérieures, se trouvent ramenés à un état normal d'entretien, et quand il est d'ailleurs indiscutable que les chemins de fer leur ont enlevé la majeure partie de la lourde circulation, ou s'expliquerait difficilement le maintien complet et permanent des subsides extraordinaires votés en 1863, c'est-à-dire à une époque où l'on déclarait le capital des chemins profondément compromis. Aussi la commission ne croit pas se faire d'illusion en espérant de ce chef une notable économie.

Les chemins vicinaux ordinaires à incorporer dans la grande vicinalité ont généralement pour fonction de relier entre elles des communes rurales et de desservir une circulation industrielle et agricole. Ils ne réclament pas l'entretien en quelque sorte artistique des voies conduisant aux villes et fréquentées par les voitures légères. Ils veulent de la solidité, rien de plus. Ils peuvent presque partout conserver leurs largeurs et leurs profils actuels, pour former en quelque sorte une seconde classe de chemins de grande communication, et il ne paraît pas douteux qu'au moyen d'une dépense soutenue de 800 fr. par kilomètre, on n'arrive à les mettre et à les conserver en bon état.

Les prévisions ci-après des ressources et des dépenses afférentes au réseau vicinal de grande communication à constituer selon l'esprit de la commission reposent sur ces appréciations générales, et se chiffrent ainsi qu'il suit :

DÉPENSES.

513	kilomètres	de routes départementales, entretien grosses réparations, personnel. etc.	à 1,200 fr. le k.	615,000 fr.
864	—	de chemins de grande communication, id., id.		1,035,000
700	—	de nouveaux chemins, id.	à 800 fr. le kil.	560,000
				2,210,000
750	—	d'intérêt commun, id.	à 700 fr. le kil.	525,000
				2,735,000

RESSOURCES.

Sommes actuellement consacrées aux routes départementales	600,000 fr.	
7 centimes spéciaux établis par les lois de finances	910,000	1,890,000
Crédits à prévoir au budget extraordinaire	300,000	
Subvention industrielle	80,000	
Déficit . . .	845,000	

Or, la journée de prestation valant dans le Nord plus de 700,000 fr. et le centime près de 130,000 fr, on voit que la participation des communes chargées de combler le déficit serait très-modérée, puisque 845,000 fr. ne représentent que 0,01 et la valeur d'une journée de prestation. Le budget actuel étant la base des calculs qui précèdent, il n'est pas douteux que la plus-value du centime, et que l'élasticité probable du budget, à partir de 1880, ne permettent de diminuer les sacrifices des communes, et d'augmenter, s'il y a lieu, les dépenses de construction et de grosses réparations. Ce n'est pas à dire pour cela que le département doive s'engager ferme à ne rien demander aux communes au-delà de ce contingent, car, en bonne administration, il faut prévoir même l'imprévu, surtout au début d'une opération qui repose sur des calculs, autant que possible certains, mais qui n'ont pas encore reçu la consécration de l'expérience. Sur un aussi vaste réseau que le nôtre, il pourra se produire bien des accidents qui exigeraient une intervention extraordinaire, et, dans ce cas, le Conseil général aura à pourvoir, soit par l'augmentation des contingents communaux, soit par des centimes, s'il veut maintenir la fixité de ces contingents. La seule promesse qui puisse être faite aujourd'hui sans témérité, c'est que, dans aucun cas, la participation des communes dans l'entretien n'excèdera la moitié du maximum des ressources mises à leur disposition par la loi du 21 mai 1836, pour l'autre moitié être appliquée à l'entretien des chemins vicinaux ordinaires. Ainsi, nous parviendrons à assurer cet entretien, et si quelques rares communes restent exceptionnellement

en déficit, e département n'hésitera pas à leur venir en aide, de manière à ce qu'aucune ne puisse invoquer sa pauvreté pour se soustraire aux obligations de la loi.

Si ces considérations, fruit d'une longue et minutieuse étude, vous paraissent dignes d'accueil, vous n'hésiterez pas à adopter les conclusions suivantes qui en sont le résumé:

Les routes départementales sont déclassées. Elles prennent rang parmi les chemins de grande communication.

Le réseau vicinal de grande comuunication sera composée comme suit :

Routes départementales déclassées.

Chemins actuellement classés comme vicinaux de grande communication.

Chemins vicinaux d'intérêt commun et ordinaires, jusqu'à concurrence de 700 kilomètres, reconnus assez importants pour être élévés à la classe supérieure.

Le réseau vicinal d'intérêt commun se composera des chemins actuellement classés dans cette catégorie et non élevés au rang des chemins de grande communication, et de 500 kilomètres à prendre dans la vicinalité ordinaire subventionnée ou non.

Les nouveaux classements de 700 kilomètres de grande communication et de 500 kilomètres d'intérêt commun seront étudiés de manière à ce que la répartition en soit faite avec la plus stricte justice, et aussi à ce que les inégalités qui auraient pu se produire dans les classements antérieurs soient équitablement réparées.

A partir de l'achèvement en 1878, du réseau subventionné, le département pourvoira aux dépenses d'entretien de ces deux catégories de chemins. D'ici à cette époque, il sera procédé à une étude complète de chaque chemin vicinal, afin de déterminer la classe à laquelle il appartiendra, des ressources de chaque commune, de sa part d'intérêt, de manière à opérer la répartition des contingents qui leur seront demandés pour faire face aux dépenses de l'entretien.

Ces contingents seront déterminés d'après la situation du budget départemental, mais ils ne pourront, dans aucun cas, excéder la moitié du produit des ressources dont la loi du 21 mai 1836 fixe le maximum, l'autre moitié restant libre pour être appliquée, autant que de besoin, à l'entretien du réseau vicinal ordinaire.

Le département viendra en aide par des secours exceptionnels aux communes qui justifieraient de l'insuffisance de leurs ressources pour assurer l'entretien de leurs chemins vicinaux ordinaires.

En prévision des déplacements qui tendent à se produire sur les voies de communication, et que la construction de nouveaux chemins de fer, ou toutes autres circonstances, pourraient ultérieurement déterminer, il sera procédé tous les cinq ans à une révision du classement des chemins vicinaux, afin de désigner ceux qui paraîtraient susceptibles d'être élevés à une classe supérieure.

Appréciant l'importance des charges que l'application des mesures qui précèdent imposeront à la caisse départementale, les communes auront certainement à cœur de donner à l'entretien de leurs chemins tous les soins qu'il réclame. Elles comprendront d'ailleurs que le Conseil général ne pourrait admettre à un classement supérieur les chemins qui auraient été de leur part l'objet d'une négligence reprochable.

M. Roussel-Defontaine demande que la discussion du rapport qui vient d'être lu soit remise à une prochaine session.

Dans une session déjà très-chargée, dit-il, il n'est pas possible de discuter une question où l'intérêt des villes peut être engagé d'une façon si importante.

Il y a dans le rapport une lacune que M. Maillet lui permettra de signaler : il serait intéressant de connaître dans quelle proportion les grands centres contribuent dans les quatre cinquièmes qui sont payés par le département pour la construction des chemins vicinaux. C'est une dépense de 34 millions, dont les grands centres doivent supporter une forte part.

M. le Président fait remarquer que l'observation de M. Roussel-Defontaine tend en réalité à discuter le rapport, et que cette discussion ne peut se placer qu'après l'impression et la distribution de ce document.

M. Roussel-Defontaine insiste de la manière la plus formelle pour la remise de la discussion à la prochaine session.

M. le baron de Bouteville demande qu'aucune décision ne soit prise avant la distribution du rapport.

M. le Président déclare que le Conseil général fixera ultérieurement le moment où il jugera que la discussion doit avoir lieu. Il n'est pas possible quant à présent de présenter utilement des objections.

Thermes de Saint-Amand. — Rapport de la Commission de surveillance. — Renouvellement des bureaux.

La parole est donnée **M. Renard**, pour la lecture d'un rapport de la délégation chargée par le conseil de surveillance de l'établissement thermal de St-Amand.

— Ce rapport est renvoyé à l'examen du 4e bureau.

M. le Président rappelle au Conseil qu'aux termes de l'art. 4 du règlement intérieur, les bureaux doivent se renouveler par tiers tous les deux ans. Les représentants de chacun des arrondissements se réuniront, pendant la suspension de la séance, pour désigner, par la voie du sort, ceux d'entre eux qui cesseront d'appartenir au même bureau.

Cette première opération faite, les bureaux devront se réunir pour arrêter leur réorganisation. Les permutations sont autorisées. Ils feront ensuite connaître au Président les changements opérés afin qu'ils puissent être annoncés en séance publique.

La séance est suspendue à 5 heures.

A 5 heures et demie la séance est reprise.

Composition des bureaux.

M. le Président fait connaître quels sont les membres qui ont été désignés par le sort pour changer de bureaux, ainsi que les permutations qui ont eu lieu entre divers membres.

Par suite de ces changements, les bureaux se trouvent composés ainsi que l'indique l'annexe N° II à la séance de ce jour. (p. 29).

M. de Carnières croit que les résultats que vient de faire connaître M. le Président ne sont pas conformes à l'esprit du règlement. Le règlement dit qu'on tirera au sort et que trois membres de chaque bureau, ou quatre, suivant les circonstances, sortiront du bureau dont ils font partie, sauf à être remplacés d'un commun accord par d'autres membres également sor-

tants. Si les représentants d'un arrondissement décident que les mêmes membres continueront à faire partie des mêmes bureaux, le règlement est violé, car le règlement ne permet que les permutations.

M. le Président répond en donnant lecture de l'art. 6 du règlement qui, dit-il, autorise indirectement ce que M. de Carnières considère comme défendu.

Règlement intérieur. — Modification proposée.

M. le Baron de Bouteville dépose une proposition ainsi conçue :

Le soussigné propose d'ajouter le paragraphe suivant à l'article 4 du règlement intérieur :

« Les changements s'opèreront par voie de tirage au sort par arrondissement et obligatoirement. »

Signé : Baron de Bouteville.

— Renvoi au 4e bureau.

Communications.

M. le Président fait connaître qu'il a reçu les communications suivantes :

1° M. Laurent (de Lille) sollicite une bourse pour son fils, musicien;

— Renvoi au 3e bureau.

2° Brochure relative au traitement de l'angine couenneuse;

— Renvoi au 3e bureau.

3° Lettre de M. le marquis de Mornay transmettant un rapport sur les concours de la société hippique française à Bordeaux, Nantes et Paris en 1875 et le programme des réunions hippiques pour 1876;

— Renvoi au 4e bureau.

4° Lettre du président de la société d'Alsace-Lorraine transmettant divers documents sur les travaux de la Société;

— Renvoi au 4e bureau.

5° Documents adressés par la Société pour l'instruction et la protection des sourds-muets par l'enseignement simultanée;

— Renvoi au 3e bureau.

6° Lettre de la Société pour l'enseignement des notions essentielles de la science économique, de la comptabilité administrative et du droit usuel dans les écoles normales primaires;

— Renvoi au 3e bureau.

M. le Président invite les membres du Conseil à se réunir à l'issue de la séance dans leurs bureaux pour désigner les présidents et secrétaires des bureaux et procéder à la distribution des rapports.

La prochaine réunion publique est fixée à demain à trois heures.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Le Secrétaire,
DESROUSSEAUX.

Le Président,
PLICHON.

ANNEXE N° 1.

RAPPORT DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE

PRÉSENTÉ EN EXÉCUTION DE L'ARTICLE 79 DE LA LOI DU 10 AOUT 1871.

MESSIEURS,

Nous avons l'honneur de vous faire le rapport prescrit par l'article 79 de la loi du 10 août 1871, sur l'ensemble de nos travaux depuis la session d'avril, ainsi que sur le projet de budget du département pour 1876.

Aucune affaire n'ayant été renvoyée à l'examen de la commission par délégation spéciale, notre rapport se divise ainsi qu'il suit :

1° Affaires placées par la loi dans les attributions de la commission départementale ;

2° Communications de M. le Préfet ;

3° Projet de budget du département pour 1876.

CHAPITRE Ier.

AFFAIRES PLACÉES PAR LA LOI DANS LES ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE.

Instruction primaire. — Secours pour maisons d'école et mobiliers de classe.

Nous devons d'abord faire connaître au Conseil général la situation du crédit affecté aux secours pour maisons d'école et mobiliers de classe.

Le montant des subventions accordées en 1875 s'élève à . . . . . 65,635 fr. »
Le crédit étant de 53,702 17

Il en résulte un déficit de . . . . . 11,932 fr. 83

Et cinq demandes ont été ajournées par la Commission, dans sa séance de juillet, en raison de ce qu'aucun crédit n'avait pu être inscrit au budget rectificatif de 1875, pour les dépenses de maisons d'école.

Toutefois, la plupart des secours accordés ne devant être mandatés que dans un an et même deux ans, c'est-à-dire lorsque les communes seront en mesure d'en faire emploi, le déficit signalé ci-dessus pourra être facilement couvert par les crédits ultérieurs, sans aucun inconvénient pour le service. L'insuffisance du crédit paraît cependant devoir appeler l'attention du Conseil général.

Le tableau ci-dessous fait connaître, par arrondissement, les subventions accordées depuis la session d'avril.

COMMUNES.	NATURE DE LA DÉPENSE.	MONTANT.	NOMBRE de centimes que supporte la commune.	SECOURS accordé.	OBSERVATIONS.
ARRONDISSEMENT D'AVESNES.					
Solre-le-Château	Agrandissement de l'école de filles	41.700	28 (1)	1.000	(1) Outre les charges d'un octroi.
Aulnoye	Construction d'une école de garçons	16.625	26	2.000	
Cousolre	Construction d'une salle d'asile	21.400	8	1.000	
Maroilles	Agrandissement de l'école de filles	10.450	52 3/4	1.000	
Jolimetz	Appropriation de l'école de filles	492	84	492	Budget de 1874 réglé en déficit doit s'imposer 10 c. extraordinaires pendant 5 ans.
Cerfontaine	Appropriation du logement de l'instituteur	1.669	55	669	
ARRONDISSSEMENT DE CAMBRAI.					
Le Câteau	Agrandissement de l'école des frères	25.000	43 (1)	4.000	S'impose de très-grands sacrifices pour l'enseignement.
Maurois	Acquisition et appropriation d'une maison à usage d'école de garçons	15.812	65	1.800	
Vertain	Appropriation de l'école de garçons	817	75 1/2	417	
Saint-Hilaire	Appropriation de la salle d'asile	2.956	128 1/2	1.000	
Béthencourt	Construction d'une deuxième salle de classe à l'école de garçons	3.166	160	1.000	
ARRONDISSEMENT DE DOUAI.					
Lallaing	Construction d'une salle de classe pour les garçons	13.500	8	1.800	
Raches	Agrandissement de l'école de filles	11.000	27	1.100	
Aniches	Agrandissement de l'école de garçons	10.185	35 (1)	1.000	
Vred	Construction d'une école de garçons	30.000	8	2.763	

COMMUNES.	NATURE DE LA DÉPENSE.	MONTANT.	NOMBRE de centimes que supporte la commune.	SECOURS. accordé.	OBSERVATIONS.
ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.					
Millam	Construction d'une école de filles	14.660	51	2.660	
St-Pierre-Brouck	Appropriation de l'école et amélioration du mobilier scolaire	855	57	455	
Wormhoudt	Agrandissement de l'école des garçons	22.000	76	2.500	
West-Cappel	Construction d'une école de filles	16.000	94	2.000	
Killem	Appropriation de l'école des garçons	2.700	76	700	
ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.					
Merris	Construction d'une école de filles	12.895	98	1.500	
ARRONDISSEMENT DE LILLE.					
Deûlemont	Mobilier de l'école des garçons	325	88	125	
Anstaing	Construction d'une école de filles	12.840	137	2.840	
Marquillies	Agrandissement de l'école des garçons	3.500	76 1/2	1.000	
Mérignies	Construction d'une école de garçons	17.758	84	2.000	
Linselles	Agrandissement de l'école des garçons	7.035	90	1.480	
Roncq	Agrandissement du logement des instituteurs — Construction d'une troisième salle de classe à l'école des filles du hameau du Blanc-Four	10.825	138 3/4 (1)	1.600	(1) Outre la charge d'un octroi.
Lezennes	Construction d'une école de garçons	14.900	144 1/2	3.000	
Neuville-en-Ferrain	Appropriation aux écoles	149.677	80	1.046	
Mouchin	Agrandissement de l'école des garçons	1.675	79	600	
Saint-André	Acquisition du mobilier scolaire	307	74	100	
Lomme	Construction d'une école de garçons	50.000	92 (1)	4.000	

Ecole normale de Douai.

Conformément à l'article 45 de la loi du 10 août 1871 et par délégation du Conseil général, la Commission, à la suite du renvoi de trois élèves boursiers, a concédé trois bourses et trois demi-bourses à l'école normale primaire de Douai.

Elle a désigné M. Louis Legrand (de Lecelles), pour représenter le département dans l'acte de cession à l'Etat, pour l'alignement de la rue Militaire de Douai, d'une portion du terrain

acquis pour la reconstruction de l'école normale. Le prix de cette cession, fixé à 9,675 fr., est supérieur de 175 francs à celui d'estimation.

Enfin elle a autorisé pour le 1er juillet, la mise en adjudication des travaux, qui a eu lieu moyennant un rabais de 9 % sur les prix du devis montant à 319,117 fr. 96.

Ecole d'accouchement de Paris. — Bourses.

Conformément à la décision prise par le Conseil général dans sa session d'avril, un concours a eu lieu pour la concession des trois bourses départementales à l'école de la Maternité de Paris, qui sont devenues vacantes au 30 juin.

A la suite de ce concours, les trois bourses ont été réparties comme suit :

1° Une bourse à la demoiselle Hanicot, Valérie, d'Hazebrouck ;

2° Une bourse à la demoiselle Godeliez, Joséphine, de Cambrai ;

3° 3/4 de bourse à la demoiselle Bauduin, Mathilde, d'Hérin ;

4° Et 1/4 de bourse à la demoiselle Coez, Marie, d'Elincourt.

Malades et incurables indigents.

Trois secours ont été accordés sur le crédit de 6,000 fr. affecté au traitement des malades et incurables indigents, savoir :

182 fr. 50 pour la moitié des frais de traitement dans un hospice, du nommé David, de Caestre, incurable indigent. Le bureau de bienfaisance reçoit annuellement 1,600 fr. de la commune, qui est elle-même dans la nécessité de s'imposer chaque année 70 centimes additionnels pour insuffisance de revenus ;

300 fr. pour traitement à l'hospice de Lille, d'un nommé Mahieu, originaire de Faches, mais dont il a été impossible d'établir le droit d'assistance dans aucune des communes où il a successivement résidé depuis un certain nombre d'années ;

150 fr. au bureau de bienfaisance de Sailly-lez-Lannoy, pour la moitié des frais de traitement dans un hospice de la nommée Delcambre, Marie-Anne, qui depuis 1862 était séquestrée dans l'asile de Bailleul. La commune qui accorde au bureau de bienfaisance une subvention annuelle de 800 fr., est grevée de plus de 100 centimes additionnels pour insuffisance de revenus.

Une demande de M. le maire d'Emmerin, tendant à obtenir un secours de 76 fr. 60 pour le paiement des frais de séjour d'un malade indigent à l'hospice de Lille, n'a pas été admise, la commune et le bureau de bienfaisance possédant des ressources suffisantes pour faire face à cette dépense.

Le crédit de 1875 reste encore disponible pour une somme de 2387 fr.

Chemins d'intérêt commun.

La commission a autorisé un prélèvement de 1,800 fr. sur le fonds de réserve entièrement disponible, de 10,000 fr., inscrit au sous-chapitre XVII art. 15 du budget de 1875, pour couvrir les deux tiers de la dépense de reconstruction du ponceau, dit du Vicaire, situé sur le chemin d'intérêt commun N° 44, au passage de la petite Melde. L'autre tiers a été laissé à la charge des communes intéressées.

Toutefois, la commission a décidé que le Conseil général sera appelé, dans la présente session, à régulariser la situation, en réglant définitivement la répartition des dépenses entre le département et les communes.

Chemins vicinaux. — Secours.

Un secours de 3,325 fr., prélevé sur le fonds subventionnel de la petite vicinalité, a été accordé pour compléter les ressources nécessaires à la reconstruction qui était urgente, du pont de Petite-Synthe, situé sur le canal de Bourbourg, au point de jonction de deux chemins vicinaux des communes de Petite-Synthe et d'Armbouts-Cappel.

L'État intervient pour 20,000 fr. dans la dépense évaluée à 29,500 fr.

Le fonds de secours de 20,000 fr., affecté à la petite vicinalité, reste disponible pour une somme de 14,975 fr.

Chemins vicinaux ordinaires. — Classements, redressements, etc.

Aux termes de l'art. 86 de la loi du 10 août 1871, la commission prononce, sur l'avis des Conseils municipaux, la déclaration de vicinalité, le classement, l'ouverture et le redressement des chemins vicinaux ordinaires, la fixation de la largeur et de la limite desdits chemins.

Les décisions prises depuis la session d'avril sont résumées au tableau ci-après :

COMMUNES.	CHEMINS Faisant l'objet de la décision.	NATURE de la décision.	NOUVEAUX CHEMINS Nos	NOUVEAUX CHEMINS Largeur.	OBSERVATIONS.
				mètres.	
Wargnies-le-Petit...	Chemin dit des Bandeliers.....	Classement.....	5	9 (1)	(1) Compris fossés de 1 mètre chacun.
Preux-au-Sart.....	Chemin dit des Grandes-Carrières.....	Id.	8	9 (1)	
Noyelles (A).....	Chemin vicinal N° 1.....	Élargissement.....	»	9 et 22.50	Au passage de la rue Gomez, le long de la propriété Mercier.
Avesnes.....	Id. N° 4.....	Réduction de largeur.....	»	12 (1)	
Berlaimont.....	Id. N° 6, dit des Hysettes....	Fixation des limites.—Élargissement.....	»	6	Compris une rigole.
Wattrelos.....	Id. N° 8, dit du Bas-Chemin..	Rectifications.—Fixation de longueur.....	»	1300 long.	
Id.	Id. N° 9, dit du Paradis.....	Id.	»	3000 id.	
Id.	Id. N° 10, dit de la Hussarde.	Id.	»	2120 id.	
Id.	Id. N° 12,dit de Beaulieu....	Id.	»	2270 id.	
Roucourt.....	Id. N° 4, dit de Guesnain....	Élargissement.....	»	12 (1)	Sur une long. de 330 m. à partir du chem. N° 5.
Id.	Id. Id.	Id.	»	8 (1)	Sur l'autre partie, d'une longueur de 250 m.
Forest (A).....	Id. N° 1, de Forest à Landrecies.....	Réduction de largeur	»	10 (1)	
Steenvoorde.....	Chemin dit du Moulin.....	Classement.....	15	8 (1)	
Looberghe.....	Id. dit des Morts.....	Id.	7	8 (1)	
Id.	Id. dit du Jeu.....	Id.	8	8 (1)	
Steenvoorde.....	Chemin vicinal N° 3, dit de Godewaersvelde.....	Rectification	»	»	
Godewaersvelde....	Id. N° 2, dit de Boeschêpe...	Fixation de limites.....	»	»	
Id.	Id. N° 4, dit de Bailleul.....	Id.	»	»	
Id.	Id. N° 1, dit de Caëstre.....	Classement et déclassement partiel	»	»	
Volkerinckove.....	Chemin dit Capelle-Straete.....	Classement.....	5	9 (2)	(2) Compris fossés de 1 m. 50 c. chacun.
Meteren.....	Id. de Flêtre à Strazeele.....	Id.	11	8 (1)	
Houtkerque.....	Chemin vicinal N° 1, dit de Calais.....	Rectification	»	»	
Esquerchin.....	Chemin dit du Château.....	Classement	9	7 (1)	
Lomme.....	Chemin vicinal N° 6, dit de la Mitterie...	Redressement.....	»	»	
Oxelaere.....	Id. N° 5, dit de la Longue-Croix	Élargissement.....	»	8 (1)	
Bavinchove.....	Id. N° 3, Id.....	Id.	»	8 (1)	
Eppe-Sauvage	Id. N° 1, dit d'Eppe-Sauvage à Solre-le-Château.....	Redressem. — Élargissem.	»	»	
Somain.....	Chemin de Somain à Bruille.....	Classement.....	8	10 »	
Villers-Campeau ...	Chemin de Somain à Bruille.....	Id	6	10 »	

En ce qui concerne le dernier chemin classé, la décision de la Commission sera notifiée à M. le Maire de Villers-Campeau, suivant les dispositions de l'art. 88 de la loi du 10 août 1871. Le classement n'a eu lieu, d'ailleurs, que sous la condition, pour la commune de Somain, de pourvoir, à perpétuité, à toutes les dépenses de construction et d'entretien du chemin sur le territoire de Villers-Campeau.

Chemins vicinaux. — Subventions industrielles.

Les abonnements approuvés par la Commission, concernant les subventions industrielles dues pour dégradations extraordinaires aux chemins vicinaux, se répartissent comme suit :

Chemins de grande communication	56,668 14
— d'intérêt commun.	23,476 25
— vicinaux ordinaires	7,289 89
Total	87,434 28

Aucune subvention n'a été imposée dans l'arrondissement d'Hazebrouck.

Routes départementales.

Deux prélèvements ont été autorisés sur le fonds de réserve de 20,000 fr. inscrit au budget de 1875 pour les routes départementales, savoir :

Route N° 9. — 4,600 fr. pour compléter les ressources nécessaires à la reconstruction du pont de la Meuse, à Estaires ;

Route N° 10. — 1,500 fr. pour la construction d'aqueducs à Vendegies.

Le crédit reste disponible pour une somme de 13,900.

En outre, la Commission a également autorisé, par suite d'alignement, des cessions ou acquisitions de terrain, ainsi que des cessions d'arbres le long des routes N^os^ 1, 2, 3, 6, 9, 10, 11, 14, 15 et 19.

Chemins de grande communication.

Les prélèvements suivants ont été autorisés sur le fonds de réserve de 25,000 fr. alloué au budget de 1875, pour travaux imprévus sur les chemins de grande communication, et qui reste encore disponible pour une somme de 8,966 fr. 60 c. :

Chemin N° 2.—Entretien de la partie comprise dans le chemin de halage de Bourbourg, 1,200 fr.

Chemin N° 39. — Réparation du pont levis de Bauvin, 2,333 fr.

Chemin N° 47. — Entretien de la partie classée en 1874, 667 fr.

Ces sommes ne représentent que les deux tiers de la dépense ; l'autre tiers a été mis à la charge des communes intéressées.

Conformément à l'article 66 de la loi du 10 août 1871, la Commission a reçu communication des états des ressources et des dépenses applicables aux chemins de grande communication pour l'année 1874.

Sourds-muets et aveugles. — Bourses.

Une seule demi-bourse de sourde-muette est devenue vacante. Elle a été concédée à la jeune Robiquet, Flore, de Marchiennes.

Maison de refuge du Bon-Pasteur. — Bourses.

Les cinq nouvelles boursières du département qui ont été admises dans la maison de refuge du Bon-Pasteur, appartiennent : trois à la ville de Lille, une à Valenciennes et l'autre à Dunkerque.

Amendes de police correctionnelle.

Les secours suivants ont été accordés sur le fonds des amendes de police correctionnelle de 1873, qui reste encore disponible pour une somme de 5,084 fr. 77 c. :

La-Madeleine (78 c. add.) — Achat d'une chaudière et d'ustensiles mis à la disposition des religieuses de la Croix-de-St-André, et destinés à faire laver le linge des enfants pauvres par les jeunes filles des réunions dominicales. — Accordé 400 fr. ;

Herrin-Lille (70 c. dont l'un ne produit que 31 fr.) — Accordé 400 fr. pour venir en aide dans la dépense de mobilier de l'église ;

Eringhem (60 c.) — 400 fr. pour la dépense de reconstruction évaluée 1,810 fr., des combles du presbytère;

Jolimetz (84 c.)— 492 fr. pour compléter les ressources nécessaires aux dépenses d'acquisition et d'appropriation d'une maison d'école de filles ;

Sepmeries (158 c.) — 1,000 fr. pour aider à couvrir un déficit de 2.678 fr. dans les ressources nécessaires aux dépenses de reconstruction de l'église ;

Tressin (112 c.). — 1,000 fr. pour l'ameublement de la nouvelle église, dépense évaluée 6,800 fr. et couverte en grande partie au moyen de souscriptions volontaires ;

Mons-en-Barœul, (70 c.). — 300 fr. pour une dépense évaluée 825 fr., d'ameublement et de renouvellement d'une porte à l'église.

Le fonds de 1874, dont le montant n'a pas encore été communiqué à la Commission, reste disponible en totalité.

Sociétés de secours mutuels. — Subventions.

La Société a accordé un secours de 150 fr. à chacune des Sociétés de Saint-Martin à Bousbecques et de Saint-Benjamin à Tourcoing.

Une demande de la Société des Vrais Amis de Bailleul, n'a pas été accueillie, la situation financière de cette société étant satisfaisante.

Acquisition de pompes à incendie. — Secours.

Quatre subventions ont été accordées pour dépenses de pompes à incendie, savoir :

Lambres, (60 c. add.)	400 »
Neuville-en-Ferrain, (128 c.) — Achat de deux pompes	500 »
Hellemmes-Lille (90 c.)	250 »
Morbecque (35 c. et un octroi)	500 »
Total.	1,650 »

Le credit reste disponible pour une même somme de 1650 fr.

Liste du Jury pour 1876.

La répartition des 600 jurés à inscrire sur la liste annuelle de 1876, a été faite par M. le Préfet, sur l'avis conforme de la Commission départementale, émis en exécution de l'article 7 de la loi du 21 novembre 1872.

Gendarmerie. — Casernement.

La Commission a approuvé les baux passés pour le casernement des brigades de Masnières, Aniches et Halluin.

Elle a autorisé la mise en adjudication, pour le 7 juillet, des travaux de la nouvelle caserne d'Hazebrouck.

Recrutement. — Conseil de révision.

Conformément à l'article 82 de la loi du 10 août 1871, la Commission a désigné un membre du Conseil général et un conseiller d'arrondissement pour faire partie du Conseil de révision qui sera appelé à statuer sur la position d'un jeune soldat de la classe de 1873, qui est devenu indigne d'être maintenu plus longtemps dans ses foyers comme soutien de famille.

Budget départemental. — Ordonnances de délégation et mandats de paiement.

En exécution des prescriptions de l'article 78 de la loi du 10 août, M. le Préfet a communiqué chaque mois, à la Commission, pour le mois précédent, l'état détaillé des ordonnances de délégation reçues et des mandats de paiement délivrés tant par lui que par M. l'Ingénieur en chef, en ce qui concerne le budget départemental.

Impositions, emprunts et dettes des communes.

Aux termes de l'article 80 de la loi du 10 août 1871, chaque année, à la session d'août, la Commission départementale présente au Conseil général les relevés de tous les emprunts communaux et de toutes les contributions extraordinaires communales qui ont été votés depuis la précédente session d'août, avec indication du chiffre total des centimes extraordinaires et des dettes dont chaque commune est grevée.

Ces documents sont reproduits dans le rapport de M. le Préfet.

Compte départemental de 1874.

La Commission a également reçu communication, en exécution de l'article de la même loi, du compte départemental de 1874, dont le reliquat disponible, s'élevant à 327,371 fr. 66, a été porté aux ressources du budget rectificatif de 1875.

CHAPITRE II.

COMMUNICATIONS DE M. LE PRÉFET.

Chemin de fer d'Haubourdin à Saint-André.

M. le Préfet a communiqué à la Commission, le 14 mai, une dépêche du 12 du même mois, par laquelle M. le Ministre des Travaux publics faisait connaître son intention de saisir le Conseil d'État, d'un projet de décret ayant pour objet la concession à la Compagnie de Lille à Valenciennes, à titre de ligne d'intérêt général, du chemin de fer d'Haubourdin à St-André, classé par le Conseil général comme chemin d'intérêt local.

La Commission a dû se borner à donner acte de cette communication.

CHAPITRE III.

PROJET DE BUDGET DU DÉPARTEMENT POUR 1876.

Suivant les prescriptions des articles 57 et 79 de la loi du 10 août 1871, M. le Préfet a communiqué à la Commission le projet de budget du département pour 1876.

Les propositions de M. le Préfet, qui se soldent en excédant de recettes, n'ont paru donner lieu à aucune observation particulière.

Toutefois, la Commission croit devoir mentionner spécialement que le crédit proposé à l'article 1er du § 1er du sous-chapitre IV, comprend les 25,160 fr. d'augmentation demandés par M. le Préfet dans la dernière session d'avril, en faveur du personnel des agents-voyers, affaire dont le Conseil général a ajourné la solution à la présente session.

Nous prions le Conseil général de vouloir bien nous donner acte du présent rapport.

Les Membres de la Commission départementale,

Joos, *Président;* baron de l'Épine, Telliez, C. Fiévet, De Smyttère, L. Legrand (de Lecelles), et Roussel-Defontaine, *Secrétaire.*

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE RAPPORT DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE.

	Pages.
Acquisition de pompes à incendie. — Secours...	32
Amendes de police correctionnelle. — Secours..	32
Budget départemental. — Ordonnances de délégation et mandats de paiement.....	33
Chemin de fer d'Haubourdin à Saint-André	34
Chemins de grande communication.....	34
Chemins d'intérêt commun	29
Chemins vicinaux ordinaires. -- Classements, redressements, etc	29
Chemins vicinaux. — Secours	29
Chemins vicinaux. — Subventions industrielles..	34
Compte départemental de 1874.....	33
Écele d'accouchement de Paris. — Bourses.....	28
École normale de Douai.....	27
Gendarmerie. — Casernement.....	33
Impositions, emprunts et dettes des communes..	33
Instruction primaire. — Secours pour maisons d'école et mobiliers de classe.....	25
Liste du jury pour 1876.....	33
Maison de Refuge du Bon-Pasteur. — Bourses..	31
Malades et incurables indigents.....	28
Recrutement. — Conseil de révision.....	33
Routes départementales	34
Sociétés de secours mutuels. — Subventions....	32
Sourds-muets et aveugles. — Bourses	31

ANNEXE N° 2.

COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS DES BUREAUX.

(Session d'Août 1875).

1er Bureau.	2e Bureau.	3e Bureau.	4e Bureau.	5e Bureau.
Contributions, Finances, Compte et budget départemental, Cadastre, Archives, Casernes, Tribunaux, Circonscriptions territoriales.	Dépenses obligatoires, Loyer et Travaux de la Préfecture et des Sous-Préfectures Palais-de-Justice, Prisons.	Instruction publique, Cultes, Beaux-Arts, Secours publics, Aliénés.	Agriculture, Industrie, Commerce, Salubrité, Ports, Canaux, Service hydraulique, Objets divers.	Routes et chemins, leurs budgets et dépenses, Chemins de fer.
MM.	MM.	MM.	MM.	MM.
Goussard, Présid.	Crépin, Président.	Desrousseaux, Prés	De Carnières, Prés	Plichon, Président
Marie-Soufflet, Secr.	Joets de Métershof, s.	Macarez, Secrét.	Dutilleul, Secrét.	Jles Brame, Vice-Pr.
Stiévenart-Béthune.	Levent.	Van der Straeten	Boulangé.	Mailliet, Secrét.
Desmyttère.	Goudaert.	Telliez.	Leurent.	Rouez.
Descat.	Victor Pouchain.	Joos.	Seydoux.	Leleu.
Chombart.	Billet.	Morisson.	Trystram.	Dutemple.
Comte d'Hespel.	Soins.	Guillemin.	Bergerot.	Des Rotours.
Testelin.	E. Delerue.	Giroud.	Duquenne.	Lemaire.
Fiévet.	Pierre Legrand.	Beck.	Desmoutiers.	De Coussemaker.
Renard.	Emond.	Caullet.	Deleporte-Bayart	Lotthé.
Baron de l'Épine		Berteaux.	Legrand (de Lecell)	Roussel-Defontaine.
			Baron de Bouteville.	Legrand (de Valen.)
			Massiet du Biest.	De Marsilly.
			Bultot.	Deregnaucourt.
				Merlin.

Le Secrétaire,
DESROUSSEAUX.

Le Président,
PLICHON

Séance du Mardi 17 Août.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

Président : **M. Plichon.**

Secrétaire : **M. Desrousseaux**,

Sont présents :

MM. Guillemin, Mailliet, Levent, Emond, Marie-Soufflet, baron de l'Epine, de Carnières, Berteaux, Leleu, Telliez, Dutemple, Crépin, Macarez, Merlin, Giroud, Fiévet, baron de Bouteville, des Rotours, Joos, de Coussemaker, Gustave Lemaire, Trystram, Goussard, Goudaert, Bergerot, Lotthé, Plichon, Desmyttère, Joets de Metershof, Massiet du Biest, Duquenne, Beck, Pouchain, Jules Brame, Comte d'Hespel, Chombart, Descat, Jules Dutilleul, Soins, Morisson, Testelin, Desmoutiers, Deregnaucourt, Deleporte-Bayart, Van der Straeten, Roussel-Defontaine, Caullet, Renard, Emile Delerue, L. Legrand (de Lecelles), Bultot, L. Legrand (de Valenciennes).

Sonts absents : MM. Boulangé, Stiévenart-Béthune, Rouez, Charles Seydoux, Leurent, de Marsilly.

M. le Conseiller d'Etat Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal de la dernière séance, lu par **M. Desrousseaux**, est adopté.

M. le Président fait connaître qu'il a reçu les communications suivantes :

Communications.

1° Lettre de M. le Préfet transmettant au Conseil général le texte de la loi du 31 juillet 1875, relative à la vérification des pouvoirs des membres des Conseils généraux.

— Acte est donné de ce dépôt ; le texte de la loi nouvelle sera imprimé comme annexe au procès-verbal (voir annexe p. 55).

2° Lettre de M. le Préfet transmettant au Conseil une lettre par laquelle le conservateur du Musée d'histoire naturelle sollicite l'intervention du département dans la dépense d'installation au Musée de Lille d'une collection des insectes utiles et nuisibles à l'agriculture, montrant à côté des animaux, les ravages qu'ils occasionnent.

3° Lettre par laquelle M. Wacquez-Lalo annonce qu'il présente au Conseil général les premiers exemplaires de la carte murale de France pour l'exécution de laquelle le département lui a prêté son concours, et lui exprime les plus vifs remerciements. M. Wacquez-Lalo fait connaître qu'une seconde médaille lui a été décernée pour ce travail par le jury de l'Exposition internationale des sciences géographiques,

4° Brochure intitulée « Notice historique et manuelle des caisses d'épargne scolaires en France » adressée par son auteur M. A. de Malaru.

— Renvoi au 3e bureau.

Race chevaline. — Station d'étalons à Flines.

Le vœu suivant a été déposé :

« Les soussignés, en raison du développement que l'élevage des chevaux a pris dans l'arrondissement de Douai, où le dernier concours de l'arrondissement a réuni cinquante poulinières et poulains ;

« Emettent le vœu qu'une station d'étalons du Gouvernement soit établie dans l'arrondissement. »

Signé : Fiévet, baron de Bouteville, A. Billet, Giroud, Ch. Merlin.

— Renvoi au 4e bureau.

Postes. — Commune de Bauvin. — Vœu.

M. Van der Straeten donne lecture du projet de vœu suivant :

« Les soussignés, considérant l'importance acquise depuis plusieurs années par la commune de Bauvin, par suite de la création d'établissements industriels et du développement de la Compagnie houillère de Meurchin, sise sur le territoire de Bauvin, émettent le vœu qu'un bureau de poste destiné à desservir les communes de Bauvin et Meurchin soit établi à Bauvin; par suite de cette création satisfaction sera donnée à la commune de Carnin, qui a émis le vœu d'être desservie par le bureau de Carvin, formant ainsi avec la commune de Provin une tournée rurale. »

Signé : MM. Van der Straeten, des Rotours, Comte d'Hespel, C. Descat, Chombart et J. Brame.

— Renvoi au 4e bureau,

Chemin de fer de Dunkerque à Furnes. — Vœu.

M. Trystram dépose un projet de vœu ainsi conçu :

» Les soussignés prient le Conseil général d'exprimer le vœu que l'administration du chemin de fer de Dunkerque à Furnes soit, *immédiatement*, mise en demeure de rétablir et remettre en exploitation la section de la ligne comprise entre les fortifications, à l'Est de Dunkerque et

la station actuelle de la Tente-Verte à Rosendael, section que, sans aucune espèce de droit et contrairement à ses obligations, elle a cessé d'exploiter. »

Signé : TRYSTRAM, GUSTAVE LEMAIRE.

— Renvoi au 5e bureau,

Régime commercial. — Proposition.

Le **même membre** fait une proposition ainsi conçue :

« Les traités de commerce et de navigation conclus depuis 1860 entre la France et les principales nations de l'Europe, arrivant à expiration le 30 juin 1877, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de nommer une Commission spéciale chargée de lui soumettre un vœu à adresser au Gouvernement en faveur du régime commercial le plus propre à assurer le développement de la prospérité du commerce du pays. »

— Renvoi au 4e bureau.

M. le Président donne lecture de la liste des rapports qui doivent composer l'ordre du jour.

Aucune demande d'ajournement n'étant produite, la parole est donnée aux rapporteurs.

M. Goudaert donne lecture des deux rapports qui suivent :

Prisons départementales. — Indemnité de logement aux aumôniers. (2e B.).

I. — Depuis plusieurs années, le Conseil général vote un crédit de 1,200 fr. pour être réparti par moitié, à titre d'indemnité de logement, entre MM. les aumôniers des maisons d'arrêt de Lille et de Douai. Les motifs qui ont déterminé ce vote continuant d'exister, M. le Préfet propose au Conseil général d'ouvrir un semblable crédit de 1,200 fr. au budget de 1876.

Le 2e bureau, prie le Conseil d'allouer le crédit demandé.

— Crédit voté.

Orphelinats agricoles. — Société générale de patronage. (2e B.).

II. — Depuis plusieurs années, le Conseil général alloue une subvention annuelle de 100 fr. à la Société générale de patronage des orphelinats agricoles, qui a pour but la création et le développement des institutions destinées à donner aux enfants assistés et aux orphelins pauvres l'instruction primaire, religieuse et agricole, à les patronner pendant leur adolescence, et à leur faciliter les moyens de s'établir avantageusement à la campagne.

Cette Société méritant d'être encouragée dans ses efforts, M. le Préfet prie le Conseil général de lui accorder la nouvelle allocation de 100 fr. qu'elle sollicite pour 1876.

Le 2e bureau prie le Conseil de voter l'allocation demandée.

— Crédit alloué.

M. Pouchain donne lecture des deux rapports ci-après :

Maison d'arrêt. — Entretien. (2e B.).

I. — L'année dernière, il a été pourvu à l'entretien des maisons d'arrêt du département, au moyen d'un crédit total de 3,200 francs.

M. le Préfet propose pour les maisons d'arrêt de Lille et de Douai de les augmenter dans la proportion suivante :

Lille	1,000 fr. au lieu de 800
Douai	600 fr. au lieu de 500

Ainsi, huit nouvelles communes se sont pourvues de pompes à incendie en 1874 et l'amélioration ne pourra que s'accentuer après la promulgation prochaine du règlement d'administration publique qui doit pourvoir à l'organisation générale des corps de sapeurs-pompiers.

Toutefois, le crédit de 4,000 fr. alloué depuis plusieurs années au budget départemental étant suffisant pour satisfaire aux demandes de secours, le 3e bureau propose l'inscription d'une même somme au budget de 1876.

— Le crédit est voté.

Ecole normale primaire. — Construction. — Crédit demandé. (3. B.).

M. Giroud lit les deux rapports qui suivent :

I. — Vous avez, dans votre session d'avril dernier, donné votre approbation au projet présenté par M. le Préfet pour la construction de la nouvelle Ecole normale primaire de Douai.

Depuis lors, les travaux ont été adjugés avec un rabais de 9 p. %, représentant une somme de 28,720 fr.

M. le Préfet estime que le montant des travaux qu'exécutera l'entrepreneur en 1875 et pendant les premiers mois de 1876 s'élèvera de 150 à 200,000 fr. dont il faudra, suivant les conditions du cahier des charges, verser les 4/5 soit au maximum 160,000 fr.

M. le Préfet a l'intention d'affecter à ce paiement :

1° Une somme de 8,000 fr. environ qui restera libre sur les crédits alloués pour le prix des terrains et les frais d'acquisition, ci . . . . . 8,000 fr.

2° Celle de 15,000
réservée sur le reste disponible (exercice 1874) du produit des 3 centimes votés en exécution de la loi du 15 mars 1850 et de celle du 10 avril 1867, inscrite au budget rectificatif de 1875, sous-chap. III, art. 2.

3° Les deux premières annuités de la subvention de 50,000 fr. sollicitée du Ministère de l'Instruction publique 34,000

On arrive ainsi à une somme de 57,000
que M. le Préfet demande d'élever à 157,000 fr. par un crédit de 100,000

Total . . . . . 157,000 fr.

à ouvrir au sous-chapitre XIX du budget départemental de 1876.

Le 3e bureau propose d'approuver ces dispositions et notamment l'ouverture d'un crédit de 100,000 fr. au budget extraordinaire de 1876, sous-chapitre XIX. »

M. le Préfet demande au Conseil de surseoir non pas au vote du crédit, mais à la désignation du chapitre du budget auquel la dépense devra être rattachée.

Il est possible, dit-il, que le 3e bureau soit saisi par moi d'une proposition qui pourrait amener non pas le rejet du crédit, mais son imputation sur un autre chapitre.

— Conformément à cette observation de M. le Préfet, le crédit mis aux voix, est voté en principe, la question d'imputation de la dépense restant réservée.

Par compensation, la ville s'engagerait à exécuter certains travaux évalués à 12,000 fr. indispensables pour assurer le service intérieur de l'hôtel.

Dans ces conditions, eu égard à l'augmentation survenue dans les loyers, depuis dix-huit ans, cette demande de 3,000 fr. ne paraît pas exagérée, et le 2e bureau propose d'autoriser M. le Préfet, à passer un nouveau bail, sous les clauses ci-dessus stipulées, et d'inscrire au budget de 1876, un crédit de 3,000 fr. montant des loyers demandés.

Il propose, en outre, l'inscription au budget, d'une somme de 5,000 fr. montant de la location actuelle de la Sous-Préfecture de Dunkerque.

—Conclusions adoptées, crédit voté.

Sous-Préfectures. — Entretien. (2. B.).

II. — Le 2e bureau propose l'allocation au budget de 1876, d'une somme de 2,050 fr. nécessaire aux travaux à effectuer annuellement aux bâtiments des hôtels de Sous-Préfectures, propriétés du département.

Pareille somme a été affectée à ces travaux, par le budget de 1875, et a été répartie de la manière suivante :

Avesnes.	450 fr.
Cambrai	450
Douai.	450
Hazebrouck	250
Valenciennes.	450
Total général	2,050 fr.

— Le crédit est alloué et la répartition proposée est approuvée.

M Testelin demande comment il se fait que le département paie des réparations à la Sous-Préfecture d'Hazebrouck qui est prise en location : il semble que c'est le propriétaire qui devrait faire les frais des réparations.

Le Rapporteur répond que ce sont les grosses réparations seulement qui sont à la charge du bailleur, et non les réparations locatives, comme celles dont il s'agit dans le rapport.

Propriétés départementales immobilières. — Travaux. (2. B.).

III. — Les projets présentés par MM. les architectes départementaux, pour travaux de grosses réparations à exécuter, en 1876, aux hôtels des Sous-Préfectures, se résument de la manière suivante :

Cambrai. — Travaux d'appropriation, établissement d'une marquise pour la porte extérieure du petit salon, donnant sur la cour d'entrée, et installations d'appareil de chauffage. 2,038fr.21c

Douai. — Tapisserie et peinture de plusieurs pièces, et des façades sur cour . . . . . 1,200 fr.» } 2,450 »
Réfection du calorifère des caves. . . . . 1,250 » }

Valenciennes. — 1° Peintures extérieures . . . . . 600 »

A reporter 5,088 21

(Séance du 17.)

Report 5,088 21

2° Couverture du canal qui longe la Sous-Préfecture et construction d'une salle d'archives et d'adjudications.

Les dépenses pour ce dernier projet étaient évaluées à 34,230 fr. dont 21,000 fr. pour la couverture et 13,230 fr. pour le bâtiment . 34,230 »

Mais les travaux ayant été adjugés moyennant un rabais de 12 0/0 soit en chiffre . . . . . 4,100 »

La somme de dépenses se trouve réduite à . . . . . 30,130 »

Si de cette somme l'on distrait les 28,000 fr. votés par le Conseil général et qui figurent au budget de report de l'année 1874 28,000 »

Il ne reste plus qu'une différence de . . . . . 2,130 fr. »

Pour compléter le montant total des dépenses, s'élevant d'après le projet de 1876 ci . . . . . 2,130 »

Ensemble 7,218 21

Le 2e bureau propose l'allocation de cette somme au budget de 1876.

— Crédit voté.

Sous-Préfectures. — Mobilier. — Entretien ordinaire. (2. B.).

IV. — La somme allouée, depuis plusieurs années, au budget départemental pour entretien des sous-préfectures, s'élève à 3,360 fr. répartis de la manière suivante :

Avesnes	500 fr.»
Cambrai.	590 »
Douai.	590 »
Dunkerque.	590 »
Hazebrouck.	500 »
Valenciennes.	590 »
Total	3360 fr.»

Le 2e bureau propose le maintien de cette même allocation au budget de 1876.

— Crédit alloué, répartition approuvée.

Sous-Préfecture d'Hazebrouck. — Acquisition de mobilier. (2. B.).

V. — Les literies de la sous-préfecture d'Hazebrouck sont en très-mauvais état, il est même indispensable d'en renouveler deux complètement.

En outre, l'hôtel composé de neuf pièces, ne possède que deux pendules, dont le mouvement laisse à désirer. L'architecte propose d'en placer une nouvelle dans le cabinet de M. le Sous-Préfet ; et une dans l'une des chambres à coucher.

La dépense prévue s'élève à 994 fr.

Le 2e bureau croit que cette dépense est utile, et il propose d'en voter le crédit nécessaire au budget de 1876.

— Crédit voté.

Les trois rapports suivants sont présentés par M. **Pierre Legrand:**

Colonie agricole de St-Bernard. — Commission de surveillance (2. B.).

I. — Le 2e bureau propose au Conseil général d'adopter les propositions de M. le Préfet et de maintenir comme membres du Conseil de surveillance de la colonie de Saint-Bernard MM. Desrousseaux et Soins.

— Approuvé.

Colonie agricole de Mettray. (2. B.).

II. — Le 2e bureau propose au Conseil général d'accorder, conformément aux conclusions du rapport de M. le Préfet, un subside de 500 fr. à la colonie agricole de Mettray.

— Crédit voté.

Colonie agricole de Mesnil-St-Firmin. — Subvention pour 1876. (2. B.).

III. — Le 2e bureau propose au Conseil général d'adopter les conclusions du rapport de M. le Préfet et d'allouer; à titre d'encouragement, une somme de 250 fr. à la colonie agricole de Mesnil-Saint-Firmin.

— Crédit voté.

M. Macarez donne lecture des trois rapports ci-après:

Malades indigents. — Subventions. (3. B.).

I. — Le Conseil général alloue, chaque année, un crédit pour faciliter le placement dans les hospices et hôpitaux de malades ou incurables indigents. Les allocations sont accordées aux communes pauvres qui sont dans l'impossibilité de pourvoir elles-mêmes à l'entretien de leurs malades, et aux hospices pour les malades dont le domicile réel de secours est demeuré inconnu. Le crédit de 6,000 fr., alloué pour l'année 1874, a été employé jusqu'à concurrence de 3,252 fr. 03 c., répartis entre 17 communes ou hospices, appliqué à dix-sept malades ou incurables.

La nécessité de ces allocations étant justifiée, le 3e bureau propose d'accorder, pour la même destination en 1876, un crédit de 6,000 fr. à inscrire au sous-chapitre XII du budget.

— Le crédit est alloué.

Sapeurs-pompiers. — Secours. (3 B.).

II. — Depuis plusieurs années, un crédit de 1,000 fr. est inscrit au budget départemental pour venir en aide aux communes dans le paiement des secours et pensions auxquels les sapeurs-pompiers, leurs veuves ou leurs enfants peuvent prétendre en vertu de la loi du 5 avril 1851, en cas de blessures ou de maladies reçues ou contractées dans le service.

Ce crédit n'est engagé jusqu'ici que jusqu'à concurrence de 150 fr. en faveur de la veuve Cavro, domicilié à Douai, dont le mari, sapeur-pompier à Douchy, a été tué dans un incendie; mais le 3e bureau, d'accord avec M. le Préfet, pense qu'il y a lieu de conserver les moyens de pourvoir à des secours extraordinaires si une circonstance malheureuse venait à se produire dans le département.

Il propose en conséquence l'inscription de la même somme de 1,000 fr. au budget départemental de 1876.

— Crédit voté.

Pompes à incendie. (3 B.).

III. — Voici le relevé, par arrondissement, du nombre des communes du département qui sont pourvues de pompes à incendie :

Arrondissement	de Lille,	sur 129	communes,	98	possèdent	187	pompes;
—	d'Avesnes	sur 153	—	61	—	81	—
—	de Cambrai	sur 118	—	53	—	69	—
—	de Douai	sur 66	—	40	—	58	—
—	de Dunkerque	sur 61	—	16	—	40	—
—	d'Hazebrouck	sur 53	—	19	—	37	—
—	de Valenciennes	sur 81	—	66	—	96	—
Total . . .		661	—	353	—	568	—
Augmentation pour l'année				8	—	8	—

(Séance du 17.

Le 2e bureau est d'avis de porter à 3,500 fr. le crédit à affecter en 1876 aux dépenses d'entretien des maisons d'arrêt.

Cette somme serait répartie ainsi qu'il suit :

Maison d'arrêt de Lille	1,000 fr.
— — de Douai	600
— — d'Avesnes	400
— — de Cambrai	400
— — de Dunkerque	400
— — d'Hazebrouck	300
— — de Valenciennes	400
Total égal	3,500 fr.

Le crédit est voté et la répartition proposée est adoptée.

Maisons d'arrêt. — Grosses réparations. (2. B.).

II. — M. le Préfet dans son rapport, présente au Conseil général les projets de MM. les architectes départementaux de grosses réparations à faire en 1876 aux bâtiments des maisons d'arrêt du département.

Lille. — Construction d'un mur dans le dortoir des prévenus, remplacement de carrelage et consolidation de grilles . . . . . 3,350 fr.

Dunkerque.— Réparations diverses 2,200

Hazebrouck. — Travaux d'appropriation 1,617

Ce devis complète le projet de 2,055 fr. 23 c. approuvé par le Conseil général dans sa session de 1873.

Avesnes. — Remplacement des tuyaux en fonte de la grande pompe 1,000
Réparations à deux citernes . . . . . 700 } 1,700

Valenciennes — Construction d'une salle à usage de cabinet pour les juges d'instruction 664

Douai. — Appropriation de façades sur cour 1,500
Remise en bon état du pavé des cours . . . . . 3,500 } 5,000

Ensemble . . . . 14,531 fr.

Le 2e bureau propose d'allouer au budget 1876 les articles de dépenses ci-dessus, montant à 14,531 fr.

— Ces conclusions sont adoptées et le crédit alloué.

Sous-Préfectures. — Loyers. (2. B.)

M. Emond présente cinq rapports ainsi conçus :

I. — Le bail passé le 5 mai 1858, pour la location des bâtiments occupés par la Sous-Préfecture d'Hazebrouck expire le 31 décembre prochain.

Le loyer actuel est de 2,200 fr., mais le Conseil municipal d'Hazebrouck veut le porter à 3,000 fr. avec une augmentation de 800 fr.

Secours à d'anciens employés ou leurs veuves. (3. B.)

II. — M. le Prefet propose au Conseil général de continuer aux personnes dont les noms suivent, parce qu'ils leur sont toujours nécessaires, les secours qui leur sont alloués depuis plusieurs années, à savoir :

1°	à Madame	Carrez,	veuve d'un employé à la Préfecture	300 fr.
2°	—	Landrieu,	Id.	200
3°	—	Rains,	Id.	300
4°	—	Lerouge	Id.	300
5°	—	Lefebvre,	Id.	300
6°	—	Lechien,	Id.	300
7°	—	Desmulliez,	veuve d'un garçon de bureau.	150
8°	—	Boussemart,	veuve d'un employé aux Archives	300
9°	—	Dugabelle,	Id	300
10°	—	Dupont,	veuve d'un Inspecteur du travail des enfants .	300
11°	—	Renart,	veuve d'un agent-voyer	300
12°	—	Ponzot,	veuve d'un ancien géomètre en chef du cadastre.	300
13°	au sieur	Delarre,	père d'un ancien agent-voyer, décédé	200
			Total.	3,450 fr.

Le 3e bureau est d'avis d'accorder pour 1876 les crédits ainsi demandés ; ils seraient inscrits au sous-chapitre XIII du budget.

— Crédits votés.

M. Caullet fait les trois rapports qui suivent :

Bibliothèques administratives. (3. B.)

I. — Le Préfet demande l'inscription au budget de 1876, d'un crédit de 1,200 fr. destiné à l'achat d'ouvrages administratifs pour la bibliothèque de la Préfecture et des Sous-Préfectures ainsi qu'au paiement de la reliure des livres en service dans les bureaux.

Cette allocation étant nécessaire, le 3e bureau propose d'inscrire cette somme de 1,200 fr., comme l'année dernière, au budget départemental de 1876.

— Crédit voté.

Malades indigents. — Secours. (3. B.)

II. — Depuis plusieurs années, le Conseil général inscrit à son budget, sous ce titre, « secours aux malades indigents » un crédit de 1,000 fr.

Cette somme étant destinée à venir en aide aux personnes malades et privées de toutes ressources et dont les établissements charitables ne peuvent arriver à soulager la misère, le 3e bureau en propose le maintien au budget de 1876.

— Crédit alloué.

Enfants assistés. — Dépenses arriérées. (3. B.)

III. — M. le Préfet donne connaissance au Conseil général d'une réclamation, qui lui a été faite par l'administration de l'assistance publique de la Seine, pour obtenir le remboursement de dépenses s'élevant ensemble à 959 fr. 47 c., que lui ont occasionnées en 1871, 1872 et 1873, six enfants abandonnés appartenant au département du Nord.

Cette réclamation étant fondée et appuyée d'états réguliers, et de pièces justificatives, le

3e bureau propose au Conseil général, d'y satisfaire et d'allouer à cet effet un crédit de 959 fr. 45 c. à titre de dépense arriérée ; au budget rectificatif de 1875.

— Le crédit est voté.

Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon. 3. B).

Lecture est donnée par **M Beck** de trois rapports ainsi conçus :

I. — Le troisième bureau partageant l'avis de M. le Préfet, propose l'inscription au budget 1876 de la somme de 6,000 fr. pour l'entretien des mendiants du département au dépôt de Montreuil.

— Crédit voté.

Malades indigents des cantons du Quesnoy et de Landrecies.

—

Hospice du Quesnoy.

—

Prix de journée. (3. B.).

II.— Le troisième bureau, admettant les circonstances, qui militent en faveur de l'augmentation du prix des journées de malades à l'hospice du Quesnoy, est d'avis de le fixer uniformément pour les trois cantons sus-nommés à 0,90 c.

— Conclusion adoptée.

Malades et incurables indigents.

—

Hospices d'Hazebrouck, de Cassel et de Merville. (3. B.).

III. — Le troisième bureau trouve qu'il est de toute justice que les hospices de Cassel et de Bailleul reçoivent, comme celui d'Hazebrouck les malades appartenant à leur canton respectif moyennant le prix de un franc par jour, d'autant plus qu'il est constaté que les établissements de Cassel et de Bailleul qui n'ont pas, jusqu'ici, rempli cette obligation sont en état d'y satisfaire.

— Conclusion votée.

M. Van der Straeten lit les cinq rapports ci-après :

Sociétés savantes.

—

Allocation de subsides.

I. — Depuis plusieurs années, le Conseil général accorder les subventions suivantes aux societés savantes du département :

1°	A la Société d'agriculture, sciences et arts de Lille, 1,500 fr., dont 1000 fr. applicables à ses concours annuels et 500 fr. pour son musée industriel.	1,500 fr.
2°	A la Société d'agriculture, sciences, et arts de Douai.	500 »
3°	A la Société d'agriculture, sciences et arts de Valenciennes.	500 »
4°	A la Société d'émulation de Cambrai	500 »
5°	A la Société Dunkerquoise pour l'encouragement des lettres et des arts.	500 »
	En outre, dans sa session d'octobre 1874, le Conseil général a bien voulu allouer également à la Société géologique du Nord un subside de . . .	500 »
	Ce qui élève le crédit annuel à	4,000 fr.

Ces sociétés, dont les travaux sont appréciés, méritant les encouragements qui leur sont accordés, le 3e bureau propose au Conseil général d'inscrire un même crédit de 4,000 fr. au budget départemental de 1876.

— Crédit voté.

Colléges, normale primaire. — Inspection. (B. B.).

II. — Depuis 1869, le Conseil général vote chaque année un crédit de 3,000 fr. pour l'inspection des deux lycées, des quinze colléges et de l'école normale primaire du département.

M. le Recteur fait connaître que cette inspection, qui est faite et dirigée avec beaucoup de soin, produit les meilleurs résultats, et qu'elle est d'autant plus opportune que, cette année encore, MM les Inspecteurs généraux de l'enseignement secondaire n'ont pu voir que les deux lycées et un seul collége.

Le 3e bureau prie donc l'Assemblée d'inscrire le même crédit de 3,000 fr. au budget départemental de 1876.

— Crédit voté.

Inspection académique. — Frais de bureau. (B. B.).

III. — L'allocation annuelle attribuée pour frais de bureau à M. l'Inspecteur d'académie, en résidence à Lille, a été fixée à 1,200 fr. Le Conseil général connaît les travaux considérables de l'Inspection académique du Nord. Il a pu apprécier également le zèle aussi éclairé que dévoué avec lequel M. l'Inspecteur Anthoine s'acquitte de ses importantes fonctions.

L'allocation étant, d'ailleurs, complètement justifiée, le 3e bureau prie le Conseil général d'inscrire un même crédit de 1,200 fr. au budget départemental de 1876.

— Le crédit est alloué.

Secrétaire de l'académie de Douai. — Indemnité. (B. B.).

IV.— Le Conseil général accorde, depuis plusieurs années, une indemnité de 500 fr. à M. le Secrétaire de l'Académie de Douai.

Cette indemnité, dit M. le Préfet, était inscrite au Sous-Chapitre III, dépenses facultatives ; elle était, par conséquent, prélevée sur le produit des 3 centimes additionnels spécialement affectés au service de l'instruction primaire.

D'après la nature des fonctions de M. le secrétaire de l'Académie, auxiliaire de M. le Recteur, il paraîtrait plus juste de reporter cette dépense au Sous-Chapitre 1er, auquel il est pourvu avec des centimes départementaux autres que les centimes spéciaux de l'instruction primaire.

Dans la pensée que le Conseil général adoptera cet avis, M. le Préfet a retranché du sous-chapitre III, où elle figurait sous le N° 18, l'indemnité accordée à M. le Secrétaire de l'Académie pour la reporter au sous-chapitre Ier, où elle forme le N° 4.

Le troisième bureau propose au Conseil général d'approuver ce changement.

— Ces conclusions sont adoptées et le crédit est voté.

Bibliothèque du Conseil général. (B. B.).

V. — La Commission chargée de l'installation de la bibliothèque de l'assemblée, après avoir rendu compte de l'emploi du crédit de 1,000 fr. alloué en 1875, croit devoir solliciter la même somme pour 1876. Elle espère que c'est la dernière fois qu'un subside aussi imporsant sera demandé. Mais plusieurs membres du Conseil ayant témoigné le désir de trouver à la bibliothèque le *Recueil des arrêts du Conseil d'Etat*, une somme de 5 ou 600 fr. est nécessaire pour cet objet.

— Le crédit est voté.

M. Berteaux lit le rapport ci-après :

Hospices et Hôpitaux. (B. B.).

Le 3e bureau soumet au Conseil, l'état de la situation générale des hospices et hôpitaux du département présenté par M. le Préfet avec documents à l'appui.

L'ensemble de la situation présente un excédant très-marqué des recettes sur les dépenses malgré une rectification de calcul ou d'impression amenée par une vérification scrupuleuse.

Au 31 décembre 1874, 70 établissements dans 53 villes et communes.

Ressources de 1874 :

Recettes.	6,138,967 96
Dépenses	4,945,436 96
Excédant. . . .	1,233,531 »

Cet état de situation, tant au point de vue d'ensemble qu'au point de vue respectif de chaque arrondissement, présentant une situation des plus favorables, le 3e bureau propose au Conseil général de donner acte à M. le Préfet de son rapport sur la question.

— Acte est donné.

Conseils d'hygiène et de salubrité.

Frais de bureau. (4. B.)

Lecture est donnée par **M. le baron de Bouteville** des deux rapports ci-après :

I. — Depuis longtemps le Conseil général a fixé à 3,660 fr. le crédit attribué pour frais de bureau aux Conseils d'hygiène et de salubrité du département, savoir :

Conseil central de Lille	2,700 fr.
Conseil d'hygiène d'Avesnes	150
— de Cambrai	120
— de Douai	200
— de Dunkerque	120
— d'Hazebrouck	120
— de Valenciennes . . .	250
Total égal	3,660 fr.

M. le Préfet propose l'inscription de la même somme au budget de 1876.

Le 4e bureau est d'avis de s'associer aux observations de M. le Préfet et de voter le crédit de 3,660 fr., conformément à la répartition indiquée ci-dessus.

Le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck a émis le vœu que le crédit du Conseil d'hygiène fût porté de 120 à 200 fr., le supplément de 80 fr. devant être attribué à des frais de déplacement.

Le quatrième bureau propose de ne pas faire droit à ce vœu.

— Ces conclusions sont approuvées et le crédit est voté.

Police de la chasse. (4. B.)

II. — La chasse a courre, à cor et à cri est dans le département une exception très-rare. Elle ne se concilie pas avec notre culture divisée et intensive : évidemment ceux qui se livrent à ce plaisir dédommagent largement les cultivateurs qui se plaignent des dégâts causés, mais il est peu dans les usages et la dignité de nos cultivateurs de réclamer, et le plus grand nombre supporte pertes et ennuis en silence, mais avec un mécontentement réel et légitime. A un autre point de vue, elle nuit à la chasse ordinaire, lorqu'elle continue en février et mars. Les

meutes mal conduites et, dans les bien menés, les chiens qui se dérobent font un massacre de hazes et de levraux.

En conséquence, le 4e bureau, invite le Conseil à émettre l'avis que la chasse à courre, à cor et à cri ne sont pas prolongée en 1876 dans le département après la clôture de la chasse à tir.

Les adjudicataires des forêts de l'Etat et autres bois ont multiplié et acclimaté le faisan; il s'étend aujourd'hui dans les campagnes environnantes, et s'il était protégé, il pourrait devenir abondant, presque commun dans une grande partie du département.

La protection, dont il a besoin, est celle qui lui est accordée par la législation belge et anglaise, à savoir la prohibition efficace, par une amende sévère ou tout autre moyen, de le tuer et de le colporter avant le 1er octobre.

Sur la demande de nombreux intéressés, M. le Préfet a bien voulu demander à M. le Ministre de l'Intérieur s'il ne serait pas possible de retarder l'ouverture de la chasse au faisan jusqu'au 1er octobre. M. le Ministre de l'Intérieur a consulté son collègue, M. le garde des sceaux et ils ont répondu d'un commun accord que fixer une ouverture spéciale de la chasse au faisan serait procéder en dehors des vues du législateur de 1874 comme en dehors de l'esprit de la loi de 1844.

En l'état, vu l'importance de la propagation du faisan, tant dans l'intérêt de la location des bois et forêts, dont l'Etat est le principal bénéficiaire, que dans l'intérêt des chasseurs et des consommateurs, le 4e bureau prie l'Assemblée d'émettre le vœu que les lois de 1844 et de 1874 sur la chasse soient modifiées le plus promptement possible de façon à permettre une ouverture spéciale pour le faisan.

— Ces conclusions sont adoptées; le vœu est émis.

nde grande
unication
N° 3.
—
épenses
retien
grosses
rations
ponts
anal de la
te-Colme.
5 B.)

M. de Coussemaker présente un rapport relatif aux dépenses d'entretien et de grosses réparations des ponts du canal de la Haute-Colme.

Dans sa séance du 16 avril 1874, le Conseil général a bien voulu décider qu'à l'avenir, la moitié de la quote-part des dépenses non couvertes par l'Etat en ce qui concerne les ponts du canal de la Haute-Colme, serait supportée par le chemin de grande communication N° 3.

» J'ai porté cette décision, dit M. le Préfet, à la connaissance de la 2e section des Waeteringues, et l'ai même temps engagée à revenir sur le refus qu'elle avait exprimé par sa délibération du 28 juillet 1874, de cesser, à partir du 1er janvier 1876, tout concours, toute subvention quelconque, aux lieu et place des communes de son territoire, dans les frais d'entretien des ponts dont il s'agit; »

Par une nouvelle délibération en date du 19 septembre 1874, la Commission de la 2e section des Waeteringues, déclare ajourner au 1er janvier 1881, le moment où elle cessera son intervention dans ces dépenses, et cela sous les conditions suivantes :

« 1° Qu'il soit bien reconnu que cette intervention est toute bénevole et ne peut engager » l'avenir au-delà du terme ci-dessus indiqué. »

« 2° Que cette intervention soit bornée strictement aux contingents des communes ou fractions » de communes comprises dans le territoire de la 2e section, tel qu'il a été réparti par » la Commission spéciale nommée à cet effet, et en réduisant ce contingent à la moitié de sa » valeur totale pour celles des communes dont le territoire s'étend à la fois sur la 2e et la » 3e sections. »

(Séance du 17.)

« 3° Que le département consente à prendre â sa charge les 4/5e de la part des dépenses de » reconstruction et de grosses réparations mises à la charge desdites communes. »

La 3e section des Wacteringues consultée en ce qui concerne son intervention aux lieu et place des communes de son ressort, a accepté les dispositions qui précèdent sans aucune restriction ni addition.

Les deux premiers points ne donnent lieu à aucune observation.

Le troisième au contraire appelle l'attention du Conseil général.

Lorsqu'il s'agit de *ponts*, il est de règle qu'ils suivent le sort des chemins qu'ils rattachent, c'est-à-dire que les réparations et entretiens soient à la charge de ces chemins.

Mais dans le cas particulier les ponts de la Colme sont depuis 60 ans entretenus par la 2e section de Waeteringues.

Pendant longtemps l'entretien de ces ponts a été fort minime ; il n'a pas dépassé cent francs par an.

Depuis quelques années la situation à complétement changé.

Le chemin d'Hondschoote à Watten, ceux perpendiculaires aux dits ponts ont été empierrés.

Il en est résulté que la circulation a décuplé.

Cet accroissement a été occasionné par les établissements industriels de Steene et d'Arembouts-Cappel, par le commerce entre les marchés de Bergues, de Wormhoudt, de Bollezeele et le port de Gravelines.

C'est donc l'intérêt général et non les minimes intérêts particuliers qui ont mis les ponts dans un état voisin d'un dépérissement.

Il serait équitable que cet intérêt général fût représenté par le département.

Les Ingénieurs avaient admis cette demande.

Le 5e bureau malgré la valeur de ces considérations a pensé qu'il y avait lieu de proposer au Conseil général de s'en tenir à sa délibération du 16 avril 1874.

— Ces conclusions sont adoptées.

M. G. Lemaire donne lecture d'un rapport ainsi conçu :

Pont de Petite-Synthe, sur le canal de Bourbourg.

—

Reconstruction.

—

Entretien.

—

Répartition des dépenses.
(5. B.).

Le pont, dit de Petite-Synthe, situé sur le canal de Bourbourg au point de jonction des deux chemins vicinaux de Petite-Synthe et d'Armboust-Cappel est dans un tel état de vétusté qu'il menace ruine. Il est donc urgent de pourvoir sans retard à sa reconstruction.

Le projet de cette reconstruction s'élève à la somme de 29,500 fr. dont la moitié aurait dû être supportée par les communes intéressées et l'autre moitié par l'Etat. Mais M. le Ministre, sur les instances de M. le Préfet, eu égard à la situation financière de ces communes, a bien voulu prendre à la charge de l'État les deux tiers environ de la dépense, soit la somme de fr 20,000. Il ne restait donc plus à répartir entre les communes qu'une somme de fr. 9,500 et la répartition avait été établie comme suit :

Petite-Synthe	40 %	soit	3,800 fr.
Armbouts-Cappel	25	—	2,375
Grande-Synthe	12	—	1,140
Mardick	5	—	475
Cappelle	8	—	760
Spycker	10	—	950
	100	Total général	9,500

Les communes de Petite-Synthe, et d'Armbouts-Cappel votèrent les contingents qui leur étaient demandés mais les communes de Grande-Synthe, Mardyck, Cappelle et Spycker refusèrent de contribuer à la dépense en se fondant sur un défaut d'intérêt et sur un manque de ressources.

La Commission départementale, saisie de cette urgente affaire par M. le Préfet, délégua son Président pour prendre des renseignements sur la situation des quatre communes récalcitrantes. M. le Président de la Commission départementale déclara, dans son rapport, que ces quatre communes étaient dans une situation budgétaire très-chargée et qu'elles avaient un intérêt moins direct à la reconstruction du pont que celles d'Armbouts-Cappel et de Petite-Synthe.

La Commission départementale conformément aux conclusions du rapport de son honorable président, M. Joos, décida, par sa délibération en date du 14 mai dernier. qu'il y avait lieu pour le département de prendre à sa charge les contingents d'ensemble 3325 fr., refusés par les communes de Grande-Synthe, Mardyck, Cappelle et Spycker, et de prélever cette somme sur le fonds subventionnel de 20,000 fr. afférent à la vicinalité.

Les ressources de la reconstruction se trouvaient ainsi intégralement assurées et on allait prendre des dispositions pour exécuter les travaux quand, un incident vint à surgir. MM les Ingénieurs de la navigation réclamèrent la garantie préalable des communes à l'entretien du pont après sa reconstruction, dans la proportion de moitié fixée par l'arrêté réglementaire du 26 février 1807 d'après cette base :

Petite-Synthe aurait dû payer	61 %	de cette moitié
Armbouts-Cappel aurait dû payer	39	—
Total	100 %	

Ces deux communes n'ont pas accepté la part qui leur était imposée dans les contingents d'entretien. — Petit-Synthe n'a consenti à y concourir que pour 40 0/0, et Armbouts-Cappel a demandé que préalablement un chemin conduisant au pont fût classé d'intérêt commun.

MM. les Agents-Voyers ont proposé de mettre la moitié des contingents communaux à la charge du chemin de grande communication N° 2.

Le Conseil d'arrondissement, sans rejeter l'avis du service vicinal, estime néanmoins qu'il y a lieu de donner la préférence à la proposition du Conseil municipal d'Armbouts-Cappel, tendant au classement préalable, en moyenne vicinalité, du chemin d'Esquelbecq à Petite-Synthe avec prolongement sur le chemin empierré du hameau de St-Pol.

Enfin MM. les Ingénieurs du service ordinaire déclarent adopter l'avis de MM. les agents-voyers d'après lequel l'entretien du pont serait définitivement supporté par les intéressés, conformément à la répartition suivante :

L'État, 1/2			50 %
Le chemin de grande communication N° 2, 1/4			25 %
Les communes, 1/4.			
Savoir : Petite-Synthe	69 %	du 1/4	25 %
Armbouts-Cappel.	31 %		
			100 %

Le 5e bureau, d'accord avec M. le Préfet, est d'avis d'adopter la répartition ci-dessus

(Séance du 17.)

indiquée pour les dépenses de reconstruction du pont, mais quand à celles relatives à son entretien après la reconstruction, il estime que le département ne saurait intervenir dans la dépense proposée.

M. le Préfet demande qui payera l'entretien. Il paraît impossible de décider que l'entretien n'incombera à personne.

Le Rapporteur répond que le 5e bureau a cru que ce serait manquer aux principes que d'adopter les conclusions du rapport de M. le Préfet.

M. le Préfet fait remarquer qu'il ne faut cependant pas pour sauvegarder les principes, laisser périr le pont.

M. Trystram dit qu'une fois le pont rétabli, le Conseil général reviendra sur sa décision et consentira sans doute à se charger de l'entretien.

M. le Préfet est d'avis que le Conseil général ferait beaucoup mieux de prendre cette décision dès aujourd'hui.

M. Trystram répète qu'il est convaincu que le Conseil général comprendra que le pont doit être entretenu.

M. le Préfet n'insistera pas si la décision du 5e bureau est une mesure comminatoire destinée à engager les communes à concourir d'une manière plus large à la dépense ; mais du moment que les communes ne peuvent pas supporter la totalité de la dépense, il faut que le département contribue pour une part.

M. Trystram dit qu'il n'est pas douteux que les choses se feront ainsi.

— Les conclusions du rapport sont ensuite mises aux voix et adoptées.

L'ordre du jour étant épuisé, **M. le Président** propose à l'Assemblée de s'ajourner à demain à 2 heures de l'après-midi. (Approuvé).

La séance est levée à 4 heures et demie.

Le Secrétaire,
DESROUSSEAUX.

Le Président,
PLICHON.

Annexe à la séance du 17 Août.

LOI RELATIVE A LA VÉRIFICATION DES POUVOIRS DES MEMBRES DES CONSEILS GÉNÉRAUX.

L'Assemblée nationale a adopté la loi dont la teneur suit :

Art. 1er.—Les articles 15, 16 et 17 de la loi du 10 août 1871, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 15.—Les élections pourront être arguées de nullité par tout électeur du canton, par les candidats et par les membres du Conseil général. Si la réclamation n'a pas été consignée dans le procès-verbal, elle doit être déposée dans les dix jours qui suivent l'élection soit au secrétariat de la section du contentieux du conseil d'État, soit au secrétariat général de la préfecture du département où l'élection a eu lieu. Il en sera donné récépissé. La réclamation sera dans tous les cas, notifiée à la partie intéressée dans le délai d'un mois à compter du jour de l'élection. Le préfet transmettra au conseil d'État, dans les dix jours qui suivront leur réception, les réclamations consignées au procès-verval ou déposées au secrétariat général de la préfecture. Le préfet aura, pour réclamer contre les élections, un délai de vingt jours à partir du jour où il aura reçu les procès-verbaux des opérations électorales : il enverra sa réclamation au conseil d'État: elle ne pourra être fondée que sur l'inobservation des conditions et formalités prescrites par les lois.

Art. 16. — Les réclamations seront examinées au conseil d'État suivant les formes adoptées pour le jugement des affaires contentieuses. Elles seront jugées sans frais, dispensées du timbre et du ministère des avocats au conseil d'État; elle seront jugées dans le délai de trois mois à partir de l'arrivée des pièces au secrétariat du conseil d'État. Lorsqu'il y aura lieu à renvoi devant les tribunaux le délai de trois mois ne courra que du jour où la décision judiciaire sera devenue définitive. Le débat ne pourra porter que sur les griefs relevés dans les réclamations à l'exception des moyens d'ordre public qui pourront être produits en tout état de cause. Lorsque la réclamation est fondée sur l'incapacité légale de l'élu, le conseil d'État surseoit à statuer jusqu'à ce que la question préjudicielle ait été jugée par les tribunaux compétents, et fixe un bref délai dans lequel la partie qui aura élevé la question préjudicielle doit justifier de ses diligences. S'il y a appel, l'acte d'appel doit, sous peine de nullité, être notifié à la partie dans les dix jours du jugement, quelle que soit la distance des lieux. Les questions préjudicielles seront jugées sommairement par les tribunaux et conformément au paragraphe 4 de l'article 33 de la loi du 19 avril 1831.

Art, 17. — Le conseiller général élu dans plusieurs cantons est tenu de déclarer son option au président du Conseil général dans les trois jours qui suivront l'ouverture de la session, et, en cas de contestation, à partir de la notification de la décision du conseil d'État. A défaut

d'option dans ce délai, le Conseil général déterminera, en séance publique et par la voie du sort, à quel canton le conseiller appartiendra. Lorsque le nombre des conseillers non domiciliés dans le département dépasse le quart du Conseil, le Conseil général procède de la même façon pour désigner celui ou ceux dont l'élection doit être annulée. Si une question préjudicielle s'élève sur le domicile, le Conseil général surseoit et le tirage au sort est fait par la commission départementale pendant l'intervalle des sessions.

Art. 2. — Pour les élections qui ont eu lieu avant la présente loi, les réclamations pourront être faites par les électeurs du canton, les candidats, les membres du Conseil général et le Préfet, dans les vingt jours à partir de la promulgation.

Art. 3. — Les Conseils généraux sont dessaisis des réclamations qui ont été portées devant eux dans les sessions précédentes.

Les ayants-droit pourront se pourvoir au conseil d'État dans les délais de l'article précédent.

Art. 4. — Par dérogation à l'article 23 de la loi du 10 août 1871, la session ordinaire qui doit suivre le 15 août commencera, de plein droit dans le département de la Corse, le deuxième lundi de septembre.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 31 juillet 1875.

Le Président,
Signé : ANDREN DE KERDREL.

Les Secrétaires,
Signé : FÉLIX VOISIN, DUCHATEL, E. LAMY.

Le Président de la République promulgue la présente loi.

Mal DE MAC MAHON,
Duc de Magenta.

Le Vice-Président du Conseil,
Ministre de l'Interieur,
BUFFET.

Séance du Mercredi 18 Août.

La séance est ouverte à trois heures moins un quart.

Président : **M. Jules Brame.**

Secrétaire : **M. Desrousseaux**, Vice-Président.

Sont présents :

MM. Guillemin, Mailliet, Levent, Emond, Marie-Soufflet, Boulangé, baron de l'Épine, de Carnières, Rouez, Berteaux, Stiévenard-Béthune, Leleu, Telliez, Dutemple, Crépin, Macarez, Billet, Merlin, Giroud, Fiévet, baron de Bouteville, Des Rotours, Joos, de Coussemaker, G. Lemaire, Trystram, Goussard, Goudaert, Bergerot, Lotthé, Plichon, Desmyttère, Joets de Métershof, Massiet du Biest, Duquenne, Beck, Pouchain, Comte d'Hespel, Chombard, Descat, Pierre Legrand, J. Dutilleul, Soins, Testelin, Morisson, Desmoutiers, Deleporte-Bayart, Van der Straeten, Roussel-Defontaine, Caullet, Renard, Emile Delerue, Legrand (de Lecelles), Bultot, Legrand (de Valenciennes).

Sont absents :

MM. Charless Seydoux, Leurent, de Marsilly, Deregnaucourt.

M. le Conseiller d'État Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal de la dernière séance, est lu par **M. Desrousseaux.**

M. le Préfet demande la parole.

Pont de Petite-Synthe. Canal de Furbourg. (N° 8).

Je crois nécessaire, dit-il, de revenir sur une décision qui a été prise hier par le Conseil général.

A la fin de la séance, sur un rapport de M. Gustave Lemaire, relatif au pont de Petite-Synthe, il a été décidé qu'on accepterait la répartition proposée dans mon rapport pour les frais de construction, et que la question de la répartition des dépenses d'entretien restait réservée.

Je me suis préoccupé des conséquences du vote que vous avez émis, et je viens vous faire part d'une crainte que j ai éprouvée. Nous avons eu beaucoup de peine pour arriver à répartir entre tous les intérêts en cause les sommes nécessaires pour la reconstruction de ce pont. L'État contribue à la dépense par moitié, l'autre moitié restant à la charge des communes et du département. Or, si la question de l'entretien reste incertaine, l'État refusera d'ouvrir les crédits que nécessite la reconstruction. Ce qui peut amener l'État à agir ainsi, c'est que de Petite-Synthe à Gravelines, et sur d'autres points de l'arrondissement de Dunkerque, il y a quelques ponts qui intéressent à la fois le service de la navigation et les communes. L'État jusqu'à présent a fait le nécessaire, mais il déclare ne plus vouloir le faire seul. Ainsi il y a un pont à Gravelines entretenu jusqu'à présent par l'État qui déclare ne plus vouloir l'entretenir si personne ne veut participer à l'entretien, et je suis en difficulté avec le Conseil municipal de Gravelines pour une somme annuelle de 283 fr. qui constitue la part de Gravelines dans les frai :d'entretien du pont, y compris le salaire du pontonnier, c'est une dépense annuelle qui ne saurait rester exclusivement à la charge de l'État et à laquelle il faut pourvoir. Je crains que relativement au pont de Petite-Synthe, puisque vous ne voulez pas prendre l'engagement, (peu importe, que ce soit au département ou aux communes que la charge doive incomber), d'assurer ultérieurement l'entretien, l'État ne se refuse à participer avec les intéressés aux dépenses de la construction.

J'appelle votre attention, continue M. le Préfet, sur cette conséquence très-regrettable que pourrait avoir votre décision. Il me paraît certain que quand je prierai le Ministre des Travaux publics d'ouvrir le crédit nécessaire au paiement de la part du service de la navigation, il me demandera qui doit se charger de la moitié de la dépense d'entretien qui incombe soit au département, soit aux communes.

Dans les conclusions qui ont été adoptées, on a dit qu'on n'était pas disposé à admettre que le département intervint dans les frais d'entretien, pour une part plus élevée que celle qu'il prend dans l'entretien des chemins de grande communication. Assurément il n'y est pas obligé, mais il doit au moins déclarer qu'il se porte garant de l'entretien, sauf à répartir ensuite entre les communes intéressées, telle portion de la dépense d'entretien qui lui paraîtra convenable.

M. Goussard demande à faire quelques réserves sur les observations de M. le Préfet. La situation des communes dans le département du Nord, en ce qui concerne les ponts, est un peu compliquée. Il y a trente ou quarante ans, la navigation était beaucoup moins développée, les canaux n'avaient pas été sur certains points élargis, les ponts n'étaient manœuvrés que beaucoup plus rarement. Au point de vue spécial des communes qu'ils desservent et qui n'ont pas beaucoup d'intérêts de navigation et de commerce, un pont fixe serait préférable. Ce qui rend les ponts coûteux, ce qui impose des charges très-grandes, ce sont surtout les nécessités de la navigation, et la navigation est un service public qui n'est pas à la charge du département et à plus forte raison à la charge des communes. On pourrait citer tel pont qui, à une certaine époque, se manœuvrait dix fois contre cent fois aujourd'hui et qui procurait à la commune tout autant d'utilité. Ce n'est pas une raison parce que le service de la navigation fait dépenser trois ou quatre fois plus pour la construction d'un pont mobile qu'on ne dépenserait pour un pont fixe et augmente du double ou du triple la dépense d'entretien, pour que la contribution des communes s'accroisse dans la même proportion. Dans la plupart des cas où la dépense a été faite, il a été parfaitement entendu que l'accroissement des dépenses

d'entretien serait à la charge de l'État. A raison de la situation du Trésor et des économies qu'il est obligé de faire sur tous les points, l'honorable membre s'abstiendra de toute proposition à cet égard, mais il demande que la question ne soit pas considérée dès-à-présent comme vidée et il pense qu'il y aurait lieu de faire au Ministre des Travaux publics des objections très-fondées.

M. le Préfet répond qu'il n'est pas douteux que le service de la navigation ait pris un grand accroissement dans le département, mais que l'État ne se refuse aucunement à accepter la moitié des charges qui résultent tant de la construction que de l'entretien de ces ponts. On dira peut-être que le salaire du pontonnier ne devrait pas être compris dans la dépense d'entretien du pont, que le pont fixe serait plus utile que le pont mobile et que par conséquent le pontonnier, qui est la conséquence du pont mobile, c'est-à-dire d'une certaine entrave à la circulation de la commune, devrait être à la charge exclusive du service de la navigation et non en partie à la charge de la commune. Ce sont des détails dans lesquels ... ne serait pas opportun d'entrer en ce moment. Ce qui est certain, c'est que ces ponts sont le prolongement de voies de communication à la charge des communes et du département, et puisque l'Etat accepte la moitié de la construction et de l'entretien, il serait préférable que le département et les communes auxquelles il est associé dans l'entretien de ces voies de communication, garantissent à l'État que le pont sera entretenu, sauf à répartir ultérieurement la dépense entre le département et les communes de la manière qui serait jugée la plus équitable. Il faut que l'État soit assuré que la moitié de l'entretien qu'il ne prend pas à sa charge, sera payée peu importe par qui, afin que ce qui arrive pour le pont de Gravelines ne menace pas l'existence du pont de Petite-Synthe.

M. Mailliet dit que la question relative au Pont de Petite-Synthe ne s'est pas présentée isolée dans le sein du cinquième bureau. D'autres ponts, tels que ceux de la Haute-Colme, se recommandaient par les mêmes considérations à la bienveillance exceptionnelle du Conseil général.

Pour assurer le service de la navigation, on a substitué aux ponts fixes complètement suffisants au point de vue de la circulation par terre, des ponts mobiles tournants. Non-seulement il faut à ces ouvrages un garde-pont, mais le fait même de la mobilité du pont entraîne de plus grandes dépenses dans la construction et de plus grandes dépenses dans l'entretien, en même temps qu'ils créent une entrave à la circulation par terre. Ainsi c'est l'intervention de l'État qui doit être réclamée avant tout. L'État s'engage à payer la moitié de la dépense. L'honorable membre n'entend pas discuter la fraction de l'intervention de l'État. Ce peut être l'objet d'une négociation à suivre dans laquelle on examinerait si cette moitié représente bien la part de l'État dans les bénéfices du travail d'art qui sert à traverser un canal.

Mais il y a une seconde question qui est purement départementale et c'est celle-ci qui a dû tout naturellement préoccuper le 5e bureau. Les communes qui se trouvent dans le voisinage de la Haute-Colme et Petite-Synthe, se refusent à l'entretien en invoquant l'insuffisance de leurs ressources et demandent que le département prenne la dépense à sa charge. S'il s'agissait d'un fait complètemnt limité, s'il fallait, par voie d'exception gracieuse, venir en aide à une commune qui, le 5e bureau le reconnaît, a droit à toute sollicitude parce qu'elle est fort chargée, le 5e bureau n'eût pas hésité; mais cette sollicitude spéciale pouvait avoir un très-grand danger

en ce sens que le département comptant des cours d'eau nombreux, une navigation très-développée, des ponts en proportion, il en résulte que ce serait engager le principe le plus grave: il est clair que c'est le département prenant en charge l'entretien des ponts servant à la navigation.

Le 5e bureau n'a pas cru devoir prendre une mesure aussi considérable dans un moment où le Conseil général va étudier à fond la question de la répartition générale des dépenses d'entretien sur les voies de communication de toute sorte. Le 5e bureau a aussi remarqué que si certaines communes disaient non, d'autres disaient oui, et que par conséquent en prenant à sa charge la dépense, il encouragerait les résistances et décernerait un prix au mauvais vouloir.

M. Trystram objecte que c'est pour les communes une question d'intérêt relatif.

M. Maillet répond que l'intérêt relatif se mesure par la répartition du contingent. Est-elle bien ou mal faite? Le 5e bureau, qui y est resté étranger, n'avait pas à l'apprécier. Les communes du reste n'ont pas refusé de l'accepter, parce qu'elles trouvaient la répartition mauvaise, parce qu'on leur aurait imposé dans la subvention une part hors de proportion avec le service que le pont leur rend; elles ont refusé sans chercher un motif à leur refus,

Dans cet ordre d'idées, le 5e bureau a pris la seule résolution qu'il pouvait prendre, car le département jusqu'à ce jour n'a payé partiellement l'entretien des ponts que quand ils faisaient suite à une voie subventionnée, cas dans lequel le pont suit le sort du chemin vicinal. Mais le pont de Petite-Synthe a cela de particulier qu'il ne réunit que deux chemins de halage et qu'il ne sert en rien aux communications par voie de terre, et qu'il n'aboutit à un chemin d'aucun ordre.

M. Trystram répond que ce pont met en communication directe la commune de Petite-Synthe avec le Grand-Millebrughe, Steene et toutes les communes des environs.

M. Maillet dit qu'il est clair que quand au moyen d'un pont on passe d'une rive à l'autre d'un canal, c'est à la condition d'aller quelque part; mais il n'y a ni route départementale, ni chemin de grande communication ou autre qui aboutisse au pont dont il s'agit. Sur quel principe le Conseil général s'appuierait-il pour prendre en charge, à l'exclusion des communes intéressées, toute la dépense d'entretien que ne supporte pas l'Etat? Il ne suffit pas pour cela que les communes refusent de payer le contingent qui leur incombe.

M. le Préfet fait une objection très-sérieuse quand il dit que l'Etat ne consentira à intervenir dans la construction qu'autant qu'on lui garantira que le pont sera entretenu. On comprend parfaitement que le Ministre des Travaux public exige en effet cette garantie. Aussi l'honorable membre ne dit-il pas que le Conseil général ne doive pas prendre l'engagement de supporter la part de l'entretien qui incombera au département, mais il ne doit prendre aucune espèce d'engagement en ce qui concerne le dégrèvement absolu demandé par les communes.

M. le Préfet fait remarquer qu'il n'a pas posé cette question-là.

M. Trystram pense que M. le Préfet ne peut pas désirer autre chose que ce que vient d'accorder M. Mailliet.

M. le Préfet déclare qu'en effet il n'a pas demandé autre chose au Conseil général que de dire que le pont sera entretenu pour moitié par qui de droit.

Il ajoute qu'il n'y a pas à discuter aujourd'hui la quotité qui doit incomber soit à l'État, soit aux intéressés. M. Mailliet disait que ce pont était une entrave pour les communes; mais on peut dire aussi qu'il est une entrave pour la navigation, qui serait beaucoup plus facile s'il n'y avait pas de pont à manœuvrer. C'est pour rendre service aux communes que l'État accepte de contribuer pour moitié à la construction et à l'entretien ; les communes doivent à leur tour rendre service à l'État qui accepte la gêne d'un pont.

M. le Préfet ne demande pas au Conseil de déclarer par qui du département ou des communes sera payée la moitié de la dépense d'entretien que l'État réclame, mais de déclarer que cette part de dépense sera payée par qui de droit. La loi de 1871 donne au département toute espèce de garantie, puisque l'article 46, donne au Conseil général le droit de fixer sans appel la part des intéressés dans les dépenses des chemins de grande communication et d'intérêt commun. Encore une fois, dit M. le Préfet, je ne vous demande qu'une chose, c'est de déclarer que lorsque le pont sera fait, l'État acceptant de concourir à l'entretien pour moitié, l'autre moitié sera parfaite par qui de droit.

M. Mailliet déclare que ce n'était pas ainsi que la question avait été posée dans le bureau; il s'était préoccupé uniquement des conséquences de la déclaration des communes qu'elles ne voulaient pas prendre part à la dépense.

M. le Préfet dit que le Conseil général leur imposera des contingents d'office.

M. Joos et **M. Trystram** constatent que tout le monde est d'accord et que la question peut être considérée comme réglée selon l'intention de M. le Préfet.

M. le Président dit que les observations qui viennent d'être échangées sont une suite de la discussion qui a eu lieu hier, mais qu'elles ne tendent à aucune rectification au procès-verbal.

Il déclare en conséquence le procès-verbal adopté.

Cette discussion qui précise le sens d'une délibération prise hier, figurera au procès-verbal de ce jour.

Excuses. **M. le Président** fait connaître qu'il a reçu de M. Derégnaucourt une lettre ainsi conçu :

« M. le Président, un incendie considérable qui a éclaté la nuit dernière à Roubaix a » détruit ma maison. Je vous prie de m'excuser pour ce motif de ne pouvoir assister à la » séance d'aujourd'hui. Je vous envoie les pièces relatives aux routes départementales sur » lesquelles le 5e bureau m'avait chargé de faire un rapport. Un autre dossier m'avait aussi » été remis, c'est celui sur le recensement de la circulation sur les routes, je n'ai pu encore » le retrouver, je ne saurais dire s'il a été détruit, je vais faire des recherches, »

M. le Président prie le 5e bureau de satisfaire au désir de M. Deregnaucourt et de pourvoir au nécessaire en ce qui concerne le dossier détruit.

M. le Préfet dit que ce dossier pourra être immédiatement reconstitué.

Communications. Le Vice-Président du cercle du Nord, au nom du Conseil d'administration informe le Président du Conseil général que les salons du cercle sont ouverts, comme chaque année, à MM. les membres du Conseil général.

— Des remerciements sont adressés à M. le Vice-Président du Cercle.

M. le vice-amiral La Roncière Le Nourrit adresse au Conseil général une demande de subvention en faveur de la société de sauvetage des naufragés.

— Renvoi au 3e bureau.

M le Président donne lecture de la liste des rapports qui figurent à l'ordre du jour de la séance, et, aucune demande d'ajournement n'étant produite, donne successivement la parole aux rapporteurs.

M. **Joos** donne lecture des deux rapports qui suivent :

Cultes. (3. B). I. — Conformément aux résolutions prises les années précédentes par le Conseil général, M. le Préfet propose l'inscription au sous-chapitre VIII du budget de 1876, des crédits dont le détail suit :

CULTE CATHOLIQUE

Indemnite à S. Em. le Cardinal-Archevêque	5,000 fr.	»
Supplément de traitement à Mgr Monnier, évêque de Lydda, auxiliaire de Son Eminence.	4,500	»
Supplément de traitement aux deux autres Vicaires généraux, à raison de 1,200 fr. chacun	2,400	»
Supplément de traitement aux dix chanoines, à raison de 1,000 chacun . . .	10,000	»

CULTES DISSIDENTS.

Subside au consistoire de Lille, pour dépense au culte protestant	1,600	»
Id. à la communauté israélite de la même ville	1,000	»

M. le Préfet met sous les yeux du Conseil général une lettre par laquelle la commission administrative de la communauté israélite de Valenciennes expose que, par suite de la création d'un rabbinat dans cette ville et de la formation d'un cours d'instruction morale, les dépenses du culte se trouvent augmentées dans une grande portion, et demande en conséquence que la subvention du département soit portée de 600 fr. à 1,000 fr., chiffre égal à la subvention accordée à la communauté de Lille.

Le 3e bureau propose l'inscription du budget de 1876 des crédits demandés par M. le Préfet y compris une augmentation de 400 fr. pour la communauté israélite de Valenciennes, soit 1,000 fr.

— Ces crédits sont votés.

Yacht-Club du Nord. (3. B). II. — La Société du Yacht-Club du Nord, fondée pour favoriser les études nautiques et encourager les progrès des constructions navales, reçoit chaque année un subside de 300 fr. sur les fonds du département.

M. le Préfet propose au Conseil général de lui accorder la même allocation pour 1876.

Le 3e bureau ne peut que proposer le vote des 300 fr. demandés pour l'exercice 1876.

— Crédit voté.

M. Desrousseaux au nom du 3e bureau, fait un second rapport ainsi conçu :

...départe-...ale des ...traites.

...tion de la ... de M. Ch. ..., chef de ...division (3e B.)

Après 38 années de services à la Préfecture, M. Ch. Vincent, Chef de la 1re division et Sécrétaire-rédacteur attaché au Conseil général et à la Commission départementale, sollicite sa retraite pour raison de santé.

Son traitement soumis à la retenue règlementaire au profit de la caisse départementale des retraites a été fixé ainsi qu'il suit, pour chacune des trois dernières années :

Année 1873	6,075 fr.
— 1874	6,750
— 1875.	6,750
Total	19,575 fr.

Donnant une moyenne de 6,525 fr.

Nommé employé rétribué à partir du 1er septembre 1839, M. Vincent comptera, au 1er janvier prochain, pour la retraite, 36 ans et 4 mois de services.

En conséquence, M. le Préfet propose au Conseil général de liquider, conformément aux articles 6, 8 et 9 du règlement de la caisse, la retraite de M. Vincent sur les bases suivantes :

Moitié du traitement moyen des trois dernières années pour 30 ans de services :	3,262 fr. 50 c.
1/20e en sus par année pour 6 ans et 4 mois.	1,033 10
Total.	4,295 fr. 60 c.

« Je n'ai pas à faire ici l'éloge de M. Ch. Vincent, ajoute M. le Préfet, le Conseil général a pu apprécier en maintes circonstances, et notamment depuis quatre ans, son zèle aussi éclairé que dévoué. J'ai toujours trouvé en lui un excellent collaborateur, et en l'assurant des regrets que j'éprouve de lui voir quitter les bureaux de la Préfecture, je suis heureux de lui témoigner, devant l'Assemblée départementale, ma reconnaissance pour les longs et utiles services qu'il a rendus à l'Administration. »

Le 3e bureau s'associe aux éloges mérités que M. le Préfet décerne à M. Ch. Vincent, et aux regrets que lui inspire sa retraite. Nous ne doutons pas que le Conseil général tout entier, en liquidant la pension de M. Vincent à 4,295 fr. 60, ne lui vote des félicitations et des remercîments pour la part active et intelligente qu'il n'a cessé d'apporter dans tous ses travaux. (Approbation).

— La liquidation de la pension à 4.295 fr. 60 est adoptée.

M. le Président dit que le Conseil tout entier partage les sentiments exprimés par le Rapporteur, et rend hommage aux bons services rendus par M. Vincent. (Assentiment).

M. Desrousseaux demande que le procès-verbal constate que le vote du Conseil général a été pris à l'unanimité.

— Adopté.

(Séance du 18).

Le même membre, présente le rapport ci-après :

Commission historique. (3. B).

Depuis longtemps une subvention annuelle de 700 fr. est accordée à la Commission historique du département du Nord pour lui venir en aide dans les dépenses d'impression de ses importantes publications.

M. le Préfet met sous les yeux du Conseil général la demande par laquelle M. le Président sollicide la continuation de ce subside pour 1876, en rendant compte des travaux de la commission pendant l'année 1874-1875.

La commission historique justifie, à tous égards, de l'utile emploi du subside, qui lui est accordé annuellement sur les fonds du département. M. le Préfet prie en conséquence le Conseil général de l'inscrire pour une même allocation au budget de 1876.

Le 3e bureau est d'avis qu'il y a lieu de voter le crédit de 700 fr. demandé.

— Crédit voté.

Le **même rapporteur** fait le rapport qui suit :

Commission historique. — Exposition d'objets d'art religieux. — Reproductions photographiques. (3. B).

Pour conserver le souvenir de l'exposition d'objets d'arts religieux qui a eu lieu à Lille en 1874, la Commission historique du département du Nord a publié un compte-rendu accompagné de reproductions photographiques.

M. le Préfet pour venir en aide aux dépenses de cette publication avait proposé en 1874 au Conseil général d'accorder un subside exceptionnel de 300 fr. Mais le Conseil, n'ayant pas alors sous les yeux les spécimens des photographies, n'avait pu apprécier le mérite et l'importance de l'œuvre.

Mieux éclairé aujourd'hui par l'exhibition des reproductions photographiques, et appréciant que l'ouvrage conçu et entrepris par la Commission historique du Nord pourra, en perpétuant le souvenir des objets d'arts précieux exposés en 1874, être utile à l'instruction de la jeunesse et devenir un ornement de la bibliothèque des savants, le 3e bureau propose l'allocation du crédit exceptionnel de 300 fr.

Toutefois comme il est important que l'ouvrage soit vulgarisé et mis à la portée de toutes les bourses, le 3e bureau propose de recommander à la commission de faire imprimer des éditions à bon marché, sans préjudice aux éditions de luxe qui seront mises à la disposition des bibliophiles.

— Ces conclusions sont adoptées ; le crédit est voté.

M. Trystram dépose les trois propositions qui suivent :

Chemin de fer du Nord. — Vœu. (5. B).

Les soussignés ont l'honneur de proposer au Conseil général d'exprimer le vœu que le chemin de fer du Nord soit invité à prolonger ses rails sur le côté est du port de Dunkerque jusqu'à l'extrémité du quai dit *Quai des Anglais*.

(Signé) Trystram, Gustave Lemaire.

— Renvoi au 5e bureau.

ges belges
çaises,
—
ulement
eaux.
—
ŒU.
B).

« Les soussignés prient le Conseil général d'émettre un vœu pour que les ingénieurs français et belges chargés de régler l'écoulement des eaux par le territoire français des eaux des Moëres belges et françaises et d'une partie des Waeteringues du Nord du Veurnambacht soient pressés de se mettre d'accord, afin d'assurer aussitôt que possible la sécurité des Moëres et de la 4e section des Watteringues françaises. »

(Signé) TRYSTRAM, GOUDAERT,

— Renvoi au 4e bureau.

outes.
—
Plaques
dicatrices,
—
Vœu.
5, B),

« Le soussigné prie le Conseil général d'émettre le vœu que M. le Préfet prenne sans retard les mesures nécessaires pour faire disparaître des plaques indicatrices des routes le mot *impériale*. »

(Signé) TRYSTRAM.

— Renvoi au 5e bureau.

M. Joos reprend la lecture de ses rapports :

rins morts
à la
e d'Islande.
—
Société
secours.
3, B).

II. — Dans sa session d'octobre 1874, le Conseil général a voté une subvention de 500 fr. en faveur de la société de secours fondée à Dunkerque en 1870, pour venir en aide aux familles des marins morts ou présumés morts à la pêche d'Islande.

Cette société méritant toute bienveillance, M. le Préfet propose la même allocation pour 1876.

Le 3e bureau, s'associant aux sentiments de M. le Préfet, prie le Conseil de voter la subvention demandée pour ces hommes énergiques qui s'exposent tous les jours aux plus grands dangers.

M. Trystram demande si le président de cette société a été consulté sur la nécessité du subside proposé. L'année dernière l'honorable membre avait pris l'initiative de l'allocation que demande aujourd'hui M. le Préfet ; mais s'il n'a pas reçu de reproches à cet égard, on lui a du moins donné à entendre qu'il aurait peut être bien fait de prendre l'avis du président de la société avant de s'adresser au Conseil général. Si M. le Préfet s'est mis d'accord, comme il est d'usage, avec le président de la société, l'observation tombe ; si, au contraire, il ne l'a pas fait, il conviendrait d'ajourner le vote à quelques jours pour permettre à M. le Préfet de s'entendre avec le président de la société. En ce qui le concerne, M. Trystram croit qu'elle en a besoin et qu'elle n'aura jamais trop.

M. le Préfet répond qu'il a été touché l'année par les considérations développées par M. Trystram, et qu'il a cru devoir reproduire cette année la proposition que le Conseil général avait alors adoptée. La situation intéressante signalée l'année dernière par M. Trystram, n'est sans doute pas moins intéressante cette année.

M. Trystram ne doute pas qu'elle est la même, mais il pense que M. le Préfet n'aurait pas dû se dispenser comme on le fait toujours en pareil cas, de consulter le président de la société par l'intermédiaire du Sous-Préfet de Dunkerque.

M. le Préfet dit qu'il est possible qu'on l'ait fait, mais il ne saurait l'affirmer.

M. rystram insiste sur son observation et répète que l'année dernière, on l'a blâmé, au moins indirectement, d'avoir sollicité une allocation de 500 fr. à un moment où elle n'était pas indispensable, et d'avoir ainsi fermé la porte, pour ainsi dire, à des demandes de secours plus importantes, qui auraient pu être adressées au Conseil dans les années vraiment calamiteuses.

M. G. Lemaire dit que s'il a gardé le silence l'année dernière et s'il l'avait gardé jusqu'à présent, c'est qu'il se serait reproché d'élever la voix alors qu'il s'agissait d'accorder à une société de secours un subside que le Conseil général paraissait prêt à voter. Mais l'an dernier, M. Trystram obéissant à un bon mouvement a déposé un vœu tendant à faire accorder à cette société un secours de 500 fr. En avait-elle besoin oui ou non? L'honorable membre n'en savait rien, et M. Trystram ne le savait sans doute pas davantage.

Le président de la société dont il s'agit a paru fort surpris de la demande de subside présentée au nom de la société, parce qu'il avait alors une somme assez considérable en caisse, que l'année n'avait pas été malheureuse et que la société, fondée au moyen de subsides par les armateurs, suffisait, en général, à ses charges. Seulement pour les années malheureuses, le président avait l'espoir qu'en s'adressant au Conseil général, il en obtiendrait un subside d'une certaine importance. Il craignait que le vote d'un subside de 500 fr. fût une raison pour repousser une demande d'un subside de 3 ou 4,000 fr. dont le besoin pourrait se faire sentir.

L'affaire revenant cette année sur la proposition de M. le Préfet, l'honorable membre a gardé le silence pour ne pas empêcher cette société de bénéficier d'un secours; mais il pense qu'avant de décider s'il y a lieu de l'accorder, le président de la société devrait être consulté.

M. le Préfet répond que M. Trystram a appelé l'année dernière la bienveillance du Conseil général sur la situation de la société de secours des pêcheurs d'Islande, qui intéresse non-seulement le port de Dunkerque, mais la France tout entière, et que le Conseil général n'a pas hésité à voter un subside. Cette année M. le Préfet n'a pas cru qu'il fût nécessaire de demander à cette société si elle avait besoin d'un secours. L'argument mis en avant par MM. Trystram et G. Lemaire ne le touche pas beaucoup. Cette société qui aujourd'hui n'a pas besoin de secours et qui, par réserve, ne veut pas demander au Conseil général une somme qui ne lui est pas absolument nécessaire, et invoquer sa bienveillance pour des besoins qui ne sont pas permanents, sait bien que la situation ne sera pas toujours aussi favorable. Le Conseil général doit avoir la connaissance intelligente du véritable intérêt de cette société qui est de recevoir des secours même quand elle n'en a pas besoin afin de former un fonds de réserve pour subvenir aux nécessités futures. De douloureuses circonstances peuvent faire que cette société ait besoin, à un moment donné, d'un subside de 3 ou 4,000 fr., mais il est possible que le Conseil général ne soit pas alors en mesure de les donner, tandis qu'il est facile de donner tous les ans 500 fr. qui multipliés pendant un certain nombre d'années produiront les 3 ou 4,000 fr. qui deviendront nécessaires aux jours de malheur.

M. G. Lemaire déclare qu'il ne peut que remercier M. le Préfet.

Le Rapporteur dit que ce serait douter de la bonne direction de la Société que de demander des informations nouvelles. C'est parce que le 3e bureau avait confiance dans cette direction qu'il a cru devoir proposer le vote de l'allocation. La Société la mettra en réserve, si elle n'en a pas besoin pour le moment.

M. Trystram s'associe complètement aux paroles que vient de prononcer M. le Préfet et il ne doute pas, au nom de ses concitoyens, que le jour où un malheur aussi grand que celui dont on parlait tout-à-l'heure viendrait à se produire, la ville de Dunkerque pourrait compter sur le Conseil général qui n'a jamais refusé de venir en aide à des infortunes aussi dignes d'intérêt.

M. Goussard constate que les dissentiments qui viennent de se produire, et qui ont amené l'échange d'observations entre M. le Préfet, M. Trystram et M. Lemaire, ne tiennent pas du tout à un doute, à une hésitation quelconque de la part des membres du Conseil général. Il a suffi à l'honorable M. Trystram, l'année dernière, et M. le Préfet, cette année, de signaler une situation digne d'intérêt pour que tous les représentants du département, au même titre que les représentants spéciaux des ports, se soient associés à la mesure proposée, et pour tous les membres du Conseil général, le port de Dunkerque et les pêcheurs d'Islande, sont dignes de tout l'intérêt possible.

— Le subside de 500 fr. est voté.

M. Joos continue la lecture de ses rapports :

Société centrale de sauvetage des naufragés. (3e B).

III. — Le Conseil général accorde chaque année à la Société centrale de sauvetage des naufragés un subside de 500 fr. destiné à l'entretien d'un canot de sauvetage à Gravelines.

D'un autre côté, depuis longtemps, l'assemblée allouait un même subside de 500 fr. à la société humaine de Dunkerque.

M. le Préfet met sous les yeux du Conseil général les pièces faisant connaître que la Société humaine est annexée à la Société centrale de sauvetage des naufragés, laquelle, à la date du 25 mars dernier, avait déjà organisé la station de Dunkerque en faisant transporter dans cette ville un canot de sauvetage et deux canons porte-amarres pour armer les jetées.

La Société centrale paraît ainsi justifier le maintien à son profit de l'allocation départementale qui était accordée jusqu'ici à la Société humaine.

En conséquence, M. le Préfet propose au Conseil :

1° de décider que la subvention de 500 fr. inscrite au budget départemental de 1875 en faveur de la Société humaine de Dunkerque, sera mandatée au nom de la Société centrale de sauvetage des naufragés ;

2° Et d'allouer à cette dernière Société, pour 1876, un subside de 1,000 fr. pour l'entretien des deux canots de Gravelines et de Dunkerque.

— Conclusions adoptées, crédit voté.

Sociétés de charité maternelle. (3e B).

IV. — M. le Préfet du Nord, a communiqué au Conseil général les comptes des Sociétés de charité maternelle de Lille, Douai et Valenciennes pour 1874.

La Société de Lille a distribué entre 1,290 femmes une somme de 51,967 fr. 95 c. — La Société de Douai a réparti sur 118 femmes, une somme de 3,116 fr. 65 c., — et la Société de Valenciennes a accordé à 216 mères, des secours pour une somme de 4,521 fr. 55 c.

Ces dépenses sont en grande partie couvertes par les souscriptions recueillies par les dames

patronesses, qui continuent d'accomplir leur mission avec un zèle et un dévouement remarquables.

Dans sa séance de 1874, le Conseil général a élevé de 2,000 à 3,500 fr. pour 1875, le crédit inscrit au budget départemental en faveur des trois Sociétés.

M. le Préfet propose l'inscription au budget de 1876, d'une même somme de 3,500 fr. avec la même répartition, savoir :

Société de Lille	2,000 fr.
— de Douai	750
— de Valenciennee	750

Le 3e bureau propose de voter la somme de 3,500 fr. demandée par les sociétés de charité maternelle qui continuent à mériter toute la bienveillance du Conseil général.

— Crédit alloué.

Œuvre des orphelins de la guerre. (3. B).

V. — Dans sa session de 1871, le Conseil général a voté en faveur de l'Œuvre des Orphelins de la guerre, établie à Lille, pour le département, une allocation de 10,000 fr. répartie en dix années, à partir de 1871.

M. le Préfet inscrit la 6e annuité au budget départemental de 1876.

Le 3e bureau prie le Conseil général de donner acte à M. le Préfet de l'inscription faite au budget de 1876.

— Acte est donné.

M. Bertcaux donne lecture d'un rapport sur les secours départementaux pour travaux aux églises.

Eglises. — Reconstructions. — Secours départementaux. (3. B).

M. le Préfet fait remarquer qu'il demandait un vote sur une question de principe que le rapporteur paraît avoir négligée et sur laquelle il est bon que l'attention de l'Assemblée soit appelée.

Jusqu'à présent le Conseil avait voté les secours pour reconstruction d'églises au fur et à mesure qu'ils étaient demandés. M. le Préfet pense qu'il y aurait une certaine utilité à ce que le Conseil décidât que tous les ans une somme de 20,000 fr. sera consacrée à cet objet. Il est en effet assez difficile d'établir un budget, quand on ne sait pas quelle sera l'importance des sommes votés. Aucune demande de secours ne serait admise quand la somme inscrite au budget aurait reçu son emploi.

M. le Préfet prie le Conseil de se prononcer à cet égard.

M. le baron de Boutcville demande si, quand la somme de 20,000 fr. sera épuisée pour l'année suivante, on pourra inscrire un crédit plus élevé au budget.

M. le Préfet répond que rien n'empêchera d'élever le crédit. La règle suivie est d'allouer des secours de 3,000 fr., payables en trois annuités. Cette année trois demandes seulement ont été présentées. Cependant 19,000 fr. se trouvant déjà engagés pour les secondes et troisièmes annuités promises, M. le Préfet n'a proposé l'allocation que d'un seul secours, tout en demandant au Conseil de voter le principe de l'allocation pour deux autres églises. Ce qui importe, c'est d'avoir au budget un crédit fixe; on saura que tous les ans, une somme de 20 ou de

25,000 fr. pourra être répartie en secours pour travaux de reconstruction d'églises. Ce qu'il faut éviter, c'est qu'une année la dépense s'élève par exemple à 35,000 fr., une autre année seulement à 15,000 fr.

MM. Mallict et **Desrousseaux** demandent le renvoi au bureau pour que cette question y soit examinée.

— Le renvoi est prononcé.

M. Caullet donne lecture du rapport suivant:

Caisses d'épargne. — Situation en 1874. (3e B).

M. le Préfet a présenté au Conseil général avec les états à l'appui, cinq tableaux résumant la situation et les opérations des diverses caisses d'épargne du département et de leurs succursales.

Il résulte de ces documents que le nombre des caisses d'épargne et de leurs succursales, qui était au 31 décembre 1873 de 62, s'est accru en 1874 d'une succursale, celle de Marquion, dépendant de la caisse de Cambrai.

Le nombre de ces établissements est donc actuellement de 63 savoir :

Arrondissement de	Dunkerque, ...	7
»	Hazebrouck, ...	10
»	Lille, ...	18
»	Cambrai, ...	7
»	Avesnes, ...	9
»	Douai, ...	6
»	Valenciennes, ...	6
	Ensemble	63

Le capital des fonds de dotation et de réserve, qui était au 31 décembre 1873, de 1,162,872 fr. 99 c., s'élevait, le 31 décembre 1874, à 1,242,968 fr. 19 c., soit une différence en plus de 80,095, 20 c.

Le rapport de M. le Préfet constate que les versements, qui avaient été en 1873 de 8,589,215 fr., se sont élevés en 1874, à 9,614,504 fr, et que le nombre des livrets, qui était au 31 décembre 1873, de 94,942 fr., s'élevait, à pareille époque de 1874; à 99,514 fr. soit un excédant de 4,572 fr.

Les résultats de l'année 1874 constatent donc une amélioration sensible sur ceux des années précédentes, mais il reste encore beaucoup à faire pour la propagation de ces établissements, qui doivent avoir une influence très-grande sur l'amélioration morale et matérielle des populations ouvrières, en faisant pénétrer dans leurs habitudes l'esprit d'ordre et d'économie.

Le 3e bureau donne acte à M. le Préfet de sa communication et il renouvelle les vœux par lui précédemment émis tendant à obtenir toutes les améliorations possibles dans le regime actuel des caisses d'épargne.

— Acte est donné : le vœu est émis.

M. le baron de Bouteville présente un rapport ainsi conçu :

(Séance du 18).

Société hippique française.

—

Création de concours à Lille. (4. B).

Je dois d'abord donner lecture de la lettre de M. le Président de la Société hippique française, qui devra être insérée *in extenso* au procès-verbal, car elle forme la proposition ou le premier élément du contrat à intervenir.

« *Paris, le* 18 *juin* 1875.

« Monsieur le Préfet, la Société hippique française, reconnue presqu'à son origine établissement d'utilité publique, existe depuis 1866. Son but est de favoriser l'élevage et le dressage du cheval français, afin de lui permettre de lutter avantageusement avec l'importation étrangère jusqu'alors maîtresse du marché. Ses moyens d'action sont les concours annuels destiné mettre la production hippique de la France en contact avec les principaux centres de consommation.

» Le succès croissant d'année en année du concours de Paris, a déterminé la création des concours de province pour répondre aux vœux des éleveurs de chevaux des départements éloignés de Paris, et donner ainsi une nouvelle et plus large impulsion à la production du cheval français de service et de guerre.

» L'épreuve des concours de provinces a déjà eu lieu deux fois à Nantes, et une fois à Bordeaux ; et cela, avec tant de succès qu'à l'heure actuelle ces deux villes paraissent disposées à augmenter le chiffre des subventions qu'elles se sont engagées à nous donner. Mais la production chevaline de la France n'existe pas seulement dans l'Ouest et dans le Midi ; la Sud-Est, l'Est et le Nord possèdent aussi un grand nombre de juments poulinières, et il serait désirable que la Société hippique française pût y porter ses encouragements, ses conseils et ses primes.

» Elle est poussée dans cette voie par Son Excellence le Ministre de la Guerre, qui trouve dans notre œuvre le meilleur mode d'augmentation et d'amélioration de la production hippique nécessaire à l'armée et à la reconstitution militaire du pays. C'est d'accord avec le Ministre que la délimitation des circonscriptions des concours de province a été fixée, et que la Société vient de décider en principe la création de trois nouveaux concours, dont le siége pourrait être Lyon, Nancy et Lille.

» En portant ces faits à votre connaissance, M. le Préfet, je viens vous demander de nous faciliter l'accomplissement de ce projet dont la réalisation dépend de l'acceptation réciproque des conditions suivantes.

» D'une part :

» 1° Engagement par la Société hippique de donner à Lille un concours annuel de chevaux de service français pendant dix ans ; un programme de prix d'au moins, 20.000 fr. étant affecté à ce concours.

» 2° Obligation par la Société d'établir à ses frais, toutes les constructions et aménagements nécessaires pour l'installation d'une écurie de 200 chevaux au moins, avec remises, selleries, tribunes, et manége ayant 200 mètres de long sur 40 mètres de large.

D'autre part :

» 1° Engagement par la ville de Lille de mettre pendant deux mois chaque année, pour

une période de dix ans, à la disposition de la Société hippique française, un emplacement, situé au centre de la ville, assez vaste et d'un accès assez facile, pour répondre à toutes les exigences de l'installation du concours.

» 2° Obligation par la ville de Lille, de payer à la Société hippique française, pendant la même période de dix ans, une subvention annuelle de 5,000 fr.

» 3° Même obligation d'une subvention annuelle de 5,000 fr. pendant dix ans à la charge du département du Nord.

» Ces conditions ont servi de base aux conventions passées en 1873 et 1874. entre la Société hippique française et les départements de la Loire-Inférieure et de la Gironde ainsi que les villes de Nantes et de Bordeaux.

» Elles nous sont imposées par les frais de tout genre qu'entraîne un concours aussi important, et dont les dépenses d'installation déjà si considérables, sont encore accrues par la nécessité de faire et de déposer à nouveau chaque année toutes les constructions à élever sur l'emplacement mis à la disposition de la Société au centre de la ville.

» D'un autre côté, la demande d'un engagement pour dix années est absolument nécessaire ; car il faut quatre ans pour faire un cheval et notre œuvre ne peut produire de résultat qu'autant qu'elle aura de durée.

» Enfin, le choix de la ville de Lille, comme siége du concours de circonscription, à une grande importance, car l'intérêt du concours consiste, non-seulement dans la valeur des prix décernés, mais encore et surtout dans la facilité et le nombre des transactions qui en sont la conséquence.

» C'est ainsi que la désignation de Paris comme siége du concours central, a permis en neuf années d'ajouter une somme de cinq millions de francs aux encouragements qui sont donnés à la production et à l'élevage du cheval en France.

» Toutes ces dépenses du reste sont faites dans l'intérêt de la ville de Lille et du département du Nord : Pour la ville, la présence d'un nombreux public, la réunion d'une grande quantité de chevaux et les importantes transactions faites, seront une cause certaine d'augmentation des octrois et d'accroissement de la richesse publique.

» Quant au département, ce sera aussi pour lui une augmentation d'influence administrative, puisqu'il deviendra le centre de cinq départements se donnant chaque année rendez-vous dans sa plus importante ville.

» Je ne doute pas que Lille ne possède une promenade située au centre même de la ville, où pourrait être installées des écuries pour 200 chevaux entourant un manège de 200 mètres de long sur 40 de large, et que cet emplacement puisse être mis à notre disposition chaque année pendant deux mois, à une époque qui devra être fixée, en tenant compte à la fois des préférences de la ville de Lille, ainsi que des engagements déjà contractés par nous pour le mois de Février à Bordeaux, le mois de Mars à Nantes, et pour les mois d'Avril et de Mai à Paris.

» Je joins à cette lettre, Monsieur le Préfet, la brochure N° 10, dans laquelle vous trouverez les programmes des concours de Paris et de province pour 1876, la carte de France par circonscription, ainsi que les tableaux des divers concours créés ou à créer, avec l'énumération

(Séance du 18).

des départements composant chaque circonscription. Vous pouvez du reste vous renseigner auprès des Préfets et des Maires de Nantes et de Bordeaux à ce sujet.

» Ils seront, j'en suis certain, notre meilleur appui auprès de vous. Ils vous diront que nos concours ne sont point des courses et n'ont pas à craindre les changements de la mode, mais que nos réunions tendant à mettre en lumière la production de toute une contrée, et à lui donner le meilleur moyen de se faire apprécier par les consommateurs, sont des œuvres utiles pour toutes les classes de la société et pour le pays tout entier, et qu'elles ne sauraient être trop encouragées, car leur succès est un succès national.

» J'ose donc espérer, Monsieur le Préfet, que vous prendrez notre demande en sérieuse considération, et qu'appréciant à leur juste valeur les efforts patriotiques de la Société hippique française, vous voudrez bien la présenter au Conseil général de votre département et la recommander au Conseil municipal, ne doutant pas un seul instant que votre haute intervention ne nous aide puissamment à doter la ville de Lille de tous les avantages dont jouissent déjà Nantes et Bordeaux.

» Je me tiens du reste à votre entière disposition et suis prêt à me rendre auprès de vous, s'il était nécessaire

Veuillez agréer, etc.

Le Président de la Société hippique française,

Signé : MARQUIS DE MORNAY.

Votre 4e bureau, fidèle à ses traditions, que vous avez bien voulu sanctionner itérativement, vous propose de prendre spécialement acte de l'avant dernier paragraphe de la lettre, dans lequel M. le président de la Société hippique donne l'assurance que *les concours de la Société ne sont point des courses.*

M. le président, au même point de la lettre, veut bien nous dire que les réunions de la Société, *tendant à mettre en lumière la production de toute une contrée et à lui donner le meilleur moyen de se faire apprécier par les consommateurs, sont des œuvres utiles pour toutes la classes de la Société.* La grande production du département du Nord, celle que le Conseil général encourage, c'est la production du cheval de trait léger, celle du cheval agricole ; toute autre production ne se produit dans le département qu'à l'état exceptionnel. L'examen attentif de la brochure N° 10, jointe à la lettre, qui fournit les programmes de Paris et de province pour 1876, nous a fait reconnaître que la Société n'accordait de prix qu'au cheval de luxe : elle admet bien toutes les classes aptes aux différents services de luxe, mais son patronage se borne au cheval de luxe. ainsi restreinte l'œuvre de la Société ne répondrait pas aux besoins généraux du département, qui éprouverait le regret de ne pouvoir seconder ses efforts, mais les programmes peuvent et doivent être modifiés selon les circonscriptions. Par ces motifs, votre 4e bureau vous propose de poser, comme condition à votre subvention, l'introduction, dans le programme du concours de Lille, des prix au profit du cheval de trait léger ou agricole, les uns pour les chevaux nés et élevés dans la circonscription, et les autres pour les chevaux nés et élevés dans le département, et d'inviter M. le Préfet à négocier cette modification et addition avec la Société hippique.

Dans ces conditions, votre 4e bureau est heureux de coopérer à la création du concours projeté qui offre deux avantages: le premier de répondre aux désirs de M. le Ministre de la Guerre et à ses sollicitudes patriotiques pour l'amélioration de notre cavalerie, le second de favoriser la ville de Lille par une exhibition et une fête, dont les finances municipales retireront un large profit pécuniaire.

M. le Préfet a bien voulu nous faire connaître que la ville de Lille avait voté la subvention qui lui était demandée et que l'autorité militaire fournirait l'emplacement indiqué: il aimera à veiller à ce que ces engagements soient régulièrement pris pour la période décennale.

Par ces motifs divers, le 4e bureau propose, d'accord avec M. le Préfet, au profit du concours de chevaux de service français, y compris le cheval de trait léger et agricole, concours à créer à Lille annuellement, pendant une période de dix ans, dans la seconde quinzaine d'août, par les soins et aux frais de la Société hippique française, cette Société y affectant un programme de prix d'au moins 20,000 fr.;

Le vote d'une subvention annuelle de 5,000 fr. pendant dix ans, la première annuité à inscrire au budget de 1876, aucuns autres frais directs ou indirects ne pouvant incomber à la charge du département.

L'article 11 des statuts de la Société hippique dispose que lorsque des départements accordent des subventions ou allocations à la Société, les Préfets de ces départements ainsi que les Présidents des Conseils généraux, sont assimilés aux membres de la Société et jouissent des avantages qui sont attribués aux donateurs et aux sociétaires, suivant l'importance des subventions ou allocations annuelles faites en faveur de la société. Votre 4e bureau vous propose de prendre acte dans le contrat à intervenir de cette disposition statutaire.

M. le comte d'Hespel demande l'ajournement de la délibération. On vient de renvoyer au 4e bureau une demande de subside formée par la Société des courses de Lille, il serait important de ne pas voter séparément sur ces divers objets.

— L'ajournement est prononcé.

chevaline — Station d'étalons du Gouvernement (p. 8).

M. le baron de Bouteville propose au Conseil de s'associer au vœu tendant à l'établissement d'une station d'étalons du Gouvernement dans l'arrondissement de Douai, qui a été déposé par plusieurs membres de l'Assemblée dans la séance du 17 août.

M. le comte d'Hespel fait remarquer qu'au point de vue de l'élevage du cheval, il y a des arrondissements plus importants que l'arrondissement de Douai, et particulièrement les arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck. Ce sont donc surtout ces arrondissements qu'il faudrait favoriser.

M. Mailliet dit qu'il n'éprouve aucun sentiment de jalousie contre l'arrondissement de Douai, mais il voudrait que la question fût posée dans ces termes : Si l'on doit accorder des étalons du Gouvernement aux arrondissements d'élevage, l'arrondissement de Douai est un de ceux que nous recommandons : mais si l'État, à raison de la pénurie de chevaux, ne doit donner qu'un seul dépôt d'étalons, trois arrondissements sont en concours : ceux de Dunkerque Hazebrouck et Avesnes, et Dunkerque doit être mis en première ligne.

Le Rapporteur répond que si les arrondissements de Dunkerque, d'Hazebrouck et d'A-

vesnes avaient émis le vœu qu'une station d'étalons fût établie dans ces arrondissements, on se serait sans doute empressé d'y déférer, mais les représentants de ces arrondissements n'ont rien dit, et le bureau qui n'était saisi que d'une proposition concernant l'arrondissement de Douai, et n'avait pas à exprimer le vœu pour les arrondissements d'Aveesnes et de Dunkerque. Au contraire, la société d'agriculture de l'arrondissement de Douai a demandé l'établissement d'une station d'étalons dans l'arrondissement; cinq conseillers généraux ont reproduit le vœu de la société d'agriculture, et le 4e bureau en propose l'adoption au Conseil. Que les autres arrondissements fassent de même, l'arrondissement de Douai n'y fera pas obstacle.

M. Legrand (de Lecelles) comprend très-bien que les membres de l'arrondissement de Douai demandent pour leur arrondissement un dépôt d'étalons de l'État, mais le Conseil général devant s'approprier cette proposition, doit se préoccuper de l'intérêt départemental. L'honorable membre demande donc qu'en principe on s'associe au vœu en disant: le département du Nord par sa richesse, par les sacrifices qu'il fait pour obtenir l'élevage sur une grande échelle de tous les chevaux utiles, appuie le vœu et demande qu'il soit établi un dépôt d'étalons dans le département, sauf à étudier quel sera le point du département, où à raison des concours qui ont eu lieu, qui ont été suivis par une Commission spéciale, cette station aura le plus d'utilité.

Le Rapporteur croit qu'il vaudrait mieux, dans ce cas, demander plusieurs stations.

M. Trystram demande le renvoi au bureau.

M. le Préfet croit que l'intervention actuelle du Conseil général est très-opportune. L'Assemblée vient, en effet, de voter une augmentation considérable de l'effectif des étalons et l'administration des haras s'occupe, en ce moment, de reconstituer dans tous les dépôts d'étalons de France une richesse qui, de l'avis de beaucoup d'hommes compétents, allait tous les jours s'amoindrissant. La race de trait n'existe pour ainsi dire plus en France: on a voulu lui donner une couleur qui n'était pas la sienne, la couleur noire et brune; on a fait disparaître la couleur grise et blanche, qui est la couleur de la race de trait, de la race arabe, d'où descend la race de trait.

L'Assemblée nationale vient de voter cette année, un supplément considérable de crédit pour la reconstitution des races de trait dans des dépôts d'étalons. Si l'on demandait un dépôt d'étalons pour le département du Nord, on n'obtiendrait rien; mais si l'on demande des stations d'étalons, on a chance d'être entendu. Le dépôt d'où dépendait le département était à Braisne, il a été transporté à Compiègne, sur un point avec lequel les communications de ce pays sont plus faciles.

Le Conseil général peut donc faire entendre sa voix, et être certain qu'elle sera écoutée par le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, s'il demande qu'à l'occasion de la reconstitution ou de l'augmentation de l'effectif des étalons et des nouvelles acquisitions d'étalons de trait, il soit établi dans le département du Nord, une série de stations. Le 4e bureau ou la commission spéciale pourrait intervenir et indiquer par avance sur quels points du département, ces stations devraient être utilement établies.

On donnerait ainsi satisfaction à la fois à la Société d'Agriculture de Douai, qui a posé la question, aux représentants de l'arrondissement de Dunkerque et principalement du canton de

Bourbourg, centre de la production chevaline de trait dans le Nord, et, en même temps, aux arrondissements de Cambrai, d'Avesnes et de Valenciennes, qui sont très-intéressés.

Il est du devoir et du droit du bureau, qui ne représente pas seulement l'arrondissement de Douai, mais le département tout entier, de s'élever du particulier au général, d'envisager la question au point de vue de l'universalité du département, et du besoin incontestable qui s'y fait sentir. Le 4e bureau devrait donc modifier son vœu et, à l'occasion du vœu exprimé par la Société d'Agriculture de Douai, demander que des stations d'étalons fussent établies dans le département du Nord et spécialement sur tels et tels points.

M. Trystram demande le renvoi au bureau.

Le Rapporteur propose de modifier ses conclusions et de parler seulement de l'établissement de plusieurs stations d'étalons à répartir dans le département.

M. Mailliet insiste pour le renvoi au bureau. Il ne faut pas qu'on puisse induire, des termes du rapport, une préférence au profit d'un des arrondissements.

— Le renvoi au bureau est prononcé.

M. Seydoux présente le rapport qui suit :

Carte départementale du nivellement. (4. B).

M. le Préfet communique au Conseil général un rapport par lequel M. l'Ingénieur en chef du département sollicite l'allocation au budget de 1876, d'un crédit de 14,533 fr. destiné à l'achèvement de la carte départementale du nivellement général.

La dépense de l'établissement de cette carte a été évaluée à la somme de 66,300 fr. dont : A la charge de l'État 15,000 fr. ; à la charge du département 51,300 fr.

Les crédits alloués sur cette dernière somme aux budgets de 1873, 1874 et 1875 s'élèvent ensemble à 37.000 fr.

Il reste en conséquence à allouer pour solde de la dépense, 14,300 fr.

D'un autre côté, le Conseil général a reconnu qu'il y avait lieu d'allouer aux Ingénieurs, pour soins donnés à l'établissement de la nouvelle carte, la même indemnité que celle qu'il avait consentie pour les opérations du nivellement. Cette indemnité à raison de 4 % sur les premiers 40,000 fr. et de 1 % sur le surplus, forme une somme de 1713 fr. Un crédit de 1480 fr. à valoir ayant été inscrit pour cet objet au budget de 1875, il reste à allouer pour complément 233 fr.

Le 4e bureau, d'accord avec M. le Préfet, propose donc au Conseil général d'allouer, au budget départemental de 1876, un crédit total de 14,533 fr. dont 14,300 fr. pour l'achèvement de la carte et 233 fr. pour honoraires des Ingénieurs.

Le quatrième bureau a eu les épreuves sous les yeux, il en a reconnu l'excellente exécution et demeure convaincu que l'ensemble de ce travail important répondra pleinement à l'attente du Conseil général.

— Ces conclusions sont adoptées, le crédit est voté.

Exposition départementale d'agriculture. — Concours d'animaux reproducteurs. (4. B.

M. Massiet du Biest fait un rapport sur l'exposition départementale d'agriculture et le concours d'animaux reproducteurs. En terminant, il prie M. le Préfet de prescrire d'une manière générale pour tous les concours, qui pourraient avoir lieu, la visite minutieuse par un

vétérinaire, de tous les animaux qui seront présentés et l'isolement immédiat des animaux qui paraîtraient atteints de maladies contagieuses.

M. le Préfet remercie le bureau d'avoir signalé les graves inconvénients qui peuvent résulter d'une surveillance insuffisante, inefficace au moment des concours. Ce défaut de surveillance est, en effet, une des causes les plus actives de l'extension des maladies contagieuses. Les mesures recommandées par le Rapporteur sont donc très-utiles, mais il y en a une dont il n'a pas parlé et qu'il serait bon que le Conseil général recommandât au Ministre de l'agriculture et du commerce.

Les animaux envoyés au concours sont transportés par les chemins de fer dans des wagons où voyagent journellement des animaux de boucherie, ou des animaux maigres qui vont dans les étables d'engraissement. Ceux particulièrement qui viennent de la Belgique ont cette maladie dont les conséquences, si elles ne sont pas très-graves pour l'animal lui-même, le sont par l'extention qu'elle prend, par l'interruption qu'elle amène dans toutes les transactions, par l'interdit qu'elle jette sur certaines étables : c'est la fièvre aphtheuse, appelée vulgairement *cocotte*.

L'une des mesures qui auraient le plus d'efficacité pour empêcher l'extension des maladies contagieuses consisterait à contraindre les compagnies de chemins de fer à passer au lait de chaux les wagons destinés au transport des animaux. Si certains éleveurs ont soin de prendre cette précaution, on ne peut espérer ni demander que tout le monde s'y soumette. Mais on peut imposer aux compagnies l'obligation de ne livrer les wagons destinés au transport d'animaux qu'après leur avoir fait subir une désinfection suffisamment efficace. La dépense ne serait pas considérable. Tous les jours un très-grand nombre d'animaux sont transportés à La Villette ; beaucoup sont atteints de la cocotte. Ce sont les mêmes wagons qui retournent a vide, vont en Belgique pour ramener encore des animaux ou en transporter dans les concours, dans les foires. Et, c'est ainsi que les animaux qui reviennent invendus rapportent la cocotte dans l'étable d'où ils sont partis. Quant à l'état des wagons où sont placés les animaux, ceux des membres du Conseil qui ont eu l'occasion d'en faire transporter, ont pu constater la saleté révoltante avec laquelle il sont tenus. Si M. le Ministre de l'agriculture, de concert avec le Ministre des travaux publics, prescrivait que tous les wagons fussent l'objet d'une désinfection, on arriverait à combattre d'une manière très-sérieuse la propagation des maladies contagieuses dont parle le rapport.

M. le Préfet désirerait donc que le Conseil général émît le vœu que les Compagnies de chemins de fer fussent astreintes à ne livrer au public. pour les transports d'animaux, que des wagons ayant subi une désinfection.

M. Maillet croit devoir prendre la parole pour affirmer la proposition de M. le Préfet et demander au Gouvernement des mesures plus précises encore que celle dont il vient d'être question.

A une certaine époque où le département du Nord a été infecté par le typhus, l'administration de l'agriculture envoya, dans l'arrondissement d'Avesnes, un homme très-éminent: M. Boulay. L'honorable membre eut avec lui plusieurs conférences: les faits qui viennent d'être cités le préoccupaient alors d'une manière très-vive. M. Boulay croyant, comme M. le Préfet, comme tous les hommes d'expérience, que les wagons servant au transport des ani-

maux étaient le principal agent de propagation de la maladie, en allant chercher des animaux dans les herbages de toutes les régions, dans celles qui sont empoisonnées comme dans celles qui ne le sont pas, et en transportant tous les animaux par les mêmes voitures, M. Boulay s'est demandé ce qu'il y avait à faire, et il a pensé qu'il fallait que les compagnies désinfectassent leurs wagons; des avertissements ont été donnés en ce sens, les importateurs se montraient eux-mêmes très-effrayés et ils payaient volontiers aux compagnies une redevance pour la désinfection des wagons. Mais il est arrivé que les compagnies prélevaient parfaitement la petite prime qui leur était accordée, mais sans opérer la désinfection.

Dans ces conditions, M. Mailliet avait fait une proposition beaucoup plus précise. Un wagon de bestiaux partant de la Bretagne et arrivant dans l'arrondissement d'Avesnes coûte 114 fr. et quelques centimes; il faut demander que dans le tarif homologué par le Ministre, ce prix soit porté à 117 fr., parce que la désinfection d'un wagon à l'acide phénique coûte 3 fr. Seulement il ne faut pas s'en rapporter aux compagnies; il faut exiger une équipe spéciale, une équipe de désinfecteurs avec un surveillant que le Ministre nommera et qui sera chargé de s'assurer que l'opération a eu lieu et a été faite dans les conditions voulues.

L'honorable membre demande donc au rapporteur de modifier ses conclusions dans le sens des observations de M. le Préfet, en leur donnant toutefois plus d'efficacité par une précision plus grande, par l'organisation d'une surveillance qui ne serait pas abandonnée aux compagnies elles-mêmes. Quant aux détails, il convient de n'en parler que d'une manière vague; le département de l'agriculrure verra ce qu'il a à faire pour assurer l'exécution complète de la mesure.

M. le Préfet dit que si l'on imposait aux compagnies, sauf rétribution, l'obligation de désinfecter, il conseillerait plutôt l'emploi d'un composé de chaux que d'un composé d'acide phénique. Ce n'est qu'à l'odorat qu'on pourrait reconnaître que le lavage à l'acide phénique a été opéré, et l'odorat n'est pas infaillible, tandis que la désinfection à l'aide d'un composé de chaux, laissera une trace blanche qui ne permettra pas le doute. L'expéditeur lui-même, qui sera prévenu qu'on doit lui livrer des wagons désinfectés au moyen d'un composé de chaux, pourra constater ou faire constater si la compagnie a rempli ses obligations. Dans le cas où elle ne l'aurait pas fait, elle serait responsable.

M. Mailliet croit que si l'on demande à la Compagnie à constater quoi que ce soit, elle fera en sorte que les animaux ne partent pas. Il ajoute que tous les wagons allant à La Villette et en revenant, c'est le marché de La Villette qu'il faut désinfecter et, moyennant cela, la province restera saine. Même à l'époque du typhus et lorsque l'agriculture était sous le coup d'une véritable panique, les compagnies ne prenaient aucune mesure et quant à l'importateur il était dans leur entière dépendance. Par crainte de la fourrière et des pertes de temps, il renonçait à demander des wagons désinfectés.

M. le Préfet ne se dissimule pas les difficultés, mais en demandant trop on risquerait de ne rien obtenir. Si l'on persuadait M. le ministre de l'Agriculture de la nécessité de s'entendre avec son collègue des Travaux publics, pour que les wagons dans lesquels des animaux ont été renfermés soient sonmis à une désinfection qui laisserait des traces, un grand résultat se trouverait déjà acquis.

M. des Rotours constate que tout le monde est d'accord sur ce point: qu'il y a lieu de porter remède à la situation actuelle; il s'agit seulement de trouver la formule. Ne conviendrait-il pas, dès lors, de renvoyer la question au bureau, qui arrêterait la rédaction du vœu à émettre ?

(Séance du 18)

L'honorable membre pense d'ailleurs que les agents de surveillance ne sont pas absolument à créer : il y a des Ingénieurs du contrôle, des Commissaires de surveillance administrative, qui émargent au budget pour veiller à la bonne exploitation des chemins de fer et à l'exécution du cahier des charges. Or, dans les cahiers des charges, il y a une disposition qui oblige les Compagnies à transporter le bétail : n'est-ce pas dire qu'il devra être transporté dans des conditions salubres? Si les Ingénieurs du contrôle et les agents de surveillance étaient plus vigilants, ils exigeraient, après chaque voyage, la désinfecttion des wagons consacrés au transport des animaux, car c'est un engagement qui a été implicitement pris par les compagnies.

M. le Président après avoir constaté la gravité de la question et l'extension qu'elle a prise, prononce le renvoi au bureau qui n'est pas contestée.

M. Massiet du Biest présente un rapport ainsi conçu :

Inondations. — Hasnon. (4. B).

A la suite de l'inondation qui, pendant l'hiver 1872-1873, a désolé la commune d'Hasnon, le Conseil municipal a signalé à M. le Préfet les pertes considérables subies par les habitants et les dangers permanents que leur font subir les travaux mal ordonnés ou mal exécutés, suivant lui, par le syndicat de desséchement de la vallée de la Scarpe. Il priait en même temps M. le Préfet de vouloir bien prendre d'urgence les mesures les plus efficaces pour préserver la commune de nouveaux malheurs et d'être son interprête près du Conseil général afin que cette Assemblée voulût bien ordonner l'exécution des travaux nécessaires pour que la Traitoire, en aval d'Hasnon. eût une section égale à la mesure de tous les cours d'eau qu'elle dessert.

MM. les Ingénieurs des ponts-et-chaussés, appelés à donner leur avis, trouvèrent les plaintes de la commune d'Hasnon bien fondées et, tout en jugeant impossible de songer à la mettre complètement à l'abri de nouveaux désastres, indiquèrent certains travaux dont l'exécution leur paraissait devoir améliorer la situation et accélérer dans des circonstances semblables à celles qui se sont produites en 1872-1873, l'évacuation des eaux après la cessation des pluies.

De son côté le syndicat de desséchement de la vallée de la Scarpe a, dans un mémoire longuement motivé, combattu les assertions du Conseil municipal d'Hasnon et l'avis des Ingénieurs des ponts-et-chaussées. Il a dit que l'inondation 1872-1873 a été un cas de force majeure contre lequel tous les efforts de la science et de l'industrie des hommes seront toujours impuissants. Il a prétendu que par ses travaux il a écarté de la commune d'Hasnon une partie des eaux que sa position topographique la condamnait à recevoir et qu'il a, pour le surplus, fourni une évacuation meilleure. Il ne dépend pas de lui, ajoute-t-il, qu'il ne fasse plus et mieux encore. Il est en instance devant l'administration pour être autorisé à créer un émissaire supplémentaire aux eaux dans les moments de grandes crues.

En cet état de l'affaire, le 4e bureau s'est demandé tout d'abord s'il est compétent pour donner un avis et, dans le cas où cet avis serait émis, quelle pourrait en être la sanction.

Il n'a vu, d'une part, que des intérêts civils en présence, n'étant en rien de la compétence du Conseil général, et, d'autre part, des intérêts généraux divers sur lesquels il serait difficile à l'Assemblée de prendre un parti, et dont la protection est confiée à l'administration supérieure.

Le 4e bureau propose donc au Conseil de se déclarer incompétent et de renvoyer la demande de la commune d'Hasnon à la vigilance de M. le Préfet.

— Conclusion approuvée.

M. Trystram fait le rapport ci-après :

Service des poids et mesures (I. B).

Les agents du service des poids et mesures continuent à remplir leurs fonctions avec le plus grand zèle.

Le Conseil général, dans sa session d'octobre dernier, a émis le vœu que la situation de ces utiles agents soit améliorée.

Le vérificateur de Valenciennes a obtenu une augmentation de 400 fr. ; celui de Cambrai une augmentation de 200 fr.

Le 4e bureau propose de renouveler le vœu déjà exprimé par le Conseil en faveur de l'amélioration de situation des vérificateurs des poids et mesures et de voter l'inscription, au budget de 1876, de l'allocation de 3,250 fr. qui leur est accordée depuis 1871.

— Conclusion approuvée : le crédit est voté.

Régime commercial. — Revision des traités de commerce.

M. le Président déclare, sur l'interpellation de **M. Trystram**, que la nomination de la Commission qui sera chargée d'exprimer les vœux du Conseil, en ce qui concerne la révision des traités de commerce, aura lieu au commencement de la prochaine séance.

La parole est donnée à **M. Descat**, qui dépose le projet de vœu suivant :

Vœu au sujet du traitement des Juges-de-Paix. (I. B.)

« En principe et en général, suivant la législation sur la matière, la classification des justices-de-paix a pour base l'importance de la population de la ville chef-lieu.

» C'est aussi cette base qui détermine la classification des tribunaux de première instance et, suivant l'article 4 du décret du 22 septembre 1862, dans les villes où siége un tribunal civil de première instance, les justices-de-paix sont rangées dans la même classe que le tribunal. Ainsi les justices-de-paix de Paris forment la première classe, celles des villes de 100,000 âmes et au-dessus, la deuxième ; de 60,000 à 100,000, la troisième ; de 30, à 60,000 la quatrième et de même en descendant jusqu'aux dernières classes.

» Or, si l'existence d'un tribunal de première instance caractérise, en raison de la population, l'importance du chef-lieu, et détermine la classe et le traitement des justices-de-paix, les villes qui, à cause de leur importance commerciale et de leur population, ont été dotées d'un tribunal de commerce, sans qu'il y fût érigé un tribunal de première instance, souvent à cause de la proximité d'un siége de cette nature, devraient aussi évidemment être rangées dans la classe à laquelle elles auraient droit si elles possédaient un tribunal de première instance.

» Par ces motifs d'équité et de justice repartitive, le Conseil général émet le vœu, dans l'intérêt des cités manufacturières de France, et particulièrement des villes de Roubaix et de Tourcoing, que les décrets du 22 septembre 1862 et du 12 novembre 1868 soient modifiés dans le sens de l'assimilation des villes chefs-lieux de la justice consulaire aux autres chefs-lieux judiciaires, par rapport à la fixation des traitements des juges-de-paix. »

(Signé :) Roussel-Defontaine et C. Descat.

— Renvoi au 4e bureau.

Séance du 18.)

M. Boulangé fait le rapport ci-après :

Musée de Lille. — Collection d'insectes nuisibles à l'agriculture. (4. B).

M. le Préfet communique une lettre par laquelle M. le Conservateur du Musée d'histoire naturelle de Lille sollicite l'intervention du département dans les dépenses d'installtaion au musée de Lille d'une collection des insectes nuisibles et utiles à l'agriculture, en exposant, à côté des animaux les ravages qu'ils occasionnent.

Ces dépenses sont évaluées à 3,600 fr. pour l'achat du mobilier.

Le 4e bureau n'a pas jugé l'intérêt général agricole suffisamment engagé pour conseiller au Conseil général d'accorder la subvention demandée.

— Approuvé.

Lecture est donnée par **M. Desmoutiers** des trois rapports suivants :

Chambres consultatives d'agriculture. (4. B).

I. — M. le Préfet a communiqué au Conseil général les résumés des travaux des chambres consultatives d'agriculture pour l'année 1874.

Ces utiles institutions, consultées sur toutes les questions qui intéressent l'agriculture, sont aussi chargées de réviser les statistiques agricoles ; elles remplissent leur mission avez zèle et dévouement et rendent ainsi de précieux services à l'administration, leur budget est depuis longtemps fixé à 1,700 fr., savoir :

Lille	500 fr.
Avesnes.	200
Cambrai.	200
Douai	200
Dunkerque	200
Hazebrouck	200
Valenciennes.	200
Total égal	1,700 fr.

Le 4e bureau propose, d'accord avec M. le Préfet, l'inscription de la même somme au budget départemental de 1876.

Le crédit de 1874 a été dépensé jusqu'à concurrence de 1,696 fr. 50 c.

— Crédit voté.

Associations agricoles du département. (4. B).

II. — M. le Préfet a mis sous les yeux du Conseil général les comptes-rendus des différentes associations du département constatant l'emploi des subventions qui ont été accordées en 1874 tant sur les fonds de l'État que sur ceux du département.

Le 4e bureau constate le bon emploi de ces subventions: la plus grande partie a été affectée à l'amélioration des races de bétail, au perfectionnement des instruments aratoires, à des concours de labourage et aussi en distributions de primes et récompenses aux anciens serviteurs.

M. le Préfet propose d'inscrire au budget de 1876 un crédit de 15,700 fr., égal à celui porté au budget de 1875; cette somme de 15,700 fr. se répartira de la manière suivante :

Comice agricole de Lille	2,500 fr.
— de Cambrai	2,500
Société d'agriculture de Douai	2,500
— de Valenciennes . . .	2,500
— d'Avesnes.	1,900
— de Dunkerque. . . .	1,900
— d'Hazebrouck et de Bailleul .	1,900
	15,700 fr.

Aux termes de l'article 68 de la loi du 10 août 1871, les subventions aux comices et associations agricoles ne peuvent être allouées par le ministre compétent que sur la proposition du Conseil général.

M. le Préfet propose de demander à l'État les subventions suivantes :

Pour le comice de Lille	1,500 fr.
— de Cambrai	600
Société d'agriculture de Douai	1,000
de Valenciennes . .	1,200
d'Avesnes	700
de Dunkerque . . .	600
de Bourbourg . . .	600
d'Hazebrouck	600
de Bailleul	300
	7,100 fr.

Le 4e bureau propose d'appuyer les demandes des sociétés pour ladite somme de 7,100 fr.

Il vous propose également de voter pour 1876 les allocations ordinaires aux sociétés d'agriculture s'élevant à 15,700 fr.

— Ces conclusions sont adoptées, le crédit de 15,700 fr. est voté.

Cercle horticole du Nord. (I. B).

III. — Le Conseil général a voté pour chacune des années 1874 et 1875, une subvention de 500 fr. au Cercle horticole du Nord.

Pareille subvention a été allouée par M. le Ministre de l'agriculture et du commerce sur les fonds de l'État.

M. le Préfet met sous les yeux du Conseil général le compte-rendu des travaux du Cercle horticole pour 1874, ainsi que les projets de budgets de 1875 et 1876.

Cette société justifiant l'utile emploi des subsides qui lui sont alloués, le 4e bureau propose d'accorder une allocation de 500 fr. au Cercle horticole.

Il propose aussi d'appuyer auprès de M. le Ministre une même subvention de 500 fr. sur les fonds de l'État.

— Crédit alloué.

Tabacs. — Culture dans le département du Nord. (I. B).

M. Bergerot lit un rapport ainsi conçu :

» Dans sa séance du 8 avril dernier, votre 4e bureau vous avait proposé d'appuyer le vœu suivant présenté par MM. Jules Brame, des Rotours, Duquenne et Vanderstraeten, pour réclamer :

1° Le relèvement du prix d'achat des tabacs indigènes, dans le département du Nord ;

2° De solliciter le maintien de l'entrepôt des tabacs en feuilles à Merville, menacé de suppression ;

3° Enfin, de faire connaître au Gouvernement, en émettant les plus vives protestations, la mauvaise qualité des tabacs à prix réduit, livrés à la consommation et de demander qu'ils soient améliorés.

Ces vœux étant conformes à ceux émis par le Conseil général dans ses précédentes sessions, il les a adoptés.

Voici la réponse faite par M. le Ministre des finances, à la date du 13 août 1875.

— « M. le Préfet, vous m'avez transmis l'extrait d'une délibération par laquelle le Conseil général du Nord a, dans sa dernière session, exprimé le vœu :

» 1° Que le prix d'achat des tabacs indigènes fût augmenté ;

» 2° Que l'entrepôt des tabacs en feuilles de Merville soit maintenu ;

» 3° Que la qualité des tabacs vendus à prix réduits, soit améliorée.

Sur le premier point, je dois faire observer, que la Régie trouve dans la production des départements, qui comme celui du Nord, lui fournissent les feuilles destinées à la fabrication du tabac à priser, des quantités qui dépassent notablement les besoins de la consommation. Dans cette situation, mon administration ne saurait augmenter le tarif applicable au département du Nord. J'ajouterai, qu'à mon avis, les prix en sont certainement rémunérateurs, puisque la culture du tabac, loin de décliner, dans ce département, y suit, au contraire, chaque année, une progression croissante.

» En ce qui concerne le second point, je vous prie d'informer le Conseil général que mon administration n'a point l'intention de supprimer l'entrepôt de Merville. Les craintes manifestées, à ce sujet, sont donc sans fondement.

» Quant au dernier point, il résulte des renseignements qui me sont fournis que la qualité des tabacs de cantine, qui est d'ailleurs absolûment la même qu'avant le relèvement des prix, est en proportion exacte, avec la valeur de ces tabacs, comparativement à celle des tabacs des autres catégories. Mon administration ne saurait, par conséquent, en modifier la composition sans accroître le privilége dont jouissent déjà, à cet égard, les habitants des zônes frontières. »

Agréez, etc.

Le Ministre des Finances,
Signé : Léon Say

Le Conseil général accueillera avec plaisir l'assurance qui lui est donnée, par M. le Ministre des finances, que l'entrepôt des tabacs en feuilles de Merville sera maintenu.

Mais il continuera à demander que le prix des tabacs indigènes soit augmenté et que la qualité des tabacs vendus à prix réduits soit améliorée.

En effet, il y a dans les motifs invoqués par M. le Ministre des finances, pour ne pas faire droit aux réclamations du Conseil général, des inexactitudes, qu'il est facile de relever, et qui laissent entières les observations présentées par plusieurs de nos collègues, dans les précédentes sessions, sur la position difficile faite aux planteurs de tabac dans le Nord.

D'abord M. le Ministre dit que la culture du tabac est prospère dans le département du Nord et en voie d'accroissement.

Cependant, si l'on se reporte au tableau présenté, par M. le Directeur des tabacs, sur la culture en 1874, on peut y lire qu'il y a eu 21 planteurs de moins qu'en 1873.

Il y a eu, il est vrai, en 1874, 527 hectares consacrés à la culture du tabac contre 525 en 1873, soit 2 hectares de plus en 1874, mais peut-on dire que cette si faible augmention soit un indice de prospérité, d'autant plus que le rapport de M. le Directeur des tabacs dit un peu plus bas.

«Les essais de culture autorisés depuis 1870 dans l'arrondissement de Dunkerque ne prennent pas l'extension que l'on était en droit d'attendre d'après les résultats des dernières livraisons, qui ont été assez satisfaisantes. Cette situation indique que bien peu de cultivateurs de cette région tiennent sérieusement à la culture du tabac. »

En effet, le rapport constate que, dans l'arrondissement de Dunkerque, il y a eu en 1874, 119 planteurs de moins qu'en 1873 et 615 hectares plantés au lieu de 577, soit une différence en moins de 38.

En présence de ces chiffres, on peut se demander dans quels documents a été trouvée la prospérité dont parle M. le Ministre des finances.

Il est aussi inexact de dire que la production du département du Nord ne donnant que des tabacs à priser, cette production dépasse la consommation.

Certains terrains du département du Nord, notamment dans l'arrondissement de Dunkerque, ont donné des tabacs à fumer pour la pipe et même pour la confection des cigares. Cette production serait dès lors très-utile, puisqu'elle pourrait restreindre les achats de tabacs exotiques et l'exportation, qui en est la conséquence, des capitaux français.

Le 4e bureau regrette aussi qu'on n'ait pas pris en considération les réclamations qui vous avaient été présentées sur la mauvaise qualité des tabacs de cantine.

La lettre de M. le Ministre des finances ne dit pas qu'ils soient de bonne qualité, elle dit qu'elle est absolûment la même qu'avant le relèvement des prix. Mais, avant le relèvement des prix, cette qualité était mauvaise, on s'en plaignait; n'était-ce pas l'occasion d'améliorer cette qualité lorsque vous en éleviez le prix, obéissant en cela à de dures nécessités. ? Avant 1872, le kilo de tabac de cantine coûtait 2 fr. 50, depuis 1872, le prix a été porté à 3 fr. et la qualité du tabac a diminué.

Les justes observations présentées, dans nos précédentes sessions, restent, donc entières et votre 4e bureau vous propose de demander de nouveau:

1° Le relèvement du prix d'achat des tabacs indigènes, dans le département du Nord;

2° De faire connaître au Gouvernement la mauvaise qualité des tabacs, à prix réduits, livrés à la consommation, et de demander qu'ils soient améliorés..

Aux termes de la loi du 12 février 1835, les commissions instituées dans chaque arrondissement pour la délivrance des permis de culture, sont composées du Préfet ou de son délégué, du Directeur des contributions indirectes, du Directeur des tabacs ou de l'Inspecteur de la culture, d'un membre du Conseil général et d'un membre du Conseil d'arrondissement, résidant dans l'arrondissement et non planteurs. En conséquence le Conseil général a à désigner trois de ses membres pour Lille, Dunkerque et Hazebrouck.

— A la demande de **M. Des Rotours**, la délibération sur le rapport, est ajournée.

M. Renard présente les deux rapports qui suivent:

Archives départementales, communales et hospitalières. (1. B).

I. — M. le Préfet met sous les yeux du Conseil général, les rapports de M. l'Archiviste sur les archives départementales, ainsi que sur les archives communales et hospitalières.

Ces rapports attestent un travail et une activité vraiment remarquables.

Les crédits sollicités pour 1876 se résument comme suit :

Traitement de l'archiviste, des employés, du garçon de bureau et de la concierge	11,400	»
Indemnité annuelle aux employés	1,050	»
Frais de bureau, chauffage, reliure, achat de cartons	1,100	»
Publication de l'inventaire des archives anciennes	1,100	»
Inspection des archives communales	500	»
Bibliothèque des archives (crédit nouveau)	50	»
Prix de documents achetés en 1875	170	»
Total	15,470	»

A part les deux dernières allocations, il n'est pas demandé d'augmentation.

Le 1er bureau, d'accord avec M. le Préfet, propose d'inscrire aubudget de 1876, la somme de 15,470 fr.

— Crédit voté.

Archives départementales. — Entretien. (1. B).

II. — Un crédit de 650 fr. est affecté chaque année à l'entretien du bâtiment et du mobilier des archives départementales.

Le 1er bureau n'ayant aucune observation à faire sur la demande de ce crédit, prie le Conseil général de porter au budget de 1876, la somme de 650 fr.

— Le crédit est alloué.

Impositions communales extraordinaires. — Fixation du maximum des centimes. (1. B).

Les trois rapports qui suivent sont présentés par **M. Flévet**:

I. — Aux termes de l'article 42 de la loi du 10 août 1871, le Conseil général arrête chaque année, à la session d'août, dans les limites fixées annuellement par loi de finances, le maximum du nombre des centimes extraordinaires que les Conseils municipaux sont autorisés à voter pour en affecter le produit à des dépenses extraordinaires d'utilité communale.

Le Conseil général a adopté, depuis plusieurs années, pour ces centimes extraordinaires, le maximum de 20 fixé par la loi de finances. Le 1er bureau, sur la demande de M. le Préfet, propose de maintenir cette disposition pour l'année 1876.

— Adopté.

Indication cadastrale sur les actes. (1. B).

II. — Le Conseil d'arrondissement de Douai, dans sa session de juillet dernier, a émis le vœu que les actes et contrats portent la section et le numéro du cadastre des propriétés transmises.

Le 1er bureau, reconnaissant l'utilité de cette mesure, propose au Conseil général de s'associer à ce vœu.

— Le vœu est émis.

Concierges et garçons de bureau de la Préfecture. (1. B).

III. — Le Conseil général a voté au budget départemental de 1875 un crédit de 5000 fr. pour gages des concierges et garçons de bureaux de la Préfecture.

M. le Préfet demande l'inscription au budget de 1876 d'un crédit de pareille somme.

Le 1er bureau propose d'inscrire la somme de 5000 fr. au budget de 1876.

— Le crédit est voté.

M. Desmyttère donne lecture des six rapports qui suivent ·

Casernes gendarmerie. — Entretien. (I. B).

I. — L'année dernière, il a été pourvu à l'entretien des bâtiments des casernes de gendarmerie appartenant au département, au moyen d'un crédit total de 3,000 fr.

Les crédits alloués pour les casernes de Lille, Bailleul, Cassel, Douai et Orchies paraissant insuffisants, il convient de les augmenter dans la proportion suivante :

Lille	1000 fr.	au lieu de	600
Bailleul	270	—	250
Cassel	170	—	150
Douai	400	—	300
Orchies	180	—	150
Total . . .	2020		1450

soit une augmentation de 570 fr,

M. le Préfet prie en conséquence le Conseil général de vouloir bien porter à 3,570 fr. le crédit à affecter en 1876 aux dépenses d'entretien des casernes de gendarmerie.

Cette somme serait répartie ainsi qu'il suit :

Avesnes	300 fr.
Le Quesnoy.	150
Cambrai	200
Douai	400
Orchies	180
Gravelines	250
Bailleul	270
Hazebrouck	200
Cassel	170
Lille.	1000
Roubaix	150
Pont-à-Marcq	150
Bouchain.	150
Total égal.	3570

Le 1er bureau est d'avis qu'il y a lieu de voter le crédit domandé de 3,570 fr.

— Le crédit est voté.

Casernes gendarmerie. — Grosses réparations travaux neufs. (I. B).

II.— M. le Préfet soumet au Conseil général les propositions de MM. les architectes départementaux, pour travaux neufs et de grosses réparations à faire, en 1876, aux casernes de gendarmerie appartenant au département. Ces propositions se résument ainsi qu'il suit :

(Séance du 18).

Lille. — Peinture extérieure des facades sur rue.	700fr.»
Cambrai. — Renouvellement d'une partie des châssis des écuries. . . .	160 96
Douai, — Peinture des logements, renouvellement des portes des bûchers et remise en état du pavé des cours	1 650 »
Orchies. — Amélioration du pavé de la cour et peinture de la façade sur rue.	850 »
Avesnes. — Réparation au pavé de l'écurie.	480 »
(Le devis présenté comprenait une autre dépense pour la construction de persiennes au logement de l'officier. M. le Préfet n'a pas cru devoir accueillir cette proposition).	
Valenciennes. — Grosses réparations et consolidations.	1 400 »
Ensemble	5 240fr.96

Il prie le Conseil général de vouloir allouer un crédit de pareille somme au budget de 1876.

Le 1er bureau est d'avis d'allouer la somme demandée.

— Crédit voté.

Caserne de gendarmerie d'Hazebrouck. — Construction. (1. B).

III.— Par délibération du 7 avril dernier, le Conseil général a approuvé, sous réserve d'une modification qui a été effectuée, le projet de construction d'une nouvelle caserne de gendarmerie à Hazebrouck.

En conséquence, les travaux ont été mis en adjudication ; ils ont été adjugés moyennant les prix du devis s'élevant à 76,845 fr. 20 c., non compris une somme à valoir de 2,000 fr. pour objets imprévus et les honoraires de l'architecte, qui à 3 % sur ces deux sommes, s'élèveront à 2,365 fr. 35 c.

Les travaux devant être immédiatement entrepris, M. le Préfet prie le Conseil général d'inscrire au sous-chapitre XIX du budget départemental de 1876, un crédit de 40,000 fr. à l'effet de pourvoir aux dépenses qui seront faites tant en 1875 que dans le cours de la prochaine campagne, sauf réglement définitif au budget de 1877.

Le 1er bureau prie le Conseil général de vouloir bien porter au budget de 1876 la somme de 40,000 fr.

— Crédit alloué.

Caserne de gendarmerie de Cassel. — Travaux de réparations. — Demande de crédit. (1. E).

IV.— La Commision départementale a autorisé M. le Préfet, sur sa demande, à approuver un devis présenté par M. l'Architecte départemental et montant à 396 fr. 78, pour réparations urgentes à exécuter à la caserne de gendarmerie de Cassel.

Il a l'honneur de prier le Conseil général de lui allouer, sur le budget rectificatif de 1875, un crédit de 396 fr. 78 c. pour assurer le paiement de la dépense dont il s'agit.

Le 1er bureau propose le vote de la somme de 396 fr. 78, demandée par M. le Préfet.

— Crédit voté.

Gendarmerie. — Casernes allocation. — Dépenses. (L. B).

V. — M. le Préfet a rendu compte au Conseil général de la situation du casernement de la gendarmerie.

M. le Préfet propose au Conseil général d'ouvrir au budget départemental de 1876 pour le montant des loyers annuels des casernes et frais accessoires énoncés dans son rapport, un crédit de 79,323 fr. 75 c. dont 3,000 fr. pour indemnité de literies à inscrire au sous-chapitre XIII.

Le Conseil général a exprimé des vœux pour la création de nouvelles brigades à *Armentières* (2e brigade) à *Roubaix* (3e brigade) à *Denain* (4e brigade) à *Dorignies* (Douai) à *Maubeuge*, et pour qu'une brigade à cheval soit substituée à la brigade à pied de *Trélon*.

Comme il n'a pas encore été possible au Gouvernement de donner satisfaction à ces vœux, le 1er bureau propose au Conseil général de les renouveler avec instance.

D'autres localités paraissent aussi réclamer utilement l'installation de brigades. Ce sont :

Houplines, actuellement à proximité d'une gare de chemin de fer, et où il existe une agglomération ouvrière importante ;

Wattrelos, qui compte près de 15,000 habitants dont beaucoup d'étrangers ;

Iwuy (arrondissement de Cambrai) une brigade à cheval. — Commune de 3,700 habitants. très-industrielle ;

Gouzeaucourt (même arrondissement). — Commune presque limitrophe des départements de la Somme et du Pas-de-Calais, traversée par la grande route de Paris à Lille, et à très-peu de distance de celle de Saint-Quentin qui. toutes les deux, ont une circulation très-considérable ;

Ces deux dernières créations compléteraient très-avantageusement le service de la gendarmerie dans les cantons de Cambrai et de Marcoing.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque a émis le vœu, dans sa dernière session, qu'une troisième brigade soit créée pour le service de la banlieue du chef-lieu et particulièrement de *la commune de Rosendael*.

Le Conseil d'Hazebrouck a émis également un vœu tendant à la création d'une nouvelle brigade à pied en cette ville et à l'augmentation de l'effectif des brigades de *Bailleul* et de *Cassel*.

Le 1er bureau propose l'inscription au budget de 1876, des crédits demandés et d'appuyer les divers vœux ci-dessus rappelés.

Les crédits sont votés et les vœux sont émis.

Gendarmerie. — Indemnité de literies. — Dépense arriérée. (L. B).

VI. — Un crédit de 2,500 fr. a été ouvert au budget départemental de 1874 pour indemnité de literies aux gendarmes extraits de la ligne ou admis dans les six mois de leur congé.

Les dépenses justifiées se sont élevées à 2,591 fr. 31 c. d'où il résulte un déficit de 91 fr. 31 c. M. le Préfet prie le Conseil général d'inscrire un crédit de ladite somme de 91 fr. 31 c. au budget rectificatif de 1874.

Le 1er bureau propose de voter la somme demandée.

— Crédit voté.

M. Solms fait les deux rapports suivants :

Commission départementale. — Frais de bureau. (2e B).

I. — Dans sa session d'octobre 1875, le Conseil général a fixé à 2,000 fr. le crédit applicable aux frais de bureau de la Commission départementale.

Le 2e bureau est d'avis d'approuver l'inscription de la même somme au budget de 1876, qui est démandée par M. le Préfet.

— Crédit alloué.

Ancien hôtel de Préfecture. — Entretien en 1873. (2. B).

II. — Dans sa session de 1872, le Conseil général a alloué deux crédits restreints l'un à 5,000 fr., l'autre à 4,500 fr., pour l'entretien, en 1873, des bâtiments et du mobilier de l'ancien hôtel de la Prétecture que l'on supposait ne devoir pas être habité toute l'année. Contrairement à cette prévision, l'hôtel a été occupé jusques dans les derniers jours de décembre, et par suite, le service de l'entretien a dû être continué jusqu'à la même époque, en sorte que les crédits ont présenté une insuffisance de 1,035 fr., 74 pour le bâtiment, et de 924 fr. 86 c. pour le mobilier, ensemble 1.960 fr. 60.

M. le Préfet prie le Conseil général de le mettre en mesure de solder cette dépense supplémentaire, qui n'a pu être prévue, en allouant au budget rectificatif de 1875, un crédit de la somme précitée de 1,960 fr. 60.

Le 2e bureau est d'avis que cette dépeuse doit être inscrite au budget rectificatif de 1875.

— Crédit alloué.

M. Émond donne lecture des quatre rapports ci-après :

Sous-Préfecture d'Avesnes. — Acquisition de mobilier. (2. B).

I. — Un devis des dépenses à faire pour l'acquisition d'objets mobiliers, destinés à la Sous-Préfecture d'Avesnes, a été présenté en 1874, la somme demandée était de 3,700 fr., mais comme cette somme était en partie destinée à remplacer des meubles du salon, devenus défectueux et, en partie, à l'ameublement d'une chambre à coucher de réception, le Conseil pensa que les objets remplacés pouvaient être utilisés pour la chambre à coucher, et réduisit le devis de 1,100 fr.

M. l'Architecte départemental consulté, fit remarquer que les meubles dont l'acquisition a été proposée, sont tout a fait indispensables et qu'il est presqu'impossible de meubler une chambre à coucher avec des objets dépareillés.

Ces explications sont admissibles et le 2e bureau propose d'allouer au budget de 1876 le complément, s'élevant à 1,100 fr. du crédit demandé.

— Le crédit est voté.

Sous-Préfectures de Cambrai et de Valenciennes. — Acquisition de mobilier. (2. B).

II. — Deux devis sont soumis, par M. le Préfet, à l'examen du Conseil général, relativement aux dépenses de réparations et d'acquisition d'objets mobiliers, pour les Sous-Préfectures de Cambrai et de Valenciennes.

Le devis concernant Cambrai, comprend une somme de 123, fr. 25 c., pour réparations de meubles et 525 fr. pour l'acquisition, pose, et accessoires d'un tapis destiné au grand salon de réception, soit en totalité . . . . . 648 fr. 25 c.

Le devis concernant Valenciennes comprend l'acquisition d'un tapis, de trois descentes de lit, de quatre couvertures, et la garniture des fenêtres du salon. . . . . 900 »

Le 2e bureau propose, d'approuver ces deux projets, avec l'inscription au budget départemental de 1876, d'une somme de . . . . . 1,548 fr. 25 c. montant de la dépense.

— Le crédit est alloué.

Sous-Préfecture de Douai. — Acquisition de mobilier. (2. B).

III. — Un devis présenté par M. l'architecte départemental de Douai, relatif aux dépenses à faire pour l'acquisition d'objets nécessaires à l'ameublement de la Sous-Préfecture de cette ville, comprend l'acquisition de deux paires de portières pour le grand salon, le remplacement d'une cuisinière, le renouvellement des rideaux du bureau des employés, et la pose de deux jalousies, dépense évaluée à . . . . . 1,350 fr.

D'un autre côté, le Conseil général a approuvé en principe, dans sa séance du 20 octobre 1874 un devis montant à 5,616 pour des dépenses d'acquisition de meubles pour la même Sous-Préfecture, et a décidé qu'un crédit de 3,082 à valoir, serait inscrit au budget de 1875 et que le complément s'élevant à 2,534. figurerait au budget de 1876 . . . . . 2,534 »

Total des dépenses à faire . . . . . 3,884 fr.

Le 2e bureau propose l'inscription de cette somme au budget départemental de 1876.

— Crédit voté.

Sous-Préfecture de Dunkerque. — Acquisition de mobilier. (2. B).

IV. — Sur un devis de 10,880 fr. produit par M. l'architecte départemental, pour servir à l'acquisition et au paiement d'objets mobiliers, destinés à la Sous-Préfecture de Dunkerque, le Conseil en approuvant les dépenses en principe, a décidé, dans sa séance du 20 octobre dernier, qu'un crédit de 5.000 fr. à valoir serait inscrit au budget départemental de l'exercice courant et que le surplus de la dépense ferait l'objet d'un second crédit au budget de 1876 :

Il y avait à examiner si le prix de plusieurs objets n'était pas trop élevé.

M. le Sous-Préfet, consulte à cet égard, paraît avoir démontré qu'aucune réduction n'était possible.

Par suite le 2e bureau, d'accord avec M. le Préfet, propose de voter au budget de 1876 le complément du crédit demandé ; soit 5,880 fr.

— Crédit voté.

Les deux rapports suivants sont présentés par **M. Pierre Legrand.**

Tribunal d'Hazebrouck. — Renouvellement de bail et loyer. (2. B).

I. — Le bail passé entre le département et la ville d'Hazebrouck, pour la location d'une partie de l'Hôtel-de-Ville où se trouve installé le Tribunal civil, expire le 31 décembre prochain. Le Conseil municipal d'Hazebrouck consent à renouveler ce bail pour une nouvelle période de neuf années, aux conditions actuelles.

Le prix de 2,400 fr. que l'on paie pour ce loyer, depuis 18 ans, ne paraissant pas exagéré, le 2e bureau propose au Conseil général d'autoriser M. le Préfet à passer un nouveau bail et d'inscrire au budget de 1876 le crédit ordinaire ci-dessus mentionné.

— Conclusion adoptée, crédit voté.

Tribunal de Douai. — Acquisition de cartons pour le Greffe. (2. B)..

II. — Dans sa séance du 6 avril dernier, le Conseil général a autorisé l'acquisition de 50 cartons nécessaires pour compléter le classement des casiers judiciaires au Tribunal civil de Douai.

Le 2e bureau prie l'Assemblée d'allouer sur le budget rectificatif de 1875, un crédit de 80 fr. pour assurer le paiement de la dépense dont il s'agit.

— Crédit voté.

Le Conseil s'ajourne à demain à 2 heures.

La séance est levée à 5 heures et demie.

Le Secrétaire,
DESROUSSEAUX.

Les Présidents,
PLICHON,
JULES BRAME.

Séance du Jeudi 19 Août.

La séance est ouverte à deux heures un quart.

Président : **M. Mailliet**, Vice-Président.

Secrétaire : **M. Legrand** (de Lecelles).

Sont présents :

MM. Guillemin, Levent, Emond, Marie-Soufflet, Boulangé, baron de l'Epine, de Carnières, Rouez, Berteaux, Stiévenart-Béthune, Leleu, Telliez, Dutemple, Crépin, Macarez, Merlin, Giroud, Fiévet, baron de Bouteville, des Rotours, Joos, de Coussemaker, Gustave Lemaire, Trystram, Goussard, Charles Seydoux, Goudaert, Bergerot, Lotthé, Plichon, Desmyttère, Joets de Metershof, Massiet du Biest, Duquenne, Beck, Pouchain, Jules Brame, Comte d'Hespel, Chombart, Descat, Pierre Legrand, Jules Dutilleul, Soins, Morisson, Testelin, Desmoutiers, Desrousseaux, Deleporte-Bayart, Van der Straeten, Roussel-Defontaine, Caullet, Renard. Emile Delerue, Bultot, L. Legrand (de Valenciennes).

Sont absents :

MM. Billet, Leurent, de Marsilly, Deregnaucourt,

M. le Conseiller d'Etat Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal de la dernière séance, lu par **M. Legrand** (de Lecelles), est adopté.

Chemin de fer du Nord. — Gare Tourcoing. — Vœu.

M. le Président donne lecture d'un vœu qui a été déposé sur le bureau. Il est ainsi conçu;

« Les salles destinées à la visite de la douane, à la gare de Tourcoing, sont insuffisantes. A l'arrivée des trains venant de la Belgique, les voyageurs les plus alertes s'y précipitent pêle-mêle, les autres attendent sur le quai; des femmes et des enfants restent exposés à toutes les intempéries des saisons. Quelle que soit l'intelligente direction du Sous-Inspecteur des

douanes, son service ne peut se faire que dans de mauvaises conditions.

» Les soussignés demandent au Conseil général d'émettre le vœu que la gare de Tourcoing soit ouverte, ou que les salles destinées à la visite de la douane soient agrandies ou reconstruites dans des conditions convenables et de manière qu'un abri suffisant soit assuré aux nombreux voyageurs arrivant de la Belgique. »

Signé : Roussel-Defontaine, Jules Brame.

— Renvoi au 5e bureau.

Excuses.

Une lettre de **M. Billet**, qui s'excuse de ne pouvoir assister à la séance de ce jour, transmet le projet de vœu suivant :

Droit sur l'alcool.

—

Vœu.

« Le Conseil général émet le vœu que le droit sur l'alcool destiné à la conservation des vins soit abaissée à 35 fr. par hectolitre, plus 2 décimes conformément au projet de loi qui va être soumis à la Chambre des députés. »

Signé : Billet.

— Renvoi au 4e bureau.

Communications.

Autres communications :

Envoi de documents relatifs à la Société de patronage des jeunes libérés ;

— Renvoi au 3e bureau.

Réclamation de M. Naissant pour soins et études relatifs au mobilier de la Préfecture.

— Renvoi à la commission spéciale de l'ameublement.

Régime commercial.

—

Commission des traités de commerce.

M. le Président rappelle au Conseil que, dans la dernière séance, il a été entendu qu'il serait procédé dans celle de ce jour à la nomination d'une commission chargée d'exprimer les vœux du pays en ce qui concerne le régime le plus propre à assurer la prospérité commerciale.

Il propose la désignation d'un membre par arrondissement, l'arrondissement de Lille devant, comme d'habitude, être représenté par deux membres. (Assentiment).

Les membres des divers arrondissements après en avoir conféré entre eux, font connaître leur choix à M. le Président. Par suite, la commission est composée de la manière suivante :

Avesnes	M. Berteaux.
Cambrai	M. Seydoux.
Douai	M. des Rotours.
Dunkerque	M. Trystram.
Hazebrouck	M. Duquenne.
Lille	MM. Roussel-Defontaine et Soins.
Valenciennes	M. de Marsilly.

Rapport sur les voies de communication.

—

Ajournement de la discussion.

M. le Président consulte l'Assemblée sur la question de savoir à quel jour elle entend fixer la discussion du rapport sur les voies de communication, qui a été lu au début de la session, puis imprimé et distribué.

M. Legrand (de Valenciennes) propose d'ajourner la délibération à la session d'août 1876.

La question, dit-il, est très-importante, une des plus importantes qui puissent être soumises au Conseil général; très-importante au point de vue budgétaire, très-importante aussi au point de vue général. Il y a là une série de problèmes très-vastes, très-compliqués et très-délicats qui ont été soulevés, fort bien discutés, — l'honorable membre ne peut pas dire encore fort bien résolus, — par le rapporteur et la commission spéciale. La gravité des questions à résoudre serait attestée, au besoin, par le nombre des séances que cette commission a consacrées à leur étude. Sans prétendre qu'il faille accorder à chaque membre du Conseil le même temps pour les examiner, il faut cependant que chacun puisse y réfléchir à loisir et provoquer autour de lui un certain examen.

Il en résulte que l'ajournement à la session d'août prochain est nécessaire et, dans cet intervalle, on devra consulter les conseils d'arrondissement et les conseils municipaux. Il est très-juste que les différents conseils électifs donnent leur avis sur une question de cette importance. Lorsqu'il s'agit de changer la répartition de la contribution des communes dans les dépenses d'un chemin quelconque, ou seulement de changer le contingent d'une commune, il est d'usage de consulter les conseils municipaux intéressés, de consulter également le Conseil d'arrondissement. A l'une des dernières sessions, M. le baron de Bouteville a demandé et obtenu l'ajournement d'une question qui intéressait simplement une petite commune du canton de Valenciennes-Sud, *Hérin*; il s'agissait d'une augmentation de contingent de deux pour cent: cette minime question a été soumise à tous les conseils municipaux intéressés de l'arrondissement de Douai et de Valenciennes et aux deux conseils d'arrondissement. Etant donnés ces principes très-sages, on ne comprendrait pas qu'ils ne fussent pas également observés quand il s'agit de savoir ce que deviendront les routes départementales, les chemins de grande communication et d'intérêt commun et la plupart des chemins vicinaux.

L'honorable membre ne voudrait pas que ses observations pussent être interprêtées dans un sens défavorable aux conclusions du rapport, dont il n'a pu prendre connaissance que d'une façon très-hâtive et très-imparfaite, et qu'il a besoin d'examiner de plus près. Il ne s'oppose pas d'ailleurs à ce que d'ici à l'époque où la question reviendra, les études préparatoires, qui sont à faire pour l'application des mesures proposées, ne soient continuées de façon que le jour où le Conseil général sera appelé à statuer, il statue en connaissance de cause, ayant sous les yeux tous les documents.

M. Roussel-Defontaine déclare appuyer la demande d'ajournement.

M. Plichon dit qu'il ne s'oppose pas à l'ajournement demandé, pourvu qu'il soit bien entendu que l'administration emploiera le délai à instruire l'affaire, car il y a des éléments de toute nature à recueillir et il faut qu'ils soient placés sous les yeux des conseils électifs, si l'on veut qu'ils délibèrent en connaissance de cause

M. Roussel-Defontaine pense qu'il conviendrait que M. le Préfet donnât au Conseil général des renseignements sur les effets du déclassement dans les départements où la mesure a été prise, au point de vue des intérêts industriels et agricoles.

M. le Préfet répond que rien n'est plus facile.

M. le baron de Bouteville croit qu'il est difficile de consulter les conseils d'arrondissement et les conseils municipaux sur une proposition émanant d'une Commission du Conseil général. Si cette proposition était discutée dans la session actuelle, elle n'aboutirait

pas à une résolution définitive, mais à une décision préparatoire qui serait nécessairement soumise aux divers conseils électifs. Pour le déclassement des routes départementales, il faut que tous les Conseils municipaux, tous les conseils d'arrondissement intéressés soient consultés, Il faut, en un mot, une enquête. M. Plichon disait qu'il fallait employer le temps de l'ajournement à étudier. C'est vrai, mais pour étudier, pour faire l'enquête, il ne faut pas cet ajournement que demande M. Legrand (de Valenciennes); il faut que le Conseil général examine et qu'il prenne une décision préparatoire. Cette décision préparatoire sera soumise à l'enquête et l'affaire reviendra tout entière devant le Conseil général, soit à la session d'avril, soit à la session d'août, selon que M. le Préfet aura pu activer plus ou moins l'enquête. Le Conseil général alors, avec l'avis de tous les conseils municipaux et de tous les conseils d'arrondissement, statuera d'une façon définitive.

M. Legrand (de Valenciennes) répond qu'en ce moment le Conseil général n'est pas plus en mesure de prendre une décision préparatoire qu'une décision définitive. Il faut qu'une discussion soit sérieuse et complète, et pour qu'elle puisse être complète, il faut que chacun des membres soit à même d'y prendre part et d'y apporter ses lumières ou ses doutes. Il faut donc qu'il ait le loisir d'examiner, ne fût-ce que sommairement, les graves problèmes qui sont posés. Or, pour cela, le temps manque. Parmi les membres du Conseil général, il en est qui sont surchargés de rapports; ils n'ont pas un moment à consacrer à d'autres questions; ceux des membres du Conseil qui sont moins occupés ne peuvent recueillir autour d'eux les renseignements sans lesquels la discussion ne peut avoir lieu. A ce point de vue, ce n'est pas trop de demander l'ajournement à la prochaine session d'août.

M. le baron de Bouteville dit qu'avant de soumettre l'affaire aux Conseils électifs, il faut que le Conseil général se soit prononcé. Si cette opinion est fondée, il faudrait que les conseils électifs ne fussent consultés qu'après la prochaine session d'août. On ne voit pas pourquoi on les consulterait dès-à-présent. L'honorable membre ne contredit pas la proposition sur ce point; il demande seulement que dans la session actuelle, on ne discute pas parce que le Conseil n'est pas en état de le faire. La discussion mettrait aux prises les membres de la commission les uns avec les autres, s'ils ne sont pas tous d'accord; les autres membres du Conseil ne pourraient utilement, ni aborder, ni suivre le débat. Il est donc nécessaire que l'ajournement soit prononcé, mais avec l'addition qu'a proposée M. Roussel-Defontaine et dans les conditions qu'indiquait M. Plichon, à savoir que le temps de l'ajournement serait mis à profit pour compléter une instruction dont les éléments seraient mis sous les yeux du Conseil général.

M. Goussard désire savoir si le préopinant ne trouverait pas très-naturel que la commission nommée continuât son œuvre; elle est arrivée à l'expression d'une opinion ferme, mais elle n'a pu mettre sous les yeux du Conseil général, dans leurs détails, ni les faits qui ont motivé l'expression de cette opinion et qui la justifient, ni des propositions de modifications relatives à l'élévation des chemins à une classe supérieure. Ici, le Conseil général sera complètement maître, la commission ne peut fournir que des renseignements. Ces renseignements, elle ne les a pas recueillis et elle n'a jamais eu la pensée qu'on pût, dès cette session, résoudre définitivement ce point, mais elle a toujours cru qu'elle ne serait pas arrêtée dans son travail et qu'elle pourrait continuer ce que M. le baron de Bouteville appelle l'enquête,

ce que M. Legrand appelle une consultation à demander aux conseils d'arrondissement et aux conseils municipaux. La Commission a toujours pensé qu'elle pourrait continuer son travail, qu'elle aurait à cet égard l'autorisation du Conseil général et qu'elle pourrait marcher dans la voie qu'elle s'est tracée. Si c'est ainsi que l'ajournement est entendu, l'honorable Membre n'a aucune objection à faire.

M. Legrand (de Valenciennes) répond que c'est ainsi qu'il entend l'ajournement, et ceux ceux de ses collègues qui appuient sa proposition partagent cette pensée. Ils ne s'opposent pas à ce que les études soient poursuivies et complétées par la Commission qui a si bien commencé son œuvre. Mais il faut qu'il soit parfaitement entendu que la question reste intacte et que, ce travail complémentaire terminé, elle reviendra devant le Conseil général pour être examinée non-seulement dans son application, mais dans son principe,

M. le Préfet voudrait préciser les observations qui viennent d'être présentées afin d'en dégager une conclusion.

D'abord, la demande faite par M. Roussel-Defontaine ne souffrira aucune difficulté. M. le Préfet s'informera auprès de ses collègues des départements où le déclassement a eu lieu, non-seulement des effets de la mesure, mais des motifs qui l'ont amenée. Il se procurera les rapports présentés devant les Conseils généraux, les délibérations qui les ont suivies ; ce sont des documents qui peuvent être très-utiles.

M. Legrand (de Valenciennes) a exprimé l'opinion que les conclusions du rapport présenté au Conseil général devaient être soumises aux conseils d'arrondissement et aux conseils municipaux. M. le Préfet ne partage pas complètement cet avis. Il est difficile de saisir les assemblées municipales d'une question aussi abstraite que celle qui est soumise aujourd'hui au Conseil général. Dans bien des communes, il n'y a pas de routes départementales, pourquoi seraient-elles consultées sur le déclassement de ces routes? D'autres n'ont pas de chemins de grande communication ou d'intérêt commun, quel avis utile pourraient-elles émettre?

C'est lorsque le Conseil général aura décidé le déclassement, que toutes les communes intéressées à la mesure devront être consultées et, comme le disait M. de Bouteville, il devra y avoir une enquête. Jusque là on ne peut pas poser aux Conseils municipaux une question aussi abstraite que celle qui résulte des conclusions du rapport de la Commission.

Mais il y a un travail préparatoire qui doit être fait et pour lequel M. le Préfet se met complètement à la disposition du Conseil général. Il faudra désigner, parmi les voies d'intérêt commun et les voies vicinales ordinaires, quelles sont celles qui auraient droit à être rangées dans une classe supérieure. Le travail préparatoire devra porter non pas sur les routes départementales. A leur égard on propose un changement de nom qui aura pour effet de les classer dans une catégorie qui permet de faire appel, pour leur entretien, au concours des communes qu'elles desservent, au concours des industriels qui en profitent, sans en modifier ni la largeur, ni le mode d'entretien. Pour les chemins de grande communication, il n'y a rien à faire, puisque la commission propose de les laisser tous, sans exception, dans la situation où ils seront. Mais le travail à faire consistera à examiner un par un les chemins d'intérêt commun, à rechercher si, depuis leur classement dans cette catégorie, leur importance a tellement grandi qu'on doive les ranger dans la catégorie supérieure des chemins de grande communication. Les chemins vicinaux ordinaires devront à leur tour être examinés au même point de vue.

(Séance du 19).

Voilà le travail préparatoire qui peut être fait par l'administration et pour lequel le concours de la Commission spéciale composée d'un représentant de chaque arrondissement est indispensable. Mais en dehors de ce travail préparatoire d'un classement ultérieur, M. le Préfet n'a rien àdemander; il n'a pas à augmenter les éléments d'instruction que le Conseil général possède aujourd'hui.

M. le Préfet comprend du reste l'importance de la question et s'asocie à ceux qui demandent l'ajournement. Il ne faudrait pas cependant que le délai fût trop prolongé et le Conseil général pourrait prendre comme terme la session d'avril. Le travail préparatoire auquel on va se livrer, ne reposera jamais que sur des probabilités, comme le disait M. le baron de Bouteville. Ensuite viendra le travail définitif, l'enquête initiale, pour savoir s'il est utile de faire quelque chose. Puis quand il aura été admis par le Conseil général qu'il y a quelque chose à faire et qu'il aura decidé ce qu'il fera, il faudra ouvrir une enquête sur chacune des décisions prises; ce sera l'enquête définitive, c'est-à-dire l'enquête pour chaque route départementale, pour chaque chemin d'intérêt commun dont on fera un chemin de grande communication. Ces formalités seront longues à remplir; ce sont des travaux considérables qui ne seront plus préparatoires, mais définitifs. Il n'y aura pas trop de temps, en admettant que la question soit tranchée au mois d'avril, pour qu'en 1877, lors de l'achèvement du réseau subventionné, des résolutions définitives puissent être prises par le Conseil général.

M. Legrand (de Valenciennes) reconnaît qu'il peut y avoir du vrai dans l'observation de M. le Préfet relativement au peu de compétence des Conseils municipaux des communes intéressées pour donner un avis sur des questions aussi abstraites. Mais l'objection ne peut s'appliquer aux Conseils d'arrondissement qui ont des lumières suffisantes pour se prononcer et qui sont très-intéressés.

M. le Préfet déclare qu'il est facile de leur soumettre la question dès leur prochaine session qui s'ouvre le 20 septembre.

M. Legrand (de Valenciennes) demande qu'on consulte également les Commissions de surveillance des différents chemins. Quant au temps nécessaire, il ne faut pas le mesurer parcimonieusement, et l'honorable membre persiste à croire que l'ajournement à la session d'août 1876 n'a rien d'exagéré.

En conséquence, il dépose une proposition ainsi conçue:

« Le soussigné propose au Conseil général l'ajournement à la session d'août 1876 de la discussion du rapport de la commission spéciale sur les voies de communication, étant bien entendu que les études préparatoires seront complétées d'ici là et que la question de principe sera cependant entièrement réservée. »

M. le Préfet croit que les commissions de surveillance dont il reconnaît d'ailleurs la compétence, ne pourront donner un avis utile que dans l'enquête qui sera faite sur chaque chemin dont on proposera de changer la situation.

M. Goussard déclare qu'il y aurait eu des inconvénients à soumettre aux conseils municipaux la question d'intérêt général : les conseils municipaux se seraient placés peut-être à un point de vue exclusivement personnel et d'intérêt local et leurs délibérations auraient pu gêner un peu la discussion du Conseil général. Mais puisque M. Legrand (de Valenciennes) se

borne à réclamer qu'on consulte les conseils d'arrondissement, l'honorable membre n'a plus d'objection à faire.

L'ajournement à la session d'avril paraît d'ailleurs suffisant, sauf à ajourner de nouveau si on le reconnaît nécessaire.

M. le Président met aux voix la proposition d'ajournement au mois d'août, présentée par M. Legrand (de Valenciennes).

— La proposition n'est pas adoptée.

L'ajournement au mois d'avril est ensuite prononcé.

ur du tabac.

M. le Président met en délibération les conclusions du rapport de **M. Bergerot** sur la culture du tabac (V. ci-dessus, séance du 18) dont la discussion a été ajournée sur la demande de M. des Rotours.

M. Jules Brame, rappelle que, l'année dernière MM. des Rotours, Duquenne et lui avaient déposé un vœu en trois parties dans lequel ils demandaient d'abord que le dépôt de tabac en feuilles de Merville fût maintenu, en second lieu que le prix d'achat fût haussé pour les cultivateurs ; enfin que la qualité du tabac de cantine fût améloirée, car des plaintes le signalaient de toutes parts comme exécrable. Or, on a donné satisfaction au vœu sur le premier point : le dépôt de tabac en feuilles de Merville ne sera pas supprimé.

Quant au second point, on répond très-brièvement mais très-positivement que le tabac de cantine est excellent. Il est probable que M. le Ministre des Finances ne goûte pas ce tabac ; il est plus mauvais que jamais, cette année particulièrement. On emploie, pour la fabrication de ce produit, tous les tabacs saisis qui sont importés en fraude par la race canine, ces tabacs sont hachés et vendus au public. Les produits résultant de cette opération sont si exécrables qu'on a lieu de penser que le chien porteur de la fraude est lui-même dépecé, haché, mis en paquet et livre à la consommation pour augmenter les bénéfices de la Régie Il est utile de spécifier ces faits et de les accentuer. M. Jules Brame prie donc le Conseil général de persister dans l'avis qu'il a émis l'année dernière et de voter les conclusions d'un rapport qui, à tous les points de vue, lui paraît digne d'éloges.

— Après ces observations, les conclusions du rapport sont mises aux voix et adoptées ; les vœux sont émis.

MM. Bergerot, Duquenne et Deleporte-Bayart sont de nouveau désignés comme membres des commissions d'arrondissement pour la délivrance des permis de culture.

stitut striel, agro- que et ercial du Nord France (t. B.).

Le Conseil entend la lecture du rapport suivant présenté par **M. Bergerot** :

« Il résulte du rapport de M. le Préfet et de celui de M. Masquelez, directeur de l'Institut industriel que le nombre des élèves, qui ont été présents depuis la rentrée d'octobre 1874 n'a pas dépassé 91, chiffre qui existait, déjà l'année dernière, tandis que l'on avait espéré en avoir 129. Selon M. le directeur, la différence de 38 en moins provient de deux causes principales : d'une part 22 bourses créées par le département et par les villes sont encore vacantes actuellement, parce qu'il y a dans les familles peu aisées disette de jeunes gens suffisamment

BIBLIOTHÈQUE IMPRIMÉS. T.C.F.

instruits pour être admis à l'Institut ; d'autre part, le nombre des anciens élèves est resté en dessous de ce qu'on pouvait prévoir, parce qu'un assez grand nombre d'élèves se sont retirés, lorsqn'on leur a refusé l'admission en deuxième année.

La comparaison des effectifs pendant les deux premières années et celle en cours, montre d'ailleurs que l'établissement est en progrès. Le niveau général de l'instruction des élèves, leur conduite, leur assiduité au travail s'améliorent sensiblement.

L'institut industriel est installé, depuis les vacances de Pâques 1875, dans ses nouveaux bâtiments et l'expérience qui en est faite a prouvé qu'ils correspondent parfaitement à leur destination et que cette installation commode et salubre devra contribuer au succès de l'Institut.

On a accusé l'enseignement de l'Institut de ne pas être assez pratique et par suite de ne pouvoir fournir à l'industrie de bons contre-maîtres, ce qui répondrait à un des grands besoins de la contrée.

M. le directeur répondant, à cette objection, fait observer dans son rapport, que les cours de la dernière année d'étude ont un caractère exclusivement pratique et ajoute qu'il importe de ne pas s'exposer à compromettre les succès déjà obtenus en bouleversant sans concert préalable, des plans d'études qui ont été adoptés par des écoles similaires, qui ont été étudiés avec soin, qui ont amené déjà à l'école 91 élèves, tandis qu'elle avait commencé avec 15, et qui ont d'ailleurs les sympathies des élèves et des familles.

La Commission de permanence, conformément la délégation qu'elle avait reçue du Conseil général a, procédé en décembre 1874 à la collation des bourses et demi-bourses départementales.

Les dispositions nécessaires ont été prises pour que le roulement soit régulièrement assuré. Aussi, à la prochaine rentrée d'octobre, deux bourses entières et quatre demi-bourses pourront être concédées.

Par suite d'une diminution sur le prix des dîners, consentie per le restaurateur, les bourses entières seront réduites de 650 fr. à 600 fr. Il en résultera une économie de 300 fr. pour les 6 bourses de cette catégorie. M. le directeur vous propose d'affecter cette somme à la création d'une septième demi-bourse ; mais, M. le Préfet, dans son rapport, a émis l'avis qu'il n'y avait pas lieu de dépasser le nombre de bourses accordées, jusqu'à présent, et, votre 4e bureau a partagé ce sentiment, trouvant suffisante pour l'institut, à son début, la création que vous avez déjà votée de six bourses et de six demi-bourses.

M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur la proposition de M. le Préfet a bien voulu, à partir du 1er janvier dernier, attribuer le bénéfice de quatre bourses de 300 fr., créées par l'État pour l'école du commerce annexée à l'Institut. Trois de ces bourses sont actuellement occupées.

Dans notre session d'octobre 1874, le Conseil général avait estimé qu'il serait nécessaire de placer, auprès de l'Institut industriel, un Conseil d'administration et un Conseil de perfectionnement, qui seuls pourraient suivre avec le soin nécessaire, l'étude et la solution de tout ce qui a rapport à l'institut. M. le Préfet et la commission de permanence étaient chargés de pourvoir à la composition de ces Conseils et à leurs attributions.

Pour se conformer à ce vœu, M. le Préfet, par un arrêté en date du 5 novembre 1874, a nommé les membres du Conseil d'administration qui fonctionne, depuis cette date, et se trouve

chargé d'examiner les diverses mesures financières susceptibles d'être soumises au Conseil général, de présenter sur ces mesures des avis motivés, de contrôler l'emploi des fonds affectés aux dépenses de l'établissement et d'approuver, en fin d'exercice, les comptes de gestions.

Le Conseil de perfectionnement, dont le Conseil général a également approuvé la création, sera constitué dans un temps rapproché.

Le projet de budget, pour 1876, dont le rapport de M. le Directeur fournit le détail, se résume comme suit :

Dépenses prévues.	80,000 fr.
Ressources —	41,800
Différence	38,200 fr.

A répartir entre la ville pour 1/4 et le département pour les 3 autres quarts, soit 28,650 fr. d'ou il résulte une diminution de 1,050 fr. sur les dépenses de 1875.

En résumé, M. le Préfet, dans son rapport, propose au Conseil général de vouloir bien inscrire au budget départemental de 1876 :

1° Un crédit de 28,650 fr pour la quote-part du département dans les dépenses d'enseignement et d'administration ;

2° Un second crédit de 5,400 fr: applicable à l'entretien de six bourses et de 6 demi-bourses départementales, et de confier à la commission de permanence, le soin de concéder celles de ces bourses qui seront vacantes à la prochaine rentrée.

Le crédit à ouvrir pour le solde des dépenses de construction de l'édifice, fait l'objet d'un rapport spécial.

Votre 4e bûreau est d'avis d'adopter ces différentes propositions. »

— Sur la demande de **M. Jules Brame,** la délibération est ajournée.

Institut industriel. — Dépenses de construction. (4. B).

Le **même membre** fait le rapport qui suit :

Deux crédits, l'un de 200,000 fr. le second de 250,000 fr. ensemble 450,000, ont été ouverts aux budgets de 1874 et 1875 pour le paiement jusqu'à concurrence des 9/10 de la dépense des travaux de construction des bâtiments de l'Institut industriel, évalués à 500,000 fr.

Dans son rapport, M. le Préfet fait observer que le dernier dixième formant la retenue de garantie devànt être payée après la réception définitive, qui aura probablement lieu, en 1876, il y aurait nécessité d'inscrire au sous-chapitre XIX du budget du prochain exercice, un crédit complémentaire de 50,000 fr. Le 4e bureau est d'avis qu'il y a lieu d'adopter cette proposition.

M. Jules Brame demande si ce rapport n'est pas en corrélation avec le précédent et ne devrait pas aussi être ajourné.

M. le Président répond négativement; il ne s'agit que d'une dépense à régulariser.

M. le Préfet explique que la somme de 50,000 fr. dont il demande l'inscription au budget ne représente pas le solde complet des travaux. La Commission spéciale de surveillance de la construction de l'Institut industriel a déjà dû prendre connaissance du compte définitif de la construction ; il est certain dès aujourd'hui que le crédit de 500,000 fr., ouvert par le Conseil

général a dû être dépassé. D'abord il a été, par des délibérations ultérieures, augmenté de 10,000 fr. affectés aux frais du matériel du premier établissement. Certaines nécessités qui se sont manifestées pendant la construction, particulièrement l'urgence de faire à l'avance, pour un bâtiment à construire plus tard, des fondations qui auraient exigé, une fois les travaux achevés, de bien plus grands frais, ont entraîné un supplément de dépense de 25 à 35,000 fr. La Commission spéciale en rendra compte au Conseil général. Le crédit de 50,000 fr. auquel s'applique le rapport sera employé à payer les dépenses les plus urgentes et plus tard un crédit pour solde sera proposé au budget de 1877.

— Le crédit est voté.

Exposition départementale d'agriculture et concours d'animaux reproducteurs. (4. B).

Lecture est donnée par **M. Massiet du Biest** d'un rapport sur l'exposition départementale d'animaux reproducteurs, qui a été modifié, après le renvoi au bureau, dans le sens des observations présentées à la séance du 18 août. (Voir ci-dessus, séance du 18).

Le nouveau rapport est ainsi conçu :

Dans sa session du mois d'août 1873 le Conseil général a décidé :

1° Qu'une exposition départementale d'agriculture et un concours d'animaux reproducteurs auront lieu tous les ans dans le Nord à partir de 1875 et dans l'ordre suivant : Cambrai, Bergues, Douai, Avesnes, Hazebrouck. Valenciennes et Lille ;

2° Qu'une somme de 4,300 fr. sera annuellement accordée à titre de subvention à la société d'agriculture, organisatrice de l'exposition et du concours.

En conséquence, conformément aux propositions de M. le Préfet, le 4e bureau propose le vote, au budget de 1876, d'un crédit de 4,300 fr. pour l'exposition et le concours qui seront organisés à Bergues par les soins de la société d'agriculture de Dunkerque.

Les concours d'animaux reproducteurs, étant l'occasion de la réunion en un même lieu d'un grand nombre d'animaux de toutes espèces et de toutes provenances, peuvent être une cause très-dangereuse de propagation de maladies contagieuses.

Le 4e bureau propose de prier M. le Préfet de prescrire, d'une manière générale pour tous les concours qui pourront avoir lieu, la visite minutieuse par un vétérinaire de tous les animaux qui seront présentés. Les animaux qui paraîtraient atteints de maladies contagieuses seraient immédiatement isolés sans préjudice des autres mesures préventives que la prudence de M. le Préfet et son zèle bien connu pour les intérêts du département pourraient lui suggérer.

A la suite des explications échangées à la séance d'hier après la lecture du rapport sur les expositions départementales vous avez chargé le 4e bureau de formuler un vœu à adresser à MM. les Ministres de l'Agriculture et des Travaux publics.

Après en avoir délibéré, il propose la résolution suivante :

» Attendu que le manque ou l'insuffisance de précautions lors du transport des bestiaux en chemin de fer est une des causes les plus graves et les plus actives de la propagation des maladies contagieuses ;

» Le Conseil général du Nord a l'honneur de prier M. le Ministre de l'Agriculture de s'entendre avec son collègue M. le Ministre des Travaux publics à l'effet d'ajouter au règlement d'administration publique sur la police des chemins de fer, une disposition exigeant que tout wagon ayant servi au transport des bestiaux soit désinfecte immédiatement après la livraison ;

» Le mode de désinfection le plus apparent et dont la vérification est la plus facile, étant celui au lait ou au chlorure de chaux, le Conseil général prie MM. les Ministres d'exiger qu'il soit employé par les Compagnies ;

» L'exécution de cette prescription serait mise sous la surveillance des commissaires administratifs attachés aux gares, qui seraient tenus de constater les contraventions ;

» MM. les Ministres prendraient telles dispositions qu'ils jugeraient convenables pour assurer l'exécution des mesures prescrites dans les gares où il n'existe pas de commissaire de surveillance ;

» Outre les amendes qui pourraient être encourues, les Compagnies de chemins de fer pourraient être rendues responsables des maladies et des retards survenus à la suite de la non exécution des prescriptions ci-dessus demandées. »

— Après quelques observations échangées entre le **Rapporteur, M. le Préfet et divers membres**, au sujet du lieu où pourra se faire la visite du vétérinaire, et qui est laissé au choix de l'autorité municipale ou préfectorale, ces conclusions sont adoptées.

— Le crédit de 4,300 fr. accordé à titre de subvention à la Société d'agriculture organisatrice de l'exposition et du concours, est également voté.

M. Deleporte-Bayart présente les trois rapports qui suivent :

I. » Depuis quelques années le Conseil général vote un crédit de 2,000 fr. pour le concours d'animaux reproducteurs de la race flamande qui se tient à Bergues le dimanche des Rameaux.

L'exposition d'agriculture et le concours d'animaux reproducteurs, pour lesquels un subside de 4,300 fr. est voté annuellement par le Conseil général, devant avoir lieu en 1876 à Bergues, par les soins de la Société d'Agriculture de Dunkerque, il n'y a pas lieu, ainsi que le Conseil général l'a décidé dans sa séance du 27 août 1873, de voter les 2,000 fr. affectés au concours spécial de la semaine sainte de l'an prochain.

Pour ce motif, le 4e bureau d'accord avec M. le Préfet, se borne à proposer au Conseil général d'émettre l'avis qu'un nouveau subside de 1,500 fr. soit accordé, en 1876, sur les onds de l'Etat, pour le concours d'animaux gras, à Bergues. »

— Conclusion adoptée.

II. » Chaque année le Conseil général vote un crédit de 1,000 fr, pour assurer le service des épizooties.

Ce crédit, il faut l'espérer, sera suffisant pour l'année prochaine, la situation étant devenue normale, toute maladie contagieuse ayant à peu près disparu de la contrée.

Sur la demande de M. le Préfet, le 4e bureau propose l'inscription au budget départemental pour 1876, du crédit ordinaire de 1,000 fr. »

— Crédit voté.

III. » Depuis deux ans seulement qu'a commencé à fonctionner la station agronomique de Lille, elle a fait pour l'agriculture plus de 400 analyses. Désormais les cultivateurs ne passent plus de marchés d'engrais avant de l'avoir consultée sur la valeur des produits qu'on leur offre. Déjà ils stipulent généralement dans leurs conventions avec les marchands d'engrais, que le

titre trouvé par la station agronomique de Lille servira de base au paiement de ces produits.

Elle empêche ainsi complètement la fraude si commune et si répandue malheureusement dans la plupart des campagnes de la France. Éclairés par elle, nos cultivateurs n'achètent plus que des matières fertilisantes ayant une valeur réelle et ne les paient qu'au prorata de cette valeur.

Au point de vue de l'expérimentation agricole, elle a fait une quantité de recherches sur l'influence des engrais chimiques sur le lin, la betterave, sur les phosphates, l'azote, les acides, etc. ; enfin des travaux qui coûtent fort cher, malgré la modicité des prix des analyses fixé par elle. Aussi a-t-elle besoin, cette année encore, de la subvention que le Conseil général a bien voulu lui accorder jusqu'ici, et le 4e bureau, d'accord avec la proposition de M. le Préfet, et aussi d'après la récente circulaire de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce en date du 25 juillet dernier, demande au Conseil de lui continuer, comme les années précédentes, l'allocation de 1;500 fr. qui lui est indispensable pour continuer ses opérations en 1876.

— Crédit voté.

Race chevaline.

—

Stations d'étalons du gouvernement. (4. B.)

M. le baron de Bouteville lit un rapport ainsi conçu :

« En s'en référant à la discussion de la séance d'hier, le 4e bureau croit devoir étendre le vœu déposé par cinq Conseillers de l'arrondissement de Douai, sur la demande de la Société d'agriculture de Douai, et prier que le Gouvernement veuille bien accorder plusieurs stations d'étalons à répartir dans le département, priant toujours M. le Préfet d'intervenir auprès de l'administration des haras, tant pour l'obtention et la distribution des stations que pour le choix des reproducteurs appropriés à l'élevage du département. »

— Le vœu est émis.

École de Châlons.

—

Augmentation de nouvelles bourses.

—

Vœu.

M. Giroud dépose le projet de vœu suivant :

« Les soussignés, considérant le développement continu de l'industrie dans le département et les besoins qui en résultent, accusés par le nombre croissant chaque année des candidats à l'école des Arts et Métiers de Châlons.

» Émettent le vœu que les bourses entretenues par le département du Nord dans cette école, soient porteés de trois à six. »

Signé : Giroud, Caullet, Merlin, Fiévet, Legrand (de Valenciennes), des Rotours.

— Renvoi au 3e bureau.

Chemin d'intérêt commun Ns 53 de Lederzeele à Watten.

—

Entretien du pont de Watten.

—

Répartition des dépenses. (5. B.)

M. Merlin présente les deux rapports ci-après :

I. — Aux termes d'un arrêté réglementaire de M. le Préfet du Nord, en date du 26 février 1807, le pont de Watten, sur l'Aa, doit être entretenu aux frais de l'État, pour moitié, et des communes intéressées pour l'autre moitié.

Des difficultés se sont élevées sur la répartition de la partie des dépenses qui incombe aux communes. MM. les agents-voyers ont proposé de les résoudre en mettant l'intégralité d cette partie des dépenses à la charge du chemin d'intérêt commun N° 53, auquel contribuen

les communes de Watten, Wulverdinghe, Volkerinckhove et Ledezeele et qui communique à l'une de ses extrêmités avec le pont dont il s'agit.

Une dépense d'argent de 700 fr. est à faire cette année pour la réparation de ce pont. Elle serait répartie, suivant la proposition de MM. les agents-voyers, ainsi qu'il suit:

L'État, 1/2		350 fr.
Le chemin d'intérêt commun, l'autre moitié, savoir:		
Le 1/3 à la charge du département	116,67	350 fr.
Les 2/3 à la charge des communes	233,33	
Total		700 fr.

Le 5e bureau propose de sanctionner la répartition ci-dessus.
— Adopté.

Chemin d'intérêt commun N° 39, de Louvignies-Quesnoy à Roucourt. — Construction d'un ponceau. (5. B.)

II. — Le chemin d'intérêt commun N° 39 est traversé, sur le territoire de Louvignies, au lieu dit le Puton, par la rivière de l'Ecaillon. Les voitures et chevaux passent à gué sur ce point; une passerelle fort étroite, sur l'un des bords du chemin, sert aux piétons. Cet état de choses présente en temps ordinaire, de nombreux inconvénients, et, dans les moments de crue de sérieux dangers; des accieennts graves en sont résultés. Il a été reconnu nécessaire de remédier à la situation par l'établissement d'un pont. Le projet de cet ouvrage dressé par MM. les Agents-Voyers, adopté par MM. les Ingénieurs, au point de vue du service hydraulique, s'élève à 3,000 fr. déduction faite des travaux accessoires d'une valeur de 100 fr. pouvant s'exécuter avec les fonds de l'entretien du chemin.

Deux communes seulement, Louvignies et Roucourt, dont les ressources sont restreintes contribuent à l'entretien du chemin, et pourraient dès-lors, être appelées à intervenir dans la dépense de construction du pont. Il a paru équitable de régler au tiers la proportion de leur concours à cette dépense, et de laisser les deux autres tiers à la charge du département. L'affaire a été instruite dans ce sens. Les Conseils municipaux ont vote les contingents qui leur ont été demandés, et le Conseil d'arrondissement à émis un avis favorable.

La nécessité de la dépense, la situation financière des communes intéressées, et surtout le caractère exceptionnel du travail projeté paraissent aux yeux de M. le Préfet, justifier la proportion assez élevé du concours demandé au département.

M. le Préfet propose, en conséquence, au Conseil général d'autoriser la construction dont il s'agit, conformément au projet présenté par MM. les Agents-voyers, aux frais du département et des communes intéressées, et de répartir la dépense ainsi qu'il suit :

Le département, les 2/3		2,000 fr.
Les communes 1/3, savoir:		
Louvignies-Quesnoy	500 »	1,000
Roucourt	500 »	
Total		3,000 fr

La subvention départementale de 2,000 fr. pourrait être imputée sans difficulté sur le fonds de réserve de 10,000 fr. crédité au budget de 1875, sous-chapitre 17 § 1er art 15.

(Séance du 19).

Le 5e bureau est d'avis qu'il y a lieu d'accueillir la proposition de M. le Préfet, il vous propose, en conséquence, d'autoriser la construction du pont dont il s'agit, dans les conditions ci-dessus.

— Adopté.

Chemins de grande communication.

État de situation de l'exercice 1874. (5. B.)

M. Lotthé présente les cinq rapports qui suivent :

I. — Conformément aux prescriptions de l'article 109 du règlement général sur le service vicinal, M. le Préfet soumet au Conseil général :

1° Une situation comparative des crédits ouverts et des dépenses faites pour les chemins de grande communication, avec distinction des sous-chapitres du budget sur lesquels les dépenses ont été imposées;

2° Un état des dépenses dont M. l'Ingénieur en chef rend personnellement compte;

3° Les états établis par ligne vicinale et présentant la situation des ressources et dépenses de l'exercice, ainsi que l'état d'avancement des travaux et la situation financière à la fin de l'année 1874.

Ces états de situation ont été communiqués à la Commission départementale, conformément à l'article 66 de la loi du 10 août 1871.

Le 5e bureau propose de donner à M. le Préfet acte de cette communication.

— Acte est donné.

Chemin de grande communication N° 34, d'Auberchicourt à Abscon.

Révision des contingents communaux. (5. B.)

II. — Le 5e bureau, considérant que les communes d'Abscon, Douai, Lewarde, Aniche, Auberchicourt et Marchiennes rejettent les propositions qui leur ont été soumises et n'admettent pas les contingents qui leur sont assignés par le projet de répartition des contingents communaux ;

Et attendu que le Conseil général ne s'est pas prononcé jusqu'à présent sur la question de classement des voies départementales du Nord, est d'avis qu'il y a lieu de laisser les choses dans le *statu quo*.

— Approuvé.

Chemin de grande communication N° 32.

Révision des contingents communaux. (5. B).

III. — Suivant le désir exprimé par le Conseil général dans sa séance du 26 octobre 1874, M. le Préfet a soumis la question de révision des contingents communaux du chemin de grande communication N° 32, d'Étrœungt à Prisches, à l'examen des communes intéressées, de la commission de surveillance dudit chemin, ainsi que des Ingénieurs des ponts-et-chaussées.

Il résulte de l'ensemble des renseignements produits, que le chemin N° 32 a perdu de son importance depuis la construction du chemin de fer d'Aulnoye à Hirson, et que le crédit d'entretien, qui était de 8,500 fr. en 1874, pourra être graduellement abaissé jusqu'à 5,600 fr.

Ce système indiqué par la commission de surveillance dudit chemin N° 32 donnera, par voie indirecte, une satisfaction complète à la commune d'Étrœungt qui a provoqué l'étude en question et qui, en définitive, ne demande pas autre chose qu'une réduction de son contingent. Dans quelques années, ce contingent s'abaissera de plus de 60 °/o.

Dans cette situation, M. le Préfet pense qu'il y a lieu d'adopter le système proposé, et de ne

pas poursuivre l'instruction de l'affaire dans le sens d'une révision de la répartition des contingents communaux du chemin dont il s'agit, ou tout au moins de l'ajourner jusqu'à ce que le Conseil général se soit prononcé sur la question préjudicielle de la révision du classement de toutes les voies départementales du Nord.

Le 5e bureau, d'accord avec M. le Préfet, propose au Conseil général, d'adopter les conclusions de son rapport.

— Approuvé.

IV. — Dans sa séance du 26 octobre 1874, le Conseil général a ajourné la question de révision des contingents communaux du chemin de grande communication N° 13, de Valenciennes à Somain, jusqu'à ce que cette affaire eût été soumise au Conseil d'arrondissement de Douai, ainsi qu'aux communes intéressées, qui n'ont pas été consultées.

M. le Préfet a, en conséquence, procédé à l'instruction régulière de la question dont il s'agit.

Le 5e bureau, en présence du désaccord qui existe sur cette question et qui est constaté par le rapport de M. le Préfet, est d'avis qu'il y a lieu de laisser les choses dans le *statu quo*, jusqu'à ce que le Conseil général se soit prononcé sur la question de classement des voies départementales du Nord.

— Approuvé.

V.— M. le Préfet met sous les yeux du Conseil général les pièces de l'instruction concernant la révision des contingents communaux du chemin de grande communication N° 39, de Seclin à La Bassée.

Cette question de révision a été provoquée par la ville de La Bassée, qui demande à être exonérée de toute contribution dans les dépenses d'entretien du chemin N° 39, par la raison que ce chemin ne touche pas à son canton, et serait la cause principale de la ruine de ses marchés.

M. le Préfet prie le Conseil général de fixer la répartition de la manière suivante sur laquelle un accord complet est intervenu :

Seclin	10 75 %
Gondecourt	14 25
Herin	5 »
Allennes-lez-Marais	13 »
Annœullin	20 25
Provin	14 25
Bauvin	17 50
La Bassée	5 »
Ensemble	100 » %

Le 5e bureau, considérant l'accord intervenu entre toutes les communes intéressées, a l'honneur de proposer au Conseil général d'adopter les conclusions du rapport de M. le Préfet.

— Approuvé.

Tramways suburbains. — Roubaix. (5. B.)

M. Roussel-Defontaine présente les deux rapports suivants:

I. — Par délibération du 7 avril 1875, le Conseil général a autorisé la ville de Roubaix à emprunter, pour l'établissement des tramways projetés sur son territoire les routes départementales 14 et 19.

Suivant délibération du 8 juin dernier, le Conseil municipal de Roubaix a demandé la concession d'un réseau de tramways suburbains, destinés à compléter les lignes projetées dans l'intérieur de la ville, en les prolongeant à l'extérieur vers les localités voisines : Mouveaux, Lannoy et Watrelos.

L'utilité des lignes en question n'est pas contestable. Mouveaux, Watrelos et Lannoy forment un centre de population de plus de 19,000 habitants, et les nombreux ouvriers qui habitent ces communes ont intérêt à avoir avec Roubaix une voie de communication facile et économique.

L'exécution de ces lignes ne paraît guère possible qu'à la condition qu'elles soient ajoutées à la concession des tramways intérieurs de Roubaix. De nombreuses difficultés surgiraient si chaque commune devait se charger de la concession d'une ligne d'une faible longueur, sur son territoire, et l'entente entre elles serait sans doute difficile.

Toutefois, avant de soumettre cette affaire à l'enquête du titre 1er de la loi du 3 mai 1841. la ville de Roubaix devra s'entendre avec les communes intéressées pour l'établissement de la ligne N° 2, sur le sol du chemin de grande communication N° 9.

Une seule réserve nous paraît nécessaire. La ligne N° 2, pour arriver à la place de Mouveaux, emprunte la route départementale N° 22, de Tourcoing à Lille, sur 325 mètres. Or, en ce moment, une demande de concession d'établissement d'un tramway de Tourcoing à Mouveaux et à Marcq, sur cette même route N° 22, doit être adressée à M. le Préfet. Si le Conseil général accordait maintenant la concession demandée, jusqu'à la place de Mouveaux, la ligne de Tourcoing à Lille serait peut-être compromise, ou du moins il pourrait surgir des complications, puisque la ville de Tourcoing n'a pas l'intention de traiter avec le concessionnaire de la ville de Roubaix.

Les intérêts de la ville de Roubaix et de Mouveaux, reçoivent, d'ailleurs, une satisfaction suffisante en arrêtant la ligne à la jonction de la route N° 22, c'est-à-dire au milieu de l'agglomération de cette dernière commune.

Sous le bénéfice de ces observations, le 5e bureau a l'honneur de vous proposer d'autoriser la ville de Roubaix à emprunter la route départementale N° 19, en émettant un avis favorable à l'emprunt du chemin de grande communication N° 9, jusqu'à la rencontre de la route départementale N° 22, pour l'établissement des tramways suburbains devant desservir les communes de Watrelos, Lannoy et Mouveaux.

— Adopté.

Tramways. (5. B.)

II. — Le Conseil d'arrondissement de Lille, a émis le vœu suivant :

« Considérant le bas prix d'établissement des tramways et l'utilité de relier, par ce nouveau et économique mode de transport, les localités situées le long de nos grandes routes et éloignées entre elles ou d'un chemin de fer ;

» Considérant qu'une mise en adjudication provoquerait d'autant plus sûrement des demandes que les dépenses à faire sont relativement peu élevées, et que le Nord de la France, par la

densité de sa population, l'importance de son industrie et de son commerce, son sol presque partout plat, est la région la plus favorable à l'établissement de ce nouvel instrument de circulation ;

» Emet le vœu que le Conseil général du Nord mette en adjudication les tramways suivants:

» 1° de Lille à Armentières ;

» 2° de Lille sur Lens par Seclin et Carvin, et de Carvin à Douai ;

» 3° de Lille à Halluin ;

» 4° de Lille à Tourcoing.

D'après la jurisprudence du Gouvernement, c'est aux communes qu'appartient l'initiative des demandes des concessions de réseaux de tramways à établir sur leur territoire ;

Le département n'intervient que pour accorder l'autorisation d'emprunter les routes qui lui appartiennent ;

Le 5e bureau, tout en reconnaissant l'utilité de relier par ce nouveau et économique mode de transport les localités situées le long de nos grandes routes et éloignées entre elles ou d'un chemin de fer, regrette de ne pouvoir donner satisfaction au vœu du Conseil d'arrondissement de Lille.

— Approuvé.

ins de fer
êt local.
–
frais
contrôle.
à 9).

M. Legrand (de Valenciennes) présente le rapport ci-après :

M. le Préfet a mis sous les yeux du Conseil général un rapport par lequel M. l'Ingénieur en chef du département propose de régler, pour 1876, les frais de contrôle et de surveillance au paiement desquels les compagnies de chemins de fer d'intérêt local déclarés d'utilité publique sont assujéties par l'art. 65 de leurs cahiers de charges.

D'après le tableau inséré dans son rapport, les lignes auxquelles s'applique cette obligation sont les suivantes :

Cambrai à Epehi ;
Valenciennes à Douzies ;
Hazebrouck à Templeuve, Don à Hénin-Liétard, Artres à Denain, Denain à Saint-Amand, Lourches à la ligne d'Artres à Denain ;
Bapaume à Marcoing.

L'étendue totale de ces chemins est de 149 kil. 404 m. qui, à raison de 50 fr. par kilom., donnent une somme de. 7,470 20

Il y a lieu d'y ajouter celle de 4616 m. du chemin de St-Waast-la-Haut à la ligne de Douzies, déclarée d'utilité publique par décret du 8 mai 1875, notifié le 19 juin. — Au même taux de 50 fr. par kil., on a 230 80

Les frais de contrôle pour 1876 s'élèveront ainsi à. . . . . 7,701 »

Mais il y a lieu de compter aussi la portion d'indemnité due pour 1875 par les lignes décrétées dans le cours de cette année :

(Séance du 19).

D'une part, celle de Bapaume à Marcoing, pour 345 jours.	262 80
D'autre part, le chemin de St-Waast-la-Haut, pour 237 jours	151 66
Ensemble, pour 1875.	414 46

Le 5e bureau propose en conséquence d'inscrire en recette et en dépense :

1° Au budget rectificatif de 1875, la somme de . . . . . 414 fr. 46
2° Au budget de 1876, sous-chapitre IV, § 2, celle de . . . 7,701 »

— Conclusion adoptée.

Préfecture. — Dépenses pour la réception du Président de la République. (1. B.)

M. Chombard lit les trois rapports qui suivent :

I. — **M. le Préfet** soumet au Conseil général, avec un rapport justificatif à l'appui, un devis présenté par M. l'architecte Marteau et montant à 4,534 fr. 50 c., relatif aux dépenses effectuées à l'occasion du séjour à Lille du Maréchal de Mac-Mahon, les 11 et 12 septembre 1874.

Ces dépenses paraissant convenablement justifiées, le 1er bureau prie le Conseil général d'allouer sur le budget rectificatif de 1875, un crédit de 4,534 fr. 50 cent. pour en assurer le règlement. »

— Crédit alloué.

Édifices départementaux. — Abonnements aux distributions d'eau. (1. B).

II. — Les taxes d'abonnement des édifices départementaux aux distributions d'eau doivent s'élever, en 1876, à une somme totale de 1,168 fr. répartie ainsi que l'indique le rapport de M. le Préfet.

Le 1er bureau prie le Conseil général d'inscrire cette somme au budget de 1876.

— Crédit voté.

Frais de division de cotes des contributions directes entre propriétaires et fermiers. (1. B.)

III. — Le crédit voté par le Conseil général inscrit au budget de 1874 pour frais de division de cotes entre propriétaires et fermiers, et pour frais de confection et de distribution des avertissements relatifs aux rôles auxiliaires de 1875, a été de 6,480 fr.

La dépense pour 1876 devant être à peu près la même qu'en 1875, le 1er bureau propose au Conseil de maintenir au budget de 1875 ce même crédit de 6,480 fr.

Une somme de 138 fr. 76 c. imputable sur le crédit de l'année précédente n'ayant pu être ordonnancée avant le 31 mars, date de la clôture de l'exercice, le 1er bureau, conformément aux propositions de M. le Préfet, prie le Conseil d'autoriser l'inscription au budget rectificatif de 1875, d'un crédit de pareille somme. »

— Conclusion adoptée, crédit voté.

Obligations départementales. — Chevaux réquisitionnés. — Intérêts et emboursement. (1. B.)

M. Goussard. présente quatre rapports ainsi conçus :

I. — Les réquisitions de chevaux pour le service de l'artillerie de la garde nationale mobilisée, ont nécessité une dépense de 631,459 fr. Cette somme a été acquittée au moyen d'obligations départementales productives d'un intérêt de 5 % et remboursables dans un délai de 5 ans.

Une grande partie de ces obligations a été remboursée ; cependant il en reste encore 315 à rembourser, soit pour une somme totale de 170,522 fr.

Le délai de remboursement expirant en janvier et février prochain, M. le Préfet propose au Conseil général l'inscription, au budget rectificatif de l'exercice courant, du crédit

de	170,522 fr. »
auquel il y a lieu d'ajouter pour les intérêts afférents à 1875	8,526 20
Total	179,048 fr. 20

Cette dette à laquelle aucune ressource spéciale n'est affectée pourra être acquittée dans le budget rectificatif de 1875, sur les produits extraordinaires imprévus, sans gréver le budget départemental ni diminuer les allocations faites pour chacun de services.

— Conclusion adoptée ; crédit voté.

Dommages causés par la guerre. (I. B.)

II. — Dans sa session d'avril 1874, le Conseil général a décidé en principe qu'une somme égale à celle qui leur a été allouée sur les fonds de l'Etat serait accordée par le département aux victimes de l'invasion allemande, en trois annuités égales.— Dans sa séance du 22 octobre suivant, il a réglé à 416,478 fr, le montant total de cette somme ; il a inscrit au budget départemental de 1875 un crédit de 138,826 fr. pour le paiement du premier tiers de cet indemnité. Ce paiement a été effectué dans les premiers mois de l'année.

M. le Préfet propose au Conseil général d'allouer un pareil crédit de 138,826 fr. au sous-chapitre XIX du budget de 1876 pour l'acquittement du second tiers.

Le Conseil général s'empressera de confirmer par l'allocation de ce crédit le vote antérieurement émis en faveur de nos compatriotes des arrondissements de Cambrai et d'Avesnes.

— Crédit alloué.

Dépenses de guerre. — Reversement au Trésor. (I. B.)

III. — Le département du Nord a cédé à celui de la Lozère, pour le service de la mobilisée, 3,500 couvertures, à raison de 7 fr. 75 c., soit pour une somme de 27,125 fr. qui fut payée au moyen d'un mandat délivré, sur les fonds de l'Etat, et versée dans la caisse départementale à titre de remboursement.

De son côte, M. le Préfet de la Lozère délivra, pour le même objet, un mandat de la susdite somme de 27,125 fr., qui fut également versée dans la caisse départementale.

Mais la loi du 11 septembre 1871 ayant mis les dépenses de l'espèce à la charge de l'État, et le compte des dépenses du département concernant la mobilisée, se trouvant entièrement réglé, sauf pour les batteries d'artillerie, les sommes ci-dessus doivent faire retour au Trésor.

En ce qui concerne le premier versement, un arrêté de virement l'a distrait de la caisse départementale pour le rattacher à celle du Trésor.

Reste le second versement pour lequel il y a lieu de prendre les dispositions pour l'inscription au budget rectificatif de 1875, d'un crédit d'ordre destiné à permettre la régularisation de cette affaire.

(Séance du 19)

Votre 1er bureau vous propose l'inscription en recette et en dépense au budget rectificatif de 1875, d'un crédit de 27,125 fr. pour le motif sus-énoncé.

— Conclusion adoptée.

Centimes extraordinaires annuels. (1. B).

IV. — Le Conseil général vote depuis plusieurs années une imposition extraordinaire de 12 centimes, maximum autorisé par la loi.

Le vote de ces 12 centimes est également indispensable pour l'année 1876.

L'emploi en serait ainsi réglé :

Subvention pour travaux neufs et de grosses réparations des routes et des chemins de grande communication			166,954 94
Subvention pour la construction des chemins d'intérêt commun			106,733 07
Subvention pour l'exécution des chemins vicinaux ordinaires, de la première et de la deuxième catégories.	494,000 »		
Secours aux communes pour l'amortissement de leurs emprunts en vue de l'achèvement de ces chemins.	464,250 »		958,250 »
Emprunt de 15 millions. — Amortissement, valoir			304,520 63
Total.			1,536,458 64

Somme égale au produit présumé des 12 centimes.

Le Conseil général remarquera que la plus-value des centimes départementaux, a pour effet d'élever le montant de la somme disponible à la moitié environ de la somme annuellement affectée à l'amortissement de l'emprunt départemental de 1870.

— Conclusion adoptée.

Casernes de gendarmerie. — Frais d'éclairage. (1. B.)

M. Desmyttère lit un rapport ainsi conçu :

Pour se conformer au désir exprimé par le Conseil général dans sa séance du 27 octobre 1874, M. le Préfet a demandé à MM. les maires de Lille, Douai et Cambrai si ces villes consentiraient à se charger, à partir du 1er janvier 1876, des frais d'éclairage des casernes de gendarmerie établies dans ces localités.

MM. les maires de Lille et de Cambrai ont fait connaître qu'il ne leur paraissait pas possible d'ajouter à leur budget cette dépense, qui n'a rien de communal.

Le Conseil municipal de Douai a nommé une commission spéciale pour étudier la question. Malgré plusieurs rappels, le travail de cette commission n'est pas encore parvenu à la Préfecture.

Dans cette situation, M. le Préfet prie le Conseil général d'ouvrir, au budget de 1876, le crédit ordinaire de 1,340 fr. pour frais d'éclairage au gaz des casernes de Lille, Douai et Cambrai pendant l'année prochaine.

Cette somme se décompose de la manière suivante :

Caserne de Lille (rue de Thionville.	800	»
— — (rue du Faisan).	400	»
— de Douai	90	»
— de Cambrai	50	»
Total	1,340	»

Le 1er bureau propose le vote de la somme de 1,340 fr. en priant M. le Préfet de vouloir bien faire examiner si le chiffre de 1,200 fr. pour l'éclairage des casernes de Lille n'est pas trop élevé.

M. le comte d'Hespel demande pourquoi les frais d'éclairage de certaines casernes de gendarmerie sont supportés par le département, tandis que, pour d'autres, ils sont à la charge des communes.

M. le Préfet répond qu'en général les frais d'éclairage des casernes de gendarmerie sont à la charge, non pas des communes. mais des gendarmes eux-mêmes. Si le département prend à sa charge l'éclairage de certaines casernes, c'est qu'il s'agit d'un éclairage extraordinaire nécessité par les besoins d'un service plus important et plus compliqué, intéressant la sûreté générale et l'ordre public.

— Le crédit de 1340 fr. mis aux voix est voté.

Caserne de gendarmerie du Quesnoy. — Installation de becs de gaz. (I. B.)

M. Desmyttère lit un second rapport en ces termes .

« M. le Préfet a soumis au Conseil général un rapport présenté par l'architecte départemental de l'arrondissement d'Avesnes et montant à 300 fr., relatif à l'installation de trois becs de gaz à la caserne de gendarmerie du Quesnoy.

» La dépense annuelle d'éclairage est évaluée à 120 fr. mais il ne faut pas dissimuler au Conseil que cette dépense paraît trop élevée à M. le Préfet.

» Il laisse à l'Assemblée le soin de décider s'il y a lieu d'autoriser l'établissement des trois becs dont il s'agit. Dans l'affirmative, il conviendrait d'inscrire au budget de 1876 un crédit de 300 fr. pour cet établissement et une autre somme pour frais d'éclairage.

» Le 1er bureau est d'avis qu'il n'y a pas lieu de voter le crédit proposé. »

— Approuvé.

Coudekerque-Branche. — État civil. — Création d'un 2e bureau. (I. B.)

Lecture est donnée par **M. le comte d'Hespel** du rapport qui suit:

M. le Préfet a transmis à M. le Ministre de l'Intérieur le vœu émis par le Conseil général, dans sa séance du 30 août 1872, au sujet de la création d'un second bureau d'état-civil dans la commune de Coudekerque-Branche.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque avait émis le même vœu en 1872; le Conseil général l'avait appuyé auprès de MM. les Ministres de l'Intérieur et de la Justice. Par sa lettre en date du 14 janvier 1873, M. le Ministre de l'Intérieur répond que d'accord avec son collègue de la Justice il lui est impossible de faire droit au vœu du Conseil d'arrondissement de Dunkerque. M. le Ministre fait observer que la plus grande distance à parcourir par les habitants de Coudekerque-Branche au bureau de l'état-civil n'est que de 2 kilom., que cette distance va être encore diminuée par l'établissement de deux ponts par le chemin de fer de Dunkerque à Furnes, l'un sur le canal des Moëres, l'autre sur le canal de Bergues, et qu'enfin ce bureau d'état-civil devrait être tenu par l'instituteur, ce qui présenterait de graves inconvénients. Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque ne répond pas aux objections présentées par M. le Ministre. Dans cette situation le 1er bureau propose au Conseil général d'ajourner le vœu du Conseil d'arrondissement de Dunkerque.

M. le Préfet croit que les observations présentées par le ministre ne sont pas sans réplique. Malgré l'établissement des ponts, il n'est pas moins vrai qu'il y a une partie considérable de la commune qui est séparée de l'autre. La commune de Coudekerque-Branche entoure la ville de Dunkerque ; elle est coupée en deux par un canal et par le chemin de fer. Il y a certainement des obstacles à l'accès facile du bureau de l'état-civil, qui est situé au centre de la commune. Si le Conseil général n'appuie pas le vœu du Conseil d'arrondissement de Dunkerque, il est à craindre qu'il se produise une demande en disjonction. Ce serait un plus grave inconvénient que la création d'un second bureau de l'état-civil. Il est à désirer que la commune de Coudekerque-Branche ne soit pas scindée et qu'une commune importante puisse être conservée à l'entour de Dunkerque.

Le Rapporteur répond que M. le Préfet s'est borné, dans son rapport, à sanctionner la réponse négative du Ministre, sans ajouter aucune reflexion. D'un autre côté, le Conseil d'arrondissement de Dunkerque, dans le vœu qu'il a exprimé, n'a répondu à aucune des objections du Ministre. Le Ministre a fait observer que la distance pour arriver du point le plus éloigné de la commune au bureau de l'état-civil n'excède pas 2 kilomètres ; que cette distance a encore été diminuée par deux ponts construits par la Compagnie du chemin de fer de Dunkerque à Furnes, qu'en outre le bureau doit être tenu par l'instituteur et que c'est un grave inconvénient pour un chef de municipalité, d'avoir sous ses ordres un agent qui n'est pas un agent direct. Le 1er bureau a pensé que c'était au Conseil d'arrondissement de Dunkerque qu'il appartenait de faire valoir ses raisons et de répondre aux objections opposées par le Ministre. Jusque là, le Conseil général ne peut qu'ajourner l'émission d'un nouveau vœu.

M. le Préfet dit que le Conseil d'arrondissement de Dunkerque a pu omettre de répondre. Quant à la dernière objection formulée par le rapporteur, il faut bien remarquer que dans 500 communes du département environ, l'instituteur est secrétaire de mairie.

Le Rapporteur réplique que, dans ce cas, il a la qualité de secrétaire de mairie, et dépend dès lors du maire.

M. le Préfet ne trouve pas la situation bien différente. On nommera l'instituteur secrétaire de la mairie pour le bureau de l'état-civil. Il suffira de lui accorder une allocation de 150 fr. peut-être, et il sera à la disposition du maire comme tous les secrétaires de mairie. L'objection est donc sans valeur.

M. le Préfet répète que s'il n'est pas donné suite au vœu, une demande de disjonction est probable. Il existe en ce moment une certaine animosité entre les deux parties de la commune à raison de ce fait qu'il n'y a pas de bureau de l'état-civil dans la partie qui est séparée du centre de la commune par le chemin de fer et par le canal. Il n'est pas certain que si on lui refuse satisfaction sur ce point sans grande importance, une commune populeuse, qui a des ressources suffisantes, ne se divise en deux communes qui auront alors plus de peine à vivre.

Le Rapporteur répond que si l'on accordait des bureaux de l'état-civil distincts à toutes les fractions des communes, qui ne sont pas plus éloignées du centre, on arriverait à en créer dans presque toutes les communes. L'honorable membre est maire d'une localité où pour arriver d'une extrémité de la commune au bureau de l'état-civil, il y a quatre kilomètres à faire. On demandera donc aussi un bureau de l'état-civil distinct.

M. Goussard dit que déjà le Conseil d'arrondissement a émis à ce sujet un vœu qui a reçu l'appui du Conseil général. Le Gouvernement a fait des objections, et aujourd'hui le Conseil d'arrondissement renouvelle le même vœu, sans discuter aucune des raisons du Ministre. Il paraît difficile que le Conseil général appuie purement et simplement ce vœu alors qu'aucune des objections qui ont été faites n'est refutée. Le Conseil d'arrondissement aurait dû au moins dire par quels motifs il persiste dans son opinion.

M. le Préfet pense que, dans ce cas, il conviendrait de surseoir à statuer jusqu'à plus ample information.

Le Rapporteur fait remarquer que le bureau ne propose pas de repousser le vœu, mais d'en ajourner l'examen, ce qui arrive en définitive au résultat que désire M. le Préfet.

— Après ces observations, les conclusions sont mises aux voix et adoptées.

Tribunaux. — Entretien des bâtiments. (2e B.)

M. Pierre Legrand lit le rapport qui suit :

L'année dernière, il a été pourvu à l'entretien des bâtiments des tribunaux au moyen d'un crédit de 2,600 fr. Le crédit alloué pour le tribunal et la salle d'assises de Douai paraissant insuffisant, M. le Préfet pense qu'il y a lieu de l'élever de 250 à 350 fr., et prie en conséquence le Conseil général de porter à 2,700 fr, le crédit à affecter en 1876 aux dépenses d'entretien des bâtiments des tribunaux.

Cette dépense serait répartie ainsi qu'il suit :

Tribunal d'Avesnes.	250 fr.
— de Lille.	1,500
— de Dunkerque.	350
— de Douai.	350
— de Valenciennes.	250
Total égal	2,700 fr.

Le 2e bureau propose de voter ce crédit.

— Crédit voté.

Industrie houillère. — Vœu.

M. des Rotours donne lecture de la proposition suivante :

« Les soussignés ont l'honneur de proposer d'émettre un vœu ainsi conçu :

» Le Conseil général,

» Considérant qu'il résulte des documents statistiques qui lui ont été fournis par MM. les Ingénieurs des Mines:

» 1° Qu'un certain nombre de concessions houillères restent entièrement inexploitées ;

» 2° Que la production houillère a été inférieure en 1874 de 2,426,000 quintaux à celle de 1873, bien que celle-ci fût loin d'être en rapport avec les besoins de la consommation et les possibilités des périmètres concédés ;

» Que si un certain nombre de Compagnies, notamment celle de Bully-Grenay, ont fait les plus louables efforts pour la mise en cours d'exploitation de leur périmètre concédé, il en est d'autres qui laissent leurs concessions complètement inexploitées et ne donnent à leurs exploitations qu'un développement insuffisant ;

» Considérant que cette situation, si elle se continuait, constituerait un sérieux danger pour les intérêts industriels de la région;

» Qu'elle est d'ailleurs la violation des obligations imposées aux Compagnies par leurs cahiers de charges;

» Pour ces motifs,

» Émet le vœu :

» Que le Gouvernement usant des droits qu'il tient de la loi et des stipulations des cahiers de charges et des actes de concession, oblige toutes les Compagnies à mettre leurs concessions en activité et à donner à leurs extractions un développement en rapport avec les besoins de la consommation et les possibilités de leur périmètre. »

Signé: DES ROTOURS, JULES BRAME.

— Renvoi au 4e bureau.

M. le Président annonce qu'à l'ouverture de la prochaine séance, il sera procédé à la nomination de la Commission départementale.

M. Legrand (de Valenciennes), demande qu'il soit décidé dès à présent que la séance de amedi ait lieu à neuf heures du matin.

-- Cette proposition est adoptée.

L'ordre du jour étant épuisé, le Conseil s'ajourne à demain, à deux heures.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Le Secrétaire,
LEGRAND (DE LECELLES).

Le Président,
MAILLIET.

Séance du Vendredi 20 Août.

La séance est ouverte à deux heures et demie.

Président ; **M. Plichon**.

Secrétaire : **M. Desrousseaux.**

Sont présents :

MM. Guillemin, Mailliet, Levent, Emond, Marie Soufflet, Boulangé, baron de l'Épine, de Carnières, Rouez, Berteaux, Stiévenart-Béthune, Leleu, Telliez, Dutemple, Ch. Seydoux, Crépin, Macarez, Billet, Merlin, Giroud, Fiévet, baron de Boureville, des Rotours, Joos, de Coussemaker, Gustave Lemaire, Trystram, Goussard, Goudaert, Bergerot, Lotthé, Desmyttère, Joets de Métershof, Massiet du Biest, Duquenne, Beck, Pouchain, Jules Brame, comte d'Hespel, Chombart, Descat, Jules Dutilleul, Soins, Morisson, Testelin, Desmoutiers, Deleporte-Bayart, Van der Straeten, Roussel-Defontaine, Caullet, Renard, Emile Delerue, L. Legrand (de Lecelles), Bultot, L. Legrand (de Valenciennes).

Sont absents : MM. Leurent, de Marsilly, Deregnaucourt.

M. le Conseiller d'État Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal de la dernière séance, lu par **M. Desrousseaux**, est adopté.

M. le Président donne lecture de la liste des rapports terminés et qui composent l'ordre du jour.

Aucun ajournement n'étant demandé, les rapports sont successivement appelés.

M. Beck présente les trois rapports ci-après :

Société de secours mutuels. (3e B.)

I. « — M, LE PRÉFET met sous les yeux du Conseil général le rapport de M. Ducrocq, Inspecteur des sociétés de secours mutuels du département, sur la situation de ces associations en 1874.

Ce rapport très-complet fait connaître exactement la situation, qui est très-satisfaisante.

Le 3e bureau propose, comme les années précédentes, l'inscription d'un crédit de 3,000 fr. pour encouragement aux sociétés de secours mutuels. »

— Le crédit est alloué.

Société d'émulation de Roubaix. 3 B.)

II. — « M. LE PRÉFET met sous les yeux du Conseil général, une demande par laquelle la Société d'émulation de Roubaix, instituée depuis 1868 et régulièrement autorisée par arrêté du 24 fevrier 1869, pour l'étude et le développement du progrès des sciences, des lettres, des arts et de l'industrie, sollicite une allocation annuelle sur les fonds du département pour l'aider dans la publication de ses travaux.

Le 3e bureau, considérant que l'institution de la Société d'émulation de Roubaix est louable et utile propose au Conseil de lui accorder à titre d'encouragemens, une somme de 300 fr. pour l'année 1876. »

— Crédit voté.

Société française de tempérance.

—

Manuel d'instruction populaire. (3e B.)

III. — « Pour répondre au vœu que le Conseil général a émis dans sa séance du 24 octobre 1874, M. le Prélet fait connaître qu'il a fait comprendre le *Manuel d'instruction populaire* publié par la Société française de tempérance (*Dangers de l'abus des boissons alcooliques*), au nombre des livres destinés aux bibliothèques scolaires. Ainsi deux cents exemplaires de l'ouvrage recommandé se trouvent répandus dans les communes du département et mis à la disposition de nombreux lecteurs.

Le Conseil donne acte à M. le Préfet de sa communication. »

— Acte est donné.

Le rapport qui suit est présenté par **M. Telliez :**

Association vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais. (3e B.)

« Depuis longtemps une subvention annuelle de 300 fr. est accordée sur les fonds du département à l'association vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais. M. le Préfet communique au Conseil général la lettre par laquelle la société fait connaître l'emploi de ses ressources en 1874 et sollicite la continuation de cette subvention pour 1876.

Le 3e bureau propose le vote de cette allocation. »

— Crédit voté.

M. Victor Pouchain dépose un projet de vœu ainsi conçu :

Postes.

—

Bureau d'Armentières.

—

Vœu.

« Considérant que le bureau de poste d'Armentières n'est plus en rapport avec l'importance de son industrie ;

Considérant que la population à desservir est de 45,000 habitants, tandis qu'elle était seulement de 20,000 habitants, il y a une quinzaine d'années ;

Considérant que le produit net qui n'était que de 12,000 fr. en 1855 s'élève aujourd'hui à 75,000 fr. ;

Considérant que la distribution du courrier du matin n'est souvent terminée que vers onze heures.

J'ai l'honneur d'proposer au Conseil général d'émettre le vœu que la distribution du premier courrier soit terminée à neuf heures. »

Signé : Victor POUCHAIN.

— Renvoi au 4e bureau.

M. Berteaux présente le rapport ci-après :

Ecole riculture de rsailles. r B.)

« Dans sa session d'octobre 1874, le Conseil général, saisi d'une proposition relative au vote d'une somme de 1,000 fr. pour la création de deux demi-bourses départementales à l'Ecole d'horticulture de Versailles, a exprimé le regret de ne pouvoir l'accueillir, fondant le rejet de la proposition sur le motif qu'il existe à Douai un enseignement complet sur la matière, rétribué par le département.

Aujourd'hui M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, par une nouvelle circulaire faisant ressortir tous les avantages de cette fondation, adresse un nouvel appel à ceux des Conseils généraux qui n'ont pas cru jusque-là devoir y répondre.

Examen fait de la question, cette création paraissant avoir une importance sérieuse, plusieurs départements ayant répondu à cet appel, et d'ailleurs, l'enseignement de ce genre qui existe à Douai n'étant pas public, puisqu'il n'est donné qu'aux élèves instituteurs de l'École normale ;

» Le 3e bureau est d'avis d'accorder seulement 1/2 bourse, à titre d'essai, à l'École d'horticulture de Versailles, si elle est demandée par un élève du département, et en conséquence propose de voter à cet effet un crédit de 500 fr. »

— Le crédit est voté.

M. Caullet présente un rapport ainsi conçu :

s assistés. — tuation nérale. r B.)

» M. le Préfet a communiqué au Conseil général le rapport de M. l'Inspecteur départemental des enfants assistés et les documents à l'appui, sur la situation de ce service en 1874.

Il résulte de ce rapport et des tableaux y annexés que les enfants recueillis ou secourus temporairement par l'assistance départementale se trouvaient, le 31 décembre 1874, au nombre de 1,793, savoir :

Enfants de 1 jour à 12 ans	759 »
Enfants de 12 à 21 ans, dits pupilles de l'assistance. . . .	630 »
Enfants secourus temporairement	404 »
Total égal	1,793 »

La comparaison de cette situation avec celle qui a été constatée au 31 décembre 1873, présente, d'après le rapport de M. le Préfet, les résultats suivants :

(Séance du 20).

	NOMBRE au 31 décembre 1873.	NOMBRE au 31 décembre 1874.	Augmentation pour 1874.	Diminution pour 1874.
1° ENFANTS DE 1 AN A 12 ANS.				
Enfants trouvés	15	11	»	4
Enfants abandonnés.	616	549	»	67
Orphelins pauvres	225	199	»	20
	856	759	»	97
2° PUPILLES DE L'ASSISTANCE.				
De 12 ans à 21 ans	585	630	45	»
3° ENFANTS SECOURUS.				
Temporairement	324	404	80	»
RÉSUMÉ.				
1re catégorie.	856	759	»	97
2e id.	585	630	45	»
3e id.	324	404	80	»
Totaux	1,765	1,793	125	97
Soit une augmentation sur l'ensemble des enfants assistés. 28 enfants.				

Il ressort de cet exposé que si le nombre des enfants de la 2e et de la 3e catégories a augmenté sensiblement, celui de la 1re a diminué dans une proportion notable. Cette situation a produit d'ailleurs, comparée à celle de 1873, une diminution de dépense d'environ 9,000 fr.

La situation générale du service de l'assistance publique dans le Nord est donc satisfaisante.

En effet les placements chez le nourriciers se font dans de bonnes conditions.

Les rapatriements s'effectuent facilement.

La mortalité a subi une diminution totale de 40 % sur le chiffre de 1873.

Les médecins des bureaux de bienfaisance continuent à donner leurs soins gratuitement avec zèle et dévouement aux enfants de l'assistance.

Les comités de patronage fonctionnent assez régulièrement.

Le personnel de l'inspection ne pouvant, à raison de l'important travail de bureau dont il

est chargé, visiter, aussi fréquemment que l'exigerait le bien du service, les enfants confiés à sa surveillance, M. le Préfet pense qu'il serait utile de lui adjoindre un auxiliaire pour le travail du bureau et, à cet effet, il propose au Conseil général la création d'un employé spécial, pour le service des bureaux de l'inspection, avec un traitement de 1,200 fr. par an prélevé sur le crédit applicable au service général des enfants assistés. Le besoin de cet auxiliaire se faisant de plus en plus sentir, le 3e bureau est d'avis qu'il y a lieu d'accéder à la demande de M. le Préfet.

Voici maintenant, d'après le rapport de M. le Préfet, la situation financière :

DÉPENSES DE L'ANNÉE 1874.

Les dépenses du service se sont élevées pour l'année 1874, à	188,437 fr. 17
Le crédit alloué étant de	220,000
Il y a un reliquat de	31,562 f. 83

Ces dépenses se répartissent comme suit :

1° DÉPENSES EXTÉRIEURES

Frais de séjour dans les hospices.	37,381 fr. 80	
Layettes	2,658 15	
Remboursements aux autres départements d'avances de frais de séjour et de layettes.	430 47	40,470 fr. 42

2° DÉPENSES EXTÉRIEURES.

Secours temporaires	30,926 fr. 70	
Frais de pension à la campagne.	84,064 90	
Frais de vêtures.	32,133 53	
Frais d'imprimés	329 30	147,966 75
Remboursements aux autres départements d'avances de frais de vêtures et de pension à la campagne	512 23	
Total égal		188,437 fr. 7

En déduisant de ce total :

1° Le 5e des dépenses intérieures incombant à l'État. . .	8,004 fr. 77	
2° Le 5e des dépenses extérieures à la charge des communes. .	29,593 35	
3° Le produit des sommes remboursées par divers départements pour enfants leur appartenant	797 24	
4° L'indemnité sollicitée de l'État pour dépenses occasionnées par des enfants d'origine étrangère.	mémoire.	
Ensemble.	38,395 fr. 36	38,395 35

Les dépenses à la charge du département pour le service des enfants assistés se réduisent en réalité, pour l'année 1874, à 150,041 fr. 81

(Séance du 20).

PROPOSITIONS BUDGÉTAIRES POUR 1875.

Le crédit de 220,000 fr. alloué en 1874 a présenté, comme on l'a dit ci-dessus, à la clôture de l'exercice, un reliquat de 31,562 fr. 83.

D'après les évaluations de M. l'Inspecteur et, eu égard aux augmentations de dépenses devant résulter de l'élévation des prix de pension et de la création d'un employé spécial pour l'inspection, un crédit de 210,000 fr. serait suffisant, suivant les prévisions de M. le Préfet, pour pourvoir à tous les besoins du service de 1876, il propose en conséquence au Conseil général, pour l'année 1876, l'allocation d'un crédit de 210,000 fr., qui serait réparti de la manière suivante :

DÉPENSES INTÉRIEURES.

1° Frais de séjour dans les hospices	37,300 fr.	»	
2° Layettes	2,700	»	41,000 fr. »
3° Remboursement d'avances aux départements	1,000	»	

DÉPENSES EXTÉRIEURES.

1° Secours temporaires	31,000	»	
2° Frais de pension des enfants à la campagne ; allotions réglementaires ; frais de déplacement, de maladies, etc.	102,000	»	
3° Vêtures	33,000	»	
4° Traitement de l'employé spécial de l'inspection	1,200	»	169,000 »
5° Indemnité au chef de la 3e division	600	»	
6° Indemnités aux préposés des hospices dépositaires de Lille, Cambrai et Dunkerque	600	»	
7° Imprévu	600	»	
			210,000 fr. »

Il serait pourvu à ces dépenses au moyen :

1° d'un prélèvement sur les ressources ordinaires du département	168,000 fr. »
2° de l'inscription en recette du 5e des dépenses intérieures, à la charge de l'État	8,200 »
De l'inscription en recette du 5e des dépenses extérieures incombant aux communes, lequel serait réparti entre toutes les communes, au prorata de leurs ressources ordinaires, conformément aux décisions prises par le Conseil général dans sa dernière session, à	33,800 »
Total égal	210,000 f. »

En conséquence,

Le 3e bureau, tout en remerciant M. le Préfet des renseignements utiles contenus dans

son rapport, propose au Conseil général d'inscrire au budget de 1876, la somme de 210,000 fr. pour le service des enfants assistés du département.

— Le crédit est alloué.

M. Gustave Lemaire présente le rapport suivant :

Routes nationales. (1re B.)

« Il résulte du rapport de M. l'Ingénieur en chef des ponts-et-chaussées que la situation générale des quinze routes nationales, qui traversent le département du Nord, n'a pas sensiblement changé depuis l'année dernière, qu'elle reste médiocre et périclitante. Ces routes, bien que l'hiver dernier ait été peu rigoureux, n'en ont pas moins éprouvé des dégradations qui ne pourront que difficilement être réparées à l'aide des ressources de l'entretien. La principale cause de la détérioration progressive du réseau, c'est l'insuffisance des crédits alloués chaque année pour l'entretien de ces grandes voies de communication, qui sont un des éléments essentiels du maintien et du développement agricole, industriel et commercial de notre pays. M. le Préfet, vivement ému de cette situation, a fait connaître à M. le Ministre des Travaux publics que, dans les conditions actuelles et malgré toute l'habileté de MM. les Ingénieurs et l'intelligente direction de leur service, il n'était plus possible de conjurer le mal ni de faire face aux améliorations réclamées à juste titre par les populations, et a joint ses pressantes sollicitations à celles du Conseil général pour obtenir une élévation des crédits.

Les routes à entretenir présentent un développement total de 592,211 mètres ainsi réparti :

Chaussées pavées	535,138 m ou 91 %.
Chaussées empierrées	57,073 m ou 9 %.

Celles de ces voies de communications qui laissent le plus à désirer sont les routes :

N° 17 entre Roncq et la frontière belge;
N° 40 entre Loon et Grande-Synthe et au-delà de Rexpoëde;
N° 41 entre Lille et la frontière belge;
N° 42 entre Nieppe et Bailleul, et entre Caestre et l'Hazewinde;
N° 45 entre St-Amand et Vicoigne.

Il est indispensable, pour entretenir convenablement ce vaste réseau, que le montant total des crédits affectés à son entretien soit porté à 700,000 fr.; c'est la somme que le Conseil général a toujours demandée depuis la brusque réduction opérée en 1865 sur le budget des routes nationales.

La dotation de l'entretien de ces routes n'a été en 1870, 1871, 1872, 1873 et 1874 que de 515,000 fr.

Les crédits pour travaux de grosses réparations étaient en 1871 de 78,620 fr.; ils ont été en 1872 portés à 99,430 fr.; en 1873 réduits à 72,170 fr.; et en 1874 ils subissaient une nouvelle réduction et ne s'élevaient qu'à 69,050 fr.

Le Conseil général, dans sa session d'octobre dernier, avait demandé avec une vive insistance :

1° Que le crédit des routes nationales fût porté en 1875 au chiffre minimum	550,000 fr.
2° Celui pour travaux de grosses réparations de ces routes à	100,000 fr.
Ensemble	650,000 fr.

(Séance du 20).

3° Qu'enfin, pour l'élargissement des passages militaires il fût ouvert en 1875 un crédit minimun de . . . . . 100,000 fr.

Ces vœux ont été accueillis dans une certaine mesure :

1° La dotation de l'entretien, qui était de 515,000 fr. en 1874, a été portée en 1875 à . . . . . 525,000 fr.

2° L'ensemble des crédits pour travaux de grosses réparations, sur la 2e catégorie du budget ordinaire, qui était en 1874 de 69,005 fr. est pour le présent exercice de 96,300

Ensemble . . . . . 621,300 fr.

Mais si, d'une part, ces deux crédits comparés à ceux obtenus en 1874 présentent une élévation d'ensemble 37,250 fr., d'autre part le crédit pour l'élargissement des passages militaires a subi un abaissement de 30,798 fr., 48. En effet ce crédit qui était en 1874 de 50,800 fr. n'est plus en 1875 que de 20,001 fr.52 c.

Nous regrettons profondément que l'exiguité des ressources mises à la disposition de M. le Ministre des Travaux publics ne lui ait pas permis d'ouvrir en 1875 de plus larges crédits pour les travaux d'entretien, de grosses réparations et d'amélioration de nos routes nationales. mais nous espérons que, touché de la nécessité d'apporter un prompt remède à la détérioration toujours croissante du réseau, il trouvera le moyen, pour les crédits à ouvrir en 1876, de céder aux vœux réitérés du Conseil général.

ENTRETIEN.

L'utilité de l'empierrement des zônes latérales des chaussées pavées a été reconnue par le service des ponts-et-chaussées, et ce travail s'effectue progressivement dans la mesure des faibles ressources qui peuvent y être appliquées.

On continue la grande opération du nivellement général du département du Nord. Elle embrassera sur les routes nationales un développement total de 591,894 mètres et donnera lieu à la pose d'environ 420 repères métalliques. Ce travail sera terminé en 1875 ainsi que la pose des plaques altitudinales des repères. La confection des plans d'alignement avance lentement; sur 147 traverses de villes et villages, il y avait au 31 décembre 1874, 116 plans homologués, 19 projets étudiés, 5 projets à l'étude; il reste donc à étudier 7 projets.

TRAVAUX NEUFS ET DE GROSSES RÉPARATIONS.

1re *section. — Service ordinaire.*

Les crédits, d'ensemble 96,300 fr., alloués en 1875 pour grosses réparations ont servi à effectuer les travaux suivants :

Route N° 17.	Suppression d'un cassis dans la traversée de Gouzeaucourt . .	7,000 fr.	»
— N° 29.	Remaniement à l'extrémité de St-Saulve	9,000	»
— N° 39.	— dans la traversée d'Inchy	1,100	»
— —	— dans la traversée de Châtillon	500	»
	A reporter	17,600 fr.	»

	Report	17,600fr.»
Route N° 43.	Remaniement de la chaussée entre Auberchicourt et Lewarde	20,000 »
— N° 45.	— sur 1,500 mètres à partir du point kilom. 49 .	10,000 »
— —	— de la chaussée entre les points kilom. 31 k. 1 et 34 k. 5	15,000 »
— —	— sur 1,300 m. à partir du point kilom. 53 k. 900	10,000 »
— N° 45.	Reconstruction du tablier du pont sur le fossé de retranchement, 85, à la porte Ferrand, à Valenciennes	3,735 21
— N° 48.	Remaniement sur 1,000 mètres dans la traversée de Bruay.	10,000 »
— —	Remaniement entre Fresnes et la frontière belge	9,964 79
	Total égal	96,300 fr. »

Il reste encore à exécuter un grand nombre de travaux de grosses réparations dont les projets ont été approuvés. Ceux qui présentent un caractère d'urgence sont les suivants:

Route N° 12. Restauration du pavage entre Avesnes et Maubeuge.
Route N° 16. Remaniement de la chaussée pavée dans la traversée de Dunkerque, rue de Lille et rue Royale.
— — Remaniement de la chaussée et des trottoirs de la traverse d'Hazebrouck, rue de la Clef, sur une longueur de 375 m.
— — Remaniement de la chaussée pavée à la porte de Gand à Lille et entre Roncq et Halluin.
— N° 29. Reconstruction du pont de Douchy sur la Selle.
— N° 39. Construction de canivaux pavés dans la traverse de la Groise.
— — Remaniement de la chaussée pavée de la traverse de Beaumont.
— N° 42. Remaniement de la chaussée à Nieppe et à l'entrée de Bailleul.
— — Construction de zônes empierrées entre Lille et Armentières.
— — Restauration du pont de Nieppe et adoucissement des rampes aux abords.
— N° 48. Achèvement du remaniement entre Fresnes et la frontière belge.

TRAVAUX NEUFS EXTRAORDINAIRES.

2e *section.* — *Traversée des fortifications.*

Ces travaux s'exécutent au moyen de crédits spéciaux. Ceux ouverts pour l'année courante ne s'élèvent qu'à 20,001 fr.,52 c.; ils ont été appliqués aux améliorations suivantes:

Route N° 2.	Rectification entre la rue de Mons à Avesnes et le passage à niveau du chemin de fer d'Aulnoye à Anor	732 fr. 35
— —	Rectification à l'entrée d'Avesnes à la porte de France . .	2,977 69
— N° 41.	Rectification à Lille entre la nouvelle porte de Béthune et la Grande-Place.	16,291 48
	Total égal	20,001 fr. 52

Les travaux de cette catégorie dont l'exécution présente un caractère d'urgence sont :

Route N° 2. Élargissement des ponts et passages militaires dans la ville de Maubeuge à la porte de France.

— N° 17. Élargissement de la porte de Selles, à Cambrai.

— — Élargissement de la porte de Lille, à Douai.

— N° 43. Amélioration des passages militaires à Douai, à la porte de Béthune.

— N° 45. Élargissement de la porte de Lille, à Valenciennes.

Il résulte du rapport de M. l'Ingénieur en chef que les projets approuvés pour travaux neufs et de grosses réparations se montent à la somme totale de . . . 2,191,423 fr. 22 c.
que les crédits antérieurs à 1875 et ceux de 1875 s'élèvent à . . . 592,698 » 69

Il reste donc à allouer une somme de . . . . . 1,598,724 fr. 53 c.

M. le Préfet, nous fait connaître que la Compagnie du chemin de fer du Nord vient de terminer le passage supérieur qui doit remplacer le passage à niveau existant dans l'intérieur même de la gare sur la route nationale N° 45, à la sortie de Valenciennes, et que le service de la navigation va reconstruire et relever le pont du Mouton-Noir au moyen duquel, à l'extrémité même de ce passage, la route franchit l'Escaut. — Que, sur la route nationale N° 17, la ville de Lille a procédé aux expropriations nécessaires pour l'élargissement du passage dangereux de la rue des Manneliers et y poursuit les travaux avec activité. — Qu'enfin les travaux accessoires de la rectification de la route nationale N° 41, entre la nouvelle porte de Béthune et la Grande-Place de Lille, seront probablement aussi terminés cette année. Une allocation de 16,291 fr.,48 inscrite au budget de 1875 permettra de compléter le versement de la subvention de 135,000 fr. fournie, à cet effet, sur les fonds du Trésor à la ville de Lille.

M. le Préfet ajoute que M. le Ministre des Travaux publics lui a fait connaître que, malgré l'intérêt qui s'attache à l'élargissement des passages militaires, intérêt qu'il ne méconnait pas d'ailleurs, l'exiguité des ressources mises à sa disposition ne permettait d'entamer aucun travail nouveau, et que les premiers crédits, dont l'administration pourra disposer sur les fonds des rectifications, devront être employés à acquitter la subvention de 300,000 fr. promise pour l'élargissement de la rue des Manneliers, à Lille.

VŒUX DES CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.

Dunkerque appuie les propositions des Ingénieurs, demande l'achèvement du remaniement de la chaussée pavée dans la traversée de Dunkerque, rue de Lille et rue Royale (route N° 16), et la mise en entretien de la portion de la route N° 40 entre Gravelines et Dunkerque.

Le remaniement de la chaussée pavée de la route N° 16 est signalé dans l'exposé du présent rapport comme présentant un caractère d'urgence, et le projet de mise en entretien de la route N° 40 entre Dunkerque et Gravelines est actuellement à l'étude.

Hazebrouck demande que les travaux de remaniement du pavage ou d'élargissement de la route nationale N° 16 dans la traverse d'Hazebrouck soient entrepris le plus promptement possible; que ceux de remaniement de la route N° 42 entre Bailleul et Nieppe, et la restauration

du pont de Nieppe sur la Lys soient promptement exécutés ; qu'enfin on établisse des talus et banquettes le long des routes pour éviter les accidents.

Le 5e bureau propose d'appuyer ces vœux.

Lille se plaint de l'insuffisance des crédits, et constate avec satisfaction que son vœu concernant l'assainissement de la route N° 17 dans la traversée du pavé de Bersée recevra dans le courant de l'année 1876 pleine et entière satisfaction, et qu'il en est de même pour l'amélioration de la route de Frétin à Péronne près Bouvines.

Douai renouvelle le vœu que les études et projets de travaux militaires pour la traversée des portes de la ville aboutissent à une solution le plus tôt possible.

Le 5e bureau propose de vous associer à ce vœu.

Cambrai réclame la prompte exécution de l'élargissement du passage militaire dans la traverse des fortifications à la porte de Selles, à Cambrai, et exprime le vœu qu'un aqueduc construit soit au pont de Selles sous la route N° 17.

Ces travaux sont nécessaires ; l'urgence en est démontrée. Le 5e bureau propose d'appuyer ces deux vœux.

Valenciennes appuie les propositions des Ingénieurs pour commencer ou continuer en 1876 les travaux de remaniement sur les routes N° 29 et N° 45 ; émet le vœu qu'une solution prompte soit donnée aux demandes d'établissement de tramways de la place de Valenciennes à celle d'Anzin jusqu'au passage à niveau du chemin de fer du Nord à Raismes ; et réclame l'adoucissement de la pente au lieu dit : la Bleuse-Borne sur la route N° 48.

Le 5e bureau propose d'appuyer ces vœux.

Avesnes demande la mise en état de la route N° 45 entre Landrecies, Le Quesnoy et Valenciennes ; émet le vœu que les travaux de rectification de la porte de France, actuellement en cours d'exécution, soient complétés par la construction de petits chemins pavés, placés en travers de la route de distance en distance et permettant de passer d'un trottoir à l'autre par le mauvais temps sans avoir à craindre la boue qui séjourne sur le macadam.

Ces passerelles seraient aussi nécessaires aux abords de la gare de Maubeuge ; renouvelle son vœu relatif à la prompte réalisation de l'élargissement des ponts et passages militaires de la porte de France, à Maubeuge.

L'établissement de ces passerelles présente un caractère d'utilité incontestable, et quant à l'urgence des travaux à exécuter à la porte de France, à Maubeuge, elle est signalée dans le présent rapport.

CONCLUSION.

Le 5e bureau a l'honneur de proposer de renouveler le vœu émis dans ses précédentes sessions et de demander :

1° Que le crédit d'entretien des routes nationales soit porté en 1876 au chiffre minimum de . . . . . 550,000 fr.

2° Et celui pour travaux de grosses réparations de ces routes à 100,000

Ensemble . . . . . 650,000 fr.

3° Qu'enfin, pour l'élargissement des passages militaires, il soit ouvert en 1876, un crédit minimum de. . . . . 100,000 fr.

(Séance du 20).

M. Joos signale à M. le Préfet le remaniement défectueux du pavé de la route nationale N° 16, exécuté par la Compagnie belge, qui a fait le raccordement de la gare de Furnes à celle du Nord.

M. le Préfet s'étonne de n'avoir reçu aucun avis à cet égard, mais il prendra des renseignements et donnera à l'affaire la suite dont elle est susceptible.

Lecture est donnée par **M. Merlin** des deux rapports ci-après :

Chemins d'intérêt commun. — Situation générale 1874-75 (5e B.)

I. « Les divers documents placés par M. le Préfet sous les yeux du Conseil général établissent comme suit la situation générale des chemins d'intérêt commun :

RESSOURCES ET DÉPENSES DE 1874.

Les ressources affectées en 1874 aux chemins d'intérêt commun s'élèvent à	1,198,231 fr. 22c
Les dépenses, tant en entretien que grosses réparations, constructions, acquisitions de terrains, d'ouvrages, personnel, frais spéciaux, impressions, s'élèvent à	976,947 59
D'où un excédant de ressources, à la clôture de 1874, de	221,283 fr. 63c

Les travaux de 1874 ont apporté à la situation générale des chemins une modification qui consiste dans une augmentation de 7 kilomètres 861 mètres en pavages.

La longueur des chemins d'intérêt commun s'est d'ailleurs accrue, par suite du classement de quatre chemins prononcé par le Conseil général dans sa session d'octobre 1874, de 31 kil. 509 m., dont 19 kil. 201 m. à l'état de chaussées d'empierrement et de 12 k. 309 m. à l'état de chaussées de pavage.

TRAVAUX DE CONSTRUCTION.

Les travaux s'appliquent à six chemins, classés avant 1874, et à quatre chemins, classés en 1874.

Les travaux des chemins N^os^ 94, 105 et 110, appartenant à la première catégorie, sont aujourd'hui terminés. Ceux des chemins N^os^ 90 et 91 (même catégorie) le seront en 1875. La lacune restant à construire sur le chemin N° 93 disparaîtra prochainement, au moyen d'une solution sur laquelle le Conseil général est appelé à se prononcer au cours de cette session.

Quant aux travaux des chemins de la seconde catégorie, nouvellement classés, ils sont entrepris ou sur le point de l'être en ce qui concerne le N° 126; ils seront entrepris pour les autres aussitôt que l'instruction relative à chacun d'eux aura été terminée.

TRAVAUX DE GROSSES RÉPARATIONS.

D'après l'état produit en 1873 par MM. les Agents-voyers les travaux de grosses réparations à effectuer sur les lignes d'intérêt commun représenteraient une dépense de 1,856,070 fr.

Dans ses sessions de 1873 et de 1874, le Conseil général a décidé qu'une partie de ces travaux, s'appliquant à sept chemins, serait exécutée, et il a accordé, pour leur exécution, des subventions s'élevant en totalité à 530,600 fr. et se répartissant, savoir : 142,975 fr. à la charge des communes ; et 387,625 fr. à la charge du département. Les travaux de quatre de ces chemins sont en cours d'exécution; si les travaux des trois autres n'ont pas encore été entrepris, cela tient à certaines difficultés de détail qui ne tarderont pas à être levées.

ENTRETIEN.

Les travaux d'entretien ont occasionné, en 1874, une dépense de 519,110 fr. 13 c., et laissé disponible, sur les subventions départementales, une somme de 2,406 fr. 39.

TRAVAUX DIVERS PROPOSÉS POUR 1875 ET 1876.

Ces propositions, présentées par M. l'Agent-voyer en chef se résument comme suit :

Travaux neufs et de restauration, déjà autorisés, à continuer.	307,055 fr. 18 c.
Travaux d'entretien, y compris 836 fr. 70 c., restant à dépenser en 1874.	565,373 70
Total	872,428 fr. 88 c.

Le 5e bureau s'est assuré que ces propositions ne comprennent aucuns travaux neufs ou de restaurations, autres que ceux qui ont déjà été autorisés par le Conseil général ; M. le Préfet, d'accord avec le sentiment de l'assemblée départementale, a ajourné, en effet, toute proposition de travaux nouveaux jusqu'à la solution des études prescrites en vue de la révision générale des classements de nos divers voies de communication.

Aussi, le 5e bureau propose-t-il d'accueillir les propositions budgétaires de M. le Préfet, telles qu'elles sont reprises aux pages 78 et 79 de son rapport, et qui peuvent se résumer comme suit :

1° Pour les travaux à continuer en 1875.	120,784 fr. 63 c
Crédit à voter, jusqu'à concurrence de 112,956 fr. 63 c., a, en renouvellement des crédits périmés de l'exercice 1874, plus une somme de 7,828 fr., subvention de l'État pour achèvement (7e annuité) du chemin N° 14, de Vendegies à Escarmain.	
2° Pour les travaux de 1876	751,644 25
dont 302,090 fr. 07 c., des fonds du département, compris la subvention de l'État, et 449,554 fr. 18 c. des fonds des communes et des particuliers (subventions industrielles).	
Total	872,428 fr. 88 c

— Ces conclusions sont approuvées.

» II. — Par délibération du 28 octobre 1874, le Conseil général a prononcé le classement de plusieurs chemins d'intérêt commun, parmi lesquels celui de Gravelines à Bergues, sous la réserve que les communes fourniraient la moitié des contingents nécessaires pour pourvoir aux travaux d'appropriation de ces chemins à leur nouvelle destination.

(Séance du 20).

Une dépense de 32,000 fr. était à faire sur le chemin de Gravelines à Bergues et devait être supportée, d'après les évaluations des Agents-voyers, et la décision du Conseil général, ainsi qu'il suit:

Le département, moitié, ci.		16,000 fr.
Les communes, l'autre moitié, savoir:		
St-Georges, $^{1}/_{11^{e}}$, à	1,454	16,000 fr.
Craywick, $^{10}/_{11^{e}}$, à	14,546	

MM. les Agents-voyers ont cru devoir réviser leurs évaluations de dépenses qui se trouvent aujourd'hui réduites à 22,000 fr. La répartition se modifie dès lors, conformément aux bases proportionnelles adoptées, ainsi qu'il suit:

Le département, moitié, ci		11,000 fr.
Les communes, l'autre voitié, savoir:		
St-Georges, $^{1}/_{11^{e}}$, à	1,000	11,000 fr.
Craywick, $^{10}/_{11^{e}}$, à	10,000	

Les Conseils municipaux des deux communes ont voté les contingents leur incombant dans cette nouvelle répartition. Toutefois, si St-Georges peut sans difficulté remplir cet engagement, il n'en est pas de même de Craywick, qui, déjà grevé de 36 centimes additionnels par an, pour subvenir à ses besoins ordinaires, devrait recourir à une nouvelle imposition extraordinaire de 20 centimes au moins pendant six ans pour couvrir la partie de son contingent exigible en argent, soit la somme de 7,000 fr. Aussi le Conseil municipal de Craywick sollicite-t-il une subvention du département pour l'aider à fournir son contingent.

Les Agents-voyers de l'arrondissement proposent d'accorder une subvention de 3,000 fr. et le Conseil d'arrondissement appuie cette proposition.

Le 5e bureau propose de voter la somme de 11,000 fr. et d'adopter la répartition ci-dessus. Mais il est d'avis de repousser la demande de subvention de la commune de Craywick qui ne tend à rien moins, qu'à déterminer le Conseil général à sortir de la règle qu'il s'est imposée de ne subventionner les travaux des nouveaux chemins d'intérêt commun, que jusqu'à concurrence de moitié. Le bureau cependant croit devoir, à raison de la situation si digne d'intérêt de la commune de Craywick, recommander sa demande à toute la sollicitude de la commission départementale.»

— Ces conclusions sont adoptées.

Commission départementale. — Renouvellement.

M. le Président annonce qu'il va être procédé au scrutin pour la nomination de la Commission départementale, conformément aux prescriptions de l'art. 69 de la loi du 10 août 1871.

Le Conseil décide d'abord que la Commission départementale se composera, comme précédemment, d'un membre par arrondissement.

Les votes sont recueillis ; le dépouillement du scrutin donne les résultats suivants :

Nombre de votants . . . . . 48 ;
Majorité absolue . . . . . 25 ;

Ont obtenu, MM. Joos . . . . . 44 voix.
Telliez . . . . . 36 —
Legrand (de Lecelles) . . . 36 —
Baron de L'Épine . . . . 35 —
Fiévet . . . . . 35 —
Roussel-Defontaine . . . 34 —
Desmyttère . . . . . 31 —
Divers . . . . . 2 —

— En conséquence de ce vote, MM. Joos, Telliez, Legrand (de Lecelles), baron de L'épine, Fiévet, Roussel-Defontaine. Desmyttère, ayant obtenu la majorité de suffrages, sont déclarés membres de la commission départementale.

M. Descat dépose un projet de vœu ainsi conçu :

Roubaix. — « Vous n'ignorez pas combien la gare de Roubaix est insuffisante, incommode et peu digne d'une ville d'une telle importance, comptant près de 80,000 habitants, étant un des grands centres industriels de France et où il existe un mouvement considérable de voyageurs et de marchandises.

» La gare de Roubaix est classée la seizième par la Compagnie du Nord comme produit ; 544,631 voyageurs sont arrivés à cette gare ou en sont partis et ont donné en 1874, un produit de 1,450,174 fr. 71 c.

» Je crois qu'il serait urgent que le Conseil général voulût bien émettre un vœu tendant à obtenir que la Compagnie fasse procéder à la reconstruction et à l'agrandissement de la gare précitée dans des conditions dignes de la situation et du rang qu'elle occupe. »

Signé : C. Descat.

— Renvoi au 5e bureau.

M. Pierre Legrand présente les quatre rapports qui suivent :

Maison d'arrêt de Cambrai. — Reconstruction. (Pl.) I. — M. le Préfet demande au Conseil général de lui ouvrir au budget départemental de 1876, sous-chapitre XIX, un premier crédit de 100.000 fr. afin de le mettre en mesure de mettre en adjudication les travaux de reconstruction de la maison d'arrêt de Cambrai et d'en assurer l'exécution.

» Le 2e bureau propose de voter le crédit demandé, mais en même temps il croi devoir signaler la situation actuelle de la maison d'arrêt de Cambrai, telle qu'elle est révélée par M. le Conseiller Hardouin dans une lettre par lui adressée à l'un des membres du Conseil:

«... Qu'il me soit permis d'appeler tout spécialement sur cette reconstruction, votre attention » éclairée et celle de MM. vos collègues. Le sujet est, grâce à Dieu, du nombre, hélas! beau- » coup trop restreint, de ceux qui, tant bien que mal, échappent au contact et à l'étreinte de

» préoccupations de parti et des discordes politiques. En vous affirmant que la plume est » impuissante à décrire *l'horreur* de la prison actuelle de Cambrai, et en particulier des deux » bouges où y sont confinées les détenues, je ne fais qu'attester *de visu* la vérité la plus » manifeste. Le dimanche 4 juillet dernier, dans l'un de ces deux locaux, et dans la petite » cour contigue, 22 femmes ou filles, prévenues, condamnées appelantes non transférées, ou » condamnées non-appelantes, dont plusieurs récidivistes, étaient pêle-mêle livrées à l'oisiveté » la plus abjecte. L'un de leurs groupes entourait le lit d'une femme accouchée pendant la » nuit, et dont la translation immédiate à l'hôpital faute d'infirmerie, n'était pas possible. Je » renonce aussi à dépeindre l'état des escaliers du corps de logis principal, l'état des couloirs, » celui des dortoirs à l'usage des hommes, et celui de la chapelle, sans parler du logement du » gardien-chef et de sa famille. La tâche de ce modeste fonctionnaire m'a paru absolument » hors de proportion avec les ressources dont il peut disposer en fait de personnel ou de » matériel. Si la promiscuité est moins absolue quant aux hommes, en ce sens que les » condamnés en cours de peine y sont séparés des prévenus, l'encombrement n'est guère » moindre dans le quartier de ceux-là, que dans le quartier des femmes qui, je le répète, » mineures ou majeures de 16 ans, prévenues ou condamnées séjournent, *scandaleusement* » confondues, la nuit comme dans la journée... »

Le Conseil ne pouvant maintenant s'occuper de l'importante question du régime pénitentiaire, le 2e bureau pense qu'il suffit d'appeler sur la maison d'arrêt de Cambrai la bienveillante attention de M. le Préfet.

— Ces conclusions sont adoptées et le crédit est voté.

ribunaux. — Mobilier. (2e B.)

» II. — M. le Préfet demande d'inscrire au budget de 1876, outre le crédit ordinaire de 1,400 fr. pour l'entretien du mobilier existant dans les différents tribunaux du département une somme de 6,357 f. 40 c. dont le détail se trouve consigné, pour chaque tribunal, dans son rapport dont les propositions se résument ainsi :

Lille. — Palais-de-justice. — Arrangements et fournitures d'objets mobiliersd ans la salle d'audiences du tribunal civil et dans les deux cabinets de MM. les juges d'instruction, ci . . . . . 2,395 f. »

Le devis présenté par l'architecte s'élevait à 2,700 fr. mais j'ai cru devoir ajourner à 1877 une partie de cette dépense.

Cambrai. — Tribunal civil. — Acquisition de rideaux, de fauteuils et de chaises, pour le cabinet de M. le Procureur de la République, ci . . . . . 690 »

Douai. — Tribunal civil. — Remplacement d'objets mobiliers hors de service, ci. . . . . 1,000 »

Avesnes. — Tribunal civil. — Acquisition de rideaux et d'un tapis pour le parquet du tribunal, ci . . . . . 540 »

Hazebrouck. — Tribunal civil. — Acquisition de mobilier, ci. 1,172 40

Valenciennes. — Tribunal civil. — Renouvellement du mobilier, ci . . . 280 »

Valenciennes. — Tribunal de commerce. — Acquisition et renouvellement de mobilier, ci . . . . . 280 »

Total . . . . . 6,357 f. 40

Le 2e bureau, après un examen attentif du dossier, convaincu qu'il ne s'agit que de dépenses nécessaires, propose de voter le crédit de 6,357 fr. 40 c. qui vous est demandé. »

— Crédit voté.

...s de Justice de Lille. — Complément de mobilier (2e B.)

III. — « Il vient d'être créé au tribunal civil de Lille une troisième chambre.

Par suite de cette création, le mobilier pour les assemblées générales est devenu insuffisant et il est indispensable d'avoir 14 places supplémentaires.

D'après le rapport de M. le Préfet, il devrait être établi quatre banquettes en chêne avec coussins et dossiers garnis en cuir.

La dépense pour cette installation est évaluée à 700 fr.

Le 2e bureau est d'avis que cette dépense n'est pas exagérée et il propose d'ouvrir à cet effet un crédit de 700 fr. au budget rectificatif de 1875. »

— Crédit voté.

...s dépenses et ...le parquet de la ...r d'assises ...s tribunaux. (2e B.)

IV. — « Le 2e bureau propose de voter, d'accord avec M. le Préfet, l'allocation au budget départemental de 1876 des crédits suivants :

Menues dépenses et frais de parquet de la Cour d'assises et des tribunaux de 1re instance et de commerce	22,450 f.
Menues dépenses des justices-de-paix et des tribunaux de police	6,290

Crédits conformes à ceux votés au budget de 1875. »

— Les crédits sont votés.

M. Renard présente les cinq rapports qui suivent ;

...esnoy-sur-Deûle. — ...octroi. — ...rorogation et ...sion des tarif ...règlement. (1er B.)

« I.— Par délibération en date des 28 mai et 19 juillet derniers le Conseil municipal de Quesnoy-sur-Deûle a voté la prorogation, avec révision, pour cinq années, du 1er janvier 1876 au 31 décembre 1880, des tarifs et règlement de l'octroi de cette commune.

La situation budgétaire de Quesnoy-sur-Deûle justifie le maintien de son octroi. La révision des tarif et réglement ne comporte d'ailleurs que des réductions et modifications indiquées par M. le Directeur des contributions indirectes ayant pour objet de rendre ces documents conformes à la législation sur les octrois.

M. le Préfet estime que les nouveaux tarif et règlement, modifiés conformément aux votes du Conseil municipal et aux indications du rapport de M. le Directeur des Contributions indirectes, sont susceptibles de recevoir une solution favorable.

Le 1er bureau, d'accord avec M. le Préfet propose au Conseil, en application de l'art. 46 § 25 de la loi du 10 août 1871, de donner son approbation à la demande du Conseil municipal de Quesnoy-sur-Deûle. »

— Approuvé.

Orchies. — Octroi. — ...rorogation ...révision. (1er B.)

II. « M. le Préfet soumet au Conseil général, avec les pièces à l'appui et l'avis favorable du Directeur des contributions indirectes, une délibération du conseil municipal d'Orchies tendant à obtenir la prorogation avec révision pour cinq ans, du 1er janvier 1875 au 31 décembre 1880, des tarif et règlement de l'octroi de cette ville.

Les nouveaux tarif et règlement adoptés par le Conseil municipal ont été établis dans les

conditions des lois et règlements en vigueur. Une seule modification a été apportée au tarif; elle s'applique aux bières dont les taxes différentielles de 1 fr. 25 et 1 fr. 50, ont été converties en une taxe unique de 1 fr. 25, en exécution du décret de 1870.

La situation budgétaire de la ville d'Orchies justifie d'ailleurs le maintien de son octroi. Le 1er bureau est, en conséquence, d'avis que la demande de la ville d'Orchies est susceptible d'être admise, et, d'accord avec M. le Préfet, propose au Conseil d'y donner son approbation. »

— Approuvé.

Vieux-Berquin. — Octroi. — Prorogation et révision des tarif et règlement. (1er B.)

III. Les tarif et règlement de l'octroi de la commune de Vieux-Berquin, approuvés par décret 12 août 1865, expirent le 31 décembre 1875. La commune en demande le renouvellement et la révision pour une durée de cinq années, du 1er janvier 1876 au 31 décembre 1880.

Les nouveaux tarif et règlement présentés ont été reconnus susceptibles de diverses modifications que le conseil municipal a adoptées par délibération du 3 août 1875. Ces documents sont aujourd'hui conformes aux dispositions des lois et règlements en vigueur. Ils comportent des réductions et des augmentations de taxes. Les premières portant principalement sur les vinaigres, les veaux, moutons, brebis, agneaux et porcs, ont été motivées par la nécessité de se renfermer dans les limites du tarif général. Les secondes se rapportent aux bières dont les taxes de 2 fr. et 2 fr. 50 ont du être converties en une taxe unique de 2 fr. 50, et aux génisses n'ayant que deux ans, dont il a paru équitable de porter la taxe de 4 à 8 fr. par tête, taux appliqué aux bœufs et vaches.

La commune de Vieux-Berquin est dans la nécessité de s'imposer annuellement, nonobstant les ressources de son octroi, un grand nombre de centimes additionnels pour subvenir à ses besoins ordinaires. Cette situation justifie le maintien de l'octroi.

Le 1er bureau propose au Conseil, par application des articles, 46 § 25 et 48 § 4 de la loi du 10 août 1871, de donner son approbation à la demande du Conseil général de Vieux-Berquin.

— Approuvé.

Archives départementales. — Travaux divers aux bâtiments et acquisition de mobilier. (1er B.)

IV. — « M. le Préfet soumet au Conseil général avec un rapport justificatif à l'appui, deux projets présentés par M. Marteau, architecte, pour divers travaux à exécuter aux bâtiments des archives départementales et pour acquisition de mobilier.

Le 1er comprend :

1° Une somme de 520 fr. pour renouvellement des peintures dans le cabinet de l'archiviste, la peinture actuelle étant complètement usée, ci . . . . . 520 fr. }
2° Une autre somme de 1,100 fr. pour compléter le renouvellement des gouttières des bâtiments, ci . . . . . 1,100 » } 1,620 f. »

Le second projet concerne les fournitures à faire pour le mobilier du cabinet de M. l'archiviste, qui a véritablement besoin d'être complété. Suivant le rapport de M. l'architecte, la grande table qui sert à déposer les dossiers a été prêtée au département par M. l'abbé Dehaisne et cette table est trop petite. Il faudrait une table-

A reporter . . . . . 1,620 f. »

Report . . . . . : 1,620 f. »

bureau, indispensable pour le service, un fauteuil et quatre chaises, un tapis pour recouvrir le carrelage en carreaux rouges, et, sur la cheminée, une pendule, des lampes et deux flambeaux, le tout évalué par M. l'architecte à 1,200 fr.

M. le Préfet pense que cette dernière dépense pourrait être réduite à 1,080 fr. somme qui paraît suffisante, ci . . . . . 1.080 »

En sorte que le total de la somme à dépenser s'élèverait à . . . . . 2.700 f. »

Cette dépense paraissant convenablement justifiée, le 1er bureau, d'accord avec M. le Préfet, propose d'ouvrir, à cet effet, un crédit de 2.700 fr. au budget départemental de 1875. »

— Crédit voté.

ge de France — ccursales à Douai à Cambrai. (1er B.)

V. — « Dans sa session d'octobre 1874, le Conseil a renouvelé le vœu, déjà émis en 1872 et 1873, tendant à obtenir la création d'une succursale de la Banque de France à Cambrai et à Douai

M. le Préfet donne communication au Conseil général de la réponse de M. le Ministre des finances à ce sujet, qui fait connaître que l'administration de la Banque se trouve encore dans l'obligation d'ajourner la création de ces deux succursales, par les motifs déjà énoncés précédemment.

Le 1er bureau ne peut que regretter, on ne peut plus vivement, cette fin de non recevoir de la part de l'administration de la Banque de France, qui, sans rejeter complétement le vœu du Conseil général, semble vouloir ajourner indéfiniment une mesure aussi urgente au point de vue de l'importance toujours croissante du mouvement industriel de ces deux arrondissements.

Tout en maintenant son vœu pour l'avenir, le 1er bureau propose de donner acte à M. le Préfet de sa communication. »

— Acte est donné.

M. Desmyttère lit le rapport ci-après :

Feignies Neuf-Mesnil. — Hameau des Guides — Demande annexion à Neuf-Mesnil. (1er B.)

« La distraction d'une partie du territoire d'une commune pour la réunir à une autre commune est toujours une question délicate, et le Conseil général, pour donner un avis favorable à cette distraction, ne doit la prononcer que pour des causes graves et déterminantes.

Ces causes existent-elles dans le cas actuel ?

Le 1er bureau ne le croit pas ; toutefois il demande à ne pas donner un avis définitif avant la session d'avril 1876, afin de laisser à la commune de Feignies le temps nécessaire pour construire ou pour commencer à construire une école au hameau des Guides, construction que le 1er bureau regarde comme indispensable, si la commune de Feignies veut conserver le hameau des Guides. »

— L'ajournement est voté.

(Séance du 20).

M. Testelin donne lecture du rapport suivant :

Débits de tabac. — Insuffisance de l'approvisionnement. — Mauvaise qualité du tabac livré à la consommation. — Vœu. (4ᵉʳ B.)

« De tous les impôts indirects, il n'y en a pas qui paraisse plus lourd aux populations et qui soit plus impatiemment supporté que l'impôt sur le tabac. Il n'y en a point cependant qui, suivant moi, se puisse plus facilement justifier, et il serait absolument irréprochable s'il ne reposait pas sur le monopole, moyen de perception qui entraîne après lui tant de conséquences fâcheuses et des vexations sans nombre.

Le tabac, sous quelque forme qu'on le consomme, qu'on le fume, qu'on le prise, qu'on le mâche, n'est utile à personne et il est profondément nuisible à quelques uns; c'est, dans tous les cas, un objet de luxe, et l'impôt qui le frappe un impôt somptuaire par excellence. Il semble donc qu'à son endroit, on ne doit avoir qu'une seule préoccupation : s'efforcer de lui faire rapporter au Trésor le produit le plus élevé.

Toutefois, on ne peut se dissimuler que l'expérience démontre que l'immense majorité des hommes, après un apprentissage plus ou moins long, en arrive à supporter l'action du tabac sans inconvénient. Mais, bien plus! après un certain laps de temps, il procure à ceux qui le consomment des sensations agréables que ne peuvent comprendre ceux qui ont le bonheur de n'en avoir jamais fait usage, et bientôt l'habitude fait de son emploi, un objet de la plus impérieuse nécessité. Enfin, dernière considération qui a une importance capitale, il est presque le seul luxe, le seul superflu que puisse se permettre la classe la plus nombreuse de nos concitoyens

Il nous semble donc que l'administration des contributions indirectes, qui recueille les avantages du monopole a d'autres obligations encore que celle d'arriver à la perception la plus élevée possible. Elle doit : 1° *Approvisionner les débitants d'une quantité de marchandise en rapport avec les demandes des consommateurs ;* or, nous savons par les plaintes nombreuses qui parviennent à chacun de nous et dont le Conseil d'arrondissement de Valenciennes s'est fait l'écho, que, dans nos contrées du moins, elle ne remplit pas cette condition. A ce grief, l'administration répond : que la quantité de marchandise fournie aux débitants serait suffisante pour la consommation locale, si des fraudeurs ne venaient s'approvisionner chez nous pour transporter du tabac sur des points du territoire où il est d'un prix plus élevé. C'est là une objection absolument dénuée de valeur ; le droit du consommateur d'un objet monopolisé par l'Etat, c'est de pouvoir se procurer partout, moyennant le prix fixé par la loi, la quantité et la qualité, également déterminée par la loi, de la substance soumise au monopole. Le droit et le devoir de l'administration, c'est de réprimer la fraude, et elle est, sous ce rapport, suffisamment armée, sinon qu'elle s'adresse au législateur, mais, qu'en toutétat decause, elle satisfasse aux demandes légitimes qui lui sont adressées.

» L'administration doit encore : 2° *Fournir aux consommateurs une marchandise conforme à leur goût.* A cet égard, on a déjà formulé devant vous des plaintes très-graves et qui ne sont malheureusement que trop justifiées ; nous allons encore en produire d'autres. Dans nos contrées du Nord et du Pas-de-Calais, les fumeurs qui ne consomment pas de cigares, et ils constituent l'immense majorité, ont l'habitude de disposer leur tabac d'une façon qui leur procure, paraît-il, un agrément tout particulier. Ils le réunissent en un petit cône dont la base est de beaucoup supérieure au calibre de la pipe dans le fourneau de laquelle ils n'introduisent que le sommet du cône qu'ils y fixent par un tour de main particulier, la base s'étalant

largement au dehors et formant ce que l'on appelle vulgairement un *toupet.* Ils ne peuvent alors enflammer leur tabac qu'à l'aide d'un récipient incombustible contenant de la cendre et de la braise de charbon de bois en ignition, récipient qui existe dans tous les cabarets et chez les principaux débitants de tabac, et qu'on appelle, suivant les localités, une *vaquelette*, un *couvé* ou une *chaufferette.* Pour que l'on puisse en agir ainsi, il faut que le tabac soit coupé de façon à représenter des lanières étroites et longues. Pendant longtemps la fabrication de l'État a satisfait à ce goût du public, mais actuellement le tabac à fumer, dit de cantine, contient en forte proportion les côtes la minées des feuilles et de la poussière en quantité considérable, de sorte que le fumeur ne peut se livrer à son goût favori sans procéder d'abord à un triage qui lui fait perdre le quart, le tiers de la marchandise qui lui a été livrée. Jugez si l'ouvrier à qui, par suite des malheurs de la guerre, on a dû imposer une augmentation énorme du prix du tabac doit être satisfait de voir ainsi diminuer la portion qu'il a si chèrement payée.

Il nous est encore arrivé des plaintes d'un autre côté. Elles proviennent de gens peu fortunés, qui ont contracté la fâcheuse habitude de consommer le tabac en poudre : des *priseurs*, pour les appeler par leur nom. Autrefois on fabriquait deux qualités de tabac en poudre et il paraît que les côtes et la poussière que l'on met maintenant dans le tabac à fumer, dit de cantine, étaient utilisées dans la fabrication des poudres de la seconde qualité aujourd'hui supprimée. Cette suppression nous paraît fâcheuse, car elle a eu pour résultat de mécontenter deux classes de consommateurs.

Dans tout ce que nous venons de dire, il n'y a rien qui s'adresse à ceux qui sont chargés de présider à la fabrication des tabacs. Chacun rend justice à leur zèle, à leur habileté, à leur expérience, et tout le monde proclame qu'alors qu'on veut les laisser faire ils arrivent à fournir les meilleurs produits, des tabacs en tout genre, préférés partout à ceux de n'importe quelle région du globe. Il est fâcheux que, dans un intérêt malentendu, on leur impose l'obligation de détériorer les produits exquis qu'ils savent fabriquer. En agissant ainsi, on mécontente les consommateurs, on les pousse ou à s'abstenir, ce qui ne serait pas, suivant moi, un inconvénient, bien au contraire, ou, ce qui est de tout point fâcheux, à recourir à la fraude pour satisfaire un penchant incoërcible, ce qui diminue les recettes du Trésor, sans compter toutes les déplorables conséquences qu'elle entraîne après elle.

En résumé, le 1er bureau propose au Conseil général, non-seulement de s'associer au Conseil d'arrondissement de Valenciennes, mais d'émettre en plus le vœu que la sérieuse attention de l'administration soit appelée sur toutes les plaintes des consommateurs de tabac. »

— Ces conclusions sont approuvées et le vœu est émis.

M. Descat présente les trois rapports suivants :

ibutions ectes. – ivrement. (1er B.)

I. — « M. le Préfet met sous les yeux du Conseil général, les relevés sommaires de la situation du recouvrement des Contributions directes, du 1er janvier au 1er juillet 1875.

L'évaluation des recouvrements en douzièmes, qui était de 5-71 % au 1er juillet 1874, est, pour cette année, de 5-74. Les frais de poursuites, à la même époque, étaient de 0,54 % ; ils sont, en 1875, de 0,52 %.

Le 1er bureau prie le Conseil général de donner acte à M. le Préfet de cette communication »

— Acte est donné.

(Séance du 26).

Cadastre, matrices et plans. — Déplacement. — Vœu. (1er B.)

II. — « Le vœu du Conseil d'arrondissement d'Avesnes, tendant à ce que, dorénavant, les matrices et plans cadastraux ne soient plus remis aux contrôleurs pour faire leur travail, mais seulement déposés, à des époques déterminées, à la mairie du chef-lieu de canton, n'étant pas accompagné de renseignements suffisants pour asseoir l'opinion des membres du 1er bureau, le rapporteur propose, en son nom, de recommander cette question à l'étude du gouvernement. »

— Approuvé.

Contributions directes de 1876. — Répartement. (1er B.)

III. — « La loi de finances a fixé comme il suit le contingent du département du Nord dans les contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres :

Contribution	foncière.	5,003,957 fr.
—	personnelle-mobilière. .	1,652,422 »
—	des portes et fenêtres . .	1,828,510 »

Aucune réclamation ne s'étant produite depuis l'année dernière contre les contingents assignés aux arrondissements et aux communes, M. le Préfet propose de les maintenir. Ils devront seulement être modifiés, avant de figurer dans les rôles de 1876, par l'addition ou la suppression de la contribution en principal afférente aux constructions nouvelles et aux démolitions constatées par les contrôleurs pendant la tournée actuellement en cours d'exécution.

En résumé, les tableaux de répartement entre les arrondissements, que M. le Préfet soumet au Conseil général, présentent les résultats suivants :

ARRONDISSEMENTS.	PRINCIPAL DES CONTRIBUTIONS		
	Foncière.	Personnelle-mobilière.	des portes et fenêtres
Avesnes.	681,524	170,146	153,076
Cambrai.	595,260	164,157	151,508
Douai.	490,985	132,191	125,752
Dunkerque.	490,549	138,787	139,492
Hazebrouck	426,393	94,794	101,070
Lille	1,655,290	761,316	982,093
Valenciennes.	663,956	191,031	175,519
	5,003,957	1,652,422	1,828,510
BOIS DE L'ÉTAT.			
Principal fictif	67,597		

Le 1er bureau, attendu qu'il ne s'est produit aucune réclamation, propose au Conseil général, l'adoption de ces chiffres pour l'année 1876. »

— Adopté.

Bureaux bienfaisance. — Situation. (3e B.)

Sur le rapport de **M. Beck**, le Conseil général donne acte à M. le Préfet de sa communication relative à la statistique, en 1874, des bureaux de bienfaisance du département.

M. Berteaux par suite du renvoi fait au 3e bureau dans la séance du 18, donne lecture d'un nouveau rapport sur les secours départementaux pour constructions d'églises :

Églises. — Travaux. — Secours départementaux. (3e B.)

Le 3e bureau, conformément à ses premières conclusions, propose, d'accord avec M. le Préfet, de voter le crédit de 20,000 fr. demandé au sous-chapitre XII du budget départemental de 1876, à titre de secours aux églises pour l'année 1876.

Il demande en même temps l'inscription au budget des annuités afférentes au secours votés dans les précédentes sessions de 1873, 1874 et avril 1875 (voir le total au rapport de M. le Préfet, p. 140) et dont le total est de 19,000 fr.

— Ces conclusions sont adoptées et les crédits sont votés.

M. Caullet présente un rapport ainsi conçu :

Hospices de Lille. — Malades incurables indigents. — Prix de journée. (3e B.)

« M. le Préfet expose, dans le rapport qu'il a communiqué, que par délibération en date des 8 août 1874 et 9 janvier 1875, la Commission administrative des hospices de Lille demande ;

1° Que le prix de la journée de traitement des malades à l'hôpital Saint-Sauveur, fixé à 1 fr. 25 par arrêté prefectoral du 15 mai 1853, puis à 2 fr. par un autre arrêté du 8 juillet 1871, soit porté à 2 fr. 75.

2° Que le prix annuel de la pension de l'incurable à l'Hospice général, fixé à 250 fr. en 1853 ; élevé à 300 fr. en 1866, soit porté à 340 fr. soit à 0 fr, 95 par jour.

Aux termes de l'art. 3 de la loi du 7 août 1851, les malades et incurables indigents des communes privées d'établissements hospitaliers peuvent être admis aux hospices et hôpitaux du département désignés par le Conseil général, sur la proposition du Préfet, suivant un prix de journée fixé par le Préfet, d'accord avec les administrations hospitalières.

En exécution de cette disposition, les hospices de Lille ont été désignés, ainsi que le constatent les arrêtés précités, pour recevoir les malades et incurables des cantons de Lille, Haubourdin, Cysoing et Lannoy, moyennant un prix de journée dû par les communes où les indigents ont leur domicile de secours, fixé pour le malade à 2 fr. par jour, pour l'incurable à 300 fr. par an, soit 0 fr. 83 par jour.

L'administration hospitalière de Lille demande que ces prix soient portés, pour le malade à 2 fr. 75, pour l'incurable à 0 fr. 95, soit 340 fr. par an ; elle invoque à l'appui de sa demande les charges de ses budgets, les prix de revient de l'entretien de ses pensionnaires et le renchérissement progressif des moyens d'existence, enfin le régime très-substantiel admis par les médecins de ses établissements.

D'après les instructions ministérielles, le prix de l'admission des malades et incurables aux hospices, de circonscription doit être modéré, et il importe qu'il en soit ainsi pour le plus grand nombre des communes rurales, dont les ressources sont restreintes, qui doivent se charger du placement de leurs indigents aux établissements hospitaliers. Le Conseil général, les administrations hospitalières ont reconnu l'équité de ces appréciations, car les prix acceptés et appliqués jusqu'à ce jour dans le département aux établissements, dont il s'agit se réduisent, en moyenne pour le malade à 1 fr. 08, pour l'incurable à 0,98 c. par jour.

(Séance du 20.)

La même règle paraît également observée dans les autres départements, car les prix des établissements hospitaliers de quelques grandes villes, auprès desquelles, M. le Préfet a cru devoir se renseigner s'établissent de la manière suivante :

	POUR LE MALADE.		POUR L'INCURABLE.	
	Prix de revient.	Prix de l'admission.	Prix de revient.	Prix de l'admission.
Bordeaux.	1 94	1 25	1 47	1 47
Toulouse	1 83	1 50	1 83	1 50
Amiens.	2 66	1 25	1 68	1 25
Rouen	2 60	2 »	1 33	1 33
Moyenne. . . .	2 25	1 50	1 57	1 38

L'administration hospitalière de Lille fait connaître, dans ses délibérations, que le prix moyen de revient dans ses établissements sont pour le malade de 2 fr. 40 par jour, pour l'incurable de 0,88, mais avec toute probabilité d'une augmentation prochaine, qui le portera à 0,94 c., soit à 340 fr. par an.

Par ces motifs et considérations, M. le Préfet estime qu'il serait équitable de maintenir, au taux actuel de 2 fr. par jour, le prix de traitement du malade, mais d'accorder l'augmentation demandée sur le prix de traitement de l'incurable, qui serait ainsi porté, de 0,83 c. à 0,94 c. par jour, soit de 300 fr. à 340 fr. par an, prix réellement modéré, si on le compare à la cherté croissante des vivres et aux prix perçus pour les incurables dans les établissements hospitaliers des grandes villes. Il prie, en conséquence, le Conseil général de vouloir bien émettre son avis à cet égard.

Le 3e bureau, adoptant les motifs exposés par M. le Préfet dans son rapport, est d'avis d'en voter les conclusions.

— Approuvé.

M. Berteaux lit le rapport suivant :

École normale de Douai et cours normal d'institutrices. — Bourses départementales. (3e B.)

« Adoptant les propositions de M. le Préfet, le 3e bureau prie le Conseil général, en ce qui concerne l'École normale d'instituteurs de Douai :

» 1° De prononcer pour cause d'incapacité et manque de vocation, la révocation des deux élèves boursier et demi-boursier du département, exclus par arrêté préfectoral du 14 août courant ;

» 2° De promouvoir, à une bourse entière les élèves de première année (c'est-à-dire ceux qui comptent déjà une année d'études), demi-boursiers et pensionnaires libres dont les noms suivent :

Demi-boursiers. — Dubois, Hennequin, Bottin, Douchez, Carlier, Tassart, Joret, Rombaut, Collery, Lanoy, Besville, Dupire, Laposte, Beds, Descamps.

Pensionnaires libres. — Landouzy, Bruyère, Noisette.

3° De conférer les bourses et demi-bourses vacantes aux nouveaux élèves-maîtres désignés ci-après :

Bourses. — Harlay, Victor-François, de Cambai ; Lambert, Arthur-Joseph, de Sassegnies ; Arnold, Alfred-Henri, de Glageon ; Lenancker, Antoine-René, de Zeggers-Cappel ; Houriez, Ludovic, d'Iwuy ;

Demi-Bourses. — Juniet, Célestin-Joseph, de Preux-au-Bois ; Patin, Jean-Baptiste-Célestin, de Villers-Outréaux ; Nigeon, Hilaire, de Louvignies-Quesnoy ; Delplanque, Charles, de Raches ; Riveron, Charles-Adolphe, de Bavai ; Basuyau, Damase, d'Escarmain ; Bailly, Victor-Augustin, de Raismes ; Roseau, René-Louis, de Lecelles ; Trouillet, Gustave-Joseph. de Bousies ; Duconseille, Ghislain, de Férin ; Tréhout, Jules-Hippolyte, de Le Maisnil ; Cochin, Camille, de Château-l'Abbaye ; Clouez, Jean-Baptiste-Eugène, de Jolimetz ; Brabant, Michel-Hippolyte, de Masny.

En ce qui concerne, le cours normal :

4° De conférer les bourses du département à Mesdemoiselles Gaquerel, Émélie ; Herment, Augustine ; Soquet, Léonie ; Herbaux, Esther ; Lemaire, Clémentine ; Godecaux, Catherine ; Sergheraert, Marie ; Wilfert, Eugénie ; Loubry, Marie ; nommées élèves-maîtresses par arrêté préfectoral du 12 août courant.

— Ces conclusions sont adoptées.

M. Boulangé lit le rapport suivant :

chevaline. (1re B.)

I. — « Dans votre session de 1873, renonçant à l'achat et à la revente d'étalons, vous avez abandonné à l'industrie privée le soin de rechercher les chevaux nécessaires au service des juments poulinières du département, et décidé que les crédits affectés à ces dépenses seraient distribués en primes à répartir entre les divers arrondissements.

Vous avez, à cet effet, choisi dans votre sein une Commission spéciale chargée d'organiser des concours d'étalons, de juments poulinières et de poulains mâles de quinze à dix-huit mois, que leur mérite paraîtrait prédestiner à la reproduction.

Cette innovation a produit les résultats les plus satisfaisants et de nature à vous faire persévérer dans cette voie.

Attirés par des primes généreuses, les concurrents étaient, cette année, plus empressés, plus nombreux, et nous nous croyons autorisés à vous dire que sous l'influence de vos encouragements, comme de la surélévation toujours croissante des prix de vente et de l'esprit d'émulation qui s'empare des cultivateurs, l'élevage des chevaux de gros trait et de trait léger tend à se développer et à se généraliser dans notre département.

Au concours de Bourbourg, MM. Crespel-Tilloy et Demeunynck, membres du jury, ont exprimé le vœu qu'un jeton de présence, d'une valeur de dix francs, fût accordé aux propriétaires qui auront amené sur les champs de concours des sujets de mérite, reconnus tels par les commissions et qui n'auront pas été primés.

Cette motion, soumise à l'appréciation de diverses commissions, a reçu leur adhésion unanime. Pour ces motifs, le 4e bureau a l'honneur de vous proposer d'inscrire au budget de 1876 les crédits suivants :

Primes aux étalons	11,000 fr.
Primes aux juments poulinières	6,900 »
Primes aux poulains mâles, de 15 à 18 mois, que leur mérite paraîtra prédestiner à la reproduction	3,200 »
Frais de publication et d'indemnité au vétérinaire départemental	600 »
Jetons de présence aux exposants	1,200 »
Total	22,900 fr.

Dans le même rapport, M. le Préfet fait connaître que, d'accord avec la Commission spéciale nommée par le Conseil général, il a été décidé que les primes aux étalons seraient accompagnées de médailles et qu'une médaille d'autorisation pourrait être délivrée aux étalons que l'insuffisance du crédit n'aura pas permis de primer.

Pour 1875, le prix des médailles sera prélevé sur le reliquat du crédit de la race chevaline provenant de la somme restée sans emploi en 1874. Pour l'exercice 1876, si le crédit alloué ne permet pas d'y imputer la somme nécessaire, le Conseil général sera appelé à régulariser la dépense.

Le 4e bureau vous propose d'approuver ces dispositions.

Nous terminerons, en vous priant d'inviter M. le Préfet à rechercher et à prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître de nos contrées les étalons dits rouleurs qui, quoique généralement tarés, font accepter leurs services par la modicité de leur prix, pervertissent nos races et nuisent à notre œuvre d'amélioration.

Un membre du 4e bureau a posé la question de savoir si un sujet déjà primé pouvait être représenté au concours l'année suivante et concourir de nouveau pour l'obtention d'une nouvelle prime. Dans la pensée du 4e bureau, le même animal qui a été primé une première fois, ne pourrait être admis à concourir que pour une prime de classe supérieure. »

M. le Préfet croit qu'il y aurait un certain inconvénient à adopter le système dont il est question dans le dernier paragraphe du rapport. Les primes que donne le département ont pour but d'encourager les éleveurs à amener des étalons, et aussi à les conserver.

On sait que le Gouvernement a des étalons primés et des étalons approuvés. Ceux-ci ont seulement un certificat qui constate leur qualité. Les étalons primés reçoivent annuellement une prime, qui aide le producteur à payer la dépense de l'animal et l'encourage à le conserver.

Si l'on admet, comme le propose le Rapporteur, qu'un étalon qui une année, aurait obtenu une prime, ne pourrait l'année suivante obtenir qu'une prime supérieure, le propriétaire de l'étalon pourrait avoir interêt à le vendre et M. le Préfet ne sait pas comment on pourrait concilier cette exigence avec l'injonction qui figure dans le programme et en vertu de laquelle un propriétaire ne peut avoir droit aux primes qu'à la condition de conserver l'étalon pendant

un certain nombre d'années. Les primes que donne le département, si elles sont une récompense, sont plutôt encore une subvention pour le maintien de l'animal dans le pays, pour qu'il y fasse des saillies et améliore la race dans le canton où il est placé. L administration des haras donne des primes et les renouvelle tous les ans.

M. le baron de Bouteville dit que l'observation de M. le Préfet, si elle est admise, doit amener le renvoi du rapport au bureau.

M. le Préfet ajoute que le système proposé est contraire aux traditions du département. L'année dernière, on a primé des étalons ou des juments qui avaient eu des primes égales, inférieures on supérieures l'année précédente. Dans tous les départements où des encouragements sont accordés à la race chevaline, les primes décernées aux étalons et aux juments sont des subventions données à l'élevage; elles ont pour but d'engager le propriétaire à conserver l'animal chez lui, à accepter les risques qu'entraîne toujours la conservation d'un animal d'une certaine valeur, à le consacrer à la reproduction. On lui impose l'obligation de ne pas vendre l'animal, de refuser ainsi un bénéfice certain, acquis, puisque le jour où il serait vendu, il en toucherait le prix; il doit laisser l'animal dans le pays, en faire bénéficier la production et par conséquent subir les chances de mort, d'accidents, qui peuvent incomber à l'animal.

M. le Préfet pense que le Conseil général pourrait statuer immédiatement, d'autant plus qu'en rejetant le système du bureau, il ne ferait que persévérer dans le principe qu'il a appliqué jusqu'ici.

Le Rapporteur répond que l'obligation de conserver le sujet primé a une échéance déterminée: elle cesse au bout d'un an. Si dans le concours qui suit celui où l'animal a été primé, il ne l'est plus, le propriétaire recouvre son indépendance et est libre d'en disposer comme il l'entend.

M. le Préfet fait remarquer que c'est précisément à cause de cela qu'il y a intérêt à le primer de nouveau.

M. Trystram dit qu'il se joint à M. de Bouteville pour demander le renvoi au bureau.

M. le Président pense que le vote du crédit proposé n'est pas contesté.

M. Jules Brame déclare que, sans contester la demande de crédit, il voudrait cependant obtenir quelques explications à ce sujet.

Pour l'amélioration de la race chevaline, dit-il, comme pour l'amélioration de toute race animale, il faut absolument une grande suite dans les idées; en changeant incessamment de système, on n'arrive à rien. C'est malheureusement ce qui se produit en France. Il y avait des établissements gouvernementaux pour les étalons, on les supprime, on les reprend. De même dans le département, on avait créé des étalons départementaux, on les a supprimés l'année dernière pour adopter le système des primes. Il est incontestable que si l'étalon ne reste pas dans le pays, s'il y a pour le possesseur une très-grande facilité à le vendre, il ne résistera pas à l'attraction du bénéfice, et ce sera une perte pour le pays tout entier.

Tout récemment encore, le Conseil général appliquait le meilleur des systèmes et il avait été encore amélioré. On achetait un certain nombre d'étalons et on les vendait aux éleveurs du département, au rabais, c'est-à-dire qu'on les faisait passer de 3,000 fr. prix d'achat à un

prix moindre jusqu'à ce qu'ils trouvassent des acquéreurs, et il est arrivé un jour qu'on a vendu dix étalons départementaux, d'une très-grande valeur, sans que la perte du département ait dépassé 3,000 fr.

Cet excellent système avait particulièrement pour base la conservation des étalons dans le département. On y a malheureusement renoncé, et aujourd'hui la prétention du Rapporteur est bien modeste, il ne désire conserver l'étalon que pendant une année. On a abandonné le système le plus logique, qui avait si bien réussi jusqu'a présent, pour adopter le système des primes.

Pour savoir si ce nouveau sytème est bon, s'il faut en poursuivre l'application, il faudrait trouver au dossier un document rendant compte des résultats du dernier concours ; le Rapport a omis d'en parler.

M. le Préfet déclare que la pièce est au dossier.

M. Jules Brame constate que le rapport n'en a rien dit et qu'il aurait au moins dû en parler.

Le Rapporteur dit qu'il na pas cru analyser les pièces dans leurs détails.

M. Jules Brame ajoute qu'avant l'adoption du système qu'on a malheureusement abandonné, on était arrivé à n'avoir dans le département que de très-mauvais étalons, parce que, quand il y en avait un beau, il passait immédiatement à l'étranger ou dans un département voisin. L'honorable membre désirerait que le Rapporteur donnât au Conseil au moins un aperçu des résultats qu'a produits le dernier concours.

M. le Préfet déclare qu'il est absolument de l'avis de M. Jules Brame : en matière d'amélioration de la race chevaline, comme de toute race animale, et plus généralement en matière d'améliorations agricoles, il faut de la suite, et c'est précisément pour cette raison qu'il suppliera le Conseil général de ne pas remettre en discussion, comme l'y invite le préopinant, ce qui a été décidé l'année dernière. Le système que préconise M. Jules Brame était si imparfait que le Conseil a cru devoir y renoncer l'année dernière sans que l'honorable membre ait pris la parole pour le défendre. Le Conseil général a cru qu'il fallait renoncer aux acquisitions d'étalons par le département et adopter de préférence un système de primes données aux possesseurs d'étalons pour les encourager à acheter de bons étalons et en même temps à les conserver dans le département. C'est à ce dernier point de vue que M. le Préfet se plaçait tout à l'heure pour s'opposer à la conclusion du rapport de M. Boulangé, d'où il résulterait qu'un étalonnier, qui aurait conservé son étalon, se trouvant en présence d'un étalon supérieur, serait privé de toute espèce de prime et aurait intérêt à vendre l'animal.

Pour ne pas manquer à l'esprit de suite dont M. Jules Brame à fait ressortir la nécessité, il convient de ne pas revenir sur ce qui a été décidé, et d'attendre les résultats du nouveau système qui a été mis en pratique pour la première fois au mois d'avril 1874. Le département a voulu, au lieu de faire acheter des étalons à son compte par on ne sait qui, s'en rapporter de ce soin aux principaux intéressés, aux étalonniers, mais pour les aider à consacrer une somme assez considérable à l'acquisition de ces étalons, il a pensé qu'il fallait leur donner une prime, prime importante, puisque la première atteint 1,500 fr. Ainsi un étalonnier qui va en Angleterre ou dans les autres pays de production, et qui dépense une somme de

3,500 à 4,000 fr. peut, si l'étalon est approuvé, être indemnisé jusqu'à concurrence d'une somme de 1,500 fr. A côté de cette prime, on a créé une prime qu'on peut qualifier de subvention, qui, tous les ans, doit être répartie et remise à l'étalon qui a été classé le premier l'année précédente, qu'il soit resté le premier, ou qu'il ne soit plus que le deuxième ou le troisième. Il ne faudrait pas, parce qu'il se trouverait dans les importations nouvelles de l'année, un étalon supérieur, que l'étalon primé antérieurement soit privé complètement d'un encouragement qu'il mériterait par son rang.

M. Jules Brame convient qu'il est partisan d'un autre système que celui de M. le Préfet et il demande que, dès aujourd'hui, le Conseil général soit mis à même par les faits qui seront placés sous ses yeux, de juger quel est le meilleur de ces deux systèmes.

L'honorable membre rappelle qu'en 1848 et 1849, il avait été assez heureux pour faire admettre le système qui a été appliqué pendant vingt-cinq ans, ce qui prouve qu'il ne devait pas être aussi mauvais qu'on le dit. Quel est le système qui dure vingt-cinq ans en France, système politique, administratif ou économique? On change tout instantanément; un système est à peine établi, qu'il se trouve immédiatement des gens pour le combattre : il n'est donc pas étonnant qu'on ait tout-à-coup déclaré mauvais le système qu'on suivait depuis vingt-cinq ans. Ceux de ses collègues qui en 1848 et 1849 ont voté pour ce système — et il a été accepté à l'unanimité, — peuvent témoigner qu'il était excellent, mais il a été sapé dès la seconde et la troisième année et il a fini par succomber.

Si, l'année dernière, l'honorable membre ne s'est pas donné la peine de le défendre, c'est qu'il arrive un moment où il est indispensable, quand un système est sapé de toutes parts, de le changer pour savoir si celui qui le remplacera ne sera pas meilleur.

Vous êtes à l'œuvre, continue M. Jules Brame, je vous attends et je vous demande simplement aujourd'hui d'établir les faits. Le rapport va être renvoyé au bureau, je demande que chaque année un rapport soit fait par la Commission hippique pour nous dire quelle est la valeur des étalons présentés. L'année dernière, l'année précédente, nous avons voté des sommes de sept, huit,... douze mille francs et plus; aujourd'hui on parle d'un crédit de 20,000 fr. Je ne repousse pas ce crédit, mais, encore une fois, je demande qu'un rapport spécial nous soit fait chaque année pour que nous sachions où nous mène le nouveau système, et quelle est la valeur des étalons qui ont reçu des primes. Il faut que nous soyons assurés que les 20,000 fr. que nous aurons dépensés sont bien dépensés, et que l'amélioration de notre race chevaline soit constatée par la présence même des étalons qui viennent dans les expositions. On ne peut pas reconnaître le progrès autrement : c'est la valeur même des concours qui indiquera la valeur du système et l'utilité des dépenses que fait le département.

M. le Préfet fait remarquer que tout ce que demande M. Jules Brame est au dossier. Le rapport sur le concours de l'année dernière dit quelle a été la valeur des animaux présentés à l'appréciation des jurés. Il est difficile, dès la première année, de constater les effets d'un système; quand il aura été pratiqué 25 ans, comme le système précédent, on pourra comparer les résultats.

M. Mailliet demande combien il y a eu d'étalons pour les 20,000 fr. consacrés à encourager la reproduction.

M. le Préfet croit que c'est vingt, on peut consulter le programme.

(Séance du 20).

M. Mailliet déclare qu'il n'est pas non plus partisan du système nouveau ; aussi veut-il saper avec les autres, mais avec réflexion, après expérience, et quand il sera à peu près sûr du succès. Il ne fait encore que préparer son attaque. En attendant, il est très-intéressant de savoir quels sont les résultats du système actuel. S'il est démontré que ces résultats sont excellents, l'honorable membre renoncera à la lutte ; mais si, comme il le croit, ce système ne peut donner que des fruits incomplets, et le fruit à ses yeux, c'est le département doté d'étalons, et d'étalons à la portée des éleveurs et non pas à cinquante lieues de distance, il se réserve de le combattre quand le moment sera venu. Le rapporteur veut supprimer les rouleurs, et il a raison ; mais s'il n'y a pas d'autres étalons, c'est impossible. Pour juger un système quelconque, il faut toujours arriver à dire : — Montrez les chevaux, — et c'est pour cela que l'honorable membre faisait tout-à-l'heure à M. le Préfet cette question qui résume tout : — Combien avez-vous amené de chevaux par le mode d'encouragements actuel? C'est un chiffre à donner et à retenir. Quand il jugera le moment opportun, M. Mailliet, lui aussi, présentera son système.

M. le comte d'Hespel est d'avis qu'avant de changer le système en vigueur depuis l'année dernière, on ferait bien d'en poursuivre l'application et d'attendre les résultats des nouvelles créations de l'État. Sur la proposition du Gouvernement, l'Assemblée a voté un crédit très-supérieur à celui qui a été affecté jusqu'à présent à l'achat d'étalons ; le nombre doit en être augmenté de mille. Hier, le Conseil général a émis un vœu par lequel il demande que le Gouvernement établisse dans le département du Nord plusieurs stations d'étalons. Avant d'entrer dans l'ordre d'idées de M. Mailliet, il faudrait donc attendre la création de ces stations qui amèneront une très-grande amélioration de l'état de choses actuel. Elles viendront suppléer, pour une très-large part, au manque d'étalons dans le département. L'Administration des haras est très-disposée à établir plusieurs stations dans le Nord.

M. Jules Brame dit que ce sera un grand bienfait.

M. le comte d'Hespel ajoute que la difficulté consiste en ce moment à trouver les mille étalons pour l'achat desquels les fonds ont été votés. On ne les trouve ni en France, ni en Angleterre, ni dans aucun pays. Il faudra donc attendre plusieurs années avant de connaître le résultat des mesures votées par l'Assemblée nationale.

M. le Préfet fait connaître que, l'année dernière, le concours pour les étalons importés et les primes d'acquisition votées par le département, a amené l'importation de vingt étalons. Cette année, les primes sont un peu moins nombreuses, mais elles pourront encore amener l'importation de dix ou douze étalons. Deux animaux importés d'Angleterre ont paru avoir des qualités assez supérieures pour mériter la première prime. L'un est mort, c'est un malheur auquel personne ne peut rien. Quant au second, on a obtenu un résultat assez satisfaisant pour que le Gouvernement, prévenu de la présence de cet étalon, ait voulu l'acheter. M. le Préfet s'est interposé et l'administration des haras a renoncé à l'achat. L'étalon reste donc dans le département. Quand le concours que le Conseil général a créé n'aurait pas eu d'autre effet, il faudrait encore s'en féliciter puisqu'il a amené l'importation d'un étalon assez remarquable pour que le Gouvernement ait voulu l'acheter pour faire emploi du crédit dont a parlé M. le Comte d'Hespel.

M. Jules Brame dit qu'il ne veut pas critiquer le système, puisqu'il ne l'a pas combattu l'année dernière. Il ne demande qu'à le voir à l'œuvre, convaincu personnellement des résultats qu'il peut avoir. C'est pour cela qu'il désire qu'on constate dès-aujourd'hui la quantité des montes faites par les étalons primés dans le département du Nord. Il n'y a pas lieu d'attacher une grande importance au nombre plus ou moins considérable de chevaux qui se présentent au concours et viennent de plus ou moins loin; ce qui est particulièrement intéressant, c'est de connaître le nombre de sujets nés dans le département du Nord, et il faut prendre tous les moyens possibles pour y arriver, afin de pouvoir se rendre compte de l'amélioration de la race chevaline. Il ne faut pas perdre de vue que le système actuel coûte 20,000 fr. au lieu de 7,000, sans qu'on ait le droit de garder un seul étalon.

M. le Préfet répond que la dépense résultant des primes données aux étalons est de 11,000 fr. seulement pour cette année ; c'est une très-légère augmentation sur le crédit précédemment alloué.

Quant aux renseignements demandés par M. Jules Brame, il faudrait au moins attendre que les produits fussent nés.

M. Jules Brame dit qu'on peut bien s'informer du nombre des étalons lorsque le Rapporteur demande lui-même la suppression des rouleurs.

M. le Préfet déclare qu'il est partisan de la suppression des rouleurs. Il rappelle qu'il a soumis au Conseil un dossier spécial où se trouve une délibération du Comice agricole de Lille et un projet d'arrêté qui tend à supprimer les rouleurs, qu'il s'agisse d'étalons ou de taureaux, et à interdire de consacrer à la saillie des juments ou des vaches, des animaux non-approuvés...

M. Joos demande de qui émanera cette approbation.

M. le Préfet répond que l'approbation sera donnée par une Commission départementale.

M. Joos critique la manière dont on procède à l'examen des étalons. Les personnes à qui on confie ce soin reconnaissent souvent un grand mérite à des animaux dont les fermiers présents ont une tout autre opinion, et qui sont atteints de vices rédhibitoires. L'approbation dont on parle ne signifierait rien du tout.

M. le Préfet a meilleure opinion des sociétés d'agriculture, notamment de celle que préside le préopinant. Le règlement préparé par le Comice agricole de Lille est très-bien fait ; il a pour auteur M. Bonnier, juge-de-paix de Roubaix et vice-président du Comice, qui s'est occupé particulièrement des questions agricoles. Si l'on pouvait arriver à le mettre en vigueur, on atteindrait des résultats excellents. Mais M. le Préfet ignore si dans la législation française, on trouverait la sanction d'un règlement de ce genre.

Un membre dit que cela se fait ainsi en Belgique.

M. le Préfet ne pense pas que ce soit applicable en France. J'ai soumis, dit-il, ce règlement à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, qui l'a étudié avec beaucoup de soin, qui, comme moi, en approuve le principe, sans se préoccuper des détails qui pourraient être à modifier, mais qui croit aussi qu'on ne trouverait pas, dans notre législation, des armes suffisantes pour en imposer l'exécution. Je vous ai soumis ce projet de règlement du comice agricole de Lille. J'espère que vous voudrez bien en faire l'objet de vos observations. Vous y

trouverez sans doute la matière d'un vœu à adresser au Gouvernement pour modifier, sur ce point, la législation existante et interdire les étalons et taureaux rouleurs.

M. le Président met aux voix l'allocation du crédit de 22,900 fr. qui n'a pas été contestée.

— Le crédit est voté avec l'affectation proposée par le rapport.

— Le dernier paragraphe du rapport relatif aux conditions des primes à décerner aux étalons déjà primés est renvoyé au bureau pour nouvelle étude.

M. Boulangé fait encore les deux rapports ci-après :

Animaux nuisibles. — Hannetonnage. (4e B.)

II. — « Un crédit de 1,000 fr. a été alloué au budget départemental de 1875 pour être affecté en primes à la destruction des animaux nuisibles à l'agriculture et notamment des hannetons.

Le crédit pour l'exercice 1874, n'a été employé que jusqu'à concurrence de la somme de 740 fr., mais, afin que l'administration soit toujours en mesure d'acquitter, le cas échéant, les indemnités promises par le règlement du 20 août 1814, ainsi que les primes offertes, notamment pour la destruction des hannetons, le 4e bureau, d'accord avec M. le Préfet, propose l'allocation, au budget de 1876, du même crédit de 1,000 fr.

— Crédit voté.

Courses de Lille. (4e B.)

III. — « Le 4e bureau, s'associant à M. le Préfet, propose d'accorder à la Société des courses de Lille une subvention de 1,500 fr. pour courses au trot de chevaux montés ou attelés, âgés de 3 à 4 ans, nés et élevés dans le département. »

— Crédit alloué.

Société hippique. — Concours à Lille. (4e B.)

Les conclusions d'un rapport de **M. le baron de Bouteville** sur la création d'un concours hippique à Lille, dont le vote avait été ajourné (V. séance du 18 août), sont mises en délibération.

Ces conclusions, dont le Rapporteur fait une nouvelle lecture, sont ainsi conçues :

« Par ces motifs divers, le 4e bureau, d'accord avec M. le Préfet, propose, — au profit du concours de chevaux de service français, y compris le cheval de trait léger et agricole, concours à créer à Lille annuellement, pendant une période de dix ans, dans la seconde quinzaine d'août, par les soins et aux frais de la Société hippique française, cette Société y affectant un programme de prix d'au moins 20,000 fr., — le vote d'une subvention annuelle de 5,000 fr. pendant dix ans, la première annuité à inscrire au budget de 1876, aucuns autres frais directs ou indirects ne pouvant incomber à la charge du département.

« L'article 11 des statuts de la Société hippique dispose que, lorsque les départements accordent des subventions ou allocations à la Société, les Préfets de ces départements, ainsi que les Présidents des Conseils généraux, sont assimilés aux membres et jouissent des avantages qui sont attribués aux donateurs et aux sociétaires, suivant l'importance des subventions ou allocations annuelles faites en faveur des sociétés. Le 4e bureau propose de prendre acte, dans le contrat à intervenir, de cette disposition statutaire. »

— Ces conclusions mises aux voix sont adoptées.

M. Legrand (de Lecelles) présente les deux rapports qui suivent :

Tribunaux de Chambres de commerce. — Liste des électeurs. (1re B.)

I. — Aux termes de l'art. 619 nouveau du code de commerce (Loi du 21 octobre 1871) et des instructions de M. le Ministre de la Justice, le Conseil général doit désigner, chaque année, ceux de ses membres appelés à faire partie des commissions spéciales, chargées de procéder à la révision annuelle de la liste des électeurs des tribunaux, chambres de commerce et chambres consultatives des arts et manufactures.

Les membres qui ont été précédemment désignés sont :

TRIBUNAUX DE COMMERCE.

Lille.	MM.	J. Dutilleul, Desmoutiers, V. Pouchain.
Roubaix.		Descat, Jules Brame, Derégnaucourt.
Cambrai.		Telliez, Macarez, Seydoux.
Valenciennes. . .		Renard, de Marsilly, Caullet.
Dunkerque. . . .		Gustave Lemaire, Trystram, Joos.
Tourcoing.		Leurent, Roussel-Defontaine, Van der Straeten.

CHAMBRES DE COMMERCE NON COMPRISES DANS LE RESSORT D'UN TRIBUNAL DE COMMERCE.

Douai.	MM.	Fiévet, Billet, Baron de Bouteville.
Hazebrouck . . .		(formant la 2e section électorale de la Chambre de commerce de Dunkerque, MM. Duquenne, Beck, Lotthé.

CHAMBRES CONSULTATIVES DES ARTS ET MANUFACTURES.

Armentières . . .	MM.	Desrousseaux, Lotthé, V. Pouchain.
Avesnes.		Mailliet, Rouez, Berteaux.

Le 4e bureau est d'avis qu'il y a lieu de désigner les mêmes membres. En conséquence, les commissions spéciales dont s'agit resteront composées, cette année, comme l'an dernier.

— Adopté.

Tribunal civil de Lille. — 3e chambre. (4e B.)

II. — Depuis plusieurs années, le Conseil général émettait le vœu qu'une troisième chambre fût instituée au tribunal civil de Lille.

M. le Préfet fait connaître à l'assemblée que cette troisième chambre vient d'être créée, et que par suite le personnel du tribunal va être augmenté d'un vice-président, de deux juges, deux juges suppléants, d'un substitut et d'un commis greffier.

Le 4e bureau a été heureux d'apprendre la réalisation d'une mesure que réclamaient d'impérieux besoins et de si légitimes intérêts.

Il propose de donner acte à M. le Préfet de sa communication et d'exprimer à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, les remerciements de l'assemblée départementale.

— Conclusion adoptée.

Routes départementales. — Déclassement. — Communication de M. le Préfet.

M. le Préfet demande la parole pour faire une communication :

J'ai eu l'honneur, dit-il, de déposer un dossier contenant une lettre de M. le Ministre des Travaux publics et un avis du Conseil d'État, relatifs au déclassement des routes départementales. Voici à quelle occasion :

Le conseil général du Pas-de-Calais a voté, en avril 1874, le déclassement des routes départementales. Pour toutes les routes, qui sont sur le sol même du Pas-de-Calais, il n'y a aucune difficulté du moins en ce qui concerne le département du Nord, mais plusieurs de ces routes sont interdépartementales; elles commencent dans le Pas-de-Calais et se terminent dans le Nord. Au moment où ces déclassements furent prononcés, le département du Nord fut consulté et vous devez vous rappeler que, l'année dernière à la session d'avril, le Conseil général donna un avis contraire au déclassement. Le département du Pas-de-Calais eut la prétention, malgré l'opposition du département du Nord, de maintenir le déclassement de toutes ses routes départementales, y compris les sept routes qui aboutissent dans le département du Nord.

La question fut portée devant M. le Ministre des travaux publics et devant le Conseil d'État. Le Conseil d'État vient de déclarer que les départements, aux termes de la loi du 10 août 1871. sont parfaitement libres, de prononcer le déclassement des routes départementales en tant qu'elles sont sur leur sol, mais qu'elles ne peuvent plus le faire sans appel, pour ainsi dire, lorsque ces routes sont interdépartementales; il faut de plus que l'accord existe entre le département qui prononce le déclassement et les départements voisins sur lesquels se prolongent les routes à déclasser.

Le Préfet du Pas-de-Calais, qui a été avisé comme nous de la décision du Conseil d'État, me fait savoir qu'une commission spéciale de trois membres a été nommée par le Conseil général pour s'entendre avec le département du Nord sur la question de déclassement des routes.

En remettant sur le bureau du Conseil général la lettre de M. le Ministre et l'avis du Conseil d'État, je vous ai demandé par avance si vous vouliez consentir à cette conférence avec le département du Pas-de-Calais, et j'ai exprimé l'avis qu'une commission me semblait tout naturellement désignée pour y participer : c'est la Commission qui vient de vous proposer le déclassement des routes départementales. M. le Préfet du Pas-de-Calais me demande, à cet égard, une réponse télégraphique, parce que les membres du Conseil général du Pas-de-Calais qui font partie de la Commission offrent de venir lundi prochain à Lille. Il serait donc important que je pusse avertir vos collègues du Pas-de-Calais que cette date de lundi est acceptée par le Conseil général du Nord, et il est nécessaire que l'assemblée délègue, si tel est son intention, sa commission des chemins, ou une partie de cette commission, pour entrer en conférence avec la délégation du Pas-de-Calais.

M. Mailliet répond que la question ne lui paraît pas mûre. L'ajournement, qui a été prononcé de la délibération sur le rapport de la commission spéciale, ne permettrait pas à cette commission de prendre une résolution quelconque et la conférence ne pourrait pas aboutir en ce moment.

M. le Préfet demande dès-lors à être autorisé à répondre à son collègue que le Conseil général du Nord étudie la question, et qu'il prie le Conseil général du Pas-de-Calais de surseoir, jusqu'à ce que le Conseil général du Nord ait statué. (Approbation).

M. le baron de Bouteville croit savoir que le département de l'Aisne a également prononcé le déclassement de ses routes départementales, malgré l'opposition du département du Nord.

M. le Préfet dit que le déclassement ne peut avoir d'effet en ce qui concerne les routes interdépartementales.

M. le Président déclare l'incident clos.

M. Desmoutiers donne lecture du rapport qui suit :

Ferme école. — Vœu du Conseil d'arrondissement de Lille. (1re B.)

« Le Conseil d'arrondissement de Lille a exprimé le vœu que les Conseils généraux du Nord et du Pas-de-Calais nomment une commission à l'effet d'étudier la question de l'établissement d'une ferme-école pour les deux départements.

Cette question d'une ferme-école à créer dans le Nord a déjà été mise à l'étude, et l'Assemblée se rappelle que, l'an dernier, sur un rapport complet et précis de M. Fiévet, le Conseil général a décidé qu'il n'y avait pas lieu d'établir une ferme-école.

Les raisons, qui existaient alors, subsistent toujours; en conséquence, le 4e bureau propose de maintenir la résolution prise à la session d'août 1874. »

— Approuvé.

M. Bultot présente les huit rapports qui suivent :

Épidémies. (1re B.)

I. — « Le 4e bureau propose de donner acte à M. le Préfet de la communication au Conseil général du rapport présenté par le conseil central d'hygiène et de salubrité sur les diverses épidémies qui ont été observées dans le département du Nord pendant l'année 1874.

Il résulte de ce rapport que la situation sanitaire s'est maintenue dans d'excellentes conditions et que les épidémies, qui ont régné dans un petit nombre de communes, n'ont pas eu de gravité.

Le 4e bureau propose en outre d'inscrire au budget de 1876 un crédit de 600 fr. pour assurer le service des épidémies. »

— Ces conclusions sont adoptées et le crédit est voté.

Frais d'impression. (1re B.)

II. — « Le 4e bureau propose d'admettre les prévisions de M. le Préfet pour les frais d'impression à la charge du département pour 1876 et d'inscrire au budget du présent exercice, savoir :

Au sous-chapitre 1er	4,000 f. »
Au sous-chapitre XIII	17,800 »

Cette somme de 21,800 s'applique, savoir :

Aux procès-verbaux des délibérations du Conseil général et aux rapports de la Commission départementale et du Préfet	11,000 f.
Aux budgets et comptes départementaux	1,100
Aux délibérations des Conseils d'arrondissement et rapports des Sous-Préfets	700
Aux cartes d'électeurs	5,000
A la formation des listes électorales et des listes du Jury	4,000

— Ces crédits sont alloués.

Greffe du Conseil de Préfecture. — Frais de bureau et menues dépenses. (4e B.)

III. — « Depuis plusieurs années un crédit de 1,200 fr. est inscrit au budget départemental pour l'acquit des menues dépenses et frais de bureau du greffe du Conseil de Préfecture, et il a été fait emploi de cette somme jusqu'à concurrence de 954 fr. 20 c. en 1874.

Le 4e bureau propose de voter, pour l'acquit des menues dépenses et frais de bureau du greffe du Conseil de Préfecture, en 1876, la même allocation de 1,200 fr. »

— Crédit voté.

Propriétés départementales. — Frais d'assurance. (4e B.)

IV. — « Le 4e bureau propose l'inscription, au budget de 1876, d'une somme de 2,742 fr. 06 c., selon le détail contenu au rapport de M. le Préfet, pour assurance de diverses propriétés mobilières et immobilières appartenant au département du Nord. »

— Le crédit est voté.

Pyramides de Denain et de Cysoing. (4e B.) — Traitement des gardiens.

V. — « Le 4e bureau propose d'inscrire, au budget départemental de 1876, un crédit de 250 fr. pour le traitement des gardiens des pyramides de Denain et Cysoing, savoir :

Gardien de la pyramide de Denain.		200 fr.
Id.	de Cysoing	50

— Crédit alloué.

Palais-de-Justice de Lille, de Dunkerque et de Valenciennes. (4e B.) — Traitement des concierges.

VI. — « Le 4e bureau propose d'inscrire, au budget départemental de 1876, un crédit de 1,900 fr. pour le traitement des concierges des Palais-de-Justice de Lille, Dunkerque et Valenciennes.

Concierge du Palais-de-Justice	de Lille.		800 fr.
Id.	Id.	de Dunkerque.	600
Id.	Id.	de Valenciennes.	500

— Crédit voté.

Préfecture (hôtel) — Corps de-garde. (4e B.)

VII. — « Sur la proposition de M. le Préfet, le 4e bureau est d'avis de porter à 600 fr. le crédit nécessaire pour le chauffage et l'éclairage du corps-de-garde de la Préfecture. »

— Crédit voté.

Industrie minérale. (4e B.)

VIII. — « Le 4e bureau propose de donner acte à M. le Préfet de la communication, au Conseil général, du rapport de M. l'Ingénieur en chef des Mines, sur la situation de l'industrie minérale dans le département du Nord, pendant l'année 1874.

Il résulte de ce rapport que l'extraction a baissé, en 1874, de 2,426,682 quintaux métriques; elle ne s'est élevée qu'à 32,607,931 quintaux métriques, et néanmoins les prix de vente ont généralement diminué.

Le déficit provient presqu'entièrement de la Compagnie d'Anzin, mais cette Compagnie a donné, en 1874, une grande impulsion à ses travaux préparatoires, ce qui explique la diminution de production.

Le nombre des ouvriers, comparé à celui de 1873, a augmenté de 1,035; la moyenne des salaires est inférieure de 50/12e à celle de 1873; cette diminution, d'après M. l'Ingénieur en chef, ne provient pas d'une baisse sur le taux des salaires, mais dépend d'un peu moins de travail par l'ouvrier, la demande étant moins active et les Compagnies houillères ayant limité

le travail de leurs ouvriers. En 1874, il y á eu, dans le bassin houiller du Nord, 47 fosses en activité, 19 en réserve, ou pour l'épuisement et l'aérage, et 6 en creusement. En 1874, le département du Nord a consommé 41,200,000 quintaux métriques de houille; en 1873, il en avait consommé 43,139,390.

La diminution a porté sur les houilles du Pas-de-Calais, belges et anglaises, le bassin du Nord a fourni la même quantité en 1874 qu'en 1873.

L'extraction du bassin houiller du Nord, dans le premier semestre 1875, s'est élevée à 16,015,497 quintaux métriques, au lieu de 14,747,242 chiffre du premier semestre de 1874. L'extraction, en 1875, se met sur le même pied qu'en 1873, et l'industrie houillère, dans le département, reprend sa marche ascendante.

Enfin, le 4e bureau propose d'appuyer les vœux formés par les Conseils d'arrondissement de Lille et de Douai, tendant à faire prendre les mesures les plus utiles pour la production de la houille.

Il est également d'avis de s'associer au vœu déposé par MM. Des Rotours et Jules Brame dans la séance du 20 août, et tendant à ce que « le Gouvernement, usant des droits qu'il tient de la loi, des stipulations des cahiers des charges et des actes de concession, oblige toutes les Compagnies à mettre leurs concessions en activité, et à donner à leurs extractions un développement en rapport avec les besoins de la consommation et les possibilités de leur périmètre. »

M. Des Rotours croit devoir expliquer au Conseil général pourquoi M. Jules Brame et lui, ont proposé le vœu dont il est question à la fin du rapport.

On trouve consignés dans les rapports des Ingénieurs des mines deux faits qui ont paru considérables. Le premier, c'est qu'au mépris des stipulations des cahiers des charges des Compagnies, il existe dans le département trois concessions qui sont complètement et absolument inexploitées. Le fait n'est pas nouveau, il existait antérieurement à la crise houillère; jusque-là on pouvait croire qu'il ne présentait pas un intérêt suffisant pour appeler l'attention du Gouvernement; aujourd'hui, il n'en est plus de même. Il est actuellement démontré que la crise houillère qui a sévi d'une manière si déplorable dans le département, et dont il ressent encore aujourd'hui les effets, est le résultat de l'insuffisance de la production houillère. Il est certain aussi qu'aujourd'hui les prix de la houille sont encore sensiblement supérieurs à ce qu'ils étaient antérieurement à 1872; que par le fait de cette augmentation de la houille, les conditions de production d'un certain nombre d'industries sont interverties; que notamment le prix de revient d'un sac de sucre est augmenté environ de 2 fr.; que le prix de revient d'un hectolitre d'alcool est augmenté de 1 fr 50 c. Ces industries sont en souffrance, personne ne peut le nier; et ces souffrances sont en partie le résultat du haut prix de la houille.

Dans cette situation, les signataires du vœu ont pensé qu'il était indispensable d'appeler l'attention du Gouvernement pour qu'il réclame des Compagnies l'exécution de leurs obligations. L'obligation d'extraire résulte des cahiers des charges. Sur ce point, il ne peut y avoir aucune discussion. Seulement les signataires du vœu demandent que M. le Préfet du Nord veuille bien se faire l'interprète du Conseil général auprès du Gouvernement pour que cette mesure reçoive la plus prompte exécution possible.

(Séance du 20).

Il y a un second point sur lequel ils appellent aussi l'attention du Conseil général et qui n'est pas sans importance. Il résulte des documents fournis par les Ingénieurs des mines que si sur certains points, dans certaines concessions, notamment dans celle de Bully-Grenay, les efforts les plus louables et les plus efficaces ont été faits pour mettre la production au niveau des besoins de la consommation, il y a eu ailleurs des diminutions sensibles et considérables. Les signataires du vœu croient tout à la fois agir conformément à l'intérêt du public et à l'intérêt bien entendu des Compagnies elles-mêmes, en demandant que le Gouvernement, usant des droits dont il dispose, oblige les Compagnies à tenir leur exploitation au niveau des besoins de la consommation. L'industrie française est tributaire de l'étranger pour 5 millions de tonnes de houille; elle en consomme 22 millions et la production française n'est que de 17 millions de tonnes. L'honorable membre a en main des documents qui ont été produits devant la Chambre de commerce de Lille et qui n'ont pas été déniés; ils établissent que la mise en exploitation complète des bassins houillers du pays peut mettre dans un temps prochain la production au niveau des besoins de la consommation. Quand ce résultat sera obtenu, ce sera une grande cause de sécurité, car l'industrie française ne sera plus tributaire de l'étranger et échappera à la solidarité des crises anglaises.

Le vœu a pour objet d'inviter le Gouvernement à user des droits dont il dispose pour obtenir ces deux résultats : exploitation des concessions inexploitées, accroissement de la production des exploitations en activité.

M. le comte d'Hespel prie le préopinant de préciser davantage et de dire quelles sont les mines en exploitation qui n'ont pas, jusqu'à présent, répondu aux besoins publics. M. Des Rotours doit savoir qu'il n'est pas aussi facile qu'on peut le croire de mettre en exploitation une mine en peu de mois ou d'années. Il a dit que la Compagnie de Bully-Grenay, avec un zèle louable que l'honorable membre reconnaît, avait fait tous ses efforts pour mettre sa production au niveau des besoins de la consommation. Mais elle peut ne pas avoir rencontré certains obstacles avec lesquels d'autres Compagnies ont pu avoir à compter. Elle peut avoir mis en exploitation une fosse en quatorze mois, tandis que telle autre Compagnie est obligée de dépenser le triple, le quadruple, sans être certaine d'arriver au résultat. Ensuite la question ouvrière entraîne de grands embarras; aujourd'hui que la houille est chère, où l'on voudrait obtenir de plus grands résultats, il est impossible de trouver des ouvriers. On ne peut en faire venir de Belgique ni des autres mines parce qu'on diminuerait la production de ces mines, et il ne suffit pas, pour faire cesser cet état de choses, d'inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour mettre la production des fosses en exploitation au niveau des besoins de la consommation. Il y a des réserves à faire.

M. Des Rotours répond qu'il a constaté un premier point qui n'est contesté par personne, à savoir la non-exploitation d'un certain nombre de concessions. L'honorable membre ne s'inquiète pas de savoir quels sont les concessionnaires. Quels qu'ils soient, ils doivent exécuter leurs obligations. Les Ingénieurs des mines font connaître que, malgré la crise houillère qui a sévi si durement, il y a trois concessions houillères absolument inexploitées. . . .

Un membre dit que probablement elles ne peuvent rien produire.

M. Des Rotours. . . . De deux choses l'une : ou ces concessions ne contiennent rien ou elles contiennent de la houille ; dans le premier cas, il faut faire disparaître cette valeur du

bilan houiller; dans le second cas, la Compagnie, qui doit savoir à quoi s'en tenir, a le devoir d'exploiter.

Un membre demande les noms des concessionnaires.

M. Des Rotours dit que les noms des compagnies cconcessionnaires, sont dans le rapport de M. l'Ingénieur en chef des mines. Chacun peut s'y reporter.

Quant au second point, l'honorable membre se plaint que les extractions aient diminué. Le rapport des Ingénieurs donne une statistique exacte de la production houillère dans le département du Nord ; on sait que la production houillère, depuis 1829, doublait par chaque période de quinze ans. En 1874, au lendemain de la crise houillère, les prix ont été rémunérateurs pour les compagnies évidemment, les capitaux n'ont pas fait défaut et cependant la production, au lieu d'augmenter, comme on pouvait l'espérer, a été restreinte en 1874.

Un membre. — C'est une erreur.

M. Des Rotours. En 1873, l'extraction houillère dans le département avait été de 35,034,613 quintaux ; en 1874, elle n'a point dépassé 32,607,931 quintaux, soit une diminution de 2,326,682 quintaux. On objecte que le personnel ouvrier fait défaut ; mais les Ingénieurs des Mines répondent qu'il y a eu un millier d'ouvriers en plus en 1874...

M. le Préfet fait remarquer que ce fait est en contradiction avec ce qu'avance M. Des Rotours : puisqu'il y a eu plus d'ouvriers, c'est qu'ils préparent des fosses pour augmenter la production.

M. Des Rotours maintient que le travail utile, le travail d'extraction, aussi bien que le travail de préparation, a été ralenti. C'est le rapport lui-même qui le constate.

Voici, en effet, ce qu'on lit dans le rapport de l'Ingénieur des Mines, p. 10 :

« Les compagnies houillères ont payé en 1874, 21,124,085 fr. 19 c. à leurs ouvriers, soit en moyenne 1,040 fr. 48 c. par ouvrier du fond ou du jour. Elles avaient payé, en 1873, 21,012,439 fr. 41 c., soit 1090 fr. 60 c. par ouvrier. La moyenne de 1874 est inférieure de 50 fr. 12 c. à celle de 1873..» Ce fait que chaque ouvrier mineur a gagné, en 1874, en moyenne 50 francs de moins qu'en 1873, le tarif des salaires restant le même, établit manifestement que le travail a été ralenti en 1874.

Le travail utile a donc diminué dans l'ensemble. Les différents faits sur lesquels se fondent les auteurs du vœu sont indiscutables. Il y a des concessions entières qui demeurent inexploitées, ne convient-il pas de demander au Gouvernement de mettre ces compagnies en demeure ou d'exploiter ou de remettre leurs concessions? D'un autre côté, la diminution des extractions en 1874, est un fait malheureusement indéniable; l'honorable membre espère qu'il ne se prolongera pas et que le Gouvernement, usant des droits qu'il tient du cahier des charges, arrivera à leur faire atteindre un niveau suffisant pour faire face aux besoins de la consommation. Les compagnies houillères verront ainsi se confirmer leur prospérité et l'industrie française ne sera plus tributaire de l'étranger et solidaire des crises anglaises.

M. Des Rotours conclut en priant le Conseil général de s'associer au vœu qu'il a signé avec M. Jules Brame, et M. le Préfet d'être l'interprête du Conseil général auprès du Gouvernement pour qu'il prenne les mesures que la situation comporte.

M. Goussard comprend le désir très-légitime qu'on éprouve de voir, non pas seulement

la houille, mais les denrées de toute sorte, plus abondantes et à un prix plus avantageux. C'est un sentiment naturel que chacun partage. Mais il ne faut pas en conclure qu'en toute matière, on puisse engager le Gouvernement à prendre des mesures pour arriver à ce résultat. En principe, il faut respecter la liberté de l'industrie et la propriété.

Le vœu développé par M. Des Rotours est très-général ; ce n'est même pas un vœu, c'est l'expression d'un désir. Or, pour qu'un vœu émané d'un grand Corps ou d'une autorité quelconque ait quelque valeur, il faut autre chose que des généralités ; il convient donc que le préopinant veuille bien citer la clause qui permettrait au Gouvernement d'intervenir auprès des compagnies houillères de la façon qu'il désire. Il ne suffit même pas de dire au Gouvernement qu'il prenne des mesures ; quand on donne un conseil, il faut savoir ce que les autres doivent faire, il faut indiquer quelles sont les mesures à prendre. S'il est bien démontré que ces mesures sont praticables, conformes à la loi, aux conditions de l'exploitation, et d'accord, en définitive, avec la liberté de l'industrie, et les droits de la propriété, M. Goussard sera le premier à s'associer au vœu de M. Des Rotours. Mais il y a une démonstration plus précise que celle des besoins et des intérêts, c'est la démonstration pratique, fondée sur le texte de la loi. Et ce n'est pas même la loi seule qu'il convient de prendre : il faudrait savoir comment elle est interprêtée, quels sont les règlements d'exécution. Une loi en elle-même est un point de départ, mais, dans l'application, il y a des règles spéciales tracées pour chaque nature de mine.

M. Des Rotours répond qu'il rend hommage au principe de la liberté du commerce et de l'industrie. Mais ce principe n'est point en cause. Il s'agit de savoir si l'État doit ou non laisser violer par des Compagnies houillères les engagements qu'elles ont contractés dans l'intérêt des consommateurs. Au moment où une concession est accordée à une Compagnie, il intervient entre l'État et le concessionnaire un contrat d'où résultent des obligations réciproques. Ce que l'honorable membre demande, c'est que les stipulations de ce contrat soient complètement exécutées. Il y a, dans l'art. 49 de la loi du 21 avril 1810 sur les mines, que M. Goussard doit connaître, une disposition qui porte que quand une exploitation est restreinte ou suspendue, il appartient au Gouvernement, au Ministre de l'Intérieur, sur la proposition du Préfet, de prendre les dispositions que l'intérêt public comporte. Ce texte est d'ailleurs complété par l'article 10 de la loi du 27 avril 1838.

M. Goussard demandait encore si ce qu'on propose est bien pratique, si c'est applicable. L'honorable membre répond affirmativement, puisqu'une mesure semblable a été prise, l'an dernier, dans le Pas-de-Calais. Quand une concession est accordée par l'État à une Compagnie, est-ce pour garder son titre de concession dans ses papiers, comme un précieux parchemin, et pour ne rien faire ? Mais il y a de part et d'autre, en pareil cas, des obligations corrélatives : l'État accorde au concessionnaire le droit de fouiller sous le terrain d'autrui, d'en extraire la houille, de la vendre à son profit, mais, en retour, le concessionnaire s'oblige à exploiter et quand le concessionnaire n'exploite pas, est-ce que l'État est désarmé ? Il n'en saurait être ainsi, et le texte de l'art. 49 de la loi de 1810 est formel : « Si l'exploitation, dit-il, est restreinte ou suspendue, de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs, les Préfets, après avoir entendu les propriétaires, en rendront compte au Ministre de l'Intérieur pour y être pourvu, ainsi qu'il appartiendra. » Puis est venue une autre disposition de la loi du 27 avril 1838 qui en forme le corollaire et qui indique les conditions

spéciales et le mode d'application de cet article. Encore une fois, cet article est si bien applicable qu'il a été appliqué, l'année dernière, dans un département voisin. Les Ingénieurs des mines, au lendemain de la crise houillère, viennent déclarer qu'il y a des concessions inexploitées ; elles sont indiquées dans leur rapport ; ou il ne fallait pas distribuer le rapport, ou il faut reconnaître au Conseil général, témoin des souffrances que la rareté et le haut prix de la houille causent à l'industrie et à l'agriculture, le droit de dire que ces Compagnies doivent exploiter leurs concessions ou les remettre à l'État. En faisant cette demande, l'honorable membre croit ne rien demander que de légitime, puisque c'est conforme à la loi et au cahier des charges, et d'absolument pratique, puisque le Préfet du Pas-de-Calais s'est préoccupé, l'année dernière, de cette situation et que des concessionnaires de mines de houilles, qui ne croyaient pas devoir exploiter leurs concessions, ont dû les remettre au Gouvernement qui les a, moyennant argent comptant, concédées à d'autres qui ont entrepris des travaux. La proposition soumise au Conseil est donc parfaitement claire, précise, explicite et conforme à la loi, en même temps qu'aux intérêts du département.

M. Goussard répond qu'il connaissait parfaitement le texte de la loi, mais il croit que M. Des Rotours lui donne un sens qui n'est pas tout-à-fait exact. Pour que l'administration puisse intervenir, il faut que l'exploitation soit suspendue et le motif qu'on en donne immédiatement, c'est principalement l'intérêt de la sécurité publique. Il ne faut pas qu'une Compagnie puisse, d'un jour à l'autre, renvoyer les masses d'ouvriers qu'elle occupe.

Pour passer de la théorie au fait, y a-t-il, dans ce qui se passe dans le département, quelque chose de semblable ? A-t-on vu des Compagnies renvoyer leurs ouvriers ? Au contraire, elles en cherchent le plus qu'elles peuvent. On ne voit pas beaucoup de sociétés industrielles ou commerciales travailler contre leur intérêt et renoncer à une exploitation qui serait fructueuse, et, dans ce moment, toutes les fois qu'elles peuvent trouver des ouvriers, elles les prennent. Elles exploitent et gagnent de l'argent, donc il n'y a pas suspension d'exploitation. Y-a-t-il eu du moins, restriction de l'exploitation ? Et l'exploitation est-elle restreinte dans le sens de la loi ? Ces questions de mines ont toujours été considérées comme des plus délicates. L'Etat y intervient très-directement parce qu'il perçoit une partie de la redevance, et qu'il a le plus grand intérêt à ce que la production soit considérable. Il s'est tellement préoccupé de la question que, depuis un an, la législation a changé et qu'au lieu de faire des abonnements avec les Compagnies, abonnements qui reposant sur une moyenne, pouvaient être préjudiciables au Trésor, il se fait remettre chaque année les résultats de l'exploitation et c'est sur cette base que les droits sont calculés. L'administration a donc sous les yeux, tous les ans, pour chaque concession de mines, les résultats des travaux. Eh bien, y a-t-il eu de la part de la Compagnie qu'on signale, une restriction volontaire de l'exploitation, ainsi que l'exige la loi ? Personne ne le pense. Dans tous les cas, ce serait un fait particulier, et ce qui inquiète l'opinant, c'est que, sous cet aspect de vœu général, on formule un reproche qui s'adresse à des individualités Or, il est toujours très-délicat pour un Conseil général de soulever de ces questions qui paraissent dirigées contre certaines personnalités.

M. Des Rotours proteste contre l'intention que M. Goussard prête aux auteurs de la proposition ; ils ont entendu attaquer un abus et non attaquer des personnes.

M. Goussard dit que quand on invite le Gouvernement à prendre des mesures pour que des concessions qui ne sont pas exploitées soient remises en d'autres mains, on s'attaque, par cela même, bien qu'on ne les nomme pas, à certaines personnalités. L'honorable membre déclare qu'il n'est intéressé dans aucune espèce de houillère, ce qui lui permet de ne traiter la question qu'au point de vue de l'intérêt général et de l'application de la loi. S'il insiste, c'est parce qu'il lui paraît dangereux d'engager le Conseil général dans l'émission de certains vœux dont il n'aperçoit pas la gravité et qu'il peut voter de très-bonne foi à raison de leur apparence d'intérêt général, alors qu'ils posent des principes très-dangereux dans leurs conséquences. La loi qu'on a citée attribue aux concessions de mines le caractère absolu de propriété perpétuelle et inviolable : il ne faut pas l'oublier. Sans doute on n'a nommé personne, mais il est facile de trouver les noms. Ainsi voilà trois concessions qui sont nominativement désignées au Ministre, à l'occasion desquelles on lui demande de prendre des mesures de rigueur. Avant de faire cette désignation et cette invitation, s'est-on assuré des faits? Est-on certain qu'elles soient susceptibles d'exploitation? Chaque année, quand on discute les droits du Trésor, on reconnaît qu'il y a certains puits sans exploitation, et que les sociétés concessionnaires attendent un an, deux ans avant d'exploiter et ensuite retirent des produits plus considérables. Ce n'est pas là ce qu'on appelle restreindre l'exploitation : cette expression signifie qu'on a diminué volontairement la production et qu'on reste maître de la développer. Cela permet-il de dire à une société qu'elle doit, quand même, développer sa production par tous les moyens possibles? Jamais on ne l'a pensé. Le vœu du Conseil général serait donc sans portée. L'honorable membre refuse de s'y associer et entend dégager absolument sa responsabilité à ce sujet; Il ne connaît pas les faits dont il a été question pour le Pas-de-Calais; on n'établit pas qu'il y ait des torts à reprocher à qui que ce soit et il regarde comme très-dangereux de signaler à la sévérité du Gouvernement un établissement dont on n'a pu apprécier la conduite.

M. Jules Brame rappelle la profonde et légitime émotion qui existait, il y a deux ans à peine, dans le département du Nord et dans la France entière lorsqu'on a vu tout-à-coup le prix du charbon doubler, tripler, et qu'on a été témoin des conséquences malheureuses qui en sont résultées. Il était alors du devoir de tous d'étudier quelle était la véritable situation pour en trouver le remède. On a remarqué que, par suite d'arrangements intervenus entre le Gouvernement et les Compagnies concessionnaires de bassins houillers, celles-ci avaient obtenu gratuitement des étendues considérables de terrains houillers, et il a été reconnu que le Gouvernement avait contre ces mêmes Compagnies, en vertu de la loi de 1810, le droit de révoquer leurs concessions, lorsqu'elles ne remplissent pas les obligations qui leur ont été imposées. L'Assemblée nationale a cru qu'elle avait le droit et le devoir de s'occuper de ce qui se passe en France et particulièrement dans le département du Nord.

L'honorable membre ne craint pas d'ailleurs de s'attaquer à des personnalités, ainsi qu'on le lui reproche, lorsqu'il s'agit de défendre l'intérêt public. On voit dans le rapport de M. le Préfet et dans le rapport de l'Ingénieur des mines qu'il y a trois concessions qui sont abandonnées, dont l'exploitation n'est pas seulement restreinte, mais n'existe pas. Or, si l'exploitation de ces trois grandes concessions était entreprise, on pourrait en tirer une quantité considérable d'hectolitres de charbon, qui viendraient sur le marché et approvisionneraient l'industrie. C'est donc un devoir pour tous de signaler cette situation au Gouvernement.

Voilà le premier point que le vœu proposé signale à l'attention du Conseil général. Le fait est indiscutable et les prescriptions de la loi sont formelles.

Quant au second point, le Gouvernement a également le droit de savoir ce qui se passe dans l'exploitation des mines, de rechercher quel devrait être leur rendement, et s'il n'y a pas une entente entre un certain nombre de concessionnaires pour maintenir, artificiellement, les prix à un taux plus ou moins élevé. Les signataires du vœu demandent donc que le Conseil général réclame l'observation de la loi et signale au Gouvernement les infractions dont elle est l'objet, au préjudice des intérêts industriels. La question est assez grave pour qu'on s'en préoccupe.

M. de Carnières prie le Conseil général de voter, par division, sur les deux parties du vœu. La première partie peut être l'objet d'un vote affirmatif et paraît ne pas présenter de grandes difficultés.

Lorsqu'une société a obtenu une concession houillère, et que, dans un délai fixé, soit par la loi, soit par l'acte de concession, elle n'a fait aucune espèce de travail pour entreprendre l'exploitation, elle peut être déclarée déchue de ses droits. Rappeler cette disposition de la loi, ce n'est pas soulever une question personnelle. Le Conseil général ne va pas chercher ses renseignements dans des propos plus ou moins vagues, puisqu'il trouve dans le rapport de l'Ingénieur en chef des Mines cette déclaration formelle que, dans le département du Nord, il y a trois concessions qui ne sont pas mises en exploitation. Sur ce point, le Conseil général a le droit, et peut-être le devoir, de prier le Gouvernement d'examiner s'il n'y a pas lieu, aux termes de la loi et du cahier des charges, de retirer ces concessions, qui seraient sans doute exploitées d'une manière utile par d'autres.

M. Goussard demande si ce fait est bien démontré. Les concessionnaires ne sont-ils pas encore dans les délais? N'ont-ils fait aucune espèce de travaux?

M. Maillet propose d'amender le vœu ainsi qu'il suit: « Le Conseil général du Nord, préoccupé de la situation fâcheuse et persistante d'un grand nombre de nos industries, surtout de celles pour qui le combustible est un élément principal du prix de revient, exprime le vœu que le Gouvernement, usant des pouvoirs qu'il tient de la loi, favorise, autant que possible, le développement progressif et continu de l'extraction de nos richesses houillères. »

On ferait disparaître ainsi tout ce qui, dans le vœu proposé, semble avoir un caractère personnel.

Il s'agit de mettre un terme, continue l'honorable membre, à une souffrance que nous avons tous ressentie, par un intérêt quelconque, en même temps que par une sollicitude générale, car lorsque le combustible, qu'on a appelé justement le pain de l'industrie, vient à manquer, et que, par le fait de cette pénurie, le prix augmente dans une proportion que personne n'avait osé prévoir, tout ce qui sert à la vie de l'homme participe à cette augmentation et toutes les classes de la société en souffrent. On comprend que ce souvenir soit resté dans les esprits, et, dans l'état actuel des choses, quand on voit la peine que certaines industries, affaissées sous le poids de leurs charges, ont à se relever, on s'explique très-bien que cette préoccupation du combustible, dont le prix reste élevé, excite ces vifs sentiments que viennent d'exprimer M. des Rotours et M. Brame. Mais, à côté de cela, la parole autorisée d'un homme d'affaires, qui n'est pas moins sensible que nous à ces souffrances, est venue dire: Oui, le Gouvernement est armé, il n'est pas permis à un possesseur de mines de faire de sa

propriété l'usage libre qu'on fait d'une propriété quelconque ; c'est un propriétaire asservi à une loi, il doit la respecter ; mais si on peut rappeler ce principe, c'est à la condition de séparer le fait général de la question de pénalité ; de ne pas faire de désignations anonymes d'une transparence qui met, pour ainsi dire, les visages à nu, et de renoncer à se constituer dénonciateurs et à appeler des pénalités sur certaines personnes. (Réclamations.)

M. Testelin. Pour les Compagnies de chemins de fer, on le fait à chaque instant.

M. Goussard. Des Conseillers généraux ne sont pas des juges.

M. Mailliet retire le mot, s'il déplait ; mais si l'on veut aller au fond des choses, on reconnaîtra qu'en disant au Gouvernement que certaines personnes font telle ou telle chose, bien qu'on ne les désigne pas par leur nom, il y a ce sous-entendu qu'en cherchant les noms, on les trouvera de suite.

M. le baron de Bouteville. C'est l'Ingénieur en chef des mines qui les a désignées.

M. Mailliet ne voudrait pas sans connaître les causes de leur abandon apparent, qu'on sortît des généralités, et que spécialement on vînt citer des établissements inexploités et appeler l'attention du Gouvernement sur telle ou telle personne plus ou moins désignée. En un mot, il admet qu'on dise, d'une manière générale : — Il y a souffrance et vous avez un droit, c'est de faire exécuter la loi ; nous avons besoin de charbon, le charbon est trop cher eu égard à la situation actuelle de l'industrie et nous vous prévenons que peut-être on pourrait développer d'une manière plus active la production de ce pain quotidien si utile. — On donnerait ainsi au Gouvernement la seule indication, le seul conseil que le Conseil général puisse donner sans excéder ses droits. Pour une désignation plus explicite, l'honorable membre refuse son vote, bien qu'au point de vue du sentiment, de la nécessité même, il soit pleinement d'accord avec les auteurs du vœu ; il ne diffère d'avis que sur la manière de le présenter.

M. de Carnières persiste à demander la division et il croit qu'elle est de droit. Malgré la chaleur avec laquelle le préopinant s'est exprimé, l'affaire ne lui paraît pas de nature à motiver tant d'animation, à moins qu'il y ait des sous-entendus qu'il ignore. Il y a deux questions juxtaposées, il faut les séparer. L'Ingénieur en chef des mines dit, dans son rapport, que trois concessions ne sont pas exploitées ; ce n'est pas le Conseil général qui relève le fait ; en s'en emparant, il ne fait pas de personnalités et surtout il ne fait aucune dénonciation, c'est un mot exagéré dont on s'est servi. Il demande au Gouvernement, s'il y a réellement trois concessions non exploitées, comme l'Ingénieur des mines l'affirme, de prendre des mesures pour qu'elles soient exploitées ou qu'elles soient retirées à ceux qui les ont obtenues. Sur ce premier point, M. de Carnières ne croit pas qu'il puisse y avoir de difficulté : dans ce qu'on a dit à ce sujet, il a bien entendu de gros mots, mais non pas de grosses raisons.

Sur le second point, l'honorable membre déclare qu'il est complètement opposé au vœu et qu'il ne pourra s'y associer.

M. Des Rotours, sur la demande de plusieurs membres, donne lecture du passage suivant du rapport de l'Ingénieur en chef des mines qui a donné lieu au vœu qu'il a proposé conjointement avec M. Jules Brame :

« *Concessions inexploitées.* — Au commencement de 1874, six concessions dépendant du

service du bassin houiller du Nord étaient inexploitées, savoir : les concessions de Marly, Crépin, Annœullin, Hasnon, Bruille et Château-l'Abbaye.

» Cette situation s'est notablement modifiée pendant l'année 1874.

» La Compagnie de Marly a fait une émission des actions qu'elle possédait à la souche dans le but de reprendre les travaux, et, dans le premier semestre de 1875, elle a commencé deux sondages.

» Une Compagnie nouvelle s'est formée pour exploiter la concession de Crépin, elle a commencé en 1875 un sondage, et fait les préparatifs nécessaires pour creuser une fosse, à l'est d'Onnaing.

» Les acquéreurs de la concession d'Annœullin ont placé une nouvelle machine sur la fosse, qu'ils veulent vider et remettre en état pour y faire des travaux de recherche.

» Ces travaux, qui ne font que commencer, n'ont pas encore donné assez d'indications pour qu'on puisse en tirer une conclusion ; nous n'avons donc que des vœux à faire pour leur réussite. Quant aux trois concessions d'Hasnon, Bruille et Château-l'Abbaye, dont les propriétaires sont les Compagnies d'Anzin et Vicoigne, on n'y a fait encore aucune recherche nouvelle. »

Voilà donc, ajoute M. des Rotours, trois concessions où l'on ne travaille pas, où l'on ne fait même aucune recherche. Eh bien, il y a de la houille dans le sol concédé, ou il n'y a rien; s'il y a de la houille, la Compagnie concessionnaire mise en demeure se mettra à l'œuvre; elle exploitera, ce qui profitera aux actionnaires et au public. Si elle persiste dans son inertie, elle ne pourra s'en prendre qu'à elle-même de l'éviction qu'elle aura éprouvée.

Ce n'est pas lui enlever quoi que ce soit, c'est au contraire lui faire un cadeau. S'il n'y a rien, elle ne saurait se plaindre que ces concessions cessent de figurer à l'actif houiller du département

J'éprouve ici un singulier étonnement, ajoute l'honorable membre ; lors de l'enquête houillère qui a été faite à l'Assemblée nationale, une résolution, adoptée à l'unanimité et sans discussion, portait que dans l'état où se trouvait actuellement l'industrie, il était du devoir du Gouvernement d'assurer l'exploitation de toutes les concessions qui jusqu'à présent étaient demeurées inexploitées. C'est l'application de la loi; le vœu ne peut donc, à ce point de vue, comme l'a déclaré M. de Carnières, encourir aucun reproche, et peut être voté par le Conseil général.

M. le Président met aux voix la première partie du vœu qui est ainsi conçue :

« Le Conseil général émet le vœu que le Gouvernement, usant des droits qu'il tient de la loi et des stipulations des cahiers de charge et des actes de concession, oblige toutes les Compagnies à mettre leurs concessions en activité. »

— Ce vœu est adopté à la presque unanimité.

M. le Président donne ensuite lecture de la seconde partie du vœu :

« Le Conseil général.... émet le vœu que le Gouvernement oblige les Compagnies..... à donner à leurs extractions un développement en rapport avec les besoins de la consommation et les possibilités de leur périmètre. »

M. le Président demande si ce dernier paragraphe est maintenu par ses auteurs : le Conseil général a été presque unanime sur la première partie, il va se diviser sur la seconde.

(Séance du 20).

M. Des Rotours déclare qu'il considère la première partie du vœu que le Conseil général vient de voter à la presque unanimité comme la partie essentielle. La seconde partie n'en est que le développement; si le Conseil général préférait une autre formule, on pourrait renvoyer au bureau qui présenterait une nouvelle rédaction. Mais, quant au fond, le droit est certain, il est écrit dans la loi.

M. Goussard déclare de nouveau que ce n'est pas son avis. Pour lui, la seconde partie du vœu explique la première.

M. Jules Brame déclare qu'en présence de l'opposition qu'elle paraît rencontrer il retire, en son nom et au nom de M. Des Rotours, cette seconde partie du vœu, la première partie, qui vient d'être adoptée étant, comme question de principe, la plus importante et répondant aux désirs des auteurs de la proposition.

— Les autres conclusions du rapport relatives aux vœux des conseils d'arrondissement de Lille et de Douai sont adoptées.

La parole est donnée à **M. Telliez** qui lit le rapport suivant :

Architectes départementaux. — Traitement. (3e B.)

» Pour assurer le traitement des architectes départementaux, M. le Préfet prie le Conseil général d'allouer le crédit de 5,000 fr. au budget de 1876.

Le 3e bureau propose de voter ce crédit.

— Le crédit est voté.

M. le Président rappelle que la séance de demain a été fixée à neuf heures du matin.

La séance est levée à six heures et demie.

Le Secrétaire,
DESROUSSEAUX.

Le Président,
PLICHON.

Lille-Imp. L. Danel.

Séance du Samedi 21 Août.

La séance est ouverte à neuf heures un quart du matin.

Président : **M. Plichon.**

Secrétaire : **M. Legrand** (de Lecelles).

Sont présents :

MM. Guillemin, Mailliet, Levent, Emond, Marie-Soufflet, Boulangé, baron de l'Épine, de Carnières, Rouez, Berteaux, Stiévenart-Béthune, Leleu, Telliez, Dutemple, Ch. Seydoux, Crépin, Macarez, Merlin, Giroud, Fiévet, Billet, baron de Bouteville, des Rotours, Joos, de Coussemaker, Gustave Lemaire, Trystram, Goussard, Goudaert, Bergerot, Lotthé, Plichon, Desmyttère, Joets de Métershof, Massiet du Biest, Duquenne, Beck, Pouchain, Jules Brame, Comte d'Hespel, Chombart, Descat, Jules Dutilleul, Soins, Morisson, Testelin, Desmoutiers, Desrousseaux, Deleporte-Bayart, Van der Straeten, Roussel-Defontaine, Caullet, Renard, Emile Delerue, Bultot, L. Legrand (de Valenciennes).

Sont absents :

MM. Deregnaucourt, Leurent, de Marsilly.

M. le Conseiller d'Etat, Préfet, assiste à la séance.

Le procès-verbal de la dernière séance, lu par **M. Legrand** (de Lecelles) est adopté.

Communications. **M. le Président** fait connaître qu'il a reçu les communications suivantes :

1° Une pétition de MM. les Maires de Baisieux, Chéreng, Sailly et Willens tendant à obtenir: 1° que les manœuvres qui ont lieu actuellement sur le chemin d'interêt commun N° 24, à la

station de Baisieux, se fassent à l'avenir sur le passage à niveau du chemin vicinal ordinaire menant au hameau de Breuze; 2° que la Compagnie du Nord fasse construire, à ladite station, une voie de garage et de déchargement.

— Renvoi au 5e bureau.

2° M. Beck, Président du Conseil d'administration de la caisse de secours fondée à Dunkerque en faveur des familles des marins morts ou présumés péris à la pêche de la morue, adresse ses remercîments au Conseil général pour le subside accordé à cette œuvre de bienfaisance et envoie le compte-rendu des opérations de la caisse de secours pendant les campagnes de 1873 et de 1874, ainsi qu'un exemplaire des statuts de l'œuvre.

— Dépôt à la bibliothèque.

Commission des traités de commerce.

M. Roussel-Defontaine demande la désignation, pour l'arrondissement de Valenciennes, d'un membre de la Commission chargée de l'examen du régime commercial, en remplacement de M. de Marsilly qui paraît devoir être absent pendant toute la durée de la session.

M. le Président invite les membres de l'arrondissement intéressé à proposer un autre membre et à lui faire connaître leur choix.

Table des délibérations du Conseil général. — Indemnités aux employés des Archives.

M. Desrousseaux dépose la proposition suivante :

« D'accord avec M. le Préfet j'ai l'honneur de demander au Conseil général l'inscription au budget rectificatif de 1875 d'un crédit de 1,500 fr. pour payer les indemnités dues aux employés des archives départementales, qui ont bien voulu se charger de la confection de la deuxième partie de la table des délibérations du Conseil général. »

— Le crédit est voté.

Traitement du bégaiement. — Méthode Chervin

Lecture est donnée par **M. Van der Stracten**, au nom d'une commission spéciale, du rapport qui suit :

Le Conseil général du Nord par une délibération en date du 29 octobre 1874 votait une allocation de 1,000 fr., à titre de subvention, pour l'ouverture à Lille d'un cours de prononciation à l'usage des bègues, par la méthode Chervin, et me chargeait conjointement avec M. l'Inspecteur d'Académie de former une Commission destinée à suivre l'application de la méthode et à juger de son degré d'efficacité. Sur notre proposition M. le Préfet du Nord, quelque temps avant l'ouverture de ce cours, complétait la Commission d'examen en réclamant le concours de MM. les docteurs Parisse, Billon et Wannebroucq.

Des avis émanant de l'autorité préfectorale ayant été répandus dans tout le département assez longtemps à l'avance, le cours fut inauguré le 26 avril 1875 en présence de la Commission. — M. le docteur Wannebroucq, dont la compétence est connue de tous, a bien voulu se charger des fonctions de secrétaire de la Commission et rédiger en son nom le remarquable travail dont je vais avoir l'honneur de donner connaissance au Conseil.

« Le nombre des élèves autorisés à suivre le cours est de 14 dont 12 adressés par la Préfecture et 2 suivant les leçons à leurs frais.

» La Commission se livre à l'examen successif et individuel de tous les sujets admis au cours. Elle trouve réunis là, comme à souhait, à peu près toutes les variétés de bégaiement depuis le mutisme presque invincible jusqu'au simple défaut de prononciation. Une note est rédigée sur

chacun de ces cas pour servir de point de comparaison et de base au jugement qui devra être porté ultérieurement. Pour ne pas faire double emploi ces notes seront indiquées plus loin en regard des résultats qui seront obtenus à la fin du cours et qui devront être contrôlés alors par la Commission.

» Le traitement par la méthode Chervin ayant une durée de vingt jours la Commission se réunit de nouveau après ce délai, c'est-à-dire le 15 mai 1875. Le professeur fait exécuter devant elle la plupart des exercices qui constituent les procédés de sa méthode.

» Les élèves se livrent d'abord à des *exercices d'ensemble* au point de vue de la respiration, de la phonation et du langage articulé.

» Les actes respiratoires accomplis avec des rhythmes variables sont amples, nets et faciles chez tous. On n'observe plus ni saccades, ni interruptions, ni contractures, ni fatigue apparente.

» La phonation successive et graduée des voyelles, des consonnes, des syllabes, s'exécute normalement, sans hésitation, avec ou sans intonations musicales. Les mouvements du thorax, ceux des lèvres s'associent de la manière la plus physiologique et uniformément chez tous. On ne remarque plus les contractions choréiques des traits de la face, des muscles du cou et même du tronc qui existaient chez quelques uns.

» La prononciation de certaines phrases simples d'abord, puis combinées de manière à y accumuler les difficultés les plus habituelles aux bègues, se produit nettement, sans effort, sans hésitations initiales ou intercurrentes. Le groupe tout entier des élèves attaque la phrase avec simultanéité et l'achève avec une concordance qui ne se dément pas un instant. Puis vient la lecture d'un excellent choix de maximes, de préceptes, d'aphorismes rassemblés dans les programmes d'études de M. Chervin et bien appropriés aux exercices phonétiques.

» Passant ensuite à un degré plus avancé de l'enseignement les élèves lisent à haute voix des dialogues dans lesquels ils remplissent alternativement, sur la désignation du maître, mais sans ordre déterminé d'avance, le rôle d'interlocuteur. C'est une grande satisfaction pour la Commission de constater que certains de ces bègues qui, naguère incapables de répondre aux demandes de renseignements les plus simples, peuvent participer instantanément et sans jamais être pris au dépourvu, à ces exercices dialogués.

» On pourrait objecter avec juste raison que la récitation ou la lecture de mots, de phrases connues des élèves, répondant à des idées qui leur sont devenues familières, exigeant des actes physiologiques auxquels ils ont eu le temps de s'assouplir, n'est pas absolument propre à faire juger de la méthode au point de vue des usages habituels de la parole. Aussi doit-on accorder une plus grande importance aux lectures à première vue que tous ont pu faire avec une correction qui serait irréprochable sans une certaine lenteur encore obligatoire pour quelques-uns, ou, sans des hésitations tenant, chez d'autres, à l'ignorance de certaines expressions ne faisant pas partie de leur vocabulaire ordinaire et n'éveillant en eux aucune idée corrélative.

» Les progrès obtenus ont d'ailleurs pu être appréciés à leur plus exacte valeur à l'audition d'une petite narration improvisée faite par chacun des bègues du cours, dans un style familier en rapport avec le degré plus ou moins élevé de son instruction ou de son éducation Ces courts récits ont été dits avec une netteté telle que des personnes non prévenues eussent diffi-

cilement supposé avoir devant elles des sujets présentant, peu de jours auparavant, tous les signes de cette pénible infirmité du bégaiement. Plus de mutisme, plus de temps d'arrêt, plus de sifflement, plus de sons filés, plus de spasmes inspiratoires imitant le hoquet, plus de mouvements choréiques généralisés ou partiels; seulement un peu de lenteur calculée chez quelques uns ou une légère réminiscence des intonations musicales pédagogiques, quelques rides de temps en temps dans les traits de la face, particulièrement vers les sourcils. A part ces desiderata bien minimes, qui ne se révèlent qu'à une investigation très-attentive, la parole est redevenue correcte et suffisamment dépouillée de ses vices de phonation et d'articulation pour que dans les rapports ordinaires de la vie, la grave infirmité première soit presque entièrement dissimulée.

» L'examen du dossier scolaire de chacun des élèves viendra confirmer cette appréciation unanime de la Commission. Nous donnons ces petites notes individuelles dans l'ordre décroissant de la gravité du mal.

» 1. Caudoux, Adolphe, 18 ans, rue St-Etienne, 17, à Lille. Très-longue hésitation ou même mutisme prolongé avant de prononcer un mot isolé ou de commencer une phrase. Il se produit en ce moment un spasme des muscles inspirateurs qui n'aboutit qu'à une sorte de sanglot. Le sujet ne peut dire ni sa profession, ni sa demeure. Hésitation interminable avant de commencer une lecture. Bégaiement à son plus haut degré.

A la fin du cours, Caudoux peut répondre sans hésitation; il lit couramment; il raconte avec une certaine lenteur, qu'il sent nécessaire encore, mais sans bégayer.

« 2. Lagache, Henri, 35 ans, à Noyelles-lez-Seclin; ce bègue parle sans grande hésitation initiale, éprouve des temps d'arrêt intercurrents assez courts; mais il est affecté d'un spasme laryngien avec inspiration involontaire très fréquent se produisant parfois presque avant chaque mot d'une phrase.

» L'examen terminal fait constater que le spasme laryngien a disparu; la parole est nette, le récit non interrompu.

« 3. Boncour, Achille, 23 ans, rue de l'Hommelet, 8, à Roubaix. Mouvements choréiques des muscles de la face, du cou, des épaules presque à chaque mot. Répétition très-fréquente des premières syllabes des mots.

» A la fin du cours les mouvements choréiques sont domptés. La lecture se fait d'une manière assez courante; mais l'improvisation fait constater encore de temps en temps quelques répétitions des syllabes.

» 4. Claeyssens, Arthur, 15 ans, de Dunkerque; spasme inspirateur laryngé et occlusion spasmodique des lèvres, avant presque tous les mots isolés ou au début de courtes phrases tandis que les phrases un peu longues commencées avec beaucoup de difficultés s'achèvent assez couramment. Lecture presque impossible.

L'enseignement de M. Chervin a totalement changé cet élève. Il lit sans hésitation, il parle et récite sans interruptions. Tout mouvement spasmodique a disparu.

» 5. Penin, Théophile, 25 ans, de Croix. La parole présente peu d'hésitations ou de répé-

titions, mais il existe un sifflement inspiratoire qui se fait entendre fréquemment au commencement des mots.

» Le spasme des muscles inspirateurs et le sifflement ont cédé au traitement : il parle bien pourvu qu'il observe une certaine lenteur dans le débit.

» 6. Ursch, Louis, 14 ans, rue du Marché-aux-Bêtes, 20, à Lille. Bégaiement en quelque sorte intermittent, peu appréciable à certains moments, beaucoup plus prononcé dans d'autres. Légers mouvements choréiques des lèvres et des sourcils.

» A la fin du cours la parole est devenue régulièrement nette, même dans l'improvisation; il n'existe que de légers mouvements choréiques des sourcils à peine perceptibles et rares.

» 7. Lemaire, Alfred, 22 ans, rue de l'Esplanade, à Dunkerque, Choréelabiale, spasmes laryngiens dans l'inspiration ; hésitations initiales fréquentes parfois assez longues.

» Le traitement a fait disparaître les contractions musculaires spasmodiques. Le débit est suivi, sans répétitions syllabiques, même dans l'improvisation,

» 8. Delmulle, Henri, 14 ans. au Blanc-Seau, près Tourcoing. Bégaiement non constant, pour les mots qu'il connaît ; reprend de temps en temps les syllabes initiales avec un bruit de hoquet.

» La lecture et la conversation sont devenues, à la fin du cours, faciles et dégagées des spasmes inspirateurs qui les entrecoupaient primitivement.

» 9. Beutard, Floribon, 35 ans, 32, rue Doudin, à Lille. Présente des alternatives très-marquées de bégaiement fort et de bégaiement faible. On observe comme symptôme permanent une chorée labio zygomatique très-prononcée.

» A la fin du cours il parle régulièrement bien, mais avec une certaine lenteur calculée. Il adresse à son professeur un petit discours de remerciement et, malgré une émotion vive qu'il a peine à surmonter, il ne bégaie plus.

» 10. Bruneau, Jules, 13 ans, à Wattignies, Son infirmité est caractérisée par la répétition, d'ailleurs peu fréquente. de certaines syllabes initiales. Il est atteint, en outre, de mouvements spasmodiques de la face surtout marqués du côté des paupières et des sourcils,

« Le traitement a produit un résultat qu'on peut dire complet. Le bégaiement a disparu à la lecture comme à l'improvisation.

» 11. Froment, François, 31 ans, de Verchain. Il montre un peu d'hésitation au début de certaines phrases. Il éprouve alors des spasmes laryngés assez courts et quelques mouvements choréiques de la face.

» Son faible degré d'instruction ne lui permet pas de lire bien couramment, mais on peut constater à la suite de l'enseignement une amélioration très-notable dans la conversation familière et la cessation des spasmes gutturaux

» 12. Deffrennes, Édouard, 22 ans, de Lannoy. Il a été exempté du service pour son bé-

gaiement Cette affection n'est pourtant pas très-sensible au courant de la lecture ou dans une conversation suivie. Il se prononce surtout au début des phrases et s'accompagne d'un léger spasme glottique.

» Les leçons de M. Chervin ont modifié complètement l'infirmité du sujet. Il lit et raconte sans bégaiement appréciable.

» 13. Dubois, Ange, 16 ans, de Neuville-sur-l'Escaut. Bégaiement caractérisé par la répétition fréquente de la première syllabe des mots, dont il file le son dans une expiration prolongée.

Cet élève n'a pas suivi trés-fidèlement le cours et n'a pas exécuté ponctuellement les recommandations du professeur. Le profit qu'il a rétiré du traitement est donc incomplet. Pourtant si la lecture est difficile, la conversation familière se fait sans grande gêne et sans rien de pénible pour l'auditeur.

» 14, L...., Aimé, 22 ans, à Boeschèpe. Il présente des hésitations initiales fréquentes avec des spasmes laryngés et expiratoires.

» Il est difficile à la commission de donner son appréciation sur le résultat obtenu concernant ce sujet. Du témoignage de ses camarades il résulterait que la guérison est complète; mais cet élève ne suivait pas le cours gratuitement et il a tout à coup argué de la persistance de son infirmité pour se dérober aux dernières leçons ainsi qu'à ses obligations pécuniaires.

» Les résultats, comme on le voit, ont été très-prompts et très-satisfaisants; mais sachant par expérience que ces succès sont parfois temporaires, la Commission a désiré revoir les élèves à trois mois d'intervalle afin de juger si les guérisons ou les améliorations obtenues seraient définitives ou si les heureuses modifications réalisées dans l'état des sujets s'atténueraient dans de plus ou moins grandes proportions.

» La Commission a donc ajourné sa dernière réunion au 8 août, en engageant M. Chervin à convoquer les élèves pour cette époque. Huit élèves ont répondu à cet appel; quatre ont envoyé des lettres d'excuses déclarant d'ailleurs qu'ils continuaient à bien aller et se sentaient guéris.

» Les huit élèves presents, Caudou, Claeyssens, Lemaire, Delmulle, Beutard, Bruneau, Deffrennes, Ursch, ont été l'objet d'un examen individuel très-attentif. Presque tous ont conservé les résultats acquis au mois de mai dernier, à la fin du cours. Quelques-uns même ont gagné encore depuis cette époque, ayant acquis, par la persistance même de leur guérison, une sécurité morale qui ne laisse pas que de réagir sur la précision des actes physiologiques nécessaires à l'émission des sons articulés.

» Un des élèves, le nommé Deffrennes, a vu reparaître quelques symptômes de bégaiement; mais il avoue que ses occupations de voyageur ne lui ont pas toujours permis da s'astreindre aux exercices journaliers qui lui avaient été recommandés. Il en est de même, quoique à un moindre degré, pour l'élève Caudou, mais celui-ci offrait avant le traitement un bégaiement si intense et si désordonné que les hésitations qu'il manifeste et les quelques répétitions syllabiques auxquelles il ne peut échapper sont relativement bien minimes.

» En définitive, l'expérience a paru à la Commission entièrement concluante. La méthode de M. Chervin est rapide et répond à toutes les indications d'un traitement rationnel. Il a com-

pris que les désordres de motilité, qui se produisent dans l'acte de la parole chez le bègue, ne sont pas circonscrits dans tel ou tel organe en particulier ; mais qu'ils s'étendent ou peuvent s'étendre à tous les agents musculaires qui entrent en jeu dans l'émission correcte des sons articulés. Il a reconnu, comme l'admettent aujourd'hui tous les hommes qui ont quelque compétence en cette matière, que le bégaiement est caractérisé par une incoordination des mouvements si multiples qui concourent à la phonation articulée. Ayant pour point de départ ces sérieuses notions scientifiques il a écarté ces traitements sans nombre, les uns presque légendaires, d'autres bizarres, certains déraisonnables et presque sauvages pour s'attacher à une thérapeutique rationnelle dont la base est essentiellement une gymnastique, une sorte d'entraînement, appliquée à chacun des appareils dont les fonctions faussées et désordonnées jettent le trouble dans l'équilibre des phénomènes phonétiques. Il attache selon nous une juste importance aux exercices respiratoires destinés à régulariser le moment et la durée des deux temps de la respiration. Il indique à ses élèves des intonations rhythmiques très-simples auxquelles aucune oreille ne peut être réfractaire. Il possède d'ailleurs une aptitude toute particulière qu'on ne saurait méconnaître à mettre en œuvre ses procédés pédagogiques et les élèves ont leur attention à ce point captivée qu'ils se laissent guider par la parole ou par le geste avec le plus complet abandon et la plus entière confiance.

» L'essai que désirait le Conseil général du Nord a donc pleinement réussi. Si un petit nombre de sujets ont répondu à l'appel qui avait été fait, cela tient à l'incertitude des résultats du traitement qui allait être entrepris et dont l'existence même était ignorée de la plupart des intéressés. Mais chacun de nos bègues guéris va devenir un centre de propagation et de vulgarisation des bienfaits qu'on peut attendre de la méthode. La satisfaction qu'exprime ici la Commission, et qui sera ratifiée par le Conseil général, inspirera aux malheureux atteints de bégaiement une confiance sans réserve à l'avenir et les encouragera à se soumettre au traitement qui leur sera généreusement offert. On peut donc entrevoir le moment ou grâce à l'initiative libérale et à la générosité de l'assemblée départementale du nord un très-grand nombre de bègues auront mis fin à la triste infirmité dont ils sont affectés. Outre l'immense service rendu à ces malheureux et dont il faut avant tout se louer, on pourra encore se féliciter d'avoir restreint dans une notable proportion, ainsi que l'indiquent les statistiques, les cas de réforme du contingent militaire.

» Ne serait-il pas possible d'obtenir mieux encore en admettant à chacun des cours qui seraient organisés par M. Chervin un certain nombre d'instituteurs qui pourraient suffisamment s'approprier la méthode pour l'appliquer à ceux de leurs jeunes élèves qui en auraient besoin ou tout au moins pour surveiller le travail auquel reste astreint longtemps encore le bègue qui aurait suivi une première fois les exercices orthophoniques du maître?

» Ne pourrait-on pas rendre de plus grands services encore aux bègues si nombreux dans notre département, en posant à M. Chervin la condition de faire ses cours alternativement dans chaque arrondissement? Cette manière d'opérer serait d'autant plus applicable que M. Chervin déclare ne pouvoir faire un cours véritablement profitable que si le nombre des élèves n'y dépasse pas douze et l'on aurait peut être de la difficulté à faire un choix équitable entre les aspirants des différents arrondissements si le chiffre était considérable.

» Sous le bénéfice de ces quelques réserves, la Commission émet l'avis qu'il y aurait lieu

(Séance du 21).

d'ouvrir de nouveau à M. Chervin un crédit de 1,000 fr. pour un cours en 1876, à l'usage des bègues et éventuellement un autre crédit de la même somme si les bègues sollicitant leur admission au cours, dépassaient le nombre douze, et pouvaient compléter un nouveau groupe scolaire suffisant (7 au minimum). Le cours de 1876 se ferait à Dunkerque »

Telles sont, Messieurs, les conclusions de votre Commission et vous vous joindrez à elle pour adresser vos bien vifs et bien sincères remerciements à l'auteur du travail si complet dont vous venez d'entendre la lecture. »

— Ces conclusions sont adoptées et les crédits sont votés.

Inondations du Midi. — Souscription. — Vote d'un crédit.

M. le Préfet demande la parole :

Je n'ai pas besoin de rappeler à vos esprits, dit-il, les épouvantables désastres qui ont frappé nos compatriotes du midi et de quelques départements de l'ouest. Je ne parlerai pas non plus, si ce n'est pour adresser publiquement des remerciements à tous les habitants du Nord, de l'élan de charité dont nous avons été témoins et des magnifiques résultats que les souscriptions ont produits dans le département. Sans compter ce qui a pu être envoyé directement à Mgr l'archevêque de Toulouse, ces résultats dépassent 750,000 fr.

Mais j'ai pensé que le Conseil général voudrait, au nom du département, s'associer à l'élan des populations et apporter son contingent aux secours à distribuer aux inondés. J'ai donc réservé sur les fonds disponibles de l'exercice 1875 et je n'ai pas compris dans les dispositions budgétaires que j'ai eu l'honneur de vous soumettre, une somme de 25,000 fr., me réservant de vous demander si vous ne jugeriez pas convenable que cette somme fût versée dans la caisse des souscriptions au nom du département du Nord. Si j'ai fixé ce chiffre de 25,000 fr. c'est d'abord parce qu'il était dans nos possibilités financières, et ensuite parce que c'est cette somme qui a été souscrite par les grandes Compagnies de chemins de fer, par la Compagnie du Nord, par exemple. J'ai pensé que le département du Nord pourrait faire la même chose que nos grandes associations financières.

J'ai donc l'honneur de vous demander de voter un crédit de 25,000 fr. Je prierai M. le Ministre de l'intérieur de vouloir bien l'ouvrir d'urgence sur les fonds libres de 1875, que, dans cette intention, je n'ai pas compris dans les sommes dont nous pouvons disposer pour le budget rectificatif.

M. le Président met aux voix la proposition de M. le Préfet.

— Elle est adoptée à l'unanimité ; le crédit est voté.

Race chevaline. (4 B.)

M. Boulangé relit la partie des conclusions de son rapport sur la race chevaline qui, dans la séance du 20, avait motivé le renvoi au bureau.

Le 4e bureau avait pensé que l'animal primé une première fois ne devait plus être admis à concourir que pour une prime de classe supérieure, mais, après examen, il ne croit pas devoir persister dans sa proposition et prie le Conseil de renvoyer la question à la Commission spéciale pour l'amélioration de la race chevaline.

— Adopté.

Service des postes. (M. B.)

M. Massiet du Biest donne lecture d'un rapport ainsi conçu :

« M. le Préfet met sous les yeux du Conseil général :

1° Le rapport de M. le Directeur général des postes faisant connaître la suite donnée aux vœux émis dans la session d'octobre 1874 ;

2° Le rapport de M. le Directeur du département donnant le détail des améliorations apportées dans le service depuis un an.

Votre vœu relatif à la conversion de la recette simple d'Armentières en bureau composé est admis en principe, mais M. le Directeur général ajoute qu'aucun crédit n'a été ouvert au budget de 1875 pour la conversion de recettes simples en recettes composées et que nous pouvons être assurés que les titres d'Armentières ne seront pas perdus de vue lorsque le moment sera venu de procéder à un nouveau classement.

Le Conseil d'arrondissement de Lille a renouvelé son vœu à ce sujet.

Votre 4e bureau a l'honneur de vous proposer d'insister de nouveau avec la plus grande énergie et de prier M. le Préfet de signaler à M. le Ministre des Finances la lacune du budget qui empêche de donner satisfaction à un vœu dont la légitimité et l'urgence sont reconnues par l'administration.

Vous aviez demandé que le règlement de l'administration des postes s'opposant à ce que des bureaux soient établis à moins de cinq kilomètres des bureaux existants, fût modifié de manière à permettre la création de bureaux à Wattrelos, Phalempin, La Gorgue, La Madeleine et Vieux-Condé.

M. le Directeur général répond qu'il n'est pas au pouvoir de l'administration de modifier cette règle confirmée récemment encore par M. le Ministre, d'après les observations conformes de l'inspection générale des finances.

Votre 4e bureau ne peut comprendre que, s'il est reconnu qu'une règle est mauvaise, elle ne puisse être modifiée.

L'administration des postes elle-même n'a pas toujours considéré cette règle comme tellement absolue qu'aucune exception ne puisse lui être apportée car, comme le fait remarquer M. le Préfet dans son rapport, des bureaux ont été créés à Anzin et Fresnes, bien que ces communes fussent situées à moins de cinq kilomètres des villes de Valenciennes et Condé.

Si on vient nous dire que les communes d'Anzin et Fresnes ont une importance qui justifie l'exception créée en leur faveur ; nous répondrons que les villes pour lesquelles nous réclamons le même avantage ont toutes pris une extension extraordinaire, qu'un très-grand nombre d'usines y ont été fondées et que le commerce qui s'y fait donne lieu à une correspondance très-active. Wattrelos a 16,000 habitants.

La règle invoquée par l'administration des postes peut être bonne en principe, mais elle ne doit pas être si absolue qu'elle ferme la porte à des améliorations que viennent commander des besoins impérieux.

Nous vous proposons donc de renouveler notre vœu et de l'exprimer avec la plus vive insistance et, en même temps, de prier M. le Préfet de signaler à M. le Ministre les inconvénients qu'entraîne l'interprétation trop absolue de la règle.

Votre vœu relatif à la création d'un bureau de poste à Wallers recevra satisfaction, suivant toute apparence, dans un avenir prochain. Cette demande a pris rang dans le classement

général par ordre d'importance, récemment établi, de toutes les demandes de bureaux de poste émanées de tous les départements.

Les autres communes du département qui sont en instance pour l'obtention de bureaux de poste sont celles de Caestre, Croix-Lille, Felleries, Fretin, Glageon, Honnechy, Préseaux, Raimbeaucourt, Rexpoëde, Saulzoir, Saint-Aubert et Viesly.

Plusieurs de ces communes sont assez éloignées du bureau qui les dessert, ce qui rend leur demande plus particulièrement digne d'intérêt.

Votre 4e bureau nous propose d'appuyer ces demandes et d'émettre le vœu que ces communes soient comprises dans le classement général dont il vient d'être question à propos de la commune de Wallers et que les crédits à ouvrir au budget de l'État permettent de leur donner satisfaction.

La demande de la commune de Bauvin est à l'étude; elle sera transmise à l'administration avec avis favorable.

Un commencement de satisfaction anticipée a été ainsi donné au vœu déposé par plusieurs de nos collègues à la séance du 16. Nous exprimons le désir que la création de ce bureau ne se fasse pas trop attendre.

Quant à la question du prolongement jusqu'à Douai du train partant de Busigny et qui s'arrête à Cambrai, M. le Directeur général répond qu'il ne peut appuyer efficacement auprès de la compagnie, le vœu du Conseil général. Les droits de l'administration des postes vis-à-vis des compagnies de chemin de fer sont nettement déterminés par le cahier des charges aux termes duquel la poste n'a d'action que sur la marche d'un seul train aller et retour appelé train journalier de la poste. Les autres trains ne peuvent être utilisés que dans les conditions de marche fixées par les compagnies. Or, en l'état actuel, on utilise entre Cambrai et Douai un train qui est considéré comme le train journalier de la poste pour cette partie de la ligne, et sur la marche duquel l'administration perdrait son droit de contrôle si elle obligeait la compagnie à la création d'un autre train sur le même parcours

Toutefois M. le Préfet nous promet dans son rapport que cette affaire ne sera pas perdue de vue. Il en fera, s'il y a lieu, l'objet d'une communication spéciale à M. le Ministre des Travaux publics dans le but d'arriver à une solution qui puisse tout au moins permettre la distribution dans la matinée des dépêches que le train précité laisse à Cambrai et qui ne sont actuellement distribuées à Lille que dans l'après-midi.

Votre 4e bureau, espérant qu'une solution satisfaisante pourra enfin être donnée à cette affaire, vous propose de remercier M. le Préfet de l'obligeant concours qu'il veut bien nous promettre.

A l'effet de vous signaler les améliorations apportées dans le service par M. le Directeur du département, je crois ne pouvoir mieux faire que de vous donner lecture de son rapport :

Lille, le 3 *juillet* 1875.

» Monsieur le Préfet,

» Conformément à votre lettre du 28 juin dernier, j'ai l'honneur de vous faire connaître ci-après les principales modifications ou améliorations apportées dans le service des Postes du département du Nord, dans la période du 1er septembre 1874 au 1er juillet 1875.

» Sur la demande de la commune de Zuydcoote et avec l'assentiment du Conseil municipal de Ghyvelde, la tournée rurale N° 5 du bureau de Dunkerque, desservie dans l'ordre suivant: Ghyvelde, Ghyvelde (station) et Zuydcoote a été modifiée ainsi qn'il suit: Zuydcoote, Ghyvelde (station) et Ghyvelde.

» Sur la demande du maire de Bettignies, la tournée rurale N° 2, du bureau de Maubeuge, composée des communes de Gognies-Chaussée et Bettignies a été intervertie.

» La commune d'Hellemmes près Lille a été dotée d'une seconde distribution journalière des correspondances.

» Des propositions d'une seconde distribution dans les communes de Lesquin, Ronchin, Louvroil et Wavrin ont été adressées à l'Administration, mais l'exiguité des crédits n'a pas permis de donner satisfaction aux vœux exprimés par ces communes. D'un autre côté la concession de cette seconde distribution aurait provoqué, de la part d'autres communes plus importantes, des demandes identiques qui auraient eu pour conséquence de créer à mon Administration les plus sérieux embarras.

» L'itinéraire d'un facteur du bureau de Lille-Fives, chargé de la distribution des correspondances au faubourg Saint-Maurice, a été modifié de telle sorte que la partie agglomérée de ce faubourg, qui se trouvait à la fin de la tournée de ce facteur, se trouve maintenant desservie en premier lieu.

» Les écarts dits: Le Tambour et la Nouvelle-Usine, sections de la commune de Trith Saint-Léger, ont été rattachés au bureau de Valenciennes et sont maintenant desservis beaucoup plus tôt qu'autrefois.

» La commune de Selvigny, distante de 2 kilomètres de Walincourt, ne recevait autrefois ses correspondances par un facteur rural que vers 2 heures de l'après-midi. Desservie aujourd'hui par le facteur local de Walincourt, elle les reçoit vers 9 heures du matin.

» A Bergues et à Solesmes les correspondances arrivaient tardivement dans les sections éloignées du bureau de poste.

» Pour remédier à cet inconvénient plusieurs rues ont été distraites du service local de ces villes et la distribution s'y effectue actuellement aussitôt après la sortie du bureau des facteurs ruraux.

» La création d'un bureau de poste à Lomme avec un personnel de deux facteurs a permis de doter Lomme d'une seconde distribution quotidienne et de desservir plus tôt les communes de Capinghem et de Prémesques.

» Une seconde dépêche de Lille pour Liévin et Jenlain a été créée avec réciprocité.

» Une troisième dépêche partant de Paris à onze heures du matin a été créée pour chacun des bureaux de Douai et de Lille. Cette mesure permet de distribuer dans ces deux dernières villes, vers six heures du soir, des correspondances qui n'y parvenaient autrefois que le lendemain matin.

» Les correspondances originaires de Roubaix et de Tourcoing sont aussi distribuées, dans la soirée, à Douai par suite de la création d'une deuxième dépêche entre ces bureaux.

» Dans le but d'avancer de quatre heures la distribution des correspondances de Bergues et de Cassel pour Dunkerque, une troisième dépêche a été créée entre ces bureaux.

(Séance du 24).

» L'établissement d'un troisième courrier entre Haubourdin et Lille par Loos, facilite l'échange des correspondances entre ces trois villes.

» Des boîtes mobiles ont été concédées par mon administration pour être placées aux gares de Phalempin, Laventie, St-Venant, Ebblinghem, Ascq, Haubourdin, Arnêke, Strazeele, Steenwerck, Roubaix, Tourcoing, Templeuve, Gravelines, Artres, Le Quesnoy, Merville, Estaires, Pont-de-la-Deûle, Wavrin, Marquillies, Bertry, Raismes, Onnaing, Blanc-Misseron, Pérenchies, Fretin, Lesquin, St-Pierrebrouck.

» Les communes de Santes, Wallers, Hérin, Escaudain et St-Waast ont refusé l'établissement de semblables boîtes dans leurs gares respectives. Consultée à plusieurs reprises à ce sujet, la commune de Loos a consenti à l'établissement d'une boîte mobile qui n'a pu être encore demandée par suite du non-payement du prix d'achat.

» Les communes d'Abscon et de Bruay ont acquiescé à mes propositions de création de boîtes mobiles, mais la Compagnie des Mines d'Anzin a refusé de faire présenter ces boîtes à titre gratuit, par un de ses employés, aux agents des Postes en service dans les trains.

» Mon administraiion ne possédant aucun crédit pour assurer la levée de ces boîtes, à titre onéreux, elles n'ont pu être concédées.

» La concession des boîtes ci-dessus désignées a amené la création d'un service de manipulation sur les lignes de Lille à Mouscron, Lille à Baisieux, Berguette à Armentières, Béthune à Lille, Lille à Hazebrouck et Somain à Condé.

» Des demandes de bureaux de poste ont été formées par les communes de Bertry, de La Madeleine et par la section du Pont-de-la-Deûle, commune de Douai, mais la proximité des bureaux de Clary, Lille et Douai desservant ces communes s'oppose à la réalisation des vœux exprimés par elles.

» Il n'est pas possible, en effet, de créer deux établissements de poste dans un rayon qui ne dépasse pas quatre kilomètres alors que la situation restreinte des crédits budgétaires force l'Administration à ajourner les satisfactions réclamées par des communes éloignées de douze kilomètres et au-delà du bureau chargé de les desservir. C'est là une règle générale et absolue, confirmée récemment encore par M. le Ministre, d'après les observations conformes de l'Inspection générale des Finances, et à laquelle il ne peut être fait exception en faveur de Bertry, La Madeleine et Pont-de-la-Deûle.

» Une demande tendant à obtenir un bureau à Bauvin avec Meurchin (Pas-de-Calais), pour circonscription rurale, est à l'étude. Elle sera transmise à l'Administration avec un avis favorable.

» Au moment de la dernière session du Conseil général, les communes ci-après désignées étaient en instance pour l'obtention d un bureau de poste :

» Caëstre, Croix, Felleries, Fretin, Glageon, La Gorgue, Honnechy, Lomme, Montigny, Phalempin, Préseaux, Raimbeaucourt, Rexpoëde, Saulzoir, St-Aubert, Viesly, Vieux-Condé, Wallers, Wattrelos.

» De toutes ces localités les communes de Lomme et de Montigny ont seules été dotées d'un bureau de poste.

» L'Administration estime qu'il y a lieu d'attendre, pour étudier la possibilité de doter le bureau de Marcoing d'un deuxième courrier, l'ouverture prochaine du chemin de fer d'Épéhy à Cambrai (Picardie et Flandres).

» Ci-dessous le tableau de comparaison des recettes pendant les années 1872, 1873 et 1874.

NATURE des RECETTES.	RECETTES RÉALISÉES EN L'ANNÉE			DIFFÉRENCES POUR L'ANNÉE 1874.				OBSERVATIONS.
	1872.	1873.	1874.	Diminution sur 1872.	Augmentation sur 1872.	Diminution sur 1873.	Augmentation sur 1873.	
Produit net de la taxe des correspondances.....	3.650.797	3.754.391	3.796.813	»	146.016	»	42.422	
Droit perçu sur envois d'argent.....	51.835	35.115	39.960	11.875	»	»	4.845	
Totaux.....	3.702.632	3.789.506	3.836.773	11.875	146.016	»	47.267	
				Augmentation 134.141 fr.		Augmentation 47.267 fr.		

OBJETS MANIPULÉS.

DÉSIGNATION.	OBJETS MANIPULÉS EN L'ANNÉE			DIFFÉRENCES POUR L'ANNÉE 1874.		OBSERVATIONS.
	1872	1873	1874	Augmentation sur 1872.	Augmentation sur 1873.	
Nombre d'objets expédiés....	28.575.626	31.824.213	32.253.651	3.678.025	429.438	

» En ce qui concerne la conversion du bureau simple d'Armentières en recette composée et le projet qui consiste à faire arriver à Douai le train qui part de Busigny à minuit 12 et qui s'arrête à Cambrai, de façon à faire opérer à Lille, au matin, la distribution des correspondances

(Séance du 21).

originaires de l'Aisne et des arrondissements d'Avesnes et de Cambrai, au lieu de midi 40, l'Administration ne m'a pas encore fait connaître ses décisions.

» Telles sont, Monsieur le Préfet, les diverses modifications apportées dans mon service et qui me paraissent de nature à intéresser le Conseil général.

» Permettez-moi de vous renouveler l'assurance de tous mes efforts à rechercher les améliorations possibles.

» Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de mon respectueux dévouement.

Le Directeur des Postes du Nord,

A. CAIREL.

» Vous le voyez, Messieurs, le zèle et le dévouement de M. le Directeur du département ne se sont pas ralentis; déjà l'année dernière notre collègue M. Trystram les avait signalés dans son rapport et lui en avait exprimé toute notre reconnaissance. Toutes les demandes qui lui sont adressées sont examinées avec soin et bienveillance et toujours autant que possible satisfaction leur est donnée. Vous voudrez, cette année, lui témoigner de nouveau toute votre satisfaction et joindre vos félicitations à celles que M. le Préfet lui décerne dans son rapport.

J'arrive aux vœux exprimés par les Conseils d'arrondissement dans leur dernière session.

Le Conseil d'arrondissement de Lille a demandé : 1° Que toutes les communes de cet arrondissement soient dotées de deux tournées quotidiennes du facteur rural; 2° Qu'un bureau de poste soit créé à Wattrelos; 3° Que la commune de Bondues soit desservie par le bureau de Marcq-en-Barœul.

Une réponse anticipée a été faite au premier de ces vœux par M. le Directeur du département dans son rapport que j'ai eu l'honneur de vous lire il y a un instant.

Votre 4e bureau a compris que si la faveur demandée par l'arrondissement de Lille lui était accordée, toutes les communes des autres arrondissements viendraient également la réclamer et que l'on arriverait ainsi à devoir presque doubler le nombre des facteurs ruraux. Nous n'avons pas cru devoir appuyer le vœu du Conseil d'arrondissement de Lille dans les termes généraux où il est conçu, mais nous avons pensé que, si cette double distribution peut ne pas être assez urgente dans toutes communes pour justifier le surcroît de dépense et de travail qu'elle entraînerait, il n'en existe pas moins dans tous les arrondissements un certain nombre de communes qui, par suite de l'extension de leur commerce et de leur industrie, ont pris une importance telle qu'une double distribution des lettres y soit devenue non-seulement utile mais nécessaire.

Nous vous prions, en conséquence, d'exprimer le vœu que l'administration des postes accueille favorablement les demandes en ce sens des communes du département qui, par leur importance et les besoins de leur commerce, paraîtront mériter cette faveur.

Le second vœu relatif à la commune de Wattrelos a déjà été examiné dans le courant de ce rapport.

Quant au troisième vœu relatif à la commune de Bondues, un vœu émis par le Conseil d'arrondissement de Lille, il n'est pas motivé et aucun renseignement n'a été transmis à votre 4e bureau.

Il vous propose en conséquence de surseoir à statuer jusqu'à ce que votre 4e bureau ait été mis à même de vous proposer une résolution.

Le Conseil d'arrondissement de Lille a également émis le vœu suivant :

Considérant que les mandats sur la poste sont nominatifs et qu'il y aurait utilité à créer également des mandats au porteur ;

Considérant que la circulation de ces derniers existe déjà dans plusieurs pays ;

Emet le vœu :

Que l'administration des postes soit autorisée à créer des mandats postaux au porteur.

Le paiement des mandats nominatifs entraîne le plus souvent des déplacements et des formalités assez gênantes, surtout pour les personnes éloignées des bureaux de poste ou ne sachant pas signer. Votre 4e bureau a pensé que la création des mandats au porteur facilitera beaucoup les envois d'argent par la poste et il a l'honneur de vous proposer d'appuyer le vœu émis en ce sens par le Conseil d'arrondissement de Lille.

Dans le cours de la discussion un membre du bureau a exprimé le désir que les tournées des facteurs ruraux soient, autant que possible, réglées de manière à ce que les personnes ayant reçu une lettre demandant une prompte réponse puissent la faire partir dans la même journée.

Nous avons trouvé ce désir parfaitement fondé et justifié et nous vous prions d'exprimer le vœu qu'il lui soit donné satisfaction. »

M. le Préfet remercie le rapporteur de lui avoir fourni de nouveaux arguments pour réclamer encore de l'administration supérieure, l'amélioration du service existant. Il ajoute qu'on peut opposer à l'objection tirée du manque de crédits, cette considération que le service des postes étant monopolisé, les excédants de recettes qu'il produit doivent être consacrés à améliorer le service de telle façon qu'il ne laisse rien à désirer. C'est là la condition du monopole.

— Après ces observations, les conclusions du rapport sont adoptées à l'unanimité et les vœux sont émis.

de prêts travail. (B.)

M. Massiet du Biest présente le second rapport suivant :

« Le Conseil d'arrondissement de Douai a exprimé le vœu qu'une Société de Prêts au travail soit établie en cette ville.

La Société des Prêts au travail ne fonctionne actuellement dans aucune ville de France ; le 4e bureau a pensé qu'il n'y a pas lieu pour le moment de donner suite au vœu exprimé par le Conseil d'arrondissement de Douai. »

— Approuvé.

rsonnelle. - nation. (B.)

M. Chombart fait les deux rapports ci-après :

I.—« Aux termes des articles 28 de la loi du 23 juillet 1820, et 10 de la loi du 21 avril 1832, le Conseil général est appelé à fixer, chaque année, sur la proposition du Préfet, le taux de la taxe personnelle qui se compose de trois journées de travail.

Le Conseil général a toujours adopté pour prix de la journée de travail, dans la grande majorité des communes du département, le minimum de 0 fr. 50 fixé par la loi, et la taxe personnelle y est de 1 fr. 50.

Pour les autres, dont la population excède 5,000 âmes ou qui sont considérées comme se

trouvant dans une condition supérieure à celle des premières, le prix de la journée de travail a été fixé de manière à tenir compte des avantages plus ou moins grands dont elles jouissent.

Le 1er bureau propose le maintien de ces chiffres, qui n'ont pas soulevé de réclamations; toutefois l'Administration des contributions directes a présenté quelques réflexions en vue d'arriver à un taux uniforme pour la taxe personnelle dans toate l'étendue de la ville de Lille.

M. le Préfet ne pense pas que le Conseil général doive modifier sa décision de l'année dernière dans le sens de l'uniformité complète du prix de la journée de travail pour l'agglomération lilloise, mais il est d'avis de fixer, pour toute la banlieue de la ville de Lille, le prix de journée à un taux uniforme de 0 fr. 70, soit à 2 fr. 10 le montant de la taxe personnelle. Pour la partie intra-muros, la taxe resterait fixée à 3 fr. 90.

D'accord avec M. le Préfet, le 1er bureau prie le Conseil général d'adopter cette proposition. »

— Ces conclusions sont approuvées.

Petite-Synthe. — Hameau de Saint-Pol. — Demande en distraction. (1 B.)

II. — » Les habitants du hameau de St-Pol, dépendant de la commune de Petite-Synthe avaient formé en 1872 une demande tendant à obtenir l'érection de ce hameau en commune séparée.

Par délibération du 28 août 1873, le Conseil général a ajourné l'expression de son avis, il a adopté les conclusions du premier bureau, conçues en ces termes :

Ainsi placés en présence de cette alternative : ou de favoriser un projet dont la réalisation en faisant violence aux habitudes et aux affections d'une partie des habitants de la commune serait de nature à porter atteinte à ses intérêts les plus chers, ou de proposer une modification, qui pourrait ne laisser à la commune nouvelle qu'un territoire insuffisant, le 1er bureau estime qu'il y a lieu de surseoir à l'expression d'un avis favorable à la division de Petite-Synthe en deux communes distinctes, jusqu'à ce que les parties intéressées se soient mises d'accord sur la délimitation qu'elle comporte.

Cette délibération a porté ses fruits et la Commission syndicale du hameau et le Conseil municipal de Petite-Synthe avec le concours des plus imposés ont, de commun accord, adopté une délimitation qui a paru juste au 1er bureau. Il propose donc d'approuver l'érection du hameau de St-Pol en commune séparée et d'en déterminer les limites, suivant le liseré rose du plan, y annexé, sauf pour la partie du hameau longeant le territoire de fort Mardick et de Grande-Synthe, laquelle aurait pour limite le courant d'eau figuré au plan du tracé bleu. »

— Appouvé.

Etat-civil. — Dépenses arriérées. (1 B.)

M. le baron de l'Épine présente les deux rapports qui suivent :

I. — » Par une lettre dont M. le Préfet donne communication au Conseil général, le greffier du Tribunal civil de Dunkerque fait connaître qu'une erreur de 86 fr. 03 c. a été commise à son préjudice dans l'état des sommes dues par le département, pour l'expédition sur papier timbré, des tables décennales de l'État-civil de son arrondissement, pour la période de 1863 à 1872.

Cette erreur provient de ce que, en établissant l'état des frais, on n'a porté pour Dunkerque que 27,018 articles au lieu de 30,041, et pour papier timbré 282 feuilles au lieu de 313. Un nouvel état produit fait ressortir, en effet, la différence signalée, qui paraît justifiée.

D'accord avec M. le Préfet le 1er bureau propose en conséquence l'inscription au budget rectificatif de l'exercice courant d'un crédit de 86 fr. 03 c. pour le paiement du solde des frais en question. »

— Crédit voté.

Dépenses imprévues. (1 B.)

II. — « Un crédit de 20,000 fr. a été inscrit au sous-chapitre XIII du budget de l'exercice courant, sous la dénomination de réserve pour dépenses imprévues.

D'accord avec M. le Préfet, le 1er bureau propose au Conseil général de porter le même crédit au budget de 1876. »

— Ce crédit est alloué.

Palais-de-Justice de Lille. — Travaux d'appropriation. (2 B.)

Le Conseil entend le rapport suivant de M. **Pierre Legrand** :

—« M. le Préfet du Nord a saisi le Conseil général d'un rapport tendant à l'ouverture au budget rectificatif de 1875 : 1° d'un crédit de 6,000 fr. pour travaux de ventilation et d'éclairage d'une des salles du Tribunal civil de Lille; 2° d'un crédit de 1,600 fr. pour l'établissement de deux portes destinées à l'entrée particulière des avocats dans les salles d'audience.

Les demandes de crédits, faites par M. le Préfet du Nord, d'accord avec M. le Président du Tribunal civil, ont paru au 2e bureau devoir être accueillies par les raisons suivantes :

Une loi toute récente, conforme aux vœux émis par le Conseil général, vient de créer une troisième Chambre au Tribunal civil de Lille. Cette troisième Chambre ne trouvera pas dans les locaux du Palais-de-Justice un emplacement spécial pour y installer ses audiences. Elle est forcée de se réfugier dans la salle actuellement réservée à la police correctionnelle. Or, cette salle est, de l'aveu de tous ceux qui ont le malheur de la fréquenter, absolument malsaine, car elle manque d'air et de lumière.

Elle prend actuellement le jour et l'air sur la salle des Pas-Perdus, toujours encombrée de plaideurs bruyants, ou sur la cuisine des prisons, qui ne donne que des émanations fétides.

Il a fallu tout le courage et tout le dévouement de nos magistrats pour siéger, sans jamais réclamer, quatre fois par semaine, dans un pareil local, pendant des audiences qui durent souvent six heures.

Cet état de choses n'est plus possible aujourd'hui, alors qu'au lieu d'être occupée trois ou quatre jours chaque semaine, cette salle sera, par le fait de l'installation de la troisième chambre, occupée toute la semaine.

M. l'architecte départemental a été chargé d'étudier le moyen de donner à la salle actuelle l'air et la lumière qui lui manquent.

Dans un premier projet, dont la dépense doit s'élever à 3,200 fr., M. l'architecte propose d'établir quatre cheminées de ventilation aux quatre caissons d'angles du plafond; le panneau de chacun de ces caissons serait remplacé par une rosace à compartiments, qui faciliterait le passage de l'air de la salle dans la cheminée d'un mètre 20 centim. de diamètre; ces cheminées, passant à travers le grenier, sortiraient d'un mètre 50 cent. au moins au-dessus de la toiture; les parties extérieures seraient abritées par un grand chaperon, et les faces latérales garnies de lames de persiennes pour empêcher les eaux pluviales de pénétrer à l'intérieur, sans nuire à l'échappement de l'air vicié de la salle d'audience.

Dans un deuxième projet, dont la dépense s'élèverait à 6,000 fr., M. l'architecte établit une grande cheminée de ventilation qui se trouve comprise dans la gaîne d'un grand lanterneau. — Cette cheminée, passant à travers le grenier, sortirait d'un mètre 50 cent. au moins au-dessus de la toiture; la partie supérieure serait couverte en fer et en vitres par un grand chaperon; les parties latérales seraient garnies de lames de persiennes, pour empêcher les eaux pluviales de

pénétrer à l'intérieur sans nuire à l'échappement de l'air vicié de la salle d'audience. Sous le grand chaperon et à fleur du plafond, un deuxième lanterneau horizontal serait garni de verres dépolis et de parties mobiles pour y graduer la ventilation.

Le Conseil voit que la différence de dépense entre ces deux projets n'est que de 2,800 fr., et le deuxième projet donne en même temps que l'air, la lumière qui manque à la salle actuelle; aussi ce deuxième projet a-t-il toutes les sympathies de M. le Préfet et de M. le Président du Tribunal civil; il a aussi toutes les nôtres, et nous vous proposons son adoption.

Il est une autre amélioration proposée également par M. le Préfet et par M. le Président du tribunal et dont votre 2e bureau vous propose aussi l'adoption : c'est l'établissement d'entrées particulières pour les avocats dans les salles d'audience du tribunal correctionnel et du tribunal civil.

L'architecte du Palais-de-Justice avait créé ces entrées particulières ; il y avait autrefois, dans chaque salle, une entrée spéciale pour les magistrats, une entrée pour les avocats et avoués et une entrée pour le public.

La porte réservée aux avocats était située en face même du bureau du tribunal, et, comme elle était souvent ouverte, elle faisait avec la fenêtre donnant sur la prison un courant-d'air dont ces magistrats se plaignaient justement ; elle fut supprimée. Les avocats et avoués n'eurent plus dès lors d'autre entrée que celle servant au public.

Or, il est certaines affaires qui attirent au Palais une affluence considérable d'auditeurs, en police correctionnelle surtout, et si l'on peut quelquefois pénétrer dans la salle d'audience, il est bien souvent impossible d'en sortir ; il y a, dans cette issue unique affectée au barreau et au public, un mouvement très-grand pour les avocats que leurs occupations appellent souvent, à la même heure, devant des chambres différentes et qui ont besoin de pouvoir circuler librement dans toutes les salles où les appelle leur ministère.

Il y a donc nécessité de rétablir, de façon à ne pas nuire aux membres du tribunal, l'entrée particulière qui est, dans tous les tribunaux, réservée aux avocats et qui, dans de grandes affaires, peut-être utilisée pour le service des témoins

Pour atteindre ce résultat, il suffit, dit l'architecte, de transformer la partie inférieure d'une fenêtre en double porte formant tambour, le dessus de la porte continuant à donner de la lumière dans la salle.

Ce travail pour la Chambre civile et pour la Chambre correctionnelle occasionnera une dépense, évaluée à 1,600 fr.

Le 2e bureau propose également cette dépense, en émettant toute fois le vœu que M. le Préfet, dont la sollicitude pour les intérêts du département est connue, veuille bien, surveiller surtout au point de vue de la dépense, ces travaux dont l'exécution est urgente puisque, pour ne pas nuire au service des audiences, ils doivent être faits pendant les vacances.

En conséquence et sous le bénéfice de ces observations, le 2e bureau propose d'ouvrir à M. le Préfet un crédit de 7,600 fr. au budget rectificatif de 1875. »

— Ces propositions sont approuvées, et les crédits sont votés.

Octroi de Cambrai — Modifications de tarifs (1 B.)

M. Marie-Soufflet donne lecture du rapport qui suit :

— » La ville de Cambrai se trouve dans l'obligation absolue de créer de nouvelles ressources pour terminer les travaux indispensables relatifs à la voirie et à l'achèvement de son Hôtel-de-Ville.

Cambrai a dû s'imposer des centimes extraordinaires et engager une partie de ses ressources ordinaires pour un certain nombre d'années. Le Conseil municipal propose, pour faire face aux dépenses urgentes dont il s'agit, d'augmenter les taxes de quelques articles du tarif local, et d'assujettir à la taxe d'octroi des objets non encore imposés jusqu'à ce jour dans ce tarif.

Les augmentations proposées s'appliqueraient :

1° au charbon de terre dont le droit actuel de 0.05, serait porté à 0,10, l'hectolitre ;

2° à l'alccol dénaturé, dont les droits différentiels de 1 fr. 05, en moyenne, seraient convertis en un droit unique de 6 fr. l'hectolitre ;

Les nouvelles taxes porteraient principalement sur les matériaux.

Ces diverses modifications produiraient, d'après les évaluations, une nouvelle ressource annuelle de 27,064 fr.

Les propositions du Conseil municipal de Cambrai se trouvant renfermées dans les limites et dispositions des tarif et règlement généraux arrêtés par le décret de 1870, le 1er bureau propose au Conseil général de donner son approbation aux propositions dont il s'agit. »

— Approuvé.

Établissement thermal de St-Amand. — Inspection. (4 B.)

M. Legrand (de Lecelles) présente le rapport ci-après :

— Le Conseil a renvoyé à l'examen du 4e bureau, le rapport suivant de la Commission de surveillance de l'établissement thermal de Saint-Amand :

« Délégués du Conseil général par délibération en date du 29 octobre 1874 pour inspecter l'établissement thermal de Saint-Amand, M. Legrand (de Lecelles) et moi, (M. Delerue étant empêché) nous sommes rendus sur les lieux le 25 juillet 1875, afin d'examiner en détail l'état actuel de cet établissement.

» Nous avons constaté avec satisfaction qu'il était en voie de prospérité.

» Au moment de notre visite, le nombre des pensionnaires était de 69 dont 48 à la première table, — 14 à la seconde table, — 2 externes, — 5 indigents.

» Sur ces 69 malades, 48 étaient en traitement. Notre attention s'est portée d'abord sur la situation des indigents, qui conformément au désir exprime par le Conseil général, sont classés par série de 5, se renouvelant chaque mois.

» Chacun d'eux peut aujourd'hui avoir une chambre particulière. Ces chambres sont propres, bien aérées, ayant un lit en fer avec sommier élastique et un matelas.

» Des logements pour les gens de service sont installés dans ce quartier, ce qui rend facile les soins dont les malades peuvent avoir besoin.

» De nouvelles chambres sont en construction, et pourront être en état d'être habitées l'année prochaine. Des lieux d'aisanee spéciaux ont été aussi établis dans ce quartier.

» Les malades paraissent satisfaits des soins dont ils sont l'objet. Ils ne se plaignent pas de la nourriture qui, paraît-il, est la même que celle des gens de service. Néanmoins nous avons insisté tout particulièrement auprès du directeur pour qu'ils puissent avoir du bouillon au principal repas au moins deux fois par semaine.

» La nourriture de la première et de la seconde table nous a paru convenable ; aucune observation ne nous a été faite à cet égard. Les chambres sont bien tenues; chacun paraît satisfait.

» Nous avons visité avec soin les appareils d'hydrothérapie, les salles de bains simples et sulfureux. Le tout est aussi complet que possible et en très-bon état de fonctionnement.

(Séance du 21).

» Dans la grande rotonde où se trouvent les boues, l'entretien est satisfaisant, presque toutes les cases sont occupées.

» Le personnel pour le service médical est composé de huit personnes, dont 3 baigneurs, 2 baigneuses, 1 doucheur, 1 doucheuse, 1 fontainier, ensemble 8, plus des aides suivant les besoins.

» Le service paraît donc suffisamment assuré. Aucune plainte, d'ailleurs, ne nous a été faite à cet égard.

» Le concessionnaire a dépensé, suivant sa déclaration, une somme de 9,000 fr. pour l'entretien de l'établissement qui nous a paru en bon état.

» Les jardins et les promenades, seuls, laissent à désirer. L'obligation de transformer en jardin d'agrément la portion de terrain donnée à bail par l'ancien concessionnaire, n'a pas encore reçu d'exécution. Il serait à désirer que cet état de choses prît fin.

» Nous avons rappelé cette clause à M. Prévost, comme indispensable, tant au point de vue de l'hygiène que de la gaîté.

» Cette appropriation serait facile ; il suffirait de pratiquer une sortie du salon sur ce terrain qui se prêterait merveilleusement à cette transformation: Une pièce d'eau avec île y existe déjà.

» Sauf cette lacune, nous avons constaté que le concessionnaire s'efforçait de remplir les engagements qu'il a pris envers le Département.

» En conséquence, nous pensons qu'il pourrait lui être payé la quatrième annuité de 4,000 fr. sous la condition qu'une étude serait faite sans retard pour que l'organisation du jardin d'agrément puisse être effectuée aussitôt que possible pour les communes.

« Pour la Commission : Signé, RENARD.»

Le 4e bureau, prenant en considération, d'une part, les améliorations réalisées et les dépenses faites par le nouveau concessionnaire de l'établissement thermal de St-Amand, d'autre part, l'avis motivé de la commission de surveillance de cet établissement, estime qu'il y a lieu d'autoriser M. le Préfet à délivrer au concessionnaire la 4e annuité de 4,000 fr., sous la condition, toutefois qu'une étude soit faite sans retard pour que l'organisation du jardin d'agrément puisse être effectuée aussitôt que possible.

Le 4e bureau est également d'avis qu'il y a lieu de nommer une Commission de surveillance, composée de trois membres, avec mission de faire un rapport à la session d'août 1876. »

— Ces conclusions sont adoptées.

— MM. RENARD, DELERUE et LEGRAND (de Lecelles) sont réélus membres de la Commission de surveillance de l'établissement.

Conseil général. — Règlement d'intérieur. — Modification. — Vœu. (4 B.)

M. Ch. Seydoux donne lecture d'un rapport ainsi conçu :

— Le Conseil a renvoyé à l'examen du 4e bureau le vœu d'un de nos collègues tendant à modifier l'art. 4 de notre règlement, ainsi conçu :

« Le renouvellement des bureaux s'opèrera par voie de tirage au sort, par arrondissement et » obligatoirement. »

Signé, Baron DE BOUTEVILLE.

Le 4e bureau s'associe au vœu déposé par notre honorable collègue.

Il pense qu'il est bon de renouveler partiellement les bureaux et d'y introduire des éléments nouveaux tout en maintenant l'esprit d'une sage tradition.

Les membres du Conseil général apprendront ainsi à connaître directement les affaires spéciales à chaque bureau.

Les questions n'en seraient, croyons-nous, que mieux comprise est plus sérieusement discutées. Par ces motifs et attendu que le règlement actuellement en vigueur n'a apporté aucun changement appréciable dans la composition des bureaux, le 4e bureau est d'avis qu'il y a lieu de le modifier dans le sens indiqué par l'honorable M. de Bouteville, en laissant toutefois à chaque arrondissement la faculté de conserver dans un bureau un membre, qu'il lui paraîtrait indispensable d'y maintenir.

En conséquence, le 4e bureau propose de modifier le règlement intéricur, en ce qui concerne le renouvellement des bureaux, et de remplacer l'art. 4 par un nouvel article, ainsi conçu :

» Les bureaux se renouvellent par tiers chaque année.

» Les arrondissements forment trois séries ; la 1re comprenant les arrondissements d'Avesnes, Cambrai et Douai (23 conseillers) ; le 2e l'arrondissement de Lille (17 conseillers); et le 3e les arrondissements de Dunkerque, Hazebrouck et Valenciennes (21 conseillers).

» Tous les ans, à la fin de la session d'avril, et par la voie du tirage au sort en séance publique, les bureaux seront répartis entre les Conseillers appartenant à la série soumise au renouvellement.

» Il y aura un tirage au sort, ou trois tirages successifs suivant qu'il s'agira de l'arrondissement de Lille ou de l'une des deux autres séries.

» Après le tirage au sort en séance publique, il ne pourra être fait, dans chacun des arrondissements renouvelés, qu'une seule permutation, entre deux de ses membres, de leur consentement mutuel, et à la suite d'une décision conforme, prise au scrutin secret, à la majorité des membres composant l'arrondissement. »

M. Testelin croit que si l'on désire le renouvellement des bureaux, il faut retrancher l'exception qu'autorisent les modifications qu'on propose. Actuellement on tire au sort les noms des membres qui doivent sortir et exceptionnellement, soi-disant, quand l'arrondissement désire qu'un de ses membres reste dans le bureau dont le sort a voulu l'éloigner, on lui permet de s'y maintenir. Or, l'exception est devenue la règle, comment veut-on que l'arrondissement vote contre un de ses membres qui désire rester dans son bureau? Ce serait un procédé désobligeant, dont on n'use pas entre collègues. Ou il faut laisser les choses dans l'état où elles sont, ou il faut n'admettre aucune espèce d'exception.

Le Rapporteur explique que la proposition faite par le 4e bureau n'est pas la reproduction de ce qui existe. D'abord le tirage au sort a lieu en séance publique, ce qui présente plus de garanties ; ensuite on n'autorise qu'une seule permutation entre les membres du même arrondissement, tandis qu'aujourd'hui elles sont toutes tolérées.

M. Roussel-Defontaine demande l'ajournement.

— L'ajournement mis aux voix est prononcé.

Chemin de fer de Lannoy à Lille. — Embranchement de Forest à l'Empenpont. — Vœu.

M. Descat dépose un projet de vœu ainsi conçu :

« Le Conseil général du Nord émet le vœu que le petit embranchement demandé par la Commission d'enquête du chemin de fer de Lannoy à Lille partant de ou près Forest, se rattachant à la ligne de Somain à Tourcoing, soit prolongé jusqu'à Croix, afin de pouvoir desservir les communes de *Croix*, *Wasquehal* et *Flers* où se trouvent des industries considérables.

» La distance entre l'Empenpont et Croix est de trois kilomètres environ.

» Le Conseil général émet en outre le vœu qu'un décret d'utilité publique soit accordé au petit embranchement ci-dessus. »

Signé, C. Descat, Roussel-Defontaine.

— Renvoi au 5e bureau.

Salubrité publique. (4 B.)

M. Legrand (de Lecelles) présente le rapport suivant :

— » M. le Préfet met sous les yeux du Conseil général le rapport de M. l'Inspecteur départemental de la salubrité sur la situation de son service pendant l'année 1874-1875.

Ce rapport qui contient des renseignements très-intéressants et très-complets sur l'état des principaux cours d'eau, ainsi que sur les nombreuses industries du département, ne donne lieu à aucune observation.

M. le Préfet prie le Conseil général de lui ouvrir, comme les années précédentes, pour le service de la salubrité en 1876, un crédit de 5,600 fr. à répartir de la manière suivante :

Traitement de l'Inspecteur.	5,000 fr.
Gratification aux gardes-canaux.	600

Le 4e bureau, d'accord avec M. le Préfet, propose au Conseil le vote du crédit demandé, soit 5,600 fr. »

— Le crédit est voté.

Commission des traités de commerce. — Désignation d'un membre.

M. le Président fait connaître que M. Renard a été désigné par l'arrondissement de Valenciennes en remplacement de M. de Marsilly, pour faire partie de la commission spéciale chargée de l'examen du régime commercial.

L'ordre du jour étant épuisé, le Conseil s'ajourne à lundi à trois heures.

La séance est levée à onze heures moins un quart.

Le Secrétaire,
LEGRAND (de Lecelles).

Le Président,
PLICHON.

Lille-Imp. L. Danel

Séance du Lundi 23 Août.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

Président : **M. Plichon.**

Secrétaire : **M. Desrousseaux.**

Sont présents :

MM. Guillemin, Mailliet, Levent, Emond, Marie-Soufflet, Boulangé, baron de l'Epine, de Carnières, Rouez, Berteaux, Stiévenart-Béthune, Leleu, Telliez, Dutemple, Ch. Seydoux, Crépin, Macarez, Billet, Merlin, Giroud, Fiévet, baron de Bouteville, des Rotours, Joos, de Coussemaker, Gustave Lemaire, Trystram, Goussard, Goudaert, Bergerot, Lotthé, Desmyttère, Joets de Metershof, Massiet du Biest, Duquenne, Beck, Jules Brame, Comte d'Hespel, Chombart, Descat, Jules Dutilleul, Soins, Morisson, Testelin, Desmoutiers, Deleporte-Bayart, Van der Straeten, Roussel-Defontaine, Caullet, Renard, Emile Delerue, L. Legrand (de Lecelles), Bultot, L. Legrand (de Valenciennes).

Sont absents : MM. Leurent, de Marsilly, Deregnaucourt, V. Pouchain.

M. le Conseiller d'Etat Préfet, assiste à la séance.

Le procès-verbal de la dernière séance, lu par **M. Desrousseaux**, est adopté.

M. le Président fait connaître qu'il a reçu une lettre par laquelle M. Pouchain s'excuse, à raison d'un deuil de famille, de ne pouvoir assister, pendant quelques jours, aux séances du Conseil général.

— L'excuse est agréée.

Communications. Les communications suivantes ont été adressées à **M. le Président** :

1° M. le baron DE ROSTAING, ancien capitaine de vaisseau, envoie, en priant de la communiquer au Conseil général, une copie de la protestation qu'il a fait parvenir au Conseil général du Pas-de-Calais à la suite du rejet de sa demande de création, à Sangatte près Calais, d'un port accessible par les basses mers à tous les navires.

— Renvoi au 4e bureau.

2° Lettre de M. CHABRIER relativement à l'exécution de chemins de fer sur l'accotement des routes.

— Renvoi au 5e bureau.

3° Lettre par laquelle M. TERNANT, agent-voyer principal à Dunkerque, sollicite l'aide du Conseil général pour la publication d'une carte du Nord de la France dont il est l'auteur.

— Renvoi au 5e bureau.

M. le Président donne lecture de la liste des différents rapports qui composent l'ordre du jour, et, aucun ajournement n'étant demandé, accorde successivement la parole aux rapporteurs.

M. Guillemin présente les treize rapports qui suivent :

Ecole vétérinaire d'Alfort. (3 B.)

I.—« Les sept demi-bourses entretenues par le département du Nord à l'école vétérinaire d'Alfort sont actuellement occupées par MM. MOUTIER, Aimé, du Quesnoy ; — ROUSSEAU, Gustave, de Nieppe ; —LEFEBVRE, Eugène, de Catillon ; — JACQMART, Auguste, de Cambrai ; — DELCAMBRE, Emile, d'Arleux ; — CARLIER, Henri, de Bry ; — BUCQUOY, Alexandre, de Fontaine-au-Bois.

Les notes de ces jeunes gens sont satisfaisantes. Tous ont souscrit l'engagement d'exercer leur profession pendant cinq ans à la sortie de l'école, dans la localité qui leur sera indiquée par M. le Préfet.

En conséquence, le 3e bureau propose de continuer les demi-bourses et de voter, pour y faire face, le crédit ordinaire de 2,100 fr. »

— Crédit voté.

Bureaux d'assistance judiciaire. (3 B.)

II. — « Chaque année, le Conseil général vote pour les frais de l'assistance judiciaire, une somme de 280 fr. qui se répartit de la manière suivante : 100 fr. pour le bureau de Lille, 30 fr. pour les autres bureaux.

Quelques-uns de ces derniers se plaignent de l'insuffisance de la somme de 30 fr. pour faire face à leurs dépenses; ce chiffre est, en effet, hors de proportion avec le nombre des affaires dans les arrondissements de Valenciennes, Cambrai, Avesnes ; aussi nous proposons de majorer de 20 fr., pour chacun de ces bureaux, l'allocation de 30 fr., qui sera portée à 50 fr., et d'élever le crédit de 280 fr. à 340 fr. pour l'année 1876. »

— Crédit voté.

Commission météorologique. (3 B.)

II. — « La Commission météorologique du Nord sollicite le maintien, au budget de 1876, de la subvention de 500 fr. qui leur est accordée, chaque année, sur les fonds du département.

Le service, aujourd'hui, est parfaitement organisé et les observations se font partout avec précision et exactitude.

Aussi, le 5e bureau propose-t-il d'accorder le subside demandé. »

— Crédit voté.

e Droit
ouai.
II.)

IV. — « Depuis la création de la Faculté de droit de Douai, en 1865, le Conseil général vote un crédit de 500 fr. pour achat de médailles et livres de droit à distribuer aux élèves à la suite des concours de fin d'année.

La situation de l'école de droit de Douai est très-satisfaisante.

La proportion des ajournements aux examens est descendue de 20 à 17 0/0; et le nombre des élèves ayant l'unanimité de boules blanches s'est élevé de 12 à 24.

Les résultats des concours de fin d'année ont été remarquables.

En conséquence, le 3e bureau propose le maintien du crédit de 500 fr. »

— Le crédit est alloué.

e centrale
édecine.
II.)

V. — « La Société centrale de médecine donne, chaque semaine, des consultations gratuites aux indigents. Elle publie un bulletin mensuel de ses travaux et décerne des prix importants aux meilleurs mémoires traitant de médecine et de chirurgie.

C'est, grâce à un subside de 800 fr. que le Conseil général lui accorde, qu'elle peut remplir cette utile mission.

Aussi, le 3e bureau propose-t-il de lui allouer pareil subside de 800 fr. pour 1876. »

— Crédit voté.

cours
extrême
ère.
II.)

VI. — « Le crédit de 4,000 fr. que le Conseil général, depuis 1872, met à la disposition de M. le Préfet pour secours en cas d'extrême misère, a été épuisé jusqu'à concurrence de 3,998 fr. 75.

Les demandes sont chaque jour plus nombreuses et plus pressantes.

Le 3e bureau pense qu'il convient de maintenir le crédit qui permet de venir en aide à des situations dignes du plus grand intérêt. »

— Le crédit est voté.

ciété
tronage
es
libérés.
II.)

VII. — « Le Conseil général alloue, chaque année, une somme de 1,000 fr. à la Société de patronage des jeunes libérés du département.

Le nombre des enfants patronés s'élevait, au 1er juin 1875, à 202. Dix seulement étaient mal notés, et l'on ne comptait que cinq récidivistes.

Pour continuer cette œuvre de moralisation, le 3e bureau propose le vote d'une allocation de 1,000 fr. à inscrire au budget de 1876. »

— Crédit voté.

e de route
oyageurs
ents.
II.)

VIII. — « Le 3e bureau propose de maintenir, au budget de 1876, le crédit annuel de 1,600 fr. pour frais de transport et de secours de route aux voyageurs indigents.

Les dépenses faites à ce sujet en 1874, se sont élevées à 1,032 fr. 27, sur lesquels le Nord aura à recevoir des départements traversés une somme de 687 fr. 30.

Mais, afin de faire la part de toutes les éventualités, il y a lieu de voter le crédit ordinaire de 1,600 fr, sauf à ne pas en faire usage. »

— Crédit voté.

ransport
ents.
-
urière.
II.)

IX. — « Postérieurement à la clôture de l'exercice dernier, des états relatifs aux frais de transférement d'indigents voyageurs ont été produits par la Compagnie du Nord et divers départements.

(Séance du 25).

La dépense en est justifiée, et le 3e bureau propose d'en inscrire le chiffre de 298 fr. 47, au budget rectificatif de 1875.

— Crédit voté.

Secours de route. — Dépense arriérée. (3 B.)

X. — « La Caisse municipale de Lille a fait l'avance, pour secours de route aux voyageurs indigents, de 1871 à 1874 inclus, d'une somme de 273 fr. 50.

La demande, quoique tardive, est justifiée, et le 3e bureau propose d'inscrire un crédit de pareille somme au budget rectificatif de 1875. »

— Crédit voté.

Belles actions. (3 B.)

XI. — « M. le Préfet, dans son rapport, expose que le crédit de 1,400 fr. que le Conseil général met à sa disposition pour récompenser les belles actions accomplies, n'a été employé, en 1874 que jusqu'à concurrence de 1,075 fr. répartis en 25 personnes.

Les actes de dévouement ont été aussi nombreux, mais un certain nombre n'a donné lieu qu'à des distinctions purement honorifiques. Trois médailles en or de 2e classe; 4 de 1re en argent, 34 de 3e classe en argent ont été accordées par M. le Ministre de l'Intérieur à plusieurs habitants de notre département.

Le 3e bureau, voulant encourager les actes de dévouement, propose d'inscrire au budget de 1876 le crédit de 1,400 fr. »

— Le crédit est alloué.

Secours aux incendiés nécessiteux. (3 B.)

XII. — « Le 3e bureau propose au Conseil général de maintenir, au budget de 1876, le crédit de 2,000 fr. voté, l'année dernière, pour venir en aide aux incendiés nécessiteux. »

— Crédit voté.

Société de patronage des orphelins d'Alsace-Lorraine. (3 B.)

XIII. — « L'année dernière, le Conseil général a réduit de 1,000 à 500 fr., le crédit qu'il avait alloué à la Société de Patronage des Orphelins d'Alsace-Lorraine.

En présence du but éminemment patriotique de l'œuvre, dont les besoins sont toujours fort grands, le 3e bureau propose de voter, pour 1876, une nouvelle allocation de 500 fr. »

— Crédit voté.

Service des postes et télégraphes. — Vœu.

M. Trystram dépose une proposition ainsi conçue :

« Le soussigné a l'honneur de proposer au Conseil général d'exprimer le vœu :

» Que M. le Préfet veuille bien, à l'avenir, donner, dans ses rapports sur les services des Postes et des Télégraphes, les produits nets de ces services dans le département, afin que, suivant la doctrine que M. le Préfet a fait connaître au Conseil général : l'excédant de recettes sur les dépenses, ou le bénéfice net des services monopolisés, devant être appliqué à l'amélioration jusqu'à la perfection de ces services, l'Assemblée départementale puisse aviser aux mesures à prendre pour réaliser l'application de ce principe aux Postes et aux Télégraphes, en attendant qu'elle en obtienne l'application à d'autres services. »

Signé : Trystram.

— Renvoi au 4e bureau.

lades
urables
igents.
–
ar Mahieu,
Faches.
–
arriérée.
B.)

M. Macarez présente les deux rapports ci-après :

I. — « Le nommé Mahieu, Benoît-Joseph, incurable, né à Faches, en 1813, a été abandonné le 18 mars 1873, sur la voie publique, dans la ville de Lille, et admis, le même jour, par ordre de M. le Préfet, à l'hospice général de cette ville.

Une contestation s'est élevée sur la question de savoir quelle commune devrait prendre à sa charge la part de traitement de cet incurable, qui a séjourné alternativement dans les villes de Guise, du Nouvion et de Lille. La contestation a été soumise, en conformité du règlement, à M. le Ministre de l'Intérieur qui, sans attribuer spécialement à aucune des localités habitées par Mahieu, l'obligation du secours, a considéré cet indigent, d'après les renseignements recueillis, comme ayant acquis le domicile de secours dans le département du Nord, où il a séjourné de 1862 à 1872, notamment à Lille. M. le Ministre, a en conséquence, engagé M. le Préfet à prendre les mesures nécessaires afin d'assurer le traitement du malade aux frais du budget départemental.

Les pièces de l'affaire ont été soumises à la Commission départementale qui, par décision du 18 juin, conformément à la proposition de M. le Préfet, a alloué sur le crédit subventionnel de 6,000 fr., inscrit au budget pour les malades et incurables indigents, une somme de 300 fr. à l'effet d'assurer le traitement de l'indigent Mahieu, pendant l'année 1875, à l'hospice général de Lille.

Il reste à pourvoir au remboursement à l'hospice des frais occasionnés par Mahieu depuis le 18 mars 1873, jour de son entrée dans l'établissement, jusqu'au 31 décembre 1874, soit pour un an et 283 jours, à raison de 300 fr. par an, une somme de 535,74.

En conséquence, le 3e bureau propose d'allouer un crédit de pareille somme au budget rectificatif de 1875, pour le paiement de cet arriéré. »

— Crédit voté.

lades
urables
igents.
–
arriérée.
B.)

II. — « La Commission administrativedes hospices de Douai réclame le remboursement d'une somme de 250 fr. dont elle a fait l'avance, et qui représente la moitié, prise en charge par le département, de la pension, à l'asile de la Teppe, pendant l'année 1870, de la femme Cuvelier (Philomène), épileptique indigente, de la commune de Flines-lez-Raches.

La vérification des comptes départementaux constate que le département est en effet, resté débiteur de la somme dont il s'agit.

Un arrêté, en date du 3 avril 1869, avait d'ailleurs régulièrement assuré une subvention départementale de 250 fr. par an, aux hospices de Douai, pour le placement de la femme Cuvelier à l'asile de la Teppe.

La dette étant suffisamment justifiée, le 3e bureau propose d'allouer, pour l'acquittement, un un crédit de 250 fr., à titre de dépense arriérée, au budget rectificatif de 1875. »

— Crédit voté.

s d'école.
–
andes
urs sur les
de l'Etat.
B.)

M. Van der Straeten donne lecture du rapport qui suit :

« Conformément aux dispositions de l'article 68 de la loi du 10 août 1871, nous avons l'honneur de soumettre au Conseil général le classement, par ordre d'urgence, des onze projets de construction ou d'appropriation de maisons d'école, présentés par des communes qui ont formé des demandes de secours sur les fonds de l'Etat.

(Séance du 23).

Ainsi que l'a fait connaître M. le Préfet, dans son rapport au Conseil général, tous ces projets sont revêtus des avis favorables de M. l'Inspecteur d'Académie et du Conseil départemental de l'Instruction publique.

Le 3e bureau a basé l'ordre de ses propositions sur la situation financière des communes, mais il a tenu compte aussi du degré d'urgence que présente l'exécution des projets.

Voici, d'ailleurs, le résumé sommaire des principales considérations qui ont motivé les propositions du bureau.

1° *Commune de Carnières.* — Cette commune, chef-lieu de canton, ne possède point encore de logement pour ses instituteurs, et les salles de classe sont tout-à-fait insuffisantes et malsaines.

L'exécution du projet de construction, qui doit mettre un terme à ce fâcheux état de choses, coûtera 29,586 fr.

La commune, grevée de 150 cent. additionnels, dont 20 extraordinaires, recourt à l'emprunt pour trouver les 2/3 de cette somme et sollicite un secours de 9,862 fr., faisant l'autre tiers de la dépense

2° *Wulverdinghe.* — La maison d'école tombe de vétusté et présente des dangers sérieux; il y a urgence de la reconstruire.

La dépense s'élèvera à 9,583 fr.

Pour y faire face, la commune, déjà grevée de 99 centimes additionnels, emploie son encaisse, de 1,000 fr. et recourt à un emprunt qui occasionnera 22 à 30 centimes additionnels, pendant neuf ans: elle sollicite un secours de 4,793 fr.

3° *Thiant.* — L'insuffisance du local actuel, qui réunit les deux écoles, a obligé la commune à procurer à son école de filles une installation nouvelle.

Le projet comprend l'acquisition d'une maison; la construction de trois salles de classe et des travaux d'appropriation; le tout coûtera 24,500 fr.

Pour couvrir cette dépense la commune de Thiant, qui snpporte déjà 76 centimes additionnels, dont 15 extraordinaires, recourt à un emprunt de 17,000 fr., remboursable en quinze années, au moyen d'une imposition extraordinaire de 16 centimes, et sollicite un secours de 7,500 fr.

4° *Lieu-Saint-Amand.* — Cette commune ne possède point encore de maison d'école pour les filles; le projet présenté donne satisfaction aux intérêts scolaires à cet égard.

La dépense s'élèvera à 21,000 fr.; la commune y fait face au moyen du secours de 5,000 fr. qu'elle sollicite, et d'un emprunt de 16,000 fr., remboursable avec le produit d'une imposition extraordinaire de 20 centimes pendant vingt-deux ans; 59 centimes additionnels grèvent déjà son budget.

5° *Paillencourt.* — Le projet présenté pour la construction d'une école de garçons dans cette commune répond aussi à un besoin urgent.

Le devis s'élève à 22,716 fr.

La commune, déjà grevée de 54 centimes additionnels, emploie à en payer le montant, les 1,500 fr. qu'elle a en caisse et vote 20 nouveaux centimes additionnels, pendant 12 ans; elle sollicite un secours de 9,500 fr.

Le Conseil départemental n'a proposé que 5,600 fr., faisant environ le 1/3 de la dépense, défalcation faite d'une somme de 5,800 fr. afférente à la partie de l'édifice destinée au service de la mairie.

6° *Taisnières-sur-Hon (hameau de Malplaquet).* — La nécessité de la construction d'une école au hameau de Malplaquet est comprise de tous.

La dépense prévue au devis s'élève à 17,000 fr. sur lesquels une subvention de 7,500 fr. est sollicitée ; la différence ne 9,500 fr. serait l'objet d'un emprunt remboursable avec le produit d'une imposition extraordinaire de 10 centimes additionnels, pendant 8 ans.

Cette commune est déjà grevée de 44 centimes additionnels ordinaires.

7° *Neuville-sur.-l'Escaut* — La commune ajoute, comme annexe à son école de fiilles, une salle d'asile, dont la construction coûtera 9,800 fr.

La commune consacre à cette dépense 6,800 fr. provenant de ses fonds libres et d'une vente d'arbres, et elle sollicite un secours de 3,000 fr.

35 1/2 centimes additionnels, dont 20 extraordinaires, grèvent déjà son budget.

8° *Commune de Wandignies.* — Elle ne possède point encore de local scolaire pour les filles, dont l'école est installée dans une maison qui lui est prêtée et qui ne convient nullement à sa destination.

La dépense de la construction projetée s'élèvera à 13,700 fr.

Il y sera fait face au moyen du secours sollicité de 6,700 fr. et d'un emprunt de 7,000 fr. remboursable en 8 années avec le produit d'une imposition extraordinaire de 20 centimes.

Cette commune supporte déjà 33 centimes additionnels, dont 20 extraordinaires.

9° *Erre.* — Pour la construction d'une école de filles, d'une salle d'asile et de deux classes à l'école de garçons, la commune d'Erre dépense 46,000 fr. Sur cette somme elle fournit 31,000 fr. provenant d'un emprunt et d'un prélèvement sur ses ressources ordinaires, et elle sollicite un subside de 15,000 fr.

Cette commune, déjà grevée de 41 centimes additionnels ordinaires, se propsse de s'imposer encore extraordinairement de 20 c., pendant 15 ans, pour le remboursement de son emprunt.

10° *Berlaimont.* — La commune de Berlaimont projette la construction d'une maison d'école de filles, dont le devis monte à 33,600 fr.

Elle emploie à couvrir cette dépense les 3,600 fr. qu'elle a en caisse et 24,000 fr. qu'elle emprunte ; elle sollicite une subvention de 6,000 fr.

Déjà grevée de 33 centimes additionnels ordinaires, elle rembourserait son emprunt en 7 annuités, au moyen d'une imposition extraordinaire de 20 centimes.

11° *Commune d'Hautmont.* — L'administration municipale d'Hautmont doit dépenser 10,900 fr. pour l'agrandissement d'une salle d'asile ; elle sollicite une subvention de 2,000 fr. et fournit 8,900 fr. qu'elle se procure au moyen d'une imposition de 05 c. pendant 2 ans.

Cette commune est déjà grevée de 39 centimes additionnels, dont 22 3/4 extraordinaires.

Telles sont les considérations qui ont motivé l'ordre des propositions.

Le 3e bureau a cru devoir les résumer, dans un tableau d'ensemble, dressé selon l'ordre d'urgence, qui permet d'embrasser d'un seul coup-d'œil les divers renseignements fournis et facilite les comparaisons. Le 3e bureau soumet ce travail à l'approbation du Conseil général.

Dans son rapport sur les demandes de secours, qui font l'objet des présentes propositions, M. le Préfet a fait connaître, au Conseil général, que trois projets de construction de maisons d'école, présentés par les communes de Leval, Hordain et Hestrud, mais insuffisamment

instruits, n'avaient pu être compris au nombre des projets qui vous sont soumis. Comme il y aurait urgence à faire exécuter les travaux, le plus tôt possible, le 3e bureau, d'accord avec M. le Préfet, propose de déléguer à la commission départementale le soin de proposer des allocations de secours à ces communes sur les fonds de l'État. »

ORDRE DE PRIORITÉ.	COMMUNES.	OBJET DE LA DEMANDE.				SITUATION FINANCIÈRE.						
		CONSTRUCTION de maisons d'école dans des communes		Appropriations de maisons d'école.	Mobiliers scolaires.	Dépense totale.	RESSOURCES.			NOMBRE de CENTIMES		Produit de un centime.
		non encore propriétaires de local scolaire.	déjà propriétaires d'un local scolaire, mais insuffisant.				Contingent fourni par la commune.	SECOURS SOLLICITÉ du département.	SECOURS SOLLICITÉ de l'État.	ordinaires.	extraordinaires	
1	Carnières.....	1	»	»	»	29.586	19.724	3.862	6.000	130	20	99
2	Wulverdinghe	1	»	»	»	9.593	4.800	1.793	3.000	99	»	20
3	Thiant	»	1	»	»	24.500	17.000	2.000	5.500	61	15	104
4	Lieu-Saint-Amand	1	»	»	»	21.000	16.000	2.000	3.000	51	»	61
5	Paillencourt.....	1	»	»	»	22.716	13.200	2.000	3.600	54	»	66
6	Taisnières-sur-Hon	1	»	»	»	16.093	8.593	2.000	5.300	44	»	146
7	Neuville-sur-l'Escaut..	»	1	»	»	9.800	6.800	1.000	2.000	15 1/2	20	88
8	Wandignies.....	1	»	»	»	13.705	7.000	2.000	3.700	13	20	61
9	Erre.....	1	»	»	»	46.000	31.200	5.000	10.000	41	»	61
10	Berlaimont	1	»	»	»	33.600	27.600	2.000	4.000	33	»	217
11	Hautmont	»	»	1	»	10.900	8.900	1.000	1.000	16 1/4	22 3/4	575

— Ces conclusions sont approuvées.

M. Morisson lit les quatre rapports qui suivent :

Angine couenneuse. — Traitement. (3 B.)

I. — « Par suite d'une lettre adressée à notre honorable président par M. Trideau, médecin à Andouillé, département de la Mayenne, le 3e bureau a été chargé de l'examen d'une brochure écrite par ce praticien et intitulée : *Traitement de l'angine couenneuse* (diphthérie du pharynx), par les balsamiques.

Comment cette brochure est-elle parvenue au Conseil général du Nord?... Après avoir suivi la voie la plus naturelle, c'est-à-dire après s'être adressé à l'académie des Sciences et à l'académie de Médecine, après avoir envoyé un grand nombre d'exemplaires aux médecins de Paris et des départements, après avoir sollicité du Ministre qu'on le déléguât pour traiter une épidémie d'angine couenneuse et prouver publiquement l'efficacité de sa médication, M. Trideau voyant ses mémoires et demandes rester sans résultats, s'adressa alors au Conseil général de son département.

C'était dans la session du mois d'août 1873; le Préfet de la Mayenne, l'honorable M. de Bassoncourt, dans son rapport au Conseil général, affirmait les succès obtenus dans une commune du canton de Laval (Est), par la médication balsamique, et demandait, par suite, qu'on voulût bien voter l'impression de ce rapport, afin de donner la plus grande publicité à la nouvelle méthode curative.

Le Rapporteur de la 3e Commission, qui nous paraît être un homme de l'art, concluait à la fois à des remerciements et au vote d'une récompense honorifique; mais après une discussion dans laquelle le Conseil général semble témoigner à M. Trideau sa satisfaction et sa reconnaissance, il décide en outre qu'une somme de 500 fr. sera mise à la disposition du Préfet pour faire distribuer, à un grand nombre d'exemplaires, l'opuscule dont il est ici question.

Voilà comment il nous est parvenu, accompagné de la lettre imprimée de M. Trideau qui demande au Conseil général du Nord, de même sans doute qu'à toutes les autres assemblées départementales, de porter une somme au prochain budget pour l'acquisition d'un certain nombre d'exemplaires de sa brochure, destinés à être distribués dans notre département dans les conditions les plus favorable à la prompte vulgarisation de l'idée qu'elle préconise.

Je ne dirai que quelques mots de cette brochure. L'auteur pense que la diphthérie est une affection générale, ne pouvant être guérie que par une médication générale, qu'en outre elle est de nature catarrhale et c'est sur cette double indication qu'il institue le traitement de l'angine couenneuse par les balsamiques.

Or, les balsamiques, et en particulier le copahu et surtout le cubèbe, sont parfaitement à même, d'après l'auteur, d'empêcher la reproduction des fausses membranes, de telle sorte que si, dès le début, et c'est à ce moment qu'il a le plus d'action, on emploie le cubèbe à fortes doses, de manière à en saturer l'économie, on est presque certain d'enrayer la maladie.

C'est dans la période pharyngienne qu'il convient d'employer la médication; elle est le plus souvent impuissante quand les fausses membranes occupent le larynx, c'est-à-dire quand est arrivée la période septique ou d'empoisonnement.

Le travail de M. Trideau se termine par des documents et pièces justificatives, qui tendent à démontrer qu'un certain nombre de praticiens recommandables, tant de Paris que de la Mayenne, ont reconnu l'efficacité, disons même l'excellence, de la médication proposée, et que, grâce à elle, le nombre des malades guéris est considérable.

Il est très-certain que la brochure que nous avons lue, contient des aperçus scientifiques très-judicieux, et que son auteur paraît être un médecin consciencieux, laborieux et dévoué.

Quoi qu'il en soit, tant que sa méthode n'aura pas été soumise au creuset d'une plus vaste expérimentation, tant qu'elle n'aura pas reçu la sanction, au moins officieuse, des sociétés compétentes, le 3e bureau est d'avis qu'il n'y a pas lieu d'affecter de crédit pour l'acquisition d'un certain nombre d'exemplaires de la brochure de M. Trideau. »

— Approuvé.

II. « Pendant la session d'avril dernier, le Conseil général ayant pris en considération, sauf examen ultérieur, la demande faite par M. le Directeur de l'administration de l'Assistance publique à Paris, les quatre bourses entretenues par le départementement à l'École de la Maternité se sont ainsi élevées de 702 fr, 65 à 1,100 fr. à partir du 1re janvier 1875.

Il est vrai que, dans cette même session d'avril, notre honorable collègue, M. Testelin, dans le

rapport qu'il présenta sur la question, fit remarquer au Conseil que les livres et les instruments entraient dans le décompte de la pension pour 64 fr. et que cette somme ne pouvait être payée deux fois pour une même élève; cette observation était fondée.

Quoi qu'il en soit, un concours ayant été ouvert pour les trois bourses vacantes au 30 juin, douze postulantes se présentèrent. Quatre furent reconnues admissibles et classées nsuite par la Commission départementale dans l'ordre suivant :

1° Mlle Hanicot, d'Hazebrouck, 1 bourse entière.
2° Mlle Godeliez, de Cambrai, 1 bourse entière.
3° Mlle Bauduin, d'Hérin, 3/4 de bourse.
4° Mlle Cœz, d'Élincourt, 1/4 de bourse.

Il importe de remarquer que la demoiselle Godeliez a déjà passé une année à l'École et que, par conséquent, l'augmentation du prix de pension ne lui est point applicable; cette augmentation ne porte, en réalité que sur les demoiselles Hanicot, Bauduin et Cœz, et il y a lieu, par suite, d'inscrire au budget rectificatif de 1875, une somme de 146 fr. 40.

En outre, la dépense maximum pouvant être nécessaire pour l'année 1876, le 3e bureau a l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien voter le crédit de 4,400 fr. demandé par M. le Préfet, pour le maintien des quatre bourses entretenues par le département à l'École de la Maternité de Paris. »

— Le crédit est voté.

Ecole de médecine et de pharmacie de Lille. — Bourses. (3 B.)

III.— « Dans sa session de 1874, le Conseil général a créé trois bourses de 1,000 fr. à l'École de médecine de Lille, pour être accordées à trois jeunes étudiants en médecine du département qui par leur assiduité, leur aptitude et la situation de fortune de leurs familles, seraient jugés dignes de cette faveur.

Il a été décidé également que ces bourses seraient concédées, l'une en 1874, une autre en 1875, la 3e en 1876.

A cet effet, un concours a été ouvert les 30 et 31 juillet dernier. Quatre élèves se sont présentés; mais l'un d'eux s'est retiré après la 1re épreuve.

L'examen des trois autres candidats a été fort satisfaisant, tant pour la composition écrite que pour l'épreuve orale. Le jury les a classés dans l'ordre suivant :

N° 1 M. Villette, 294 points.
N° 2 M. Heanneton, 266 id.
N° 3 M. Legrand, 230 id.

Depuis le concours dont il vient d'être parlé, a eu lieu à l'école l'examen dit de fin d'année, examen obligatoire et sans lequel l'élève ne peut prendre l'inscription suivante, s'il n'a obtenu la note *satisfait*. Or, sur 28 élèves appartenant à la seconde année d'études, M. Villette a été classé le 4e, M. Legrand le 8e, et M. Hanneton le 12e.

Il résulte de cette double épreuve, que M. Villette est incontestablement, au point de vue scientifique, supérieur aux deux autres candidats. Il est, de plus, aspirant au doctorat, ce qui nous paraît une condition essentielle et indispensable pour l'obtension de la bourse; en outre, la position de famille de ce jeune homme est des plus intéressantes : Nous avons eu sous les yeux une lettre de M. le Maire de Dunkerque qui nous apprend que madame Villette, veuve d'un

médecin militaire en retraite, n'a, en effet, que des ressources très-restreintes pour subvenir à ses besoins et à ceux de ses cinq enfants.

En conséquence, le 3e bureau prie le Conseil général de concéder la bourse actuellement disponible à M. Villette (Louis) pour une durée de trois années à partir de 1875, et inscrire au budget de 1876, un crédit de 2,000 fr. pour les deux premières bourses. »

— Ces conclusions sont adoptées et le crédit est voté.

Vaccine. (3e B.)

III.—« Le 3e bureau a pris connaissance du rapport présenté, chaque année, par M. le docteur Rey, le zélé secrétaire du Comité central de vaccine.

Il résulte de ce rapport que sur 50,216 naissances, pendant l'année 1874, il y a eu 32,470 vaccinations, chiffre qui, comme les années précédentes, représente une différence d'un tiers. Nous avons eu déjà l'occasion d'expliquer cet écart : il tient, d'une part à la grande indifférence d'un certain nombre de praticiens, qui ne fournissent aucun document à l'administration, d'autre part, aux décès relativement nombreux qui surviennent en bas âge.

Le chiffre des revaccinations l'emporte de beaucoup sur celui de l'année 1873 : 1,910 au lieu de 482, et cependant les revaccinations ne sont guère pratiquées qu'en temps d'épidémie. Or, sous ce rapport, l'année 1874 aétédes plus favorisées ; on n'a compté pour tout le département, que 113 cas de variole et pas un seul décès pour cette affection.

Comme par le passé, le Comité central et l'Administration déploient le zèle le plus louable pour arriver à des résultats satisfaisants, ce qui n'est pas facile. Nous avons lu la nouvelle circulaire préfectorale, adressée le 16 janvier dernier, à tous les Maires du département ; il faut espérer que les instructions qu'elle renferme seront ponctuellement suivies.

Des récompenses sont accordées, ainsi que cela se fait chaque année, aux personnes qui se sont dévouées à la propagation de la vaccine. Le rapport de M. le Préfet indique, par arrondissement, les noms des quatre principaux vaccinateurs.

Le 3e bureau propose au Conseil général l'inscription, au budget de 1876, du crédit ordinaire de 4,500 fr. pour le service de la vaccine.»

— Le crédit est voté.

nsformation collége Valenciennes lycée. 3e B.)

IV.— « Les pièces relatives à la transformation du collége de Valenciennes en lycée, ayant été renvoyées à l'examen du 3e bureau, **M. Morisson**, rapporteur prie le Conseil général de lui permettre d'en faire un rapide exposé.

C'est d'abord une délibération du 6 juillet dernier, par laquelle le Conseil municipal de Valenciennes a voté cette transformation ; l'honorable Rapporteur du Conseil ne se borne pas, dans son remarquable travail, à l'examen économique de la question ; il l'étudie de plus haut, et démontre la supériorité d'un lycée au point de vue des intérêt moraux, de l'éducation, de la discipline et du niveau des études.

Viennent ensuite les plans et devis des travaux auxquels le projet doit donner lieu. Nous sommes là en présence d'une œuvre spéciale, très-consciencieusement faite par M. l'architecte de la ville, lequel évalue les dépenses de premier établissement à plus de 450,000 fr.

Nous trouvons encore au dossier la copie d'une lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique, en date du 11 juillet. Le grand-maître de l'Université est heureux d'apprendre le vote du Conseil municipal de Valenciennes ; il appuiera le projet devant le Conseil supérieur,

tant il est convaincu de l'intérêt véritable qu'il présente pour toute la partie Est de nôtre département.

Reste enfin une lettre de M. le Maire de Valenciennes, en date du 5 août courant; interprète fidèle du Conseil qu'il a l'honneur de présider, il cherche à démontrer le caractère incontestable d'intérêt départemental que présente la transformation projetée ; il espère que le Conseil général le reconnaîtra en lui venant en aide par une subvention.

Tels sont les documents qui ont été mis sous les yeux du 3e bureau. Il pense, de même que M. le Préfet, que vous accueillerez favorablement le projet en question, en décidant immédiatement que, le cas échéant, le département du Nord entretiendra au lycée de Valenciennes, le même nombre de bourses qu'à Lille et à Douai.

Et comme, en effet, il ne s'agit encore que d'un projet, vous apprécierez si, en raison surtout de l'importance réelle qu'il présente pour la partie Est du département, vous devez, dès maintenant admettre le principe d'une subvention départementale ; le 3e bureau, à 5 voix contre 4, n'a pas été d'avis d'admettre le principe de la subvention. »

M. Bultot dit que, pour combattre la conclusion du rapport qui tend au refus d'une subvention à la ville de Valenciennes pour la transformation de son collége en lycée, il ne peut mieux faire que de lire la lettre que M. le Ministre de l'Instruction publique lui a adressée :

Paris, le 11 juillet 1875.

« Monsieur le Maire et cher Concitoyen,

» Je suis heureux d'apprendre le vote du Conseil municipal de Valenciennes pour la transformation du collége en lycée. Si je suis encore ici, j'appuierai le projet devant le Conseil supérieur ; mais pour qu'il lui soit présenté, il faut qu'il soit accompagné de tous les avis requis en cette matière, du Recteur, du Préfet, et vous aurez le temps d'y intéresser le Conseil général, car le Conseil supérieur ne tiendra sa seconde session qu'en novembre ou décembre.

» Le Recteur et le Préfet savent tout l'intérêt que je prends à cette affaire ; et comme elle a d'ailleurs un intérêt véritable pour toute la partie Est de notre département, j'espère qu'ils y seront favorables.

» Veuillez, etc.

» Signé, H. Wallon. »

Il suffit, ajoute M. Bultot, de faire connaître le nombre d'internes qui fréquentent le collége pour démontrer que l'arrondissement d'Avesnes et les cantons de Solesmes et du Câteau sont beaucoup plus intéressés à cette transformation que la ville de Valenciennes. Ce nombre est de 120 : 37 proviennent de l'arrondissement d'Avesnes, 15 du canton de Solesmes, 4 du canton du Câteau : c'est-à-dire que l'arrondissement d'Avesnes, les cantons de Solesmes et du Câteau fournissent la moitié du nombre des internes ; l'autre moitié n'appartient pas à la ville de Valenciennes, car les villes fournissent peu d'internes, mais à des cantons qui sont étrangers à la ville.

Les internes et les demi-pensionnaires trouveront des avantages à la transformation projetée. Le prix de pension, augmenté seulement de 80 à 85 fr. par élève, procure les avantages qu'on trouve dans les lycées, blanchissage, les livres, les frais de bureau, de médecin, choses que ne comprend pas le prix de la pension dans un collége communal. Les habitants de Valenciennes seuls seront lésés, en ce sens que l'externat, qui ne coûte que 70 fr., se trouvera élevé en moyenne,

à 128 fr. L'intérêt de Valenciennes paraît donc plutôt contraire à la transformation ; mais le niveau des études sera surélevé, ce qui compensera très largement le supplément de sacrifices demandé aux familles.

L'honorable membre espère donc que le Conseil accordera à la ville une large subvention dans cette dépense de 450,000 fr. qui va incomber à la ville par suite de la transformation de son collége.

M. Legrand (de Valenciennes) demande à ajouter quelques considérations à celles que vient de faire valoir M. le maire de Valenciennes. Il reconnaît, que pour obtenir une subvention départementale, il faut démontrer que la transformation en lycée, du collége de Valenciennes, correspond à un intérêt départemental. Or, ce n'est pas un intérêt local qui sera satisfait par la création de ce lycée, puisque les élèves de Valenciennes, surtout les externes, comme M. Bultot vient de le montrer, y trouveront plutôt un désavantage qu'un avantage. L'intérêt de la mesure est surtout pour l'arrondissement de Valenciennes et l'intérêt d'un arrondissement est chose assez considérable pour que le Conseil général témoigne de sa sympathie par le vote d'une subvention. Mais il y a plus, et il est facile de montrer que le lycée de Valenciennes servira à toute la partie Est du département, suivant l'expression de M. le Ministre de l'Instruction publique. Pour le prouver, il suffirait de citer les membres du Conseil général qui ont fait leurs études au collége de Valenciennes. Ce sont, pour l'arrondissement de Cambrai, MM. Stiévenart-Béthune et Macarez ; pour l'arrondissement d'Avesnes, MM. Boulangé, Marie-Soufflet, Mailliet, Emond. Le prédécesseur de M. Emond, l'éminent M. Paul, avait également fait ses études, et toutes ses études, au collége de Valenciennes. On voit que le lycée de Valenciennes ne servira pas seulement à l'arrondissement de Valenciennes, mais encore aux arrondissements voisins, et qu'il y a, de leur part, comme une habitude de relations avec le collége de Valenciennes. Elles ne feront que s'accroître, lorsque le collége aura été transformé en lycée.

Cette transformation répond donc à un intérêt départemental, et dès-lors, la subvention doit être accordée.

L'honorable membre reconnaît que, comme conseiller municipal de Valenciennes, il a eu des objections à présenter contre la création du lycée. Elles tenaient à ce que cette création doit faire peser sur Valenciennes une charge d'un demi-million, qui lui paraissait excéder l'intérêt de la ville. Comme conseiller-général, il se place à un point de vue différent : si le département consent à participer à la dépense et à ne pas laisser à la ville de Valenciennes seule le fardeau de la construction d'un lycée qui doit profiter aux arrondissements de Valenciennes, d'Avesnes et de Cambrai, la création est excellente.

M. Legrand fait donc appel au sentiment de justice de ses collègues des autres arrondissements. Le département s'intéresse au port de Dunkerque et aux canaux des arrondissements maritimes ; il intervient en faveur de l'arrondissement d'Hazebrouck, pour l'asile de Bailleul ; il entretient à Lille une série de créations qu'il est inutile de rappeler, l'Institut industriel, l'École de médecine, et bien d'autres encore; enfin il fait reconstruire, à Douai, l'École normale primaire; de sorte qu'il n'y a que les arrondissements de Valenciennes, de Cambrai et d'Avesnes qui n'aient point part aux libéralités du département. L'honorable membre recommande cette considération à l'équité du Conseil général et il espère qu'il se trouvera une majorité pour voter en principe la subvention demandée.

(Séance du 23.)

M. Desrousseaux croit devoir, pour l'édification du Conseil, et en même temps pour la justification du bureau, dire quels ont été les principaux motifs qui ont déterminé le 3e bureau à ne pas adopter le principe d'une indemnité en faveur de la ville de Valenciennes pour la transformation du collége en lycée. Il ne conteste pas les avantages que peut y trouver la ville de Valenciennes, mais le bureau n'a pas cru qu'il y eût là un intérêt départemental. Se reportant aux précédents, il a vu que, lorsque la ville de Lille avait érigé et construit son lycée, elle n'avait demandé, et le département ne lui avait accordé aucun subside. Le 3e bureau a pensé que, s'il entrait dans la voie de donner des indemnités aux villes qui veulent transformer leurs colléges en lycées, sans examiner s'il y a avantage pour le département à avoir plus de deux lycées, les villes de Dunkerque, d'Hazebrouck, de Cambrai, viendraient peut-être l'année prochaine, réclamer à leur tour un subside pour l'érection d'un lycée. La majorité du 3e bureau a craint de créer un précédent dangereux, et c'est ainsi que s'explique sa résolution.

M. Testelin n'est pas convaincu par les raisons que vient de donner le préopinant. Assurément la ville de Lille n'a pas eu de subvention lorsqu'elle a créé son lycée, mais elle n'avait pas eu à en demander, parce que ses finances étaient en bon état et qu'elle n'en avait pas besoin. Il est très-naturel au contraire que la ville de Valenciennes vienne demander l'aide du département. Comme on l'a fait remarquer, le Conseil général a voté des subventions considérables pour faire exécuter des travaux spéciaux dans un certain nombre d'arrondissements. Est-ce que, tous les jours, on ne vote pas des secours pour les écoles qu'on construit dans les communes? Et fait-on cette objection que si l'on accorde un secours à telle commune, d'autres communes viendront réclamer la même faveur? Nullement, car toutes les communes ont le droit de demander et le Conseil général ne s'est tracé que deux règles en cette matière: il examine si l'état des finances du département permet de voter la subvention et ensuite si réellement la subvention est réclamée pour quelque chose d'utile et de raisonnable. Or, personne ne met en doute l'utilité de la création d'un troisième lycée dans le département du Nord, dont les arrondissements ont une population presque aussi nombreuse que celle de la plupart des départements de France. Il n'y a dès-lors rien d'extraordinaire à ce qu'on sollicite la création de plusieurs établissements d'un rang élevé pour l'instruction secondaire.

L'honorable membre est donc d'avis de voter le principe d'une subvention, sauf à en discuter ultérieurement le chiffre. La ville de Valenciennes ne demande pas qu'on lui vote une somme dont elle puisse, dès-à-présent, disposer, mais une somme à payer par annuités et elle consentirait à attendre que le département fût libéré de certaines grosses dépenses et eût achevé de recevoir le remboursement des dépenses de guerre. La situation du département serait donc extrêmement facile: il aurait une somme de 20 ou 25,000 fr. à payer pendant un certain nombre d'années. Le montant de la subvention ne pourrait guère être moindre de 100,000 fr., ce qui n'est même pas le quart de la dépense. Or, l'allocation d'une somme annuelle de 25,000 fr. n'est pas de nature à grever beaucoup le budget.

Je suis très-disposé, dit en terminant M. Testelin, à être libéral pour les autres arrondissements qui ont été très-libéraux pour la ville de Lille, où le département entretient des écoles professionnelles et beaucoup d'autres institutions. Je demande donc qu'on admette le principe d'une subvention, en réservant la question du *quantum*.

M. Morisson fait connaître qu'il a dû conclure, comme rapporteur, dans le sens de la

majorité, mais que, personnellement, il avait voté dans le bureau avec la minorité. Il partage donc l'opinion qui vient d'être soutenue par MM. Bultot, Legrand (de Valenciennes) et Testelin.

M. le baron de Bouteville pense, et a toujours pensé, que les lycées étaient des institutions de l'État, dépendaient de l'État, et n'avaient aucun caractère départemental. Il faut, en s'élevant au-dessus de la question d'intérêt local, examiner seulement s'il est utile pour le département de venir se substituer à l'État et de payer une dépense, au lieu et place de l'État. On dit, il est vrai, que le Ministre de l'Instruction publique, grand maître de l'Université et originaire de Valenciennes, a écrit que si le Conseil général voulait voter une subvention, il ferait valoir cette allocation auprès du Conseil de l'Instruction publique et qu'elle aiderait à obtenir le lycée. En écrivant ainsi, M. le Ministre est parfaitement dans son rôle: il veut alléger son budget et favoriser Valenciennes : dans ce double but, il prie le département de venir à son aide. De son côté, le département a-t-il intérêt à assumer une charge de l'État ?

L'honorable membre comprend très-bien que la ville de Valenciennes vote une somme de 4 à 500,000 fr. pour transformer son collége en lycée. Elle s'est décidée à faire un sacrifice, parcequ'elle y a trouvé son avantage. Ses représentants sont trop intelligents des intérêts de leur ville pour avoir voté 4 à 500,000 fr., s'il ne devait pas en résulter un très-notable bénéfice. En votant 4 à 500,000 fr. une fois payés, si la ville se dégrevait a perpétuité d'une somme de 50 à 60,000 fr. qu'elle doit aujourd'hui payer annuellemeni pour le déficit que le collége communal laisse à sa charge, elle aurait fait une opération excellente, dont le Conseil général ne saurait trop la louer, mais qui ne constituerait pas un titre à l'intervention départementale, voïla sa très-heureuse opération.

Quant au relevé, parmi les anciens élèves, des hommes de mérite que le collége de Valenciennes a produits, c'est une statistique brillante, ce n'est pas un argument. Des recherches faciles fourniraient un tableau identique pour les lycées et les colléges comumnaux. Une habile direction a relevé le collége de Valenciennes et l'a placé très-haut, mais d'autres collègues communaux, qui n'aspireront pas à devenir des Lycées, (demain ils y aspireront peut-être) sont également bien tenus.

A un autre point de vue, un projet a bien été voté par le Conseil municipal de Valenciennes, mails il n'y a ni plans, ni devis, ni dépense arrêtée.

M. Bultot. C'est une erreur.

M. le baron de Bouteville dit que l'affaire n'est pas soumise au Conseil général dans les conditions et avec les garanties qui sont adoptées pour les projets de maisons d'école, auxquels les préopinants ont fait allusion. Il ne connaît pas le dossier de M. le Maire de Valenciennes ; il ne connaît qu le rapport de M. le Préfet, et ce rapport demande l'engagement de voter une somme en principe. Or, rien n'est plus dangereux, rien n'est plus de nature à engager les finances départementales, que le vote d'une dépense en principe. D'une session à l'autre la somme grossit et fait la boule de neige.

Sans insister sur ce dernier motif, M. le baron de Bouteville se résume ainsi: les lycées dépendent du budget de l'Etat, et leurs dépenses sont une charge de l'Etat; on ne voit pas dès lors pourquoi le département viendrait faire des libéralistés à l'Etat. En second lieu, on fait ressortir le sacrifice que va faire la ville de Valenciennes; on parle de 400,000 fr., même d'un demi-million, mais on ne dit rien des avantages que la ville de Valenciennes en retirera et qui probablement sont au moins équivalents au sacrifice.

(Séance du 23.)

M. Legrand (de Valenciennes) répond que les observations présentées par le préopinant reposent sur des erreurs matérielles et juridiques qu'il va lui-même reconnaître.

M. le baron de Bouteville a dit d'abord qu'on proposait au Conseil général de voter une subvention pour venir en aide à l'État. C'est une erreur complète. Il ne s'agit pas de venir en aide à l'État, mais à la ville de Valenciennes. Il est bien vrai que, lorsqu'un lycée est une fois créé, les dépenses incombent à l'État, mais une des conditions de cette création, c'est l'appropriation des locaux par la ville qui veut avoir un lycée : elle est tenue de fournir et de faire agréer par le Ministre de l'Instruction publique des locaux appropriés à leur destination, de prendre l'engagement de donner un certain nombre de bourses et d'entretenir les bâtiments. Ce n'est que pour cette partie des charges qu'entraîne l'érection d'un lycée que la ville de Valenciennes sollicite le concours du département, et elle ne se préoccupe pas des dépenses que ce lycée fera ensuite supporter à l'État.

M. le baron de Bouteville a dit aussi que le Conseil général ne savait pas pour quel chiffre il allait s'engager. Mais il y a eu des devis remis au 3e bureau ; le rapporteur a fait observer qu'ils étaient parfaitement étudiés. En effet, ils ont été l'objet de plusieurs examens successifs ; ce sont ces devis mêmes qui ont été présentés au Conseil des bâtiments civils et au Ministre de l'Instruction publique. Voici les conditions de l'affaire : la ville de Valenciennes s'engage pour 450,000 fr., l'honorable membre a dit un demi-million pour faire la part de l'imprévu. M. Testelin fixait tout-à-l'heure à une somme de 100,000 fr. au moins le concours du département. Cette contribution est un peu modique, le département pourrait donner plus. Mais voulant préparer un terrain de transaction, M. Legrand se rallierait à l'avis de son collègue ; cette somme, comme le disait le même membre, serait déclarée payable en quatre années, à partir du moment où les finances départementales seraient moins obérées, à raison des entreprises dans lesquelles elles sont engagées. Ainsi disparaît l'objection relative à l'inconnu dans lequel on voudrait jeter le Conseil général.

M. le baron de Bouteville a dit également que la ville de Valenciennes connaissait ses intérêts et que si elle faisait des sacrifices, c'est qu'elle en espérait la récompense. Eh bien, la discussion qui s'est élevée dans le sein du Conseil municipal de Valenciennes venait précisément de l'énormité des sacrifices. C'est une dépense départementale, disaient un certain nombre de conseillers, pourquoi la ville se lancerait-elle dans une affaire qui doit plus profiter aux arrondissements voisins qu'à la ville elle-même? Il n'y a pas d'intérêt local engagé. Que la ville se promette certains avantages de cette création, ce n'est pas contestable. Mais on ne peut pas lui faire un reproche d'avoir, cédant à des sentiments élevés, accepté des sacrifices considérables en vue d'un bien considérable aussi. Toutefois il est entré dans la pensée d'un grand nombre de conseillers municipaux que le département participerait à la dépense et beaucoup de votes ont été déterminés par cette espérance.

M. de Carnières demande ce que coûte à la ville de Valenciennes le collége communal qu'elle veut tranformer en lycée. D'après les renseignements qui lui sont donnés, la ville de Valenciennes dépenserait annuellement environ 40 à 50,000 fr. pour son collége. Par conséquent, en transformant cet établissement en lycée, la ville se trouverait immédiatement exonérée du paiement annuel de cette somme par une dépense de 400,000 fr. environ. S'il en est ainsi, l'opération est assez avantageuse en elle-même, pour que la ville de Valenciennes ne soit pas fondée à réclamer du département une subvention de 100,000 fr.

M. Bultot répond que le collége coûte 32,100 fr. pour le traitement des professeurs. Quant aux frais d'entretien du collége, il n'en faut pas parler puisque l'entretien du lycée qui serait également à la charge de la ville, coûtera davantage puisque les constructions étant beaucoup plus importantes.

M. de Carnières, en présence de ce renseignement donné par M. le Maire de Valenciennes, ne comprendrait pas le vote d'une subvention départementale.

M. Legrand (de Valenciennes) fait remarquer que la dépense évaluée par M. de Carnières à 400,000 fr. doit être de 450,000 fr. au moins, qu'elle s'élèvera certainement à 500,000 en faisant la part de l'inconnu, et que la création du lycée entraînera bien d'autres charges qu'il faut faire entrer en ligne de compte ; il y aura d'abord la dépense des bourses, et on demandera la participation de la ville à bien d'autres dépenses encore : ainsi, si la ville veut une chaire de mathématiques spéciales, et elle la demandera certainement, elle devra en faire les frais. La création du lycée sera donc onéreuse à la ville.

La clôture de la discussion est prononcée.

M. le Président met aux voix la première des conclusions du rapport qui propose de décider que, dans le cas où le collége de Valenciennes serait érigé en lycée, le département y entretiendra le même nombre de bourses qu'aux lycées de Lille et de Douai.

— Cette résolution est votée.

Le Conseil est ensuite consulté sur la conclusion du rapport tendant au rejet de la demande de subvention formée par la ville de Valenciennes,

— Elle est adoptée à la majorité de 25 voix contre 12.

M. Giroud présente les quatre rapports ci-après :

I. — « Des renseignements fournis, il résulte que les dépenses d'entretien et de traitement pour les aliénés indigents, pendant l'année 1874, se sont élevées à . . . . . 456,178 fr. 52
sur lesquels le crédit inscrit au sous-chapitre 6 du budget de cet exercice n'a permis de mandater que. 404,154 88

Il reste ainsi à payer . . . . . 52,023 fr. 64

opération pour laquelle il y a lieu d'ouvrir à M. le Préfet, au budget rectificatif de 1875, un crédit de pareille somme.

Le 3e bureau le propose. Il convient de faire, avec M. le Préfet, remarquer au Conseil général
que sur la dépense de . . . . . 456,178 fr. 52
il n'y a, à la charge du département, que 299,095 81

attendu que la différence. 157,082 71

est fournie :
1° par le contingent des familles pour. . . . . 26,082 fr. 44
2° par le contingent des communes pour 131,000 27

Total égal 157,082 71

EXERCICE 1875.

Pour les six premiers mois de 1875, les dépenses se sont élevées, dans les deux asiles d'Armentières et de Bailleul, à . . . . . 218,502 fr. 90
excédant de 12,526 10
celles des six mois correspondants de 1874 . . . . . 205,976 80

Il n'y a pas nécessairement lieu d'en conclure une augmentation pour tout l'exercice.

EXERCICE 1876.

Les prévisions budgétaires pour 1876 ont été établies sur un nombre moyen de 1,145 aliénés, effectif des deux hospices au 1er juillet 1875.

Elles sont inscrites au sous-chapitre VI pour . . . . . 449,000 fr. »
pour entretien et traitement de 1,145 aliénés . . . . . 434,316 »
et pour frais de transport, conduite, etc. . . . . 14,674 »
Total égal . . . 449,000 fr. »

Le 3e bureau propose l'ouverture d'un crédit de pareille somme de 449,000 fr. au sous-chapitre VI, en même temps que l'inscription en recette, aux produits éventuels, (Budg. ord. 1876) de la somme de. . . . . 162,000 fr. »
1° Contingent des commnes. . . . . 135,000 »
2° Contingent des familles . . . . . 27,000 »
Total égal . . . 162,000 fr. »

— Crédit voté.

Frais de transport des aliénés par chemin de fer. (3 B.)

» II. Il est présenté au Conseil général un mémoire s'élevant à 755 fr. 05 c. pour le transport par chemin de fer, pendant le 4e trimestre de 1874, de quelques aliénés dirigés sur les asiles d'Armentières et de Bailleul.

Par suite de l'épuisement du crédit spécial, ce mémoire n'a pu être payé.

La dépense étant justifiée, le 3e bureau propose, d'accord avec M. le Préfet, d'inscrire un crédit équivalent à cette somme de 755 fr. 05 c. au budget rectificatif de 1875 »

— Crédit voté.

Élèves artistes. — Bourses. — Secours. (3 B.)

» III. — Le 3e bureau a eu à examiner les propositions de M. le Préfet relatives à des élèves artistes, pensionnaires du département, ou secourus par lui ou demandant à le devenir.

Parmi les premiers, M. COMERRE va continuer, aux frais du Gouvernement, pendant trois années dans l'école française de Rome, ses études de peinture si brillamment commencées à Paris. M. le Préfet vous propose de lui allouer à titre de récompense la cinquième et dernière annuité de sa pension. Si moins heureux dans ses compositions il en eût sans conteste conservé la jouissance; vous ne refuserez pas au vainqueur ce que vous auriez laissé au vaincu. M. Comerre a d'ailleurs besoin de ce dernier acte de votre libéralité pour pourvoir à ses frais d'installation à Rome.

M. le Directeur de l'Ecole des Beaux-Arts, rend, dans son rapport à M. le Préfet, excellent témoignage de l'application et des succès de MM. THIBEAU et LEMAIRE, élèves architectes. — FRÈRE, DARCQ et PINTEMPS, élèves sculpteurs, — DEWINTER et KRABANSKI, élèves peintres.

De son côté, M. le Directeur du Conserva:oire se dit fort satisfait des dispositions et des progrès de M. Queulain et de Mlle Vergin tous deux élèves de troisième année pour le chant.

Le Conseil général pensera donc avec M. le Préfet qu'il y a lieu de maintenir ces neuf jeunes gens dans la possession de leurs bourses.

M. Broutin d'Orchies, auquel, malgré le talent naissant dont il fit preuve dans le concours de 1874, il ne pût être accordé de bourse au conservatoire, mais seulement, pour 1875. un secours de mille francs, demande que ce secours lui soit continué en 1876.

A l'occasion de cette demande et d'une autre de même nature faite en faveur de Mlle Cuvelier, élève distinguée de l'académie de Musique de Lille, M. le Préfet prie le Conseil général d'examiner si au lieu d'accorder les secours demandés il ne serait pas préférable d'élever de dix à douze le nombre des bourses d'élèves-artistes.

L'excédant qui en résulterait dans les dépenses deviendrait permanent, il est vrai. Mais en principe il est dangereux d'entrer dans la voie des secours exceptionnels. C'est une porte ouverte à la faveur, c'est-à-dire aux abus. Le Conseil général a déclaré s'y refuser dans maintes circonstances. Il est bon qu'il trace des limites fixes à ses libéralités même les plus justifiables, comme le sont celles sollicitées en faveur de M. Broutin et de Mlle Cuvelier.

La création de deux bourses nouvelles, permettrait : 1° d'en accorder une à M. Broutin, qui a fait ses preuves dans le concours de 1874 et depuis au Conservatoire où il a obtenu le 1er prix d'harmonie et d'accompagnement ; 2° d'ouvrir un concours pour la seconde où serait admise à la disputer Mlle Cuvelier.

En conséquence, le 3e bureau propose au Conseil général l'inscription au budget de 1876, sous-chapitre X, élèves-artistes, d'un crédit de 12,000 fr. destiné à pourvoir à l'entretien permanent de 12 bourses au lieu de 10, dont :

7 à maintenir à MM. Thibeau, Frère, Darcq, Dewinter, Lemaire, Krabanski, Printemps, élèves de l'Ecole des Beaux-Arts ;

2 à M. Queulain et à Mlle Vergin, élèves du Conservatoire ;

La 10e ou plus exactement sa valeur, mille francs, à donner, pour 1875 à M. Comerre, à titre de récompense exceptionnelle ;

La 11e (nouvelle) à accorder à M. Broutin, déjà élève du Conservatoire ;

La 12e à mettre au concours.

Il est à remarquer que par le vote de ce crédit de 12,000 fr. il n'y aura dans les dépenses qu'une augmentation de 1,000 fr. »

— Ces conclusions sont adoptées, le crédit de 12,000 fr. est voté.

M. le Préfet dit qu'avant le commencement de la prochaine année scolaire deux bourses peuvent devenir vacantes : ce sont celles de Mlle Vergin et de M. Queulain qui seront peut-être engagés dans un théâtre. Si cette prévision se réalisait ces deux bourses seraient mises au concours en même temps que la douzième que le Conseil général vient de créer. Le concours serait alors ouvert le plus tôt possible.

M. Giroud lit un dernier rapport ainsi conçu :

IV. « — M. le Préfet communique au Conseil général le rapport annuel de M. le Directeur de l'École de medecine et de pharmacie de Lille.

Ce rapport constate des résultats satisfaisants dans les études et d'utiles améliorations.

(Séance du 23).

Le chiffre des inscriptions a peu varié : il a été de 372 ; mais celles qui sont prises en vue du doctorat ou du grade de pharmacien de 1re classe augmentent d'une façon continue. C'est d'un très-bon augure pour l'avenir.

81 examens de fin d'année en vue d'obtention de grades ou de titres ont donné lieu à 68 admissions dont 7, avec la note *très-satisfaisant ;* 13, *bien satisfaisant ;* 39, *satisfaisant ;* 9, *passablement*. — Il y a eu 13 ajournements.

Sur les instances réitérées du Directeur, M. le Ministre a institué un concours pour l'admission au Professorat. Ouvert entre trois candidats à l'emploi vacant de professeur suppléant pour les chaires de chirurgie, ce concours a été fort brillant.

Ces résultats font honneur à l'école ; ils la montrent préparée à sa transformation utile en une faculté qui trouverait dans la richesse du pays comme dans son organisation propre de plus puissants éléments de prospérité. Il est très-regrettable que l'Assemblée nationale, après avoir d'abord voté cette transformation nécessaire ait cru devoir revenir sur sa décision. Quelques voix, qui semblaient devoir être acquises à cette mesure, ont suffi pour la faire indéfiniment ajourner.

Le Conseil sait, qu'ultérieurement, un décret du 19 décembre 1874 a érigé en école de médecine et de pharmacie de plein exercice l'école dont il s'agit.

L'art. 4 de ce décret dispose que jusqu'à la promulgation du règlement d'administration publique, qui doit déterminer dans la nouvelle école la durée de la scolarité pour l'obtention des grades et jusqu'à celle du contrat spécial à intervenir entre l'État et la ville de Lille, l'ancienne école continuera à fonctionner comme devant.

Jusqu'ici cette double promulgation n'a pas été faite, les négociations entre l'Etat et la ville n'ayant pas encore abouti, on annonce le refus du Conseil munipal de voter les fonds qui lui sont demandés pour l'École de plein exercice. Quoi qu'il advienne de ce refus, M. le Préfet propose d'élever, dès le 1er janvier prochain, à 10,000 fr. la subvention de 5,000 fr. depuis longtemps accordée à l'École, tout en maintenant le crédit de 1,500 fr. spécialement applicable au traitement du professeur du cours d'accouchement.

L'augmentation de 5,000 fr. a paru au 3e bureau parfaitement justifiée. Il prie le Conseil général de l'accorder. Elle permettra la création de chaires nouvelles depuis longtemps réclamées, parce qu'elles sont reconnues nécessaires pour donner à l'école actuelle l'organisation que les besoins de la riche et populeuse région du Nord comportent. »

M. le baron de Bouteville combat la proposition du 3e bureau.

Les dépenses de l'École de médecine et de pharmacie de Lille n'ont pas, dit-il, un caractère départemental, mais un caractère exclusivement municipal. On lit dans le décret présidentiel en date du 14 juillet 1875 (art. 1er) : « Il pourra être institué des Écoles de médecine et de pharmacie de plein exercice *dans les villes qui s'engageront* à subvenir aux frais d'entretien de personnel et de matériel de ces établissements. » La ville de Lille a-t-elle pris cet engagement ? L'honorable membre le croyait, mais le Rapporteur vient de lui apprendre le contraire. Si la ville de Lille avait pris cet engagement, M. de Bouteville serait venu demander au Conseil si, en présence de cet article de loi qui indique bien où est la charge, le département avait à intervenir pour alléger le budget de la ville de Lille. Mais après avoir entendu le Rapporteur et les dénégations de ceux des membres du conseil qui font partie du conseil municipal de Lille,

il modifie sa question et il insiste : Est-ce que le département doit venir, aux lieu et place de la ville, après le refus de la ville, subventionner l'école de médecine de Lille? Le Conseil général vient tout-à-l'heure, au rapport de M. Morisson, d'accorder à cet établissement un genre de subvention, sur lequel le Conseil est unanime : il a voté un certain nombre de bourses, et si le nombre en est insuffisant, il n'hésitera pas à l'augmenter pour aider les jeunes gens, qui ont de l'intelligence et de l'aptitude pour les études médicales, et dont les parents ont rendu des services au département. Mais le but de l'allocation proposée est tout autre ; elle est votée directement au profit de l'école de médecine, et votée alors que la ville de Lille refuse son concours.

Le Rapporteur fait remarquer que le préopinant, en critiquant l'allocation proposée de 10,000 fr. en faveur de l'école de médecine et de pharmacie de Lille, paraît ignorer qu'il existe déjà un précédent qui témoigne de l'intérêt que le département n'a jamais cessé de montrer à l'École de médecine. En effet, au budget de 1875, il y a un crédit de 5,000 fr. et un crédit de 1,500 fr. pour indemnité à un professeur d'accouchement. Ce n'est donc pas une innovation que le 3e bureau vient proposer, mais purement et simplement une augmentation sur les libéralités précédemment accordées. Ces libéralités sont-elles faites véritablement à la ville de Lille; ont-elles, au contraire, un intérêt départemental? Il est difficile de méconnaître l'utilité départementale de cet établissement. Est-ce que l'école est exclusivement réservée aux habitants de Lille? Est-ce que tous les pères de famille du département et même de la région ne sont pas intéressés à ce qu'elle soit prospère et richement dotée? Est-il admissible que le département se désintéresse du succès et de la valeur de l'école de médecine de Lille ? Le Conseil général ne l'a jamais pensé, puisque déjà il a voté un crédit de 6,500 fr. En demandant l'augmentation de ce crédit, le 3e bureau ne s'est préoccupé que des intérêts et des besoins auxquels il faut satisfaire, et il maintient sa proposition.

M. Testelin dit que les observations de M. le baron de Bouteville ne tendraient à rien moins qu'à la suppression de la totalité du crédit, qui ne serait autre chose, suivant lui, qu'une libéralité faite par le département à la ville de Lille. Il n'en est absolument rien, puisque, sur les 126 élèves qui fréquentent l'École de médecine, il n'y en a que 6 qui soient de Lille. Les autres viennent de tous les points du département et, la plupart d'entre eux, ne s'établiront pas au chef-lieu. Lille ne manque pas et ne manquera jamais de médecins, mais le département n'en a pas assez. Depuis 1860, le département du Nord compte 145 médecins de moins, et tous les deux ou trois mois, on vient trouver l'honorable membre pour le prier de chercher un médecin disposé à s'établir dans telle ou telle localité. Il y a des communes de 5,000 âmes qui n'ont pas de médecin, Halluin, par exemple. Les docteurs en médecine surtout sont rares. Le département du Nord est avant tout industriel et il y a beaucoup plus d'avantages à faire de l'industrie que de la médecine. A Lille, plus du quart des médecins sont étrangers à la ville, et au moins un dixième sont étrangers même au département. Si les villes voisines, si les communes rurales, si les départements limitrophes n'envoyaient pas de médecins, leur recrutement dans le département du Nord serait d'un quart inférieur à ce qu'il est actuellement. Dans ces conditions, il y a tout intérêt pour le département à avoir une École de médecine quelque part et les Écoles de médecine ne peuvent exister que dans les villes. La ville de Lille n'en retire pas un grand bénéfice. Ce n'est pas la présence de 120 jeunes gens qui compensent les sacrifices qu'elle fait et son budget est grevé, de ce chef, de 38,000 fr.

(Séance du 23.)

Pourquoi le département entretient-il quatre élèves sages-femmes à la Maternité de Paris ? Parce que le département manque de sages-femmes instruites.

Pourquoi entretient-il quatre élèves à l'Ecole vétérinaire d'Alfort ? Ce n'est pas pour venir en aide à cet établissement, c'est parce qu'il manque de vétérinaires. C'est par la même raison qu'il subventionne l'Ecole de médecine de Lille. Quand même elle ne deviendrait pas école de plein exercice il n'en est pas moins vrai que plus elle sera perfectionnée, plus elle aura de chance d'être transformée en Faculté de médecine. Tout espoir d'atteindre ce résultat n'est pas perdu. La solution est différée, mais l'honorable membre a des raisons de croire qu'elle est en bon chemin. Pour aider au succès il faut que le département manifeste qu'il s'intéresse à l'Ecole de Lille. Actuellement, il y a des médecins qui, par dévouement, font des cours gratuits à l'Ecole de médecine de Lille : les 5,000 fr. demandés au Conseil général auraient pour but de leur donner des appointements, ce qui est bien juste. Si le département n'entend pas se désintéresser absolument de toute affaire qui ne se traduit pas par un chiffre immédiat de bénéfice, il votera ces 5,000 fr., comme il vote les sommes nécessaires pour envoyer des élèves à des institutions étrangères au département ; l'Ecole de médecine n'est pas une Ecole de Lille, mais l'Ecole de tout le département.

M. le baron de Bouteville rappelle qu'il a mis sous les yeux du Conseil général l'art. 1 du décret du 14 juillet 1875, qu'il n'a pas lu dans le rapport de M. le Préfet, et que cet article met à la charge des villes les dépenses des Ecoles de médecine de plein exercice.

M. Testelin se plaint de la pénurie de médecins, surtout dans les campagnes. Cet état de choses est vrai, mais il ne tient pas aux écoles de médecine. En temps d'épidémie, les médecins portent leurs soins partout avec un dévouement qui les honore ; en temps ordinaire, la médecine est une profession comme les autres, et, dans les campagnes où il n'y a pas de médecins, comme à Halluin, dit-on, c'est que les médecins n'y ont pas une rénumération suffisante. Quand les habitants des communes consentiront à assurer une situation rénumératrice aux docteurs, ils en trouveront ; malheureusement les campagnes ne sont pas encore entrées dans cette idée et voilà pourquoi elles ont peu de médecins. Si beaucoup d'étrangers, comme le disait M. Testelin, sont venus s'établir à Lille comme médecins, c'est parce que la ville de Lille peut donner à un homme de talent, qui exerce bien sa profession, une situation parfaitement rémunératrice.

Le préopinant a engagé l'assemblée à voter le crédit supplémentaire de 5.000 fr., bien que la ville de Lille ne doive pas transformer son Ecole préparatoire en Ecole de plein exercice, à raison de l'espérance qu'on peut avoir que cette Ecole sera érigée en Faculté, et parce que certains cours étant gratuits, cette somme trouvera toujours son emploi. Telle n'est pas la proposition de M. le Préfet. M. le Préfet, dans son rapport, a dit qu'en prévision de la transformation de l'Ecole actuelle en Ecole d'un degré supérieur, il proposait une augmentation de 5000 fr. Or, les membres du conseil municipal de Lille, qui font partie du conseil général, viennent déclarer que cette transformation n'aura pas lieu ; par conséquent les propositions budgétaires de M. le Préfet tombent.

Cependant l'honorable membre ne va pas jusqu'à vouloir réformer ce qui s'est fait jusqu'ici. Il accorde le crédit habituel de 5,000 fr., et accepte celui de 1,500 fr. pour le professeur d'accouchement. Il ne combat que l'allocation du crédit supplémentaire de 5,000 fr. : 1° A raison des termes du décret du 14 juillet 1875 ; 2° A raison de ce que la transformation annoncée par M. le Préfet ne doit pas avoir lieu.

M. Testelin répond que tous les décrets qui organisent des écoles préparatoires de médecine sont conçus dans les mêmes termes que l'article dont M. de Bouteville a donné lecture. Les 22

écoles préparatoires de médecine qui existent en France sont toutes à la charge des villes et des départements dans lesquels elles siègent. Le département du Nord, bien qu'il soit le plus riche de toute la France, est celui qui donne le moins à son école de médecine. Le département des Bouches-du-Rhône donne plus de 30,000 fr. à l'école de Marseille; le département du Rhône donnait plus de 30,000 fr. pour l'école préparatoire de Lyon avant qu'elle fût transformée en Faculté. Bien loin que les écoles de médecine reçoivent quelque chose de l'État, c'est l'État qui leur prend 92,000 fr. par an; il abandonne aux villes les droits d'examen et le produit des inscriptions, mais bien qu'il ne leur donne absolument rien, il fait une retenue de 5 fr. par inscription, ce qui produit une somme de 92,000 fr. Sans doute aux termes des décrets, les écoles préparatoires de médecine sont à la charge des villes, mais pourtant elles sont aidées par les départements et dès la première année où la ville de Lille a fondé une école préparatoire de médecine, il y a vingt ou vingt-deux ans, le département a voté 5,000 fr.

Mais une école ne peut pas rester stationner et le département ne peut pas toujours, avec la même somme d'argent, obtenir des avantages de plus en plus grands. Plus la population de l'école augmente, plus il y a de frais à faire. Il n'y a donc rien d'extraordinaire à ce que le département accorde une subvention un peu plus forte, alors surtout que celle qu'il donnait était absolument dérisoire. Il est tout simple qu'un administrateur éclairé comme M. le Préfet, soit frappé de cette situation et propose l'augmentation de la subvention, qui n'est pas motivée seulement par la transformation projetée de l'école préparatoire en école de plein exercice, création hybride qui n'est peut-être pas destiné à réussir. Pour une école de plein exercice, il faudrait 25 professeurs et autant d'employés divers, soit un personnel de 50 personnes, supérieur à celui des Facultés de médecine. Cela exigerait une dépense de 92,000 fr. par an, plus 8,500 fr. pour la création d'un laboratoire d'anatomie pathologique qui n'existe même pas à Paris. C'est dans ces conditions qu'on négocie avec le ministère de l'instruction publique.

Laissant de côté cette école de plein exercice, l'honorable membre répète que c'est le département du Nord qui fait le moins de sacrifices pour son école préparatoire, alors qu'il est peut-être celui de tous qui aurait le plus d'intérêt à en faire, attendu que ses campagnes ne sont pas suffisamment pourvues de médecins. Quand il arrive une épidémie, les médecins se dévouent, vont donner leurs soins gratuitement et risquent leur vie, mais le dévouement des médecins n'en augmente pas le nombre. On se rappelle tous les efforts qu'il a fallu faire, au moment du choléra, pour se procurer des médecins; on a été jusqu'à expédier en cette qualité des élèves n'ayant qu'une année d'étude et on a très-bien fait, parce qu'en temps d'épidémie la vue seule du médecin rassure les populations et produit un effet moral très-puissant.

M. Testelin expose qu'en 1848, la ville d'Armentières était dans une situation déplorable. Les deux médecins étaient sur les dents; il est arrivé au milieu de la nuit; 40 cholériques sont morts entre ses mains. Il a été témoin de scènes navrantes; toute la ville était frappée de stupeur. Sa visite, celle du Préfet d'alors, qui s'est transporté avec le plus grand zèle dans cette localité, ont produit l'effet moral le plus salutaire, et amené dans la mortalité une diminution de moitié. Le Conseil général doit donc se préoccuper de la situation des médecins en temps ordinaire d'abord, et prévoir qu'il pourra y avoir des épidémies.

On dit qu'il n'y aura jamais de médecins dans les communes rurales tant que les habitants des campagnes ne croiront pas nécessaire de faire des sacrifices dans ce but. Mais il n'y a pas de famille aisée dans les environs de Lille qui n'envoie chercher, en cas de besoin, un médecin à la ville;

de même, les habitants des campagnes sont parfaitement disposés à faire venir un médecin dans leur commune et à le rétribuer suffisamment. Seulement il n'y pas assez de médecins, et tant qu'il en sera ainsi, ils préfèreron naturellement les postes les plus avantageux ; mais, quand le nombre en sera augmenté, ils ne pourront pas venir tous dans les villes où il y aurait surabondance et ils refluéront sur les campagnes.

M. le Préfet a peu de chose à ajouter aux arguments que vient de développer M. Testelin, avec sa compétence particulière. Il veut seulement appeler l'attention la plus sérieuse du Conseil général sur le manque de médecins dans le département. Les médecins ne s'établissent pas seulement là où ils espèrent trouver une clientèle ; l'amour du sol natal, dont on doit se plaire à reconnaître la fréquence et la vivacité, déterminera sans aucun doute le choix des praticiens et aura ce résultat, si l'on trouve à Lille un enseignement médical plus développé qu'aujourd'hui, qu'un plus grand nombre de médecins s'établiront dans le département.

On vient encore se fixer dans une ville à laquelle on est étranger, mais si l'on n'est pas né dans l'arrondissement ou dans le département, on ne va guère s'installer dans une campagne pour y exercer la la médecine. Il y a donc un intérêt départemental considérable à améliorer l'enseignement médical à Lille. Lorsque le Conseil général a vu la ville voter, la première, une subvention et accepter ainsi des charges dont elle ne devait pas être seule à profiter, il a compris qu'il y avait un intérêt départemental à créer un centre d'études médicales dans le département du Nord et à accorder une subvention.

J'avais pensé, continue M. le Préfet, que si la ville acceptait la charge d'une Ecole de plein exercice, le département devait augmenter sa subvention. Y aurait-il un grand intérêt à cette création? Ce n'est pas le moment de le discuter; mais parce que la ville y a renoncé, ce n'est pas une raison pour que le département ne cherche pas à améliorer l'enseignement médical tel qu'il existe, en faveur des jeunes gens qui, une fois leurs études terminées, iront s'établir sur les points du département où les médecins font défaut.

Je ferai, ajoute M. le Préfet, un seul amendement à la proposition du bureau. Au lieu de laisser le crédit de 5,000 fr. dont je demandais le vote en faveur de la ville de Lille, pour le cas de la transformation de l'École préparatoire, au chapitre XII du budget: *subventions aux communes*, je crois qu'il vaudrait mieux inscrire ce crédit au sous-chapitreX, où se trouve déjà le crédit de 1,500 fr. pour le professeur d'accouchement. Il en résultera que le crédit n'étant plus une subvention à la ville pour l'aider à supporter les charges de l'École de médecine, le Conseil général aura le droit de déterminer la destination qu'il entend donner au crédit de 5,000 fr. et de l'affecter à tel enseignement déterminé que la Commission départementale indiquera, sur l'avis des professeurs de l'École.

Le Rapporteur déclare que le bureau accepte l'amendement.

— Les conclusions du bureau, ainsi amendées, sont mises aux voix et adoptées ; les crédits sont votés.

Institut industriel, agronomique et commercial du Nord de la France. (4e B.)

M. le Président remet en délibération les conclusions du rapport de **M. Bergerot** sur l'Institut industriel, qui a été présenté dans la séance du 19 août, et dont le vote a été ajourné.

Ces conclusions consistent à inscrire au budget départemental de 1876:

1° Un crédit de 28,650 fr. pour la quote-part du département dans les dépenses d'enseignement et d'administration ;

2° Un crédit de 5,400 fr. applicable à l'entretien de six bourses et de six demi-bourses départementales. »

M. Jules Brame, qui avait demandé l'ajournement, déclare qu'après avoir pris connaissance du dossier, il croirait prématuré de se livrer à une critique minutieuse de la situation actuelle de l'Institut industriel. Il appelle toutefois l'attention de l'Assemblée sur la diminution du nombre des élèves, bien qu'on ait accepté, paraît-il, pour en grossir le nombre, des élèves des écoles primaires, qui évidemment ne sont pas suffisamment préparés pour profiter de l'enseignement L'honorable Membre signale également le nombre exagéré des professeurs, qui s'élève à 33 pour 91 élèves. Ce sont des questions sur lesquelles il y aura lieu de revenir ultérieurement.

— Après ces observations, les crédits proposés sont votés.

M. Duquenne donne lecture des trois rapports qui suivent :

I. — « Dans sa délibération du 7 avril dernier, le Conseil général, saisi d'une proposition ayant pour objet le creusement de la Scarpe-inférieure, a décidé que la question du rachat de cette concession, qui avait été posée dans sa session d'octobre 1874, devait précéder celle de l'approfondissement.

A cet effet, il avait invité M. le Préfet, à vouloir bien pousser activement les études et les négociations, demandées dans la séance du 29 octobre 1874, pour pouvoir en délibérer en la session d'août 1875.

Il résulte du rapport de MM. les Ingénieurs de la navigation, qui avaient été chargés de cette mission, que leurs démarches auprès de la Compagnie concessionnaire ont été infructueuses, que tous les éléments qui auraient pu leur servir de base pour l'étude complète du rachat, ne leur ont point été fournis, bien qu'eux-mêmes aient communiqué à la Compagnie les renseignements et documents qui étaient en leur possession.

Indépendamment de cette résistance de la compagnie concessionnaire de la Scarpe à faciliter au service de la navigation l'étude des bases de rachat, il a surgi, de la part de la dite compagnie contrairement aux clauses contenues dans son cahier des charges, article 13, paragraphe II: — « toute exécution ou toutes autorisations de routes, de canaux, de travaux de navigation, de chemins de fer, soit dans la région traversée par la Scarpe, soit dans toute autre région voisine ou éloignée, ne pourra également donner ouverture à une demande en indemnité de la part du concessionnaire de la présente entreprise, » — les prétentions excessives de faire comprendre dans le prix du rachat, le préjudice qui résulte pour elle :

1° du rachat, par l'État, du canal de la Sensée et de son approfondissement ;

2° de l'établissement de voies ferrées, concurrentes de son trafic ;

3° de prises d'eau faites à la Scarpe, au profit de la Deûle.

Or, depuis que la question du rachat de la concession est à l'étude, il est intervenu, à la date du 23 avril 1875, une décision de M. le Ministre des Travaux publics, qui déclare qu'il n'y a pas lieu d'indemniser la Société pour la dérivation des eaux par la Deûle, ou pour la concurrence du canal de la Sensée.

Nous ne parlerons pas du préjudice que l'établissement de voies ferrées par l'Etat aurait fait subir au trafic de la compagnie, préjudice que la compagnie invoque comme devant être un des éléments du rachat ; cette prétention n'est point sérieuse.

Dans cette situation, l'étude du rachat n'ayant pu être menée à bonne fin, par le fait de la compagnie de la Scarpe, cette société n'acceptant d'ailleurs le rachat qu'à des conditions repoussées d'avance par l'administration supérieure, le 4e bureau propose au Conseil général de décider que l'offre du rachat de la concession de la Scarpe inférieure soumise à l'assemblée avec intervention du département, sous forme d'avance à l'Etat, n'est, en présence des résistances et des prétentions de la Compugnie concessionnaire, susceptible actuellement d'aucune suite. »

— Approuvé.

Service hydraulique. (4 B.)

II. — « Nous trouvons dans le rapport de M. le Préfet, l'analyse du rapport de M. l'Ingénieur en chef des ponts-et-chaussées sur la situation du service hydraulique.

Il résulte des renseignements qui nous sont donnés, que l'œuvre du desséchement, qui est la partie la plus importante du service, est satisfaisante.

Les syndicats ont été reconstitués et fonctionnent; des travaux importants ont été faits par les différentes associations; de nombreuses solutions administratives sont intervenues.

Relativement à la vallée de la Scarpe dont le desséchement comprend 10,792 hectares, une décision ministérielle du 23 janvier 1875 déclare que la loi du 11 avril 1835 et les actes intervenus pour son exécution doivent continuer à régir la Scarpe, rejetant les demandes en révision de règlement formées par le concessionnaire.

Le Conseil général avait émis le vœu de dérivations utiles, nécessaires au desséchement de la vallée. La première et la plus importante, à Hasnon, au rivage du Noir, pour la Traitoire, qui est l'émissaire de la rive droite; la seconde, vers Anhiers, par la Rache, qui est l'émissaire de la rive gauche.

Le souvenir des inondations de 1872-1873 ne doit pas être perdu et les récents désastres, qui viennent de frapper le Midi doivent vous rappeler qu'il faut parer, autant que possible, au retour et à l'intensité des inondations.

En conséquence, le 4e bureau propose :

1° D'émettre le vœu que les dérivations à créer pour la Traitoire et pour la Rache soient autorisées, le régime des eaux de la rivière restant réglé par la loi du 11 avril 1835 et les actes qu'il a sanctionnés;

2° De prier M. le Préfet de reprendre à nouveau, d'urgence, et de suivre activement l'instruction de ces deux affaires, tant en intervenant auprès de M. le Ministre qu'en transmettant ses instructions au syndicat de desséchement de la vallée de la Scarpe.

Relativement à l'association des Waeteringues du Nord, MM. les Ingénieurs nous signalent bien des travaux utiles, notamment dans la quatrième section.

MOERES BELGES ET FRANÇAISES. — ÉCOULEMENT DES EAUX. — VŒU.

« Deux de nos collègues, MM. Trystram et Goudaert, » prient le Conseil général d'émettre un » vœu pour que les Ingénieurs français et belges, chargés de régler l'écoulement, par le » territoire français, des eaux des Moëres belges et françaises et d'une partie des Waeteringues

» du Veurnambacht soient pressés de se mettre d'accord afin d'assurer, aussitôt que possible, la » sécurité des Moëres et de la quatrième section des Waeteringues françaises. »

Le 4e bureau propose au Conseil général d'accueillir ce vœu et de prier M. le Préfet, de hâter une solution qui intéresse, à un si haut degré, les intérêts de la région menacée, à chaque crue, d'inondations dévastatrices.

CURAGES.

« Les curages ont été opérés dans le département sur une étendue de 728 kilomètres ; un projet important pour le curage et la régularisation de l'Hogneau a été présenté et une subvention de 27,000 fr. sur les fonds de l'État est accordée, sous la réserve que ce cours d'eau soit compris parmi les ouvrages du syndicat de desséchement des vallées de la Hayne et de l'Escaut. Un projet d'extension du syndicat est préparé par les soins de MM. les Ingénieurs.

CONCLUSIONS.

« Les vœux divers émis par le Conseil général dans ses précédentes sessions ont été réalisés ou l'objet de rapports spéciaux.

Le 4e bureau propose au Conseil général de prier M. le Préfet, et MM. les Ingénieurs du service hydraulique, de continuer leur vigilante sollicitude sur toutes les questions de desséchement qui intéressent la salubrité du pays et sa prospérité agricole.

VŒUX DES CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.

Le Conseil d'arrondissement d'*Hazebrouck* a demandé à diverses reprises la dérivation de la Borre-Becque près de l'écluse du grand Dam. La société d'agriculture d'Hazebrouck, organe des doléances de la contrée, qui souffre de l'état de choses actuel, réclame de l'État l'exécution de ce travail, recommandé par le Conseil général.

M. le Préfet nous fait connaître que l'affaire est en état et qu'il attend la solution.

Le 4e bureau propose de prier M. le Préfet de poursuivre ses réclamations auprès de l'autorité supérieure, afin d'obtenir le crédit nécessaire à ce travail de première urgence.

Le Conseil d'arrondissement de *Lille*, sur le rapport de MM. les ingénieurs du service hydraulique, qui fait connaître la situation du syndicat du desséchement des marais de la Deûle, organisé par décret en date du 31 août 1858 ; considérant que l'amélioration constatée s'est étendue à un périmètre de terrains supérieur à celui qui avait été primitivement arrêté, demande qu'un décret vienne sanctionner l'annexion du périmètre supplémentaire au périmètre primitif.

Le syndicat réclame cette annexion qui aurait pour résultat de faire contribuer aux dépenses la totalité des terrains, qui bénéficient du desséchement.

Le 4e bureau appelle l'attention de M. le Préfet sur ce vœu, en le priant d'examiner s'il ne conviendrait pas de faire faire une étude à ce sujet.

Relativement aux curages des cours d'eau non navigables, qui se font généralement par les

riverains en vertu d'arrêtés préfectoraux, conformément à la loi du 14 floréal an XI, combinée avec une ordonnance du parlement de Flandre ou par l'intervention d'associations syndicales ou rarement par les communes. Le Conseil d'arrondissement de Lille se demande si ce dernier mode de curage ne donnerait pas lieu à une meilleure répartition des dépenses.

Le 4e bureau ne pense pas que les dépenses de curage doivent incomber au budget communal quand il y a cours d'eau; le service des curages s'opère d'une façon satisfaisante; il y aurait danger à en changer le mode; en conséquence, il vous propose de ne point accueillir ce vœu du Conseil d'arrondissement de Lille.

Dans l'arrondissement de *Dunkerque* la 4e section des waëteringues signale dans les termes ci-après que le Conseil général des ponts-et-chaussées a émis un avis d'ajournement, en ce qui concerne l'écluse projetée pour relier au chenal les fossés des fronts de l'Est:

« La commission, justement émue de cette communication, croit devoir appeler l'attention de » M. le Ministre des travaux publics et de M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, sur les » conséquences qu'aurait l'ajournement dont il s'agit, au point de vue de la salubrité et de la » prospérité agricole de tout le territoire waeteringué compris entre le canal de Bergues et la » frontière de Belgique.

» Dans l'état actuel des choses, les eaux de ce territoire ne peuvent s'écouler à la mer que par » la cunette des Moëres; et comme ce débouché est insuffisant, aux époques de grandes pluies » et de fonte des neiges, il en résulte des inondations qui se renouvellent, presque chaque » année, sur une superficie d'environ 5,400 hectares.

» Quand les fossés des fronts de l'Est seront reliés au chenal par une écluse, ils donneront un » nouvel et puissant écoulement des eaux du pays, comme cela aura lieu pour les fossés des » fronts, de l'Ouest: pour obtenir ce nouvel écoulement, il suffira de mettre en communication » les fossés de l'Est avec le canal des Moëres, au moyen d'un syphon que l'administration de » la 4e section des Waeteringues, se propose d'établir sous le canal de Furnes.

» Les propriétaires et les cultivateurs de la 4e section comptaient sur d'exécution prochaine de cet » utile travail; ils attendaient sa réalisation pour réaliser, de leur côté, les améliorations de toute » nature que l'assèchement du sol aurait rendues possibles, et ils éprouveraient une douloureuse » déception s'ils voyaient prononcer un ajournement, qui serait une entrave aux améliorations » projetées, à la salubrité de la contrée et à la richesse agricole. »

Le 4e bureau propose au Conseil général d'émettre le vœu que M. le Ministre des travaux publics, faisant droit aux légitimes réclamations des populations intéressées, insiste auprès de l'administration des ponts-et-chaussées, pour donner suite à l'étude de l'écluse projetée.

Le Conseil d'arrondissement de *Douai* émet des vœux relatifs aux diverses dérivations des émissaires du desséchement de la vallée de la Scarpe. Le 4e bureau a, dans la partie du rapport spécial à la Scarpe, proposé au Conseil général de donner un avis favorable à la dérivation des principales artères de la Scarpe.

Le même Conseil attire l'attention de l'administration sur le déversement dans la Rache des eaux de l'usine de M. Delattre, à Dorignies.

Tout en constatant les améliorations apportées par M. Delattre dans sa manière de traiter les eaux il demande que des démarches soient faites afin de faire disparaître tous les inconvénients du déversement de ces eaux insalubres.

Le 4e bureau propose d'émettre le vœu que les agents de l'autorité locale et M. l'Inspecteur de la salubrité soient invités, par M. le Préfet, à exercer la surveillance nécessaire. — Ces diverses conclusions sont approuvées ; les vœux proposés sont émis.

fluviale. – diction. (J B.)

III. — « En exécution de l'article 2 du décret du 25 janvier 1868 portant règlement sur la pêche fluviale, les Préfets peuvent, chaque année, par des arrêtés spéciaux, après avoir pris l'avis des Conseils généraux, interdire exceptionnellement la pêche de toutes les espèces de poissons pendant l'une ou l'autre des périodes mentionnées à l'art. 1er dudit décret, lorsque cette interdiction est nécessaire pour protéger l'espèce prédominante.

Cette interdiction paraissant utile tant pour maintenir le respect de la loi que pour assurer le repeuplement des cours d'eau, M. le Préfet estime qu'il y a lieu d'interdire, d'une facon absolue, dans les cours d'eau du département du Nord, du 15 avril au 15 juin 1876 inclusivement, la pêche de toutes les espèces de poissons.

Le 4e bureau propose au Conseil général d'approuver le projet d'arrêté de M. le Préfet portant interdiction de la pêche de toutes les espèces de poissons, du 15 avril au 15 juin inclusivement. »

— Approuvé.

travail enfants et filles mineu- employés l'industrie. (J B.)

M. Jules Dutilleul donne lecture du rapport ci-après:

« La loi du 19 mai 1874, mise en vigueur à partir du 4 juin dernier, sur le travail des enfants et filles mineures employés dans l'industrie, n'a pu encore, à cette heure, Messieurs, produire des résultats ni assez sérieux, ni assez complets pour pouvoir fixer, à son égard, la religion du Conseil général.

Celle du 22 mars 1841, dont vous avez par des vœux réitérés battu en brèche certaines dispositions abrogées maintenant, attirera donc seule, une dernière fois, sur ses conséquences pratiques dans ce département, l'attention de votre rapporteur, pendant la période du 1er juillet 1874 au 31 mai 1875.

Le rapport de M. l'inspecteur divisionnaire révèle à cet égard une amélioration de plus en plus sensible. Au point de vue de l'instruction, la proportion des enfants qui en étaient entièrement dépourvus, s'élevait, en 1872-73, à 24 %; elle s'abaisse à 13 % en 1874-75. Relativement au travail, la période 1872-73, accuse une proportion de 97 % pour les enfants de moins de 12 ans, travaillant plus de huit heures par jour, on la constate pendant 1874-1875 de 45 % seulement. Le nombre des contraventions s'est également amoindri. Du 1er juillet 1874 au 31 mai 1875, sur les 518 établissements visités, le nombre de ces dernières est descendue à 1354, soit moins de 3 en moyenne par établissement, tandis qu'il était de 7 dans la période de 1872—73. Cette situation, qui tend à s'améliorer de jour en jour, a cependant été conquise sans mesures de rigueur. Les avertissements et la persuasion ont plus fait pour y atteindre que la sévérité sans frein. Le nombre des procès-verbeaux qui s'est élevé au chiffre de 75 sur les 2,227 établissements visités depuis l'organisation que vous avez instituée, il y a trois ans, en est, a cet égard, une preuve irréfragable. Aussi ressort-il comme conséquence naturelle de cette disposition chez l'industriel à se prêter à l'application des prescriptions légales, que les inspecteurs du travail des enfants ne peuvent mieux comprendre leur mission, qu'en procédant vis-à-vis d'eux avec mesure, car l'industrie

dans un département surtout où elle s'épanouit avec des faces multiples, peut et doit présenter, çà et là, certaines nécessités auxquelles il conviendrait peu de se heurter de suite avec la brutalité quelquefois abusive d'un zèle intempestif. Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes appelle sur ce point l'attention du Conseil général du Nord, relativement surtout aux industries verrières et de la fabrication du sucre. Vous vous associerez à ses vœux, en recommandant aux inspecteurs de n'aborder leur tâche qu'avec tact et discrétion, car, pour me servir d'une parole de M. le Préfet, il ne faut pas oublier que la première année de l'application de la loi du 19 mai sera surtout une période de transformation et d'examen des faits. Une surveillance complète et effective, Messieurs, n'en est pas moins indispensable et les rouages institués par la loi du 19 mai, seraient certes insuffisants, si une des dispositions de cette loi ne permettait point au Conseil général d'adjoindre à l'inspecteur divisionnaire, rétribué par l'État, deux inspecteurs rétribués sur les fonds départementaux. Les raisons qui vous ont fait naguère procéder à la création, et décider l'entretien de ces deux inspecteurs, subsistent encore aujourd'hui dans toute leur force. Cet ensemble de moyens de surveillance sera complété par l'œuvre des commissions locales, de sorte que le Conseil général du Nord peut, à juste titre, espérer que bientôt, sans secousse violente, sans troubles sérieux dans l'industrie, par l'initiative même des industriels, qui se rendront mieux compte des besoins physiques et moraux de l'enfance, cette dernière, mieux sauvegardée, jouira non moins des priviléges de la loi, que des bienfaits de votre sollicitude.

Le 4e bureau, sous l'empire de ces diverses considérations, propose, d'accord avec M. le Préfet, de maintenir au budget départemental le crédit de 5,200 fr. qui y est alloué depuis trois années pour le traitement et les frais de bureaux et de tournée de deux inspecteurs départementaux. Chacun d'eux recevrait dorénavant la moitié de ladite somme, l'un en résidence à Lille, exerçant sa surveillance sur les arrondissements d'Hazebrouck, Dunkerque et Lille, l'autre en résidence à Valenciennes, embrassant, dans sa circonscription, les arrondissements de Valenciennes, Douai, Cambrai et Avesnes, tous deux sous la direction de M. l'Inspecteur divisionnaire conformément aux prescriptions légales.

Le 4e bureau demande, en outre, que les rapports des deux inspecteurs départementaux ne présentent plus désormais la sécheresse d'une statistique, mais qu'ils détaillent d'une manière plus explicite, les caractères, au point de vue de la loi, de chaque catégorie d'industrie visitée, quelle est la nature des abus qu'on y constate et quelles améliorations il est possible d'y introduire. »

— Ces conclusions sont adoptées et le crédit voté.

M. le Préfet rappelle au Conseil général qu'il aura à procéder à la nomination d'un inspecteur départemental du travail des enfants dans les manufactures à la place de M. Nadeau qui a été nommé inspecteur divisionnaire.

— Sa nomination est ajournée à une autre séance

M. Maillet présente deux rapports ainsi conçus :

Routes départementales. (5 B.)

I. — « La situation actuelle des routes départementales, comparée à ce qu'elle était en 1863, c'est-à-dire à l'époque où a commencé l'application des subsides extraordinaires, se résume comme suit :

Le nombre de kilomètres en bon état, s'est accru de		72,047
—	en état médiocre, a diminné de . .	42,282
—	et en mauvais état, a diminué de .	27,157

Le rapport de M. l'Ingénieur en chef ne signale plus aujourd'hui que 53 k. 373 en état médiocre et 6 k. 184 m. en mauvais état.

Pour arriver à ce résultat, nous avons dépensé, en dehors de la dotation d'entretien ordinaire, depuis 1863 jusqu'aujourd'hui 2,396,164 fr. qui, répartis sur 141 kilomètres 486, ayant monté d'une classe dans l'échelle des qualités, représentent un peu plus de 16,000 fr. par kilomètre. En appliquant ce coefficient aux 59 kilomètres des deux dernières catégories, il y aurait encore à dépenser environ 945,000 fr. pour ramener l'ensemble du réseau à l'état normal d'entretien, et il ne reste plus sur les crédits applicables aux travaux de grosses réparations reconnus nécessaires, qu'une somme de 471,820 fr. disponible. Ces bases étant admises, un vote final de 473,000 fr. devrait suffire pour que les 59 kilomètres médiocres ou mauvais prissent rang dans la première catégorie.

Le coût total des grosses réparations serait ainsi porté à 3.341,000 fr. : mais il convient d'ajouter que, dans cette dépense se trouveraient compris, pour un chiffre important, des travaux d'amélioration, utiles sans doute, mais qui ne doivent pas être confondus avec ceux de l'entretien proprement dit, et par suite se reproduire avec une continuité indéfinie. Vous le voyez donc, nous touchons au but, et le moment n'est pas éloigné où notre budget pourra se dégager du lourd chapitre intitulé : *Travaux d'améliorations et de grosses réparations* ; mais pour qu'il n'ait pas occasion de reparaître à l'avenir, le procédé le plus économique consistera à donner à l'entretien ordinaire toute son alimentation utile, car de toutes les prodigalités, la plus obérante est sans contredit celle qui, résultant d'économies apparentes, creuse un gouffre d'autant plus dangereux qu'il s'approfondit en quelque sorte de lui-même. Le bon entretien, celui qui conserve le capital, et qui ne vit pas à ses dépens, sera donc toujours la règle de vos résolutions.

M. l'Ingénieur en chef signale, comme laissant le plus à désirer, certaines portions des routes 2, 5, 7, 8, 9, 10, 14, 19, 21, 23 et 24, sur lesquelles doivent porter les premiers soins. Mais il espère que la mise en service des chemins de fer en construction ou concédés viendra soulager plusieurs d'entre elles, et l'expérience des faits acquis sur les voies ferrées en exploitation donne à cette espérance un caractère de certitude qui laisse peu de place aux déceptions.

C'est un phénomène constant que certaines portions de routes départementales, au voisinage desquelles de grandes industries sont venues se placer, voient leur circulation se maintenir ou même s'accroitre, non comme routes départementales destinées aux transports de longs parcours, mais comme chemins d'accès vers les gares et les voies navigables, et que sur leur plus grande longueur, le mouvement se produit en sens inverse du développement des chemins de fer.

L'étude, en détail, des routes que M. l'Ingénieur en chef signale comme le plus particulièrement défectueuses, ou comme éprouvant les plus grandes fatigues, donne lieu aux observations suivantes :

Route N° 2, de Lille à Ypres.— Éprouvera un grand soulagement par la mise en service du chemin de fer, presque terminé, de Lille à Comines.

Route N° 5, d'Avesnes à Philippeville. — Le chemin de fer de Jeumont à Anor allégera

considérablement les fatigues de cette route, qui, en attendant ce puissant auxiliaire, reçoit sur le budget de 1876 un subside extraordinaire de 13,500 fr. pour rechargement des trois premiers kilomètres, entre Solre et la frontière.

Route N° 7, de Condé à Mons. — Comprise au budget de 1876 pour une allocation de 10,000 fr. applicable à un remaniement de la chaussée pavée entre Condé et Thivencelles, sur une longueur de 1,025 mètres. Placée sur une digue de l'Ogniau, et par suite dans une situation dangereuse, qui se traduit par une dépense plus grande d'entretien, cette route, aura moins que le N° 8, à profiter du voisinage du chemin de fer de Valenciennes à Blanc-Misseron.

Route N° 8, de Condé à Saint-Amand. — 10,000 fr. sont demandés au budget de 1876 pour un remaniement entre Fresnes et Notre-Dame-au-Bois. L'ouverture prochaine du chemin de fer de Valenciennes à Blanc-Misseron, qui longe cette route, d'ailleurs peu circulée sur tout son parcours, est de nature à dégager de toutes préoccupations à son sujet.

Route N° 9, de Lille à Saint-Omer. — Proposition d'un subside de 20,000 fr., en 1876, pour remaniement de la chaussée entre l'entrée d'Estaires et le chemin d'accès de la station de La Gorgue. Cette amélioration faite, et le chemin d'Armentières à Berguette étant livré à l'exploitation, cette route sera en très-bonne situation, et pourra attendre, sans péril, le surplus des allocations qui lui sont promises.

Route N° 10, de Valenciennes à Bohain. — L'une des plus chargées du département, elle attend avec impatience la construction du chemin de fer de Valenciennes au Câteau et au-delà. Les propositions de M. le Préfet étant admises, cette route trouvera, dans le budget de 1876, un crédit extraordinaire de 27,500 fr., pour remaniement dans la traverse de Neuvilly, élargissement entre le Câteau et Hantay, remaniement et construction de zônes entre Famars et Quérenaing.

Route N° 14, de Lille à la frontière belge. — Quand une route rencontre sur son parcours des populations aussi denses que celles qui y sont concentrées, des foyers d'industrie aussi puissants que Lille, Roubaix, Tourcoing, etc., les chemins de fer ne peuvent faire concurrence à sa circulation locale. Quoiqu'on fasse, cette route sera toujours surmenée et exigera un entretien exceptionnellement dispendieux.

Le budget de 1876 réclame, pour elle, une allocation extraordinaire de 12,000 fr. destinée à un remaniement de la rue Saint-Jacques, à Tourcoing.

Route N° 19, de Roubaix à Tourcoing et à Saint-Amand. — Les chemins de fer en projet ou en construction lui viendront en aide après leur achèvement; mais ils n'auront pas pour effet de changer sa situation à la frontière entre des villes importantes, et au milieu d'un courant d'échanges de toutes sortes. On propose de lui accorder un crédit de 7,000 fr. pour remanier la traverse de Lannoy.

Route N° 21, de Bergues au pont Saint-Momelin. — L'emploi des pierrailles de Lessines, dont on a commencé l'expérience en 1871, a produit le meilleur effet sur cette route ramenée à un état à peu près satisfaisant. Le maintien du crédit normal d'entretien, et deux crédits proposés pour 1876, l'un de 8,000 fr. pour le remaniement de la chaussée pavée entre l'origine et Zeggers-Cappel, l'autre de 7,000 fr. pour compléter le rechargement entre Lederzeele et le chemin de Nieurlet, suffiront pour compléter l'œuvre de sa restauration.

Route N° 23, de Cambrai à Malplaquet. — 17,000 fr. sont demandés pour pavages entre les points kilométriques 9 k.500 et 11 k.500 ; 29 k.680 et 30 k.480.

La construction du chemin de fer entre Cambrai et Dour lui enlèvera bientôt, à son grand soulagement, une part notable de sa lourde circulation.

Route N° 24, d'Hélesmes à la Pyramide de Denain. — Elle dessert les centres industriels les plus importants du département, et par suite elle continuera à exiger un entretien exceptionnel. Cette route est ruinée entre les k. 5,200 et 5,730, dans la traverse de Denain. On demande, pour la rétablir, un crédit extraordinaire de 10,000 fr. sur le budget de 1876.

Ces dépenses faites, celles restant à faire, et dont nous avons déterminé largement le chiffre, ne présentent plus la même urgence que par le passé. Elles peuvent, sans péril pour les routes, être réparties sur une période de dix années, à raison d'une centaine de mille francs par an, en sorte que la dotation actuelle de l'entretien étant de 402,200, fr. réserve comprise, ou de 744 fr. par kilomètre, on peut apprécier à 500,000 fr. les crédits totaux applicables aux routes départementales pendant la prochaine période décennale.

Sans doute, il y a lieu de prévoir l'augmentation probable, durant cette période, des éléments constitutifs de l'entretien. Mais, d'un autre côté, il faut tenir compte de l'action à résulter de la construction de nouveaux chemins de fer, et l'on ne court pas risque de se tromper, en admettant la neutralisation de ces deux causes de perturbation dans les prévisions de l'avenir.

Le chapitre du rapport de M. l'Ingénieur en chef, intitulé objets divers, et comprenant son compte rendu sur la comptabilité, le personnel, les plantations, le nivellement général, les plans d'alignements, la police de voirie, les vœux des conseils d'arrondissement, ne donne matière à aucune observation sérieuse. Le Conseil général trouvera, au besoin, dans ce travail important et consciencieux, les renseignements les plus complets sur les détails du service, les dépenses faites depuis 1862, et les propositions des Ingénieurs pour travaux de grosses réparations, à partir de 1876.

Sous le bénéfice des considérations générales qui précèdent, le 5e bureau a l'honneur de soumettre au Conseil général, en le priant de les adopter, les propositions de M. le Préfet, formulées ainsi qu'il suit :

BUDGET ORDINAIRE.

SOUS-CHAPITRE III.

Entretien.

Route N° 1	de Lille à Valenciennes	11,500 fr.
— 2	de Lille à Ypres	17,000
— 3	de Douai à Tournai.	8,000
— 4	de Cambrai à Tournai :	11,000
— 5	d'Avesnes à Philippeville.	12,000
— 6	de Landrecies à Chimay, ...	28,500
— 7	de Condé à Mons	8,000
	A reporter	96,000 fr.

		Report	96,000 fr.
Route N°	8	de Condé à Saint-Amand	8,000
—	9	de Lille à Saint-Omer.	35,000
—	10	de Valenciennes à Bohain.	35,000
—	11	de Cambrai à Guise	12,000
—	12	d'Avesnes au Quesnoy	16,500
—	13	de Maubeuge à Maroilles	11,000
—	14	de Lille à Courtrai	24,800
—	15	de Dunkerque à Furnes	9,000
—	16	d'Estaires à La Bassée	5,500
—	17	d'Haverskerque à Aire	7,500
—	18	de Béthune à Armentières	4,000
—	19	de Roubaix à Saint-Amand	28,000
—	20	de Cassel à la frontière	8,000
—	21	de Bergues à Saint-Momelin	16,000
—	22	de Lille à Tourcoing	8,500
—	23	de Cambrai à Malplaquet	46,000
—	24	d'Hélesmes à Denain	6,700
—	25	Ceinture de Maubeuge	2,000
—	26	Ceinture de Cambrai	2,700
		Ensemble	382,200 fr.
Réserve pour travaux imprévus			20,000
		Total	402,200 fr.

Grosses réparations et améliorations.

Route N°	5	Rechargement.			13,500 fr.
—	7	Remaniement			10,000
—	8	— Id. —			10,000
—	9	Remaniement entre la Gorgue et Estaires			20,000
—	10	Remaniement et caniveaux	8,000 »		
—		Élargisssement de chaussée et caniveaux . . .	7,500 »		27,500
—		Remaniement et zones d'empierrement	12,000 »		
—	11	Amélioration de la chaussée.			8,000
—	13	Exhaussement aux abords d'un pont			1,500
—	14	Remaniement à Tourcoing			12,000
—	15	Trottoir aux abords de Dunkerque			10,000
—	18	Élargissement de la chaussée et trottoirs			3,000
—	19	Remaniement à Lannoy			7,000
				A reporter	122,500 fr.

	Report		122,500 fr.
Route N° 21 Remaniement	8,000 »	15,000	
— Rechargement	7,000 »		
— 22 Restauration de la chaussée.		14,000	
— 23 Construction de pavage	10,000 »	17,000	
— Id.	7,000 »		
— 24 Amélioration dans Denain		10,000	
— 26 Caniveau et rechargement		7,000	
Total		194,500 fr.	

Frais généraux.

Traitement et frais fixes de résidence des conducteurs et agents secondaires.			61,075 fr.
Frais de découchers et de déplacement.			4,500
Somme à valoir en prévision d'avancement et de secours.			1,000
Frais d'impression.			1,500
Indemnités proportionnelles aux Ingénieurs, sur une dépense totale de travaux, de 596,700 fr.			
4 % sur les premiers 40,000 fr.	1,600 »	7,167	
1 % sur 556,700 fr.	5,567 »		
Gratifications de fin d'année aux conducteurs et employés secondaires. . .		2,800	
Ensemble			78,042 fr.

Résumé des dépenses proposées pour 1876.

SOUS-CHAPITRE III.

Entretien.	402,200 »	602,742 fr.
Grosses réparations.	122.500 »	
Frais généraux	78,042 »	

SOUS-CHAPITRE XVII.

Grosses réparations.	72,000 fr.
Total général	674,742 fr.

— Ces conclusions sont approuvées et les crédits sont votés.

(Séance du 23.)

Recensement général de la circulation. (5 B.)

II. — » Le recensement général de la circulation a été effectué en 1869 sur les routes nationales et départementales, et sur les chemins de grande communication. Vous en avez les résultats détaillés dans un tableau joint au rapport de 1870. Quoiqu'il en soit, M. le Ministre des Travaux publics, par une circulaire en date du 10 mai 1875, prescrit le recensement sur les routes nationales, et M. le Préfet propose de l'étendre jusqu'aux chemins d'intérêt commun, en combinant l'opération de manière à faire connaître le nombre des colliers qui circulent sur les chemins vicinaux ordinaires aboutissant à l'une des voies de communication soumises au comptage.

La dépense est évaluée :

Pour les routes départementales, à	4,600 fr.
Pour les chemins de grande communication, à	8,700
Pour les chemins d'intérêt commun, à	6,700
Ensemble	20,000 fr.

qui seraient prélevés sur les crédits d'entretien de chaque réseau, et, au besoin, sur le fonds de réserve pour les quelques lignes dont la dotation d'entretien serait trop fortement entamée.

L'utilité de cette opération emprunte à l'étude en cours de la révision du classement du réseau général des voies de communication une opportunité évidente, et ses résultats, s'ils sont exacts, seront les meilleurs guides de jugements toujours délicats, quand il s'agit de mesurer le rôle plus ou moins actif des voies de transports, et de leur assigner la place qui leur appartient dans l'échelle de leur importance relative. Mais ces résultats pourraient aussi nous conduire à de regrettables erreurs, s'ils n'étaient l'expression rigoureuse de l'intensité et de la nature du mouvement qui se produit, non sur tel point et à tel jour de l'année sur une route, mais sur toute sa longueur, et pendant toute la durée d'une saison. Ainsi qu'il a été dit dans un autre rapport, les chemins de fer ont pour effet de s'emparer des transports à longues distances, et de donner plus d'activité aux transports locaux, surtout vers les gares. Il en résulte que la circulation constatée sur telle section d'une route ou d'un chemin peut ne représenter à aucun degré la circulation moyenne sur toute la longueur. Le seul moyen de mettre l'opération à l'abri de cette cause d'erreur, consiste à bien choisir et à multiplier les stations de pointage.

Les dégradations résultant de la circulation sont beaucoup moins proportionnelles au nombre et au poids des véhicules. qu'à la saison où s'opèrent les transports, et l'on sait que certaines industries sont surtout destructrives des chaussées parce que leurs approvisionnements se font pendant l'hiver ou à ses approches, alors qu'elles auraient le plus besoin d'être ménagées.

Un relevé de circulation, pour être concluant, doit tenir grand compte de cette circonstance, et, par conséquent, se répéter à des époques où cette circulation est la plus dommageable et par suite la plus onéreuse pour l'entretien.

Si les dates fixées d'une manière générale pour les comptages par la circulaire de M. le Ministre des Travaux publics ne sont pas suffisantes ou convenablement réparties pour assurer dans notre département l'exactitude des résultats, le 5e bureau pense que les règles prescrites

n'interdiraient pas de faire des opérations en plus grand nombre, ou en saisons mieux choisies eu égard à certaines industries qui lui sont plus particulièrement spéciales.

Enfin les comptages doivent être, non-seulement numériques, mais renseigner avec précision le genre de véhicules, la nature et les poids approximatif de leurs chargements. On ne saurait trop recommander aux agents chargés de cette opération de patience et de conscience, de se conformer avec le plus grand soin, aux instructions, et de remplir avec la plus rigoureuse vigilance, les formules qui leur seront délivrées par l'administration.

Le 5e bureau a l'honneur de vous prier d'adopter les propositions de M. le Préfet. »

— Approuvé.

nsformation
Chambre
nsultative
s Arts
nufactures
Cambrai
Chambre
mmerce.
—
Vœu.

M. Stiévenart-Béthune dépose un projet de vœu ainsi conçu :

« J'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'appuyer le vœu du Conseil d'arrondissement de Cambrai en faveur de la transformation de la Chambre consultative des Arts et Manufactures de cette ville en chambre de commerce. »

— Renvoi au 4e bureau.

Impôt
la chicorée.
—
Vœu
Conseil
ndissement
lenciennes.
(I B.)

M. Testelin lit le rapport qui suit :

«Le vœu du Conseil d'arrondissement de Valenciennes porte sur deux points: 1° Il trouve l'impôt sur la chicorée trop élevé et en demande la diminution.

Sur ce point votre 1er bureau est d'avis d'aller plus loin que le Conseil d'arrondissement de Valenciennes et il propose d'émettre levœu de l'abolition totale de cet impôt. Il a été très-mal conçu, il ne rend que très-peu à l'Etat ; indiqué comme devant rapporter 6 millions ; jamais il n'a produit cette somme, à beaucoup près, car, comme il s'élève à 50 % de la valeur de la marchandise taxée, il invite fortement à la fraude. Enfin, bien loin d'avoir le caractère de tout bon impôt et de peser à peu près également sur tousles contribuables, il atteint à peine la plupart des départements de la République et pèse d'une façon exorbitante sur les départements du Nord et du Pas-de-Calais. Les travailleurs de ces deux départements font de la chicorée un usage dont rien n'approche dans le reste de la France.

De renseignements exacts, qui m'ont été fournis par des personnes compétentes, il résulte que, dans beaucoup de ménages d'ouvriers, la consommation de la chicorée est de 25 kilogr. par an ; celle-ci se vend de 30 à 36 fr. les 100 kil., prenons une moyenne de 33 fr., cela fera 8 fr. 25 par an. L'impôt étant de 0,30 c. par kil, cela donne une augmentation, sur cet article, de 7 fr. 20 par an, c'est-à-dire près de 2 % du salaire annuel du père de famille.

Voilà pour les ouvriers de fabrique. Mais si je me reporte aux renseignements qui m'ont été fournis sur les ouvriers mineurs et les ouvriers verriers, je trouve un résultat encore bien plus exorbitant. Chaque ménage, dans cette catégorie de travailleurs, consomme un kilogramme et demi par semaine; cela fait, pour le père de famille, un impôt de 22 fr. 40. Ces droits excessifs ont entrainé la conséquence ordinaire, c est-à-dire une fraude excessive.

2° C'est ce qui fait l'objet de la seconde partie du vœu. Les fabricants honnêtes ont été les premiers à réclamer. La fraude a dépassé toute mesure et n'a reculé devant rien, puisque le principal moyen employé c'est la contrefaçon des vignettes, que l'on doit apposer sur les paquets de chicorée, un véritable crime qualifié : le faux. Menacés dans leurs intérêts les fabricants ont réclamé; ils ont fait savoir qu'il y a en Belgique des fabriques de fausses vignettes qui entrent

en France en quantité considérable et frustrent doublement le Trésor, car elles sont souvent apposées sur des paquets de chicorée fabriquées en Belgique. A cet égard, on peut dire que la Justice n'est point restée inactive, puisque dans Lille une condamnation sévère a frappé, de ce chef, plusieurs faussaires. Mais, cette condamnation n'aurait pas suffisamment impressionné leurs imitateurs, car il est avancé dans une lettre que des fabricants de chicorée ont adressé à tous les membres de l'Assemblée nationale, que ce coupable trafic se continue sur une grande échelle.

Voici des extraits d'une lettre particulière adressée à l'un de mes collègues de l'Assemblée nationale.

« Nos produits doivent payer au Trésor 30 fr. de droits par 100 kil. et je pense être au » dessous de la vérité en vous déclarant que l'Etat ne perçoit pas les deux tiers de l'impôt. »

» Il ne suffit pas de faire payer ceux qui veulent bien payer, il faut que tout le monde s'exécute » et que les fraudeurs soient poursuivis. »

» Nous nous sommes adressés plusieurs fois au directeur général des contributions indirectes. » Ce fonctionnaire nous a toujours fait entrevoir qu'il allait agir et changer son règlement » d'administration.

» Jusqu'ici rien ne s'est fait.

» Il y a quelques semaines, nous nous sommes rendus dans le cabinet même de M. le Ministre » des Finances, et nous avons montré à M. le Ministre un paquet de chicorée que nous avions » acheté une demi heure auparavant et qui était revêtu d'une vignette de Régie qui, très-certai» nement, était fausse.

» M. le Ministre nous écouta et nous promit de s'en occuper. Il me semble qu'une visite » générale pouvait être ordonnée sur-le-champ, ce qui probablement eût amené des saisies » importantes.

» M. le Ministre des Finances a sans doute oublié notre entrevue, car je pense qu'aucune » mesure n'a été prise. Quoi qu'il en soit, cette situation, Monsieur, est intolérable, et je viens, » au nom de plusieurs de mes confrères et au mien, vous demander d'être assez bon pour me » dire si, en adressant une lettre circulaire à tous les membres de l'Assemblée nationale, lettre » dans laquelle tout sera dévoilé, et en vous priant de demander à M. le Ministre des Finances » des explications sur la conduite inqualifiable de l'administration des contributions indirectes, » nous avons chance d'être entendus et d'obtenir enfin l'application loyale et sérieuse de la loi » sur la chicorée. »

Ainsi vous le voyez, de l'aveu même des personnes les plus compétentes, l'impôt sur la chicorée, qui pèse spécialement sur nos départements du Nord, est une lourde charge pour les populations qui l'acquittent en totalité ; il trouble la position des fabricants qui ne veulent pas se résoudre à frauder, et il bénéficie surtout aux gens malhonnêtes, qui n'hésitent pas à se faire faussaires ; quant au Trésor, il perd une grande partie de ce qui lui appartient légitimement.

Nous n'avons pas hésité à vous faire connaître les plaintes légitimes des fabricants honnêtes. Nous devons dire, cependant, que l'administration des contributions indirectes n'est pas aussi coupable qu'on pourrait le croire. Elle s'est trouvée en présence d'une loi d'une exécution fort difficile, et elle n'a pas su trouver encore un moyen pratique qui puisse satisfaire et le Trésor et les fabricants. Elle ne peut y arriver sans verser dans le funeste expédient du monopole, comme on l'a déjà malheureusement fait pour les allumettes ; elle lutte avec énergie pour ne pas arriver à cette fâcheuse conclusion et nous ne saurions l'en blâmer.

Nous savons d'ailleurs que la Banque de France a été chargée de faire confectionner des timbres qui sont de véritables objets d'art et rendront la contrefaçon presque impossible.

Néanmoins les choses ne peuvent rester en l'état, la meilleure mesure serait de renoncer à un impôt mal conçu, gros de conséquences mauvaises et qui est si peu fructueux pour le Trésor. Si l'on ne veut pas s'y résoudre, un abaissement considérable de l'impôt tuerait en grande partie la fraude, satisferait aux intérêts du public et ne nuirait très-probablement pas aux intérêts du Trésor.

En résumé, votre 1er bureau s'associant aux idées qui ont inspiré le vœu du Conseil d'arrondissement de Valenciennes, propose d'émettre le vœu :

1° Que l'impôt sur la chicorée soi. supprimé ;

2° Pour le cas où cette solution ne paraîtrait pas acceptable au Gouvernement, que cet impôt soit notablement abaissé ;

3° Qu'en tous cas, il soit pris contre la fraude des mesures aboutissant à une répression efficace. »

M. Goussard fait remarquer que la contrefaçon des vignettes de la Régie, dans l'état actuel de la législation, ne constitue pas un crime, et ne peut être réprimée d'une manière efficace lorsqu'elle s'exerce à l'étranger. Il faudrait qu'elle fût assimilée à la contrefaçon des timbres de l'État, ce qui n'a pas lieu.

— Après cette observation, les vœux proposés sont émis.

de soude. — » **M. Testelin,** dans un second rapport, propose d'appuyer le vœu du Conseil d'arrondisse-
d'entrée. ment de Valenciennes pour que le droit d'entrée payé par le sulfate de soude nécessaire à la fabri-
– cation du verre soit remboursé à la sortie, sous forme de drawbac. »
leu. — Adopté.
–
J. B.)

M. Goussard lit le rapport ci-après :

prunt M. le Préfet a fait connaître quel serait, dans le budget de 1876, le service de l'emprunt
mental départemental.
millions.
B.)

Le service de l'emprunt départemental de 15 millions, relatif à la défense nationale, a donné lieu, en 1874, aux paiements ci-après :

Amortissement (4e annuité)	975,000 fr. »
Abonnement pour frais de timbre des titres émis.	8,776 55
Droit de transmission et impôt sur le revenu	55,920 06
Frais d'impressions relatifs aux tirages des obligations.	2,431 »
	1,042,127 61

La dépense de 1876 peut être évaluée, savoir :

Amortissement (6e annuité.	1,150,000 fr. »
Abonnement pour frais de timbre	6,860 »
Droit de transmission et impôt sur le revenu.	29,900 »
Frais d'impression	3,000 »
Total	1,189,760 fr. »

Le 1er bureau propose au Conseil général de voter au budget de ce dernier exercice le crédit de 1,189,760 fr. nécessaire pour assurer le service dont il s'agit.

— Adopté. — Crédit voté.

L'ordre du jour étant épuisé, le Conseil s'ajourne à demain, à deux heures.

La séance est levée à six heures un quart.

Le Secrétaire,
DESROUSSEAUX.

Le Président,
PLICHON.

Lille-Imp. L. Danel

Séance du Mardi 24 Août.

La séance est ouverte à deux heures et demie.

Président : **M. Plichon**, puis **M. Jules Brame**.
Secrétaire : **M. Legrand** (de Lecelles).

Sont présents :

MM. Guillemin, Mailliet, Levent, Emond, Marie-Soufflet, Boulangé, baron de L'Épine, de Carnières, Rouez, Berteaux, Stiévenart-Béthune, Leleu, Telliez, Dutemple, Charles Seydoux, Crépin, Macarez, Billet, Merlin, Giroud, Fiévet, baron de Bouteville, des Rotours, Joos, de Coussemaker, Gustave Lemaire, Trystram, Goussard, Goudaert, Bergerot, Lotthé, Desmyttère, Joets de Metershof, Massiet du Biest, Duquenne, Beck, V. Pouchain, Comte D'Hespel, Chombart, Descat, Jules Dutilleul, Soins, Morisson Testelin, Desmoutiers, Desrousseaux, Deregnaucourt, Deleporte-Bayart, Van der Straeten, Ruossel-Defontaine, Caullet, Renard, Émile Delerue, Bultot, L. Legrand (de Valenciennes).

Sont absents : MM. Leurent, de Marsilly, Deregnaucourt.

M. le Conseiller-d'Etat, Préfet, assiste à la séance.

Le procès-verbal de la dernière séance, lu par **M. Legrand** (de Lecelles), est adopté.

Travail des enfants dans les manufactures. — Nomination d'Inspecteur. (L. B.)

M. J. Dutilleul fait connaître que le 4e bureau, auquel le Conseil a renvoyé l'examen du choix à faire pour le remplacement de M. Nadeau, comme Inspecteur départemental du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, n'a pas cru pouvoir, faute de documents suffisants, proposer une nomination. Il prie le Conseil de déléguer à la commission départementale le droit de nommer à l'emploi vacant.

— Approuvé.

Liste du jury d'expropriation.

M. le Président annonce qu'on vient de lui remettre la liste du Jury d'expropriation, amendée et complétée, et prie le Conseil général de lui donner son approbation..

— Approuvé.

Cette liste sera imprimée et annexée au procès-verbal de la séance. *(Voir ci-après.)*

Conseil général.

Règlement intérieur

modification. (4. B.)

M. le Président met en délibération les conclusions d'un rapport de **M. Seydoux**, relatif à une modification du règlement intérieur proposée par M. le baron de Bouteville. Le vote de ces conclusions a été ajourné dans la séance du 21 août.

La disposition proposée par le bureau était ainsi conçue :

« Les bureaux se renouvellent par tiers chaque année ;

» Les arrondissements forment trois séries : la première comprenant les arrondissements d'Avesnes, Cambrai et Douai (23 conseillers) : la deuxième, l'arrondissement de Lille (17 conseillers), et la troisième, les arrondissements de Dunkerque, Hazebrouck et Valenciennes (21 conseillers) ;

» Tous les ans, à la fin de la session d'avril, et par la voie du tirage au sort, en séance publique, les bureaux seront répartis entre les Conseillers appartenant à la série soumise au renouvellement ;

» Il y aura un tirage au sort, ou trois tirages successifs, suivant qu'il s'agira de l'arrondissement de Lille ou de l'une des deux autres séries ;

» Après le tirage au sort, en séance publique, il ne pourra être fait, dans chacun des arrondissements renouvelés, qu'une seule permutation, entre deux de ses membres, de leur consentement mutuel, et à la suite d'une décision conforme, prise au scrutin secret, à la majorité des membres composant l'arrondissement. »

M. Roussel-Defontaine déclare qu'il ne peut voter les modifications proposées, parce qu'il croit qu'elles aggraveraient la situation actuelle. Il faut, de deux choses l'une, ou adopter une réforme radicale, ou maintenir ce qui existe. Actuellement, on laisse aux conseillers de chaque arrondissement le soin de répartir leurs membres entre les divers bureaux, et si les membres d'un arrondissement jugent convenable, lors du renouvellement, de maintenir un ou plusieurs de leurs collègues dans le bureau dont ils faisaient partie, ils peuvent le faire. Aujourd'hui, on veut restreindre ce droit à un seul membre de l'arrondissement. Cette mesure restrictive paraît de nature à amener des froissements entre les membres d'un même bureau. L'honorable membre préférerait une modification plus radicale, à savoir : le passage obligatoire, tous les ans, d'un membre de chaque arrondissement dans un autre bureau. Tout membre du Conseil doit avoir, après un certain nombre d'années, la compétence voulue pour faire partie d'un bureau quelconque. La résolution proposée par le bureau empirerait la situation actuelle, puisque le privilége du maintien dans le même bureau ne serait plus réservé qu'à un seul membre de l'arrondissement.

Le Rapporteur fait connaître que les avis ont été partagés dans le sein du 4e bureau. Une partie de ses membres a cru qu'il fallait, en facilitant les permutations, éviter de rompre brusquement avec les habitudes du Conseil général ; les autres membres étaient partisans du renouvellement obligatoire.

M. Legrand (de Lecelles), dit qu'il est du nombre de ceux qui, dans le bureau, ont pensé, comme M. Roussel-Defontaine, qu'il fallait ou laisser subsister l'état de choses actuel, ou prendre une mesure radicale, telle que le roulement obligatoire, par moitié, tous les deux ans.

Il propose donc, par amendement aux conclusions du rapport, la disposition suivante, modificative de l'article 4 du règlement :

« Le renouvellement des bureaux, actuellement existants, se fera par moitié, tous les deux ans, obligatoirement et par voie de tirage au sort, en séance publique ;

» Les arrondissements sont répartis en deux séries ;

» La première, comprenant les arrondissements d'Avesnes, Cambrai, Douai et Valenciennes (30 conseillers) ;

» La deuxième, les arrondissements de Lille, Dunkerque et Hazebrouck (31 conseillers).

» Le sort désignera la série qui devra être soumise, la première, au renouvellement ;

» A la fin de la session d'avril, qui précèdera l'expiration de chaque période biennale, les bureaux seront répartis entre les Conseillers appartenant à la série soumise au renouvellement.

» Il y aura trois ou quatre tirages successifs, suivant qu'il s'agira de la série qui contient trois arrondissements ou de celle qui en comprend quatre ;

» La présente disposition réglementaire entrera en vigueur à la session d'août 1876 ;

» A cet effet, il sera procédé, pendant le cours de la session d'avril, au premier tirage au sort, qui permettra de déterminer, dès cette époque, la composition des bureaux devant entrer en fonctions au mois d'août prochain. »

— Cette proposition, mise aux voix, est adoptée.

(**M. Jules Brame** remplace **M. Plichon** au fauteuil de la présidence.)

égime
mercial.
–
Traités
commerce.
–
Feu.

M. Scydoux présente un second rapport ainsi conçu :

« Dans votre séance du 17 courant, vous avez renvoyé à l'examen d'une commission spéciale un vœu présenté par notre honorable collègue M. Trystram. Ce vœu est ainsi conçu :

« Votre commission a jugé qu'elle n'avait ni le temps ni les documents nécessaires pour pouvoir se prononcer, au cours de cette session, sur une question aussi grave et qui est d'un intérêt vital pour les industries, si nombreuses et si diverses, que comporte notre département ;

» Elle vous demande, en conséquence, l'autorisation de remettre à la prochaine session d'avril le dépôt de son rapport sur l'ensemble de la question, en se bornant, quant à présent, à appeler votre attention sur certains points, au sujet desquels il peut être utile que le Conseil général se prononce, dès-à-présent, en raison des négociations ouvertes avec le Gouvernement Italien. »

Sans s'exagérer le danger qu'il peut y avoir à traiter isolément avec l'Italie, votre commission pense que, si le régime des traités de commerce doit être maintenu, il est important que les négociations à poursuivre avec les différents gouvernements étrangers soient suivies parallèlement, de manière à ce qu'une clause d'un traité fait antérieurement avec un pays, ne soit pas quelquefois un obstacle à la conclusion d'une convention avec un autre pays, et aussi afin de donner la plus grande homogénéité possible aux principales clauses des divers traités.

A ce point de vue, il conviendrait, nous le croyons, d'insister auprès du Gouvernement

pour qu'il obtienne du Gouvernement Italien de proroger le traité qui doit prendre fin en 1876, de manière à le faire concorder avec les différentes conventions arrivant à expiration le 30 juin 1877.

Dans le cas où l'on ne pourrait s'entendre sur la prorogation, et si un traité nouveau devait être conclu avec l'Italie avant le 30 juin 1877, il y aurait lieu de demander :

Les modifications de tarifs dont l'expérience aurait démontré la nécessité ;

La suppression de la clause de la nation la plus favorisée, clause à la faveur de laquelle les traités peuvent être complètement éludés ou dénaturés ;

La substitution du droit spécifique, avec catégories, au droit *ad valorem*, toutes les fois qu'il sera possible, par la raison que, tout en étant plus justes en principe, les droits *ad valorem*, quand on en vient à l'application, donnent inévitablement lieu à la fraude et aux contestations, et sont, pour les transactions commerciales, la cause de difficultés et d'entraves dont il importe de les affranchir ;

Enfin, l'achèvement de l'enquête de 1870, et l'établissement d'un nouveau tarif général de douanes, base nécessaire de toutes les négociations à intervenir. »

CONCLUSIONS.

» Sous l'empire de ces considérations, votre commission a l'honneur de soumettre à votre approbation un projet de délibération ainsi conçu :

« Sans vouloir se prononcer aujourd'hui sur la question de savoir quel est le régime commercial le plus propre à assurer le développement de la prospérité et du commerce du pays ;

» Le Conseil général émet le vœu, dès-à-présent :

» Que le Gouvernement insiste auprès du Gouvernement Italien, pour que le traité qui expire en 1876 soit prorogé jusqu'au 30 juin 1877, de manière à ce que les négociations avec les différents pays, dont les traités prendront fin à cette époque, soient, autant que possible, poursuivies parallèlement, et qu'on obtienne ainsi, dans les clauses principales des conventions qui pourront être conclues, toute l'homogénéité désirable ;

» Que, si un traité est négocié isolément avec l'Italie, le Gouvernement exige les modifications des tarifs dont l'expérience a pû démontrer la nécessité ;

» Que la clause de la nation la plus favorisée soit supprimée du traité ;

» Que le droit spécifique, et autant que possible avec catégories, soit adopté toutes les fois qu'il sera applicable ;

» Que l'enquête de 1870 soit achevée et un nouveau tarif général de douanes établi, pour servir de base à toutes les négociations qui pourront intervenir. »

— Approuvé.

Ports maritimes (4. B.)

Le Conseil entend la lecture du rapport suivant de **M. Trystram :**

« Le rapport de M. le Préfet et celui de M. l'Ingénieur en chef des ports ; phares et balises du Nord, ont fait connaître quel a été, dans le cours de l'année 1874, le mouvement des ports de Dunkerque et de Gravelines et quelle est leur situation quant aux travaux d'entretien, de réparation et d'amélioration.

Les sommes affectées aux travaux d'entretien et de réparation ont été, comme toujours

insuffisantes. — Cette indigence persévérante dure depuis si longtemps que le port de Dunkerque, avec un semblant de prospérité relative, allait à une décadence irrémédiable si le Conseil général n'avait généreusement décidé, dans sa session d'avril 1874, qu'il ferait à l'Etat l'avance d'une partie des ressources nécessaires pour réparer nos ports.

Le projet de loi, qui doit régler votre concours et celui de la Chambre de Commerce de Dunkerque, de la ville de Gravelines et du chemin de fer du Nord, a été déposé à l'Assemblée nationale, le 2 août courant ; la ville de Gravelines a été autorisee, par décret du 3, à emprunter les 215,000 fr. qu'elle s'est engagée à fournir pour sa part; il y a tout lieu de croire qu'il sera statué, avant la fin de l'année, sur cette importante affaire. — 1.440,000 fr. sur les 1,800,000 fr. que nous avons votés sont déjà portés au budget départemental de 1875 ; il reste à inscrire, au budget de 1876, un crédit de 360,000 fr pour compléter la part contributive du département dans l'avance totale qui sera, le concours du chemin de fer du Nord compris, de 5,900,000 fr.

Il n'en demeure pas moins nécessaire d'insister vigoureusement pour obtenir de l'Etat des allocations sérieusement en rapport avec l'importance de ce qui est à entretenir et à réparer. Les ouvrages, aujourd'hui existants, remis en état, nous devons empêcher qu'à l'avenir ils ne retombent dans la situation de laquelle nous allons les tirer : il faut, en conséquence, que nous réclamions, plus que jamais, pour que les allocations annuellement affectées à l'entretien et aux réparations de nos ports du Nord soient portées, comme le Conseil général le demande depuis plusieurs années, à 5 ou 600 mille fr., au moins, pour Dunkerque et à 50 ou 60,000 fr. pour Gravelines. Il est à peine besoin de dire que cela est d'autant plus indispensable que les ouvrages à entretenir et à réparer, déjà très-nombreux, vont le devenir de plus en plus.

Au port de Dunkerque, les travaux d'amélioration se poursuivent. Déterminés par un décret du 14 juillet 1861, ils comprenaient, d'abord, un programme dont le chiffre s'élevait à quinze millions : diverses décisions ministérielles ont, depuis, porté l'ensemble des ouvrages à faire à . . . . . 24,848,806 fr. 58
dont 19,237,306f. 58 à exécuter par les ponts-et-chaussées et 5,611,500f. par le génie militaire.

Sur ces travaux il aura été dépensé, à la fin de 1875, ou au commencement de 1876, quinze millions, qui ont été fournis de 1862 à 1869, par l'Etat, à raison de 500,000 fr. environ, par an, soit, trois millions, et postérieurement, suivant la loi du 20 mai 1868, au moyen d'avances faites par la ville de Dunkerque, douze millions.

Ces douze millions allant se trouver prochainement consommés, et un certain nombre de travaux prévus étant loin d'être achevés, la Chambre de commerce de Dunkerque a demandé, en octobre 1874, aux ingénieurs du port de Dunkerque, un devis estimatif sommaire des dépenses faites ou à faire jusqu'à la fin de 1875, avec l'allocation du décret de 1861, et des dépenses à faire, à partir de 1876, avec des allocations à obtenir par une nouvelle loi.

Le total des dépenses à prévoir encore, à partir de 1876, d'après ce devis, devrait s'élever à 25,800,000 fr.

M. le Préfet, qui a pris à cœur de faire parvenir le port de Dunkerque au rang auquel sa magnifique situation lui donne droit, et à qui certainement les villes de Dunkerque et de Gravelines, ainsi que le commerce et l'industrie desservis par leurs ports, ne sauront jamais exprimer assez de reconnaissance pour le dévouement avec lequel il sert leurs intérêts, a bien voulu accompagner, à Paris, une Commission de délégués de la municipalité et de la

Chambre de commerce, et joindre à leurs efforts toute son influence pour réclamer de M. le Ministre des travaux publics, l'adoption du programme du devis estimatif dont il vient d'être question.

M. le Ministre des travaux publics, dont le nom doit être uni à celui de M. le Préfet dans la gratitude de notre pays, pour l'intérêt qu'il porte à nos ports, a reconnu que tous les travaux repris à ce devis étaient indispensables; qu'ils devraient être exécutés rapidement, sans le moindre retard. Seulement, le chiffre total lui en paraissant un peu élevé, il n'a pas cru qu'il fût, quant à présent, opportun de proposer une loi pour la totalité des dépenses à prévoir. Il a pensé qu'il fallait, pour le moment, réduire le programme en question à quinze millions, en réservant, pour l'avenir, les articles du devis des ingénieurs qui ne se trouveraient pas compris dans les projets établis pour cette somme, et dont l'exécution, quoique ajournée, était reconnue comme devant absolument avoir lieu.

Ce nouveau programme a été établi; il comprend:

1° L'approfondissement du chenal, au moyen de tous les fossés de la place comme réservoirs, avec deux écluses de chasse, de 12^{m} de débouché chacune, pour	3,700,000 fr.
2° L'exécution d'un bassin à flot avec deux écluses de 21^{m} de largeur, 620^{m} de quais en retour des écluses du côté de la ville seulement, avec canal et écluse, en vue d'établir une communication directe entre ce bassin et les canaux aboutissant auprès de la porte de Mardyck, pour.	4,700,000 »
3° L'élargissement du chenal et la construction de quais en bois à l'aval de l'écluse à sas du bassin de l'Ouest, pour	2,400,000 »
4° Le déplacement des fortifications, pour	710,000 »
5° Le dérasement des anciennes fortifications de l'Est et pont tournant sur le canal de la cunette, pour.	984,000 »
6° Un passage à sas de 65^{m} de longueur avec deux têtes éclusées entre le chenal et le bassin des chasses devant servir de forme de radoub, pour. . .	2,300,000 »
Ensemble	14,794,000 fr.

Soit, en nombre rond, quinze millions.

Ces quinze millions, admis par M. le Ministre des travaux publics, devaient être avancés par la ville à l'État, en six ans, à raison de 2,500,000 fr. par an.

Mais le Conseil général des ponts-et-chaussées, appelé à examiner ce projet, a, par des considérations qu'il dit, sans les faire connaître, tirées de la situation financière, d'après la dépêche de M. le Ministre des travaux publics adressée à M. le Préfet sur cette affaire, proposé de réduire provisoirement les travaux à faire au port de Dunkerque à l'achèvement d'une faible partie seulement des ouvrages commencés, ouvrages qu'il indique comme suit:

Exécution du bassin de l'Ouest	3,500,000 fr.
Approfondissement du chenal, en ajournant la construction de l'écluse du bastion, 28	1,950,000
Dégagement des abords de l'écluse d'entrée du bassin de l'Ouest	700,000 »
Achèvement des fortifications.	710,000 »
Somme à valoir en vue de parer à l'éventualité de nouvelles augmentations qui semblent devoir être prévues.	1,140,000 »
Total	8,000,000 fr.

La Chambre de commerce de Dunkerque, vivement émue de cette reduction, a adressé à M. le Ministre des travaux publics des observations dont le 4e bureau croit devoir donner connaissance au Conseil général, afin de lui permettre de se prononcer, sans hésitation, sur le vœu qu'il lui propose d'exprimer en faveur de l'extension à donner aux travaux de notre grand port.

Ces observations sont consignées dans une lettre adressée par la Chambre de commerce à M. le Ministre des travaux publics, le 19 juillet dernier, et dont voici quelques extraits :

Monsieur le Ministre, par des considérations tirées de la situation financière, le Conseil général des Ponts-et-Chaussées a cru devoir réduire à 8,000,000 fr. le programme des travaux du port de Dunkerque dont la Municipalité et la Chambre de commerce ont sollicité la réalisation au moyen d'un nouveau prêt de 15,000,000 fr. que la ville ferait à l'Etat.

» La délibération du Conseil aurait pour effet d'ajourner :

» *Premièrement.* — La construction de l'écluse du Bastion N° 28.

Dépense évaluée à . . . . . 1,750,000 fr.

» De l'ajournement de ce travail résulteraient de graves inconvénients : 1° au point de vue de la salubrité et de la prospérité agricole de tout le territoire waeteringué, compris entre le canal de Bergues et la frontière de Belgique; et déjà, Monsieur le Ministre, les Administrateurs des Moëres et ceux de la 4e section des waeteringues, vivement émus de la décision du Conseil, vous ont adressé, ainsi qu'à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, leurs justes doléances ; 2° au point de vue de l'approfondissement de la passe d'entrée du port que des chasses incomplètes ne sauraient maintenir ; 3° au point de vue des intérêt militaires et de la défense de la place ; . . .

. . . . . .

« *Deuxièmement.* — L'exécution des travaux relatifs au canal de l'Ile Jeanty estimée à. . . . . 1,200,000 fr. »

» Cet ajournement aurait également des effets très-préjudiciables pour la navigation intérieure, à cause de l'éloignement des écluses du Jeu-de-Mail et de Bergues, et en raison de ce que le canal, entre ces deux écluses, servant aux chasses et au desséchement, est le siége de courants et d'élévations d'eaux qui entravent la navigation. Ces inconvénients disparaîtraient par le fait de la construction d'une écluse en face du Jeu-de-Mail.

» Les chasses ont lieu pendant quatre jours par quinzaine, indépendamment des écoulements très-fréquents, pendant l'automne, et sont autant de difficultés et de causes de retards pour le commerce, qui ne saurait en être trop vite affranchi.

» Nous devons signaler aussi l'encombrement qui se produit constamment à l'écluse de l'arrière-port et qui ne ferait que s'accroître. Cette écluse, dite écluse de Bergues, est complètement insuffisante, malgré les manœuvres de jour et de nuit qui y sont faites.

» Le mouvement en 1871, a été :

A l'entrée, de	4,520	bateaux.
A la sortie, de	4,480	»
Ensemble de. . .	9,000	bateaux.

(Séance du 24).

mouvement plus considérable qae celui des navires de mer qui n'a été, en 1871, que de 6610 navires, tant pour les bassins que pour l'avant-port de Dunkerque.

» Au seul point de vue de ce mouvement important de la batellerie, qui n'a cessé de se développer depuis 1871, il y a une urgence extrême à achever les travaux qui doivent relier le nouveau bassin aux canaux intérieurs.

» Nous devons, en outre, mentionner les dangers qui pourraient résulter d'une avarie survenant à l'écluse de Bergues et les conséquences qu'elle aurait pour la navigation intérieure qui se trouverait enfermée dans le port.

» Nous ferons remarquer encore que la bélandre remplace le quai dans les déchargements de navires et que si les bélandres ne pouvaient plus entrer dans les bassins par suite d'avaries survenues ou de réparations à faire à la seule voie de communication qui existe, et qui est déjà insuffisante, les déchargements de navires seraient instantanément interrompus dans le port de Dunkerque.

» En effet, en 1871, sur 910,000 tonnes de marchandises entrées et sorties de notre port, 421,000 tonnes ont été mises directement du navire en bélandre.

» Il est essentiel de considérer que le passage des bélandres par l'écluse qui joindra le nouveau bassin de l'Ouest au bassin de la Marine, devant être le seul moyen de communication avec l'arrière-port et l'écluse de Bergues, il en résulterait infailliblement un encombrement continuel, et, par suite, des avaries souvent fort graves et qui pourraient compromettre tout le commerce du port. Les mouvements de toute nature, à l'entrée du bassin de la Marine, paralyseraient aussi, en grande partie, l'utilisation de ce bassin.

» *Troisièmement*.—Le Conseil général des Ponts-et-Chaussées a proposé, en outre, d'ajourner l'élargissement du chenal du port et l'établissement de quais en bois.

Dépense évaluée à. . . . . 1,700,000 fr.

» Nous considérons l'exécution de ces travaux comme de nécessité absolue.

» Les navires qui fréquentent le port de Dunkerque et dont le nombre augmente de jour en jour sont incessamment exposés aux plus graves avaries.

» La force du courant, à l'entrée, oblige les navires à vapeur ou les navires remorqués à franchir cette entrée à toute vitesse pour éviter d'être drossés par le courant sur le musoir de la jetée de l'Est, de telle sorte que les navires conservant pendant quelque temps une vitesse encore très-grande sont exposés à aborder les navires sortants ou même ceux qui stationnent, et qu'ils ne peuvent, la plupart du temps, éviter, vu l'étroitesse actuelle du chenal dans lequel ils doivent se mouvoir.

» Ce chenal qui ne comporte que 65 mètres de largeur, doit de toute nécessité être porté aux 120 mètres prévus, si l'on ne veut voir se renouveler les accidents qui se produisent, et que rendraient bien plus fréquents encore les mouvements, à l'entrée et à la sortie, du nouveau bassin de l'Ouest.

. . . . . .

» *Quatrièmement*. — Le Conseil a conclu aussi à l'ajournement du dérasement des anciennes fortifications de l'Est.

Ce dérasement devrait, au contraire, être opéré le plus tôt possible, dans le but de tirer parti des terrains correspondants, dont la vente produira des sommes importantes, sur lesquelles il est acile de calculer l'intérêt qui sera perdu, tant que cette partie des travaux n'aura pas été effectuée.

» Il est, en effet, reconnu que le dérasement des fortifications de l'Est donnera 18 hectares de terrains utilisables, déduction faite des rues qui y seront tracées.

» En calculant la valeur du mètre carré à 20 fr., en moyenne, on obtiendrait 5 millions de ces terrains, lesquels à 5 p °/₀ l'an, font ressortir une perte d'intérêts de 250,000 fr. par an à laquelle on consentirait en ajournant ces travaux, sans tenir autrement compte de l'importance qu'il y a également à opérer ce dérasement pour permettre à la ville de s'étendre et de s'agrandir de ce côté du port et d'établir ses communications avec les établissements situés sur la plage.

» *Cinquièmement.* — Enfin, le Conseil général a encore proposé d'ajourner le passage à sas de 65 mètres de longueur avec deux têtes éclusées entre le chenal et le bassin des chasses, devant servir de forme de radoub sur 80^{m} de longueur.

Dépense évaluée à . . . . . 2,300,000 fr.

» Ce passage à sas destiné à créer une communication entre le bassin des chasses et l'avant port, est absolument nécessaire pour permettre l'établissement de nouveaux chantiers de construction dans ledit bassin.

» Il paraît évident qu'à ces chantiers de construction viendront s'ajouter des ateliers nouveaux pour la construction et la réparation des navires en fer, qui prennent tant d'accroissement dans la navigation.

» La forme de radoub, qui a sa place marquée dans ces travaux, n'est pas moins indispensable au port de Dunkerque.

. . . . . .

» Son ajournement serait extrêmement regrettable.

» Telle est, M. le Ministre, la série des travaux reconnus indispensables par le Conseil général des ponts-et-chaussées et dont il propose, cependant, de reculer l'exécution à un temps indéterminé, par des considérations d'ordre financier.

» Qu'il nous soit permis de vous représenter que l'offre faite par la ville de Dunkerque ne nous paraît devoir compromettre en rien les intérêts du Trésor au point de vue des finances. En effet, puisqu'il n'est pas contesté que les travaux prévus sont absolument nécessaires et qu'ils doivent être poursuivis sans interruption, la ville de Dunkerque, en proposant à l'État de lui avancer annuellement, pendant 6 ans, 2,500,000 fr. pour la réalisation du programme sur lequel nous avions eu l'honneur de nous mettre d'accord avec vous, nous semble demander à l'État moins que le Conseil général des ponts-et-chaussées ne serait disposé à lui accorder, les 8 millions admis par le Conseil devant, si nos renseignements sont exacts, être fournis en deux ans.

» Si, par prudence, on admet qu'il ne faut pas engager l'avenir financier des travaux publics, n'aperçoit-on pas que le jour où, par un autre système que celui actuellement et depuis longemps mis en pratique, on se trouverait en mesure de pourvoir aux travaux à faire, il serait facile d'abroger la loi qui aurait autorisé la ville de Dunkerque à prêter à l'État.

» Mais trouvera-t-on un système meilleur :

» Il est permis de se poser cette question. On a accusé le système en vigueur de n'être autre chose qu'un mode d'emprunt déguisé. — Emprunt! soit, mais quand l'État trouvera-t-il, à quelque moyen qu'il recoure, la possibilité de se créer des ressources productives à 4 p °/₀ l'an?

» Quel système meilleur imaginera-t-on que celui qui, en laissant à la charge des populations une fraction des dépenses résultant des améliorations qu'elles réclament, les habitue peu à peu à

comprendre que si elles veulent obtenir le concours de l'État, elles doivent s'aider elles-mêmes?

» Il n'est peut-être pas inutile de placer sous vos yeux, M. le Ministre, l'état comparatif ci-joint du mouvement des ports d'Anvers et de Dunkerque, duquel il résulte que de 1860 à 1874, le tonnage, à l'entrée du port de Dunkerque, a seulement doublé, alors qu'Anvers, son heureux rival, favorisé par des allocations incessantes, a vu quadrupler son tonnage pendant le même temps. Si cette énorme progression dans le commerce d'un port étranger voisin a pu se produire par suite du jeu naturel des forces économiques, n'avons-nous pas à craindre *aujourd'hui* l'intervention d'éléments nouveaux qui, faussant tout à fait le mouvement normal des choses, nous annihileraient bientôt complètement?

» Il n'est pas douteux pour nous, M. le Ministre, que le Conseil général des ponts-et-chaussées, en examinant de nouveau la question comprendra qu'il y aurait danger à laisser planer la moindre incertitude sur l'achèvement des travaux en cours. »

. . . . . .

Le mouvement comparé de la navigation des ports de Dunkerque et d'Anvers, joint à cette lettre, montre que le tonnage, à l'entrée du port de Dunkerque, qui était, en 1850, inférieur de 55 % à celui d'Anvers, est successivement descendu, malgré sa progression constante de 214 %, et se trouve tombé, en 1874, à 269 % au-dessous du tonnage d'Anvers.

Dunkerque étant aussi bien placé, mieux peut-être, qu'Anvers, on se demande quelles sont les causes de la lenteur de ses progrès, comparés à la prodigieuse rapidité de ceux de son voisin.

Sans entrer ici dans l'examen des différentes causes qui ont produit les résultats qui vous sont signalés, on peut dire que la raison principale de l'infériorité de Dunkerque est, certainement, la lenteur avec laquelle s'y sont faites les améliorations.

En 1850, Dunkerque avait seulement un bassin à flot de 3 hectares; Anvers avait, depuis 1815, deux bassins présentant une superficie à flot de 9 hectares et demi; aujourd'hui Dunkerque a 11 hectares à flot (sur lesquels 9 tout au plus peuvent être convenablement utilisés pour le déchargement des navires); Anvers, lui, en a 41 et avec cela des cales de radoub, des docks et un outillage à faire envie même à l'Angleterre. Et pendant qu'à Dunkerque on exécute un seul nouveau bassin qui ajoutera à ses 9 ou 11 hectares d'aujourd'hui, 5 hectares, n'ayant de quais que sur une de leurs rives, à Anvers il est question d'établir une série de bassins nouveaux dont l'ensemble n'aurait pas moins de 100 hectares.

Devant une telle situation, il paraîtrait présomptueux d'oser envisager, à bref délai, pour Dunkerque, les destinées du port d'Anvers, mais il ne paraîtra téméraire à personne, dans l'Assemblée départementale, d'encourager tous les efforts tendant à essayer d'enrayer vigoureusement notre infériorité: tout le monde sera d'avis que nous ne saurions trop faire pour nous en relever.

Les observations de la Chambre de commerce ont été appuyées par la municipalité de Dunkerque, et M. le Maire de cette ville, malgré l'avis du Conseil général des ponts-et-chaussées, a adressé au Gouvernement la demande de la présentation à l'Assemblée nationale d'un projet de loi tendant à autoriser la ville de Dunkerque à prêter à l'État une somme de quinze millions, raison de 2,500,000 fr. par an, à partir de 1876; la différence d'intérêt entre le taux auquel la ville se procurera ses avances et le taux des remboursements de l'État devant être réglée au moyen d'une taxe de 0,30 c. par tonneau de jauge, sur les navires entrant au port de Dunkerque,

chargés ou venanty prendre charge, le petit cabotage et la pêche exceptés. Cette taxe de 0, 30 c. doit se confondre avec celle de 0, 12 c., aujourd'hui perçue, pour faire face à la différence d'intérêt sur l'avance de douze millions terminée ou sur le point de l'être.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque patronne d'un vœu énergique la nécessité de ne pas réduire le nouveau programme des travaux à moins de quinze millions.

A Gravelines les travaux d'amélioration, vous le savez par les rapports de M. le Préfet et de M. l'Ingénieur en chef, sont en bonne voie de réalisation. Que les crédits soient continués dans la limite des besoins des travaux en cours d'exécution, et Gravelines ne tardera pas à se développer dans la mesure des moyens qui lui seront fournis; il deviendra un auxiliaire des plus utiles et des plus nécessaires au port de Dunkerque et contribuera pour sa part à retenir dans notre pays des affaires que nous avons le devoir de nous efforcer d'empêcher de passer à l'étranger.

En résumé le 4e bureau vous propose, en ce qui concerne les ports de Dunkerque et de Gravelines, d'adopter les conclusions suivantes:

Pour Dunkerque:

— 1° Décider qu'une somme de 360,000 fr. sera inscrite au budget de 1876 pour compléter les 1,800,000 fr. votés dans la session d'avril 1874, pour les réparations des ports de Dunkerque et de Gravelines;

2° Émettre les vœux suivants:

Que les fonds d'entretien et de grosses réparations soient portés à 5 ou 600,000 fr. par an;

Que le nouveau programme de 15 millions, présenté par la municipalité et la Chambre de commerce, soit adopté et que les offres de la ville de Dunkerque devant en assurer l'exécution, converties en projet de loi, soient soumises, dès les premiers jours de sa prochaine session, à l'Assemblée nationale, afin que les travaux en cours ne subissent pas d'interruption.

Pour Gravelines:

Exprimer les vœux:

1° Que les fonds d'entretien et de grosses réparations soient portés à 50 ou 60,000 fr. par an;

2° Que les crédits pour les travaux d'amélioration soient continués de manière à assurer le prompt achèvement des ouvrages en cours d'exécution. »

— Ces conclusions sont adoptées et les vœux sont émis.

M. Legrand (de Lecelles), lit un rapport ainsi conçu :

Juges-de-Paix. — Traitement. — Vœu. (4. B.)

— « Dans la séance du 18 août dernier, MM. Descat et Roussel-Defontaine ont soumis au Conseil général un projet de vœu tendant à ce que «dans l'intérêt des cités maufacturières de France, et particulièrement des villes de Roubaix et de Tourcoing, les décrets du 22 septembre

1862 et du 12 novembre 1868, soient modifiés dans le sens de l'assimilation des villes chefs-lieux la justice consulaire ou autres chefs-lieux judiciaires, par rapport à la fixation des traitements des juges-de-paix. »

Le 4e bureau, considérant que le vœu dont s'agit ne paraît ni suffisamment opportun, ni suffisamment justifié, estime qu'il n'y a lieu pour le Conseil de s'y associer.

M. Descat, à l'appui de ce vœu, présente les considérations suivantes :

— La loi du 21 juin 1845 portant suppression des droits et vacations accordés aux Juges-de-paix et fixation du traitement de ces magistrats, dispose en l'article 2 :

« Article 2. — Dans les villes où siégent les tribunaux de première instance, le traitement » des juges-de-paix sera le même que celui des juges de ces tribunaux ».

Le décret du 22 septembre 1862, relatif aux traitements des magistrats de l'ordre judiciaire, porte, en l'article 3, sous l'exergue : « *Tribunaux de première instance.* »

— » Les traitements des membres des Tribunaux de première instance sont fixés ainsi :

1re	Classe	1	Tribunal à Paris, traitement des juges.	8,000 fr.
2e	»	7	Tribunaux, à Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes, Marseille, Rouen et Toulouse	5,000 »
3e	»	6	Tribunaux, au Hâvre, Metz, Nice, Saint-Etienne, Strasbourg et Toulon.	4,500 »
4e	»	26	Tribunaux siégeant dans les villes énoncées au décret . . .	3,000 »
5e	»	126	Tribunaux, siégeant dans les villes énoncées en la première partie d'un tableau annexé au décret	2,700 »
6e et dernière cl.		204	Tribunaux siégeant dans les villes énoncées en la seconde partie du tableau annexé	2,400 »

— Le même décret du 22 septembre 1862, rappelant la loi du 21 juin 1845, porte, sous le titre : « *Justice-de-Paix.* »

« Article 4. — Les juges de paix résidant daus les villes où siégent les Tribunaux de » première instance sus-désignés recevront le traitement indiqué pour les juges de ces » Tribunaux. »

Et il ajoutait au paragraphe suivant. « Dans les villes d'Arles, Cette, Mézières, Roubaix et » Tourcoing, le traitement des juges de paix sera de 2,700 fr. »

Cette classification, en principe et en général, pour les tribunaux de première instance comme pour les justices-de-paix, a pour base l'importance de la population de la ville chef-lieu.

Ainsi en 1868, en raison de l'augmentation de la population des villes de Roubaix et de Tourcoing, sur la demande du Conseil général et du Préfet du département du Nord, les traitements des juges-de-paix de ces deux villes, qui, comme on sait, ne sont pas siéges d'un tribunal de première instance et qui n'avaient pas alors de tribunal de commerce, ont été, par décret du 12 novembre 1868, élevés de la cinquième à la quatrième classe.

Ce décret est ainsi conçu : « Article 2. A partir du 1er janvier 1869 la fixation des traitements » des juges-de-paix, faite par le décret du 22 septembre 1862, recevra les modifications sui- » vantes : Dans les villes de 30,000 âmes et au-dessus où il n'y a pas de tribunaux de pre- » mière instance, les juges-dé-paix recevront un traitement de 3,000 fr. Cette règle s'appli- » quera aux juges-de-paix des cantons de Roubaix et de Tourcoing. »

Par application des mêmes règles et par un décret du 6 janvier 1874, les traitements d'un certain nombre de justices-de-paix ont été augmentés et diminués, en raison toujours du mouvement ascendant ou descendant de la population, constaté par le dernier recensement rendu officiel par le décret du 31 décembre 1872.

Une lettre du Garde des sceaux, Ministre de la Justice, au Préfet du Nord, en date, à Paris, du 13 août 1868, et dont une ampliation en forme transmise au maire de Roubaix se trouve ci-jointe, est topique et tout à fait décisive.

On y lit : « Le Gouvernement, lors de l'établissement du projet de budget pour 1869, a » proposé d'élever à 3,000 fr. le traitement des juges-de-paix placés dans des villes d'une » population au-dessus de 30,000 habitants, où il n'y a pas de Tribunal de première ins- » tance, c'est-à-dire de rendre *leur traitement égal à celui des juges-de-paix existant dans les* » *chefs-lieux d'arrondissements judiciaires ayant une population de* 30,000 *à* 60,000 *âmes.* »

Il est à remarquer que l'assimilation de classe par le décret de 1862 pour les villes d'Arles, Cette et Mézières, où il n'y a pas de tribunal de première instance, s'est faite en raison du chiffre de la population et de la circonstance que les deux premières villes ont un Tribunal de commerce et la troisième une Sous-Préfecture.

Or, les villes de Roubaix et de Tourcoing, à cause de leur importance comme cités manufacturières et de leur population, qui est réellement et actuellement, pour la première, de plus de 85,000 âmes, et qui était officiellement, suivant le recensement de 1872, de 75,987 habitants, et qui, pour la seconde ville, s'est aussi considérablement accrue depuis le même recensement, qui en portait le chiffre à 43,072 habitants, ces villes, disons-nous, ont été dotées d'un Tribunal de commerce. — Elles possèdent aussi des Chambres de commerce et une succursale de la Banque de France.

Il est d'un intérêt essentiel et évident pour ces deux villes, où la vie et les logements sont aussi sinon plus chers qu'à Lille et à Paris, que les juges-de-paix qui y exercent la magistrature conciliatrice, familiale et populaire, qui donnent la sanction pénale aux règlements et arrêtés de police, qui sont chargés de la vérification des registres de l'état-civil et dont le travail reçoit un notable accroissement du défaut d'existence du tribunal civil, du tribunal correctionnel, de parquet et de cabinet d'instruction, aient, au moins, la position à laquelle leur donne légalement droit l'importance de la population.

Cette mesure restera toujours une charge bien légère pour le budget, d'abord parce que l'augmentation est minime et ensuite parce que le nombre des villes où elle deviendra applicable est excessivement restreint, si même il ne se limite aux deux grandes cités manufacturières du Nord.

Enfin, les considérations qui, en 1868, ont déterminé le Conseil général du Nord, le Gouvernement et le Corps législatif à provoquer et réaliser l'élévation de classe, qui a eu lieu alors, sont les mêmes aujourd'hui et militent, avec plus de force que jamais, puisque, à Roubaix particulièrement, e chiffre officiel de 60,000 âmes constaté en 1872, est dépassé de plus d'un quart.

Le Hâvre a 71,500 habitants et a 3 justices-de-paix, soit un juge-de-paix pour 23,800 habitants ; — Nice avec 52,000 habitants, a 2 justices-de-paix, soit un juge-de-paix pour 26,000 habitants ; — St-Étienne avec 110,000 habitants a 4 justices-de-paix, soit un juge-de-paix pour 27,500 habitants ; — Roubaix avec 85,000 habitants a 2 justices de paix, soit un juge-de-paix pour 42,500 habitants. Les juges doivent instruire presque toutes les affaires, attendu qu'il n'y a pas de tribunal civil comme dans les villes ci-dessus.

Parmi les 7 villes qui composent la 2e classe, il n'y a que Lyon, Marseille et Toulouse qui ont un nombre supérieur de justiciables urbains à la ville de Roubaix.

Par tous ces motifs d'équité et de justice répartitive, les maires de Roubaix et de Tourcoing, membres du Conseil général, complétant leur proposition première, demandent avec instance au Conseil général, d'émettre le vœu que les décrets du 22 septembre 1862 et du 12 novembre 1868, soient modifiés en ce sens que « que le traitement des juges-de-paix, notamment dans » les villes où il y a un tribunal de commerce sans qu'elles soient le siége d'un tribunal de » première instance, soit le même que celui des villes des tribunaux de première instance, » suivant la classification faite pour ces tribunaux, par le décret du 22 septembre 1862, en » raison de la population ; et particulièrement que les villes de Roubaix et de Tourcoing soient » rangées dans la classe correspondante à leur population et à celle des villes énoncées dans « ce décret. »

Le Rapporteur répond que le 4e bureau n'a pas considéré qu'il fût bon pour le Conseil général de s'immiscer dans une question de traitement de la magistrature. Si l'on porte intérêt à un juge-de-paix déterminé, ce sentiment, peut-être très-légitime, s'appliquera ensuite à un second, à un troisième juge-de-paix. Des juges-de-paix, on en arrivera aux juges des tribunaux de 1re instance et ainsi de suite. Le bureau a pensé qu'il n'était guère opportun, à un moment où l'état des finances mérite toute l'attention du Gouvernement, de prendre ainsi l'initiative d'une demande d'accroissement de dépense et d'une modification au budget, dont l'équilibre est si difficile à assurer.

Au fond, le Conseil peut juger, par la note même qui vient d'être lue, à quel travail il serait amené, s'il entrait dans l'étude comparative du traitement des différents magistrats. Comme on le disait, d'après un décret de 1862, les juges-de-paix des villes où il y a un tribunal de première instance sont payés comme les juges eux-mêmes ; mais, d'après un décret de 1868, et par exception, les juges-de-paix de Roubaix et Tourcoing ont maintenant un traitement de 3,000 fr. par an. En examinant ces diverses dispositions, il est difficile qu'on ne soit pas entraîné à comparer aussi les titres, les services rendus. Indépendamment de la question d'opportunité, on peut se demander si les attributions essentiellement administratives du Conseil général, justifieraient son intervention dans une affaire de cette nature.

Le 4e bureau ne l'a pas cru et il a pensé dès-lors qu'il n'y avait pas lieu pour le Conseil général de s'associer au vœu proposé.

M. Roussel-Defontaine estime que le travail dont parle le Rapporteur ne serait pas bien long à faire. D'abord, le principe de l'exception pour les justices-de-paix des villes de Roubaix, de Tourcoing et quelques autres, a été admis, en 1845, sur l'initiative d'un député qui a laissé d'honorables souvenirs, M. Delepaul, alors que Roubaix et Tourcoing avaient 20,000 habitants à peu près. Cette exception a été consacrée par toutes les lois de finances, par les

décrets de 1862 et de 1868. Or, ces lois et décrets n'ont jamais dû supposer un accroissement de population tel que celui qui s'est produit dans ces deux villes. Cela est tellement vrai que dans le décret de 1868, dont il a été parlé, on dit: *Dans les villes de* 30,000 *âmes et au-dessus.*

Maintenant Tourcoing a 50,000 âmes et Roubaix 75,000. Bientôt la population sera encore plus considérable. Il en résulte que, dans ces villes, les juges-de-paix ont une situation tout-à-fait exceptionnelle: n'ayant au-dessus d'eux aucun magistrat judiciaire, ils ont une situation différente de celle des juges-de-paix dans les campagnes ou dans les autres villes où siége un tribunal civil; très-considérés par la population, ils sont obligés d'avoir une maison convenable, et on sait le prix des loyers dans les villes de Roubaix et de Tourcoing; la vie est à un prix excessif, plus chère qu'à Lille; par conséquent le juge-de-paix avec un traitement double de ce qu'il est dans certaines localités, est encore dans une situation beaucoup plus difficile. L'honorable membre a eu parfois le regret de voir comparer les traitements de simples commis auq traitements des juges-de-paix qui, dans ces villes, ont une situation honorable et exceptionnelle à maintenir.

Le vœu présenté par M. Descat et auquel l'opinant s'est associé est complètement motivé. Il ne peut avoir de conséquences bien graves pour le budget de l'État, puisqu'on ne trouverait pas un autre exemple, dans toute la France, de villes de 50,000 âmes où ne siége pas un tribunal civil. Par conséquent, la fin-de-non-recevoir tirée de l'état des finances n'est pas admissible, et la proposition, par toutes les considérations qui viennent d'être rappelées, mérite d'être appuyée.

— Les conclusions du bureau tendant au rejet du vœu, sont mises aux voix et adoptées.

M. Jules Dutilleul fait le rapport qui suit :

— » Le 4e bureau a été saisi de l'examen d'un vœu présenté par l'honorable M. Billet, et tendant à ce que « le droit sur l'alcool destiné à la conservation des vins soit abaissé à 25 fr. par hectolitre, plus deux décimes, conformément au projet de loi qui va être soumis à la Chambre des Députés. »

Considérant, d'une part, que l'adoption du projet de loi, présenté dans ce but par le Ministre des Finances, aurait pour effet : 1° de rétablir un débouché important pour les alcools produits par le Nord et le Midi, et d'apporter une amélioration à la situation réellement précaire d'une branche d'industrie dont le sort, dans notre département, est si évidemment lié à celui de l'agriculture; 2° de permettre au Midi de conserver des vins qui, faute de pouvoir être vinés, sont fatalement perdus, ou voués à la distillation ;

Considérant, d'autre part, qu'il y a pour le Trésor lui-même un intérêt manifeste à l'abaissement du droit sur l'alcool ; car il percevra désormais le droit réduit sur des alcools employés au vinage, tandis que le droit actuel étant prohibitif, il ne perçoit rien de ce chef;

Le 4e bureau est d'avis que le Conseil général appuie le vœu présenté par notre honorable collègue, et invite la députation du Nord à l'appuyer elle-même, de tout son pouvoir, devant la Chambre des représentants du pays.

M. Billet dit que l'importance de la question, au point de vue de l'intérêt du département lui fait penser qu'il ne serait pas inutile de fournir au Conseil général des explications de nature à le rassurer complètement sur l'opportunité et le bien-fondé du vœu proposé.

(Séance du 24).

Le Conseil général sait que la plupart des vins du Midi ne peuvent être ni transportés, ni conservés sans recevoir une certaine addition d'alcool. Cette opération s'appelle le vinage des vins.

Les droits sur l'alcool sont excessivement élevés. Aujourd'hui l'alcool vaut 40 fr. et le droit est de 156 fr. Si on ajoute les droits à l'entrée de certaines villes, il est de 300 fr. De sorte que, non compris le bénéfice du négociant, l'hectolitre d'alcool vaut 340 fr. dont 300 fr. pour le Trésor et 40 fr. pour le distillateur.

Rien ne serait plus juste que d'exonérer de ce droit énorme l'alcool destiné à la conservation du vin, et cela pour une raison bien simple : la loi exonère du droit l'alcool qui n'est pas destiné à la boisson, ce qu'on appelle l'alcool dénaturé. A plus forte raison l'alcool qui est transformé en vin, ne doit-il pas payer le droit, car il est dénaturé, ne pouvant plus être consommé comme alcool ? Bien plus, il sert à former une autre boisson soumise à l'impôt, et, par conséquent, en vertu du principe *non bis in idem*, on ne devrait pas imposer deux fois la même substance, qui ne saurait être consommée deux fois. C'est d'ailleurs ce qui avait paru juste aux gouvernements qui se sont succédé depuis 1814 jusqu'en 1852. Pendant cette période, les alcools destinés à la conservation des vins restèrent dégrevés. Depuis 1852, ils ont été imposés, mais seulement dans certains départements. Le droit sur l'alcool a subi en somme des fortunes diverses ; actuellement, comme on vient de le voir, il est excessif et pèse indistinctement sur l'alcool consommé sous l'espèce d'alcool et sur l'alcool consommé sous l'espèce de vin.

A la fin de la dernière session législative, le Ministre des finances a proposé un projet de loi tendant à ce que le droit qui frappe les alcools destinés à la conservation des vins fût considérablement réduit et, du taux actuel de 156 fr. par hect., ramené à 25 fr., plus le décime. C'est ce projet de loi que le vœu proposé a pour but d'appuyer. Il ne faut pas se dissimuler que le Ministre des finances a présenté ce projet de loi, d'une manière... je ne dirai pas perfide, ce ne serait ni exact ni parlementaire, mais tout au moins avec des réserves qui sont de nature à l'empêcher de passer. Il parle d'un sacrifice pour le Trésor, qui ne s'élèverait pas à moins de 10 ou 12 millions. Le Ministre aurait pu dire le contraire : au lieu de perdre, le Trésor gagnera, de ce chef, 10 ou 12 millions.

En ce qui concerne les intérêts du département, l'importance de ce projet de loi ne fait pas question. Ce n'est pas au Conseil général qu'il faut dire que deux de ses principales industries, dont le sort est solidaire de celui de l'agriculture, sont dans une situation lamentable.

Jamais l'alcool, jamais le sucre, n'ont été cotés aussi bas qu'aujourd'hui ; il faut en dire autant des sels de potasse et des dérivés quelconques de la betterave ; en ce qui touche ces derniers, les plus bas prix d'autrefois étaient le double de ceux actuels. D'un autre côté, jamais la main-d'œuvre, jamais le charbon n'ont été aussi chers ; en un mot, jamais dans ces industries ce qu'on achète n'a été aussi cher et ce qu'on vend aussi bon marché.

Telle est la situation. Un remède pour guérir le mal ou au moins le soulager serait pour le département et la France entière un bienfait de la plus grande opportunité.

Toutes les fois que le dégrèvement total ou partiel dont il s'agit a été demandé, on lui a opposé une objection qui est véritablement trop simple. Le droit de 156 fr. par hectolitre étant abaissé à 25 fr. sur les alcools qui serviront au vinage, le Gouvernement, a-t-on dit, perdra autant de fois la différence qu'il y a entre le prix de 156 fr. et celui de 25 fr. qu'il y aura

d'hectolitres d'alcool employés au vinage. Le raisonnement serait fort juste si la quantité d'alcool employée était complétement indépendante des droits, c'est-à-dire si le viticulteur consommait autant d'alcool au droit de 156 fr. qu'au droit de 25 fr. ; mais il est bien évident que c'est le contraire qui a lieu. Le droit de 156 fr. est prohibitif et les viticulteurs esquivent ce droit en n'employant pas l'alcool sur lequel il pèse. Ils ont pour s'y soustraire trois moyens, dont l'un suffirait, et qu'ils emploient concurremment.

Premier moyen : on ne vine pas le vin et, pour ne pas le perdre, on le distille. L'alcool provenant de cette distillation ne rapporte rien au Trésor puisque, la production étant limitée, ce qui est produit par le Midi est autant que le Nord ne produit pas.

Second moyen ; un viticulteur a deux tonneaux de vin ; ne pouvant pas y mettre de l'alcool à cause de l'élévation des droits, qui donnerait à son vin un prix de revient en dehors de toute proportion avec le prix auquel il peut le vendre, que fait-il? Dans un coin retiré de sa maison où la régie n'a pas accès, il brûle un des deux tonneaux, en fait de l'alcool, avec lequel il vine l'autre tonneau clandestinement ; il sacrifie une moitié de son vin pour conserver l'autre et le fisc n'y peut rien voir. Il évite donc encore ainsi le vinage avec l'alcool imposé.

Troisième moyen employé encore plus généralement : la loi admet l'entrée en France des vins étrangers à un droit insignifiant pourvu que ces vins ne contiennent pas plus de 15 % d'alcool. Cela étant, l'Espagne, sous prétexte de vin, envoie aux viticulteurs du Midi, un mélange alcoolique à 15 % de richesse, qui n'a pas d'autre but que de viner les vins de France et l'introduction en France de ce soi-disant vin d'Espagne n'est pas autre chose qu'une manière de payer un droit moins élevé que sur l'alcool français.

Il résulte de ces faits que le droit de 156 fr. qui existe maintenant sur l'alcool employé au vinage des vins, est absolument illusoire et, non-seulement pourrait être ramené à 25 fr., mais encore pourrait être complètement supprimé sans que le Trésor y perdît rien ?

Les autres objections ne sont pas plus difficiles à réfuter. Exemple : on nous dit : « Si l'on fait en France un million d'hectolitres d'alcool, le Trésor perçoit le droit sur un million d'hectolitres. Mais si l'on en distrait 400,000 hectolitres pour viner les vins, il ne percevra plus le droit que sur les 600,000 hectolitres restant. » C'est une erreur fondamentale : la production se guide sur la consommation, et non la consommation sur la production. Si l'alcool employé au vinage produisait un déficit, l'industrie ne demande qu'à le combler, ce qui serait bientôt fait, et si, par impossible, l'industrie était à court, on aurait recours à l'importation et le Trésor percevrait, outre le droit de consommation sur l'alcool consommé, un droit d'importation sur l'alcool importé. Ce serait un second bénéfice.

L'objection présentée à la Chambre et qui a empêché l'urgence d'être votée est celle-ci : « à droit réduit, les vins qu'on pourrait viner entreraient à Paris et dans les autres villes, au maximum d'alcoolisation. Une fois le liquide entré, on y mettrait moitié d'eau, ce qui ferait encore du vin suffisamment alcoolique, et alors le Trésor ne percevrait réellement le droit que sur la moitié des vins consommés. » C'est une erreur de calcul, une erreur de fait et une erreur de raisonnement.

Erreur de calcul, car, d'après les termes mêmes de l'objection, le vin qu'on consomme à Paris renferme en moyenne 12 % d'alcool ; par conséquent il n'est pas vrai de dire que si le vin y entrait à son maximum de richesse, soit à 15 %, on pourrait le dédoubler avec

de l'eau et avoir encore 12 % de richesse. La moitié de 15 est 7 1/2 et non 12. Le calcul n'est donc pas exact, et, à supposer que le fait fût vrai, il serait loin d'en résulter pour le Trésor la perte qu'on suppose, puisque pour faire du vin à 12 % avec du vin à 15 % il faudrait ajouter de l'eau, non pas assez pour en doubler le volume, mais seulement pour l'augmenter dans la proportion de 12 à 15, soit de 1/4 du volume payant le droit.

C'est une erreur, car s'il ne plaît pas à quelqu'un de boire du vin pur, qu'est-ce que cela fait au Trésor s'il le boit coupé d'eau? Il en boira d'autant plus. En outre le Trésor a le plus grand intérêt à ce que le vin ne soit pas cher. L'octroi de Paris sait que quand le vin est à 80 centimes le litre au lieu de 40 ou 50 centimes, ses recettes baissent de moitié ou d'un tiers; par conséquent il y a un grand intérêt pour le Trésor à ce que le vin ne coûte pas plus de 40 et 50 centimes. Il faut donc le laisser à ce prix-là.

C'est enfin une erreur de fait. Si la moyenne des vins qui entrent à Paris est au degré de 12 %, comme il entre, non-seulement des vins du Midi, mais des vins fins, des vins de Bourgogne, de Bordeaux, et que ces vins ont de 8 à 10 de richesse alcoolique, et que malgré cela la moyenne de richesse des vins consommés à Paris est de 12 % cela prouve que les vins du Midi y arrivent actuellement à 15 % et que par conséquent l'abaissement du droit ne changerait rien à la proportion d'alcool qu'ils reçoivent, seulement cet alcool paierait l'impôt au lieu d'être ajouté en fraude, car alors l'intérêt ne compenserait plus le risque.

Il y a donc erreur à tous les points de vue.

Enfin, il y a une considération qui ne doit pas échapper aux préoccupations du Conseil général. Le phylloxera fait des ravages considérables; plusieurs départements sont envahis; l'Hérault à lui seul perd 15 millions d'hectolitres de vin. L'an prochain, il manquera en France, du chef du philloxéra le tiers de la production, sans compter les ravages futurs. Si Dieu a permis que, cette année, il y eût une récolte exceptionnellement abondante, il est de la plus simple prévoyance de prendre des mesures pour que, si les années suivantes il y a déficit ou disette, on puisse conserver, grâce à l'adoption du projet de loi, ce qu'on aura récolté dans l'année d'abondance.

Cette mesure ne peut donner lieu à aucune hésitation alors qu'elle concilie aussi complètement, avec l'intérêt du Nord, celui du Midi, l'avantage du Trésor avec l'avantage de toute la France, et que d'ailleurs elle n'engage pas l'avenir, puisque la loi peut être rapportée après une année d'expérience. L'honorable membre pense donc que le Conseil général peut, en toute sécurité, émettre le vœu qu'il a proposé.

— Après ces observations, le vœu mis aux voix est adopté.

M. Bergerot donne lecture du rapport qui suit:

Navigation intérieure. (4. B.)

« Le mouvement commercial sur nos lignes navigables, en 1874, a augmenté presque partout, dans d'assez fortes proportions; l'augmentation sur 1873, donne un total de 423,340 tonnes.

Les diminutions, peu importantes d'ailleurs, que l'on constate sur la Deûle et sur le canal de Bourbourg, sont dues à la fermeture de la ligne de Paris à Dunkerque, pendant deux mois, par suite des travaux exécutés sur le canal d'Aire à La Bassée pour son approfondissement. La différence accusée pour le canal de Roubaix provient de ce que la navigation a été impossible pendant près de cinq mois, par suite de la pénurie d'eau causée par la sécheresse de l'été dernier.

SITUATION DES CANAUX.

Canal de la Sensée. — Ce canal ne réclame aucune amélioration qui ne puisse être effectuée avec les ressources du budget ordinaire.

Son tirant d'eau est de 2 mètres.

M. l'Ingénieur en chef de la navigation fait observer que le canal de la Sensée est dépourvu de rivages pour le chargement et le déchargement des marchandises. C'est une lacune qu'il importe de combler. Le projet de cette amélioration a été approuvé, par décision du 11 janvier 1873. Mais il n'a été l'objet d'aucune allocation.

Le 4e bureau propose d'appuyer la demande faite à ce sujet par M. l'Ingénieur, pour que cette amélioration puisse être prochainement exécutée.

Scarpe moyenne. — Son état actuel laisse peu de chose à désirer, mais le vœu émis dans la session d'octobre 1874, pour la construction d'un mur de quai, dans la traversée de Douai. entre les ponts du rivage et de Tournai, n'ayant pas reçu d'exécution, quoique le projet ait été approuvé le 22 décembre 1868, le 4e bureau propose d'en demander de nouveau la prompte exécution.

Scarpe inférieure. — Le vœu émis dans les précédentes sessions, pour le rachat par l'État du canal de la Scarpe a été l'objet d'un rapport spécial que le Conseil général a adopté dans la séance du 23 août dernier.

Le Conseil général a émis le vœu que le niveau des eaux dans la traverse de Douai fut arrêté et fixé d'une manière invariable, par des repères établis aux écluses. M. l'Ingénieur en chef explique que ces repères existent depuis longtemps, non-seulement à l'amont des écluses, mais aussi à chacun des ponts de l'intérieur de la ville.

Une décision ministérielle a été rendue, à la date du 5 mai dernier, sur les prétentions élevées par la Compagnie concessionnaire de la Scarpe inférieure, au sujet des prises d'eau et des demandes en permission de diverse nature concernant les chemins de halage. Cette décision porte que toutes les prises d'eau existantes ou à créer seront assujetties à une redevance qui sera perçue au profit des concessionnaires ; que les redevances seront réglées de gré à gré, entre les concessionnaires et les permissionnaires et qu'en cas de désaccord, il sera statué par le Ministre des Travaux publics, de concert avec le Ministre des Finances; elle rejette la prétention de la Société de la Scarpe inférieure, de se faire reconnaître le droit exclusif de présenter à l'administration toute demande en autorisation concernant cette rivière; elle dispose qu'il sera statué, sur les affaires de cette nature par le Préfet, suivant les formes voulues pour l'instruction des affaires de grande voirie, et que les décisions seront rendues, sauf pour les prises d'eau, sans qu'il soit nécessaire d'entendre au préalable le représentant de la Société mais, dans tous les cas, sous la réserve des droits des tiers, qui comprennent ceux des concessionnaires. Par l'effet de cette décision, l'instruction et la suite des affaires relatives à la Scarpe inférieure rentreront dans l'ordre régulier.

La Compagnie concessionnaire a aussi demandé la révision du règlement de police du 16 avril 1845, en ce sens que les niveaux des biefs seraient réglés non plus par le point d'eau d'aval des écluses, mais par le point d'eau d'amont. Une décision supérieure, du 21 janvier 1875, a rejeté cette demande.

Canal de la Deûle.—Cette voie navigable, l'une des plus importantes du territoire français, laisse peu de chose à désirer, dans la partie comprise entre Douai et l'écluse de la Barre à Lille.

(Séance dn 24).

Mais, il n'en est pas de même du reste de son cours. Le défilé des fortifications de Lille, en particulier, présente les obstacles les plus sérieux au passage des bateaux. Les radiers des barrages militaires de l'esplanade, du pont du Ramponeau et de la voûte du Petit-Paradis sont trop élevés. Le débouché de ce dernier ouvrage est insuffisant. La distance comprise entre sa tête aval et le mur de contrescarpe qui lui fait face, n'est pas assez longue pour permettre le passage des grands bateaux. Le canal contournant toutes les saillies des bastions présente des courbes trop brusques; ces diffiéultés sont encore aggravées par l'absence de chemins de halage, et par suite de moyens de traction.

M. l'Ingénieur en chef des voies navigables a proposé, pour remédier à ces inconvénients, un canal de dérivation autour de Lille; mais l'avant-projet n'ayant pas encore été transmis à M. le Préfet, et l'administration municipale de la ville de Lille, qu'il désire consulter, n'ayant pu l'examiner, le 4e bureau propose, avant de prendre aucune décision, d'attendre que cette première instruction soit terminée.

Canal de Roubaix. — M. l'Ingénieur en chef des voies navigables fait observer que l'amélioration du canal de la Deûle, dans la traversée de Lille, est une question importante pour le canal de Roubaix, puisque la Deûle lui sert de débouché.

Les travaux entrepris en vertu du décret du 1er juillet 1861 pour l'achèvement du canal de Roubaix seront complétement terminés dans quelques mois.

M. le Préfet fait observer dans son rapport que par suite de réclamations du génie militaire, sur la hauteur du bâtiment des machines d'alimentation, les parties neuves du canal de Roubaix ne pourront être terminées, dans la présente campagne, ainsi qu'on l'avait espéré, que M. l'Ingénieur en chef a exprimé l'opinion que, dans le cas même de son entier achèvement, le nouveau canal ne serait pas actuellement susceptible d'une exploitation utile, en présence de l'état défectueux des parties anciennes et il rappelle, à ce sujet les difficultés qui existent entre l'administration supérieure et la ville de Roubaix, sur la question de la remise en état de ces anciennes parties, dont elle est concessionnaire. Une décision ministérielle du 23 juillet 1874 a mis à la charge de la ville, les dépenses à faire pour la restauration du vieux canal et l'administration municipale a réclamé contre cette décision. Le Conseil général, dans sa séance du 29 octobre, a pris intérêt à cette affaire : il a pensé qu'il ne serait pas équitable de laisser à la charge exclusive de la ville des travaux dont elle ne sera pas seule à recueillir les fruits; en conséquence il a demandé au gouvernement de reprendre le canal tel qu'il se trouve, sans exiger, de la part de la ville de Roubaix, des subsides pour la mise en état de ce canal. Après avoir de nouveau examiné la question, M. le Préfet a appelé la bienveillante attention de M. le Ministre des Travaux Publics sur le vœu formulé par le Conseil général, mais il remarque qu'il y avait une certaine exagération dans les conclucions des Ingénieurs, aussi bien que dans les prétentions de la ville de Roubaix. Celle-ci ne saurait être affranchie de toute obligation pour la mise en l'état du canal, mais, d'autre part, il est certain que le canal était en mauvais état, lorsque la ville en a fait l'aquisition en 1857. L'administration municipale ne saurait être rendue responsable des fautes ou de la négligence de la Compagnie concessionnaire. Dans cette situation, M. le Préfet a proposé à M. le Ministre d'adopter une solution intermédiaire sauvegardant les intérêts de la ville de Roubaix, en laissant à sa charge la part de responsabilité qui lui revient équitablement, sans lui imposer les dépenses considérables qui lui incomberaient si les conclusions de MM. les Ingénieurs étaient appliquées dans toute leur rigueur.

Le 4e bureau a pensé que cette situation était en effet la plus équitable et engage M. le Préfet à persévérer dans cette voie et à presser la solution. Le 4e bureau regrette en outre que M. l'Ingénieur en chef ait omis de s'expliquer sur la question capitale, celle de l'alimentation du canal, et exprime le désir d'être renseigné sur ce sujet important.

La Lys. — Le trafic de cette ligne est, depuis plusieurs années, en voie de progression continue. Il est dû principalement au développement considérable que prend l'industrie dans la ville d'Armentières.

Un décret du 1er avril 1873 a autorisé l'ouverture d'une dérivation dans la ville d'Armentières. L'on s'occupe de l'expropriation et du réglement des indemnités dues aux propriétaires.

Par une délibération, en date du 14 juin 1873, le conseil municipal de Merville a demandé qu'il soit ouvert, en dehors de l'agglomération, un nouveau lit pour le passage des bateaux, l'ancien restant affecté uniquement à l'écoulement des eaux et à la desserte du commerce local. Cette combinaison se recommande par des avantages incontestables. Le tracé actuel de la rivière dans la traversée de Merville est, en effet, très-défectueux. Le 4e bureau est d'avis d'appuyer cette rectification.

Canaux d'Hazebrouck. — Le projet de dérivation de la Bourre non navigable, en aval de l'écluse du Grand-Dam, est terminé; il sera compris dans le budget de 1876, s'il a été approuvé en temps opportun. Le vœu que vous aviez émis, à ce sujet, dans les précédentes sessions, a donc reçu satisfaction.

Canal de Bourbourg. — Le projet de restauration de la ligne de Lille à Dunkerque, qui vient d'être approuvé par l'administration, mettra dorénavant cette voie navigable dans de meilleures conditions. Le plafond sera creusé jusqu'à 2 mètres en contrebas du niveau le plus bas que produisent les tirages ou les prises d'eau.

Ces travaux seront entrepris au moyen de l'avance faite à l'État par le département, conformément à la loi votée par l'Assemblée nationale le 14 juillet dernier.

Canal de la Haute-Colme. — Le canal n'a que 6 m. 00 de largeur en plafond. Le vœu émis par le Conseil général de multiplier les gares de croisement est en voie d'exécution. Une somme de 33,000 fr. est consacrée à cette utile amélioration.

Canal de la Basse-Colme. — Les améliorations réclamées pour les abords du pont d'Hondschoote, n'ont pas encore été exécutées, malgré les instances de M. le Préfet. Le 4e bureau prie M. le Préfet de les renouveler.

Canal de Bergues à Dunkerque. — Ce canal continue à être dans de bonnes conditions de navigabilité.

Canal de Dunkerque à Furnes. — Cédant aux vœux si souvent manifestés par le Conseil général, le concessionnaire vient d'adresser, à la date du 11 août 1875, à M. le Sous-Préfet de Dunkerque, la lettre suivante:

« M. le Sous-Préfet, j'ai l'honneur de vous informer que la Compagnie concessionnaire du canal de Furnes, dans son assemblée générale du 6 août dernier, a décidé que les travaux dont l'état d'indication lui a été remis le 22 juin dernier, seraient exécutés, dans le plus bref délai possible, afin de satisfaire aux conditions imposées à l'administration.

» En conséquence, M. le Sous-Préfet, j'ai l'honneur de vous informer que les travaux

de curage seront entamés, vers la fin du présent mois, et exécutés avec toute la célérité possible, au moyen d'une drague à vapeur. »

Le gérant de la Concession,

Signé : SMAGGHE.

Canal de Seclin. — M. l'Ingénieur en chef annonce, dans son rapport, que la cession pure et simple à l'État du canal de Seclin, n'a pas encore été définitivement acceptée. M. le Ministre des Travaux publics a demandé un complément de pièces qui a été fourni par la Compagnie concessionnaire.

Le 4e bureau demande que ces formalités remplies et la concession acceptée par l'État, le tirant d'eau de ce canal soit porté à 2 mètres.

AMÉLIORATION DES CANAUX.

L'Assemblée nationale a voté le 14 juillet dernier, la loi autorisant le département, avec le concours des houillères du Nord et du Pas-de-Calais, à avancer à l'État une somme de 3,500,000 fr. pour l'amélioration des canaux.

Le 4e bureau, pour compléter la somme de 1,800,000 fr. formant la part contributive du département, dans cette avance de fonds, dont partie montant à 1,440,000 fr. est portée au budget de 1875, prie le Conseil général d'inscrire au sous chapitre XIX du budget de 1876, un crédit de 360,000 fr. Cette somme serait prélevée sur le dernier cinquième du remboursement par l'État des dépenses de guerre s'élevant à 1,341,154 fr. 53 c. échéant en 1876. Cette somme serait, ainsi que celle de 1,440,000 fr., montant du crédit de 1875, versée, s'il y a lieu, à la Caisse des dépôts et consignations, au compte courant du département, jusqu'au moment où l'État serait en mesure d'en faire emploi.

Le 4e bureau prie également le Conseil général d'inscrire en recette et en dépense au budget, sous chapitre XIX, la somme de 425,000 fr. formant la seconde annuité du contingent des houillères, dans ses avances de fonds à l'État.

HALAGE.

« M. le Préfet informe le Conseil général, dans son rapport, qu'un décret portant réorganisation du service du halage par chevaux, sur les lignes navigables qui mettent Paris et le Nord de la France en communication avec la Belgique, est intervenu à la date du 19 juin dernier. MM. les Ingénieurs de la navigation adressent à M. le Préfet, leurs propositions pour l'établissement des relais et la mise en adjudication des lots. Ainsi se trouvera satisfait un vœu émis souvent par le Conseil général. »

M. le Préfet désirerait que la partie du rapport relative au canal de la Haute-Deûle ne parût pas aussi approbative du projet des ingénieurs concernant la dérivation de la Deûle dans la traversée de Lille. L'année dernière, M. le Préfet avait appelé l'attention du Conseil général sur ce sujet, et l'assemblée, sur ses observations, avait évité d'exprimer un avis avant plus ample instruction. M. l'Ingénieur en chef Bertin a préparé un projet, a manifesté l'intention de le soumettre au Gouvernement et d'engager ainsi une dépense considérable. Il est à craindre que les expressions dont s'est servi le rapport n'encouragent M. Bertin à persévérer dans cette voie. Il serait préférable d'indiquer qu'avant d'engager des projets aussi importants par les dépenses qu'ils doivent entraîner et de troubler des droits acquis comme ceux de la ville de Lille, il faudrait que la question de principe fut résolue. Il est prudent, pour le Conseil

général, de garder la réserve la plus absolue jusqu'au moment où la question aura été examinée au point de vue des droits de la ville d'abord, et ensuite au point de vue de l'utilité d'une dépense aussi considérable que celle qu'il s'agirait de mettre à la charge de l'État.

Le Rapporteur répond que le rapport propose simplement l'ajournement pour défaut d'instruction de l'affaire.

M. le Préfet croit que cette demande d'ajournement est présentée avec une nuance approbative du projet. Il fait d'ailleurs remarquer que ce n'est pas l'Ingénieur en chef, mais bien le Préfet qui a désiré consulter la ville de Lille.

Le Rapporteur dit que la question a été discutée dans le sein du 4e bureau, qui a été unanime pour demander l'ajournement de la question, sans entendre le moins du monde approuver le projet.

M. le Préfet n'insiste pas pour obtenir la modification du rapport. L'insertion au procès-verbal de l'observation qu'il vient de faire, suffira pour réserver les droits de la ville de Lille qui pourraient être compromis par la persistance de l'Ingénieur en chef.

M. Testelin fait observer que ce n'est pas pour son intérêt particulier que la ville de Lille a laissé construire le canal, mais parce qu'elle est place forte.

— Les conclusions du rapport sont approuvées ; les crédits proposés sont votés et les vœux sont émis.

M. Massiet du Biest lit le rapport qui suit :

I. — Dans la séance du 23 août, M. Trystram a déposé un vœu « tendant à ce que M. le Préfet veuille bien, à l'avenir, donner, dans ses rapports sur les services des postes et des télégraphes, les produits nets de ces services dans le département » ; le 1er bureau a pensé qu'il n'est pas opportun de donner suite à ce vœu.

M. Trystram explique que son vœu n'a d'autre but que l'application au département du principe posé par M. le Préfet à l'occasion du rapport sur le service des postes, que le bénéfice net des services monopolisés doit être consacré à l'amélioration de ces services.

M. le Préfet répond que le préopinant va trop loin dans les conséquences qu'il veut tirer d'un principe indiscutable en théorie, mais dont l'application absolue n'est pas possible. D'abord les produits du télégraphe jusqu'à présent sont restés au-dessous de la dépense faite par l'État pour ce service. En ce qui concerne les postes, il ne faut pas oublier la solidarité qui existe entre tous les départements, et qui est si complète que l'administration supérieure ne pourrait sans doute pas dire quelles sont les dépenses du service et quelles sont ses srecettes dans un département déterminé.

M. Trystram insiste sur l'utilité du vœu qu'il a proposé, et qui est en parfaite harmonie avec les paroles qu'a prononcées M. le Préfet. Il demande que M. le Préfet veuille bien, tous les ans, faire connaître au Conseil général quel est le montant des recettes et des dépenses du service postal dans le département, de façon à ce qu'on puisse en établir le produit net et, par conséquent, s'appuyer vis-à-vis de la commission du budget, comme le disait M. le Préfet, des produits réalisés dans le département, pour obtenir des améliorations qu'on n'accorderait pas à des départements moins importants que celui du Nord. Pour présenter cet argument, il faut avoir des documents que le Conseil général n'a pas eus jusqu'à présent. M. le Préfet répond qu'il serait difficile d'établir le compte du service des postes dans le département, parce que l'administration des Postes ne tient vraisemblablement pas de compte ouvert à chaque département. Si cela n'existait pas, ce serait fâcheux parce que l'administration des postes ne

pourrait pas se rendre un compte exacte de l'importance relative des divers départements, et il serait à désirer qu'elle fit en sorte d'avoir à l'avenir ces renseignements. L'honorable membre persiste donc dans sa proposition.

M. le président met aux voies la conclusion du rapport.

— Cette conclusion est approuvée et le vœu n'est pas admis.

M. Massiet du Biest lit un second rapport ainsi conçu :

Lignes télégraphiques. (4. B.)

— Le rapport de M. le Préfet donne une analyse très-complète de celui de M. l'Inspecteur des lignes télégraphiques sur la situation du service du département.

Chacun a pu en prendre connaissance, il n'est pas nécessaire d'en donner ici lecture. Le 4e bureau constatera toutefois que les plus louables efforts sont faits pour étendre et améliorer le réseau et il en adresse ses remerciements à M. l'Inspecteur.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes a renouvelé le vœu émis par lui précédemment, relatif à la réduction du tarif des dépêches pour l'étranger.

Malgré les pressantes sollicitations de M. le Préfet, aucune réponse ne lui a été donnée jusqu'à ce jour. Il croit que ce silence provient de ce que l'amélioration demandée ne peut être accordée que par voie de convention internationale.

Quel que soit le motif qu'ait l'administration de ne pas accueillir le vœu, il serait au moins à désirer qu'il en fût donné connaissance. Le département du Nord tout entier est intéressé à ce qu'une solution intervienne au plus tôt sur cette question ; il doit être mis à même de combattre, si c'est possible, les motifs invoqués pour lui refuser satisfaction.

Le 4e bureau propose de persister à appuyer le vœu émis par le Conseil d'arrondissement de Valenciennes ou de prier le gouvernement de saisir la première occasion qui se présentera de stipuler une convention internationale sur ce point.

Le Conseil d'arrondissement *d'Hazebrouck* renouvelle le vœu tendant à ce que la loi du 6 novembre 1873 reçoive une prompte application.

Un grand nombre de directeurs ou de directrices des postes sont âgés et il est difficile de leur imposer l'obligation d'apprendre la manipulation des appareils. Mais à mesure que des changements de direction se présentent, la réunion est imposée d'office. Tous les jeunes agents des postes sont tenus de se mettre au courant du service de la télégraphie. La bonne entente existe entre l'administration des postes et celle des télégraphes ; elle facilitera et assurera, pour l'avenir, la mise à exécution de la loi du 6 décembre 1873.

Un membre du Conseil a émis le vœu que les bureaux télégraphiques des stations de chemin de fer soient ouverts au public dans les communes où il n'existe pas de bureau municipal. Cette faculté existe dans les stations desservies par les Compagnies des chemins de fer d'Orléans et de l'Ouest.

Les conditions budgétaires empêchent seules de donner satisfaction à toutes les demandes qui sont adressées à l'administration. Toutefois, pour faciliter la création des bureaux nouveaux dans les communes qui se recommandent par le chiffre de leur population et l'importance de leur industrie, un arrêté ministériel du 6 novembre 1874 a autorisé l'administration des télégraphes à créer des bureaux dans les communes qui, outre la contribution proportionnelle à la longueur des lignes à établir, votent une subvention de 500 fr., représentant la valeur des appareils de transmission.

Ce moyen est, il est vrai, plus onéreux pour les communes, mais outre que la dépense n'est pas très-élevée, il offre un moyen de correspondance plus facile et plus sûr que celui

qui se ferait par les bureaux des stations de chemin de fer qui souvent sont assez éloignées des centres de population.

Cependant, malgré toute sa bonne volonté, l'administration des télégraphes ne peut établir ces lignes à mesure qu'elles sont demandées, et un très-grand nombre de communes sont obligées d'attendre pendant un assez long temps.

La réalisation du vœu dont il s'agit serait donc un grand bienfait qui permettrait d'attendre jusqu'à ce que satisfaction soit donnée aux demandes.

Aussi le 4e bureau propose-t-il d'appeler sur ce vœu la bienveillante attention du Gouvernement.

Un membre du 4e bureau a demandé que le personnel du bureau de la gare, à Lille, soit mis à même de subvenir à toutes les demandes du public. Il est arrivé fréquemment que des personnes se présentant pour envoyer des dépêches, ont été obligées d'attendre assez longtemps faute d'employés en nombre suffisant.

Le 4e bureau propose d'appuyer ce vœu.

— Ces conclusions sont adoptées et les vœux sont émis.

Sections électorales. (4e B).

M. Massiet de Biest lit un dernier rapport ainsi conçu :

Le 4e bureau a pensé que les motifs que l'on peut invoquer pour justifier le sectionnement dans les villes de formation nouvelle ou considérablement agrandies, comme Roubaix, Tourcoing et Lille ne peuvent pas s'appliquer à la ville de Valenciennes.

Cette ville, en effet, n'a subi depuis longtemps aucune transformation, aucune agglomération nouvelle n'est venue s'y joindre.

Le 4e bureau a été d'avis qu'il n'était pas nécessaire, dans ces circonstances, de lui appliquer le sectionnement proposé.

Il propose, en conséquence, d'approuver le tableau de sectionnement présenté par M. le Préfet, sauf en ce qui concerne la ville de Valenciennes, pour laquelle il prie le Conseil de maintenir le scrutin de liste.

— Sur la demande de M. **Delcporte-Bayart**, la délibération sur ce rapport est ajournée.

Tramways suburbains. — Vœu.

M. le comte d'Hespel dépose un projet de vœu ainsi conçu :

Le Conseil général émet un vœu pour la prompte exécution des lignes de tramways suivantes ;

1° de Lille à Loos et Haubourdin en empruntant la route nrtionale N° 41 ;

2° de Lille à Hellemmes par Fives en empruntant la route nationale N° 41 ;

3° de Lille à Roubaix par Saint-Maurice et Mons-en-Barœul en empruntant la route départementale N° 14 ;

4° de Lille à la Madeleine et Marcq-en-Barœul en empruntant la route nationale N° 17 et la route départementale N° 22 ;

5° de Lille à Lomme en empruntant la route nationale N° 42.

M. Roussel-Defontaine croit que la question a déjà été traitée. En principe, ce n'est pas le département qui concède les lignes de tramways, ou les subventionne. C'est le Gouvernement qui accorde les concessions et c'est à la commune à prendre l'initiative. Telle est la jurisprudence actuelle.

M. le Préfet répond que cette jurisprudence n'empêche pas que le vœu proposé par M. le comte d'Hespel ne puisse être admis: il demande que les communes et le Gouvernement s'entendent pour arriver à l'exécution la plus prompte possible des lignes de tramways.

M. le comte d'Hespel dit que le vœu ne s'adresse pas au département. Une Compagnie est en instance auprès du Gouvernement pour obtenir la concession. Le vœu a pour objet de hâter autant que possible la solution de l'affaire.

— Le renvoi au 5e bureau est prononcé.

M. Desmoutiers lit le rapport suivant :

Colonies agricoles de jeunes détenus. (4. B.).

—« Par suite de difficulté srelatives au renouvellement du bail d'une partie des terres occupées par la colonie agricole de Saint-Bernard, M. le Préfet a, conformément aux instructions d M. le Ministre de l'Intérieur, fait appel à l'initiative privée en vue d'arriver à la formation, dans le département du Nord, d'une ou de plusieurs colonies agricoles destinées à recevoir les jeunes détenus du Nord de la France.

Aucune offre ni demande ne lui a été remise. M. le Ministre a pensé que MM. les membres du Conseil général pourraient donner à l'administration de très-utiles renseignements sur la question.

Le 4e bureau propose de donner acte à M. le Préfet, de sa communication ; il est d'avis d'ajourner la question et de la remettre au mois d'avril pour donner aux membres du Conseil général le temps de prendre des renseignements sur cette affaire. »

— Approuvé.

Animaux reproducteurs des races chevaline et bovine. (4. B.)

— « **M. Boulangé** présente un rapport sur une proposition du comice agricole de Lille, tendant à ce que la saillie des juments et des vaches ne soit autorisée qu'autant que les étalons et taureaux reproducteurs auront été approuvés par une commission instituée à cet effet dans chaque canton ou arrondissement.

« Le 4e bureau est d'avis d'ajourner l'examen de la proposition jusqu'à communication de l'étude ordonnée par M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, le fond restant complètement réservé. »

— Adopté.

M. Merlin donne lecture des deux rapports ci-après :

Chemin d'intérêt commun N° 93, de Seclin à Haubourdin. — Redressement. au territoire de Noyelles. (5. B)

I. — « Dans le rapport sur la situation générale des chemins d'intérêt commun, le rapporteur a signalé au Conseil général le retard apporté dans la construction du chemin d'intérêt commun N° 93, au territoire de Noyelles ; mais il annonçait, en même temps, que les difficultés, causes de retard, étaient sur le point d'être aplanies.

Il résulte, en effet, d'une communication faite au Conseil général par M. le Préfet, et d'un dossier dont l'examen a été renvoyé au 5e bureau, que le commissaire de l'enquête, la Commission syndicale, les Agents-voyers et le Conseil municipal de Noyelles ont adopté, de commun accord, le tracé qui atteint, d'un côté, les terrains communaux, les bâtiments et murs de cloture du presbytère et du cimetière, ainsi que quelques propriétés particulières non bâties, de l'autre côté, les immeubles Chivorez, Libert et Dubar ; que l'autorité diocésaine a donné son adhésion, en ce qui concerne le presbytère. D'après les conventions intervenues, les acquisitions du côté du presbytère et du cimetière seraient réalisées immédiatement ; la commune de Noyelles recevrait, sur les fonds du chemin, une indemnité de 2,940 fr. représentant, suivant devis de M. l'architecte Pennequin, les frais de démolition et de reconstruction de ses bâtiments et murs de clôture. Les acquisitions à faire sur l'autre côté du chemin seraient réalisées ultérieurement par voie d'alignement, et l'ajournement ne comporterait pas d'inconvénients sérieux ; car les propriétés auxquelles il s'appliquerait ne sont que faiblement atteintes par le nouvel alignement.

Ces solutions paraissant avantageuses, le 5e bureau, d'accord avec M. le Préfet, propose de les approuver, et de décider en conséquence, par application de la loi du 10 août 1871, art. 46 § 7, que le chemin sera établi, au territoire de Noyelles, dans les conditions convenues, conformément au tracé rouge du plan annexé au dossier. »

— Approuvé.

Chemins d'intérêt commun. — Contingents communaux pour 1876. (5. B.)

II. — « M. le Préfet soumet au Conseil général, en exécution de l'art 46, § 7 de la loi du 10 août 1871, les états de répartition des contingents communaux présentés par MM. les Agents-voyers pour les dépenses des chemins d'intérêt commun en 1876.

Les Conseils d'arrondissements approuvent ces états de répartition. Aucune réclamation n'est produite.

Le Conseil d'arrondissement de Cambrai, cependant, fait une observation: sur la demande de la commune de Clary, il émet le vœu qu'une nouvelle répartition du contingent d'entretien, concernant le chemin N° 29, de Clary à Troisvilles, soit faite, attendue que la commune de Clary use d'un parcours moins long, depuis l'établissement de la gare de Bertry. Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes fait également remarquer que la commune de Frasnoy devrait être exonérée de tout concours relatif au chemin N° 38, en reportant le contingent de cette commune sur celle de Locquignol, représentée par l'administration forestière. Ces vœux, le rapporteur s'en est assuré, n'ont jusqu'à présent été suivis d'aucune instruction.

Le 5e bureau propose de fixer les contingents communaux tels qu'ils sont proposés par MM. les Agents-voyers et admis par les Conseils d'arrondissements et de recommander à l'attention de M. le Préfet les vœux ci-dessus énoncés du Conseil d'arrondissement de Cambrai et du Conseil d'arrondissement d'Avesnes. »

— Conclusion approuvée.

Carte du Nord de la France. (5.b.)

M. Mailliet fait les deux rapports qui suivent :

I. — « M. le Préfet soumet au Conseil général une lettre par laquelle M. Ternant, Agent-voyer principal à Dunkerque, demande une subvention ou une souscription du département pour la publication d'une carte du nord de la France dont il est l'auteur.

Le 5e bureau voulant donner à M. Ternaut un témoignage de satisfaction pour le travail qu'il a exécuté, propose le vote d'un crédit de 1,000 fr. pour l'achat de 100 exemplaires à 10 fr. de la carte dont il s'agit. »

— Le crédit est voté.

Routes nationales. — Plaques indicatrices. (5.b.)

II. — « Le Conseil a renvoyé au 5e bureau un vœu de M. Trystram, tendant à ce que l'administration fasse disparaître le mot *impériale* des plaques indicatrices des routes nationales.

Le 5e bureau n'a pas vu dans cette formule la matière d'un vœu, mais tout simplement d'un appel adressé au chef de l'administration pour que, le cas échéant, il prenne les mesures nécessaires pour donner satisfaction à M. Trystram, en prévenant l'Ingénieur en chef des ponts-et-chaussées que ce mot *impériale* peut déplaire à certaines personnes et qu'il y aurait lieu de le supprimer.

M. le Préfet fait remarquer que la mesure demandée n'est pas du ressort de l'administration départementale, puisqu'il s'agit des routes nationales. »

— La conclusion du bureau est adoptée.

(Séance du 24).

Chemins de fer. (5. B.)

M. Legrand (de Valenciennes) donne lecture d'un rapport ainsi conçu :

— « Les rapports de M. le Préfet et des ingénieurs vous ont renseignés sur la situation des chemins de fer exploités et sur l'état d'avancement des lignes en construction.

Ainsi que vous avez pu vous en rendre compte, un certain nombre de questions intéressant nos voies ferrées ont reçu depuis notre dernière session une solution conforme aux vœux du Conseil général.

Les lignes de Cambrai à Douai et d'Aubigny-au-Bac à Somain et Abscon ont été concédées à la Compagnie de Picardie et Flandres par une loi du 6 juillet dernier. Une autre loi du 2 août a concédé à la Compagnie du Nord la ligne de Douai à Orchies et d'Orchies vers la frontière.

Ainsi se trouve résolue une des questions qui depuis quelques années avaient le plus occupé le Conseil général. Il ne nous reste qu'à émettre le vœu que ces lignes soient entreprises e terminées le plus promptement possible.

D'autre part, une nouvelle ligne, celle de Saint-Amand à Blanc-Misseron, a été livrée à l'exploitation. Mais les trains s'arrêtent actuellement à Blanc-Misseron. La Compagnie du Nord refuse de leur livrer passage sur ses rails et de leur permettre d'arriver en Belgique jusqu'à Quiévrain où l'Etat Belge serait disposé à les recevoir. Il n'est pas douteux que la possibilité de pénétrer en Belgique ne soit entrée dans les intentions du Gouvernement lorsqu'il a concédé cette ligne; c'est, en effet, à raison de son caractère international qu'il l'a revendiquée comme d'intérêt général.

Aux termes de l'article 61 du cahier des charges, c'est un droit pour les compagnies concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement, de faire circuler leurs voitures sur les lignes préexistantes; dans le cas, où les diverses compagnies ne pourraient s'entendre, c'est le gouvernement qui statue. Or, dans l'espèce, la question est soumise à M. le Ministre des Travaux publics depuis le mois d'avril dernier et aucune réponse n'a encore été donnée.

Votre 5e bureau vous propose d'émettre le vœu qu'une situation aussi anormale et aussi criante ne se prolonge pas plus longtemps et d'inviter formellement M. le Ministre des Travaux publics à user de ses droits pour contraindre la Compagnie du Nord à livrer passage jusqu'à Quiévrain à la Compagnie de Lille à Valenciennes.

L'ouverture d'autres lignes encore nous est promise pour des dates prochaines.

D'une façon générale, votre 5e bureau vous propose d'émettre le vœu que tous les travaux de chemins de fer soient menés avec toute la célérité possible, de façon à ce que le pays soit mis rapidement en jouissance des moyens de transport qu'il attend avec une si légitime impatience.

A ce point de vue, et sans entrer dans tous les détails, votre 5e bureau a été frappé de ce fait grave que certaines concessions de chemins de fer approchent du terme de leur exécution et que quelques-unes l'ont même déjà franchi, sans que les lignes soient terminées. C'est ainsi que la ligne de Cambrai à Dour, concédée à la Compagnie du Nord par une loi du 15 juin 1872 avec un délai d'exécution de trois ans, les lignes de Lille à Comines et de Tourcoing à Menin, concédées le 22 mai 1869, avec un délai de six ans, ne sont pas encore achevées. Le Conseil général ne saurait admettre que les délais impartis et les sanctions attachées à leur inobservation soient purement comminatoires. La date d'expiration des délais représente un terme *maximum*, dont les Compagnies ont sans doute le droit d'user, mais qu'elles doivent tendre à abréger dans la mesure du possible, et qu'en tous cas elles ne doivent point excéder. Il y a pour elles une obligation légale, stricte et absolue, à ne point les dépasser. Il est trop facile de

trouver des explications pour pallier les retards. Mais si, dès le début d'une concession, le temps était tout de suite diligemment employé, les lignes seraient exécutées au jour convenu. Le Conseil général a gardé le souvenir des lenteurs abusives qui ont signalé l'interminable construction de la ligne de Valenciennes à Aulnoye. Il ne faudrait pas que de pareils abus se reproduisissent. En ce qui concerne les lignes d'intérêt local, le département du Nord est bien décidé à faire respecter les termes inscrits dans les conventions. En ce qui concerne les lignes d'intérêt général, votre 5e bureau vous propose d'inviter le Gouvernement à user de tous ses droits pour assurer l'achèvement immédiat des lignes qui devraient déjà être construites.

Pour ce qui est de la ligne de Cambrai à Dour, l'une des deux sections, celle de Cambrai au Quesnoy, étant beaucoup plus avancée que la seconde, pourrait toujours être livrée à l'exploitation, pendant que la Compagnie du Nord ferait diligence pour l'ouverture prochaine de la partie comprise entre le Quesnoy et la frontière.

Une autre ligne dont le 5e bureau a jugé utile de faire une mention spéciale est celle de Somain à Tourcoing. Il est de l'intérêt des populations et de la Compagnie elle-même que la section d'Orchies à Tourcoing soit promptement achevée, de façon à ce que les centres de production de la houille soient mis en relations directes avec les centres consommateurs de Roubaix et de Tourcoing.

Des intérêts non moins importants réclament la prochaine ouverture de la ligne de Saint-Amand à Tournai.

La Compagnie du Nord-Est a demandé à M. le Ministre des Travaux publics la concession de l'embranchement de Trélon à Fourmies, aux mêmes conditions que les autres lignes de son réseau, c'est-à-dire avec la garantie de l'Etat et du département. M. le Ministre a répondu à la Compagnie qu'il était disposé à donner suite à sa demande en concession, mais à la condition qu'elle renoncerait pour cet embranchement à toute garantie d'intérêt de la part de l'Etat et du département. La Compaginie a exprimé néanmoins l'espoir que le département ne lui retirerait pas sa garantie, mais il n'a pas paru possible à votre 5e bureau d'entrer dans cette voie. Nous vous proposons de décider que, pas plus que l'Etat, le département n'entend accorder sa garantie d'intérêt à l'embranchement de Trélon à Fourmies.

Parmi les lignes d'intérêt local, deux seulement sont en construction : celle d'Epehi à Cambrai, et celle de Valenciennes à Douzies, et encore les travaux n'avancent-ils pas avec une rapidité suffisante. Les autres lignes, savoir celles d'Hazebrouck à Templeuve par Don, Don à la limite du Pas-de-Calais vers Hénin-Liétard, Artres à Denain, Denain à Saint-Amand, Lourches à la ligne d'Artres à Denain, de Bapaume à Marcoing, ne sont pas encore commencées. Elles sont toujours dans la période des études préparatoires, et pourtant le décret déclaratif d'utilité publique date déjà, pour les cinq premières de ces lignes, du 13 janvier 1874. C'est de cette date que court le délai d'exécution de cinq années. Votre 5e bureau regrette de ne pas voir cette exécution plus avancée et, sous la réserve la plus expresse de tous les droits du département, il vous propose d'inviter les concessionnaires à entreprendre et à achever leurs travaux le plus tôt et le plus rapidement possible.

L'embranchement de St-Waast-là-Haut à la ligne de Valenciennes à Douzies a été déclaré d'utilité publique par décret du 8 mai dernier. Les décrets déclaratifs n'ont pas encore été émis en ce qui concerne l'embranchement de Marcoing à Masnières, les lignes de Maubeuge à la limite de l'Aisne, de Fenain à Escaudain, d'Armentières à Roubaix-Tourcoing.

(Séance du 24).

Pour la ligne de Maubeuge à la limite de l'Aisne, le retard est venu d'une exigence de M. le Ministre de la Guerre qui n'autorise l'établissement du chemin que jusqu'à Solre-le-Château, avec embranchement sur Sars-Poteries. Les Compagnies concessionnaires ayant accepté une modification de la concession dans ce sens, rien ne s'oppose plus désormais à la prompte émission du décret.

L'embranchement de Marcoing à Masnières a été concédé le 28 août 1873. Toutes les formalités sont accomplies. Votre 5e bureau ne s'explique pas le retard apporté à l'émission du décret d'utilité publique, lequel est vivement réclamé par les populations intéressées.

Il en est de même de la ligne de Fenain à Escaudain, et à plus forte raison encore, de la ligne d'Armentières à Roubaix-Tourcoing, concédée à M. Dathis depuis trois ans.

Votre 5e bureau vous propose de rappeler ces différentes affaires à la diligence des concessionnaires et à la sollicitude de M. le Ministre des Travaux publics et de réclamer la prompte sortie des décrets déclaratifs d'utilité publique. Les différentes administrations paraissent retenir les dossiers au-delà des nécessités d'une étude complète. Certains concessionnaires, de leur côté, n'ont peut-être pas fait tout leur possible pour aboutir à des solutions plus promptes.

Dans ses conventions avec les différents concessionnaires, le département leur a interdit de céder leurs concessions sans l'autorisation du Conseil général. M. de Carpentier sollicite cette autorisation en ce qui concerne le chemin de fer d'intérêt local de Valenciennes à Douzies et l'embranchement de Saint-Waast-la-Haut. Il demande à pouvoir transférer ladite concession à la Compagnie de Lille à Valenciennes. Cette Compagnie, de son côté, a écrit à M. le Préfet pour lui annoncer qu'elle acceptait cette rétrocession, ainsi que toutes les charges et obligations contractées par M. de Carpentier envers le département.

Déjà, suivant délibération du 24 octobre 1874, vous avez autorisé l'exploitation par la Compagnie de Lille à Valenciennes des lignes concédées à la Compagnie de Carpentier, mais sous la réserve que ce traité ne constituerait qu'un bail à ferme, et que M. de Carpentier et tous les autres demandeurs primitifs en concession continueraient à rester solidairement tenus de toutes les obligations résultant tant des traités de concessions que du cahier des charges. Aujourd'hui, c'est la concession même qu'on vous demande de pouvoir transférer à la Compagnie de Lille à Valenciennes. Cette rétrocession nous a paru susceptible d'être approuvée, à la condition expresse qu'en apportant au département l'obligation additionnelle de la Compagnie de Lille à Valenciennes, elle laissera subsister toutes les obligations quelconques, contractées en face du département, non-seulement par M. de Carpentier, mais aussi par tous ceux qui, au même titre que lui et solidairement avec lui, ont demandé et obtenu les concessions dont il s'agit. Dans ces conditions, le département ne perd aucune des garanties qu'il possédait; il ne fait qu'en obtenir de nouvelles.

Votre 5e bureau a donc l'honneur de vous proposer d'autoriser la cession de la ligne de Maubeuge à Douzies et de l'embranchement de Saint-Waast-la-Haut à la Compagnie de Lille à Valenciennes, mais sous la réserve expresse que, non-seulement la Compagnie cessionnaire, mais aussi les cédants, c'est-à-dire M. de Carpentier et tous les demandeurs primitifs en concession, resteront solidairement garants et responsables vis-à-vis du département de toutes les obligations quelconques résultant des conventions.

La ligne d'Haubourdin à Saint-André avait été concédée par vous, comme ligne d'intérêt local, à la Compagnie de Lille à Valenciennes. Mais, par la lettre du 12 mai dernier, M. le

Ministre des Travaux publics a annoncé l'intention de la concéder à la même Compagnie, à titre de ligne d'intérêt général. La Compagnie a accepté cette modification du caractère du chemin. Votre 5e bureau propose au Conseil général d'accepter, lui aussi, cette transformation, mais dans l'espoir que cette évolution, comme dit M. le Préfet en son rapport, sera la dernière et que la Compagnie sera mise, sans plus de retard, en situation de commencer les travaux.

Il semble malheureusement que certaines lignes n'aient été revendiquées comme d'intérêt général que pour permettre au Gouvernement d'en reculer indéfiniment et systématiquement la concession. Nous voulons parler des lignes de Valenciennes au Câteau et de Lens à Armentières. M. le Préfet se borne à vous dire en son rapport, que la question de ces lignes est restée dans le même état et qu'aucune communication nouvelle ne lui a été faite en ce qui les concerne. Le Conseil général ne peut se contenter d'un renseignement aussi sommaire et aussi peu satisaisant. Nous avons lieu de nous étonner de retrouver dans le *statu quo* une question qui devrait être depuis si longtemps résolue. Nous avons le devoir de nous inquiéter de ne recevoir aucune communication, alors que des délibérations solennelles, renouvelées encore à la dernière session, ont été adressées à M. le Président de la République, à M. le Vice-Président du Conseil et à M. le Ministre des Travaux publics.

Vous vous rappelez que dans la séance du 8 avril 1875 vous avez transmis à ces hautes autorités le vœu formel, pressant et énergique que le Gouvernement veuille bien, dès la rentrée de l'Assemblée nationale, la saisir du projet de loi portant concession des lignes de Lens à Armentières et de Valenciennes au Câteau et demander l'urgence pour ledit projet de loi.

N'est-il pas décourageant d'avoir à constater que rien depuis lors n'a été fait, *absolument* rien?

N'est-il pas fastidieux d'avoir à recommencer à chaque session les mêmes doléances, toujours infructueuses et qui ne paraissent même plus être entendues? Quand il s'est agi de concéder à la Compagnie du Nord le tronçon de Douai à Orchies, la concession a été improvisée et votée en quelques jours avec une célérité louable? Pourquoi réserver aux grandes Compagnies le bénéfice des solutions rapides?

De quoi s'agit-il pourtant ici? Il s'agit d'obtenir l'exécution d'un engagement pris par MM. les Ministre de la Guerre et des Travaux publics et cautionné en quelque sorte par M. le Président de la République lui-même, lors de son voyage à Lille. Vous savez en effet qu'à la suite de ce voyage, il a été formellement entendu, solennellement convenu que, moyennant une subvention d'un million, à donner par les demandeurs en concession, la ligne de Valenciennes au Câteau et à Saint-Erme serait concédée à la Compagnie de Lille-Valenciennes. En dehors de l'intérêt des populations industrieuses que cette ligne est appelée à desservir, la concession dont il s'agit présente encore, à un point de vue plus général, un intérêt plus considérable.

L'obtention de cette concession est la condition *sine qua non* des propositions qui vous ont été faites par la Compagnie de Lille-Valenciennes, propositions qui, entre autres avantages capitaux, aurait celui de sublever l'Etat et le département de la garantie d'intérêt promise au Nord-Est. Or, la Compagnie de Lille-Valenciennes vient de déclarer à la Compagnie du Nord-Est que si leur traité d'exploitation n'était pas approuvé pour le 31 décembre 1875, elle n'en-

tendait pas y donner suite. En n'approuvant pas ce traité et en tardant à exécuter sa promesse de concéder la ligne de Valenciennes au Cateau, M. le Ministre des Travaux publics ferait donc perdre non seulement au département, mais aussi à l'Etat le bénéfice des propositions de la Compagnie de Lille-Valenciennes ; il exposerait à la fois les finances nationales et départementales à voir peser sur elles une lourde garantie d'intérêt. Nous ne pouvons croire qu'il accepte plus longtemps une pareille responsabilité. Une des considérations émises le plus fréquemment en faveur des grandes Compagnies était la crainte de voir obérer le Trésor public par la garantie d'intérêt; or, il se trouve qu'ici cette considération, qu'on trouvait si probante, milite en faveur d'une petite Compagnie. Nous nous refusons à admettre que M. le Ministre veuille sacrifier aux grandes Compagnies non seulement les Compagnies secondaires, mais aussi les intérêts des départements et ceux mêmes du Trésor public.

Votre 5e bureau est convaincu qu'il suffira de rappeler cette affaire à M. le Ministre des Travaux publics et que ce haut fonctionnaire comprendra qu'il y aurait un véritable déni de justice, un oubli des promesses les plus solennelles ; un abandon complet de l'intérêt public, à retarder plus longtemps la concession impatiemment attendue des lignes revendiquées par l'Etat comme d'intérêt général et notamment de la ligne de Valenciennes au Cateau.

Par tous ces motifs, et s'en référant d'ailleurs aux autres motifs contenus dans ses délibérations précédentes, votre 5e bureau vous propose de renouveler itérativement les vœux émis dans votre session d'avril dernier, en ce qui concerne les deux lignes de Lens à Armentières et de Valenciennes au Cateau, et de recommander tout spécialement à M. le Préfet de poursuivre, aussi vigoureusement et aussi rapidement que possible, près des autorités compétentes, l'approbation du traité proposé par la Compagnie de Lille-Valenciennes et la concession à cette Compagnie des lignes qui lui manquent encore.

A propos de la convention proposée par la Compagnie de Lille-Valenciennes et acceptée par vous dans votre séance du 17 avril, une difficulté s'est élevée sur l'interprétation d'une des réserves mises par le Conseil général à l'approbation du traité d'exploitation intervenu entre cette Compagnie et celle du Nord-Est. Cette réserve, qui porte le No 5, est ainsi conçue : « Dans le cas où la Compagnie de Lille-Valenciennes n'obtiendrait pas l'intégralité de son réseau, la convention provisoire serait considérée comme nulle et non-avenue, ou rendue définitive au choix du département. » La Compagnie avait cru remarquer une contradiction entre cette disposition et celles qui précèdent. A la suite d'un échange de correspondances, qui se trouvent au dossier, l'entente s'est établie sur le sens à attacher à cette clause. Il a été expliqué à la Compagnie que cette clause devait être traduite ainsi : « Dans le cas où la Compagnie de Lille à Valenciennes n'obtiendrait pas l'intégralité de son réseau, la convention provisoire serait considérée comme nulle et non-avenue. Toutefois, si les Compagnies entendaient néanmoins la maintenir, le département aurait le droit d'y renoncer ou de la rendre définitive.» La Compagnie de Lille-Valenciennes ayant exprimé le désir que le Conseil général, qui peut seul dire avec certitude quelle a été sa pensée, fût appelé à se prononcer, votre 5e bureau vous propose de donner votre approbation à l'interprétation qui précède.

En ce qui concerne la garantie d'intérêt due au Nord-Est par l'Etat et le département, M. le Ministre des Travaux publics demande l'avis du Conseil général sur un projet de décret déterminant les formes, suivant lesquelles la Compagnie du Nord-Est sera tenue de faire les justifi-

cations prescrites par la convention du 22 mai 1869 pour l'application de la garantie d'intérêt. Soumis à la section des Travaux publics, de l'Agriculture, du Commerce et des Affaires étrangères, ce projet a été adopté par elle moyennant quelques modifications. Il dépend du Gouvernement. (Le 5e bureau saisit cette occasion de le lui rappeler de nouveau) que ni l'Etat ni le département n'aient rien à payer au Nord-Est du chef de la garantie d'intérêt. Il suffit pour cela d'accorder à la Compagnie de Lille-Valenciennes l'ensemble de son réseau et d'approuver sans retard son traité d'exploitation avec le Nord-Est. Si par suite du veto du Gouvernement, le département venait à perdre à la fois le bénéfice du complément de son réseau et l'allégement de la garantie d'intérêt, ne pourrions-nous pas être fondés, en équité au moins, à nous retourner contre l'Etat et à lui réclamer la compensation du préjudice causé? Pour le cas où la garantie d'intérêt aurait à s'exercer, votre 5e bureau vous propose de donner votre approbation au projet de décret qui vous est soumis.

Dans votre séance du 28 août 1873, vous avez décidé définitivement qu'il y avait lieu de construire un chemin de fer reliant la station d'Orchies à celle de Carvin, et la Compagnie de Lille-Valenciennes a accepté l'obligation d'exécuter cette ligne pour le cas où le point d'attache de la ligne se dirigeant vers Seclin serait fixé à Templeuve. Cette condition étant aujourd'hui réalisée, la Compagnie se trouve tenue de construire le chemin de fer d'Orchies à Carvin. Elle vient, en conséquence, de produire, à la date du 18 août, l'avant-projet de cette ligne.

Le tracé de la Compagnie diffère quelque peu de celui qui avait été présenté le 3 avril 1872 par un groupe d'industriels de la région à desservir. Partant de la gare d'Orchies, il passe au sud d'Auchy, de Bersée, de Mons-en-Pevèle et de Thumeries et se dirige presque en ligne droite vers la gare de Carvin. La ligne n'a qu'une longueur de 17,853 mètres; elle est projetée à simple voie; les plans de la Compagnie ne comportent que deux stations, à Bersée et à Mons-en-Pévèle. L'exploitation aurait lieu conformément au cahier des charges annexé au décret du 11 juillet 1864 portant concession du chemin de Lille à Valenciennes

M. l'Ingénieur en chef Raillard, à qui l'avant-projet a été soumis, présente dans son rapport plusieurs observations.

Sa première remarque porte sur ce fait que la ligne est projetée à simple voie. Mais, comme il le rappelle lui-même, il existe déjà sur ce point deux précédents, l'un relatif à l'embranchement de Marcoing à Masnières; l'autre relatif à la ligne de Bapaume à Marcoing. Il semble bien, du reste, qu'une seule voie permettra de desservir convenablement les localités traversées et que l'obligation d'une double voie n'aurait d'autre résultat que d'augmenter inutilement les dépenses de la Compagnie.

M. l'Ingénieur en chef croit donc que l'on peut autoriser cette dérogation au cahier des charges, mais sous la condition que la Compagnie la reconnaîtra en se prêtant à diverses améliorations que son avant projet paraît réclamer.

L'une de ces améliorations consiste à se rapprocher davantage d'Auchy et de Thumeries, et à doter ces communes de deux stations. L'avant-projet des industriels prévoyait quatre stations entre Orchies et Carvin, à Auchy, Bersée, Mons-en-Pévèle et Thumeries. Celui de la Compagnie n'en conserve que deux, chiffre peut-être insuffisant dans l'intérêt des industries à desservir et par suite dans l'intérêt de la Compagnie elle-même.

Quant au profil de la ligne, M. l'Ingénieur en chef relève et critique des déclivités de dix, douze, quatorze et même seize millimètres par mètre qu'il ne saurait approuver dans une région aussi peu mouvementée. Il propose de les éviter au moyen de quelques inflexions de tracé et d'une légère augmentation de terrassements qui, dit-il, ne sauraient engager la Compagnie dans de trop fortes dépenses, eu égard à l'amélioration qu'en retirera l'exploitation.

Adoptant ces considérations et ces motifs, votre 5e bureau vous propose d'autoriser et d'inviter M. le Préfet à concéder à la Compagnie de Lille-Valenciennes la construction et l'exploitation d'un chemin de fer d'intérêt local à simple voie d'Orchies à Carvin, suivant un tracé passant par ou près Auchy, Bersée, Mons-en-Pévèle et Thumeries, à la condition que la Compagnie modifiera son projet de manière à rapprocher sa ligne d'Auchy et de Thumeries, qui devront être desservis chacun par une station spéciale ou au moins une halte, et à réduire les déclivités du profil en long au-dessous du minimum de dix millimètres par mètre.

Le rapport de M. le Préfet vous a fait connaître la suite donnée à plusieurs des vœux émis par le Conseil général dans ses précédentes sessions.

D'accord avec le Conseil d'arrondissement d'Avesnes, vous aviez demandé la création d'un train mixte partant d'Hirson à 4 heures 40 du matin et arrivant à Aulnoye à 6 heures 05 pour correspondre avec le train-poste international N° 16 sur Paris, qui devrait s'arrêter à Aulnoye. Le service du contrôle est d'avis que la demande n'est pas justifiée; il se fonde sur un relevé d'où il résulterait que les cinq gares de Dompierre, Avesnes, Sains, Fourmies et Anor ont, pendant l'année 1874, fourni à destination de St-Quentin, Amiens et Paris moins de deux voyageurs de 1re classe par jour. D'après des renseignements donnés à votre 5e bureau, le fait relevé et objecté par le contrôle ne prouverait pas qu'il n'y a point de besoins sérieux à satisfaire dans les cinq gares sus-désignées; il s'expliquerait par la raison que les voyageurs, venant de ces cinq stations, sont forcés d'aller prendre à Busigny leurs billets à destination de Paris. En avançant de quelques minutes le train qui part de Valenciennes pour Aulnoye à 5 heures 40, la Compagnie permettrait également aux voyageurs venant de cette direction de profiter de l'arrêt du train N° 16 et trouverait là encore un contingent de voyageurs. Dans ces circonstances, votre 5e bureau vous propose de renouveler le vœu déjà émis.

Le Conseil général a demandé la distribution de billets d'aller et retour entre toutes les gares de l'arrondissement d'Avesnes. La Compagnie du Nord répond qu'elle ne délivre en général de billets d'aller et retour que pour faciliter les relations des localités avec les chefs-lieux de département ou d'arrondissement, et encore lorsque les relations donnent lieu à un mouvement annuel d'au moins 10,000 voyageurs dans les deux sens. Elle s'est déclarée disposée à créer, en conséquence, des billets d'aller et retour : 1° entre Avesnes et Aulnoye ; 2° entre Avesnes et Dompierre, ces deux stations remplissant seules cette double condition. Les conditions auxquelles la Compagnie du Nord subordonne l'établissement des billets d'aller et retour ont semblé à votre 5e bureau trop restrictives. Mais, en les admettant même comme bases, votre 5e bureau se demande s'il n'existe pas, dans l'arrondissement d'Avesnes et plus généralement dans l'ensemble du département, d'autres stations remplissant les mêmes conditions et ayant droit aux mêmes avantages.

Votre 5e bureau vous propose d'appeler sur ce point l'attention du service du contrôle et de lui demander sur cette question une étude s'appliquant à l'ensemble du département.

Vous avez appuyé plusieurs fois des vœux tendant à ce que la Compagnie du Nord délivre,

des principales stations du département, des billets d'aller et retour à prix réduit pour Paris, valables pendant quatre jours. La Compagnie du Nord a refusé de rétablir jusqu'ici ces billets qui ont existé de 1867 à 1869. Il est fâcheux que cette Compagnie ne comprenne pas mieux qu'en multipliant les facilités des voyages, elle en répandrait le goût et l'habitude et augmenterait ainsi, dans un temps donné, la source de ses bénéfices, tout en desservant mieux les intérêts du public.

Votre 5e bureau vous propose de persister dans le vœu déjà émis, qui est renouvelé, cette année encore, par les différents Conseils d'arrondissement.

La ville de Valenciennes, appuyée par le Conseil général, a demandé une halte sur l'Esplanade de cette ville, à la fois à la Compagnie du Nord et à la Compagnie de Valenciennes à Douzies. M. le Préfet communique au Conseil un rapport par lequel la Compagnie du Nord refuse de donner satisfaction au vœu de Valenciennes. M. le Préfet ajoute que MM. les Ingénieurs du contrôle des chemins de fer d'intérêt local signalent les difficultés et les inconvénients de la halte, également demandée sur l'Esplanade à la Compagnie de Valenciennes à Douzies. Sur ce dernier point, le compte-rendu de M. le Préfet est inexact. M. l'Ingénieur ordinaire affirme, au contraire, dans son rapport, dont les conclusions sont adoptées par M. l'Ingénieur en chef, que le projet adopté par le Conseil municipal de Valenciennes, dans sa séance du 5 juin dernier, paraît parfaitement réalisable et ne peut rencontrer de résistance sérieuse de la part des Compagnies ou des services publics intéressés. Ce projet consiste à faire établir une halte par la Compagnie de Valenciennes à Douzies, le long d'une voie nouvelle projetée sur l'Esplanade et s'embranchant sur la ligne du Nord, à l'entrée et à la sortie de l'Esplanade. La Compagnie de Valenciennes à Douzies n'est pas fondée à soutenir que la demande de la ville de Valenciennes a déjà été rejetée, car la demande qui a été repoussée tendait à obtenir une halte établie par la Compagnie du Nord ou sur ses rails. Il s'agit aujourd'hui d'une tout autre demande.

Par ces motifs, votre 5e bureau vous propose d'inviter la Compagnie de Valenciennes à Douzies à présenter un projet de halte à établir sur l'Esplanade de Valenciennes, dans les conditions de la délibération du Conseil municipal de cette ville.

Le Conseil général avait demandé une passerelle pour piétons et une gare couverte à Somain. MM. les Ingénieurs expliquent dans un rapport que, par suite de travaux de remaniement exécutés dans la gare de Somain, le passage à niveau de la route départementale N° 4 se trouve très-notablement dégagé et que dès-lors la passerelle n'aurait, pour le moment, aucune utilité réelle. Mais le relevé sur lequel s'appuie le contrôle a été sérieusement contesté près du 5e bureau. On nous assure qu'il passe par jour 51 trains de voyageurs à l'endroit dont il s'agit, et que les interceptions sont plus fréquentes et plus préjudiciables que ne le pensent MM. les Ingénieurs. En présence de ces faits, votre 5e bureau vous propose de demander une nouvelle étude de la question et la vérification des renseignements fournis par la Compagnie du Nord. Quant à la gare couverte, la Compagnie du Nord se dispose à donner satisfaction au vœu du Conseil général, en établissant sur chacun des quais un abri de longueur égale à celle du bâtiment des voyageurs et deux passages couverts permettant de se rendre de ces quais à la marquise.

Vous avez plusieurs fois émis le vœu du rétablissement, sur la ligne directe de Lille à Valenciennes d'un train partant de cette dernière ville vers le milieu de la journée. L'un des

moyens de donner satisfaction à ce vœu, était la création d'un cinquième train. Mais cette création a paru trop onéreuse à la Compagnie à qui elle imposerait une redevance supplémentaire de 27,000 fr. envers la Compagnie du Nord, non compris les droits de péage. L'autre moyen consistait à remanier l'organisation des quatre trains existants. La Compagnie de Lille-Valenciennes s'est déclarée disposée à entrer dans cette voie et elle a donné à votre 5e bureau l'assurance que, par suite de ces modifications, elle pourrait établir, vers le mois d'octobre, un train en communication avec l'arrondissement d'Avesnes, partant de Valenciennes pour Lille à une heure un quart environ.

Votre vœu tendant à ce que la station d'Hachette, sur la ligne de Saint-Quentin à Erquelines (dont l'établissement a été prescrit par une décision ministérielle du 13 août 1873), soit promptement exécutée, n'a pas encore reçu satisfaction. M. le Ministre des Travaux publics a répondu à M. le Préfet, à la date du 29 mai dernier, que la Compagnie du Nord s'étant pourvue devant le Conseil-d'État contre la décision sus-datée, l'Administration doit attendre que la question de principe, actuellement soumise au Conseil-d'État, ait reçu une solution définitive.

Quelle que soit la juridiction d'où viennent les retards, votre 5e bureau ne peut que les regretter. Il vous propose de renouveler le vœu que la station d'Hachette soit prochainement établie, conformément au droit des populations.

Vous avez demandé qu'il fût remédié aux inconvénients qui résultent de la fréquence des manœuvres qui engagent le passage à niveau aux abords de la gare de Baisieux et à l'insuffisance des voies de garage et de chargement. Le service du contrôle fait connaître que les interruptions de passage sur le chemin vicinal ne sont, par jour, qu'au nombre de 7 pour une durée de six ou sept minutes, que la circulation des piétons n'éprouve pas une gêne sérieuse et que les voies de garage ne sont pas insuffisantes. Il considère les inconvénients de l'état actuel des choses comme inhérents à toute exploitation de chemin de fer. Il ajoute enfin que la substitution de plaques de grand modèle à celles qui existaient jusqu'ici aura pour effet de faciliter les manœuvres et de supprimer une des causes d'engagement fréquent d'un passage à niveau.

Cependant les plaintes des populations continuent. Les maires des communes de Baisieux, Chéreng, Willems et Sailly contestent les arguments donnés par MM. les Ingénieurs. Dans ces circonstances, votre 5e bureau vous propose de demander une nouvelle étude de la question.

Votre 5e bureau croit utile de relever plusieurs vœux des Conseils d'arrondissements qui lui paraissent mériter, d'une façon spéciale, l'attache du Conseil général et qui ont trait à des questions dont il n'a pas encore été parlé dans l'ensemble de ce rapport.

L'arrondissement d'Avesnes continue à se plaindre de l'insuffisance et de l'incommodité de les moyens de communication par voies ferrées avec Lille, son chef-lieu administratif, et Douai, son chef-lieu judiciaire. Votre 5e bureau ne peut que vous proposer de vous associer aux vœux si légitimes du Conseil d'arrondissement d'Avesnes.

Le Conseil d'arrondissement de Douai exprime le vœu que les wagons servant au transport des bestiaux soient désinfectés à chaque voyage pour empêcher le développement des maladies contagieuses. Il fait remarquer avec raison qu'un grand nombre d'animaux sains au départ ont contracté des maladies pendant les voyages. Votre 5e bureau vous propose d'appuyer

énergiquement ce vœu. Il lui a semblé que, par l'organisation d'une équipe chargée spécialement de ce soin, il serait possible, sans trop de complications et de frais, de désinfecter les wagons de bestiaux quand ils repassent à vide par la gare de Paris.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque émet un vœu relatif à la prompte exécution du raccordement de la voie ferrée du Nord-Est, entre la gare et le port de Gravelines. Votre 5e bureau vous propose d'appuyer ce vœu, qui répond à de sérieux intérêts.

Votre 5e bureau vous propose également de vous associer à un vœu du Conseil d'arrondissement de Valenciennes, tendant à ce que les voyageurs venant de la Belgique soient amenés jusqu'à Blanc-Misseron sans changement de train à Quiévrain et à ce que les arrêts à Blanc-Misseron soient réduits au temps strictement nécessaire pour la vérification des colis. La situation actuelle, dont un de nos collègues nous a signalé les inconvénients, entraîne un grand ennui et une perte de temps pour les voyageurs.

Nos collègues, MM. Trystram et Lemaire, demandent que l'Administration du chemin de fer de Dunkerque à Furnes soit immédiatement mise en demeure de rétablir et exploiter la section de la ligne comprise entre les fortifications, à l'Est de Dunkerque, et la station actuelle de la Tente-Verte à Rosendael. Il résulte des renseignements de nos collègues que c'est sans aucune espèce de droit et contrairement à ses obligations, que la Compagnie a cessé d'exploiter. Votre 5e bureau vous propose d'émettre le vœu demandé par vos collègues, ainsi qu'un autre par lequel ils demandent que la Compagnie du Nord soit invitée à prolonger ses rails sur le côté Est du port de Dunkerque jusqu'à l'extrémité du quai des Anglais.

Notre collègue, M. de Coussemaker, nous signale les plaintes du commerce de Gravelines et de Bourbourg, à raison du retard considérable qu'éprouvent les marchandises expédiées par grande vitesse de Lille vers ces localités par suite de leur séjour à Watten. Il demande qu'elles soient expédiées *directement* de Lille à Gravelines et Bourbourg. Votre 5e bureau vous propose de vous associer à ce vœu.

L'un de nos collègues signale l'insuffisance et l'incommodité de la gare de Roubaix. Cette gare dessert une grande ville industrielle de près de 80,000 habitants. Il y existe un mouvement considérable de marchandises et de voyageurs. Les installations actuelles sont notablement au-dessous des exigences d'une pareille situation. Votre 5e bureau vous propose donc d'émettre le vœu que la Compagnie du Nord fasse procéder à la reconstruction et à l'agrandissement de la gare de Roubaix, dans des conditions dignes de l'importance de cette ville.

L'insuffisance de la gare de Tourcoing nous est également signalée par d'autres de vos collègues. Ils insistent notamment sur la mauvaise organisation des salles destinées à la visite de la douane. Votre 5e bureau vous propose d'appuyer ces réclamations et d'émettre le vœu que la gare de Tourcoing soit couverte et que les salles destinées à la visite de la douane soient reconstruites ou agrandies dans des proportions convenables, de manière à assurer un abri suffisant aux nombreux voyageurs arrivant de la Belgique.

L'un de nos collègues nous demande de nous associer à un vœu du Conseil municipal du Quesnoy, tendant à ce que les trains de marchandises N° 2.205, d'Aulnoye vers Valenciennes, et N° 2.212, de Valenciennes à Aulnoye, soient rendus mixtes par l'adjonction de quelques wagons de voyageurs. Il a paru à votre 5e bureau que ces modifications augmenteraient les

facilités de circulation, sans aggraver notablement les charges de la Compagnie du Nord. Il vous propose, en conséquence, d'appuyer les vœux ci-dessus de la ville du Quesnoy.

MM. Descat et Roussel-Defontaine prient le Conseil général du Nord d'émettre le vœu que le petit embranchement demandé par la Commission d'enquête du chemin de fer de Lannoy à Lille, partant de ou près Forest et se rattachant à ladite ligne de Lannoy à Lille, soit prolongé jusqu'à Croix, afin de pouvoir desservir les communes de Croix, Wasquehal et Flers, où se trouvent des industries considérables.

La distance entre l'Empenpont et Croix est de trois kilomètres environ.

La question n'a pas paru suffisamment instruite pour pouvoir être dès-à-présent l'objet d'un vœu formel. Votre 5e bureau se borne donc à vous proposer de recommander à la Compagnie l'étude de cette question.

Avant de clore ce rapport, votre 5e bureau a jugé utile que l'attention des pouvoirs publics fût spécialement appelée sur la situation déplorable qui ne cesse pas d'être faite aux petites Compagnies. Tous les efforts semblent se réunir pour les empêcher de naître et ensuite pour les empêcher de vivre; elles sont combattues avec le dernier acharnement et dans leurs concessions et dans leur exploitation.

En ce qui concerne les concessions, après qu'elles ont sollicité, obtenu, étudié des chemins que nulle grande Compagnie n'avait jamais songé à faire ou même avait refusé d'exécuter, les petites Compagnies se voient contester les meilleures lignes de leur réseau, celles qui peuvent alimenter les autres. Les chemins de fer mêmes qui ne leur sont pas retirés formellement, elles sont forcées de les attendre pendant de longues années, à travers mille pertes d'argent, mille lenteurs, mille mauvais vouloirs, mille exigences plus onéreuses les unes que les autres. Tantôt elles rencontrent devant elles une résistance avouée, tantôt une force d'inertie qui n'est ni moins redoutable, ni moins blâmable.

Ces malheureuses Compagnies d'intérêt secondaire ou local ont-elles enfin pu construire quelques-unes de leurs lignes, elles ont immédiatement à lutter contre l'implacable hostilité de leurs puissantes rivales. Celles-ci ne ménagent rien et ne reculent devant rien pour augmenter les dépenses et diminuer les recettes des petits réseaux.

La Compagnie du Nord nous fournit les exemples les plus topiques de cette lutte à outrance. Aussitôt qu'une section des lignes du Nord-Est ou de Lille-Valenciennes est ouverte, qui constitue un raccourcissement sur le parcours par les rails de la Compagnie du Nord, cette Compagnie abaisse immédiatement ses tarifs au niveau réduit de ceux de la petite Compagnie. Jusqu'ici il n'y aurait qu'à se féliciter dans l'intérêt du public. Mais la Compagnie du Nord a de plus la prétention de prendre par ses rails, dans les gares communes, tout transport dont la direction n'est pas indiquée. En dehors de cette guerre de tarifs, dont il est inutile de retracer toutes les péripéties, la Compagnie du Nord, on l'a vu plus haut, va même jusqu'à refuser aux petites Compagnies l'emprunt de ses rails.

Non contente de tarir le plus qu'elle peut les bénéfices des Compagnies secondaires, elle cherche de toutes ses forces à aggraver leurs charges. Elle leur fait payer, pour l'emprunt de ses gares et des troncs communs, sur la base inégale du nombre des trains, des rançons véritable-

ment léonines, parfois supérieures à la taxe totale prélevée par la petite Compagnie. Vous trouverez, à ce sujet, dans le rapport du Conseil d'administration de la Compagnie de Lille-Valenciennes, les détails les plus tristement instructifs. Vous y verrez que, pendant l'année 1874, cette Compagnie a payé à la Compagnie du Nord une somme de 307,278 fr. 64 c. pour les gares communes et celle de 91,303 fr. 27 c. pour les troncs communs, et encore certains troncs ou gares n'ont-ils été empruntés que pendant une partie de l'année.

Qu'on ne croie pas répondre à ces griefs, dont il serait facile d'étendre le tableau, en disant qu'ils sont l'effet naturel de la concurrence. Rien de plus respectable sans doute que la concurrence et, bien qu'elle soit plus noble et plus féconde, quand elle multiplie les facilités du public, que lorsqu'elle aggrave malicieusement les difficultés d'une rivale. Il faut s'incliner devant le principe, lors même qu'il est fait du droit un usage à outrance. Mais ici nous sommes bien loin de l'usage; nous sommes en présence d'un véritable et scandaleux abus. Il s'agit, d'ailleurs, non d'une industrie libre, mais d'une industrie monopolisée et réglementée. M. le Ministre des Travaux publics a son mot à dire dans toutes ces questions; il tient des actes de concession et des cahiers de charges certains droits d'intervention, d'homologation et de contrôle. Nous demandons qu'il en use plus énergiquement et qu'il réfrène des excès que sa fonction est de réprimer.

Si ces abus persistent, ils finiront par tuer les petites Compagnies et avec elles toutes les chances d'achèvement d'un réseau indispensable à notre prospérité. Est-ce là le résultat qu'on poursuit? Quelles énergies morales et quelles puissances financières, si grandes qu'on les suppose, seraient en état de résister indéfiniment aux assauts que subissent, depuis plusieurs années, les petites Compagnies? Les grandes, elles aussi, ont eu leurs heures d'épreuve et de crise, et elles n'en ont triomphé que par l'appui vigoureux de l'État. Pourquoi donc l'État traiterait-il avec une moindre bienveillance les dernières nées des Compagnies de chemins de fer? N'ont-elles pas droit au même patronage que leurs aînées? Elles ne réclament pas, du reste, les faveurs, les subventions, les priviléges, les garanties d'intérêts dont ont bénéficié leurs devancières. Elles ne demandent que la justice et l'impartialité, et nous devons constater respectueusement, mais fermement, qu'elles ne les ont pas toujours obtenues.

Espérons qu'un avenir prochain viendra calmer les alarmes justement éveillées de nos populations et par le prompt achèvement de toutes nos voies ferrées, satisfaire les besoins et développer la richesse de notre vaste département. »

M. le Préfet demande à ajouter quelques renseignements relativement à un certain nombre de points touchés par le rapport de M. Legrand (de Valenciennes).

Pour le chemin de Maubeuge à Solre-le-Château, avec embranchement sur Sars-Poteries, le projet de décret a été adressé au Conseil d'État.

En ce qui concerne le chemin de fer d'Armentières à Roubaix, la solution a été retardée par suite d'une difficulté avec le ministère de la guerre. Celui-ci a enfin fait connaître ses conditions, qui sont acceptées par la Compagnie. Elles consistent dans une modification du tracé aux environs de Linselles pour se rapprocher de Bondues et passer à un point appelé le *Jardinet*, où doit être construit un ouvrage fortifié qui couvrira la ligne.

L'enquête parcellaire relative au chemin de fer de Don à Hénin-Liétard a eu lieu; la Commission s'est réunie ce matin.

(Séance du 24).

La Commission d'enquête pour les stations de la section du chemin de fer de Templeuve à Don s'est réunie également ce matin.

Le Rapporteur, ajoute M. le Préfet, a parlé du chemin de Valenciennes à Saint-Erme; mais il ne peut être question que du chemin de Valenciennes au Cateau, le Ministre de la guerre ayant formé une opposition absolue à la ligne du Cateau à Saint-Erme. Pour la ligne de Valenciennes au Câteau, le Ministre de la Guerre avait demandé à la Compagnie une subvention de 1,500,000 fr, qui a été réduite à un million, pour élever un ouvrage fortifié aux environs du Câteau.

M. Plichon dit que les négociations de la Compagnie du Nord-Est avec le Gouvernement n'ont d'abord, en effet, porté que sur le chemin de Valenciennes au Câteau; mais les négociations s'étant prolongées, le Ministre de la Guerre a déclaré que si la Compagnie voulait donner une subvention d'un million, il ne ferait aucune objection à ce que le chemin allât jusqu'à Saint-Erme.

M. le Préfet dit qu'il craignait seulement qu'en indiquant le chemin de Valenciennes à Saint-Erme, on établît une confusion de nature à retarder la concession.

Le Rapporteur reconnaît que les démarches faites au nom du département n'ont porté que sur la partie comprise entre Valenciennes et le Câteau, mais il résulte des pièces qu'une des conditions imposées par la Compagnie a été subordonnée au prolongement de la ligne du Câteau jusqu'à Saint-Erme.

M. le Préfet demande si le Rapporteur n'a pas dit que le département insistait pour la concession, à la même Compagnie, des lignes de Valenciennes au Câteau et de Lens à Armentières, ou bien seulement pour que ces deux lignes fussent concédées le plus tôt possible, sans indication de Compagnies. M. le Préfet croit pouvoir dire qu'il résulte de négociations entamées et prêtes de recevoir une solution, que la ligne de Lens à Armentières ne serait pas comprise dans la même concession que celle de la ligne de Valenciennes au Câteau et que la Compagnie, qui prétendait aller de Lens à Armentières, y aurait renoncé pour une ligne de Lille à Lannoy.

M. Mailliet dit que pour la ligne de Valenciennes au Câteau, il existe une convention. Il n'en est pas de même pour la ligne de Lens à Armentières qui n'a donné lieu qu'à des négociations dont il semblerait résulter que la Compagnie de Lille à Valenciennes renonce à cette concession à la condition qu'on lui concède, une ligne de Lille à Lannoy.

M. le Préfet voudrait trouver dans le rapport une phrase plus explicite, établissant bien que pour la ligne de Lens à Armentières, le Conseil général n'indique pas à qui le chemin serait concédé.

M. Plichon déclare qu'une convention positive avait été faite pour les deux chemins; mais ultérieurement de nouveaux pourparlers se sont engagés entre le Ministre et la Compagnie, pourparlers auxquels le Conseil général n'a pas été associé et qui ont eu pour résultat le consentement donné par la Compagnie à une substitution de ligne.

Le Rapporteur croit que le rapport satisfait à la pensée de M. le Préfet. En effet, l'abandon par la Compagnie de Lille à Valenciennes de la ligne de Lens à Armentières est un

fait qui la regarde. Le rapport demande qu'on lui concède les lignes qui lui manquent encore; à elle de juger quelles sont ces lignes. La Compagnie exige, pour que les engagements pris à son égard soient remplis, que ces deux points soient réglés : ligne de Valenciennes au Câteau accordée et traité d'exploitation approuvé. C'est sur ces points que le rapport appelle l'attention de M. le Préfet.

M. le Préfet avait cru que la ligne de Lens à Armentières était jointe, dans le vœu proposé, à la ligne de Valenciennes au Câteau. C'est ce point qui a motivé son observation.

Le Rapporteur dit qu'en tout cas, après les explications qui viennent d'être données, il ne peut plus rester de doute dans l'esprit de personne.

M. de Carnières voudrait que les membres du 5e bureau fissent connaître au Conseil général s'ils s'associent complètement à la dernière partie du rapport que vient de lire M. Legrand (de Valenciennes). On remarque dans ce qu'il appellera la péroraison, une forme agressive de langage qui ne paraît pas de nature à être acceptée par tous les membres du Conseil général. En ce qui le concerne, M. de Carnières désavoue de telles expressions, qui ne sont pas de nature à hâter la solution des affaires vis-à-vis des personnes avec lesquelles on est en dissentiment. Connaissant les idées modérées du Conseil général, il est persuadé que l'assemblée s'associerait avec plus de satisfaction à des vœux dont l'expression serait plus mesurée. Il déclare, en conséquence, qu'en votant le fond du rapport, il fait toute espèce de réserve sur la forme.

Le Rapporteur répond qu'il surprendra sans doute beaucoup M. de Carnières en lui apprenant que son rapport a été trouvé trop modéré par une notable partie des membres du 5e bureau. On aurait désiré qu'il accentuât davantage encore ce qu'il croyait avoir dit avec une vivacité suffisante. Ce sont les seules observations qui aient été faites dans le 5e bureau.

M. de Carnières croit que son impression a été partagée par plusieurs de ses collègues.

M. Bergerot dit qu'il a éprouvé le même sentiment.

M. Goussard déclare qu'il se serait volontiers associé aux conclusions du rapport, mais en présence des attaqnes très-injustes et très-peu étudiées qu'il contient, il ne saurait les accepter. Le Conseil général, dit-il, perd beaucoup de son autorité à se servir de pareilles expressions.

Le Rapporteur demande à justifier par des faits, puisqu'on trouve qu'ils ne sont pas étudiés, les expressions qu'il a employées et qui déplaisent à quelques membres du Conseil général, notamment à MM. de Carnières, Goussard et Bergerot.

Nous sommes arrivés, dit-il, à un moment où il faut dire notre façon de penser si nous ne voulons pas nous laisser berner, comme nous l'avons été jusqu'ici.

Parmi les faits qu'on pourrait rappeler, j'en choisis un entre tous, qui paraît particulièrement grave. La ligne de Saint-Amand à Blanc-Misseron est ouverte jusqu'à Blanc-Misseron, il reste 5 ou 600 mètres à faire par la Compagnie de Lille à Valenciennes pour arriver en Belgique. La ligne est revendiquée par le Gouvernement comme ligne internationale, et c'est à ce titre qu'il l'a concédée. Il résulte incontestablement de l'article 61 du cahier des charges que la Compagnie de Lille à Valenciennes a le droit de pénétrer jusqu'à Quiévrain en Belgique, le gouvernement belge ne fait aucune difficulté, mais la Compagnie du

Nord se refuse à laisser passer la Compagnie de Lille à Valenciennes. Ce n'est pas une question de péage; cette dernière Compagnie se heurte contre un refus absolu. La difficulté est soumise au Ministre des travaux publics, depuis le mois d'avril dernier; elle n'a pas reçu de solution,

Il a été inscrit dans les conventions que la station d'Hachette devrait être ouverte. Une décision ministérielle de 1873 a décidé qu'elle devait être établie par la Compagnie du Nord. Depuis 1873, la question ne paraît pas avoir fait un pas. Dans cette situation, le Conseil général pensera sans doute que c'est le moment d'insister avec plus de vivacité pour obtenir ce qu'il réclame depuis longtemps.

En ce qui concerne la ligne de Valenciennes au Câteau, le Rapporteur déclare qu'il ne sait plus que dire quand la question lui revient. Le Conseil général a épuisé toutes les formules pour dire au Ministre des Travaux publics que son devoir était d'exécuter la convention intervenue. Il n'y a plus l'ombre d'une raison à opposer. Au mois d'avril dernier, le Conseil général a pris une délibération formelle qui a été transmise au Président de la République, au Ministre des Travaux publics, au Ministre de la Guerre. M. le Préfet dit, dans son rapport, qu'il n'a reçu aucune communication en réponse à cette délibération. Ainsi, non-seulement on repousse les vœux du Conseil général, mais on n'y répond même plus, on ne paraît plus s'en occuper et, cependant, toutes les difficultés avaient eté aplanies à la suite du voyage du Président de la République à Lille. La Compagnie de Lille à Valenciennes a accepté les conditions onéreuses du Ministre de la Guerre; elle s'est engagée à payer un million. La question, néanmoins, ne fait pas un pas, et reste enfouie dans les cartons du ministère. Il faut qu'on sache que les populations s'irritent de ces retards. En le disant, l'honorable membre est bien sur d'être l'organe des cantons intéressés. On peut consulter, pour s'en convaincre, les délibérations des Conseils d'arrondissement de Valenciennes et de Cambrai.

M. le Préfet voudrait que le Rapporteur retirât une expression qui lui est échappée dans la chaleur de l'improvisation : il a prononcé le mot *berner*...

Le Rapporteur déclare retirer ce mot très-volontiers.

M. le Préfet ajoute que s'il n'a pas fait d'observation sur la forme un peu vive de la péroraison qui termine le rapport, c'est qu'il pensait bien que quelques membres du Conseil général en feraient la remarque. Les arguments qu'on fait valoir ne perdraient pas de leur force à être présentés avec plus de modération. Quand on est absolument fort, il est inutile d'apporter cette violence dans la discussion.

Le Rapporteur répond qu'il n'accepte pas l'observation : les rapporteurs s'expriment comme ils l'entendent et n'ont d'autre juge que le bureau et le Conseil général.

M. le Préfet déclare qu'il avait le droit de faire l'observation qu'il a présentée et qu'il est le seul juge de l'opportunité de son intervention.

Le Rapporteur répète qu'il est libre aussi de ne pas accepter l'observation, et c'est ce qu'il fait.

Il ajoute qu'il avait reçu du 5e bureau le mandat d'être vif, et qu'au sens d'un certain nombre de membres du bureau, notamment de l'honorable M. Jules Brame, qui préside la séance, il est resté au-dessous de ce qu'on aurait voulu. Il s'est refusé à certaines aggravations de rédaction

qu'on lui avait demandées. Il a d'ailleurs appelé l'attention des membres du bureau sur chacune des expressions qu'il employait, et personne n'a demandé d'atténuation.

M. Jules Brame déclare qu'en effet il était de ceux qui ont voté de cœur et de confiance, au sein du 5e bureau, le rapport fait par M. Legrand (de Valenciennes). Il rappelle qu'il a l'honneur d'être député en même temps que conseiller général, et que sur les bancs de l'Assemblée nationale, il est de ceux qui combattent avec énergie tout ce qu'il y a d'intolérable dans les agissements de l'administration, en matière de chemins de fer, depuis plusieurs années. Il lui a fallu du courage et de la persévérance dans cette lutte, et quand le département a des droits parfaitement établis, lorsqu'il est déclaré, dans un cahier des charges, qu'une nouvelle Compagnie a le droit de passer sur une voie exploitée par une ancienne Compagnie et que celle-ci refuse le passage, au risque de ruiner les populations, que les agents du pouvoir auxquels on porte des réclamations, opposent la force d'inertie et restent des années sans répondre, la patience humaine, qui a des bornes, peut bien se lasser. C'est sous l'empire de ce sentiment que l'honorable membre aurait désiré que certaines parties du rapport fussent plus accentuées. A-t-il eu tort, puisque deux de ses collègues ne partagent pas son avis? Mais, en tout cas, le rapport ne contenant pas ce que l'honorable membre aurait voulu y voir, lui paraît sans reproche et à l'abri de toute critique. On n'y rencontre aucune violence, comme le disait M. le Préfet; le style est net et vigoureux, mais enfin, si le Conseil général ne parle pas d'une façon nette et vigoureuse au Pouvoir, alors qu'il ne répond pas, il paraîtra abandonner la défense des intérêts qui lui sont confiés. Si quelqu'expression semble trop vive à certains membres, on pourra l'atténuer un peu, mais, d'une manière générale, le rapport est écrit dans le ton qui convient. Dans les graves circonstances où se trouve le département, on ne saurait trop appeler l'attention du Pouvoir, car nous allons nous trouver, tout-à-l'heure, en face d'une situation fort grave, je veux parler, dit l'honorable membre, de la garantie que le département s'est engagé à donner à la Compagnie du Nord-Est, garantie qui deviendra effective si le Gouvernement persiste à refuser par la force d'inertie le complément du réseau du Nord pour reporter toutes ses faveurs vers les grandes Compagnies.

M. Goussard comprend parfaitement l'impression de M. Jules Brame qui, membre du Conseil général, ne peut pas oublier qu'il est en même temps député du Nord. Le langage qu'il parle serait tout naturel à l'Assemblée nationale où l'on a le droit de demander compte aux ministres de leurs actes et de leur indiquer leurs devoirs; mais, de la part d'un conseiller général, ce langage ne peut être le même.

L'Assemblée départementale n'a qualité ni pour juger la conduite des ministres et des agents du pouvoir, ni pour leur indiquer leurs devoirs. Elle peut émettre des vœux, faire connaître les faits qui les motivent, mais elle doit s'exprimer avec modération et convenance, car elle n'est pas une assemblée souveraine. Se servir de termes trop vifs, c'est ôter de la force aux arguments qu'on invoque.

M. Jules Brame déclare qu'il ne comprend pas pourquoi il existerait une différence entre les sentiments et le langage d'un député, et ceux d'un conseiller général.

M. Plichon reconnaît que les termes du rapport sont un peu vifs, mais ils répondent à une situation qui n'a peut-être pas de précédents dans l'histoire des rapports des conseils généraux avec le gouvernement. On ne demande dans le rapport que ce qu'on a le droit de demander, c'est-à-dire l'exécution d'engagements pris, l'application de

lois votées. Par conséquent, en votant les conclusions du rapport, le Conseil général n'excédera pas les limites de son droit. Sur le terrain des intérêts départementaux, la situation d'un conseiller général ne diffère pas de celle d'un député : ils défendent au même titre les droits et les intérêts du département.

M. Legrand (de Valenciennes) trouvera peut-être à changer une ou deux expressions qui ont pu choquer certains membres du Conseil général, mais, au fond, il a exprimé la pensée unanime du 5e bureau.

M. Mailliet n'est pas partisan des exagérations et encore moins des violences de langage ; seulement le langage est le reflet de l'âme, et il arrive de certains moments où les hommes les plus modérés sortent de leur diapason normal pour prendre un ton de voix qui ne leur est pas ordinaire.

Or, que se passe-t-il? Il y a un point de vue qui n'a pas été touché, et qui, aux yeux de l'honorable membre, est le plus important dans cette grave question des chemins de fer, qui agite et préoccupe si légitimement le Conseil général, depuis cinq ou six ans. Il faut bien s'en rendre compte, il y a un point noir a l'horizon : c'est la garantie d'intérêt. Une fois les lignes obtenues, la préoccupation principale du Conseil général devait être de dégager la caisse départementale de l'*alea* qui pèse sur elle. Le but est à peu près atteint, mais on arrive à une échéance fatale : le 1er janvier prochain, si le département n'est pas en possession d'un réseau compact, obligation qu'il doit remplir pour être relevé de la garantie d'intérêt, ce fardeau pèsera sur lui. Dans ces circonstances, le Conseil rappelle au Gouvernement qu'il est solidaire avec le département, que l'échéance va sonner, et il l'adjure de sortir enfin de son silence. Il lui dit, pour la dernière fois : Si le 1er janvier prochain vous n'avez statué sur ces concessions que nous avons faites de bonne foi et que vous retenez en ne rendant pas la déclaration d'utilité publique promise au prix d'une subvention inusitée pour la ligne de Valenciennes au Câteau, consentie par suite de transaction proposée par le Ministre lui-même pour celles de Lens à Armentières et de Lille à Lannoy, si une solution n'est pas intervenue, à ce moment, le département, par votre faute, va être engagé pour un avenir dont on n'ose mesurer le terme.

Tel est le sentiment qui a dominé le 5e bureau et qui s'est traduit dans un rapport où l'honorable membre a trouvé quelquefois un peu de vivacité,—et il avait demandé au Rapporteur certains adoucissements, — mais en définitive, le ton général du rapport est le cri jeté n face d'un grand péril qu'on veut absolument conjurer.

M. Testelin pense que si les membres du Conseil, qui se plaignent de la vivacité des termes du rapport, avaient assisté à la discussion sur les chemins de fer à l'Assemblée nationale et avaient entendu avec combien peu de ménagements le Ministre des Travaux publics traitait les Conseils généraux et tous ceux qui ont soutenu les chemins de fer d'intérêt local, ils montreraient aujourd'hui moins de scrupule.

— La clôture de la discussion est prononcée.

M. le Président met aux voix les conclusions du rapport.

— Ces conclusions sont adoptées et les vœux sont émis.

Lille. — Tramways suburbains. — Vœu. (5e B.)

M. Mailliet présente le rapport sur le vœu qui vient d'être déposé par M. le comte d'Hespel en ce qui concerne les tramways suburbains de la ville de Lille dont l'énumération suit

1° De Lille à Loos et Haubourdin, en empruntant la route nationale N° 41 ;

2° De Lille à Hellemmes par Fives, en empruntant la route nationale N° 41 ;

3° De Lille à Roubaix par St-Maurice et Mons-en-Barœul, en empruntant la route départementale N° 14;

4° De Lille à La Madeleine et Marcq-en-Barœul, en empruntant la route nationale N° 17 et la route départementale N° 22;

5° De Lille à Lomme en empruntant la route nationale N° 42.

Le 5e bureau est d'avis qu'il y a lieu d'autoriser M. le Préfet, quand il sera en possession d'un projet régulier, à permettre l'emprunt des routes départementales et de prier M. le Ministre d'accorder les concessions sans retard, dès que les demandes lui seront parvenues avec les pièces à l'appui.

M. Roussel-Defontaine dit qu'il peut se présenter deux concessionnaires pour une même ligne; il demande qu'en pareil cas, la préférence soit accordée, autant que faire se pourra, au concessionnaire qui sollicite la ligne la plus longue et qui donnera une satisfaction plus large à l'intérêt général.

M. le comte d'Hespel répond que le vœu proposé ne s'occupe pas des concessionaires; il se borne à demander la prompte exécution des travaux.

M. le baron de Bouteville demande s'il n'y a aucun engagement de la part du département.

Le Rapporteur répond négativement.

— Les conclusions du rapport sont mises aux voix et adoptées.

M. Marie Soufflet présente les six rapports qui suivent :

Préfecture — Frais d'administration (I. B.)

I. — Le Conseil général, dans sa session de 1874, a porté à la somme de 25,000 fr. l'allocation destinée à suppléer à l'insuffisanee des fonds d'abonnement affectés aux traitements des employés de la préfecture et des sous-préfecture.

Le 1er bureau, désireux de reconnaître le zèle dévoué des employés, propose de leur accorder, pour l'exercice 1876 la même allocation de 25,000 fr.. répartie comme suit :

Préfecture.	15,400 fr.
Sous-préfecture	9,600 fr.

c'est-à-dire 1,600 pour chaque sous-préfecture.

— Le crédit est voté.

Cadastre. — Rémunération des travaux. — Répartition entre communes. (I. B.)

II. — Des travaux très-importants ont été exécutés dans cinq cantons du département, pour le renouvellement du cadastre, savoir :

Canton d'Orchies. — Les travaux d'art sont complètement terminés et, des neuf communes dont il se compose, cinq ont eu leur nouveau rôle cadastral pour 1875, et les quatre autres l'auront pour 1876.

2° *Canton de Roubaix.* — L'arpentage est également terminé dans les trois communes dont le cadastre est à renouveler, les nouveaux rôles pourront sans doute être émis l'année prochaine.

3° *Canton de Condé.* — Le travail a été entrepris au mois de mars. Il a été un peu ralenti

tant par suite de la diminution survenue dans le personnel des géomètres que de la mort du géomètre en chef, M. Ponsot. Mais la nomination récente de deux nouveaux géomètres va permettre au successeur de M. Ponsot, d'imprimer aux travaux d'art une marche plus rapide, de telle sorte que l'arpentage sera vraisemblablement terminé, dans ce canton, vers la fin de cette année. On en fera l'expertise au printemps prochain.

4° *Canton de Douai-Sud.* — La triangulation de Douai-sud va être exécutée prochainement, et l'arpentage sera, sans doute, entrepris dans les derniers mois de cette année, et terminé, vu le peu d'étendue de ce canton, avant la fin de 1876. Les géomètres chargés des premières communes seront disponibles dans le courant de l'année prochaine, et on devra leur distribuer immédiatement de nouveaux travaux. Le canton à entreprendre, par rang d'ancienneté, est celui de Marcoing.

5° *Canton de Marcoing.* — Il comprend vingt communes dont l'une, Crévecœur, a été recadastrée par anticipation en 1860. Les dix-neuf communes dont le cadastre doit être renouvelé figurent, au livre terrier, pour 16,251 hectares et 44,114 parcelles. D'après ces données, les frais de renouvellement seraient de 52,700 fr. Mais le nombre de parcelles ayant sans doute augmenté, la dépense devra s'élever à 55,000 fr. environ.

D'après le budget approuvé pour 1875, les frais de renouvellement pour les cantons d'Orchies, de Roubaix, de Condé et de Douai-Sud, s'élèvent à la somme de. 86,303 34

Cette dépense est couverte par les sommes votées par le Conseil général jusqu'à concurrence de. 80,654 83

Il reste donc à pourvoir pour l'achèvement de ces cantons à une dépense de. . 5,648 51

Une partie de cette somme ne sera certainement acquise qu'en 1877 ; mais il est nécessaire de pourvoir à la dépense qu'occasionneront les travaux qui seront entrepris, l'année prochaine, dans le canton de Marcoing, et qui devront figurer au budget. En votant, comme les années précédentes, un crédit de 20,000 fr., le Conseil général aura assuré des ressources suffisantes au service du cadastre pour 1876.

En conséquence, le 1er bureau propose d'inscrire au budget de 1876, une somme de 20,000 fr. à titre de subvention aux communes des deux cantons de Condé et de Marcoing, pour le renouvellement de leur cadastre.

— Le crédit est alloué.

Tourcoing. — Octroi. (1. B.)

III. — La ville de Tourcoing se trouve forcée de recourir à la création de ressources nouvelles pour faire face aux travaux extraordinaires d'utilité publique que son Conseil municipal a décidés par délibérations des 4 et 5 juin dernier. Parmi ces ressources, le Conseil propose d'établir de nouvelles taxes d'octroi portant sur les fourrages, qui n'avaient pas été imposés jusqu'à ce jour.

Le tarif recevrait les additions ci-après :

Fourrages. Taxes par 100 kilogrammes

Avoines . . . . . 0 fr 80 c.

Paille . . . . . 0 fr. 30 c.
Foins, sainfoins, trèfles, hivernages, lentilles, féverolles et avoines en paille et autres fourrages secs . . . . . 0 fr. 50 c.

« Avec exemption de fourrages verts, comme aussi avec exemption de tous les objets soumis » aux nouvelles taxes ci-dessus, qui seraient employés par les cultivateurs pour la nourriture et » l'entretien des animaux servant exclusivement à leur culture. »

Les taxes proposées produiraient 22,000 fr., soit 88,000 fr. pour les quatre années que doivent encore durer les tarif et règlement en vigueur.

Les taxes dont il s'agit, se trouvant comprises dans les limites fixées par le tarif-type annexé au décret du 12 février 1870, et la nécessité paraissant suffisamment démontrée par la situation financière de la ville de Tourcoing;

Le 1er bureau propose d'approuver les délibérations précitées du Conseil municipal de Tourcoing.

— Approuvé.

Caisse départementale des retraites. — Situation au 31 décembre 1874. (I.B.)

IV. — La caisse départementale des retraites possédait, à la date du 31 décembre 1874, 16,460 francs de rente et 8,252 fr. 85 de numéraire.

Les pensions servies pendant ladite année 1874 ont donné lieu à une dépense de 32,688 fr. 11, et les recettes réalisées se sont élevées à 40,920 fr. 96.

Cette situation se trouvera modifiée par les diverses pensions que le Conseil a allouées pendant le cours de cette session; le 1er bureau croit utile de mentionner le changement qui en résultera dans la situation de la caisse départementale.

— Approuvé.

Situation des travaux d'intérêt public à la charge des particuliers. (I.B.)

V. — Conformément aux instructions ministérielles, un crédit de 30,000 fr. a été inscrit au budget de 1875, pour le paiement, à titre d'avance, des taxes de curage d'office des cours d'eau non navigables et des taxations dues aux Ingénieurs et agents des Ponts-et-Chaussées et des Mines, à raison de l'instruction des affaires relatives aux exploitations d'usines ou autres analogues, sauf recouvrement au profit du département à la charge des intéressés.

Ce crédit paraît devoir suffire pour le service de l'année prochaine. En conséquence, le 1er bureau, d'accord avec le M. le Préfet, prie le Conseil général d'allouer au budget de 1876, sous-chapitre XIII, un crédit de 30,000 fr., qui se balancera par un article de recette de même somme inscrit parmi les produits éventuels départementaux de la même section.

— Le crédit est voté.

Fonds de non-valeurs et de réimposition de 1873. (I.B.)

VI. — Le compte définitif de l'emploi des fonds de non-valeurs et de réimposition de l'exercice 1872, se résume comme il suit :

Les remises et modérations accordées sur les contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres, se sont élevées à	73,640 fr.	33 c.
Les crédits mis à la disposition de M. le Préfet se sont élevés à . . .	73,640	33
Différence	» fr.	» c.

(Séance du 24).

Les dégrèvements prononcés sur les patentes ont donné lieu à une dépense de 277,790 f. 18 c.
Les crédits ouverts sur le fonds de non-valeurs et sur le principal des rôles,
pour couvrir cette dépense, se sont élevés à la somme de . . . . . 279,989 f. 75

Excédant de crédit . . . . . 2,199 f. 57c.

Le produit des 8 centimes prélevés sur le principal du rôle des patentes, au profit des communes, conformément à l'article 32 de la loi du 25 avril 1844, s'est élevé à la somme de 346,973 fr. 91 c.

Cette somme a dû être versée dans les caisses communales, au fur et à mesure des recouvrements.

Le montant des décharges et réductions prononcées sur l'exercice 1873, et qui ont été réimposées dans le rôle de l'exercice courant s'élèvent savoir :

Pour la contribution foncière, à		146 fr. 88 c.
Id.	personnelle-mobilière, à.	26,795 98
Id.	des portes et fenêtres, à	907 58
	Total.	27,850 fr. 44

Indépendamment de ces allocations, qui sont accordées sur le fonds de non-valeurs, des secours sont aussi accordés, sur le budget du Ministère de l'Agriculture et du Commerce, aux personnes nécessiteuses, dans le cas de pertes éprouvées par suite d'événements malheureux.

Le 1er bureau est d'avis qu'il y a lieu d'approuver le compte qui lui est soumis.

— Le compte est approuvé.

M. Goussard présente le rapport sur le compte départemental de 1874.

(M. le Conseiller d'État Préfet quitte la séance).

Compte départemental de 1874. (1. B.)

« Le 1er bureau a procédé à l'examen du compte des opérations en recette et en dépense de l'exercice 1874.

Les pièces justificatives ont été mises à sa disposition ; les recherches qu'il a faites sur quelques articles lui ont donné lieu de reconnaître que les crédits ont reçu la destination que le budget leur avait assignée, et que le classement et l'intitulé de la dépense étaient justifiés par les pièces produites.

Il peut être utile pour le Conseil général de se rendre compte de l'ensemble des opérations ; tel est l'objet du tableau suivant :

	BUDGET ORDINAIRE.					BUDGET extraordinaire.	TOTAL.
	Service ordinaire.	Vicinalité.	TOTAL.	Instruction primaire.	TOTAL.		
Centimes additionnels.....	1.787.578 34	894.250 28	2.681.828 62	383.250 10	3.065.078 72	1.533.000 45	4.598.079 17
Produits éventuels.....	259.490 »	973.900 »	1.233.390 »	17.136 »	1.250.526 »	1.380.200 »	2.630.726 »
Fonds d'emprunt.....	»	»	»	»	»	9.000 »	9.000 »
TOTAL.....	2.047.068 34	1.868.150 28	3.915.218 62	400.386 10	4.345.604 72	2.922.200 45	7.237.805 17
Fonds libres de l'exercice précédent.....	»	»	209.112 25	105.839 91	314.952 16	98.388 76	413.340 92
TOTAL des ressources propres de l'exercice 1874..	»	»	4.124 330 87	506.226 01	4.630.556 88	3.020 589 21	7.651.146 09
Fonds de l'exercice précédent reporté avec affectation speciale.....	»	»	471.465 18	1.188 95	472.654 13	399.302 92	871.957 05
TOTAL des recettes..	»	»	4.595.796 05	507.444 96	5.103.241 01	3.419.892 13	8.523.103 14
Dépense.....	»	»	4.080.143 41	480.885 61	4.561.029 02	2.971.184 95	7.532.213 97
EXCÉDANT de recette.	»	»	515.652 64	26.529 35	542.181 99	448 707 18	990.889 17

RECETTES.

Les recettes proviennent de trois origines : Centimes additionnels, produits éventuels et fonds d'emprunt. Cette dernière ressource ne figure plus au budget de 1874 que pour une somme insignifiante.

La ressource principale est dans les centimes, dont la valeur s'est augmentée en 1874 comparativement à l'année 1873, de 1,991 fr. 05, en chiffres ronds 2,000 fr., pour chaque centime ajouté aux quatre contributions.

La plus-value est toutefois encore plus considérable parce que les prévisions du budget de 1874 étaient calculées sur les résultats de 1872. Elle est sur l'ensemble de 93,475 fr. 42 c., somme qui est venue accroître les ressources des deux budgets.

Les produits éventuels s'élèvent à 2,630,726 fr., dont 1,250,526 fr. dans le budget ordinaire, et 1,380,200 fr. dans le budget extraordinaire.

Ces produits, dans le budget ordinaire, s'appliquent, pour la presque totalité, aux chemins vicinaux, et représentent les subventions de l'État, contingents des communes, souscriptions particulières et subventions industrielles, c'est-à-dire de véritables fonds de concours, qui viennent se confondre avec les fonds départementaux pour subvenir aux dépenses des chemins.

Quand au budget extraordinaire, ces produits se composent en premier lieu de la recette fictive, inscrite en compensation de la dépense afférente aux obligations non placées de l'emprunt, soit

en moyenne pour les cinq années écoulées 465,000 fr. environ, et pour les trente années à venir 540,000 fr. par an. Les 910,000 fr. restant se composent de recettes tout à fait exceptionnelles, telles que prix de vente du terrain de l'ancienne Préfecture, fonds versés par l'État à divers titres, etc.

Ces diverses recettes ont permis, malgré l'absence de ressources spéciales, d'assurer en 1873, 1874 et 1875 le service de l'emprunt départemental.

L'excédant des recettes sur les dépenses est, d'après le tableau qui précède, de 990,889 fr. 17 c. Mais toutes les dépenses n'ont pas été payées, ni mandatées, ni même liquidées dans le courant de l'exercice.

Le tableau suivant fait ressortir l'ensemble de ces dépenses.

	BUDGET ORDINAIRE.			BUDGET extraordinaire.	TOTAL.
	Service ordinaire et vicinalité.	Instruction publique.	TOTAL.		
Dépenses mandatées et non payées	1.727 72	200 »	1.927 72	3.654 91	5.582 63
Dépenses liquidées non mandatées	53.261 35	»	53.261 35	979 71	54.241 06
Total.....	54.989 07	200 »	55.189 07	4.634 62	59.823 69
Excédant de recette mentionné ci-dessus.....	515.652 64	26.529 35	542.181 99	448.707 18	990.889 17
Différence.....	460.663 57	26.329 35	486.992 92	444.072 56	931.065 48

Cet excédant plus exactement calculé à 931,065 fr. 48 c., doit être encore diminué des dépenses constatées sur l'exercice 1874, mais non liquidées, et qu'il est facile de déterminer d'après le chiffre des crédits réservés qui s'élève, au budget ordinaire, à . . . . . 347.846 fr. 92
et au budget extraordinaire, à. 281,748 90

Soit ensemble à . . . . . 629,595 fr. 82

La comparaison des dépenses avec les crédits fait ressortir sur quatre chapitres un dépassement de crédit, savoir :

Chapitre 3.	Routes départementales . . .	» fr. 10
Id.	6. Aliénés	51,678 52
Id.	9. Archives	59 54
Id.	13. Dépenses diverses	91 31

Ces différences sont rectifiées, en ce qui concerne les chapitres 3 et 9, par des reversements.

Pour les aliénés et pour le chapitre 13 article spécial, *Indemnité aux gendarmes sortant de la ligne*, elles se rapportent à des dépenses obligatoires.

Le 1er bureau propose d'allouer les suppléments de crédit nécessaires.

Il propose en outre d'admettre les chiffres des recettes et des dépenses de 1874, tels qu'ils sont énoncés dans les comptes administratifs :

Les recettes à	8,523,103 fr. 14
Les dépenses à.	7,532,213 97
L'excédant à	990,889 fr. 17

et de déterminer comme il suit l'emploi des crédits demeurés sans emploi, pendant la durée de l'exercice, et de l'excédant de recettes de 990,889 fr. 17 :

Sommes à inscrire au budget de report	637,188 fr. 16
Fonds libres à cumuler avec les ressources de l'exercice 1874	353,701 01

Le vote demandé au Conseil général impliquera l'approbation pure et simple des comptes administratifs. »

— Le compte est approuvé.

M. le comte d'Hespel fait le rapport ci-après :

« M. le Préfet soumet au Conseil général les propositions des architectes départementaux, pour travaux neufs et de grosses réparations à faire, en 1876, aux bâtiments des Tribunaux du département.

Ces propositions se résument ainsi qu'il suit :

Lille. — Palais de justice. — Renouvellement partiel de gouttières et plateformes. — Peintures des salles d'audience, des cabinets des juges d'instruction et appropriations diverses, ci . . . . . 4,700 fr.

Dunkerque. — Palais de justice. — Réparations diverses, ci . . . . . 2,350 »

Hazebrouck. — Tribunal civil. — Travaux supplémentaires faits en excédant du projet montant à 1,820 fr. 70 cent. approuvé par le Conseil général dans sa session d'octobre 1874, ci 152 03

Le devis présenté s'élève à 256 fr. 23 cent., mais M. le Préfet a cru devoir ajourner, quant à présent, une dépense montant à 104 fr. 20 cent. relative à un compteur à gaz et son robinet.

Valenciennes. — Tribunal civil. — Réparation et peinture de façades, ci . . 2,000 »

Valenciennes. — Tribunal de commerce. — Grosses réparations, ci . . . . . 1,200 »

Douai. — Tribunal civil. — Renouvellement de la toiture, ci . . . . . 700 »

Douai. — Salle d'assises. — Réparations diverses, ci . . . . . 750 »

Avesnes. — Tribunal civil. — Réparations aux toitures, ci . . . . . 1,200 »

Total 13,052 03

Ce dernier projet montant à 3,700 fr., a été approuvé par le Conseil général dans sa session de 1874. La dépense a été répartie en trois annuités : 1,300 fr. en 1874 ; 1,200 fr. en 1875 et 1,200 fr. en 1876.

Le 1er bureau propose au Conseil général d'inscrire au budget de 1876 la somme de 13,052 fr. 03 pour travaux de grosses réparations aux tribunaux du département. »

— Le crédit est voté.

(Séance du 24.)

(M. le Conseiller-d'État Préfet rentre en séance).

Landrecies.
—
Caserne de gendarmerie. (1. B.)

M. Soins donne lecture pour **M. Testelin**, du rapport suivant :

« Le 1er bureau, considérant que la brigade de gendarmerie de Landrecies est installée depuis longtemps dans la propriété Thomas et qu'elle s'y trouve convenablement installée, que cet immeuble outre qu'il est plus vaste, contient des jardins et un abreuvoir très précieux pour l'hygiène des chevaux de la brigade; qu'enfin il est d'un prix moins élevé que la propriété de M. le commandant Duchemin, est d'avis que M. le Préfet soit autorisé à acquérir, au nom du département, l'immeuble appartenant aux héritiers de feu M. Thomas et occupé actuellement par la brigade de gendarmerie de Landrecies.

En conséquence, il est d'avis d'ouvrir au budget de 1876, sous chapitre XIX, un crédit de 22,500 fr., dont 20,000 pour le prix principal et le surplus pour les frais d'acquisition et d'appropriation. »

— Ces conclusions sont adoptées et le crédit est voté.

M. Goussard présente le rapport ci-après :

Loos.
—
Octroi, (1 - B).

« La commune de Loos se trouve dans la nécessité de pourvoir prochainement à des travaux d'utilité communale, ayant pour objet la construction d'une salle d'asile, l'établissement d'une place publique, et diverses améliorations de voirie.

Elle demande, à cet effet, que les tarif et règlement de son octroi, qui expirent le 31 décembre 1877, soient prorogés de trois ans, soit jusqu'au 31 décembre 1880, et que la taxe de 4 fr. l'hectolitre, actuellement perçue sur l'alcool, soit portée au maximum du tarif général, soit à 6 fr. Elle se réserve, d'ailleurs, de soumettre au Gouvernement un projet de surtaxes sur les boissons, à l'effet de se procurer les principales ressources dont elle a besoin pour l'exécution des travaux sus-désignés.

La commune de Loos étant annuellement grevée de 40 centimes additionnels environ, pour dépenses ordinaires et extraordinaires, se trouve dans les conditions voulues pour demander à l'octroi, les suppléments de ressources qui lui sont nécessaires.

M. le Préfet propose, en conséquence, au Conseil général, d'approuver par application de l'article 46, § 25, de la loi du 10 août 1871, la prorogation des tarif et règlement de l'octroi de la commune de Loos, jusqu'au 31 décembre 1880, et porter de quatre fr. à six fr. l'hectolitre, la taxe à percevoir sur l'alcool.

Le 1er bureau propose d'approuver la délibération du Conseil municipal de Loos. »

— Conclusion adoptée.

Préfecture. Hôtel.
—
Entretien des bâtiments et du mobilier. (2. B.)

M. Soins présente un rapport ainsi conçu :

Les honorables collègues qui ont bien voulu se charger de surveiller l'emploi des crédits destinés à l'entretien des bâtiments de la Préfecture et de son mobilier, dans le rapport qu'ils adressent à M. le Conseiller d'État, Préfet du Nord, l'informent que grâce à une surveillance de tous les instants, la somme de 35,680 fr., que le Conseil a votée (à titre d'essai) pour l'entretien des bâtiments et celle de 9,000 fr., qui devait être affectée au mobilier, ont été suffisantes. Ils estiment que des crédits de même importance sont nécessaires pour l'exercice 1876. En conséquence, M. le Préfet propose d'inscrire au budget de 1876 :

1° Un crédit de 36,000 fr. pour les bâtiments.
2° Un crédit de 9,000 pour le mobilier.

Soit. . 45,000 fr.

La somme de 35,680 fr., que le Conseil a votée l'an dernier, se trouve majorée de 320 fr. par suite de la décision qu'il a prise, dans la session d'avril, pour l'éclairage de l'horloge de la Préfecture.

Le 2e bureau est d'avis que le Conseil général autorise cette inscription et qu'en adressant des remerciements aux membres de la Commission de surveillance, il leur demande de vouloir bien continuer leur œuvre,

— Ces conclusions sont approuvées et les crédits sont votés.

Des remerciements sont adressés à **MM. Desrousseaux** et **Van der Straeten**, conseillers généraux délégués pour surveiller les dépenses, et leur mandat est continué.

M. Berteaux fait un rapport ainsi conçu :

Lycées de et de Douai. — Bourses. (3e B.)

« Le département pourvoit aux dépenses de sept bourses dans chacun des lycées de Lille et de Douai.

M. le Préfet a communiqué les notes fournies par MM. les Proviseurs sur les titulaires de ces bourses.

L'attention des familles a été appelée sur ceux des élèves dont les notes laissent a désirer.

Aucune vacance ne se produit, cette année, au lycée de Lille.

Deux bourses au lycée de Douai seront libres le 30 septembre, mais les titulaires de ces deux bourses réclament une prolongation d'une année. Tous deux ont des notes satisfaisantes et figurent au tableau d'honneur.

Mais l'un a déjà joui d'une première prolongation; c'est donc une seconde année supplémentaire qu'il sollicite; — l'autre ne paraît pas devoir être dans une situation assez précaire pour nécessiter l'admission de sa demande.

En conséquence, le 3e bureau croit devoir repousser ces deux demandes de prolongation, eu égard surtout en grand nombre de postulants.

Par ce fait, deux bourses seront donc vacantes, au 30 septembre, au lycée de Douai.

Les demandes actuelles sont au nombre de 14 dont :

	bourses :	2	au Lycée de Lille.
	»	2	» de Douai.
	»	4	à l'un ou l'autre de ces deux lycées.
1/2	bourses :	5	au lycée de Lille.
	»	1	» de Douai.

En raison du peu de vacances des bourses, le 3e bureau est d'avis de repousser de prime abord et en bloc toutes les demandes de demi-bourses complémentaires.

En second lieu, aucune vacance ne se produisant au lycée de Lille, il y a également justice à ne pas s'arrêter à l'examen des demandes ayant exclusivement ce lycée pour objectif.

(Séance du 24.)

Restent donc six demandes de bourses dont deux pour le lycée de Douai et quatre sans désignation de lycée, mais dont deux sont au lycée de Lille.

Les demandeurs sont dans l'ordre alphabétique :

DELAYE, ULYSSE ;
DEMELIN, LUCIEN ;
DUVAL, CHARLES ;
FRANCQ, CHARLES ;
LABORDE, ALPHONSE ;
RAVISÉ, AUGUSTE ;
TELTIER, EMILE.

Les élèves Ravisé et Laborde sont au lycée de Lille.

Les positions de fortune de ces divers candidats sont à très-peu près les mêmes, c'est-à-dire nulles.

Un fils de veuve seulement, dont l'aîné a déjà obtenu une bourse de l'Etat, il y a un an.

Les moyens d'existence de leurs familles se bornent à des produits annuels d'emploi, variant de 1,000 à 4,000 fr ; l'un d'eux atteint même 5,500 fr.

Les services invoqués ne présentent rien de particulier ni de bien saillant.

Dès lors, il a paru équitable et convenable au 3e bureau de faire peser surtout dans la balance le mérite de chacun des candidats dont voici la liste par ordre de mérite :

1 Ravisé, (est au lycée de Lille) 8 points 1/2, fils d'un receveur d'enregistrement qui a trois enfants.
2. Duval, fils d'un voyageur de commerce, (deux enfants) 8 points.
3. Dalaye, fils de veuve, receveur de poste, dont l'aîné a une bourse de l'Etat, 6 points 1/2.
4. Demelin, fils d'employé au chemin de fer du Nord, 6 points 1/2 (un enfant, mais chargé de parents.)
5. Laborde, (est au lycée de Lille) fils d'un receveur de contributions, (quatre enfants) 5 points 1/2.
6. Tellier, fils d'un marin (quatre enfants), 5 points 1/2.
7. Francq, Ch., fils unique d'un professeur, 5 points 1/4.

Les élèves Ravisé et Duval avec 8 1/2 et 8 arrivent en première ligne.

Puis Delaye et Demelin avec chacun 6 1/2.

Les autres n'atteignent plus 6 points.

Il y aurait donc lieu d'admettre les élèves Ravisé, Duval, Delaye et Demelin, à bénéficier de ces deux bourses en les divisant en quatre demi-bourses.

Mais M. le Préfet ayant fait remarquer que par décision du Conseil général en date d'octobre 1874, quatre demi-bourses ont été créées et attribuées à des jeunes gens demandant à suivre les cours professionnels annexés aux lycées de Lille et Douai ; que des demandes de ce genre se sont produites, mais qu'elles sont en instance pour l'obtention des bourses de l'Etat, le 3e bureau ajourne à statuer sur la concession de ces quatre demi-bourses à concéder, maintient sa liste de classement pour le cas où les bourses de l'Etat seraient concédées et où il se produirait quelque vacance, et renvoie la question à la Commission permanente.

En outre, le 3e bureau, attendu l'augmentation constante des demandes de chaque année, sollicite du Conseil la création de trois demi-bourses nouvelles pour chacun des lycées de Lille et Douai, pour l'année 1876, si les ressources du budget ne permettaient pas de les concéder pour 1875.

Dans sa session d'octobre 1874, le Conseil général a créé deux nouvelles demi-bourses pour chacun des lycées de Lille et Douai, qui ont occasionné une dépense de 360 fr. pour le quatrième trimestre de 1874 et que, d'accord avec M. le Prefet, le 3e bureau propose d'inscrire au budget rectificatif de 1875.

Egalement d'accord avec M. le Préfet, le 3e bureau propose au Conseil général de voter au budget de1 876, un crédit de 11,200 fr. pour frais occasionnés par les 14 bourses.

En résumé, le Conseil général est prié par son 3e bureau, de voter :

1° Le renvoi de la concession de quatre demi-bourses à la Commission permanente;

2° La création de trois demi-bourses nouvelles pour chacun des lycées de Lille et Douai, à partir de l'année 1876, si les ressources du budget ne permettaient pas de les concéder pour 1875;

3° L'inscription de 360 fr. au budget rectificatif de 1875;

4° Enfin, un crédit de 11 200 fr. au budget de 1876. »

M. le Préfet rappelle que, l'année dernière, le Conseil général avait décidé que les demi-bourses nouvellement créées seraient affectées à l'enseignement professionnel. S'il n'a pas été présenté de demande pour ces bourses, c'est que, ne voyant pas de bourses vacantes, ne sachant pas si le Conseil prolongerait ou non les bourses dont jouissaient deux titulaires au lycée de Douai, M. le Préfet a engagé les jeunes gens qui étaient disposés à les solliciter, à demander de préférence des bourses de l'Etat.

Mais si le Conseil général n'admet pas la prolongation, pendant une année, en faveur des deux jeunes gens du lycée de Douai qui désirent compléter leur instruction en suivant un cours de mathématiques spéciales, il y aura deux bourses ou quatre demi-bourses vacantes. M. le Préfet demande si le Conseil général n'entend pas réserver ces quatre demi-bourses pour l'enseignement professionnel. Dans ce cas, il y aurait lieu de déléguer à la Commission départementale le soin d'examiner les demandes qui seraient présentées.

M. Desrousseaux dit que si le 3e bureau ne s'est pas occupé des candidats pour l'enseignement professionnel, c'est qu'il ne s'en est pas présenté. Pour tenir compte des observations de M. le Préfet, il lui semble qu'on pourrait adopter le rapport jusqu'à la désignation des élèves admis exclusivement, afin de laisser la décision à prendre sur ce point à la discrétion de la Commission départementale.

M. le Préfet n'a pas d'objection à faire contre la création des six nouvelles demi-bourses Il est heureux de voir le Conseil général encourager l'instruction secondaire, comme tous les genres d'instruction.

Seulement, il faut bien se rendre compte que plus il y aura de bourses à donner, plus il y aura de candidats, et qu'il sera impossible d'accueillir toutes les demandes. Il conviendrait donc de déterminer, une fois pour toutes, le nombre des bourses départementales afin qu'il soit parfaitement entendu que, quel que soit le nombre des demandes, le chiffre fixé ne sera pas dépassé.

(Séance du 24.)

M. Desrousseaux expose que le 3e bureau demande l'augmentation du nombre de bourses, parce qu'on a porté de dix à douze le nombre des bourses pour les élèves artistes. Il n'a pas paru juste qu'il y eût douze bourses d'élèves artistes, alors qu'il n'y a que sept boursespour les lycées.

M. le Préfet fait remarquer qu'il y a sept bourses pour chacun des lycées de Lille et de Douai, ce qui fait 14, et que pour le lycée qu'on a l'espérance de voir érigé à Valenciennes, le Conseil général a,dès à présent, promis sept bourses, ce qui ferait 21.

M. Desrousseaux est d'avis qu'on ne saurait trop répandre l'instruction secondaire; le bureau a pensé qu'elle devait être encouragée tout autant et même plus que l'étude des baux-arts.

M. le baron de Bouteville prie M. le Préfet de faire étudier, d'ici à la session d'avril, s'il ne conviendrait pas d'attribuer les bourses aux pères de familles, en leur laissant le soin de choisir l'établissement d'instruction secondaire où il leur conviendrait de placer leurs enfants. Le Conseil sait que certains colléges communaux peuvent être tenus d'une façon assez remarquable pour pouvoir être érigés en lycées. Il a vu aussi combien ils étaient onéreux aux municipalités. Il n'y aurait pas d'inconvénients à ce que le père de famille pût porter sa bourse à un collége communal qui est dans cette situation. La session étant très-avancée, l'honorable membre demande seulement que l'administration veuille bien étudie ce sytème, ses inconvénients, s'il en a, ses avantages, et faire connaître son appréciation à la session prochaine.

M. le Préfet ne fait pas d'objection à cette proposition; il pense qu'il conviendrait que le Conseil général nommât une commission pour étudier la question dans l'intervalle des sessions. On pourrait renvoyer à la commission la proposition du 3e bureau relative à la création de six nouvelles bourses.

M. Legrand (de Valenciennes) se demande si la proposition de M. le baron de Bouteville n'aurait pas pour objet de permettre aux pères de famille, qui seraient nantis d'une bourse, de s'en servir dans un établissement ecclésiastique. Si c'était là le but, l'honorable membre s'opposerait à la nomination d'une commission. Au moment où l'Université va être battue en brêche par les établissements libres qu'on sait, le Conseil général voudrait-il aider à la concurrence qui va être faite aux institutions de l'État? M. Legrand désire qu'il soit bien entendu qu'on n'attribuera que des bourses universitaires.

M. Plichon croit que le préoccupant va beaucoup au-delà de la pensée de l'auteur de la proposition. Ce que demande M. le baron de Bouteville, c'est une étude et rien plus. Il n'y a pas, quant à présent, de résolution à prendre.

L'honorable membre pense qu'il y aurait utilité non seulement au point de vue de l'enseignement, mais encore au point de vue du bon emploi des ressources départementales, à donner des bourses dans les colléges communaux. On pourrait, par ce moyen, répandre l'enseignement d'une manière libérale: les frais de la pension étant moins élevés, le département pourrait répartir ses bienfaits sur un plus grand nombre de jeunes gens. Il n'est pas nécessaire pour trouver un bon enseignement d'aller dans les lycées de Lille et de Douai. A Cambrai, à Valenciennes, à Bailleul, à Estaires... on trouve de bons colléges communaux et très-souvent avec un subside de 3 ou 400 fr., on pourrait obtenir lemême résultat qu'avec une bourse qui coûte le double.

L'Université elle-même donne des bourses dans les colléges communaux, elle y trouve donc des avantages.

Il ne s'agit pas toutefois de prendre une résolution, mais seulement d'ordonner une étude, sans rien préjuger. L'an prochain, quand le Conseil général, sera de nouveau réuni, M. le Préfet fera connaître les résultats de cette étude.

M. le Président invite l'auteur de la proposition, à la formuler par écrit.

M. le baron de Bouteville dépose une proposition ainsi conçue :

« Le conseiller général soussigné demande la mise à l'étude d'une répartition nouvelle des bourses, qui seraient accordées au père de famille, sous les conditions ordinaires, de telle sorte que le père de famille choisirait lui-même l'établissement d'instruction secondaire où il porterait la bourse, cet établissement étant situé dans le département et agréé par le Conseil général. »

M. le baron de Bouteville ajoute qu'il se bornait à demander à M. le Préfet une étude par la voie administrative, mais il n'a pas d'objection à faire à la nomination d'une commission spéciale qui présenterait son rapport à la session d'avril, tant sur cette question que sur la création de six nouvelles demi-bourses.

M. Desrousseaux demande le renvoi du rapport de M. Berteaux, au 3e bureau.

M. Legrand (de Valenciennes) n'entend pas préjuger la question, mais il répète qu'il refuserait de s'associer à la nomination d'une commission dont le but serait de rechercher les moyens de se servir des bourses du département pour encourager des établissements rivaux de ceux de l'Etat.

M. Desrousseaux demande l'ajournement et le renvoi au 3e bureau.

— L'ajournement et le renvoi sont prononcés.

Caisse élémentale. retraites. — Pension Romain. (3e B.)

M. Desrousseaux présente un rapport sur la nouvelle liquidation de pension sollicitée par M. Romain, Agent-voyer en chef du département :

« M. Romain, dit-il, a adressé à M. le Préfet une lettre dont le rapporteur croit devoir donner lecture :

» Lille, le 14 août 1875.

» Monsieur le Conseiller d'Etat,

» Au moment de faire régler définitivement ma pension de retraite par le Conseil général, je viens vous prier de vouloir bien soumettre à cette assemblée les observations suivantes :

» M. Sencier, qui m'a appelé dans le Nord, il y a neuf ans, m'avait offert un traitement de 8,000 fr. et 2,000 fr. pour fais de bureau ét de tournée. Dans la session d'août 1866, le Conseil général fixa le traitement à 6,000 fr. et à 4,000 fr. les frais de bureau.

» Deux ans après mon entrée en fonctions, l'importance du service vicinal s'est accrue considérablement, son budget est passé de 2,400,000 à 8 millions.

» Ma pension de retraite est réglée sur le chiffre de 6,000 fr., il n'est tenu aucun compte des 4,000 fr. alloués pour frais de bureau, de telle sorte qu'après 34 ans de services, il y a un écart très-considérable entre mon traitement de 10,000 fr. et le chiffre de 3,550 fr. auquel vous avez proposé de régler ma pension de retraite.

» Il dépend aujourd'hui du Conseil général de reporter 2,000 fr. à mon traitement suivant la promesse de M. Sencier, et de décider que ma pension sera réglée sur un traitement de 8,000 francs.

« Le Conseil général, j'en ai l'espoir, ne refuserait pas d'accueillir ma propositon si vous aviez la bonté de la lui présenter.

» A titre de simple renseignement, je ferai remarquer que dans le département de la Loire, ma pension de retraite serait réglée à 4,866 fr. à raison de 2/3 du traitement de 6,000 fr. pour 25 ans, de service, et augmentation de 1/60 pour chaque année en sus.

» Permettez-moi, Monsieur le Conseiller d'Etat, d'espérer que ma demande vous paraîtra suffisamment justifiée par les services rendus dans l'accomplissement de mes modestes fonctions et que vous voudrez bien l'appuyer auprès de l'assemblée départementale, aujourd'hui investie du droit de régler définitivement les pensions de retraite des agents salariés sur les fonds départementaux.

» J'ai l'honneur d'être, avec le plus profond respect, Monsieur le Conseiller d'État, votre très-humble et obéissant serviteur.

« *Signé :* ROMAIN. »

Les faits énoncés, dans cette lettre, continue le Rapporteur, sont à la parfaite connaissance des membres du Conseil général qui siégeaient à cette époque et nous nous rappelons que ce n'était pas pour diminuer la pension de retraite de M. Romain que son traitement n'a été fixé qu'à 6,000 fr. et les frais de bureau à 4,000 fr. lorsqu'il n'étaient précédemment que de 2,000 fr. mais uniquement pour ne pas créer un précédent à l'avantage de ceux qui seront appelés à lui succéder.

En conséquence, le 3e bureau, prenant en considération les circonstances qui ont décidé M. Romain à accepter les fonctions d'agent-voyer en chef dans le Nord et les avantages qui lui ont été promis, est d'avis qu'il est équitable de lui tenir compte dans une certaine proportion, des indemnités qui lui sont accordées pour frais de bureau et de tournée, afin d'augmenter le chiffre de son traitement et par suite le montant de sa pension de retraite.

Qu'agir autrement ce serait arriver à cette conséquence inadmissible qu'après 9 ans d'exercice dans le département du Nord, et dans une position qu'on lui faisait meilleure, M. Romain verrait sa pension de retraite liquidée à une somme inférieure à celle qu'il aurait obtenue dans le département de la Loire, s'il y avait continué ses fonctions.

En conséquence, le 3e bureau vous propose d'ajouter au traitement de M. Romain, fixé à 6,000 fr. une somme des 2,000 fr. prise sur les indemnités de frais de bureau et de tournée, afin de le porter à 8,000 fr. qui, en réalité, devaient former son traitement fixe et sur lequel sera calculé sa pension de retraite.

Toutefois, pour rentrer dans les dispositions légales en matière de retraite, M. Romain devra justifier du versement à la caisse de la somme afférente à la retenue sur les 2,000 fr. ajoutés à son traitement.

Si, comme nous l'espérons, vous adoptez cette base, le montant de la pension de M. Romain serait fixé à 4,733 fr. 37.

C'est le chiffre que nous proposons de voter.

Je crois être, en outre, l'interprête du Conseil général en adressant à M. Romain des remercîments pour les services qu'il a rendus au département et pour l'obligeance et le dévouement qu'il n'a cessé d'apporter dans l'exercice de ses fonctions. » (Assentiment).

— Ces conclusions sont adoptées et la pension est liquidée au chiffre de 4,733 fr. 37.

ée de Lille. — élévation à 1re classe. — Vœu.

La proposition suivante est déposée ;

« Les Conseillers généraux soussignés ont l'honneur de proposer au Conseil général d'émettre le vœu que le lycée de Lille soit élevé à la première classe. »

» Signé : DESROUSSEAUX, VAN DER STRAETEN ET SOINS. »

— Renvoi au 3e bureau.

L'assemblee n'étant plus en nombre, le Conseil s'ajourne à demain à 9 heures du matin.

La séance est levée à 6 heures trois quarts.

Le Secrétaire,
LEGRAND (de Lecelles).

Les Présidents,
PLICHON,
JULES BRAME, *Vice-Président*.

(Séance du 24.)

Annexe à la séance du 24 août.

LISTE DES SOIXANTE-DOUZE JURÉS PAR ARRONDISSEMENT,

pour remplir le vœu de la loi du 3 *mai* 1841, *sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.*

Nos d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS.	DATES DE LA NAISSANCE.	LIEUX DE LA NAISSANCE.	QUALIFICATIONS.	DEMEURES.
	ARRONDISSEMENT D'AVESNES.				
	CANTON D'AVESNES-NORD.				
1	De Colnet, Jules.	21 oct. 1809.	Wimy (Aisne.)	Propriétaire.	Dompierre.
2	Lecompte, Eugène-Henri.	11 oct. 1838.	Avesnes.	Notaire.	Dourlers.
3	Dubois, Jules.	9 janv. 1828.	Felleries.	Brasseur.	Felleries.
4	Georges, Constant.	21 mars 1816.	Avesnes.	Propriétaire.	Baslieu.
5	Colinet, Élysée.	13 mars 1825.	Péronne.	Rentier.	Avesnes-s/Helpe.
	CANTON D'AVESNES-SUD.				
6	Blanchard, François.	22 nov. 1838.	Baslieu.	Propriétaire,	Cartignies.
7	Dineux, Benoît.	29 août 1825.	Cateau.	Id.	Haut-lieu.
8	Lehanier, Léon.	15 juill. 1825.	Etrœungt.	Id.	Marbaix.
9	Tordeux, Émile-Albert.	19 sept. 1836	Avesnes.	Filateur.	Avesnes.
10	Berlaimont, Humbert.	31 mars 1828.	Maroilles.	Prop. et anc. Maire	Grand-Fayt.
	CANTON DE BAVAI.				
11	Marchand, Alexandre-Henri-François.	12 avril 1818.	Bavai.	Rentier.	Bavai.
12	Crapez, Anatole.	25 mars 1832.	Id.	Maître-de-forges.	Id.
13	Pierrat, Dominique.	6 janv. 1831.	Paris.	Gért de la Sté Dervillers et Cie.	Houdain.
14	Jean, Henri.	12 juill. 1828.	Lourches.	Brasseur.	La Longueville.
15	Willot, Emile.	24 févr. 1839.	Taisnières.	Meunier.	Taisnières-s/Hon.
	CANTON DE BERLAIMONT.				
16	Delecroix, Guislain-Honoré.	11 nov. 1821.	Berlaimont.	Cultivateur.	Berlaimont.
17	Marchant, Vital,	22 mars 1816.	Vieux-Mesnil.	Propriétaire.	Vieux-Mesnil.
18	Mary, Alfred.	12 mars 1821.	Noyelle.	Cultivateur.	Noyelle.
19	Witrant, Jules-Horace.	10 mai 1839.	Leval.	Id.	Aulnoye.
	CANTON DE LANDRECIES.				
20	Deloffre, André.	11 janv. 1812.	Landrecies.	Propriétaire.	Landrecies.
21	Marouzé, Léonidas	28 mars 1816.	Preux-au-Bois.	Marchand de bois.	Preux-au-Bois.

Nos d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS.	DATES DE LA NAISSANCE.	LIEUX DE LA NAISSANCE.	QUALIFICATIONS.	DEMEURES.
	CANTON DE MAUBEUGE.				
22	Arsiaux, Cyprien.	25 sept. 1809.	St-Rémy-m.-bâti.	Cultivateur.	St-Rémy-m.-bâti.
23	Blam, Alexandre.	17 sept. 1822.	Solre-le-Chateau.	Rentier.	Maubeuge.
24	Brasseur, Lucien.	14 mars 1829.	Maubeuge.	Négociant.	Id.
25	Bultiaux, Constant.	1er sept. 1824.	Ferrière-la-Petite	Id.	Villers-Sre-Nicole
26	Carniaux, Pierre.	21 déc. 1813.	Anor.	Marchd de nouvés	Maubeuge.
27	Desput, Hector.	24 juill. 1822.	Id.	Dr gal de la manufacture de glaces.	Jeumont.
28	Février, Constant.	16 oct. 1812.	Rouvroy (Belg.)	Rentier.	Maubeuge.
29	Flamet, Amédée.	8 mars 1833.	Condé.	March. de bois.	Louvroil.
30	Gilot, Timoléon.	2 juill. 1817.	Elesmes.	Agriculteur.	Elesmes.
31	Gravez, Edouard.	23 déc. 1818.	Valenciennes.	Rentier.	Maubeuge.
32	Hannequart, Benoît.	1er mars 1834.	Marpent.	Brasseur et cultiv.	Marpent.
33	Leclercq, Joseph.	20 juin 1830.	Hoez.	Propriétaire.	Ferrière-la-Grde
34	Lemaire, Eugène.	1er juill. 1835.	Bettignies.	Cultiv. et propre.	Bettignies.
35	Lucq, Charles.	2 nov. 1841.	Maubeuge.	Négociant.	Maubeuge.
36	Mathon, Omer.	19 mars 1828.	Viesly.	Rentier.	Hautmont.
37	Meurisse, Edmond.	4 sept. 1826.	Maubeuge.	Propriétaire.	Recquignies.
	CANTON DE QUESNOY-EST.				
38	Garçon, François.	16 avril 1826.	Neuville.	Cultivateur.	Neuville.
39	Cte de Nédonchel, Alex.-Hri-Godefroy	9 sept. 1816.	Jolimetz.	Proprtaire et Maire.	Jolimetz.
40	Crapez, César-François.	14 juin 1834.	Englefontaine.	Cultivateur.	Louvignies.
41	Descamps, Jules, Méliton.	10 mars 1814.	Ruesnes.	Inspecteur d'Académie en retraite.	Ruesnes.
	CANTON DE QUESNOY-OUEST.				
42	Dehove, Thomas.	20 janv. 1816.	Frasnoy.	Propriétaire.	Frasnoy.
43	Boez, Jean-Baptiste.	27 juin 1839.	Gommegnies.	I .	Gommegnies.
44	Dutordoir, Célestin-Alexis-Augte fils.	26 juin 1834.	Valenciennes.	Id.	Jenlain.
45	Carpentier, Augustin-Ferdinand.	18 oct. 1829.	Maresches.	Brasseur.	Maresches.
46	Tacque, Augustin.	16 févr. 1814.	Preux-au-Sart.	Prop. et cultivatr.	Preux-au-Sart.
	CANTON DE SOLRE-LE-CHATEAU.				
47	Blanpain, Benoît.	12 mars 1827.	Cousolre.	March. marbrier.	Cousolre.
48	Dupont, Hippolyte.	3 août 1827.	Sars-Poteries.	Rentier.	Sars-Poteries.
49	Bultiaux, Alexandre.	15 avril 1825.	Wattignies.	March. brasseur.	Dimechaux.
50	Julien, Valéry.	13 juil. 1828.	Liessies.	Rentier.	Liessies.
	CANTON DE TRÉLON.				
51	Baivier, César.	12 juil. 1827.	Anor.	March. de farine.	Anor.
52	Berteaux, Bélisaire-Émile.	31 juil. 1831.	Fourmies.	Filateur.	Fourmies.
53	Berteaux, Jules.	27 févr. 1838.	Wignehies.	Id.	Id.
54	Dervillée, Henri-Désiré.	9 avril 1826.	Fourmies.	Id.	Id.
55	Divry, Théophile-Victor.	31 mars 1820.	Ohain.	Id.	Id.
56	Mehaux, Gustave.	12 févr. 1833.	Glageon.	Propriétaire.	Glageon.

Nos d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS.	DATES DE LA NAISSANCE.	LIEUX DE LA NAISSANCE.	QUALIFICATIONS.	DEMEURES.
	ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.				
	CANTON DE CAMBRAI-EST.				
1	Pluvinage, Pierre-Louis.	20 mars 1820.	Cambrai.	Cultivateur.	Awoingt.
2	Lemoine, Pierre-Joseph.	26 sept. 1822	Cauroir.	Id.	Cauroir.
3	Loisez, Pierre-François-Joseph.	3 mars 1813.	Iwuy.	Propriétaire.	Iwuy.
4	Jacqmart, Charles-Louis-François.	29 mars 1835.	Id.	Id.	Id.
5	Delcroix, Louis.	25 janv. 1814	Cambrai.	Cultivateur.	Cambrai.
6	Derieux, Louis-Joseph.	28 sept. 1833.	Avesnes-l.-Aubert	Id.	Id.
	CANTON DE CAMBRAI-OUEST.				
7	Crespin, Auguste.	23 mai 1805.	Lille.	Propriétaire.	Cambrai.
8	Delambre, Charles.	23 sept. 1836.	Cambrai.	Id.	Id.
9	Fontaine, Jules.	6 mars 1820	Valenciennes.	Fab. de sucre.	Neuville-St-Rémy
10	Delmotte, Henri.	24 mars 1836.	Paillencourt.	Brasseur.	Paillencourt.
11	Herbet, Henri-Célestin.	17 sept. 1843.	Baralle (P.-de-C.)	Propriétaire.	Haynecourt.
12	Mairesse, Camille.	22 févr. 1815.	Cambrai.	Brasseur.	Cambrai.
13	Toussaint, Georges.	1834.	Paris.	Propriétaire.	Id.
	CANTON DE CARNIÈRES.				
14	Bochard, Charles, fils.	27 juill. 1840.	Estourmel.	Cultivateur.	Estourmel.
15	Bauduin, Cyrille.	4 avril 1815.	Quiévy.	Propriétaire.	Quiévy.
16	Bonneville, Hottois.	24 sept. 1826.	Fontaine-au-Pire.	Cultivateur.	Fontaine-au-Pire.
17	Démory, Anatole.	13 déc. 1831.	Rieux.	Id.	Rieux.
18	Denoyelle, Alexis.	28 févr. 1839.	Villers-en-Cauchies	Id.	Villers-en-Cauchies
19	Dubois, Alphonse.	14 févr. 1842.	Cambrai.	March. brasseur.	Béthencourt.
20	Lefebvre, Fénelon.	27 févr. 1840.	Cattenières.	Cultivateur.	Cattenières.
	CANTON DU CATEAU.				
21	Flayelle, Charles-Joseph-Antoine.	2 août 1817.	Le Câteau.	Propriétaire.	Le Câteau.
22	Sartiaux, Jules.	26 mars 1813.	Id.	1er sup. du J.-de-P.	Id.
23	Ponsin-Bonnaire.	1er déc. 1807.	Stenay.	Propriétaire	Id.
24	Sutils, Nicolas-Armand.	4 août 1807	Morgny-en-Thiér.	Entrepos. en retr.	Id.
25	Cousin de Beaumont, Hubert.	7 février 1816.	Le Câteau.	ancien négociant.	Id.
26	Morcrette, Auguste.	19 janv. 1826.	Id.	Propriétaire.	Id.
27	Ledieu-Douay, Alfred.	18 févr. 1828.	Neuvilly.	Id.	Neuvilly.
28	Cardon, Jean-Baptiste.	30 juin 1831.	Troisvilles.	Brasseur.	Troisvilles.
29	Ducornet, Richard.	21 févr. 1828.	Maretz.	Fabricant.	Honnechy.
30	Gabet, Aimé-Philippe.	15 avril 1835.	Inchy.	Cultivateur.	Inchy.
31	Flavigny-Vallez, Aimé.	13 déc. 1814.	St-Aubert.	Négociant.	Le Câteau.
32	Demaretz, Cassiodore.	3 mars 1823.	Bazuel.	Cultivateur.	Bazuel.
33	Clara, Élie-Joseph.	22 avril 1832.	Reumont.	Brasseur.	Reumont.

Nos d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS.	DATES DE LA NAISSANCE.	LIEUX DE LA NAISSANCE.	QUALIFICATIONS.	DEMEURES.
		CANTON DE CLARY.			
34	Nave, Hubert.	6 nov. 1821.	Malincourt.	Fabr. de tissus.	Villers-Outréaux.
35	Noclerc, Eugène.	12 juin 1822.	Selvigny.	Cultivateur.	Selvigny.
36	Leduc, François.	10 mai 1825.	Maretz.	Rentier.	Maretz.
37	Candelier. Georges.	6 avril 1841.	Arras.	Propriétaire.	Ligny.
38	Happe, Arsène.	20 déc. 1838.	Haucourt.	Cultivateur.	Haucourt,
39	Fontaine-Marcel.	11 août 1821.	St-Souplet.	Brasseur.	Clary.
40	Piettre, Henry.	8 déc. 1822.	Caudry.	Propriétaire.	Caullery.
41	Sourmais Henri.	29 août 1832.	Id.	Fabricant.	Caudry.
42	Lepousez, Pierre-Maurice.	26 sept. 1830.	Busigny.	Propriétaire.	Busigny.
		CANTON DE MARCOING.			
43	Crépin, Louis.	28 févr. 1808.	Proville.	Cons. gén^{al} et M^{re}	Noyelles.
44	Dujardin, Adolphe.	20 août 1839.	Templeuve.	Fabric. de sucre.	Masnières.
45	Dupuich, Fleury.	6 déc. 1823.	Bouvignies-Boy$^{ef.}$	Notaire.	Gouzeaucourt.
46	Faille, Jean-Baptiste, Hubert.	21 mars 1813.	Cambrai.	Cultivateur.	Cantaing.
47	Hary, Louis-François.	10 déc. 1838.	Oisy-le-Verger.	Fabric. de sucre.	Doignies.
48	Leroy, Ernest,	14 sept. 1841.	Cambrai.	Propriétaire.	Crèvecœur.
49	Mallet (Comte de Coupigny), Gustave.	20 nov. 1827.	Id.	Propriét. et Maire	Doignies.
50	Manniez, Célestin.	10 janv. 1815.	Rumilly.	Cultivateur.	Rumilly.
51	Rubin, Louis.	20 août 1817.	Esnes.	Id.	Ribécourt.
52	Van Cappel de Prémont, Louis.	16 juill. 1816.	Villers-Guislain.	Propriétaire.	Villers-Guislain.
		CANTON DE SOLESMES.			
53	Boursier, Ildephonse.	23 mars 1812.	Saint-Martin.	Cultivateur.	Saint-Martin.
54	Brisset, Hector.	5 oct. 1835.	Solesmes.	Notaire.	Solesmes.
55	Bourson, Gustave.	12 déc. 1835.	Compiègne.	Propriétaire.	Romeries.
56	Defer, Joseph.	8 juillet 1829.	Maresches.	Brasseur.	Saint-Python.
57	Dubois, Charles.	25 nov. 1813.	Vertain.	Cultivateur.	Vertain.
58	Waguet, César.	31 mai 1811.	Id.	Banquier.	Solesmes.
		ARRONDISSEMENT DE DOUAI.			
		CANTON D'ARLEUX.			
1	Haunois, Louis-Prosper.	4 avril 1834.	Aubigny-au-Bac.	March.^{d} boucher.	Aubigny-au-Bac.
2	Billet, Pierre-Célestin.	30 nov. 1836.	Cantin.	Artiste peintre.	Cantin.
3	Corbhent, Auguste-Joseph.	3 janv. 1813.	Hamel.	Négociant.	Estrées.
4	Franquelin, Alex^{dre}-Maxim^{en}.-Joseph.	4 mars 1827.	Fressain.	Cultivateur.	Fressain.
5	Couppé, Ovide-Joseph.	18 sept. 1826.	Lécluse.	Id.	Lécluse.
6	Darthenay, Louis.	11 mars 1815.	Granville.	Maire.	Monchecourt.

Nos d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS.	DATES DE LA NAISSANCE.	LIEUX DE LA NAISSANCE.	QUALIFICATIONS.	DEMEURES.
		CANTON DE DOUAI-NORD.			
7	Allard, Édouard.	18 févr. 1819.	Douai.	Propriétaire.	Douai.
8	Jodocins, Georges.	22 avril 1812.	Sarreguemines.	Id.	Id.
9	Labbe, Charles-Louis.	22 mai 1809.	Faumont.	Arpenteur.	Flines.
		CANTON DE DOUAI-OUEST.			
10	Thorez-Corbitt, Alexandre-Charlemagne-François-Xavier.	3 janv. 1813.	Douai.	Propriétaire.	Douai.
11	Dubois, Jules-Ferdinand.	5 mars 1835.	Id.	Avocat.	Id.
12	De Boisset, Paul.	4 févr. 1819	Alby.	Dr de l'Escarpelle	Flers.
13	Lucc, Ildephonse.	1er mars 1811.	Douai.	Propriétaire.	Douai.
14	Denisse, Hyacinthe-Albert.	3 juin 1836.	Raches.	Propre et adjoint	Raches.
15	Dupuis, François.	29 août 1815.	Raimbeaucourt.	Id. et Cultiv.	Raimbeaucourt.
16	Bernard, Édouard.	7 mars 1819.	Orchies.	Id. et Maire.	Roost-Warendin.
		CANTON DE DOUAI-SUD.			
17	Taillar, Charles.	12 mai 1810.	Douai.	Propriétaire.	Douai.
18	André, J.-B.-Joseph-Adolphe.	10 mai 1813.	Id.	Brasseur.	Id.
19	Courtecuisse, Louis-Désiré-Philippe.	26 nov. 1832.	Id.	Banquier.	Id.
20	De Bailliencourt dit Courcol, Paul-Théodore-Rodolphe.	13 févr. 1822.	Id.	Notaire.	Id.
21	De Muyssart des Obeaux, Paul-Louis.	4 mai 1837.	Maresmes.	Propriétaire.	Montigny.
22	Tarlier, St-Clair.	12 août 1835.	Douai.	Id.	Auberchicourt.
23	Wuillemain, Emile-Alexandre.	22 févr 1822.	Arc-sous-Ciron.	Dr des Mes d'Aniche	Id.
24	Tréca-Legentil, Ildephonse-Joseph.	11 févr. 1819.	Douai.	Marchand de fer.	Douai.
		CANTON DE MARCHIENNES			
25	De Campeau, Edmond-Louis.	25 juill. 1810.	Douai.	Propre et Maire.	Villers-Campeau
26	Lesens-Wuillate, Benoît-Joseph.	14 nov. 1826.	Marchiennes-Cgne	Cultiv. et march.	Rieulay.
27	Lenglin, Lindore-Joseph.	1er mars 1825.	Vred.	Cultiv. et Maire.	Vred.
28	Rachez, Pierre-François.	6 juillet 1831.	Wandignies.	Propriétaire.	Wandignies.
29	Vanlerberghe, Benoît-Alexandre.	5 oct. 1834.	Marchiennes.	Brasseur.	Marchiennes-vil.
30	Lesens-Dujardin, Antoine-Joseph.	8 juin 1822.	Marchiennes-Cgne	Propriétaire.	Id. campag.
		CANTON D'ORCHIES.			
31	Lepère, Arnould-Philibert.	17 juin 1828.	Orchies.	Brasseur.	Orchies.
32	Delcroix, Jean-Baptiste.	19 sept. 1818.	Saméon.	Maire et Cultivat.	Saméon.
33	Delplanque, Jean-Philippe.	14 déc. 1817.	Nomain.	Cultivateur.	Nomain.
34	Monnet-Dupire, Henri.	28 oct. 1818.	Mouchin.	Id.	Landas.
35	Larose, Jean-Baptiste.	23 avril 1823.	Flines.	Propriétaire.	Coutiches.
36	Simon, Isaac-Joseph-Hector	3 déc. 1843.	Beuvry.	Cr et Fl de pannes	Beuvry.
37	Ego, Jules-Désiré.	1er nov. 1817.	Douai.	Rentier.	Orchies.

Nos d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS.	DATES DE LA NAISSANCE.	LIEUX DE LA NAISSANCE.	QUALIFICATIONS.	DEMEURES
	ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.				
	CANTON DE BERGUES.				
1	De Baecque, Louis-Désiré-Augustin.	28 juillet 1815.	Bergues.	Percept. des Waeteringues.	Bergues.
2	Deblock, Louis-Édouard-Désiré.	28 juin 1819.	Id.	Propriétaire.	Id.
3	Chocqueel, Anatole-Félix-Louis.	7 mai 1846.	Id.	Id.	West-Cappel.
4	Demersseman, Théodore-Gustave.	7 avril 1836.	Cappelle.	Rentier.	Armbouts-Cappel
	CANTON DE BOURBOURG.				
5	Verschave, Gustave-Adolphe-Ernest.	14 févr. 1824.	Looberghe.	Propriét.-Rentier	Bourbourg-Ville.
6	Belle, Arthur.	15 mars 1839.	Bourbourg-Cam.	Négociant.	Id. Campag.
7	Ghys, Charles-Louis-Michel.	29 sept. 1824.	Holque.	Cultivateur.	Holque.
	CANTON DE DUNKERQUE-EST.				
8	Derode, Victor.	31 juill. 1824.	Lille.	Rentier.	Rosendael.
9	Deswarte, Pierre-Emmanuel.	24 mars 1814.	Ghyvelde.	Cultivateur.	Leffrinckouke.
10	Dardenne, Paul-Evrard-Edouard.	25 janv. 1816.	Dunkerque.	Rentier.	Dunkerque.
11	Delfosse, Paul-Adrien.	27 mars 1814.	St-Vaast-lez-Bavai	Négociant.	Id.
12	Delelis, Jules-André-Joseph.	3 juin 1827.	Fauquières-lez-Bethune.	Rentier.	Id.
13	Drouillard, Charles-Alexdre-Jacques.	9 sept. 1816.	Dunkerque.	Id.	Id.
14	Moreel, Pierre-Désiré-Amand.	14 févr. 1817.	Id.	Négociant.	Id.
15	Vancauwenberghe, Numa-Théoph.-Dré	19 mai 1837.	Id.	Armateur.	Id.
16	Thibaut, Auguste-Joseph-Désiré.	2 août 1814.	Id.	Ex-Pharmacien.	Id.
17	Plecy-Piotte, Frédéric-Aug.-Désiré.	26 nov. 1814.	Id.	Propriétaire.	Id.
18	Berthelot, Charles.	25 oct. 1829.	Courtray.	Négociant.	Id.
19	Bonvarlet, Alexandre-Jacques.	23 janv 1826,	Dunkerque.	Id.	Id.
20	Bourdon, Louis-Alfred-Hippolyte.	22 août 1835.	Id.	Rentier.	Id.
	CANTON DE DUNKERQUE-OUEST.				
21	Dedrye, François-Joseph.	13 août 1820.	Dunkerque.	Malteur.	Dunkerque.
22	Govard, Louis-Édouard-Émile.	7 mars 1824.	Id.	Négociant.	Id.
23	Dekindt, Constant-Fidèle-Amand.	10 févr. 1825.	Id.	Id.	Id.
24	Leroy, Philippe-William-Désiré.	9 juillet 1844.	Id.	Armateur.	Id.
25	Gervais, Henri-Eugène.	19 févr. 1823.	Armentières.	March. de draps.	Id.
	CANTON DE GRAVELINES.				
26	Buttez, Jean-Baptiste.	22 mars 1824.	Gravelines.	Mtre au Cabotage.	Gravelines.
27	Fetel, Éloi.	16 avril 1832.	Loon.	Rentier.	Loon.
28	Merlen, Jules-Joseph.	22 juill. 1832.	Gravelines.	Id.	Gravelines.
29	Wasca, Charles-Constantin.	15 mars 1831.	St-Georges.	Propriétaire.	Id.

Nos d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS.	DATES DE LA NAISSANCE.	LIEUX DE LA NAISSANCE.	QUALIFICATIONS.	DEMEURES.
		CANTON D'HONDSCHOOTE.			
30	Boudeweel, Auguste-Louis-Josse.	25 mai 1824.	Hondschoote.	Notaire.	Hondschoote
31	Mallengier, Pierre-Jacques.	21 nov. 1830.	Moëres.	Cultivateur.	Moëres.
32	Regoot, Alexandre-Victor fils.	7 déc. 1827.	Id.	Id.	Hondschoote.
33	Vandaele, François.	24 nov. 1826.	Warhem.	Fabric. d'huiles.	Warhem.
		CANTON DE WORMHOUDT.			
34	Desmidt, Benjamin.	27 avril 1838.	Millam.	Cultivateur.	Merckeghem.
35	Desmyttère, Charles-Louis-Justin.	18 nov. 1827.	Wormhoudt	Propriétaire.	Wormhoudt.
36	Leenhouder, Pierre-Émile-Alfred.	5 oct. 1836.	Id.	Distill. et cultiv.	Id.
37	Outters-Hilst, Hyppolyte-Gustave.	14 déc. 1818.	Hondschoote.	Maire et propriét	Herzeelé.
		ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.			
		CANTON DE BAILLEUL NORD-EST.			
1	Cardon-Delbaere, Louis.	24 mai 1828.	Quesnoy-s/Deûle	Cultivateur.	Nieppe.
2	Chieus, François-Louis-Joseph.	6 nov. 1819.	Nieppe.	Id.	Steenwerck.
3	Hopsomer, Charles.	10 janv. 1828.	Bailleul.	Recev[r] municipal.	Bailleul.
4	Lesage, Cyrille.	15 oct. 1820.	Nieppe.	Cultivateur.	Nieppe.
		CANTON DE BAILLEUL SUD-OUEST.			
5	Becuwe, Benoît.	15 mars 1818.	Meteren.	Rentier.	Meteren.
6	Bieswal, Henri.	17 juill. 1820.	Bailleul.	Propriétaire.	Bailleul.
7	De Clerq, Henri.	5 août 1830.	Id.	Notaire.	Id.
8	Hullebert, Auguste.	25 nov. 1814.	Vieux-Berquin.	Cultivateur.	Vieux-Berquin.
		CANTON DE CASSEL.			
9	Delabaere, Louis-Pierre-Désiré.	15 févr. 1820.	Bergues.	Ancien notaire.	Cassel.
10	Desmyttère, Aimé-Folquin-Joseph.	6 déc. 1820.	Cassel.	Maire.	Id.
11	Vantroyen, Eugène-Amédée.	15 août 1822.	Lille.	Négociant.	Id.
		CANTON D'HAZEBROUCK-NORD.			
12	Barbier de la Serre, Auguste.	20 mai 1804.	Lille.	Propriétaire.	Renescure.
13	De Pape, Jules.	4 mai 1837.	Bourbourg.	Id.	Hazebrouck.
14	Lefebvre, Adolphe.	2 déc. 1809.	Nuncq.	Id.	Id.
15	Huyghe, Léon,	6 juin 1825.	Hazebrouck.	Id.	Id.
16	Masson, Charles.	9 sept. 1827.	Lucheux.	Négociant.	Id.

Nos d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS.	DATES DE LA NAISSANCE.	LIEUX DE LA NAISSANCE.	QUALIFICATIONS.	DEMEURES.
		CANTON D'HAZEBROUCK-SUD.			
17	Deberdt, Henri.	6 avril 1817.	Caestre.	Propriétaire.	Hazebrouck.
18	De Groote, Henri.	4 août 1812.	Wallon-Cappel.	Id.	Id,
19	Deswarte, Charles.	17 sept. 1828.	Strazeele.	Maire.	Strazeele.
20	Didier, François.	14 mars 1835.	Chambéry.	Propriétaire.	Pradelles.
21	Massiet du Biest, André.	28 déc. 1827.	Hazebrouck.	Cultivateur.	Hazebrouck.
22	Montreuil, Édouard-Charles-Justin.	15 oct. 1842.	Anzin.	Maire.	Bœseghem.
		CANTON DE MERVILLE.			
23	Colson, François.	9 avril 1835.	Haverskerque.	Marchand de bois	Haverskerque.
24	Duchateau, Louis-Auguste.	19 juin 1816.	Estaires.	Menuisier.	Estaires.
25	Dupont, Martial.	1er juill. 1806.	Merville.	Rentier.	Id.
26	Gamelin-Auguste-Joseph.	13 août 1835.	Estaires.	Négociant.	Id.
27	Lefebvre, Louis.	29 mars 1816.	Béthune.	Aen Phar.-Rentier	Merville.
28	Lefebvre, François-Joseph.	3 juillet 1826.	Arleux-en-Gohelle	Contrôleur de magasin des tabacs.	Id.
29	Lefer, Louis-Charles.	5 janvier 1815.	La Gorgue.	Const. de bateaux	La Gorgue
30	Legrand, Adrien-Benoît.	21 juill. 1828.	Béthune.	Notaire.	Merville.
		CANTON DE STEENVOORDE.			
31	Alexander, Pierre-Louis-François.	20 oct. 1839.	Hondschoote.	Notaire.	Steenvoorde.
32	Colpaert, Frédéric.	19 déc. 1833.	Terdeghem.	Cultivateur.	Terdeghem.
33	Gantois, Jean-François.	28 déc. 1817.	St-Sylvestre-Cap.	Maire.	St-Sylvestre-Cap.
34	Loingeville, Edmond.	31 juill. 1832.	Caestre.	Propriétaire.	Eecke.
35	Serlooten, Édouard.	11 févr. 1816.	Steeenvoorde.	Rentier.	Steenvoorde.
36	Snyders, Théophile.	17 mars 1831.	Id.	Brasseur.	Id.
		ARRONDISSEMENT DE LILLE.			
		CANTON D'ARMENTIÈRES.			
1	Batteur, Aimable.	19 juin 1829.	Chapelle d'Armres	Mchand Grainetier.	Bois-Grenier.
2	Breuvart, Eugène.	27 août 1827.	Frelinghien.	Brasseur.	Armentières.
3	Cuvelier, Édouard-Ignace-Joseph.	24 mars 1831.	Comines.	Cultivateur.	Frelinghien.
4	Dansette, Charles.	15 févr. 1838.	Houplines.	Farinier.	Houplines.
5	Parent, Narcisse-Julien.	23 oct. 1821.	Armentières.	Propriétaire.	Armentières.
		CANTON DE CYSOING.			
6	Desmarescaux-Deffontaine, J.-B.	22 avril 1820.	Bouvines.	Cultivateur.	Bouvines.
7	De Lagrange, Amory.	24 avril 1842.	Tournai.	Propriétaire.	Cobrieux.
8	Mulle, César-Auguste.	10 mars 1842.	Camphin-en-Pév.	Cultivateur.	Camphin-en-Pév.
9	Pollet, Jules.	18 juill. 1828.	Sainghin-en-Mél.	Rentier et Maire.	Sainghin-en-Mél.

Nos d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS.	DATES DE LA NAISSANCE.	LIEUX DE LA NAISSANCE.	QUALIFICATIONS.	DEMEURES.
		CANTON D'HAUBOURDIN.			
10	Platel, Henri-François.	19 mars 1809.	Loos.	Fermier.	Hallennes.
11	Deleplanque, Henri.	15 févr. 1816.	Esquermes.	Propriétaire.	Loos.
12	Frémaux, Pierre.	18 févr. 1832.	Santes.	Fermier.	Santes.
13	Conia, Louis-Joseph.	5 avril 1834.	Wavrin.	Id.	Wavrin.
		CANTON DE LA BASSÉE.			
14	Béghin, Louis-Désire-Joseph.	3 mars 1821.	La Bassée.	Propriétaire.	La Bassée.
15	Buisine, François.	9 mai 1814.	Illies.	Cultivateur.	Illies.
16	Lemaire, Charles-François.	21 juill. 1833.	Fromelles.	Propriétaire.	Fromelles.
17	Lecreux, Jules.	1813.	Lille.	Id.	Salomé.
		CANTON DE LANNOY.			
18	Cordonnier, Alexandre.	24 janv. 1817.	Tourcoing.	Propriétaire.	Arrstaing.
19	Droulers, Louis.	1er juill. 1821.	Wasquehal.	Distillateur.	Ascq.
20	Bouche, Victor.	25 mai 1822.	Hem.	Propriétaire.	Hem.
21	Deffrennes, Adolphe.	21 févr. 1826.	Lannoy.	Fabricant.	Lannoy.
		CANTON DE LILLE-CENTRE.			
22	Marteau, Charles-Alexandre.	2 janv. 1814.	Lille.	Architecte.	r. Masurel, 13, Lille
23	Bocquet, Charles-Félix.	13 mars 1843.	Id.	Négociant.	r. de Thionv., 7, id.
24	Descamps, Ange-Auguste.	12 sept. 1831	Id.	Id.	Id. 31, id.
25	Leloir, Henri-Joseph.	25 juill. 1815	Tourcoing.	Filateur.	pl. aux Bleets, 34, id.
26	Leclercq, Donat.	15 juin 1836.	Hem.	Mécanicien.	La Madelne-Lille.
		CANTON DE LILLE NORD-EST.			
27	Caudimont, Charles-Jules.	31 mars 1824.	Lille.	Négociant.	Pt de Cine, 28, Lille
28	Chalant, Armand-Émile-Arthur.	11 nov. 1838.	Id.	Rentier.	r. Louvière, 23, id.
29	Parsy, Émile.	6 juillet 1809.	Id.	Négociant.	r. de Paris, 137, id.
30	Thiébaut, Jules.	9 nov. 1839.	Lille (Fives).	Rentier.	Mons-en-Barœul.
		CANTON DE LILLE-OUEST.			
31	Baggio, Pierre.	9 août 1809.	Carvin.	Rentier.	r. S.-Cath. 76 Lille
32	Laurange, Aimé.	4 avril 1828.	Lille.	Entrepreneur.	r. Masséna, 3, id.
33	Duquenne, Camille.	16 juin 1816.	Id.	Rentier.	r. Négrier, 32 id.
34	Guermonprez, Henri.	15 nov. 1815.	Id.	Négociant.	r. Royale, 90, id.

Nos d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS.	DATES DE LA NAISSANCE.	LIEUX DE LA NAISSANCE.	QUALIFICATIONS.	DEMEURES.
		CANTON DE LILLE SUD-EST.			
35	Béghin, Louis-Antoine-Constant-Ch.	4 août 1811.	Armentières.	Brasseur.	r. Vignte, 65, Lille
36	Bruyerre, Désiré.	9 févr. 1827.	Lille.	Négociant en lins.	r. Béthune, 27, id.
37	Duthoit, Chrysostome-Joseph.	5 févr. 1821.	Bourghelles.	March. bonneterie	r. Paris, 36, id.
38	Mouquet, Hector-Victor.	12 août 1821.	Armentières.	Constructeur.	r. Paris, 161, id.
		CANTONS DE LILLE SUD-OUEST.			
39	Blondeau, Eugène-Henri-Charles-Jph.	5 juillet 1821.	Lille.	Propriétaire.	r. Beauhs, 14, Lille
40	Bruneau, Léopold-Joseph.	2 juillet 1818.	St-Amand.	Pharmacien.	r. Nation., 73, id.
41	Debièvre, Jules.	21 août 1821.	Lille.	Filateur.	r. Inkerm. 23, Id.
42	Desoblain, Évariste.	12 avril 1822.	Id.	Négociant.	r. Nation., 113, Id.
43	Derenty, Henri.	20 mars 1817.	Id.	Id.	Id. 75, Id.
44	Fauchille, Charles.	3 mars 1820.	Id.	Id.	b. Liberté, 12, Id.
		CANTON DE PONT-A-MARCQ.			
45	Denneulin-Denneulin, Louis.	23 nov. 1828.	Attiches.	Marchand de bois	Attiches.
46	Macquart-Lambre, Alexandre.	3 nov. 1841.	Moncheaux.	Négocnt et Maire.	Moncheaux.
47	Six, Jules.	9 mars 1839.	Pont-à-Marcq.	Tanneur.	Pont-à-Marcq.
48	Vallois, Louis.	18 févr. 1815.	Mons-en-Pévèle.	Propriétaire.	Thumeries.
		CANTON DE QUESNOY-SUR-DEULE.			
49	Pagès, Jules (le Baron).	4 oct. 1810.	Comines.	Propriétaire.	Comines.
50	Salembié, Jean-Baptiste.	8 mars 1817.	Houplines.	Rentier.	Id.
51	Lesage, Charles-Louis-Joseph.	24 juill. 1815.	Lomme.	Fermier et Maire.	Lompret.
52	Despretz, Pierre.	21 mai 1818.	Deûlémont.	Farinier.	Quesnoy-s/Deûle.
		CANTON DE ROUBAIX-EST.			
53	Devaillant, Marcelin.	10 juin 1814.	Lille.	Rentier.	Roubaix.
54	Famechon, Alexandre.	29 sept. 1822.	Amiens.	Négociant.	Id.
55	Morel, Augustin.	9 nov. 1817.	Novion-Porcion.	Manufacturier.	Id.
56	Screpel, Achille.	23 janv. 1822.	Roubaix.	Teinturier.	Id.
		CANTON DE ROUBAIX-OUEST.			
57	Delfosse, Clément.	23 févr 1824.	St-Vaast-l.-Valnnes	Fabricant.	Roubaix.
58	Dervaux, Henry-Charles.	28 févr. 1839.	Tourcoing.	Id.	Id.
59	Masurel-Watine, Jules-Paul Joseph.	12 avril 1841.	Id.	Négociant.	Id.
60	Wattel, Florimond-Joseph.	29 juin 1819.	Linselles.	Fabricant.	Id.

Nos d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS.	DATES DE LA NAISSANCE.	LIEUX DE LA NAISSANCE.	QUALIFICATIONS.	DEMEURES.
		CANTON DE SECLIN.			
61	Grauwin, Jean-Baptiste-François.	30 déc. 1832.	Camphin-en-Carl[t]	Cultiv. et Maire.	Camphin-en Car
62	Zègre, Louis.	20 août 1828.	Gondecourt.	March. de liquides	Gondecourt.
63	Lamblin-Mayette, Jean-Baptiste.	5 mai 1816.	Lesquin.	Farinier.	Lesquin.
64	Descloquement, Emile-Jean-Baptiste	18 déc. 1836.	Seclin	Brasseur.	Seclin.
		CANTON DE TOURCOING-NORD.			
65	Bouchart, Achille.	13 juin 1836.	Tourcoing.	Négociant.	Tourcoing.
66	Malfait, Louis.	3 février 1817.	Lille.	Filateur.	Id.
67	Lemaître, Pierre-François,	19 juin 1815.	Halluin.	Rentier.	Halluin.
68	Dalle, Antoine.	4 nov. 1843.	Bousbecques.	Fabricant de lins.	Bousbecques.
		CANTON DE TOURCOING-SUD.			
69	Loingeville, Gustave.	1er juill. 1829.	Hazebrouck.	Propriétaire.	Marcq-en-Barœul
70	Debuchy, Désiré.	7 oct. 1823.	Tourcoing.	Filateur.	Tourcoing.
71	Jombart, Adolphe.	3 juillet 1809.	Lille.	Rentier.	Id.
72	Jonglez, Charles.	28 sept. 1831.	Tourcoing.	Filateur.	Id.
		ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.			
		CANTON DE BOUCHAIN.			
1	Wallez, Alfred.	24 juin 1829.	Abscon.	Cultivateur.	Abscon.
2	Lanthiez, Philippe.	20 déc. 1821.	Avesnes-le-Sec.	Adjoint.	Avesnes-le-Sec.
3	Bouchez, Victor.	26 sept. 1831.	Bouchain.	Notaire.	Bouchain.
4	Dupau, Adolphe.	28 févr. 1830.	Pergny.	Percepteur.	Id.
5	Lengrand, Bernard.	18 déc. 1811.	Douchy.	Marchand.	Douchy.
6	Deschanvres, Florentin.	6 sept. 1826.	St-Saulve.	Distillateur.	Denain.
7	Chadefaud, Gabriel.	29 août 1824.	St-Laurt-des-Comb.	Ingénieur.	Id.
8	Vaast, Alfred.	26 mars 1836.	Denain.	Brasseur.	Id.
9	Boulanger, Émile-François.	22 avril 1833.	Douai.	Cultivateur.	Escaudain.
10	Lestoille, François.	16 déc. 1826.	Haspres.	Id.	Haspres.
11	Locquet, Désiré-Lambert.	19 oct. 1839.	Haveluy.	Marchand Épicier	Haveluy.
12	Copin, Achille.	12 sept. 1827.	Hélesmes.	Brasseur.	Hélesmes.
13	Oliviez, Auguste.	1839.	Haveluy.	Adjoint.	Hordaing.
14	Dias, Désiré.	15 juill. 1820.	Id	Chef de musique.	Lourches.
15	Vignolle, Gilbert.	17 sept 1830.	Marquette.	Propriétaire.	Marquette.
16	Coquelle, Jules,	2 juillet 1807.	Mastaing.	Id.	Mastaing.
17	Gourdin, Antoine.	22 oct. 1822.	Vitry.	Brasseur.	Neuville-s/l'Escaut
18	Chatelain, Antoine.	2 oct. 1837.	Noyelle-s./Selle.	Cultivateur.	Noyelles-s/Selle.

N.os d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS.	DATES DE LA NAISSANCE.	LIEUX DE LA NAISSANCE.	QUALIFICATIONS.	DEMEURES.
	CANTON DE CONDÉ.				
19	Petit, Frédéric-Alexandre.	29 avril 1810.	Condé.	Cultivateur.	Condé.
20	Pontier, Firmin.	19 sept. 1818	Id.	Fabr. de chicorée	Id.
21	Décrouez, Benoît-Louis.	13 oct. 1811.	Vieux-Condé.	Propriétaire.	Vieux-Condé.
22	Mathieu, Stanislas.	7 février 1809.	Condé.	Id.	Fresnes.
23	Guiot, Michel-Joseph.	8 sept. 1819.	Fresnes.	Id.	Id.
24	Defernez, Edouard.	2 août 1834.	Hergnies.	Cultivateur.	Hergnies.
25	Alglave, Jacques-Joseph.	10 nov. 1819.	Escaupont.	Id.	Escaupont.
26	Richard, Benoît.	6 avril 1832.	Vicq.	Id.	Vicq.
27	Giraud, Emile-Charles.	31 mars 1827.	Crespin.	Fabric. de sucre.	Crespin.
28	Bocquet, Augustin-Joseph.	8 nov. 1829.	Odomez.	Propriétaire.	Odomez.
	CANTON DE SAINT-AMAND (RIVE DROITE).				
29	Desailly, Benjamin.	19 janv. 1844.	St-Amand.	Fabricant.	St-Amand.
30	Devaux-Millecamps, Jean-Baptiste.	31 mai 1817.	Flines-l.-Mortag.	Id.	Id.
31	Douchy, Jules.	13 juin 1827.	Valenciennes.	Propriétaire.	Raismes.
32	Musy, Auguste.	5 juillet 1829.	Raismes.	Marchand de bois	Id.
33	Dutouquet, Juvénal.	25 févr. 1819.	Hasnon.	Id.	Hasnon.
34	Lenclud, Louis-Joseph.	26 déc. 1816.	Maubeuge.	Négociant.	Id.
35	Vandendriesse, Louis-Placide.	9 nov. 1829.	Brillon.	Id.	Id.
36	Leroux de Bretagne, Joseph.	13 juin 1841.	Id.	Propriétaire.	Mortagne.
	CANTON DE SAINT-AMAND (RIVE GAUCHE).				
37	Brasseur, Constant-Henri-Alphonse.	26 sept. 1838.	Saint-Amand.	Mar. de charbons	Saint-Amand.
38	Lecœuvre de Brabant, Jean-Baptiste.	12 mars 1825.	Id.	Propriétaire.	Id.
39	Nicolle, Pierre-Albert-Joseph.	9 mai 1825.	Id.	Banquier.	Id.
40	Robart, Léon.	21 janv. 1823.	Nîmes.	Propriétaire.	Thun.
41	Rémy de la Vigne, Louis-Joseph.	29 mai 1814.	Brillon.	Id.	Brillon.
42	Mouy, Jean-Baptiste.	8 sept 1828.	Saint-Amand.	Id.	Millonfosse.
	CANTON DE VALENCIENNES-EST.				
43	Claisse, Adolphe.	17 mai 1810.	Valenciennes.	Propr. et adjoint.	Valenciennes.
44	Gamblon, Clovis.	22 nov. 1809.	Honnecourt.	Notaire.	Id.
45	Féty, Auguste-Louis.	2 août 1817.	Valenciennes.	Tanneur.	Id.
46	Dangréaux-Duez, Élie.	2 mars 1812.	Quarouble.	Cultivateur.	Quarouble.
47	Cheval, Jean-Baptiste.	5 févr. 1824.	Préseau.	Id.	Préseau.
48	Delcroix, Philippe.	24 janv. 1843.	Sebourg.	Id.	Sebourg.
49	Duez, Constantin.	5 février 1811.	Rombies.	Propriétaire.	Rombies.
	CANTON DE VALENCIENNES-NORD.				
50	Fontaine, Louis-Victor.	4 juin 1829.	Lille.	March. brasseur.	Valenciennes.
51	Deltombe, Eugène-Théophile.	12 août 1836.	Valenciennes.	Négociant.	Id.
52	Portier-Boca, Gabriel.	7 sept. 1830.	Nantes.	Ingénieur civil.	Anzin.

Nos d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS.	DATES DE LA NAISSANCE.	LIEUX DE LA NAISSANCE.	QUALIFICATIONS.	DEMEURES.
53	Déprez, Léopold.	24 août 1832.	Anzin.	Manufacturier.	Anzin.
54	Pillon, Jean-Baptiste.	16 mars 1819.	Aubry.	Propriétaire.	Aubry.
55	Chevalier, Émile.	1er sept. 1827.	Bruay.	Cultivateur.	Bruay.
56	Dudant, Louis-François.	28 oct. 1815.	Wallers.	Id.	Wallers.
57	Durieux, Théophile.	19 janv. 1809.	Saint-Saulve.	Id.	Saint-Saulve.
58	Dècle, Julien.	1822.	Lille.	Banquier.	Valenciennes.
59	Laderrière, Hippolyte.	16 juill. 1807.	Anzin.	Vétérinaire.	Anzin.
60	Juvenel, Évariste.	9 févr. 1814.	Bruay.	Propriétaire.	Bruay.
61	Dupas, Louis-Anselme.	24 juin 1814.	Monchicourt.	Officier de santé.	Wallers.
	CANTON DE VALENCIENNES-SUD.				
62	Lecompt, Jean-Charles.	26 août 1826.	Quérénaing.	Propriétaire.	Maing.
63	Sauvage, Léon.	3 avril 1831.	Hérin.	Brass. et adjoint.	Hérin.
64	Tamboise, Augustin.	8 août 1822.	Quérénaing.	Cultivateur.	Quérénaing.
65	Vallez, Lucien.	15 oct. 1819.	Trith-St-Léger.	Id.	Trith-St-Léger.
66	Hourdequin, Alfred.	26 janv. 1828.	Valenciennes.	Propriétaire.	Valenciennes.
67	Dugimont, Édmond.	30 janv 1824.	Verchain.	March. brasseur.	Verchain.
68	Pluchart, Jean-Baptiste.	18 févr. 1819.	Oisy.	Rentier.	Oisy.
69	Malaquin, Henri.	23 févr. 1832.	Famars.	Id.	Famars.

Fait et arrêté en séance, le 24 août 1875, par les membres du Conseil général soussignés :

MM. Guilemin, Mailliet, Levent, Émond, Marie-Soufflet, Boulangé, baron de l'Épine, de Carnières, Rouez, Berteaux, Stiévenart-Béthune, Leleu, Telliez, Dutemple, Ch. Seydoux, Crépin, Macarez, Merlin, Giroud, Fiévet, baron de Bouteville, des Rotours, Joos, de Coussemaker, Gustave Lemaire, Trystram, Goussard, Goudaert, Bergerot, Lotthé, Plichon, Desmyttère, Joets de Metershof, Massiet du Biest, Duquenne, Beck, Pouchain, Jules Brame, Comte d'Hespel, Chombart, Descat, Jules Dutilleul, Soins, Morisson, Testelin, Desmoutiers, Desrousseaux, Deregnaucourt, Deleporte-Bayart, Van der Straeten, Roussel-Defontaine, Caullet, Renard, Émile Delerue, L. Legrand (de Lecelles), Bultot, L. Legrand, (de Valenciennes).

Lille-Imp. L. Danel

Séance du Mercredi 25 Août.

La séance est ouverte à neuf heures un quart.

Président : **M. Mailliet**, Vice-Président.
Secrétaire : **M. Desrousseaux**.

Sont presents :

MM. Guillemin, Levent, Emond, Marie-Soufflet, Boulangé, baron de l'Épine, de Carnières, Rouez, Berteaux, Stiévenart-Béthune, Leleu, Telliez, Dutemple, Crépin, Macarez, Billet, Merlin, Giroud, Fiévet, baron de Bouteville, Des Rotours, Joos, de Coussemaker, G. Lemaire, Trystram, Goussard, Goudaert, Bergerot, Lotthé, Plichon, Desmyttère, Joets de Métershof, Massiet du Biest, Duquenne, Beck, Pouchain, Jules Brame, Comte d'Hespel, Chombard, Descat, Pierre Legrand, J. Dutilleul, Soins, Testelin, Morisson, Desmoutiers, Deleporte-Bayart, Van der Straeten, Roussel-Defontaine, Caullet, Renard, Émile Delerue, Legrand (de Lecelles), Bultot, Legrand (de Valenciennes).

Sont absents :

MM. Charles Seydoux, Leurent, de Marsilly, Deregnaucourt.

M. le Conseiller d'État Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal de la dernière séance, lu par **M. Desrousseaux**, est adopté.

M. Berteaux donne de nouveau lecture des conclusions du rapport sur les lycees de Lille et de Douai, dont le vote a été ajourné à la séance d'hier. Ces conclusions sont les suivantes :

1° — Renvoi à la Commission départementale de la concession de quatre demi-bourses vacantes au lycée de Douai ;

2° Création de trois demi-bourses nouvelles pour chacun des lycées de Lille et de Douai, à partir de l'année 1876, si le budget ne permet pas de les concéder pour 1875;

3° Inscription d'un crédit de 360 fr. au budget rectificatif de 1875, à raison de la dépense occasionnée pendant le 4e trimestre de 1874, par la création en octobre 1874, de deux demi-bourses pour les lycées de Lille et de Douai;

4° Enfin, inscription au budget de 1876, d'un crédit de 11,200 fr. pour les frais afférents aux quatre bourses départementales.

M. le Préfet pense qu'il serait préférable, avant de créer trois demi-bourses pour les lycées de Lille et de Douai, de savoir quels seront les établissements qui seront admis à en bénéficier, c'est-à-dire d'avoir pris un parti sur la proposition faite par M. le baron de Bouteville.

M. le Président met aux voix les trois chefs des conclusions du rapport qui ne sont pas contestées.

— Ces conclusions sont adoptées et les crédits sont votés.

Le vote de la seconde de ces conclusions est réservé jusqu'à la solution de la question soulevée par la proposition de M. le baron de Bouteville.

Lycées et colléges — Bourses. — Proposition de M. de Bouteville. (3. B).

M. Berteaux donne lecture de son rapport sur cette proposition. Il est ainsi conçu :

— « Le 3e bureau, après examen de la question, qui lui a paru grave et entraîner des conséquences difficiles à prévoir, regrette que cette proposition lui ait été transmise en fin de session, et lorsqu'il lui reste quelques heures à peine pour l'examiner sur toutes ses faces.

Toutefois appréciant que la mission des bureaux est d'étudier les questions qui lui sont renvoyées et d'y proposer une solution, le 3e bureau ne croit pas devoir adhérer à la demande d'une Commission spéciale et par ces motifs est d'avis, à l'unanimité, de se réserver l'examen ultérieur de la question pour en faire un rapport à la session d'avril. »

M. le baron de Bouteville croit que le renvoi à une commission spéciale, qui avait été proposé hier par M. le Préfet, serait préférable. La question pourrait ainsi être étudiée avec maturité dans l'intervalle des sessions, et le rapport déposé dès le commencement de la session d'avril, tandis que le 3e bureau ne pourra examiner la proposition qu'en session et ne présenter son rapport qu'au dernier moment.

M. Desrousseaux dit que la proposition de M. le baron de Bouteville, ayant été renvoyée au 3e bureau, et celui-ci n'ayant pu en faire l'étude dans la courte séance qu'il a tenue, a pensé qu'il devait néanmoins s'en réserver l'examen, puisque le Conseil général n'avait pas cru devoir, dans sa séance d'hier, voter le renvoi à une commission spéciale.

M. Roussel-Defontaine pense que le 3e bureau pourrait agir comme une commission spéciale et déposer son rapport à l'ouverture de la session d'avril.

M. Legrand (de Valenciennes) est également d'avis de ne pas dessaisir le 3e bureau, qui a toute compétence pour traiter la question qui lui est soumise et qui pourra évidemment faire son travail d'ici à la session d'avril.

M. le Préfet déclare que s'il avait demandé la nomination d'une commission spéciale, c'était afin que la question fût étudiée dans l'intervalle des sessions, et qu une décision fût prise au mois d'avril prochain ; mais il ne voit aucun inconvénient à ce que le 3e bureau reste saisi, pourvu qu'il veuille bien fonctionner comme l'aurait fait une commission spéciale.

Après ces observations, la décision sur la proposition de M. LE BARON DE BOUTEVILLE est ajournée et l'examen en est maintenu au 3e bureau.

M. le Président met ensuite en délibération la proposition du 3e bureau qui conclut à la « création de trois demi-bourses nouvelles pour chacun des lycées de Lille et de Douai, à partir de l'année 1876, si le budget ne permet pas de les concéder pour 1875. »

Il s'agit de savoir, dit M. le Président, si l'augmentation du nombre des bourses, dans les lycées de Lille et de Douai, doit être votée dès-à-présent, ou s'il faut attendre pour statuer à cet égard qu'une décision ait été prise sur la proposition de M. de Bouteville.

M. le baron de Bouteville demande l'ajournement des propositions du bureau sur ce point.

M. Testelin fait remarquer que l'ajournement aura pour résultat de faire perdre une année aux dix-neuf candidats qui se sont présentés.

M. le Président dit qu'en supposant que le Conseil général vote la création des bourses et les attribue aux candidats proposés, il faut se demander où il enverra ces jeunes gens. Si on les envoie dans les lycées, c'est la négation de la mesure qui pourra être prise au mois d'avril.

M. Desrousseaux demande qu'on vote l'augmentation en principe tout en réservant l'application des nouvelles bourses. Les propositions du 3e bureau sont antérieures au dépôt de la proposition de M. de Bouteville.

M. le Préfet fait remarquer qu'il est inutile de voter les bourses, si on n'a pas l'intention de les attribuer dès à présent.

Il comprend l'intérêt qu'il peut y avoir à satisfaire dès maintenant aux demandes que le 3e bureau a trouvées légitimes. Il comprend également qu'on hésite à prendre par avance l'engagement d'augmenter de trois demi-bourses le nombre des bourses attribuées aux lycées de Lille et de Douai, en prévision de la création de bourses à créer dans de nouveaux établissements qui seraient admis à participer aux libéralités du département. Mais de deux choses l'une : ou il faut créer ces bourses pour les attribuer immédiatement, ou il ne faut rien voter en principe, puisqu'on ne sait pas si cette décision de principe ne serait pas modifiée ultérieurement. D'ailleurs, une fois la bourse créée et affectée à tel ou tel établissement d'enseignement, qu'elle soit occupée ou non, elle devra être payée. On priverait des jeunes gens méritants des libéralités du département sans profit pour personne. Il faut donc ou renvoyer la question de principe à la session d'avril, ou créer les bourses immédiatement et les attribuer *hic* et *nunc*, en chargeant la Commission départementale de désigner les candidats qui lui paraîtront les plus dignes.

M. Testelin est d'avis que le Conseil général doit non-seulement créer, mais attribuer les bourses, comme l'avait proposé le bureau, avant d'être saisi de la proposition de M. de Bouteville.

Si, au mois d'avril, l'Assemblée juge nécessaire de créer des bourses dans d'autres établissements, il ne se laissera pas arrêter par une dépense de quelque mille francs, car elle s'est toujours montrée très-libérale en faveur de l'instruction publique.

— Après ces observations, les conclusions du bureau, mises aux voix, sont adoptées : la création de six demi-bourses nouvelles est votée et la collation en est déléguée à la Commission départementale.

La parole est donnée à **M. Guillemin**, qui fait lecture des trois rapports ci-après :

Etablissements de bienfaisance. — Secours sur les fonds de l'Etat. (3e B).

I. — « La part afférente au département du Nord dans les secours annuellement accordés aux établissements de bienfaisance sur les fonds de l'État, a été fixée par M. le Ministre de l'Intérieur à la somme de 9,000 fr. pour 1876.

Aux termes de l'art. 68 de la loi du 10 août 1871, le Conseil général doit dresser un tableau collectif de propositions, en rangeant les demandes suivant leur mérite respectif. C'est ce travail que le 3e bureau soumet au Conseil général.

M. le Ministre fait remarquer que ces secours ont un double objet : venir en aide aux établissements et aux œuvres *absolument dénués de ressources*, et encourager les institutions vraiment dignes de la bienveillance du Gouvernement ; qu'il importe, pour rendre le concours de l'Etat réellement efficace, de ne pas comprendre un trop grand nombre d'établissemants dans la répartition.

Divers systèmes ont été successivement suivis jusqu'à ce jour.

En 1871, la Commission départementale, et, en 1872, le Conseil général, divisaient l'allocation entre tous les arrondissements au prorata de la population et le contingent afférent à chacun entre les communes les plus nécessiteuses.

Mais cette base n'est pas équitable, car les arrondissements ne sont pas dans une situation égale au point de vue du nombre des pauvres, de leurs besoins, et des ressonrces qu'ils possèdent.

En 1873, le Conseil a exclu de la répartition les hospices qui ont des revenus suffisants pour vivre et les communes de plus de 5,000 âmes, qui doivent pouvoir soutenir leurs établissements de bienfaisance ; puis il a partagé l'allocation entre les demandeurs au prorata de la population.

Ce système présente un double inconvénient.

D'une part, le secours est tellement divisé, qu'il devient sans utilité ni valeur pour ceux qui en ont véritablementbesoin ; de l'autre, on y fait participer, sans justification de nécessité, toute commune de moins de 5,000 habitants.

En 1874, le Conseil a rangé les communes en catégories, suivant l'importance de la somme qu'elles avaient à dépenser par chaque indigent à secourir.

Dans la première classe se trouvaient les bureaux de bienfaisance n'ayant qu'un franc de ressources par pauvre, dans la seconde les établissements ayant deux francs de ressources par indigent, et ainsi de suite.

Le Conseil s'est arrêté aux communes possédant 5 fr. par habitant pauvre, et il a réparti

le secours de l'État entre 25 bureaux de bienfaisance, au prorata du nombre d'indigents à secourir dans chaque commune et en raison du chiffre des demandes diverses.

Ce mode de procéder n'est pas à l'abri de critique.

D'une part, il est peu rationnel de faire dépendre le secours de la demande, élément arbitraire, à la disposition absolue des intéressés. La subvention doit aller aux infortunes réelles et non aux prétentions les plus élevées.

D'un autre côté, le chiffre des indigents à secourir est une base excellente, mais à la condition que ce chiffre soit toujours l'expression de la vérité. Malheureusement, quelques bureaux de bienfaisance, soit par erreur, soit dans le but d'obtenir un plus fort dividende, grossissent le nombre de leurs pauvres à secourir et amènent ce résultat que les plus sincères, victimes de leur modération, sont écartés de la répartition.

Comme exemples nous citerons : Reumont qui, en 1874, accusait 30 pauvres à secourir et qui, cette année, en signale 100 ; Clary qui, l'année dernière, en indiquait 160 et qui, aujourd'hui, en porte 640 ; Roncq qui, pour 700 pauvres secourus, en marque 1,500 à secourir ; Préseau, qui en donne 200 sur 600 ; Frémy, 40 sur 240 ; Neuville-en-Ferrain, 200 sur 2,000 ; Lys-lez-Lannoy, 40 sur 345, etc.; il y a là évidemment des erreurs ou des exagérations.

Rien d'ailleurs n'est variable comme l'appréciation sur l'étendue à donner à la charité.

Les uns pensent qu'on ne doit venir en aide qu'aux infirmes, aux malades, aux enfants ; les autres croient qu'il faut secourir tous ceux qui sont dans le besoin. De là des indications très-diverses, qui compromettent l'économie d'une juste distribution.

Il est nécessaire qu'à l'avenir les renseignements qui seront fournis soient de la plus exacte vérité. Le 3e bureau pric, en conséquence, M. le Préfet, de vouloir bien les faire contrôler avec soin et de prévenir les intéressés qu'on exclurait impitoyablement du concours tous les bureaux, qui majoreraient le nombre de leurs pauvres à secourir ou qui dissimuleraient leurs ressources. A ce sujet, que le Conseil permette au rapporteur une observation :

Certains établissements de bienfaisance n'accusent pas toutes leurs ressources. Quelques uns ne renseignent que sur leurs revenus personnels, sans tenir compte des dons qui leur sont fait sou des subventions communales; d'autres indiquent des chiffres sans les justifier. Il en résulte qu'ils se font ou peuvent se faire une situation plus intéressante qui fausse le résultat final.

Le tableau, qui est communiqué, reproduisait les mêmes erreurs, le bureau l'a fait rectifier dans la mesure du possible au moyen des indications des budgets, mais il importe que désormais les ressources de tous les bureaux de bienfaisance soient établies sur une base uniforme et qu'elles comprennent toutes les recettes de quelque nature qu'elles soient.

Le résumé des budgets donnerait, sans doute, ce renseignement d'une manière exacte.

Le chiffre des indigents à secourir n'est donc pas, en l'état, un élément bien sûr d'appréciation.

Le chiffre, toujours vrai, des indigents secourus conduirait le plus souvent à une solution équitable, car dans la plupart des communes des secours sont accordés à tous les habitants réellement nécessiteux, la quotité seule varie. Cependant, le 3e bureau le reconnaît, il existe certaines localités, qui ne peuvent, même partiellement, venir en aide à tous leurs indigents, ce ne serait pas assez reconnaître leurs efforts que de les subventionner d'après le nombre de leurs pauvres secourus, elles ont, plus que d'autres, droit à l'allocation du gouvernement, puisque leur misère est plus grande.

(Séance du 25.)

Dans ce conflit d'arguments divers, le 3e bureau propose un système mixte, qui conciliera, il l'espère, tous les intérêts : il consiste à prendre la moyenne des indigents secourus et à secourir, à rechercher les revenus que les établissements de bienfaisance possèdent par chacun de ces indigents et de ranger les communes dans l'ordre inverse à leurs ressources ; de cette manière, on tiendra compte de la misère non secourue et on corrigera les exagérations de certains chiffres ; toutefois, à l'avenir, lorsqu'on aura pu s'assurer de la parfaite exactitude des contingents accusés, il sera préférable de prendre pour base le nombre des indigents à secourir.

Comme en 1873, le 3e bureau croit devoir exclure de la répartition les hospices et les communes de plus de 5,000 âmes ou qui ne paient que 25 centimes additionnels ; ils paraissent pouvoir se suffire à eux mêmes.

Les 9,000 fr. alloués par le Gouvernement seraient repartis entre les bureaux de bienfaisance suivant le classement et dans la proportion de la moyenne des indigents de chaque commune secourus ou à secourir. Pour rendre le bienfait efficace et utile, le bureau ne comprend dans le tableau suivant que 39 communes.

NOMS des COMMUNES.	ARRONDISSEMENTS.	POPULATION.	CENTIMES COMMUNAUX.	INDIGENTS à SECOURIR.	INDIGENTS SECOURUS.	MOYENNE.	RESSOURCES.	REVENUS par moyenne d'indigents secourus et à secourir.	SECOURS ALLOUÉ.
Première catégorie.									
Beaurain	Cambrai	414	308	140	»	140	» »	» »	119 12
Saint-Benin	Id.	673	121	125	30	77	» »	» »	65 51
Ecuelin	Avesnes	163	135	10	»	10	» »	» »	8 50
Deuxième catégorie.									
Rousies	Avesnes	744	32	30	18	24	48 »	2 »	20 43
Clary	Cambrai	2783	291	640	164	402	821 »	2 04	341 99
Saint-Souplet	Id.	2636	119	1028	1028	1028	2275 »	2 21	874 56
Saint-Waast	Avesnes	1932	74	630	430	530	1254 »	2 36	450 89
Forest	Lille	814	86	250	125	187	542 70	2 90	159 11
Troisième catégorie.									
Selvigny	Cambrai	839	107	70	51	60	200 »	3 33	51 06
Montay	Id.	540	»	60	24	42	145 67	3 47	35 73
Saint-Aubert	Id.	2559	163	788	788	788	2865 »	3 63	670 37

NOMS des COMMUNES.	ARRONDISSEMENTS.	POPULATION.	CENTIMES COMMUNAUX.	INDIGENTS à SECOURIR.	INDIGENTS SECOURUS.	MOYENNE.	RESSOURCES.	REVENUS par moyenne d'indigents secourus et à secourir.	SECOURS ALLOUÉ.
Quatrième catégorie.									
Bissezeelé.	Dunkerqu . .	382	81	68	54	62	250 »	4 04	52 76
Wasnes-au-Bac . . .	Valenciennes	878	103	124	124	124	538 »	4 33	105 49
Sars-et-Rosières . . .	Id.	571	32	169	84	126	581 »	4 61	107 19
Moncheaux.	Lille	958	95	180	115	147	684 20	4 65	125 07
Raches	Douai. . . .	1602	26	300	240	270	1280 »	4 74	229 69
Cattenières	Cambrai. . .	1210	157	400	400	400	1916 »	4 79	340 28
Hordain.	Valenciennes	1407	73	700	700	700	3404 »	4 86	595 52
Cinquième catégorie.									
Brunémont.	Douai. . . .	541	34	80	25	52	259 »	5 »	44 24
Leers.	Lille	3286	106	750	430	590	3010 29	5 10	501 93
Ramillies.	Cambrai. . .	509	71	129	129	129	718 »	5 56	109 74
Neuville-Saint-Remy .	Id.	1087	93	240	40	140	784 »	5 60	119 10
Féchain.	Douai. . . .	1336	44	380	260	320	1792 »	5 60	272 23
Merris.	Hazebrouck .	1197	97	406	396	401	2288 88	5 70	341 16
Sainghin-en-Weppes .	Lille	2388	52	618	437	527	3085 16	5 85	448 36
Brillon	Valenciennes.	682	39	212	152	182	1073 »	5 89	154 83
Vendegies-au-Bois. . .	Avesnes. . .	1006	75	290	167	228	1350 »	5 92	193 98
Waziers.	Douai. . . .	1656	63	190	167	178	1056 »	5 95	151 43
Sixième catégorie.									
Lewarde.	Douai. . . .	1805	82	147	51	99	604 »	6 10	84 22
Bachy.	Lille	1013	87	130	127	128	813 30	6 35	108 89
Neuville-en-Ferrain. .	Id.	3927	126	600	200	400	2565 35	6 41	340 31
Reumont.	Cambrai. . .	1000	121	30	30	30	193 »	6 43	25 52
Beuvry	Douai. . . .	1871	56	336	336	336	2278 »	6 77	285 86
Sameon	Id.	1614	97	320	200	260	1763 »	6 78	221 18
Flers	Id.	1145	58	248	248	248	1699 »	6 85	210 99
Septième catégorie.									
Bollezeele	Dunkerque. .	1801	84	480	480	480	3396 »	7 07	408 34
Sommaing.	Cambrai. . .	599	130	180	168	174	1269 »	7 29	148 03
Fromelles	Lille	1317	133	345	250	297	2206 »	7 42	252 66
Steenbecque.	Hazebrouck .	1971	84	280	247	263	2035 04	7 73	223 73

— Ces conclusions sont approuvées et la répartition proposée est adoptée.

(Séance du 25.)

Ecole d'arts et métiers de Châlons. — Bourses. (3. B).

II — « Le département entretient trois bourses de 600 fr. à l'école nationale d'Arts et Métiers de Châlons, pour lesquelles le 3e bureau sollicite du Conseil un crédit de 1,800 fr. à inscrire au budget de 1876.

Quatre demi-bourses sont actuellement occupées par Demon Louis, de Lille, qui a terminé ses études, Druesne George, de Viesly, Bardou, d'Anzin, et Houck Arthur, d'Hazebrouck.

Les notes de deux des boursiers laissent à désirer, et le renvoi du troisième est demandé par le Conseil de l'école pour légéreté et insuffisance de travail.

Il faut que ces jeunes gens comprennent que si le département leur vient en aide pour leurs études, c'est à la condition expresse qu'ils se montrent dignes de cette faveur par une conduite exemplaire et des efforts soutenus pour profiter de l'enseignement qui leur est si libéralement offert.

Le 3e bureau espère que cet avis suffira et qu'au semestre prochain ils donoeront toute satisfaction.

Sur vingt-six condidats inscrits pour les bourses vacantes, dix-sept ont été reconnus admissibles.

Le second examen n'aura lieu qu'en septembre, de sorte qu'il y a licu de déléguer à la Commission départementale le soin d'accorder alors les demi bourses aux plus méritants. »

— Ces conclusions sont approuvées; le crédit est voté.

Ecole de Châlons. — Bourses. — Vœu. (3. B.

III. — « MM. Giroud, Caullet, Fiévet, Merlin, des Rotours, Legrand (de Valenciennes), ont proposé un vœu tendant à ce « que les bourses entretenues par le département du Nord à l'école des Arts et métiers de Châlons soient portées de trois à six » —, le 3e bureau s'associe à la pensée qui a inspiré le vœu, mais ne pense pas que l'augmentation du nombre des bourses soit en ce moment nécessaire.

Trois demi-bourses sont vacantes et peut-être une quatrième le deviendra bientôt, si le renvoi, sollicité par le Conseil de l'école, d'un des pensionnaires du département, est prononcé.

Or, depuis plusieurs années, il n'a pas été reçu chiffre pareil de demandes et les demi-bourses n'ont pu être toutes employées. De deux à cinq jeunes gens du Nord sont en moyenne admis chaque année à l'école des arts et métiers de Châlons; trois ou quatre demi-bourses suffiront évidemment pour venir en aide à ceux de ces élèves, dont la situation pécuniaire sera digne d'intérêt.

En conséquence, le 3e bureau propose d'ajourner la réalisation du vœu dont il s'agit. »

— Approuvé.

M. Caullet présente le rapport qui suit :

Enfants assistés. — Tarif des pensions attribuées aux nourriciers. — Révision. (3. B).

« Le rapport de M. le Préfet fait connaître au Conseil général, que le tarif arrêté en 1869, pour les années 1870 à 1874, des frais de séjour aux hospices dépositaires des enfants de l'assistance publique a été augmenté de 25 %, en vertu d'une délibération du Conseil général, prise dans sa session d'octobre 1874, pour la période quinquennale de 1875 à 1879 et qu'en conséquence le prix de la journée a été porté de 0,60 c. à 0,75 c.

» M. le Préfet dit qu'en donnant son approbation à ce nouveau tarif, M. le Ministre de l'Intérieur a appelé son attention sur le point de savoir s'il ne serait pas opportun d'augmenter

également le tarif des pensions attribuées aux nourrices. « Si le prix de 0,60 c. par jour, fait remarquer M. le Ministre, a été reconnu insuffisant pour le séjour aux hospices, le prix des mois de nourrice, dont la moyenne est de beaucoup inférieure à ce taux, c'est bien plus encore ; et je me plais à croire que le Conseil général ne refusera pas de l'augmenter. Si les hospices, ajoute M. le Ministre, dont le devoir est de s'imposer des sacrifices dans l'intérêt de indigents, affirment ne pouvoir entretenir leurs élèves à moins de 0,75 par jour, serait-il possible, serait-il équitable d'imposer aux nourrices, l'obligation d'élever des enfants à des prix qui varient de 0,23 à 0,46 c. par jour ? »

Le prix de la pension aux nourriciers n'a subi depuis 1867, époque de sa fixation, aucune modification. Il revient en moyenne à 0,34 c. par jour et se trouve ainsi de beaucoup inférieur à celui de la journée à l'hospice. Il serait donc opportun et équitable de l'augmenter, ainsi que M. le Ministre en exprime le désir.

Toutefois, il est à considérer que le séjour à l'hospice a lieu dans des conditions toutes différentes du séjour à la campagne ; à l'hospice, l'enfant est malade et infirme, si non, il ne fait que passer le temps nécessaire pour lui procurer un bon placement ; à la campagne, il reste confié, pendant un certain nombre d'années, en bon état de santé, à un même nourricier qui trouve souvent à l'utiliser, et dans tous les cas, s'y attache généralement comme à son propre enfant. Les frais d'entretien à la campagne sont moins couteux que dans la ville où se trouve l'hospice dépositaire. Il est donc rationel qu'un important écart soit observé entre le tarif de l'hospice et celui du nourricier. Cette conclusion trouve sa justification dont les renseignements fournis par l'inspection, lesquels constatent, d'une part, que dans les dix-huit départements pris pour point de comparaison, la moyenne des prix de pension chez le nourricier est de 0 fr. 25 par journée, d'autre part que les placements n'éprouvent pas de sérieuses difficultés.

En conséquence de l'exposé qui précède, M. le Préfet propose au Conseil général de porter de 0 fr. 34 à 0 fr. 40 environ, à partir du 1er janvier 1876, la moyenne par jour, de la pension attribuée au nourricier et de modifier par suite le tarif de cette pension, de la manière suivante :

PENSION PAR MOIS.

	TARIF ACTUEL.	TARIF PROPOSÉ.	AUGMENTATION.
1re Année.	14 fr. »	16 fr. »	2 fr. » par mois.
2e —	12 »	13 »	1 » —
3e —	11 »	12 »	1 » —
4e —	10 »	11 »	1 » —
5e —	9 »	10 »	1 » —
6e —	8 50	9 »	» 50 —
7e —	8 25	9 »	» 75 —
8e —	8 »	9 »	1 » —
9e —	7 75	8 »	» 25 —
10e —	7 50	8 »	» 50 —
11e —	7 25	8 »	» 75 —
12e —	7 »	7 »	» » —

Il résulterait de ce nouveau tarif un supplément annuel de dépense de 8 à 9,000 fr.; celui afférent à l'année 1876 serait prélevé, sur le crédit de 210,000 fr. proposé pour le service général des enfants assistés en 1876.

Le 3e bureau prenant en considération les divers motifs exposés par M. le Préfet, dans son rapport pour obtenir un nouveau tarif des pensions attribuées aux nourriciers, propose au Conseil général, d'en adopter les conclusions. »

— Approuvé.

Lecture est donnée, par **M. Giroud**, des trois rapports ci-après :

Monts-de-Piété. (3.B.)

I. — « M. le Préfet montre dans son rapport les résultats comparés des opérations des six Monts-de-Piété du département pendant les années 1873 et 1874. Ils ne sont pas à l'avantage de la dernière.

La quantité des *articles engagés* s'est, en nombres ronds, élevée de 406,000 à 439,000, soit de 33,000, en même temps que la valeur moyenne de ces objets tombait de 7 fr. 49 à 7 fr. 05, soit de 0 fr. 44.

Faut-il conclure de ces chiffres que la clientèle habituelle des Monts-de-Piété, c'est-à-dire la partie la plus pauvre de la population, a tiré de son travail, en 1874, moins de ressources pour pourvoir à ses besoins ? On n'en peut plus douter lorsqu'on lit dans le rapport que le nombre des *objets vendus* s'est élevé de 14,939 pour 1873 à 16,230 pour 1874, soit de 1,291.

Il est intéressant de comparer, pour chacun des six Monts-de-Piété, le taux de leurs emprunts, à celui de leurs prêts et le chiffre de leurs bénéfices.

	Taux d'emprunt.	Taux de prêt.	Bénéfices.
Dunkerque	4 1/2	14	4,654 fr.
Lille	3	9	3,084
Roubaix	5	14	7,304
Cambrai	3	12	751
Douai	3	10	2,758
			18,551
Valenciennes		7 1/2	perte 663
			17,888

Roubaix puis Dunkerque empruntent et prêtent aux taux les plus élevés, et c'est Roubaix qui a fait le plus grand bénéfice 7,304 fr. Valenciennes prête au taux le plus bas, 7 1/2 p. 0/0, mais il est en déficit de 663 fr.

En général, malgré des différences considérables entre les deux taux, allant de 6 à 9 1/2 p. 0/0, les bénéfices réalisés dans les autres maisons sont peu importants, absorbés qu'ils paraissent être par les frais d'administration.

M. le Préfet déclare que la situation de ces établissements ne leur a pas encore permis d'abaisser le taux de leurs prêts. Le Conseil général le regrettera avec lui et voudra émettre le vœu que les diverses améliorations au régime et à la législation actuelle des Monts-de-Piété, visées dans les projets de loi soumis à l'Assemblée nationale, soient réalisées le plus tôt que faire se pourra.

Le 3e bureau propose l'émission de ce vœu. »

— Le vœu est émis.

assistés- mande création hospice sitaire ebrouck hospice nkerque. 1 B).

II. — « Le Conseil général est saisi par M. le Préfet, pour statuer ce qu'il appartiendra, d'une réclamation de la Commission administrative de l'hospice de Dunkerque, dépositaire des enfants de l'assistance publique des arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck, tendant à obtenir que cet établissement soit exonéré de l'obligation de recevoir les enfants de ce dernier arrondissement, et que, en conséquence, un nouvel hospice dépositaire y soit créé, ce à quoi la commission de l'hospice d'Hazebrouck se refuse, le déclarant impossible.

Le Conseil général a eu à prononcer en 1875 sur une réclamation semblable de la commission administrative de l'hospice de Valenciennes tenu, de son côté, à recevoir les enfants assistés de l'arrondissement d'Avesnes. L'assemblée départementale ne jugea pas à propos d'y faire droit, par ces motifs repris dans sa délibération du 16 aout.

1° Que la situation contre laquelle l'hospice de Valenciennes réclame, est parfaitement légale ;

2° Qu'elle est d'accord avec l'intérêt bien entendu du service ;

3° Enfin, qu'elle n'est pas dommageable à l'hospice de Valenciennes ne lui imposant qu'une charge insignifiante.

Un nouvel examen de cette question provoqué, par la réclamation de Dunkerque, ne permet pas au 3e bureau de proposer de répondre à celle-ci par la même fin de non recevoir. La question est délicate, très controversable. Il faut essayer d'y trouver une solution équitable et respectant les exigences d'un service public important.

Et d'abord, il faut le répéter bien-haut : la situation faite aux hospices de Valenciennes et de Dunkerque depuis 1811 est parfaitement légale (Arrêté préfectoral du 2 octobre 1811). Un décret du 19 janvier de cette même année limite à *un* par arrondissement le nombre *maximum* des hospices dépositaires ; un seul hospice peut donc être, au besoin, désigné par le Préfet pour recevoir les enfants assistés de deux ou plusieurs arrondissements, voire même de tout le département.

Par ces dispositions restrictives, de celles de la loi du 27 frimaire an V qui ouvraient à ces enfants tous les hospices civils de la République, le législateur de 1811 chargeait exclusivement le Préfet du soin de désigner les hospices dépositaires ; il voulait ainsi rendre aux filles-mères moins facile l'abandon de leurs enfants et plus sérieuse et efficace la surveillance de l'administration désormais concentrée sur un petit nombre de maisons choisies parmi les mieux aménagées.

Nécessairement ces maisons doivent-être de par la loi de 1869 entièrement couvertes des dépenses intérieures et extérieures résultant du service étranger qui leur est imposé, si ces dépenses ne sont pas prélevées sur le produit de fondations spéciales.

(Séance du 25).

Malheureusement, il n'en est pas ainsi toujours et pour tous; c'est ce dont du moins se plaignent avec amertume les hospices de Dunkerque et de Valenciennes.

C'est leur grief principal contre la charge dont ils demandent à être exonérés. Ils en présentent d'autres, sur le plus ou moins de réalité desquels le 3e bureau troublé, plutôt qu'éclairé par les assertions contraires des intéressés, ne peut se prononcer aujourd'hui. Dans cette situation il ne lui paraît pas qu'aucune décision définitive puisse être prise par le Conseil général.

Pour faire droit, il a besoin de connaître :

1° Si les dépenses respectivement faites par les hospices de Dunkerque et de Valenciennes pour le service des enfants assistés des arrondissements d'Hazebrouck et d'Avesnes, leur sont ou non complétement remboursées, en un mot, si ces dépenses les constituent chaque année en perte ;

2° Si les causes déterminantes des décisions préfectorales de 1811 persistent encore, comme serait par exemple le manque, dans chacun des arrondissements d'Hazebrouck et d'Avesnes, d'un hospice assez convenablement disposé pour devenir *dépositaire*.

Une enquête administrative, conduite avec prudence et impartialité, peut seule faire la lumière sur ces questions. Le 3e bureau la propose.

Le Conseil général veut assurer dans toute l'étendue du département, par de sages mesures, le service des enfants assistés, objet de sa généreuse sollicitude. Mais il veut aussi répartir le plus équitablement possible sur tous les charges publiques.

Par ces motifs, le 3e bureau propose : 1° de remettre à statuer sur la réclamation de la Commission administrative de l'hospice de Dunkerque ;

2° De charger M. le Préfet de faire procéder à une enquête administrative sur les questions soulevées par cette réclamation et celle de l'hospice de Valenciennes pour les résultats en être soumis au Conseil général dans sa session d'avril 1876. »

— Ces conclusions sont adoptées.

Aliénés. — Statistique. (3. B.)

III. — « M. le Préfet met sous les yeux du Conseil général :

1° Les rapports des médecins sur le service médical de chacun des asiles d'aliénés d'Armentières, de Bailleul et de Lommelet ;

2° Le compte administratif et moral présenté par les Directeurs des asiles d'Armentières et de Bailleul en 1874 ;

3° Les tableaux statistiques et la situation de l'effectif au 1er janvier et au 31 décembre 1874.

De ces tableaux il résulte que la population de ces trois asiles continue à s'accroître.

Elle était, au 31 décembre de 2,029 aliénés, dont 1,071 hommes et 958 femmes, après s'être accrue dans l'année de 82 personnes, dont 32 hommes et 50 femmes.

Elle se répartissait ainsi :

Hommes	Armentières	593	1,071
	Lommelet	478	
Femmes	Bailleul		958
	TOTAL		2,029

L'asile de Bailleul se complète.

La premère partie des travaux de reconstruction de celui d'Armentières a été adjugée le 21 juin dernier, avec un rabais de 7 1/2 p. % sur les estimations du devis s'élevant à 400,000 fr.

La situation de l'asile de Lommelet est satisfaisante.

Les rapports fournis par les Directeurs de ces établissements sont pleins de renseignements intéressant au plus haut point le médecin-aliéniste, l'administration, peut-être même l'homme d'Etat. Ils seraient lus ou consultés avec fruit pour eux et pour la société.

Le 3e bureau prie le Conseil général de donner acte à M. le Préfet du dépôt de ces documents.»

— Acte est donné.

M. Testelin s'associe à l'éloge que vient de faire le Rapporteur des comptes-rendus que les médecins des asiles adressent chaque année. Il est à regretter que ces rapports restent enfouis dans les cartons de la Préfecture presque sans profit pour personne, si ce n'est pour le rapporteur qui les lit. Le 3e bureau a souvent, par l'organe de l'honorable membre, émis le vœu que ces rapports fussent imprimés, mais sans doute le bureau aura suivi une mauvaise voie; il aurait dû proposer le vote d'un crédit à cet effet. Il faudrait donc aujourd'hui que le rapporteur du 3e bureau réparât l'erreur commise et demandât un crédit.

Ces rapports des médecins auraient une très-grande utilité : la plupart des membres du Conseil général les liraient avec intérêt et cela encouragerait les médecins à persévérer dans cette voie. Ils formeraient la base de documents extrêmement importants, qui feraient disparaître beaucoup de préjugés enracinés chez les gens du monde relativement aux aliénés, surtout cette croyance que leur nombre va constamment en augmentant. Dans le rapport du médecin en chef de l'asile d'Armentières, on trouve un passage très-étendu dans lequel il démontre que cette augmentation dépend simplement de ce que, grâce à la loi très-bienfaisante de 1838, on a mis dans les asiles d'aliénés beaucoup de personnes qui auparavant restaient en dehors, que des secours ont été donnés à un grand nombre de malheureux qui n'en avaient pas auparavant.

La connaissance de la législation de 1838 ne s'est en effet répandue que petit à petit; pendant longtemps des malheureux qui avaient droit au secours de l'asile ne venaient pas les réclamer; ce n'est que progressivement qu'on s'est décidé à les y placer. Mais le nombre est presque constamment le même chaque année dans les départements où les choses se passent régulièrement.

On verrait aussi dans ces rapports les graves inconvénients qu'il y a pour les administrateurs à hésiter trop longtemps à intervenir pour faire entrer à l'asile les aliénés indigents. Un grand nombre de malades sont incurables, parce qu'on les y a transportés quand ils étaient déjà incurables. Les folies chroniques dominent dans une proportion énorme dans les asiles et dans les statistiques publiées par les médecins; par les observations dont ils les font suivre, on a l'assurance formelle que, dans les débuts de la folie, il y a un nombre de guérisons beaucoup plus grand qu'on ne le croit généralement. Il est établi également que pour la folie aigue, il y a plus du tiers de guérisons persistantes, sans tenir compte des guérisons avec rechutes qui sont en nombre encore élevé.

(Séance du 25).

La publication de ces travaux intéressants serait utile à tout le monde et n'occasionnerait sans doute pas une grande dépense.

M. le Préfet répond qu'il peut être donné satisfaction au vœu de M. Testelin, sans qu'il soit besoin de voter un crédit spécial. Le Conseil général n'a qu'à décider que les rapports des médecins seront imprimés comme annexes au volume des procès-verbaux. Le crédit ouvert au budget pour l'impression de ces procès-verbaux sera sans doute suffisant pour faire face à la dépense ; s'il était insuffisant, on pourrait ultérieurement l'augmenter.

M. Van der Straeten pense qu'on pourrait placer ces documents à la suite du rapport de M. le Préfet, parmi les rapports des chefs de service.

M. le Préfet dit qu'on pourra adopter indifféremment l'un ou l'autre système.

Un fait regrettable, disait M. Testelin, c'est l'admission trop tardive d'aliénés dans les asiles où l'on pourrait les ramener à la santé. Il est certain que les maires sont toujours disposés à appeler l'attention de l'administration supérieure sur l'état d'un aliéné qui habite leur commune. Mais la situation du Préfet est délicate. Il ne peut pas faire arrêter un homme qui lui est signalé comme dangereux, à raison de son étal mental, sans avoir pris l'avis du médecin : le respect de la liberté individuelle s'y oppose. Or il peut arriver que le médecin conteste l'aliénation. Que faire? S'il y a eu de la part de l'individu signalé comme fou des violences contre les personnes, on peut en informer le parquet qui, s'il le juge nécessaire, provoque l'arrestation, et alors rien n'empêchera de demander l'avis d'un autre médecin ; mais le Préfet ne peut prendre sous sa responsabilité de faire placer dans un établissement d'aliénés un individu qui n'est que soupçonné d'aliénation et qui est seulement signalé comme pouvant devenir dangereux.

— Après ces observations, les conclusions du rapport sont adoptées ainsi que la proposition de M. Testelin relative à la publication des rapports des médecins qui seront désormais imprimés à la suite du rapport de M. le Préfet.

M. Caullet fait le rapport suivant :

Maison de refuge du Bon-Pasteur. (3. B.)

— « M. le Préfet met sous les yeux du Conseil général le tableau annuellement produit par Mme la supérieure de la maison de refuge du Bon-Pasteur, sur l'état moral des jeunes filles reçues dans son établissement, au moyen de bourses payées sur les fonds du département.

Il constate que les meilleurs résultats sont obtenus au Bon-Pasteur. au point de vue de la moralisation des jeunes filles boursières.

La situation est toujours satisfaisante, le Conseil général doit s'en féliciter et remercier Mme la supérieure des bons soins donnés dans son établissement aux boursières du département.

M. le Préfet propose d'inscrire au budget de 1876, un crédit de 10,125 fr. nécessaire à la continuation de l'entretien de 45 bourses, dans cette maison.

Un vœu du Conseil d'arrondissement de Lille est joint au dossier, il exprime le désir que l'enseignement primaire soit donné effectivement à toutes les boursières du département.

Le Conseil général a formulé un vœu semblable dans sa session d'octobre dernier en demandant que les pénitentes de la classe Saint-Augustin, soient mieux dotées, sous le rapport de l'instruction, c'est-à-dire qu'on consacre à ces jeunes filles deux heures d'instruction par jour, comme dans les deux autres classes.

M. le Préfet dit, dans son rapport, que conformément à ce vœu, il a appelé l'attention de Mme la supérieure, sur le mode d'éducation des pénitentes de la classe Saint-Augustin.

Le 3e bureau espérant que les Dames du Bon-Pasteur, animées du désir d'accomplir sincèrement leur charitable mission, ont tenu compte, dans une certaine mesure, des vœux exprimés par le Conseil général et le Conseil d'arrondissement de Lille, propose, conformément à la demande de M. le Préfet, l'allocation annuelle de 10,125 fr. pour l'entretien des 45 bourses dans la maison de refuge du Bon-Pasteur. »

— Ces conclusions sont adoptées et le crédit est voté.

M. Berteaux donne lecture des dix rapports ci-aprés :

Valenciennes — Paroisse du faubourg de Paris. — Construction d'une église. — Secours. (3. B.)

I. — « La fabrique de l'Eglise Notre-Dame, du Faubourg de Paris, à Valenciennes sollicite des secours d'ensemble de 33,000 fr. pour l'aider à pourvoir à la construction d'une nouvelle église.

L'église actuelle, où 120 personnes peuvent à peine trouver place, est tout-à-fait insuffisante. Sa reconstruction, dans des proportions en rapport avec l'importance de la population, est d'une urgente et indispensable nécessité.

La dépense est évaluée, pour achat de terrain, à 32,500 fr., pour la construction du nouvel édifice, à 92, 306 fr. 93 c., soit en totalité, à 124,806 fr. 93 c.

L'achat du terrain a été autorisé par décret du 19 février 1875. Il doit y être pourvu intégralement au moyen de souscriptions particulières, ci . . . . . 32,500 fr. »

Le Conseil municipal a voté, pour la construction, un contingent réalisable en cinq années, de ci. . . . . 25,000 »

M. le curé s'engage à fournir, de ses deniers personnels, augmentés de souscriptions pacticulières recueillies par lui, une somme de. 34,306 93

Secours sollicités. . . . . 33,000 »

Total égal . . . . . 124,806 fr. 93

La fabrique ne possède ni rentes ni propriétés, et le produit annuel de ses ressources ordinaires suffit à peine à équilibrer ses budgets. La ville de Valenciennes est aussi dans la nécessité de recourir, chaque année, à des ressources extraordinaires pour satisfaire aux exigences de ses services municipaux ; les deux tiers au moins des fonds qu'absorbent annuellement ses dépenses sont ainsi demandés à l'impôt de consommation, c'est-à-dire à l'octroi ; dans cette situation, le contingent de 25,000 fr. qu'elle a consenti à souscrire pour la nouvelle église sera une lourde charge ; on ne pourrait équitablement exiger davantage.

En conséquence, le 3e bureau, d'accord avec M. le Préfet, propose : 1° d'accorder en principe le secours de 3,000 fr. dont il s'agit, sauf à ne régler la question des crédits qui serviront à le payer que lors de l'établissement du budget de 1877 ;

2° d'inscrire la somme de 30,000 fr. qui sera demandée à l'Etat, au tableau à dresser en conformité de l'art. 68 de la loi du 10 août 1871, et de classer cette demande au premier rang dans l'ordre d'urgence.

— Conclusions adoptées.

(Séance du 25).

Feignies.

Reconstruction de l'eglise.

Secours. (3. B).

II. — L'église de Feignies est insuffisante pour la population qu'elle est appelée à desservir, et son état général de délabrement ne permet pas de se borner à un agrandissement. Il a été reconnu indispensable de pourvoir à la reconstruction complète de l'édifice dans des proportions répondant à l'importance de la population.

Le projet de cette reconstruction, dressé par M. l'architecte diocésain, s'élève à 90,000 fr. Les ressources destinées à couvrir la dépense sont assurées jusqu'à concurrence de 70,000 fr. savoir :

1° Emprunt remboursable au moyen d'une imposition extraordinaire de 17 centimes pendant onze années, ci	25,000 fr.
2° Fonds disponibles de la caisse municipale	15,000 »
3° Valeur des matériaux de l'église actuelle	5,000 »
4° Souscriptions particulières	25,000 »
Total . . .	70,000 fr.

La commune sollicite de l'État et du département, pour compléter les ressources nécessaires, des secours d'ensemble 20,000 fr.

Cette demande paraît pleinement justifiée par l'indispensable nécessité de la dépense, et par l'importance des sacrifices que la commune et ses habitants ont consentis Il est à considérer, d'ailleurs, que la fabrique, dont les ressources restreintes suffisent à peine à équilibrer ses budgets se trouve dans l'impossibilité de contribuer à l'œuvre projetée.

En conséquence, le 3e bureau propose :

1° D'allouer en principe un secours de 3,000 fr. en trois annuités égales sur les fonds du département, sauf à régler l'imputation de la dépense lors de l'établissement du budget de 1877 ;

2° D'inscrire la commune au second rang, dans l'ordre d'urgence, pour un secours de 17,000 fr. sur les fonds de l'État.

— Conclusion adoptée.

Bruille-Saint-Amand et Odomez.

Paroisse de Notre-Dame-au-Bois.

Reconstruction de l'église.

Secours, (3. B).

III. — « L'église paroissiale de Notre-Dame-au-Bois dessert la commune d'Odomez et une section de la commune de Bruille-Saint-Amand, soit une population de 1,517 habitants, appartenant : 475 à Odomez, 1,042 à la section de Bruille, dite de Notre-Dame-au-Bois.

L'édifice consacré au culte est une simple chapelle, de proportions exiguës, tout-à-fait insuffisante pour sa destination. Le Conseil de Fabrique et les Conseils municipaux des deux communes intéressées reconnaissent la nécessité de construire une nouvelle église, répondant convenablement à l'importance de la population, mais ils sont en désaccord sur la question de savoir si la nouvelle église sera érigée sur l'emplacement de l'église actuelle, ou bien à proximité de celle-ci (150 à 200 mètres environ), sur un terrain longeant la rue du Complet.

Le Conseil de Fabrique et le Conseil municipal d'Odomez demandent, de commun accord, l'établissement de la nouvelle église à la distance de 150 à 200 mètres de la chapelle actuelle, le long de la rue dite du Complet. Le projet de cette église, dressé par l'architecte Maillart, s'élève, compris achat de terrain, à . . . . . 50,832 fr.

Il serait pourvu à la dépense ainsi qu'il suit :

Contingent de Bruille.	10,000 fr.
— d'Odomez.	5,000 »
Allocation de la Fabrique	6,147 »
Souscriptions volontaires	25,685 »
Secours de l'État et du département	4,000 »
Total égal	50,832 fr.

Ce projet paraît répondre le mieux, par ses proportions et par sa situation, aux besoins et aux vœux de l'importante population de la paroisse. Les secours sollicités pour son exécution sont modérés, et en raison des sacrifices qu'imposera aux communes la construction projetée, il paraîtrait équitable de les accorder intégralement. Le contingent de 10,000 fr. demandé à la commune de Bruille est inférieur à celui qu'elle pourrait légalement être appelée à fournir, eu égard à la proportion de ses contributions foncière et mobilière ; on pourrait donc, en cas de refus, le lui imposer d'office ;

Le 3e bureau, d'accord avec M. le Préfet, propose en conséquence :

1° de décider la reconstruction de l'église de Notre-Dame-au-Bois sur le terrain longeant la rue du Complet, conformément au projet de l'architecte Maillart montant à 50,832 fr., sauf modification s'il y a lieu.

Et la répartition de la depense comme suit :

Bruille.	10,000 fr.
Odomez	5,000
Fabrique.	6.147
Souscriptions	25,685
Secours de l'État et du département. . . .	4,000
Somme égale	50,832 fr.

2° d'accorder pour ces travaux un secours départemental de 1,000 fr., qui pourrait être imputé sur le crédit de 20,000 fr. porté au budget de 1876 sous-chapitre XII, à titre de secours aux églises ;

3° de demander l'allocation pour les mêmes travaux d'un secours de 3,00 fr. sur les fonds de l'État, et d'inscrire cette demande au tableau qui est adressé, en conformité de l'art. 68 de la loi du 10 août 1871, où elle prendra le troisième rang. »

— Conclusion adoptée.

(Séance du 25.)

Beaumont. — Restauration du clocher. — Secours. (3e B).

IV. — « Le clocher de l'église de Beaumont menace ruine. Il est urgent de le restaurer. L'exiguité de l'édifice, insuffisant pour la population, a fait d'ailleurs ressortir la nécessité d'y établir une tribune.

La dépense à faire est évaluée, suivant projet dressé par M. l'architecte Maillairt, à 5,565 fr. s'appliquant à la restauration du clocher pour 5,000 fr. environ, à la constructivn d'une tribune, pour le surplus.

La commune a voté pour pourvoir à cette dépense un emprunt remboursable au moyen d'une imposition extraordinaire de 20 centimes pendant neuf années, ci. . . . . 4,565 fr. »

Elle sollicite pour compléter la ressource nécessaire des secours sur le fonds de l'Etat et du département, d'ensemble . . . . . 1,000 »

La commune de Beaumont est obligée de s'imposer annuellement 100 centimes additionnels environ pour subvenir à ses besoins ordinaires. L'imposition nouvelle de 20 centimes pendant neuf ans qu'elle affecte à la restauration de son église sera une bien lourde charge. La fabrique n'est pas d'ailleurs en état de lui venir en aide.

La demande de secours de 1,000 fr. sollicitée d l'État paraissant justifiée, le 3e bureau, d'accord avec M. le Préfet, prie le Conseil général de l'cueillir favorablement et de la comprendre dans le tableau d'urgence où elle prendra le quatrième rang. »

— Conclusion adoptée.

Cobrieux. — Restauration de l'église. — Demande de secours. (3. B.)

V. — « La commune de Cobrieux sollicite un secours de 3,037 fr. 31, pour l'aider à pourvoir à une dépense de 4,537 fr. 31 que nécessite l'état de son église.

Le dépense est d'urgente nécessité. Il s'agit de remédier à des dégradations produites par la chute des eaux des toitures et d'en prévenir le retour.

La commune affecte à cette dépense un emprunt de 1,500 fr. qu'elle pourra rembourser sans trop de difficulté sur ses ressources ordinaires, grâce à l'offre souscrite par le maire de prêter les fonds sans intérêts, avec faculté de remboursement dans un délai indéterminé. Elle ne pourrait, sans recourir à une imposition extraordinaire, affecter aucune autre ressource à la dépense dont il s'agit, attendu qu'elle est dans la nécessité de s'imposer annuellement 140 centimes environ pour ses besoins ordinaires. Le centime ne produit d'ailleurs que 22 fr. à Cobrieux, l'une des plus pauvres communes du département.

Le département n'allouant pas de secours pour les travaux de reparations des églises, c'est à l'Etat dès lors que l'intégralité des secours dont on a besoin devrait être demandée.

Le 3e bureau, conformément aux conclusions de M. le Préfet, propose d'émettre un avis favorable pour l'allocation du secours de 3,037 fr. 31, sollicité de l'État, et de la comprendre au tableau d'urgence où elle sera classée au 5e rang. »

— Conclusion adoptée.

Marcq-en-Barœul — Construction d'un presbytère. — Secours. (3. B).

VI. — « Le Conseil municipal de Marcq-en-Barœul a voté la construction d'un presbytère pour la nouvelle paroisse de Notre-Dame-des-Victoires, au hameau du pont de Marcq, qui compte plus de 4,000 habitants.

La nécessité de cette construction paraît incontestable. La dépense est évaluée à 18,375 fr. Le Conseil municipal y affecte un emprunt remboursable au moyen de 9 centimes extraordinaires

pendant trois ans et il sollicite, pour compléter les ressources, un secours de 4,875 fr. sur les fonds de l'État.

La commune étant grevée de 70 centimes extraordinaires environ, dont 60 annuels, pour des besoins ordinaires, la nouvelle charge qu'elle s'impose pour la construction projetée sera bien lourde. La Fabrique n'est point d'ailleurs en état de lui venir en aide.

A la demande de M. le Préfet, le 3e bureau propose de comprendre la demande du Conseil municipal de Marcq pour la somme de 4,875 fr., sollicitée, au tableau des demandes de l'espèce.

Cette demande serait classée au premier rang dans l'ordre d'urgence. »

— Adopté.

Baisieux. — Construction d'un presbytère. — Demande de secours. (3e B.)

VII. — « Le Conseil municipal de Baisieux a voté la construction d'un presbytère pour le service de l'église paroissale récemment construite au hameau du petit-Baisieux.

La dépense de cette construction est évaluée, suivant projet de M. l'architecte Letuppe à 9,900 fr., compris 900 fr. pour acquisition de terrain. Il y serait pourvu au moyen des ressources suivantes :

1° Emprunt de 3,400 fr. remboursable, capital et intérêts au moyen d'une imposition extraordinaire de 4 centimes pendant 10 ans, ci	3,400 fr.
2° Briques acquises pour la construction de l'église, restées sans emploi, représentant une valeur de	1,350
3° Prélévement sur les fonds libres de la caisse municipale.	3,250
4° Secours sollicité de l'État et du département	1,900
Total égal	9,900 fr.

La commune de Baisieux s'est imposée de grands sarcifices pour la construction de son église, elle reste encore grevée pour rette construction et d'autres travaux d'utilité communale, de 20 centimes extraordinaires par an jusqu'en 1886 et de 12 autres centimes annuels de 1887 à 1892. Elle est en outre obligée de s'imposer chaque année 50 à 60 centimes additionnels pour les besoins ordinaires. Dans cette situation, les nouvelles ressources qu'elle prend l'engagement de fournir pour la construction d'un presbytère seront une charge bien lourde et il lui serait difficile d'y rien ajouter. La Fabrique n'est pas en état de lui venir en aide. La nécessité de la dépense est d'ailleurs incontestable car il importe que M. le curé réside au hameau, centre de l'agglomération paroissiale.

En conséquence, le 3e bureau, conformément aux conclusions du rapport de M. le Préfet, propose au Conseil d'inscrire la demande de la commune de Baisieux au deuxième rang d'urgence, pour l'intégralité du secours de 1,900 fr. sollicité au tableau des propositions de secours de l'État. »

— Adopté.

Gonnelieu. — Presbytère. — Secours. (3e B.)

VIII. — Le Conseil municipal de Gonnelieu sollicite un secours pour aider la commune à payer la dépense de reconstruction de son presbytère évaluée, suivant devis de M. l'architecte de Baralle, à 6,023 fr. 47.

(Séance du 25).

La commune affecte à cette dépense un emprunt de 2,500 fr. remboursable au moyen d'impositions extraordinaires, M. le curé s'engage à contribuer à la dépense pour une somme de 500 fr. Il reste ainsi à couvrir un déficit de 3,023 fr. 47. La Fabrique n'est point d'ailleurs en état de venir en aide à la commune.

Le presbytère de Gonnelieu est dans un état complet de vétusité. La reconstruction est reconnue indispensable et urgente. La commune grevée de 173 centimes additionnels, dont 135 annuels pour ses besoins ordinaires, s'impose néanmoins encore 2,500 fr. pour cette reconstruction. Il lui serait réellement impossible d'y rien ajouter.

D'accord avec M. le Préfet, le 3e bureau propose au Conseil général d'inscrire la commune de Gonnelieu pour une somme de 3,023,47, au tableau des demandes de secours sur les fonds de l'État, tableau dans lequel cette demande figurera au 3e rang dans l'ordre d'urgence. »

— Adopté.

Noyelles-lez-Seclin. — Presbytère. — Secours. (3. B).

IX. — « Les travaux de construction du chemin d'intérêt commun N° 93, au territoire de Noyelles, nécessitent la démolition d'une partie du presbytère, et des murs de clôture du cimetière. Une indemnité de 2940 fr., est attribuée à la commune, pour pourvoir aux dépenses évaluées à pareile somme, suivant devis de l'architecte, auxquelles donneront lieu la démolition desdites constructions, ainsi que la reconstruction des murs de clôture, et d'une portion des dépendances du presbytère.

La nécessité de ces dépenses est venue faire ressortir l'opportunité de diverses appropriations au presbytère, celle notamment de l'établissement d'un étage. Le projet de ces appropriations s'élève à 5250 fr. La commune a voté pour y pourvoir une imposition extraordinaire de 900 fr., en deux annuités, et un prélèvement de 600 fr. sur les fonds libres de la caisse municipale. Elle sollicite pour compléter les ressources nécessaires, un secours de 3750 fr., sur les fonds de l'État.

La commune de Noyelles est obligée de s'imposer annuellement 60 centimes additionnels environ, pour subvenir à ses besoins ordinaires, et elle ne peut d'ailleurs invoquer le concours de la fabrique, dont les ressources ne s'élèvent annuellement qu'à 400 fr. environ. Sa demande de secours à l'État parait donc pleinement justifiée.

Le 3e bureau propose au Conseil général d'inscrire la somme de 3750 fr, sollicitée, au tableau prescrit où elle sera classée au 4e rang dans l'ordre d'urgence. »

— Adopté.

Neuf-Mesnil. — Presbytère. — Secours. (3. B).

X. — « La commune de Neuf-Mesnil a pourvu l'an dernier, au moyen de toutes les ressources possibles et usitées en pareil cas, à la restauration et à l'agrandissement de son presbytère.

Ces améliorations ont besoin d'être complétées par la construction de murs de clôture, dont la dépense est évaluée à 3,100 fr., et pour laquelle le Conseil municipal et la fabrique sollicitent de l'État un secours de 2,400 fr.

La commune grévée de 93 centimes, le conseil de fabrique dépourvu de toutes ressources libres jusqu'en 1880, le concours de l'État paraît justifié.

En conséquence, le 3e bureau, d'accord avec M. le Préfet, propose d'accueillir favorablement cette demande et de l'inscrire pour la somme de 2,400 fr. au tableau des demandes de l'espèce.

Cette demande prendrait dans ce tableau le 5e rang. »

— Adopté.

Eglises presbytères. — Demandes de secours sur les fonds de l'Etat. — Classement.

Par suite de ces différents votes, le tableau par ordre d'urgence, dressé en conformité de l'art. 68 de la loi du 10 août 1871, est arrêté ainsi qu'il suit :

ÉGLISES.

1° Valenciennes (construction);
2° Feignies (reconstruction);
3° Bruilles et Odomez (reconstruction);
4° Beaumont (clocher);
5° Cobrieux (restauration).

PRESBYTÈRES.

1° Marcq-en-Barœul (construction);
2° Baisieux (construction);
3° Gonnelieu (reconstruction);
4° Noyelles (appropriation);
5° Neuf-Mesnil (murs de clôture).

M. Beck présente le rapport qui suit :

Enfants premier âge. — Loi 23 décembre 1874. — Demande de crédit. (3e B).

— « Le Conseil général a désigné, dans sa session d'avril 1875, deux de ses membres (MM. Jules Dutilleul et Bergerot), pour faire partie du comité départemental appelé à concourir à l'exécution de la loi du 23 décembre 1874 sur la protection des enfants du premier âge.

Une circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur, en date du 18 de ce mois, que M. le Préfet met sous les yeux du Conseil général, indique les dispositions préliminaires à observer pour l'exécution de la loi.

L'une de ces dispositions a pour objet l'allocation d'nne provision pour faire face aux dépenses annuelles devant résulter de l'institution de la surveillance, de la tenue des registres et des récolements statistiques, mais le nombre des enfants à surveiller n'étant pas connu, le chiffre de ces dépenses ne peut être évalué, même approximativement.

M. le Préfet, en l'état. propose au Conseil général d'autoriser l'imputation des dépenses de ce service sur le crédit de 210,000 fr. alloué au sous-chapitre V pour les enfants assistés, sauf à rattacher ces dépenses à un crédit spécial, lors du règlement du budget rectificatif de 1876, époque à laquelle le chiffre annuel des dépenses dont il s'agit pourra être évalué sur des bases certaines.

— Le 3e bureau, d'accord avec M. le Préfet, est d'avis d'accorder la demande qui précède. »

— Approuvé.

(Séance du 25.)

Instruction primaire.

Budget. (3e B.)

M. Van der Straeten présente le rapport ci-après :

« Chacun de nous a lu, avec l'intérêt qu'il mérite, le rapport très-complet de M. l'Inspecteur d'Académie relativement à la situation, dans le département du Nord, du service de l'Instruction primaire. La générosité départementale s'est toujours largement exercée au profit d'un service qui réunit les sympathies de tous. Je craindrais d'abuser de vos instants en rééditant, sous une forme assurément moins heureuse, le travail de M. Anthoine. Qu'il me suffise d'en extraire quelques chiffres pour nous convaincre que la lutte entreprise par vous contre l'ignorance n'est point à son terme et que de très-sérieux sacrifices doivent encore être accomplis pour que le Nord, dont la supériorité s'affirme sous tant de formes, soit à la tête des départements les plus avancés sous le rapport de l'enseignement.

Nous avons encore, en effet, près de dix mille enfants privés de toute instruction. 173 communes qui n'ont que des écoles mixtes, ces « écoles de garçons qui reçoivent des filles » ainsi que le dit dans son beau livre l'auteur de l'*École* (page 121). Sur ces 173 écoles mixtes, 57 appartiennent à des communes de plus de 500 habitants, 19 communes n'ont point d'écoles, mais 17 de ces communes étaient régulièrement réunies à d'autres pour l'entretien d'une école, 2 seulement restaient privées de toute institution scolaire.

Le département, vous le voyez, s'il a déjà beaucoup fait, a beaucoup à faire encore, et ce n'est qu'avec de très-sérieux sacrifices qu'il arrivera à terminer son œuvre.

Désireux de ménager les instants du Conseil, je crois devoir vous proposer, sans observations, l'adoption des articles budgétaires votés l'an dernier et reproduits cette année sans modification. Je n'attirerai votre attention que sur les articles supprimés, ou dont votre 3e bureau demande la modification.

Ensuite, si vous le voulez bien, nous aurons à examiner la situation faite à notre budget par la loi du 19 juillet 1875 sur le traitement des instituteurs et des institutrices.

Suppression d'une bourse à l'école normale de filles. — D'accord avec l'Inspecteur d'Académie, le Préfet a pensé que 35 bourses suffisent pour assurer la marche régulière du service :

Voici les raisons invoquées à l'appui de la mesure :

« Aux termes des articles 35 et 50 de la loi du 15 mars 1850, les dépenses relatives au recrutement des institutrices sont obligatoires pour le département.

» Le nombre des élèves institutrices du Cours normal est toujours de 36, dont 30 boursières du département et 6 de l'État. Ce chiffre pourrait être un peu diminué sans inconvénient. Cette diminution ne s'opérerait d'ailleurs que graduellement, avec la plus grande prudence.

» Les communes les plus populeuses du département ont, à peu près partout, créé des postes d'institutrices-adjointes dans leurs écoles, et ces postes sont aujourd'hui pourvus de titulaires.

» Il arrive aussi que beaucoup de jeunes personnes intelligentes, pourvues du brevet d'institutrices, et formées en dehors du cours normal, sollicitent des emplois dans nos écoles com-

munales; c'est une source précieuse de recrutement, qui exonère le département d'une partie des dépenses qui lui incombent nécessairement; nous devons l'utiliser.

» D'un autre côté, un certain nombre de communes confient la direction de leurs écoles de filles à des religieuses. Toutes ces causes contribuent à nous assurer en ce moment un recrutement surabondant du personnel des institutrices. »

En présence de cette situation, et sur l'avis conforme de M. l'Inspecteur d'Académie, M. le Préfet a pensé que 35 bourses suffisaient pour assurer convenablement la marche regulière du service. C'est également l'avis de votre 3e bureau qui a l'honneur, en conséquence, de prier le Conseil général de vouloir bien approuver la réduction de 450 fr. opérée de ce chef sur l'article 2 du sous-chapitre II, réduction qui représente le prix d'une bourse.

Commission d'examen. — Dépenses. — Par suite de la réorganisation des délégations cantonales et de l'envoi à chacun des délégués du bulletin de l'Instruction primaire, le crédit voté pour dépenses de la Commission d'examen pour l'Instruction primaire, du Conseil départemental de l'Instruction publique et du service des délégations cantonales a été porté de 2,400 à 3,400 fr.

Complément des dépenses ordinaires des Écoles primaires communales. — Le crédit demandé, pour 1876, pour complément des dépenses ordinaires des écoles primaires communales est en augmentation de 8,761 fr. 66 sur le crédit de 1875 : « Cette augmentation, nous dit M. le » Préfet, est nécessaire pour assurer l'exécution de la loi de 1867 et des mesures spéciales » prises dans le département du Nord par suite du classement des instituteurs et institutrices » primaires, titulaires et adjoints.

» Ce crédit est destiné aussi à faire face aux frais de location des maisons d'école de garçons » et de filles, aux frais d'impression pour le service de l'Instruction primaire, à la création et » l'entretien d'écoles de filles dans les communes de plus de 500 habitants, à la création d'écoles » de hameaux dans les agglomérations d'habitants privées jusqu'ici de moyens d'instruction, » aux traitements dus aux instituteurs et institutrices d'après le classement adopté dans ce » département, aux traitements garantis aux adjoints et adjointes, à l'indemnité due à la » directrice des travaux à l'aiguille dans les écoles mixtes tenues par les instituteurs. »

Construction et amélioration de maisons d'école. — Le crédit proposé pour 1876 sous le titre de « Subvention aux communes pour acquisitions, constructions et appropriation de maisons d'Écoles de garçons et de filles, de salles d'asile et de mobiliers scolaires » s'élève à la somme de 55,000 fr. Ce chiffre a paru restreint à votre 3e bureau. En effet, si l'on considère l'accroissement incessant de la population dans notre département, on aura bien vite acquis la certitude que la moitié au moins des maisons d'école, construites il y a 25 ans, sont devenues insuffisantes et que le temps n'est pas éloigné où les communes, s'autorisant de vos libéralités antérieures, viendront, pour ces améliorations imposées, faire appel à la générosité départementale. D'autre part, les rapports qui nous arrivent des délégations cantonales signalent un grand nombre de mobiliers scolaires défectueux et incomplets. C'est là également une source de dépenses auxquelles nous ne saurions nous soustraire. Le Conseil général pourra

se faire une juste idée de l'importance des dépenses occasionnées pour l'amélioration matérielle de nos écoles par les chiffres qui vont suivre et sur l'éloquence desquels je n'ai pas à insister Pendant l'année 1874, le Conseil départemental de l'Instruction publique a étudié 122 projets de construction, d'appropriation de maisons d'école ou d'acquisition de mobiliers scolaires. Jusqu'au mois de juillet de cette année, 72 projets ont été présentés au Conseil départemental de l'Instruction publique.

L'exécution des 122 projets approuvés en 1874 coûtera 1,064,633 fr. Sur cette somme

les communes fournissent	935 229
Le département	89 554
Et l'État	39 850
Ensemble	1 064 633 fr.

Ces constructions et améliorations ont été entreprises jusqu'à présent par les communes relativement aisées. Le moment n'est pas éloigné où les communes aux ressources modiques suivront cette impulsion heureuse. Les sacrifices départementaux devront être augmentés par le fait. Le Conseil général voudra bien dans ses prévisions tenir compte de cette observation.

Cours d'adultes. — Tous ceux qui s'occupent de l'enseignement primaire sont péniblement impressionnés en voyant dans nos campagnes les cours d'adultes avoir une tendance à disparaître. L'utilité de ces cours, les résultats obtenus ne sauraient être contestés par personne. Si les villes qui s'imposent des sacrifices à ce sujet possèdent des cours nombreux et bien tenus, il faut en conclure que les cours d'adultes languissent dans nos campagnes faute d'encouragements suffisants. — Votre 3e bureau estime, en conséquence, qu'il y a lieu non-seulement de voter le crédit proposé de 3,000 fr. à titre d'encouragement aux directeurs de classes d'adultes, qui ont montré le plus de zèle et de désintéressement, obtenu les résultats les plus remarquables pendant l'exercice écoulé, mais encore d'augmenter ce crédit de 2,000 fr. si les ressources de l'instruction primaire nous en donnent le pouvoir.

Bulletin de l'instruction primaire. — Le bulletin de l'Instruction primaire sera envoyé à tous les délégués cantonaux. Cette mesure excellente entraînera une augmentation de dépense de 300 fr.

École de Cluny. — Le titulaire de la bourse départementale créée à l'Ecole normale de Cluny, M. Lamy, a terminé ses cours d'études. Depuis deux ans, aucun candidat n'a sollicité cette bourse. En présence de cette absence de candidats, en présence surtout des développements que vont prendre les études à l'Ecole normale départementale, votre 3e bureau, d'accord avec M. le Préfet, estime qu'il y a lieu de rayer du budget des dépenses facultatives, art. XIX, les 800 fr. représentant l'importance de cette bourse.

Subvention pour mobiliers de classes. — Enfin, et pour terminer, la somme de 3,329 fr. 35 c. portée à l'article 20, « subvention extraordinaire pour venir immédiatement en aide aux com-

munes dans les dépenses de mobiliers de classe » a paru à votre 3e bureau un minimum qu'il sera bon d'augmenter par la suite.

Sous le bénéfice des observations qui précèdent votre 3e bureau a l'honneur de vous proposer d'adopter les propositions budgétaires pour l'enseignement primaire, recettes et dépenses, telles qu'elles vous sont présentées par M. le Conseiller d'Etat. — Ce budget, établi avec le plus grand soin, a toutefois le grave inconvénient de ne pouvoir admettre des améliorations vraiment utiles et dont je vous fais juges.

Caisses d'épargne scolaires. — Les caisses d'épargne scolaires commencent à se répandre dans le département; je n'ai pas à vous dire les bienfaits de cette institution nouvelle destinée à donner, dès le bas âge, aux populations ouvrières, l'habitude et le goût de l'épargne qui, trop souvent, leur font défaut. — Dans cette œuvre utile, les Instituteurs donnent leur temps et leurs peines; il ne conviendrait pas de leur laisser donner leur argent. Il faut donc leur fournir les registres qu'exige la comptabilité. Je ne vois pas figurer au budget présenté, la somme de 1,000 fr. nécessaire à l'acquisition de ces registres.

Certificat d'études. — Le certificat d'études est accordé, après examen, aux élèves des écoles dans tous les départements qui nous entourent. Il a produit jusqu'ici les meilleurs résultats. Il anime les élèves et les maîtres. Le Nord ne saurait manquer de suivre le bon exemple. Les examens pour le certificat d'études fonctionneront l'an prochain, dans tout le département. Ils entraîneront certains frais qui, strictement réduits, atteindront encore 1,000 fr. Je ne trouve pas davantage cette somme au budget.

Elargissement des cadres de la 1re et de la 2e classe. — Dès l'année dernière, M. l'Inspecteur d'Académie, dans son rapport, vous faisait fortement remarquer que depuis la suppression de la 5e et de la 4e classe, il n'y avait plus de proportion entre le cadre des trois classes conservées. En effet, la 3e classe qui a reçu les instituteurs de la 5e et de la 4e classe se trouve infiniment trop nombreuse. Il faut élargir la 2e et la 1re classe. Cet élargissement sera possible avec 2,000 fr. Avec 2,000 fr. pourront être accordées un certain nombre de ces promotions, si désirées, vous le savez, qui aujourd'hui se font trop attendre. Avec ces 2,000 fr., vous permettrez de rendre justice à des services reconnus, d'encourager et de soutenir des dévoûments qui pourraient se lasser.

Maisons d'école. — Il est un autre point qui réclame particulièrement votre attention : Vous n'ignorez pas que le crédit que vous avez accordé sur le budget de 1875 pour venir en aide aux communes qui construisent des maisons d'école, a été épuisé, qu'il est insuffisant, qu'il y a des projets étudiés et préparés avec soin, appuyés par le Conseil départemental, des améliorations importantes, des besoins urgents qui ne peuvent recevoir satisfaction. Le nombre des enfants reçus dans les écoles augmente; les locaux, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire tout à l'heure, deviennent trop étroits. Les délégués cantonaux font entendre de justes plaintes. L'administration appelle sur ce mal l'attention des municipalités, les maires s'adressent à leurs conseils, les pressent, les communes s'imposent de lourds sacrifices..... Est-ce à nous

d'arrêter cet élan, remettant au lendemain ce qu'on nous demande aujourd'hui, et décourageant aussi les bonnes volontés qui veulent s'affirmer par des actes?

Je vous demande donc d'inscrire au budget de 1876 un crédit supérieur à celui de 1875. Si vous adoptez mes propositions, ce crédit serait porté de 55,000 à 77,038 fr. 22.

Application de la loi du 19 *juillet* 1875. — J'ai parlé jusqu'ici d'améliorations désirables, je dois ajouter qu'il y a des devoirs qui s'imposent à nous et qui résultent de la loi récemment votée par l'Assemblée nationale sur le traitement des instituteurs et institutrices.

Le Conseil général du Nord n'avait pas attendu cette loi si légitimement désirée pour améliorer la situation du personnel primaire. Les traitements qu'il accordait, il y a déjà longtemps, aux instituteurs du département, dépassent encore le plus souvent les traitements votés par l'Assemblée. Ils lui sont toutefois inférieurs, en certains cas. Cette différence a besoin d'être expliquée : le système de classement que vous avez adopté repose sur le mérite. Il est bon, je crois, et doit être conservé. Il excite le zèle des maîtres et les encourage à bien faire pour passer dans la classe supérieure. D'après ce système, un instituteur qui ne montre que peu d'aptitude et d'activité, qui, conséquemment, a dû être laissé dans une petite commune, restera au minimum de 1,000 fr. Le système de classement adopté par l'Assemblée repose sur l'ancienneté. Un instituteur qui a dix ans de services, quels qu'ils soient, a droit à 1,100 fr., s'il a quinze ans de services, quels qu'ils soient, à 1,200 fr. De cette différence, il résulte qu'un instituteur qui, d'après votre système, est resté à 1,000 fr., viendra, d'après le système de la loi et au nom de la loi que nous ne pouvons éluder, réclamer 1,100 ou 1,200 fr. De ce chef, il faut s'attendre à une augmentation de dépenses de 25,000 fr. Il y a, en effet, dans le Nord 68 instituteurs ou institutrices à 1,000 fr. de traitement annuel ayant plus de 10 ans de services soit 6,800 fr.

89 qui, ayant 15 ans de services, ne touchent également que 1,000 fr., soit 17,800 »

Ensemble . . . . . 24,600 »

Ceci est de stricte obligation.

Il y a d'autres points sur lesquels il serait bon de suivre la loi, même sans y être absolument contraint.

Supplément de traitement pour la médaille ou pour le brevet complet. — Ainsi la loi accorde en sus du traitement 100 fr. à l'instituteur qui a la médaille d'argent (art. III et IV), 100 fr. à l'instituteur qui a le brevet complet. Il est probable que les instituteurs qui jouissent de ces avantages ont, dans le Nord, un traitement supérieur au traitement maximum votée par l'Assemblée (1,400 fr.). Ils ne pourraient donc être admis à venir réclamer *rigoureusement* l'exécution de la loi. Mais le département du Nord, qui est le premier entré dans la voie de la générosité à l'égard des instituteurs, ne voudra pas rester en arrière. C'est une question non pas seulement d'honneur, mais d'intérêt. Il faut disputer aux carrières lucratives, si nombreuses autour de nous, des hommes capables et dignes d'instruire notre jeunesse. Nous avons, dans le Nord, veuillez ne pas l'oublier, 53 instituteurs pourvus du brevet complet et 26 ayant obtenu la

médaille d'argent. Nous avons 52 institutrices pourvues du brevet complet et 14 ayant obtenu la médaille d'argent.

Enfin, il y a un dernier article dans la loi dont il n'est pas possible d'apprécier les conséquences. Il y est dit que, chaque année, il sera dressé par le Conseil départemental une liste des instituteurs par ordre de mérite. Les instituteurs placés dans le premier huitième, auront droit à 100 fr. pour l'année. Ceux placés dans le second huitième, à 50 fr. Cette liste n'a pu être dressée depuis le vote de la loi.

Je crois que les instituteurs ainsi placés étant d'un mérite reconnu ont, dans le Nord, des positions supérieures à celles fixées par la loi, et n'auront pas à réclamer. Il faut cependant prévoir le cas où un instituteur très-méritant est resté, pour raisons de famille ou par attachement pour son pays, dans un petit poste; à celui-là on ne saurait refuser le bénéfice de la loi.

C'est pour toutes ces raisons que je crois devoir vous demander le vote du 4e centime départemental autorisé par la nouvelle loi, pour faire face aux dépenses nouvelles qu'elle entraîne.

Voici l'article de la loi :

« Art. 7. — « Il est pourvu au surcroît de dépenses résultant de la présente loi au moyen » des ressources énumérées dans les articles 40 de la loi du 15 mars 1850 et 14 de la loi » du 10 avril 1867, augmentées d'un 4e centime communal et d'un 4e centime départemental » additionnel au principal des quatre contributions directes. »

Il est certain que ces dépenses nouvelles n'absorberont pas le produit entier du 4e centime. Ce qui en resterait pourrait être employé à pourvoir à une dépense que vous avez libéralement fait porter sur le budget ordinaire, *bien qu'elle fût réellement d'instruction p :mar la construction de la nouvelle école normale de Douai.*

Il nous paraît équitable de demander aux ressources agrandies de l'instruction primaire de supporter toutes les dépenses effectuées pour cet établissement et de faire rendre par les budgets ultérieurs les avances consenties à cet effet.

Si vous adoptez ces conclusions, votées à l'unanimité par votre 3e bureau, vous voterez un 4e centime spécial à l'instruction primaire, avec les attributions que je vous ai signalées et qui pourraient se résumer ainsi :

Achat de registres de comptabilité pour les caisses d'épargne scolaires . .	1,000 fr.	»
Frais pour examens du certificat d'études	1 000	»
Subvention pour élargissement des cadres de la 2e et de la 1re classe . . .	2,000	»
Subvention pour exécution de la nouvelle loi	25,000	»
Cours d'adultes	2,000	»
Subventions pour constructions de maisons d'écoles	22,038	22
École normale (construction)	75,000	»
Total	128,038 fr.	22

(Séance du 25).

M. Roussel-Defontaine dit qu'il ne veut pas combattre les conclusions du remarquable rapport de M. Van der Straeten, mais seulement présenter quelques observations.

L'honorable membre regrette que le rapport de M. le Préfet n'ait pas prévu l'augmentation de dépenses qui allait devenir nécessaire : quand il s'agit d'impositions nouvelles, il semble que le Conseil général devrait au moins être prévenu un peu à l'avance. Encore bien qu'il ne s'agisse que d'un centime, en présence des charges considérables qui pèsent sur les contribuables, il convient de se montrer très-réservé à cet égard. Un centime de plus, dit-on, c'est peu de chose, mais le Gouvernement peut tenir le même langage que le département, la commune aussi, et on peut arriver de cette façon à un nombre de centimes fort onéreux pour le contribuable.

Sans doute il faut se montrer d'une très-grande libéralité quand il s'agit de l'instruction primaire, et il importe que sur ce terrain, comme sur beaucoup d'autres, le département du Nord se place au premier rang. Mais ce centime est-il absolument nécessaire ? Ne trouverait-on pas la somme dont on a besoin sur les excédants du budget? On prenait 75,000 fr. pour l'école normale sur les ressources du budget ordinaire : cette dépense ne peut-elle pas continuer à être prélevee sur ce budget, et ne suffirait-il pas de voter un demi-centime pour parfaire le traitement des instituteurs, qui doivent être augmentés dans les conditions de la nouvelle loi, et subvenir à la dépense de 24,000 fr. pour accroître la subvention aux constructions de maisons d'école? Il ne faut pas se le dissimuler : le département peut se trouver, dans un temps peu éloigné, en présence de charges nouvelles considérables ; l'avenir n'est pas encore bien certain au point de vue financier. Comme l'a fait remarquer M. Mailliet à l'une des dernières séances : la garantie d'intérêt que le département a accordée aux chemins de fer d'intérêt local, peut grever son budget de charges importantes dont le chiffre ne saurait être fixé.

On ne sait donc pas s'il ne faudra pas imposer de nouveaux centimes aux contribuables. En attendant, on ne saurait se montrer trop réservé pour voter des impositions qui ne seraient pas de la plus absolue nécessité. L'honorable membre, sans combattre formellement les conclusions du rapport, demande si l'on ne pourrait pas se contenter de voter un demi-centime. Il désire, en tout cas, que le vote de l'imposition proposée soit ajourné à la séance de l'après-midi.

M. le Préfet répond qu'il lui était impossible d'indiquer, dans son rapport, la nécessité de la création de nouvelles ressources, car au moment où ce rapport était rédigé, la loi du 19 juillet 1875 n'était pas encore votée ; la faculté de voter un quatrième centime n'existait pas. Il n'avait pas le droit de proposer cette ressource et le Conseil n'avait pas le droit de la voter, ou du moins il aurait fallu pour cela provoquer une loi spéciale, dans de tout autres conditions que celles de la loi nouvelle. C'est donc uniquement parce que le 4e centime n'avait pas d'existence légale que M. le Préfet n'en a pas parlé.

Tous les membres de l'assemblée sont d'accord sur ce point qu'il ne faut pas ménager les sacrifices, quand il s'agit de l'instruction primaire. L'amélioration des maisons d'école exige une dépense considérable ; en 1874, elle a été de 1,100,000 fr. : les communes ont fourni la plus grosse part, plus de 900,000 fr., le département 89,000 fr., et l'État environ 40,000 fr. Ces grosses dépenses sont loin d'être arrivées à leur terme ; on doit prévoir, au contraire, qu'elles vont prendre un certain développement, si l'on veut amener toutes les communes à

avoir une situation absolument satisfaisante au point de vue de l'instruction primaire. Ce n'est pas seulement le côté moral qu'il faut améliorer, mais encore le côté matériel. On a quelquefois reproché un certain luxe aux maisons d'école, on a trouvé que les logements des instituteurs pourraient être moins confortables. M. le Préfet ne partage pas les craintes de ceux qui voudraient voir apporter plus d'économie dans ces constructions, il faut que les maisons d'écoles soient salubres, propres, qu'elles puissent contenter des enfants habitués à vivre dans un milieu convenable. Quand un maître est bien logé, bien installé, il est plus respecté de ses concitoyens et lui-même se respectera davantage. Puisque malheureusement on ne peut assurer aux instituteurs un traitement en rapport avec la mission de dévouement qu'ils remplissent, dévouement plus grand qu'on ne le suppose, il faut au moins leur donner certaines jouissances, certaines aises matérielles qui améliorent la situation et la rendent plus digne du sacerdoce qu'ils exercent, en les désignant à l'estime de tous leurs concitoyens.

Dans l'état qui a été soumis au Conseil général des dépenses des communes pour l'instruction primaire, on voit qu'elles ont dépensé la somme de 950,000 fr., tandis que l'Etat et le département ont dépensé 120 ou 130,000 fr. Or on ne peut pas espérer que la situation reste toujours la même. Les communes qui les premières ont cédé aux instances de l'administration au point de vue de l'amélioration des bâtiments scolaires sont les communes les plus riches. On va se trouver bientôt en présence de communes qui le sont moins. Il faudra cependant continuer à insister pour que leurs maisons d'école soient reconstruites, agrandies, installées dans les conditions qu'on exige aujourd'hui. Ces communes ne pourront naturellement pas y consacrer une somme aussi importante. Si on veut les amener à réaliser ces améliorations, à construire une maison d'école quand il n'y en a pas, à supprimer les écoles de garçons qui reçoivent des filles, il sera nécessaire d'augmenter la contribution du département; au lieu de 40,000 fr. il devra peut-être fournir une centaine de mille francs.

De plus, le concours de l'Etat sera toujours nécessaire : le département ne pourrait à lui seul, supporter la charge. Or si le Conseil général n'a pas créé toutes les ressources que la loi lui permet de voter, s'il n'en a pas fait emploi pour subventionner les constructions de maisons d'école, il est à craindre que l'Etat ne mette à son concours la condition que le département commencera par voter toutes les ressources dont la loi l'autorise à disposer.

Sans doute, il ne s'agit pas d'une dépense obligatoire, comme le traitement des instituteurs que le département du Nord heureusement peu parfaire, dans les conditions de la loi nouvelle, sans recourir à l'Etat, mais dans un département comme le Nord, les dépenses facultatives deviennent et sont en réalité des dépenses obligatoires.

M. LE PRÉFET espère donc qu'à raison de ces considérations spéciales, le Conseil n'hésitera pas à voter le 4e centime.

Permettez-moi maintenant, continue M. le Préfet, d'appeler votre attention sur l'ensemble de la situation financière du département en dehors du budget de l'instruction primaire.

Je dois d'abord vous faire remarquer que le département du Nord supporte ce qu'aucun département en France ne supporte aujourd'hui. Vous avez été très-généreux au moment de la guerre et vous avez créé des ressources malheureusement inefficaces ; elles ont été considérables comme l'était votre générosité, comme le commandait la situation de notre département. Tous les autres départements vous ont suivi dans cette voie et presque tous, pour subvenir à cette

dépenses qu'ils s'imposaient, ont créé des ressources spéciales. Seul ou à peu près seul, dans toute la France, le département du Nord supporte ces charges sur ses ressources qu'on peut appeler ordinaires malgré leur titre d'extraordinaires, et bien qu'elles soient le produit des douze centimes extraordinaires que par avance la loi vous autorise à voter chaque année. Ce sont vos ressources normales et habituelles et que les lois de finance fixent d'une manière générale pour tous les départements.

Vous supportez donc sur vos ressources ordinaires l'amortissement d'un emprunt de 7,500,000 fr., et vous avez pu le faire jusqu'à présent sans embarras. Un de vos honorables collègues, il y a deux ans, avait craint qu'il vous devînt difficile de continuer et il vous avait demandé de voter des centimes spéciaux destinés à cet amortissement. Ces centimes ont été votés, mais le Gouvernement a pensé sagement que, jusqu'à présent, vous n'en aviez pas besoin. Vous les avez votés, mais vous n'en faites pas emploi et vous ne les demanderez aux contribuables que lorsqu'ils seront nécessaires.

J'espère que cette éventualité ne se produira pas, mais à la condiiion de créer toutes les ressources que nous pouvons créer, de faire des économies, non pas de mesquines économies de quelques milliers de francs en refusant, par exemple, d'encourager les beaux arts, ou l'instruction secondaire, ou de voter ces crédits sans importance qui pourraient être discutés, mais que vous ne devez pas discuter, à la condition, dis-je, de savoir faire des économies fécondes, fructueuses, et de créer des ressources qui, mises en réserve, permettront de supporter les années difficiles qu'on peut prévoir et que l'année dernière, dans un court exposé financier, je vous ai montrées dans une perspective prochaine.

A cette époque, je vous disais que j'avais cherché, autant qu'il m'avait été possible de le faire à l'avance, à me rendre compte de cette situation future de votre budget extraordinaire, c'est-à-dire des grands travaux que vous avez votés et des ressources exceptionnelles qu'ils exigeront pendant un certain nombre d'années. J'avais prévu pour l'exercice 1876, un déficit de 140,000 fr. Lorsque j'ai établi le budget, ce n'était plus sur une prévision que je raisonnais, mais sur des chiffres acquis. Je ne m'étais pas trompé pour les recettes ; je ne puis dire que les articles de recettes étaient absolument et sans modification ceux qui figurent à votre budget de cette année, mais le total est resté à peu près le même, 4,260,000 fr. environ. Les dépenses demandées dans les rapports des divers chefs de service confirmaient ce que j'avais prévu ; elles accusaient un excédant qui nous constituait en déficit de 140,000 fr. J'ai pensé que cette situation ne pouvait pas subsister, j'ai dû restreindre les exigences et j'ai la conviction de pouvoir vous soumettre un budget qui ne laisse aucun service en souffrance présentant au lieu de 140,000 fr. de déficit, un excédant de recettes assez important.

Mais pour 1877, la situation sera plus grave : nous devons nous attendre à un déficit de 4 à 500,000 fr. Je crois que pour parer à ce déficit et surtout ne pas être obligé, pour y pourvoir, de demander aux contribuables de nouvelles ressources, il est est bon, dès à présent de chercher à constituer un fonds de réserve. Ce fonds de réserve sera formé des excédants de recettes du budget rectificatif de l'année 1876 et des budgets précédents, ainsi que des versements par le service de l'instuction primaire des sommes que vous avez déjà consacrées à la construction de l'Ecole normale primaire. Cette dépense, comme celle de l'entretien de l'Ecole normale, doit régulièrement figurer parmi les dépenses de l'instruction primaire. L'insuffisance des ressources de ce service spécial, le désir que vous aviez de ne pas laisser

des dépenses facultatives non pourvues, vous avait amenés à prélever sur les crédits ordinaires du budget les dépenses de l'Ecole normale. Mais vous pourriez parfaitement demander à ce budget de l'instruction primaire, élargi par le vote d'un 4e centime, de rendre à votre budget départemental les sommes que celui-ci a supportées, et cette restitution vous mettrait à même de traverser les années périlleuses sans nouvel appel aux contribuables. Donc, dès aujourd'hui il est d'une sage prévoyance de voter ce 4e centime, qui pour figurer dans vos recettes n'a pas besoin d'une loi spéciale, que vous pouvez supprimer l'année suivante, rétablir ensuite selon vos besoins, et qui rendra à votre budget l'élasticité qui sans cela lui ferait défaut.

Il est certain que cette situation se perpétuera pendant quelques années. Vous avez voulu que les sacrifices que vous aviez consentis pendant la guerre et qui malheureusement sont restés stériles, devinssent dans vos mains de nouveaux sacrifices féconds. Vous avez résolu de consacrer ces sommes, que le Gouvernement vous restituait aux termes d'une loi bienfaisante que vous n'aviez pas prévue, à améliorer vos canaux et vos ports maritimes, c'est-à-dire à vous créer des éléments de richesse. Ces sommes, toutefois, vous ne les donnez pas, vous ne faites que les avancer; mais jusqu'au moment où on vous le rendra, vos ressources seront restreintes, vous serez obligés de différer des travaux pour ainsi dire indispensables ou alors vous devrez créer de nouvelles ressources pour parer à ces déficits que je vous signale, qui s'élèveront de un million à quinze cent mille francs, déficits qui ne doivent pas vous effrayer puisque dans les dix années qui suivront, vos excédants de recettes pourront s'élever à trois millions; mais enfin il faudra ou supprimer des dépenses ou créer de nouvelles ressources.

Je crois qu'en présence des considérations spéciales que j'ai eu l'honneur de vous exposer au point de vue de l'enseignement primaire, et des observations sur la situation financière du département, sur la nécessité de vous créer des excédants de recettes qui accumulés, vous permettront de traverser vos mauvaises années sans demander aucun sacrifice nouveau aux contribuables, il est néceseaire que vous usiez du bénéfice de loi nouvelle, en créant un 4e centime, au moyen duquel vous assurerez aussi largement qu'on peut le faire, les dépenses de l'instruction primaire, et en même temps vous constituerez ce fonds de réserve qui rétablira l'équilibre, non pas de tous vos budgets ultérieurs, mais au moins du budget de 1877 et, on peut l'espérer, des deux budgets suivants sans mettre en péril aucun des grands services auxquels vous avez à pourvoir.

Après cet expose, M. Roussel-Defontaine, n'insistant plus pour l'ajournement du vote du 4me centime à la séance de l'après-midi, **M. le Président** met aux voix les propositions du 3e bureau.

— Le 4me centime est voté.

— Les autres conclusions du rapport sont approuvées. et l'ensemble des crédits est voté.

Par suite le budget de l'instruction primaire se trouve arrêté ainsi qu'il suit :

(Séance du 25).

	BUDGET DE 1875.		SOMMES
	Sommes votées pour 1875.	Sommes allouées par M. le Ministre.	proposées pour 1876.
Recettes.			
Quatre centimes additionnels	377776 59	377776 59	542152 88
SOUS-CHAPITRE 1er (pour mémoire).			
SOUS-CHAPITRE II.			
Dépenses obligatoires.			
1° Dépenses ordinaires de l'Ecole normale :			
Subvention du département (A) . . . . . 21,708 »			
Entretien de 50 bourses à 450 fr. . . . . 22,500 »	48683 »	48683 »	47583 »
— de 15 demi-bourses à 225 fr. 3,375 »			
2° Allocation au Cours normal d'institutrices	13500 »	13500 »	13050 »
3° Dépenses de la Commission d'examen, du Conseil départemental et du service des délégations cantonales	2400 »	2400 »	3400 »
4° Complément des dépenses ordinaires des écoles communales de garçons, de filles et mixtes, indemnités aux directeurs et directrices de cours d'adultes, complément du traitement des instituteurs-adjoints, etc	189200 »	189200 »	224961 66
	253783 »	253783 »	2889,94 66
SOUS-CHAPITRE III.			
Dépenses facultatives.			
1° Subventions aux communes pour acquisitions, constructions ou réparations de maisons d'école de garçons, de filles et de salles d'asile, et de mobiliers scolaires	53702 17	53702 17	77038 22
2° École normale. — Construction			75000
3° Dépenses extraordinaires de l'École normale. . .	2891 42	2891 42	(B) 720 »
4° Subvention pour achat de livres d'école destinés aux élèves indigents des communes pauvres . .	3000 »	3000 »	3000 »
5° Subvention pour achat de livres destinés aux bibliothèques communales.	2000 »	2000 »	2000 »
A REPORTER	61593 59	61593 59	157758 22

(A) Allocation départementale pour les dépenses générales de l'École . . . . . 20308 »
— — pour le traitement du Directeur de l'École annexe . . 1400 » } 21708 »

(B) Achat d'engrais pour le jardin d'expérimentation . . . . . 400 »
Acquisition d'un mobilier pour la lingère-infirmière . . . . . 320 » } 720

BUDGET DE 1875. — Sommes votées pour 1875.	BUDGET DE 1875. — Sommes allouées par M. le Ministre.	SOMMES proposées pour 1876.
REPORT	64593 59	64593 59	157758 22
5° Encouragements aux instituteurs qui se sont le plus distingués.	2000 »	2000 »	2000 »
6° Mêmes encouragements aux institutrices. . . .	1500 »	1500 »	1500 »
7° Mêmes encouragements aux directrices et surveillantes des salles d'asile	1000 »	1000 »	1000 »
8° Mêmes encouragements aux directeurs des classes d'adultes.	3000 »	3000 »	5000 »
9° Subvention pour venir en aide aux instituteurs qui, par suite de circonstances exceptionnelles, se trouvent dans le besoin.	3000 »	3000 »	3000 »
10° Subvention pour venir en aide aux institutrices qui, par suite de circonstances exceptionnelles, se trouvent dans le besoin.	3000 »	3000 »	3000 »
11° Secours à d'anciens instituteurs retraités et à des parents d'anciens instituteurs dans le besoin . .	10000 »	10000 »	10000 »
12° Indemnité à M. l'Inspecteur d'Académie, au Directeur de l'École normale, et frais de bureau aux sept Inspecteurs primaires.	15600 »	15600 »	15600 »
13° Subvention à l'Inspectrice des salles d'asile. . .	500 »	500 »	500 »
14° Traitements et indemnités des employés de la division de l'instruction primaire et frais généraux d'impression.	13000 »	13000 »	13000 »
15° Achat de machines à coudre pour écoles de filles.	300 »	300 »	300 »
16° Écoles du dimanche.— Subvention pour ceux qui les tiennent	3000 »	3000 »	3000 »
17° Bulletin de l'instruction primaire	700 »	700 »	1000 »
Indemnité au secrétaire de l'académie	500 »	500 »	» »
Entretien d'une bourse à l'école de Cluny. . . .	800 »	800 »	» »
18° Caisse d'épargne scolaires, achat de registres de comptabilité.	»	»	1000 »
19° Certificat d'études. — Frais d'examen..	»	»	1000 »
20° Traitement de l'Inspectrice départementale des écoles de filles et des salles d'asile et frais de tournées.	1500 »	1500 »	1500 »
21° Gymnastique. Subventions aux communes et encouragements aux instituteurs.	3000 »	3000 »	3000 »
Total	123993 59	123993 59	223158 22

RECAPITULATION.

Chapitre II. — Dépenses obligatoires	253783 »	253783 »	288994 66
Chapitre III. — Dépenses facultatives	123993 59	123993 59	223158 22
TOTAL	377776 59	377776 59	512152 88
Les ressources s'élèvent à	377776 59	377776 59	512152 88
BALANCE	» »	» »	» »

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

(*Néant.*)

BUDGET RECTIFICATIF DE 1875.

RESSOURCES.

Reste disponible de l'exercice 1874 sur le produit des trois centimes votés en exécution des lois du 15 mars 1850 et du 10 avril 1867 . . . . . 26,329 35

DÉPENSES.

SOUS-CHAPITRE Ier.

Néan(t.)

SOUS-CHAPITRE II.

Art. 4. — Subvention destinée à compléter le traitement minimum des instituteurs et institutrices titulaires et adjoints . . . . . 8,000 »

SOUS-CHAPITRE III.

Art. 2 — Construction d'une nouvelle École normale. . . . . 15,000 »

Art. 22. — Subvention exceptionnelle pour venir immédiatement en aide aux communes dans les dépenses d'acquisition et de réparation de mobiliers de classe, d'achat de tableaux, de cartes géographiques, etc. 3,329 35

Total 26,329 35

RÉCAPITULATION :

Sous-Chapitre II	8,000 »
Sous-Chapitre III.	18,329 35
Total . . .	26,329 35
Les ressources s'élèvent à . .	26,329 35
Balance . . .	»

Institut industriel. — Construction. — Rapport de la Commission de surveillance.

M. J. Dutilleul donne lecture du rapport suivant au nom de la Commission de surveillance des constructions de l'Institut industriel :

« La construction de l'Institut industriel, agronomique et commercial du Nord de la France, menée avec une activité, dont vous avez pu mesurer les résultats, est arrivée à son terme. Mais comme il advient presque toujours en pareille matière, quelque justesse que mettent les architectes à prévoir les dépenses, un surplus, léger toutefois, s'est produit sous ce rapport.

Avant d'aborder ce dernier point, permettez moi, Messieurs, de vous montrer à quelle nature de travaux votre Commission de surveillance a cru devoir affecter la somme de 54,265 fr. provenant du disponible, savoir :

1° Un rabais de 22 % lors de l'adjudication, ci.	8,400 fr.
2° Différentes sommes à valoir pour frais imprévus, ci.	14,765
3° Economie réalisée sur les fondations	21,100
4° Prélèvement approuvé par le Conseil général sur la somme de 30,000 fr. prévue d'abord pour l'installation du matérie	10,000
Total égal	54,265 fr.

Lesdits 54,265 fr. dont détail ci-dessus ont été appliqués, savoir pour :

1° Quatre salles d'analyse et les fondations du laboratoire	18,200 fr.
2° Exhaussement des façades avec des ornementations simples et sculpture du fronton	27,400
3° Remblai pour combler l'immense cavité qui se trouvait sur la presque totalité du terrain	7,100
Total	52,700 fr.

Restant donc un excédant des ressources sur les dépenses de 1,565 fr: qui naturellement allait s'appliquer, s'il en était besoin, aux dépenses supplémentaires. Le chiffre de ces dernières dont je vous parlais au début de ce rapport, s'élève à une somme de 29,700 fr. Elles revêtent toutes un caractère d'indispensabilité, qui n'a pu échapper un instant à votre Commission de surveillance. Voici comment leur chiffre se décompose :

1° Exécution d'une grande cheminée à vapeur et des carneaux y aboutissant, ci.	3,600 fr.
2° Exécution d'une cave spéciale de générateurs en dehors du bâtiment et sous le sol de la cour.	2,800
3° Massifs de la machine, compris pierres de taille.	1,500
4° Aqueducs longeant les cours et les laboratoires	3,400
5° Aqueducs sous la rue.	3,000
6° Dépense pour le contrôleur autorisé	2,700
7° Escaliers aux extrémités	1,200
8° Grilles en fer en remplacement de portes ordinaires	800
9° Supplément pour les sonnettes, fils, conduits	2,200
10° Complément de la quincaillerie.	800
11° Enduit au ciment sur le chaperon des murs	800
12° Empierrement des cours	1,200
13° Supplément pour le service des eaux.	4,600
14° Droits de voirie.	1,100
Total égal	29,700 fr.

Il y aura donc lieu pour le Conseil général à faire face en temps utile dans les prévisions de son budget à une somme de 28,135 fr. différence entre le montant des travaux qui viennent d'être énumérés (29,700) et le surplus des ressources disponibles plus haut.

Cette somme n'est point ce qu'on pourrait appeler un déficit proprement dit. Comme j'ai eu l'honneur de le dire, la Commission a cru devoir (et vous l'avez ultérieurement approuvée reporter sur un complément de travaux d'avenir et que ne comportait point le devis primitif, non moins que sur la décoration des façades le chiffre de 54,265 fr. en ressources disponibles. Ce chiffre de ressources, s'il n'eut point été utilisé immédiatement dans ce sens, eut renfermé le

montant des dépenses totales dans des limites telles qu'elles fussent, même avec le supplément des travaux imprévus énumérés ci-dessus, restées d'environ 25,000 francs au-dessous du chiffre primitivement prévu de 500,000 fr. Il conviendra de même de faire ressortir au budget en temps opportun les 10,000 fr. alloués en 1874 sur les 30,000 prévus dès le début pour les frais d'installation et du matériel. Telle est, Messieurs, relativement aux travaux de construction, la situation actuelle du nouvel Institut.

Pour ce qui regarde les dépenses d'installation et de matériel votre Commission croit devoir vous instruire que la ville de Lille s'est offerte à reprendre pour une somme de 4,292 fr., afin de l'affecter aux besoins de son école primaire, une portion du matériel appartenant au département et qui se trouvait dans l'ancienne école de la rue du Lombard. Ce mobilier ainsi concédé devra être remplacé dans le local nouveau (ce qui avait été du reste dans les prévisions premières), de sorte que ladite somme de 4,292 fr. qui en représente la valeur restera acquise à l'article dépenses, « installation, matériel. »

Comme contre-partie de cette cession qu'elle paie de ses deniers, la ville de Lille demande à ce que le département lui tienne compte du mobilier, qui lui appartient et dont elle a jusqu'ici laissé laissé jouir l'Institut. Ce mobilier s'élève au chiffre de fr. 8,986 fr. 50 d'après détail présenté à votre Commission de surveillance. Il lui semble indispensable que cette acquisition soit faite. Comme l'établissement du décompte définitif ne permettra point d'opérer la réception des constructions avant un temps assez peu éloigné encore, il conviendra d'appliquer comme suit le crédit de 50,000 fr. que vous avez voté dans cette session :

1° Travaux neufs de la construction de l'édifice définitif.	21,013 fr.	50
2° Frais d'installation dans ce même édifice.	20,000	»
3° Mobilier cédé par la ville de Lille au département	8,986	50
Total égal au crédit voté	50,000	»

La Commission se plaît à espérer, que les sacrifices opérés par le Département et par la ville de Lille en faveur de l'Institut, deviendront, malgré les obstacles fatalement attachés à ces sortes de créations dès leur naissance, fructueux pour la région du Nord toute entière et que les améliorations tant morales que matérielles, qui pourront être conquises par degrès dans cet établissement, assureront aux yeux de tous et pour le bien de tous sa prospérité définitive.

M. le Préfet résume ainsi les renseignements que donne ce rapport :

Les crédits ouverts se sont élevés d'abord à 450,000 fr.; cette année un nouveau crédit de 50,000 fr. a été demandé, ce qui porte la dépense à 500,000 fr. Les prévisions étaient de 510,000 fr. Il y a un excédant de dépense justifié de 28,135 fr., de sorte qu'il faudra porter au budget de 1877, une somme de 38,135 fr. pour solde définitif de la construction de l'Institut.

— Acte est donné du dépôt du rapport.

M. le baron de Bouteville présente le rapport ci-après :

Étangs insalubres. — Communes de Busigny (Nord) et de Becquigny (Aisne) — Demande suppression. (4e B.)

« M. le Préfet a soumis au Conseil général les pièces de l'affaire relative à la suppression des étangs du Plaquet et de La Hire, qui s'étendent sur les communes de Becquigny (Aisne) et de Busigny (Nord). Cette demande de suppression des étangs a été provoquée par divers habitants de Becquigny, comme nuisant à la salubrité publique.

L'examen du dossier ayant fait reconnaître que l'affaire n'était pas en état, le 4e bureau propose de remettre à statuer à la session d'avril, sous l'accomplissement des formalités indiquées par M. l'Ingénieur en chef du département, à la fin de son rapport du 21 de ce mois. »

M. le Préfet dit qu'il n'ignorait pas que l'affaire n'était pas en état; le rapport ne devait pas être presenté à cette session, s'il l'a été tardivement, c'est parceque M. le Préfet de l'Aisne a insisté pour que le Conseil général du Nord en fût saisi.

— L'ajournement est prononcé.

Allocations sur la session.

M. le Président, au nom du bureau, propose de voter un crédit de 4,680 fr. pour la rénumération due aux rédacteurs des procès-verbaux et des comptes-rendus sommaires du Conseil général, ainsi qu'aux auxiliaires qui lui prêtent leur concours.

Il fait remarquer que si le crédit se trouve plus élevé que les années précédentes, c'est à raison de la session ordinaire qui a eu lieu au mois de juin dernier.

L'allocation serait répartie de la manière suivante :

	SESSIONS		TOTAL.
	extraordinaire du 18 juin.	d'août.	
MM. Ch. Vincent, Chef de la 1re Division, pour soins donnés à la rédaction et à l'impression des procès-verbaux et des comptes-rendus. . . .	200 fr. »	1.500 fr. »	1.700 fr. »
Sechehaye, rédacteur-sténographe des procès-verbaux	300 » (y compris frais de de déplacement)	1.500 »	1.800 »
Deux employés chargés des écritures.	100 »	400 »	500 »
Deux huissiers.	40 »	300 »	340 »
Garçons de bureau	40 »	300 »	340 »
	680 »	4.000 »	4.680 »

— La proposition est adoptée et l'allocation de 4,680 fr. est votée

Le crédit sera inscrit au budget rectificatif de 1875.

Chambre consultative des Arts manufactures de Cambrai. — Érection en Chambre de commerce. (4e B.)

M. Trystram donne lecture du rapport suivant :

« Le Conseil général a renvoyé au 4e bureau une proposition de l'honorable M. Stiévenard-Béthune, ainsi formulée :

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'appuyer le vœu du Conseil d'arrondissement

(Séance du 25).

de Cambrai en faveur de la transformation de la Chambre consultative des arts et mauufactures de Cambrai en Chambre de commerce. »

Dans sa session d'avril dernier, le Conseil général a été saisi par M. le Préfet d'une circulaire de M. le Ministre de l'agriculture et du commerce relative sinon à des restrictions, au moins à des modifications profondes à apporter dans l'établissement des Chambres de commerce.

M. le Ministre exposait que, « dans ces derniers temps, son ministère avait reçu plusieurs » demandes de création de Chambres de commerce dans les départements qui sont déjà dotés de » cette institution; que la jurisprudence du Conseil d'État s'était toujours montrée contraire à la » trop grande multiplicité des Chambres de commerce; que limiter l'étendue de leur circons- » cription au territoire d'un arrondissement ou même d'un centre industriel, serait, évidemment, » enlever aux délibérations de ces Chambres l'autorité qu'il importe de leur conserver...; qu'il » était cependant à désirer que les intérêts différents, qui peuvent être en présence dans une » même circonscription, aient une représentation au sein de la Chambre à laquelle ils ressor- » tissent; qu'il a semblé qu'il serait préférable, sans recourir à la création de nouvelles Chambres, » de chercher dans la révision des règlements, qui régissent l'institution, une solution qui réponde » aux exigences légitimes... ?

Le Conseil général en se prononçant sur la question qui lui était soumise, a, au mois d'avril, émis l'avis « que le Gouvernement accorde très-largement la création de nouvelles Chambres de » commerce, » et le 4e bureau ne doute point qu'il persévèrera dans son opinion.

Quelques chiffres montreront que, quelle que soit la décision du Ministère du commerce sur la question qu'il a mise à l'étude, le vœu du Conseil d'arrondissement de Cambrai, recommandé par M. Stiévenart-Bethune, peut être exprimé sans que l'on ait à craindre de voir taxer d'exagérée la représentation commerciale dans le département du Nord.

Il existait, dans toute la France, au 1er janvier 1875, 78 Chambres de commerce réparties entre 49 départements: sur ces 78 Chambres, le Nord en a 6, la Seine-Inférieure 5, le Pas-de-Calais 4, l'Ille-et-Vilaine 3; les autres départements en ont deux ou une, sauf 37 départements qui n'en ont point.

Il existait en même temps, au commencement de cette année, dans toute la France, 84 Chambres consultatives des arts et manufactures, réparties entre 46 départements; 40 départements n'en ont point.

Sur ces 84 Chambres consultatives, l'Orne en a 6; le Calvados et l'Hérault, chacun 5; l'Aveyron et l'Eure, chacun, 4; le Nord, le Gard et les Ardennes, chacun, 3; les autres départemeats en ont 2 ou 1, sauf les 40 départements qui en sont tout-à-fait privés.

Si l'on classe les départements en comparant le nombre de leurs Chambres de commerce à leur population, on trouve que le Nord, qui a une Chambre de commerce par 232,000 habitauts, vient le 10e—L'Aude qui est au 1er rang, avec deux Chambres en a une par 142,963 habitants.

Le même classement fait pour les Chambres consultatives met le Nord au 42e rang, avec 464,000 habitants pour une Chambre. — L'Orne, qui vient ici en première ligne, a 6 Chambres consultatives, soit une Chambre pour 69,100 habitants.

Mais, pour connaître avec une exactitude, aussi approximée que possible, le dégré de la représentation des intérêts commerciaux, il est nécessaire de réunir les deux modes. — On trouve

alors le Nord, ayant 6 chambres de commerce et 3 Chambres consultatives, au 25e rang, avec 154,671 habitants par Chambre ; et, au 1er rang, l'Hérault, représenté par 2 Chambres de commerce et 5 Chambres consultatives, avec 61,000 habitants par Chambre.

Le Conseil général voit, par ces chiffres, que le département du Nord est loin d'avoir une représentation commerciale exagérée et qu'il peut, sans la moindre hésitatiou, émettre le vœu qui lui est demandé en faveur de la conversion de la Chambre consultative des arts et manufactures de Cambrai en Chambre de commerce. Au nom du 4e bureau, le rapporteur propose d'exprimer ce vœu. »

— Le vœu est émis.

M. le Président propose au Conseil de suspendre la séance et de la reprendre à 2 heures.

— Adopté.

La séance est suspendue à midi.

La séance est reprise à deux heures un quart sous la présidence de **M. Plichon**:

Élections municipales. — Sections électorales. (4. B.)

M. le Président met en délibération les conclusions d'un rapport de **M. Massiet du Biest** sur le sectionnement électoral dont le vote a été ajourné sur la demande de M. Deleporte-Bayart (séance du 24 août).

Ce rapport tend à l'adoption des propositions de M. le Préfet, sauf en ce qui concerne la ville de Valenciennes, où le scrutin de liste serait rétabli.

M. Pierre Legrand regrette que M. Deregnaucourt ne soit pas présent pour exposer la situation particulière de la ville de Roubaix au point de vue du sectionnement électoral. Il félicite la ville de Valenciennes d'obtenir enfin le rétablissement du scrutin de liste.

En ce qui concerne la ville de Lille, M. le Préfet s'est conformé aux décisions du Conseil d'État. Cette assemblée a replacé la question sur le véritable terrain de la légalité. L'année dernière, l'honorable membre et plusieurs de ses collégues avaient fait ressortir l'illégalité du sectionnement proposé: on basait en effet le nombre des sections et celui des conseillers à élire sur une population factice dont on déduisait les femmes, les enfants, les étrangers; c'était violer la loi. La majorité du Conseil général n'avait pas accueilli ces objections et s'était rangée du côté de M. le Préfet. Le Conseil d'État cependant, sur les protestations qui lui ont été adressées, a jugé que le recours était fondé et que là où la loi ne distinguait pas, il ne fallait pas distinguer. Par suite, M. le Préfet a dû changer le mode de sectionnement de la ville de Lille.

L'honorable membre et ses amis protestent toujours au nom des principes contre le sectionnement qui, s'il n'est pas illégal, est contraire à l'esprit de la loi et de plus immoral.

A l'occasion d'un vœu soumis, il y a quelques jours, au Conseil général par M. Trystram, qui voulait affecter l'excédant des produits des postes et des télégraphes dans le département, sur les dépenses de ces services, aux améliorations dont le besoin se fait sentir, M. le Préfet disait avec raison qu'en France il n'y a plus une fédération de provinces, mais une seule nation.

L'opinant est de cet avis, et il ajoute qu'à Lille, comme à Roubaix, il n'y a pas de diverses

fédérations entre les habitants, mais une commune unique A Lille, il n'y a qu'un seul intérêt à représenter, c'est l'intérêt de la ville. On ne trouve pas de quartiers distincts, une haute et une basse ville, des communes annexées récemment et ayant des interêts en opposition avec ceux de l'agglomération principale. A Roubaix, c'est la même situation: il y a une seule commune, un seul budget, une seule municipalité, des intérêts complètement uniformes et identiques; dès lors rien ne motive le sectionnement.

M. Pierre Legrand n'insiste pas en ce qui concerne la ville de Lille. Pour satisfaire certaines personnalités, on a fait des sections; mais on n'a pas osé présenter des candidats et la liste républicaine a passé tout entière. L'administration peut laisser la ville de Lille coupée en neuf parties, c'est un droit dont elle use et contre lequel en fait on renonce à réclamer.

Dans la ville de Roubaix, l'administration estime également que le sectionnement est nécessaire. C'est légal, on ne saurait par conséquent insister beaucoup, mais est-ce raisonnable? Il suffira de faire remarquer la bizarrerie de certains résultats. A Roubaix, comme à Lille, on a fait neuf sections. Dès lors il serait convenable de mettre dans chacune des sections un nombre à peu près égal d'électeurs.

Cependant en comparant les sections entre elles, on voit que la 2e section a un conseiller municipal pour 2,864 habitants, tandis que dans la 7e section, il n'y a plus qu'un conseiller municipal pour 1,882 habitants. C'est une anomalie extraordinaire, et qu'on ne peut s'expliquer qu'en admettant qu'on ait voulu tailler dans la ville une circonscription pour telle personne déterminée, et c'est en cela que l'honorable membre qualifiait d'immoral ce système de sectionnement.

On a procédé d'une façon si irrégulière que dans la même maison, paraît-il, on a vu un électeur inscrit dans une section, et un autre électeur dans une autre section. Ce fait a même été l'objet d'une protestation au Conseil d'Etat.

M. Descat conteste le fait.

M. Pierre Legrand répond qu'on le lui a affirmé avec les détails les plus précis. Il est du reste regrettable que le Conseil n'ait pas voulu attendre, pour délibérer sur le rapport, la présence de M. Deregnaucourt.

Le Rapporteur fait remarquer qu'il y a eu une erreur de chiffres dans le tableau de répartition des sections annexé au rapport de M. le Préfet, relativement au nombre des conseillers à élire; les résultats signalés par M. Pierre Legrand viennent de ce qu'il n'a pas tenu compte de cette rectification. La 2e section a trois conseillers municipaux à élire et non pas deux.

M. Pierre Legrand dit que l'erreur aurait dû être indiquée par le Rapporteur. M. le Préfet, qui a un an pour préparer son rapport, n'aurait pas dû commettre d'erreur.

M. le Préfet fait remarquer qu'il s'agit d'une simple faute d'impression.

M. Pierre Legrand dit qu'en tout cas, il n'y aurait pas de ces erreurs s'il n'y avait pas de sectionnement, et il proteste d'une manière générale contre le système souverainement arbitraire de M. le Préfet de morceler, au point de vue électoral, des communes où il n'existe qu'un seul et même intérêt.

M. Legraud (de Valenciennes) remercie M. le Préfet d'avoir renoncé au maintien du sectionnement en ce qui concerne la ville de Valenciennes.

— Les conclusions du rapport sont ensuite adoptées.

Les sections électorales sont par suite fixées ainsi que l'indique le tableau annexé au présent procès-verbal. (*Voir l'annexe*).

Chemins vicinaux ordinaires. (5e B.)

La parole est donnée à **M. Dutemple** qui présente le rapport suivant :

« La situation générale des chemins vicinaux ordinaires et des travaux exécutés en dehors du réseau subventionné se résume de la manière suivante :

Dépenses de l'annee 1874		285,201 fr. 04
Répartition :		
Travaux d'entretien.	231,208 fr. 72	
— de grosses réparations. . . .	4,600 »	
— de construction.	41,122 11	
Dépenses diverses.	8,270 21	
Total égal. . . .	285,201 fr. 04	

Les chemins vicinaux ordinaires présentaient au 31 décembre 1873, un développement total de. . . . . 6,219 kil. 335 m.

Par suite de classements, de déclassements et de rectifications, ce développement s'élevait au 31 décembre 1874, à. . . . . 6,089 kil. 494

Différence en moins. . . . . 129 kil. 841 m.

Nous saisissons l'occasion, à la demande d'un de nos collègues, de prier la Commission de permanence de ne pas prononcer le déclassement d'un chemin vicinal sur la simple demande de la commune intéressée ; il est à désirer que la Commission vérifie si les communes voisines qui se servent de ce chemin pour aboutir à une voie d'intérêt commun ont donné leur consentement à la mesure, ou tout au moins si elles ont été consultées.

Comme les années précédentes, le 5e bureau a l'honneur de vous proposer d'inscrire au budget, sous-chapitre IV, un crédit de 20,000 fr., pour former un fonds de subvention en faveur des communes pauvres, qui ne peuvent, avec leurs seules ressources, pourvoir, soit à des amélicrations indispensables sur des voies vicinale; ordinaires, soit à l'acquittement de leurs contingents dans les dépenses de chemins de grande communication et d'intérêt commun.

Depuis la loi du 18 août 1871, la répartition de cette subvention appartient à la Commission de permanence.

RÉSEAU SUBVENTIONNÉ.

La construction du réseau subventionné des chemins vicinaux se poursuit activement et les populations apprécient les avantages que leur procurera l'achèvement du réseau.

Nous vous prions de vous reporter pour les détails au rapport si complet qui vous a été soumis.

En exécution des prescriptions de la circulaire du 15 avril 1874, il est dressé deux fois par

an des états indiquant les modifications que le réseau subventionné à subies dans chaque période de six mois.

L'état dressé au mois de janvier dernier, augmentait le réseau d'une longueur de. . . . . 7 kil. 679 m.

Les diminutions portaient sur une longueur de. 5 042

Différence 2 637

Le réseau réparti au 31 décembre 1874, était de. 2195 532

Le réseau actuellement réparti, est de. . . . . 2198 kil. 169 m.

Le réseau attribué au département étant de . . . . . 2300 »

La réserve disponible est de. . . . . 101 kil. 831 m.

De laquelle il faut déduire une longueur inutilisable, tombée en non valeur, de 502

Reste . . . . . 101 kil. 329 m.

Chiffre conforme à celui qui est accusé par la dépêche ministérielle du 6 avril 1875.

Mais le Conseil général, dans une session précédente, a admis 26 communes à participer au réseau subventionnée, pour une longueur de. . . 21 kil. 103 m.

Ces communes attendent que M. le Ministre ait statué sur leur admission, conformément au droit qu'il à cru devoir se réserver dans la circulaire du 15 avril 1874.

De sorte que la réserve réellement disponible, est de . . . . . 80 kil 226 m.

Le 5e bureau croit devoir appeler la bienveillante attention de M. le Préfet sur les retards qu'éprouve l'instruction des admissions dont s'etait occupé le Conseil général dans sa session d'avril 1874.

Si M. le Ministre revendique pour lui le droit de statuer définitivement sur leur admission dans le réseau subventionné, le Conseil général a la ferme espérance que sa décision ne se fera plus attendre pendant un délai de 15 mois et il prie M. le Préfet d'user de sa haute influence pour obtenir une solution aussi prompte que possible.

Nous comptons aussi sur la sollicitude de M. le Préfet, pour veiller à ce que l'expédition de cette nature d'affaires n'éprouve pas de retards dans les bureaux de la préfecture.

Au 1er juin 1875, les travaux terminés avaient une longueur de 1,123 kil. 570 mètres, représentant à peu près la moitié du réseau.

La dépense occasionnée par les travaux s'est élevée à la somme de 16,292,782 fr., le prix moyen de construction par kilomètre est donc de 14,501 fr., les évaluations primitives fixaient la dépense kilométrique probable à 14,729 fr.

Travaux de 1875.

Les travaux s'exécutent avec beaucoup d'activité sur tous les points du département. Les travaux ajournés qui étaient au 1er juin 1873, évalués à la somme de 2,500.000 fr. étaient réduits à 1,600,000 fr. au 1er juin 1874: aujourd'hui, ils ne sont plus évalués qu'à 1,050,000 fr.

Le montant des réalisations d'emprunt à la caisse des chemins vicinaux a été autorisé jusqu'à concurrence de 2,500,000 fr. M. l'agent-voyer en chef estime qu'un supplément de 500,000 fr. sera nécessaire vers la fin de l'année.

Le 5e bureau vous prie d'exprimer le vœu le plus formel que ce supplément soit accordé. M. le Préfet voudra bien insister auprès de M. le Ministre pour obtenir le plus tôt possible, la promesse de cette réalisation. Cette promesse permettrait aux agents du service vicinal de donner une plus vive impulsion à la continuation des travaux de 1875.

TRAVAUX DE 1876.

Les travaux à effectuer en 1876 (8e annuité) sont résumés dans les états de répartition entre les diverses communes du département.

Les propositions ont été soumises individuellement à chaque Conseiller général par l'agent-voyer principal de l'arrondissement. MM. les Conseillers généraux de chaque arrondissement se sont ensuite réunis en commission et ont donné leur approbation à ces propositions.

Le 5e bureau a l'honneur de vous prier de les adopter, sous les modifications ci-après, introduites par les Conseillers généraux représentant plus spécialement les communes intéressées au changement :

1° *Commune d'Ors* au lieu de 260m, construire 780m pour achever le chemin de Câtillon à Landrecies.

2° *Commune de Lesquin.* — Au lieu des chemins proposés, construire : 1° 100m au chemin N° 6, dit de Ronchin ; 2° 200m au chemin N° 4, dit de Phalempin, traversée du hameau de Merchin ; 3° et 100m au chemin N° 12, d'Ennetières.

3° *Coutiches.* — Chemin N° 3 — 400m — chemin N° 27 — 200 mètres, chemin No 21, 250m.

4° *Nomain.* — Chemin N° 1 — 150 mètres, chemin N° 4 — 250 mètres, — chemin N° 10 — 100 mètres, chemin No 11 — 94 mètres et chemin N° 17 — 710 mètres.

5° *Bailleul.* — Chemin N° 26 — 1000 mètres.

Le montant des travaux ainsi prévus pour 1876 s'élèvera, comme pour la 7e annuité, à la somme de 2,860,300 fr.

Le montant des emprunts dont la réalisation sera nécessaire pour les travaux, s'élèvera approximativement à . . . . . 1,930,000 fr.

Le déficit probable au 31 décembre 1875, sera de. 1,777,400

Total . . . . . 3,707,400 fr.

Mais, comme il est à présumer que tous les travaux prévus ne pourront pas être entrepris en 1876, le 5e bureau pense avec M. le Préfet qu'il suffira d'une somme de 3,000,000 fr. et i. vous prie d'adresser à M. le Ministre de l'intérieur la demande formelle d'un emprunt de pareille somme.

Le Conseil général sait que la loi du 25 juillet 1873 a reculé de cinq ans la période d'achèvement des chemins vicinaux. A partir de 1874, les subventions de l'État sont réduites de moitié et au lieu de prendre fin en 1878, elles seront continuées jusqu'en 1883.

(Séance du 25).

Mais, dans la session d'avril 1874, le Conseil général, qui ne recule devant aucun sacrifice pour arriver à l'achèvement des chemins, a décidé que le réseau serait construit dans le délai primitivement fixé et que les travaux de 1874 seraient exécutés dans la proportion d'un dixième de la totalité dudit réseau.

Il a résolu de faire l'avance aux communes de la portion de subvention que l'État avait ajournée et qui ne sera versée dans la caisse départementale qu'après la période d'achèvement du réseau et jusqu'à la fin de la période de quinze ans.

M. le Préfet pense qu'un crédit de 125,000 fr. sera suffisant pour 1876. Le 5e bureau propose l'inscription de ce crédit au budget départemental.

RÉPARTITION DES SUBVENTIONS POUR LES TRAVAUX DE LA 8e ANNUITÉ.

Un décret du 10 juillet 1875 a fixé à la somme de 112,710 fr. le montant de la subvention attribuée par l'Etat au département du Nord pour les travaux de la 8e annuité correspondant à l'année 1876.

La subvention du département en ce qui concerne les chemins vicinaux ordinaires du réseau subventionné est de 384,000 fr., mais de cette somme il faut déduire celle de 15,000 fr., qui est prélevée, à titre d'indemnité aux agents du service vicinal, de sorte que la subvention départementale ne s'applique à l'exécution des chemins que jusqu'à concurrence de 369,000 fr.

Le 5e bureau a examiné l'état de sous-répartition de ces deux natures de subvention et il vous propose de l'adopter.

TARIF DES PRESTATIONS.

L'application du tarif relatif aux prestation modifié par délibération du Conseil en date du 28 août 1872, n'a donné lieu à aucune réclamation. M. le Directeur des Contributions directes et M. le Préfet en proposent le maintien pour 1876.

Le 5e bureau propose de sanctionner ces propositions.

PROPOSITIONS BUDGÉTAIRES.

Le 5e bureau propose de reporter au budget de 1875 le reste du crédit de 1874, ci-après :

1° Sous-chapitre IV, art. 3	10,484 fr.	60 c.
2° Sous-chapitre IV, art. 10	173,574	58
3° Sous-chapitre XVII, § 1er, art. 11	24,081	50
Total	208,140 fr.	68 c.

D'inscrire au budget rectificatif de 1875 le sous-chapitre XVII, § I, art. 12 pour parer à l'insuffisance d'un crédit une somme de . . . . . 76,627 fr. 20 c.

Enfin d'inscrire au budget 1876 :

1° Subvention pour travaux	484,000 fr.
2° Subvention pour amortissement d'emprunt.	464,250
3° Complément de la subvention de l'Etat	125,000
Total	1,073,250 fr.

RÉVISION DU RÉSEAU SUBVENTIONNÉ. — EXCLUSIONS.

Vous vous rappelez sans doute qu'une circulaire ministérielle en date du 15 avril 1874 retrancha du réseau, pour former la réserve disponible, divers chemins qui, dans l'esprit du Conseil général, avaient un droit acquis aux subventions de l'État et au bénéfice des emprunts à la caisse des chemins vicinaux.

Dans la séance du 28 octobre 1874, votre rapporteur croit avoir démontré :

1° Que le département du Nord s'était conformé strictement aux prescriptions de l'article 1er de la loi du 11 juillet 1868 ;

2° Qu'il y avait eu un contrat formé entre l'Etat, le département et les communes et que l'Etat ne pouvait pas, en brisant le lien de droit, jeter la perturbation dans les finances de certaines communes qui étaient autorisées à compter sur des ressources dont on les privait subitement.

Le Conseil général adopta la résolution suivante :

« Le Conseil général du département du Nord, ému des conséquences qu'entraînerait pour l'achèvement de son réseau l'application de la circulaire ministérielle du 15 avril 1874, qu'il considère comme violant la loi du 11 juillet 1868, déclare qu'il n'y a pas lieu d'examiner les propositions faites en exécution de cette circulaire et prie M. le Préfet de faire les démarches les plus actives pour en obtenir le rapport.

» Et, pour le cas où, par une décision formelle, M. le Ministre réaliserait les intentions annoncées dans sa circulaire, le Conseil général charge M. le Préfet et la Commission de permanence de poursuivre, par toutes les voies et moyens de droit, l'annulation de ces actes devant la juridiction compétente. »

Dans sa séance du 8 avril dernier, le Conseil général manifesta ses regrets que M. le Ministre n'eût pas encore pris de décision et il pria M. le Préfet d'insister de la manière la plus énergique pour qu'une prompte solution intervînt.

A la date du 15 août courant, M. le Ministre adresse à M. le Préfet la lettre dont nous allons avoir l'honneur de vous donner lecture :

« Monsieur le Préfet, dans ses sessions d'octobre 1874 et d'avril dernier, le Conseil général

de votre département, s'est préoccupé des modifications qui ont été récemment introduites dans la composition du réseau subventionné des chemins vicinaux ordinaires. Se reportant à ma circulaire du 15 avril dernier, il s'est demandé si les dispositions qu'elle contient sont toutes conformes à l'esprit de la loi du 11 juillet 1868, il a même exprimé la crainte que leur exécution n'eût pour résultat d'entraver l'achèvement des chemins vicinaux.

» Un nouvel examen de la question vous permettra, je l'espère, Monsieur le Préfet, d'éclairer et de rassurer sur ces divers points l'Assemblée départementale. En procédant à la révision du réseau subventionné, le gouvernement n'a fait qu'user du droit qu'il tient de l'article 1er de la loi du 11 juillet 1868. Cet article, en chargeant le Ministre de l'Intérieur, d'arrêter la longueur du réseau, lui a conféré implicitement le soin d'en déterminer et d'en modifier la composition. Le rapport présenté à l'appui du projet de loi ne laisse aucun doute à cet égard. Un certain nombre de départements ayant réclamé contre la classification faite en 1867 et fait observer qu'elle avait été opérée en trop peu de temps pour offrir toutes les garanties désirables, le Rapporteur a répondu que la combinaison « de l'article 1er avait pour effet de » donner satisfaction à ces réclamations, car il créait, dans une certaine mesure, le mouve- » ment dans l'immobilité, en ouvrant indirectement à l'administration la faculté de révision » sous le bénéfice de la limite kilométrique primitivement fixée. »

» J'ajoute, Monsieur le Préfet, que ce même article me laisse également seul juge de l'opportunité des modifications à introduire et de l'importance qu'il convient de leur donner. Sans doute, lors de l'enquête prescrite par le décret du 17 avril 1867, des commissions spéciales ont donné leur avis sur les demandes formées par les communes, mais ces commissions n'avaient aucun caractère légal, elles agissaient simplement à titre consultatif et leur opinion ne liait en aucune manière mon administration. Si le législateur de 1868 avait jugé leur concours nécessaire pour l'avenir, il l'aurait évidemment spécifié. Or, la loi aussi bien que la discussion qui l'a précédée sont muettes à ce sujet.

» Si, en principe, il est à désirer que le Préfet chargé de me signaler les changements à introduire dans le réseau s'éclaire par tous les moyens dont il dispose et notamment qu'il ait recours aux lumières et à l'expérience du Conseil général et de la Commission départementale, la loi ne lui impose aucune obligation à cet égard.

» Je me suis donc strictement maintenu dans les termes de la loi en prescrivant, de ma seule initiative, une révision du réseau subventionné, lorsqu'il m'a été démontré qu'il s'était glissé, dans le réseau actuel, certains éléments qui, régulièrement, ne devaient pas y figurer.

» Mon administration s'est-elle trompée dans l'application de ce principe? A-t-elle, comme le pense le Conseil général du Nord, méconnu la pensée du législateur en disant que la loi du 11 juillet 1868 était une loi de secours, et en déclarant que les communes qui ont des ressources normales suffisantes pour construire, en 15 ans, leurs chemins n'auraient aucun droit aux subventions de l'Etat? Je ne le pense pas ; d'ailleurs pour être pleinement convaincu à cet egard, il suffit encore de se reporter au rapport qui, voulant définir le but de la loi, dit : «Elle » se place uniquement en présence de ceux qui peuvent être appelés les pauvres de la vicina- » lité, et avant tout elle rencontre les communes qui succombent sous le poids de leurs » charges et qui, abandonnées à elles-mêmes, ne peuvent songer à achever leurs chemins vici- » naux ordinaires. »

« En présence de termes aussi formels, peut-il y avoir le moindre doute sur l'esprit de la loi et sur les communes auxquelles doivent s'appliquer les secours de l'Etat? Et les communes de Tourcoing, Roubaix, Anzin, citées dans la délibération du Conseil général du Nord, en date du 28 octobre 1874, comme devant particulièrement souffrir de l'exécution de ma circulaire du 15 avril, rentrent-elles bien dans la catégorie de celles dont parle le rapport que je viens de citer?

» Parmi ces communes, les unes ne votent pas l'intégralité des ressources mises à leur disposition par la loi du 21 mai 1836, elles ne font donc même pas le nécessaire; dans ces conditions, le Gouvernement n'a aucune raison de s'intéresser à elles; les autres ont des revenus ordinaires largement suffisants pour mener à bien leur tâche et le retrait de la subvention de l'Etat ne peut avoir pour elles les conséquences désastreuses que l'on a signalées.

» Mais même en admettant que la suppression des subventions de l'Etat dérange, en ce qui les concerne, des combinaisons financières antérieurement arrêtées, la source de leurs revenus n'étant point tarie, l'achèvement de leur réseau ne saurait être sérieusement en péril.

» D'ailleurs, à côté de ces communes et de quelques autres placées comme elles dans une situation exceptionnelle, il s'en trouve un très-grand nombre moins favorisées, qui ont un réel besoin du secours de l'Etat, et qui verront leur part s'accroître de tout ce que les communes riches percevaient indûment; l'équilibre sera rétabli en leur faveur.

» Le Conseil général en émettant l'avis que mon administration méconnaît l'esprit de la loi de 1868 et entrave l'achèvement des chemins vicinaux, par l'exclusion du réseau des communes riches, ne s'est pas rendu un compte suffisamment exact des règles qui président à la répartition des subventions de l'Etat.

» Les communes riches n'ayant pas de déficit, le département ne reçoit rien de leur chef dans la répartition; en les maintenant dans le réseau, la longueur qui leur a été attribuée par l'arrêté ministériel du 8 décembre 1868 se trouve donc par le fait perdue pour le département. Le Conseil général, il est vrai, leur a attribué jusqu'à présent une part de la subvention de l'Etat, mais en agissant ainsi, il commettait une illégalité (je viens de vous en exposer les motifs) et une injustice à l'égard des autres communes, puisque la subvention de l'Etat ne peut être équitablement attribuée qu'aux communes qui ont servi à la déterminer,

» Au surplus, Monsieur le Préfet, la révision que j'ai prescrite le 15 avril dernier, a été accueillie avec une faveur marquée dans tous les départements, elle s'est accomplie sans donner lieu à aucune réclamation, et certes il n'en aurait pas été ainsi si elle avait dû produire les résultats signalés par le Conseil général du Nord.

» J'ajoute que les opérations auxquelles elle a donné lieu l'année dernière ont eté signalées à M. le Président de la République dans mon rapport relatif à la 7e répartition des subventions de l'Etat, et que, sur l'avis du Conseil d'Etat, elles ont été revêtues de sa haute approbation.

» Je vous autorise, Monsieur le Préfet, si vous le jugez utiles à donner lecture de la présente dépêche à la Commission départementale et au Conseil général, lors de sa prochaine session.

» Recevez, etc.

Le Vice-Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur,
L. BUFFET.

(Séance du 25).

Le 5e bureau pesa avec maturité les diverses considérations développées par M. le Ministre. M. le Préfet voulut bien se rendre dans le bureau, la question y fut de nouveau très-longuement débattue.

Nous n'avons rien à ajouter au rapport du 28 octobre 1874; nous croyons seulement devoir aire observer qu'en privant des centres plus ou moins importants des bénéfices des subventions de l'Etat et des emprunts à la caisse des chemins vicinaux, M. le Ministre s'expose à rendre stériles et improductifs les efforts et les dépenses des communes pauvres dont la circulaire veut prendre en main les intérêts. En effet, ces centres peuvent se refuser à exécuter avec leurs propres ressources, leurs chemins vicinaux, et, créer ainsi des lacunes regrettables sur des voies de communications communes à diverses localités qui ont été exécuté sur leurs territoires et qui, malgré les sacrifices énormes qu'elles se sont imposés, ne pourront aboutir soit à une route, soit à une gare, Ces communes seront loin d'être reconnaissantes envers M. le Ministre de la protection dont il veut les couvrir.

Le 5e bureau pense que la lettre de M. le Ministre n'a pas infirmé les considérations développées dans le rapport précité, et il a l'honneur de proposer de maintenir en principe, les délibérations des 28 octobre 1874 et 8 avril 1875.

Cependant, en présence des déclarations faites par M. le Préfet dans le sein du bureau, le Conseil général ne voudra pas prolonger une discussion sur une question qu'il espère devoir être, à l'avenir, sans intérêt pratique.

DROIT D'ADMISSION DANS LE RÉSEAU SUBVENTIONNÉ.

Dans sa séance du 8 avril dernier, à la suite d'une assez longue discussion, le Conseil général a prononcé l'ajournement à cette session d'une question de prérogative.

Le Conseil général réclamait pour lui le droit de statuer définitivement sur les admissions dans le réseau subventionné. M. le Préfet soutenait que les demandes d'admission devaient être soumises à l'approbation de M. le Ministre.

Dans l'intervalle des deux sessions, votre Rapporteur crut devoir adresser à notre honorable Président, une lettre dans laquelle il résumait les arguments qu'il croyait devoir militer en faveur du droit du Conseil général.

M. le Président voulut bien communiquer cette lettre à la Direction de l'administration départementale et communale et il reçut, le 16 courant, de M. le Ministre de l'Intérieur une lettre dans laquelle M. le Ministre s'attache à démontrer que c'est à l'administration qu'il appartient d'apporter à la modification du réseau subventionné des chemins vicinaux ordinaires, les modifications nécessaires.

Cette lettre a été communiquée au 5e bureau.

M. le Préfet a bien voulu présenter ses observations et nous sommes heureux de vous informer que si le dissentiment peut exister encore en théorie, il n'a plus de raison pratique d'exister.

Voici en effet comme se termine la lettre de M. le Ministre :

« Le dissentiment qui semble exister à ce sujet entre le Conseil général et l'administration est d'ailleurs plus apparent que réel et surtout beaucoup plus théorique que pratique. J'ai toujours en effet recommandé aux Préfets de ne faire subir au réseau subventionné aucune modification sans avoir pris, au préalable, l'assentiment du Conseil général et je suis disposé, toutes les fois qu'une assemblée départementale me signalera, dans les propositions qui doivent m'être soumises, des erreurs ou des omissions, à examiner très-attentivement ces réclamations et à leur donner, dans la mesure du possible, toute la satisfaction désirable. »

Le 5e bureau, heureux de connaître les appréciations de M. le Ministre, croit devoir faire observer que le Conseil général s'est toujours attaché à n'admettre dans le réseau subventionné que des chemins d'une incontestable utilité ou des longueurs supplémentaires, produit de l'erreur résultant de la précipitation avec laquelle a été accompli le travail primitif du service vicinal.

Cette même circonspection présidera toujours aux nouvelles désignations.

L'accord en fait, surtout depuis que nous avons entendu le représentant du gouvernement, est donc établi et le 5e bureau a l'honneur de vous proposer de décider qu'il n'y a plus lieu de continuer la discussion d'une question qui n'offre plus qu'un intérêt purement théorique.

PERSONNEL DES AGENTS-VOYERS. — TRAITEMENTS, FRAIS DE TOURNÉE ET DE BUREAU.

« Le personnel, dit M. le Préfet dans son rapport, suffit aux besoins du service et continue par son zèle et son dévouement à mériter la bienveillance de l'administration. Un crédit de 165,980 fr. est inscrit pour ce personnel au projet du budget de 1876. Il comprend une somme de 25,160 fr. à titre d'augmentation de traitement conformément aux propositions spéciales qu'il a eu l'honneur de soumettre au Conseil général à sa session d'avril et sur laquelle le Conseil a sursis à statuer. »

La somme de 25,160 fr. demandée à titre d'augmentation de traitement serait répartie, d'après les propositions de M. le Préfet entre M. l'Agent-voyer en chef et les divers agents du service vicinal dans les proportions indiquées au tableau joint au rapport et que nous avons cru devoir reproduire.

DÉSIGNATION des GRADES. 1	TRAITEMENT D'UN AGENT de chaque grade.			FRAIS DE TOURNÉE & DE BUREAU D'UN AGENT de chaque grade.			TOTAL.			TOTAL GÉNÉRAL.			
	FIXATION actuelle. 2	FIXATION proposée 3	Augmentation. 4	FIXATION actuelle. 5	FIXATION proposée 6	Augmentation. 7	FIXATION actuelle. 8	FIXATION proposée 9	Augmentation. 10	Nombre d'agents par grade. 11	FIXATION actuelle. 12	FIXATION proposée. 13	Augmentation. 14
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.		Fr.	Fr.	Fr.
Agent-voyer en chef.....	6.000	10.000	4.000	4.000	5.000	1.000	10.000	15.000	5.000	1	10.000	15.000	5.000
Agent-voyer principal de 1re classe	3.000	4.000	1.000	800	1.000	200	3.800	5.000	1.200	2	7.600	10.000	2.400
Id. 2e id..	2.800	3.500	700	800	1.000	200	3.600	4.500	900	2	7.200	9.000	1.800
Id. 3e id..	2.600	3.000	400	800	1.000	200	3.400	4.000	600	3	10.200	12.000	1.800
Agent-voyer ordinaire de 1re classe	2.200	2.600	400	300	300	»	2.500	2.900	400	8	20.000	23.200	3.200
Id. 2e id..	2.000	2.400	400	300	300	»	2.300	2.700	400	8	18.400	21.600	3.200
Id. 3e id..	1.800	2.100	300	300	300	»	2.100	2.400	300	9	18.900	21.600	2.700
Id. 4e id..	1.600	1.800	200	300	300	»	1.900	2.100	200	10	19.000	21.000	2.000
Id. 5e id..	1.400	1.600	200	300	300	»	1.700	1.900	200	10	17.000	19.000	2.000
Commis appointé de 1re classe ...	1.100	1.200	100	»	»	»	1.100	1.200	100	3	3.300	3.600	300
Id. 2e id.	920	1.000	80	»	»	»	920	1.000	80	2	1.840	2.000	160
Id. 3e id.....	800	900	100	»	»	»	800	900	100	6	4.800	5.400	600
	26.220	34.100	7.880	7.900	9.500	1.600	34.120	43.600	9.480	64	138.240	163.400	25.160

Il est peu de questions qui aient le privilége d'éveiller plus vivement la sollicitude de l'assemblée départementale que celle des chemins vicinaux. Vous avez cru devoir ajourner à la prochaine session l'examen de la question de révision du classement des diverses voies de communication qui a donné lieu au remarquable rapport qui vous a été distribué dès les premiers jours de nos travaux. Vous avez témoigné ainsi de votre désir de ne pas précipiter les solutions et d'étudier avec maturité les graves questions que vous aurez à débattre.

Ce même esprit de sagesse présidera à votre délibération de ce jour. Vous établirez une étroite solidarité entre la solution que doit recevoir la question de révision du classement des chemins et la décision à intervenir sur les propositions d'augmentation. La première pouvant modifier profondément l'organisation du service vicinal actuel, la prudence commande de ne pas décider sur l'accessoire avant d'avoir dégagé de l'inconnu la question principale.

Le service est d'ailleurs assuré. Si M. l'Agent-voyer en chef auquel vous exprimiez récemment les regrets que causait sa retraite, persiste à chercher le repos de la vie privée, nous nous reposons entièrement sur la sollicitude de M. le Préfet pour sauvegarder les intérêts du département, pendant la durée d'un intérim, qui ne sera pas d'ailleurs de longue durée. L'allocation de 10,000 fr. que nous proposons de maintenir au budget pour traitement, frais de tournée et de bureau de M. l'Agent-voyer en chef ou du fonctionnaire, qui en remplira les fonctions, permettra à M. le Préfet, s'il y a lieu, de choisir un intérimaire dont l'aptitude répondra aux exigences du service.

Le 5e bureau a donc le vif regret de ne pouvoir vous proposer l'adoption de l'état de propositions en ce qui concerne M. l'Agent-voyer en chef.

Les mêmes considérations nous ont amené à ajourner l'examen des propositions formulées en faveur des Agents-voyers. Mais le 5e bureau, qui connaît la sollicitude du Conseil général pour ces utiles, auxiliaires a cru devoir dès aujourd'hui vous proposer de donner à une partie d'entre eux une nouvelle marque de ses sympathies.

Voici la proposition qu'il vous soumet :

L'indemnité de 15,000 fr. que le Conseil général alloue au personnel des agents-voyers, en raison des travaux extraordinaires occasionnés par l'œuvre d'achèvement des chemins vicinaux ordinaires, est portée à 25,100 fr.

Elle sera répartie de la manière suivante :

15,000 fr. entre les divers membres du personnel, conformément au mode de répartition suivi jusqu'à ce jour.

9,000 fr. entre les 45 agents-voyers ordinaires, par égales portions de 200 fr.

1,100 fr., entre les 11 commis appointés, à raison de 100 fr. chacun.

Si, comme nous en avons la certitude, vous sanctionnez les propositions de votre 5e bureau, le personnel vicinal s'efforcera par son zèle et son dévouement de répondre à la nouvelle marque de sollicitude que vous lui donnez.

Nous avons donc l'honneur de vous proposer l'inscription au budget de 1876, d'une somme de 10,100 fr. nécessitée par les résolutions qui précèdent.

(Seance du 25).

COMMUNE DE THIVENCELLES. — PRESTATIONS APLIQUÉES A L'ENTRETIEN DES CHEMINS RURAUX.

La commune de Thivencelles demande au Conseil général l'autorisation d'appliquer à la réparation des chemins ruraux sis sur son territoire, la portion restée disponible des prestations de 1875.

En principe, les prestations sont affectées à l'entretien des chemins vicinaux de diverses catégories. Mais une loi spéciale, en date du 21 juillet 1870, permet aux communes qui se trouvent réunir les conditions prévues de consacrer une partie des prestations à l'entretien des chemins ruraux.

Pour être admises au bénéfice de cette loi, les communes doivent justifier :

1° Que leurs chemins vicinaux classés sont entièrement terminés ;

2° Qu'elles ont assuré l'entretien de ces chemins;

3° Qu'elles ont fourni le contingent qui leur est assigné pour les chemins de grande communication et d'intérêt commun;

4° Qu'elles n'exerceront cette faculté que dans la limite maximum du tiers des prestations;

5° Qu'elles ne reçoivent, pour l'entretien de leurs chemins vicinaux, aucune subvention de l'état ni du département.

La commune de Thivencelles ayant fourni ces justifications et, le Conseil municipal ayant proposé l'affectation spéciale dont il s'agit, le 5e bureau vous propose d'autoriser la commune de Thivencelles à appliquer à l'entretien de ses chemins ruraux la somme 449 fr. 75, formant l'excédant des prestations disponibles.

DEMANDES D'ADMISSION AU RÉSEAU SUBVENTIONNÉ.

Ces demandes comprennent : 1° les demandes de substitution; 2° les demandes d'admission proprement dites.

Nous allons examiner successivement chaque catégorie.

§ I.— Demandes de substitution.

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.

Commune de Wambaix. — La demande de la commune est rejetée.

Commune de St-Martin-sur-Écaillon. — Le chemin N° 5, dit de Vendegies à Vertain, est substitué, pour une longueur de 100 mètres et une dépense de 4,500 fr., à pareille longueur et dépense, attribuées au chemin N° 6.

ARRONDISSEMENT DE DOUAI.

Commune de Cantin. — Est ajoutée au chemin N° 4, dit ancien chemin d'Arras, une lon-

gueur de 277 m. évaluée 4,840 fr. et il est retranché pareille longueur et dépense du chemin vicinal ordinaire N° 2, de Cantin à Brunémont.

Commune de Fressain. — Une longueur de 258 m. et une dépense de 4,610 fr. sont reportées du chemin N° 1 sur le chemin N° 6.

Commune d'Hornaing. — Le chemin vicinal N° 8 est compris dans le réseau subventionné pour une longueur de 242 mètres; d'un autre côté, la longueur du chemin N° 7 du même réseau est réduite de 964 mètres à 722 m.

Commune de Landas. — Sont admis au réseau subventionné de la commune de Landas : 1° le chemin à classer vicinal entre le hameau d'Hennoy, à la rencontre des chemins N^{os} 15 et 16, sur longueur de 320 m. et pour une dépense de 6,640 fr.;

2° Le chemin N° 6, dit de la Maltrie, pour une longueur de 557 m. et une dépense de 11,560 fr.

Sont retranchées du même réseau sur le chemin N° 12, dit d'Aix à Orchies, pareilles longueur et dépense, soit 877 m. et 18,200 fr.

ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.

Commune d'Hondschoote. — Le chemin N° 7 est retranché du réseau subventionné, pour une longueur de 2,815 m. et une dépense de 28,000 fr.

Sont compris dans le réseau subventionné les chemins ci-après désignés :

Chemin N° 3 des trois Rois à longueur	435^{m}	dépense	4,000 fr.
Chemin N° 18 Bagh-Straete	710	—	7.000 »
Chemin N° 20 Hoog-Drève	1670	—	17,000 »
	2815^{m}		28,000 fr.

ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.

Commune d'Houtkerque. — Le chemin vicinal N° 7 est admis dans le réseau subventionné de cette commune pour une longueur de 156 m. et une dépense de 2,500 fr. qui seront prélevées sur le chemin vicinal ordinaire N° 2 dit l'Hoflang.

Commune de Ste-Marie-Cappel et de *St-Sylvestre-Cappel.*—La substitution proposée pour ces communes, comprenant un supplément de dépense, est rejetée.

Commune de Steenvoorde. — Sont retranchées du réseau subventionné de cette commune une longueur de 2,196 m. et une dépense de 31,000 fr. du chemin N° 2 dit de St-Laurent. — Est ajoutée au chemin vicinal N° 4, dit d'Hondschoote, une longueur de 1,450 m. et une dépense de 22,000 fr. . . . . 1,450^{m} 22,000 fr

Est admis au réseau subventionné le chemin vicinal N° 15 pour une longueur de 746 m. et une dépense de 9,000 fr. . . . . 746^{m} 9,000

2,196^{m} 31,000 fr

Commune de Zuytpeène. — La demande de cette commune n'est pas admise.

(Séance du 25).

ARRONDISSEMENT DE LILLE.

Commune de Camphin-en-Carembault. — Est admis dans le réseau subventionné de cette commune, le chemin vicinal N° 10, dit du Nollard, pour une longueur de 760 m. et une dépense de 20,500 fr., longueur et dépense qui seront retranchées du chemin vicinal ordinaire N° 1, déjà subventionné par une longueur de 1,500 m. et une dépense de 40.000 fr.

Commune d'Ostricourt. — Le chemin vicinal N° 10, dit de la Justice, ou d'Ostricourt à Oignies, est admis dans le réseau subventionné pour une longueur de 1,478 m. et une dépense de 29,600 fr. Ces longueurs et dépenses seront retranchées des chemins N°s 1 et 5, dans la proportion ci-après :

Du chemin N° 1, longueur	965m	dépense	19,300 fr.
— N° 5. —	513m	—	10,300
	1,478 fr.		29,600 fr.

Commune de Mérignies. — Le chemin vicinal N° 8, dit de la Croisette, est admis dans le réseau subventionné pour une longueur de 288 m. et une dépense de 5,400 fr., en substitution de pareilles longueur et dépense à retrancher du chemin vicinal N° 5 dit de Cappelle.

Commune de Thumeries. — Il sera ajouté au chemin vicinal N° 2, de la Pourette, une longueur de 891 m. et une dépense de 22,900 fr., qui seront prélevées, savoir :

Sur le chemin N° 5 à la grande carrière, longueur . . .	823m	dépense	20,500 fr.
Sur le chemin N° 6 des Tuileries	68	—	2.400 »
	891		22,900

Commune d'Avelin. — Le chemin N° 15, dit d'Anteuille, est admis dans le réseau subventionné par une longueur supplémentaire de 300 m. et une dépense de 6,000 fr. qui seront prélevées sur le chemin vicinal N° 1 dit de Lille.

ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.

Commune d'Escaupont. — Est retranchée du réseau de la commune de Fresnes le chemin N° 3 de la commune d'Escaupont pour une longueur de 626 m. et une dépense de 12,000 fr. — Ces mêmes longueurs et dépenses sont reportées au chemin N° 3, dit du Frieux, du réseau subventionné de la commune d'Escaupont.

Commune d'Hergnies. — La longueur du chemin N° 5 est réduite de 310 mètres.

Cette longueur est répartie savoir : 290 mètres sur le chemin N° 2 avec une dépense de 5,600 francs, et 20 m. sur le chemin N° 3, avec une dépense de 400 fr.

Commune de Mastaing. — L'examen de la demande de cette commune est ajournée, M. le Préfet est prié d'ordonner un supplément d'instruction.

Commune de Maulde. — Pour un motif analogue, il est sursis à l'examen de la demande de la commune de Maulde.

Commune de Préseau. — Sera retranché du réseau subventionné de cette commune le chemin

dit de Famars pour une longueur de 1,260 m. et une dépense de 18,900 fr. ; d'autre part, il sera ajouté au chemin N° 5 une longueur de 420 mètres et une dépense de 5,700 fr.

§ 2. Demandes d'admission.

Indépendamment des 21 demandes de substitution qui viennent d'être examinées, M. le Préfet a soumis à la décision de l'assemblée, 41 demandes d'admission dans le réseau subventionné.

Chaque dossier a fait l'objet d'un minutieux examen. Les admissions proposées ont pour cause soit des erreurs de mesurage bien constatées, soit une utilité réelle et indispensable, soit l'établissement de chemins d'accès aux gares des chemin de fer. Quelques ajournements ont paru nécessaires pour insuffisance d'instruction ; — quant aux demandes que le 5e bureau n'a pu admettre, le rejet est motivé par des considérations graves, mais de nature trop différentes pour pouvoir être détaillées dans ce rapport.

Voic les résolutiions que nous vous proposons de sanctionner.

Arrondissement d'Avesnes.

Commune de Felleries. — Le chemin vicinal ordinaire N° 4, déjà compris au réseau pour une longueur de 750 mètres y est admis pour une longueur supplémentaire de 495 m. et une dépense de 3,000 fr.

Commune de Forest. — Les chemins N°s 1 et 5 sont admis au réseau subventionné dans la proportion suivante :

Chemin N° 1 de Forest à Landrecies	400 m.	évalués	2,800 fr.
— N° 5 de Forest à Pommereuil	300	—	2,100
	700 m.		4,900 fr.

Commune de Louvignies-Quesnoy. — Une longueur supplémentaire de 150 mètres pour le chemin N° 3, dit de Salesches est admise au réseau subventionné ; — il n'est rien ajouté au crédit déjà attribué à ce chemin.

Commune de Robersart. — La demande n'est pas accueillie.

Commune de Villers-Pol. — (Admission partielle). Est admise dans le réseau subventionné la partie du chemin N° 5, dit chaussée Brunehaut, comprise entre le chemin d'intérêt commun N° 38 et la limite de la commune de Frasnoy, sur une longueur de 570 mètres et une dépense de 4,750 fr.

Commune de Wargnies-le-Petit. — Une allocation supplémentaire de 5,500 fr. est accordée au chemin vicinal ordinaire N° 4, afin de permettre la construction d'un pont sur la Petite-Aunelle.

Communes de Boulogne et d'Étrœungt. — Sont admis dans e réseau subventionné :

1° Commune de Boulogne, — le chemin N° 6, dit de Montorgueuil, — longueur 225 mètres, dépense 1,780 fr ;

2° Commune d'Étrœungt, Chemin N° 11, dit de Montorgueuil, — longueur 226 mètres, dépense, 1,780 fr.

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.

Commune de Carnières. — La demande de cette commune n'est pas admise.

Commune de Cattenières.— Le chemin N° 2, dit d'En Bas, est classé dans le réseau subventaire pour une longueur de 1140 mètres et une dépense de 10,520 fr.

D'autre part, le chemin vicinal ordinaire N° 8, dit de Cattenières à Wambaix, est retranché du réseau subventionné pour une longueur de 800 m. et une dépense de 8,000 fr.

Commune de Fressies. — Est comprise dans ledit réseau une longueur supplémentaire de 230 m. pour le chemin N° 3. La dépense est fixée à 5,980 fr.

Commune de Gonnelieu. — La solution à donner à la demande formée par cette commune est ajournée pour insuffisance d'instruction.

Commune d'Ors. — Le chemin vicinal ordinaire N° 1 d'Ors à Catillon, dit de Malmaison, est admis au réeau subventionné pour une longueur supplémentaire de 412 mètres et une dépense de 5,200 fr.

Commune de Saint-Aubert. — Le chemin vicinal ordinaire N° 2 est compris dans le réseau subventionné pour une longueur de 1,080 mètres et une dépense de 32,400 fr. Cette longueur comprend toute la portion utilisable du chemin actuel et la rectification qui sera ultérieurement proposée pour atteindre la gare qui va être établie sur le territoire de cette commune.

Commune de Saulzoir. — La demande de cette commune n'est pas admise.

Communes de Solesmes et St-Python. — L'examen de cette demande est ajourné. M. le Préfet est prié d'ordonner un complément d'études et de faire dresser un plan sur une plus grande échelle, avec emplacement de la gare.

Commune de Viesly. —Le chemin N° 9, de Fontaine-au-Tertre à Saint-Python, est compris dans le réseau subventionné pour une longueur de 900 mètres et une dépense de 27,000 fr.

Commune d'Avesnes-lez-Aubert. — La partie du chemin vicinal ordinaire N° 10, comprise entre le village d'Avesnes-lez-Aubert et le passage supérieur au chemin de fer, est comprise dans le réseau subventionné pour une longueur de 755 mètres. . . . . 755 m. »

Est également compris dans le réseau le chemin latéral, depuis le passage supérieur jusqu'à la gare, sur nne longueur de . . . . . 625 m. »

dont 390 mètres appartiennent au territoire d'Avesnes-lez-Aubert et 235 sont situés sur celui de Saint-Aubert.

Total . . . . 1,380 m. »

Il est attribué à cette longueur une dépense de 35,880 fr.

Cette admission est prononcée sous la réserve que le chemin latéral sera classé parmi les chemins vicinaux ordinaires des communes de Saint-Aubert et d'Avesnes-lez-Aubert pour la longueur assise sur le territoire de chacune de ces communes.

ARRONDISSEMENT DE DOUAI.

Commune d'Aubigny-au-Bac.— Le chemin vicinal ordinaire N° 2 est compris dans le réseau subventionné pour une longueur supplémentaire de 141 mètres et une dépense de 2,520 fr.

Commune d'Auchy. — La demande de cette commune n'est pas admise. — Si le Conseil municipal proposait une substitution, la nouvelle demande pourrait être examinée dans la prochaine session.

Commune de Coutiches. — Le chemin N° 29 dit des Pierrettes à Bersée est admis pour une longueur de 560 mètres et une dépense de 11,200 fr.

Le surplus de la demande n'a pu être admis.

Communes de Cuincy et de Flers. — Sont ajoutés au réseau subventionné :

1° Le chemin N° 11 pour une longueur de 1210 mètres et une dépense de 32,670 fr. (Commune de Flers).

2° Le chemin N° 9 (ter) pour une longueur de 1,460 mètres et une dépense de 39,420 fr. (Commune de Cuincy).

Les chemins N^{os} 11 et 15 pour une longueur de 2,670 mètres et une dépense de 72,090 fr. sont retranchés du réseau subventionné de la commune de Douai.

Commune de Féchain. — La demande de cette commune n'est pas admise.

Commune de Lambres. — Est admise dans le réseau subventionné une longueur supplémentaire de 440 mètres du chemin vicinal ordinaire N° 1, dit du Vacher ; un crédit de 8,200 fr. lui est attribué.

Commune de l'Écluse. — La demande de cette commune n'est pas admise.

Commune de Lewarde. — Le chemin N°2, dit de Bouchain, est admis au réseau subventionné, pour une longueur supplémentaire de 990 mètres et une dépense de 17.100 fr

Commune de Masny. — Le chemin N° 4, dit de Roucourt, est admis pour une longueur de 1,180 mètres et une dépense de 22,200 fr.

Commune de Tilloy. — Le chemin N° 7, dit de la Haute-Taille, est admis pour une longueur de 910 mètres et une dépense de 18,200 fr.

Commune de Bruille-lez-Marchiennes. — Est admise une longueur supplémentaire de 300 mètres pour le chemin vicinal ordinaire N° 1, de Bruille à Rieulay, avec une dépense de 6,000 fr.

Commune de Somain. — Le chemin vicinal ordinaire N° 9, de Somain à Aniches, est admis pour une longueur de 2,560 mètres et une dépense de 67,260 fr.

Cette longueur comprend 700 mètres, situés sur le territoire d'Aniches. Les communes de Somain et d'Aniches s'entendront entre elles pour la construction de la portion sur cette dernière commune.

Arrondissement d'Hazebrouck.

Commune de Boeseghem. — Le chemin vicinal N° 4, dit Stens-Straete, est admis pour une longueur de 1,150 mètres et une dépense de 12,000 fr.

Commune d'Estaires. — La demande de cette commune n'est pas admise.

Commune d'Haverskerque. — La demande de cette commune est ajournée.

ARRONDISSEMENT DE LILLE.

Commune de Camphin-en-Pévèle. — Non admission.

Commune d'Halluin. — Une longueur supplémentaire de 328 mètres est admise pour le chemin N° 6, dit de Bilmont; mais il n'est affecté aucun supplément de dépense.

Commune de Péronne. — Non admission.

ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.

Commune d'Abscon. — Il est alloué à cette commune une longueur supplémentaire de 628 m., savoir :

Au chemin N° 3, de Marquette, 400 m. et une dépense de 10,800 fr.
Au chemin N° 5, de Mastaing, 228 m. et une dépense de 6,000 fr.

Commune d'Avesnes-le-Sec. — Non-admission.

Commune de Bruille-St-Amand. — Le chemin N° 9, dit de la Haute-Ville, est admis pour une longueur supplémentaire de 132 m. et une dépense de 2,640 fr.

La longueur de 1,300 mètres déjà comprise dans le réseau subventionné est laissée au chemin N° 7.

Commune d'Hasnon. — Non admission.

Commune de Monchaux. — Même solution.

Commune de Marly. — Le chemin N° 6 de la Briquette est admis pour une longueur de 260 m. et une dépense de 6,500 fr.

RÉSUMÉ.

Longueurs proposées	16 k. 030 m.
Dépenses proposées	314.610 fr.
Pour obtenir la moyenne du coût kilométrique, il faut retrancher des chiffres ci-dessus :	
1° Les longueurs admises sans crédits, soit	478 m.
2° Les augmentations de crédits sans augmentation de longueurs, soit.	5,500 fr.
Il résulte des calculs que le coût kilométrique moyen est très approximativement de	19,870
Chiffre sensiblement supérieur à la moyenne des années précédentes.	
La réserve était de,	80 k. 226 m.
Par suite des admissions proposées	16 030
Elle se réduirait à..	64 k. 196 m.

VŒUX DES CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes demande l'exonération, pour la commune de Fresnoy, de tout contingent pour l'entretien du chemin d'intérêt commun N° 38 qui lui serait devenu inutile depuis la construction du chemin subventionné N° 2. Ce contingent devant être reporté sur le Locquignol, représenté par la forêt.

Le 5e bureau propose d'inviter M. le Préfet à soumettre à l'instruction le vœu ci-dessus formulé.

Le Conseil d'arrondissement de Cambrai, pour seconder le zèle et l'activité de l'agent-voyer

principal de l'arrondissement de Cambrai et en considération des travaux qui lui incombent, émet le vœu qu'un second commis soit attaché au bureau de cet agent.

L'un de nos collègues a fait observer au bureau que le prédécesseur de l'agent-voyer principal avait deux commis et que l'adjonction proposée n'entraînerait aucun supplément de crédit.

Le 5e bureau vous propose de recommander le vœu à la bienveillante attention de M. le Préfet. »

Les observations suivantes sont échangées au sujet de la lettre ministérielle du 15 août 1875, dont le Rapporteur a donné lecture, concernant les modifications apportées par le Gouvernement à la composition du réseau subventionné.

M. le Préfet explique que, d'après la jurisprudence ministérielle, les communes qui n'ont pas voté les ressources prévues par la loi de 1836, ou qui ayant voté celles-ci, n'ont pas voté celles de la loi du 11 juillet 1868, ne peuvent continuer à figurer dans le réseau subventionné. Le ministre appuie cette théorie sur des considérations assez probantes et appelle surtout l'attention du Conseil général sur ce fait que les communes qui auraient été admises dans le réseau subventionné, sans pouvoir justifier d'un déficit dans leurs ressources, absorbent un certain nombre de kilomètres dans le total réservé au département et n'apportent pas leur élément dans le déficit qui sert de base à la subvention accordée. Les subventions données pour les chemins vicinaux ont pour base trois éléments : la longueur du réseau et la dépense à faire pour le construire, les ressources et le déficit. Si l'on admet dans le réseau kilométrique des chemins dont la construction ne donne pas lieu à un déficit, on diminue d'autant le chiffre de ce déficit et par conséquent la subvention qui est réservée au département. M. le Préfet a valoir cette considération dans le bureau et il appelle à ce sujet l'attention du Conseil général.

Le Rapporteur répond qu'il y a un autre élément à prendre en considération : la loi dit *besoins*, *ressources* et *sacrifices*.

M. le Préfet fait remarquer que le Rapporteur lui fournit un argument, en parlant de sacrifices. Une commune qui n'a pas voté les ressources de la loi de 1836, ne peut pas être considérée comme ayant fait des sacrifices; les sacrifices sont des votes de ressources en dehors des ressources normales et légales. Une commune qui a voté tout ce que la loi de 1836 met à sa disposition pour la vicinalité, qui en plus a consenti les 3 centimes ou la 4e journée de prestation indiquée dans la loi de 1868, commence à faire des sacrifices; si en outre elle a voté d'autres ressources, si les particuliers les plus intéressés aux chemins ont fourni une subvention, alors il y a réellement des sacrifices. Ce n'est pas précisément le cas des communes sur lesquelles portait la discussion. Ces communes n'ont pas voté les ressources de la loi de 1836, ni aucune de celles indiquées par la loi de 1868 et parconséquent elles n'ont ni sacrifices, ni déficit à invoquer. Les admettre, c'est diminuer volontairement, au détriment des communes pauvres, le chiffre des subventions. Les éléments qui servent à calculer la subvention, n'ont rien d'arbitraire, c'est une proportion mathématique à appliquer et la répartition est faite en Conseil d'État. Le département a intérêt à ce que tous les chiffres qui figurent au crédit du département du Nord, dépenses, ressources et sacrifices, soient les plus élevés possible, puisque la subvention sera majorée du déficit qui en ressortira. Le Conseil général est parfaitement maître de faire ce qu'il voudra, mais il agira, s'il se conforme à la théorie ministérielle, dans l'intérêt bien entendu des communes pauvres.

(Séance du 25).

Quant à l'objection tirée par le Rapporteur des solutions de continuité que pourraient présenter, sur le territoire de communes non subventionnées, des chemins construits par d'autres communes, M. le Préfet ne voit pas pourquoi il n'y aurait pas au budget un crédit qui permettrait de venir en aide à une commune qui, n'étant pas dans les conditions pour être subventionnée, réclamerait le secours du département pour construire un chemin qui devrait traverser son territoire sans lui être d'aucune utilité. Le département pourrait certainement accorder une subvention dans ces conditions.

M. Mailliet pense que le Conseil aura remarqué avec quelle prudence le 5e bureau s'est prononcé sur une question qu'il reconnait être très délicate. Le reproche élevé contre l'objection tardive du ministre, c'est son inopportunité. Le 5e bureau n'aurait probablement pas méconnu les excellentes raisons que fait valoir le ministre, si ces raisons se fussent produites à l'origine de la fixation et de la répartition du réseau subventionné. C'est sur ce point que l'honorable membre veut retenir un instant l'attention du Conseil général.

Lorsqu'il s'est agi d'établir le réseau subventionné, de 2,200 kilomètres, le Conseil général n'a pas tenu compte de cette éventualité qui se présente aujonrd'hui, à savoir que peut-être, il ferait courir un risque quelconque aux communes pauvres, en associant au bénéfice du réseau subventionné des communes qui pouvaient avoir des ressources suffisantes à leur budget pour établir elles-mêmes leurs chemins. La répartition faite, le Conseil général l'a soumise, avec la déférence légale qu'il lui doit, à M. le Ministre de l'Intérieur. Elle a été admise sans aucune espèce d'observation. A partir de ce moment, le Conseil général a dû croire qu'aucune objection ne lui serait adressée plus tard.

Or à quel moment, l'objection se produit-elle ? Lorsqu'on est arrivé à la répartition de la 7e annuité pour la construction du réseau subventionné. Et que s'est-il passé dans l'intervalle? Ce réseau devait être fait en dix ans. Le gouvernement intervenait pour une part, et il autorisait le département, c'est là le plus grand bienfait qu'on lui doit et dont il faut le remercier, à participer au bénéfice des emprunts à la Caisse des chemins vicinaux pour un capital considérable.

Plus tard, dans des circonstances qu'il n'est pas besoin de rappeler, le gouvernement a demandé des délais, une prorogation d'échéance de cinq ans.

De là il est résulté que telle commune qui en dix ans n'eût pas pu faire son réseau, peut le faire en quinze. De là cette autre conséquence extrêmement grave, c'est que les communes ayant des ressources disponibles ont pu, par suite du contrat intervenu dès l'origine entre elles et le département, et dans la plénitude de leur droit et de leur initiative, en faire application. Peut-on aujourd'hui leur dire que le contrat, sur l'exécution duquel elles ont compté, ne peut pas être accompli dans les conditions où il a été fait ?

Le 5e bureau, ne l'a pas cru. La parole du département est engagée. Il a promis à ces communes de les faire participer au bénéfice du réseau sans poser d'exception; il a cru que c'était dans son droit d'ailleurs non contesté ; dèslors tout est accompli.

Le Conseil général a sans doute une profonde sollicitude pour les communes pauvres, mais avant tout il respecte les droits acquis.

Un chemin part du point *A* et arrive au point *B*, en passant par le point *C*. La commune *C* qui est riche, qui a des chemins vicinaux importants qui la desservent de longue main, n'a

pas un grand intérêt au chemin de *A* à *B*. Dans un sentiment honorable, cette commune, assurée d'une subvention, n'avait pas refusé son concours. Mais si on vient lui enlever la subvention qui lui avait été promise à l'origine, elle dira : J'ai le droit de retirer ma parole, le contrat est nul ; les communes *A* et *B* agiront comme elles l'entendront.

M. le Préfet répond que le département pourra toujours accorder un subside à la commune *C* qui aura ainsi le bénéfice sur lequel elle avait compté.

Mais quand on aura accordé une subvention départementale à la commune *C*, les communes pauvres ne manqueront pas de trouver ce résultat assez singulier et on sera obligé de prononcer un discours pour démontrer que le Conseil général a fait un acte tutélaire pour les petites communes en donnant à la ville de Lille, par exemple, une subvention qu'elles ne ne recoivent pas elles mêmes pour des chemins qu'elles n'ont acceptés que dans un bon esprit de voisinage.

L'honorable membre déclare que, quant à lui, il ne se chargera pas de faire cette démonstration.

Au point de vue complètement pratique, à savoir si, ces communes étant exclues, le département aura une plus large participation aux munificences de l'Etat, M. Mailliet avoue qu'il est resté incrédule. Il ne se plaint pas de ce qu'on a fait pour le département duNord. On avait fait des promesses très-larges, l'État devait lui fournir 8 millions ; plus tard il a considérablement réduit cette somme ; mais il faut ajouter que ce qu'il retire d'une main il l'a rendu de l'autre, en associant le département au bénéfice de la Caisse des chemins vicinaux pour un prêt à 4 pour cent pour une période trentenaire, opération qui se chiffre, pour le département du Nord, par un coefficient considérable.

Quoiqu'il en soit, le Conseil général se sera jeté dans de grands embarras, il aura soulevé contre lui des réclamations très-vives, se sera placé en face d'explications difficiles à donner et, en définitive, comme résultat matériel, il n'obtiendra rien de plus de la part de l'État.

Telles sont les considérations qui ont été longuement développées dans le 5e bureau et ont amené la résolution dont il vient d'être donné lecture.

On propose de répondre au Ministre : Nous ne voulons pas discuter en droit contre vous ; vous avez peut-être raison; nous avons peut-être mal interprêté la loi, mais il n'y a plus de place à l'appel, les délais sont clos, ce qui est fait est fait, nous respectons le programme du point de départ, et nous l'exécutons.

La pensée du rapport est donc de maintenir ce qui a été fait avec la complicité du Ministre lui-même. Cette inspiration qui a guidé le 5e bureau, dictera sans doute aussi le vote du Conseil général.

— Après ces observations la conclusion du rapport tendant au maintien en principe, des précédentes délibérations du Conseil général, est adoptée.

Sur la partie du rapport concernant les déclassements de chemins, **M. le baron de Bouteville** présente l'observation suivante :

Le Rapporteur, au début de son rapport, prie la Commission départementale de ne pas prononcer le déclassement d'un chemin vicinal avant que toutes les communes intéressées aient été consultées. Mais passant du chemin vicinal ordinaire au vicinal subventionné,

l'honorable membre croit qu'il arrive assez souvent, qu'une commune demande à supprimer un chemin de son réseau subventionné et à le remplacer par un autre. La mesure peut être de l'intérêt de la commune C, pour reprendre l'exemple de M. Mailliet, mais tout-à-fait contraire à l'intérêt des communes A et B qui ont besoin de ce parcours sur la commune C pour relier leurs communications entre elles. Le 5e bureau et le rapporteur l'ont parfaitement compris au point de vue vicinal ordinaire quand il s'agit d'empêcher qu'un chemin classé comme vicinal, ne tombe au rang de chemin rural.

M. de Bouteville voudrait que la même doctrine fût appliquée aux chemins classés dans le réseau subventionné et qu'aucune modification ne fut apportée sur la demande d'une commune sans l'avis des communes voisines, si celles-ci sont intéressées

M. Desmyttère dit que la Commission départementale a toujours soin, lorsqu'elle est saisie d'une demande en déclassement, de s'informer si le chemin ne sert qu'à une seule commune et si la mesure sollicitée ne peut nuire en aucune manière aux communes voisines.

M. le baron de Bouteville croit que la Commission départementale ne s'occupe que des classements comme chemin vicinal ordinaire. Sous ce rapport, il obtient satisfaction par le vœu du bureau et la pratique de la Commission.

M. le Préfet déclare que la Commission départementale n'a jamais été appelée à statuer sur le déclassement d'un chemin, sans que toutes les communes intéressées aient été consultées. Le vœu du 5e bureau confirme ce qui a toujours été fait.

M. le baron de Bouteville fait remarquer que son observation porte sur le réseau subventionné qui, à ce qu'il croit, n'est pas dans la compétence de la commission départementale, et il demande, en ce qui concerne le réseau subventionné, qu'une commune ne soit pas admise à supprimer de son réseau un chemin déterminé, sans que les communes voisines, qui peuvent avoir besoin de ce chemin pour leurs communications entre elles, n'aient été consultées.

M. le Préfet demande à M. le baron de Bouteville s'il peut citer un fait contraire.

M. le baron de Bouteville dit qu'il a été retranché du réseau subventionné, dans la commune de Bruille, une longueur de 160 mètres au chemin d'intérêt commun N° 33, de Pecquencourt à Aniches, et que, par suite, deux autres communes, Villers-Campeau et Somain, ne peuvent aboutir. Cette mesure a été prise sans que ces dernières communes aient été consultées. Elle empêche une communication transversale entre ledit chemin et la route départementale N° 4.

M. le Préfet demande à quelle date remonte le fait.

M. de Bouteville croit que le retranchement a eu lieu en 1874 ; il est compris dans l'état de retranchement présenté au Ministre par le Préfet du Nord. Il adressera, du reste, à M. le Préfet une note à ce sujet.

M. le Préfet promet de prendre des renseignements.

— Les diverses conclusions du rapport sont successivement adoptées et les crédits votés.

Chemins vicinaux de grande communication. (3. B.)

Le Conseil entend la lecture du rapport suivant, présenté par **M. Des Rotours** :

» Par suite de six classements nouveaux prononcés dans votre dernière session, le réseau de la grande vicinalité s'est augmenté de 44 kilomètres ; ce qui portera sa longueur totale de 864 à 908 kil. 231.

La situation du réseau ancien de 864 kilomètres est résumée par M. l'Ingénieur en chef de la manière suivante.:

Chaussées bonnes . .	746	kilomètres.
— médiocres .	107	Id.
— mauvaises .	11	Id.

Les 44 kilomètres nouvellement classés devront être ajoutés à cette 3e catégorie et continueront à y figurer jusqu'au jour où les travaux de restauration ou de grosses réparations prévus au moment de leur classement et votés par le Conseil général auront été effectués.

M. l'Ingénieur en chef, d'accord avec M. le Conseiller d'Etat Préfet, vous propose d'inscrire au budget de 1876, pour l'ensemble des dépenses de grosses réparations et d'entretien à effectuer en 1876 sur le réseau de la grande vicinalité, la somme de . . . . 974,903 fr. 23 c.

L'ensemble des crédits votés pour 1875 s'était élevé à . . . 1,166,957 30.

Si l'on compare un à un les chiffres du budget de 1875 et ceux du projet de budget de 1876 en ce qui concerne les crédits d'entretien et de grosses réparations, on constate sur les travaux d'entretien une augmentation de dépense de . . . . . 9,950 »

Et sur les travaux neufs et de grosses réparations une diminution de 202.004 07

Soit en résultat une diminution sur l'ensemble des deux crédits de . . 192,054 f. 07 c.

Votre 5e bureau a examiné avec soin les divers chiffres qui forment les éléments de ces deux crédits.

L'inscription au budget des routes départementales du crédit des travaux de grosses réparations, a donné lieu à des observations qui ont été reproduites à l'occasion du budget des chemins de grande communication.

On a rappelé que depuis 1862, le département inscrit annuellement à son budget des crédits pour grosses réparations. Ces crédits, en raison de leur dénomination, sembleraient ne devoir comprendre que des travaux d'un caractère accidentel momentané. On n'a pas entendu critiquer l'utilité et la convenance des dépenses que nos prédécesseurs ont cru, en 1862, devoir inscrire au budget et qui, depuis lors, ont été effectuées sous cette dénomination ; mais en voyant se perpétuer d'année en année et avec un caractère de périodicité ; les dépenses inscrites sous la dénomination de grosses réparations, l'on s'est demandé s'il n'y avait point une cause d'illusion possible dans l'appréciation de la situation budgétaire du département à laisser figurer au budget, avec le caractère de dépenses extraordinaires des dépenses qui doivent y figurer annuellement.

On a ajouté que cette observation, sur le budget des routes départementales, avait une intérêt particulier en ce qui concerne les chemins de grande communication ; on sait, en effet, que pour le réseau de la grande vicinalité, la part contributive du département varie suivant qu'il s'agit des unes ou des autres. Et tandis que la part contributive du département n'est que des 2/3 dans l'entretien, elle atteint les 4/5 dans les grosses réparations.

Les propositions faites cette année par M. l'Ingénieur en chef donnent, dans une large

mesure, satisfaction à cette préoccupation par la réduction considérable de 202,000 fr. réalisée sur les travaux de grosses réparations.

En nous reportant aux tableaux insérés dans le rapport de M. le Préfet aux pages 183 et suivantes, vous y pourrez constater que l'ensemble des travaux de grosses réparations dont le Conseil général en 1862 avait voté l'exécution montant à 3,640,300 fr., sont actuellement terminés et laissent disponibles un reliquat de 62,650 fr. D'autres travaux présentant le même caractère de grosses réparations ou de travaux neufs, ont été admis par l'Assemblée départementale. Ces derniers travaux, évalués dans leur ensemble à . . . 1,573,074 fr. 50
ont été exécutés jusqu'à concurrence de . . . . . 881,504 fr. 27

Leur exécution complète, comporte dans les années qui vont suivre, une dépense de . . . . . 691,570 fr. 23

Le crédit de grosses réparations montant à 229,753 fr. 23, qu'on nous propose cette année, s'applique à des travaux antérieurement engagés jusqu'à concurrence de . . . . . 169,752 fr. 23

Votre 5e bureau a accepté sans discussion cette première portion du crédit.

La portion de crédit de 60,000 fr. formant le surplus du crédit se rapporte à neuf projets distincts pour lesquels des dossiers spéciaux vous ont été produits.

Ces neuf projets sont les suivants :

	TOTAL de la dépense.	TRAVAUX à effectuer en 1876.	A la charge du département.	A la charge des communes.
	fr.	fr.	fr.	fr.
Chemin N° 3. Remaniement de la chaussée dans la traverse d'Hondschoote.....	7.600	2.500	2.000	500
— 9. Élargissement de la chaussée empierrée, de la Croix-Blanche au canal de Roubaix.....	27.000	9.000	7.200	1.800
— 10. Reconstruction du pont du Déversoir sur la Sensée, vers l'écluse.....	11.000	10.000	8.000	2.000
— 25. Redressement aux abords du pont de Vred.....	19.000	9.000	7.200	1.800
— 29. Restauration du chemin de Berlaimont à la gare d'Aulnoye.	28.000	9.000	7.200	1.800
— 30. Élargissement de la chaussée à la descente de Mons-en-Pévèle, vers Faumont, et construction d'un trottoir.....	18.000	6.000	4.800	1.200
— 55. Substitution d'un pavage à l'empierrement, à l'extrémité de Bailleul	9.000	4.500	3.600	900
— 58. Rechargement de la chaussée et construction de fils-d'eau avec zones pavées à Herlies.....	20.000	5.000	4.000	1.000
— 69. Rechargement de la chaussée entre Deûlémont et Comines.	18.000	5.000	4.000	1.000
TOTAUX.....	157.600	60.000	48.000	12.000

Les travaux à entreprendre sur les chemins N^os^ 9, 10, 25, 29 et 30 présentent incontestablement le double caractère d'urgence et de travaux de grosses réparations.

En ce qui concerne les chemins N^os^ 3, 55, 58, et 69, le caractère d'urgence des travaux ne pouvait non plus être contesté.

Leur caractère de travaux extraordinaires eût peut-être pu donner lieu à controverse si la règle nouvelle que le Conseil général paraît disposé à introduire dans la formation du budget de ses voies de communication avait antérieurement été posée. Mais l'on a fait remarquer qu'il s'agit de dépenses d'un caractère d'urgence incontestable, qui, sous une dénomination ou sous une autre doivent figurer au budget et que leur transfert au crédit de l'entretien entraînerait un retard d'une année au moins dans l'exécution des travaux, la part contributive des communes étant modifiée et les conseils municipaux devant délibérer à nouveau.

D'ailleurs les chemins dont il s'agit, en profitant d'une jurisprudence qui jusqu'ici a été appliquée à d'autres, sans soulever d'objections, ne sauraient être considérés comme obtenant un traitement de faveur. La somme totale à dépenser pour ces quatre derniers projets s'élève pour le département à la somme de 17,000 fr., dont 13,000 seront supportés par le budget de 1876, et 4,000 par le budget de 1877. En conséquence des considérations qui précèdent, votre 5^e^ bureau vous propose d'adopter le crédit de 229,753 fr. 23, tel qu'il nous est indiqué au projet de budget.

Dans la session d'août 1874, le lendemain du jour où il avait voté l'introduction de 44 kil. nouveaux dans le réseau de la grande vicinalité, le Conseil général prenait une résolution aux termes de laquelle tout classement nouveau serait ajourné jusqu'au moment où une étude d'ensemble aurait permis d'apprécier le caractère respectif d'importance des diverses voies de communication.

L'enquête entreprise et dont le rapport nous a été distribué ne sera pas soumise à vos délibérations avant la session d'avril prochain. Dans cette situation et en présence du vote récent du Conseil général, le bureau ne pouvait que vous proposer d'ajourner les diverses demandes de classement qui vous ont été soumises, quel que soit d'ailleurs l'intérêt qui s'attache à plusieurs d'entre elles.

Le même motif l'a déterminé à ajourner la demande d'une subvention départementale de 34,000 fr. destinée à permettre la rectification du chemin de grande communication N° 9 dans la traverse de Roubaix.

La demande soulevait d'ailleurs une fin de non recevoir. Le projet comporte l'allocation d'un subside par les communes autres que Roubaix qui sont interessées à l'entretien du chemin. Or, ces communes n'ont point été consultées.

Toutefois, sur l'observation qui lui a été faite que le Conseil général avait consenti à cette rectification et aussi que l'exécution de ce travail présente un caractère d'urgence au point de vue de la voirie vicinale de Roubaix, en raison de la nécessité de faire concorder les rectifications de la route avec l'établissement de la voûte à établir sous le remblai du chemin de fer qui doit être prochainement construit, votre 5^e^ bureau vous propose de décider que la subvention de 10,000 fr. que le Conseil général avait votée en 1872 pour cet objet restera acquise à la ville de Roubaix pour le cas où, moyennant cette somme, elle pourrait avec ses seules ressources assurer l'exécution de ce travail. Dans cette hypothèse, la subvention serait inscrite au budget rectificatif de 1876.

CRÉDIT D'ENTRETIEN.

Le crédit demandé pour l'entretien s'élève à 745,150 fr., savoir :

A la charge du département	467,206	23
A la charge des communes	277 943	77
Total égal. . . .	745,150	»

Ce crédit fait ressortir la moyenne de l'entretien à 790 fr. par kilomètre.

Si l'on se reporte aux renseignements qui nous sont fournis sur les routes nationales, départementales, et d'intérêt commun, on voit que la moyenne d'entretien des routes nationales s'élève à 800 fr. par kilom., tandis que pour les routes départementales elle descend à 744 fr. et pour les chemins d'intérêt commun à 714 fr. par kilomètre.

Il importe que dans la préparation des budgets que les divers services auront à faire ultérieurement, ils s'attachent à discerner avec le plus grand soin les dépenses qui ne se renouvellent pas de celles qui présentent un caractère annuel et qu'ils n'hésitent point à prévoir, pour le crédit de l'entretien, toutes les ressources nécessaires pour que ce crédit soit complètement doté.

La somme proposée cette année pour l'entretien ne dépasse que de 9,000 fr. celle qui a été allouée en 1875, non compris une somme de 25,000 fr. pour travaux imprévus et qui doit être répartie entre les diverses branches de la vicinalité.

Les crédits portés au projet de budget pour les frais généraux et montant ensemble à 29,600 fr., n'ont soulevé aucune objection dans le sein de votre 5e bureau qui propose en conséquence de les approuver.

VŒUX DES CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.

Le Conseil d'arrondissement de *Douai* a émis un vœu tendant à ce que le crédit d'entretien du chemin N° 25 soit porté à 14,800 fr. et que celui du chemin N° 10 soit augmenté.

Le Conseil d'arrondissement d'*Avesnes* demande que les abords de la gare d'Aulnoye soient améliorés le plus tôt possible.

Ce vœu a reçu satisfaction dans les propositions de travaux formulés pour 1876.

Le Conseil d'arrondissement de *Lille* renouvelle le vœu du classement du chemin dit des Bois-Blancs, comme prolongement du chemin N° 9.

Il demande le déclassement de la partie du chemin N° 36 passant par la rue de La Bassée depuis son point de jonction avec le chemin N° 12 jusqu'à l'Abreuvoir situé au centre de la commune de Linselles.

Et réclame en outre l'exécution de divers travaux d'amélioration au chemin de grande communication N° 8, vers Phalempin.

Il signale l'urgence de terminer sans retard les travaux de reconstruction de la section du chemin N° 8 qui s'étend de Moncheaux à la gare de Le Forest.

Ce dernier vœu est confirmé par une délibération de la Commission de surveillance de ce chemin.

Le rabais considérable, obtenu lors de l'adjudication des travaux à exécuter en 1875, permet d'espérer que l'administration disposera de ressources suffisantes pour le prompt achèvement de ce travail qu'il importe de terminer sans retard.

Le Conseil d'arrondissement d'*Hazebrouck* demande : — que les travaux de rechargement sur les chaussées empierrées soient dorénavant exécutés à l'entrée de l'hiver;

— Que la partie de Bailleul sur le chemin N° 56 soit pavée; (les propositions de M. le Préfet et le vote que vous venez d'émettre donnent satisfaction à ce vœu).

Qu'un trottoir entre la gare de Strazeele et le village de Vieux-Berquin sur le chemin N° 57, soit construit.

Enfin que le classement du chemin vicinal ordinaire de la Croix-du-Bac (Commune de Steenwerck) soit prononcé.

Ces divers vœux sont recommandés à l'examen attentif de MM. les Ingénieurs.

En ce qui concerne les demandes nouvelles d'établissement de trottoirs, le 5e bureau appelle l'attention de MM. les Ingénieurs sur la nécessité de ne point dépasser, à l'avenir, la proportion du concours à laquelle la jurisprudence ancienne du Conseil général a limité la participation du département pour ces sortes de travaux.

CHEMINS ABOUTISSANT AUX GARES DE CHEMINS DE FER.

M. le Préfet, a communiqué une circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur, ainsi conçue :

Paris, le 17 août 1875.

« Monsieur le Préfet, je suis informé que, dans un certain nombre de départements, l'état » de viabilité des chemins qui aboutissent aux gares et aux stations de chemins de fer laisse » beaucoup à désirer ; sur plusieurs points, ces voies, indispensables à l'agriculture, au com- » merce et à l'industrie, sont même devenues impraticables.

» Pour justifier cette situation regrettable, quelques communes prétendent, et le plus sou- « vent avec raison, que, bien que la gare ou la station soit située sur leur territoire, elles ne sont » pas les seules intéressées à l'entretien du chemin d'accès. Elles offrent un contingent pro- » portionné à leur intérêt ; mais, si les communes environnantes refusent de concourir à la » dépense, et si le chemin est classé dans la vicinalité ordinaire, elles n'ont, à l'égard de ces » dernières, aucun moyen de contrainte.

» Il me paraît utile, Monsieur le Préfet, d'appeler sur ce point l'attention du Conseil » général de votre département.

» A mon avis, il conviendrait de ranger dans la catégorie des chemins de grande commu- » nication ou dans celle des chemins d'intérêt commun toutes les voies qui aboutissent aux » gares et aux stations, en s'appuyant, suivant les circonstances, soit sur l'article 6, soit sur » l'article 7 de la loi du 21 mai 1836.

» Il est, en effet, bien peu de ces chemins qui ne servent qu'à la seule commune sur le ter- » ritoire de laquelle ils sont situés ; presque tous servent aussi, plus ou moins, aux communes » environnantes, et il serait juste de faire contribuer à la dépense, dans une équitable pro- » portion, toutes les localités qui ont un intérêt quelconque à leur conservation.

(Séance du 25).

» Cette mesure, qui a été appliquée dans les départements de la Haute-Vienne et de Seine-
» et-Marne, y a donné les meilleurs résultats, et il suffira, je l'espère, de la signaler au Con-
» seil général de votre département, pour que, justement soucieux de l'intérêt public, il s'em-
» presse de l'adopter.

» Vous voudrez bien donner lecture de la présente circulaire à l'assemblée départementale
» lors de sa prochaine réunion, et me faire connaître, dès la clôture de la session, les dispo-
» sitions auxquelles elle se sera arrêtée.

» Recevez, etc.

Le Vice-Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur,

» L. Buffet. »

Depuis plusieurs années, chaque fois que le Conseil général a eu des classements à faire dans le réseau de la grande ou de la moyenne vicinalité, il s'est attaché à classer, de préférence à tous autres, les chemins aboutissant aux gares ou stations.

Il a ainsi, par avance, donné satisfaction aux recommandations formulées par M. le Ministre de l'Intérieur.

Comme conséquence des résolutions qui précèdent, votre 5e bureau vous propose :

1° De porter au budget rectificatif de 1875 une somme totale de 18,497 fr. 62 conformément à l'état inscrit à la page 63 du rapport de M. le Conseiller-d'État Préfet.

» 2° De voter aux sous-chapitres IV, XVII les crédits tels qu'ils sont repris aux pages 63 à du même rapport.

» 3° De maintenir la somme de 10,000 fr. pour la rectification du chemin N° 9 dans la traverse de Roubaix, conformément à une délibération antérieure du Conseil général.

— Les diverses conclusions de ce rapport sont successivement adoptées et les crédits votés.

M. Giroud présente les trois rapports qui suivent :

Enfants assistés. — Orphelins pauvres. (3. B.)

I. — « M. le Préfet rappelle, dans son rapport, que le Conseil général, à sa session d'avril 1873, adoptant les conclusions d'une Commission spéciale qu'il avait chargée d'étudier les deux questions suivantes :

1° Les orphelins pauvres de père et de mère ont-il droit à l'assistance départementale ?

2° Dans le cas où il serait admis que cette obligation incombe au département, celui-ci a-t-il le droit, par application de la loi du 5 Mai 1869, de revendiquer toutes les ressources au moyen desquelles les administrations hospitalières pourvoient aujourd'hui à l'entretien des enfants de cette catégorie ?

a demandé la révision de la loi de 1869 dans le sens adopté par le règlement préfectoral de 1870.

Mais, de son côté, M. le Ministre de l'Intérieur, s'autorisant de l'interprétation donnée à la question des orphelins pauvres par un avis du Conseil d'État du 20 juillet 1842, invite M. le

Préfet à prendre des dispositions pour que les orphelins soient dorénavant admis, comme les enfants des autres catégories prévues par la loi, à l'assistance publique.

Quant au vœu du Conseil général relatif à la révision de la loi du 5 mai 1869, comme il n'a, suivant le Ministre, aucune chance d'être accueilli, il ne voudrait lui-même l'appuyer.

Dans cette situation, M. le Préfet prie le Conseil général de décider dans quelles mesures et jusqu'à quelle limite les prescriptions ministérielles doivent être appliquées.

Le 3e bureau a reconnu à ces graves questions une spécialité qui échappe presque à sa compétence. Le temps lui manquerait d'ailleurs dans cette session pour les étudier convenablement.

En conséquence, il propose d'en renvoyer l'examen à la Commission de 1872 qui en fera l'objet d'un rapport bien étudié dans la session d'avril 1876. (Voir au volume des procès-verbaux de la session d'avril 1873, page 195, le rapport de cette commission.)

Il hésite d'autant moins à proposer cet ajournement que le crédit de 210,000 fr. inscrit au budget de 1876 est très-suffisant, d'après M. le Préfet, pour pourvoir aux dépenses habituelles ainsi qu'à celles imposées par la nouvelle règlementation, du moins pendant les huit premiers mois de 1876.

M. Roussel-Defontaine demande à M. le Préfet qu'il soit fait une enquête sur les legs et donations faits aux hospices pour les orphelins, afin de savoir quelles sont les ressources qu'on pourrait en retirer; et, d'autre part, quelles sont les dépenses des orphelins pauvres dans toutes les communes qui pourraient profiter des avantages de la loi.

M. le Préfet répond que la commission spéciale pourra procéder à cette enquête.

— Les conclusions du rapport sont approuvées.

MM. Roussel-Defontaine, Chombart, Duquenne, Morisson, Van der Straeten, membres de l'ancienne Commission sont appelés à faire partie de la nouvelle.

Secours. — Demande de la Dlle Delarre. (3e B.)

M. Giroud continue la lecture de ses rapports :

II. — « Une lettre de Mlle. Marie Delarre expose que, par suite de la mort de ses deux frères, dont l'un, François Delarre, était agent-voyer de 1re classe (7e circonscription), décédé en 1872, après 19 ans de service, et l'autre, Jean Delarre, cantonnier, décédé en 1874, après 17 ans de service, elle est dans une situation très-précaire.

Restée seule avec son père, qu'elle a perdu récemment à l'âge de 88 ans, elle a dû épuiser ses faibles ressources pour pouvoir lui procurer les soins indispensables à un vieillard et adoucir ses derniers jours.

Elle espère qu'à cause des bons services rendus par ses frères et de la triste position qui la force, à 60 ans, de travailler dans une fabrique, le Conseil général voudra bien accueillir sa demande. »

Le 3e bureau, après avoir pris l'avis de M. le Préfet, propose d'allouer à la pétitionnaire un secours de 200 fr. égal à celui qui avait été accorde à son père. »

— Le rapport est approuvé et le crédit est voté.

Sourds-muets et aveugles. (3e B).

III. — M. le Préfet a mis sous les yeux du Conseil général les rapports annuels du Directeur et de la Directrice des institutions de sourds-muets et aveugles de Ronchin et de Lille.

Ces établissements sont parfaitement tenus et justifient la confiance du Conseil général et des familles.

(Séance du 25).

Celui des garçons compte, comme boursiers ou demi-boursiers départementaux :

Sourds-Muets.	44	63 élèves.
Aveugles.	19	

Celui des filles :

Sourdes-Muettes.	39	56 élèves.
Aveugles.	17	

Total. . . . . 119 élèves.

occasionnant, pour le paiement de leurs bourses, une dépense de 49,875 fr.

M. le Préfet demande, pour y pourvoir, l'inscription, au budget de 1876, d'un crédit de 50,250 fr., égal à celui de l'exercice courant.

Le 3e bureau propose d'accorder ce crédit.

Mais, prenant en considération le nombre, malheureusement trop grand chaque année, des infortunés (19 candidats, aujourd'hui, pour deux bourses vacantes) dont les demandes en obtention de bourses ne peuvent être accueillies, il propose, en outre, la création de deux nouvelles bourses et d'une demi-bourse, soit l'équivalent de cinq demi-bourses.

Il pourrait être pourvu à cette dépense en y utilisant l'annuité de 1,500 fr., à payer au département, pendant dix ans, par l'établissement de Ronchin, pour l'extinction du prêt ou avance qui lui a été fait d'une somme de 15,000 fr. C'est un nouveau sacrifice qui est demandé, en faisant appel à l'humanité du Conseil. Il le consentira, après avoir témoigné, hier, de tant de libéralité en faveur des élèves-artistes.

Après s'être livré à un examen scrupuleux et comparatif des titres des postulants aux bourses départementales dans les deux institutions, le 3e bureau a dressé, comme il suit, les listes de propositions.

SOURDS-MUETS.

(Deux bourses vacantes).

Ripstin, Auberi, de Raillencourt, 9 ans, pour une demi-bourse.

L'autre demi-bourse payée : 100 fr. par la commune, 100 fr. par le bureau de bienfaisance et 75 fr. par la famille, soit 275 fr.

Malbranque, Louis, de Provin, 10 ans, pour une bourse.

Famille très-pauvre; six enfants, dont quatre sourds-muets; deux filles, sourdes-muettes, sont boursières à l'Asile de Lille.

Duquesnoy, Camille, de Eth, 14 ans, pour une demi-bourse.

Père presque aveugle.

Cette bourse et les deux demi-bourses sont les seules qui seraient à donner cette année, si le Conseil général ne votait pas la création des cinq demi-bourses que le 3e bureau lui propose.

Pour le cas contraire, il propose d'attribuer comme suit les nouvelles bourses :

ORIENT, Arthur, de Croix, 9 ans et demi, (une demi-bourse.)
Six enfants.
L'autre demi-bourse sera payée par MM. Holden, peigneurs de laines, patrons du père de l'enfant.

TAYLOR, Pierre-Léon, de Dunkerque, 9 ans, (une demi-bourse).
Six enfants. — La ville de Dunkerque paiera la seconde demi-bourse.

DAMEZ, du Quesnoy, 10 ans et demi, (une demi-bourse).
Trois enfants. — La famille fait la seconde demi-bourse.

MOULIN, Émile, d'Escaudain, 9 ans, (une demi-bourse).
Ouvrier mineur. — Six enfants.
La seconde demi-bourse : faite par la Compagnie d'Anzin pour 100 fr., la commune pour 75 fr. et la famille pour 100 fr., soit 275 fr.

CAMUS, Adolphe-Camille, de Walincourt, 12 ans, (une demi-bourse).
La commune fait la seconde demi-bourse.

AVEUGLES-GARÇONS.

(Quatre demi-bourses vacantes).

TRÉFIER, Émile, de Templemars, 14 ans, (une bourse).
Famille très-pauvre; plusieurs enfants.
La commune ne peut rien faire.

DELAFORGE, Paul, Émile, de Lille, 12 ans, (une demi-bourse).
Famille indigente; quatre enfants.
La moitié de la pension sera payée par des personnes charitables.

DELOURME, Édouard, de Lomme, 14 ans, (une demi-bourse).
Père malade; deux enfants.
La commune fait la seconde demi-bourse.

SOURDES-MUETTES.

(Huit bourses vacantes)

DRUESNE, Adélaïde, de Vendegies, 10 ans et demi, (une bourse).
Famille très-pauvre, très-intéressante.
Commune pauvre.

HÉGO, Aurore, de Villers-Outréau, 11 ans, (une bourse).
Famille pauvre; cinq enfants.
Commune pauvre.

FOURNIER, Eugénie, de Zeggers-Cappel, 14 ans, (une demi-bourse).
Huit enfants. — La famille paiera la seconde demi-bourse.

Carlier, Marie, de Cambrai, 8 ans et demi, (une demi-bourse).
Orpheline de mère. Père disparu.
La ville de Cambrai fait la seconde demi-bourse.

Deu, Fanny, de Noordpeene, 10 ans et demi, (une bourse).
Famille pauvre; père manouvrier; trois enfants.
Commune sans ressources.

Delcambre, Célina, de Paillencourt, 8 ans et demi, (une bourse).
Famille indigente; trois enfants, dont une fille estropiée.

Lacquemant, Adeline, de Saint-Amand, 10 ans, une demi-bourse.
Orpheline de père. Six enfants.

Dewailly, Fidéline, de Lille, 11 ans, (une demi-bourse).
Six enfants.

Caron, Élise, de Lille, 9 ans et demi, (une demi-bourse).
Cinq enfants.

Maniez, Angèle, de Merville, 10 ans et demi, (une demi-bourse).
Cinq enfants.
La famille fait la seconde demi-bourse.

Demanet, Aline, de Fourmies, 9 ans 3 mois, (une demi-bourse).
La commune fait la seconde demi-bourse.

Restera disponible une demi-bourse, que le 3e bureau, d'accord avec M. le Préfet, propose d'attribuer aux jeunes filles aveugles.

AVEUGLES-FILLES.

(Une bourse vacante, plus la demi-bourse de sourde-muette dont il vient d'être parlé).

Le 3e bureau propose d'attribuer à :

Vandenbrouck, Marie, de Wasquehal, 11 ans et demi, (une bourse).
Famille indigente; onze enfants, dont l'aîné n'a que 14 ans.

Fruit, Léontine, de Sainghin-en-Mélantois, 9 ans, (une demi-bourse).
Père ouvrier, charron; trois enfants, dont deux aveugles et un sourd-muet;
La seconde demi-bourse sera payée par la commune pour 100 fr. et par le bureau de bienfaisance pour 200 fr., soit 300 fr.

En terminant cette longue liste où ne figurent que de malheureux enfants, dignes de son bienveillant intérêt, le 3e bureau prie de nouveau le Conseil général d'accepter ses propositions.

— Ces conclusions sont adoptées et le crédit est voté.

M. Pierre Legrand présente le rapport suivant :

Tribunal Valenciennes. — nes dépenses et s de parquet. (2. B.)

« — La demande de M. le Procureur de la République, de Valenciennes, tendant à obtenir une allocation extraordinaire pour menues dépenses et frais de parquet du tribunal, n'a pas paru justifiée.

Le Conseil général a, dans sa séance du 20 août dernier, voté une somme de 1,500 fr. pour les menues dépenses et frais de parquet du tribunal de Valenciennes.

C'est sur cette somme que M. le Procureur de la République devra prélever les fonds qui lui sont nécessaires pour payer *les dépenses à faire.*

Le 2e bureau propose donc le rejet de la demande de M. le Procureur de la République, de Valenciennes. »

— Approuvé.

M. Goussard, rapporteur, présente les deux rapports ci-après :

Budget rectificatif de l'année 1875. — (1er B.)

I. « — M. le Préfet a présenté au Conseil général le budget rectificatif de l'exercice 1875.

Ce budget contient l'inscription en recette d'une somme totale de . . . 564,327 fr. 01 c.

Savoir :

Budget ordinaire	167,173 fr.	99
— extraordinaire	370,823	67
— de l'instruction publique	26,329	35
Somme égale.	564,327 fr.	01

Les recettes du budget ordinaire se composent des fonds libres de l'exercice 1874, d'un fonds de concours pour frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer d'intérêt local, et enfin du reliquat du budget de 1875. Ce sont là des recettes qui se réalisent chaque année.

Le budget extraordinaire comprend, outre les fonds libres de l'exercice 1874 et l'excédant de recette de 1875, plusieurs recettes imprévues qui ne s'élèvent pas à moins de 154,000 fr. et qui sont détaillées dans le rapport qui vous a été présenté.

Cette ressource considérable permet d'allouer des crédits pour un certain nombre de dépenses ordinaires montant à 88,803 fr. 53 c., et de plus de solder intégralement et sans ressources spéciales, une somme de 179,048 fr. 20 c. pour obligations départementales (remboursement et intérêts).

Enfin les fonds libres de l'instruction publique peuvent être appliqués pour 15,000 fr. à la construction de l'École normale ; pour plus de 3,000 fr. aux subventions destinées à procurer aux communes un mobilier de classe, des tableaux et des cartes géographiques.

Les crédits proposés dans le rapport de M. le Préfet ont été légèrement modifiés sur quelques points par les votes du Conseil général et doivent être augmentés de 10,480 fr.

Les chiffres définitifs sont les suivants :

	RECETTES.	DÉPENSES.
Budget ordinaire	167,173 fr. 99	99,283 fr. 53
— extraordinaire	370,823 67	326,419 63
— de l'instruction publique	26,329 35	26,329 35
Total	564,327 01	452,032 51
Excédant des recettes	112,294 50	

Je propose au Conseil général d'admettre ces résultats.
— Conclusion adoptée.

Budget de 1876.
(1er B)

« II.—Le budget de l'exercice 1876, qui vous est présenté par M. le Préfet, contient des prévisions de recettes qui s'élèvent, en tenant compte du vote des 4 centimes de l'instruction primaire, pour le budget ordinairey compris la vicinalité et l'instruction primaire 4,356,222 fr. 32

Ces recettes proviennent des 25 centimes additionnels aux deux premières contributions, pour.	1,681,017 fr,50		
1 centime additionnel aux quatre contributions. . . .	128,038 22		
7 centimes additionnels id. pour les chemins vicinaux	896,267 54		3,217,476 fr. 14
3 centimes additionnels pour le service de l'instruction primaire	384,114 66		
1 centime additionnel, idem.	128,038 22		
PRODUITS ÉVENTUELS.			
Revenus proprement dits		3,350 fr. »	
Produits d'amendes.		22,800 »	
Fonds de concours. Contingents des familles (aliénés).	27,000 »		
Id. des communes, aliénés, enfants assistés	168,600 »		
Contingents des communes et subventions industrielles pour les chemins	865,455 18	1,112,596 18	1,138,746 18
Versements par l'État	13,840 »		
Remboursement de travaux d'intérêt public	30,000 »		
Versements des Compagnies de chemins de fer	7,701 »		
Total			4,356,222 32

Les recettes sont prévues au budget extraordinaire pour le chiffre total de. 4,262,027 fr. 92

Savoir : Produit des 12 centimes	1,536,458	64
Produits éventuels	2,725,569	28
Somme égale	4,262,027	92

Les recettes des produits éventuels, qui s'élèvent à . . . . . 2,725,569 fr. 28

s'appliquent pour 965,000 fr. environ . . . . . 965,000 »
à des opérations d'ordre, recettes des fonds de concours versés par les Compagnies houillères, et recettes fictices du revenu des obligations départementales de l'emprunt qui n'ont pas été placées.

Il reste donc une somme de . . . . . 1,760,569 fr. 28

Il n'est pas sans intérêt d'indiquer l'origine de quelques-unes des ressources détaillées d'ailleurs au rapport de M. le Préfet. Nous y voyons figurer des remboursements par l'Etat de la 5e annuité du remboursement des dépenses de guerre . . . . . 1,341,654 fr. 63

Remboursement par l'État de dépenses de même nature, dont l'examen avait été réservé 210,839 65

Intérêts des fonds placés à la Caisse des consignations . . . . . 86,400 »

Vente de l'hôtel de la Préfecture et intérêts . . . . . 113,750 »

Il est à remarquer que la somme libre sur les 12 centimes, en tenant même compte de la plus-value probable de la dépense nette, permettra, en 1876, d'acquitter la moitié environ de l'annuité de l'emprunt départemental de 650,000 fr., à laquelle il n'est affecté aucune imposition spéciale.

Pour l'autre moitié de la dépense, les produits éventuels présentent, grâce aux reversements de l'État, pour les batteries Armstrong, la cartoucherie départementale, et au placement des fonds départementaux, une ressource de près de 300,000 fr.

De ce dernier chef, la recette est de 86,400 fr., et elle est due à la mesure proposée par M. le Conseiller-d'État et suivie par lui auprès de l'Administration des finances avec la persévérance et le zèle qu'il apporte à soutenir les intérêts de notre département.

Le service de l'emprunt est donc assuré sans qu'un sacrifice soit encore demandé aux contribuables pour l'exercice 1876, et nous pouvons constater déjà que les revenus des sommes qui doivent être avancées à l'État, et qui au 31 décembre 1876, s'élèveront à 3,600,000 fr, et la libre disposition d'une portion des 12 centimes, atténueront, dans tous les cas, considérablement ce sacrifice pour l'avenir, puisque les 2/3 au moins de la dépense sont déjà couverts.

Après ces observations qui ne m'ont pas paru sans intérêt pour le Conseil général, je viens, au nom du 1er bureau, vous proposer d'approuver les chiffres de recettes portés au projet de

(Séance du 25.)

budget, sauf la modification provenant du vote des 4 centimes de l'instruction primaire pour

Budget ordinaire	4,356,222 fr. 32
Budget extraordinaire	4,262,027 92
Total	8,618,250 fr. 24

DÉPENSES.

Je n'ai pas à revenir sur les dépenses qui ont été successivement examinées pour chaque service, et autorisées par des votes distincts pour chaque crédit.

Je me borne à reprendre l'ensemble des crédits par service, en tenant compte des modifications apportées au chiffre primitif.

Budget ordinaire, y compris l'instruction publique :

Les augmentations successives s'élèvent à	142,593 fr. 22	
Les diminutions, à	20,060 »	
Soit, augmentation de crédit de	122,583 22	
Le crédit du projet primitif s'élève à	4,155,085 55	
Crédit à allouer		4,277,618 fr. 77

Budget extraordinaire :

Les augmentations de crédit s'élèvent à	22,500 fr. »	
Les diminutions, à	75,000 »	
Crédit à retrancher	52,500 »	
Les crédits du projet primitif étant de	4,220,524 01	
Crédit à allouer	4,168,024 fr. 01	4,168,024 01
Total des crédits à allouer		8,445,642 fr. 78

La comparaison des recettes et des dépenses fait ressortir les résultats suivants :

	RECETTES.	DÉPENSES.	RELIQUATS.
Budget ordinaire	4,356,222 fr. 32	4,277,618 fr. 77	78,603 fr. 55
Budget extraordinaire	4,262,027 92	4,168,024 01	94,003 91
	8,618,250 fr. 24	8,445,642 fr. 78	172,607 fr. 46
Excédant des recettes			172,607 fr. 46

Le 1er bureau a l'honneur de proposer au Conseil général d'arrêter le budget départemental aux chiffres qui viennent d'être énoncés.

— Ces propositions sont mises aux voix et adoptées par le Conseil.

M. Roussel-Defontaine donne lecture d'un rapport ainsi conçu :

Chemin de fer d'intérêt local d'Hazebrouck à Templeuve.

— Tracé d'Hazebrouck à Laventie. (5. B.)

— « La Compagnie de Lille à Valenciennes a obtenu, le 14 novembre 1871, la concession du chemin de fer départemental d'Hazebrouck à Orchies, en présentant un tracé se dirigeant sur la rive gauche de la Lys, de manière à ce qu'une station pût être établie sur le territoire d'Estaires. La déclaration d'utilité publique a eu lieu sur ce tracé.

La Compagnie a présenté en mars dernier un projet de tracé définitif, se détachant de la ligne des houillères du Pas-de-Calais, à 1 kilomètre de l'axe du bâtiment des voyageurs de la gare d'Hazebrouck, et se dirigeant vers Merville, à travers la forêt de Nieppe, pour se souder au sud de cette ville, sur la rive droite de la Lys, au chemin de fer du Nord-Est d'Armentières à Berguette. De là jusqu'à Laventie, il emprunte la ligne d'Armentières appartenant à la Compagnie du Nord-Est.

Sur les observations de M. le Préfet, que ce tracé n'était pas conforme aux conditions de la concession, la Compagnie a indiqué une variante par le Nord d'Estaires, mais en même temps elle a fait remarquer que cette solution, que ne recommande aucune considération d'intérêt général, l'obligerait à construire en plus 8,137 m. de voie ferrée, d'établir deux stations nouvelles dans des localités déjà pourvues de gares, d'élever un pont sur la Lys à l'aval d'Estaires, dans des terrains sujets aux inondations, de couper douze routes ou chemins importants et finalement de dépenser près de deux millions de plus que par le Sud.

A ces considérations, la Compagnie ajoute que les communes de la rive droite de la Lys, depuis Calonne jusqu'à la Gorgue, seraient privées de leur communication directe avec Hazebrouck.

MM. les Ingénieurs du contrôle reconnaissent que la décision prise par le Conseil général, dans la séance du 14 novembre 1871, au sujet du tracé de la ligne dont il s'agit, entre Hazebrouck et Laventie, est absolument formelle et très-précise.

Mais, d'autre part, ils ne se dissimulent pas que les motifs donnés par la Compagnie, en faveur du tracé qu'elle présente, sont des plus sérieux, si l'on n'envisage que les intérêts généraux.

Dans cette situation, M. l'Ingénieur en chef indique trois solutions, elles consisteraient :

1° A maintenir le projet primitif aboutissant à la gare du Nord-Est à Merville, en reliant la ville d'Estaires au moyen d'une avenue directe, à une halte de voyageurs, que la Compagnie établirait sur la ligne de Berguette à Armentières, à 250 mètres au delà du XIXe kilomètre ;

2° A placer le point de départ de la ligne non plus à la gare d'Hazebrouck, mais à la station de Strazeele et à se diriger en ligne droite sur Estaires pour venir se raccorder avec le chemin de fer de Berguette à Armentières ;

3° A conserver encore le premier projet de la Compagnie en desservant Estaires, par un embranchement à une voie, partant de la station de la Gorgue et aboutissant sur le territoire d'Estaires, dans un emplacement à déterminer après l'enquête spéciale des stations.

Nous nous arrêter aux deux premières combinaisons qui ne répondent pas aux vues de l'as-

semblée départementale et à l'intérêt municipal de la ville d'Estaires, nous allons examiner la 3e solution.

Cette combinaison satisferait Merville qui se trouverait desservie dans toutes les directions. Estaires aurait une station dans l'intérieur de son territoire et ses établissements industriels seraient dans des conditions satisfaisantes.

Les intérêts de la Compagnie, comme ceux de la ville d'Estaires commandent peut-être l'étude d'une solution plus complète. L'embranchement vers Estaires pourrait être continué vers Bailleul et deviendrait ainsi une ligne productive. Ce chemin, en effet, aurait tous les transports de houille, de pierre à chaux et de marne à destination de cette ville et de son rayon d'approvisionnement. Son parcours ne serait pas de plus de 9 kilomètres. Si l'on considère que l'exécution du projet sur la rive gauche de la Lys force la Compagnie à exécuter un supplément de 8 kilomètres de voie ferrée, à établir une seconde gare à Merville et à dépenser en plus une somme, qu'elle évalue à deux millions, on comprendra de suite que le prolongement vers Bailleul, en ne portant pas la dépense à une somme sensiblement plus forte, que pour le projet sur la rive gauche donne à la Compagnie une compensation et des avantages incontestables, en lui assurant un trafic plus important.

Dans l'hypothèse de l'adoption du tracé Nord par le Conseil général, M. Raillard, ingénieur en chef du contrôle, demande que la Compagnie soit invitée à étudier une variante passant au Sud-Ouest d'Estaires et qui aurait pour but de raccourcir le parcours de plus de 3 kilomètres. L'on aurait à la vérité à traverser des terrains plus coûteux et à couper un plus grand nombre de routes, mais cette dépense serait largement compensée dans le présent, par une diminution de frais de construction ; dans l'avenir, par une dépense moindre d'entretien et d'exploitation.

Mais le Conseil général en imposant à la Compagnie le tracé par le Nord de Merville et d'Estaires a eu, surtout pour but de donner satisfaction à l'intérêt municipal de cette dernière ville. Cette satisfaction pourrait être donnée d'une manière suffisante au moyen de l'embranchement dont il vient d'être question et nous apprenons au dernier moment qu'une entente a pu avoir lieu entre les représentants de la ville d'Estaires et la Compagnie de Lille-Valenciennes. En conséquence, le 5e bureau a l'honneur de proposer au Conseil général le projet de délibération suivant:

« Considérant que, par délibération en date du 14 novembre 1871, le Conseil général a adopté pour la ligne d'Hazebrouck à Don, le tracé sur la rive gauche de la Lys avec station à Merville et à Estaires ;

» Que c'est sous la réserve de cette clause que la concession du chemin de fer en question a été faite à la Compagnie de Lille-Valenciennes. ;

» Considérant cependant qu'une satisfaction suffisante peut être donnée, par un embranchement, à l'intérêt municipal d'Estaires et qu'une entente est intervenue entre les représentants de cette ville et de la Compagnie de Lille à Valenciennes, que dès lors les obligations imposées par le département, suivant les termes de la concession, sont respectées. ;

» Délibére :

» M. le Conseiller d'État, Préfet du Nord, est autorisé à approuver le projet tracé du chemin

de fer d'Hazebrouck à Orchies, section d'Hazebrouck à Laventie par le Sud de Merville et d'Estaires, suivant le tracé proposé par la Compagnie de Lille-Valenciennes en mars 1871, aux conditions suivantes :

» 1° La Compagnie construira un embranchement à une voie partant d'un point à déterminer de la section de Laventie à Merville et traversant la Lys, pour aboutir à une station placée sur le territoire d'Estaires en un lieu qui sera désigné après l'enquête spéciale des stations et le plus rapproché possible de l'agglomération de cette ville.

» 2° L'embranchement devra être construit en même temps que la section du chemin de fer d'Hazebrouck à Laventie, et, dans tous les cas, dans un délai maximum de deux ans.

» 3° Ledit embranchement sera exploité comme la ligne principale.

» 4° La Compagnie devra, dans un délai de trois mois, présenter des plans définitifs. »

— Ces conclusions sont approuvées et le projet de délibération est voté.

M. Caillet présente le rapport ci-après :

MM. Desrousseaux, Soins et Van der Straeten ont déposé le vœu suivant :

« Les conseillers généraux soussignés ont l'honneur de proposer au Conseil général d'émettre
» le vœu que le lycée de Lille soit élevé à la 1re classe. »

ée de Lille. — Élévation à 1re classe. (3. B.)

Le 3e bureau, heureux de constater le brillant succès obtenu par les élèves des deux lycées du département aux derniers concours académiques, propose au Conseil général de s'associer au vœu exprimé, en l'étendant au lycée de Douai, qui a les mêmes titres à la faveur sollicitée.

— Le vœu est adopté.

M. le Président annonce que la liste des affaires soumises à l'assemblée est épuisée et, aucun membre ne réclamant la parole, lecture est faite du procès-verbal de la séance, qui est approuvé :

M. le Président déclare ensuite la session close.

Immédiatement le Conseil général se sépare.

Il est cinq heures.

Le Secrétaire,
DESROUSSEAUX.

Les Présidents,
PLICHON.
MAILLIET, Vice-Président.

Séance du 25.)

Annexe au procès-verbal de la séance du 25 août 1875.

Elections municipales. — Sections électorales.

Le Conseil général, par delibération prise dans sa séance du 25 août, a approuvé la division en sections électorales des villes et communes du département indiquées au tableau suivant :

COMMUNES.	Nombre de sections.	COMPOSITION DE CHAQUE SECTION.	CHIFFRE officiel de la population par section.	NOMBRE d'électeurs.	NOMBRE de Conseillers à élire par section.
		Arrondissement d'AVESNES.			
GOMMEGNIES	1re	Électeurs du centre	2,276	611	14
	2e	Hameau de Carnoye	1,180	360	7
SÉMERIES	1re	Électeurs du centre	566	134	8
	2e	Hameau de Zores	284	66	4
VILLEREAU	1re	Le village de Villereau	334	105	4
	2e	Le hameau d'Herbignies	648	193	8
		Arrondissement de CAMBRAI.			
CATILLON	1re	La principale agglomération, les fermes qui en dépendent, les hameaux du Bois-de-l'Abbaye et du Petit-Cambrésis.	1,941	537	15
	2e	Les hameaux de La Laurette, de La Louvière et du Rejet-de-Beaulieu, y compris le lieu dit Tassomez	735	197	6
HONNECOURT	1re	L'agglomération de la commune, le hameau d'Ossu et le Bosquet.	995	275	8
	2e	Le hameau de la Terrière, les fermes Lancourt et Franqueville, et les Montagnes	867	234	8
RAILLENCOURT	1re	Raillencourt, chef-lieu de la commune	499	142	6
	2e	Le hameau de Sainte-Olle	558	150	6
SAINT-SOUPLET	1re	Le chef-lieu de la commune formant la principale agglomération	2,422	640	19
	2e	Le hameau de la Haie-Menneresse	214	45	2
VILLERS	1re	Villers-Plouich, chef-lieu de la commune et le hameau de Beaucamp	659	161	8
	2e	Le hameau de la Vacquerie	317	86	4
					49

COMMUNES.	Nombre de sections.	COMPOSITION DE CHAQUE ECTION·	CHIFFRE officiel de la population par section.	NOMBRE d'électeurs.	NOMBRE de Conseillers à élire par section.
		Arrondissement de DUNKERQUE.			
COUDEKERQUE-BRe.	1re	Comprenant les électeurs des différentes sections de la commune, à l'exception de la section D.....	533	93	
	2e	Comprenant les électeurs de la section D	1,270	111	10
HONDSCHOOTE	1re	Comprenant la ville, moins la prévôté, et la partie de la rue de l'Ouest, vers le quai, à partir des rues dites Wazendaele et Hospices.....	1,429	325	9
	2e	Comprenant toute la banlieue au Sud uc h emin de Loo,	990	193	6
	3e	Comprenant le reste de la rue de l'Ouest, la Prévôté et la banlieu à l'Ouest, au Nord et à l'Est.....	1,053	250	6
PETITE-SYNTHE ...	1re	Comprenant l'agglomération formée de toute la partie du territoire, au sud du cana.....	1,500	500	11
	2e	Comprenant le hameau de Saint-Pol, au nord du canal....	1,394	386	10
		Arrondissement d'HAZEBROUCK			
ESTAIRES	1re	Comprenant l'agglomération	5,218	1,428	18
	2e	Comprenant le hameau de Doulieu.....	1,546	450	5
MORBECQUE	1re	Morbecque	2,706	702	16
	2e	La Motte-aux-Bois.....	1,130	340	7
		Arrondissement de LILLE.			
CROIX.	1re	Comprenant la place, les hameaux de la Chapelle, de la Verte-Rue, de la Duquenière, des Ogiers, de la droite de la route départementale, N° 14, vers Roubaix, jusqu'à la rue Jacquart (côté droit), prolongée jusqu'aux promenades projetées de Roubaix, de la gauche de ladite route, N° 14, jusqu'à la rue des Jardins (côte gauche, et le sentier conduisant au chemin Charles Petit.....	3,391	388	17

COMMUNES.	Nombre de sections.	COMPOSITION DE CHAQUE SECTION.	CHIFFRE officiel de la population par section.	NOMBRE d'électeurs.	NOMBRE de Csnseillers à élire par section.
Croix (suite)	2e	Comprenant le côté droit de la rue des Jardins et du sentier conduisant au chemin Charles Petit, la rue de l'Epeule, la rue du Nord tout le crochet de la route départementale jusqu'à la rue Jacquart (côté gauche), prolongée jusqu'aux promenades prolongées de Roubaix	1,219	137	6
Lambersart	1er	Section du Bourg	1,357	278	9
	2e	Section de Canteleu	883	139	7
		Canton Sud-Ouest.			
	1re	La fraction du canton Sud-Ouest, située dans l'ancienne ville, augmentée de la partie de la nouvelle ville, comprise entre le canal de la Haute-Deûle, le boulevard de la Liberté, le boulevard d'Italie et l'axe de la rue Solférino.	14,524	3,069	4
	2e	La partie du même canton comprise entre les axes des rues Solférino, Notre-Dame, d'Esquermes, de Loos, de la route de Béthune à Lille et le canal de la Haute-Deûle.	18,623	2,495	4
	3e	La partie du même canton située entre les axes de la rue de Béthune à Lille, des rues de Loos, d'Esquermes, de Notre-Dame, de Solférino, des Postes, le boulevard de Strasbourg et la route d'Arras à Lille	23,873	2,556	6
	4e	Le complément du canton Sud-Ouest, limité par l'axe de la rue des Postes, de la rue Solférino, des boulevards d'Italie et de Louis XIV, et embrassant la partie suburbaine de ce canton, située à l'Est de la route d'Arras	18,590	2,203	4
Lille		Canton Nord-Est.			
	5e	La partie du canton Nord-Est comprise dans la ville	13,830	3,022	3
	6e	Les faubourgs de Fives et Saint-Maurice, du canton Nord-Est	19,438	2,640	5
		Canton Centre.			
	7e	Tout le Canton	14,106	3,467	3
		Canton Sud-Est.			
	8e	Tout le canton	15,163	3,368	4
		Canton Ouest.			
	9e	Tout le canton	11,280	2,300	3
Roncq	1re	Comprenant les habitants de Billemont et du Coulombier, formant la paroisse de Saint-Piat	4,134	574	17
	2e	Comprenant les habitants du Blanc-Four, paroisse de St-Roch.	1,356	150	6

COMMUNES.	Nombre de sections.	COMPOSITION DE CHAQUE SECTION.	CHIFFRE officiel de la population par section.	NOMBRE d'électeurs.	NOMBRE de Conseillers à élire par section.
		CANTON EST.			
ROUBAIX	1re	Grande-Place (côté est), Grande-Rue jusqu'à la rue de l'Hommelet, contour Saint-Martin, rue du Curé, rue du Vieil-Abreuvoir (côté est), rue Pellart jusqu'à la rue de l'Hommelet, rue Pauvrée, rue de l'Hommelet, depuis la rue Pellart jusqu'à la Grande-Rue, ruelle du Ballon, fort Mulliez, place de la Liberté, rue du Château, rue de l'Union et quai de Wattrelos jusqu'au pont de la Brasserie, rue du Quai, rue du Bassin.....	6,642	870	3
	2e	Rue du Pays (côté est), rue Fossés-aux-Chênes (côté est), rue du Quai, rue du Bassin, Saint-Antoine, rue Latine, rue de la Banque, rue du Collège, depuis la rue Pellart jusqu'à la place de la Fosse-aux-Chênes, rue du Nouveau-Monde, rue du Fort, rue de la Paix, rue du Gros-Saule, rue de la Longue-Chemise, rue de Lommelet depuis la rue Pellart jusqu'à la rue des Sept-Ponts, rue Bellart jusqu'au Nouveau-Canal, rue de la Croix rue Lavoisier, place de l'Abattoir, quai de Wattrelos depuis le pont de la Brasserie jusqu'au Nouveau-Canal, Grande Rue depuis la rue de l'Hommelet jusqu'au Nouveau-Canal, rue Nadaud, route de Wattrelos, rue du Duc et boulevard de Strasbourg	5,728	1,066	3
	3e	Rue de Tourcoing (côté est), maison Camille Leroux, rue Duflot, hameau du Hutin, rue Jacquart prolongée, cité Saint-François, rue Delattre, cité Saint-Laurent, Cul-de-Four N° 1, Cul-de-Four N° 2, carrière du Cul-de-Four, sentier du Cul-de-Four, rue Turgot, sentier de la Basse-Masure, rue de la Basse-Masure, chemin des Couteaux, sentier du Ballon, chemin de la Grande-Vigne, rue de la Vigne, sentier des Pères, rue Saint-Joseph, rue Daubenton, rue de Courtrai, rue de Flandre, rue Philippe-le-Bon, rue des Sept-Ponts, et rue des Charpentiers.....	10,594	734	5
	4e	Rue de Lannoy, rue Magenta, rue Pierre-de-Roubaix, quai de Leers à l'est de la rue de Lannoy, rue Bernard, rue Baurewart, ruelle de la Planche-Trouée, rue Sainte-Elisabeth, rue Saint-Jean à l'est de la rue de Lannoy, rue des Longues-Haies à l'est de la rue de Lannoy, rue Beaurepaire, boulevard de Beaurepaire, rue N° 8, rue N° 7, rue des Filles, rue de la Balance, cité du Pile, sentier du Pile, rue du Pile, sentier des Trois-Ponts, hameau des Trois-Ponts, hameau du Sartel, hameau du Petit-Vinage, rue de Maufait, rue du Tilleul à l'est de la rue de Lannoy, rue Sainte Eleuthère, rue des Fossés....	9,870	1,171	5
	5e	Rue de Lille (côté sud), rue des Loups, boulevard de Paris, rue Charles-Quint, sentier du Crèchet, Le Huchon, rue du Moulin, rue de la Promenade, rue du Hâvre, rue de la Tuilerie, rue des Filatures, rue Saint-André, rue du Coq-Français, rue des Longues-Haies à l'ouest de la rue de Lannoy, quai de Leers à l'ouest de la rue de Lannoy, rue Saint-Jean à l'ouest de la rue de Lannoy, rue Sainte-Thérèse, rue Decrème, rue des Parvenus, rue de Ma Campagne, rue d'Espagne, rue du Tilleul et rue de la Potennerie	11,640	1,226	5

COMMUNES.	Nombre de sections.	COMPOSITION DE CHAQUE SECTION.	CHIFFRE officiel de la population par section.	NOMBRE d'électeurs.	NOMBRE de Conseillers à élire par section.
		CANTON OUEST.			
ROUBAIX (suite)...	6e	Rue Darbo, rue de Lorraine, rue d'Alsace, rue d'Armentières, chemin de Croix a Tourcoing, chemin du Fresnoy, rue d'Italie, rue Solférino, rue de l'Ouest, quai de Calais, quai de Dunkerque, boulevard d'Halluin, rue Fulton, rue de la Gaîté, rue Saint-Ange, rue de la Guinguette, rue de la Barbe-d'Or, rue Stephenson, rue de la Chaussée, rue Jacquart, rue de France, rue Vallon, rue de l'Alma, rue des Fondeurs, rue Saint-Maurice, rue de la Rondelle. rue de la Chapelle-Carette, ruelle Wibaux, rue Archimède, rue de la Lys, rue d'Arcole, rue du Chasseur, rue du Fontenoy entre la rue de Blanchemaille et du Chemin de Fer.....	10,800	893	5
	7e	Rue du Vieil-Abreuvoir (côté ouest), rue du Pays (côté ouest), rue Fosse-aux-Chênes (côté ouest), rue des Lignes, rue St-Pierre, rue de l'Ermitage, rue Notre-Dame, rue St-Honoré, rue Vaucanson, rue de la Redoute, rue du Fontenoy entre la rue Blanchemaille et la rue Fosse-aux-Chênes, rue St-Étienne, rue de la Clé, rue de l'Arc, rue Mazagran, rue Latérale, rue l'Avocat, rue Isabeau de Roubaix, rue Saint-Vincent-de-Paul, rue Blanchemaille, rue du Chemin de Fer, rue de l'Alouette, rue Traversière, rue des Champs, rue du Square, rue Nationale, rue de l'Espérance, rue de l'Hospice, rue Nain	7,528	1,159	4
	8e	Grande-Place (ouest), rue Neuve (ouest), rue de Lille (nord), ruelle Frère, rue du Bois, rue des Fabricants, rue du Curoir, rue du Nord, rue de Sébastopol. rue de Croy, rue de Soubise, sentier de la Brasserie, rue de l'Industrie, rue de Rohan, place du Trichon, rue Inkermann, rue des Arts, rue des Fleurs, rue du Trichon, rue de la Concorde, rue St-Georges et rue du Grand-Chemin, de la rue Saint-Georges à la rue de l'Alouette.....	6,211	845	3
	9e	Rue Miln, rue de la Providence, rue de la Perche, impasse Droulers, rue de Croix, rue de Wasquehal, rue des Vélocipèdes, rue Cugnot, rue de la Limite, rue de l'Epeule, rue du Parc, rue du Vivier, rue Marquisat, rue Watt, rue des Ogiers, rue du Luxembourg, rue de la Maquellerie et rue de Mouveaux.....	7,032	891	3
		CANTON SUD.			
TOURCOING.....	10e	Grand'Place, rue de Tournai, rue des Orphelins, ruelle Jean Legrand, rue Lemaire, rue de la Croix-Rouge, rue Verte, rue du Haze (sud), rue Desurmont, rue du Mont-a-Leux, rue du Moulin-Fagot, rue Gaspard, rue du Conditionnement, rue Sainte-Barbe, rue de la Capellerie, rue de la Cloche, rue du Nord, rue de l'Industrie, des Jardins, de la Paix, de l'Hôtel-de-Ville, place de l'Hôtel-de-Ville,			

COMMUNES.	Nombre de sections.	COMPOSITION DE CHAQUE SECTION.	CHIFFRE officiel de la population par section.	NOMBRE d'électeurs.	NOMBRE de Conseillers à élire par section.
		rue Verte-Feuille, rue Chêne-Houpline, sentier du Bus, Malcense, ruelles Masquelier, Desmettre, etc., rue Malcense (sud), rue d'Havré, impasse du Lac et contour St-Christophe, rues du Château, du Prince et rue de Renaix, chemin du Viroloir, sentier Croix-Blanche et Croisée-Montage, chemin des Trois-Pierres, chemin de la Potente, Chêne-Houpline, Croix-Blanche et Rouge, La Marlière, Haut-Vinage, Trois-Baudets, Bourgogne (sud), rue de Guines, rue Winoc-Chocqueel	9,332	1,576	7
	2e	Rue de Roubaix, rue Neuve-de-Roubaix, place Sébastopol, rue Motte-Saint-Henri et Molles-Briques, rue du Midi, jusqu'à la rue de la Boule-d'Or, rue des Carliers, rue du Blanc-Seau, les Carliers et sentier Fresnay, Blanc-Seau, Fresnay, les Carliers et Blanc-Seau, rue des Biches, rue Latérale du Chemin de Fer, rue Claire-Lemettre, rue Devraux et rue Go, Hallot, rue de la Tassée, sentier de la Tassée, Cœur-Joyeux, ruelle de la Folie, rue Saint-Eloi, rue de la-Dîme, sentier de Roubaix, cinq voies et chemin de Roubaix, Epidémie, rue du Tilleul [Tilleul, carrière du chemin de fer, rue de la Station, ruelle du Château, rue et chemin des Piats, jusqu'au pont des Piats seulement, Epine, Chopet et sentier du Mont-à-Leux....	9,029	1,524	7
TOURCOING (suite).	3e	Rue de Lille (côté gauche), rue de Paris (côté gauche) rue de Paris (cour Delecluse et Roussel) 1re et 2e rues à gauche, rue Neuve, rue des Coulons, rue de l'Alma, rue du Dragon, rue Notre-Dame-des-Anges, Petit village, Blanche-Porte, sentier de Mouveaux, La Glaine, l'Epinette, rue des Ursulines, Flocon, rue du Niot, rue des Nonnes et champ des Nonnes, place des Nonnes, rue de Pouilly, rue du Midi (de la rue de la Boule-d'Or à la place des Nonnes, rue des Bons-Enfants, y compris la partie actuellement nommée rue Famelart, rue Sainte-Ursule, rue des Anges, rue du Sentier, Petite-Place, rue Neuve-du-Pouilly, rue du Curé, rue Martina, rue Notre-Dame-du-Bocquet, rue des Bons-Hommes, rue des Bonnes-Femmes, rue de la Boule-d'Or, Touquet-des-Mâches-Femmes	8,200	1,236	6
		CANTON NORD.			
	4e	Grande-Place (côté Nord), rue de Lille (côté droit), rue de Wailly, rue des Coutraines, rue de Paris (côté droit), rue de l'Abattoir, contour de l'Abattoir, rue Nationale, Brun-pain, rue du Brun-Pain, Clinquet et sentier Beau-Séjour, rue des Moulins et sentier, Vingt-Ballots, fin de la Guerre, rue du Vert-Bois, rue Delobel et Place, rue du Calvaire, rue Manquée, rue des Parvenus, rue Saint-Roch, rue de la Latte, rue Delhaye	8,442	1,277	6

COMMUNES.	Nombre de sections.	COMPOSITION DE CHAQUE SECTION.	CHIFFRE officiel de la population par section.	NOMBRE d'électeurs.	NOMBRE de Conseillers a élire par section.
TOURCOING (suite)..	5e	Rue Saint-Jacques, place Saint-Jacques, rue de Gand, chemin des Mottes, pont de Neuville et Riscontout, rue Sainte-Germaine, rue de Menin, Phalempin, bas chemin de Phalempin, Haute-Voie, sentier de Neuville, chemin de la Latte, près de la Baille, sentier de Roncq et Orions, ruelle Codron, ruelle Gros-Jacques, ruelle Plouvier et Phalempin, issue Thaon, Malcense, rue du Casino, rue du Bus, rue Borgne, rue du Collége, rue du Haze, rue Saint-Pierre.....	8,319	1,274	6
		Arrondissement de VALENCIENNES.			
		CANTON RIVE DROITE.			
	1re	Rue du pont de la Scarpe, place de l'Eglise, rue Nationale. rue de Condé, rue du Wacq et rue de Valenciennes	1,579	423	4
	2e	Route de Valenciennes, Chêne de Saint-Amand, rivage du Noir, Collinière, Croix du Petit-Dieu, Mont-des-Bruyères.	2,881	725	7
	3e	Thumelard, chemin de la Fontaine, rue de la Louvière, rue des Aulnois, route de Condé	1,099	289	3
		CANTON RIVE GAUCHE.			
SAINT-AMAND	4e	Grand' Place, , Abbaye. rue de Rivoli, rue des Anges, rue du Prévost, Grande-Rue, rue du Petit-Repos, rue du Grand-Repos, rue des Murs, rue de Marillon (jusqu'aux fours au noir de M. Mottez), rue de Pain et rue Delsaulx.	1,640	381	4
	5e	Rue d'Orchies, faubourg d'Orchies, faubourg de Roubaix, place d'Armes, rue de Guerre, rue du Bruille, rue de Tournai, rue des Fèves.....	2,208	581	6
	6e	Route de Lille, rue de la Place-au-Metz, rue Fourelaux, rue des Ormeaux, rue de Marillon, depuis les fours au noir de M. Mottez, Marlerie, rue des Cailloux, rue de l'Epinoy, rue du Saubois, rne du Carne, rue Lotte-Winberghe, rue des Drumez, rue de Vaucelles.....	943	349	3

Le Président du Conseil général,

PLICHON.

Le Secrétaire,

DESROUSSEAUX.

(Séance du 25).

ANALYSE

DES VŒUX ÉMIS PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL

dans sa session d'août 1875.

Banque de France. — Succursales à Cambrai et à Douai.

Le Conseil général maintient le vœu émis, depuis plusieurs années, que des succursales de la Banque de France soient établies à Cambrai et à Douai. (*Séance du* 20).

Cadastre.

Le Conseil émet le vœu que les actes et contrats portent l'indication de la section et du numéro du cadastre des propriétés transmises. (*Séance du* 18).

Recommande au Gouvernement l'étude d'un vœu du Conseil d'arrondissement d'Avesnes, tendant à ce que dorénavant les matrices et plans cadastraux ne soient plus remis aux contrôleurs pour faire leur travail, mais seulement deposés, à des époques déterminées, à la mairie du chef-lieu de canton. *(Séance du* 20*)*.

Caisses d'Épargne.

Le Conseil renouvelle les vœux par lui précédemment émis tendant à obtenir toutes les améliorations possibles dans le régime actuel des caisses d'épargne, savoir : que le nombre des caisses d'épargne soit augmenté; que l'État, pour faciliter les placements. adjoigne aux caisses tels titulaires qu'il jugera à propos, soit les receveurs des bureaux de poste, soit les percepteurs des contributions directes. (*Séance du* 18).

Chambre consultative des arts et manufactures de Cambrai.

Le Conseil appuie de nouveau le vœu du Conseil d'arrondissement de Cambrai en faveur de la transformation en Chambre de commerce de la Chambre consultative des arts et manufactures de cette ville. (*Séance du* 25).

Chasse.

Le Conseil général vu l'importance de la propagation du faisan, tant dans l'intérêt de la location des bois et forêts, dont l'Etat est le principal bénéficiaire, que dans l'intérêt des chasseurs et des consommateurs, émet le vœu que les lois de 1844 et de 1874 sur la chasse soient modifiées le plus promptement possible de façon à permettre une ouverture spéciale pour le faisan. (*Séance du* 17).

Chemins de fer.

Le Conseil émet le vœu :

Que les lignes de Cambrai à Douai et d'Aubigny-au-Bac à Somain et Abscon, concédées à la Compagnie de Picardie et Flandres par une loi du 6 juillet 1875, et que les lignes de Douai à Orchies et d'Orchies vers la frontière, concédées à la Compagnie du Nord par une autre loi du 2 août, soient entreprises et terminées le plus promptement possible.

Il demande que M. le Ministre des Travaux Publics use de ses droits pour contraindre la Compagnie du Nord à livrer passage, jusqu'à Quiévrain, à la Compagnie de Lille-Valenciennes.

D'une manière générale, émet le vœu que tous les travaux de chemins de fer soient menés avec toute la célérité possible de façon à ce que le pays soit mis rapidement en jouissance des moyens de transports qu'il attend avec une si légitime impatience.

Il renouvelle, de la façon la plus énergique, les vœux émis, dans sa dernière session d'avril, pour la concession par l'État, dans le délai le plus prochain, des lignes de Lens à Armentières et de Valenciennes au Câteau.

Il prie M. le Préfet de poursuivre, aussi vivement et aussi rapidement que possible, près des autorités compétentes, l'approbation du traité proposé par la Compagnie de Lille-Valenciennes, et la concession à cette Compagnie des lignes qui lui manquent encore.

Il renouvelle le vœu suivant :

Que pour de donner satisfaction aux besoins du commerce et de l'industrie entre Hirson et Aulnoye, il soit créé un train mixte qui partirait d'Hirson en temps utile afin d'arriver à Aulnoye vers 6 heures du matin.

Il persiste dans le vœu déjà émis, et qui est renouvelé cette année encore avec instance par les divers conseils d'arrondissement, tendant à obtenir le rétablissement de la délivrance, dans les principales stations du département, de billets d'aller et retour à prix réduit pour Paris, valables pendant quatre jours.

Il renouvelle le vœu que la station d'Hachette, sur la ligne de Saint-Quentin à Erquelines, soit prochainement établie selon le droit des populations.

Le Conseil s'associe aux vœux suivants, émis ou renouvelés par les Conseils d'arrondissement :

Avesnes : Qu'il soit remédié à l'insuffisance et à l'incommodité des moyens de communication par voies ferrées avec Lille, chef-lieu administratif, et Douai, chef-lieu judiciaire ;

Que les trains de marchandises N° 2,205 d'Aulnoye vers Valenciennes, et 2,214 de Valen-

ciennes à Aulnoye, soint rendus mixtes par l'adjonction de quelques wagons de voyageurs.

Douai : que les wagons servant au transport des bestiaux soient désinfectés à chaque voyage pour empêcher le développement des maladies contagieuses.

Dunkerque : que le raccordement de la voie ferrée du Nord-Est entre la gare et le port de Gravelines soit éxécuté le plus promptement possible ;

Que l'Administratiou du chemin de fer de Dunkerque à Furnes soit immédiatement mise en demeure de rétablir et d'exploiter la section de la ligne comprise entre les fortifications à l'Est de Dunkerque, et la station actuelle de la Tente-Verte, à Rosendaël ;

Que la Compagnie du Nord soit invitée à prolonger ses rails sur le coté Est du port de Dunkerque jusqu'à l'extrêmité du quai des Anglais ;

Qu'il soit remédié au retard considérable qu'éprouvent les marchandises expédiées par grande vitesse de Lille vers Gravelines et Bourbourg par suite de leur séjour à Watten, et qu'elles soient expédiées *directement* de Lille à Gravelines et à Bourbonrg.

Valenciennes : vœu tendant à ce que les voyageurs venant de Belgique soient amenés jusqu'à Blanc-Misseron sans changement de train à Quiévrain, et à ce que les arrêts à Blanc-Misseron soient réduits au temps strictement nécessaire pour la vérification des colis.

Le Conseil émet enfin les vœux ci-après :

Que la Compagnie du Nord fasse procéder à la reconstruction et à l'agrandissement de la gare de *Roubaix*, dans des conditions dignes de l'importance de cette ville.

Que la gare de *Tourcoing* soit couverte et que les salles destinées à la visite de la douane soient reconstruites ou agrandies dans des proportions convenables, de manière à assurer un abri suffisant aux nombreux voyageurs arrivant de Belgique. *(Séance du 24)*.

Chemins vicinaux ordinaires.

Le Conseil appelle la bienveillante attention de M. le Préfet sur les retards qu eprouve l'instruction des admissions au réseau subventionné dont s'était occupé l'Assemblée en 1874.

Il compte sur sa sollicitude pour que les affaires de cette nature reçoivent une so. ıtion aussi prompte que possible.

Il prie M. le Préfet de soumettre à l'instruction le vœu du Conseil d'arrondissement d'*Avesnes* tendant à l'exonération pour la commune de Frasnoy de tout contingent pour l'entretien du chemin d'intérêt commun N° 38, qui lui est devenu inutile depuis la construction du chemin subventionné N° 2, ce contingent devant être reporté sur Locquignol représenté par la forêt.

Il recommande à la bienveillante attention de M. le Préfet le vœu du Conseil d'arrondissement de *Cambrai* tendant à ce qu'un second commis soit attaché au bureau de M. l'Agent-Voyer principal. *(Séance du 25)*.

Chemins vicinaux de grande communication.

Le Conseil recommande à l'examen attentif de l'Administration les vœux ci-après, exprimés par les Conseils d'arrondissement de :

Douai. — Augmentation du crédit d'entretien des chemins N^os^ 10 et 25.

Lille. — Classement du chemin, dit des Bois-blancs, comme prolongement du chemin N° 9 ;

Déclassement de la partie du chemin N° 36 sur le territoire de Linselles ;

Exécution de divers travaux d'amélioration au chemin N° 8 vers Phalempin ;

Prompt achèvement de la reconstruction de la section du même chemin de Moncheaux à la gare de Le Forest.

Hazebrouck. — Exécution à l'entrée de l'hiver des travaux de rechargement sur les chaussées empierrées ;

Construction d'un trottoir entre la gare de Strazeele et le village de Vieux-Berquin sur le chemin de Vieux-Berquin ;

Classement du chemin de la Croix-au-Bac, sur le territoire de Steenwerck. (*Seance du* 25).

Droit sur l'alcool servant au vinage.

Le Conseil émet le vœu que le droit sur l'alcool destiné à la conservation des vins soit abaissé à 25 fr. par hectolitre, plus deux décimes, conformément au projet de loi qui doit être soumis à l'Assemblée nationale. *(Séance du 24)*.

Gendarmerie.

Le Conseil réitère avec instance le vœu que de nouvelles brigades soient créées à Armentières, Roubaix, Denain, Dorignies, Douai, Maubeuge, et qu'une brigade à cheval soit substituée à la brigade à pied de Trélon ;

Il demande aussi l'établissement de brigades à Houplines, Watrelos, Iwuy, Gouzeaucourt, Rosendael ;

Enfin qu'une nouvelle brigade à pied soit créée à Hazebrouck et que l'effectif des brigades de Bailleul et de Cassel soit augmenté *(Séance du* 18*)*.

Impôt sur la chicorée.

Le Conseil émet le vœu :

Que l'impôt sur la chicorée soit supprimé ;

Pour le cas où cette solution ne paraîtrait pas acceptable au Gouvernement, que cet impôt soit notablement abaissé ; qu'en tous cas, il soit pris contre la fraude des mesures aboutissant à une répression efficace. *(Séance du* 23).

Lignes télégraphiques.

Le Conseil renouvelle le vœu ci-après :

Que la réduction du tarif des dépêches pour l'étranger soit opérée le plustôt possible ;

Que la loi du 6 novembre 1873 recoive une prompte application.

Il émet aussi le vœu :

Que les bureaux télégraphiques des stations de chemins de fer, ainsi que cela a lieu sur les lignes des Compagnies d'Orléans et de l'Ouest, soient ouverts au public dans les communes où il n'existe pas de bureau municipal.

Enfin que le personnel du bureau de la gare de Lille soit mis à même de satisfaire à toutes les demandes du public. *(Séance du 24).*

Lycées de Lille et de Douai. — Elévation à la 1re classe.

Heureux de constater le brillant succès obtenu au dernier concours académique, par les élèves des lycées de Lille et de Douai, le Conseil émet le vœu que ces deux établissements soient élevés à la 1re classe. *(Séance du 25).*

Mines de houille.

Le Conseil émet le vœu que le Gouvernement, usant des droits qu'il tient de la loi, des stipulations du cahier des charges et des actes de concession, oblige toutes les compagnies houillères à mettre leurs concessions en activité. *(Séance du 20).*

Monts-de-Piété.

Le Conseil exprime le vœu que les diverses améliorations au régime et à la législation actuelle des monts-de-piété visées dans les projets de loi soumis à l'Assemblée nationale soient réalisées le plus tôt que faire se pourra. *(Séance du 25).*

Navigation intérieure.

Le Conseil général émet ou renouvelle les vœux suivants :

Qu'une allocation soit accordée pour réaliser le projet approuvé par décision du 11 janvier 1873 d'établissement, sur le canal de *la Sensée*, de rivages nécessaires pour le chargement et le déchargement des marchandises ;

Que le projet approuvé le 22 novembre 1868 pour la construction d'un mur de quai, dans la traversée de la Scarpe moyenne de Douai, entre les ponts du rivage et de Tournai, recoive une prompte exécution ;

Qu'il soit ouvert, en dehors de l'agglomération, à Merville, un nouveau lit de *la Lys* pour le passage des bateaux, l'ancien restant affecté uniquement à l'écoulement des eaux et à la desserte du commerce local ;

Que les améliorations réclamées pour les abords du port d'Hondschoote, sur le canal de la *Basse-Colme*, soient exécutées le plus tôt possible;

Qu'aussitôt après que l'Etat aura accepté la cession du *canal de Seclin* le tirant d'eau de ce canal soit porté à 2 mètres. *(Séance du 24).*

Poids et Mesures.

Le Conseil renouvelle le vœu que la situation des vérificateurs des poids et mesures soit améliorée, aussitôt que possible, en proportion de l'importance des produits que l'application du décret du 26 février 1873 procure à l'Etat. *(Séance du* 18*)*.

Police sanitaire. — Bestiaux.

Attendu que le manque ou l'insuffisance de précautions lors du transport des bestiaux en chemin de fer est une des causes les plus graves et les plus actives de la propagation des maladies contagieuses :

Le Conseil prie M. le Ministre de l'Agriculture de s'entendre avec son collègue des Travaux publics à l'effet d'ajouter au réglement d'administration publique sur la police des chemins de fer une disposition exigeant que tout wagon ayant servi au transport des bestiaux soit désinfecté immédiatement après la livraison.

Le mode de désinfection le plus apparent et dont la vérification est la plus facile, étant celui au lait ou au chlorure de chaux, le Conseil prie MM. les Ministres d'exiger qu'il soit employé par les Compagnies.

Il demande que l'exécution de cette prescription soit mise sous la surveillance des commissaires administratifs attachés aux gares et qui seraient tenus de constater les contraventions ;

Que telles dispositions reconnues convenables soient prises pour assurer l'exécution des mesures prescrites, dans les gares où il n'existe pas de commissaire de surveillance ;

Qu'outre les amendes, qui pourraient être encourues, les Compagnies de chemins de fer soient rendues responsables des maladies et des retards survenus à la suite de la non exécution des prescriptions ci-dessus énoncées. » *(Séance du* 19*)*

Ports maritimes.

Le Conseil exprime les vœux suivants :

Que les fonds d'entretien et de grosses réparations soient portés pour le port de *Dunkerque* à 5 ou 600,000 fr. par an ;

Que le nouveau programme de 15 millions, présenté par la Municipalité et la Chambre de commerce, soit adopté et que les offres de la ville de Dunkerque devant en assurer l'exécution, converties en projet de loi, soient soumises l'Assemblée nationale dès les jours premiers de sa prochaine session, afin que les travaux en cours ne subissent pas d'interruption.

Que les fonds d'entretien et de grosses réparations du port de *Gravelines* soient portés à 50 ou 60,000 fr. par an.

Que les crédits pour les travaux d'amélioration soient continués de manière à assurer le prompt achèvement des ouvrages en cours d'exécution. » *(Séance du* 24 *août)*.

Race chevaline. — Stations d'étalons.

Le Conseil émet le vœu que le Gouvernement veuille bien accorder plusieurs stations d'étalons à répartir dans le département et que M. le Préfet intervienne auprès de l'Administration des haras tant pour la distribution des stations que pour le choix des reproducteurs appropriés à l'usage du pays. *(Séance du* 19*).*

Régime commercial. — Traités de commerce.

Sans vouloir se prononcer aujourd'hui sur la question de savoir quel est le régime commercial le plus propre à assurer le développement de la prospérité et du commerce du pays;

Le Conseil émet, dès-à-présent le vœu :

Que le Gouvernement insiste auprès du Gouvernement Italien pour que le traité, qui expire en 1876, soit prorogé jusqu'au 30 juin 1877, de manière à ce que les négociations avec les différents pays, dont les traités prendront fin à cette époque, soient, autant que possible, poursuivies parallèlement, et qu'on obtienne ainsi, dans les clauses principales des conventions qui pourront être conclues, toute l'homogénéité désirable;

Que, si un traité est négocié isolément avec l'Italie, le Gouvernement exige les modifications des tarifs dont l'expérience a pû démontrer la nécessité;

Que la clause de la nation la plus favorisée soit supprimée du traité;

Que le droit spécifique, et autant que possible avec catégories, soit adopté toutes les fois qu'il sera applicable;

Que l'enquête de 1870 soit achevée et un nouveau tarif général de douanes établi pour servir de base à toutes les négociations qui pourront intervenir. *(Séance du* 24. *)*

Routes nationales.

Le Conseil appuie les vœux ci-après émis ou renouvelés par les Conseils d'arrondissement :

Avesnes. Que la route N° 45 soit mise en état entre Landrecies, Le Quesnoy et Valenciennes; que les travaux de la porte de France à Maubeuge, actuellement en cours d'exécution, soient complètés par la construction de petits chemins pavés, placés en travers de la route, de distance en distance et permettant de passer d'un trottoir à l'autre, par le mauvais temps, sans avoir à craindre la boue qui séjourne sur le macadam.

Cambrai. Que les travaux d'élargissement du passage militaire, dans la traversée des fortifications, à la porte de Selles, à Cambrai, soient exécutés aussi promptement que possible; — qu'un aqueduc soit construit au pont de Selles, sous la route N° 17.

Douai. Que les études et projets de travaux militaires, pour la traversée des portes de la ville, aboutissent à une prompte solution.

Dunkerque. Que le remaniement de la chaussée pavée, dans la traversée de Dunkerque, rue de Lille et rue Royale (route N° 16), soit achevé, et que la portion de la route N° 40, entre Gravelines et Dunkerque, soit mise en entretien.

Hazebrouck. Que les travaux de remaniement du pavage ou d'élargissement de la route Nationale N° 16, dans la traversée d'Hazebrouck, soient entrepris le plus promptement possible; que ceux de même nature de la route N° 42, entre Bailleul et Nieppe, et la restauration du

Pont-de-Nieppe, sur la Lys, soient promptement exécutés ; qu'enfin, on établisse des talus et des banquettes le long des routes pour éviter les accidents.

Lille. Que les crédits affectés à l'entretien des routes, et dont l'insuffisance est reconnue, soient plus élevés.

Valenciennes. Qu'une solution prompte soit donnée aux demandes d'établissement de tramways, de la Place de Valenciennes à celle d'Anzin, jusqu'au passage à niveau du Chemin de fer du Nord à Raismes ; que la pente, au lieu dit *la Bleuse-Borne*, sur la route N° 48, soit adoucie.

Le Conseil renouvelle le vœu ci-après émis dans ses précédentes sessions :

Que le crédit d'entretien des routes nationales soit porté, en 1876, au chiffre minimum de 550,000 fr., et celui pour grosses réparations à 100,000 fr., ensemble 650,000 fr. ; qu'enfin, pour l'élargissement des passages militaires, il soit ouvert, en 1876, un crédit minimum de 100,000 fr. *(Séance du 20.)*

Service hydraulique.

Le Conseil émet les vœux suivants :

Que les dérivations à créer pour la *Traïtoire* et pour la *Rache* soient autorisées, le régime des eaux de la rivière restant réglé par la loi du 11 avril 1835 et les actes qu'il a sanctionnés ;

Que les Ingénieurs français et belges, chargés de régler l'écoulement, par le territoire français des eaux des Moëres belges et françaises et d'une partie de Waeteringues du Veurnambacht soient pressés de se mettre d'accord, afin d'assurer, aussitôt que possible, la sécurité des Moëres et de la quatrième section des Waeteringues françaises. Il importe essentiellement de hâter une solution qui intéresse à un si haut degré, les intérêts de la région menacée, à chaque crue, d'inondations dévastatrices.

Le Conseil s'associe aux vœux émis ci-après :

Par le Conseil d'arrondissement *de Dunkerque*, tendant à ce que M. le Ministre des Travaux publics, faisant droit aux légitimes réclamations des populations intéressées, insiste auprès de l'administration des Ponts-et-Chaussées pour donner suite aussi promptement que possible à l'étude de l'écluse projetée pour relier au chenal du port de Dunkerque les fossés du front de l'est ;

Par le Conseil d'arrondissement de *Douai*, tendant à ce que les agents de l'autorité locale et M. l'Inspecteur de la salubrité exercent la surveillance nécessaire pour empêcher le déversement des eaux insalubres provenant de l'usine de M. Delattre, à Dorignies.

Par le Conseil d'arrondissement d'*Hazebrouck*, à l'effet d'obtenir que les travaux à exécuter pour la dérivation de la Borre-Becque, près de l'écluse du Grand-Dam, et dont l'urgence est reconnue, soient exécutés aussi promptement que possible.

Le Conseil général appelle l'attention de M. le Préfet sur le vœu exprin é par le Conseil d'arrondissement de *Lille* au sujet du périmètre supplémentaire du dessèchement des marais de la Deûle.

Enfin le Conseil prie M. le Préfet et MM. les ingénieurs de continuer leur vigilante sollicitude sur toutes les questions de dessèchement qui intéressent la salubrité du pays et la prospérité agricole. *(Séance du 23 avril).*

Service des Postes.

Le Conseil émet ou renouvelle les vœux suivants :

Que la conversion de la recette simple d'Armentières en bureau composé, admise en principe, soit réalisée dans le plus bref délai possible ;

Que les réglements de l'Administration des postes, qui s'opposent à ce que de nouveaux bureaux soient établis à moins de 5 kilomètres des bureaux existants, soient modifiés de manière à permettre la création de bureaux à Wattrelos, Phalempin, La Gorgue, La Madeleine et Vieux-Condé ;

Qu'il soit créé un bureau dans les communes de Caestre, Croix (*Lille*), Felleries, Fretin, Glageon, Honnechy, Préseau, Raimbeaucourt, Rexpoëde, Saulzoir, Saint-Aubert, Viesly ;

Que les demandes tendant au même but, formées depuis un certain temps déjà par les communes de Wallers et de Bauvin, et qui sont à l'étude, reçoivent une prompte satisfaction ;

Enfin que dans les communes du département, qui par suite de l'extension de leur commerce ou de leur industrie, ont pris une importance réelle, une double distribution journalière soit régulièrement assurée. *(Séance du* 21*)*.

Sulfate de soude.

Le Conseil appuie de nouveau le vœu précédemment émis par le Conseil d'arrondissement de Valenciennes tendant à ce que le droit d'entrée payé par le sulfate de soude, nécessaire à la fabrication du verre, soit remboursé, à la sortie, sous forme de drawbac. (*Séance du* 23).

Tabacs.

Le Conseil renouvelle le vœu :

Que le prix d'achat des tabacs indigènes soit relevé.

Signalant au Gouvernement la mauvaise qualité des tabacs, à prix réduit, livrés à la consommation, il demande que ces tabacs soient améliorés. *(Séance du* 19*)*.

Il signale également l'insuffisance de l'approvisionnement des débits et appelle la sérieuse attention de l'Administration sur les plaintes nombreuses et justifiées des consommateurs de tabac. *(Seance du* 20*)*.

ERRATA.

Page 130, TRIBUNAUX. — MOBILIER. — A la somme de 6,357 fr. 40 c., votée dans la séance du 20 pour l'acquisition de nouveaux objets mobiliers, il faut ajouter celle de 1,400 fr. affectée annuellement à l'entretien.

Le crédit ouvert au budget de 1876 s'élève dès-lors, en totalité, à 7,757 fr. 40 c.

Par suite d'omission, **M. Pierre Legrand** n'a pas été désigné parmi les membres présents aux séances des 17, 20, 21, 23 et 24. — M. PIERRE LEGRAND assistait à ces séances.— Son nom doit également figurer parmi les signataires de la liste du Jury d'expropriation, page 294.

COMMISSIONS SPECIALES ET DÉLÉGATIONS.

Session d'Août 1875.

Commission départementale.

M. Joos, Telliez, Legrand (de Lecelles), baron de l'Épine, Fiévet, Roussel-Defontaine, Desmyttère.

(*Séance du* 20).

Colonie agricole de Saint-Bernard.

(*Surveillance. — Exécution de l'article* 8 *de la loi du* 5 *août* 1850).

MM. Desrousseaux et Soins.

(*Séance du* 17).

Enquête sur les voies de communication.

MM. Mailliet	arrondissement	d'Avesnes.
Dutemple	id.	de Cambrai.
Baron de Bouteville	id.	de Douai.
Goussard	id.	de Dunkerque.
Duquenne	id.	d'Hazebrouck.
Jules Brame et Van der Straeten	id.	de Lille.
Legrand (de Lecelles) . . .	id.	de Valenciennes.

(*Mandat renouvelé, séance du* 19).

Enfants assistés, orphelins pauvres.

MM. Roussel-Defontaine, Chombart, Duquenne, Morisson, Van der Straeten.
(Séance du 25).

Établissement thermal de Saint-Amand.

(Surveillance).

MM. Renard, Delerue, Legrand (de Lecelles).
(Séance du 21).

Hôtel de la Préfecture.

(Contrôle des dépenses. — Bâtiments. — Mobilier, entretien).

MM. Desrousseaux, Van der Straeten.
(Séance du 24).

Régime commercial. — Révision des traités de commerce.

MM. Berteaux	arrondissement	d'Avesnes.
Ch. Seydoux	id.	de Cambrai.
Des Rotours	id.	de Douai.
Trystram	id.	de Dunkerque.
Duquenne	id.	d'Hazebrouck.
Roussel-Defontaine et Soins.	id.	de Lille.
Renard	id.	de Valenciennes.

(Séances des 19 et 21).

Tabac.

(Délivrance des permis de culture).

MM. Bergerot, Duquenne, Deleporte-Bayart.
(Séance du 19).

Révision des listes d'électeurs des Tribunaux, Chambres de commerce et Chambres consultatives des Arts et Manufactures.

Tribunaux de commerce.

Lille	MM. J. Dutilleul, Desmoutiers, V. Pouchain.
Roubaix	Descat, Jules Brame, Derégnaucourt.
Cambrai	Telliez, Macarez, Seydoux.
Valenciennes . .	Renard, de Marsilly, Caullet.
Dunkerque . . .	Gustave Lemaire, Trystram, Joos.
Tourcoing . . .	Leurent, Roussel-Defontaine, Van der Straeten.

Chambres de commerce non comprises dans le ressort d'un tribunal de commeree.

Douai . . . . . MM. Fiévet, Billet, Baron de Bouteville.

Hazebrouck (*formant la 2e circonscription de la Chambre de commerce de Dunkerque*), MM. Duquenne, Beck, Lotthé.

Chambres consultatives des arts et manufactures.

Armentières . . .	MM. Desrousseaux, Lotthé, V. Pouchain.
Avesnes	Mailliet, Rouez, Berteaux.

(*Séance du* 20).

Sessions précédentes.

Débits de tabacs.

(*Commission de classement des demandes. — Exécution du décret du* 17 *mars* 1874).

M. Duquenne.

(*Séance du* 8 *avril* 1875).

Enfants du premier âge.

(*Commission de surveillance instituée en exécution de la loi du* 23 *décembre* 1874).

MM. Bergerot et Jules Dutilleul.

(*Séance du* 6 *avril* 1875).

Institut industriel.

(Surveillance de la construction et de l'ameublement).

MM. Desrousseaux, Ch. Seydoux, de Marsilly, Jules Dutilleul, le Maire de Lille.
(Séance du 22 octobre 1874).

Race chevaline.

MM. le comte d'Hespel, Legrand (de Lecelles), Fiévet, Desmyttère, Boulangé, Bergerot, Telliez.
(Séance du 24 octobre 1874).

Traitement du bégaiement.

(Cours Chervin, subventionné par le département).

M. Van Der Straeten, chargé de suivre l'application de la méthode.
(Séance du 20 octobre 1874.)



TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LES PROCÈS-VERBAUX DES DÉLIBÉRATIONS.

de la session d'août 1875.

BIBLIOTHÈQUE IMPRIMÉS

A

Pages

Académie de Douai. — Secrétaire..... 49
Actes et contrats. — Indications cadastrales..... 84
Alcool servant au vinage (droit sur l') 92, 237
Aliénés. — Statistique..... 306
— Indigents..... 199
— Frais de transport..... 200
Analyse des vœux émis par le Conseil général pendant la session..... 383
Anciens employés. — Secours 47
Angine couenneuse. — Traitement..... 190
Animaux nuisibles — Hannetonnage 146
Animaux reproducteurs des races chevaline et bovine..... 248
Architectes départementaux. — Traitement.... 160
Archives départementales, communales et hospitalières 84
— Entretien 84
— Travaux divers aux bâtiments et acquisition de mobilier,..... 132
Armentières (Voir Postes)..... 116
Associations agricoles..... 80
Association vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais..... 116
Assurances. — Propriétés départementales..... 150
Avesnes. (Voir Sous-Préfecture..... 88
Aveugles (Voir sourds-muets)..... 363

B

Raisieux. — Construction d'un presbytère..... 313
Banque de France. — Succursales à Cambrai et à Douai 133
Bauvin. — Bureau de Poste 40
Beaumont. — Restauration du clocher de l'église. 312
Becquigny (Aisne). — Étangs insalubres..... 331
Bégaiement. — Traitement par la méthode Chervin. — Rapport de la Commission spéciale.... 462
Belles actions..... 186
Bergues. — Concours d'animaux reproducteurs 104.
Bibliothèques administratives..... 47
Bibliothèque du Conseil général..... 49
Bruille-Saint-Amand. — Église. — Reconstruction 310
Budget rectificatif de 1875..... 367
— de 1876..... 368
Bureau d'assistance judiciaire 184
Bureaux de bienfaisance. — Situation..... 137
Busigny. — Étangs insalubres 331

C

Cadastre. — Indications cadastrales sur les actes et contrats..... 84
— Matrices et plans. — Déplacements 136
— Situation des travaux. — Subventions aux communes..... 267
Caisses d'épargne. — Situation..... 69
Caisse départementale des retraites. — Situation au 31 décembre 1874... 269
— Liquidation de la pension de M. Ch. Vincent, chef de division..... —
— Liquidation de la pension de M. Romain, agent-voyer en chef..... 279
Cambrai. — Octroi..... 178
— (Voir Banque de France) 133
— (Voir Chambre consultative des arts et manufactures..... 249-331
— (Voir Maison d'arrêt.) — Reconstruction 129
— (Voir Sous-préfecture) 88

Pages

Canal de Bourbourg (Voir Pont de Petite-Synthe) 52-57
— de la Haute-Colme. (Voir Ponts.— Entretien)..... 54.57
Carte départementale du nivellement..... 75
— du nord de la France..... 249
Casernes de gendarmerie.— Entretien..... 85
— Grosses réparations et travaux neufs 85
— en location..... 87
— Frais d'éclairage.. 110
Caserne d'Hazebrouck. — Construction 86
— de Cassel. — Travaux..... 86
— du Quesnoy. — Installation de trois becs de gaz..... 111
Cassel. — Malades indigents. — Hospice..... 48
Centimes extraordinaires annuels..... 110
Cercle horticole du Nord..... 81
Chambres de commerce. — Révision de la liste des électeurs..... 147
Chambres consultatives d'agriculture..... 80
Chambre consultative des arts et manufactures de Cambrai.— Érection en chambre de commerce 219-331
Chambres consultatives des arts et manufactures — Révision de la liste des électeurs 147
Chasse (Police de la)..... 50
Chemins de grande communication. — État de situation de l'année 1874..... 104
Chemin de grande communication N° 3. — Dépenses d'entretien et de grosses réparations des ponts du canal de la Haute-Colme..... 51
— N° 13, de Valenciennes à Somain. — Révision des contingents communaux 105
— N° 32. — Révision des contingents-communaux..... 104
— N° 34, d'Auberchicourt à Abscon. — Révision des contingents communaux 104
— N° 39.— Révision des contingents communaux 105
Chemins d'intérêt commun.— Situation générale. 126
— Contingents communaux pour 1876.... 249
Chemin N° 39, de Louvignies-Quesnoy à Roucourt. — Construction d'un ponceau. 103
— N° 53, de Lederzeele à Watten. — Entretien du pont de Watten..... 102
— N° 93, de Seclin à Haubourdin. — Redressement au territoire de Noyelles 248
— N° 127, de Gravelines à Bergues. — Grosses réparations..... 127
Chemins de fer.—Rapport général,— Discussion. — Vœux..... 250
— de Dunkerque à Furnes..... 40

Pages

Chemins de fer du Nord. — Prolongement des rails sur le côté est du port de Dunkerque. — Vœu..... 64
— Gare de Roubaix.— Reconstruction et agrandissement.—Vœu 129
— Gare de Tourcoing. — Vœu.... 94
— d'intérêt local. — Frais de contrôle..... 107
Chemin de fer de Lannoy à Lille. — Embranchement de Forest à l'Empenpont..... 182
— d'Hazebrouck à Templeuve. — Tracé d'Hazebrouck à Laventie 371
Chemins vicinaux ordinaires..... 335
— de grande communication... 356
Chevaux réquisitionnés. — (Voir Obligations départementales)..... 108
Chicorée. — Impôt 219
Cobrieux. — Restauration de l'église 342
Collége de Valenciennes. — Transformation en lycée 193
Colonies agricoles de jeunes détenus..... 248
Colonie agricole de Saint-Bernard.— Commission de surveillance 44
— de Mettray. — Subside..... 45
— de Mesnil-St-Firmin. — Subside. 45
Commission départementale. — Rapport..... 11-25
— Frais de bureau 88
— Renouvellement 123
Commission historique. — Subside annuel..... 64
— Reproductions photographiques d'objets d'art religieux 64
Commission météorologique..... 184
Commission des traités de commerce. (Voir Régime commercial.— Révision) 41-79-92-162-182-225
Commissions spéciales..... 393
Communications..... 23-39-62-92-161-184
Compte départemental de 1874 270
Concierges et garçons de bureau de la Préfecture 84
Concours d'animaux reproducteurs à Bergues.. 104
— (Voir exposition départementale d'agriculture) 25-100
Conseil général. — Liste des membres..... 7
— Ouverture de la session.... 9
— Formation du bureau provisoire..... 9
— Appel nominal..... 9
— Excuses..... 0-61-92-183
— Constitution de bureau 10
— Election du Président 10
— — des Vice-présidents 10
— — des Secrétaires... 11

Pages

Conseil général. — Allocution du Président..... 11
— Renouvellement et composition des bureaux..... 22-37
— Règlement intérieur.—Modification proposée... 23-180-224
— Bibliothèque..... 49
— Table des délibérations..... 162
— Allocations pour la session. 331
— Vœux émis pendant la session..... 383
— Commissions spéciales et délégations..... 393
— Clôture de la session..... 373
Conseils généraux. — Loi relative à la vérification des pouvoirs des membres..... 55
Conseils d'hygiène et de salubrité. — Frais de bureau..... 50
Conseil de Préfecture. — Frais de bureau et menues dépenses du greffe..... 150
Contributions directes. — Recouvrement..... 135
— Répartement..... 136
Coudekerque-Branche. — Etat civil. — Création d'un second bureau..... 111
Cour d'assises. — Menues dépenses. — Frais de parquet..... 131
Cours normal d'institutrices. — Bourses départementales..... 138
Courses de Lille..... 146
Cultes..... 62
Culture du tabac..... 84-97
Cysoing. — Pyramide..... 150

D

Débits de tabac. — Insuffisance de l'approvisionnement. — Mauvaise qualité du tabac livré à la consommation..... 134
Délégations..... 393
Denain. — Pyramide..... 150
Dépenses de guerre. — Reversement au Trésor. 109
Dépenses imprévues..... 177
Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon..... 48
Dommages causés par la guerre..... 109
Douai (Voir Banque de France)..... 133
— (Voir Ecole normale et cours normal d'institutrices)..... 138
— (Voir Faculté de droit)..... 185
— (Voir lycée. — Bourses)..... 275
— (— Élévation à la 1re classe. Vœu)..... 373
— (Voir Sous-Préfecture)..... 89
— (Voir Tribunal)..... 90
Droit sur l'alcool servant au vinage..... 92, 237
Dunkerque (Voir Palais-de-Justice. — Traitement du concierge)..... 150
— (Voir Sous-Préfectures)..... 89

E

Ecole d'arts et Métiers de Châlons. — Bourses départementales..... 102, 302
— d'horticulture de Versailles..... 117
— de médecine et de pharmacie de Lille. — Bourses..... 192, 200
— normale primaire de Douai et cours normal d'institutrice.—Bourses départementales 138
— — Construction de la nouvelle école.... 42
École vétérinaire d'Alfort. — Bourses départementale..... 184
Édifices départementaux. — Abonnements aux distributions d'eau..... 108
Églises et presbytères. — Secours de l'Etat.... 315
— Travaux. — Secours départementaux. 68, 137
Eglise de Beaumont..... 312
— Bruille-Saint-Amand..... 310
— Cobrieux..... 312
— Feignies..... 310
— Odomez..... 310
— Valenciennes..... 309
Elections municipales. — Sections électorales..... 247, 333, 375
Elèves artistes. — Bourses départementales.... 200
— sages-femmes. — Bourses..... 194
Emprunt départemental de 15 millions..... 221
Enfants assistés. — Orphelins pauvres. — Loi du 5 mai 1869..... 362
— Situation générale..... 117
— Tarif des pensions attribuées aux nourriciers.—Révision 302
— Demande par l'hospice de Dunkerque de la création d'un hospice dépositaire à Hazebrouck..... 305
— Dépenses arriérées..... 47
Enfants du 1er âge. — Loi du 23 décembre 1874. 315
Epidémies..... 149
Epizooties..... 101
Errata..... 392
Etablissements de bienfaisance. — Secours sur les fonds de l'Etat..... 298
Etablissement thermal de Saint-Amand..... 22, 179
Etangs insalubres. — Communes de Busigny (Nord) et de Becquigny (Aisne). — Demande de suppression..... 331
Etat-civil. — Dépense arriérée..... 176
— (Voir Coudekerque-Branche..... 111
Exposition départementale d'agriculture. — Concours d'animaux reproducteurs..... 75

F

Pages

Faculté de droit de Douai 185
Feignies et Neuf-Mesnil. — Hameau des Guides. — Demande d'annexion à Neuf-Mesnil 133
— Reconstruction de l'église 310
Ferme-Ecole. — Vœu du Conseil d'arrondissement de Lille..... 149
Fonds de non-valeurs et de réimposition de 1873 269
Frais de division des cotes des contributions directes entre propriétaires et fermiers... 108
— d'impression 149
— de transport d'indigents. — Dépense arriérée..... 185

G

Garçons de bureau de la Préfecture 84
Gendarmerie. — Indemnités de literie. — Dépenses arriérées..... 87
— (Voir Casernes. — Grosses réparations..... 85
— (Voir Casernes en location).... 87
— (Voir Casernes. — Frais d'éclairage.)..... 110
— (Voir Caserne d'Hazebrouck)... 86
— — de Cassel) 86
— — de Landrecies) .. 274
— — du Quesnoy) 111
Gonnelieu. — Presbytère. — Reconstruction.... 313
Greffe du Conseil de Préfecture. — Frais de bureau et menues dépenses..... 150

H

Hameau des Guides (Voir Feignies et Neuf-Mesnil)..... 133
Hameau de Saint-Pol. (Voir Petite-Synthe)..... 176
Hannetonnage. (Voir animaux nuisibles) 146
Hasnon. (Voir inondations) 78
Hazebrouck. — Hospice dépositaire. (Voir enfants assistés) 305
— Malades indigents. — Hospice.... 48
— (Voir caserne de gendarmerie)... 86
— (Voir Sous-Préfecture) 44
Hospices et hôpitaux..... 49
Hospices de Lille. — Malades et incurables indigents. — Prix de journée..... 137
— d'Hazebrouck, de Cassel et de Merville. 48
Hospice du Quesnoy. — Malades indigents..... 48
Houillères. (Voir industrie minérale)..... 113,150

I

Impositions communales extraordinaires. — Fixation du maximum des centimes..... 84
Impôt sur la chicorée..... 219
Incendiés nécessiteux. — Secours..... 186
Industrie minérale. (Voir houillères)..... 113,150
Inondations du Midi. — Souscription du département..... 168
— Hasnon 78
Inspection académique. — Frais de bureau..... 49
— des lycées, colléges, école normale primaire..... 49
Institut industriel, agronomique et commercial du Nord de la France. — Situation. 97,206
— — Dépenses de construction. 99
— — Rapport de la Commission de surveillance 328
Instruction primaire. — Budget..... 316

J

Juges de paix. — Traitement..... 79, 233
Jury d'expropriation (Liste du) 224, 282

L

Landrecies. — Caserne de gendarmerie..... 274
— Malades indigents. — Hospice... 48
Le Quesnoy. — Caserne de gendarmerie..... 111
— Malades indigents. — Hospice... 48
Lignes télégraphiques. (Voir télégraphes)..... 246
Lille. (Voir Ecole de médecine)..... 192-200
— (Voir Courses) 146
— (Voir Concours hippique) 70-146
— (Voir Hospices. — Malades et incurables indigents. — Prix de journée)..... 137
— (Voir Lycée) 275-281-373
— (Voir Musée d'histoire naturelle) 80
— (Voir Palais-de-justice)..... 131-150-177
— (Voir Station agronomique) 101
— (Voir Tramways suburbains)..... 266
— Tribunal civil. — Création d'une 3e chambre 147
Liste du jury d'expropriation..... 224 282
Loi relative à la vérification des pouvoirs des membres des Conseils généraux..... 53
Loos. — Octroi..... 274
Lycées. — Bourses..... 275-295
Lycées et colléges. — Bourses. — Proposition de M. le baron de Bouteville 296
Lycées de Lille et de Douai. — Elévation à la 1re classe. — Vœu..... 84-373
Lycées. — Colléges. — Ecole normale primaire. Inspection 49

M

Pages

Maisons d'arrêt. — Entretien 41
— Grosses réparations 46
Maison d'arrêt de Cambrai. — Reconstruction ... 129
Maisons d'école. — Demandes de secours sur les fonds de l'État 187
Maison de refuge du Bon-Pasteur 308
Malades indigents. — Secours 47
— Placement dans les hospices 45
— Hospices d'Hazebrouck, de Cassel et de Merville 48
Malades et incurables indigents. — Prix de journée. — (Voir Hospices de Lille) 137
— Le sieur Mahieu de Faches Dépense arriérée 187
— des cantons de Quesnoy et de Landrecies. Hospice du Quesnoy, prix de journée 48
Manuel d'instruction populaire. (Voir Société française de tempérance) 116
Marcq-en-Barœul. — Construction d'un presbytère 312
Marins morts à la pêche d'Islande. (Voir Société de secours) 65
Menues dépenses et frais de parquet de la cour d'assises et des tribunaux 131
Merville. — Malades indigents. — Hospice 48
Moëres françaises et belges. — Ecoulement des eaux. — Vœu 65
Monts-de-piété 304
Musée d'histoire naturelle de Lille. — Collection d'insectes nuisibles à l'agriculture 80

N

Navigation intérieure 240
Neuf-Mesnil et Feignies. — Hameau des Guides. — Demande d'annexion à Neuf-Mesnil 133
— Restauration et agrandissement du presbytère 314
Nivellement. — Carte départementale 75
Noyelles-lez-Seclin. — Reconstruction du presbytère 314

O

Obligations départementales. — Chevaux réquisitionnés. — Intérêt et remboursement 108
Octroi. — Cambrai 178
— Loos 274
— Orchies 131
— Quesnoy-sur-Deûle 131
Octroi. — Tourcoing 268
— Vieux-Berquin 132
Odomez. — Reconstruction de l'église 310
Œuvre des Orphelins de la Guerre 68
Orphelinats agricoles. — Société générale de patronage 41
Orphelins pauvres 362

P

Palais-de-Justice de Lille. — Dunkerque. — Valenciennes. — Traitement des concierges 150
— de Lille. — Complément de mobilier 131
— de Lille. — Travaux d'appropriation 177
Pêche fluviale. — Interdiction 211
Petite-Synthe. — Hameau de Saint-Pol. — demande en distraction 176
Poids et mesures (service des) 79
Police de la chasse 50
Pompes à incendie 45
Ponceau (construction d'un) sur le chemin d'intérêt commun N° 39 103
Ponts du canal de la Haute-Colme (voir chemin de grande communication N° 3) 51
Pont de Petite-Synthe sur le canal de Bourbourg. — Reconstruction — Entretien. — Répartition des dépenses 52, 57
— de Watten (voir chemin d'intérêt commun N° 53) 102
Ports maritimes 226
Postes (service des) 169, 186, 245
— Bureau d'armentières. — Vœu 116
— Commune de Bauvin 40
Préfecture et Sous-Préfectures. — Frais d'administration 267
Préfecture. — Ancien hôtel. — Entretien en 1873 88
— Nouvel hôtel. — Dépenses pour la réception du Président de la République 180
— Entretien des bâtiments et du mobilier 234
— Concierges et garçons de bureau .. 84
— Corps de garde 150
Presbytères. — Demandes de secours sur les fonds de l'État 315
Presbytère de Baisieux 313
— Gonnelieu 313
— Marcq-en-Barœul 312
— Neuf-Mesnil 314
— Noyelles-lez-Seclin 314
Prisons départementales. — Indemnités de logements aux aumôniers 41

Pages

Propriétés départementales immobilières. — Travaux 43
— Assurances 150
Pyramides de Denain et de Cysoing 150

Q

Quesnoy-sur-Deûle. — Octroi 131

R

Race chevaline 139,168
— Stations d'étalons 40,73,102
Recensement général de la circulation sur les voies de communication 218
Régime commercial. (Voir Traités de commerce. — Révision) 41,79,92,162,182,225
Roubaix. (Voir chemin de fer. — Gare. — Reconstruction et agrandissement) 129
— (Voir Société d'émulation) 116
— (Voir Tramways suburbains) 106
Routes départementales 212
— — Déclassement. — Communication 148
Routes nationales 121
— Plaques indicatrices 65,249

S

Saint-Amand. — Établissement thermal 22-179
Salubrité publique 182
Sapeurs-pompiers. — Secours 45
Scarpe inférieure. — Question du rachat 207
Secours à d'anciens employés ou à leurs veuves. 47
— Demandé de la Dᵉˡˡᵉ Delarre 363
— en cas d'extrême misère 185
— aux incendiés nécessiteux 186
— de route. — Voyageurs indigents 185
— — Dépense arriérée 186
Secrétaire de l'Académie de Douai. Indemnité ... 49
Sections électorales. (Voir élections municipales) 333-375
Service hydraulique 208
— des poids et mesures 79
— des postes et des télégraphes .. 169-186-245
Société centrale de médecine 185
— de sauvetage des naufragés 67
— d'émulation de Roubaix 116
— française de tempérance. — Manuel d'instruction populaire 116
— hippique française. — Création de concours à Lille 70-146
— instituée au profit de familles de marins morts ou présumés péris a la pêche d'Islande 65

Pages

Société de patronage des jeunes libérés 185
— de patronage des orphelins d'Alsace-Lorraine 186
— de patronage des orphelinats agricoles .. 44
— des prêts au travail 175
Sociétés de charité maternelle 67
— savantes. — Subsides 48
— de secours mutuels 116
Sous-Préfectures. — Frais d'administration 267
— Entretien 43
— Loyers 46
— Mobilier. — Entretien ordinaire 44
Sous-Préfecture d'Avesnes. — Acquisition de mobilier 88
— de Cambrai. — 88
— de Valenciennes. — 88
— de Douai. — 89
— de Dunkerque. — 89
— d'Hazebrouck. — 44
Sourds-muets et aveugles 363
Station agronomique de Lille 101
Stations d'étalons du Gouvernement. (Voir race chevaline) 40,73,102
Sulfate de soude. — Droit d'entrée. — Vœu 224

T

Tabac. — Culture dans le département 81-97
Table des délibérations du Conseil général. — Indemnités aux employés des archives. 162
Taxe personnelle. — Fixation 175
Télégraphes (Service des) 186-245
Tourcoing. — Octroi 268
— (Voir chemin de fer du Nord. — Gare) 94
Traités de commerce. — Révision. (Voir régime commercial. — Commission des traités). 41-79-92-162-182-225
Traitement du bégaiement par la méthode Chervin. — Rapport de la Commission spéciale 162
Tramways suburbains 247-266
— de Roubaix 106
Travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie .. 211
— Nomination d'un inspecteur. 223
Travaux d'intérêt public à la charge des particuliers. — Taxations 269
Tribunal civil de Lille. — Création d'une 3ᵉ chambre 147
— de Douai. — Acquisition de cartons pour le greffe 90
— d'Hazebrouck. — Renouvellement du bail 89

		Pages
Tribunal civil de Valenciennes.	— Menues dépenses et frais de parquet	367
Tribunaux.	— Entretien des bâtiments	113
—	Grosses réparations	273
—	Menues dépenses. — Frais de parquet	131
—	Mobilier	130
—	Chambres de commerce. — Chambres consultatives des arts et manufactures. — Révision de la liste des électeurs	147

V

Vaccine		193
Valenciennes.	— Construction d'une église au faubourg de Paris	309
—	Palais-de-Justice.—Traitement du concierge	150
—	Transformation du collége en lycée	193
Valenciennes.	— (Voir tribunal)	367
—	(Voir sous-préfecture)	88
Vieux-Berquin.	— Octroi	132
Vœux émis par le Conseil général pendant la session		383
Voies de communications départementales et vicinales.	— Rapport de la commission spéciale	12
—	Ajournement de la discussion	92
Voies de communication.	— Recensement général de la circulation	218
Voyageurs indigents.	— Secours de route	186
—	Frais de transport.—Dépense arriérée	185

W

Watten.	— Entretien du pont. (Voir chemin d'intérêt commun N° 53	102

Y

Yacht-Club du Nord		62

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

Lille-Imp. L. Danel

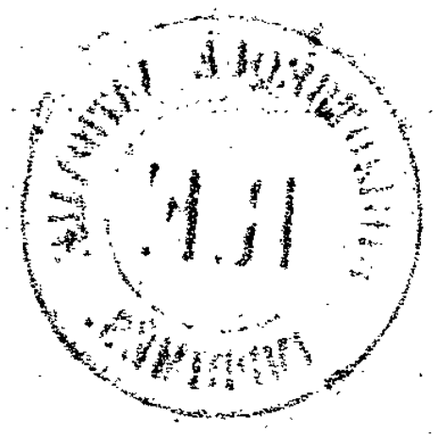


TABLE DES MATIERES CONTENUES DANS LE RAPPORT DU CONSEILLER D'ETAT, PREFET. (AOUT 1875.)

A

Abonnements aux distributions d'eau (Voir édifices départementaux)
Aliénés indigents
Aliénés Frais de transport par chemin de fer. - Dépense arriérée
Aliénés Statistique. - Situation des asiles d'Armentières, de Bailleul et de Lommelet.
Analyse des voeux des Conseils d'arrondissements
Anciens employés. - Secours
Animaux nuisibles. - Hannetonnage
Animaux reproducteurs des races chevalines et bovines
Architectes départementaux. - Traitement
Archives départementales, communales, et hospitalières
Archives départementales, Travaux divers aux bâtiments et acquisition de mobilier
Archives départementales, Entretien
Assistance judiciaire (bureaux d')
Associations agricoles
Association vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais
Avesnes. - Sous-Préfecture
Aveugles et sourds-muets

B

Baisieux. - Presbytère. - Demande de secours.
Banque de France. - Succursales à Douai et à Cambrai
Beaumont. - Restauration du clocher de l'église
Belles actions
Bergues. - Concours d'animaux reproducteurs
Bon-Pasteur (Maison du)
Bibliothèques administratives
Bibliothèque du Conseil général
Bruille-St-Amand et Odomez. - Paroisse de Notre-Dame-au-Bois. - Reconstruction de l'église. - Difficultés. - Réglement. - Secours
Budget départemental rectificatif de 1875
Budget ordinaire de 1876. - Recettes. - Produits éventuels
Budget extraordinaire de 1876
Budget de 1876. - Ressources
Budget de 1876. - Résumé
Bureaux d'assistance judiciaire

C

Cadastre. - Situation des travaux. - Subvention aux communes
Caisses d'épargne. - Situation en 1874
Caisse départementale des retraites. - Situation au 31 décembre 1874.
Caisse départementale des retraites. Liquidation de la pension de M. Romain, agent voyer en chef
Caisse départementale des retraites. - Liquidation de la pension de M. Ch. Vincent, Chef de division
Cambrai. - Maison d'arrêt
Cambrai. - Succursale de la banque de France
Cambrai. - Sous-Préfecture
Carte départementale du nivellement
Caserne de gendarmerie d'Hazebrouck. - Construction
Cassel. - Gendarmerie
Centimes extraordinaires annuels
Cercle horticole de Lille
Chambres consultatives d'agriculture
Chambres de commerce. - Révision de la liste des électeurs
Chasse (police de la). - à courre, à cor et à cris. - faisans
Chemins de fer
Chemins de fer - Lignes d'intérêt général
Chemins de fer - Lignes d'intérêt local
Chemins de fer - d'intérêt local. - Frais de contrôle.
Chemins de fer - Voeux du Conseil général. - suite donnée
Chemins de grande communication et d'intérêt commun. - Recensement général de la circulation
Chemins de fer - Etat de situation de l'exercice 1874.
Chemin de grande communication N° 3. - Dépenses d'entretien et de grosses réparations des ponts du canal de la Haute-Colme
Chemin de grande communication N° 13, de Valenciennes à Somain. - Révision des contingents communaux
Chemin de grande communication N° 32. - Révision des contingents communaux
Chemin de grande communication N° 34, d'Auberchicourt à Abscon. - Révision des contingents communaux
Chemin de grande communication N° 39. - Révision des contingents communaux
Chemins d'intérêt commun. - Situation générale. - 1874-1875
Chemins d'intérêt commun. - Contingents comm pour 1876
Chemin d'intérêt commun N° 39 de Louvignies-Quesnoy à Roucourt. Construction d'un ponceau
Chemin d'intérêt commun N° 53 de Lederzeele à Watten. - Entretien du pont de Watten. - Répartition des dépenses
Chemin d'intérêt commun N° 127 de Gravelines à Bergues. - Grosses réparations
Chemins vicinaux de grande communication
Chemins vicinaux ordinaires
Chemins vicinaux ordinaires Réseau subventionné.
Chemins vicinaux Tarif des prestations
Chevaux réquisitionnés. - Obligations départementales
Chicorée. - Voeux du Conseil d'arrondissement de Valenciennes
Cobrieux - Restauration de l'église. - Demande de secours
Colléges. - Inspection
Collége de Valenciennes. - Transformation en Lycée
Colonie agricole de Mesnil-St-Firmin. - Subvention pour 1876
Colonie agricole de Mettray
Colonie agricole de St-Bernard - Commission de surveillance
Commission départementale. - Frais de bureau.
Commission historique
Commission historique Reproductions photographiques d'objets d'art religieux
Commission météorologique
Compte des recettes et des dépenses départementales de l'exercice 1874
Concierges des palais-de-justice de Lille, de Dunkerque et de Valenciennes. - Traitement
Concierges de la Préfecture. - Gages
Concours d'animaux reproducteurs à Bergues
Conseils d'arrondissement. - Analyse des voeux

Conseil général. - Bibliothèque
Conseil général. - Liste des membres
Conseils d'hygiène et de salubrité. - Frais de bureau
Conseil de préfecture. - Greffe. - Frais de bureau
Contributions directes - Recouvrement
Contributions directes - Répartement
Cour d'assises, - Menues dépenses, frais de parquet
Cultes
D
Dépenses de guerre. - Reversement à la caisse du Trésor, d'une somme encaissée par le département
Dépenses imprévues
Dommages causés par la guerre
Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon
Distributions d'eau. - Edifices départementaux. - Abonnements
Douai. - Ecole normale primaire
Douai. - Lycée
Douai. - Succursale de la Banque de France
Douai. - Sous-Préfecture
Douai. - Tribunal civil. - Acquisitions de cartons pour le greffe
Dunkerque - Sous-Préfecture
E
Ecole de médecine et de pharmacie de Lille
Ecole de médecine et de pharmacie de Bourses.
Ecole nationale d'arts et métiers de Châlons
Ecole normale primaire de Douai
Ecole normale primaire Inspection
Ecole vétérinaire d'Alfort
Edifices départementaux. - Abonnements aux distributions d'eau
Eglises. - Secours départementaux
Eglise. - Beaumont
Eglise. - Bruille-Saint-Amand
Eglise. - Cobrieux
Eglise. - Odomez
Elections municipales. - Sections électorales
Elèves-artistes. - Bourses départementales
Elèves sages-femmes. - Idem
Emprunt départemental de 15 millions
Enfants assistés. - Situation générale
Enfants assistés. - Tarif des pensions attribuées aux nourriciers. - Révision
Enfants assistés. - Orphelins pauvres
Enfants assistés. - Dépense arriérée
Enfants et filles mineures employés dans l'industrie
Epidémies
Epizooties
Etablissement thermal de Saint-Amand
Etat-civil. - Confection des tables décennales. Dépense arriérée
Exposition départementale d'agriculture et concours d'animaux reproducteurs
F
Faculté de droit de Douai
Fonds de non-valeurs et de réimposition de 1873.
Frais de division de cotes des contributions directes entre propriétaires et fermiers
Frais d'impressions
G
Garçons de bureau de la préfecture (voir Concierges)
Gendarmerie. - Casernes en location, dépenses.
Gendarmerie. - Casernes - Entretien
Gendarmerie. - Casernes - Grosses réparations et travaux neufs
Gendarmerie. - Casernes - Frais d'éclairage
Gendarmerie. - Casernes - Indemnité de literies dépense arriérée
Gendarmerie. - Caserne de Cassel. - Travaux de réparations
Gendarmerie. - Caserne - d'Hazebrouck. - Reconstruction
Gendarmerie. - Caserne du Quesnoy. - Installation de trois becs de gaz
Greffe du conseil de préfecture. - Frais de bureau et menues dépenses
Guerre. - Dépenses
Guerre. - Dommages
H
Hameau de St-Pol. - Petite-Synthe
Hannetonnage. - Animaux nuisibles
Hazebrouck. - Caserne de gendarmerie
Hazebrouck. - Sous-préfecture
Hazebrouck. - Tribunal
Hospices et hôpitaux. - Situation en 1874
Hospices de Lille. - Malades et incurables. - Prix de journée
I
Impositions communales extraordinaires. - Fixation du maximum des centimes
Incendies. - Secours aux victimes
Industrie minérale
Inspection académique. - Frais de bureau
Institut industriel, agronomique et commercial du Nord de la France
Institut industriel, Crédits
Instruction publique. - Budget
J
Jeunes aveugles
Jury d'expropriation
Justice-de-paix. - Menues dépenses
L
Le Quesnoy. - Gendarmerie
Lille. - Cercle horticole
Lille. - Ecole de médecine
Lille. - Hospices

Lille. - Concours. - Société hippique française
Lille. - Station agronomique
Lille. - Tribunal civil
Lignes télégraphiques
Lycées. - Colléges. - Ecole normale primaire. - Inspection
Lycées de Lille et de Douai. - Bourses départementales
M
Maisons d'arrêt. - Entretien
Maisons d'arrêt.- Grosses réparations
Maison d'arrêt de Cambrai. - Reconstruction
Maison de refuge du Bon-Pasteur
Malades indigents. - Secours
Malades indigents. - Subventions
Malades indigents. - des cantons du Quesnoy et de Landrecies. - Prix de journée à l'hospice du Quesnoy
Malades et incurables indigents. - Dépenses arriérées
Malades et incurables indigents. - le Sr Mahieu de Faches. Dépense arriérée
Malades et incurables indigents. Hospices d'Hazebrouck, de Cassel et de Merville
Manuel d instruction populaire (voir Société française de tempérance)
Marcq-en-Baroeul. - Construction d'un presbytère. - Demande de secours
Menues dépenses et frais de parquet de la Cour d'assises, des tribunaux de 1re instancee, justices-de-paix et tribunaux de police
Monts-de-piété
N
Navigation intérieure
Neuf-Mesnil. - Presbytère. - Murs de clôture. Demande de secours
Nivellement. - Carte départementale
O
Obligations départementales concernant les chevaux réquisitionnés. - Intérêts et remboursement
Octroi. - Quesnoy-sur-Deûle
Octroi. - Tourcoing
Odomez. - Paroisse de Notre-Dame-au-Bois (voir Bruille-Saint-Amand)
Orphelins de la guerre (OEuvre des)
P
Palais-de-Justice de Lille, de Dunkerque et de Valenciennes - Traitement des concierges
Pêche fluviale. - Interdiction
Petite-Synthe. - Hameau de Saint-Pol. - Demande d'érection en commune séparée
Poids et mesures (service des)
Police de la chasse
Pompes à incendie
Ports maritimes
Postes (Service des)
Préfecture (ancien hôtel). - Entretien en 1873
Préfecture (nouvel hôtel). - Entretien des bâtiments et du mobilier
Préfecture Dépenses faites pour réception du maréchal Mac-Mahon, président de la République
Préfecture Dépenses faites pour réception du Corps-de-garde
Préfecture Dépenses faites pour réception du Concierges et garçons de bureau
Préfecture et sous-préfectures. - Frais d'administration
Presbytères. - Baisieux
Presbytères. - Marcq-en-Baroeul
Presbytères. - Neuf-Mesnil
Prisons départementales. - Indemnité de logement aux aumôniers
Propriétés départementales. - Frais d'assurances
Pyramides de Denain et de Cysoing. - Traitement des gardiens
Q
Quesnoy-sur-Deûle. - Octroi. - Prorogation de tarif et règlement
R
Race chevaline
Recensement général de la circulation sur les routes départementales, les chemins de grande communication et d'intérêt commun
Ressources du budget de 1876
Routes départementales
Routes nationales
S
Saint-Amand. - Etablissement thermal
Saint-Pol (Hameau de). - Petite-Synthe
Salubrité publique
Sapeurs-Pompiers. - Secours
Scarpe-Inférieure. - Question du rachat
Secours à d'anciens employés ou à leurs veuves.
Secours en cas d'extrême misère
Secrétaire de l'Académie de Douai. - Indemnité.
Sections électorales. - Elections municipales
Sel de soude. - Chicorée. - Voeux du Conseil d'arrondissement de Valenciennes
Service Hydraulique
Service des Poids et Mesures
Service des Postes
Sociétés de Charité Maternelle
Sociétés savantes. - Allocation de subsides
Sociétés de secours mutuels
Société Française de tempérance. - Manuel d'instruction populaire
Société Hippique française. - Création de concours à Lille
Société centrale de médecine
Société centrale de sauvetage des naufragés
Société instituée pour venir en aide aux familles des marins morts ou présumés péris à la pêche d'Islande
Société générale de patronage des orphelinats agricoles
Société de patronage des jeunes libérés
Société de patronage des orphelins d'Alsace-Lorraine
Sourds-muets et jeunes aveugles
Sous-préfectures. - Loyers
Sous-préfectures. - Mobilier
Sous-préfectures. - Entretien
Sous-préfectures. - Grosses réparations

Sous-prefecture d'Avesnes. - Acquisition de mobilier
Sous-préfectures. de Cambrai. Acquisition de mobilier
Sous-préfectures. de Douai. Acquisition de mobilier
Sous-préfectures. de Dunkerque. Acquisition de mobilier
Sous-préfectures. d'Hazebrouck. Acquisition de mobilier
Sous-préfectures. de Valenciennes. Acquisition de mobilier
Station agronomique de Lille
T
Tabac. - Culture dans le département du Nord.
Tables décennales de l'Etat-civil. - Dépense arriérée
Taxations pour travaux d'intérêt public à la charge des particuliers
Taxe personnelle. - Fixation
Tourcoing. - Octroi. - Additions au tarif
Traitement des gardiens des pyramides de Denain et de Cysoing
Transformation du collége de Valenciennes en lycée
Travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie
Tribunal civil de Douai. - Acquisition de cartons - pour le greffe
Tribunal civil de Lille. - Création d une 3e chambre
Tribunal civil de d'Hazebrouck. - Renouvellement du bail
Tribunaux et Chambres de commerce. - Révision de la liste des électeurs
Tribunaux. - Mobilier
Tribunaux. - Entretien des bâtiments
Tribunaux. - Grosses réparations
Tribunaux. - Menues dépenses. - Frais de parquet
V
Vaceine
Valenciennes. - Collége. - Lycée
Valenciennes. - Sous-Préfecture
Veuves d'anciens employés. - Secours
Voeux des Conseils d'arrondissement
Voyageurs indigents. - Secours de route et moyens de transport.
Voyageurs indigents. - Frais de transport par chemin de fer. - Depenses arriérées
Voyageurs indigents. - Secours de route. - Dépenses arriérées.
Y
Yacht-Club du Nord

SESSION D'AOUT 1875. TABLE.

Rapport sur la situation du service de l'exploitation du Chemin de fer du Nord dans le département, pendant l'année 1874
Rapport sur la situation des nouvelles lignes de Chemins de fer dans le département du Nord
Rapport sur les chemins de fer d'intérêt local
Rapport sur les ports, phares et balises du Nord
Rapport sur le service spécial des voies navigables du Nord
Rapport sur le service spécial de la navigation entre la Belgique et Paris
Rapport sur le service hydraulique
Rapport sur le service des mines. - Supplément
Rapport sur les routes nationales
Rapport sur les routes départementales
Rapport sur les chemins de grande communication
Rapport sur les chemins vicinaux ordinaires et d'intérêt commun
Rapport sur la salubrité publique
Rapport sur les enfants assistés
Rapport sur l'instruction primaire
Rapport sur le service télégraphique
Rapport sur l'Institut industriel et agronomique du Nord de la France

TABLE DES MATIERES CONTENUES DANS LE RAPPORT DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE.

Acquisition de pompes à incendie. - Secours
Amendes de police correctionnelle. - Secours
Budget départemental. - Ordonnances de délégagation et mandats de paiement
Chemin de fer d'Haubourdin à Saint-André
Chemins de grande communication
Chemins d'intérêt commun
Chemins vicinaux ordinaires. - Classements, redressements, etc
Chemins vicinaux. - Secours
Chemins vicinaux. - Subventions industrielles
Compte départemental de 1874
Ecole d'accouchement de Paris. - Bourses
Ecole normale de Douai
Gendarmerie. - Casernement
Impositions, emprunts et dettes des communes
Instruction primaire. - Secours pour maisons d'école et mobiliers de classe
Liste du jury pour 1876
Maison de Refuge du Bon-Pasteur. - Bourses
Malades et incurables indigents
Recrutement. - Conseil de révision
Routes départementales
Sociétés de secours mutuels. - Subventions
Sourds-muets et aveugles. - Bourses

TABLE DES MATIERES CONTENUES DANS LES PROCES-VERBAUX DES DELIBERATIONS. de la session d'août 1875.

A
Académie de Douai. - Secrétaire
Actes et contrats. - Indications cadastrales
Alcool servant au vinage (droit sur l')
Aliénés. - Statistique
- Indigents
- Frais de transport
Analyse des voeux émis par le Conseil général pendant la session
Anciens employés. - Secours
Angine couenneuse. - Traitement
Animaux nuisibles - Hannetonnage
Animaux reproducteurs des races chevaline et bovine
Architectes départementaux. - Traitement

Archives départementales, communales et hospitalières
Archives Entretien
Archives Travaux divers aux bâtiments et acquisition de mobilier,
Armentières (Voir Postes)
Associations agricoles
Association vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais
Assurances. - Propriétés départementales
Avesnes. (Voir Sous-Préfecture)
Aveugles (Voir sourds-muets)

B

Raisieux. - Construction d'un presbytère
Banque de France. - Succursales à Cambrai et à Douai
Bauvin. - Bureau de Poste
Beaumont. - Restauration du clocher de l'église
Becquigny (Aisne). - Etangs insalubres
Bégaiement. - Traitement par la méthode Chervin. - Rapport de la Commission spéciale
Belles actions
Bergues. - Concours d'animaux reproducteurs
Bibliothèques administratives
Bibliothèque du Conseil général
Bruille-Saint-Amand. - Eglise. - Reconstruction
Budget rectificatif de 1875
Budget de 1876
Bureau d'assistance judiciaire
Bureaux de bienfaisance. - Situation
Busigny. - Etangs insalubres

C

Cadastre. - Indications cadastrales sur les actes et contrats
Cadastre. Matrices et plans. - Déplacements
Cadastre. Situation des travaux. - Subventions aux communes
Caisses d'épargne. - Situation
Caisse départementale des retraites. - Situation au 31 décembre 1874
Caisse départementale - Liquidation de la pension de M. Ch. Vincent, chef de division
Caisse départementale - Liquidation de la pension de M. Romain, agent-voyer en chef
Cambrai. - Octroi
Cambrai. - (Voir Banque de France)
Cambrai. - (Voir Chambre consultative des arts et manufactures
Cambrai. - (Voir Maison d'arrêt.) - Reconstruction
Cambrai. - (Voir Sous-préfecture)
Canal de Bourbourg (Voir Pont de Petite-Synthe)
Canal de la Haute-Colme. (Voir Ponts. - Entretien)
Carte départementale du nivellement
Canal du nord de la France
Casernes de gendarmerie. - Entretien
Casernes de gendarmerie. - Grosses réparations ei travaux neufs
Casernes de gendarmerie. - en location
Casernes de gendarmerie. - Frais d'éclairage
Caserne d'Hazebrouck. - Construction
Caserne d'Hazebrouck. - de Cassel. - Travaux
Caserne d'Hazebrouck. - du Quesnoy. - Installation de trois becs de gaz
Cassel. - Malades indigents. - Hospice
Centimes extraordinaires annuels
Cercle horticole du Nord
Chambres de commerce. - Révision de la liste des électeurs
Chambres consultatives d'agriculture
Chambre consultative des arts et manufactures de Cambrai. - Erection en chambre de commerce
Chambres consultatives des arts et manufactures - Révision de la liste des électeurs
Chasse (Police de la)
Chemins de grande communication. - Etat de situation de l'année 1874
Chemin de grande communication N° 3. - Dépenses d'entretien et de grosses réparations des ponts du canal de la Haute-Colme
Chemin de grande communication N°13, de Valenciennes à Somain. - Révision des contingents communaux
Chemin de grande communication N°32. - Révision des contingents-communaux
Chemin de grande communication N°34, d'Auberchicourt à Abscon. - Révision des contingents communaux
Chemin de grande communication N°39. - Révision des contingents communaux
Chemins d'intérêt commun. - Situation générale.
Chemins d'intérêt commun. - Contingents communaux pour 1876
Chemin N°39, de Louvignies-Quesnoy à Roucourt. - Construction d'un ponceau.
Chemin N°53, de Lederzeele à Watten. - Entretien du pont de Watten
Chemin N°93, de Seclin a Haubourdin. - Redressement au territoire de Noyelles
Chemin N°127, de Gravelines à Bergues. - Grosses réparations
Chemins de fer. - Rapport général, - Discussion. - Voeux
Chemins de fer de Dunkerque à Furnes
Chemins de fer du Nord. - Prolongement des rails sur le côté est du port de Dunkerque. - Voeu
Chemins de fer Gare de Roubaix. - Reconstruction et agrandissement. - Voeu
Chemins de fer Gare de Tourcoing. - Voeu
Chemins de fer d'intérêt local. - Frais de contrôle
Chemin de fer de Lannoy à Lille. - Embranchement de Forest à l'Empenpont
Chemins de fer d'Hazebrouck à Templeuve. - Trace d'Hazebrouck à Laventie
Chemins vicinaux ordinaires
Chemins vicinaux de grande communication
Chevaux réquisitionnés. - (Voir Obligations départementales)
Chicorée. - Impôt
Cobrieux. - Restauration de l'église
Collége de Valenciennes. - Transformation en lycée
Colonies agricoles de jeunes détenus
Colonie agricole de Saint-Bernard. - Commission de surveillance
Colonie agricole de Mettray. - Subside
Colonie agricole de Mesnil-St-Firmin. - Subside.
Commission départementale. - Rapport
Commission départementale. - Frais de bureau

Commission départementale. - Renouvellement
Commission historique. - Subside annuel
Commission historique. - Reproductions photographiques d'objets d'art religieux
Commission météorologique
Commission des traités de commerce. (Voir Régime commercial. - Révision)
Commissions spéciales
Communications
Compte départemental de 1874
Concierges et garçons de bureau de la Préfecture
Concours d'animaux reproducteurs à Bergues
Concours d'animaux (Voir exposition départementale d'agriculture)
Conseil général. - Liste des membres
Conseil général. - Ouverture de la session
Conseil général. - Formation du bureau provisoire
Conseil général. - Appel nominal
Conseil général. - Excuses -
Conseil général. - Constitution de bureau
Conseil général. - Election du Président
Conseil général. - Election des Vice-présidents
Conseil général. - Election des Secrétaires
Conseil général. - Allocution du Président
Conseil général. - Renouvellement et composition des bureaux
Conseil général. - Règlement intérieur. - Modification proposée
Conseil général. - Bibliothèque
Conseil général. - Table des délibérations
Conseil général. - Allocations pour la session
Conseil général. - Voeux émis pendant la session
Conseil général. - Commissions spéciales et délégations
Conseil général. - Clôture de la session
Conseils généraux. - Loi relative à la vérification des pouvoirs des membres
Conseils d'hygiène et de salubrité. - Frais de bureau
Conseil de Préfecture. - Frais de bureau et menues dépenses du greffe
Contributions directes. - Recouvrement
Contributions directes. - Répartement
Coudekerque-Branche. - Etat civil. - Creation d'un second bureau
Cour d'assises. - Menues dépenses. - Frais de parquet
Cours normal d'institutrices. - Bourses départementales
Courses de Lille
Cultes
Culture du tabac
Cysoing. - Pyramide

D

Débits de tabac. - Insuffisance de l'approvisionnement. - Mauvaise qualité du tabac livré à la consommation
Délégations
Denain. - Pyramide
Dépenses de guerre. - Reversement au Trésor
Dépenses imprévues
Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon
Dommages causés par la guerre
Douai (Voir Banque de France)
Douai (Voir Ecole normale et cours normal d'institutrices)
Douai (Voir Faculté de droit)
Douai (Voir lycée. - Bourses)
Douai (- Elévation à la 1re classe. Voeu)
Douai (Voir Sous-Préfecture)
Douai (Voir Tribunal)
Droit sur l'alcool servant au vinage 7
Dunkerque (Voir Palais-de-Justice. - Traitement du concierge)
Dunkerque (Voir Sous-Préfectures)

E

Ecole d'arts et Métiers de Châlons. - Bourses départementales
Ecole d'horticulture de Versailles
Ecole de médecine et de pharmacie de Lille. - Bourses
Ecole normale primaire de Douai et cours normal d'institutrice.- Bourses départementales
Ecole normale - Construction de la nouvelle école
Ecole vétérinaire d'Alfort. - Bourses départementale
Edifices départementaux. - Abonnements aux distributions d'eau
Eglises et presbytères. - Secours de l'Etat
- Travaux. - Secours départementaux
Eglise de Beaumont
Eglise de Bruille-Saint-Amand
Eglise de Cobrieux
Eglise de Feignies
Eglise de Odomez
Eglise de Valenciennes
Elections municipales. - Sections électorales
Elèves artistes. - Bourses départementales
Elèves sages-femmes. - Bourses
Emprunt départementalde 15 millions
Enfants assistés. - Orphelins pauvres. - Loi du 5 mai 1869
Enfants assistés. - Situation générale
Enfants assistés. - Tarif des pensions attribuées aux nourriciers. - Révision
Enfants assistés. - Demande par l'hospice de Dunkerque de la création d'un hospice dépositaire à Hazebrouck
Enfants assistés. - Dépenses arriérées
Enfants du 1er âge. - Loi du 23 décembre 1874
Epidémies
Epizooties
Errata
Etablissements de bienfaisance. - Secours sur les fonds de l'Etat
Etablissement thermal de Saint-Amand

Etangs insalubres. - Communes de Busigny (Nord) et de Becquigny (Aisne). - Demande de suppression
Etat-civil. - Dépense arriérée
Etat-civil. - (Voir Coudekerque-Branche
Exposition départementale d'agriculture. - Concours d'animaux reproducteurs

F

Faculté de droit de Douai
Feignies et Neuf-Mesnil. - Hameau des Guides. - Demande d'annexion à Neuf-Mesnil
Feignies et Reconstruction de l'église
Ferme-Ecole. - Voeu du Conseil d'arrondissement de Lille
Fonds de non-valeurs et de réimposition de 1873
Frais de division des cotes des contributions directes entre propriétaires et fermiers
Frais d'impression
Frais de transport d'indigents. - Dépense arriérée

G

Garçons de bureau de la Préfecture
Gendarmerie. - Indemnités de literie. - Dépenses arriérées
Gendarmerie. - (Voir Casernes. - Grosses réparations
Gendarmerie. - (Voir Casernes en location)
Gendarmerie. - (Voir Casernes. - Frais d'éclairage)
Gendarmerie. - (Voir Caserne d'Hazebrouck)
Gendarmerie. - (Voir Caserne de Cassel)
Gendarmerie. - (Voir Caserne de Landrecies)
Gendarmerie. - (Voir Caserne du Quesnoy)
Gonnelieu. - Presbytère. - Reconstruction
Greffe du Conseil de Préfecture. - Frais de bureau et menues dépenses

H

Hameau des Guides (Voir Feignies et Neuf-Mesnil)
Hameau de Saint-Pol. (Voir Petite-Synthe)
Hannetonnage. (Voir animaux nuisibles)
Hasnon. (Voir inondations)
Hazebrouck. - Hospice dépositaire. (Voir enfants assistés)
Hazebrouck. - Malades indigents. - Hospice
Hazebrouck. - (Voir caserne de gendarmerie)
Hazebrouck. - (Voir Sous-Préfecture)
Hospices et hôpitaux
Hospices de Lille. - Malades et incurables indigents. - Prix de journée
Hospices d'Hazebrouck, de Cassel et de Merville.
Hospice du Quesnoy. - Malades indigents
Houillères. (Voir industrie minérale)

I

Impositions communales extraordinaires. - Fixation du maximum des centimes
Impôt sur la chicorée
Incendiés nécessiteux. - Secours
Industrie minérale. (Voir houillères)
Inondations du Midi. - Souscription du département
Inondations du Hasnon
Inspection académique. - Frais de bureau
Inspection des lycées, colléges, école normale primaire
Institut industriel, agronomique et commercial du Nord de la France. - Situation.
Institut industriel, Dépenses de construction.
Institut industriel, Rapport de la Commission de surveillance
Instruction primaire. - Budget

J

Juges de paix. - Traitement
Jury d'expropriation (Liste du)

L

Landrecies. - Caserne de gendarmerie
Landrecies. - Malades indigents. - Hospice
Le Quesnoy. - Caserne de gendarmerie
Le Quesnoy. - Malades indigents. - Hospice
Lignes télégraphiques. (Voir télégraphes)
Lille. (Voir Ecole de médecine)
Lille. (Voir Courses)
Lille. (Voir Concours hippique)
Lille. (Voir Hospices. - Malades et incurables indigents. - Prix de journée)
Lille. (Voir Lycée)
Lille. (Voir Musée d'histoire naturelle)
Lille. (Voir Palais-de-justice)
Lille. (Voir Station agronomique)
Lille. (Voir Tramways suburbains)
Lille. Tribunal civil. - Création d'une 3e chambre
Liste du jury d'expropriation
Loi relative à la vérification des pouvoirs des membres des Conseils généraux
Loos. - Octroi
Lycées. - Bourses
Lycées et colléges. - Bourses. - Proposition de M. le baron de Bouteville
Lycées de Lille et de Douai. - Elévation à la 1re classe. - Voeu
Lycées. - Colléges. - Ecole normale primaire. Inspection

M

Maisons d'arrêt. - Entretien
Maisons d'arrêt. - Grosses réparations
Maison d'arrêt de Cambrai. - Reconstruction
Maisons d'école. - Demandes de secours sur les fonds de l'Etat
Maison de refuge du Bon-Pasteur
Malades indigents. - Secours
Malades indigents. - Placement dans les hospices
Malades indigents. - Hospices d'Hazebrouck, de Cassel et de Merville
Malades et incurables indigents. - Prix de journée. - (Voir Hospices de Lille)
Malades et incurables Le sieur Mahieu de Faches Dépense arriérée
Malades et incurables des cantons de Quesnoy et de Landrecies. Hospice du Quesnoy, prix de journée

Manuel d'instruction populaire. (Voir Société française de tempérance)
Marcq-en-Baroeul. - Construction d'un presbytère
Marins morts à la pêche d'Islande. (Voir Société de secours)
Menues dépenses et frais de parquet de la cour d'assises et des tribunaux
Merville. - Malades indigents. - Hospice
Moëres françaises et belges. - Ecoulement des eaux. - Voeu
Monts-de-piété
Musée d'histoire naturelle de Lille. - Cellection d'insectes nuisibles à l'agriculture

N

Navigation intérieure
Neuf-Mesnil et Feignies. - Hameau des Guides. - Demande d'annexion à Neuf-Mesnil
Malades et incurables Restauration et agrandissement du presbytère
Nivellement. - Carte départementale
Noyelles-lez-Seclin. - Reconstruction du presbytère

O

Obligations départementales. - Chevaux réquisitionnés. - Intérêt et remboursement
Octroi. - Cambrai
Octroi. - Loos
Octroi. - Orchies
Octroi. - Quesnoy-sur-Deûle
Octroi. - Tourcoing
Octroi. - Vieux-Berquin
Odomez. - Reconstruction de l'église
Oeuvre des Orphelins de la Guerre
Orphelinats agricoles. - Société générale de patronage
Orphelins pauvres

P

Palais-de-Justice de Lille. - Dunkerque. - Valenciennes. - Traitement des concierges
Palais-de-Justice de Lille. - Complément de mobilier
Palais-de-Justice de Lille. - Travaux d'appropriation
Pêche fluviale. - Interdiction
Petite-Synthe. - Hameau de Saint-Pol. - demande en distraction
Poids et mesures (service des)
Police de la chasse
Pompes à incendie
Ponceau (construction d'un) sur le chemin d'intérêt commun N° 39
Ponts du canal de la Haute-Colme (voir chemin de grande communication N° 3)
Pont de Petite-Synthe sur le canal de Bourbourg. - Reconstruction - Entretien. - Répartition des dépenses
Pont de Watten (voir chemin d'intérêt commun N° 53)
Ports maritimes
Postes (service des)
Postes Bureau d'armentières. - Voeu
Postes Commune de Bauvin
Préfecture et Sous-Préfectures. - Frais d'administration
Préfecture. - Ancien hôtel. - Entretien en 1873
Préfecture. - Nouvel hôtel. - Dépenses pour la réception du Président de la République
Préfecture. - Entretien des bâtiments et du mobilier
Préfecture. - Concierges et garçons de bureau
Préfecture. - Corps de garde
Presbytères. - Demandes de secours sur les fonds de l'Etat
Presbytère de Baisieux
Presbytère de Gonnelieu
Presbytère de Marcq-en-Baroeul
Presbytère de Neuf-Mesnil
Presbytère de Noyelles-lez-Seclin
Prisons départementales. - Indemnités de logements aux aumôniers
Propriétés départementales immobilières. - Travaux
Propriétés départementales Assurances
Pyramides de Denain et de Cysoing

Q

Quesnoy-sur-Deûle. - Octroi

R

Race chevaline
Race Stations d'étalons
Recensement général de la circulation sur les voies de communication
Régime commercial. (Voir Traités de commerce. - Révision)
Roubaix. (Voir chemin de fer. - Gare. - Reconstruction et agrandissement)
Roubaix. (Voir Société d'émulation)
Roubaix. (Voir Tramways suburbains)
Routes départementales
Routes départementales - Déclassement. - Communication
Routes nationales
Routes nationales - Plaques indicatrices

S

Saint-Amand. - Etablissement thermal
Salubrité publique
Sapeurs-pompiers. - Secours
Scarpe inférieure. - Question du rachat
Secours à d'anciens employés ou à leurs veuves.
Secours à d'anciens employés ou à leurs veuves. - Demande de la Delle Delarre
Secours à d'anciens employés ou à leurs veuves. - en cas d'extrême misère
Secours à d'anciens employés ou à leurs veuves. - aux incendiés nécessiteux
Secours à d'anciens employés ou à leurs veuves de route. - Voyageurs indigents
Secours à d'anciens employés ou à leurs veuves de route. - Dépense arriérée
Secrétaire de l'Académie de Douai. Indemnité
Sections électorales. (Voir élections municipales)
Service hydraulique
Service des poids et mesures
Service des postes et des télégraphes
Société centrale de médecine

Société de sauvetage des naufragés
Société d'émulation de Roubaix
Société française de tempérance. - Manuel d'instruction populaire
Société hippique française. - Création de concours à Lille
Société instituée au profit de familles de marins morts ou présumés péris a la pêche d'Islande
Société de patronage des jeunes libérés
Société de patronage des orphelins d'Alsace-Lorraine
Société de patronage des orphelinats agricoles
Société des prêts au travail
Sociétés de charité maternelle
Société savantes. - Subsides
Société de secours mutuels
Sous-Préfectures. - Frais d'administration
Sous-Préfectures. Entretien
Sous-Préfectures. Loyers
Sous-Préfectures. Mobilier. - Entretien ordinaire
Sous-Préfecture d'Avesnes. - Acquisition de mobilier
Sous-Préfecture de Cambrai.
Sous-Préfecture de Valenciennes.
Sous-Préfecture de Douai.
Sous-Préfecture de Dunkerque.
Sous-Préfecture d'Hazebrouck.
Sourds-muets et aveugles
Station agronomique de Lille
Stations d'étalons du Gouvernement. (Voir race chevaline)
Sulfate de soude. - Droit d'entrée. - Voeu

T

Tabac. - Culture dans le département
Table des délibérations du Conseil général. - Indemnités aux employés des archives
Taxe personnelle. - Fixation
Télégraphes (Service des)
Tourcoing. - Octroi
Tourcoing. (Voir chemin de fer du Nord. - Gare)
Traités de commerce. - Révision. (Voir régime commercial. - Commission des traités).
Traitement du bégaiement par la méthode Chervin. - Rapport de la Commission spéciale
Tramways suburbains
Tramways de Roubaix
Travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie
Travail des enfants Nomination d'un inspecteur.
Travaux d'intérêt public à la charge des particuliers. - Taxations
Tribunal civil de Lille. - Création d'une 3e chambre
Tribunal de Douai. - Acquisition de cartons pour le greffe
Tribunal d'Hazebrouck. - Renouvellement du bail
Tribunal civil de Valenciennes. - Menues dépenses et frais de parquet
Tribunaux. - Entretien des bâtiments
Tribunaux. Grosses réparations
Tribunaux. Menues dépenses. - Frais de parquet
Tribunaux. Mobilier
Tribunaux. Chambres de commerce. - Chambres consultatives des arts et manufactures. - Révision de la liste des électeurs

V

Vaccine
Valenciennes. - Construction d'une église au faubourg de Paris
Valenciennes. - Palais-de-Justice.-Traitement du concierge
Valenciennes. - Transformation du collége en lycée
Valenciennes. - (Voir tribunal)
Valenciennes. - (Voir sous-préfecture)
Vieux-Berquin. - Octroi
Voeux émis par le Conseil général pendant la session
Voies de communications départementales et vicinales. - Rapport de la commission spéciale
Voies - Ajournement de la discussion
Voies de communication. - Recensement général de la circulation
Voyageurs indigents. - Secours de route
Voyageurs - Frais de transport. - Dépense arriérée

W

Watten. - Entretien du pont. (Voir chemin d'intérêt commun N° 53

Y

Yacht-Club du Nord